



HAL
open science

Guerre, État et société en France, de 1851 à 1945

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. Guerre, État et société en France, de 1851 à 1945. DEUG. Guerre, État et société en France, 1851-1945, Khâgne du lycée Louis le Grand, France. 2013, pp.713. cel-01474714

HAL Id: cel-01474714

<https://hal.science/cel-01474714>

Submitted on 23 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Dominique Lejeune, Prof Dr Dr,

Guerre, État et société en France, de 1851 à 1945

Bibliographie (attention : Les guerres coloniales sont incluses, pas les guerres civiles. La Commune n'est à envisager que comme forme de résistance aux Allemands)

M.Agulhon, *Histoire vagabonde*, Gallimard, 1988-1996, 3 vol. (recueil d'articles et contributions), 318, 306 & 284 p.,

J.Aldebert, *La Guerre de 1870 et la Commune*, Documentation Photographique, 1966

J.Allemane, *Mémoires d'un Communard*, Maspero, 1981, 550 p.

J.-Ch.Asselain, *Histoire économique de la France du XVIIIe siècle à nos jours*, Seuil, coll. "Points", 1984, 2 vol., 212 & 224 p.

P.Barral, *L'Esprit lorrain. Cet accent singulier du patriotisme français*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 192 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, p. 503

L.Barthas, *Les carnets de guerre de Louis Barthas*, Maspero, 1978, réédit., 1982, 560 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, févr. 1981, p. 721, réédition, La Découverte, 1997, 574 p.

A.Becker, *Les Cicatrices rouges. 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010, 372 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, p. 181

J.-J.Becker, *Clemenceau, chef de guerre*, Armand Colin, 2012, 223 p.

J.-J.Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.déc. 1983, pp. 650-651.

J.-J.Becker, *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre*, thèse, FNSP, 1977, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (par S.Berstein), juill.-sept. 1979, pp. 448 & suiv.

J.-P.Bertaud & W.Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p.

É. Bonhomme éd., *De l'Empire à la République. Comités secrets du Parlement. 1870-1871*, Perrin, 2011, 249 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*,

G. Bruno, *Le Tour de la France par deux enfants*, 1877.

P. Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, Livre de Poche 32299 & 32300, 2008, 796 & 734 p.

J.-Cl. Caron, *La nation, l'État et la démocratie en France de 1789 à 1914*, Armand Colin, coll. U, 1995, 364 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle, n° 13, 1996/2, p. 115, dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1997, p. 506

J.-Cl. Caron, *Frères de sang. La guerre civile en France au XIXe siècle*, Champ Vallon, 2009, 306 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, pp. 255-256

P. Chassaing dir., *Les sociétés, la guerre, la paix. 1911-1946*, CNED-SEDES, 2003, 298 p. Base du cours GES-9

Collectif, *Hommes et femmes dans la France en guerre (1914-1945)*, Payot, 2003, 362 p., compte rendu (utilisé) dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 213-214 base du GÉS-10

Collectif, *Histoire de la France coloniale*, Armand Colin, 1991, 2 vol., 846 & 654 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 522-528, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 106-107, dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, pp. 416-417, réédition, Pocket, Agora, 1996, 3 vol., 840, 630 & 551 p.

Collectif, *Atlas des empires coloniaux XIXe-XXe siècles*, Autrement, 2012, 96 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*,

Collectif, dossier sur l'année 1918, *Historiens & Géographes*, déc. 1988.

M. Cordillot, Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné, Les Éditions ouvrières, coll. "La part des hommes", 1991, 261 p., compte rendu dans 1848, révolutions et mutations au XIXe siècle. Bulletin de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle, 1992, pp. 134-135, compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*,

F.C. Cron, *Souvenirs amers...*, Mercure de France, 1989, 421 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, n° 330, p. 412

J.-B. Duroselle, *La France et les Français*, Richelieu, 2e volume, 1974, 1914-1920, 396 p.

Colloque Dimensions et résonances de l'année 1871, n° d'avril-juin 1972 de la Revue d'histoire moderne et contemporaine

R. Dorgelès, *Les Croix de bois*, Livre de poche

Dossier Verdun dans *Historiens & Géographes*, oct. 1986.

Dossier année 1917 dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987.

Y. Durand, La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français. 1939-1945, F.N.C.P.G., Paris, 1982, 542 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1982, p. 455, Revue d'histoire moderne et contemporaine, oct.-déc. 1982, pp. 699-702

H. Fréchet, Histoire de la France de 1914 à 1945, Ellipses, 1995, 300 p.

Ch. de Gaulle, *Mémoires de Guerre*, 3 vol., div. édit. dont Presse-Pocket, réédit. en un seul vol., Plon, 1989

A. Gueslin, L'État, l'économie et la société française, 19e-20e siècle, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1992, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1994, p. 496, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 3-4, pp. 110-111

D. Halévy, *La Fin des Notables*, Paris, 1930, réédition, Livre de Poche n° 3432, 1972, 278 p., réédition, Hachette-Pluriel, 1996, 222 p.

D. Halévy, *La République des Duces*, Paris, 1937, réédition, Livre de Poche n° 3433, 1972, 382 p., réédition, Hachette-Pluriel, 1996, 322 p.

V. Hugo, *L'année terrible*, Kindle

V. Hugo, *Napoléon le Petit*, en Kindle

A. Kriegel & J.-J. Becker, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, Armand Colin, coll. "Kiosque", 1964, 244 p. Relu

P. Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouwee, 2001, 272 p., recueil de textes, réédition, Seuil, coll. "Points", 2003, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2002, p. 561

J. Lacouture, *De Gaulle*, Seuil, 3 vol., 1984-1986, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1986, pp. 146-147, réédition, coll. "Points", 1990, 3 vol., 896, 736 & 896 p.

J.Lalouette, *Jours de fête. Jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Tallandier, 2010, 389 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, p. 268

F.Laroulandie, *La France de 1898 à 1940*, Ellipses, 1996, 320 p.

F.Laroulandie, *La France des années 1940*, Ellipses, 1999, 319 p.

Y.Lequin dir., *Histoire des Français*, Armand Colin, 3 vol., 1983-1984 ; compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 1987, pp. 1657 et suiv.

P.Milza & R.Poidevin dir., *La puissance française à la Belle Époque. Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque organisé en décembre 1989 par le Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (FNSP), le Centre de recherches d'histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg-III et l'Institut Pierre Renouvin (Paris-I), Bruxelles, Complexe, 239 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, n° 3-4, pp. 123-124

Cl.Nicolet, *L'Idée républicaine en France. Essai d'histoire critique*, NRF, Gallimard, 1982, 512 p., réédition, 1994

C.Nicolet, B.Noël, *Dictionnaire de la Commune*, 1971, réédition, Flammarion, coll. "Champs", 1978, 2 vol., 327 & 291p.

Y.-H.Nouailhat, *Les États-Unis. 1898-1933. L'avènement d'une puissance mondiale*, Richelieu, coll. "L'univers contemporain", 1974, 412 p.

P.Ory, *De Gaulle ou l'ordre du discours*, Masson, 1978, 200 p.

A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p., compte rendu par S.Berstein dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept.1979, pp. 448 & suiv.

R.Rémond & J.Bourdin dir., *Édouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-sept. 1939*, Colloque (1975), FNSP, 1977, 320 p.

F.Roth, *La Guerre de 1870*, Fayard, 1990, 778 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, n° 330, p. 414, dans *1848, révolutions et mutations au XIXe siècle. Bulletin de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, 1991, pp. 145-147

W.Serman, *La Commune de Paris*, Fayard, 1986, 621 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct 1986, pp. 301-302

W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., compte rendu dans

Revue d'histoire du XIXe siècle, 1995, pp. 129-131, dans *Revue historique*, oct.-déc. 1995, pp. 340-341

J.-F. Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1989, pp. 163-165, *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 353-354, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989, pp. 356-360, réédition, PUF, coll. "Quadrige", 1994, 720 p.

Y. Trotignon, *La France au XXe siècle*, tome I (>>1968) réédit. Dunod, 1984, 447 p., tome II (1968>>), *idem*, 1985, 315 p.

Charles Ardant du Picq, *Études sur le combat. Combat antique et combat moderne*, réédition Economica, 2004, 254 p.

M. Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : une histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983, 440 p.

M. Auvray, *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*, Éditions de l'Aube, 1998, 327 p.

J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p., réédition, 2012
Fondamental et réédité

G. Berger dir., *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946 (Europe, Russie-URSS, États-Unis, Japon) en dissertations corrigées*, Ellipses, 2003, 236 p.

J. Bodin, *Les officiers français. Grandeurs et misères. 1936-1991*, Perrin, 1992, 573 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1992, pp. 499-500
>>> peu scientifique et objectif

P. Buffotot, *Le socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998)*, Bruylant-LGDJ, 1998, 480 p., compte rendu (utilisé) dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, pp. 178-179

P. Cabanel, *Le Tour de la nation par des enfants. Romans scolaires et espaces nationaux (XIXe-XXe siècles)*, Belin, 2007, 894 p.

B. Cabanes & É. Husson dir., *Les sociétés en guerre. 1911-1946*, Armand Colin, coll. U, 2003, 286 p.

L.Capdevila & D.Voldman, *Nos morts. Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Payot, 2002, 288 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 25, 2002/2, pp. 240-243, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 213-214

P.Chalmin, *L'officier français de 1815 à 1870*, Marcel Rivière, 1957, 408 p.

Collectif, *La politique et la guerre. Pour comprendre le XXe siècle européen. Hommage à Jean-Jacques Becker*, Éditions Agnès Viénot, 2002, 655 p.

Coll., *Viols en temps de guerre*, Payot, 2011, 270 p.

H.Contamine, *La Revanche (1871-1914)*, 1957

A.Corvisier dir., *Histoire militaire de la France*, tome 2, sous la direction de J.Delmas, *De 1715 à 1871*, PUF, 1992, 635 p., tome 3, sous la direction de G.Pedroncini, *De 1871 à 1940*, PUF, 1992, 522 p., tome 4, sous la dir. d'A.Martel, PUF, 1994, 701 p.

A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p.

A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p.

L.Crocq, *Les traumatismes psychiques de guerre*, Odile Jacob, 1999, 422 p.

Cl.Croubois dir., *L'officier français des origines à nos jours*, Bordessoules, Saint-Jean d'Angély, 1987, 429 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1988, pp. 317-318.

P.Darriulat, *Les Patriotes. La gauche républicaine et la nation (1830-1870)*, Seuil, coll. "L'univers historique", 2001, 326 p.

J.Defrasne, *Le pacifisme en France*, PUF, 1994, 260 p., compte rendu sans intérêt dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1997, p. 544

J.Doise & M.Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire. 1871-1969*, Imprimerie nationale, 1987, 566 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, pp. 176-178, & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, pp. 139-140, réédition, Seuil, coll. "Points", 1992, 768 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, p. 419

C.Espinosa, *L'armée et la ville en France. 1815-1870. De la seconde Restauration à la veille du conflit franco-prussien*, L'Harmattan, 2008, 532 p.

Ph.Fouquet-Lapar, *Histoire de l'armée française*, Que sais-je?, compte

rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, p. 383 1999- 20173

R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, p. 178

H.Fréchet dir., *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946. Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Éditions du temps, 2003, 415 p.

J.Garnier dir., *Dictionnaire Perrin des guerres et des batailles de l'histoire de France*, Perrin, 2004, 906 p.

R.Girardet, *La société militaire dans la France contemporaine (1815-1939)*, Paris, 1953, 328 p., réédition sous le titre *La société militaire de 1815 à nos jours*, Perrin, 1998, 341 p.

R.Girardet dir., *Le nationalisme français. 1871-1914*, Armand Colin, coll. U, 1966, 277 p.

V.Joly, *Guerres d'Afrique : 130 ans de guerres coloniales. L'expérience française*, Presses universitaires de Rennes, 2009, 336 p.

L.Larrieu, *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie, des origines à la Quatrième République*, réédition, Service historique de la Gendarmerie nationale/Phénix éditions, 2002, 729 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 359-360, dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 24, 2002/1, pp. 174-175

Jean-Noël Luc dir. *Gendarmerie, État et société au XIXe siècle*, Colloque 2000, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 25, 2002/2, pp. 221-226.

M.Margairaz, J.Portes et D.Tartakowsky dir., *Les sociétés, la guerre et la paix, 1911 à 1946, Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Hachette, 2003, 192 p.

P.Masson, *L'homme en guerre. 1901-2001*, Éditions du Rocher, 1997, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, p. 467

J.Maurin, *Armée-guerre-société. Soldats languedociens (1889-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 750 p.

S.Monnet, *La politique extérieure de la France depuis 1870*, A.Colin, coll. U, 2000, 240 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, pp. 527-528

V.Monteil, *Les officiers*, Seuil, coll. " Le temps qui court ", 1958, 192 p.

P.Moreau-Defarges, *La France dans le monde au XXe siècle*, Hachette, coll. "Les Fondamentaux", 1994, 160 p.

G.L.Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, trad. fr., Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2000, 291 p.

N.Petiteau, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIXe siècle*, La Boutique de l'Histoire, 2003, 400 p.

A.Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, recueil d'articles parus ds *Le Mouvement social*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 496-497

G. de Puymège, *Chauvin, le soldat-laboureur. Contribution à l'étude des nationalismes*, Gallimard, 1993, 293 p.

F.Rousseau, *Guerres, paix et sociétés : 1911-1946*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2004, 735 p.

B.Schnapper, *Le remplacement militaire en France. Quelques aspects politiques, économiques et sociaux du recrutement au XIXe siècle*, SEVPEN, 1968, 326 p.

W.Serman, *Les officiers français dans la Nation. 1848-1914*, Aubier, 1982, 280 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1983, p. 719 (utilisé), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, pp. 693-697

W.Serman, *Les origines des officiers français, 1848-1870*, Publications de la Sorbonne, 1979, 406 p.

W.Serman, *Le corps des officiers français sous la Deuxième République et le Second Empire ...*, Lille III, 1978, 3 vol., 1 337 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1980, pp. 337-338 8- V- 81653 (1) 2 et 3

S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2012, pp. 203

J.Vavasseur-Desperriers, *La Nation, l'État, la démocratie en France au 20e siècle*, A.Colin, coll. U, 2000, 297 p.

J.Vidalenc, *Les demi-solde, étude d'une catégorie sociale*, Marcel Rivière 1955, 230 p.

E.Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Fayard, 1983, 848 p., réédition, 1998, réédition dans la coll. « Pluriel », 2010, 717 p.

E.Weber, *Ma France, mythe, culture politique*, trad. fr., Fayard, 1991, 482 p.

M.Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Seuil, 1982, réédition, coll. "Points", 1990, 446 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, p. 111, dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 1991, p. 414, réédition, Seuil, coll. « Points », 2004, 418 p.

périodes

1°) Avant 1870

J.Casevitz, *Une loi manquée, la loi Niel (1866-1869). L'armée française à la veille de la guerre de 1870*, Paris s.d., 140 p.,

M.Charpy, C.Fredj, *Lettres du Mexique. Itinéraires du zouave Augustin-Louis Frélaud. 1862-1867*, Éditions Nicolas Philippe, 2003, 399 p.

A.Gouttman, *La guerre de Crimée. 1853-1856. La première guerre moderne*, Perrin, 2003, 438 p.

A.Gouttman, *La guerre du Mexique. 1862-1867, le mirage américain de Napoléon III*, Perrin, 2008, 452 p.

G.Leanca dir., *La politique extérieure de Napoléon III*, Colloque international, L'Harmattan, 2011, 226 p.

2°) Année terrible

S.Audouin-Rouzeau, *1870. La France dans la guerre*, Armand Colin, 1989, 420 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1989, pp. 371-372, dans *Bulletin de la Société de 1848*, 1990, pp. 165-167

Éric Bonhomme, *La République improvisée. L'exercice du pouvoir sous la Défense nationale. 4 septembre 1870-8 février 1871*, Eurédit, 2000, 532 p., thèse de 3^e cycle

Colloque Soc. d'hist. litt. de la France, *Les Écrivains français devant la guerre de 1870 et la Commune*, 7 nov. 1870, Armand Colin, 1972, 200 p.

P.Milza, *L'Année terrible*, Perrin, 2009, 2 vol., 460 & 514 p.

R.Tombs, *La guerre contre Paris, 1871*, trad. fr., Aubier, coll. historique, 1997, 380 p.

3°) 1871-1914

Edmond About, *Le Roman d'un brave homme*, 1880

Ch.-R.Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, PUF, Dossier Clio, 1973, 96 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1976, p. 376.

Barbier, *Le pacifisme dans l'histoire de France (de l'an mille à nos jours)*, La Librairie française, 1966, 446 p.

J.-P.Biondi & G.Morin, *Les anticolonialistes (1881-1962)*, R.Laffont, coll. « Pluriel », 1992, 389 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 519

J.-F.Chanet, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 319 p.

Collectif, *Opinion publique et politique extérieure. 1870-1915*, École française de Rome-Université de Milan, 1981, 691 p., actes d'un colloque de 1980

P.Guillen, *L'expansion. 1881-1898*, Imprimerie nationale, 1985, 522 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1987, pp. 694-697.

G.Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur. De l'antipatriotisme au pétainisme*, La Découverte, 1997, 364 p.

J.-Ch.Jauffret, *Parlement. Gouvernement. Commandement : l'armée de métier sous la 3e République*, doctorat, Vincennes, SHAT, 1987, 2 vol., 1 355 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 328

J.Jaurès, *L'armée nouvelle*, réédition, Imprimerie nationale, 1992, 2 vol., 600 p., présentation par Jean-Noël Jeanneney,

E.Renan, *La Réforme intellectuelle et morale de la France*, 1871, réédité en 1990 (Complexe), 210 p.

C.Roche, Paul Vigné d'Octon (1859-1943). Les combats d'un esprit libre, de l'anticolonialisme au naturisme, L'Harmattan, 2009, 176 p.

O.Royette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

M.Vaisse dir., *L'Entente cordiale, de Fachoda à la Grande Guerre*, Complexe, 2004, 144 p.

4°) Première Guerre mondiale

S.Audouin-Rouzeau, *14-18. Les combattants de tranchées*, Armand Colin, 1986, 223 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, p. 118, *Historiens & Géographes*, juill. 1988, p. 275

S.Audouin-Rouzeau, *La guerre des enfants. 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993, 186 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1994, pp. 113-115, réédition, 2004, 254 p.

S.Audouin-Rouzeau, *L'enfant de l'ennemi. 1914-1918. Viol, avortement, infanticide pendant la Grande guerre*, Aubier, "collection historique", 1995, 222 p., réédition, Flammarion, 2009, 223 p.

S.Audouin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918*, Noesis, 2001, 264 p.

S.Audouin-Rouzeau, *Les Armes et la chair. Trois objets de mort en 14-18*, Armand Colin, 2009, 176 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2010, pp. 271-272

S.Audouin-Rouzeau & A.Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, coll. « Folio-Histoire », 2000, 398 p.

S.Audouin-Rouzeau & A.Becker dir., « Le corps dans la Première Guerre mondiale », *AESC*, vol. 55, janv.-févr. 2000

S.Audouin-Rouzeau & J.-J.Becker dir., *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Bayard, 2004, 1343 p.

G.Baconnier, A.Minet & L.Soler, *La plume au fusil. Les poilus du Midi à travers leur correspondance*, Privat, 1985, 379 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 1987, p. 1010.

Chr.Bard, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, 1995, 528 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1997, pp. 533-534, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1997, pp. 734-738

A.Becker, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1930)*, Armand Colin, coll. "U", 1994, 141 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 176-177

A.Becker, *Les monuments aux morts. Patrimoine et mémoire de la Grande guerre*, Errance, 1988, 158 p.

A.Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre. 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noësis, 1998, 395 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, pp. 553-555

J.-J.Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1973, pp. 651-652.

J.-J.Becker, "Les origines de la Première Guerre mondiale, dans *L'été 1914* de Roger Martin du Gard", *Relations internationales*, n° 13, printemps 1978

J.-J.Becker, *La France en guerre. 1914-1918. La grande mutation*, Complexe, 1988, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, p. 133

J.-J.Becker, *Clemenceau en trente questions*, Éditions Geste, 2001, 64 p.

J.-J.Becker dir., *Guerre et cultures. 1914-1918*, Colloque de Péronne, 1992, Armand Colin, 1994, 445 p.

J.-J.Becker & S.Audouin-Rouzeau dir., *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Nanterre, Centre d'histoire de la France contemporaine, 1990, 496 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juillet 1991, pp. 411-412

J.-J.Becker & G.Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008, 380 p.

M.Bloch, *Écrits de guerre (1914-1918). Textes réunis et présentés par Étienne Bloch*, Armand Colin, 1997, 195 p.

F.Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Belin, 2002, 351 p.

F.Bouloc, R.Cazals & A.Loez dir., *Identités troublées. 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Privat, 2011, 388 p.

B.Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2004, 556 p., présentation dans L.Bantigny, A.Benain & M.Le Roux dir., *Printemps d'histoire. La khâgne et le métier d'historien. Pour Hélène Rioux*, Perrin, 2004, 375 p., pp. 190-199, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.déc. 2004, pp. 204-205, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2006, pp. 204-205

G.Canini, *Combattre à Verdun. Vie et souffrance quotidiennes du soldat, 1916-1917*, Presses universitaires de Nancy, 1988, 162 p.

G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*,

Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 133-134, dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 1991, pp. 417-418

R.Cazals & F.Rousseau, *14-18, le cri d'une génération. La correspondance et les carnets intimes...*, Privat, 2001, 160 p.

N.-J.Chaline dir., *Chrétiens dans la première guerre mondiale*, Le Cerf, 1993, 201 p.

V.Chambarlhac & R.Ducoulombier dir., *Les socialistes français et la Grande guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Éditions universitaires de Dijon, 2008, 200 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-décembre 2009, pp. 409-410

Fr.Cochet, *Rémois en guerre. 1914-1918. L'héroïsation au quotidien*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993, 168 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1994, pp. 113-115

F.Cochet, *Survivre au front. 1914-1918. Les Poilus entre contrainte et consentement*, Éditions 14-18, 2005, 263 p.

Collectif, *La violence de guerre. 1914-1945*, Complexe, 2002, 348 p.

Collectif, *Hommage à Lazare Ponticelli, dernier légionnaire de la grande guerre*, L'Esprit du Livre, 2007, 159 p.

Collectif, n° sur le pacifisme, *Relations internationales*, printemps 1988

Colloque *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984

Colloque *1914. Les psychoses de guerre ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen et Centre régional de Documentation pédagogique de Rouen, 1985, 257 p., actes d'un colloque de 1979, concerne la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Y.Congar, *L'Enfant Yves Congar. Journal de la guerre 1914-1918*, Cerf, 1997, 295 p., compte rendu (utilisé) dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1999, p. 518

J.-N.Cru, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, réédition, Presses universitaires de Nancy, 1993, 727 p., réédition, 2007, Presses universitaires de Nancy, 727 p.

J.-N.Cru, *Du témoignage*, résumé du précédent, Allia, 1989, 222 p.

P.Darmon, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Fayard, 2002, 448 p.

P.Darmon, *Landru*, Plon, 1994, 295 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 1994, p. 474

S.Delaporte, *Gueules cassées de la Grande Guerre*, Agnès Viénot, 2004, 262 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1999/3 & 4, pp. 85-86

S.Delaporte, *Les médecins dans la Grande Guerre. 1914-1918*, Bayard, 2003, 224 p.

Milorad DRACHKHOVITCH, *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre. 1870-1914*, thèse, Genève, Droz, 1953, 385 p.

A.Ducasse, J.Meyer & G.Perreux (trois anciens élèves de l'ENS de la rue d'Ulm, promotion 1914), *Vie et mort des Français, 1914-1918*, Hachette, 1959, 512 p., préface de Maurice Genevoix, nombreuses rééditions, dont réédition avec sous-titre *Simple histoire de la Grande Guerre*, Famot, 1978, 540 p.

J.B.Duroselle, *La France et les Français*, Richelieu, 1972-1974, 1er vol. (1900-1914), 416 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1974, pp. 639-642, réédition, FNSP, 1992, 380 p.

J.B.Duroselle, *La Grande Guerre des Français : 1914-1918*, Perrin, 1994, 515 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, p. 435

J.-Cl.Farcy, *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1920)*, Anthropos, 1995, 372 p.

O.Faron, *Les enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*, La Découverte, 2001, 336 p.

J.Fontana, *Les catholiques français pendant la Grande Guerre*, Cerf, 1990, 440 p.

V.Fourcade, *Le Dernier Poilu. Lazare Ponticelli*, Stock, 2008, 234 p.

P.Fridenson dir., *1914-1918. L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 237 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov.1978, p. 337, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1979

É.Gayme, *Les prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Economica, 2010, 185 p.

J.Horne dir., *Vers la guerre totale. Le tournant de 1914-1915*, Tallandier,

2010, 344p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 196-197, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2011, pp. 208-211

J.Horne & A.Kramer, *German Atrocities 1914. A History of Denial*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2001, 608 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2002, p. 160, trad. fr., J.Horne & A.Kramer, *1914. Les atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, Tallandier, 2005, 640 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2008, p. 434-435, réédition, 2011, 674 p.

J.Isaac, A.Kaspi & M.Michel, *Jules Isaac, un historien dans la Grande Guerre. Lettres et carnets, 1914-1917*, Armand Colin, 2004, 306 p.

J.-N.Jeanneney, "Les archives de la commission de contrôle postal aux armées, 1916-1918. Une source précieuse pour l'histoire contemporaine de l'opinion et des mentalités", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1968, pp. 209-233.

A.Kaspi, *Le temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976, 370 p.

A.Kriegel, *Aux Origines du communisme français. 1914-1920*, thèse, Mouton, 1964, 2 vol., présentation dans *L'Information historique*, 1965, résumé avec même titre chez Flammarion-Université, puis réédition 1978 Flammarion, coll. "Champs", sous le titre *Aux Origines du communisme français. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, 442 p.

P.-E.Landau, *Les juifs de France et la Grande Guerre. Un patriotisme républicain*, CNRS, 1999, 296 p., réédition, 2008, 293 p.

J.-Y.Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p.

J.-Y.Le Naour, *Claire Ferchaud. La Jeanne d'Arc de la Grande Guerre*, Hachette Littérature, 2006, 285 p.

J.-Y.Le Naour, *L'affaire Malvy. Le Dreyfus de la Grande Guerre*, Hachette Littératures, 2007, 378 p.

J.-Y.Le Naour, *Le soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*, Gallimard, coll. « Découvertes », 2008, 112 p.

J.-Y.Le Naour, *Désunion nationale : la légende noire des soldats du Midi*,

Vendémiaire, 2011, 190 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 200-201

J.-Y. Le Naour, *Les soldats de la honte*, Perrin, 2011, 276 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 200-201

J.-Y. Le Naour, *La Honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises. 1914-1915*, Hachette, 2003, 277 p.

J.-Y. Le Naour, *Fusillés. Enquête sur les crimes de la justice militaire*, Larousse, 2010, 335 p.

J.-Y. Le Naour dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 2008, 476 p.

J.-Y. Le Naour, *Le soldat inconnu vivant*, Hachette, 2002, 222 p.

J. Leymonnerie, *Journal d'un poilu sur le front d'Orient*, présentation d'Yves Pourcher, Pygmalion, 2003, 361 p.

A. Loez, *La Grande guerre*, La Découverte, coll. « Repères », 2010, 125 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, p. 176, dans *Historiens & Géographes*, mai 2011, pp. 301-302

A. Loez, *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 2010, 690 p., thèse, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 200-201, dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, pp. 347-348

A. Loez & N. Mariot dir., *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, 446 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2009, p. 245

É. Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p.

A. Moulin-Bourret, *Guerre et industrie. Clermont-Ferrand (1912-1922) : la victoire du pneu*, Institut d'études du Massif central, 1997, 2 vol., 769 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1999, p. 156

P. Nivet, *Les réfugiés français de la Grande Guerre (1914-1920). Les « Boches du Nord »*, Economica, 2004, 600 p.

P. Nivet, *La France occupée. 1914-1918*, Armand Colin, 2011, 480 p.

Y.-H. Nouailhat, *Les Américains à Nantes et à Saint-Nazaire, 1917-1919*, Les Belles-Lettres, 1972, 250 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et*

contemporaine, oct.-déc. 1974 & *Historiens & Géographes*, juin 1973

N.Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999, 285 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, p. 362

N.Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Odile Jacob, 2010, 208 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, p. 302

N.Offenstadt dir., *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, 2004, 494 p.

G.Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967, 328 p.

G.Pedroncini, *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives", 1968, 294 p.

G.Perreux, *La vie quotidienne des civils pendant la Grande Guerre*, Hachette, coll. la V.Q., 1966, 352 p.

Manon Pignot, *Allons enfants de la patrie ! Génération Grande Guerre*, Thèse remaniée, Seuil, 2012, 440 p.

M.Pignot, *La guerre des crayons. Quand les petits Parisiens dessinaient la Grande Guerre*, Parigramme, 2004, 128 p. Concerne le 18^e arr.

G.Ponsinet, *Guerre aux civils-guerre des civils dans les Ardennes envahies de 1914 à 1918*, L'Harmattan, 2012, 272 p.

R.Porté, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, 14-18 Éditions, 2005, 365 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2007, p. 429

Y.Pourcher, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour. 1914 - 1918*, Plon, 1994, 546 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1996, p. 218, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, p. 159 (très critique, à tort), réédition, Hachette Littérature, coll. « Pluriel », 2008, 546 p.

Chr.Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1994, pp. 125-126, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1995, pp. 185-188

Chr. Prochasson & A.Rasmussen, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la première guerre mondiale (1910-1919)*, La Découverte, 1996, 303 p.

Chr. Prochasson & A.Rasmussen dir., *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, La Découverte, 2004, 360 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2004, p. 203

A.Prost, " Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres", dans *Le Mouvement Social*, oct.-déc. 1973, pp. 117-154

A.Prost & J.Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Seuil, coll. "L'histoire en débats", 2004, 344 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2005, pp. 157-158

C.Ridel, *Les embusqués*, Armand Colin, 2007, 350 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 232-237

J.-L.Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris, 1914-1919*, Les Belles Lettres, 1995, 484 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1997, pp. 178-179, dans *Historiens & Géographes*, nov. 1996, pp. 513-514, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1999, pp. 617-622

F.Rousseau, *Le procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*, Seuil, 2003, 319 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, p. 216

O.Roynette, *Les mots des soldats*, Belin, 2004, 270 p.

O.Roynette, *Les mots des tranchées. L'invention d'une langue de guerre, 1914-1919*, Armand Colin, 2010, 286 p., compte rendu dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2011/2, pp. 171-173

E.Saint-Fuscien, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Thèse, EHESS, 2011, 310 p.

R.Schor, *La France dans la première guerre mondiale*, Nathan, 1997, 128 p., réédition, Armand Colin, 2005, 128 p.

Ph.Soulez dir., *Les philosophes et la guerre de 14*, Presses universitaires de Vincennes, 1988, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 140-142

Ph.Soulez dir., *La Guerre et les philosophes de la fin des années 20 aux années 50*, Presses universitaires de Vincennes, 1992, 320 p.

G.-H.Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Thèse, Fayard, 1989, 972 p.

R.Vandenbussche dir., *La Résistance en France et en Belgique occupées (1914-1918)*, Colloque, Villeneuve d'Ascq, Lille-III, 2012, 234 p.

R.Vercel, *Capitaine Conan*, Albin Michel, 1934, réédition scolaire, Magnard, 2001, 314 p.

J.M.Winter, *The experience of the World War One*, Londres, Macmillan, 1988, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, p. 134, trad. fr., *La Première Guerre mondiale*, Reader's Digest, 1990, 255 p.

5°) Entre-deux-guerres

M.Agulhon, *De Gaulle. Histoire, symbole, mythe*, Plon, 2000, 166 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, pp. 557-558, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2001, pp. 205-206, réédition, Hachette, coll. "Pluriel", 2001, 170 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 2002, p. 450

P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p.

G.Ayache, *La guerre du Rif*, L'Harmattan, 1996, 258 p.

S.D.Carls, *Louis Loucheur, 1872-1931 : ingénieur, homme d'État, modernisateur de la France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000, 333 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2001, p. 133

Collectif, *La grande reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Catalogue de l'exposition de 2000-2001, Archives départementales du PDC, 2000, 224 p.

Collectif, *La grande reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Colloque d'Arras, 2000, Archives départementales du PDC, 2002, 477 p.

Colloque *De Gaulle en son siècle*, Plon/La Documentation française, 1991-1993, 7 vol., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, pp. 275-280, avril 1991, pp. 108-109, sept. 1992, p. 412, fév.-mars 1993, p. 476, tome IV

Colloque *Charles de Gaulle, 1920-1940. Du militaire au politique*, Plon, 2004, 479 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, p. 424

Ch. de Gaulle, *Mémoires*, Gallimard, La Pléiade, 2000, 1 504 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 160-161

Ch. de Gaulle, *Vers l'armée de métier*, 1934, réédition, Plon, 1973, 159 p.

J.-B. Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 538 p., réédition, Seuil, coll. "Points", 1983, 568 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1980, p. 518 & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1980, pp. 165 & suiv.

R. Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1985, pp. 699-701

J. Giono, *Écrits pacifistes*, Gallimard, 1978, 310 p.

I. Gorguet, *Les mouvements pacifistes et la réconciliation franco-allemande dans les années 20 (1919-1931)*, Berne, Peter Lang, 1999, 331 p.

N. Ingram, *The Politics of Dissent. Pacifism in France 1919-1939*, Clarendon Press, Oxford, 1991, 366 p.

S. Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p.

F. Pilleboue dir., *Reconstructions en Picardie après 1918*, RMN, 2000, 311 p.

L. Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1998, pp. 144-145

R. Rémond & J. Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p.

D. et P. Roy, *Autour de monuments aux morts pacifistes en France*, Fédération nationale laïque des Associations des Amis des Monuments pacifistes, républicains et anticléricaux, 2006, 240 p.

M. L. Siegel, *The Moral Disarmament of France. Education, Pacifism, and Patriotism*, Cambridge University Press, 2011, 317 p.

R. Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998, 410 p.

6^o). Deuxième Guerre mondiale et Libération

Cl. D'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air de Vichy (1940-1944)*, Vincennes, SHAA, 1997, 723 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 206-207, réédition sous le titre *L'armée de l'air des années noires. Vichy*,

1940-1944, Economica, 1999, 412 p.

Cl.D'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air des années noires. Vichy. 1940-1944*, Economica, 1998, 412 p., version abrégée de sa thèse

É.Alary, G.Gauvin & B.Vergez-Chaignon, *Les Français au quotidien. 1939-1949*, Perrin, 2006, 605 p., réédition, 2009

H.Amouroux, *La Grande Histoire des Français sous l'Occupation*, Laffont, 1977-1991, 9 vol. réédition sous la forme :...

H.Amouroux, *La Vie des Français sous l'Occupation*, De Borée, Terre de Poche, 2011, 702 p. Journalistique...

J.-P.Azéma & F.Bédarida dir., *La France des années noires*, Seuil, 1993, coll. "L'univers historique", 2 vol., 544 p., réédition, coll. "Points", 2000, 2 vol., 580 & 634 p.

M.O.Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1998, pp. 184-186

M.O.Baruch dir., *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 2003, 612 p.

Ph.Burrin, *La France à l'heure allemande. 1940-1944*, Seuil, 1995, 564 p.

F.Cochet, *Les soldats de la drôle de guerre. Septembre 1939-mai 1940*, Hachette littératures, coll. « La vie quotidienne », 2004, 272 p.

M.Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, Fayard, 2011, 798 p., compte rendu (sans intérêt) dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 245-246

M. & J.-P.Cointet, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Tallandier, 2000, 736 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, p. 528

Collectif, *La France sous Vichy. Autour de Robert O.Paxton*, Complexe, 2004, 321 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2004, pp. 541-542

Collectif, *La route des Flandres de Claude Simon*, Ellipses, 1997, 174 p.

Colloque *Les femmes dans la Résistance en France*, Berlin, 2001, Tallandier, 2003, 430 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2004, pp. 229-231

J.-L.Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'An 40*, 2 vol., Gallimard, 1990, 647 & 740 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 361

É. Dejonghe & Y. Le Maner, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande (1940-1944)*, Lille, La Voix du Nord, 1999, 400 p.

J.-B. Duroselle, *L'Abîme. 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1983, 612 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, pp. 699-702 & *Historiens & Géographes*, avril 1986, pp. 1308-1309, réédition, coll. "Points", 1990, 811 p.

S. Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008, 623 p.

O. Faron, *Les chantiers de jeunesse. Avoir vingt ans sous Pétain*, Grasset, 2011, 373 p.

M. Ferro, *Pétain*, Fayard, 1987, 789 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1329, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 36, p. 131, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989, pp. 349-351, réédition, Hachette, coll. "Pluriel"

S. Fishman, *We will wait. Wives of French prisoners of war. 1940-1945*, New Haven et Londres, 1991, 224 p., trad. fr. sous le titre *Femmes de prisonniers de guerre (1940-1945)*, L'Harmattan, 1996, 194 p.

S. Fishman, *La bataille de l'enfance. Délinquance juvénile et justice des mineurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Presses universitaires de Rennes, 2008, 323 p.

G. Folcher, *Les carnets de guerre de Gustave Folcher, paysan languedocien (1939-1945)*, Maspero, 1981, 280 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1982, pp. 699-702, réédition, La Découverte, 2000, 284 p.

P. Frétygné & G. Leray, *La tondue (1944-1947)*, Vendémiaire, 2011, 222 p., concerne la « tondue de Chartres » photographiée par Capa, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2012, p. 299-300

P. Gascar, *Histoire de la captivité des Français en Allemagne (1939-1945)*, Gallimard, 1967, 317 p.

P. Gerbet, *Le relèvement. 1944-1949*, Imprimerie nationale, 1991, 481 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1992, pp. 526-528

J. Guéhenno, *Journal des années noires*, 1947, nombreuses rééditions, la dernière, du vivant de J.G. : Gallimard, 1973, 441 p.

J.Jackson, *La France sous l'occupation. 1940-1944*, Flammarion, 2004, 847 p.

P.Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1990, 410 p., réédition sous le titre *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, coll. "Points", 2001, 406 p.

A.Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers sous l'Occupation. La Collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Armand Colin, 1999, 661 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, pp. 478-479

J.-Y.Le Naour, *On a volé le Maréchal !*, Larousse, 2009, 207 p.

J.-Y.Le Naour, *Le corbeau. Histoire vraie d'une rumeur*, Hachette, 2006, 210 p.

H.Michel, *Pétain et le régime de Vichy*, Que sais-je ?, 1978

R.O.Paxton, *La France de Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1973, 380 p., réédition, coll. "Points", compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1974, p. 518, réédition, 1999, 512 p., réédition, 2000, 478 p.

R.O.Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1945*, trad. fr., Tallandier, 2004, 588 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2006, pp. 208-210, réédition, Seuil, coll. « Points », 2006, 586 p.

R. de Rochebrune & J.-Cl.Hazéra, *Les patrons sous l'Occupation*, Odile Jacob, 1995, 874 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, p. 171, dans *Historiens & Géographes*, févr.-mars 1997, p. 537, réédition, 1997, 2 vol., 662 et 557 p.

H.Roussio, *Les années noires. Vivre sous l'Occupation*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1992, 192 p.

H.Roussio, *Le syndrome de Vichy*, Seuil, 1987, 379 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, pp. 111-114, réédition sous le titre *... de 1944 à nos jours*, coll. "Points", 1990, 416 p.

J.Sainclivier & Chr.Bougeard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p.

J.-P.Sartre, *Carnets de la drôle de guerre. Septembre 1939-Mars 1940*, Gallimard, 1983, réédition plus complète, 1995, 673 p.

F.Virgili, *La France "virile". Des femmes tondues à la Libération*, Payot, 2000, 376 p., réédition, 2004, 422 p.

F.Virgili, *Naître ennemi : les enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Payot, 2009, 376 p.

Articles (attention : Les guerres coloniales sont incluses, pas les guerres civiles. La Commune n'est à envisager que comme forme de résistance aux Allemands)

C.d'Abzac-Epezy, "Épuration, dégagements, exclusions. Les réductions d'effectifs dans l'armée française (1940-1947)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 62-75

A.Aglan, "Des syndicalistes dans la Résistance", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2000, pp. 119-128

M.Agulhon, "De Gaulle et l'histoire de France", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 3-12

J.-Cl.Allain, "Caillaux et la paix", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 212-220.

R.Andréani, "L'antimilitarisme en Languedoc méditerranéen avant la Première Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1973, pp. 104-123

S.Audouin-Rouzeau, "1870 : une étape oubliée vers la guerre totale. Étude d'opinion publique", *Historiens & Géographes*, déc. 1992, pp. 81-96

S.Audouin-Rouzeau & A.Becker, « Vers une histoire culturelle de la Première Guerre Mondiale », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 5-7

S.Audouin-Rouzeau, "Les soldats français et la nation de 1914 à 1918 d'après les journaux de tranchées", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1987, pp. 66-80.

J.Baldizzone, "La Commune de Paris en images", *Historiens & Géographes*, févr.1983, p. 666

S.Barcellini, "Les nécropoles de la Grande Guerre", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 299-301.

A.Becker, "Les monuments aux morts, miroir de la Grande Guerre", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 293-297.

A.Becker, "Du 14 juillet 1919 au 11 novembre 1920. Mort, où est ta victoire ?", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1996, pp. 31-44

J.-J.Becker, "Les classes populaires françaises et la guerre de 1914", *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine*, Paris X- Nanterre, n° 7 (1986), pp. 67-92.

J.-J.Becker, "L'Union sacrée, l'exception qui confirme la règle", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 111-122.

J.-J.Becker, "L'été 1914 de R.Martin du Gard, un ouvrage d'histoire ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1978, pp. 213-234

Utilisé

F.Bock, "L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (1984), pp. 41 & suiv.

V.Challéat & E.Pénicaut, « Philippe Pétain en taille-douce. Portrait d'un homme par ses correspondants (1914-1921) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 187-196

A.Cochet, "L'amour de la patrie dans *Le Temps retrouvé* de Marcel Proust", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, pp. 35-48.

Collectif, "La perception de la puissance en France par les partis politiques en 1938-1939", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, avec *erratum* dans n° de janv. 1985, p. 184. Il s'agit de communications au colloque organisé au Centre international de Sèvres en avril 1982 par le Centre d'Histoire de la France contemporaine de l'Université Paris X-Nanterre

Collectif, articles sur le Mémorial de Verdun, *Historiens & Géographes*, nov. 1996, pp. 15-43

A.Corvisier & A.Martel, présentation du n° de janvier-mars 1973 de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* sur l'histoire militaire

C.Coutin, "Les artistes et la guerre. Le camouflage pendant la Première Guerre mondiale", *Historiens & Géographes*, n° 321 & 322.

G.Dermenjian & S.Fishman, "*La Guerre des captives* et les Associations de femmes de prisonniers en France (1941-1945)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1996, pp. 98-108

J.Durry, "Morts au champ d'honneur (1914-1918)" (sur les sportifs), *Sport-Histoire. Revue internationale des Sports et des Jeux*, n° 4, 1989, pp. 61-74

B.Fouillet, « La ville de Lyon au centre des échanges de prisonniers de guerre (1915-1919) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2005, pp. 25-42

C.Fredj, « Écriture des soins, écriture du combat : six médecins militaires français au Mexique (1862-1867) », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 99-119 Utilisé

F.Gambiez, "Étude historique des phénomènes de panique", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1973

S.Ginsburg, "Du wilsonisme au communisme : l'itinéraire du pacifiste Raymond Lefebvre en 1919", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1976, pp. 583-605.

B.Grailles, « *Gloria Victis?* Vétérans de la guerre de 1870-1871 et reconnaissance nationale », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 139-152 Utilisé

J.Hélie, "Les armes", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 236-283 Utilisé

G.Heuré, "Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 16-28

J.Horne, « Guerres et réconciliations européennes au 20^e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 3-15

Utilisé

Ph.-E.Landau, "Juifs français et allemands dans la Grande Guerre", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1995, pp. 70-76

S.Laurent, compte rendu (sans intérêt) colloque "Les militaires, le pouvoir et la vie publique en France. 1871-1962", dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 131-132

D.Lejeune, "Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917", *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386 (d'après mon mémoire de maîtrise)

J.-Y.Le Naour, "Femmes tondues et répression des *femmes à boches* en 1918", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2000, pp. 148-158

André Letac, *Souvenirs de guerre. 1914-1918*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2010, 235 p.

J.-R.Maurin, "Le combattant lozérien de la classe 1907 lors de la Première

Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 124-138

G.Mihaely, « L'effacement de la cantinière ou la virilisation de l'armée française au XIXe siècle », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 21-43

Y.-H.Nouailhat, "Les Américains et les civils français. L'exemple de la base américaine n° 1 de Nantes/Saint-Nazaire", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 243-253

G.Pollack, note sur colloque sur *L'Armée nouvelle* de Jaurès, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 209-210

Chr. Prochasson, "Jean-Norton Cru, du témoignage à l'histoire", *Revue d'histoire moderne et contemporaine* oct.-déc. 2001, pp. 160-189

A.Prost, "Les monuments aux morts", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1986, 4 vol., tome I, pp. 195-228.

A.Prost, "Verdun", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1986, 4 vol., tome II, 3, pp. 111-141.

G. de Puymège, « Le soldat Chauvin », dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1986, 4 vol., tome II, 3, pp. 45-80

H.Rousso, "Réminiscences de guerre dans la bande dessinée", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (1984), pp. 129-132

J.Sagnes, "Les Français et la Guerre d'Espagne", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 117-118

Y.Santamaria, "Les deux incendies. Le PCF face à la guerre d'Éthiopie (1935-1936)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 37-52

W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

É.Sill, « La croisade des gosses. Fugues, disparitions et enrôlements volontaires de mineurs français en Espagne durant la guerre civile », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 19-32

J.-F.Sirinelli, "La khâgne", dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., tome II/3, pp. 589-623

R.J.Smith, "L'atmosphère politique à l'École normale supérieure à la fin du

XIXe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973, pp. 243-268.

F.Théofilakis, « La sexualité du prisonnier de guerre. Allemands et Français en captivité (1914-1918, 1940-1948) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 203-219

E.Weber, "L'Hexagone", dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., II, 2, pp. 97-116.

GÉS-1. VUE CAVALIERE DU SECOND XIXE SIECLE (1851-1914)

Surtout **d'après** :

- J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.

- J.-Cl. Caron, *La nation, l'État et la démocratie en France de 1789 à 1914*, Armand Colin, coll. U, 1995, 364 p.

- D. Lejeune, *Les causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1992, 126 p.

- D. Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p.

Intro. :

□ la France est, au milieu du XIXe siècle, depuis longtemps une nation, une « communauté imaginée » (Colette Beaune) depuis le Moyen Âge, les Français sont patriotes. Siècles dans *Qu'est-ce que le Tiers État ?* a défini la nation comme « un corps d'associés vivant sous une loi commune et représenté par la même législature ». Autrement dit pour lui la communauté nationale se définit par référence à l'organisation politique : c'est l'État-nation qui identifie la nation à l'État. Mais en ce début du XXIe siècle (l'Europe...) cette identification de la nation à l'État est remise en question

□ les guerres ont joué un rôle décisif, en imprimant une marque profonde au sentiment national, **modifiant sa force, son étendue et son contenu**. L' « éternel retour des guerres », selon la formule-titre de Patrick Fridenson et Nathalie Moine ¹. Et ils ajoutent aussitôt, parodiant la célèbre formule de Clemenceau : « La guerre est une chose trop sérieuse pour la laisser à l'histoire militaire » !

□ le terme de « pacifisme » apparaît pour la 1^{ère} fois, sous la plume d'un certain Richard de Radonvilliers, en 1845

□ une forme de guerre civile avec juin 1848, la résistance au coup d'État, mais pas au programme, lequel insiste bien sur le fait que ce n'est pas de l'histoire-bataille, paraphrasant sans le savoir (?) Hobbes : « Car la guerre ne consiste pas seulement dans la bataille et dans les combats effectifs »

□ les « aventures extérieures » du Second Empire, mais le grand conflit franco-allemand de 1870-1871, une première « débâcle », pour reprendre le mot-titre de Zola, aux conséquences très importantes

□ Revoir la chrono.

¹ En introduction au volume collectif A. Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, recueil d'articles parus dans *Le Mouvement social*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p.

I. LA QUESTION DE L'ÉTAT

1°) La différence avec la Nation

□ la Nation est une communauté organique, qui s'organise au XIXe siècle, avec l'idée du « vivre en commun », « ensemble », cf. Fustel de Coulanges et Renan, **l'État est une construction**, qui se fait, de manière complexe, au XIXe siècle : les « origines de la France contemporaine », selon le fameux titre de Hippolyte Taine (1828-1893)

□ la nation répond à un besoin identitaire, l'État à un besoin socialitaire. L'État est un « producteur de sociabilité » (Charles Dunoyer, **Dictionnaire d'économie politique**, 1852)

□ la France est un État-nation précoce, par rapport à l'Allemagne et l'Italie. La « naissance » (cf. étymologie) de la nation s'y est produite tôt

□ concept sous-jacents : peuple, patrie,

□ importance du siècle des Lumières et de la Révolution française (au moins notion d'État garant du droit), réflexion au long du XIXe siècle grâce à Augustin Thierry, Henri Martin, Thiers, Mignet

□ symboles :

- le drapeau, tricolore pendant toute la période, mais avec question du drapeau rouge en 1848 (HP !) et du blanc sous l'Ordre moral

- l'inauguration du Triomphe de la République de Dalou, place de la Nation (voir *Débuts*)

- les mots, comme « la raison d'État », « étatisme », « État de droit »,

□ nationalisme, bien sûr, qui sera développé toute l'année, mais notons immédiatement qu'il existe un nationalisme... d'extrême gauche, partiellement héritier du blanquisme, celui de Henri Rochefort

2°) Les définitions de l'État

□ géométrie variable : notion territoriale ou pas, État minimal ou État interventionniste, les définitions des dictionnaires sont souvent très riches : Littré donne 14 sens, le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse du XIXe siècle* lui fait occuper 3 pages. Même l'intervention de l'État est à géométrie variable : les libéraux s'accommodent très bien d'elle quand il s'agit de sauver des investissements non rentables, cf. la loi de 1842 sur les chemins de fer. Les socialistes du milieu du XIXe siècle sont divisés sur la question de l'intervention de l'État ; puis les guesdistes sont partisans d'une éco. collectiviste mais non étatisée

□ mais la question de la « forme du gouvernement » est au centre des définitions, avec des « théories » de l'État depuis le Moyen Âge

□ l'État-territoire :

- une sacralisation du territoire, cf. « la ligne bleue des Vosges »

- évolution de la notion de frontière, qui devient de + en + une « ligne », sur les « frontières naturelles », cf. l'importance du Rhin
- n'a connu aucune modification de 1815 à 1851

3°) Le budget de l'État (nous y reviendrons dans le GÉS-5)

- son augmentation brutale sous Révolution française et Empire est liée à la guerre !
- pression fiscale reste stable au XIXe siècle, mais impôts directs déclinent en %, au profit des indirects
- les quatre « vieilles » et la contribution sur les valeurs mobilières instaurée en 1872 : voir *Débuts*. Impôt sur le revenu : voir *BÉ*
- le contrôle parlementaire du budget ne cesse de se renforcer
- les finances publiques deviennent le domaine de spécialistes : Achille Fould (Second Empire), Rouvier et Caillaux (voir *Débuts*)
- plus du quart des dépenses est consacré à la défense nationale, armée et gendarmerie, avec croissance : 25 % avant 1870, 38 % en 1900, 41 % en 1912
- peu de poids, au total, des guerres du XIXe siècle, sauf l'indemnité de 1871 (voir *Débuts*)
- l'État pèse sur l'éco. aussi par les arsenaux, les chantiers navals, les commandes au privé, les dépenses coloniales (plus de la moitié sont des dépenses militaires)
- augmentation du nombre des fonctionnaires : de 500 000 (milieu siècle) à un million (1914)
- élargissement des fonctions de l'État

II. AVANT 1870. AVANT L' « ANNEE TERRIBLE » (VICTOR HUGO) ²

Des esprits profondément marqués par le tumulte des événements (guerres rév. et nap.) mais relecture d'écrits « pacifistes » comme Érasme, Montesquieu, Rousseau..., et souvenir du cosmopolitisme du siècle des Lumières. Mais Thomas More.

1°) Guerre. État et société sous la Seconde République

a) Le poids de la légende napoléonienne.

□ La légende napoléonienne :

- Bonaparte, ou la magie d'un nom, mais il n'a pas laissé que des regrets pour ceux qui contestent sa légende, comme le poète populaire Auguste Barbier qui critique « ce rude et dur guerrier » qui a provoqué « pleurs » et « sang », « pour quelques rameaux de laurier »
- une composante bonapartiste de la rév. de 1830
- récupération par la Monarchie de Juillet
- légende soigneusement entretenue par Monarchie de Juillet, qui essaya de l'utiliser à son profit
- 1ère source : la plupart des familles comptaient un ancien membre de l'armée impériale, qui avait entretenu le souvenir napol. Cf. nombreuses gravures
- 2e : les almanachs pop., les images d'Épinal, les gravures (ex. : Raffet), les lithographies, reproduisant à des milliers d'exemplaires la figure de Napoléon et le récit de son épopée
- 3e : chansons, surtout celles de Béranger (qui en 1848 apparaissait comme le + grand poète fr. du temps !). Il devait l'essentiel de sa renommée à Nap., et il a eu des émules
- 4e : la tradition orale a fortifié le culte imp.
- * Les paysans se rappelaient que le blé se vendait bien sous l'Empire, ce qui avait changé sous la Restauration dès 1817 (par ex.)
- * De +, récits des batailles napol. par anciens soldats (cf. *Le Médecin de campagne*, 7 édit. 1833-1846, + les édit. séparées du passage intitulé "Histoire de l'Empire racontée dans une grange par un soldat")
- 5e : dans les écoles, sous la Monarchie de Juillet, les récits de lecture faisaient une large place à l'épopée imp.
- Cf. *Le Journal des Débats* du 9 août 1840 : "L'image de Nap. est partout, on la retrouve dans les + humbles chaumières comme sur nos monuments publics."
- Dans le subconscient coll. des pop. rur., la condamnation de Louis Napoléon Bonaparte et le retour des Cendres dans Ste-Hélène (1840) ont associé le neveu de l'Empereur et le renouveau du culte impérial

² Surtout d'après J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.

- grande ambig. et grande div. des signif., bien sûr
- en province, la mort des anciens soldats de l'Empereur, les inaugurations de statues, entretenaient le culte nap.
- un phénomène culturel et politique
- un « Napoléon du peuple » est créé

□ L'utilisation de la légende en 1848 :

- aux élections d'avril à la Constituante de nombreux candidats se présentèrent en mentionnant leur participation aux guerres nap., ou, à défaut, les services de leur père. Et c'est surtout la participation aux derniers combats de l'Empire qui est signalée (raisons démogr., c'étaient les batailles les + pop., les + "nationales")
- l'influence des souvenirs nap. sur le suffrage universel est + forte dès le mois d'avril dans les camp. que dans les villes, dans les régions agric. que dans les foyers ind. et les grandes aggl. où la q. soc. est davantage abordée. C'est à Paris que la camp. électo. fait le - appel aux souv. napol.
- Louis Napoléon Bonaparte est en juin 1848 élu :
- * élection d'un même homme dans plusieurs dép. en avril à l'Assemblée constituante rendait nécessaire de nouv. élections afin de nommer 40 nouv. dép.
- * en juin, Louis Napoléon Bonaparte élu (outre Seine) dans Yonne, Corse, Char. inf. Obtient voix dans l'Eure, la Sarthe, etc.

Voix ouvrières ou voix rurales

- * annonce de ces succès ⇒ exploitation (médailles, lithogr., biogr., presse, etc.)
- ⇒ inquiétude du gouv. et des partis ⇒ dém. de Louis Napoléon Bonaparte
- nouvelles élections partielles nécessaires (élections multiples d'un même candidat, démissions, comme celle de Louis Napoléon Bonaparte, morts de représentants). Louis Napoléon Bonaparte candidat à ces nouvelles élections qui doivent se dérouler le 17 septembre dans 13 départ. (très variés).
- Sa candidat. s'appuie - sur journaux que sur affiches, sur une propag. orale qui réveille aisément les souvenirs napol.
- Il est réélu en Char.-inf., en Corse, dans l'Yonne, dans la Seine aussi, est élu dans Moselle grâce aux voix rurales surtout
- Ce succès est interprété par tous les journaux comme un échec de l'op. publique engagée, encadrée
- Louis Napoléon Bonaparte choisit l'Yonne et entre donc à l'Assemblée nationale 26 sept. 1848
- toute une propag. bonap. s'est donc dév. en juin, puis en sept. Elle orienta sur la personne de Louis Napoléon Bonaparte tout le prestige du nom de Napoléon, mais elle n'obtint si aisément son but qu'en raison de la vitalité et du rayonnement du culte du mythe napol.

b) Guerre, nation et patriotisme

□ Les aspects à voir par soi-même dans la « base » :

- la question du drapeau en 1848
- le « printemps des peuples » et son iconographie
- le personnage de Louis Napoléon Bonaparte, et l'importance de son élection (+ biographie dans le dossier biographique)
- la question de l'aide à la Pologne
- l'importance de l'expédition de Rome >>> une « question italienne »

□ une forme de guerre civile avec juin 1848, la résistance au coup d'État

□ IIe République placée sous le signe de la Nation : question du drapeau, autres symboles, type timbre-poste, désir de secourir la Pologne, personnage de Louis Napoléon Bonaparte, expédition de Rome, rôle des militaires (Changarnier...), arrière-plan de l'Algérie, coup d'État, etc.

□ phénomène d'opinion au moment de l'élection présidentielle de 1848

□ comme à l'étranger, États-Unis surtout, se fondent en France quelques « sociétés de paix », comme la Soc. de Paix de Paris, fondée 1844 par Eugénie Niboyet (militantiste féministe par ailleurs), avec revue *La Paix des Deux Mondes*. Évolution de Victor Hugo, de surcroît « européeniste » (États-Unis d'Europe, 1849), pour garantir la paix (un courant « fédéraliste » s'en suit). Tous les socialistes, pas seulement les marxistes, fort rares en France, sont pacifistes.

□ l'importance de 1851-1852 :

- choix double de la date du 2 décembre, une instrumentalisation de l'histoire
- choix du plébiscite par Louis Napoléon Bonaparte
- rétablissement de l'Empire, abattu par l'étranger, avec surcroît du souvenir d'exactions (réellement nombreuses, // exactions françaises années antérieures) et de Louis XVIII revenu « dans les fourgons de l'étranger »

□ un enracinement des valeurs nationales et patriotiques sous le Second Empire : la gloire est une composante essentielle du bonapartisme, un culte politique officiel de la nation, école, suffrage universel, le ressort du sentiment national à plusieurs reprises met la nation au-dessus des « partis »

2°) La politique extérieure de Napoléon III

a) Guerre, État et opinion, dans le cadre du césarisme démocratique

□ Napoléon III manie souvenir historique de la gloire impériale, thématique guerrière et aspiration de l'opinion à la grandeur nationale :

- il s'agit d'abattre les traités de 1815, idée répétée jusqu'au bout
- réinterprétation des guerres napoléoniennes dans sens d'émancipation des peuples européens (lecture classique du *Mémorial de Sainte-Hélène*)
- une politique et des guerres dites « défensives », cf. le fameux « **l'empire c'est la paix** » du discours de Bordeaux (octobre 1852), encore que la « paix » soit à ce moment présentée **comme intérieure ET extérieure >>> la politique de prestige est réorientée vers l'intérieur**, cf. l'haussmannisation.
- >>> une grande ambiguïté ! >>> **Les milieux d'affaires sont méfiants**, cf. le baron James de Rothschild : « **L'Empire, c'est la paix : plus de paix, plus d'Empire !** », cf. le président du Corps législatif, Billault, lors de la cérémonie, convenue, de proclamation des résultats du plébiscite de décembre 1852 : « Tout en gardant un fier souvenir des grandes choses de la guerre, la nation espère surtout en vous pour les grandes choses de la paix. »
- et des « aventures militaires » !
- Or, **le Second Empire est un régime d'opinion, le 1^{er} régime d'opinion en France**
 - une mise en scène guerrière : organigramme et iconographie officiels, **images d'Épinal, chansons, défilés de la victoire (Crimée d'abord, avec blessés en tête, Italie le 15 août, Saint-Napoléon, fête annuelle du régime), du départ pour l'Italie (dans quartiers ouvriers, faubourg Saint-Antoine surtout)**. Il y a une véritable popularité ouvrière de Napoléon III (« Vive Poléon ! »), **visible dans les déplacements et le départ pour la guerre d'Italie**.
 - Les relations internationales entre 1851 et 1870 présentent des différences considérables avec celles des périodes précédentes. De 1815 à 1848, l'Europe avait été calme : pas de guerre, peu de changements de frontières. De 1848 à 1850, l'Europe avait connu un vaste bouleversement, d'origine populaire, que les États avaient pu réprimer, si bien qu'on en était revenu au *statu quo*. Au contraire, pendant le Second Empire, quatre guerres vont se dérouler entre les grandes puissances et un changement fondamental de la carte va s'opérer avec la formation de l'unité italienne et la formation de l'unité allemande.
 - Cette atmosphère nouvelle s'explique certes par le développement des forces nationalistes en Europe. Mais elle a aussi une autre origine : l'action personnelle de Napoléon III.

b) Les buts de Napoléon III

- Les succès extérieurs = preuves et garants de la force du régime. Ici encore, ils sont voulus :
 - cf. buts de NIII, exprimés dans ses *Réveries politiques* (1831) et ses *Idées napol.* (1839)
 - principe des nat.
 - revanche / traités 1815
 - moyen faire oublier despotisme intérieur
 - cf. G. Crimée (1854-1856) & participat. à la G. d'It. (1859)

□ Napoléon III était un personnage mystérieux, peu communicatif. Il est donc difficile de connaître ses vues sur la politique extérieure. Les passions politiques qu'il a soulevées font que les historiens l'ont ou bien loué sans réserve, ou bien critiqué sans pitié. On peut essayer de s'en faire une idée plus objective. Louis-Napoléon a reçu de sa mère une éducation qui tendait à développer en lui le culte de Napoléon Ier. Il en est résulté un sens de la grandeur de la France — contre la politique timide de Louis-Philippe —, une haine profonde des traités de 1815, qu'il veut détruire.

□ Mais, dans sa brochure Les idées napoléoniennes (1839), il se fait de Napoléon Ier une image toute personnelle, fort différente de la réalité. Les idées napoléoniennes, ce sont les siennes bien plus que celles de son oncle.

□ D'autre part, son tempérament est généreux et mystique. Il aurait voulu combattre avec les Grecs avant 1830. Il participe momentanément avec son frère aîné à l'insurrection de la Romagne en 1831. Il a voulu ensuite aller au secours des Polonais révoltés contre les Russes. Son esprit est cosmopolite ; il est **“ le premier des Européens ”** (Ch. Pouthas). Il croit en une mission de la France et il pense que cette mission est “ une régénération de l'Europe par les nationalités ”. Idée de « concert européen », souvent formulée, et souvent caricaturée

□ Résolument pacifique. — **“ L'Empire, c'est la paix. C'est la paix, car si la France est satisfaite, l'Europe est tranquille ”**, — il ne veut pas que cette paix soit acquise au prix de concessions. **“ Il y a une politique aveugle et passionnée, qui voudrait jeter le gant à l'Europe et détrôner tous les rois ; il y en a une autre qui lui est entièrement opposée et qui consiste à maintenir la paix en achetant l'amitié des souverains aux dépens de l'honneur et des intérêts du pays ; enfin il y a une troisième politique, qui offre franchement l'alliance de la France à tous les gouvernements qui veulent marcher avec elle dans des intérêts communs... Le troisième système est la politique napoléonienne. ”**

□ Marcher avec la France, cela consiste à défendre le principe des nationalités. C'est là l'idée clé de la politique de Napoléon III. Avec ténacité, il encouragera, aidera à la formation des nations en Europe : Italie, Allemagne, malgré toutes les oppositions qui se font jour, notamment celle des catholiques pour l'Italie. C'est seulement à la fin de son règne qu'il en verra les dangers. Il avait des nationalités une idée claire : **“ Les nationalités ne se reconnaissent pas seulement par l'identité des idiomes et la conformité des races, elles dépendent surtout de la configuration géographique et de la conformité d'idées qui naît d'intérêts, de souvenirs communs. ”**

□ Il est difficile de savoir si son opposition aux traités de 1815 l'a amené à vouloir donner à **la France ses “ frontières naturelles ”**. Il **annexera la Savoie et Nice**. Il **revendiquera** en 1866 une partie de la Rhénanie, voire la Belgique — les Belges se sont sentis menacés pendant tout le second Empire —. Mais peut-être cela n'a-t-il été qu'occasionnel, alors que sa politique des nationalités a été une constante de son action.

□ À la différence de son oncle, Napoléon III rechercha avant tout " l'Entente Cordiale " avec l'Angleterre ; l'opposition de celle-ci au premier Empire avait en effet vaincu Napoléon le Grand.

□ voir aussi le Plessis pp. 17-19 ou le Yon

c) Les méthodes

□ La politique de Napoléon III a été très personnelle. Ses ministres des Affaires étrangères n'ont été que des exécutants. Très secret, il étudiait dans son cabinet tous les détails des questions, prenait sa décision, ne la révélait à personne jusqu'au jour qu'il s'était fixé. Il était alors inébranlable.

□ Mais cette fermeté dans la décision s'accompagnait d'indolence dans l'action. À la différence de son oncle, il répugnait aux actes rapides et hardis et préférait laisser agir le temps. Cela explique que, lorsqu'il aura en face de lui un Bismarck, il ne sera pas de taille à lutter.

□ Il tenait peu compte de l'opinion publique « éclairée ». D'ailleurs, celle-ci était divisée. Il y avait le groupe des saint-simoniens pacifistes, libre-échangistes (les frères Pereire, Michel Chevalier), qui auraient voulu tendre toutes les énergies vers l'expansion économique et la politique coloniale ; le groupe des impérialistes belliqueux, menés par son ancien compagnon Persigny et par les chefs militaires ; les catholiques qui répugnaient à l'unité italienne, mais soutinrent une politique active au Mexique, en Cochinchine. Au total, **l'influence des groupes ne s'exerçait que si Napoléon III le voulait bien.**

□ que montrent les rapports des fonctionnaires (préfets et procureurs généraux), incités à la sincérité ? ³ :

- l'opinion profonde manifeste sa volonté de paix à chaque fois que se profile une crise internationale : question d'Orient (g. de Crimée déclenchée clairement contre le vœu de la population)

- la résignation apparaît une fois la guerre engagée, mais lassitude et découragement si piétinement (très net lors de la g. de Crimée)

- le « camp de la paix » **est très composite avant déclenchement de la g. d'Italie, mais l'ultimatum autrichien au Piémont (23 avril 1859) provoque le retournement de l'opinion en faisant apparaître l'A. comme l'agresseur >>> un courant favorable à la guerre, même en milieu rural**

- enthousiasme au moment du départ de l'empereur pour l'Italie, puis lors de l'annonce des victoires françaises

- **mais l'armistice rencontre l'appui de l'opinion** : pas de « bellicisme ». Mais les républicains trouvent les clauses insuffisantes

³ L.M. Case, *French Opinion on War and Diplomacy during the Second Empire*, University of Pennsylvania Press, 1954, 339 p.

- pas de retournements de l'opinion dans le cas des « aventures » extra-européennes (Mexique surtout, très impop.)

□ La méthode de négociation qu'il préféra toujours fut celle des Congrès des grandes puissances. Mais il ne put en organiser qu'un seul, celui de Paris en 1856.

3°) L'importance de la période 1866-1870

a) Un moment dramatique de cristallisation des aspirations contradictoires du régime et de l'opinion

□ La période qui s'ouvre à partir de la victoire prussienne de 1866, et qui s'étend jusqu'à la défaite de 1870, constitue un moment dramatique de cristallisation des aspirations contradictoires du régime et de l'opinion :

- Claude Digeon ⁴ a montré l'admiration pour l'Allemagne dans les milieux dirigeants, les milieux intellectuels (la « savante Allemagne », expression de Renan), chez les libéraux : la Prusse protestante est vue comme un pays « moderne »

- mais un vieux contentieux et humiliation de la Prusse pendant l'empire napoléonien

- souvenir des brutalités prussiennes en 1814-1815

□ déjà en 1863, quand la Prusse soutient la Russie contre les Polonais, opinion française manifeste son hostilité, mais sans désirer une intervention française

□ au début de la crise entre Prusse et Autriche, l'opinion est en faveur de la paix ; dans son discours d'Auxerre (mai 1866) Napoléon III réaffirme ses objectifs traditionnels

- quand la guerre éclate l'opinion reste pacifiste

- foudroyante victoire de la Prusse à Sadowa, 3 juillet 1866 >>> évolution de l'opinion publique. Dans les régions frontalières, on en vient à croire que la guerre franco-prussienne est inévitable pour 1867 !

□ L'unif. all. met en lumière les contradictions de la politique des nationalités de Napoléon III :

- l'unif. all. (Conféd. de l'All. du Nord) est vraisemblablement un danger immense pour la France

- moyens militaires prussiens

□ mais l'opinion est satisfaite de la neutralisation du Luxembourg en 1867

□ l'arrivée au pouvoir d'Émile Ollivier est celle d'un partisan déterminé de l'apaisement avec la Prusse

□ La grande confrontation de 1870 éclata donc au moment où l'éventualité d'une guerre franco-prussienne semblait s'éloigner

□ une des conséquences : le renforcement du courant pacifiste :

⁴ Cl. Digeon, *La crise allemande de la pensée française. 1870-1914*, PUF, 1959, 568 p., réédition, PUF, 1992, 576 p.

- certains romans d'Erckmann-Chatrian
- Ligue internationale de la Paix, du libéral Frédéric Passy
- Union havraise de la Paix (Santallier)
- Congrès de la Paix de Genève (1867), présidé par Garibaldi, avec Naquet, Edgar Quinet
- pacifisme de l'Internationale

b) La question de la « loi Niel » (1868)

- elle pose le problème de la conscription⁵, désormais acceptée en temps de guerre (Crimée, Italie et même Mexique l'avaient montré), mais pas en temps de préparation de l'éventualité de la guerre : un « impôt du sang » ?
- Rien n'était plus étranger aux Français que le principe d'une répartition égalitaire de la défense de la nation par le biais d'une conscription obligatoire et universelle, perçue comme une réminiscence intolérable des levées en masse de la période révolutionnaire... et impériale, et finalement comme une atteinte aux libertés individuelles
- pour Napoléon III : nécessité d'une réforme militaire apparue après la g. d'Italie et surtout 1866 : un pays de 26 millions d'habitants a mobilisé rapidement 750 000 hommes, il a la capacité grâce à ses réserves d'une guerre longue >>>
- Napoléon III veut faire accepter au pays le principe d'une obligation universelle de défense nationale >>> il est entièrement à l'origine du projet de réforme
- les fonctionnaires impériaux signalent une levée de boucliers dans le pays avant même que le projet ne soit connu !
- l'opinion publique n'est nullement sensible à l'égalitarisme du projet !
- La crise touche directement à l'image que les Français se font de la défense de la nation
- débat au Corps législatif :
- * la droite orléaniste défend le principe de l'armée professionnelle
- * la gauche rép., peu représentée, prône la disparition des armées permanentes, le désarmement unilatéral (Jules Favre), des milices à la suisse (Jules Simon), tout en exaltant le souvenir de Valmy, victoire d'une armée « improvisée »
- la loi est votée à une majorité médiocre en janvier 1868, elle est en retrait par rapport au projet initial
- un refus manifeste de l'opinion française devant un effort militaire de temps de paix plus important qu'auparavant, avec une grande ambiguïté car il n'y a pas de refus de « faire son devoir », en temps de guerre !
- Nuance importante : si les tentatives de réunion de la garde mobile échouèrent, l'appel de la classe 1868 en avril ne suscita aucun désordre

⁵ Cf. A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. ; A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. ; O.Roynette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

- ~~les campagnes semblent prendre conscience en 1868-1869 des avantages de la loi~~
(un service plus court, surtout) et l'exemption y est vécue comme une humiliation

c) L'entrée en guerre de 1870

□ ~~une crise courte~~ (deux semaines pour ceux qui lisent les journaux, moins pour les autres, surtout à la campagne)

□ ~~1^{ère} réaction de l'opinion~~: l'« émotion », terme utilisé par les autorités

□ ~~2^e: idée d'une guerre~~ « inévitable » et « nécessaire », avec un pays dont on se rappelle l'histoire (voir plus haut)

□ ~~débat historiographique~~: une « guerre impériale » ou une « guerre nationale » ? En fait la réponse se situe entre les deux, ou plutôt elle dépend du moment considéré, *i. e.* de la chronologie des réactions françaises

□ ~~La presse a renvoyé aux contemporains la vision d'une population de la capitale enflammée de patriotisme et ce dès les débuts de la crise franco-prussienne~~, mais les 1^{ères} manifestations, populaires, ne sont signalées que le 7 juillet, et des réticences subsistent chez les bourgeois, les royalistes et les républicains (crainte de la consolidation du régime), qui se savent en porte-à-faux vis-à-vis du peuple. Bellicisme des manifestations **du 14 juillet. Une fois la guerre déclarée (19), Paris continue de s'inscrire en pointe** (références à 1792-1793, *La Marseillaise*, à nouveau autorisée), avec un mode émotionnel de retour pur et simple à la Révolution française

□ ~~La réaction de la province est sensiblement différente~~: au début soit une hostilité à la guerre, dans une douzaine de départements sur 60 aux sources significatives, soit une « résolution patriotique » (une quinzaine), soit une acceptation de la guerre si elle est inévitable (une trentaine, soit la moitié) >>> un sentiment préalable d'acceptation de la guerre. Pas d'opposition Nord-Sud, mais un contraste villes/campagnes

□ ~~Après le 15 juillet, le contexte change~~:

- on voit les effets du risque **de guerre, surtout par l'appel de la garde mobile**

- nervosité de la population, qui réclame des nouvelles ; de nombreuses rumeurs courent

- les manifestations de patriotisme deviennent plus nombreuses, surtout dans départements **de l'Est, mais les manif. belliqueuses** sont rares : des souscriptions patriotiques, des offres de lits pour les blessés, des dons en nature, importants

- **des manif. d'enthousiasme lors du départ des troupes des casernes (les civils** « accompagnent » les unités vers les gares), les soldats chantent

- ~~l'apogée du sentiment national se situe sans doute au lendemain immédiat du 2 août, lorsque les troupes françaises remportent leur premier engagement à Sarrebrück~~: la « victoire » française balaie les ultimes réticences, suscite l'exaltation collective : un très bref moment d'euphorie patriotique et guerrière et de quasi unanimité nationale, tombé ensuite dans un oubli total !

- le régime impérial a donc réussi à susciter **un embryon d'Union sacrée**, d'autant que la droite bonapartiste exploite le patriotisme, en vue d'une revanche sur le ministre Émile Ollivier, et en retrouvant les « sources » du Second Empire

- ~~la gauche républicaine se rallie petit à petit à la guerre~~

- ~~les oppositions qui subsistent :~~

* le clergé (« question romaine », évacuation de Rome début août)

* extrême gauche : des « actes » signalés (aigles arrachées, menaces de mort contre Napoléon III, cris de « Vive la paix »...)

- ~~la guerre suspend donc l'essentiel du combat politique, fruit de l'œuvre du Second Empire et de l'époque du Second Empire~~, mais elle devient vite la guerre de la nation

- ~~comparaison possible, évidemment, avec l'entrée en guerre de 1914~~

□ le Second Empire ~~perd sa légitimité avec la défaite de 1870~~ >>> capitulation de Sedan et abdication

III. APRES L' « ANNEE TERRIBLE » (VICTOR HUGO), DE 1870 A LA BELLE ÉPOQUE ⁶

1°) 1870-1871, le tournant de la grande défaite

Une série de revers début août, devant un adversaire unique (X 1814-1815), régence de l'impératrice, puis **défaite de Sedan et captivité de Napoléon III** : une situation tout à fait inédite, un véritable ébranlement du II de ce cours, une crise d'identité, une humiliation nationale, aux conséquences capitales

a) Les soldats

□ les sources manquent, mais :

□ choc de la dureté de la campagne : puissance du feu, taux de pertes très élevé (davantage du côté prussien pour les premiers combats), même parmi les officiers supérieurs, peu de prisonniers jusqu'à Sedan, dernières grandes charges de cavalerie, un héroïsme militaire qui a été par la suite considéré à tort comme un mythe

□ l'image de l'adversaire est longtemps floue chez les simples soldats

□ La résolution de l' « armée du Rhin » persiste même longtemps après Sedan, cf. armée de Metz, où officiers manifestent un véritable désespoir.

□ **C'est chez les officiers de Metz prisonniers en Allemagne que va germer l'idée de Revanche**

□ formules de F.Roth, La Guerre de 1870, Fayard, 1990, 778 p., p. 171 : « En 1870, il n'y a jamais eu de front continu. C'est une guerre de mouvement, où l'on marche beaucoup plus que l'on se bat. La recherche de l'adversaire prend plus de temps que le combat. La bataille classique se déroule dans la journée ; elle commence avec le jour et s'interrompt à la nuit ; il est rare qu'elle reprenne le lendemain. Presque toujours, ce que nous appelons par commodité une bataille est une succession de combats isolés dont les liens les uns avec les autres sont très ténus. [...] Dans ts ces combats, les Allemands sont toujours les attaquants. Les Français, pourtant sur leur territoire national, s'établissent sur des positions défensives difficiles à prendre de vive force. »

b) Les civils

□ autorités impériales de province signalent d'abord des réactions de tristesse, d'anxiété, d'émotion, parfois de très grande inquiétude, surtout dans les villes. Phobie de l'espionnage, surtout à Metz. En Dordogne, les paysans de Hautefaye, étudiés par Alain Corbin ⁷, dans un accès de patriotisme et de bonapartisme blessés, massacrent le 16 août

⁶ Surtout d'après J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.

⁷ A. Corbin, *Le village des cannibales*, Aubier, 1990, 204 p., réédition, Flammarion, coll. « Champs », 208 p.

un gentilhomme légitimiste, transformé en victime expiatoire. Contexte de faim de nouvelles, de rumeurs, quelques phénomènes de panique collective dans des zones menacées d'invasion. Les tentatives impériales de mobilisation générale se heurtent toutefois à des résistances ; des mouvements d'indiscipline dans des lieux de rassemblement de la Garde mobile.

□ Une certaine forme d'optimisme patriotique se rétablit progressivement au cours du mois d'août, d'autant qu'on connaît alors mal la situation de Metz. Des engagements volontaires parmi les citoyens, dont dans les compagnies de « francs-tireurs » formées en août, des villages menacés par l'ennemi résistent par les armes

□ défaite de Sedan (communiqué gouvernemental : « Français, un grand malheur frappe la patrie ») provoque une immense surprise, un choc émotionnel, un abattement

□ Même dans les grandes villes, surveillées de près par les autorités impériales, ces aspects **relativement rassurants des réactions de l'opinion, qui cohabitent avec le deuil patriotique**, contribuèrent à tromper largement les représentants du pouvoir sur l'ampleur de la perte de légitimité subie par le régime du fait de la défaite militaire. C'est pourtant cette « délégitimation patriotique » de l'Empire qui constitue le ressort profond de la révolution du 4 septembre

c.) Le Quatre Septembre et le gouvernement de la Défense nationale

□ Le Second Empire est ébranlé réellement (*cf. Débuts*) par les défaites : dès les 8 et 9 août éclatent à Paris des manifestations.

□ déception très forte dans les grandes villes >>>

- premiers troubles politiques à Marseille et Lyon dès lendemains de la nouvelle des défaites du début août. À Lyon, une éphémère « commune » dès le 13 août

- reprise avec nouvelle de Sedan :

* À la nouvelle de la capitulation de Sedan et de la capture de l'empereur (2 septembre), la déchéance du régime est réclamée dans les milieux politiques. La République est proclamée le lendemain à Lyon, puis à Marseille et à Bordeaux, sans attendre l'initiative parisienne.

* Comité de Salut public à Lyon dès le 4 Septembre ; occupation **de l'Hôtel-de-Ville** de Marseille le 4 aussi.

* Au total, dans les grandes villes républicaines, la révolution n'a pas eu besoin de l'impulsion parisienne : elle a même parfois commencé avant le soulèvement de la capitale !

□ à Paris :

- Dans la capitale, pendant que le Corps législatif délibère, la foule manifeste avec colère pour la République le dimanche 4. Gambetta proclame la déchéance de l'Empire, prend avec Favre et Ferry la tête des manifestants qui se rendent à l'Hôtel de Ville, où la République est proclamée. Deux listes s'affrontent pour la formation d'un gouvernement

provisoire, mais la plus avancée (Blanqui, Flourens, Félix Pyat...) **doit s'effacer** devant celle que les modérés font acclamer par la foule. Sous la direction du général Trochu et de Favre, elle est composée en majorité de députés de la Seine. Favre, vice-président, a le portefeuille des Affaires étrangères, Gambetta l'Intérieur, Simon l'Instruction publique et les Cultes, Picard les Finances, Adolphe Crémieux la Justice, le général Le Flô la Guerre, l'amiral Fourichon la Marine, Dorian les Travaux publics, Magnin le Commerce, les autres membres étant Rochefort, Glais-Bizoin, Emmanuel Arago et Garnier-Pagès, tandis que Ferry est nommé maire de Paris.

- La foule parisienne n'a obéi à aucun « complot républicain » et a réagi de manière totalement spontanée.

- pas de violence, aucune barricade, aucun bâtiment n'est attaqué, pas même les Tuileries, seuls quelques emblèmes impériaux et plaques de rues sont attaqués : une violence symbolique, un « constat de décès » (René Rémond, dans *La vie politique en France...*)

- le Gouvernement de la Défense nationale procède à un véritable exorcisme de la défaite militaire : délégation de Tours, enfermement du reste du gouvernement dans Paris, Jules Favre le 6 septembre : la France ne cédera « ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses forteresses »

□ grand mythe de la « patrie en danger » :

- en province, les préfets cèdent souvent la place sans problème

- action de Gambetta (voir *Débuts*)

- association mentale immédiate entre 1792 et 1870

- 30 500 engagements volontaires en septembre ; la classe 1870 se rassemble parfaitement ; la garde mobile demande très souvent à être envoyée au feu, *i. e.* à Paris pour **empêcher l'investissement** ; beaucoup de conseils généraux votent des sommes **considérables pour l'armement et l'équipement des troupes ; des paiements d'impôt par anticipation ; de fréquentes demandes d'armes de la part des villes**

- **une certaine réserve campagnarde, mais sans résistance aux levées d'hommes**

□ une nouvelle trêve politique, une cristallisation d'une seconde « union sacrée » autour du gouvernement de la Défense nationale. alors que les républicains sont fort minoritaires dans le pays :

- les autorités bonapartistes se rallient bien souvent au nouveau régime, pour des raisons patriotiques

- id. pour les journaux bonapartistes parisiens

- une forme de « sursis », accordé par les monarchistes, les campagnes, etc., pour le Gouvernement de la Défense nationale, le temps de la guerre

- la trêve se rompra du fait de l'extrême gauche d'abord dans les grandes villes et à Paris, puis à droite.

- primat de l'idée de nation sur les autres clivages

□ la 1^{ère} grande contestation du Gouvernement de la Défense nationale : le mouvement fédéraliste :

- La gauche extrême essaie d'organiser après le 18 septembre une « Ligue du Midi pour la défense de la République » groupant 15 départements, distincte du pouvoir central, et qui fut dissoute le 28 décembre.

- Il y eut aussi une Ligue du Sud-Ouest, fondée à Toulouse le 7 octobre.

- Bakounine tente un coup de force à Lyon le 28 septembre.

d) La province, les soldats et les nouveaux échecs militaires.

□ l'effort militaire du Gouvernement de la Défense nationale, surtout de la délégation de Tours : voir *Débuts*. Un effort infiniment moindre avait été refusé en temps de paix, en 1866-1868 !

□ Progressivement, c'est le principe de la conscription obligatoire et universelle de la « nation en armes » qui entre en vigueur. Mais, dans les faits, les difficultés de mise en mouvement, d'équipement et d'instruction d'une telle masse d'hommes forcent à échelonner les levées : la guerre s'achèvera avant que les chargés de famille ne soient en mesure de porter l'uniforme de manière effective

□ Le résultat de ces difficultés va peser lourd sur l'opinion forgée par soldats et civils sur l'action du Gouvernement de la Défense nationale

□ Le Gouvernement de la Défense nationale est opposé à une guerre de francs-tireurs. il veut une conduite centralisée de la guerre, avec des armées de type classique et une stratégie classique

□ chronologie d'ensemble :

- succession de mauvaises nouvelles en septembre et octobre

- début novembre : l'armée de la Loire remporte la bataille de Coulmiers et reprend Orléans, tandis que se forme une armée du Nord sous le commandement de Faidherbe >>>> rétablissement du moral

- de la fin novembre au début janvier : évanouissement de l'espoir de dégager Paris, la Délégation doit quitter Tours pour Bordeaux, succession de défaites, l'armée Bourbaki se réfugie en Suisse, capitulation de Paris 28 janvier >>> crise du moral >>> grand nombre de prisonniers, désertions nombreuses de soldats qui « rentrent chez eux », des mutineries

□ invasion et occupation (plus d'une trentaine de départements à la fin de la guerre) :

- parfois une certaine résistance spontanée, des phénomènes de panique et d'exode, des communes s'opposent à la résistance militaire française ou vont au devant des réquisitions allemandes. L'attitude de Nogent-sur-Seine est à la limite de l'« intelligence avec l'ennemi »

- par contre, des communes se défendent toutes seules (garde nationale) jusqu'à fin janvier

- la condamnation républicaine de la ruralité est donc sommaire et manichéenne

- l'appareil militaire allemand est de + en + puissant
- une « brutalisation » de la guerre dès 1870-1871, dont le sort des prisonniers algériens de 1870-1871, qui sont systématiquement tués immédiatement après leur capture par les Allemands
- une occupation dure : réquisitions, logement de troupes, prises d'otages, exécutions sommaires, mise en place d'une administration spécifique, disparition des moyens d'information libres
- C'est en Alsace et en Lorraine, que leurs habitants savaient promises à l'annexion en cas de défaite française (sans qu'ils sachent d'ailleurs quel serait le tracé de la nouvelle frontière), que les réactions semblent avoir été les plus vigoureuses : résistance passive, quelques attentats et sabotages, à Strasbourg puis dans campagnes >>> répression particulièrement sévère >>> disparition en Alsace-Lorraine **de l'image du « bon Allemand »**, au profit de l'image répulsive du « Prussien », « barbare », une « race infecte »
- d'une façon générale on assiste à une **transformation rapide en France de l'image de l'Allemand, qu'on va retrouver chez les géographes.**⁸

□ Dans les départements non occupés et loin de la guerre :

- « effort de guerre » pèse, baisse des engagements volontaires
- une timide propagande de guerre française
- c'est la capitulation de Paris (28 janvier), confondue avec l'armistice (cf. Début) qui constitue le point de rupture décisif : surprise, fin d'un mythe, clivage entre grandes villes républicaines et reste de la province, qui attend la fin prochaine de la guerre, un désir de paix présenté dans *Début*

e) Les élections du 8 février 1871

- Les conditions de base : voir *Début*
- les républicains sont profondément divisés
- les résultats : voir *Début*
- le vote de Paris est un vote radical et jacobin et au total un vote contre la paix

f) Paris et la Nation

- Paris ne fut pas seule ville fortifiée assiégée et on ne constate aucune uniformité dans le comportement des populations assiégées
- bellecisme du mouvement révolutionnaire, son évolution et la Commune : voir *Début*

Conclusion

- Une étape décisive dans l'achèvement de la nation

⁸ Cf. Pierre Herrmann, *La géographie française et l'espace allemand (vers 1820-1890)*, Mémoire de M2, IEP de Paris, 2012

- une « répétition générale » de 1914-1918 et le socle de l'étonnante résistance française de la Première Guerre Mondiale est pour une part constitué
- **une certaine forme d'acceptation de la guerre** se manifeste tôt, et... dans le cadre du programme
- **on ne peut pas opposer totalement villes et campagnes.**
- une nouvelle image de l'Allemand

2°) Identité nationale. Revanche et nationalisme de 1871 à la fin du siècle.

- La guerre laisse une trace très profonde dans les mentalités et l'espace intellectuel
- le contexte est, de plus en plus, à la fin du siècle, celui du darwinisme social, la paix éternelle étant un cauchemar (!)

a) L'identité nationale

- amertume et repentir : fête impériale, éducation des jeunes Français, complexe vis-à-vis de l' « instituteur prussien », ignorance de la géographie, etc.
- les « retards » : les paysans, d'après Eugen Weber⁹, très discuté, mais retard du français sur les patois dans nombreux villages, difficultés de l'information, de la circulation, etc., mais le français est très largement compris
- et 87 % des ouvriers parisiens savent lire et écrire en 1860, en 1829, 45 % des conscrits savent lire. 60 % en 1850, 80 % en 1872, un peu partout, la figure de l'illettré, qui ne peut déchiffrer seul le billet d'un fils soldat, devient répulsive, etc.
- et problème fondamental, largement débattu à la fin du siècle : la langue fait-elle la nation ?

b) Renan et Taine

- Pourquoi la défaite ? que faire ?
- imp. de E. Renan¹⁰, *La Réforme intellectuelle et morale de la France*, 1871, réédité en 1990 (Complexe) :
 - centré sur la définition de la nation et... regret que l'Allemagne soit devenue une nation et que France et Allemagne soient opposées, séparées par un abîme (toujours sa « savante Allemagne », voir plus haut) ! Il oppose l'Allemagne, philosophique et poétique, à la Prusse qui n'est que force (il y a beaucoup d'autres stéréotypes nationaux dans l'ouvrage, notamment sur la France et les Français)

⁹ E. Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Fayard, 1983, 848 p., réédition, 1998, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1978 de l'édition anglaise, réédition dans la coll. « Pluriel », 2010, 717 p.

¹⁰ 1823-1892. Célébrité grâce à sa *Vie de Jésus* 1864, brûlot qui présente le Christ comme un « homme admirable », ce qui lui avait valu la révocation du Collège de France.

- la Révolution française a affaibli la France, **exaltant l'individu, centralisant la France**, rompant avec la royauté
- la démocratie est « une maison de sable »
- **nécessité d'une solide instruction nationale** : il rejoint Jules Ferry et sa fameuse formule, bien connue des carrés
- **nécessité d'un service militaire obligatoire pour tous**

□ imp. d'Hippolyte Taine (1828-1893) :

- fulminant contre Jacobins dans ses *Origines de la France contemporaine* (contre Commune, de plus), publiées entre 1875 et 1893
- vocation d'enseignant et d'hist. mais ce républicain (alors) ne reçoit qu'une affectation en 6e à Toulon, après avoir échoué à l'agrég. ⇒ refus ⇒ **œuvre littéraire**, triple :
 - * études d'esthétique littéraire (/ La Fontaine par ex., sa thèse de doct., *Essai sur les fables de LF*) et artistique (*Philosophie de l'art*, 1882) : prod. litt. et esthétique a 3 causes :
 - "race" (disposition héréditaire)
 - "milieu" (climat et organisation sociale)
 - "moment" (événements hist.)

* études philo. Un philo. positiviste, voire matérialiste. Admirateur de la sc. et de la pensée allemandes, il voit en Hegel le premier penseur du siècle.

* études politiques. Surtout les *Origines de la France contemporaine*, 11 vol., 1876-1899. Quête de la "pathologie politique" propre de la Fr. ⇒ caractère artificiel du jacobinisme ⇒ soutien des conservateurs et des nationalistes, en particulier ceux de l'Action française, se réclameront de la pensée positiviste, nationaliste et traditionnelle de T.

⇒ Il devient donc le chef de file d'une école néo-traditionnelle qui exalte le respect des traditions, non plus c. avant 1870 dans une perspective catholique et légitime, mais en raison d'une approche positiviste qui conduit à se méfier de tout ce qui est susceptible de bouleverser les cadres nationaux.

Un bon gouvernement repose sur les élites ⇒ prône le suffrage à deux degrés

Participe avec Émile Boutmy à la création de l'École libre des Sciences politiques.

□ conférence de Renan à la Sorbonne 11 mars 1882 : « Qu'est-ce qu'une Nation ? » :

- dans un cadre de débat sur l'Alsace-Lorraine, cf. la polémique Fustel de Coulanges-Mommsen (à la fin de la guerre, avec l'importance de la langue et de la race). Mommsen reprend certains thèmes de Fichte, dans ses *Discours à la nation allemande*, prononcés en 1807-1808, et dans lesquels Fichte insiste sur le *peuple* allemand, victime de la force brutale (française)
- et du raisonnement selon lequel raisonner en termes de langues conduirait France et Allemagne à revendiquer tous les territoires de langues française et allemande, et donc à **mettre l'Europe à feu et à sang**
- le mot « Alsace-Lorraine » **n'est pas prononcé, mais l'Alsace-Lorraine** est au centre de la conférence !

- la nation ne peut être identifiée à une dynastie, à une race (car la déf. de la race évolue avec la science), à une religion (cohabitation de religions dans une nation, la religion est une chose individuelle)
- géographie : toutes les montagnes ne séparent pas, tous les fleuves ne réunissent pas
- « la langue invite à se réunir. Elle n'y force pas. » **L'aspect linguistique est sous-estimé par Renan, c'est sa principale faiblesse**
- « Une nation est une âme, un principe spirituel » : « legs de souvenirs », consentement présent, une solidarité, un désir de vivre ensemble,

c) La Revanche

- le mot est prononcé pour la première fois par Gambetta, lors des obsèques du maire de Strasbourg, Küss, mort le soir de la ratification des préliminaires de Versailles : une revanche jacobine et cocardière
- Victor Hugo, L'Année terrible : un recueil de poèmes, dont certains publiés pendant l'AT, classés par mois. Imprécations, douleurs, critiques, envolées littéraires pas franchement terribles (*sic*). Dans un poème, l'expression « l'année épouvantable », dans un autre « L'épreuve terrible ». Pierre Milza s'est servi du titre pour une relation très événementielle ¹¹
- Charles Maurras : titres « La Déesse Revanche », « La Revanche, reine de la France »
- une « atmosphère morale » (Claude Digeon, *cf.* + haut) : ferveur patriotique, effort militaire, abondante littérature **sur l'Alsace-Lorraine**, exaltation de la Défense nationale, des actes des francs-tireurs, haine de l'Allemand, très nombreux portraits de soldats allemands
- Edmond About (1828-1885), Le Roman d'un brave homme, 1880 :
 - exactions allemandes
 - davantage dans le cours GÉS-6
- poèmes de François Coppée (1842-1908)
- Paul Déroulède, né en 1846 : voir *Débuts*
- un consensus ? :
 - les légitimistes, ultramontains, considèrent que la France a été victime d'un châtement divin >>> volonté d'expiation, pèlerinages de Paray-le-Monial, vœur du Sacré Cœur (voir *Débuts*)
 - les bonapartistes centrent en accusant les républicains d'avoir été incapables de redresser la Défense nationale
- un culte de l'armée, l'« arche sainte » (Raoul Girardet), symbole d'unité nationale
- la loi militaire de 1872 : voir *Débuts*. Compléter éventuellement avec A. Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p.

¹¹ P. Milza, *L'Année terrible*, Perrin, 2009, 2 vol., 460 & 514 p.

□ dans les années suivantes la durée du service est progressivement réduite ¹² :

- en 1877 elle est ramenée à 4 ans

- en 1879 à 40 mois

□ la loi militaire de 1889 : voir *Débuts*

□ conséquence : pendant vingt ans les forces militaires françaises équilibrent au moins les forces allemandes, malgré la rapide croissance de la population de l'Allemagne

□ réorganisation du recrutement des cadres :

- loi de 1875

- 1876 : création de l'École militaire supérieure (elle devient l'École supérieure de Guerre en 1880, appelée couramment École de Guerre). Destinée à former des officiers d'État-Major

□ Nuances :

- l'armée ne se prépare nullement à prendre l'initiative d'une attaque, mais à la défensive : système Séré de Rivières de la Meuse au Jura (voir photocopie) : 166 forts, 43 ouvrages secondaires, 6 milliards de francs, soit plus que l'indemnité payée à l'Allemagne. Malheureusement la mise au point de l'obus à la mélinite en 1885 rend obsolète le système Séré de Rivières, qu'il fallut largement reprendre !

- il n'y a pas de politique étrangère de revanche, mais une pol. de « recueillement » sous Thiers et pendant l'Ordre moral.

* Cf. la formule de Thiers dans ses instructions à l'amb. de France à St Pétersbourg : « L'unique pensée du gouvernement, c'est de demander aux travaux de la paix la réparation de nos désastres. »

* paiement le plus rapidement possible de l'indemnité de guerre, pour obtenir la libération du territoire

- la politique coloniale (pas de « recueillement », cf. *Débuts*) éloigne la France de la Revanche

- si quelqu'un craint la Revanche (et y croit), c'est Bismarck : menaces de 1875, syst. bism. (voir *Débuts*)

- Gambetta adoucit sa position : nécessité « d'attendre dans le calme et la sagesse » >>> la gauche n'est plus pour la Revanche au tournant des années 1880

- or, la droite ne l'a jamais été ! >>> personne ?

- profondeur de l'hostilité à l'Allemagne, même dans *La Revue des Deux Mondes*, mais dans les professions de foi des députés élus en 1880 pas une fois le nom de l'Alsace-Lorraine n'est écrit !

¹² Cf. J.-F. Chanut, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 319 p.

- on peut se demander si la Revanche n'a pas existé seulement dans l'ordre du discours dans le domaine de la polémique partisane dans une « citadelle sentimentale »¹³, comme le culte de Jeanne d'Arc à la même époque (voir plus loin)
- Quand Gambetta prononce sa célèbre formule, à propos de l'Alsace-Lorraine, « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais », un humoriste, Alphonse Allais, la retourne, et sur le fond, c'est lui qui a raison : « Parlons-en toujours, n'y pensons jamais » !
- grande prudence française au moment de l'affaire Schnaebelé (1887, voir *Débuts*)
- hostilité des républicains au boulangisme : *idem*
- de véritables tenants de la Revanche : Juliette Adam (1836-1936), femmes de lettres proche de Gambetta, rompt avec lui et fonde en 1879 *La Nouvelle Revue*, dont chaque numéro appelle à la Revanche et dénigre l'Allemagne
- Zeev Sternhell, dans *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Seuil, 1972, p. 95 : « La revanche était surtout un mythe, mais l'opinion publique désirait que ce mythe fût entretenu. »

d) Le culte de Jeanne d'Arc

- très grande variété des représentations figurées depuis XVe siècle
- premiers doutes / virginité dès XVIe s., mais prodigieux succès de *La Pucelle* de Voltaire (1755)
- Révolution française et Empire font passer au 1er plan dimension patriotique, jusque là totalement ignorée ⇒ nombreuses statues "à l'antique", dans cadre art néo-classique
- 1er grand succès sous Restauration et Monarchie de Juillet :
- causes : défaites contre coalitions menées par Angleterre, tribulations monarchie depuis 1789 plus traditionalisme, goût du Moyen Âge et meilleure connaissance de celui-ci
- très nombreux tableaux, véritables reconstitutions
- une héroïne à la fois incarnation de la Patrie et sainte de l'Église catholique
- nombreux travaux historiques : Michelet, Henri Martin, Jules Quicherat, Henri Wallon.
- puis apparitions du thème de l' incarnation de la France laborieuse par une robuste fille des champs, sous le Second Empire
- grande vague ferveur johannique apportée par les désastres de 1870-1871
- omniprésence icono. (sans grande innovation) sous IIIe République, avec tantôt :
 - Jeanne "catholique."
 - J. "républicaine"
 ⇒ devient enjeu combat cléricaux-anticl.
- d'autant plus qu'étapes vers canonisation : déclarée vénérable 1894, béatifiée 1909, canonisée 1920
- statue de la place des Pyramides (par Frémiet) est érigée 1874

¹³ Henry Contamine, *La Revanche*

- Domrémy et Vaucouleurs deviennent lieux de pèlerinages

□ mais, nationalisme fin XIXe siècle cherche à en avoir l'exclusivité, cf. affaire de la fête de Jeanne d'Arc en 1894 :

- Joseph Fabre, républicain laïc et thuriféraire de l'héroïne, la propose au Sénat comme il l'avait fait à la Chambre des députés en 1884 ; S. accepte, mais ne sera pas suivi par Chambre des députés à cause de l'attitude de la droite, entre-temps (le même phénomène s'était déjà produit en 1884)

- catholiques et hommes de droite entendent accaparer au profit de leurs partis la popul. de l'héroïne, de façon à concurrencer le 14 juillet rép. (1ères grandes manif. de droite à la place des Pyr., par ex.)

⇒ la fête de J. d'A. est sujet de polémique ; le 14 juillet demeurera la seule fête nationale en France

□ nationalisme fin XIXe siècle cherche à en avoir l'exclusivité, d'où le scandale de :
□ l'affaire Thalamas (1904) : voir BÉ, p. 98

e.) La dérivation coloniale.

□ une compensation, le mot étant proscrit avec véhémence

□ base des connaissances quant à l'expansion, aux chevilles ouvrières, etc. : voir *Débuts*

□ Paul Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les Peuples modernes*, 1874, 616 p. : « le peuple qui colonise le plus est le premier peuple ; s'il ne l'est pas aujourd'hui il le sera demain »

□ la colo. ne se pratique pas sans penser à ce qui vient d'arriver à la France, à la perte de l'Alsace-Lorraine :

- Gabriel Charmes dans *la Revue des Deux Mondes* : la France a d'autres frontières que la « ligne bleue », lieu de la « blessure saignante »

- Paul Gaffarel, prof. d'histoire de la Faculté des Lettres de Dijon, *Histoire des Colonies françaises*, 1880 : la décadence de la France est liée à la ruine de son ancien empire colonial

- abbé Raboisson, *Étude sur les colonies et la colonisation au regard de la France*, 1877 : l'Alsace n'était qu'une colonie, plus récente que l'Écosse ou l'Irlande pour l'Angleterre >>> il faut créer de « nouvelles Frances » !

- Mgr Lavignerie, archevêque d'Alger : « Chrétiennes populations de l'Alsace et de la Lorraine [...] venez donc dans notre France nouvelle [...] »

- Francis Garnier : « Parce que nous avons été odieusement mutilés, est-ce une raison pour nous croiser les bras et ne faire aucun effort pour compenser (lui prononce le mot, donc), même à un plus faible degré la perte douloureuse que nous avons faite ? »

□ aboutissement : la politique coloniale de Jules Ferry :

- à la suite de Gambetta, trop tôt disparu, mais qui empêche l'évacuation de la Tunisie juste avant sa mort

- fierté nationale, « drapeau », « rang » (de grande puissance), « l'action », « expansion » (mot de G.)¹⁴

- une véritable politique, résumée par Jules Ferry dans le grand débat de 1885 (voir *Débuts*)

- aspects éco. simple justification a posteriori ? Alfred Rambaud, chef de cabinet de Ferry en 1878 accorde de l'imp. aux facteurs éco.

□ concluons :

- les républicains opp. ont conscience que la France ne peut pas agir sur deux théâtres d'opérations en même temps

- mais ils ne peuvent pas le dire, ce sont leurs adversaires qui le font, cf. la fameuse formule de Déroulède sur les 20 domestiques et les deux sœurs

f) Le nationalisme, ses vecteurs et ses formes.

□ le terme de « nationalisme » figure dans *Le Grand dictionnaire universel* de Pierre Larousse (1874) et la réalité apparaît au fond avant les grands mouvements nationalistes. (une grande idée de Raoul Girardet)

□ Le nationalisme des années 70-80 se développe à gauche

□ le rôle de l'école :

- pour un Paul Bert, il faut donner une « âme » à l'école publique

- des chansons martiales (« Pour la Patrie un enfant doit s'instruire ; Et dans l'École apprendre à travailler [...] » pour les écoles maternelles !)

- des exemples patriotiques dans toute la presse scolaire : la candidate alsacienne à un examen qui fond en larmes parce qu'on l'interroge sur l'Alsace-Lorraine, exaltation de la langue française, etc.

- G. Bruno, Le Tour de la France par deux enfants, 1877. Sous-titre : Devoir et Patrie. Épouse du philosophe Alfred Fouillée :

* marque la victoire des « romans pédagogiques ». Le plus fameux d'entre eux est *Le tour de la France par deux enfants* de G. Bruno (6 millions d'exemplaires entre 1877 et 1901) ; son auteur, Mme Fouillée, avait déjà écrit *Francinet*, toujours réédité sous la IIIe République.

* Poids de la guerre de 1870-1871 sur *Le Tour de la France par deux enfants*, de G. Bruno (1877) : Phalsbourg, Alsace-Lorraine, opinion publique rencontrée, marine de guerre de

¹⁴ Cf. aussi P. Milza & R. Poidevin dir., *La puissance française à la Belle Époque. Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque organisé en décembre 1989 par le Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (FNSP), le Centre de recherches d'histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg-III et l'Institut Pierre Renouvin (Paris-I), Bruxelles, Complexe, 239 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, n° 3-4, pp. 123-124

Toulon et Cherbourg, fortifications des villes, service militaire final, mais pas la Revanche, etc. ¹⁵

□ grand nom = Ernest Lavisse (1842-1922) ¹⁶ :

- et pourtant cet ancien chef de cabinet de V. Duruy (min. Instruction publique 1863-1869) et ancien précepteur du prince impérial (1868-1870) a gardé des sympathies bonap. (cf. sa corresp. avec son ancien élève), ne s'engage dans aucune grande bataille rép. : est plus un nationaliste qu'un républicain, et la ferveur patriotique de L. n'a pris les couleurs de la IIIe Rép. que lorsque, celle-ci déf. enracinée, la défense du régime s'est confondue avec la déf. de la nation.

- Fortifier la démo. rép., c'est désormais armer la France

- Il réussit à faire oublier son bonap.

- texte, célèbre, du programme fixé aux maîtres d'école :

"À l'enseignement hist. incombe le glorieux devoir de faire aimer et de faire **comprendre la patrie... nos ancêtres gaulois et les forêts** des druides, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux, Godefroy de Bouillon à Jérusalem, Jeanne d'Arc, Bayard, **tous nos héros du passé, même enveloppés de légende...** Si l'écolier n'emporte pas avec lui le vivant souvenir de nos gloires nat., s'il ne sait pas que nos ancêtres ont combattu sur mille champs de bat. pour de nobles causes, s'il n'a point appris ce qu'il a coûté de sang et d'efforts pour faire l'unité de notre patrie et dégager ensuite du chaos de nos institutions vieillies les lois sacrées qui nous ont fait libres, s'il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son drapeau, l'inst. aura perdu son temps."

- grande autorité dans Univ., à l'Acad. fr., au ministère de l'Instruction publique, dans maisons d'édition, **nombreuses relations**, ... ⇒ un "pape" de l'histoire officielle, sans disciple personnel : un "maître" collectif. Un "administrateur de l'histoire en France"

(**M. Crubellier**), un "généraliste reconnu" (**J.M. Bizière et P. Vayssière**, *Histoire et historiens*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1995, 254 p., p. 165). A régné sur une sorte d'appareil de production et de distribution de l'histoire en France. Omniprésence.

- n'a rien d'un érudit : la thèse terminée, il fait faire par des élèves les travaux de recherches, il n'écrit qu'un seul article dans la *RH*.

¹⁵ Pour aller plus loin hors du programme : P. Cabanel, *Le Tour de la nation par des enfants. Romans scolaires et espaces nationaux (XIXe-XXe siècles)*, Belin, 2007, 894 p.

¹⁶ Cf. :

P. Nora, "Lavisse, instituteur national", dans P. Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, tome I, 1984, pp. 247-290. Contribution reprise de :

P. Nora, "Ernest Lavisse : son rôle dans la formation du sentiment national", *Revue historique*, juill. 1962, pp. 73-106.

P. Nora, "L'histoire de France de Lavisse", dans P. Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., tome II, 1, 1986, pp. 317-376.

E. Lavisse, *Souvenirs*, préface de J. & M. Ozouf, Calmann-Lévy, 1988, 287 p.

J.-P. Rioux, "Les métamorphoses d'E. Lavisse", *Politique aujourd'hui*, nov.-déc. 1975, pp. 3-12.

- dir. de l'Histoire de France, subdivisée en :

* *Histoire de France des origines à la Révolution*, 1903-1911, IX tomes en 17 vol., dont un (le premier) de géo.

* *Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919*, 1920-1922, IX tomes en 9 vol.

* publiée à un des rares moments d'équilibre de l'hist. de F.

* précédée du célèbre Tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache (I.I)

* publiée chez Hachette

* beaucoup d'auteurs sont d'anciens élèves de L. ; exceptions : son ami Henri Lemonnier et Vidal, inévitable

* périodisation articulée selon les règnes, primat du politique, républicanisation, *a posteriori*, des règnes : reconstruction systématique de l'Ancien Régime en fonction de l'avènement de la Rép. et des thèmes les plus constitutifs de l'identité fr. : insistance sur les frontières, sur la vocation maritime de la F., sur les mauvaises finances du royaume, sur le manque d'unité intérieure, etc.

- une histoire très descriptive, obsédée par les batailles, exagérément fidèle à la trame événementielle

- manuels très répandus, le *Petit Lavis* surtout (l' "évangile de la République", selon P.Nora dans contribut. des *Lieux de mémoire*). Mise en page avec nombreuses vignettes, **culte de l'héroïsme. Manuels complétés par livres de lecture et fascicules d'instruction civique** ¹⁷

- hommes illustres jouent rôle primordial

- 2 principes dominants :

* révélation, conquête, de l'humanité par l'humanité

* rôle missionnaire, charismatique et prophétique assuré par la France

- ampleur de la tâche entreprise, véritable changement de la mémoire de la France, et surtout de la mémoire populaire

- particularités régio. et inégalités sociales sont estompées. manichéisme. apologie du régime rép. (une véritable démonstration de sa sup. dans une comparaison, un dialogue, avec la monarchie), de la Mère-Patrie : une conception militante de l'éducation

□ bataillons scolaires : voir *Débuts*. Institution légale 6 juillet 1882 (en vue du 14 juillet), à la suite **des exercices de tir institués en 1871, des sociétés conscriptives. L'armée approuve officiellement** : « Faites-nous des hommes, nous en ferons des soldats », dit le général Chanzy en 1882. Pas l'unanimité (les catholiques surtout sont hostiles). Déclin rapide et disparition officielle en 1892

□ Jean Macé et la Ligue de l'Enseignement dont devise : voir *Débuts*

¹⁷ Comme *Tu seras soldat* (1888), écrit sous pseudonyme de Pierre Laloi.

□ mai 1882 : la Ligue des patriotes, avec pour fière devise « Qui vive ? France ! », pour président l'historien Henri Martin, pour délégué Paul Déroulède — connu depuis 1872 pour ses *Chants du soldat* —, et sous le patronage des grandes personnalités républicaines. Cette ligue s'insérait en effet, initialement, dans le mouvement d'éducation civique et patriotique des fondateurs de la III^e République ; elle atteignit très vite des effectifs **considérables, notamment parce qu'elle fédérait des soc. de gymnastique et des soc. de tir**. Constans dissout la Ligue des Patriotes en avril 1889, elle est recréée en novembre 1896

□ un glissement à droite à la fin des années 80. un « nouveau nationalisme »

- évolution personnelle de Déroulède
- évolution de la Ligue des Patriotes années 1885-1886, et Déroulède en devient président
- nouveaux buts : lutte contre la République parlementaire
- le boulangisme : voir *Débuts*
- >>> graves tensions au sein de la Ligue des Patriotes >>> **les républicains s'en vont** ¹⁸ et créent dès 1887 **l'Union patriotique de France** >>> Déroulède est maître de la Ligue et lui imprime sa marque (nouvelle), mais les effectifs ont fondu et se sont transformés (beaucoup de bonapartistes et de royalistes)
- les conservateurs ont réussi une prise en mains du nationalisme, cf., outre Dér., le baron de Mackau, Albert de Mun, le duc de Doudeauville >>> clivage avec beaucoup d'orléanistes, qui ne peuvent accepter la mise en cause du parlementarisme (ex. : Denys Cochin, 1851-1922)
- exploitation du thème de la dégénérescence et de la décadence, cf. programme HS de l'an dernier

g) Nouveau nationalisme et internationalisme au tournant des deux siècles

□ après la déconfiture du boulangisme

□ scandale de Panama : voir *Débuts*

□ le nationalisme des ligues :

- rompt tout lien avec le courant républicain
- antisémitisme : Ligue antisémitique (voir *Débuts*)
- Ligue des Patriotes : voir *Débuts*
- Barrès : voir dossier biographique
- **tentative de coup d'État du 23 février 1899** : voir *Débuts*
- Ligue de la Patrie française : voir *Débuts*

□ Le nationalisme de Maurras : voir *Débuts* et dossier biographique

□ « nationalisme et internationalisme rivalisent » (Maurice Vaisse), au tournant des deux siècles :

¹⁸ Mais certains comme Alfred Naquet restent jusqu'au bout fidèles au boulangisme.

- à cause de la situation internationale (alliance avec la Russie, Fachoda, etc.) >>>> la **tension avec l'Allemagne est retombée et** Émile Driant écrit, sous le pseudonyme de Danrit, *La guerre fatale*, qui met aux prises France et Grande-Bretagne ! Il fera la GG et sera tué à Verdun (cf. le polycopié)

- poids de l'AD

- toute une « gauche intellectuelle » prend ses distances avec le nationalisme : **profs d'Univ.**, journalistes, artistes, etc.

- le radicalisme et le parti radical sont tout sauf nationalistes : voir *Débuts* et *BÉ* >>> loi militaire de 1905 (deux ans, voir *BÉ*), qui suscite la fureur de la droite nationaliste

- une fraction de l'opinion catholique réfléchit au problème de la paix : Alfred Vanderpol et sa Société Gratry, fondée en 1867 mais ranimée par lui ; il la transforme en 1909 en une Ligue des catholiques pour la Paix

- pacifisme des instituteurs, désormais loin des bataillons scolaires : ils sont approuvés par Ferdinand Buisson dans son *Manuel général de l'Instruction primaire* de 1905 qui définit une sorte de patriotisme pacifiste, de défense, humaniste

- l'antimilitarisme :

* Abel Hermant et Lucien Descaves : voir *Débuts*

* Rémy de Gourmont, « Le Joujou patriotisme », dans *Le Mercure de France* de 1891

* les anarchistes et *L'Assiette au beurre* : voir *Débuts* et *BÉ*

* la CGT de la Belle Époque : voir *BÉ* et Léon Jouhaux dans le dossier biographique

* les partis socialistes et la SFIO : voir *BÉ* et diverses notices dans le dossier biographique

* le cas de Jaurès : voir biographie dans le dossier biographique

* Gustave Hervé et sa Guerre sociale : voir *BÉ* + sera davantage présenté dans le cours GÉS-6

□ mais dans son immense majorité la France reste la France des patriotes pour reprendre le titre de François Caron.¹⁹

¹⁹ F.Carou, *La France des Patriotes*, tome V de l' *Histoire de France* dirigée par J.Favier, Fayard, 1985, 640 p., réédition, Livre de poche, coll. "Références", 1993

GES-2. VUE CAVALIERE DU PREMIER XXE SIECLE

Surtout **d'après** :

- J.-J. Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p.
- J.-J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.
- D. Lejeune, *Les causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1992, 126 p.
- D. Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p.

□ **L'élément clé est, évidemment, la Première Guerre Mondiale**, qui se termine par une victoire illusoire

□ La Seconde Guerre mondiale est la deuxième « débâcle » (cf. cours GÉS-1) mais se termine par le retour d'une France victorieuse

□ Revoir la chrono.

I. A LA VEILLE DE LA GUERRE DE 14

1°) Une veillée d'armes ?

a) Sentiment national et nationalisme

□ Une cause universelle de tension en Europe, les nationalismes :

Grande était depuis longtemps la vigueur des sentiments collectifs que furent la volonté d'affirmer les caractères du tempérament national, la méfiance à l'égard des influences étrangères et la "place au soleil" dans la domination coloniale. À vrai dire, cette dernière, tant qu'il y avait de vastes étendues à conquérir détournait les énergies de l'Europe et ne provoquait pas de graves frictions entre colonisateurs. Mais la raréfaction des territoires vierges de toute affirmation d'une domination européenne à la fin du XIXe siècle provoqua des tensions qu'illustre la célèbre rencontre de Fachoda en 1898 entre les impérialismes français et anglais.

□ Bien entendu le sentiment national, le nationalisme, le chauvinisme, l'exaltation cocardière, ne naissent pas du seul libre arbitre collectif des peuples, ils sont aussi le legs de l'école, de l'éducation également la preuve de l'action de l'État et des groupes de pression. La mystique nationaliste peut permettre de dissimuler les divisions internes, de souder une communauté nationale, de diriger les ressentiments contre un ennemi extérieur, éventuellement prétendu ancestral : le panslavisme peut par exemple surmonter les problèmes internes russes. Les images stéréotypées sont colportées, l'ignorance est

maintenue, les voyages d'un pays à l'autre sont relativement rares, les peuples s'ignorent, les idées caricaturales perdurent. La presse, la grande presse quotidienne désormais accessible au plus grand nombre grâce à l'abaissement des coûts et à l'alphabétisation, joue sa partie, donnant aux litiges internationaux une résonance de plus en plus large, et elle fait volontiers appel à l'orgueil national.

b) L'évolution du nationalisme à la française

- En France, le nationalisme était devenu "de droite" à la fin du XIXe siècle, réalisant un glissement puisqu'à l'origine il était républicain et "à gauche". (J. Bariéty & R. Poidevin, pp. 154-156). L'antidreyfusisme avait été l'occasion de développer un nationalisme virulent réussissant grâce à l'Action française l'opération de fédérer les droites. Pour l'heure il est incarné par les "ligues", par Rochefort, Déroulède et le nationalisme défensif et conservateur de Barrès et Maurras sans que personne ne réussisse à être le Boulanger de cette nouvelle crise de la République. Barrès en est l'écrivain, au nationalisme agressif, antisémite et xénophobe, auteur de *Scènes et doctrines du nationalisme* (1902).
- Depuis dix ans, le mot de "nationaliste" était devenu d'usage courant grâce à un article de Barrès paru dans *Le Figaro* du 4 juillet 1892. Toutefois, le principe de cohésion n'est pas un homme, mais l'antisémitisme, mouvement très rassembleur et imprécis, dirigé comme partout en Europe au même moment contre des boucs-émissaires, en France particulièrement peu nombreux.
- Cependant, à partir de 1905 le nationalisme français fut moins un monopole de la droite, ce que l'exemple de Péguy montre bien, et il resta littéraire, sans grande emprise sur les masses. La tradition historique, fondée par Jules Isaac (1877-1963), veut qu'à partir de 1905 les Français aient eu conscience d'un renouveau du « danger allemand ».

c) Crises et veillée d'armes ?

- Les crises sont fréquentes, relativement peu européennes, et certaines d'entre elles rebondissent littéralement
- En définitive, une veillée d'armes ? La réponse n'est sûrement pas affirmative, malgré les alliances nouées, pour l'instant du moins. Certes, l'approche du 1er janvier 1900 (qui n'était pourtant pas le premier jour du XXe siècle !) avait été marquée par une certaine crainte millénariste : le nouveau siècle ne serait-il pas celui de tous les dangers ? Mais jusque là, et par contraste avec le règne réel de la guerre au XXe siècle, la paix constitue en réalité "le cadre normal, allant de soi, de la vie sur le continent européen."
- La formule est d' Eric J. Hobsbawm, qui ajoute peu après : "Entre 1871 et 1914, pour la plupart des pays occidentaux, la guerre en Europe appartenait au passé ou relevait de l'exercice de style pour un avenir indéterminé." En conséquence, les armées servent surtout aux expéditions coloniales, aux défilés militaires soutenant l'exaltation patriotique, et... au

maintien de l'ordre intérieur. On verra un exemple de ce maintien à la fin du chapitre suivant, traitant des origines économiques.

2°) Les mentalités profondes.

a) La guerre, événement possible, peut-être inévitable.

□ Le XIX^e siècle avait philosophiquement annoncé la disparition "logique" de la guerre, les crises de la charnière des deux siècles habituent tous les contemporains à deux idées emboîtées l'une dans l'autre : la guerre n'est plus un sujet tabou, mais un événement possible, peut-être inévitable : elle peut être même un moyen licite de sélection entre les peuples. Les certitudes ne sont pas encore bien nettes, générales et établies, comme la soumission à ce qu'on qualifiera plus tard de "fatalité". Chefs d'État et de gouvernement en viennent à penser que la guerre générale, plusieurs fois menaçante, est *possible* mais peu *probable*. C'est ainsi qu'en inaugurant la statue de Renan à Tréguier en 1903, Combes, président du Conseil français, déclare : "de quelque côté que se portent nos regards nous n'apercevons au-delà des frontières que des visages souriants ou tout au moins pacifiques."

□ Mais les états-majors militaires se sentent investis par l'histoire et les institutions politiques civiles d'un devoir, celui de mettre armée et flotte en état d'affronter la guerre. Ils conçoivent ce devoir comme l'obligation d'augmenter les ressources en matériel et en hommes, et comme nécessité de réfléchir à la guerre moderne, surtout sur terre, ce que la guerre des Boers et le conflit russo-japonais ont montré à certains, mais pas à la majorité : le savoir militaire est considéré comme fini et la victoire ne peut appartenir à des armes nouvelles comme seront celles de 1915-1918.

b) Les mentalités.

□ Les mentalités des peuples sont plus difficiles à cerner : esprit cocardier ou pacifiste, chauvinisme, versatilité ? En tout cas, le XX^e siècle est commencé, et il est, entre autres caractéristiques, l'âge des masses. Les milieux dirigeants le sentent confusément, au moins au nom du respect du suffrage universel dans les pays de démocratie libérale, mais cette préoccupation n'est pas étrangère aux gouvernements autoritaires d'Europe centrale et orientale. Le psychologue Gustave Le Bon en a débattu depuis 1895, date de la première des nombreuses éditions de sa célèbre *Psychologie des foules*. Il tente d'ailleurs à la Belle Époque d'influencer les "décideurs" français, Gabriel Hanotaux, Poincaré et Briand. Petit à petit, et pas seulement du seul fait de Le Bon, l'idée de psychologie collective attire l'attention.

□ L'étranger n'est pas absent de la conscience collective (P. Gerbod). Il l'est de par sa présence, non négligeable, sur certains sols, le français par exemple, sur lequel il y a plus d'étrangers qu'il n'y a de Français émigrés. Il l'est par les voyages, les guides et les

voyageurs, servis par l'abaissement du coût des voyages, par la publication des souvenirs de voyages et de "livres d'impressions", par l'enseignement de l'histoire et de la géographie des pays étrangers (depuis le Second Empire en France), par celui des langues vivantes (depuis la Monarchie de Juillet en France), par la médiation de la presse et de la littérature. **L'œuvre de Jules Verne**, dont la publication ne s'interrompt pas à la mort en 1905 de l'auteur, a joué un rôle important à cet égard ; n'était-elle pas sous-titrée "Mondes connus et inconnus" ? Capital fut aussi le rôle de ces revues de vulgarisation géographique et touristique que l'on retrouve encore à pleins greniers, comme *Le Tour du Monde* et dix autres. Mais, à l'inverse, les peuples, travaillés par la grande presse, ont pâti des stéréotypes et de la représentation imagée que donnait de la guerre la carte postale fort répandue dans les années 1900 : celle-ci n'élude pas la perspective de la guerre — c'est même la seule période qui soit dans ce cas, tout au moins en France — mais elle en donne une vision édulcorée et aseptisée d'aventure courte, fraîche et joyeuse, plus encore que dans les revanchards et techniques "mouchoirs d'instruction militaire" à l'usage des tirailleurs néophytes ou adroits (voir photocopie).

□ Il est peu surprenant de constater que tel peuple est fort cocardier et qu'il abonde chez lui à propos des nations étrangères mythes et stéréotypes. Le complexe français de supériorité vis-à-vis des Italiens est ainsi étonnant de constance et de mépris ; la présence de nurses allemandes, l'enseignement de l'allemand dans les lycées (bien plus répandu que celui de l'anglais, malgré l'Entente cordiale), l'obligation du voyage initiatique de tout étudiant dans la "savante Allemagne" (Claude Digeon, Numa Broc), n'empêchent pas le maintien de l'hostilité vis-à-vis d'un peuple dont on s'est beaucoup méfié depuis la tension de 1840 et qui est devenu brusquement l' "ennemi héréditaire" trente ans plus tard. Tempérée à la fin du XIXe siècle, la haine germanophobe est en France ravivée par le saisissant contraste démographique entre les deux pays (*cf.* les thèses de Gaston Bouthoul, fondateur de la polémologie), ainsi que par le constat des progrès économiques du voisin, qui le mènent au deuxième rang mondial derrière les États-Unis. "Le moment approche [propos de 1886 rapporté par Jules Isaac, p. 9] où les cinq fils pauvres de la famille allemande viendront facilement à bout du fils unique de la famille française." C'est "la menace allemande" de C.Digeon (chap. IX) : aux voyageurs français "l'Allemagne commerçante et industrielle s'impose par sa masse, par son mouvement". Eugène Melchior de Vogüé retourne en Allemagne en 1905 et dès la première étape, Cologne, il constate : **"...on m'a changé mon Allemagne, la vieille bonne femme s'est muée en une jeune géante."** Dans des départements industriels et proches de la frontière, comme le Doubs (*cf.* L.Mairry), la puissance démographique, industrielle et commerciale du Reich est ressentie avec une particulière inquiétude ²⁰.

²⁰ *Cf.* P.Milza & R.Poidevin dir., *La puissance française à la Belle Époque. Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque organisé en décembre 1989 par le Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (FNSP), le Centre de

c.) Manipulations et peurs.

□ Les opinions publiques sont en bonne partie cocardières parce que manipulées. La simple consultation des premières et dernières pages des suppléments illustrés dominicaux des grands journaux parisiens montre la fréquence et le simplisme naïf du thème patriotique et militaire ainsi que de ses outrances nationalistes et xénophobes. La rapidité avec laquelle l'Angleterre de Fachoda (1898) cesse d'être l'ennemie ancestrale pour devenir l'amie cordiale (1904) provoque plus d'une interrogation, d'autant qu'il est avéré que l'Allemagne stipendiait le seul journal, *L'Éclair*, qui resta farouchement anglophobe du temps de l'Entente cordiale !

□ En outre, Eugen Weber soulignait voici plus d'un demi-siècle déjà ²¹ la distorsion entre Paris et une province à cet égard beaucoup moins chauvine et le rôle d'impulsion nationaliste joué par l'Action française parisienne. On aurait, au total, tort de croire l'opinion publique imprégnée d'un consensus nationaliste et guerrier.

□ Il ne faut pas non plus ignorer que les Européens d'avant le cataclysme ne pouvaient, en aucune manière, malgré les "avertissements" que leur fournit la guerre russo-japonaise et ses atrocités, se représenter l'intensité d'un conflit industriel et mondial. Quand à partir de 1905, date d'une crise essentielle, la première crise marocaine, le pressentiment d'un conflit européen se généralise, personne n'a encore une idée du risque encouru qui confine à la réalité de la guerre de 14. Pour les années ultérieures, il faudra donc se souvenir que cette minoration par les représentations collectives de la guerre qu'ont les Européens a influé sur les décisions des dirigeants politiques et surtout sur les sentiments des populations : une idée de guerre "fraîche et joyeuse" expliquera-t-elle l'acceptation préalable du conflit mondial ?

□ Malgré des crises internationales, rien n'est encore joué, tout ce qui a été présenté n'est que facteurs susceptibles de créer un état général de tension, l' "équilibre européen" domine toujours, et au fond les crises même peuvent encore engendrer deux leçons radicalement contraires. Elles ont pu habituer à la possibilité de la guerre, mais tout autant à l'idée qu'une crise se résout pacifiquement. Ce qui est certain, c'est que les questions "nationales", amplifiées par des opinions publiques dont le rôle s'accroît, pèsent de plus en plus sur les relations internationales, renforçant les rivalités économiques et politiques, et créant un climat international de peur.

recherches d'histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg-III et l'Institut Pierre Renouvin (Paris-I), Bruxelles, Complexe, 239 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, n° 3-4, pp. 123-124

²¹ Eugen WEBER, *The Nationalist Revival in France. 1905-1914*, Berkeley, University of California Press, 1959, 237 p., résumé en français dans : "Le renouveau nationaliste en France et le glissement vers la droite. 1905-1914", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1958, pp. 155 et suiv. Des idées reprises dans E. Weber, *Ma France, mythe, culture politique*, trad. fr., Fayard, 1991, 482 p., notamment dans le chapitre XIV.

□ Mais cette peur n'empêche pas hommes et femmes des années 1900 de vivre : c'est — plus ou moins — la Belle Époque pour tous et l' "avant-guerre", comme on dira — mais *ensuite* — , ne fut pas une simple veillée d'armes, pour reprendre un des titres précédents. On le remarquera au plus tard maintenant, nous sommes entièrement passés du terrain de la question des responsabilités à celui des causes. Périls extérieurs ou paix ? "Marche à la guerre" comme diront plus tard les manuels ? Tout n'est pas encore dit vers 1905 d'où l'importance des contextes à moyen terme qui se tissent entre 1905 et 1914.

3°) Les crises

□ les deux crises marocaines : 1905 et 1911 : voir *BÉ*

□ la politique de Clemenceau (1906-1909) : voir *BÉ*

□ La crise bosniaque (1908-1909). La crise de Bosnie-Herzégovine (1908-1909) est la seconde crise grave des années 1900 : à partir de 1908, le temps des illusions est clos, mais certes la crise ne va pas déboucher sur une guerre. En outre elle va démontrer que l'alliance franco-russe ne fonctionne pas selon un mode offensif, même en approchant de loin cette notion.

La crise de Bosnie-Herzégovine (1908-1909) est la seconde crise grave des années 1900 : à partir de 1908, le temps des illusions est clos, mais certes la crise ne va pas déboucher sur une guerre. En outre elle va démontrer que l'alliance franco-russe ne fonctionne pas selon un mode offensif, même en approchant de loin cette notion. Cet ancien territoire ottoman était *administré* depuis 1878 par l'Autriche-Hongrie ; celle-ci, voulant décourager les habitants de regarder vers la Serbie dans un sens *yougoslave*, songeait à l' *annexer*.

Le 5 octobre 1908, la double monarchie annonça l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ; en même temps le prince de Bulgarie, Ferdinand, de connivence avec l'Autriche, se proclama indépendant de toute suzeraineté turque et prit le titre de *tsar*. L'offensive diplomatique autrichienne avait été rapide ; les états-majors de Vienne et Saint-Pétersbourg prirent des mesures de mobilisation, sans cependant acheminer des troupes vers les frontières ; mise devant le fait accompli, la Russie ne réussit ni à réunir une conférence internationale ni à organiser une médiation franco-anglaise. La France arguait que les intérêts vitaux de la Russie n'étaient pas en jeu, que son alliance n'était que défensive et qu'elle avait clairement laissé entendre depuis plusieurs années qu'elle ne risquerait rien pour les Balkans.

L'Angleterre, surtout laissée seule, n'avait évidemment rien à gagner à l'affaire. La Russie se retrouvait dans la même situation et il lui était impossible d'agir par les armes, d'autant plus qu'elle ne s'était pas encore relevée de la guerre contre le Japon et de la révolution de 1905, que la Bulgarie était une menace potentielle pour les Serbes et que l'Allemagne soutenait l'Autriche-Hongrie, intervention déterminante. Il lui fallut donc accepter un texte de Vienne qui était un véritable ultimatum. De leurs côtés, la Turquie accepta le 26 février 1909 l'annexion contre une indemnité, et la Serbie, tout à fait

isolée, dut céder à son tour, et à un véritable ultimatum autrichien, après avoir constaté que la Russie ne la soutiendrait pas (31 mars 1909).

On n'oubliera pas, en 1914, de part et d'autre, le processus : la crise bosniaque préfigure celle de l'été 1914. Pour l'heure, le succès autrichien apparaissait total et peu coûteux, mais sur lui ou sur la paix pesaient trois dangers. Humiliée, la Russie pouvait chercher à renforcer ses forces et ses liens avec les deux autres membres de la Triple-Entente, France et Grande-Bretagne, d'autant plus que certes elle avait constaté que ses alliées l'avaient lâchée — ce que Berlin avait recherché en appuyant Vienne à fond — mais Nicolas II était désormais persuadé qu'une lutte contre le “germanisme” (Autriche-Hongrie et/ou Allemagne ?) était inévitable. D'autre part, le sentiment nationaliste des Slaves du Sud pouvait-il être étouffé et humilié longtemps ? Enfin, l'Italie, alliée de l'Autriche-Hongrie, mais s'étant rapprochée de la France depuis 1902, ulcérée d'avoir été tenue à l'écart de la crise bien que fort proche des lieux, furieuse de n'avoir pas obtenu de compensation de la part de sa voisine autrichienne, se rapprocha de la Russie par l'accord secret de Racconigi (25 octobre 1909) : les deux pays s'engageaient à maintenir le *statu quo* dans les Balkans, l'Italie à favoriser les intérêts russes dans les Détroits, la Russie les intérêts italiens en Tripolitaine, province ottomane d'Afrique que l'Italie convoitait.

□ Les guerres balkaniques (1911-1913) : voir les pages photocopées (pp. 139-144 de P. Milza, *Les relations internationales de 1871 à 1914*, coll. "Cursus", 1990, 167 p.)

4°) Un espoir : le droit et la paix

a) Le legs du XIXe siècle

□ des intellectuels continuent leur action, comme Frédéric Passy (*cf.* cours GÉS-1), qui publie *L'Utopie de la Paix* à la Belle Époque. La Ligue internationale de la Paix (*cf.* cours GÉS-1) est désormais présidée par Charles Lemonnier. Des écrivains antimilitaristes, toujours. Les écrivains proches de l'anarchisme (Anatole France, Octave Mirbeau, Alfred Jarry, Apollinaire, Tristan Bernard, etc.) sont pacifistes. Réguy dans les *Cahiers de la Quinzaine* subordonne l'honneur de l'armée aux exigences de la justice. Romain Rolland est obsédé par le danger de guerre. Antimilitarisme populaire du poète beauceron Gaston Coûté, de Montehus (voir *BÉ*).

□ La Croix-Rouge était née au XIXe siècle, et, contemporaine de cette naissance, la première convention de Genève (24 août 1864) avait un peu réglementé les us et coutumes de la guerre terrestre, en protégeant les soldats blessés. Les juristes avaient été parmi les premiers à s'intéresser au problème de la paix, et de nombreux ouvrages avaient paru. La volonté de paix de ce style fit des progrès dans les années 1900 sous l'influence d'organismes et conférences internationaux créés et tenus à la charnière des deux siècles : Bureau de la Paix de Berne (1891), prix Nobel "de la défense de la paix" (décerné à partir de 1901 par le *Storting* de Norvège ; Alfred Nobel était mort en 1896, son testament

datait de l'année précédente), conférences de la Paix à La Haye en 1899 et 1907 qui réglementèrent le "droit de la guerre" et instituèrent une Cour d'arbitrage permanent. **Léon Bourgeois** (1851-1925), homme politique radical à la brillante carrière ministérielle et connu pour son "solidarisme", représenta la France aux conférences de La Haye. Il avait d'ailleurs publié son ouvrage *Solidarité* en 1896 et il symbolise bien ce courant, favorable à la création d'une "Société des nations civilisées". En 1907, il publia Pour une société des nations, ouvrage beaucoup lu, tout au moins en France, et il dit de la conférence qu'elle avait pour but "l'organisation juridique de la vie internationale, la formation d'une société de droit entre les nations." ²²

□ C'était en fait le tsar Nicolas II qui avait lancé ce mouvement, proposant aux grandes nations le 29 août 1898, soit peu de temps après le début de son règne, de se réunir en congrès pour organiser une limitation des armements. Ce désir se nourrissait du progrès en quantité et en qualité des explosifs et des armes et de l'idée selon laquelle la conviction — partagée par certains à la fin du XIXe siècle encore — que les excès du militarisme le tueraient à moyen ou long terme était une démonstration absurde. Il fallait au contraire provoquer le recul du spectre d'une guerre moderne et affreuse. L'attitude du tsar s'expliquait aussi **très vraisemblablement par... le sentiment du réel retard de son pays en matière d'armements, et par... la crainte du coût budgétaire de la course aux armements** pour la Russie, ce qui n'était pas pour susciter le zèle pacifiste des autres pays ! La conférence qui en résulta réunit à La Haye en 1899 vingt-six pays pendant deux mois ; huit ans plus tard, et la date ayant été plusieurs fois repoussée, au même lieu et en réponse à un appel lancé conjointement par le tsar et les États-Unis, quarante-quatre nations s'assemblèrent pendant quatre mois, du 15 juin au 18 octobre. Les pacifistes et les presses des pays anglo-saxons suivirent les travaux avec intérêt, tandis que militaires et diplomates de la vieille école étaient fort sceptiques : la guerre n'était-elle pas une "loi de la nature" ? **Une troisième session fut en tout cas prévue pour 1915...**

b) À la Belle Époque

□ Mais les hommes d'État ne pouvaient pas se permettre de ne pas donner à leurs opinions publiques l'impression de suivre l'élan venu de Russie. Aussi les délégués des gouvernements se prêtèrent-ils au jeu d'une discussion sur l'arbitrage international, les lois de la guerre et la limitation des armements. La première préoccupation répondait exactement aux idées de Léon Bourgeois, représentant de la France, un des rares diplomates à croire sincèrement à la possibilité d'action d'une Cour d'arbitrage, effectivement mise sur pied, mais sous une forme facultative, tellement grandes étaient les

²² Cf. Serge Berstein, « Le milieu genevois dans la France de l'entre-deux-guerres », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 321-335

réticences des militaires, qui craignaient que le temps de l'arbitrage ne permît à l'adversaire de s'organiser. La Cour d'arbitrage répondit quand même à quatorze appels entre 1900 et 1914.

□ Au total l'influence de Bourgeois fut faible et les "lois de la guerre" ne progressèrent que peu, avec pour l'essentiel une codification du traitement des prisonniers, et l'extension à la guerre maritime de la convention de Genève de 1864. Quant au problème de la limitation des armements — le tsar proposait par exemple le "gel" du calibre des canons —, il achoppa sur le problème, simple mais capital, de l'inspection.

□ Toutefois, la conférence de La Haye interdit (pendant cinq ans, délai au bout duquel on réexaminerait cette arme nouvelle) le largage de bombes depuis des ballons dirigeables et (sans limitation de durée) l'usage des gaz asphyxiants, ainsi que celui des balles de fusil dites "dum-dum", c'est-à-dire explosant à l'intérieur des corps des soldats. Aucun progrès ne fut réalisé en matière de limitation des flottes de guerre : l'Angleterre, craignant d'être rattrapée, voulait bien une limitation, mais celle-ci était *ausgeschlossen* ("hors de question") selon le mot du représentant de l'Allemagne, pays qui, comme les États-Unis d'ailleurs, espérait bien rattraper la Grande-Bretagne !

5°) Le pacifisme, les pacifismes

□ Le patriotisme cocardier ne domine pas sans opposition : il y a un pacifisme des années 1900, ou plutôt des pacifismes. Sont-ils en mesure de résister à l'exaltation de la guerre, au nom de l'idée nationale ?

□ L'histoire des pacifismes est mise en perspective — mondiale — par Maurice Vaïsse dans un article des débuts de *Vingtième Siècle* ²³

a) Les pacifismes non socialistes

□ Le pacifisme de Léon Bourgeois avait en France gagné les milieux universitaires et enseignants : des philosophes, comme Frédéric Rauh et Gabriel Tarde, des savants comme Charles Richet, mais surtout de grands noms de l'enseignement de l'histoire comme Alphonse Aulard et même Ernest Lavisse réagirent contre les conceptions nationalistes, ce qui couvrit l'évolution des instituteurs. Quelques concours "pacifistes" sont ouverts.

□ Les "hussards noirs de la République" avaient été patriotes avec ardeur jusqu'à l'affaire Dreyfus ; la nouvelle génération d'instituteurs français, en lutte pour l'essentiel de façon à faire reconnaître le droit syndical, est sensible aux influences anarcho-syndicalistes de la CGT et à l'antimilitarisme antipatriotique et volontiers provocateur du professeur d'histoire (révoqué en 1901) Gustave Hervé (1871-1944), rédacteur de *La Revue de l'Enseignement*, puis directeur de *La Guerre sociale*. Des instituteurs s'estiment "les plus vibrants apologistes

²³ M. Vaïsse, "Les pacifismes au 20e siècle", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 3, juill.-sept. 1984, pp. 27 & suiv.

de la paix", des militants sont sanctionnés, et les milieux nationalistes se déchaînent contre l'école primaire et ses maîtres, dont l'esprit pacifiste sera très longtemps maintenu par leur journal *L'École émancipée*. Que lors de la Première Guerre mondiale, de nombreux instituteurs aient été des officiers subalternes faisant "leur devoir" ne change rétrospectivement rien à l'affaire, sur le fond.

□ Une troisième catégorie d'Européens fut concernée par le pacifisme. Un Zola, un Anatole France, peut-être plus Romain Rolland, qui écrira dans *Le Journal de Genève* son célèbre article "Au-dessus de la mêlée" (22 septembre 1914), représentent un courant d'intellectuels de gauche, partiellement influencé par le pacifisme chrétien et non-violent de Tolstoï.

b) Les anarchistes et les socialistes

□ Derniers ici, mais non les moindres, et en tout cas constituent-ils le pacifisme le plus connu, les anarchistes et les socialistes.

□ Les anarchistes avaient été précocement antimilitaristes, et les idées de "désobéissance passive", de "grève militaire", de refus de la guerre, sont clairement admises. *La révolte*, *Le Père Peinard*, *Le Libertaire*, *L'Anarchie*, tirent à boulets rouges sur l'armée. Pour aller plus loin : voir *BÉ*.

□ Le socialiste Jaurès (cf. biographie dans le dossier biographique) se montra inquiet de la politique de Delcassé ; après la démission de celui-ci et au vu des dangers représentés par la crise marocaine, il défendit un internationalisme et un pacifisme raisonnables mais prolétariens, misant au nom d'une "défense nationale" bien comprise sur la solidarité internationale des travailleurs pour empêcher la guerre, "par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et l'insurrection". Cela signifiait parier sur l'Internationale ouvrière ²⁴.

□ Pour faire face aux problèmes internationaux, la Seconde Internationale s'était dotée d'une structure administrative adéquate : Bureau socialiste international constitué de trois délégués par pays, Comité exécutif animé par les délégués belges autour d'Émile Vandervelde, et Secrétariat, dirigé par un autre Belge, Camille Huysmans, et chargé de réunir des congrès annuels.

□ Mais l'Internationale ne se prononça pas nettement : au congrès de Stuttgart (1907), Jaurès proposa un texte très ferme, mais Bebel fit adopter une motion qui recommandait seulement aux travailleurs de "faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissaient les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité

²⁴ Biblio. considérable pour ce qui suit. Point de départ : la contribution de J.-J. Becker, "La IIe Internationale et la guerre", pp. 9-25 de *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984

de la lutte des classes et la situation politique générale." Rien n'était donc prévu en tant que riposte à la guerre. Au congrès de Copenhague (1910), l'Internationale écarta une motion du socialiste anglais James Keir-Hardie favorable à la grève insurrectionnelle en cas de guerre. Mais la situation internationale s'aggravait...

□ Une semaine avant le congrès de Bâle (24 novembre 1912) Jaurès et le socialiste allemand Scheidemann affirmèrent, devant 100 000 personnes réunies au Pré-Saint-Gervais, que les travailleurs des deux pays ne se feraient pas la guerre, mais le congrès ne mit, malgré sa solennité et son messianisme, aucun moyen précis sur pied pour une action concertée et immédiate en cas de guerre. La grève générale dans les pays en cause n'était qu'une éventualité, envisagée avec logique depuis longtemps, mais nullement prévue par un accord, même tacite, entre partis socialistes.

□ Il faut dire que, du côté français, Georges Weill, député social-démocrate au Reichstag et correspondant de *L'Humanité* à Berlin depuis 1908, avertissait régulièrement Jaurès du peu de volonté et de capacité de résistance — selon lui — du parti socialiste allemand.

□ Et, dès 1912, Gustave Hervé enterra son antimilitarisme. Finalement, mais par voie de défection, c'était la CGT française qui avait la position la plus en flèche, recommandant en cas de mobilisation générale le refus de répondre à l'appel, mais sans être assurée d'une réplique symétrique en Allemagne. C'est que profond était le malaise dû à la social-démocratie allemande : que fera-t-elle en cas de risque de guerre ? Certains socialistes français pronostiquaient carrément, comme Georges Weill, son ralliement à la politique guerrière de l'empereur, d'autres, plus nuancés, craignaient la faiblesse des moyens du SPD pour résister à l'entraînement chauvin, et ils le craindront encore, évidemment, pendant la crise de l'été 1914. L'action concertée des mouvements ouvriers des divers pays pour s'arrêter sur la pente fatale était donc un souhait, mais pas une réalité.

□ Le problème global fut qu'à partir du moment où les crises se multipliaient, l'audience des partisans de la défense nationale pouvait augmenter et l'urgence de l'organisation de la patrie face au danger militaire était susceptible d'apparaître comme une priorité. Le pacifisme, les pacifismes, étaient donc bien fragiles.

6°) Le renouveau nationaliste

□ Une nouvelle génération nationaliste apparaît dominée par l'onde de choc de Tanger (1905). Le monde est jugé dangereux et on voit resurgir les "ennemis héréditaires" ou des adversaires potentiels qui s'y substituent. De plus, l'expansion économique européenne provoque l'impatience d'ascension sociale, et la guerre va pouvoir libérer des énergies en 1914, tandis qu'en Italie continuera encore à jouer le mythe de l'émigration en Amérique.

□ Les ouvrages de guerre-fiction sont beaucoup plus nombreux après 1905 qu'auparavant ; la guerre est toujours présentée comme devant être courte, à cause de l'importance du nombre des mobilisés et du modernisme du matériel. Encore aux alentours

de 1910, "les batailles inventées par les essayistes reproduisent les manœuvres de l'époque napoléonienne [...]. On croirait une compétition entre équipes sportives : il y a les pantalons-rouges, les feldgrau, le vert des Italiens" (M.Ferro). Peu d'auteurs ont de l'imagination pour décrire (entre autres) la guerre future : H.G.Wells, le Français Robida, le Russe Bloch... En France, après 1904, la guerre n'a plus lieu que contre l'Allemagne, et plus jamais contre la Grande-Bretagne, aussi bien dans les livres que dans les exercices des écoles militaires ; en Angleterre, conséquence de l'aggravation du défi naval allemand, c'est toujours le thème de l'invasion du territoire insulaire qui prévaut.

□ Les peuples prêtent l'oreille plus volontiers à la propagande nationaliste qu'aux appels pacifistes ; ils en viennent, après tant d'alertes répétées, à éprouver une résignation fataliste devant la perspective de la guerre. Certains milieux pensent même que, pour échapper à la tension nerveuse, mieux vaudrait "en finir" : plutôt la guerre que cette attente sans fin et — les moyens d'évasion étant limités hors des sociétés de la Belle Époque — la notion de "guerre libératrice" n'est pas sans écho.

□ Le nationalisme se présentait en France depuis la fin du XIXe siècle comme une droite nationale militariste, cléricale, violemment antiparlementaire et anti-intellectualiste, fille du bonapartisme. La nouveauté des dernières années de la Belle Époque — et les prodromes s'en font sentir dès 1905 pour cause de Séparation et de crise marocaine — est le regain général de nationalisme que connaît la France et que mène l'Action française, dont le journal, dirigé par Léon Daudet et Charles Maurras, devient quotidien le 21 mars 1908. La diplomatie de Clemenceau avait été d'apaisement, et c'est donc hors des sphères du pouvoir qu'était apparu un nouvel état d'esprit, à "caractère urbain et minoritaire" (E.Weber), à l'écart aussi des milieux pacifistes et de l'atonie générale en matière coloniale.

□ Ce nationalisme n'est plus guère celui de la Ligue des Patriotes, très décadente et qui ne se survit que par la personne de Paul Déroulède (qui mourra le 30 janvier 1914).

□ C'est l'état d'esprit des "Jeunes Gens d'aujourd'hui" d'Agathon : en réaction contre la "décadence", goût de l'action, foi patriotique défensive, renaissance catholique, germanophobie et attirance pour la carrière militaire. L'Allemagne "embête", la guerre "amuserait", disent certains avec optimisme lors de l'enquête, publiée au printemps 1912 dans *L'Opinion* par les deux jeunes nationalistes Henri Massis et Alfred de Tarde, et éditée en volume l'année suivante. Beaucoup ajoutent : "Maurras a chassé les nuées du libéralisme révolutionnaire, comme Bergson les nuées du dogmatisme, tant scolastique que scientiste. [...] Ils sont les pères spirituels de beaucoup d'entre nous." Mais la portée et la valeur de témoignage historique de l'enquête d'Agathon sont limitées, car les responsables, assez explicitement d'ailleurs, ont été partiaux, ne retenant que les témoignages favorables à leur thèse *a priori* : **les "Jeunes Gens..." ne rendent que partiellement compte des aspirations du Quartier latin où tous les étudiants ne sont pas semblables à Henri Hoppenot,**

interviewé car "désigné par ses camarades de la Sorbonne et de l'École des sciences politiques", et toujours cité depuis.

EN FRANCE, LE RENOUVEAU CHRÉTIEN
& L'INFLUENCE DE LA PHILOSOPHIE DE BERGSON

Si les basiliques ou les congrès eucharistiques sont du domaine de la hiérarchie, si les conversions spectaculaires (par exemple, Jacques Maritain, petit-fils de Jules Favre), l'exaltation de la famille, des racines, du patriotisme et du patrimoine, la mode du roman régionaliste sont le fait des "intellectuels", des signes montrent un dynamisme nouveau et sincère du peuple chrétien : mouvement liturgique dans les couvents et monastères, essor du tiers-ordre franciscain, communion plus fréquente, mouvement démocrate-chrétien... La foi catholique a été plutôt stimulée qu'affaiblie par la Séparation de l'Église et de l'État (1905), un renouveau religieux s'observe au sein de la jeunesse, la pratique religieuse dans les lycées, avec le groupe "tala" de l'École normale supérieure, l'apogée de l'ACJF (Action catholique de la jeunesse française) et de la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), la constitution d'un scoutisme français, et il y a, grâce aux "patros", une reconquête relative de la jeunesse ouvrière.

Mais cette préoccupation s'appuie sur la lecture, sans doute exclusive voire exagérée, des ouvrages — *Essai sur les données immédiates de la conscience* (1888), *Matière et Mémoire* (1896), et surtout *L'Évolution créatrice* (1907) — d'un Bergson. Le maître du Collège de France est devenu brusquement — *volens nolens* — le maître à penser de toute une élite intellectuelle. La Belle Époque était déjà un rejet du déterminisme et du scientisme, une exaltation de l'intuition, une protestation contre l'"esprit fin de siècle", un constat de "faillite de la science". Elle est une ardente remise en cause, anticartésianiste, qui dure jusqu'à la Grande Guerre, et va au-delà des seules spéculations philosophiques. Utilisant abusivement la notion d'"élan vital", le climat du temps tire vers l'exaltation nationaliste, vers le spiritualisme mystique, des idées et des lectures qui, seules, n'auraient pas pu avoir un tel impact, dans cette direction tout au moins.

Dans un sens très voisin, on pourrait signaler que c'est dans *Le Figaro* du 20 février 1909 (en première page et en français) que Marinetti, très influencé par Bergson, publia le *Manifeste du Futurisme* (voir page 91). On est désormais à l'ère de la primauté de l'intuition sur la raison, à celle des forces affectives sur le rationalisme. L'intérêt principal de ce retournement est que les unes sont censées être novatrices et "nouveau siècle", les autres "républicaines", convenues et démodées : le "grain des choses" est séparé de la "paille des mots", clivage qui annonce celui des années trente, "esprit nouveau" qui n'est pas que psychologique, politique et philosophique.

□ L'Action française est le "parti de l'intelligence", enrôlant des intellectuels et la jeunesse des Écoles et des facultés, profitant de l'affaiblissement du positivisme, de la faveur pour le goût de l'action et — paradoxalement — de la réaction contre un excès d'intellectualisme : c'est la grande époque des Camelots du Roi, qui mènent les cortèges jeunes et disciplinés allant régulièrement fleurir les statues de Jeanne d'Arc et de Strasbourg, sur les places des Pyramides et de la Concorde, à Paris. Le journal est de ton violent, il se spécialise dans les **campagnes calomnieuses, contre l'Université, les "espions" (juifs...), la ligue fait de** l'agitation de rue, au Quartier latin par exemple.

□ Les références à l'Alsace-Lorraine reviennent en force, et au-delà de l'humour des albums de Hansi, diffusés à partir de 1912 et qui opposent la douce domination française à celle, brutale, de l'Allemagne, elles sont mises au service du nationalisme anti-allemand davantage que du désir de reprendre les "provinces perdues". Le 3 avril 1913, un Zeppelin atterrit à Lunéville, à la suite d'une erreur de pilotage, semble-t-il, les officiers allemands qui l'occupaient furent conspués, des inscriptions écrites par la population sur l'enveloppe, et la presse allemande s'enflamma ; quelques semaines plus tard des incidents éclatèrent dans une brasserie de Nancy à l'encontre de représentants de commerce allemands. **En novembre 1913 se produisirent les incidents de Saverne** : un très jeune sous-lieutenant d'un régiment d'infanterie, typique de la caste des nobles de Prusse-Orientale, von Forstner, injuria les Alsaciens, la Légion étrangère — une campagne s'était engagée en Allemagne contre elle — et le drapeau français ; il fallut le protéger contre la population de la ville et les événements eurent un grand retentissement en France. Ils furent l'occasion d'un sursaut du patriotisme alsacien, mais aussi du pangermanisme, d'une tension grave entre Alsaciens d'une part, et, d'autre part, officiers et autorités civiles allemandes. Ils provoquèrent enfin, dans l'Empire, un débat sur la place de l'armée en Alsace et, d'une manière plus générale, au sein de la société. Le chancelier Bethmann-Hollweg fut le 3 décembre 1913 violemment interpellé au Reichstag par le député socialiste alsacien Georges Weill, qui **dénonça "l'abdication du pouvoir civil devant le cabinet militaire [...], la capitulation sans phrase [...], l'humble soumission du chef du gouvernement qui aurait dû, en pareille circonstance, poser à son maître la question de confiance..."**, ce qui eut un large écho en France.

□ L'opinion publique n'est guère, semble-t-il, sensible dans ses profondeurs à l'idée de revanche, elle est plutôt travaillée par l'exaltation du sentiment "d'être forts" que procure l'Entente cordiale. Beaucoup de cartes postales célèbrent celle-ci, d'autant plus aisément qu'elle aura dix ans en 1914. Comme dit l'une d'elles, dans une formule qui sur le fond ne signifie rien mais qui vaut par sa tranquille assurance :

"Teutons, mettez fin à votre arrogance,
Tremblez devant l'Angleterre et la France."

□ Un attrait nouveau pour l'ordre et la discipline se manifeste dans le cadre d'un néo-nationalisme, il profite au scoutisme naissant, à la carrière militaire. C'est L'appel des armes, pour reprendre le titre que donne Ernest Psichari à son ouvrage — mettant en parallèle la guerre avec "purification et vérité" — publié en 1912, c'est la glorification du "vieux honneur militaire, l'honneur de la France", qu'opère à la fin des années 1900 **Péguy**. Dans les bibliothèques de garnison sont lus des ouvrages comme ceux du général Bonnal, qui voit dans la guerre une "animatrice des progrès de l'humanité." Par sentiment national, et au nom de certaines idées, une fraction de la jeunesse française en vient ainsi au royalisme ; une partie des catholiques aussi.

□ Il y a même à partir de 1914 un volet économique de ce nationalisme en France : campagnes contre les produits allemands, contre les filiales établies par des Allemands dans les sociétés françaises. Ce n'est plus le temps de la collaboration économique : *L'Avant-garde* de Léon Daudet (1914) connaît un immense succès, des journaux mènent campagne et le gouvernement prend des précautions contre la part (40 %) de Thyssen dans la Société des hauts-fourneaux de Caen.

□ En définitive, le mouvement en faveur du nationalisme français déborde de son cadre initial, minoritaire dans le pays. Une large tendance à l'union nationale se dessine, de la gauche modérée à la réaction monarchiste, et s'incarnera dans le "poincarisme". Avec les premières années du XXe siècle, la préoccupation extérieure est bel et bien redevenue fondamentale. Il y a en France un renouveau du nationalisme, fort différent de celui de l'affaire Dreyfus : l'heure n'est plus celle d'un mouvement d'extrême-droite antisémite et antirépublicain, mais celle d'un relatif consensus défensif cimenté par la menace extérieure qu'Agadir a concrétisée.

□ En 1912-1913, le conflit des "Balkans" avive cette menace par une possibilité de conflit entre Triple-Alliance et Triple-Entente. Les revues militaires sont davantage suivies et Millerand, ministre de la Guerre, rétablira en 1913 les retraites militaires, les étudiants manifestent avec des slogans vengeurs, la fête de Jeanne d'Arc est érigée en fête nationale (mai 1912), et il y a un regain d'attention vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine, tous phénomènes qui inquiètent l'opinion publique allemande, comme le triomphe fait à Poincaré retour de Russie (été 1912)

□ L'esprit nouveau s'appuie, d'une manière générale, sur un engouement pour le sport et la nature : voir BÉ

7°) Lois militaires et psychose de guerre

□ Les lois militaires ne sont bien entendu pas une nouveauté des années 1900 : elles étaient apparues bien avant le temps de la conscription, au lendemain des guerres de la Révolution française et de l'Empire (cf. GÉS-1), quand le contexte militaire était devenu celui

des armées massives. Mais elles s'inscrivent désormais, en ce début de XXe siècle, dans l'arrière-plan de la "paix armée".

□ La course aux armements avait été la conséquence de la tension diplomatique, mais elle avait contribué aussi à l'aggraver, car les gouvernements, pour faire accepter les charges militaires nouvelles, avaient été amenés à faire vibrer la "corde" nationaliste. Dans cette course, celui qui possédait une supériorité et qui savait que cet avantage ne serait sans doute que momentanément tenté de le mettre à profit. Le réservoir démographique de la Russie rend, en termes de baïonnettes virtuelles, inégal le rapport entre les deux camps possibles, et encourage la Triple-Alliance à se vouloir davantage "prête". Et n'oublions pas que tous les "décideurs" se trompent en matière de nature, de durée et de conséquences de la guerre possible. En chiffres, cette « course » est ridicule par rapport à la Première Guerre mondiale.

□ pangermanisme depuis 1871, avec projets de nouvelle guerre et traité nouveau, comportant des annexions nouvelles, dont Pays-Bas et Belgique, des déplacements de populations, etc. >>> ces écrits sont connus en France, surtout à la Belle Époque. Un ex. de livre de la Belle Époque : Otto Richard Tannenbergh, *Gross-Deutschland*, 1911, trad. fr, *La Plus Grande Allemagne*, 1916 (1,1 M km²)

□ La loi allemande de juillet 1913 portant les effectifs terrestres du temps de paix à 820 000 hommes provoqua le vote en France, le mois suivant, de la "loi des trois ans" (voir *BÉ*). L'armée russe établit fin 1913 un grand programme de réorganisation. Dès juin 1912, en Autriche-Hongrie, une loi avait augmenté la durée du service militaire et les effectifs du temps de paix. Les petits pays neutres (Pays-Bas, Suède, Belgique...) **n'échappèrent pas à** cette fièvre militaire. Seuls firent exception, et en matière d'armements terrestres, l'Italie et la Grande-Bretagne, encore que la guerre de Libye pour la première et les forces navales pour la seconde fussent des formes de substitution.

□ On admet traditionnellement que dans les années 1900 les peuples européens ont vécu une sorte de veillée d'armes et une psychose de guerre. Cette idée doit être largement nuancée, note J.-J. Becker, que nous suivrons désormais. Parler de guerre est usuel pour les Européens dans les années 1900, mais est-ce pour nous une raison d'en déduire une psychose inéluctable ? D'autant plus qu'il est un pays au moins où ce sentiment est absent, c'est le Royaume-Uni.

□ En France la psychose a existé depuis l'alerte de Tanger, toutefois de manière ambiguë : pacifisme d'une large partie de l'opinion publique, renouveau national, mais à usage interne et défensif, loi des trois ans, de façon toutefois à rassurer l'allié russe. Les deux motifs les plus anciens et les plus sérieux de tension avec l'Allemagne, l'Alsace-Lorraine et la Revanche (cf. GÉS-1), sont très largement estompés. Il est vrai que l'essor économique du voisin oriental est en France vivement ressenti, et c'est sans doute l'une des explications les moins irrationnelles du pillage en août 1914 de magasins réputés allemands

ou prétendus tels depuis quelques jours par l'Action française (ex. : Maggi). Enfin, redouter la guerre est en France un phénomène indubitablement plus parisien que provincial.

□ La surprise provoquée partout en Europe par le déclenchement de la guerre dans les derniers jours de tension en 1914 montre que n'existait pas vraiment une croyance générale au caractère inéluctable du conflit, ou encore que s'il y a eu psychose, ce fut avec l'apogée du phénomène en 1912 ou en 1913 lors de l'établissement du protectorat sur le Maroc ou lors des crises balkaniques : en 1914 la crainte — européenne — était en train de retomber lorsqu'éclata l'attentat de Sarajevo. La Belle Époque continuait pour tout le continent, et au fond, l'événement était-il *a priori* susceptible de tellement émouvoir ? On avait bien dans les décennies précédentes assassiné tsar, présidents des États-Unis et président de la République française, **sans parler d'autres chefs d'État...** L'opinion n'ignorait pas qu'un état de tension régnait, mais elle ne croyait pas à la guerre.

□ Certes, chefs d'État et de gouvernement en sont venus à penser que la guerre générale, plusieurs fois menaçante depuis 1904, ne tarderait pas à éclater. Les uns la croient probable, d'autres nécessaire. (expression utilisée en novembre 1913 par Guillaume II dans un entretien avec le roi des Belges Albert Ier). D'où leur tendance à raisonner et agir comme si le courant était **invincible**, la préoccupation majeure de leur mentalité étant alors de renforcer les alliances, mot sacro-saint et garantie suprême. L'exemple français est éclairant. Poincaré et ses collaborateurs ne voulaient pas la guerre, mais ils estimaient, puisque l'entraînement à la guerre était fatal, qu'il fallait être ferme, solidement fidèle à l'alliance russe, et au pire engager la guerre dans les conditions les plus favorables. Ils déployèrent donc une activité qui avait bien moins pour but la conservation de la paix que l'efficacité stratégique, pour le moment où les hostilités se déclencheraient.

□ Ajoutons la nécessité, pour la crédibilité de sa diplomatie, de ne pas perdre la face, donc le risque de guerre lié à la multiplication au cours d'une même décennie des épisodes défavorables à l'un des pays principalement en cause. Or, ce fut justement la situation du Reich wilhelmien que d'essayer toute une série d'échecs diplomatiques depuis 1904. Mais attention à ne pas retomber dans le piège du jugement moral *a posteriori* et de la recherche des responsabilités : comme l'écrit, en soulignant deux mots, R. Girault "tous ces hommes ont été intimement persuadés qu'ils *répondaient* aux réactions ou provocations de leur antagoniste et qu'ils s'estimaient *contraints* de relever le gant."

□ Les états-majors considèrent qu'ils ont le devoir d'accroître les effectifs de temps de paix pour réduire le délai nécessaire à la mobilisation. L'obsession est d'être prêt, on est tenté d'entrer en guerre quand l'adversaire n'est pas préparé, et l'idée de guerre préventive est d'autant plus séduisante que la "guerre-fiction" est considérablement développée avant 1914. La course aux armements engendre dans l'opinion publique inquiétude et nervosité. Pour faire accepter à leurs peuples ces charges militaires, nouvelles et les conséquences

financières qui en résultent, les gouvernements sont obligés de leur faire comprendre la "nécessité" de cet effort. L'allusion au conflit possible revient sans cesse dans les débats parlementaires ; la presse traite de l'éventualité d'une guerre. C'est pour cela qu'en France la loi des trois ans (voir plus haut) fut maintenue après la victoire relative de la gauche aux élections législatives du printemps 1914 et qu'en Allemagne la vie politique était largement commandée par les préoccupations de politique extérieure.

II. LA BIEN NOMMÉE, LA GRANDE GUERRE : L'ÉPREUVE DE VÉRITÉ²⁵

28 juin : attentat de Sarejevo
 15 juillet : Poincaré et Viviani partent pour un voyage en Russie
 23 juillet : ultimatum austro-hongrois à la Serbie
 28 juillet : l'**Autriche**-Hongrie déclare la guerre à la Serbie
 30 juillet : mobilisation générale russe
 31 juillet : ultimatum allemand à la Russie et à la France, assassinat de Jaurès
 1^{er} août : **mobilisation générale en France et en Allemagne, l'Allemagne déclare la guerre** à la Russie
 2 août : invasion allemande de la Belgique
 3 août : **déclaration de guerre de l'Allemagne à la France**
 4 août : la Chambre **des députés vote à l'unanimité les lois donnant pleins pouvoirs** au gouvernement ; le Royaume-**Uni déclare la guerre à l'Allemagne**
 5 août : suppression de la libre convertibilité de la monnaie française, moratoire des loyers
 18-22 août : bataille « des frontières »
 23 août : bataille « de Charleroi »
 26 août : **deux socialistes, Guesde et Sembat, entrent au gouvernement d'union sacrée** de Viviani
 2 septembre : le gouvernement quitte Paris pour Bordeaux
 4-10 septembre : bataille « de la Marne », mort de Péguy le 5
 octobre-novembre : « course à la mer »
 23 décembre : réunion extraordinaire du parlement à Paris

1°) L'Union sacrée²⁶

a) Jusqu'à l'assassinat de Jaurès (31 juillet)

□ À partir du bombardement de Belgrade (29 juillet 1914), ce sont les préoccupations des états-majors qui dominaient les décisions des gouvernements : la diplomatie aura beau faire encore quelques tentatives, elle n'avait plus grand espoir. Les chefs des armées en présence craignaient de se laisser devancer par l'adversaire ; ils ne songeaient plus qu'à exécuter leurs plans de guerre dans les meilleures conditions. Le samedi 1^{er} août, les ordres de mobilisation générale furent lancés, exactement en même temps, en France et en Allemagne, et l'Allemagne déclara la guerre à la Russie (19 h 10 min). C'est le plan de campagne des militaires qui avait déterminé les dernières décisions et conduit inévitablement à la guerre. Les "dés de fer" sont jetés, selon le mot de Bethmann-Hollweg au Bundesrat, ce 1^{er} août. L'état-major allemand avait tracé un plan auquel il ne

²⁵ N.B. Se méfier de *L'été 1914*, tome VII des *Thibault*, de Roger MARTIN DU GARD, très fréquemment anachronique (cf. J.-J.Becker, "L'été 1914 de Roger Martin du Gard, un ouvrage d'histoire ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1978, pp. 213-234, et "Les origines de la première Guerre mondiale, dans *L'été 1914* de Roger Martin du Gard", *Relations internationales*, n° 13, printemps 1978).

²⁶ Une bibliographie considérable. Le plus maniable : A.Kriegel & J.-J.Becker, 1914. *La guerre et le mouvement ouvrier français*, Armand Colin, coll. "Kiosque, 1964, 244 p. Mise au point rapide par J.-J.Becker, "L'Union sacrée, l'exception qui confirme la règle", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 111-122.

pouvait plus rien changer : il est obligé, s'il veut l'exécuter dans les meilleures conditions possibles, d'attaquer la France et franchir la frontière belge.

□ L'hostilité des socialistes et des syndicats à la guerre est ancienne mais manque partout en Europe de prolongements pratiques. Par-dessus les frontières, le problème de l'opposition à la guerre avait été passionnément discuté ; en France, s'il planait une incertitude sur l'attitude de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, le parti socialiste unifié), la position d'absolue opposition de la CGT (Confédération générale du Travail) semblait claire (voir plus haut). Mais les intentions précises en cas de conflit et les modalités d'action contre la guerre étaient bien obscures : le mouvement ouvrier français s'en remettait trop à la spontanéité prolétarienne déclenchant la "grève générale ouvrière", de même que le concept de guerre était appréhendé de manière très floue.

□ Toutefois, Laurès s'étant prononcé depuis 1913 avec détermination pour la grève générale, il planait, aux yeux du gouvernement français, un grave danger révolutionnaire en cas de mobilisation, et la mise en application des arrestations du "carnet B" était sérieusement à envisager ²⁷. Dans les derniers jours de juillet 1914, les milieux syndicaux et anarchistes — ce sont assez souvent les mêmes — ne restèrent pas passifs, organisant ainsi le 27 sur les grands boulevards parisiens une importante manifestation pacifiste, qui fut un succès de participation. Le 29, la CGT déclencha avec une certaine réussite l'agitation contre la guerre, mais avec des réserves et des sous-entendus que les déclarations d'intention d'antan ne faisaient pas pressentir, et le mot de "grève" fut à peine prononcé. Il est vrai que la CGT risquait de provoquer contre elle la répression gouvernementale prévue depuis longtemps, et qui n'était un secret pour personne.

□ Quant à la SFIO, elle entendit miser sur une coordination internationale de l'ensemble du mouvement socialiste européen, mais comment dépasser le stade du meeting ? Le 29 juillet, cinq dirigeants socialistes français rencontrèrent à Bruxelles des chefs socialistes allemands, anglais, autrichien et belges. Le congrès de l'Internationale, prévu à Vienne, fut déplacé à Paris et avancé, mais — les socialistes pariant sur la longueur de la crise — seulement au 9 août ²⁸. Lacune grave (cependant les socialistes étaient peut-être convaincus qu'ils ne pourraient plus rien faire une fois la guerre commencée), rien ne fut prévu dans l'hypothèse où la guerre éclaterait avant le 9 août, ce qui allait se produire. Toutefois, les chances semblaient d'autant plus sérieuses que la CGT se rallia aux conceptions socialistes et que Laurès se dépensait pour organiser une pression sur la diplomatie française.

²⁷ J.-J. Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p.

²⁸ Cf. la contribution de J.-J. Becker, "La II^e Internationale et la guerre", pp. 9-25 de *Les Internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984

□ Mais il fut le 31 juillet assassiné au Café du Croissant par un obscur illuminé chaviré par l'atmosphère d'hostilité entretenue depuis plusieurs années contre le leader socialiste et nourri de la lecture de l'Action française. La disparition de Jaurès éliminait le seul homme politique autour duquel pouvait s'organiser, en l'absence de Caillaux, neutralisé par le procès de son épouse, une opposition "républicaine" et parlementaire. Les possibilités du maintien socialiste de la paix — et c'est bien en tant que leader pacifiste que Jaurès fut par la suite statufié — s'effondraient devant l'absence de leader de rechange (Jules Guesde est malade), la vague de fond poussant à la guerre et à cause de l'envol cocardier de l'aile droite du mouvement ouvrier français, incarné, entre autres, par Gustave Hervé. La menace de l'Allemagne soudait de manière jacobine la nation française ; elle révélait de façon brusque l'importance du sentiment national dans la tradition révolutionnaire française et dans les couches populaires ; elle mettait en relief le legs patriotique de l'École. Il devenait dès lors possible au gouvernement d'annoncer ouvertement que le carnet B ne serait pas utilisé, d'autant plus, que contrairement aux craintes des milieux gouvernementaux et nationalistes — le cri de "ils ont tué Jaurès !" avait été spontanément poussé tout de suite — , les faubourgs ne descendirent pas pour venger le leader socialiste.

b) Le discours de Jouhaux

□ L'Europe était alors installée, au soir de ce 31 juillet, dans une logique d'entrée en guerre : les mécanismes des mobilisations et des plans de guerre étaient fort minutieux, et les états-majors, affolés à la pensée de prendre le moindre retard sur les voisins, pressèrent leurs gouvernements respectifs. Même si la guerre ne fut officiellement déclarée à la France que le 3, dès les 1er et 2 août il n'était plus possible de revenir en arrière et la parole était aux armes. D'autant plus du côté allemand que les plans étaient depuis longtemps préparés dans l'éventualité d'une guerre sur deux fronts avec priorité donnée à l'attaque des forces françaises : il fallait donc éviter de ne se retrouver d'abord qu'affrontés aux Russes !

□ Ce fut devant le cercueil de Jaurès et en improvisant un discours (cf. encadré) que Léon Jouhaux vint le 4 août signifier le virage patriotique de la classe ouvrière française. Le cercueil, avant de rejoindre Castres, la ville natale de Jaurès, avait été installé provisoirement au coin de la rue de la Pompe et de l'avenue Henri-Martin, c'est-à-dire près de son domicile (rue de la Tour). Jouhaux s'exprimait cinquième de huit orateurs ; les autres furent, dans l'ordre, Viviani, président du Conseil, Bracke au nom de *L'Humanité*, Louis Dubreuilh, secrétaire général de la SFIO, Marcel Sembat, au nom du groupe parlementaire socialiste, Édouard Vaillant, de la SFIO, Ernest Poisson, secrétaire de la Fédération nationale des coopératives de consommation et membre de la Commission administrative de la SFIO, et Camille Huysmans au nom du Bureau socialiste international. Mais l'intervention de Jouhaux fut la plus importante et la plus remarquée. Le même jour, le groupe

parlementaire socialiste ~~vota les crédits de guerre~~. Le mouvement ouvrier français, considérant qu'il avait fait le maximum pour écarter le spectre de la guerre, avait décidé, une fois la guerre inévitable, de faire face à la menace d'invasion, voire de retrouver la tradition du prosélytisme républicain : "l'instinct national l'emporta sur le raisonnement socialiste" (M.Ferro).

DISCOURS DE JOUHAUX AUX OBSÈQUES DE JAURÈS
(4 AOÛT 1914. EXTRAITS). OU LE RALLIEMENT À LA GUERRE DU DROIT.

Le texte a été publié dès 1914 dans la presse et en une plaquette de 16 pages, sous le titre "À Jean Jaurès. Discours prononcé aux obsèques de Jean Jaurès". Il a été repris dans les *Discours...* de Jouhaux.

"Que dire à l'heure où s'ouvre cette tombe avant des milliers d'autres tombes ? [...] Ami Jaurès, tu pars, toi l'apôtre de la paix, de l'entente internationale, à l'heure où commence, devant le monde atterré, la plus terrible des épopées guerrières qui ait jamais ensanglanté l'Europe. Victimes de ton ardent amour de l'humanité, tes yeux ne verront pas la rouge lueur des incendies, le hideux amas de cadavres que des balles coucheront sur le sol. [...]

Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. Avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, je crie devant ce cercueil toute notre haine de l'impérialisme et du militarisme sauvage qui déchaînent l'horrible crime.

Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtement. [...] Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire. Nous ne voulons pas que sombrent les quelques libertés si péniblement arrachées aux forces mauvaises. Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie de cette volonté que nous répondons «présent» à l'ordre de mobilisation. Jamais nous ne ferons de guerre de conquête.

La classe ouvrière, le cœur meurtri, se soulève d'horreur devant le lâche attentat qui frappe le pays. Elle se souvient, cette classe ouvrière, qui s'est toujours nourrie des traditions révolutionnaires des soldats de l'An II allant porter au monde la liberté, que ce n'est pas la haine d'un peuple qui doit armer son bras, que son courroux, elle ne doit pas le diriger contre la nation victime de ses despotes et de ses mauvais bergers.

Empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, hobereaux de Prusse et grands seigneurs autrichiens qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne.

Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté, pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente entre les nations, par l'alliance entre les peuples. Cet idéal nous donnera la possibilité de vaincre.[...]

Non, camarades, notre idéal de réconciliation humaine et de recherche du bonheur social ne sombre pas. Arrêté un moment dans sa marche, il prépare quand même, pour demain, de meilleures conditions de son développement à travers le monde.

C'est l'ombre du grand Jaurès qui nous l'atteste."

c) Bilan et conséquences immédiates.

□ Jusqu'à la guerre, seule la CGT avait vraiment remis en cause la nécessité de la préparation de la défense nationale : la SFIO avait lutté contre les "trois ans" au nom d'une meilleure organisation de la défense nationale, selon les idées de Jaurès. Au moment de la crise de 1914, une fois le sauvetage de la paix mis en échec, les socialistes se rallièrent à l'idée de la participation à la guerre, mais aussi les syndicalistes, avec davantage d'hésitations toutefois. Ce fut la preuve que, contrairement à ce que les années précédentes avaient laissé espérer ou craindre, le monde ouvrier français avait conscience d'appartenir à la nation et de devoir la défendre. Le rêve d'un monde et d'une civilisation exclusivement prolétariens a vécu, 1914 a porté un coup terrible à cette utopie, et justement la Grande Guerre va faire passer, comme partout en Europe, le monde ouvrier français d'une situation de ségrégation, totalement subie mais largement revendiquée, à une position d'intégration à l'ensemble de la société : ce sera là une transformation majeure de l'histoire française. Peu ou prou, la même réflexion patriotique joue, sauf évidemment son caractère jacobin, dans les autres pays européens : c'est, non pas exactement la faillite de l'Internationale, mais la grande carence de l'esprit internationaliste. En conséquence, s'établit à l'intérieur de chaque nation un climat psychologique et politique de trêve, qu'on appela en France "union sacrée" et en Allemagne "paix civile".

□ Au plan de l'opinion publique, il faut impérativement distinguer deux moments. Le samedi 1er août, en fin d'après-midi, lors de l'annonce en France de la mobilisation, techniquement réussie (seulement 1,5 % d'insoumis, alors qu'on s'attendait à 13 %) ²⁹, il n'y eut guère d'enthousiasme pour la guerre "fraîche et joyeuse" : la stupéfaction, l'angoisse, la résignation, dominèrent la lecture des fameuses affiches. Le phénomène est véritablement européen, sans doute moins marqué qu'ailleurs en Russie, où se posait le problème de l'identification claire et patriotique des deux ennemis, qui n'étaient pas ancestraux, mais en Autriche-Hongrie, à la surprise décontenancée de l'Entente, il n'y eut pas de défection, même morale, chez les peuples slaves. Cependant, au moment du départ des mobilisés pour la frontière, l'atmosphère fut de résolution et de sens du devoir, et des scènes d'élan patriotique, voire de joie guerrière se produisirent : en finir une bonne fois, "À Berlin !", pendre le Kaiser, partout partir pour un été, revenir pour les vendanges ou à la Noël... Souffrir et mourir ? La carte postale avait habitué à une vision aseptisée de la guerre, les journaux enchaînèrent au début d'août par un bourrage de crânes éhonté : les balles modernes ne sont pas dangereuses, les Allemands — on ne dira en France "les Boches" qu'au bout de quelques semaines — sont affamés, le perfectionnement des armes provoque partout la diminution des pertes... Dans les villes et de la part de civils, espionnisme,

²⁹ J.-J. Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p.

hystérie et vandalisme xénophobe se déchaînèrent, ce dont furent à Paris victimes les magasins portant des noms étrangers et les laiteries Maggi : le bruit avait couru — grâce à l'Action française — que ces dernières appartenaient à une société allemande.

□ En France, l'Union sacrée fut largement la conséquence de l'ancienneté et de la solidité de la nation. Le 4 août 1914, le président du Conseil René Viviani lut à la Chambre des députés le message que lui adressait Poincaré, le président de la République, et qui contenait la fameuse formule sur l' "Union sacrée". En Allemagne, l'empereur eut cette phrase : "Je ne connais plus de partis, je ne connais plus que des Allemands." On y parla, mais un peu plus tard, de "paix civile" (*Burgfrieden*). Encore faut-il entendre que ces expressions ne signifiaient nulle part la disparition des partis, mais désignaient l'attitude devant l'ennemi de tous les "fils" du pays concerné. En France, il fallut plusieurs mois pour que l'expression entrât, avec un sens élargi, dans le langage habituel. On évoqua en effet dans un premier temps la "réconciliation nationale", la "trêve des partis", soit l'arrêt momentané des luttes entre Français afin de se consacrer à la défense de la patrie menacée, la victoire étant bien entendu espérée et dans un futur proche de quelques mois seulement.

□ Le 26 août 1914, Viviani a élargi son cabinet pour en faire un gouvernement d'Union sacrée. Delcassé revient aux Affaires étrangères. Deux socialistes, Jules Guesde et Marcel Sembat, entrent au ministère.

□ Les chambres sont ajournées du 2 septembre au 22 décembre 1914 et le gouvernement exerce une quasi-dictature.

□ Les armistices intérieurs qui s'instaurèrent en 1914 étaient fort ambigus. En France, tous les courants politiques, sociaux et religieux considérant qu'ils avaient raison jusque là, l'Union sacrée ne fut en aucun cas un retour sur soi et un reniement des positions antérieures. On n'était pas d'accord non plus sur l'avenir, pour lequel il n'y eut pas de *consensus*. Les socialistes attendaient de la guerre l'extension de la démocratie en Europe et la démonstration de l'horreur de la Guerre, donc la mise en valeur de l'idéal de fraternité humaine, symbolisé par l'idéologie socialiste internationale et exprimé dans le discours de Jouhaux Mais pour les nationalistes, qui n'attendaient que la victoire de la nation française sur l'allemande, la guerre serait la double démonstration de l'inanité des théories pacifistes et de la valeur fondamentale de la notion de patrie éternelle. La gauche française en sortirait amoindrie, comme la hiérarchie catholique voyait la France ramenée à la foi des ancêtres. En se prolongeant et en s'éloignant fort de ce qu'on avait pu imaginer, la Grande Guerre allait démontrer que tout le monde avait tort en 1914 et faire de l'Union sacrée une fiction.

□ En réalité, il n'y a pas eu d'Union sacrée au sens d'union « absolue, naïve, puérile » (M. Agulhon) :

- l'Union sacrée n'est pas la « trêve des partis »

- chaque courant politique ou spirituel maintient fermement ses positions : Édouard Vaillant (cf. biographie dans le dossier biographique) est particulièrement ferme à la SFIO, les nationalistes disent que le déclenchement prouve que les théories pacifistes sont du vent et ils ne donnent nullement quitus à la République de son passé ³⁰, **l'Église est convaincue que les circonstances vont lui rendre la place qu'il lui avait été enlevée dans la société française. Chaque courant est d'ailleurs convaincu que l'après-guerre sera son triomphe**
- au niveau gouvernemental l'Union sacrée n'existe guère ! Les hommes du centre n'apparaissent dans le gouvernement que fin août ; **ce n'est que fin 1915 qu'un homme de droite, Denys Cochin** (cf. biographie dans le dossier biographique), apparaît dans un gouv., celui d'A. Briand (il quitte d'ailleurs le gouv. le 2 août 1917 en accusant Briand de faire disparaître l'Union sacrée à cause de son anticléricalisme)
- une dérive droitiste de l'Union sacrée : Clemenceau est investi massivement par la droite.
- au fond un vernis d'Union sacrée n'existe qu'à cause de la peur des Allemands, qui arrivent si près de Paris : un sentiment national adapté à l'état de guerre

2°) Grande Guerre, sentiment national et culture de guerre

- Contexte essentiel : très nombreux morts dès 1914
- **contestation rapide de l'Union sacrée au sein de la CGT et de la SFIO**, cf. les conférences de Zimmerwald et de Kienthal
- puis mouvements de grève, mutineries

a) Gouvernement, opinion publique et propagande

□ La guerre engagée, il apparut utile de concrétiser l'Union sacrée en élargissant la composition du gouvernement Viviani, issu de la victoire de la gauche aux élections du printemps. Le 26 août 1914 ils s'agrèga des hommes du centre venus de la gauche, Briand, Delcassé, Millerand, un homme de droite, Alexandre Ribot, et surtout les socialistes entrèrent au gouvernement avec Jules Guesde (ministre sans portefeuille) et Marcel Sembat (Travaux publics). Le 2 septembre le gouvernement, devant l'avance allemande, s'installa à Bordeaux. C'est l'époque où le **Grand Quartier général empiétait largement sur les pouvoirs civils**, d'autant plus que le parlement avait été mis en vacances dès le début du conflit et qu'il avait été décidé de suspendre les libertés de presse et de réunion, d'instituer état de siège et censure. Contrairement aux craintes des socialistes comme Marcel Sembat qui avaient pensé que de la guerre sortirait à bref délai un régime conservateur — la Ière République n'avait-elle pas cessé d'être un régime libéral à cause de la guerre ? —, le régime républicain français avait bien résisté au premier assaut ; la guerre

³⁰ La guerre est la revanche de l'état-major sur le « cloaque » des politiciens, pour Barrès.

se prolongeant, le parlement fut rappelé en session extraordinaire à la fin de décembre 1914 (et il siégera normalement en 1915).

□ L'opinion publique française s'installa elle aussi dans l'idée d'une guerre moins courte qu'on ne l'avait pensé. À cause de la situation démographique du pays, les hommes avaient été en 1914 mobilisés davantage que dans les autres pays en guerre ; pendant les mois de l'été et du début de l'automne 1914, la vie économique s'arrêta presque totalement : la population civile vécut sur ses réserves, comme l'armée sur les stocks constitués en temps de paix. Un effort instinctif de mobilisation des bras avait assuré la moisson, répondant d'ailleurs à l'appel lancé en ce sens par Viviani le 6 août, notamment aux femmes françaises.

□ Un moratoire — on disait encore moratorium — des loyers avait été décidé. Une loi du 5 août 1914 accorda, à chaque famille nécessiteuse dont le soutien était à l'armée, une allocation de 1.25 F par jour, plus une majoration de 50 centimes par enfant de moins de 16 ans, somme insuffisante, mais moyen empirique de faire supporter la guerre et augmenter la participation des campagnes françaises à une économie monétaire. Vinrent un automne et un hiver ; l'armée éprouvait des besoins matériels énormes et inattendus, on ne pouvait pas négliger davantage les besoins civils : il fallut avoir recours à la main-d'œuvre féminine et aux " affectés spéciaux ", ouvriers mobilisés transférés à la production industrielle. L'arrière s'installait dans la perspective d'une guerre longue, comme le front dans la guerre de tranchées.

□ L'élargissement des fonctions de l'État apparaît également dans le domaine de l'information : engagé dans une guerre longue, l'arrière doit tenir. Aussi faut-il agir sur l'état d'esprit des populations pour affermir les forces nationales et, par la propagande, affaiblir celles de l'adversaire. La presse, le courrier sont régulièrement soumis à la censure : les mauvaises nouvelles sont supprimées, et les communiqués sont destinés à " soutenir le moral ".

□ Le grand problème des gouvernements est d'entretenir le moral. Celui des soldats certes, qui peut flancher , mais aussi celui de l'arrière. " Pourvu qu'ils tiennent ! " , s'exclame dans un dessin célèbre de Forain un *pollu*. Pour ce faire, l'État use de deux armes efficaces, l'une défensive, la censure, l'autre offensive, la propagande.

□ La censure. Journaux et correspondances sont régulièrement censurés, *caviardés* comme on dit, en référence au temps où les censeurs répandaient de l'encre sur les lignes incriminées. Pas de mauvaises nouvelles — elles seraient défaitistes. " Pourvu qu'on ne parle dans ses écrits [note le journaliste Alfred Capus] ni de l'autorité, ni du gouvernement, ni de la politique, ni des blessés, ni des atrocités allemandes, ni du service des postes, on peut tout imprimer librement ! "

□ Le bourrage de crânes. Il apparaît nécessaire d'euphoriser les citoyens à coups de fausses bonnes nouvelles. Un secteur entier des médias du temps est consacré à " bourrer

le crâne ” **des lecteurs de bobards** dont les outrances, aujourd'hui, amusent et scandalisent à la fois. Il n'est pas sûr que les Français aient été dupes ; ce qui est certain, c'est que les officines ministérielles qui fabriquaient et faisaient diffuser ces nouvelles étaient inquiètes, et de la situation militaire, et du moral de l'arrière. Ainsi, par la censure et par la désinformation, les gouvernements faisaient la guerre en affichant leur mépris d'une opinion qu'ils manipulaient. En temps de guerre, la fin ne justifiait-elle pas les moyens ? Question perverse, mais moderne, car il est sûr que le bourrage de crâne s'est adapté à la guerre (et à l'évolution de l'opinion) et est devenu de plus en plus subtil.

□ L'esprit public a été mobilisé par les belligérants. La censure des nouvelles a certes **contribué à maintenir le moral, mais le “ bourrage de crânes ” a, de son côté, remplacé** l'information critique. Le Canard enchaîné, qui naît pendant la guerre, déclare dans son n° 1 **qu'il n'insérera que** “ des nouvelles rigoureusement inexactes. Chacun sait, en effet, que la presse ne communique à ses lecteurs, depuis le début de la guerre, que des nouvelles implacablement vraies...” Un sottisier des journaux parisiens suscite ironie et amertume ; la presse aura perdu pour toujours sa crédibilité d'antan.

□ cinéma « d'actualité » (1915>>>)

□ Littérature, histoire sont systématiquement déformées pour justifier le point de vue de chaque camp ; Français et Allemands se disputent Charlemagne pour le onzième centenaire de sa mort (814) : roi des Francs pour les premiers, *Karl der Grosse* d'Aix-la-Chapelle pour les seconds. Dieu lui-même est convoqué : “ Chaque bulletin de victoire des armées allemande, autrichienne ou russe remercie le maréchal Dieu ; car chacun a le sien ” (R. Rolland). Les Allemands ont inscrit sur leurs ceinturons *Gott mit uns* (“ Dieu avec nous ”), mais le Français Claudel affirme que “ ce que nous défendons, c'est Dieu même, qui s'est remis à notre garde ”.

□ Le problème de la « guerre longue » :

- **Partout l'élan patriotique initial a fait place à** “ une sorte de soumission fataliste au destin ” (P. Renouvin) chez les combattants et à une angoisse permanente dans les familles. Signes **d'impatience et contestation de l'effort de guerre** pouvaient être également redoutés par les gouvernements.

- “ La mobilisation de l'imagination fit partie intégrante du conflit ” (J. Winter), **inaugurant un nouveau rôle de l'État. Il fut le règne de la censure (et de l'autocensure), sur le chiffre des pertes, le caractère véritable de la guerre, avec éventuellement des consignes officielles.** Il fut le temps des *bobards*, de la léthargie des organisations politiques et syndicales (plus que l' “ **union sacrée** ” ou la “ **trêve des partis** ”), de **l'accoutumance à la guerre, de la banalisation de la guerre**, tandis que les Églises rivalisaient d'ardeur patriotique. Le moral se dégrada **partout pendant l'année 1917, avec des grèves, des manifestations, et l'ampleur du défaitisme.** Il fallait, de toute manière et souvent, vivre dans un pays en guerre, éventuellement occupé, en tout ou partie.

- Les journaux de tranchées montrent le sens du devoir envers le pays, la force du sentiment national, mais, loin des considérations abstraites du patriotisme officiel, celui-ci trouve sa source dans des préoccupations concrètes, défense de la famille et de la terre, par exemple. Ils montrent aussi la défiance, le mépris, voire la haine, du "bourrage de crâne" et des "littérateurs du territoire." (Maurice Barrès et Gustave Hervé) à l'usage des civils : comment les poilus pourraient-ils y croire ? Il y a d'ailleurs une filiation très nette entre ces journaux et des journaux satiriques de l'arrière, comme, en France, *Le Canard enchaîné* (apparu définitivement en juillet 1916).

- "Trois pays seulement ont vu leurs forces morales se maintenir à la hauteur de leur puissance matérielle : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne" (J.-J. Becker). Modernisme que cet « encadrement » des populations, mais a-t-il été le facteur principal ? Autres facteurs : alphabétisation, école (cf. formule de Jules Ferry), démocratie, etc. Autre idée : la propagande peut interdire mais pas créer >>> la culture de guerre est l'œuvre, non de l'État, mais de milliers d'individus, journalistes, pédagogues, écrivains, acteurs, peintres, chansonniers, ecclésiastiques, maires, instituteurs non mobilisés et institutrices, artisans et industriels (pour les « objets culturels » de 14-18). Les « autorités » n'ont joué qu'un rôle d'accompagnement

- les « intellectuels » français ont joué un rôle clef :

* cristallisation d'un corpus d'idées

* origines variées : académiciens, Université,

* devenirs variés, cf. Alain (voir sa biographie dans le dossier biographique)

* mais certains intellectuels gardent le silence d'un bout à l'autre de la guerre : Gide, Proust ³¹, Valéry...)

* des structures de regroupement et de coopération : Comité d'Études et de Documents sur la guerre (rép. modéré, Lavisse président, Émile Durkheim secrétaire, Bergson, Émile Boutroux, Seignobos, Gustave Lanson membres), Ligue civique d'Hubert Bourgin (1917, plus à gauche)

* Lavisse et Durkheim publient des Lettres à tous les Français 1915 >>>, en fascicules écrits dans une langue simple, réunis en un volume en 1916

* rôle de Barrès (cf. biographie dans le dossier biographique)

* Ce soutien intellectuel à la guerre regroupe très largement sur le plan politique, puisqu'il transcende la « faille » ouverte dans ces milieux par l'affaire Dreyfus : les intellectuels catholiques comme Léon Bloy côtoient les hommes du nationalisme idéologique comme Maurras, Barrès et Léon Daudet et, surtout, les hommes de gauche, socialistes

³¹ Né en 1871, Proust a été un dreyfusard actif. Pendant la Grande Guerre, il approuve la "guerre du droit" mais refuse l'excès nationaliste. Il obtient le prix Goncourt en 1919 (voir plus loin). En octobre ou novembre 1914, il a cette formule : « La vie a beau être courte, que de choses nous avons vécues, l'affaire Dreyfus, la guerre... »

compris, comme Gustave Lanson, Gustave Hervé, Anatole France ³²... **Très peu d'intell. de gauche maintiennent leurs positions pacifistes d'avant-guerre : Romain Rolland est une exception : Barbusse** lui-même ne se rallia que très progressivement — et incomplètement en fait — au pacifisme, et il reste dans *Le Feu* — prix Goncourt à la fin de l'année 1916 — des traces nombreuses de son acceptation initiale de la guerre. Comme l'a remarqué Christophe Prochasson ³³, pour **Barbusse** comme pour la plupart des intellectuels « de gauche », le refus total de la guerre ne s'est pas manifesté pendant le conflit, mais essentiellement après la victoire française.

* « La guerre a mis aux prises deux conceptions différentes de Dieu et de l'Humanité », cette phrase de Lavisser, écrite en 1915, synthétise parfaitement le sens qu'ont attribué à la guerre les intellectuels français, la lecture qu'ils ont faite du conflit et la manière dont ils ont traduit l'un et l'autre à l'usage du + grand nombre. **La guerre est vue non comme une revanche d'une nation à une autre, comme une lutte entre nations, mais comme la lutte entre Civilisation et Barbarie.** L'idée que la guerre puisse être une « guerre civile » européenne est radicalement étrangère aux contemporains.

- **Cause fondamentale :** les « **atrocités allemandes** » de 1914, vite connues (des rapports officiels très vite), illustrées en France (brochures, *L'Illustration*), et bien réelles historiquement. Ont créé de nouvelles raisons de combattre : la France est la « grande nation », héritière de la Révolution française, elle est la « **filles aînée de l'Église** », en lutte contre les **nouveaux Huns** : une jonction entre le messianisme républicain et le messianisme religieux ³⁴

□ **L'Alliance française**, républicaine dès sa naissance en 1883, mène une propagande de guerre puis est associée avec d'autres comités dans une **Maison de la Presse**, fondée en 1915 par Philippe Berthelot ³⁵ :

- conférences, cours de français, propagande imprimée,
- projets de réorganisation de la diplomatie culturelle pour l'après-guerre

□ **mais à l'extrême droite une idée très différente, une dérive droitiste de l'Union sacrée : la guerre pourrait être régénératrice de la nation car créatrice d'élans vitaux, legs du darwinisme social de la Belle Époque**, ce qui pose le problème des enfants issus des viols commis par les Allemands

³² Avant de choisir de se taire, il avait publié, en 1915, *Sur la voie glorieuse*, qu'il renia par la suite.

³³ Chr. Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 360 p., *passim*.

³⁴ Les « atrocités allemandes » sont évoquées dans deux livres récents : J. Horne & A. Kramer, *1914. Les atrocités allemandes*, Tallandier, 2005, 640 p., G. Ponsinet, *Guerre aux civils-guerre des civils dans les Ardennes envahies de 1914 à 1918*, L'Harmattan, 2012, 272 p.

³⁵ François Chaubet, « De la propagande à la diplomatie culturelle : l'Alliance française et la culture de guerre », dans D. Rolland dir., *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique. XXe siècle*, L'Harmattan, 2004, 268 p., pp. 55-77

- la « culture de guerre » intègre les enfants à la guerre³⁶, elle suppose une très forte adhésion de l'opinion, un « investissement affectif immense » (Pierre Chaunu), mais tout cela n'est guère le résultat d'une « propagande », c'est le symptôme de la vigueur d'une culture nationale, c'est un résultat non une cause

- la question de la résistance de cette culture à la longueur du conflit : les premiers signes de crise du moral apparaissent en 1916, avec une remobilisation de l'opinion en 1918, face aux offensives allemandes

b) Les soldats et la Nation

□ 8 millions de mobilisés, parmi lesquels 16,8 % de morts (15,4 % seulement en Allemagne), dont la moitié en 1914 et 1915. Pertes très fortes chez les officiers des unités combattantes (un sur trois dans l'infanterie, alors qu'un fantassin sur quatre). La moitié des élèves de la rue d'Ulm en cours de scolarité ont été tués (c'est, évidemment, plus fort chez les Saint-Cyriens). 40 % des soldats mobilisés ont eu au moins une blessure. La Première Guerre Mondiale laisse 300 000 mutilés.

□ les raisons de la résistance des soldats et de la nation :

- à court terme, on a dit : héroïsme, récusé par les anciens combattants, *cf.* A. Prost
- une forme de « consentement » à la guerre, imposée ?

□ les sources directes : les lettres écrites, la presse de tranchée, les cahiers des combattants. Mais y a-t-il eu UN soldat français type ? Diversité (sociologique, etc.), cependant la guerre a été un « creuset », à tous niveaux, *cf.* le recul des patois par éclatement des régiments « régionaux » formés au début de la guerre >>> absence fréquente de différence de nature entre les propos tenus par des soldats d'origines pourtant très diverses, une « culture combattante »

□ la mentalité des combattants :

- sentiment de coupure vis-à-vis des civils, de l'« arrière », sentiment de vivre dans une « île » ou un « archipel ». D'autant que la coupure matérielle entre la « zone des armées » et le reste de la nation est très étanche, contrairement à l'Année terrible. Mais elle n'est pas intellectuelle : lettres (avec gestion à distance de l'exploitation familiale, par ex.), journaux (les soldats sont au courant de l'évolution de la situation internationale), colis, permissions, etc.

- ambiguïté des rapports arrière-avant : mépris mais fascination, le « moral » des soldats évolue comme celui des civils au cours de la guerre, au rythme des « nouvelles », hostilité au « bourrage de crânes » mais les soldats s'expriment assez souvent dans leurs lettres comme les journaux parisiens (poids de la culture scolaire, etc.)

³⁶ S. Audouin-Rouzeau, *La guerre des enfants. 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993, 186 p., réédition, 2004, 304 p.

- ~~force du sentiment national patriotisme défensif renforcé par la carte de la guerre et le danger, en 1914 et en 1918, de la prise de Paris. Reculer, en 1918, c'est laisser les cimetières militaires d'arrière-front aux mains des Allemands !~~

- une ~~sacralisation du sol national~~, même chez les soldats des corps expéditionnaires, mais les soldats parlent peu d'histoire nationale dans leurs lettres. Défense de la terre chez des soldats largement paysans, des « petites patries » ; une guerre de libération (des « régions envahies »)

- ~~désir d'un monde meilleur pour les générations à venir~~

- ~~sens du « devoir », qui ne discute pas, et qui est rappelé par les lettres de l'arrière~~ (legs évident de l'école ici), qui se confond avec les devoirs envers Dieu chez les catholiques, qui ont tendance à insister sur l'idée de sacrifice, sur l'idée de martyr ³⁷

- ~~hostilité envers l'adversaire niée après-coup par une certaine élite ancien-combattante cultivée pacifiste~~. Les « fraternisations » ne sont destinées qu'à limiter le niveau de violence aux premières lignes et à faciliter la vie quotidienne. ~~Une hostilité à l'adversaire + marquée que dans les autres armées~~ : « Boche » est plus agressif que le « Franzmann » allemand ou le « Fritz » anglais, l'ennemi est un Barbare. ~~La guerre est barbare mais elle permet de sauver la Civilisation de faire triompher le droit d'atteindre un « âge d'or » fraternel~~. Comme dit un personnage du *Feu* de Barbusse, « Faut tuer la guerre, faut tuer la guerre dans le ventre de l'Allemagne ! »

□ ~~les mutineries de 1917 :~~

- Sans prendre les proportions de la crise russe, de sérieuses difficultés surgirent en 1917 chez tous les combattants. Elles étaient dues au désespoir de voir se prolonger les souffrances de la guerre.

- la ~~vulgate~~ : L'échec total de l'offensive Nivelle créa en France une situation tendue. Au sein du parti socialiste, les *minoritaires*, favorables à la paix sans annexion et au retrait des ministres socialistes du gouvernement, renforcèrent leurs positions. En mai, l'agitation ouvrière se développa, à Paris et en province (100 000 ouvriers étaient en grève à Paris, en juin). Dans l'armée même, des mutineries éclatèrent, pour protester contre le coût humain d'une guerre interminable. ~~Des régiments refusèrent d'obéir et de monter en ligne. Les soldats envoyèrent des délégations à leurs chefs de corps. Allait-on connaître en France la même désagrégation qu'en Russie ?~~

□ ~~En fait les incidents limités à une zone bien précise située près de Soissons ne durèrent que trois semaines et furent très peu politiques~~. Le général Pétain réagit avec fermeté. Les Conseils de guerre prononcèrent 554 condamnations à mort, dont 49 furent exécutées ; depuis le début de la guerre, on avait eu 22 ou 23 condamnations à mort par mois pour désertion, avec 7 ou 8 exécutions. Mais Pétain réagit aussi en améliorant les

³⁷ Cf. A.Becker, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1930)*, Armand Colin, coll. "U", 1994, 141 p. & N.-J.Chaline dir., *Chrétiens dans la première guerre mondiale*, Le Cerf, 1994, 201 p.

conditions de la vie du soldat — ravitaillement, permissions — ; la crise fut enrayée, des incidents plus ou moins violents éclatant toutefois jusqu'en janvier 1918. Il est sûr que les Allemands n'en apprirent l'existence qu'à l'époque où les mutineries prenaient fin. Il ne semble pas que la crise ait été due principalement à la propagande pacifiste de certains socialistes mais plutôt aux souffrances des soldats. En tout cas, en septembre, les socialistes refusèrent de participer au nouveau gouvernement Painlevé. Celui-ci mena une vie précaire jusqu'à ce que, le 16 novembre, il fût remplacé par un homme énergique, violent adversaire du défaitisme, convaincu que la guerre devait être gagnée et qu'il fallait tout y sacrifier : Georges Clemenceau.

□ Un tiers de l'armée française a été indemne de toute « crise du moral », un tiers a été fragile, un tiers a été gravement touché

□ G. Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967, 328 p. & *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives" (travaux confirmés par des recherches récentes, évidemment ici faire particulièrement attention aux NPI ³⁸) :

- le nombre de mutins, au sens strict, n'a pas dépassé 40 000
- ils ont été minoritaires dans leurs unités
- aucune fraternisation avec les Allemands, aucune désertion vers l'arrière
- refus de retourner aux tranchées de 1^{ère} ligne, mais pas de rester dans les tranchées
- le reflux du mouvement se produit *avant* la répression du mouvement

□ Ce qui nous importe, au fond, c'est qu'il ne se soit pas produit davantage, et bien plus tôt, de mouvements d'insubordination

□ conclusion sur les soldats :

- la majorité d'entre eux a souhaité gagner la guerre, en fonction du bon droit de la France
- la guerre a été un « travail », effectué par des « ouvriers », conscients de leur « devoir »

c) L'« arrière et la nation en guerre

□ Le point le plus faible du moral français fut atteint entre mai et juillet 1917 et aboutit à une sorte de « morosité patriotique » qui débouche en 1918 sur la résignation à la nécessité de tenir puisque la carte de guerre est défavorable à la France

□ grandes différences soldats / AR / Français occupés / Français des régions proches du front français (un « arrière-front »). On pourrait ajouter la catégories des Français dont les parents et/ou les grands-parents ont été occupés en 1870-1871 et qui ne le sont pas en 1914-1918

□ les souffrances et les difficultés :

- **une réussite relative de l'économie de guerre française**
- absence des hommes, attente des nouvelles, annonces des blessures, des morts, épreuve du deuil, visites du maire de la commune

³⁸ Niaiseries puisées (ou piquées) sur l'Internet.

- monde rural : des difficultés économiques limitées et moindres qu'en Allemagne : les allocations militaires (voir plus haut) apportent un secours, essentiel à la campagne, inflation, enrichissement du monde rural malgré le manque de main-d'œuvre (pallié par recours aux vieux et aux femmes), maintien du « moral » du monde rural, avec glissement du consentement à la guerre à la résignation : **l'idée de la « rupture du consensus national » ne peut pas s'ancrer dans le monde rural**

- monde ouvrier : grosses difficultés, malgré les allocations, les « affectés spéciaux » et le moratoire des loyers : phénomène de la « vie chère », difficultés du ravitaillement (charbon, sucre par ex.), rationnement à partir de 1917, mais la carte d'alimentation n'existe qu'à partir de juin 1918. Le maillon faible de la « force de tenir » française entre 1914 et 1918, mais :

- * les ruptures sont tardives, cf. les premières grandes grèves seulement printemps 1917 (début 1915 en Grande-Bretagne, printemps 1916 en Allemagne). 1er mai combatif, avec des slogans antipatriotiques, grandes grèves en région parisienne, à Toulouse, mais sans mots d'ordre révolutionnaires

- * un pacifisme non idéologique

- * aspiration à une paix blanche

- * la population ouvrière est la plus fragilisée

- **La crise ouvrière de 1918 est bien plus révélatrice d'une rupture du consensus :**

- * d'autant qu'elle se produit à un moment où le reste de la population a retrouvé le moral !

- * un mouvement géographiquement plus étendu en 1918 qu'en 1917 : s'ajoutent la Loire, la Nièvre, Lyon, etc.

- * les grévistes sont + nombreux

- * durcissement des mots d'ordre : pacifisme, idée de « grève jusqu'à la paix », réf. à la 2^e rév. russe

- * mais les grèves sont brèves, elles sont entravées par les effets des grandes offensives allemandes

- * et la frontière entre le pacifisme et le défaitisme n'est pas franchie par la base mais par quelques militants seulement

- * >>> un très faible impact de la rév. bolchevique

□ **à partir de juillet 1918 une unanimité nationale se reconstitue autour d'une confiance accrue dans une paix par la victoire : le ressort d'août 1914 s'est rendu à nouveau. Et en octobre 1918 on enregistre une hostilité à tout armistice prématuré, une volonté d'écraser l'adversaire**

d) La notion de « culture de guerre »

« L'histoire des guerres est inséparable de celle des *cultures* des peuples concernés. » (J.-J. Becker). Celles-ci sortent considérablement marquées par le conflit. **La « culture de guerre », c'est d'abord la faculté et la détermination à résister à la durée**

et à la dureté de la guerre. La Première Guerre mondiale, sous l'angle des cultures, fut une immense tension collective de type eschatologique. À l'avant, il faut *tenir*, et à l'arrière cette culture est faite d'une véritable « religion civile » de la guerre : la guerre — souffrance majeure — est un enjeu de civilisation, elle a des buts supérieurs — ce qui permet d'oublier les souffrances du présent — , et, bien sûr, toute une propagande est développée par l'État, les intellectuels et les Églises.

La « culture de guerre » peut être définie comme l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années 1914-1918 : il y a eu une totalisation de la guerre. avec franchissement de plusieurs seuils de violence, dégâts psychologiques sur les soldats, au fond une immense tension collective de type eschatologique.

À long terme, cette « culture de guerre » est un élément capital de la mémoire collective, faite du souvenir et du culte des ruines, avec des villes reconstruites à l'identique, comme Ypres (Belgique), entièrement rasée lors des combats, et devenue lieu de mémoire international. Ces lieux ont pu être « récupérés », comme Dixmude (Belgique), par les *flamingants*. Des musées sont constitués très tôt, mais tard avec un regard d'historien, comme à l'Historial de Péronne (Somme), ouvert en 1992, récit historique et « centre d'histoire culturelle comparée des pays en guerre ». Il a existé des photographes spécialisés, comme Jean Cartier, des écrivains antimilitaristes comme Yves Gibeau (1916-1994), des B.D. de la guerre, dans lesquelles le regard critique a tardé (mais, en France voir Jacques Tardi, *C'était la guerre des tranchées*).

□ Conclusion du 2^o :

- la Première Guerre mondiale, moment d'apogée du sentiment national français (ce pourrait être un sujet !)
- en raison de l'« investissement » des Français sur leur Nation, porteuse d'immenses attentes, pratiquement de type religieux
- Cf. Raoul Blanchard, à la fin de son « Journal de guerre » : « Un monde nouveau se lève »

3^o) La victoire de la nation France

- André Tardieu, un des négociateurs du traité de Versailles : « La guerre étant nationale, c'est toutes les forces nationales qu'elle avait mises en jeu » >>> une victoire de la nation
- achèvement de l'*Histoire de France* Lavisse (*Histoire de France contemporaine depuis la Révolution jusqu'à la paix de 1919, 1920-1922*, IX tomes en 9 vol.)

a) Le 11 Novembre et la paix

- Les Français à l'heure de l'armistice³⁹ :

³⁹ article portant ce titre, de J.-J. Becker, *Historiens et Géographes*, déc. 1988, pp. 283-290

- L'opinion s'était convertie, abandonnée, à l'idée de la guerre sans fin, sans issue.

Paradoxalement, pendant l'été 1918, malgré le retournement de la situation et le sentiment de plus en plus assuré de la victoire, on ne s'attendait pas à la fin prochaine de la guerre. De sorte que, après avoir été surpris par la guerre quatre ans plus tôt, on allait maintenant être surpris par la paix, malgré la durée des tractations (plus d'un mois)

- L'opinion balance entre deux réactions (cf. le vif conflit entre Poincaré et Clemenceau) :

* reculer l'armistice jusqu'à l'occupation partielle du territoire allemand, en étant très fermes avec les All. ; des journaux de droite que l'armistice soit un piège, permettant à l'armée allemande d'obtenir un répit

* lassitude, crainte que la guerre ne se prolonge encore longtemps, on redoute les morts à venir, d'autant que l'armée all. se défend pied à pied

* des parties de l'opinion, mais aussi coexistence ou alternance des deux opinions chez la même personne

- les milieux militaires soutiennent assez peu le premier point de vue

- impatience : au début du mois de novembre, on attend l'annonce de l'armistice ts les jours

□ une date incomparable. histoire et mémoire, sommet de la communion nationale (?)

□ foules dans les rues, entrée des troupes françaises à Metz et Strasbourg, lies se surtout à l'arrière : applaudissements frénétiques pour Clemenceau à la Chambre (« la France hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal »), mais il n'y a pas le mot « nation » dans le discours de Clemenceau... Volonté de ne pas favoriser les nationalistes (et Clemenceau se prépare à écarter Poincaré des négociations de paix) ? de ne pas froisser les autres nations victorieuses, d'autant qu'il sait que la conférence de la paix va être difficile pour la France ?

□ mais les archives cinématographiques montrent beaucoup de visages graves, les habits et les brassards de deuil, l'armistice survient en plein épidémie de grippe espagnole

□ comment distinguer entre ceux qui étaient heureux de la victoire, d'avoir gagné la guerre et ceux qui l'étaient parce que la guerre était finie ? ou les deux ?

□ pour les catholiques. l'armistice, signé le jour de la Saint-Martin, le saint qui a donné son nom à un nombre maximum de paroisses françaises, est la marque que la France est toujours le « soldat de Dieu » !

□ victoire de la démocratie pour beaucoup

□ rejet de l'histoire et Clemenceau est le dernier survivant des députés élus à l'Assemblée nationale de 1871 ayant refusé de voter le traité de Francfort. Il hait

l'Allemagne, mais est réaliste, par rapport aux revendications nationalistes à l'égard de

l'Allemagne. Par contre il ne veut pas plébiscite en Alsace-Lorraine, d'autant que l'armistice oblige à une restitution immédiate de l'Alsace-Lorraine.

□ l'opinion est unanime à réclamer les « garanties » et les « réparations ».

La notion de « garanties de sécurité »

Désarmement, démilitarisation et occupation temporaire sont trois des quatre « garanties de sécurité », toutes résultats de compromis (car grandes étaient les ambitions françaises).

La quatrième et dernière, ce sont les « traités de garantie » : États-Unis et Grande-Bretagne garantissent la France contre une éventuelle invasion allemande. Mais ces traités, annexés au traité de Versailles, ne seront jamais ratifiés ! (voir plus haut pour les États-Unis).

Conclusion : l'Allemagne est réduite à l'impuissance, tant que les vainqueurs sauront faire observer les clauses du traité de Versailles.

□ mais l'opinion se divise entre « wilsonisme » (qui tient grand compte du sentiment national) et nationalisme. Une « ligue » française, avec Charles Gide, Anatole France, Georges Duhamel, Jules Romains, de nombreuses manifestations en l'honneur de Wilson, qui s'entretient avec des syndicalistes, comme Jouhaux. Mais Wilson n'est pas le pacifiste que s'imaginent les socialistes français !

□ deux grandes pétitions en 1919 :

- Déclaration d'indépendance de l'esprit, 26 juin 1919 :

* extrême gauche socialiste

* signée par Henri Barbusse, Georges Duhamel, Romain Rolland, Jules Romains

* les intellectuels ont mis leur « science » au service des gouvernements pendant la guerre : ils ont « abdiqué » !

- Pour un parti de l'intelligence, 19 juillet 1919 :

* rédigée par Henri Massis (voir *Débuts*) ; extrême droite nationaliste, mais ratisse large

* signataires Action française ou proches : Charles Maurras, Jacques Bainville, mais aussi Jacques Maritain, Daniel Halévy

* **l'intelligence nationale doit être au service de l'intérêt national**

□ Barrès, bien sûr, persiste et signe (*cf.* biographie dans le dossier biographique). Mais il est en retrait par rapport à de nombreux nationalistes et il appelle en 1921 les jeunes Français et Allemands à se réconcilier

□ L'Action française repousse l'argument de certains nationalistes : n'affaiblissons pas l'Allemagne, ce qui ferait le jeu des bolcheviks. Pour l'Action française il faut faire payer le Boche, etc. Immense succès des livres de Jacques Bainville, qui déborde la sphère de l'Action française. Des nationalistes relativement modérés, mais fermes, comme Louis Marin, député de Nancy.

□ les radicaux se sont regroupés derrière Henri Franklin-Bouillon pour qui la France devait annexer la Sarre, mais ils sont partisans de la SDN (*cf.* Léon Bourgeois et le programme de Nancy avant la guerre, *cf.* *BÉ*). **Les congrès radicaux de l'après-guerre immédiat** sont farouchement nationalistes

□ le débat de ratification du traité de Versailles :

- En France, un long débat de ratification dura du 25 août au 2 octobre 1919.
- **N'ayant pu obtenir tout ce qu'il réclamait, Clemenceau** estimait néanmoins que le traité de paix avec l'Allemagne était satisfaisant ; aussi le défendit-il avec fermeté.
- Le traité avait en France **deux types d'adversaires**.
- À gauche, la plupart des socialistes, et en particulier Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, reprochaient au traité d'être excessivement dur à l'égard de l'Allemagne, de ne pas tenir assez compte du principe des nationalités et, enfin, d'exclure la Russie bolchevique des négociations. Ils étaient soutenus par la CGT et une partie des ouvriers parisiens qui avaient organisé des grèves depuis janvier 1919 et une grande manifestation le 1^{er} mai, en pleine conférence de Paix.
- À droite, de nombreux orateurs, et notamment l'écrivain Maurice Barrès et le député de Nancy Louis Marin, trouvaient au contraire le traité trop doux. Ils lui reprochaient de ne pas assurer la sécurité de la France.
- À tous **Clemenceau** répondit : « Quand on analyse ce traité qui a je ne sais combien de **centaines d'articles**, où toutes les questions sont traitées (*sic*), il ne faut pas oublier que ce traité si complexe vaudra pour ce que vous vaudrez vous-mêmes. Il sera ce que vous le ferez. »
- Enfinement, le 2 octobre 1919, la Chambre vota la ratification (par 372 voix contre 53, dont 51 socialistes, et 74 abstentions).
- Voir aussi la biographie de Clemenceau dans le dossier biographique

h) La période du Bloc national

- la maj. élue en 1914 était de gauche... Mais la maj. de Clemenceau est à droite...
- À la diff. de la Grande-Bretagne, les élections législatives françaises eurent lieu assez tard, à l'automne, *i. e.* après le débat de ratification et...
- l'agitation sociale de 1919-1920 :
- difficultés de ravitaillement, diff. de la démobilisation, poussée révolutionnaire partout en Europe, évanouissement du vieux rêve ouvrier d'un monde indépendant (*cf. BE*), sentiments et aspirations refoulés pendant la Première Guerre Mondiale
- importantes grèves dès le début de 1919 (transports publics)
- loi / journée de travail de 8 heures (23 avril 1919)
- imp. manif. du 1^{er} mai 1919, avec très violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre
- croissance des effectifs de la CGT et de la SFIO
- mutinerie « de la mer Noire »
- grève des cheminots du printemps 1920 : une collusion entre « péril allemand » et « péril bolchevique », car les meneurs sont farouchement « antipatriotes » et révolutionnaires,

l'opinion croit largement à un complot « germano-bolchevik » sabotant la victoire.

Barrès : « les Allemands ont décervelé la Russie »

- sur les grèves de 1919-1920, voir le scannage du Laroulandie (*La France de 1898 à 1940*, Ellipses, 1996, 320 p., p. 111), polycopié

□ les élections législatives françaises (16 novembre 1919) :

- avec un système électoral changé (scrutin de liste)

- constitution de listes à la ressemblance de la majorité clémenciste : Adolphe Carnot, leader **de l'Alliance démocratique, appelle à la formation de listes de Bloc républicain national**

- elles intègrent des radicaux, des catholiques...

- seuls sont rejetés les socialistes et les monarchistes (ces derniers entrent discrètement dans de nombreuses listes départementales)

- en fait le Bloc national est plutôt du centre, même si, localement il est très hétérogène

- thème du bolchevisme, cf. affiche « **de l'homme au couteau entre les dents** », mais la lutte contre le b. est liée à celle contre l'Allemagne, elle n'est pas toute la campagne électorale, plutôt axée sur l'union nationale, l'ordre, le travail, la paix qui reste encore à « gagner », tous thèmes qui peuvent permettre de ratisser très large

- SFIO : 1,7 M voix, soit guère plus, en réalité, qu'en 1914

- radicaux hors Bloc national : 1,8 M voix

- Bloc national : 4,3 M voix

- mais la répartition des sièges avantage le Bloc national : une très forte majorité, dissimulée par le grand nombre de groupes parlementaires

- l'extrême droite connaît une grave défaite, avec un seul élu Action française à Paris, Léon Daudet

- un **grand nombre d'élus sont des hommes nouveaux**, beaucoup sont anciens combattants
>>> surnom de « chambre bleu horizon »

- un prolongement de l'Union sacrée de 1914, amputée sur sa gauche. Barrès parle de « mobilisation civique »

c.) Années 20 et commémoration**1920 :**

février-mai : vague de grèves

18-26 avril : conférence de San Remo

11 novembre : **le soldat inconnu à l'Arc de Triomphe**

20-26 décembre : congrès SFIO de Tours

1921 :

5 mai : conférence de Londres : **fixation de l' « état des paiements »**

1922 :

25 février : exécution de Landru

décembre : 4^e **Congrès de l'Internationale rouge**

1923 :

11 janvier : **début de l'occupation de la Rhur**
1^{er} avril : service militaire ramené à 18 mois

1924 :

18 avril : le gouvernement français accepte le plan Dawes
1^{er} octobre : signature à la SDN du Protocole de Genève
31 octobre : entrée en vigueur du plan Dawes

1925 :

fin avril : Abd el-Krim attaque des postes français au Maroc
août : Pétain prend la direction des opérations de guerre dans le Rif
16 octobre : signature du pacte de Locarno

1926 :

29 avril : accords de Washington sur les dettes de guerre
mai : fin de la rébellion du Rif
8 septembre : **l'assemblée de la SDN vote l'admission de l'Allemagne**
10 décembre : prix Nobel de la Paix à Aristide Briand, Stresemann et Austen Chamberlain

1927 :

17 février : accord franco-britannique sur les dettes de guerre
mars : évacuation de la Sarre par les troupes françaises
mai : loi militaire : **service d'un an**

1928 :

6 février : signature du pacte Briand-Kellogg

1929 :

31 mai : signature du plan Young sur les réparations allemandes
août : **la conférence La Haye décide l'évacuation anticipée de la Rhénanie**
5 septembre : Briand propose les États-Unis d'Europe
29 décembre : vote de la construction de la ligne Maginot

□ dès le 2 nov. 1914 Maurras avait appelé à une sorte de symbiose entre vivants et morts

□ **dès 1916 apparaît l'idée de commémorer les morts de la guerre et se constitue dans ce but une « Reconnaissance nationale », présidée par Jean Richepin**

□ dans l'immédiat après-guerre la France entière baigne dans le souvenir, très proche, de la Grande Guerre

□ que faire des morts ? :

- beaucoup de familles souhaitent reprendre leurs morts pour les inhumer dans le cimetière de leur commune >>> loi de 1920 les y autorise

- des monuments aux morts de l'Année terrible avaient été construits (certains sont inaugurés encore en 1914 !). Après la Première Guerre mondiale env. 30.000 monuments aux morts sont construits, sous des formes variées, avec des inscriptions très variées. Connotation patriotique, voire nationaliste, exaltant presque exclusivement le **soldat, mais parfois ils représentent la veuve, l'orphelin**. Seuls deux monuments sont ouvertement pacifistes (Gentioux dans la Creuse, et Levallois-Perret). Ces monuments ont créé un « culte » : lecture des noms très tôt par enfants des écoles, par ex.

- des monuments commémoratifs de bataille et de morts : ossuaire de Douaumont, ND de Lorette,
- Arc de Triomphe, plutôt vide depuis 1840 mais napoléonien et national, traversé par la Fête de la Victoire du 14 Juillet 1919 : le 11 novembre 1920 un « soldat inconnu » choisi parmi le très grand nombre de morts non identifiés y fut inhumé. Ce choix (violemment discuté lors du débat parlementaire) donne une signification patriotique, voire nationaliste, au « sacrifice », et il crée une tradition incontournable. Pourquoi la date, plutôt que le 14 juillet, qui aurait pu devenir « rassembleur » ? Le 11 novembre 1919 avait été célébré, le 11 nov. 1920 est la fête du soldat inconnu, pour 1921 les sénateurs proposent que la commémoration soit placée le dimanche le plus proche du 11 novembre >>> protestations vigoureuses des anciens combattants ! En 1922 Chambre des Députés et Sénat se mettent **d'accord pour que le 11 novembre deviennent une nouvelle « fête nationale »**
- Mais les cérémonies sont décentralisées et très variées : une fête civique (A.Prost) ? les **anciens combattants exigent qu'elle soit la moins militaire possible ; c'est la fête de la fin de la Grande Guerre** ; elle est proche de la fête des morts (et les 1^{er} novembre 1918, 1919 et 1920 avaient connu une recrudescence de fréquentation)
- Les anciens combattants (cf. A.Prost) :
 - **une mouvance immense, d'autant que les veuves et les orphelins sont rapidement englobés**
 - les premières associations sont créées pendant la Grande Guerre ; **l'Union nationale des Combattants (UNC) est fondée le 11 nov. 1918, absorbe vite d'autres associations, antérieures et essaime rapidement à travers le territoire. Elle a le soutien de l'armée, qui lui permet de faire du recrutement dans les casernes ; elle est soutenue par l'Église aussi**
 - **l'Union fédérale (UF), association de mutilés**
 - Union nationale des Combattants (UNC) conservatrice, plutôt bourgeoise, Association républicaine des Anciens Combattants (ARAC) communiste, Fédération ouvrière et paysanne (FOP)
 - de nombreuses associations spécialisées, apparues au début des années 1920, comme la ligue des Droits du religieux ancien combattant (DRAC)
 - des doubles adhésions ; **des différences d'implantations départementales**
 - à la fois patriotes et pacifistes. Une patrie très républicaine
 - antimilitarisme
 - carte du combattant en 1927 >>> des adhésions pour avoir la carte ; retraite en 1930 >>> des adhésions pour avoir la retraite !
- Marcel Sembat :
 - avait craint avant la guerre que la République fasse les frais de la guerre (voir plus haut)

- publiée en 1925 *La victoire en déroute* : « le traité de Versailles est un traité comme tous les autres [un] traité dicté par le vainqueur mais qui ne fonde pas un droit nouveau. [...] C'est le droit ancien qui continue... »

d) Une société bouleversée

Que la guerre ait bouleversé la vie de dizaines de millions d'êtres est une évidence presque indicible. Tant d'inquiétudes, de meurtrissures, de deuils, de traumatismes psychologiques ⁴⁰, de souffrances, de peurs pas toujours dominées ou transmutes en courage, de mutilations, de lassitude aussi.

La guerre a provoqué aussi une promotion de la femme. La guerre donne à la femme une place nouvelle dans la société. Les femmes constituent à la fin de la guerre jusqu'à 35 % du personnel industriel en Allemagne et en Grande-Bretagne. Le travail féminin qui ne touchait que le monde agricole et le prolétariat ouvrier gagne maintenant la bourgeoisie. Les bureaux, les professions libérales s'ouvrent aux femmes qui accèdent à des postes de responsabilité. La condition féminine s'en trouve changée, le féminisme progresse. Dans certains pays (Russie, Grande-Bretagne, Allemagne...), les femmes obtiennent le droit de vote. L'émancipation féminine est devenue l'un des slogans de la période d'après-guerre. Signes visibles des nouvelles libertés (?) acquises par les femmes, les modes se transforment, les jupes raccourcissent, les cheveux sont coupés « à la garçonne ». Cette liberté d'allure choque, bien sûr, les tenants des traditions. La guerre a fait accomplir un grand pas à la promotion de la femme. Celle-ci a accédé à des emplois réservés aux hommes, elle a pu acquérir l'indépendance financière. Son rôle nouveau dans l'économie et la vie sociale, les responsabilités qu'elle a exercées comme chef de famille sont parfois mal ressentis par les hommes au retour du front : les divorces doublent en France entre 1913 et 1925, ils quadruplent en Grande-Bretagne. On devine les conséquences de cette évolution : la preuve donnée de l'utilité sociale des femmes, de leur capacité à remplacer partout, ou presque, les hommes, et donc leur égalité de fait avec ceux-ci. Les mouvements féministes, celui des *suffragettes* en particulier, sont encouragés dans leurs revendications.

La conflagration mondiale a précipité le déclin des campagnes. La disparition de centaines de milliers de jeunes paysans accélère le vieillessement du monde rural, principalement dans les régions les plus pauvres. Toutes les villes ne profitent pas uniformément de la guerre : en effet, les cités proches des zones de combat subissent une régression tandis que les ports, les villes de fabrications militaires connaissent un vif essor.

Le retour à la vie civile pose de multiples problèmes. Un profond brassage humain s'est opéré dans les tranchées et a bousculé les anciens clivages. Les différences

⁴⁰ Voir par ex. S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p.

sociales et idéologiques se sont atténuées entre maîtres et domestiques, patrons et employés. L'anticléricalisme, si virulent en France au début du siècle, s'atténue : 1/10 des prêtres et des religieux mobilisés ne sont-ils pas tombés au feu comme leurs camarades ? Ainsi naît l'esprit ancien combattant, fait de pacifisme humanitaire — *la der des der* — et de mépris envers les politiciens de l'arrière ; les Faisceaux italiens, les Casques d'Acier allemands, les Croix-de-Feu français exploiteront le capital de générosité parfois naïve de ces « confréries modernes » (A. Prost). Comme l'Union sacrée de 1914, la solidarité dans le malheur n'a toutefois eu qu'un temps. Elle a été rapidement submergée par l'insolence de la richesse. Patriotisme et esprit de sacrifice avaient rapproché les hommes : une meilleure connaissance mutuelle ne pouvait-elle aussi déboucher sur des rapports nouveaux ? En fait, remplaçant la naissance, le talent ou le labeur, l'Argent-Roi a renforcé son pouvoir. Après quatre années passées au front, dans les tranchées où s'est établie une « égalisation sociale », la redécouverte de la vie civile s'accompagne de multiples et cruelles désillusions : pour de nombreux militants ouvriers, la fin de la guerre devait être le point de départ d'une transformation de la société dans le sens du progrès social. Démobilisés, les anciens combattants découvrent les embusqués⁴¹, les planqués, les profiteurs qui se sont enrichis grâce à la guerre : en France, Renault avec ses chars, Boussac avec sa toile d'avion, Berliet avec ses camions, Loucheur avec ses gaz de combat — les chansonniers le surnomment « le malin de la galette » —, Schneider (artillerie), Citroën (obus), ont accumulé d'énormes **bénéfices, qui contrastent avec l'appauvrissement de l'État et de la majeure partie des** citoyens. Toutes les populations subissent les conséquences de l'inflation, les rentiers, les épargnants ont le sentiment d'être spoliés par ce phénomène nouveau et inconnu. Ruinés, ils deviennent hostiles à l'État, accusé de ne pas les défendre.

La guerre a eu des effets très variables selon les catégories sociales. Les détenteurs de revenus fixes, et notamment les petits rentiers, ont été ruinés par l'inflation. En France, où beaucoup d'épargnants avaient placé leurs fonds dans les emprunts russes, la fortune mobilière, évaluée à 113 milliards de francs-or en 1914, ne dépasse pas dix ans plus tard 70 milliards de francs-papier, soit à peine 18 milliards de francs-or. Dans beaucoup de pays, une fraction importante de la petite bourgeoisie se trouve ainsi déclassée, privée de ressources et dressée contre l'État libéral qui n'a pas su protéger ses intérêts. Les *fascismes* trouveront dans cette catégorie sociale une partie de leur clientèle. Moins touchés, les salariés, et en premier lieu la classe ouvrière, souffrent d'une hausse des prix que ne compense pas l'augmentation des salaires. Le pouvoir d'achat des masses se trouve ainsi réduit de 15 à 20 % en France et en Grande-Bretagne, de 25 % au moins en Italie et en Allemagne. Cette situation explique l'agitation sociale de l'immédiat après-guerre et l'augmentation des effectifs syndicaux, qui passent en France de 900 000 à plus de 2 millions d'adhérents, en Grande-Bretagne de 4 à 8 millions. Certains groupes ont en

⁴¹ Cf. la *Chanson de Craonne* étudiée plus haut.

revanche profité de la guerre. Une partie de la paysannerie d'abord qui a tiré profit de la hausse continue des produits alimentaires et acquis de nouvelles terres. Beaucoup d'industriels aussi, et notamment ceux qui ont obtenu d'importantes commandes de guerre. Spéculateurs et intermédiaires ont en peu de temps acquis d'immenses fortunes et ces *nouveaux riches* **affichent au lendemain de la guerre un luxe qui éveille des rancœurs** tenaces, surtout parmi les anciens combattants. En 1917, un député révèle à la Chambre française qu'une petite société au capital de 125 000 F a réalisé, en un an, 2 millions de bénéfices. Certes, le personnage du nouveau riche ne date pas de 1914. On l'a connu sous les guerres de la Révolution et de l'Empire, on l'a vu prospérer en 1870. Mais jamais il n'a disposé d'un champ d'action aussi vaste ni d'un temps aussi long : jamais il n'a autant proliféré, jamais il n'a été aussi arrogant que de 1914 à 1918... (G. Perreux).

Le prestige des classes dirigeantes a été fortement atteint. Le brassage qui s'est opéré dans les tranchées et dans les camps de prisonniers a effacé certaines différences liées à la fortune ou à l'éducation et suscité de puissants courants égalitaires : voir dans *La Grande Illusion*, du cinéaste réalisateur français Jean Renoir (1937), les rapports entre le *métallo* devenu lieutenant et l'officier d'origine aristocratique, le parallèle entre société française et société allemande, les rapprochements sociaux ⁴². En même temps s'est développé dans les masses un vif ressentiment à l'égard du capitalisme et des milieux dirigeants, jugés responsables du conflit et accusés parfois d'en avoir tiré profit. Le règne des notables s'achève et les idéologies anticapitalistes, socialisme ou fascisme première manière, connaissent un succès très large.

Nouveaux riches et nouveaux pauvres ? Chez les paysans qui l'emporte du prix du blé et du prix du sang ? D'une part, les agriculteurs ont profité des prix élevés : en France, celui du blé quadruple, alors que le taux des fermages ne bouge pas ; on observe, en 1919, trois fois plus d'achats de terres qu'en 1913. En revanche, les ruraux ont supporté plus de la moitié des tués au combat. **Dans les campagnes d'Italie et d'Europe centrale**, aux structures sociales archaïques, des révoltes éclatent en 1919 (voir plus haut). Le fascisme réprimera vite les premières, tandis que des réformes agraires, même limitées, profiteront aux paysans de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, les gouvernements voyant dans ces nouveaux petits propriétaires un élément de stabilité politique et conservatrice face au « péril rouge ». **Riches et pauvres s'opposent dans toute la société.** La société, soumise au rude choc de la guerre, en est sortie partout transformée, marquée par l'opposition entre « nouveaux riches » et « nouveaux pauvres », qui devient un thème privilégié des romans et du théâtre d'après-guerre (c'est le titre d'une pièce à succès dès 1917). Certains groupes sociaux ont profité de la guerre, banquiers, commerçants, gros fermiers et beaucoup

⁴² Le titre venait de celui du *best seller* anglais de Norman Angell (1910). Le scénario est de Renoir et Charles Spaak, la scripte est « Gourdjé » (sans prénom, annonce le générique !) : ce sera plus tard Françoise Giroud.

d'industriels qui ont bénéficié des commandes de guerre. L'inflation profite aux spéculateurs. Les « nouveaux riches » affichent leur luxe, éveillant des rancœurs parmi les anciens combattants et ceux que la guerre a appauvris. Le scandale de leur enrichissement provoque dans l'opinion publique un sentiment durable de réprobation ; si bien que, dix ans plus tard, quand on discute en France d'une loi sur l'organisation de la nation en cas de guerre, les parlementaires et le gouvernement tiennent à spécifier que tout bénéfice de guerre sera interdit et ils stigmatisent ceux qui se sont enrichis alors que leurs concitoyens consacraient leur vie et leurs efforts à défendre la patrie. Les salariés n'ont pas été favorisés. Certes les ouvriers, en partie mobilisés dès 1915 à leur usine, échappent à la tuerie, mais leurs salaires ne suivent pas la hausse du coût de la vie (fin 1916, ceux-ci n'ont, en France, augmenté que de 25 %). De là, la vague de grèves qui déferle en 1917-1918 non seulement sur ce pays, mais sur tous les belligérants européens, et qui culmine en 1919. Plus à plaindre sont les fonctionnaires : un juge touche, en 1918, 2 800 F/an, comme en 1914, un agrégé débutant 4 000 F (mais un ministre 60 000 F) ; au même moment, le kilo de beurre s'achète 12 F... Les plus malheureux devant la « vie chère », incontestablement, sont les titulaires de revenus fixes. L'inflation frappe avant tout les petits rentiers, les retraités, les vieux travailleurs et les salariés, car les salaires n'augmentent pas aussi vite que les prix (le pouvoir d'achat est réduit de 25 % en Italie et en Allemagne). Retraités, petits propriétaires, rentiers souffrent et voient après 1917 se volatiliser les titres russes... Dans cette bourgeoisie modeste se recrute la clientèle des extrémistes de droite, en Italie comme en Allemagne, prompts à accuser les juifs et les bolcheviks. L'appauvrissement atteint aussi l'épargnant qui avait placé ses économies en bons d'emprunt russe que le nouvel État soviétique refuse de rembourser.

Quelles autres conséquences ? Cette détérioration provoque d'une part des mouvements de revendication dans le monde ouvrier, d'autre part le mécontentement de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui reprochent à l'État libéral de ne pas avoir su protéger leurs intérêts (en Allemagne, les classes moyennes des villes, prolétarisées, fourniront au nazisme une partie de sa clientèle). Les relations individu-État se transforment donc. La guerre a demandé beaucoup aux peuples ; ceux-ci exigent à leur tour davantage de droits, de sécurité, de bien-être. C'est le sens par exemple du programme de Lloyd George (novembre 1918) « pour bâtir une nation digne de nos héros ». Comme l'écrit André Siegfried en 1931 (*La Crise britannique au XXe siècle*)⁴³ : « Tandis qu'on se battait, les familles des soldats, c'est-à-dire de tout le monde, étaient prises en charge par la nation. **Quand la paix est revenue, il ne faut pas s'étonner que cette socialisation** de la vie populaire se soit perpétuée. » Le bouleversement des fortunes, le phénomène de l'inflation sont porteurs de transformations psychologiques et morales. Les anciens *poilus* s'indignent des fortunes scandaleuses des spéculateurs de l'arrière. L'inflation entraîne de nouveaux

⁴³ Le livre a été réédité deux fois, en 1952 et en 1975, dates évidemment significatives.

comportements qui jettent bas les habitudes d'épargne liées à la stabilité monétaire. À quoi bon économiser pour assurer ses vieux jours ou l'avenir de ses enfants puisque l'argent ne cesse de perdre sa valeur ! Mieux vaut dépenser tout de suite, consommer, jouir de la vie. C'est tout un système de valeurs morales qui s'effondre : la réussite n'est plus la rançon du mérite, de la vertu, du travail, mais de l'habileté du spéculateur ou de la chance de l'aventurier. Cette volonté de jouir de la vie après les souffrances et les privations de la guerre se marque par une véritable ruée sur les plaisirs de la paix retrouvée : fêtes populaires, vogue des cinémas et des boîtes de nuit, dancings où le tango importé d'Argentine connaît un triomphe, **découverte du jazz...** **Ce sont les « années folles »**. Toutes les valeurs auxquelles croyait l'Europe se trouvent remises en question. Les pays européens se sont lancés dans une sorte de suicide collectif. Les deuils par millions, l'angoisse, la faim, la lassitude provoquent une révolution intellectuelle et morale. Les pays à l'armature plus solide s'usent mais résistent ; les plus faibles (Russie, Autriche-Hongrie), et l'Allemagne sur la fin se désorganisent et finissent par s'effondrer. Les victoires militaires n'ont fait que concrétiser la supériorité du camp qui a su tenir le « dernier quart d'heure ». Chez les uns et les autres, une mentalité nouvelle s'est répandue, détente inévitable après des années de souffrances : vivre à crédit est plus facile que d'épargner, jouir des plaisirs plus tentant que de suivre le devoir. Rigueur et classicisme font place à un esprit qui se veut *libéré*, revanche de l'irrationnel face à un monde absurde. C'est la révolte de l'individu contre les contraintes (« Familles, je vous hais », avait dit Gide dès avant 1914) ; **c'est la libération des mœurs** ; c'est le plaisir d'« épater le bourgeois », qui n'est pas absent chez les dadaïstes ou les surréalistes, tel André Breton ou Salvador Dalí. Certains se réfugient dans le culte de l'individu d'exception (Montherlant, Malraux, Saint-Exupéry), d'autres dans le pessimisme (Drieu La Rochelle), la méditation solitaire (Valéry) ou l'anticonformisme (Gide), d'autres enfin dans la religion consolatrice (Claudel).

e.) Conséquences directes de la guerre sur la mentalité collective.

La guerre a profondément marqué la génération des combattants, dont elle hante la mémoire. Elle devient le thème majeur d'un nombre important de romans, nouvelles, témoignages, où domine le sentiment de l'horreur. Tel est le cas des *Croix de bois* de Roland Dorgelès, de *La vie des martyrs* de Georges Duhamel ⁴⁴, d'*À l'ouest rien de nouveau* de l'écrivain allemand E.M. Remarque (Remark). Mais déjà s'affirme un clivage entre des œuvres qui dénotent une certaine nostalgie de l'héroïsme telles que *Les Épargnes* de Maurice Genevoix, *Le sel de la terre* de Raymond Escholier ou *L'Équipage* de Joseph

⁴⁴ Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité. Dans *Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique.

Kessel, et les livres qui dénoncent le caractère absurde et monstrueux de la guerre, comme *Le feu* de Henri Barbusse (prix Goncourt 1916 — *sic* —, dont le réalisme tranchait avec tout ce qui avait été publié auparavant) et *Le voyage au bout de la nuit* de L.-F. Céline. Ces deux attitudes se prolongent dans les années de l'après-guerre avec l'esprit « ancien combattant » et un puissant courant pacifiste qu'illustrent Romain Rolland, Alain, Marc Sangnier et qui trouve son expression politique avec l'action d'Aristide Briand.

Mais la guerre détermine surtout une remise en question du système de valeurs sur lequel repose la civilisation occidentale. Les valeurs morales ont subi un coup très dur. Le mépris de la vie humaine, l'opposition entre les souffrances des combattants et l'insouciance de l'arrière, le spectacle d'immenses fortunes acquises parfois aux dépens des soldats, tout cela a laissé des traces profondes dans la mentalité collective. Le sentiment d'avoir été, au nom de grands principes, le jouet d'intérêts sordides, suscite une révolte contre les morales traditionnelles fondées sur le devoir et une réhabilitation du plaisir sans contrainte. Les *Nourritures terrestres* d'André Gide, totalement inconnues du public depuis leur publication en 1897, deviennent le livre de chevet de la jeunesse bourgeoise et Marcel Proust reçoit le prix Goncourt en 1919 pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*. Même évolution vers un individualisme sceptique à l'étranger, avec l'Anglais Aldous Huxley, l'Italien Luigi Pirandello et l'Irlandais James Joyce. Mais cette réaction n'est pas seulement littéraire. Elle se traduit dans la vie quotidienne et, après les années de souffrance de la guerre, par une détente dont les manifestations sont multiples : modes « extravagantes », engouement pour le jazz qui fait son apparition en Europe en 1917 avec les soldats de l'armée Pershing, danses américaines (*one-step, charleston*) qui remplacent la polka et la valse des cours d'Europe centrale, théâtre du Boulevard où s'illustrent comme auteurs Robert de Flers, Henry Bernstein et Édouard Bourdet, comme acteurs Gaby Morlay et Charles Boyer. La guerre a porté un coup très dur aux valeurs morales qui constituaient les assises de la civilisation occidentale. La littérature évoque les drames en marge du conflit, les familles **séparées (le nombre des divorces augmente), le relâchement des mœurs et des cadres sociaux.** Par exemple, le roman de Raymond Radiguet *Le diable au corps* fait scandale en évoquant les amours d'un adolescent et de l'épouse d'un combattant mobilisé.

Les valeurs intellectuelles ne sont pas moins atteintes. La réaction contre le rationalisme, déjà très vive à la fin du XIXe siècle, se trouve accentuée par la guerre et triomphe avec Bergson, Unamuno et le philosophe allemand Heidegger qui met en valeur la notion de l'absurde dans notre univers. Cette crise du rationalisme peut aboutir à un renouveau du sentiment religieux. Elle peut aussi déboucher sur une évasion vers l'irrationnel et sur un refus du monde présent. Ce refus se manifeste dès 1919 par le *Manifeste Dada*, protestation d'artistes (Francis Picabia, Marcel Duchamp, Tristan Tzara) contre l'absurdité et la faillite de notre univers et remise en question par un non-conformisme poussé jusqu'au scandale de toutes ses valeurs intellectuelles et artistiques. Dans la même

veine se développe un peu plus tard le mouvement surréaliste qui groupe autour d'André Breton, les poètes Paul Éluard, Louis Aragon, Robert Desnos, les peintres Max Ernst, Picasso, Salvador Dalí et proclame, avec la toute-puissance du rêve et de l'instinct, sa volonté de rompre avec les « modes de penser et de sentir de l'humanisme traditionnel ». Ces mouvements apparaissent comme une réaction contre la guerre, contre les élites qui l'ont déclenchée et approuvée, contre la science qui lui a fourni ses moyens de destruction massive. Empruntant à la psychanalyse ses méthodes d'investigation de l'âme humaine, ils se proposent de « rechercher l'homme caché sous le vernis de la civilisation ». Mais cette fuite dans l'irrationnel n'est pas l'unique moyen d'échapper à un système de valeurs qui a fait faillite. D'autres, parfois les mêmes, vont chercher l'évasion dans l'action révolutionnaire (Aragon), dans l'esthétisme (Valéry) ou la vie dangereuse (Malraux, Saint-Exupéry). Partout combattants et civils n'aspirent qu'au repos et à l'oubli. Le même état d'esprit fait d'anxiété et de pessimisme est commun aux vainqueurs et aux vaincus : anxiété face à l'avenir incertain ; comment trouver du travail à la démobilisation, alors que le marché de l'emploi est saturé ? Comment se ravitailler ? Dans quel type de société et de régime politique vivra-t-on ? Telles sont quelques-unes des questions qui reviennent le plus souvent.

f) Un pessimisme d'après-guerre

L'horreur de la guerre apparaît plus clairement aux civils jusqu'alors soumis à la censure et au « bourrage de crâne » ; des photos, auparavant interdites, le récit des atrocités commises circulent plus librement. À la certitude d'incarner la civilisation et le progrès succède le désarroi résumé par le cri poignant de Valéry en avril 1919 : « **Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles...** ». L'ensemble des valeurs élaborées au XIX^e siècle, sur lesquelles reposaient les sentiments de supériorité et de certitude des Européens, a été anéanti par la *boucherie* de 1914-1918. Deux notions fondamentales en particulier volent en éclats, la croyance en une amélioration continue grâce aux bienfaits de la science et de la raison, la foi en une société toujours plus juste.

La guerre a profondément marqué « la génération du feu ». Très vite, les intellectuels prennent conscience qu'elle ouvre une véritable crise des valeurs. De très nombreux témoignages littéraires montrent à quel point la guerre a représenté pour ceux qui l'ont faite **un choc très profond. L'expérience directe du champ de bataille inspire des œuvres qui** insistent sur l'horreur des combats, sur la présence obsédante de la mort qui change l'homme, sur la peur éprouvée par les soldats dans les tranchées au long d'interminables heures ⁴⁵.

⁴⁵ En 1930, évoquant son expérience de guerre, Gabriel Chevallier exprime dans *La peur* le traumatisme et l'horreur ressentis : « Debout sur la plaine. L'impression d'être soudain nu, l'impression qu'il n'y a plus de protection... Notre vie à pile ou face... Des hommes tombent,

Cette douloureuse expérience débouche sur la remise en question de la civilisation européenne... qui a permis ces horreurs et souvent sur des prises de position pacifistes et antimilitaristes. Par exemple, Georges Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité et dans *La Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « **règne du cœur** » dominant la civilisation mécanique. Henri Barbusse dans *Le Feu* (1916) évoque lui aussi la laideur de la guerre et l'affection fraternelle des *poilus*. De manière plus radicale que Georges Duhamel, il s'en prend aux fauteurs de guerre, la société bourgeoise et capitaliste, le militarisme, le nationalisme. Et il en appelle à l'entente des peuples et des démocraties. En novembre 1926, *Le béquillard meusien*, journal d'une association de mutilés de la Meuse, félicite l'auteur du *Feu* de haïr la guerre, mais juge ses positions trop peu efficaces pour l'avenir. Pour les mutilés, la paix ne peut être durable que si on éduque la jeunesse dans l'horreur de la guerre et, sans remettre en cause l'attachement à la patrie, il propose pour la jeunesse un programme d'éducation qui présente toutes les souffrances physiques et morales du combattant, véritable musée des horreurs de la guerre. Il est vrai que la guerre ne suscite pas que des réactions d'horreur : certains écrivains comme Montherlant et Drieu La Rochelle y voient une expérience héroïque et grandiose dont ils conservent la nostalgie face à l'embourgeoisement et à la médiocrité de la société d'après-guerre.

De nouveaux courants littéraires et artistiques se révèlent. Le sentiment d'une crise de civilisation donne un élan accru à un courant intellectuel né avant la guerre : le mouvement Dada exprime bien ce malaise moral et intellectuel, lui qui, à la recherche du beau à l'état brut, en vient à rejeter toute discipline, s'attaquant à la source même de la pensée et du langage : « Je détruis les tiroirs du cerveau et ceux de l'organisation sociale : démoraliser partout et jeter la main du ciel en enfer, les yeux de l'enfer au ciel... » écrit Tristan Tzara dans le *Manifeste Dada* (1919). Ce courant de révolte intense s'assagit bientôt et donne naissance au surréalisme. Le groupe surréaliste comprend des poètes, des artistes... Son grand théoricien est André Breton. Rejetant tout contrôle sur la pensée exercé par la raison, toute préoccupation esthétique ou morale, les surréalistes entendent exprimer « soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière le fonctionnement réel de la pensée », ce qu'ils appellent « l'automatisme psychique pur ». On aboutit ainsi à la création d'un univers insolite, traduisant non plus le monde décevant de la réalité, emprisonné dans ses conventions, ses règles, sa discipline, mais les pulsions profondes de l'esprit, libéré de ces entraves. Le surréalisme crée ainsi un nouveau climat artistique qui ne cesse

s'ouvrent, se divisent, s'éparpillent en morceaux... On entend les chocs des coups sur les autres, leurs cris étranglés. Chacun pour soi... La peur agit maintenant comme un ressort, décuple les moyens de la bête, la rend insensible... ».

d'imprégner les œuvres les plus diverses, poésie, musique, peinture, ballet, et surtout la nouvelle forme d'art qui s'épanouit dans les années folles, le cinéma.

g) Le pacifisme

□ Combien d'anciens combattants se sentent incompris, étrangers dans un monde qui n'est plus le leur. Simultanément et bien souvent chez les mêmes personnes se développe le pacifisme. Cet état d'esprit se nourrit de l'horreur de la guerre, qui doit être « la der des der », comme disent les *poilus* français (*the last war we fight*, disent les anciens *tommies*). Rien n'est plus symbolique en France que les défilés du 11 novembre : chacun d'eux est précédé par des centaines de mutilés, d'aveugles et de gazés qui veulent que leur sacrifice consacre « l'écrasement de la guerre ». Pour les associations d'anciens combattants, le 11 novembre n'est pas la fête de la guerre mais celle de la paix. Autour du monument aux morts, les *poilus* de 1914-1918 chantent moins *La Marseillaise* que des hymnes à la paix. Les enfants des écoles y sont présents pour ne pas oublier le sacrifice des milliers de combattants et pour haïr la conflagration. Afin d'éviter un nouvel holocauste, beaucoup d'anciens combattants placent leurs espoirs dans le désarmement et dans la sécurité collective qui doivent à l'avenir garantir la paix entre les nations (thèse d'Antoine Prost ⁴⁶).

□ Mais — **et ce n'est pas contradictoire** — la guerre a représenté un traumatisme si violent qu'au lendemain du conflit les hommes revenus du front se groupent en associations d'Anciens Combattants, dans le but de défendre leurs intérêts (pensions, aide aux mutilés, aux veuves, aux orphelins), mais aussi de prolonger **l'idéal d'union**, de défense de la patrie et de la paix pour lequel ils ont versé leur sang. Dans tous les pays, les gouvernements doivent compter avec le poids considérable des Anciens Combattants qui constituent un groupe puissant, décidé à faire prévaloir des vues acquises au péril de leur vie. Par exemple un de leurs journaux français, *La voix du combattant*, écrit le 13 août 1932 : « Non. Mille fois non, la guerre n'est pas une école de noblesse et d'énergie... La guerre est un fléau plus redoutable que la lèpre, la peste, le choléra, le cancer ou la tuberculose. La guerre tue non seulement les hommes, mais aussi les consciences... Elle déchaîne fatalement les plus bas instincts et elle laisse des ruines morales plus douloureuses encore que les ruines matérielles... » ⁴⁷. Les anciens combattants entendent ainsi avoir un droit de regard sur la politique de leur pays, veiller en particulier à préserver la paix à tout prix, à faire que la guerre de 1914-1918 soit vraiment la « der des der ».

□ pacifisme « intégral » :

- Comité d'action contre la guerre manifeste dès les interventions militaires de 1920-1921
- anarchistes, dissidents du PCF, surréalistes

⁴⁶ A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p.

⁴⁷ Cité dans A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, op. cit.

- une Ligue en faveur de l'objection de conscience : Ligue internationale des Combattants de la Paix (Victor Méric, 1926)

- approbation de Briand, propagande en faveur du pacte Briand-Kellogg, approbation de l'Anschluss de l'Autriche, « état absurde », de Munich bien sûr, mais aussi de la disparition totale de la Tchécoslovaquie en 1939

- romans de Georges Duhamel, cours d'Alain à H-IV (cf. biographie dans le dossier biographique), de Félicien Challaye à Condorcet ⁴⁸

- cinéma : Raymond Bernard, *Les Croix de bois*, 1931, Abel Gance, *J'Accuse*, Jean Renoir, *La Grande Illusion*, 1937 (voir plus haut) ⁴⁹

- Jean Giono est un militant pacifiste par ses romans (*Le Grand Troupeau*, 1931, *Refus d'obéissance*, 1937), ses formules-choc (« **J'aime mieux être Allemand vivant que Français mort** »), sa participation à la revue *La Patrie humaine*, son emprisonnement à Marseille en 1939

- tract de l'anarchiste Louis Lecoin, en sept. 1939 : « Paix immédiate ! », avec les signatures d'Alain, Marcel Déat (qui la retire par peur des représailles), Félicien Challaye (voir plus haut), Marceau Pivert, Henri Jeanson, Jean Giono...

□ Un aspect particulier est la phobie de la guerre aérienne. Le caractère révolutionnaire de ce que serait l'arme aérienne avait été montré avant la Première Guerre mondiale par Albert Robida dans *La Guerre au XXe siècle* (1883-1887), H.G. Wells dans *The War in the air* (1908) et Clément Ader (*L'Aviation militaire*, 1909). La Grande-Bretagne avait créé en avril 1918 la première force aérienne indépendante mondiale, la RAF, Royal Air Force. À la lumière des « progrès » permis par la Première Guerre mondiale (la France avait fabriqué 51 000 avions, l'Allemagne 48 000), se développe dans tous les pays une stratégie (bouleversement radical des enseignements traditionnels, les combats terrestres ont fait leur temps, etc.) et une phobie. **On le voit bien dans les écrits de l'officier artilleur italien Giulio Douhet** (*La Maîtrise de l'Air*, 1921), du général américain William (Billy) Mitchell (1879-1936), **de l'anglais Basil Liddell Hart** (*Paris or the future of war*, 1925 : il imagine le bombardement de Londres par une force aérienne française de 990 avions !) ⁵⁰.

h) L'antimilitarisme

Il vise les officiers coupables d'avoir incarné l'autorité arbitraire et les règlements aveugles. Le montrent bien des chansons de soldats du rang comme La Chanson de Craonne, chanson d'auteur anonyme recueillie par Raymond Lefèvre et Paul Vaillant-

⁴⁸ F.C. publie aussi *pour la paix sans aucune réserve*, 1931, et... *Pour la paix désarmée même face à Hitler*, 1934.

⁴⁹ Renoir s'est inspiré d'un personnage réel d'aviateur ami, récidiviste de l'évasion. Un très grand nombre de problèmes des prisonniers de guerre sont évoqués, y compris les problèmes sexuels, de plusieurs sortes.

⁵⁰ Liddell Hart fera campagne pour la création de divisions blindées en Grande-Bretagne et se fera l'historien des guerres mondiales.

Couturier. Elle se chante sur l'air de Bonsoir M'amour (Charles Adhémar Sablon). Elle a circulé — d'où le grand nombre de variantes, on se dispensera des odieuses variantes « arrangées » en « bon français » et de toutes façons peu compatibles avec la diction « Belle Époque » qui a manifestement inspiré l'auteur, ou les auteurs — en 1917, après l'offensive Nivelles, et est symptomatique de la lassitude de la guerre, qui a engendré de nombreuses mutineries. En avril 1917, le plateau de Craonne est un des secteurs les plus disputés à l'est du Chemin des Dames. Sa prise est vitale pour l'armée française : en cas de victoire, les Allemands seraient pris à revers et les artilleurs bénéficieraient du meilleur observatoire du champ de bataille. Mais, en fait, si l'artillerie de Nivelles détruit celle de l'ennemi, elle entame à peine les défenses. Au moment de l'assaut, les vagues fournies de poilus doivent franchir à découvert un marais sans fin, puis escalader une pente abrupte. Les nids de mitrailleuses allemands les massacrent sous un feu croisé. L'offensive Nivelles s'était terminée par un massacre au Chemin des Dames avec 147 000 tués et 100 000 blessés en deux semaines... Le moral était au plus bas, et certains régiments refusèrent de monter en ligne. Et le phénomène fit tache d'huile. Des mutineries sont constatées dans près de soixante divisions, sur les cent que comptaient l'armée française. Pétain est appelé pour rétablir la situation, et il réprima sévèrement les refus d'obéissance. Il y eut plus de 500 condamnations à mort, mais beaucoup moins furent exécutées... La Chanson de Craonne, composée lors de ce désastre, obtint un tel succès après guerre qu'elle suscita des mythes : elle aurait été interdite jusque dans les années 1970! En 1917, le haut commandement aurait promi même une récompense à celui qui dénoncerait son auteur : un million de francs-or et la démobilisation immédiate ! Mais aucun poilu n'aurait eu la lâcheté de dénoncer un camarade, ce qui prouve qu'au milieu de tant de détresse et de désespoir, la solidarité n'était pas un vain mot. ⁵¹ L'auteur était de toute façon sûrement collectif...

⁵¹ Quantité d'inexactitudes circulent sur Internet. L'article le plus sûr : Guy Marival, « *La Chanson de Craonne. De la chanson palimpseste à la chanson manifeste* », dans N. Offenstadt dir., *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Stock, 2004, 494 p., pp. 350-359. Le contenu social et politique de cette chanson, malgré ses tournures naïves et ses réminiscences populaires (*Chant des canuts*, par exemple), donne une idée très précise du ressentiment des poilus à la suite de l'offensive Nivelles et au moment des mutineries. Les injustices y sont dénoncées, ainsi que les véritables vainqueurs de cette guerre dont les poilus sont les « sacrifiés ». Le dernier couplet s'en prend au pouvoir de l'argent. Aujourd'hui, le village de Craonne est reconstruit à quelques centaines de mètres de son site original. Fréquemment des ossements ou des objets personnels remontent à la surface du grand charnier, rappel constant à la mémoire. « Tous unis comme au front », peut-on lire sur le monument aux morts du village martyr.

Quand au bout d'huit jours, le r'pos terminé,

On va r'prendre les tranchées,

Notre place est si utile

Que sans nous on prend la pile.

Mais c'est bien fini, on en a assez, [var. : Mais c'est fini, on en a assez]

Personn' ne veut plus marcher.

*Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot,
On dit adieu aux civ'lots [Les civils qu'on quitte après les huit jours passés au repos]
Mais sans tambour et sans trompette [variante peu logique mais fréquente : Même sans
tambour(s), même sans trompette(s)]
On s'en va là-bas en baissant la tête. [var. : là-haut]*

Refrain

*Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous des condamnés [var. sans « des »]
Nous sommes les sacrifiés. [var. très Chant des canuts : C'est nous les sacrifiés]*

*Huit jours de tranchée, huit jours de souffrance,
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la r'lève
Que nous attendons sans trêve.
Soudain dans la nuit et le silence, [var. « dans le silence »]
On voit quelqu'un qui s'avance.
C'est un officier de chasseurs à pied
Qui vient pour nous remplacer. [var. sans ce vers, ce qui est doublement illogique]
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Nos pauvr' remplaçants vont chercher leurs tombes. [var. : Les petits chasseurs vont chercher
leurs tombes.]*

Refrain

*C'est malheureux d'voir sur les grands boul'vards
Tous ces gros qui font la foire,
Si pour eux la vie est rose,
Pour nous c'est pas la mêm' chose.
Au lieu de s'cacher, tous ces embusqués [Hommes qui se débrouillent pour ne pas aller au front
en se faisant nommer à l'arrière]
F'raient mieux d'monter aux tranchées [var. peu crédible : Devraient bien monter aux
tranchées]
Pour défendre leur bien, car nous on n'a rien. [var. : Pour défendr' leurs biens, car nous n'avons
rien]
Nous autr's, les pauvr's puotins [Les pauvres, ceux qui n'ont rien].
Et les camarades sont étendus là, [var. : Tous les camarades sont enterrés là]
Pour défendr' les biens de ces messieurs-là.*

Refrain

[dans certaines variantes, le dernier couplet, qui n'a que 8 vers, est dit « dernier refrain] [dans
d'autres variantes, un ou deux vers sont bissés,
par exemple *Vont tous se mettr' en grève*
Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront,
Car c'est pour eux qu'on crève

Les rescapés des tranchées n'ont pas oublié les massacres inutiles, ni les ordres suicidaires pour conquérir quelques mètres de terrain. Au lendemain de l'armistice, l'antimilitarisme se manifeste par le désir de démobilisation rapide et de retour dans les foyers. Parfois même cette hostilité à l'armée est teintée d'internationalisme bolchevique. Les idées pacifistes, défailtantes en 1914, sont revenues en force avec la prolongation du conflit. Des socialistes des deux camps et des neutres se sont retrouvés en Suisse en pleine guerre, à Zimmerwald en 1915, à Kienthal en 1916. À ces idées, Romain Rolland donne un relief saisissant, dès 1914, en publiant ses réflexions, *Au-dessus de la mêlée* ; il obtient en 1916 le prix Nobel. Un enseignant philosophe comme Alain ou un démocrate chrétien comme Marc Sangnier se font les propagandistes convaincus de ce courant dans les années 1920.

i) Les années 30

1930 :

10 février : révolte des tirailleurs annamites de Yen Bay
16 avril : vote de la retraite du combattant
30 juin : **fin de l'évacuation de la Rhénanie par les troupes françaises**

1931 :

9 février : Wegand remplace Pétain comme vice-président du Conseil supérieur de la Guerre
20 juin : moratoire Hoover sur les réparations et les dettes

1932 :

24 février : échec de la conférence de Genève sur le désarmement
9 juillet : fin de la conférence des Réparations de Lausanne
29 novembre : pacte de non-agression franco-soviétique

1933 :

30 janvier : Hitler chancelier

1934 :

9 octobre : **assassinat d'Alexandre de Yougoslavie et de Louis Barthou**

Mais c'est fini, nous les trouffions [Les simples soldats. Var. : Mais c'est fini, car les trouffions]
On va se mettr'en grève.
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,
De monter sur l'plateau [De Craonne, bien visible sur le terrain]
Car si vous voulez la guerre [var. : Si vous voulez encore la guerre]
Payez-la d'votre peau.

Sources et bibliographie :

Henri Poulaille, *Pain de soldat*, Chambre des Députés « L'histoire de France » de l'Anthologie de la chanson française, Pierre CHAVOT et Jean-Denis MORENNE, *L'ABCdaire de la Première Guerre mondiale*, Flammarion, 2001
Interprétations de Marc Ogéret, Éric Amado, Ginette Garcin, Mouloudji, Rosalie Dubois, etc. ; exposition « Cent ans de chanson française » de la Bibliothèque nationale de France, site Tolbiac (2004)

1935 :

7 janvier : accord franco-italien
 13 janvier : la Sarre vote son rattachement à l'**Allemagne**
 18 janvier : Gamelin remplace Weygand comme vice-président du Conseil de la Guerre
 16 mars : service militaire obligatoire en Allemagne

1936 :

7 mars : occupation de la Rhénanie par les Allemands
 5 mai : 2^e tour des législatives : victoire du Front populaire
 26 mai : début des « grèves sur le tas »
 7 juin : accords (de) Matignon
 18 juillet : **début de la guerre d'Espagne**
 1^{er} août : Blum propose la « non-intervention » **dans la guerre d'Espagne**

1938 :

13 mars : Anschluss
 24 septembre : rappel de certains réservistes
 4 octobre : la Chambre approuve les accords de Munich du 30 septembre

1939 :

27 février : le régime franquiste est reconnu par Paris
 23 août : pacte germano-soviétique

□ Dans les années 1930, la confrontation des grandes idéologies, démocratie libérale, communisme et fascisme, bouleversa la vie intellectuelle. Il devint de plus en plus difficile, comme l'avait fait en 1914-1918 Romain Rolland, de défendre l'esprit fraternel d'une civilisation commune à tous les Européens en se plaçant « au-dessus de la mêlée ».

□ Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale se manifesta un phénomène nouveau, aux conséquences très importantes : les esprits, les États ne se regroupèrent plus, en Europe, suivant les lignes de force politiques ou économiques, mais suivant les préférences idéologiques. Le communisme avait suscité un grand espoir de **renouveau en 1917, cet espoir s'était affaibli, mais subsistait, surtout dans les milieux** prolétaires des grandes villes et des campagnes les plus pauvres. En face du « communisme sans patrie », le fascisme avait esquissé une doctrine qui affirmait défendre l'originalité nationale des peuples rénovés par le corporatisme. Enfin, dans les pays dont l'équilibre économique était à peu près assuré, et où le besoin d'expansion extérieure semblait assoupi, c'est-à-dire surtout en Grande-Bretagne et en France, la démocratie libérale conservait des partisans.

□ Les engagements politiques se multiplièrent. Le choix entre politique et littérature divisa les surréalistes : en 1930, ils se proclamèrent « au service de la révolution », puis le groupe se désagrégea. André Breton resta fidèle au surréalisme « pur », certains allèrent vers le trotskisme, d'autres vers le communisme comme Paul Éluard et Aragon, qui commença en 1933, avec *Les cloches de Bâle*, une suite de romans « engagés », *Les communistes*.

□ Dans les années 1930, les communistes entraînaient aussi avec eux de jeunes écrivains comme le philosophe Paul Nizan et, à leur côté, Romain Rolland, type parfait de l'« intellectuel de gauche » mettant ses sentiments humanitaires au service des causes « justes » (voir plus haut). Mais André Gide, parti en 1936 en URSS, en revint déçu.

□ Parmi les catholiques, Paul Claudel se fit le défenseur de la tradition et de l'ordre moral ; François Mauriac exprima les troubles d'un croyant face à la montée des violences ; dans sa revue *Esprit*, Emmanuel Mounier ne vit de solution au heurt des idéologies que dans une révolution spirituelle.

□ À l'extrême droite, de jeunes intellectuels furent séduits par le fascisme ou le nazisme, souvent à la suite d'un voyage en Allemagne : Pierre Drieu La Rochelle, à qui le 6 février 1934 révéla la décomposition d'un régime bourgeois qu'il détestait, rêva d'un fascisme adapté à la France ; Robert Brasillach, exalté par le spectacle des foules nazies au congrès de Nuremberg, réclama en France une « révolution nationale ». Quant à Louis-Ferdinand Céline, qui avait, dans *Voyage au bout de la nuit* (1931), dénoncé les misères humaines des banlieues tristes dans un langage argotique et direct, bouleversant la conception traditionnelle de l'écriture romanesque, il sombra dans un violent antisémitisme.

□ En ce domaine, la coupure fut marquée par la guerre d'Espagne. Le partage ne se fit plus, désormais, selon les nations, mais selon les idées. Le fascisme affecta de plus en plus de mener une croisade contre « l'Internationale rouge ». Dans la mesure où le fascisme était antiparlementaire, antidémocratique, le communisme apparaissait comme un des défenseurs de la démocratie menacée. Inversement, beaucoup de ceux qui redoutaient la révolution sociale promise par le communisme se tournaient vers le fascisme.

□ Les relations que les Français entretiennent avec leur pays et avec l'étranger, entre 1919 et 1939, sont complexes. Un facteur d'unité toutefois : le pacifisme. On ne veut plus de la guerre. 1 300 000 tués, trois millions de blessés, plus d'un million d'invalides : le choc physique et plus encore, moral, de la guerre est considérable. Dans le pays se creuse chaque jour davantage le fossé entre une bourgeoisie et des classes moyennes affaiblies, et un prolétariat qui revendique la récompense de ses sacrifices, jusqu'à l'éclatement de 1936. La guerre, la crise économique, l'instabilité monétaire érodent les fortunes : la bourgeoisie devient une classe dirigeante aigrie. Dans ses rangs, nombreux sont ceux qui, répudiant la démocratie libérale, regardent avec envie les régimes autoritaires voisins.

□ Mais une très large variété de courants pacifistes, sans puissant mouvement pacifiste. Le plus puissant mouvement, qui n'est pas un mouvement de masse, est le mouvement Amsterdam-Pleyel, le noyau du Front populaire. Du côté de la SFIO, le débat est permanent et aigu entre partisans de la fermeté et de la paix. Les cadres du parti restent pacifistes : ils ont la conviction que rien ne vaut le sacrifice de millions de jeunes hommes. Léon Blum est déchiré entre un « lâche soulagement » et la honte. Il existe des mouvements protestants, comme *La Paix par le droit* ; de nombreux catholiques sont favorables à la SDN ; des féministes sont pacifistes (par exemple Louise Weiss, 1893-1983, journaliste, européenne, tiers-mondiste) ; Alain (voir biographie dans le dossier biographique) joue un rôle important auprès de la « jeunesse des écoles » ; le pacifisme des instituteurs est le terreau de l'appel munichois de 1938 « Nous ne voulons pas la guerre ! ».

□ « Parallèlement au pacifisme de gauche, un néo-pacifisme se développe de la droite au centre-gauche. Le Parti social français (PSF) et la Fédération républicaine, très divisés, **balancent entre la crainte du péril allemand et l'anticommunisme**. Au sein de l'Alliance démocratique de Pierre-Étienne Flandin, la politique de fermeté envers Hitler est présentée comme inspirée par les communistes et les juifs. Son pacifisme dérive directement de sa haine du Front populaire, de la grande peur suscitée par **la guerre d'Espagne** et de son refus **de l'alliance avec l'URSS**. En fait, une grande partie de l'opinion de droite se démobilise face aux dictatures, qui symbolisent l'ordre et la hiérarchie, et choisissent *plutôt Hitler que Blum*. » ⁵²

□ Derrière le monarchiste Charles Maurras, on en vient même à douter du destin de la patrie. Des écrivains comme Louis-Ferdinand Céline (*Voyage au bout de la nuit*, 1932, *Bagatelles pour un massacre*, 1937) ou Pierre Drieu la Rochelle (*La comédie de Charleroi*, 1934) font l'apologie de la lâcheté, tiennent des discours antisémites ou proposent le fascisme comme antidote au bolchevisme : « ... oui... je refuse la guerre et tout ce qu'il y a dedans... Je ne la déplore pas moi... Je ne me résigne pas moi... je ne pleurniche pas dessus moi... Je la refuse tout net, avec tous les hommes qu'elle contient, je ne veux rien avoir à faire avec eux, avec elle... — Mais c'est impossible de refuser la guerre, Ferdinand ! Il n'y a que les fous et les lâches qui refusent la guerre quand leur Patrie est en danger... — Alors vivent les fous et les lâches !... » (L.F. Céline, *Voyage au bout de la nuit*).

□ Ces attitudes collectives ou individuelles expliquent le soulagement aveugle avec lequel l'opinion française accueille les accords de Munich. D'autant que le Front populaire a accordé les premiers congés payés et que nombre de travailleurs aspirent à la continuité d'une vie meilleure, même les plus lucides : « Je nous trouve égoïstes. On est là, heureux, tranquilles, à ne penser à rien. Puis il y a les Espagnols, les Autrichiens, les Tchèques... » (Louis Aragon, *Les communistes*).

□ D'autre part, au regard de l'opinion étrangère, la France apparaît très isolée : Londres se méfie de son impérialisme, critique son militarisme, tandis que **l'Italie s'en prend à l'égoïsme** de Versailles ; les Russes, de leur côté, gardent le souvenir de l'intervention et du « cordon sanitaire » ; à Washington, on s'en prend à la « légèreté » des Français. Leurs stéréotypes ne sont pas moins vifs, d'autant que les Français, malgré les progrès considérables des transports, voyagent peu. Il y a peu de contacts, au total, entre Français et étrangers. Première puissance touristique du monde en 1929 (deux millions d'entrées), la France subit ensuite les conséquences de la crise et voit ce contingent retomber à un million en 1938. Ni l'exposition coloniale de 1931, ni l'Exposition internationale de 1937 ne parviennent à inverser la tendance. Quant aux trois millions d'immigrés à la veille de la guerre, leur présence divise l'opinion.

⁵² M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 81.

□ Le cinéma tend à renforcer les stéréotypes, tandis que la radio transmet souvent une information trop schématique. Très attachée à l'image-choc et au gros titre, souvent hyper-polémique (cf. *Gringoire*), la presse française n'est pas vraiment un instrument de culture et d'information. Même *Le Temps*, considéré comme le quotidien le plus sérieux, ne supporte pas la comparaison avec le *Times* britannique. C'est au livre qu'il faut demander une vision plus élargie du monde. livres scientifiques, et, plus encore, récits de voyages ou romans. André Siegfried décrit les États-Unis et le Canada, Malraux, au fil des *Conquérants* (1928), de *La condition humaine* (1933), de *L'Espoir* (1937), montre la Chine en révolution et l'Espagne de la guerre civile, tandis que les écrivains-diplomates (Claudel, Giraudoux, Paul Morand), rapportent leurs impressions de l'étranger. La littérature, comme le théâtre, sont souvent les lieux de manifestation des préoccupations dominantes : le 21 novembre 1935, au théâtre de l'Athénée, sous la direction de Louis Jouvet, est représentée pour la première fois la pièce de Jean Giraudoux, *La guerre de Troie n'aura pas lieu*. En pleine affaire éthiopienne, une pièce pacifiste ne pouvait être reçue par les spectateurs que comme **une œuvre d'actualité.**

□ Il existe une propagande étrangère qui se manifeste avant tout dans la presse. L'Italie finance des journaux fascistes, tel *Le Franciste* de Marcel Bucard, ou *L'Émancipation nationale*, organe du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot (voir biographie dans le dossier biographique). Elle possède la *Revue hebdomadaire*, tente d'acheter *L'Ami du peuple* de François Coty, obtient même l'atténuation de l'italophobie dans certains journaux radicaux, telle *La Dépêche de Toulouse* de Maurice Sarraut (voir biographie dans le dossier biographique) qui, au moment de la guerre d'Éthiopie, critique la politique des sanctions.

□ En France, la réapparition du danger allemand à partir de 1933 ne provoque pas d'élan national semblable à celui qui avait précédé la Grande Guerre. Certes, des partisans de la fermeté apparaissent partout — cf. **l'évolution de Romain Rolland** — mais d'autres préoccupations absorbent le pays : 1936 a réveillé l'inquiétude sociale. Chez un grand nombre de Français, le sentiment du péril extérieur est éclipsé par la hantise du communisme, contre lequel les régimes autoritaires semblent une protection plus efficace que la démocratie parlementaire. Pire, le fascisme italien a la sympathie des ligues : désormais, pour beaucoup, l'idée d'une solidarité avec Mussolini, voire, pour une minorité, avec Hitler, paraît naturelle. Les partis de gauche et les syndicats sont, en revanche, hostiles aux dictatures, menace pour la « liberté du monde ». Cet affrontement des idéologies antagonistes divise profondément l'opinion française au moment de la guerre d'Espagne. Paralysé par les remous de l'opinion, conscient de sa faiblesse démographique, le gouvernement français pratique, en fait, dans le domaine des relations internationales, la même stratégie défensive que l'état-major sur le plan militaire. Toutefois, les événements de

~~l'année 1939 provoquent une évolution de l'opinion publique~~ française, qui ne constitue plus un obstacle insurmontable à une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne.

□ Tout au long des années trente, redoutant l'isolement, ~~la politique française ne veut pas se dissocier de la politique britannique d'apaisement,~~ qu'elle suit parfois à contrecœur, mais l'exclusive maintenue par la Grande-Bretagne à l'égard des pays de l'Est place la France dans une situation délicate vis-à-vis de ses alliés d'Europe centrale. ~~En fait la France n'a pratiquement plus de politique extérieure indépendante vis-à-vis de la « gouvernante anglaise » (expression du grand historien Jean-Baptiste Duroselle).~~

III. LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

1^{er} septembre 1939 : les troupes allemandes envahissent la Pologne, mobilisation générale française

2 septembre : vote des crédits militaires

26 septembre : dissolution du PCF et des organisations annexes

4 octobre : désertion de Thorez

8 octobre : arrestation de députés communistes

1940 :

20 janvier : vote de la déchéance des députés communistes

22 mars : formation du gouvernement Reynaud

3 avril : condamnation à des peines de prison des ex-députés communistes

18 mai : remaniement ministériel : Pétain vice-président du Conseil

19 mai : Weygand remplace Gamelin comme généralissime

10 juin : le gouvernement quitte Paris

18 juin : appel du général de Gaulle

22 juin : armistice de Compiègne

28 juin : le gouvernement britannique reconnaît de Gaulle comme « chef des Français libres »

29 juin : le gouvernement quitte Bordeaux pour Vichy

10 juillet : vote des pleins pouvoirs constitutionnels à Pétain

22 juillet : ralliement des Nouvelles-Hébrides à la France libre

28 septembre : **ralliement de la grande majorité de l'AEF à la France libre**

3 octobre : 1^{er} statut des juifs

24 octobre : rencontre de Montoire Pétain-Hitler

11 novembre : **manifestation d'étudiants et de lycéens l'Arc de Triomphe**

1^{er} décembre : 1^{er} numéro de *Libération-Nord* (Christian Pineau)

1941 :

2 juin : 2^e statut des juifs

22 juin : **invasion de l'URSS**

21 août : **Fabien abat l'aspirant Moser au métro Barbès**

1942 :

16-17 juillet : **rafle du Vel' d'hiv'**

1943 :

27 mai : fondation du CNR

8 août : **capitulation de l'Italie**

1944 :

2 juin : le CFLN devient le GPRF, reconnu par les alliés le 23 octobre

6 juin : débarquement de Normandie

10 juin : **massacre d'Oradour**

20 juin : assassinat de Jean Zay

19-26 août : libération de Paris

23 septembre : **décret d'incorporation des FFI dans l'armée**

1945 :

25 janvier-12 février : Yalta, sans la France

11 mars : **proclamation de l'indépendance du Viêt-nam et du Cambodge**

8-9 mai : capitulation allemande

16 mai : la France **devient membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU**

5 juin : **la France obtient une zone d'occupation en Allemagne**

5 octobre : un corps expéditionnaire débarque à Saïgon

20 novembre : ouverture du procès de Nuremberg

[1946] :

10 janvier : 1^{ère} **assemblée générale de l'ONU**

20 janvier : démission de De Gaulle

Voir la base et j'ajoute l'apport de Patrick Buisson, 1940-1945. *Années érotiques*, Livre de Poche 32299 & 32300, 2008, 796 & 734 p., tout en **réservant ts les aspects sexuels et autres pour le GÉS-10**. *Gender History* de Guerre, État, société, en France de 1851 à 1945 :

□ **La guerre en 1939-1940 :**

- en 1939, une armée de pères de familles

- Promu commissaire à l'Information le 26 juillet 1939, Jean Giraudoux s'emploie à enluminer l'image un peu ternie de la nation en armes, exercice périlleux auquel répugnent son esthétisme raffiné et ses anciennes convictions pacifistes

- « drôle de guerre » : **l'expression vient de Roland Dorgelès**. En allemand : la « guerre assise » (*Sitzkrieg*). Un sénateur américain : *Phoney War*.

- en **juin 1940** :

* **un décrochage de l'appareil d'État**

* la rivalité entre « **femmes d'influence** » : « chacun a son égérie attirée et même parfois titrée », Paul Reynaud a pour maîtresse la comtesse Hélène de Portes, Édouard Daladier, ministre de la Défense et de la Guerre la marquise Marie-Louise de Crussol, Georges Mandel, min. de l'Intérieur, l'actrice Béatrice Bretty. **De Portes se comporte en véritable cabinet**, infléchissant la politique de Reynaud dans un sens favorable à l'armistice. Tout cela est connu de l'opinion publique ; de bons républicains voient dans l'influence de ces femmes sans mandat et sans légitimité une coupable dérive du régime, une inacceptable perversion des institutions démocratiques ; les communistes surfent sur le lisier de la « décadence bourgeoise ». **Le transfert en Touraine puis à Bordeaux accentue l'aspect de décomposition de la société**

* « entrée » des troupes allemandes à Paris, dans les villes, dans les villages importants, un défilé répété autant de fois que nécessaire

□ **l'exode** :

- un « abîme régressif » : une « descente aux enfers », au fil des kilomètres, la vie est progressivement ramenée aux besoins vitaux, manger, boire, dormir, les frontières morales deviennent de + en + floues, permissivité, nivellement social ; mots de « troupeau », « transhumance », « animalité », « bestialité », etc.

- atmosphère de grandes vacances, surtout pour les enfants et les adolescents, qui bénéficient de la perte de « poids » des adultes. Daniel, antihéros du roman de Jean-Paul Sartre *La Mort dans l'âme*, exprime l'ivresse que procure ce sentiment d'une liberté toute neuve, d'un monde sans attaches, d'une soc. sans surveillance

- fuite éperdue d'une partie de l'armée française

□ **l'occupation** :

- l'heure allemande, en avance d'1h sur l'heure d'été française

- change particulièrement avantageux pour les soldats allemands >>> des « doryphores » qui raflent tout, particulièrement parfums, bas de soie, cravates, sacs à main, etc.

- le Quartier latin en oct.-nov. 1940 : le 25 oct. de nombreux étudiants de la Sorbonne quittent le cours du prof. Rouvière pour protester contre la présence de trois officiers **allemands dans l'amphithéâtre ; le 30 oct., la nouvelle de l'arrestation de Paul Langevin**, physicien du CVIA, fait à nouveau monter la tension ; le 8 nov. première manifestation de **l'Occupation, au coin de la rue Soufflot ; le 11 nov. la bien connue manif. d'étudiants et de lycéens (dont de LLG) à l'Étoile**

□ Vichy :

- voir la bio. de Pétain dans le dossier bio. Sera précisé (sur **le plan sexuel...**) **dans le cours GÉS-10**. Notons tt de suite que « Le militaire marié, père de famille, catholique convaincu, **issu d'une famille maurrassienne, frotté de lectures barrésiennes, il est à Londres et il se nomme... Charles de Gaulle** » (p. 152)

- sous la houlette de Darlan : un deuxième Vichy, beaucoup – réactionnaire et + nettement pro-allemand

- **le retour de Pierre Laval, le 18 avril 1942, avec le titre de président du Conseil, qu'il cumule avec les ministères de l'Intérieur, des AÉ et de l'Information**, consacre ce virage et marque un nouveau recul des influences croisées des maurrassiens et de la droite catholique au sein du gouvernement

□ D.L. : La victoire de 1945 : paradoxe, la France devient membre permanent du Conseil de **Sécurité de l'ONU**

GÉS-3. L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 1848

- rôle en politique intérieure (≠ époque récente)
- rôle dans l'expansion colo.
- grande transformation au XIXe s., ne serait-ce qu'à cause du gonflement numérique entraîné par la conscription et les périls ext.

I. UNE ARMÉE DE MÉTIER COUPÉE DE LA NATION (1848-1872)

1°) Vue transversale

a) Le cas des soldats de l'armée napoléonienne⁵³

- livre typique d'une nouvelle histoire militaire devenue culturelle et sociale et basé sur un échantillonnage
- des anciens combattants, nombreux, avant ceux de la Première Guerre Mondiale. Avec des traumatismes physiologiques et psychologiques
- les soldats de l'Empire ne restaient pas forcément longtemps sous les drapeaux
- départs de l'armée et retours dans la société civile pas forcément réguliers : blessures, beaucoup de désertions
- légalement impossible de créer des associations d'anciens combattants, donc de jouer le rôle de groupe de pression
- or parcimonie étatique en matière de pensions. Dès les débuts de sa présidence, à l'issue de ses premiers voyages officiels en province, Louis Napoléon Bonaparte dénonce la misère à laquelle sont réduits la plupart des anciens soldats de la République et de l'Empire. Des secours ponctuels d'abord.
- création de la Médaille de Sainte-Hélène en 1857 :
 - * un passage vers la reconnaissance mémorielle dont ces hommes furent privés pendant longtemps
 - * pension (1869>>>) pas automatique : seulement en cas de blessure ou de long service + condition d'indigent, attestée obligatoirement par autorités locales
 - * ouverte à d'autres nationalités que les Français de 1857⁵⁴
- pas d'hommages collectifs, pas de monuments aux morts. Seulement la colonne Vendôme, construite sous le 1er Empire, lieu de ralliement après 1815.

⁵³ N. Petiteau, *Lendemain d'Empire. Les soldats de Napoléon dans la France du XIXe siècle*, La Boutique de l'Histoire, 2003, 400 p.

⁵⁴ Cf. C. Istasse, « La médaille de Sainte-Hélène et la Belgique : réception et perception (1857-1858) », dans G. Leanca dir., *La politique extérieure de Napoléon III*, L'Harmattan, 2011, 226 p., pp. 101-

- pour les officiers subalternes et les sous-officiers, la réinsertion se fait au prix d'un déclassement, qui ne signifie pas pour autant marginalité et/ou désœuvrement >>> les fameux « demi-solde » de Balzac ⁵⁵ et de Jean Vidalenc ⁵⁶, pas forcément nostalgiques de l'Empire : J.Vidalenc parle de la « légende » du demi-solde

- ces anciens combattants sont souvent présents dans la littérature, dans la chanson (cf. Béranger)

- globalement, la réinsertion :

* on est souvent loin de la légende dorée et de la légende noire !

* beaucoup reviennent dans l' « état » où ils se trouvaient avant de partir à l'armée ⁵⁷

* par le mariage

* par la mobilité géographique

* entrée dans la gendarmerie, la police, les gardes champêtres, les gardes forestiers, les **maîtres d'armes, les instituteurs** (!)

- accueil par la société :

* négatif sous la Restauration : les « brigands de la Loire »

* considération sous la Monarchie de Juillet : place officielle dans les cérémonies à caractère militaire, les autorités appuient les demandes de secours sous la Monarchie de Juillet, en **prennent l'initiative sous la 1^{re} Rép. et le Second Empire. Une forme de récupération dont les anciens soldats ne sont pas dupes**

* Second Empire : instrumentalisation, dont les vétérans ne sont pas dupes non plus : tous **n'ont pas souhaité que le « neveu » succède à l' « oncle »**

- pas de loi sur les associations avant 1901 >>> des sociétés de secours mutuel spécifiques (1850>>>), + nombreuses après création de la Médaille de Sainte-Hélène en 1857 (voir plus haut)

b) L'armée française est complètement réorganisée après les guerres napoléoniennes.

□ loi Gouvion Saint-Cyr (1818) :

* « appel » annuel d'une partie des jeunes gens de vingt ans, par tirage au sort : les « mauvais numéros »

* service de six ans, remplacement autorisé (>>> stratification sociale de l'armée, « marchand d'hommes », remplaçants professionnels)

* deux catégories d'officiers : sortis d'une grande école, les anciens sous-officiers « sortis du rang » (et il y a des écoles de sous-officiers)

⁵⁵ Surtout *La Rabouilleuse*.

⁵⁶ J.Vidalenc, *Les demi-solde, étude d'une catégorie sociale*, Marcel Rivière, 1955, 230 p.

⁵⁷ Cas de René Lejeune, qui redevient cordonnier à Authon-du-Perche (Eure-et-Loir), mais pour peu de temps : il redevient gendarme (toujours illettré...) peu après son mariage « au pays » avec une veuve de cloutier.

* Le recrutement par le rang très majoritaire offrait l'avantage de développer chez le sous-officier « le goût du service et le respect de la discipline par l'espoir de l'avancement ». Il permettait aussi de faire face à un brutal besoin d'officiers en temps de guerre. Mais les anciens remplaçants ne représentent que 2,2 % des promus : la hiérarchie leur reproche de servir pour de l'argent et elle considère à priori qu'ils n'ont pas les qualités requises pour faire de bons officiers

□ en 1824 (expé. d'Espagne) : le service passe à 8 ans.

□ loi Soult-Jourdan ⁵⁸ 1832 : service de sept ans, le % du tirage au sort sera modulé chaque année

□ loi Soult ⁵⁹ 1834 : l'officier est propriétaire de son grade (pour éviter l'arbitraire politique)

□ les militaires deviennent des marginiaux, le soldat est au service de l'ordre, l'armée sert largement en Algérie 1830>>>> Un type de guerre complètement nouveau, la « petite guerre » ou guérilla

□ Autre conséquence : la troupe est coupée de la population par recrutement et changements de garnison (tous les deux ans en moyenne !)

□ la formation du soldat privilégie l'obéissance et l'imitation des anciens

□ grande importance de la conquête de l'Algérie

□ autres changements avant 1851 :

- création Légion étrangère 1831

- création des bataillons de chasseurs 1841, de troupes spéciales en Algérie (spahis, zouaves, tir. alg.), de bureaux arabes en Alg. (1833)

- 1841 aussi : fixation d'un « ordre de bataille » théorique (100 R.I., régiments d'infanterie, 54 R.C., régiments de cavalerie, 14 R.A., régiments d'artillerie) ; 350 000 hommes env. fin Monarchie de Juillet

- l'armée est choyée après les Journées de juin 1848

□ Second Empire :

- croissance des effectifs à 420 000 h

- choc de Sadowa (1866) : comparaison avec le système prussien (service de trois ans depuis 1860, corps d'état-major, fusil Dreyse se chargeant par la culasse, canon Krupp se chargeant aussi par la culasse) >>>

- fusil Chassepot, se chargeant par la culasse, tirant vite et loin, avec précision (hausse)

- ces innovations révolutionnent le combat d'infanterie

⁵⁸ Jourdan, père de la loi de 1798 (loi Jourdan-Delbrel du 5 septembre 1798), meurt en 1833. C'est par déférence envers lui (qui, très âgé, ne joue aucun rôle) que Soult a donné son nom à la loi de 1832. Immédiatement, les députés, par peur du nom de Jourdan (1798...), la nomment Soult.

⁵⁹ Le maréchal Soult, ministre de la Guerre sous la Monarchie de Juillet et originaire de la région, fait donner à Mazamet (et à Castres) de nombreux lots de fourniture de draps pour l'armée française. Acte célèbre, mais cela a représenté 1 % de la production de M. !

- 1855 : le « mauvais numéro » peut se racheter (« s'exonérer ») directement auprès de l'État

- réforme (Adolphe) Niel (loi du 4 février 1868) :

* **grand principe, en fait théorique, de l'universalité du service militaire**

* double tirage au sort : le traditionnel, avec service actif baissé à cinq ans, mais avec « réserve » pendant 4 ans, un nouveau, avec service actif de 5 mois et huit ans dans la réserve

* création de la garde nationale mobile, formée des exemptés et des remplacés. Elle est soumise à des **exercices et doit renforcer l'armée en temps de guerre**

* ces dispositions sont **très mal acceptées par l'opinion et par beaucoup de cadres**

* Niel décède en 1869, il est remplacé par Lebœuf, **l'application de la réforme Niel se fait très mal** (pas d'instruction des réserves par ex.)

c.) Vue diachronique de l'évolution du corps des officiers

Voir l'introduction du W. Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p. (photocopie)

d.) Chauvin, un « type »⁶⁰

- semble-t-il un soldat de la Révolution française, au prénom changé, porté au théâtre (Scribe ?, *Le soldat laboureur*, pièces de vaudeville), mais aussi chansons⁶¹, gravures, tableaux (Horace Vernet), à partir de 1820-1821 sous le nom de Nicolas Chauvin

- un « type » : jeune recrue tirée de sa ferme pour être militarisée à la caserne, un « soldat laboureur », la bonne ruralité (X « émotions » paysannes) du « troupière » qui regrette la soupe familiale, à la **caserne (mais une fois libéré, il fait l'inverse !)**

- mythe du « soldat-laboureur » **rejoint des souvenirs antiques (Cincinnatus...)**. **Fréquentes** occurrences dans littérature du soldat retraité, éventuellement mutilé, retourné à la terre et content de son sort

- type emboîté dans le personnage du maréchal Bugeaud, puis dans Boulanger, type réemployé par Pétain

- nombreux projets de colonisation militaire agricole en Algérie au XIXe siècle. Un **projet est mis en œuvre sans grand succès à partir de 1842 par Bugeaud** sous la forme de villages de soldats-paysans « mariés au tambour » avec de soi-disants orphelins métropolitains

⁶⁰ G. de Puymège, *Chauvin, le soldat-laboureur. Contribution à l'étude des nationalismes*, Gallimard, 1993, 293 p. & G. de Puymège, « Le soldat Chauvin », dans P. Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1986, 4 vol., tome II, 3, pp. 45-80

⁶¹ Aux rimes faciles, du type « J'suis Chauvin, j'tape sur l'Bédouin »...

- publicité et enseignes de magasins : par ex. un magasin « au soldat laboureur », avenue du général Leclerc, Paris XIV^e, ex-**avenue d'Orléans**
- Chauvin est plutôt peureux, comme le « héros » prussien de Guy de Maupassant, *L'Aventure de Walter Schnaffs*, une nouvelle
- « chauvinisme » pour la 1^{ère} fois dans un dictionnaire en 1845. Un « chauvinisme » républicain après 1870, cf. Gambetta, mais sans référence explicite à Chauvin.

2°) La société militaire

contraste avec l'épopée napol.

mais depuis 1830 : Algérie

a) Le recrutement

□ officiers :

- très grande diversité sociale, d'autant + que le noble n'est plus nécessairement un officier-né et que l'officier d'origine roturière ne tend plus nécessairement à se fondre dans la noblesse (conséquence de la Révolution française)
- la Restauration a en vain tenté de rétablir partiellement les privilèges militaires de la noblesse
- "noms à particule" de l'Annuaire de Saint-Cyr sont souvent ceux de nobles de fraîche date
- très peu d'officiers sont issus des vieilles familles de tradition militaire sous la monarchie de Juillet
- la part des nobles dans les nominations de sous-lieutenants : 24 % en 1825, 6 % en 1850, 5 % en 1855, 7 % en 1865
- mais : le pourcentage des éléments d'origine populaire diminue au fur et à mesure qu'on monte la hiérarchie
- Le coût élevé des études préparatoires et le prix de la pension à Saint-Cyr établissent une **sélection par l'argent. La gratuité, décidée en 1848, est abrogée en 1850 ; seule l'extension des bourses et demi-bourses permet l'accès à qq éléments issus des milieux populaires.**
- L'État favorise le recrutement des fils d'officiers par des bourses et des faveurs, officielles ou occultes
- Car très grande imp. de la naissance pour l'avancement : voir les pp. 134-135 du W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIX^e siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., photocopiées
- la méritocratie (concours des grandes écoles, généralisé en 1832 ⁶², Saint-Cyr surtout, Polytechnique, respectivement pour infanterie-cavalerie & artillerie-génie) fonctionne mal :
- * les frais d'études sont très élevés
- * distinction de fait nette entre :

⁶² Jusque là ce n'était obligatoire que pour Polytechnique.

les "officiers de fortune" (= sortis du rang !), majo. jusqu'en 1870, d'autant plus que la loi Gouvion-Saint-Cyr 1818 a réservé aux sous-officiers le tiers des nominations (minimum)

les anciens élèves des grandes écoles, qui peuplent presque exclusivement les états-majors et dominent dans certaines armes comme l'artillerie et le génie

□ soldats :

- loi Gouvion-Saint-Cyr 10 mars 1818, qui reprend les dispositions de la loi Jourdan-Delbrel du 5 septembre 1798 : voir plus haut

- loi 1832 fixe la durée du service à 7 ans : voir plus haut

- tirage au sort, long service, remplacement, avec des agences ayant pignon sur rue

- Le remplacement a été étudié par Bernard Schnapper ⁶³. Il correspond parfaitement à l'idéologie libérale ! Et des familles d'artisans peuvent trouver des remplaçants, surtout en temps de paix

- nombreuses pratiques "magiques" contre le mauvais sort ; **pratique de l'assurance contre le tirage au sort**, éventuellement à crédit !

- en 1848, les conscrits représentent 1/4 seulement de l'armée, les remplaçants les 3/4

- "marchands d'hommes" (avec crédit parfois) ; une forme de « traite des blancs » ; des maires délivrent des certificats de bonne conduite à des candidats remplaçants détestables **pour s'en débarrasser** !

- assurance contre le tirage au sort ; associations mutuelles

- taux de remplacement très variable d'une région à l'autre ; variations considérables du coût du remplacement (record : guerre de Crimée)

- avec le progrès du patriotisme sous IIe République et Second Empire, le remplacement commence à être sévèrement critiqué ; des projets de « volontariat » de jeunes bourgeois **payant directement l'État (Lamoricière, 1849)**

- le service militaire est donc un malheur qui ne frappe qu'une minorité de jeunes gens !

□ les cantinières ⁶⁴ :

- depuis longtemps, des commerçants suivent les armées

- des exemples célèbres en littérature et en histoire : la cantinière de Stendhal dans *La Chartreuse de Parme*, Anna Fierling dite « Mère Courage » de B. Brecht et Catherine Hubscher **devenue la maréchale Lefebvre, avant d'être immortalisée en Madame Sans-Gêne**

- des « ménages », des « foyers militaires » dans l'armée, souvent représentés au théâtre début XIXe s. >>> **l'armée cherche progressivement à éliminer les femmes « superflues », en ne gardant que les vivandières/cantinières et les blanchisseuses.**

⁶³ B. Schnapper, *Le remplacement militaire en France. Quelques aspects politiques, économiques et sociaux du recrutement au XIXe siècle*, SEVPEN, 1968, 326 p.

⁶⁴ G. Mihaely, « L'effacement de la cantinière ou la virilisation de l'armée française au XIXe siècle », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 21-43

- image (et réalité ?) de la cantinière oscille entre vivandière et prostituée ! Les premières représentations théâtrales du XIXe siècle dessinent un stéréotype dévalorisant de la femme militaire
- « Déguisement » en homme la rend suspecte >>>
- **en 1832, la moustache devient obligatoire dans l'armée >>> les diff. de sexe vont devenir très visibles**
- **création d'un unif. de « cantinière », le terme remplaçant celui de « vivandière »**
- des familles militaires : mari tambour major, femme cantinière, enfants de troupe
- les cantinières disparaissent au début de la IIIe République. elles sont formellement interdites en 1890, il n'y a plus que des cantiniers, recrutés exclusivement parmi les anciens militaires à partir de 1905
- >>>> les images sont de + en + valorisantes >>> il subsiste des cantinières au théâtre et dans les images d'Épinal ⁶⁵ alors qu'elles ont disparu de l'armée !

b) La vie quotidienne et la mentalité

□ carrière besogneuse des "officiers de fortune" :

- **sécurité de l'emploi mais avancement lent** : aux hommes du peuple, l'armée offre de larges possibilités d'asc. soc., jusqu'au grade de capitaine, voire de chef d'escadron ou de bataillon
- le traitement (la "solde") médiocre
- dettes, car distorsion entre revenus et mode de vie, coûteux (nomadisme, loyers, nourriture, habillement, campagnes)
- inégalités : soldes artillerie > cavalerie > infanterie
- mais garantie de carrière

□ La préparation au combat occupe une bonne partie du service des officiers

□ restriction des droits civils, y compris droits matrimoniaux (autorisation préalable, dot, etc.)

Limitation de la liberté d'expression : interdiction de publier des écrits sans autorisation préalable, interdiction lecture de nombreuses publications

Les officiers républicains doivent donc dissimuler leurs opinions

□ officiers : repas en commun ("repas de corps"), réceptions, ivrognerie, devoir de représentation, visites, etc. Cf. *Lucien Leuwen*, entrepris en 1834

□ mariage tardif et beaucoup de célibataires (d'autant que l'autorisation préalable est nécessaire). Les officiers ont peu d'enfants

□ code d'honneur, duels, atonie intellectuelle, mépris culture et lecture. Cf. témoignage célèbre Maxime Du Camp sur le général de 1870 et les cartes ! Très peu d'officiers ont une biblioth.

□ scepticisme religieux et incroyance :

⁶⁵ La famille Pellerin (images d'Épinal) est largement bonapartiste

- les grands-messes militaires sont en réalité des fêtes profanes à prétexte religieux
- « **L'union du sabre et du goupillon n'existe pas entre 1848 et 1870** »
- et même anticléricalisme, renforcé par expédition de Rome et guerre du Mexique
- place imp. de l'armée dans petites villes de garnison⁶⁶
- nombreuses villes de garnison, de très inégale importance
- une façon de « mailler » **le territoire, dans but de maintien de l'ordre, avec d'ailleurs des constructions de ponts par l'armée**
- la ville est un élément stratégique important (ce sera encore visible dans *Le Tour de la France par deux enfants*, où la présence de forts est toujours notée en tête de la **présentation d'une ville**), avec rôle particulièrement important de Lyon, Toulouse, etc. >>>> fortification de villes
- **l'armée est un gros propriétaire immobilier**
- hors la ville : les champs de tir, les « polygones »
- **poids économique, rôle dans la prostitution, fêtes militaires, action charitable de l'armée**

c.) Évolution

- les guerres du Second Empire permettent avancement + rapide >>>> la « fièvre de l'avancement » (c'est la guerre qui a été, de 1792 à 1871, le + puissant agent de démocratisation du corps des officiers)
- autre conséquence : séduction de l'uniforme :
- les fils de famille reprennent, en grand nombre, le chemin de la carrière militaire, qui n'est plus une "position d'attente"
- mais ceci seulement à la fin du Second Empire, soit trop tard pour que les structures sociales de l'armée de métier en soient très profondément modifiées
- Cf. la remontée des noms à particule parmi les officiers. A Saint-Cyr :
1843 : 65/301 ; 1858 : 80/256 ; 1868 : 89/284
- développement du sentiment religieux et du cléricisme après 1848 : grande peur suscitée par la démo. politique, juin 1848 et résistance au coup d'État

3°) L'armée et le pouvoir politique

a) L'apolitisme et ses faux-semblants

- prestation serment obéissance et fidélité aux institutions depuis la Première République et jusqu'en 1870

⁶⁶ Cf. C.Espinosa, *L'armée et la ville en France. 1815-1870. De la seconde Restauration à la veille du conflit franco-prussien*, L'Harmattan, 2008, 532 p.

□ idée selon laquelle loyalisme des militaires, qui est au XIXe siècle « **à l'épreuve du maintien de l'ordre et des changements de régime** » (W. Serrman), implique leur passivité politique (idée qui date de la Révolution française) ⇒ obligation du silence sous les armes.

□ mais les militaires sont électeurs et éligibles jusqu'en 1872 :

- toutefois, voter X ultras était mal vu sous la Restauration, la monarchie de Juillet a multiplié les pressions

- et il s'agissait, jusqu'en 1848, d'un suffrage censitaire !

- ils obtiennent le suffrage universel en 1848, au même titre que leurs concitoyens civils

- mais le décret du 2 février 1852 enlève pratiquement aux militaires leur cap. électo. et leur éligibilité (obligation de voter dans leur commune d'origine !)

□ l'armée participe au maintien de l'ordre :

- Le poids des « servitudes militaires » (cf. A. de Vigny, *Servitude et grandeur militaire*, 1835) semble particulièrement pénible — voire insupportable car contraire à l'« honneur » —

lorsque le gouvernement charge l'armée de réprimer les troubles sociaux. Ces actions, qui n'affectent que des éléments ponctuels, bouleversent bien des officiers ; certains démissionnent, d'autres refusent d'obéir à des ordres qu'ils jugent incompatibles avec l'appel de leur conscience et aussi avec leur rôle d'officier

- certes, beaucoup d'officiers se plient difficilement à cette obligation (cf. Lucien Leuwen) de faire le gendarme ou le policier

- mais Cavaignac, Changarnier, Saint-Arnaud traitent l'"ennemi de l'intérieur" avec une rigueur au moins égale à celle qu'ils ont manifestée en Algérie

- et penser à juin 48, juin 1849, répression coup d'État 1851, Commune !

□ l'apolitisme de façade masque généralement un profond conservatisme

□ refus de l'aventure, cf. attitude lors des deux tentatives de Louis-Napoléon Bonaparte 1836 & 1840

□ clivages :

- artillerie et génie, les "armes savantes", sont + à gauche que la cavalerie (cf. Lucien Leuwen) et l'infanterie

- une poignée d'officiers saint-simoniens rêvent même d'une armée instrument de régénération nationale et sociale

□ les officiers républicains sont pourchassés et brimés :

- tout particulièrement de 1849 à 1851

- au moment du coup d'État, les officiers rép. sont déjà en non-activité ou en Algérie

□ ralliement sans problème en 1848, pourtant :

- l'armée d'Algérie ne bouge pas, par ex. (le duc d'Aumale ne se conduit pas en "prince du sang")

- malgré le serment donc, mais les officiers n'ont pas l'impression de se parjurer

□ lors du 2 décembre 1851, l'armée, tradit. contrainte à l'obéissance passive, exécute le coup d'État, sans rencontrer une forte opposition populaire, la majo. des officiers obéissant

b) Le rôle de l'armée sous le Second Empire.

□ Le décret du 2 février 1852 enlève pratiquement aux militaires leur cap. électo. et leur éligibilité au Corps législatif (obligation de voter dans leur commune d'origine !). Le gouv. de la Défense nationale rendra aux militaires l'intégralité de leurs droits en vue de l'élection du 8 février 1871

□ mais au Sénat, les officiers généraux en activité ou en retraite jouent un rôle important (29 % sièges 1852, 21 % 1870)

□ et surtout, Napoléon III comble les officiers d'honneurs et de prébendes

□ L'armée, soutien du Second Empire :

- Elle attendait du régime, outre les honneurs et les avantages, le retour à une politique extérieure active et belliqueuse. La guerre de Crimée lui donna bientôt l'occasion de s'illustrer. L'Algérie restait le domaine propre de l'armée d'Afrique, à la mentalité et aux pratiques très « particulières ». La longueur du service (7 ans) et la pratique du **remplacement en faisaient une armée de métier, méprisant les " pékins ", fidèle** à la légende impériale, ardent foyer de bonapartisme, particulièrement dans la Garde, élite de l'armée, aux uniformes magnifiques.

- La gendarmerie, issue de l'armée et farouchement bonapartiste, surveillait et protégeait les populations campagnardes.

□ La gendarmerie⁶⁷ :

- relève de l'armée, de la police (rurale mais aussi souvent urbaine) et de l'administration : un pluralisme des rôles et elle dépend de quatre ministères.

- **La gendarmerie est l'héritage de la maréchaussée d'Ancien Régime. Nouvelle dénomination donnée en 1791 et 1798.**

- Un décret de 1854 vise à faire de la gendarmerie le bras armé du Second Empire.

- Elle est une force combattante en cas de guerre. Recrutement : surtout dans la France du Nord et de l'Est. Origine rurale bien souvent.

- Un gendarme à cheval doit prouver qu'il peut participer à l'achat de son cheval et de ses effets en versant à l'avance une somme fixée par le commandant de la compagnie. Devant l'inégalité de la contribution, qui peut être nulle ou très élevée (!), le ministère la fixe, le 16 mai 1854, à 300 francs pour l'arme à cheval et 150 francs pour l'arme à pied (équipement doit être payé). Ce régime n'est pas modifié jusqu'à la IIIe République.

⁶⁷ Jean-Noël Luc dir. *Gendarmerie, État et société au XIXe siècle*, Colloque 2000, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p. Luc a dirigé aussi un guide de recherche : *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie. Guide de recherche*, Maisons-Alfort, Service historique de la Gendarmerie nationale, 2005, 1 105 p.

□ Flaubert dans le *Dictionnaire des idées reçues* : « gendarme : rempart de la société » ! Marionnette de Guignol. Surveillance des vagabonds (une scène dans le *Le Tour de la France...*), des « nomades ». Relations ambiguës avec les gardes-champêtres. Mal vu par la population, cf. le sobriquet de « pandores ». Expression bien connue d'« yeux » et d'« oreilles ». Bonne expression de Pierre Karila-Cohen à son sujet : « Une *bonne surveillance* » ⁶⁸

□ l'armée intervient contre les grèves (cf. La Ricamarie, 1869)

□ rôle capital dans le développement du sport :

- 1852 : École normale gymnastique de Vincennes

- 1ères Soc. de gymnastique (1868-1869)

□ l'armée profite :

- des guerres coloniales

- de la guerre de Crimée (1854-1856) et de la g. d'Italie (pour cette dernière, voir le Plessis, pp. 193-196)

□ La campagne du Mexique (1862-1867), "grande idée du règne" :

- d'après recherches récentes, cause essentielle : le besoin d'argent (or abondant depuis déc. 1848-1852, argent cher, or, Fr. = pays bimétalliste), avant la phase de dépréciation de l'argent. L'affaire des "bons Jecker" permet d'intervenir en revendiquant une part des mines de la Sonora. L'aventure mexicaine a d'ailleurs profitable, financièrement, à la France, mais elle jette le discrédit sur les aventures extérieures

- un gouv. stable au Mexique aurait d'autres avantages :

* obstacle aux empiétements des États-Unis

* Mexique = débouché pour ind. fr.

□ la Chine :

- traité de Nankin 1842 : Chine cède Hongkong à la Grande-Bretagne et lui ouvre 5 ports ⇒

- États-Unis obtiennent même chose

- France idem au traité de Wampoah 1844

- de +, la France obtient la protection des catholiques

- mais résistances chinoises ⇒ expédition fr.-brit. ⇒ traité de Tien Tsin (1858)

- nouvelle expédition (victoire du général Cousin-Montauban au pont de Palikao, en 1860, pillage de Pékin, dont mise à sac et incendie du Palais d'Été) ⇒ 2e traité de Tien Tsin (indemnités, nouv. ports)

□ mais quand l'Empire s'effondre sous le poids de la défaite de 1870, peu d'officiers lui restent fidèles. (Bazaine se singularise par l'obstination de son loyalisme dynastique), car

⁶⁸ Pierre Karila-Cohen, « Une *bonne surveillance* : la gendarmerie et la collecte du renseignement politique en province sous la monarchie censitaire », dans Jean-Noël Luc dir. *Gendarmerie, État et société au XIXe siècle*, Colloque 2000, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p., pp. 225-236.

dans leur très grande majorité. Les officiers estiment que Napoléon III porte l'entière responsabilité du désastre

□ G. 1870 & Commune : l' "Année terrible" :

- **signification hugolienne de l'expression** : voir le cours GÉS-1
- le "spectre rouge"
- mais les officiers "de gauche" ont accueilli les événements de Paris avec consternation (ils sont "bleus")
- et beaucoup d'officiers ne voient pas clairement où est le bon droit (toutefois, idée de scandale pour la Commune, soulèvement en présence de l'ennemi)

c) Les interventions extérieures

□ en Italie : 2 types très différents :

- expédition fr. à Rome 1849, mais buts peu clairs pour les officiers
- guerre d'Italie 1859, avec grand défilé de la victoire

□ Crimée, avec grand défilé de la victoire aussi, mais difficulté à comprendre les buts de la guerre (voir W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., p. 39, **photocopie**)

□ guerres coloniales (Algérie, Cochinchine, Mexique) :

- avancement
- forme d'épopée napol. sublimée
- imp. des initiatives privées d'officiers de marine, cf. golfe de Guinée : ces off. outrepassent les instructions min. (min. de la Marine beaucoup + que celui des Affaires étrangères)
- lien avec désir de puissance navale, de prestige international
- Pendant une trentaine d'années, l'Algérie est une véritable école de guerre permanente.

Voir les pp. 88-89 du W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., **photocopies**.

- mais aventure mexicaine absolument impénétrable : voir W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., p. 41, **photocopie**

□ grand choc de la guerre de 1870

4°) L'opinion publique et l'armée

a) L'hostilité à l'égard du militaire

- surtout dans les "classes éclairées", car la bourgeoisie a le "culte" de l'ingénieur ou du banquier, mais pas de l' "improductif" qu'est le militaire
- mais aussi dans classes populaires (vieille tradition d'antimilitarisme)
- toutefois, début d'un revirement de l'opinion avec les campagnes de Bugeaud 1840-1844

b) L'isolement de l'armée

□ encasernement, nomadisme, campagnes extérieures. Comme l'a titré Odile Roynette ⁶⁹, la caserne est une « expérience » fondamentale. Exérience d'humiliation et de détresse, de la violence,

□ peu de fréquentation des civils ; les "réceptions" des fonctionnaires sont les seules accessibles à l'ensemble des officiers

□ les "salons" aristocratiques et les "salons" bourgeois tiennent les militaires à l'écart : seuls sont admis les officiers issus de ces milieux

□ difficultés mariage

c) Mais revirement et reconquête du prestige de l'arméeLes causes :

- la légende napoléonienne

- les campagnes algériennes

- "épopée militaire" de l'Empire, second du nom

- attention et honneurs donnés par pouvoirs publics

- renversement de la sensibilité politique des classes dirigeantes, car :

* rôle contre-rév. de l'armée

* panique de juin 1848 (rôle de la presse, des brochures, etc.)

>>> gratitude, qui va devenir culte

* panique de déc. 1851

>>> l'opinion conservatrice s'est convertie au "culte du sabre"

- contrecoup : courant inverse, antimilitariste, chez les "radicaux", chez qui, d'ailleurs, la légende napoléonienne est ruinée (mais, il disparaît provisoirement, en 1870-1871, avec la Défense nationale, qui voit la renaissance du "bellicisme jacobin")

Conclusion

Voir la conclusion du W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., photocopie.

⁶⁹ O.Roynette, "*Bon pour le service*". *L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Issu d'une thèse. Belin, 2000, 464 p.

II. L' "ARCHE SAINTE" (1872-1914. CF. R. GIRARDET)

L'armée n'est plus en 1914 celle de 1870, ne serait-ce qu'en raison du développement du patriotisme et du gonflement numérique entraîné par la conscription et les périls extérieurs. De longues années sans guerre permirent de façonner une armée nationale, malgré la « mosaïque France ». De fait armée de métier coupée de la nation jusqu'en 1872, l'armée française devint sous la IIIe République l' "arche sainte", presque unanimement respectée.

1°) Une armée rénovée⁷⁰

- Le service militaire est vu comme une source de régénération nationale
- Rénovation liée à celle du patriotisme: danger allemand >>> il faut des réserves instruites >>> l'armée doit être, par son recrutement, « la représentation exacte et complète de la France » (Gambetta)
- la « nation armée » une « armée nationale » une « interpénétration de l'armée et de la société »⁷¹
- progrès des fusils⁷² >>> général Lewal édicte une organisation « scientifique » de l'armée dont le grand principe est que l'infanterie forme l'ossature de l'armée, ce qui est à l'origine des lois militaires de la IIIe Rép. La cavalerie n'a qu'à courvrir l'infanterie, l'éclairer. Grde importance de l'artillerie⁷³
- des sociétés conscriptives, de tir par ex., en dehors de l'armée
- des officiers éducateurs (Lyautey)
- contexte de la conquête coloniale

a) La loi du 27 juillet 1872 et ses suites

- Échec de la réorganisation Second Empire par la loi de 1868
- La loi du 27 juillet 1872 établit d'abord un service militaire actif de cinq ans, obligatoire et universel, mais la moitié du contingent (tirée au sort : les "bons numéros") **ne faisait qu'un an (+ périodes de 28 jours), ainsi que les "volontaires" suffisamment aisés pour devancer l'appel et surtout payer 1 500 F**, et il y avait de nombreux exemptés, séminaristes,

⁷⁰ Biblio. : J.-F. Chanet, *Vers l'armée nouvelle. République conservatrice et réforme militaire, 1871-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 319 p., qui peut servir pour tout le II.

⁷¹ A. Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p., p. 310.

⁷² Fusil Lebel : 1886, 8 mm, maximum de 10 coups à la minute, soit deux chargeurs, grande précision. **Voir les deux images photocopiées**, extraites du *Manuel du gradé d'infanterie. A jour au 1er octobre 1933*, Paris, 1933, 963 p., exemplaire de mon père, qui l'a reçu le 25 janvier 1935 à l'issue de son stage de caporal au 151^e R.I. (3^e sur 90, moquez-vous, on verra votre classement aux concours) et a ajouté au crayon (il dessinait très bien) toile d'araignée, pipe fumante, etc. aux dessins de soldats en arme. Je ne peux décemment ni photocopier ces dessins ni effacer les ajouts paternels...

⁷³ « 75 » : 1897, maxi. de 12 coups à la minute, frein de recul

instituteurs, soutiens de famille ⁷⁴. Étaient en outre prévus quatre ans dans la réserve, cinq dans la territoriale et six dans la réserve de la territoriale. Cette armée d'active qui ne comptait que 470 000 hommes encadrés par 20 000 officiers fut profondément transformée par la loi de 1889 ramenant le service à trois ans et établissant l'égalité de tous.

□ Les républicains voient la conscription comme un corollaire de la démocratie (voir plus haut) ⁷⁵

□ loi du 15 juillet 1889 :

- un service de trois ans, sans exemptions ni volontariats

- **25 ans d'obligations militaires, au total : 3 dans l'armée d'active, 7 dans la réserve de l'armée active, 6 dans la « territoriale »** et 9 dans la réserve de la territoriale

- >>> égalité de tous

□ loi de 1905 :

Le 31 mars 1905, une troisième loi abaisse la durée à deux ans, ce qui donne au pays lors de la conjoncture de 1905 une armée de 572 000 hommes et 23 000 officiers. Les hommes ne sont donc maintenus sous les drapeaux que le temps strictement nécessaire à leur instruction

□ Une autre loi de 1872 prive les officiers, sous-officiers et soldats du droit de vote ; ils devenaient inéligibles à la Chambre des députés (1875) et au Sénat (1884).

□ L'armée fut donc la "grande muette" dans un contexte mental qui fait considérer le service militaire obligatoire comme un moyen de vaste réforme morale, de renouvellement de la conscience française, comme une école de fraternité nationale et une garantie contre les menaces de subversion sociale.

□ ne pas voter, être ostensiblement « neutre », entraîne une certaine hypocrisie et contraint les officiers à la dissimulation

□ D'ailleurs, toute une littérature conservatrice d'apologie militaire pare depuis 1848 le soldat de toutes les vertus civiques. Les jeunes générations apprendront à l'armée le sens du devoir patriotique, le culte des vertus de sacrifice, désintéressement et honneur, une conception que se trouvent prêts à partager tous les milieux républicains.

□ Le sort des vétérans de la guerre de 1870-1871 ⁷⁶ :

- 570 000 morts civils et militaires français de la guerre de 1870-1871

- soldats enterrés le + souvent dans fosses communes

⁷⁴ Le mot de « volontaires » reprend le nom d'une catégorie ancienne, antérieure au service obligatoire, une réalité qui était « hétérogène mais appréciée » (W.Serman).

⁷⁵ A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. ; A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. ; O.Roynette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

⁷⁶ B.Graillies, « *Gloria Victis ? Vétérans de la guerre de 1870-1871 et reconnaissance nationale* », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 139-152

- État prend en charge par loi du 4 avril 1873 le recensement des tombes militaires, par **l'intermédiaire des maires**
- à l'échelon local un vaste mouvement commémoratif s'organise (monuments, plaques, etc.), avec célébration du 14 juillet à partir de 1880
- 1^{er} janvier 1893 : Société des Vétérans de Terre et de Mer 1870-1871 (282 000 membres en 1905), républicaine. Une publication, *Le Vétérans*, bulletin officiel de la société nationale de retraites les Vétérans des armées de terre et de mer 1870-1871
- mai 1893 : Fédération des anciens combattants de 1870-1871
- 1911 : **institution d'une médaille commémorative**. Cause : les oscillations de la politique étrangère française dans les années 1900

b) L'armée prend place dans le panorama familial de la vie française

- Au début du XXe siècle, « l'impôt du sang » est bien accepté par la société française ; le service militaire est perçu comme un rite marquant le passage à la vie adulte et le **taux d'insoumission est très faible**
- À aucun autre moment, l'armée française n'a été aussi omniprésente, par le nombre de ses hommes, la carte administrative des régions militaires et corps d'armée, la ligne défensive dans l'Est de la France.
- L'armée a pris place dans le panorama familial de la vie française par la construction de nombreuses casernes (avec des plans modèles et un grand souci d'hygiène car beaucoup de casernes sont vétustes : des réfectoires, des infirmeries, une ventilation, etc.) faisant face à l'accroissement numérique, en 1913, 221 villes de province ont une garnison. Mais de nouveaux **camps d'entraînement et de grandes manœuvres, d'oxygénation aussi (!)** : camp de Valbonne, près de Lyon, camp du Ruchard, en Touraine
- Tjrs l'« expérience » fondamentale de la caserne pour les jeunes gens ⁷⁷. La France **sort d'une longue désaffection** pour le service militaire mais la caserne fait souffrir de « nostalgie », maladie sur laquelle se penchent les médecins, rudesse de la vie militaire, **corvées, inutilité, temps perdu (mais les officiers novateurs s'efforcent de « retalibiliser » le temps du soldat), poids du règlement, crainte de l'adjudant (le « chien de quartier »)** et menace de la « prison », horaire immuable, brimades (mais très peu de véritable violence), mais :
 - un enseignement élémentaire est donné aux illettrés
 - la caserne se veut **lieu de progrès de l'hygiène, lutte contre l'alcool en particulier**

⁷⁷ Tjrs O.Royette, "Bon pour le service". *L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

- des contacts entre provinciaux variés : la France abandonne le recrutement strictement local-régional, pour un recrutement départemental ou dans le Nord ou le NE de la France, par ex.

- le jeune soldat a souvent un « ancien »

□ Les contacts dans la vie quotidienne sont nombreux : défilés, retraites (cf. texte d'Aragon polycopié), musiques militaires, distributions de soupe au populaire à la porte des casernes... **Des villes entières sont consacrées à l'armée. D'où le souci de l'uniforme** : pantalon garance,

□ Toute une imagerie militaire se développe, l'enseignement exalte le civisme patriotique, largement mis en place par Jules Ferry, Paul Bert, et la Ligue de l'Enseignement (1866, " par la livre et par l'épée "). L'uniforme est un gage de respectabilité, le thème militaire envahit l'art, le prestige social de l'officier est grand.

□ Cependant, les bataillons scolaires créés en 1881, après que la gymnastique fut devenue obligatoire dans tous les établissements scolaires, réussirent très mal. Il n'y en eut aucun dans 25 départements — les municipalités finançaient —, les effectifs déclinèrent avec le déclin du boulangisme, le fonctionnement fut mauvais, l'enthousiasme médiocre, les critiques vives, et les bataillons disparurent vers 1890.

c.) La vie de l'esprit

□ L'esprit vit au sein de l'armée, où l'étude est remise à l'honneur par la défaite de l'Année terrible et le niveau intellectuel se redresse par l'élévation du recrutement social des officiers. Un puissant mouvement de réforme, de rénovation spirituelle, d'imagination créatrice, l'anime.

□ Les publications militaires réalisées sans la nécessaire autorisation préalable du ministre de la Guerre se multiplient.

□ Bien sûr, il y a des limites : le mouvement touche peu les officiers subalternes, pas les sous-officiers, ni la troupe. Quant à l'organisation du haut commandement et de l'État-Major, elle est extrêmement déficiente, malgré les réformes importantes menées à la fin des années 1880 par Freycinet, premier civil ministre de la Guerre.

□ la lecture d'Ardant du Picq ⁷⁸ :

- Charles Ardant du Picq, né en 1821 à Périgueux dans une famille de moyenne bourgeoisie, mort devant Metz 1870, *Études sur le combat* ⁷⁹. Plusieurs éditions partielles à partir des

⁷⁸ Stéphane Audouin-Rouzeau, « Vers une anthropologie historique de la violence de combat au XIXe siècle : relire Ardant du Picq ? », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 85-97

⁷⁹ Charles Ardant du Picq, *Études sur le combat. Combat antique et combat moderne*, réédition Economica, 2004, 254 p.

années 1870, plusieurs plus complètes à partir de 1903, preuves qu'Ardant a été pas mal lu ⁸⁰

- un officier de troupe, quand même sorti de Saint-Cyr (dans un rang médiocre, en 1842), **disposant d'une** solide expérience de la guerre (chasseurs à pied et fantassin) : guerre de **Crimée, Algérie...** À 48 ans (âge normal) devient lieutenant-colonel, blessé à mort près de Metz en 1870
- mépris de la routine, caractère difficile, grand lecteur tous azimuts, ses lectures laissant des traces dans *Études sur le combat* >>> **beaucoup d'officiers, dont des Américains (type Patton), ont cité les combats antiques d'après Ardant. Son succès est surtout posthume** : un Denfert-Rochereau ne l'a pas lu ⁸¹
- une anthropologie du combat, avec des expressions caractéristiques : « impulsion morale », « raisonnement instinctif »
- **analyse de la peur, de la terreur engendrée par l'ennemi**, le combat est parfois appelé « la tuerie »
- conseils pour diriger la charge
- sent les transformations introduites par la technique, par ex. le chassapot qui tire jusqu'à six coups à la minute >>> importance du « feu »
- **complet désordre de l'assaut ; à partir d'un point donné, le combat bascule dans le hasard, dans la confusion**
- Jean-Norton Cru a écrit qu'il avait anticipé sur la Première Guerre Mondiale
- **appelle de ses vœux une armée professionnelle, peu nombreuse mais bien entraînée** >>> des ressemblances avec de Gaulle

d) Les conséquences

□ **prestige social, surtout de l'off.**, admis de plain-pied dans les milieux les plus étroits
 ⇒ **les fils de famille de la classe dirigeante sont ramenés vers le métier des armes**, d'autant + que les autres voies sont fermées pour les familles traditionnelles (sauf la diplomatie)

c'est vrai surtout pour la cavalerie

mais souvent " passe-temps de jeunesse ", " temps d'attente "

et réticence des filles nobles à épouser des officiers ⇒ 60 % des officiers nobles épousent des roturières

⁸⁰ Une traduction aux États-Unis en 1921 (*Battle Studies*), avec des rééditions au long du siècle. Les Américains ont dit qu'il avait été le mentor de Foch, ce qui est exagéré. Il y a quelques lignes sur la guerre de Sécession.

⁸¹ W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

□ **ce prestige est d'autant + fort que Saint-Cyr (inf. & caval.) et Polytechnique (artillerie et génie)** fournissent la 1/2 des promotions annuelles d'officiers. Or, recrutement = aristo., haute et surtout moyenne bourgeoisie de fonctionnaires et de prof. libé.

□ **ce prestige est d'autant + fort que les écoles religieuses** dirigent une proportion croissante de leurs élèves vers St Cyr et Polytechnique

□ **de + aucun sous-off. ne peut être désormais nommé officier sans être passé par une école ouverte au concours** : Saint-Maixent pour l'inf., Saumur pour la cavalerie, Versailles pour l'artillerie et le génie. Recrutement = petite bourgeoisie

□ **sourde opposition entre deux façons de devenir off. ⇒ solidarité officiers-troupe existant dans l'ancienne armée disparaît, ce qui est paradoxal puisqu'on est en République !**

□ **armée = seul grand corps à se recruter aussi massivement par concours**

□ conséquences pour vie quotidienne et mentalité du soldat rendu à la vie civile : café, horizon géogr., etc.

□ **l'obligation de « paraître » coûte cher et pèse**, mais elle est le lot de beaucoup de catégories sociales !

□ A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. & A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. :

- une histoire du service militaire et des **attitudes des Français** face à la conscription : des Français désireux de défendre leur pays, fiers de leurs victoires, mais aussi réticents face à l'embrigadement jusqu'en 1870, car l'armée effraie ⁸²

- **c'est seulement** avec la défaite de 1871 que naît le service personnel : la **loi de 1872 impose le service personnel aux dépens du remplacement**, tout en instituant la réserve, le **service d'un an** et les **dispenses pour les élites**.

- **jusqu'en 1872 domine le principe révolutionnaire du soldat-citoyen, après c'est celui du citoyen-soldat**

- la loi, votée par les républicains et les conservateurs, est un compromis

- pour **la loi de 1889** (voir plus haut) :

* **deux conceptions de l'armée se sont affrontées** : une armée de petits effectifs au service long X une armée de gros effectifs, servant moins longtemps, et donc ouverte sur la société

* grâce aux « gros bataillons » l'armée peut devenir enfin le fer de lance du républicanisme et un instrument de combat efficace face aux effectifs importants que l'Allemagne est en mesure d'aligner

* on se dirige vers plus d'égalité mais, si les deux tiers d'une classe accomplit son service militaire, l'arme varie selon des critères sociaux

⁸² Il faut distinguer entre rapport à la conscription et fidélité au pouvoir en place : on peut être d'accord avec le régime sans accepter le service militaire, cf. la Révolution française.

- une autre loi de 1889 lie citoyenneté et droit du sol au nom de critères culturels et non ethniques : un service militaire est imposé aux enfants français nés de parents étrangers.

- les élites entendent préserver l'avenir de leurs enfants et répugnent à la promiscuité de la caserne.

- l'échec des « bataillons scolaires » (1882-1890) achève de montrer que l'acceptation de l'« encasernement » s'accompagne d'un refus de l'« embrigadement » : la « militarisation de l'esprit national » ne va pas pair avec celle de la société

- le refus du service évolue :

* on s'habitue progressivement à la conscription à partir du règne de Napoléon I^{er}

* les préfets de la Restauration réclament des casernes pour rendre l'armée proche de la population

* une certaine « esthétisation » de la guerre sous le Second Empire, surtout pendant la campagne d'Italie

* le remplacement, quoique coûteux et inégalitaire, fonctionne comme une soupape de sécurité jusqu'à sa suppression en 1872

2°) Débats et crises

a) Les causes : armée et politique

□ liens tissés entre armée et politique pendant les trois premières décennies du régime. On songe à la période de l'Ordre moral et de Mac-Mahon, au boulangisme, mais il y a davantage. S'ils ont perdu le pouvoir politique et la direction de l'État, les réactionnaires ont longtemps gardé leur hégémonie dans l'armée, car l'épuration des cadres a été très modérée.

□ D'autre part, tout au long de la période, des généraux siègent dans les gouvernements, les ministres de la Guerre et de la Marine étant fréquemment choisis parmi les officiers supérieurs, ce qui est de vieille tradition. Freycinet, premier civil ministre de la Guerre (1888-1891). Mainmise des civils 1911>>>>

□ L'aveuglement bien connu des ministres de la Guerre successifs lors de l'affaire Dreyfus montrera que la plupart des généraux de gouvernement restaient avant tout des membres de la caste des officiers, attachée passionnément à ses prérogatives et à ses rites.

□ Enfin, l'intervention de l'armée contre les grèves est devenue depuis la fin du Second Empire une opération fréquente, à laquelle les officiers parviennent difficilement à s'habituer.

□ émoi provoqué chez les officiers conservateurs par la participation de l'armée aux Inventaires de 1906 (voir *Belle Époque*)

b) Le "grand débat" (R. Girardet)

□ Le "grand débat" (R. Girardet) a trois causes immédiates : l'Affaire Dreyfus (voir *Débuts*), la tentative de démocratisation du corps des officiers par André et Pelletan (suppression de **l'exigence de la dot pour les femmes d'off.**, **1/10 des postes de sous-lieutenants sont réservés aux adjudants, création du corps des " officiers mécaniciens "** pour **l'accès des " maîtres mécaniciens " aux grades d'off.**) et **l'affaire des fiches** (1904, voir *BÉ*), qui a renforcé l'idée d'un complot judéo-maçonnique contre la France et son armée.

□ L'antimilitarisme, apparu sous sa forme moderne pendant le Second Empire, développé par le boulangisme, en est relancé, ainsi que par la révolte des vigneron (1907). Il mêle les socialistes (dont Gustave Hervé et la presse socialiste qui publie des numéros spéciaux), les anarchistes (*L'Assiette au beurre* est particulièrement féroce), les feuilles antimilitaristes spécialisées et distribuées à la sortie des conseils de révision ou dans les casernes — beaucoup se fondent à la Belle Époque : *La Baïonnette*, *La Vie de garnison* — et la littérature : en quatre ans (1886-1890) sont parus trois livres fort lus, *Les Gaîtés de l'escadron* de Georges Courteline, *Le Cavalier Miserey* d'Abel Hermant et *Les Sous-Offs* de Lucien Descaves. L'antimilitarisme s'appuiera sur les projets jaurésiens d'*Armée nouvelle* (1910-1911) basée sur la mobilisation des citoyens en cas de guerre, sans grande armée d'active et sur une réalité sociale à ne pas négliger, le grand nombre d'insoumis et de déserteurs (76 000 en 1911).

□ L'armée est donc devenue le symbole et l'enjeu de la discorde nationale.

□ Jaurès (cf. biographie dans le dossier biographique) et l' « armée nouvelle » :

- dans un contexte particulier, donc ; Jaurès travaille la question pendant les vacances parlementaires de 1908 et 1909, malgré ses obligations militantes (Jaurès a toujours été un **bourreau de travail...**).

- Jaurès a « préparé » son *Armée nouvelle* (« référence idéologique incontournable pour les socialistes français » ⁸³) par un premier livre, *La guerre franco-allemande* (1870-1871), **publié en 1908 et consacré pour l'essentiel à la question des responsabilités dans le déclenchement de la guerre.**

- proposition de loi d'abord imprimée en date du 14 novembre 1910 dans le *Journal officiel*, où il développait l'idée de la substitution à l'armée d'active à service militaire long de milices renforcées par des réservistes ayant conservé leurs armes chez eux : la "Nation en armes", comme en 1793, mais aussi la préfiguration de ce qui sera l'utilisation par l'Allemagne de ses grandes unités de réservistes en première ligne dans l'invasion de la France en 1914

- donc une loi de réforme militaire aux représentants de la nation. Conception purement défensive de l'armée. « **Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement défensive** ». Il dit d'ailleurs son admiration pour Moltke, qui rejette la doctrine de l'offensive à tout prix !

⁸³ D'après P. Buffotot, *Le socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998)*, Bruylant-LGDJ, 1998, 480 p.

- s'inspire du souvenir de la Grande Révolution, mais aussi du Gambetta du Gouvernement de la Défense nationale
- une armée façonnée pour la défensive **et non pour l'offensive, la guerre doit défendre le « droit des gens »**
- des officiers recrutés « dans tous les milieux sociaux »
- **une conception de la guerre et de l'armée qui n'est pas du tout léninienne**
- le projet ne vint jamais en discussion : vives critiques à droite, très souvent de mauvaise foi, auxquelles J. répond ; attaques très violentes de Péguy ; mais critiques des guesdistes aussi, ironie des SPD
- tire de ses interventions un livre, qui se termine par sa proposition de loi, *L'Armée nouvelle*, réédition, Imprimerie nationale, 1992, 2 vol., 600 p., présentation par Jean-Noël Jeanneney
- influence certaine sur certaines officiers, **notamment sur le plan de l'emploi des régiments de réservistes**
- La lecture que Charles de Gaulle fit de *L'Armée nouvelle* renforça sa volonté de travailler **la question de l'Armée au sein de la rénovation de l'État et d'inventer de nouveaux instruments militaires pour l'armée future. Dans sa réflexion sur l'Armée, de Gaulle dut beaucoup à *L'Armée nouvelle* de Jaurès, même si leurs thèses s'opposent incontestablement ⁸⁴. En effet, la technicité de l'armée moderne est le principal argument contre Jaurès...**
- D.L. : une influence à très long terme, jusqu'à la Ve République et pas seulement grâce à de Gaulle : l'emploi des réservistes instruits à l'heure actuelle, le corpus d'idées de tout min. de la DN de gauche, etc., mais bien sûr la suppression du service militaire obligatoire a été une rupture (on peut objecter : **Jaurès s'y serait-il opposé ?**)
- J.-N. Jeanneney réfuta par un article dans *Le Monde* la « captation d'héritage » que firent de Jaurès les pacifistes au moment de la guerre du Golfe, se réunissant au café du Croissant et à la station de métro Jaurès...

c) Les crises de conscience et leurs conséquences.

- L'armée voit aussi en son sein des crises de conscience et leurs conséquences. Les opérations coloniales n'offrant plus autant d'occasions de briller que les guerres du Second Empire, l'avancement est lent, les soldes sont médiocres et les conditions matérielles péniblement ressenties.
- En même temps, le souvenir de la défaite s'estompe, l'espoir de la revanche s'éloigne, d'où l'engourdissement et la sclérose, le retour aux vieilles habitudes, à l'armée routinière et intellectuellement somnolente de la monarchie constitutionnelle et du Second Empire.

⁸⁴ D'après G. Pollack, note sur colloque sur *L'Armée nouvelle* de Jaurès, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 209-210

□ Dans les premières années de la Belle Époque, beaucoup d'officiers se désolent, au fond des petites villes de garnison, de la stérilité de leur existence et de la routine où elle s'enlise, les vieilles familles recommencent à bouder l'armée pour leurs fils.

□ De surcroît, beaucoup d'officiers souffrent de ne pas être des citoyens actifs et revendiquent le droit de vote, qu'ils n'obtiendront qu'avec la constitution de 1946

d) La poussée du cléricalisme et de l'antisémitisme

□ Une dernière forme de crise, annoncée ci-dessus par l'évocation de l'affaire Dreyfus, est la poussée du cléricalisme et de l'antisémitisme.

□ Anticlérical pendant les deux premiers tiers du siècle, l'officier a été ému par 1848 et la démocratie politique, troublé par la recherche de l'explication de la déroute de 1870 et apeuré par le soulèvement de la Commune.

□ La poussée du cléricalisme prend la forme de la multiplication des aumôniers militaires, de l'implantation de l'Œuvre des Cercles catholiques, où l'on s'efforce d'attirer les soldats et leurs officiers.

□ Sous l'influence de Drumont, de sa *France juive* (1886) et de son journal *La Libre Parole*, l'antisémitisme gangrène une large partie du corps des officiers au moment où l'affaire Dreyfus commence (1894). Lors de l'Affaire, les officiers antisémites et cléricaux — ce sont souvent les mêmes — **révent d'une "Saint-Barthélémy des juifs", complétée par un grand massacre de protestants et si possible de socialistes, un fanatisme homicide inspire leurs propos et leurs écrits. Tandis que le colonel et futur général Lanrezac se flatte de manger un juif à chaque repas, un "groupe d'officiers d'une place frontière" fait savoir aux lecteurs de *La Libre Parole* qu'il attend avec impatience "l'ordre d'essayer les nouveaux canons et les nouveaux explosifs sur les 100 000 juifs qui empoisonnent le pays. "**

□ Certes, il existe une minorité de dreyfusards, dont le porte-drapeau est Picquart, mais désormais prédomine un puissant conformisme militaire de droite, à la fois nationaliste, antisémite et clérical. Il s'oppose à l'influence du radicalisme et de la franc-maçonnerie dans l'armée, mais ne rallie cependant pas les officiers restés attachés au conformisme traditionnel de l'apolitisme militaire.

□ Et des personnalités très fortes comme Lyautey (voir plus loin) refusent de se laisser emporter par la vague antisémite puis d'opter entre les deux camps. L'affaire Dreyfus affaiblit donc l'esprit de corps, au nom duquel on avait voulu l'étouffer : **résultat paradoxal...**

3°) Rôle social et rôle colonial

Le rôle social et le rôle colonial de l'armée sont liés car le premier est né d'une réflexion sur la mission civilisatrice dans les terres impériales.

a) Le rôle social

□ Il est marqué très fortement par la publication du Rôle social de l'officier dans le service militaire universel (1891), œuvre de Hubert Lyautey (1854-1934), traditionaliste ouvert au progrès social et disciple d'Albert de Mun. Cet admirateur de Maurras rallié de fait à la République renouvelle la conception paternaliste du commandement.

□ En outre, sont multipliées salles de lecture, conférences et représentations théâtrales, à une époque où les cercles d'officiers se développent. La discipline s'adoucit à la fin du XIXe siècle, sous l'impulsion de Denfert-Rochereau ⁸⁵ et de Lyautey, l'exercice et les marches fatiguent moins les jeunes ouvriers et paysans que leur journée de travail habituelle, le régiment est une école d'autonomie pour **les "mal dégrossis", mais la vie du soldat est aussi** faite d'insalubrité dans de nombreuses casernes, d'oisiveté forcée, de nourriture médiocre, elle souffre d'un encadrement médical insuffisant, de maladies vénériennes fréquentes et mal soignées, et de conseils d'hygiène trop souvent absurdes.

b) Le rôle colonial

□ À la suite du *scramble* une fraction de l'armée française se "colonialise" et l'idée coloniale se "militarise" depuis les Garnier et Brazza. Les premiers rôles sont joués par Gallieni ⁸⁶ et Lyautey, dont le *Rôle colonial de l'armée* paraît en 1900.

□ Lyautey dresse l'image idéale du soldat colonial, conquérant et civilisateur, fondateur de camps et constructeur de villes.

□ La littérature d'aventures perpétue l'identification entre la vocation coloniale et la vocation militaire, suscite parmi les jeunes un vif attrait.

□ Ce rôle colonial — qui se concrétise également sous la forme d'un groupe de pression militaire — dépasse celui des seules "troupes de marine" (marsouins et bigors) peu recherchées d'ailleurs par les officiers qui passent en 1900 de la Marine à la Guerre en donnant l'"infanterie coloniale".

c) Un rôle social plus large

□ Un rôle social plus large est rempli par l'armée en temps qu'institution. L'armée brasse les jeunes Français car le service est universel: celui-ci contribue à l'unité de la Nation, est un rite de passage (précédé par le conseil de révision) et a aussi un rôle linguistique, faisant reculer les patois, récemment bannis des ordres donnés par les sous-officiers et des réponses fournies.

□ Le service contribue aussi à l'exode rural: connaissant les conditions de vie de leur pays natal, beaucoup de paysans soldats décident de ne pas retourner dans leur village. Les plus dégourdis tâchent d'obtenir un poste de valet de pied, de cocher ou de domestique dans une

⁸⁵ W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

⁸⁶ Par ailleurs fort intellectuel, grand lecteur, polyglotte, etc.

maison bourgeoise. Ceux qui ont du galon s'efforcent d'entrer dans la gendarmerie ⁸⁷, les Eaux et Forêts, ou les chemins de fer.

□ Ajoutons les conséquences pour la vie quotidienne et la mentalité du soldat rendu à la vie civile : il est habitué de manière indélébile à de nouvelles habitudes alimentaires, café, vin surtout après 1907, son horizon géographique a été étendu, etc.

□ Quelques études régionales ou locales ont été faites, la plus massive étant celle du Languedoc par Jules Maurin dans sa thèse ⁸⁸

CONCLUSION DU II

□ citation :

L'ARMÉE FRANÇAISE DE LA BELLE ÉPOQUE ET DE LA GRANDE GUERRE VUE PAR CHARLES DE GAULLE (1ER CHAPITRE DES MÉMOIRES DE GUERRE)

"Quand j'entrai dans l'armée, elle était une des plus grandes choses du monde. Sous les critiques et les outrages qui lui étaient prodigués, elle sentait venir avec sérénité et, même, une sourde espérance, les jours où tout dépendrait d'elle. Après Saint-Cyr [1910-1912], je fis, au 33e Régiment d'Infanterie, à Arras, mon apprentissage d'officier. Mon premier colonel, Pétain, me démontra ce que valent le don et l'art de commander. Puis, tandis que l'ouragan m'emportait comme un fétu à travers les drames de la guerre : baptême du feu, calvaire des tranchées, assauts, bombardements, [trois] blessures, captivité [32 mois, 5 tentatives d'évasion], je pouvais voir la France, qu'une natalité déficiente, de creuses idéologies et la négligence des pouvoirs avaient privée d'une partie des moyens nécessaires à sa défense, tirer d'elle-même un incroyable effort, suppléer par des sacrifices sans mesure à tout ce qui lui manquait et terminer l'épreuve dans la victoire."

□ lenteur de l'établissement de la conscription, mais la France est le seul pays contraint à lever tout son contingent, à cause de la situation démographique

□ un culte passé de G à D. Une armée qui unit la nation en temps de guerre, mais la divise en temps de paix

□ prestige fluctuant de l'état d'officier

⁸⁷ Pour elle, voir plus haut. Les républicains se méfient d'abord de la gendarmerie, symbole du Second Empire, puis l'acceptent. L'affaire Vacher (cf. le film de B. Tavernier, *Le juge et l'assassin*) montre de nombreux dysfonctionnements et il y a des projets de démilitarisation de la gendarmerie sous la IIIe République. Violentes caricatures anarchistes dans *Le Père Peinard* et *L'Assiette au beurre*.

⁸⁸ J. Maurin, *Armée-guerre-société. Soldats languedociens (1889-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 750 p. Voir aussi J.-R. Maurin, "Le combattant lozérien de la classe 1907 lors de la Première Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 124-138

- un corps à part, au rôle assez souvent déterminant (2^e déc., tradition de Napoléon, soldat sauveur de la nation, poursuivie : Cavaignac, Mac-Mahon, Boulanger, Pétain, de Gaulle)
- pas d'apolitisme
- formalisme de la mentalité militaire (obéir sans forcément approuver, penser sans parler, paraître sans être : la condition militaire au XIX^e s. contraint aux faux-semblants)
- solidité de 14-18, mais d'une armée considérablement augmentée par la mobil. géné.

III. UNE ARMÉE ENTRE ET DANS DEUX GUERRES MONDIALES

La Grande Guerre, dernier "grand dessein" ? (perte graduelle de la signif. des valeurs patriotiques, ensuite)

1°) La Grande Guerre

- on se bat encore comme en 1870 au début, en 1918 on se bat déjà comme en 1940
- victoire de tout un peuple, et non de la seule armée de 1914 : environ 8 millions de mobilisés (⇔ grande imp. des anciens combattants)
- victoire d'une coalition, dirigée par Foch. Mais l'armée fr. le sent-elle ?
- pertes
- démobil. par classes
- armée et conf. de la Paix, *cf.* Foch
- menace d'une offensive en Allemagne
- armée et traité de Versailles : déception
- contribution à mise sur pied armées nouveaux états : Tchéco., Pologne
- maintien de l'ordre dans territ. à plébiscite (*cf.* Silésie)
- autre conséquence : la Rhénanie occupée (en trois zones). Effectifs dépassant les 100 000 h. Occup. Ruhr en 1923
- libération anticipée des classes 1919 et 1920 ; service militaire ramené à 18 mois en 1923 (loi du 1^{er} avril), à un an en 1928 (loi du 31 mars)
- **les problèmes d'application du traité de Versailles en 1920-1921** nécessitent le « rappel » de la classe 1919

2°) La société militaire

a) Une profession

- les deux lois de 1923 et 1928 provoquent une semi-professionnalisation de l'armée française, mais, surtout en métropole, l'armée n'est qu'un cadre vide, destiné à être rempli en cas de mobilisation !
 - être officier n'est plus guère un "sacerdoce"
 - encombrement des grades supérieurs, par les promotions du temps de la Première Guerre mondiale : en 1928, la F. a 5 généraux pour une div., 3 colonels pour un régiment !
 - ⇔ âge élevé des officiers sup. ⇔ promotions très lentes, beaucoup + que celles des fonctionnaires civils
 - ⇔ très nombreuses démissions. En 1933, l'armée perd 1 700 officiers
 - ⇔ grandes écoles attirent moins, et "évasion" des élèves vers le civil
- En 1913 : la 1/2 des officiers sortaient de Pol. et de Saint-Cyr ; l'autre 1/2 étaient d'anciens sous-officiers passés par une école

En 1938 : 1/3 des officiers sortent de Pol. et de Saint-Cyr ; moins de 30 % sont d'anciens sous-officiers passés par une école ; les hommes sortis du rang représentent le 1/4 des effectifs d'officiers ; les anciens réservistes restés en 1919 dans l'armée repr. le 1/10 ! Parmi l'ensemble de ces 4 catégories, 1/4 de fils de militaires !

⇔ devenir militaire n'est plus une vocation. Fermée sur elle-même, l'armée recrute ses cadres par une lente osmose.

□ mais les sous-officiers n'ont guère de possibilités de reconversion hors de l'armée ⇔ ils constituent désormais l'élément stable de l'armée !

□ morne désenchantement de beaucoup d'officiers

□ soldes suivent à peu près progress. des traitements civils moyens

□ métier des armes est devenu une profession comme une autre, peu dangereuse, sans prestige (honte de se promener en uniforme)

b) Une armée confrontée aux réalités politiques

□ attitudes politiques :

- diverses : pas un seul mouvement pol., mais philofascisme, CSAR (la « Cagoule »), 6 février, Pétain

- coups de force ne viendront qu'en 1958 et 1961, pas en 1936

□ consensus militaires-civils pour stratégie défensive, mais :

□ état-major oppose force d'inertie aux projets de désarmement présentés dans cadre SDN :

- pas graves problèmes jusqu'en 1932, décideurs politiques d'accord pour n'accepter désarmement que si sécurité est d'abord assurée et pour refuser à l'Allemagne un statut "normal"

- succès de la gauche aux élections de 1932 va brutalement mettre pouvoir militaire en désaccord avec gouvernement, qui propose réduction dépenses militaires et désarmement

- chute gouv. de gauche et arrivée au pouvoir de Hitler ⇔ épisode sans lendemain, mais crédits très maigres 1932-1936

c) Le cas de Gaulle, officier de la IIIe République

□ revoir la biographie dans le dossier biographique

- *Le Fil de l'Épée*, 1932, éloge de l'homme de décision, guère d'écho. Les pages célèbres qui dessinent la silhouette du chef montrent à quel point de Gaulle s'était préparé à son rôle

- *La Discorde chez l'ennemi*, 1934

- *Vers l'armée de métier*, 1934, où il défend idée d'un corps de bataille mécanisé et blindé de six divisions, servi par des professionnels (100 000). Thèse complètement à contre-courant, mais déjà soutenue par général Étienne dès 1920, le colonel Doumenc 1927 et au Royaume-Uni par Liddel Hart. De G. la soutient sans connaître de visu les chars

- *La France et son armée*, 1938, issu d'un livre préparé pour Pétain
- >>> rompt avec théories défensives de Pétain pour dev. idées de guerre de mouvement avec utilisation massive des blindés (qu'il ne connaît d'ailleurs pas directement). Une « doctrine de circonstance ». **Mais l'État-Major ne retient pas ses propositions >>>**
- un véritable porte-à-porte auprès des hommes politique, mais pas les partis (on ne connaît d'ailleurs pas ses réactions au 6 février)
- **mais l'État-Major a beau jeu de l'acuser de "politiser" l'affaire**
- Ch. de Gaulle, **Vers l'armée de métier**, 1934, réédition, Plon, 1973, 159 p. :
- **le seul ennemi envisagé est l'Allemagne**
- **s'ouvre sur une description de la carte de France**, puis « Cette nation, si mal protégée, du moins se tient-elle en garde ? La voit-on capable de déployer de but en blanc toute sa force guerrière ? Frappe-t-elle à bon escient dès les premiers coups ? Vingt siècles répodnent que non ! »
- la char : « Rampant sur des chenilles, portant mitrailleuses et canons, il s'avance en première ligne, franchit talus et fossés, écrase tranchées et réseaux. Quelque hésitant et malhabile qu'il se montre tout d'abord, le char bouleverse la tactique. »
- les personnels : « Tenus à l'abri des gaz dans leur blokhous hermétique, en mesure de se cacher sous des nuages artificiels, liés par ondes avec l'arrière, les voisins, les avions, voilà ces aristocrates du combat affranchis des servitudes qui écrasent les gens à pied. »
- Or, « Tout se tient » >>> « **nécessité d'équipages spécialement recrutés et rompus à l'action commune !** »
- **Célèbre tableau d'anticipation** : « Demain l'armée de métier roulera tout entière sur des chenilles. Chaque élément des troupes et des services évoluera par monts et par vaux sur véhicules appropriés. Pas un homme, pas un canon, pas un obus, pas un pain, qui ne doivent être ainsi portés à pied d'œuvre. Une grande unité, levant le camp au point du jour, sera le soir à cinquante lieues de là. Il ne lui faudra qu'une heure pour venir, de 15 kilomètres et à travers tous terrains, prendre face à l'ennemi son dispositif de combat ou pour disparaître, en rompant le contact, hors de portée dans feux et des jumelles. [...] Six divisions de ligne, motorisées et chenillées tout entières, blindées en partie, constitueront l'armée propre à créer l' "événement". [...] Ce terrible système mécanique de feu, de choc, de vitesse et de camouflage, pour le mettre ne œuvre, il faut cent mille hommes. », qui seront des militaires de carrière, jeunes.
- les derniers chapitres concernent « le commandement »

3°) La voie coloniale : les Théâtres d'Opérations extérieures (TOE)

- L'Empire (non défini officiellement) est à la fois source de problèmes et facteur de puissance
- guerre du Rif 1924-1926 (300 000 soldats fr., Pétain)

- achèvement pacif. Maroc en 1934 seulement
- opérations du Levant (*cf.* insurrection des Druses 1925)
- opé. d'Indochine
- >>> des pertes (1 000 officiers) en temps de paix
- colonies fournissent plus du tiers de l'infanterie 1938
- plus tard viendront Indochine et Algérie, très diff.

4°) Épuration, exclusions, réductions d'effectifs, 1940-1947 ⁸⁹

- grand choc de 1940
- 2^e Seconde Guerre mondiale : la « guerre éclatée » ⁹⁰ : **armée d'armistice, France combattante, armée de la libération** (débarquement en Provence, 2^e DB), lib. du territoire, France signataire de la capitulation allemande (compléter avec la base)
- **En 1945 rêve, surtout par le PCF, d'une armée populaire issue directement de la Résistance** ; il fait long feu

□ rappels :

- les demi-solde du 1^{er} XIXe siècle (voir plus haut)
- **une vaste réduction des effectifs dans l'entre-deux-guerres** (8 à 9 000 officiers, *cf.* de la Rocque)

□ **armée d'armistice, de 100 000 h, mais l'All. autorise un renforcement de l'armée d'AFN, la renaissance de la Marine et celle de l'Aviation >>>**

- **en 1941, l'armée de Terre = 195 000 h en métropole, 225 000 h ds les colonies**
- **en 1942, l'Aviation = 78 000 h, la Marine = 60 000 h**

□ donc de gros effectifs et un budget militaire important, 40 % du budget de l'État français

□ des volontaires, engagés pour trois ans, un surreffectif persistant en officiers, que Vichy doit réduire, en excluant, temporairement ou définitivement, les plus âgés et les moins formés (« **congé d'armistice** », **abaissement des limites d'âge de tous les grades**, loi « de dégagement des cadres » **de sept. 1940...**)

□ une épuration aussi : un témoin à décharge pour PMF, des juifs, etc.

□ mais Vichy « dissimule » des officiers en les « civilisant » (*i.e.* en les versant ds des services civils)

□ **avec l'invasion de la zone libre par les Allemands, tous les militaires sont théoriquement démobilisés, mais :**

- les Allemands laissent à des Français certaines tâches, par ex. la défense antiaérienne
- **près de 90 % des officiers de l'Aviation et de la Marine restent en activité**

⁸⁹ D'après C.d'Abzac-Epezy (professeur d'ESC LLG), "Épuration, dégagements, exclusions. Les réductions d'effectifs dans l'armée française (1940-1947)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 62-75

⁹⁰ Expression de J.Bodin, *Les officiers français. Grandeurs et misères. 1936-1991*, Perrin, 1992, 573 p. Ouvrage fondamental, la thèse de R.O.Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1945*, trad. fr., Tallandier, 2004, 588 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 2006, 586 p., avec post-face de Claude D'Abzac-Epezy.

- en 1942 et 1943 des services s'occupent de la reconversion d'officiers
- ~~les mouvements de résistance rêvent d'une armée renouvelée totalement >>>~~
 - épuration s. s. de 1944, relativement clémente >>>
 - réduction d'effectifs décidée par le gouvernement le 3 nov. 1945, avec plan « de compression » (ou de « dégagement ») du 8 mars 1946, sans mesure d'aide à la reconversion, sans possibilité de glisser dans un service civil
 - cette épuration et ce « dégagement de cadres » ont été étudiés pour l'armée de l'Air par ma collègue Claude D'Abzac-Epezy ⁹¹

CONCLUSION

- viendra plus tard la "sale guerre" d'Indochine, temps de professionnalisation de l'armée
- mais la guerre d'Algérie (voir la base) provoque une re-conscription de l'armée (rappelés, puis contingent)

⁹¹ Cf. la thèse de Cl.D'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air de Vichy (1940-1944)*, Vincennes, SHAA, 1997, 723 p., et Cl.D'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air des années noires. Vichy. 1940-1944*, Economica, 1998, 412 p., version abrégée de sa thèse

GÉS-4. ÉTAT, COLONISATION, DÉCOLONISATION, GUERRES COLONIALES

A. ENVOI PAR INTERNET DU COURS COLO-DÉCOLO FRANCE (QUI DÉBORDE) ⁹²

B. SUPPLÉMENTS

1°) Les campagnes du Second Empire

Voir les pages photocopiées de J.-P. Bertaud & W. Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p.

2°) La Kabylie 1871

Voir les pages photocopiées de J.-P. Bertaud & W. Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p.

3°) L'établissement du protectorat français sur la Tunisie

a) Les préliminaires

□ La Tunisie était en principe sous la souveraineté ottomane. En fait, le gouverneur ou *bey* de Tunis était à peu près indépendant. Le bey Mohamed Sadek (1859-1882) avait essayé de moderniser le pays et publié une constitution en 1861.

□ Mais d'une part il avait de la peine à assurer son autorité, d'autre part les besoins d'argent l'amenaient à faire des emprunts qu'il se trouvait hors d'état de rembourser, d'où la création en 1869 d'une Commission internationale de la Dette.

□ Les puissances européennes (surtout la Grande-Bretagne, la France et l'Italie) rivalisaient pour établir leur influence en Tunisie, par l'intermédiaire de leurs consuls. Leur méthode consistait à obtenir des concessions de travaux publics pour les sociétés de leur pays. En 1880 la compagnie italienne Rubattino parvint à acheter la concession du chemin de fer Tunis-La Goulette à une compagnie anglaise, en l'emportant sur une société française, qui avait déjà acheté une très vaste propriété de 90 000 ha.

□ Deux pays surtout rivalisent en vue d'une colonisation, la France et l'Italie. Au congrès de Berlin (1878) la France reçut les encouragements de :

- Bismarck qui voulait la détourner de l'Alsace-Lorraine et aussi la brouiller avec l'Italie
- de la Grande-Bretagne qui ne voulait pas que l'Italie contrôle les deux rives de la Méditerranée

⁹² Le 20 octobre

□ Mais dans la France des années 1870, en la matière, c'est surtout le « recueillement » qui domine

b) L'intervention (1881)

□ élément déclencheur : les incursions en Algérie de tribus tunisiennes, recensées à hauteur de plus de 2 000 dans la décennie 1870 par les autorités françaises. Une nouvelle, celle de 500 Kroumirs qui tuent 5 soldats français, début 1881

□ Gambetta incite le Président du Conseil Ferry (cf. biographie dans le dossier biographique) à agir >>> crédit voté par la Chambre des députés le 7 avril 1881 (2 voix contre seulement !)

□ 30 000 hommes franchissent la frontière algérienne et 8 000 débarquent à Bizerte >>> le 12 mai 1881 le bey signe le traité du Bardo, par lequel il reconnaît le protectorat de la France

□ le gouvernement français rappelle ses unités ; insurrection dans le Sud (Sousse, Sfax, Kairouan, Gabès) le 18 juin 1881, qui glisse à la guerre sainte (*Djihad*) >>> deuxième expédition militaire française : prise de Kairouan, Gafsa, Gabès en octobre-novembre

□ interpellation par Clemenceau (mortalité dans corps expéditionnaire) >>> démission de Ferry (10 nov. 1881) après ce mot : « **Ce (le protectorat) n'est pas un coup de Bourse... mais un coup de fortune pour la France** »

c) Le protectorat (1883)

□ mort de Soddok en 1882. L'année suivante (8 juin 1883 le traité du Bardo est complété par la convention de La Marsa) :

- bey garde théoriquement sa souveraineté

- institutions tunisiennes sont maintenues

- **un Résident général français a pouvoir d'investir le bey, de contrôler son gouvernement et de jouer le rôle de ministre des Affaires étrangères**

- 1^{er} : Paul Cambon

- **l'administration locale est dirigée par 36 caïds tunisiens, surveillés par 19 « contrôleurs civils » français**

- système double aussi pour les tribunaux

□ le prot. tunisien ne dépend pas du ministère de la Marine mais du min. des Affaires étrangères

□ problème financier, provoqué par le dualisme ci-dessus

□ problème italien :

- Italiens beaucoup + nombreux que les Français

- convention de 1868 leur avait donné le droit de garder leur nationalité et de bénéficier de juridictions « consulaires » pendant 28 ans

- renouvellement en 1896, avec précisions : **droit d'exercer une profession libérale avec un diplôme italien**, maintien des écoles italiennes, droit de conserver la nationalité à perpétuité

4°) Les autres conquêtes et expéditions coloniales de la III^e République

a) Indochine et Chine

Voir les pages photocopiées de J.-P. Bertaud & W. Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p. et la carte photocopiée dans l'*Atlas des empires coloniaux XIX^e-XX^e siècles*, Autrement, 2012, 96 p.

b) La conquête de Madagascar (1895)

□ protectorat en 1885 (voir *Débuts*)

□ division du parlement : socialistes et radicaux sont contre, le groupe colonial doit monter au créneau

□ **L'expédition est montrée à l'opinion publique comme une grande affaire nationale**

□ les conditions militaires :

- 15 000 militaires, dont 8 000 soldats du contingent, tirés au sort dans toutes les garnisons du pays

- 6 000 mulets, convoyés par 7 000 Algériens ; 5 000 « voitures Lefebvre », expérimentées **en Afrique occ. qui vont s'avérer inutilisables dans les fondrières de Madagascar >>>> on va demander de construire des routes aux soldats du contingent !**

- manque de quinine >>> 25 morts au combat seulement, mais 5 756 soldats morts de maladie (près des ¾ de paludisme) >>> le record des pertes de la conquête coloniale

□ nouvelles provoquent en métropole une poussée d'anticolo. Mais le cdt en chef, le général Duchesne bénéficie du manque de résistance malgache organisée et prend la décision (risquée) de mettre sur pied une colonne légère (4 000 hommes quand même) de soldats de métier qui prend Tananarive

□ **il interdit tout pillage, pour ménager l'avenir de ce qui reste un protectorat** (un 2^e traité est signé avec le pouvoir *hova*), sur un pays où la France ne laisse que quelques garnisons (le corps expéditionnaire est rapatrié)

□ **mais à Paris les partisans de l'annexion protestent >>> un 3^e traité** (janvier 1896), de « prise de possession » par la France (!) ; une loi (août 1896) transforme la Grande Ile en colonie (*sic*)

□ **De plus l'opposition des socialistes et de Denys Cochin** (*cf.* biographie dans le dossier biographique) **à l'esclavage fait qu'il est aboli sans délai en sept. 1896** (peu après Gallieni devient résident général, avec tous pouvoirs civils et militaires)

□ Gallieni dépose, de sa propre autorité, la reine Ranavalona III en février 1897, abolit la royauté et exile la reine à La Réunion >>> protestations parlementaires, mais long feu :

acceptation à l'unanimité, **Gallieni devient gouverneur général et poursuit l'œuvre royale d'unif. de la Grande île.** (entamée par la reine Andrianampoinimerina)

c) La guerre du Rif

□ **B.A.B.A. sur la guerre du Rif (1925-1926 pour la France) : voir le A**

□ **soutien du PCE à Abd el-Krim** : voir le A + Doriot : biographie dans le dossier biographique

□ **Corrections et compléments grâce à G. Ayache**, *La guerre du Rif*, L'Harmattan, 1996, 258 p. :

- Lyautey (cf. biographie dans le dossier biographique) a longtemps regretté la zone d'influence puis le protectorat espagnol sur le Nord du Maroc, le Rif

- Abd el-Krim a créé un véritable état, l'« État rifain »

4°) Quelques précisions sur l'anticolonialisme

□ **un des anticolonialismes, le socialiste, insiste beaucoup sur les guerres coloniales**, cf. Paul Louis : « Successivement, nous avons montré que notre expansion coloniale, étrangement accélérée et aggravée depuis 1881 [...] contribuait enfin à entretenir ce fléau dévorant, le militarisme, et son aboutissement logique, la guerre. »⁹³ Évidemment **Gustave Hervé** va plus loin :

« Voilà ce que je voudrais voir insérer en tête de notre programme minimum :

1° renonciation formelle à toute guerre coloniale, étant bien entendu que les colonies actuelles passeraient de la tutelle des missionnaires et du gouvernement des militaires à l'administration civile dont le premier devoir serait de veiller à l'intérêt matériel et moral des peuples indigènes ;

2° renonciation non pas hypocrite et sournoise, mais formelle à toute guerre de revanche, **c'est à nous d'oser dire tout haut ce que les autres pensent tout bas, même les nationalistes qui ne veulent pas plus que nous d'une revanche** ;

3° solution de conflits qui pourraient survenir par l'arbitrage. »⁹⁴

On remarque, bien entendu, que la guerre coloniale est en tête des trois points !

G.Hervé publiera ensuite dans *La Guerre sociale* (1907) des articles titrés « Vivent les Marocains ! », « Hardi les Marocains ! »

□ **anticolonialisme anarchiste** est contre la guerre aussi, bien sûr

⁹³ P.Louis, « La colonisation sous la Troisième République », *Revue socialiste*, 1897, p. 24, cité par Ch.-R.Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, PUF, Dossier Clio, 1973, 96 p., pp. 75-76. Comme livre plus récent que celui d'Ageron, J.-P.Biondi & G.Morin, *Les anticolonialistes (1881-1962)*, R.Laffont, coll. « Pluriel », 1992, 389 p.

⁹⁴ G.Hervé au IV^e Congrès général du parti socialiste français à Tours (1902), cité dans Ch.-R.Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, op. cit., p. 78-79 et, moins longuement, dans J.-P.Biondi & G.Morin, op. cit., p. 79 (aussi !).

□ on pourrait citer aussi les ~~syndicalistes de la CGT~~, fort proches des anarchistes (Victor Griffuelhes par ex.)

□ ajoutons ~~Anatole France~~ qui, dans *L'île des Pingouins*, évoque la « guerre du coton » et la « guerre des parapluies »

□ ~~Paul Vigné d'Octon~~ (1859-1943) ⁹⁵ :

- Cf. Débuts & *BÉ* : ancien médecin militaire (infanterie de Marine) et colonial, anticolonialiste et antimilitariste (*Au pays des fétiches*, 1891 ; *La Gloire du sabre*, 1900)

- né à Montpellier 1859

- a connu l'Afrique en tant que médecin de la Marine

- député de l'Hérault, maire d'Octon, romancier quatre fois candidat à l'Académie française (en vain)

- interpellations vigoureuses à la Chambre des députés au moment de la campagne de Madagascar ; dénonciation de Voulet et Chanoine (voir plus loin)

- publications : *La Gloire du Sabre*, 1900, *La Sueur du Burnous*, 1911 ; nombreuses conférences sur les « brigandages coloniaux »

- dénonce vigoureusement les excès de la colonisation, mais sans jamais vraiment traiter des principes

- ~~dernier tiers de sa vie consacré au naturisme~~ : odes au soleil, nature méditerranéenne, nudisme, un naturisme anarchiste, hygiène de vie, sports, articles pour la *Revue naturiste*

⁹⁵ C.Roche, *Paul Vigné d'Octon (1859-1943). Les combats d'un esprit libre, de l'anticolonialisme au naturisme*, L'Harmattan, 2009, 176 p.

5°) Les sociétés de géographie pendant la Première Guerre Mondiale, d'après la version mise à jour car sans cesse remaniée de ma thèse d'État (les SG figurent dans ce cours car elles étaient depuis longtemps des « chevilles ouvrières » de l'exploration et de la conquête coloniale, cf. Débuts.)

Prestige et avance de l'Allemagne, certes, mais guère de germanophobie, tout au moins avant la Grande Guerre : le ton avait été fort modéré vis-à-vis de la Prusse en 1870 et 1871, le patriotisme ultérieur est considérablement nuancé chez les géographes français. Attendons-nous à voir la fondation des Sociétés de province sans doute fréquemment placée sous le signe de la Revanche et de l' "instituteur prussien", mais cela ne va-t-il pas rapidement tourner à l'usuel et au rituel ? C'est seulement pendant l'entre-deux-guerres, lorsque des Sociétés de Géographie, outre-monts et outre-Rhin, clament "À nous la Savoie !" aussi bien que "Heil Hitler !" qu'on a la nette impression de la fin d'une époque, celle d'une "internationale" des Sociétés consacrées à la Géographie, mais hors de nos frontières : ce n'est manifestement pas du fait de la France. De nombreuses notes sur la délimitation des frontières dans les années 1890 sont publiées, notamment dans les *Bulletins* de province, mais l'état d'esprit dominant est beaucoup plus germanophobe qu'anglophobe. On objectera que pour la période ici considérée, c'est-à-dire celle d'après 1890, l'implication nationaliste principale de la "course au clocher" est l'anglophobie. Ma réponse est nette et simple, au moins pour les Sociétés françaises de Géographie : l'absence d'anglophobie, traditionnelle avant les années 1880, demeure totale, même aux pires moments. Il n'y a donc pas de Fachoda des Sociétés de Géographie ! Y aura-t-il par contre une Première Guerre mondiale ?

La Guerre de 14, devenant la Grande Guerre, est une question-clef. Devient-elle pour les Sociétés de Géographie la grande affaire ? Elle gêne, déjà, la parution des publications, celle de *La Géographie* en particulier, qui eut un seul numéro pour la période allant d'août à décembre 1914, le suivant attendant le mois d'avril 1915 pour sortir, le tout étant réuni en un seul volume, qui s'ouvre par le discours prononcé par Charles Lallemand — patronyme lourd à porter en France à l'été 1914 — , président de la Commission centrale, à la séance de "rentrée" du 27 novembre 1914 : très hostile à l'Allemagne, bien sûr, il envisage une nouvelle carte du monde après la victoire. Le discours du baron Hulot, secrétaire général de la Commission depuis 1897, intervention qui suit, rappelle que Joffre et Gallieni sont membres de la Société de Géographie de Paris, décrit les "œuvres" de circonstance installées dans l'hôtel de la Société, et exclut le membre correspondant suédois Sven Hedin, considéré comme propagandiste favorable à l'Allemagne : cet explorateur du Tibet et du Pamir devait d'ailleurs devenir un pronazi notoire. La séance se termine par une communication sur "l'Allemagne, ses ressources et ses ambitions". De l'autre front, entendons du vrai front,

parviennent de temps à autre des salves de germanophobie très géographiques, certaines fort lexicologiques, comme celle qui fut provoquée par la conférence prononcée le 11 juin 1915 par Émile Wagner à la Société de Géographie de Paris. Il avait employé l'expression de "hinterland", et le compte rendu de la séance fut publié au *Journal officiel* du 20 ; le 29, le lieutenant-colonel de Gennes envoie une carte postale aux armées indignée à la Société : "Ne trouvez-vous pas regrettable qu'à la Société de Géographie de France (*sic*), après près d'un an de guerre, on se serve de mots allemands ?" Le baron Hulot répond le 30 que "hinterland" "est en quelque sorte internationalisé et d'un usage courant depuis plus de vingt ans même dans les documents officiels" (pour des raisons vues, au fond, dans les pages précédentes), mais il admet néanmoins qu'il est "désirable que nous parvenions à libérer la langue des mots allemands qui ont un équivalent en France" ⁹⁶.

Pour publier, il fallait continuer à vivre et à diriger. Or, au début du conflit le prince Bonaparte, président (du bureau) de la Société "se mit à la disposition du Gouvernement et fut pris au Service géographique" ⁹⁷, le général Bailloud, vice-président, reprit du service : en conséquence, ce fut l'autre vice-président, Franz Schrader, qui présida effectivement les assemblées générales en 1914, 1915 et 1916. Quant à Charles Lallemand, président de la Commission centrale, il dirigea toutes les autres séances publiques, à la seule exception de deux d'entre elles. Mais ce fut le baron Hulot qui

"assura le fonctionnement administratif et financier sans autres défaillances que celles dues à sa santé, défaillances qui se produisirent durant le second semestre 1915 [il avait subi une grave opération au mois de juin] et depuis novembre 1917 jusqu'à sa mort",

comme écrit l'historique non signé de la Société pendant la guerre qui se trouve dans les archives ⁹⁸. Entré à la Société à 31 ans, en 1888, l'année de la publication de son *Voyage de l'Atlantique au Pacifique*, il avait été scrutateur du bureau — poste honorifique — en 1893, avant d'être distingué par Charles Maunoir cherchant à se retirer : secrétaire adjoint de la Commission centrale en 1896, il remplaça totalement Maunoir dès l'année suivante.

⁹⁶ Archives de la Société aux Cartes et Plans (Bibliothèque nationale).

⁹⁷ *La Géographie*, août-décembre 1914, p. 154.

⁹⁸ 12 feuilles dactylographiées, datant probablement de 1940 (d'après deux mentions pp. 4 & 7), notice 4122 du colis n° 41 des archives de la Société de Géographie, historique que j'utiliserai largement. Le général Maurice Bailloud (1847-1921) était entré à la Société de Géographie en 1883. En 1898, il est le chef de la maison militaire du président de la République, deux ans plus tard il commande la deuxième brigade du corps expéditionnaire en Chine. En 1914, il est vice-président de la Société de Géographie, reprend du service et l'année suivante on le trouve à la tête de la 2e brigade du corps expéditionnaire français en Orient. Cf. Papiers Bailloud du Service historique de l'Armée de Terre à Vincennes, 1K67, et dossier de général du même Service, Gx/3/336.

Approchant en août 1914 de la soixantaine, Étienne Hulot travailla avec acharnement à maintenir le niveau d'activité de la Société de Géographie de Paris, réussissant à éviter sa mise en hibernation : assurer, avec Charles Rabot (1856-1944), le secrétaire adjoint, la publication aussi régulière que possible de *La Géographie*⁹⁹, organiser 29 séances publiques, dont six assemblées générales, décerner 58 prix, dont 12 à titre posthume, mettre sur pied une trentaine de conférences, la plupart des sujets étant inspirés par la guerre... Il fut la véritable cheville ouvrière de la Société, ce qui abrégéa vraisemblablement sa vie : il mourut le 28 juin 1918, juste un an avant la signature du traité de Versailles¹⁰⁰. Matériellement, la tâche n'était pas facile, d'autant que des cinq employés de la Société, l'"agent" (Émile Baldauff) fut mobilisé et tué le 6 avril 1915, deux autres furent également mobilisés, un autre encore était en mission et mourut au Caucase (Réby) : il ne restait boulevard Saint-Germain que Mademoiselle Menu, la secrétaire-dactylographe. Parmi les membres, beaucoup étaient mobilisés, et la Société de Géographie de Paris eut 56 "morts pour la France".

Qu'étaient les "œuvres" organisées dès août 1914 et auxquelles Hulot consacrait tout à l'heure une description ? La comtesse Røederer, membre de la Société, mit sur pied une crèche pour les enfants du quartier dans les salles libres du siège social. D'un autre côté, l'Œuvre d'assistance aux explorateurs apparue en 1905 disposait d'un fond de 20 000 F, elle le consacra, en se transformant en Comité d'assistance, à soutenir les ambulances, subventionner les œuvres d'intérêt national et colonial, fournir un appoint aux caisses de secours du département de la Seine, distribuer des tricots aux combattants, éventuellement accorder dans certains cas une aide individuelle : un très nouveau, et généreux, mécénat, qui en un an excéda de... 7 500 F les fonds disponibles ! Une circulaire du 15 octobre 1915 lancée pour recueillir les dons des membres rapporta 12 000 F, dont 5 000 F venaient de la seule Banque d'Indochine : l'année 1916 ne permit de verser que des secours individuels, ainsi que des subsides au Comité d'assistance aux Troupes noires — fondé le 10 avril 1915¹⁰¹ — et au Comité d'assistance aux Travailleurs indochinois, fondé le 8 janvier 1916.

⁹⁹ Il n'empêcha pas les retards de parution ni la réduction du volume global : 510 p. pour le tome juin 1914-décembre 1915, 492 p. pour 1916-1917, 652 p. pour 1918-1919, trois tomes, au lieu des 11 d'une période de paix de même durée. Bien entendu, le contenu est très largement consacré à la guerre.

¹⁰⁰ Né à Paris le 30 octobre 1857, Étienne Hulot avait fait plusieurs voyages, dont l'un, en Amérique du Nord, lui fournit la matière d'un ouvrage publié en 1888. Cet homme de droite au catholicisme affiché semble avoir envisagé d'abord une carrière politique, mais il se tourna vers la Société de Géographie sur les conseils du comte Henri de Bizemont et par dilettantisme. Il occupa le poste de secrétaire général avec beaucoup moins d'autorité que Maunoir et se dispensa vite du "rapport annuel".

¹⁰¹ Et non en mars. Il avait été constitué par la Société de Géographie, la Société anti-esclavagiste de France, le Comité de l'Afrique française et l'Union coloniale. Voir M. Michel, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réaction à l'effort de guerre en A.O.F. (1914-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, IX+533 p., pp. 370-371. Plus ambitieux, un Comité de l'effort colonial fut constitué l'année suivante et présidé par Paul Labbé, secrétaire général de la Société de Géographie commerciale et ancien explorateur (*Ibid.*, pp. 180-181).

Grâce au baron Hulot, qui était doté de relations étendues dans les milieux militaires, politiques et mondains, la Société de Géographie s'efforça de fournir des informations sur la guerre : d'habiles enquêtes permirent d'obtenir sur les divers théâtres d'opérations une documentation qui dépasse largement le cadre des indications journalistiques courantes ¹⁰². Cinq articles de synthèse, dont quatre sur les colonies, furent publiés sur ce sujet. Outre une trentaine de conférences classiques, la Société organisa à Paris des "conférences populaires", renouant avec un assez vieux rêve de vulgarisation (présenté au chapitre 5), mais déployé ici dans le cadre d'une propagande destinée à "éclairer" l'opinion sur les buts de guerre de l'Allemagne. Souvent adaptées des conférences déjà faites boulevard Saint-Germain, ces vingt "conférences populaires" n'occupèrent pas même une année entière (du 8 juin 1916 au 24 avril 1917) ¹⁰³, mais elles furent réunies en deux volumes publiés en 1917 chez Alcan sous le titre *Les appétits allemands*.

Cependant, la Grande Guerre offrait une autre occasion : on sait que "le besoin de renseignements d'ordre géographique sur les champs de bataille réels ou éventuels et sur les nations ennemies incita le responsable du Service géographique de l'Armée à demander à Vidal de la Blache de l'aider dans la constitution d'une Commission de Géographie", qui au sein du Service comprenait, entre autres, Demangeon, Gallois, de Margerie et Emmanuel de Martonne, et certains travaillèrent comme conseillers géographiques lors de la conférence de la Paix et la préparation des traités autres que celui signé à Versailles ¹⁰⁴. Ne fut-ce pas ici la grande affaire de la Société de Géographie de Paris ? Suivant une suggestion de Louis Marin, membre de la Société depuis vingt ans et député de la Meurthe-et-Moselle ¹⁰⁵, la Commission centrale décida le 9 février 1916 la création de quatre "sous-commissions" ou "groupes d'études" pour la préparation de la paix :

¹⁰² Censure ? Je n'ai trouvé qu'un seul cas, et à la Société de Géographie commerciale, en 1917 seulement, mais il s'agit de trois pages entières (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale*, 1917, pp. 179-181).

¹⁰³ 3 dans le 10^e arrondissement, 2 dans les 6^e, 9^e, 13^e et 18^e arrondissements, les autres dans les arrondissements restants, sauf les 1^{er}, 2^e, 8^e, 12^e, 14^e, 15^e et 20^e arrondissements. Quatre membres de la Commission centrale parmi les conférenciers bénévoles : Froidevaux, Hulot, Martel et Georges Blondel, vice-président de la Commission centrale (admis en 1898) et professeur au Collège de France.

¹⁰⁴ V. Berdoulay, *La formation de l'école française de Géographie (1870-1914)*, thèse de III^e cycle, C.T.H.S., 1981, 245 p., p. 32.

¹⁰⁵ Louis Marin fut par la suite président de l'Académie des sciences d'outre-mer et, de 1925 à sa mort en 1960, président de la Société de Géographie commerciale. Sa veuve, décédée en septembre 1980, a légué à la Société de Géographie du boulevard Saint-Germain un lot important de documents (notes, lettres, articles de presse, etc.) et une très copieuse et intéressante collection de clichés, se rapportant aux nombreux voyages effectués par son mari en Europe et en Asie, surtout de sa vingtième année (1891) à son entrée au parlement (en 1905), et minutieusement préparés. C'est à Louis Marin que la Société de Géographie commerciale, qui porta, elle aussi, une grande attention à la guerre, surtout sous l'angle économique, demanda sa première conférence (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale*, 1915, pp. 109 & 190). De nombreux articles et comptes rendus du *Bulletin de la Société de Géographie commerciale* envisagèrent l'après-guerre, notamment dans le champ économique.

France et front occidental
Europe, moins le front occidental
Asie-Océanie
Afrique

Les deux dernières s'occupaient bien sûr du domaine de prédilection de la Société de Géographie de Paris ¹⁰⁶ ; les archives de celle-ci nous renseignent correctement sur leurs travaux ¹⁰⁷, qui commencèrent immédiatement et au sein desquels Louis Marin, membre de toutes les sous-commissions, joua un rôle essentiel. Dans quels buts pour l'Europe ?

"Ce que propose la sous-commission [Europe, moins le front occidental, le 1er mars 1916], c'est d'étudier les frontières dans lesquelles devront être confinés nos ennemis, en cas de victoire des alliés, de telle façon que le block (*sic*) austro-allemand soit désormais hors d'état de recommencer la guerre. Il y a donc lieu 1° d'envisager les réductions possibles de territoires 2° de déterminer les attributions de ces territoires. Toutefois ce second point implique certaines réserves pour ne pas éveiller la susceptibilité de tels ou tels de nos alliés, ainsi les Russes au sujet de la Pologne. Les questions qui surgiront seront multiples et complexes..."

Et d'ailleurs cette sous-commission "Europe, moins le front occidental" s'enfonça dans une véritable jungle de problèmes à la fois historiques et géographiques ; de nombreuses notes furent écrites, en particulier sur la constitution de la Yougoslavie, en liaison avec le Comité yougoslave ¹⁰⁸. La sous-commission "France et front occidental", envisagea des annexions et démembrements très étendus, que Gallois, de Margerie et Jean Brunhes s'efforcèrent de tempérer, mais porta un vif intérêt aux problèmes économiques, en particulier ceux du charbon et du fer, dans l'optique sarroise. Elle le fit grâce aux de Wendel, à la connaissance des travaux de la Conférence économique des gouvernement alliés tenue à Paris en juin 1916, et enfin en bénéficiant de l'apport de la Fédération des Industriels et des Commerçants français.

¹⁰⁶ Mais les autres groupes du Parti colonial firent de même !

¹⁰⁷ Trois cartons des archives des Cartes et Plans : colis n° 9, 16 *bis* et 24. En plus, le colis n° 9 *bis* contient (notices n° 2297 & 2322) deux pièces assez anecdotiques : la sous-chemise "dossier du vicomte de Breuil" (correspondance et notes de 1915 sur la prétention du vicomte, membre à vie de la Société depuis 1874, à se prétendre roi d'une partie de l'Arabie !) et la lettre de Marfand (Périgueux, 2 septembre 1915), demandant que la France exige le protectorat sur la Syrie.

¹⁰⁸ Exemple : H.Hinkovitch, "Le problème yougoslave", 25 mai 1916.

Le danger était évidemment de discuter dans le vide, alors que des négociations gouvernementales et diplomatiques pouvaient être très avancées, ce que distingua fort tôt, dès sa réunion du 8 mars 1916, la sous-commission "Asie-Océanie". Celle-ci s'intéressa surtout à l'acquisition par la France de la Syrie et du Liban ¹⁰⁹, à la question des Nouvelles-Hébrides, et aux Établissements français de l'Inde, les considérant volontiers comme une monnaie d'échange avec la Grande-Bretagne ¹¹⁰, contre l'île Maurice par exemple. Le rapport essentiel de cette sous-commission, celui qui concernait la Syrie et la Palestine et s'attachait, entre autres, à réfuter, par la bouche d'Emmanuel de Martonne, l'argument du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne fut prêt que le 28 juin 1916, soit... un mois après les accords Sykes-Picot, qui avaient déjà réglé la question !

La sous-commission Afrique s'occupa du "partage des colonies allemandes entre les puissances alliées intéressées", d'une refonte générale de la carte de l'Afrique coloniale, de questions d'ordre économique, de la révision possible des accords internationaux de Berlin, Bruxelles et Algésiras, et elle eut à lutter contre les "prétentions coloniales" de l'Italie : rapports, vœux, etc., furent adressés aux commissions parlementaires et au gouvernement.

Les études étaient certes très minutieuses, mais la minutie est-elle efficacité politique ? Pour parvenir à cette dernière, la Commission centrale tendit à fédérer les

"divers groupements qui se sont déjà occupés des questions coloniales, dans le but d'esquisser, en temps opportun, et d'accord avec le gouvernement, un programme commun, qui formerait le cahier des demandes du parti colonial." ¹¹¹

L'expression révélatrice est présente, et les sous-commissions coloniales eurent des relations avec les autres associations du parti colonial. Autre but explicité : agir sur l'opinion, ou sur une certaine opinion, en luttant contre "les idées du parti abstentionniste qui se constitue en France pour donner une solution négative à la question de Syrie." ¹¹² Progressivement, les

¹⁰⁹ Serge Berstein a rappelé que la Chambre de Commerce de Lyon avait réclamé dès 1915 "la prépondérance française sur la Syrie au lendemain de la guerre, en alléguant les liens étroits entre ce pays, principal fournisseur de soie de la fabrique lyonnaise, et le marché lyonnais, l'installation de filatures au Liban par les Lyonnais, et en prévoyant un plan de mise en valeur du pays." (S. Berstein, *Édouard Herriot ou la République en personne*, Presses de la FNSP, 1985, 327 p., p. 53).

¹¹⁰ Ils sont parfois nommés "établissements français dans l'Inde britannique".

¹¹¹ Procès-verbal de la réunion de la sous-commission Asie-Océanie le 28 juin. On verra, pour le Parti colonial, P. Grupp, "Le parti colonial français pendant la Première Guerre mondiale : deux tentatives de programme commun", *Cahiers des Études africaines*, 14 (1974), n° 2, pp. 377-391.

¹¹² Première page du rapport lu à la séance du 28 juin 1916, un mois après les accords Sykes-Picot, et trois ans avant le traité de Versailles !

sous-commissions fusionnèrent ¹¹³ et dans le domaine colonial concentrèrent leurs efforts sur la Syrie et les "ambitions coloniales italiennes", cette dernière hostilité étant confortée par un vœu de la Société de Géographie de Marseille. Une lettre de Louis Marin du 5 mai 1917 ¹¹⁴ prévoit une démarche collective du parti colonial auprès du président du Conseil Ribot pour lutter contre elles : cette lettre, avec pertinence, indiqua

"confidentiellement [...] que le gouvernement est très mal renseigné parce que les Affaires étrangères n'ont pas de documents assez précis sur toutes ces questions coloniales et que, d'autre part, nos coloniaux ne veulent pas croire à l'ambition des coloniaux italiens ou tout au moins s'imaginer que le Gouvernement n'aura pas la faiblesse d'y céder."

La délégation fut effectivement reçue par Alexandre Ribot le 21 mai 1917, rencontre devant être suivie quelques jours plus tard d'une réunion du parti colonial lui-même. La Société de Géographie a donc cessé d'agir seule, mais elle a aussi arrêté de réfléchir : "groupe d'étude" et sous-commissions s'évanouissent pendant l'été 1917, évidemment à cause de la mise sur pied d'organismes officiels, le gouvernement français s'adaptant dans ce domaine comme dans d'autres à la Guerre mondiale. La Société de Géographie de Paris fut relayée en particulier par le Comité d'Études, composé d'universitaires, la plupart géographes, créé le 17 février 1917, sous le ministère Briand, par C.Benoist, député de la Seine. Il était présidé par Ernest Lavisse, avait Vidal pour vice-président et Emmanuel de Martonne pour secrétaire ¹¹⁵. En tout cas, la Société de Géographie éprouve alors le sentiment de l'accomplissement de son devoir ayant consisté à "apporter [sa] quote-part à l'œuvre commune dans l'intérêt du pays et de la paix du monde." ¹¹⁶

Le manque de moyens de toutes sortes empêcha les Sociétés de Géographie de province, gênées elles aussi en 1914 ¹¹⁷, et sur le fond entièrement d'accord avec la mentalité

¹¹³ Exemple : "Asie et Afrique réunies" (*sic*).

¹¹⁴ Destinataire inconnu, confirmation par circulaire dactylographiée du 8, signée par Hulot, et procès-verbal de la séance du Groupe d'études pour l'examen des questions relatives au règlement de la paix du 11.

¹¹⁵ D'après Jean-Louis Tissier, p. 296 du *Dictionnaire des intellectuels français*, dirigé par J.Julliard & M.Winock, Seuil, 1996, 1 258 p.

¹¹⁶ *La Géographie*, avril 1917, p. 305. Prélude à un clivage de fait, très visible après la guerre, entre géographie universitaire et Société de Géographie, l'œuvre "annexionniste" entreprise ne groupa qu'une phalange de géographes : un Raoul Blanchard, par exemple, pourtant membre de la Société de Géographie en 1913 et fort patriote, n'y participa pas et n'en souffla mot dans son *Journal de guerre* (Manuscrit BDIC, O.229 Réserve), en général correctement informé. Il est vrai qu'il n'y envisage guère de modifications territoriales, même banales et européennes, pour l'après-guerre où "un monde nouveau se lève" (dernière phrase).

¹¹⁷ Interruption des séances surtout : Marseille ne tient sa séance "de rentrée" qu'en décembre. Voir par exemple l'"avertissement" du président Villard au début du *Bulletin de la Société de Géographie de Lyon* de 1914. Lille

guerrière et annexionniste de la Société de Paris, de sortir du cadre restreint de leurs locaux et de leurs publications, ou tout au moins de celles de leurs publications qui ne furent pas interrompues ¹¹⁸ : nombreux articles et conférences de circonstances ¹¹⁹, dont les minutieux "résumés historiques des opérations de guerre" de Jacques Léotard, secrétaire général de la Société de Géographie de Marseille ¹²⁰, partage sous les lambris des salles de réunion des futures dépouilles de l'empire colonial allemand et de l'Empire ottoman ¹²¹... Rien d'étonnant à ce que presque toute la matière du *Bulletin* marseillais de 1914-1918 soit absorbée par la Grande Guerre. Les originalités par rapport à Paris, hormis, naturellement, la faiblesse de l'action, sont rarissimes : citons le désir de récupérer le Cheik-Saïd, pris par les Turcs, et "libéré" par les Anglais, désir qui se manifeste à la Société de Marseille dès 1914, d'autant plus que le responsable de son acquisition en 1868 n'était autre qu'Alfred Rabaud, président-fondateur de la Société ¹²².

Un cas plus original, en partie au moins, est celui de Toulouse. Certes, "les paisibles travaux scientifiques de la Société ont été interrompus par le tumulte des armes", comme dit

est un cas particulier, pour des raisons évidentes : le *Bulletin de la Société de Géographie de Lille* cesse de paraître et la Société de se réunir, sauf quatre réunions de comité.

¹¹⁸ L'interruption est le cas majoritaire. Continuent à paraître les *Bulletins des Sociétés de Géographie* de Marseille et de Toulouse, par exemple. De la même façon, le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale* continua, avec un tome par année, mais plus réduit en pages, le *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort* ne s'interrompt pas, mais fut retardé, avec de très minces livraisons. Difficultés pour les cotisations, évidemment (nombreuses mentions dans le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale*).

¹¹⁹ Dès 1914 à Marseille, Jacques Léotard, le secrétaire général, en fait une sur "Les Puissances belligérantes et les origines de la Guerre" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1914, pp. 89-93), Henri Barré, le bibliothécaire, une autre sur "Les colonies allemandes en 1914" (*Ibid.*, pp. 93-99). Après l'improvisation des débuts, on s'organise. Exemples de titres à Marseille : "La Syrie et la France" (Georges Vayssié), "L'action possible du pavillon français à Gênes" (Maurice Rondet-Saint), "Le Japon héroïque" (F. Gas-Faucher), "La Belgique héroïque" (Maurice Wilmotte), "Notre Armée noire" (Camille Guy), "Les Allemands et le pangermanisme" (Georges Blondel). On rassure en montrant "Comment la Géographie prévoit la Victoire" le 9 janvier 1916, "en s'appuyant sur des cartes et des statistiques et sur les étapes du grand conflit" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1916, pp. 138-139. Conférence de Jacques Léotard). Paul Bourdarie souligne l'importance de "la participation de nombreuses colonies à la guerre" (conférence du 10 novembre 1917, *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1917, pp. 82-83). Un grand article de Victoire (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, en tête) : "La guerre de mouvement et la deuxième victoire de la Marne. La retraite allemande", par le général de division Perreaux. Au total, 70 conférences à Marseille pendant la guerre (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, p. 141), soit davantage qu'à Paris. Camille Guy, admis à la Société de Géographie en 1895, et également membre de la Société de Géographie commerciale, avait été chef du service géographique au ministère des Colonies, puis gouverneur en Afrique, à la Réunion et aux Antilles.

¹²⁰ Qu'il complète par un article "La guerre et la Paix. Résumé historique des opérations de guerre en 1918 et des traités de paix en 1919", dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, pp. 70-88.

¹²¹ Exemples de conférences : Georges Vayssié le 26 novembre 1915 sur "La Syrie et la France" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1915, pp. 49-68), comte Cressaty le 16 avril 1916 sur "Le rattachement de la Syrie à la France", E. du Vivier de Streel le 25 mars 1917 sur "L'Après-Guerre et notre empire colonial". Pendant la conférence de la Paix, Georges Vayssié prononça, le 14 avril 1919, une conférence sur "La France en péril dans le Levant" (*Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1919-1919, pp. 64-66)

¹²² *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1914, p. 175.

le commandant Litre, président, à la séance du lundi 11 janvier 1915 ¹²³, mais la guerre n'affecte pas la parution du *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*. Elle en influence toutefois, bien sûr, le contenu, de la même façon que dans le reste du territoire national, mais aussi sous la forme de longues listes de membres cités à l'ordre de l'armée. Toutes les Sociétés de Géographie envisagent l'après-guerre, d'où de nombreux "programmes d'action", mais à Toulouse il s'agit de nombreux appels à une régénération — antirépublicaine — de la France ¹²⁴. Comme dit avec emphase à la séance tenue précisément le 11 novembre 1918 le colonel Prompt :

"... Arrière donc, les maniaques de la politique qui, tout à leurs vaines disputes, n'ont rien vu, rien entendu, rien ressenti, ni des maux endurés par les populations envahies, ni des prodiges de nos soldats, ni de leurs sacrifices, ni de leurs justes colères, ni de leur besoin de vengeance !

Arrière, les cléricaux de l'Humanitarisme, les faux dévots de la Fraternité des peuples..." ¹²⁵

Pour les Sociétés de Géographie, multiples depuis plusieurs décennies, l'entre-deux-guerres va devenir comme pour d'autres organismes — comment ne pas songer au parti radical de Serge Berstein ¹²⁶ ? — le temps d'une pathétique tentative de retour à un âge d'or situé à la Belle Époque, ou plutôt un peu auparavant, tentative qui va s'avérer être vaine. L'entre-deux-guerres fut au contraire la démonstration par l'absurde de l'inanité des efforts entrepris et le signe pertinent de l'inadaptation de la géographie des "sociétés de pensée" aux ruptures d'un siècle décidément bien nouveau.

Les ruptures s'imposent aussi à l'historien et le gênent considérablement : beaucoup de Sociétés de Géographie ont cessé leur activité avec la Grande Guerre, pour les autres on

¹²³ *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*, 1915, p. 1. Il y revient pp. 28-29.

¹²⁴ Cf. la série d'articles de S.Cuénot, "Après la victoire : comment nous organiserons-nous ?", dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*, 1916-1919.

¹²⁵ *Bulletin de la Société de Géographie de Toulouse*, 1919, p. 227. Le premier paragraphe est évidemment "ancien combattant", mais le second est totalement différent. Rappelons qu'à la conférence de la Paix Clemenceau s'entoura d'une pléiade de géographes dirigée par Emmanuel de Martonne pour discuter du tracé des frontières en Europe centrale et dans les Balkans. Les travaux de ces géographes furent publiés (*Questions européennes*, Imprimerie nationale, 1919, 2 vol.), mais "la corporation préféra ignorer ces travaux" (Y.Lacoste, *La géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre*, Maspero, 1976, 187 p., réédition, La Découverte, 1982, IX+235 p., p. 214).

¹²⁶ S.Berstein, *Histoire du Parti radical*, thèse, FNSP, 2 vol., 1980 et 1982, 487 et 667 p.

n'a plus guère de listes d'admissions et plus de listes avec beaucoup de professions. À Paris, il n'y a plus de listes de membres du tout entre 1913 et 1939 ¹²⁷, les procès-verbaux sont très différents, réduits qu'ils sont désormais au simple résumé des communications et surtout des conférences, éventuellement publiées ensuite *in extenso*, et enfin les archives manquent à peu près totalement pour toute l'entre-deux-guerres. Rupture du nouveau siècle pour les Sociétés, mais aussi pour l'historien : sans doute y a-t-il ici un signe plus qu'une coïncidence...

La fin de la conquête coloniale au milieu des années trente, la crise de 1929, la multiplication d'organismes étatiques se substituant à l'activité des Sociétés de Géographie, puis la Seconde Guerre mondiale accentuent le déclin des Sociétés. Brutalement et cruellement, le premier problème va être pour les Sociétés de Géographie celui de l'existence même, voire de la survie au milieu de nouvelles difficultés. Il va falloir croire fermement dans les vérités anciennes et dans les nouvelles solutions. Enfin, cet après-guerre va s'avérer être un entre-deux-guerres : les Sociétés surent-elles et purent-elles combattre, sinon l'occupant de la Seconde Guerre mondiale du moins l'adversité ?

¹²⁷ Liste au 31 décembre 1939 dans *La Géographie*, 4e trim. 1939, pp. 158 & suiv.

6°) Divers

□ un saint-simonien, Ismâïl (ou Ismaÿl) Urbain, joua un rôle capital dans la naissance du concept de « royaume arabe » en Algérie ¹²⁸. Mulâtre originaire de Guyane, intellectuel saint-simonien très jeune (Thomas Urbain est né en 1812), « voyageur orientaliste », converti à l'Islam et changeant de prénom, circoncis en Égypte, marié à une musulmane en Algérie, interprète militaire, présent à la prise de la Smala d'Abd el-Kader, puis chef de bureau au ministère de la Guerre, distingué par Napoléon III à plusieurs reprises. Il part dans l'empire ottoman dans l'espoir de diffuser le principe de l'égalité des sexes et cet autre de l'union entre l'Occident et l'Orient. Il se convertit pour symboliser l'union entre les deux religions du Livre. Très nombreux allers-et-retours entre la métropole et l'Algérie. Grande influence à partir du long séjour de Napoléon III en Algérie en 1865

□ voir la carte polycopiée des résistances en Afrique

□ la « course au Tchad » et la fin de la conquête du Sahara :

- en 1890, Eugène Étienne, personnage clé du parti colonial (voir *Débuts*) lance l'idée d'une jonction au lac Tchad de l'œuvre colo. d'Algérie, d'Afrique occ. et d'Afrique éq. Le Comité de l'Afrique française (voir *Débuts*) parle de « bloc africain »

- en 1898-1899, trois lourdes expéditions militaires partent du Soudan (mission Voulet-Chanoine), d'Algérie (mission Foureau-Lamy) et du Congo (mission Gentil). Buts : jonction et abattre Rabah

- mais les instructions données sont peu claires et dans le même temps Marchand part de Brazzaville pour Fachoda (voir *Débuts*)

- Paul Voulet et Julien Chanoine, qui se prennent pour des conquistadores, pratiquent une expédition très brutale (violences physiques, villages brûlés, etc.), ils tuent l'officier envoyé à leurs trousses, deviennent vraisemblablement fous et sont massacrés par leurs tirailleurs en juillet 1899 ; un de leurs subordonnés réussit à faire sa jonction avec la mission Foureau-Lamy au lac Tchad (février 1900)

- Gentil avait atteint le lac le premier, dès nov. 1897 ; confiant, il part pour la France en laissant sur place un subordonné, qui se fait massacrer avec tous ses tirailleurs (juillet 1898). Gentil revient et fait sa jonction avec les deux autres missions (avril 1900)

- Lamy prend le commandement de l'ensemble, bat Rabah (22 avril 1900), mais il est tué, Rabah aussi

- mais il reste à constituer véritablement le bloc africain rêvé en 1890

- à remarquer que tout ceci se passe sur fond d'affaire Dreyfus (qui pousse à étouffer l'affaire Voulet-Chanoine) et d'Exposition universelle !

¹²⁸ Cf. A. Levallois, *Les écrits autobiographiques d'Ismaÿl Urbain. Homme de couleur, saint-simonien et musulman (1812-1884)*, Maisonneuve et Larose, 2004, 197 p.

- la mission Foureau-Lamy a, au passage, « pacifié » le Sud algérien ; la France demeure dans l'est saharien prudente face aux Senoussistes et aux Turcs de Tripolitaine
- à l'ouest, la France délimite avec l'Espagne leurs possessions respectives (Rio de Oro...), mais en fait la pacification ne sera achevée qu'en 1934, la Mauritanie ne sera organisée qu'en 1920 et ne sera dotée d'une capitale, Nouakchott, qu'en 1957, juste avant l'indépendance !

□ Danrit (anagramme de Driant) imagine, dans sa série « La guerre au Vingtième Siècle », un volume sur la guerre électrique (*L'Invasion noire*), menée victorieusement par les Occidentaux contre un *Djihad* des musulmans : barrages électriques, blindés électriques, etc.

□ caricature Eachoda polycopiée : la voir

GÉS-5. ÉTAT INTERVENTIONNISTE. ÉTAT DIRIGISTE ?

- L'industrie fr. était dans l'ensemble assez mal adaptée aux besoins de la guerre mondiale de 1914. Capacité de la sidérurgie = 1/3 de celle de la cap. all. Ind. chim. ne produit ni l'ammoniaque ni l'acide nitrique nécessaires à la fabrication des explosifs
- ce jugement n'a cependant pas valeur générale, puisque la France avait dev. 2 prod. (auto. et alu.) qui devaient se révéler essentielles à la poursuite de l'effort militaire
- **Dès 1915, l'historien Henri Hauser** fit paraître un livre où il analysait le « succès allemand ». Tout **en réfutant une imitation servile de l'ennemi, il y préconisait, pour la France de l'après-guerre, un engagement accru de l'État dans l'économie**.
- célibrité de l'interventionnisme de guerre, mais n'est-il pas fondamentalement lent, progressif, puis provisoire, éphémère ? ¹²⁹ Il faut attendre le gouv. Clemenceau, en nov. 1917, pour assister à un véritable dirigisme économique (cf. cours GÉS-7).

I. VUE CAVALIÈRE DE L'ÉVOLUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT

1°) L'ampleur du budget (complète ce que nous avons vu dans le GÉS-1)

- augmentation, à cause de la multiplication des prises en charge : enseignement, développement éco., etc. + reconstructions 2 guerres mondiales
- le taux de croissance du budget a presque toujours été + fort que le taux de croissance économique, sauf pendant la courte période 1922-1928 ⇒ une croissance absolue mais aussi relative
- en gros 1928>>>, budget a crû 3 fois + vite que le revenu national
- pression fiscale :
 - la part des impôts dans les rentrées ordinaires de l'État reste constamment supérieure à 85 % depuis 1815
 - au XXe siècle : augmentation (> 92 % depuis 1955)
 - les cotisations sociales sont un "quasi-impôt", au temps de l'État-Providence ⇒ la somme impôts + cot. soc. = 35,6 % en 1970, augmente ensuite avec un maximum de 44,6 % en 1987
 - le poids des cot. soc. fr. est + élevé qu'en All., en Grande-Bretagne, en It. et dans la plupart des pays industrialisés
- < SS. À noter que, même s'ils servent à financer la SS, la CSG et le RDS (en vigueur depuis le 1er janvier 1996) sont considérés comme des impôts (d'ailleurs proportionnels et non progressifs)

¹²⁹ « seulement » va revenir cinq fois au moins dans ce cours, et j'aurais pu l'utiliser davantage... On a très souvent dans les livres des phrases « C'est seulement à partir de décembre 1916 que l'État... ».

2°) Les dépenses de l'État

□ Défense nationale longtemps poste le plus important (cf. cours GÉS-3 + : 1988 : 16,11 %, 1991 : 19,7 %, 1995 : 14,1 %). **Ce sont d'ailleurs les guerres qui ont fait faire au budget de l'État de véritables bonds !**

□ n'a été dépassée par l'Éducation nationale qu'à la fin des années 60 (Éducation nationale = 7 % dépenses en 1930, 14 % 1962, 25 % en 1978, puis baisse : 18,5 % en 1986, 16,2 % en 1988, et en 1989 & 1990 la Défense nationale dépasse à nouveau l'Éducation nationale ! Mais hausse depuis 1991 : 19,7 %, soit le même % que la Défense nationale, 22,6 % en 1995)

□ rôle éco. de l'État en tant que client est faible (3 % consommation totale de la nation sous la Ve République)

□ rapports avec les collectivités locales : transferts de celles-ci à l'État, progressivement, puis inverse depuis les années 1980, avec une véritable montée en puissance des dépenses publiques étant le fait des coll. loc.

3°) Les recettes de l'État

• > 9/10 = impôts directs et indirects (reste = produits Domaine, douanes, Loterie nationale, née en 1934, Loto, PMU, etc.)

• **le rôle " redistributeur " de l'impôt est pour le moins discuté**

• part respective impôts directs/indirects :

- la fiscalité indirecte, **perçue à l'occasion d'actions de production, de consommation ou d'échanges, est moins " sensible " indiv. et moins redistributive. Elle a représenté près des 3/4 des ressources fiscales de l'État au XIXe siècle.**

- directs = 28 % ressources État 1926 >>> 30 % (1930), puis baisse (mini. 1952-1955 : 20 %), puis hausse >>> 28 % (1962), 47 % budget 1990

• les « 4 vieilles » : voir *Débuts* et *BÉ*. Les collectivités locales, après transformations, en sont héritières, sous la forme de :

- la taxe professionnelle (44 %) payée par employeurs et prof. libérales, artisans, etc.

- taxe sur le foncier bâti, **payée par les propriétaires d'immeubles**

- taxe d'habitation, **payée par l'occupant**

- taxe sur le foncier non bâti (la moins imp.), payée par le propriétaire du terrain

• rôle de + en + imp. de la TVA (54 % des recettes 1990), créée en 1954

II. CONSÉQUENCES ET BILAN ÉCONOMIQUES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

1°) Les conséquences de la Première Guerre mondiale

a) La mise en place empirique d'un contrôle des économies

□ Cela a été dans l'entre-deux-guerres un des thèmes d'étude proposée par la Fondation Carnegie

□ L'emprise croissante de l'État sur l'économie : une « exubérance de l'État »¹³⁰

- La préparation à la guerre longue :

Au cours de l'automne 1914, l'on perd l'illusion que la guerre sera courte. Aucun des pays belligérants n'avait prévu une guerre longue. Tel quel, l'appareil économique n'est pas en mesure de répondre aux exigences d'un conflit dont tout laisse prévoir, à la fin de 1914, qu'il se prolongera longtemps. Chacun va désormais mobiliser l'ensemble de son potentiel matériel et humain pour affronter une guerre totale. Les plus affectés en sont les Russes, obligés, en décembre 1914, d'interrompre toute offensive, faute de munitions d'artillerie. Leurs alliés, et notamment la France, qui possèdent des réserves insuffisantes, doivent néanmoins leur en envoyer pour éviter un désastre. La perspective d'une guerre courte avait partout désorganisé la vie économique, la plupart des ouvriers ayant été mobilisés. On se rend désormais compte qu'il faut intensifier la production industrielle et instaurer une économie de guerre. On rappelle vers les usines de guerre de l'arrière les ouvriers qualifiés. De plus en plus, les États établissent leur contrôle sur la production, stockent les matières premières (initiative du banquier Walter Rathenau en Allemagne), organisent le rationnement des vivres, en Allemagne surtout, où le blocus se fait durement sentir. Dans chaque pays, on crée des services de fabrication d'armement, où l'industrie privée est appelée à jouer le rôle essentiel, aucune nationalisation de l'industrie de guerre n'étant prévue.

À l'économie libérale du "laissez faire", la guerre, par la force des choses et non par raisons idéologiques, substitue une économie dirigée. Partout l'intervention de l'État est rendue nécessaire et de plus en plus contraignante. Partout, les citoyens apportent leur or à l'État. Cette intervention prend cependant des formes diverses en fonction des traditions et des structures propres à chaque pays.

¹³⁰ F.Bock, "L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (1984), pp. 41 & suiv. La bibliographie elle-même est immense, je cite quand même le très novateur article de Gerd Hardach, « La mobilisation industrielle en 1914-1918 : production, planification et idéologie », dans P.Fridenson dir., *1914-1918. L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 237 p., pp. 81-109, qui permet d'utiles comparaisons.

- Le nouveau rôle de l'État, comparé au système libéral développé au 19^e siècle, apparaît comme une révolution.

Une liaison triangulaire « armée-industrie-pouvoirs publics » (Henri Morsel), un triangle refermé car ils existait des liens bilatéraux

Partout l'État libéral dut s'adapter pour organiser la production de guerre. On peut schématiquement distinguer trois types de relations entre l'État et la production, ces types étant fonction du tempérament politique de chaque nation. En Allemagne, sous la direction de W. Rathenau, fut établie une relation entre l'armée et l'industrie ; en France, en raison du poids du pouvoir politique, la liaison était triangulaire armée-industrie-pouvoirs publics ; dans les pays anglo-saxons, les rapports étaient de type industrie-pouvoirs publics.

L'État libéral intervint pour organiser le rationnement. Ceci alla du rationnement alimentaire (en Allemagne il fut particulièrement strict), à la répartition des matières premières dans l'industrie, en fonction des priorités de la guerre. La Grande-Bretagne est la première puissance à avoir une véritable réflexion sur la question des matières premières, dès 1915, avec comme arrière-pensée le maintien de la supériorité de la place financière de Londres ¹³¹

L'État organisa également le marché du travail, où se posaient de véritables problèmes, du fait de la mobilisation de millions d'hommes. Il fit appel à la main-d'œuvre féminine. L'État dut contrôler le crédit et les prix.

Pour donner une impulsion aux productions de guerre, l'État accorda des crédits, à long terme aux industriels. Enfin il contrôla les prix pour éviter que l'inflation ne soit trop forte et ne crée un mécontentement préjudiciable à la cohésion nationale. Partout le cours forcé et le contrôle du marché financier furent décrétés dès les premiers jours de la guerre.

L'État libéral devait sortir transformé de la guerre. Même si le retour à la normale fut la règle, des habitudes avaient été prises, des évolutions qui allaient s'avérer irréversibles s'étaient produites : elles allaient faire que rien désormais ne serait comme avant.

Certes, les firmes privées, n'ont pas souffert du conflit, au contraire : le nombre d'ouvriers de Krupp a doublé, atteignant 158 000 à la fin de la guerre ; le chiffre d'affaires de Renault a quadruplé. Les profits ont grimpé en flèche : Daimler (Allemagne) tripla les siens en trois ans, de 1914 à 1916, Saint-Gobain (France) les multiplia par sept. La palme revient au trust américain de la chimie Du Pont de Nemours : 6 millions de dollars en 1913, 266 en 1918. Les ententes se renforcèrent : Syndicat des Houillères de la Ruhr, Comité des Forges travaillent en liaison avec les gouvernements ; aux États-Unis, la législation antitrust fut mise en veilleuse.

Les firmes privées sont consultées dès 1914 en France et l'arrivée d'Étienne Clémentel au ministère du Commerce, dans le gouvernement Briand, provoque la

¹³¹ Bien montré dans G.-H. Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Thèse, Fayard, 1989, 972 p., chapitre VI.

réunion d'une Conférence économique entre alliés, à Paris, du 14 au 17 juin 1916¹³². Le personnage est étonnamment moderne : il envisage ainsi une union douanière interalliée pour l'après-guerre, idée qu'il avance vis-à-vis des Anglais dès janvier 1915, et surtout il formule de véritables buts de guerre économiques de la France : indépendance, à l'avenir, vis-à-vis des produits allemands, conquérir les marchés traditionnels de l'Allemagne, etc. L'entrée en guerre des États-Unis accélère le phénomène : ils exigent la création d'un Conseil économique interallié, House participe à une nouvelle Conférence interalliée de Paris (29 novembre-3 décembre 1917)¹³³.

- Les industries¹³⁴

Une production qui dépasse très largement la « course aux armements » d'avant 1914 et fait vraiment entrer dans le XXe siècle. Progressivement, la guerre demande à l'appareil économique un effort croissant pour répondre aux exigences des combats : les militaires acceptent de plus en plus difficilement les offensives mal préparées ; ils veulent être appuyés par l'aviation, par l'artillerie et plus tard, par les tanks. La France et l'Allemagne doivent non seulement équiper leurs propres armées, mais aussi ravitailler leurs alliés. La guerre avait éclaté sur le continent le plus armé industriellement. Deux secteurs jouèrent un rôle clé : les armes et les transports. L'État intervint pour enrôler l'ensemble des industries mécaniques dans la fourniture des armes. Avant-guerre, l'automobile et l'aviation étaient des industries très jeunes, et nul n'avait prévu leur place dans un conflit. Avec la guerre, la motorisation s'accrut et ces deux activités industrielles connurent un vif essor. Le chemin de fer, plus ancien (*cf.* la guerre de 1870), tint une place essentielle dans l'acheminement des troupes et du matériel de l'arrière vers le front. Problème des gaz, *cf.* Poincaré tout de suite dans ses carnets : « C'est l'organisation du crime ; et demain pour nous défendre, n'allons-nous pas être forcés d'employer hélas ! les mêmes moyens ? »

Il faut donc réquisitionner, improviser des centres de production industrielle loin des fronts, convertir des industries civiles en industries de guerre ; partout la productivité connaît un vif essor, par l'utilisation du travail à la chaîne, par les améliorations techniques. Les nécessités de l'heure accentuent la concentration des entreprises et la liaison entre les laboratoires de recherche et les usines : en France, Bordeaux, Toulouse, Lyon, les vallées alpestres comme la Maurienne, le Massif central, la banlieue parisienne connaissent une remarquable croissance pendant la guerre. La Première Guerre Mondiale pose de manière aiguë le problème des relations entre les ministères, les armées et les industriels, celui des

¹³² G.-H.Soutou, *L'or et le sang*, *op. cit.*, chapitre VII.

¹³³ G.-H.Soutou, *L'or et le sang*, *op. cit.*, chap. XIII.

¹³⁴ R.Porté, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, 14-18 Éditions, 2005, 365 p. Aussi chapitre X de J.-J.Becker & G.Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008, 380 p.

sources d'énergie, celui des intermédiaires avec les pays étrangers, surtout les États-Unis, tous des problèmes très modernes.

- Les transports intérieurs et extérieurs

Enfin, les transports maritimes étaient d'un intérêt vital pour un conflit qui prenait les dimensions du monde, et ce d'autant plus que la dépendance commerciale de l'Europe était grande ; elle achetait l'essentiel de ses produits alimentaires et de ses matières premières à l'extérieur, et elle vendait en échange sa production manufacturée. La plus grande dépendance de l'Entente (principalement du Royaume-Uni) nécessitait la maîtrise des mers et l'organisation des échanges entre l'Amérique et l'Europe. La guerre enfin bouleversa les échanges commerciaux. D'une manière générale on assista à la montée des pays neufs : États-Unis, Japon, *dominions*, Amérique latine.

- Le problème de la main-d'œuvre

Il y a contradiction entre la mobilisation massive de la quasi-totalité de la population adulte masculine et les besoins requis pour faire tourner l'économie, notamment les industries d'armement, que nécessite cette guerre où le matériel joue un rôle croissant. Pour remplacer les hommes partis au front, il faut trouver la main-d'œuvre indispensable au fonctionnement de l'économie. En France, par exemple, sur une population active de 18 millions de personnes, près de 9 millions d'hommes sont mobilisés au milieu de l'année 1915 : on ne peut plus ni assurer les récoltes, ni faire tourner les usines (57 % du personnel de la sidérurgie fut ainsi mobilisé), dont beaucoup ferment. L'État prit alors en charge le problème du placement de la main-d'œuvre en créant dès novembre 1914 un Office central de placement, avec des succursales régionales, départementales, municipales et des services spécialisés pour la main-d'œuvre étrangère, coloniale et agricole. Le 17 août 1915, la loi Dalbiez prévoit le maintien à l'usine et le retour du front de certains spécialistes, les affectés spéciaux. Les blessés de guerre et les mutilés sont réinsérés dans la production grâce à un Institut de rééducation fonctionnelle et aux écoles professionnelles.

Mais surtout, on assiste à l'entrée massive des femmes dans la population active, aussi bien dans l'agriculture (mouvement largement spontané), que dans l'industrie, à l'initiative des patrons et de l'État, notamment dans les industries d'armement (les *munitionnettes* en France ¹³⁵). De même, l'appel à la main-d'œuvre étrangère et coloniale se fit de plus en plus pressant en France : Italiens, Espagnols, Portugais, Nord-Africains (60 000), Indochinois (42 000), Chinois (34 000), Malgaches (3 400). Enfin, les prisonniers de guerre, au nombre de 425 000 à la fin 1918, sont employés à la même date, à raison de 300 000 dans l'appareil productif français. En se prolongeant, la guerre de 1914-1918, plus

¹³⁵ Celles du département de la Seine ont été étudiées par trois auteures dans P.Fridenson dir., *1914-1918. L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 237 p., pp. 189-219

que toute autre, démontre que la puissance économique est devenue un facteur déterminant de la puissance militaire. Les ruraux constituent le gros des combattants, tandis que les ouvriers qualifiés de la métallurgie, de la mécanique, de l'électricité et de la chimie sont *affectés spéciaux* dans les usines. Initialement le gouvernement français n'en avait prévu que 50 000 ; en 1917 ils sont douze fois plus nombreux. En 1918, malgré la mobilisation des hommes et les pertes, la population au travail est plus forte qu'en 1914.

Les pertes enregistrées obligent les pays qui le peuvent à faire appel aux colonies (hommes et ressources économiques). Comme l'écrit de manière emphatique *L'Illustration* du 13 octobre 1917, " De nombreux bataillons annamites [indochinois] sont au front, indépendamment des milliers d'ouvriers fournis aux usines nationales. À Verdun, tout près des premières lignes, sous les bombardements les plus intenses, des équipes de soldats **annamites préparèrent les terrassements [...] Dans les assauts, parmi les zouaves, les tirailleurs jaunes [sic] firent preuve des plus belles vertus guerrières [...] Rendons hommage aux soldats dévoués et sûrs que la France lointaine d'Extrême-Orient nous envoie [...]** "

On retrouve les mêmes caractéristiques en Allemagne : outre l'emploi des femmes, le Service auxiliaire actif, décrété en 1916, stipule que toute personne entre 17 et 60 ans, chômeur ou oisif, doit aller travailler dans une usine du gouvernement. En Angleterre, la conscription ne fut obligatoire qu'en 1916 et les problèmes furent alors résolus par la rationalisation du travail et l'utilisation massive de la main-**d'œuvre féminine** (3 millions de femmes employées dans l'industrie).

□ DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE À L'ÉCONOMIE DIRIGÉE :

- L'évolution générale

Sous la pression des nécessités résultant de la prolongation du conflit, l'État abandonne sa doctrine libérale, pour intervenir massivement dans l'économie. La guerre entraîne l'éclipse du libéralisme traditionnel. L'État organise désormais la production de guerre. Il le fait en concertation étroite avec les industriels, surtout les plus importants d'entre eux. Outre le contrôle et l'affectation des flux de main-**d'œuvre**, **l'État organise les transports** (chemin de fer aussi bien que flotte marchande), dirige le commerce extérieur (surtout en Allemagne sous l'égide de Walter Rathenau avec le Service de guerre des matières **premières, les " Sociétés centrales d'achat " qui répartissent les devises pour** l'approvisionnement et les produits entre les utilisateurs) et contrôle le ravitaillement (fixation autoritaire des prix des denrées alimentaires de première nécessité comme blé, sucre, viande, lait, pommes de terre, dont la récolte allemande fut catastrophique en 1916 ; réquisitions, rationnement). En Grande-Bretagne, dès septembre 1915 le traditionnel libre-échange est sacrifié sur l'autel des nécessités : le chancelier de l'Échiquier, R. McKenna fait voter les premiers droits de douane, sur les denrées de luxe. Jean Monnet (cf. biographie dans le dossier biographique) joue à Londres un grand rôle dans la naissance des Comités

(économiques) interalliés, *Wheat Executive* et *Allied Maritime Transport Council*, par exemple. En France, c'est Étienne Clémentel, ministre du Commerce de 1915 à 1920, qui établit le monopole de l'État sur le commerce extérieur, tout en développant une pensée plus large : favoriser à long terme les regroupements, la concentration, donc améliorer l'efficacité de l'appareil économique.

Enfin et surtout, l'État organise la production de guerre. Il doit faire face à des tâches pour lesquelles il n'était pas préparé, mais que la longueur du conflit rendait indispensables. Blocus ou guerre sous-marine, rigoureux contrôle des changes, contrôle étroit de la flotte de commerce, du commerce extérieur, répartition des matières premières, rationnement, imposent de s'entendre avec les industriels, de recruter de la main-d'œuvre, de fixer prix et salaires, de déterminer les conditions de travail.

Il a fallu que l'État intervienne pour organiser la production en collaboration avec le secteur privé. Aucun belligérant n'avait établi de plan de mobilisation économique ni constitué de stocks militaires, car tous tablaient sur une guerre courte. Or, les munitions font rapidement défaut, et bientôt les exigences des armées apparaissent immenses dans tous les domaines. Une économie de guerre est contrainte de s'installer, marquée par le dirigisme, le rationnement des besoins civils, la reconversion des industries vers la guerre, le recrutement de main-d'œuvre féminine pour les usines, les transports, les P.T.T., les bureaux...

Le rationnement en France : voir le polycopié (d'après J.-B. Duroselle)

Une économie française mobilisée

L'État français ne réquisitionne le charbon et les céréales qu'en 1916. C'est seulement en 1918 que des cartes de rationnement du pain et d'autres produits alimentaires sont distribuées. Les comités d'approvisionnement de la production industrielle sont dirigés non par des militaires, comme en Allemagne, mais par des civils : le "Comité des Forges", sous la direction de R. Pinot, collabore étroitement avec le gouvernement français pour approvisionner les industries métallurgiques et répartir les commandes.

L'intervention de l'État fut tardive, en dépit de la précoce initiative d'une intensification de l'effort de production, prise dès le lendemain de la bataille de la Marne, les réserves de munitions s'épuisant rapidement. Ce n'est qu'en mai 1915 qu'est créé un secrétariat d'État à l'armement, confié au socialiste Albert Thomas, chargé de diriger ce secteur crucial de l'industrie ¹³⁶. De 4 000 obus de 75 par jour, on passe cette année-là à

¹³⁶ Entre autres, A.Hennebicque, « Albert Thomas et le régime des usines de guerre, 1915-1917 », dans P.Fridenson dir., *1914-1918. L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 237 p., pp. 111-144. Les archives d'Albert Thomas sont très riches pour toutes les questions abordées dans le GÉS-5. Florent Lazarovici prépare une thèse sur Albert Thomas ; il en a donné un aperçu, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », dans V.Chambarlhac & R.Ducoulombier dir., *Les socialistes français et la Grande guerre. Ministres, militants, combattants de la*

116 000, l'effort, immense, étant largement photographié ; il sera poursuivi : on en sera à près de 300 000 obus quotidiens en 1918. Et **au total, de 1914 à 1918, l'armée française a consommé 331 millions d'obus** ¹³⁷. C'est en 1916 qu'apparaissent les premières réquisitions et taxations ; elles concernent le charbon et les céréales. Certes toutes les opérations de change, toutes les importations et toutes les exportations sont soumises, dès août 1914, au contrôle de l'administration mais il faudra attendre février 1918 pour voir la flotte marchande réquisitionnée.

C'est dans le domaine des matières premières que l'intervention de l'État est la plus autoritaire : les importateurs sont groupés d'autorité dans des *consortiums* auxquels l'administration fixe les prix et les volumes à répartir entre les industriels. Thomas, devenu en décembre 1916 ministre de plein exercice (dans le gouvernement Briand de 1916-1917), **de l'Armement et des Fabrications de guerre, est secondé par un sous-secrétaire d'État, Louis Loucheur (1872-1931)**, natif de Roubaix, Polytechnicien, industriel qui avait lancé avec succès avec un ami de l'X une société d'études pour les travaux publics (la Société Générale d'Entreprises), puis producteur d'armes durant les premières années de la guerre. Loucheur, qui avait conservé son poste dans le gouvernement Ribot de mars-septembre 1917, devient ministre en titre en septembre 1917, toujours de l'Armement et des Fabrications de guerre. Il n'appartenait pas à la classe politique classique d'avant guerre ¹³⁸, il était un « industriel-citoyen », mais il donna sa pleine mesure au ministère dès 1916 : il **s'occupe des fabrications pour l'artillerie, poudres et explosifs, matériel chimique, automobiles, matières premières, produites en France et importées, conditions de travail ; surtout il apporte un esprit neuf, d'organisation et d'efficacité. Il joua un grand rôle dans la formation de l'« artillerie d'assaut » (les chars) et dans le développement de l'aviation militaire**. L'offensive allemande de mars-avril 1918 lui donne un véritable rôle politique, en toute amitié avec Clemenceau : il était resté ministre de l'Armement dans le gouvernement Clemenceau de novembre 1917 (qui dure jusqu'en janvier 1920). En janvier 1921, Loucheur devint ministre des Régions libérées, dans le gouvernement Briand, qui dura jusqu'en janvier 1922 ; il retrouva un portefeuille ministériel, celui du **Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales** (voir plus loin) dans six gouvernements successifs, de 1926 à 1931, ce qui est un record de longévité.

b) Le bilan économique global

□ Un étatsisme ?

majorité (1914-1918), Éditions universitaires de Dijon, 2008, 200 p., volume collectif relu et corrigé par Maurice Carrez, attention !

¹³⁷ S. Audouin-Rouzeau, *Les Armes et la chair. Trois objets de mort en 14-18*, Armand Colin, 2009, 176 p., p. 26.

¹³⁸ La seule biographie : S.D. Carls, *Louis Loucheur, 1872-1931 : ingénieur, homme d'État, modernisateur de la France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000, 333 p.

Partout, en définitive, le bilan est le même : contrôle des changes et des prix, contrôle des importations, répartition des matières premières, réquisitions, directives de production dans l'industrie. L'étatisme s'est substitué à la libre entreprise. Préfiguration de l'avenir ?

Cette intervention de l'État ne disparaît pas entièrement avec le retour de la paix. Elle s'exercera, par exemple en France, dans la reconstruction des régions sinistrées, dans l'action du génie rural pour l'électrification des campagnes, dans le rôle de l'Office national de l'azote (Toulouse), de la Société domaniale des potasses d'Alsace ou de l'Office chérifien des phosphates (Maroc) pour la fourniture d'engrais. Il en va de même en Grande-Bretagne et en Allemagne, mais rien de comparable à l'économie étatisée que mettra progressivement en place la Russie révolutionnaire. Quant aux États-Unis, ils rendent totalement leur liberté aux milieux d'affaires et au libéralisme complet .

□ La percée des autres continents.

L'Europe n'est plus le "banquier du monde". C'est l'aspect le plus caractéristique d'un recul d'influence qui ne fait que commencer : **l'ouvrage prophétique d'Albert Demangeon, *Le déclin de l'Europe*, date de 1920.**

La part de l'Europe dans les échanges mondiaux diminue : le Royaume-Uni perd la primauté au profit des États-Unis, la Belgique rétrograde de la 5^e à la 10^e place, tandis que le Japon s'avance de la 15^e à la 8^e. Les exportations européennes sont le poste qui a le plus faibli, la place laissée vacante sur les marchés a été saisie par des rivaux décidés. Les États-Unis, qui ont vu leur revenu national doubler en sept ans, connaissent, avec la guerre, un boom prodigieux de leur production : + 100 % pour le pétrole et l'acier, + 65 % pour le cuivre, + 30 % pour le charbon ; leurs chantiers lancent, en 1918, un navire sur deux dans le monde contre un sur douze avant le conflit. La chimie, l'automobile, le textile, les denrées alimentaires nourrissent un formidable essor des exportations ; l'excédent commercial sextuple de 1913 à 1917, l'or des Européens afflue, faisant doubler les réserves américaines. Mieux : de débiteurs, les États-Unis deviennent créanciers de l'Europe, à laquelle ils prêtent 10 milliards de dollars ; leur balance des investissements, jusque-là déficitaire, devient positive. Le Brésil achète son charbon à Pittsburgh au lieu de Cardiff, New York succède à Londres comme métropole financière mondiale. En Europe même, des produits américains prennent la place de ceux made in Germany (acier, matériel ferroviaire, produits chimiques). 1914-18 est bien le tournant décisif qui va permettre aux États-Unis de dominer la planète au 20^e siècle.

Le Japon, à un niveau plus modeste, apparaît aussi comme grand bénéficiaire de la guerre. Il s'est emparé des positions allemandes en Chine et dans le Pacifique, son produit national a triplé, l'industrie connaît un essor sans précédent : entre 1910-1914 (indice 100) et 1920-1924, le textile passe à l'indice 185, la métallurgie et la chimie à 250, les industries

électriques à 350... L'Asie du Sud-Est est livrée à l'expansion nipponne, dont les produits se répandent en Indonésie, en Indochine française et jusqu'en Inde anglaise.

□ LES PROBLÈMES FINANCIERS

La guerre n'a pas seulement posé des problèmes économiques. Elle a aussi, et peut-être surtout, mis les belligérants en face d'immenses difficultés financières, en raison de l'énormité même du coût du conflit et de l'inadéquation des modes de financement traditionnels.

- L'effort financier

La guerre coûte cher ; celle de 14-18 coûta très cher, entraînant partout une véritable dérive des dépenses. La guerre s'est traduite par un gaspillage effréné de richesses. Elle aurait coûté, estime-t-on, 1 700 milliards de F de 1914 (dont les 7/10 pour l'Entente).

La collecte de l'or des particuliers a été organisée, au nom du civisme, par les gouvernements. Les Français, principaux détenteurs de métal précieux, répondent en masse : 2,5 milliards de F en numéraire sont échangés contre des billets, permettant à la Banque de France de porter son stock d'or de 4 à 6 milliards. Une ville comme Le Creusot (30 000 habitants) apporte 1 300 000 F, et son maire s'extasie devant cette somme " insoupçonnée ". **Cet or a servi en partie à payer les achats** effectués à l'extérieur, notamment aux États-Unis au début du conflit. À titre de comparaison l'impôt sur le revenu rapportait, en 1916, 900 millions de francs au gouvernement français. D'où l'impérieuse nécessité de trouver des sources de financement.

La guerre a coûté cher car il a fallu mobiliser et entretenir pendant 52 mois des millions d'hommes, fournir les armées en quantités croissantes d'un matériel de plus en plus complexe (surtout à partir de 1917 avec l'utilisation massive des avions et des chars), pallier les destructions matérielles (des villes, des usines, mais aussi des flottes de commerce). Il en est résulté une fantastique croissance des budgets. En France, l'État a dépensé 223 milliards de francs-or de 1914 à 1919, soit une moyenne annuelle de 38,5 milliards contre 5 milliards en 1913. Les chiffres anglais sont comparables : 362 millions de livres en 1914 et 2 500 millions en 1919. Il a fallu augmenter les ressources dans une proportion comparable et ce par tous les moyens : augmentation des recettes ordinaires c'est-à-dire de l'impôt, recours à l'emprunt intérieur et extérieur, avances de la Banque centrale.

Il y a eu partout une augmentation de la pression fiscale, mais dans des proportions variables. Les impôts n'ont fourni en France que 16 % des ressources, grâce surtout à la fiscalité indirecte (l'impôt sur le revenu, voté en juillet 1914, appliqué en janvier 1916, n'a rapporté qu'un milliard de francs-or), soit une fiscalité timorée et conservatrice. Ils ont par contre fourni 30 % des ressources en Angleterre, grâce surtout à l'impôt sur le

revenu, dont la part dans l'ensemble de la fiscalité est passée de 57 % à 80 % entre 1914 et 1919.

En France, le rendement de l'impôt n'a augmenté que de 50 % entre 1914 et 1918, pour des dépenses qui, elles, décuplent. En revanche, comme partout, le recours à l'emprunt a été massif, sous forme de bons à court terme, d'appel à l'or thésaurisé, d'émissions à long terme. Ce qui n'est couvert ni par l'impôt ni par l'emprunt l'est par la planche à billets. L'augmentation de la masse monétaire et la pénurie favorisent ainsi l'inflation, phénomène alors tout nouveau. Dès le début des hostilités les gouvernements ont d'ailleurs suspendu la convertibilité de leur monnaie pour pouvoir émettre des billets au-delà du taux légal de couverture.

Il faut recourir à la planche à billets. La circulation fiduciaire est, à la fin des hostilités, multipliée par 11,4 en Allemagne, par 5 en Italie et en France. Les billets en Europe avaient cours forcé depuis la déclaration de guerre, et le stock d'or était devenu impuissant à les gager, d'où une dépréciation inévitable : le mark a perdu, fin 1919, les 9/10 de sa valeur-or, le franc les 3/4 (dès lors que celui-ci ne bénéficiait plus du soutien de la livre sterling et du dollar, accordé pendant la guerre). La livre même perd près de 20 %, tandis que le roi-dollar assoit sa suprématie pour longtemps. Avec les traités, d'ailleurs, l'Europe **devient une " Babel financière "**, où, ainsi, **sept monnaies circulent dans ce qui avait été l'Autriche-Hongrie**.

Conséquence de l'inflation monétaire liée à l'insuffisante production de biens, la hausse des prix (X 4 en France entre 1914 et 1918), que ne suivent pas les salaires, entraîne de redoutables répercussions : grèves ouvrières en pleine guerre, crise sociale de 1919-20, révoltes en Allemagne, en Europe centrale, en Italie, et, pour une part, révolution en Russie.

Le recours à l'impôt et à l'emprunt

Le recours à l'impôt était une voie classique, mais ici trop étroite. Les Anglais en usèrent. Londres instaura un impôt sur les bénéfices exceptionnels et, crime de lèse-tradition, des droits de douanes. En Allemagne, le prélèvement fiscal fut plus fort, en France beaucoup moins. Mais, faible ou fort, ce prélèvement n'était que goutte d'eau. Le salut viendrait pensait-on, des emprunts.

Les avances de la Banque centrale, c'est-à-dire le mécanisme de la planche à billets (émission de papier-monnaie sans contrepartie économique) ont été très utilisées. Ce fut le cas notamment en France, à partir de 1916 surtout. Il en est résulté une diminution de 69,4 % à 13,6 % du taux de couverture-or de la masse monétaire. Les emprunts enfin ont couvert une large part des besoins financiers des États. À défaut d'augmenter la pression fiscale sur les revenus dans des proportions sensibles, le gouvernement français a **largement fait appel au " bas de laine "**. Les " bons de la Défense nationale " à 3, 6 et 12 ans,

à 5 %, en coupures de 100, 500, 1 000, 1 million de francs-or, anonymes, ont permis d'utiliser à plein le vaste réservoir de l'épargne française. Outre le recours aux emprunts intérieurs (96 milliards de marks en Allemagne, 100 milliards de francs-or en France), l'emprunt à l'étranger a été lui aussi largement utilisé (43,5 milliards de francs-or), surtout à cause du déficit croissant des balances commerciales.

- L'appel à l'épargne intérieure

On emprunte, soit auprès de ses ressortissants, soit à l'étranger. La Russie lance sept emprunts intérieurs, et **la France quatre emprunts "de Défense nationale"**. Chez tous les pays européens, la dette publique croît dans des proportions fabuleuses : celle de la France monte par exemple de 33 à 204 milliards de F !

Une épargne considérable est drainée et asséchée en quelques mois ou quelques semestres. La vente de rentes perpétuelles rapporte 24 milliards de francs à l'État français et 97 milliards à l'État allemand. Aux emprunts à échéances lointaines s'ajoutent les emprunts à court terme sous la forme de bons de la Défense nationale. En France, les bons de la Défense nationale constituent 60 % de l'endettement intérieur de l'État — estimé à 125 milliards de francs — et les rentes perpétuelles 20 % environ.

- L'endettement extérieur

Ce fut le recours principal. Il fut utilisé principalement par la France, la Russie et l'Italie. Certes, l'Angleterre emprunta, auprès des banques américaines, mais elle prêta plus qu'elle n'emprunta. Quant aux Puissances centrales, elles ne purent guère utiliser que très faiblement, et jusqu'au printemps 1917, les ressources bancaires américaines. Le bilan est lourd.

Français et Anglais durent liquider une bonne part de leurs avoirs à l'étranger, aux États-Unis, en Argentine par exemple, afin d'y acquérir des armes ou des vivres. Ils perdirent également, les Français surtout, de puissants intérêts en Russie dont le nouveau régime ne reconnut pas les dettes de l'ancien. En bref, 25 milliards de F furent engloutis, plus de la moitié des richesses accumulées depuis un demi-siècle ; et, plus que les grandes banques, ce sont les petits rentiers qui endossèrent le choc. Quant aux Allemands, troisièmes investisseurs mondiaux en 1914, ils abandonnèrent pratiquement tout ce qu'ils possédaient en Amérique, en Chine, en Turquie.

Les Alliés obtiennent des crédits des banques privées américaines (Morgan), le relais étant pris, à partir d'avril 1917, par le Trésor fédéral. La France a ainsi emprunté 16 milliards de F aux Américains et presque autant aux Anglais. Les Italiens sont redevables de 20 milliards de F aux Américains, aux Anglais et aux Français. Ces dettes de guerre causeront d'épineuses difficultés dans les années 20.

La France a dans le domaine des emprunts extérieurs un avantage considérable par rapport aux puissances centrales, parce qu'elle peut compter sur la solidarité financière anglaise, établie par l'accord de Londres du 5 septembre 1914, puis américaine à partir de 1917 ; dès 1915, l'État anglais met en commun avec la France ses ressources financières.

Comme la Russie, dès 1917, ne reconnut pas ses dettes, comme l'endettement de l'Allemagne était essentiellement intérieur et comme l'Angleterre était davantage créancière que débitrice, la guerre, sur le plan financier, fit un vainqueur, les États-Unis devenus créanciers du monde, et un perdant, la France, et sa monnaie, le franc.

- L'or

• La mort de l'étalon or

Tous les gouvernements en guerre décidèrent, en 1914, de suspendre la libre convertibilité des billets de banque en or. La guerre mit fin, partout sauf aux États-Unis, à la croyance, un peu naïve, selon laquelle la valeur d'une monnaie-papier en circulation était couverte par une encaisse-or équivalente. En Allemagne, l'encaisse métallique de la banque d'émission qui couvrait 90 % de la circulation en août 1914 n'en couvre plus que 10 % en novembre 1918 ; en France, ces chiffres sont respectivement de 69,4 % et de 13,6 %. Ainsi mourut l'étalon or.

• La migration transatlantique de l'or

Bien sûr, les États-Unis échappent à cette hémorragie puisqu'ils en bénéficient. La vieille Europe ayant réglé nombre de ses achats outre-Atlantique en or, celui-ci a, en partie, migré d'est en ouest. De 1913 à 1919, les réserves d'or de la Banque fédérale américaine sont passées de 1,7 à 3 milliards de dollars, et celles des pays d'Europe occidentale et centrale de 3,5 à 2,2 milliards de dollars. On conçoit, dès lors, que Washington n'ait pas eu de mal, au lendemain de la guerre, à faire accepter que le dollar soit considéré comme un équivalent or (*Gold Exchange Standard*, 1922). Les contemporains ne furent pas, dans leur grande masse, sensibles à ces phénomènes déstabilisateurs mais mystérieux. Ils furent plus sensibles à une seconde inflation, celle des prix.

2°) Bilan économique et financier de la Première Guerre Mondiale

a) Les destructions

Les pertes matérielles sont considérables. Les destructions affectent les pays qui ont servi de champ de bataille durant le conflit : France du nord et de l'est, Belgique, Italie du nord-est, Serbie, Roumanie, Russie d'Europe. Dans certaines régions, tout est en ruines :

maisons, ponts, routes, usines, les sols mêmes sont devenus incultivables, il faut tout reconstruire. C'est le cas, par exemple, du Nord de la France. Dans son ouvrage intitulé Le déclin de l'Europe, le géographe Albert Demangeon parle de cette "zone de mort" longue de 500 km large de 10 à 25 qui suit le front de la bataille et qui a été transformée en désert. " On évalue, écrit-il, l'ensemble des dommages matériels subis par les régions françaises à près de 120 milliards de francs ". Et il ajoute : " Partout où le cyclone a passé, il faut [...] recréer toute la vie économique ". L'urgence de la reconstruction et son ampleur nécessitent de créer des organismes spécialement destinés à cet effet. Des commissions parlementaires sont rassemblées avec pour mission d'étudier les questions intéressant les départements libérés de l'invasion ; celle du Sénat, née en 1918, exerce une intense activité législative jusqu'en 1934, où elle disparaît, une fois la tâche achevée. Il a fallu seize années pour reconstruire ce que quatre années ont détruit !

Le bilan économique de la guerre est désastreux ; les estimations financières concernant les « dommages de guerre » sont sujettes à caution : comment en effet, estimer la " valeur marchande " d'un combattant ? Comment évaluer l'amoindrissement des forces productives dues au déficit des naissances ? Beaucoup plus tard, Alfred Sauvy a évalué les pertes économiques françaises immédiatement quantifiables à 55 milliards de francs-or, soit 15 mois de revenu national de 1913 ou 11 ans d'investissement annuel au niveau d'avant-guerre. Principal champ de bataille à l'Ouest, la France est, avec l'Italie, le pays le plus touché par cette guerre. Pendant quatre ans les régions agricoles et industrielles les plus riches ont été le théâtre d'opérations militaires : 200 000 maisons détruites, 3 millions d'hectares cultivés hors d'usage, des centaines de kilomètres de routes, de voies ferrées, des ponts inutilisables. La Commission interalliée des Réparations a reconnu cet état de fait en attribuant à la France 52 % du montant des réparations payables par l'Allemagne et par ses alliés. Dans le Nord, les houillères inondées à la suite de la destruction des stations de pompage par l'ennemi en retraite, ne produisent plus que 600 000 tonnes de charbon contre 16 millions en 1914 ; les usines textiles sont détruites à 95 %... L'appareil de production qui a fourni un effort considérable pendant la durée de la guerre est usé. L'effort de reconversion nécessite des investissements colossaux et l'importation de matières premières que la France peut difficilement payer.

Pour régler les dépenses il a fallu émettre du papier-monnaie non convertible. Cette inflation de la masse monétaire accentue la montée des prix, déjà favorisée par un déséquilibre entre l'offre et la demande et par la production des armements plutôt que par celle des biens de consommation. Partout en Europe et aux États-Unis, les prix ont au moins doublé, parfois quintuplé.

Les plus importantes régions industrielles françaises ont été occupées par l'ennemi et leurs installations détruites. L'Angleterre et l'Allemagne ont conservé leur potentiel industriel intact, mais la première a contracté de lourdes dettes et perdu de

nombreux marchés extérieurs en même temps qu'une partie de sa flotte marchande ; or la puissance britannique était fondée sur la prospérité financière, la solidité de la livre sterling et un commerce maritime international qui faisait de l'Angleterre le premier marchand du monde ; la seconde a épuisé ses réserves de matières premières (minerais, fibres textiles...) et de produits alimentaires. L'Allemagne, qui n'a pourtant pas souffert sur son sol, ne produit, en 1919, que la moitié du charbon et de l'acier d'avant-guerre. La très onéreuse reconstitution des stocks sera un des plus graves problèmes qu'auront à résoudre les puissances industrielles d'Europe occidentale au lendemain de la guerre.

b) L'agriculture

- L'agriculture a beaucoup souffert des opérations sur tous les fronts

L'agriculture n'a pas progressé. **Les terres fertiles de la France du Nord et du Bassin parisien oriental**, certaines provinces belges, la plus grande partie de la Pologne et de l'ancienne Serbie ont été dévastées, tandis que la guerre civile ruinait la campagne russe.

Rien qu'en France, 3 millions d'hectares sont ravagés : la " zone rouge ", coupée de tranchées et de barbelés, truffée d'obus ne pourra pas toujours être récupérée, et des villages ne seront pas reconstruits. Hommes et chevaux mobilisés, engrais rares, les plus riches terroirs inutilisables, ainsi s'explique la diminution des rendements et des récoltes : en 1918, le blé français représente 69 % de la moyenne d'avant-guerre, les pommes de terre et le vin 45 %, les betteraves à sucre 19 % ; le cheptel est en recul de 2 500 000 bovins, 7 millions d'ovins, 3 millions de porcs, 1 million de chevaux... L'armée ayant priorité, il a fallu rationner la consommation civile : **le sucre d'abord, puis le pain et d'autres denrées début 1918.**

Les Empires centraux, soumis au blocus allié, ont dû établir le rationnement beaucoup plus tôt, et ils ont souffert davantage : chaque Allemand avait droit en 1916 à 1,9 kg par semaine de mauvais pain et à 280 g de viande, montants encore abaissés par la suite. Au total, la production agricole en Allemagne a baissé de moitié au cours du conflit.

- Un net fléchissement de la production

En France, la récolte de blé tombe de 89 à 63 millions de quintaux, entre 1914 et 1919, celle de pommes de terre de 132 à 62 millions de quintaux. Le nombre de têtes de bétail passe de 14,7 millions à 13,3 millions pour les bovins, de 16,4 à 9,4 millions pour les moutons.

c) L'industrie

La **chute de la production industrielle atteint presque 35 % au cours de la même période**. L'Allemagne n'a connu que peu de destructions mais souffre de la perte de riches régions (Lorraine du Nord, Haute-Silésie) et de l'usure de son matériel. La production de

charbon tombe entre 1913 et 1919 de 190 à 108 millions de tonnes. En Russie, l'effondrement de la production atteint 71 % du chiffre de 1913 pour le charbon, 66 % pour le pétrole, 97 % pour la fonte. Au total, le potentiel industriel de l'Europe a été réduit de 40 %.

d) Bilan financier

- La situation financière de l'Europe en 1918 est très grave

On a vu l'érosion de la richesse nationale des belligérants, l'importance de l'endettement intérieur et extérieur, l'augmentation du volume de papier-monnaie en circulation, l'importance de l'inflation, la baisse de la valeur des monnaies. Or, les charges financières pesant sur les budgets s'alourdissent encore après le conflit (paiement des pensions aux victimes de la guerre, mutilés, veuves, orphelins). Les États dévastés doivent emprunter pour reconstruire avant de pouvoir recommencer à produire. Ces bouleversements financiers aboutissent à un renversement des positions d'avant-guerre. L'Europe, jadis banquier du monde, est maintenant obligée d'emprunter à l'extérieur. L'affaiblissement monétaire des belligérants européens est le signe le plus net du déclin de l'Europe.

La libre convertibilité des monnaies avait été suspendue et la fin de la guerre n'amena pas son rétablissement car la situation continuait à se détériorer. À la fin de 1919, la livre a perdu près de 20 % de sa valeur-or par rapport à 1913, le franc 75 % et le mark 90 %.

La hausse des prix est une conséquence dangereuse de cette inflation : par rapport à l'indice 100 pour l'année 1913, les prix atteignent en 1919 les indices 241 en Angleterre, 355 en France et 1 258 en Allemagne. Comme les salaires suivent cette hausse avec retard, comme les rentiers continuent à toucher des revenus fixes, le mécontentement social est grand. De plus, les intérêts économiques et les avoirs à l'étranger des trois anciennes grandes puissances d'Europe occidentale ont considérablement diminué : l'Angleterre a vendu, aux États-Unis surtout, pour plus de 5 milliards de dollars de placements à l'étranger ; la France et l'Allemagne ont perdu chacune une somme équivalente, la première avec le **refus de l'URSS de reconnaître les emprunts russes souscrits en France**, la seconde avec la confiscation de tous les intérêts économiques (banques, mines, voies ferrées) qu'elle possédait dans les anciens Empires austro-hongrois et ottoman.

En revanche, les belligérants non européens ont largement profité du conflit.

Les principaux bénéficiaires en sont le Japon, dont les soieries et les cotonnades produites à bas prix ont pris pendant la guerre la place des articles français et anglais sur le marché extrême-oriental et en Asie du Sud-Est, le Canada, qui exporte vers l'Europe les produits de ses forêts et de sa métallurgie. et surtout les États-Unis. Ce pays a vu son revenu national

et sa production d'acier doubler en cinq ans. Il a prêté plus de 10 milliards de dollars au reste du monde, détient la moitié du stock d'or mondial et domine économiquement le continent américain. Devenus les créanciers de l'Europe, alors qu'ils en étaient les débiteurs en 1914, les États-Unis sont maintenant et de loin la première puissance économique et financière du monde.

Les dominions britanniques, sortis de leur isolement, sont maintenant des États à part entière, membres de la SDN. Leur économie s'est diversifiée, notamment celle du Canada qui double sa production de blé, de pâte à papier, d'aluminium, et où les capitaux américains prennent le relais de la métropole.

L'Amérique latine se développe également : elle accroît ses ventes de blé, de viande, de laine (Argentine), de café (Brésil), de sucre (Cuba), de cuivre (Chili), de pétrole (Mexique, Venezuela). Mais seuls le Brésil et l'Argentine s'industrialisent timidement. Le continent troque sa dépendance envers l'Europe pour une autre envers les États-Unis, à la fois grands acheteurs, fournisseurs et investisseurs : état de choses appelé à se renforcer tout au long du siècle.

III. ÉTAT ET GUERRES MONDIALES

□ pendant la Première Guerre Mondiale, l'État invente à tâtons un dirigisme destiné à animer une économie dont le fonctionnement est laissé à la responsabilité libérale des patrons. Un véritable dirigisme ne s'instaure qu'en 1918, quand Clemenceau durcit l'effort national (cf. cours GÉS-7).

□ pendant la Première Guerre Mondiale, certains veillent à la transf. du succès milit. en victoire éco. Un livre de Henri Hauser (voir plus haut) paraît en 1915 sur *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, plusieurs rééditions. Une Asso. nat. d'exp. éco. se crée en 1915 pour organiser des ententes offensives.

1°) L'importance financière de la Première Guerre mondiale

a) Le déficit

□ apparu dès 1915 à cause de :

□ l'accroissement des dépenses : coûteux effort de guerre + occupation de riches régions par les Allemands (⇒ nécessité augm. des importations, à soutenir. Faites surtout sur bateaux étrangers, à payer. Fin 1916, navires britanniques font 1/2 des imp. fr., navires neutres le 1/4 !)

□ l'insuffisance des revenus :

- exportations déclinent fortement

- impôts aussi ⇒ nouveaux impôts, mais les rentrées fiscales 1918 ne repr. qu'1,5 fois celles de 1913, alors que les dépenses de l'État ont été X 9 !

b) La mobilisation de la richesse nationale

□ la guerre financière a été prévue, mais à court terme

□ fin de la libre convertibilité (dès le 5 août 1914) et cours forcé des billets de banque (avec nouvelles coupures : 5 et 20 F)

□ appel à l'or et aux valeurs étrangères détenues par les Français

⇒ nombreux capitaux sont rapatriés (⇒ France, en comptant les emprunts russes, perd la 1/2 de son portefeuille étranger). Sorties d'or interdites 3 juillet 1915>>>

□ moratoire des dettes >>> fin guerre

□ paiement dividendes suspendu >>> fin G. aussi

□ emprunts :

- "Bons de la Déf. nat." (≈ 1/2), à court terme. Ribot, min. des Finances d'août 1914 à mars 1917, fut prudent dans l'émission des bons, à la diff. de son successeur Klotz, qui, bien loin d'en ralentir les émissions, les laissa s'accélérer en 1919 !

- emprunts à long terme (≈ 1/2)

⇒ Dette publique X5

□ augmentation des impôts : impôt / revenu (voté en 1914, entrant en vigueur seulement 1916, ne rapportant qu' 1 Milliard F >>> fin guerre !), /bénéf. de guerre, /chiffre d'affaires ; impôts indirects surtout (les plus injustes !)

□ recours à la Banque de France : stock d'or n'est pas entamé (augmente même), mais multiplication avances à l'État, émissions billets (couverture tombe de 70 % à 21 %) ⇒ une richesse artificielle, l'inflation

- la planche à billets fut maniée avec prudence par Ribot, min. des Finances d'août 1914 à mars 1917

- puis sans retenue par Klotz, min. des F. du gouv. Clemenceau (cf. cours GÉS-9)

⇒ hausse des prix (360 en 1918 / base 100 en 1914)

□ recours à la richesse étrangère :

- Londres. Dès février 1915, mise en commun ressources financières F et Grande-Bretagne

- États-Unis : prêts banques dès 1914, puis État US avril 1917>>>

⇒ États-Unis remplacent France comme banquier du monde !

- neutres : Esp., Suisse, pays scandinaves

- au total : 32 milliards F en 1918 (États-Unis = 90 %)

□ selon certaines estimations, la richesse française aurait été amputée d'1/4

c) Les conséquences pour le Franc

□ certes, le F reste le Franc Germinal, mais trois dangers :

□ imp. Dette (surtout "flottante", i.e. 1/2)

□ abondance papier-monnaie et faiblesse couverture

□ charges financières que l'État s'impose pour l'après-guerre :

- Reconstruction (on compte / Réparations !) : loi 17 avril 1919 prévoit remboursement des dommages de guerre sur base de la valeur de remplacement (disposition la + généreuse possible)

- pensions

□ or :

- États-Unis annoncent fin de leur assistance fin. le 21 nov. 1918

- fin de la solidarité des trésoreries anglaise et fr. en février 1919

2°) Les suites financières de la Grande Guerre

a) L'inflation (1919-1926)

□ en 1919, le gouvernement tarde à prendre les décisions financières qui s'imposeraient, parce qu'il compte sur les Réparations et que les élections vont avoir lieu ⇒ point est fait seulement en 1920

□ l'accroissement de la circulation fiduciaire continue, d'autant plus que création des chèques postaux en 1918 : gérés par PTT

□ l'accroissement et l'insuffisance des ressources de l'État :

- nouvelle organisation du budget (>>>> 1924) :

* un budget spécial pour les "dépenses recouvrables" (par les Réparations, cf. mentalité Klotz, déjà fort imprudent pendant la guerre !), le "budget des dépenses extraordinaires". En attendant, emprunt, mais on décide que l'intérêt en sera imputé au budget général !

* un budget général pour les dépenses normales, le "b. des dép. ord."

- la réforme fiscale de 1920 :

* **augmentation de plusieurs impôts, création d'une taxe sur le chiffre d'affaires, mais refus de l'impôt/capital réclamé par les socialistes**

* insuff., car déficit budgétaire dès 1922 (presque 40 %). S'accroît en 1924, car fusion des deux budgets

* impôts augmenteront à nouveau (de 20 %) en 1924 (Poincaré). P. a même voulu vendre monopole de l'État/allumettes à des Cies privées et supprimer de nombreux postes de fonctionnaires (il l'a fait en partie)

Social. réclameront à nouveau l'impôt/capital quand Cartel au pouvoir, mais Herriot refusera

* agriculture se trouve, en fait, presque totalement exemptée ⇒ pratiquement tout le poids de l'effort financier retombe sur le commerce et les échanges

* insuff. ⇒

- emprunts :

* extérieurs (1919-1921 & 1924 surtout) : États-Unis, Grande-Bretagne, etc. (banques privées en 1924, les gouv. refusant leur appui)

* intérieurs : Bons du Trésor, du Crédit national (ex-Bons de la Défense nationale) = "dette flottante" + emprunts à long terme

* avances de la Banque de France

- schématiquement :

* 1919-1921 & 1924 : surtout emprunts ext. + augm. impôts

* autres années : surtout emprunt int. et avances de la Banque de France

□ les causes de l'inflation :

- charges de la guerre : dettes + Reconstruction (rapide : 70 % avant 1924)

- non paiement des Réparations (52 % des 132 milliards de marks-or)

- imprudences des gouvernements :

* multiplicat. des emprunts (intérêts à verser = 1/2 dépenses 1926)

* recours dangereux aux avances de la Banque de France (cf. Herriot)

* multiplicat. émissions de papier-monnaie

- manque de confiance

□ les résultats de l'inflation :

- hausse des prix (surtout 1919-1920 & 1924-1926) : X 8 de 1914 à 1926. Crise éco. de 1920-1922 s'acc. de baisse des prix ⇒ donne l'illusion que la question est résolue !

- dépréciation du franc : causes ci-dessus + spéculation internationale et intérieure (cf. Cartel). Une 1^{ère} crise des changes en 1919-1921, une 2^e en 1923-1924, une 3^e en 1925-1926

£ = 76 F en oct. 1923, 79 F en nov., 83 F en déc., 91 F en janv., 122 F en mars 1924 !

Il aurait été sage de dévaluer le F en 1921 ou 1922 (des 2/3) et de faire un sérieux effort d'équilibre budgétaire, mais cette solution, techniquement souhaitable, était politiquement et psychologiquement impossible à mettre en pratique. Au contraire : chimère du retour au F Germinal, avec unique concours des Réparations

□ Barrière politique, qu'aucun homme politique, de quelque parti qu'il soit, n'est disposé à franchir :

- stabilité de la monnaie est la clef de voûte des comportements de la soc. fr. (et l'épargne une des grandes vertus nationales)

- c'est à cause de cette stabilité que les Français ont acheté en masses des bons de la Défense nationale

- ⇒ toucher à la stabilité de la monnaie, ce serait heurter de front les croyances les mieux ancrées de la société et — le risque n'est pas mince après la guerre — faire bon marché du patriotisme des souscripteurs.

h) Poincaré et le rétablissement du Franc (1926-1929)

□ causes :

- retour de la confiance : Union nationale, mais Briand pour la gauche ⇒ capitaux rentrent en F., spéculation étr. à la hausse

- bonne conjoncture éco. mondiale

□ moyens :

- diminution des dépenses :

* éco. sévères (cf. suppression de 106 sous-préf., d'un grand nombre de tribunaux de 1^{ère} instance), "conversion" partielle de la Dette (flottante >>> long terme)

* **une Caisse d'amortissement, financée par l'emprunt et la vente de timbres**-poste à surtaxe ¹³⁹, rachète des bons à court terme

- augmentation des ressources :

impôts (surtout indirects), emprunts

- hausse du taux d'escompte (>>> 6,6 %) pour attirer capitaux étrangers et ralentir circulation monétaire en France

¹³⁹ Les timbres étaient vendus en carnets et la surtaxe était très forte.

□ résultats :

- dim. dette court terme (d'1/4), mais augm. dette long terme
- dim. avances de la Banque de France
- équilibre budgét., et même excédent en 1929
- accroissement encaisse de la Banque de France
- remontée du Franc : £ = 240 F mi-juillet 1926, 122 F en déc. 1926

□ stabilisation et dévaluation :

- beaucoup de Français croyaient que le Franc allait retrouver sa valeur de 1914 (toujours chimère !). Mais inconvénients budgétaire (grande valeur à la dette) et comm. (exportations freinées) + voir plus haut. Grand événement qui provoque décision : revalorisation de la £ en 1925, qui provoque une grave crise éco. et une vague sociale de grande ampleur

- la stabilisation (loi du 25 juin 1928) :

* dévaluation du Franc (1F = 65,5 mg d'or à 900/1000), des 4/5 ⇒ "franc quatre sous"

* établissement off. du monométallisme-or (fin du "bimétallisme boîteux" 1878-1928)

* **couverture fixée à ≥ 35 %**

□ conséquences :

- dette État allégée : service = 18 %, excédent budgétaire 1929

⇒ ratification par le parlement de l'accord Mellon-Béranger :

* nombreuses discussions/dettes vis-à-vis des États-Unis depuis 1919 (10,3 M \$, dont 4,2 pour la Grande-Bretagne, 3,4 pour la Fr.)

* l'accord Mellon-Béranger du 29 septembre 1926 : dette fr. diminuée de 53 %, annuités étalées >>> 1988

* Parlement veut ajouter une "clause de sauvegarde" (révision si All. ne paie pas Réparations), mais les États-Unis intraitables

* Parl. se résigne en 1929 à ratifier l'accord

- petits rentiers font les frais de l'opération

- confiance dans le franc ⇒ or afflue en France (1932 : France détient 27 % de l'or mondial)

⇒ mécontentement Grande-Bretagne et États-Unis (certains y prétendent même que la France est cause de la Crise de 1929 !)

Mais dans le même temps, déficit de la balance commerciale ⇒ BP de - en - excédentaire

□ mais, quelle utilisation de cette richesse ?

- certes crédits à la construction d'immeubles de HBM (Habitations à Bon Marché, loi Loucheur 1928), gratuité enseignement 6e (puis autres classes), Assurances sociales (autre loi Loucheur 1928), retraite aux anciens combattants
- mais dégrèvements fiscaux, refus plan d'outillage présenté par Tardieu en nov. 1929

c) Les finances de la Crise

□ liens avec la crise éco. :

- finances privées :

* **consommateurs assurés d'un emploi profitent de la baisse des prix, mais les autres...**

* faillites de banques : BNC (Banque nationale de Commerce), Oustric (1931)

- finances de la nation : déficit de la bal. paiements

- finances de l'État : déficit budgétaire (moins-values fiscales, subventions inconsidérées)

□ remèdes cherchés >>> 1936 ne sont pas éco. mais financiers :

- car attachement irréfléchi au libéralisme

- programme Herriot juillet 1932 de réd. des dép. publiques

- 4 gouv. 1933 (Paul-Boncour, Daladier, Sarraut, Chautemps) tombent / question impôts et réd. traitements des fonctionnaires

- min. Doumergue fév. 1934 (précédent Poincaré ne joue pas) : décrets-lois réduisant traitements des fonctionnaires et pensions, emprunts

- expérience déflationniste de Laval (1935), par décrets-lois :

* réd. 10 % des traitements des fonct., des dettes publiques, des loyers (juillet 1935)

* impôts supplémentaires / très gros revenus et fournisseurs de guerre

□ bilan au printemps 1936 :

- déficit budgétaire couvert par emprunts de + en + importants (service = 40 % dépenses !)

- fuite des capitaux

□ l'œuvre financière du FP :

- réorganisation de la Banque de France : Conseil général de 20 membres nommés presque tous par l'État, tous les actionnaires ont droit de vote à l'ass. gén. mais le capital reste privé (national. seulement le 2 déc. 1945 : voir + haut)

- dévaluation (triple maladresse : annoncer qu'on ne dévaluera pas alors qu'on va être obligé de le faire, dévaluer non à froid mais acculé à la fuite devant la monnaie, dévaluer finalement de façon insuffisante)

Un "franc élastique" (valeur entre 43 et 49 mg d'or, le "franc Auriol"), dévalué d'environ 1/3

- un Fonds de stabilisation des changes est créé, il a pour fonction de verser sur le marché des F ou des devises pour éviter de voir le franc sortir des marges fixées

- période de la "pause" marquée par le lancement d'un emprunt classique (mars 1937)

□ l'œuvre fin. des gouvernements de 1937 à 1939 :

- la dévaluation Chautemps (juillet 1937) : le franc Bonnet :

franc "flottant" détaché de l'étalon-or, sans la limite inférieure du franc "élastique" d'Auriol

- les deux dévaluations du gouvernement Daladier (avril 1938-mars 1940) :

* 5 mai 1938 : valeur fixée par rapport à la £

* 12 nov. 1938 : idem, mais valeur baissée. Par rapport à 1914, le F n'est plus qu'à 1/12 de sa valeur(-or)

- volonté de rigueur financière + changements politiques ⇒ retour confiance
- BP se rétablit dès 1938
- or revient en France : 10 % stock d'or mondial en 1939 (27 % en 1932)
- dette ext. ne représente plus que 2 % de la dette globale de l'État

3°) Les difficultés financières de la Seconde Guerre mondiale.

a) La "drôle de guerre"

- rapatriement obligatoire des avoirs à l'étranger
- blocage divid. et salaires
- mais prix montent (20 % pour détail)
- dépréciation F consacrée par déévaluation février 1940 (de 15 %, franc Reynaud)

b) L'Occupation

- montée des prix, marché noir, etc.
- lourds versements à l'Allemagne :
 - 400 millions / jour, puis 300 en 1941-1942, puis 500 à partir de la fin de 1942
 - frais divers entraînés par la présence allemande
- déévaluation opérée de fait par les Allemands (de 1/2)
- désorganisation de toute l'activité éco., mais stock d'or a été en grande partie mis à l'abri au début des hostilités
- l'État français :
 - augmente les impôts
 - crée un "prélèvement" / bénéfices (1941)
 - lance emprunts
 - contrôle banques
- mais déficit (3/4 dépenses en 1943 & 1944)
- multiplication des billets ⇒ inflation
- dépréciation internationale du franc (des 4/5 par rapport au \$)

c) Une double vie du Franc & la Libération

- double vie du franc à cause de la France libre & de l'Empire :
 - un FF pour la F Libre (vie très diff. évidemment)
 - déévaluation opérée de fait par les Alliés en nov. 1942 (de 1/2 comme en France occupée ⇒ finalement, évolutions pas très différentes !)
 - mais hausse de prix très diff. ⇒

- en décembre 1945 :

* fixation nouvelle parité de la piastre indochinoise

* Franc métropolitain servira en métropole, Algérie, Tunisie, Maroc, Antilles et Guyane

* un Franc CFA (Colo. fr. d'Afr.) en AOF, AEF, Togo, Cameroun, Somalie, Madagascar, Réunion et St-Pierre & Miquelon (!). Valeur 1948 : 1F CFA = 2 FF (1960 : 2 cent.). En 1972, **la signif. du sigle change et devient " Communauté fin. afric. " pour les pays d'Afr. occid. et " Coopé. fin. en Afrique centrale " pour les pays d'Afr. centrale**

* un Franc CFP (Colo. fr. du Pacif.) en Nlle Calédonie, Nilles Hébrides, Et. fr. d'Océanie. Valeur 1949 : 1 F CFP = 5,5 FF (1960 : 5,5 centimes)

□ les salaires ont beaucoup - augmenté que les prix ⇒ en sept 1944, le gouv. les majeure de 50 %

□ échange des billets de juin 1945 :

- échange obligatoire de tous les billets de 50 à 5 000 F

On ne rembourse dans l'immédiat que 6 000 F (le reste + tard)

- causes :

* démonétiser les billets imprimés aux États-Unis

* annuler les coupures emportées par les All.

* annuler les billets non présentés

⇒ diminuer montant monnaie-papier en circulation

* déterminer fortunes indiv., base de l'impôt "de solidarité nationale"

□ France très affaiblie financièrement par la 2e Guerre mondiale :

- 2 dévaluations de novembre 1944 et décembre 1945

- ⇒ F. s'accroche à dde de réparations allemandes :

* conférence de Paris novembre-décembre 1945 octroie à la France un peu moins du 1/5 (très peu sera payé)

* conf. Moscou (mars 1947) constate divergences de vues W-E (appui des "Anglo-Saxons"/ relèvement allemand, politique que la France est bien obligée de suivre, voir cours REW-4)

- les Finances étant (comme le Ravitaillement) un des grands échecs de la période, le titulaire du portefeuille changera (presque) à chaque nouveau gouv. !

□ très important pour l'avenir :

- création d'un ministère de l'Éco. nat. (novembre 1944)

- ébauche de plans, Vichy a vraiment préparé la planification à la française par

l'intermédiaire de la DGEN, la Délégation générale à l'Équipement national

- orientation vers politique inflationniste

4°) Le patronat sous l'Occupation

□ Biblio. :

- Cl. Andrieu, *La banque sous l'Occupation. Paradoxes de l'histoire d'une profession (1936-1946)*, Presses de la FNSP, 1990, 331 p.
- A. Beltran, R. Frank & H. Rousso édit., *La vie des entreprises sous l'Occupation*, Belin, 1994, 457 p.
- R. de Rochebrune & J.-Cl. Hazéra, *Les patrons sous l'Occupation*, Odile Jacob, 1995, 874 p., réédition, 1997, 2 vol., 662 et 557 p.
- A. Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers sous l'Occupation. La Collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Armand Colin, 1999, 661 p.

a) Patrons dans un pays vaincu

- **l'aryanisation**: voir la base, notamment l'Azéma
- le **poids de l'occupation est très différent selon la zone** (voir la carte de l'Azéma) : zone occupée par les Allemands, zone libre, zone occupée par les Italiens, zone rattachée à Bruxelles, zone annexée (l'AL), zone interdite
- de plus, **« polycratie » nazie** >>> Goering a de multiples concurrents
- **pillage et réquisitions**: voir l'Azéma
- **les Allemands contrôlent l'essentiel**, la « **répartition** » des matières premières et de l'énergie. À Paris, au Majestic, le maître des affaires économiques en France est Elmar Michel, pendant toute la durée de la guerre
- **rôle ambigu, réellement, de l'administration française**
- poids du STO
- **Marius Berliet**, prototype du patron collaborateur :
- « Bonnes feuilles » de mon futur livre sur l'histoire sociale de l'automobile en France :

Avec Marius Berliet, on aborde l'histoire d'une société qui fut l'un des fleurons de l'économie lyonnaise au XXe siècle et on rencontre le mythe fondateur de bon nombre d'entreprises qui ont commencé petitement pour parvenir ensuite à dominer un secteur. On retrouve aussi le foisonnement d'ateliers automobiles lyonnais qui se sont lancés dans la décennie 1890 : Rochet-Schneider, Luc Court, François Pilain, Marius Patay, Audibert et Lavirotte... Les entrepreneurs qui, à la fin du XIXe siècle, se lancent dans l'aventure automobile se recrutent peu sur la place lyonnaise ; au contraire, nombre de futurs dirigeants viennent de zones proches, les départements voisins du Rhône où, à la fin du XIXe siècle, l'amélioration des communications, jointe aux difficultés de l'agriculture, fait augmenter le nombre de candidats à l'exode rural. Marius Berliet est issu d'une modeste famille de paysans de Décines, dans le Dauphiné. Vers 1830, les revenus de l'exploitation de suffisant plus, son grand-père doit partir pour Lyon où il devient manœuvre chez un fabricant de tulle. Son fils Joseph apprend le métier de tullier puis le tissage en rubanerie. En partie grâce à la dot de sa femme, Joseph Berliet s'installe à son compte, dans un atelier de la Croix-Rousse doté de deux métiers où il tisse le satin. Quand Marius Berliet naît, en 1866, sa famille s'est donc fait une place dans le monde de l'artisanat textile lyonnais. La famille appartient à la Petite Église, qui s'est créée en 1801 dans le refus du concordat ; Marius Berliet fréquente donc l'école de la Petite Église, avant de rejoindre le lycée Ampère. Mais ses études sont arrêtées alors qu'il a seize ans, car il est l'aîné de

sept enfants et doit rejoindre la fabrique paternelle ¹⁴⁰. Le certificat d'études en poche, il fait un an d'apprentissage puis travaille chez son père. Très tôt, Marius Berliet conçoit et développe de nouvelles machines qui accroissent la production familiale. En 1884, alors qu'il fête ses 18 ans, il aurait confié à un cousin (ou à son père) : « j'ai raté la bicyclette, je ne raterai pas l'automobile » ! Mais son père, dont la réussite artisanale est une formidable avancée sociale par rapport à son milieu paysan d'origine, s'oppose farouchement à son désir de se lancer dans l'aventure automobile. En ne travaillant que les week-ends, Marius Berliet réalise néanmoins son premier moteur en 1894 — à partir d'un plan qu'il a vu dans la revue *Nature*, qui traite de l'application des sciences à l'industrie ¹⁴¹ — et sa première voiture en 1895, une deux places avec les sièges disposés l'un derrière l'autre qui finira... dans la vitrine d'un charcutier !

Nullement découragé — cette biographie est décidément très édifiante ! — il construit un second moteur en 1896 et une nouvelle voiture l'année suivante, toujours une deux places, mais cette fois côte à côte et le véhicule marque sa véritable entrée dans le monde de la construction automobile. En mars 1899, après le décès de son père, Marius Berliet peut réaliser enfin son rêve, aidé financièrement par sa mère, un de ses frères reprenant l'affaire paternelle. Il loue un petit atelier, se fait aider de l'ingénieur Pierre Desgouttes, engage un ouvrier et il commence la fabrication de voitures, alors que, le 10 de ce même mois, le terme « automobile » apparaît pour la première fois dans le texte officiel du « certificat de capacité ». À la fin de l'année 1899, il a construit six voitures et emploie quatre ouvriers. Douze voitures seront produites l'année suivante. Ses différents modèles — 10 et 16 chevaux — rencontrent un certain succès car, dès le début, Marius Berliet se distingue en proposant des véhicules simples et robustes. À la fin de l'année 1902, l'usine — Marius Berliet a racheté l'usine Audibert et Lavirotte, pionniers de l'industrie automobile lyonnaise, de Monplaisir et engagé Émile Lavirotte comme directeur commercial — sort dix à quinze voitures par mois et emploie 250 personnes. Dès 1903 sortent des usines Berliet de grosses voitures à quatre places capables de rivaliser avec les Rochet-Schneider.

L'année 1904 voit les premières participations des voitures Berliet en compétition ¹⁴². Elles glaneront, en 1905, plus de 25 premiers prix, auxquels s'ajoutent différents prix d'élégance. Cette même année, une entreprise américaine de locomotives à vapeur — l'*American Locomotive Corporation* (ALCO) — acquiert la licence Berliet pour fabriquer des châssis outre-Atlantique en échange de 500 000 F. Cette somme (à peu près un million et demi d'euros...) sera immédiatement investie par Berliet dans la construction d'une usine ultramoderne à Vénissieux,

¹⁴⁰ Certes, mais il a quand même reçu un enseignement très supérieur à ce qui a été dispensé aux autres enfants de l'artisanat lyonnais : l'école de la Petite Église et non l'école communale, le lycée surtout, auquel n'accèdent que très peu d'enfants de la toute petite bourgeoisie. Marius Berliet a un fort bagage culturel, qui ne lui donne pas le soubassement technologique nécessaire à sa future activité, mais qui joue sans doute un rôle dans son acharnement à vouloir compléter sa formation par des cours du soir où il acquiert des rudiments d'anglais et des connaissances techniques.

¹⁴¹ Toute sa vie, avec sans doute une dose certaine de coquetterie, Marius Berliet dira ne pas chercher à faire œuvre d'inventeur et exaltera la copie, c'est le conseil qu'il donnera sur le tard à ses fils.

¹⁴² Lors de l'entretien du 27 octobre 2006, Paul Berliet m'a affirmé que jamais, à cause des risques encourus, Berliet n'avait fait de compétition !

l'achat de machines-outils haut de gamme et l'embauche de personnel. En souvenir de cette transaction... la locomotive devient en 1907 l'emblème Berliet. Les banquiers lyonnais, rassurés, ouvrent du crédit à Berliet, devenu grâce à la lecture régulière des revues techniques anglaises et américaines, qui sont ses livres de chevet depuis les cours du soir de sa jeunesse, grand admirateur des États-Unis et des méthodes modernes d'un Ford et d'un Taylor, auteurs qu'il lit et relit fréquemment. Marius Berliet va s'inscrire en rupture par rapport aux pratiques des autres constructeurs. Quant au marché, alors que ses concurrents proposent des modèles uniques, faisant du « sur mesure » pour quelques clients fortunés, Marius Berliet se lance dans la production en grandes séries. C'est ainsi que, de 250 ouvriers en 1905, l'usine passera petit à petit à 4 000 ouvriers en 1913. À la Belle Époque, la région lyonnaise s'est découverte une nouvelle richesse industrielle et elle devient progressivement l'un des centres européens de l'automobile. La notoriété de Marius Berliet ne cesse de s'affirmer. Il perfectionne toujours la qualité mécanique de ses modèles, s'engage dans une course à la puissance, sans jamais perdre de vue l'esthétisme. À partir de 1905, il est le premier constructeur à vendre des voitures entièrement terminées. Jusqu'en 1905, les automobiles Berliet étaient réalisées selon les désirs du client. Le châssis et la mécanique étaient fabriqués à l'usine de Monplaisir, mais, une fois assemblés, ils étaient confiés à un carrossier, qui finissait la voiture. À partir de 1905, tout se passe à Monplaisir : Marius Berliet est un des premiers constructeurs automobiles à vendre des automobiles complètes, « terminées », selon un principe, qu'il invente : « le client paie et emmène sa voiture de son choix ». Pour augmenter la production et réduire les coûts, il faut rationaliser la production en spécialisant chaque atelier dans une tâche particulière. Enfin, cette stratégie suppose de rendre l'entreprise indépendante des sous-traitants, à un moment où ceux-ci ont peine à suivre le rythme de développement des constructeurs. Marius Berliet a fait de son usine un ensemble intégré, forgeant, usinant, emboutissant et assemblant. C'est l'année suivante, en 1906, qu'il entrevoit les diverses possibilités que peuvent offrir les camions qu'il considère comme le prolongement logique du chemin de fer. Un deux tonnes d'aspect très rudimentaire sort des ateliers, suivi de près par un premier autocar ; il donnera naissance aux premiers voyages touristiques, entre Grenoble et le col du Lautaret, qui donne accès à la vallée de la Guisane et Briançon. Si, à la Belle Époque, plus de 1 200 voitures sont produites annuellement, dont le dernier modèle, une 6 cylindres dépasse les 100 km/h, Marius Berliet intensifie la production de camions et se positionne comme le spécialiste du « poids lourd » avec plusieurs modèles disponibles. C'est l'originalité fondamentale, historique, de Berliet. Entre-temps, malgré de nombreux succès internationaux, il renonce à la compétition qu'il estime trop onéreuse, trop risquée et trop contraignante, ce qui ne l'empêche pourtant pas d'affirmer : « Berliet ne court pas et gagne, quand même ». C'est sa deuxième grande originalité. En 1913, Marius Berliet emploie 3 500 ouvriers, dans une usine devenue gigantesque (47 000 m² d'ateliers) qui utilise des machines-outils anglaises, américaines et allemandes, un système de feuille de route qui suit le véhicule en fabrication d'atelier en atelier et produit cette année-là 3 000 véhicules. En amont, une école d'apprentissage, dans l'usine même, une école de chauffeurs ; en aval sept succursales — dont une à Alger et une à Lisbonne — pour vendre les véhicules. En 1914, Marius Berliet se détache nettement du milieu des constructeurs lyonnais par ses méthodes, déjà tendues vers la série, la rationalisation et une relative démocratisation de la clientèle. Il se distingue également de la haute bourgeoisie lyonnaise, qui aurait bien voulu, semble-t-il, intégrer comme gendre ce célibataire endurci mais sérieux et fortuné, en épousant (en 1907) Louise Saunière (1881-1973), une Parisienne fille d'un entrepreneur en plomberie. Son mariage est l'occasion d'affirmer son indépendance par

une sorte de défi qu'il lance à la bonne société lyonnaise : il a jeté son dévolu librement sur une Parisienne, catholique romaine, donc d'une religion « différente », et dont la dot est dérisoire. Marius Berliet entend montrer qu'il ne fait pas partie du patriciat lyonnais et qu'il n'ambitionne pas d'y entrer. Par cet acte de défi à l'égard des grandes familles lyonnaises du négoce et de l'industrie qui étaient prêtes à l'accueillir, le constructeur automobile entend marquer sa différence et son indépendance, ne devant sa réussite qu'à lui seul. Son mariage avec l'élue de son cœur ou de sa raison est un des premiers actes qui affirment une personnalité hors pair. À partir de 1910, il fait construire, à mi-chemin de son usine et de Vénissieux, où il rêve de faire construire une deuxième usine, encore plus grande, la « villa Berliet », décorée Art nouveau (Jacques Grüber, Louis Majorelle...) et maintenant Monument historique (siège depuis 1982 de la Fondation Berliet).

Alors que la marque connaît une prospérité sans précédent, survient le premier conflit mondial. La France a besoin d'obus, de camions et de chars. Marius Berliet joue un rôle considérable durant cette période. Il transforme notamment ses machines pour tourner des tourelles de char au lieu de roues de voiture. Surtout, il se met totalement au service des productions de guerre et construit un énorme appareil de production usinière. Depuis 1912, il fournissait des camions au ministère de la Guerre, bénéficiant dès 1914 de sous-traitants. Grâce à ses capacités et à la rationalisation de ses productions, Marius Berliet fait figure de partenaire privilégié pour la défense nationale. En 1918, mille chars sortent en neuf mois des ateliers, ainsi que des automitrailleuses et de nombreux camions militaires dont le célèbre type 22 CBA, qui ravitaille Verdun par la Voie sacrée en 1916, devenant ainsi le « camion de la Victoire ». Pendant la Grande Guerre, ce sont également quelques 6 000 obus qui sont fabriqués chaque jour : dès 1915, Berliet a égalé la production des arsenaux de l'État. Ce sont aussi de très nombreux sous-traitants qui travaillent pour un Berliet voué à la défense nationale. La Grande Guerre contribue à donner une autre dimension au secteur automobile, qui élargit son champ d'action, en valorisant les véhicules utilitaires, qui s'imposent aux côtés des voitures de tourisme ou de sport. Marius Berliet est sans aucun doute le constructeur lyonnais qui a su le mieux exploiter cette situation. Il va connaître grâce à la guerre les transformations les plus marquantes : les besoins suscités par le conflit ont confirmé Berliet dans ses projets de rationalisation du travail et de gigantisme. Dès avant la guerre il était à la recherche de terrains pour y construire une usine qu'il voulait totalement intégrée. Marius Berliet va jeter son dévolu sur des espaces aux confins des départements du Rhône et de l'Isère, « là où nul de ses pairs de l'industrie lyonnaise n'imagine qu'on puisse faire naître une grande industrie des ronces et de l'argile », écrit son lyrique biographe Saint-Loup ¹⁴³. À partir de 1915, sur les 212 hectares acquis à Vénissieux les travaux peuvent commencer. Marius Berliet construit une véritable cité usinière, les 23 hectares de bâtiments industriels sont séparés les uns des autres par des « avenues » larges de trente mètres et se recoupant à angle droit. Un réseau ferré de 28 km de longueur dessert l'ensemble ; toutes les opérations de fabrication sont intégrées, de la production d'acier sur place dans une aciérie à la finition des véhicules ; l'usine est autonome en matière de gaz, d'eau et d'électricité. La disposition des bâtiments obéit à la logique de la production ; à l'intérieur règnent ou peuvent régner la chaîne et la division du travail. La rationalisation appelle la standardisation, qui s'opère, en matière de camions, par exemple, sur un seul type, le CBA. Le contexte de guerre ainsi que la situation alors

¹⁴³ Saint-Loup, *Marius Berliet l'inflexible*, Presses de la Cité, 1962, p. 108. Saint-Loup est le pseudonyme de Marc Augier, ancien collaborateur de Léo Lagrange, engagé dans la LVF, qui fait dès 1941 au plus tard l'apologie de la collaboration avec l'Allemagne nazie.

excentrée de Vénissieux fait naître une véritable politique sociale, visant à fournir aux ouvriers les services dont ils sont privés par l'éloignement de la ville : crèche (1917), nécessaire car le personnel est alors à 20 % féminin, ferme, jardins ouvriers, cité ouvrière, pour laquelle est choisi le modèle des villages ouvriers américains formés de maisons jumelles ou quadruples, coopérative, et plus tard bibliothèque, assurances sociales, école primaire, école ménagère, école professionnelle. En 1917, pour faire face à la nouvelle dimension des activités, la société Berliet devient une société anonyme, la « S.A. des Automobiles Berliet », au capital de 50 millions de francs répartis en 50 000 actions, dont 35 000 sont possédés par Marius Berliet ¹⁴⁴. Marius Berliet est parvenu à égaler son modèle Henry Ford, voire à le dépasser : l'usine de Vénissieux dépasse en superficie de 30 % les usines Ford de Detroit. L'établissement industriel est un des premiers à appliquer en France le travail à la chaîne. La première tranche de l'usine de Vénissieux étant prête en 1918, elle se met aussitôt au service de la défense du territoire, en cette année décisive, développant et accélérant toutes les productions, à l'instigation du ministre Loucheur : en novembre 1918, ce sont dix chars et 45 camions qui sortent tous les jours de l'usine. Dès avant 1914, Marius Berliet avait conçu le projet d'une usine intégrée, mais c'est l'énorme marché ouvert par la guerre qui lui a donné l'élan financier et industriel décisif et l'a décidé à franchir le pas pour mettre en place une gigantesque « usine à l'américaine », projet qui semblait insensé aux contemporains.

L'armistice signé, Berliet, célébré par l'État républicain pour avoir fourni le « camion de la victoire », se retrouve à la tête d'un gigantesque complexe industriel voué à la guerre et centré sur la production à la chaîne du camion et du char. Les capacités de production, considérables, ont été mobilisées autour de l'effort de guerre et ont fonctionné au maximum pour satisfaire les commandes militaires. Aussi la fin des hostilités signifie-t-elle pour Berliet la disparition brutale et complète de l'énorme marché des commandes militaires. De plus, l'armée va vite chercher à liquider ses stocks de camions, les fameux « surplus » : jusqu'en 1920, ce sont 650 000 camions, au total, qui sont mis sur le marché, bradés au dixième de leur prix d'achat par l'armée. Comment Berliet peut-il vendre ? Marius Berliet continue néanmoins la production de camions, centrée sur un seul type, le 5 tonnes, et reprend la construction de voitures, mais avec un seul modèle, l'« Étoile d'argent », de 15 HP. Les prix de revient sont supérieurs aux prix de vente, de très nombreux ouvriers en surnombre sont renvoyés, ceux qui restent font souvent grève, Berliet subit la crise économique de 1920-1921 : les années d'après-guerre ne sont plus édifiantes, elles sont pour lui des années noires. En plus, il est en délicatesse avec le fisc, car incapable de payer ses impôts sur les bénéfices de guerre. Une enquête du Crédit Lyonnais souligne en avril 1921 le passif de 65 millions de francs : pour éviter la faillite, pour ne pas être contraint de fermer son usine, Marius Berliet doit accepter un règlement transactionnel, en 1921. Il est destitué de la présidence du conseil d'administration, et ne peut rien entreprendre sans l'avis et l'autorisation des sept administrateurs désignés, tous issus des milieux financiers lyonnais. Pour redresser la situation, l'aciérie est vendue, une partie des machines sont liquidées, le capital est réduit de moitié. Marius Berliet fait front, continue la fabrication de camions et de voitures, réembauche le personnel licencié, refuse les propositions d'André Citroën d'association, puis de rachat des presses de l'usine. Il se lance dans une triple bataille, technique, financière et commerciale. La bataille technique conduit à lancer sur

¹⁴⁴ Les participations extérieures sont faibles et disséminées : la banque Guérin ne possède que 600 actions et les Gillet 1 000.

le marché de nouveaux modèles de camions, dont un modèle à trois essieux et six roues et un véhicule avec moteur à gazogène ; la bataille commerciale consiste à ouvrir des succursales à l'étranger et à Alger, Londres, Athènes, Barcelone, Bruxelles, Constantinople. Enfin la bataille financière signifie vendre une partie des biens personnels de Marius Berliet — l'immeuble qu'il possédait sur les Champs-Élysées, les terrains de Cannes ¹⁴⁵ — pour racheter les obligations émises au moment du règlement transactionnel pour rembourser les créanciers. La dévaluation Poincaré de 1926 le favorise puisqu'elle déprécie les obligations restantes... Mais la crédibilité retrouvée de Marius Berliet est ternie par l'accusation d'André Citroën qui parle d'espionnage industriel à propos du dernier modèle 12 ch, affaire classée sans suite. Marius Berliet poursuit la production de voitures, d'autocars pour des sociétés de transport en commun, développe la vente de ses camions en Afrique du Nord et, en 1929, il reprend le contrôle absolu de ses usines après avoir remboursé tous ses créanciers. L'épreuve a été rude, Berliet vend moins de voitures que beaucoup de concurrents, tandis que c'est Citroën qui a lancé la voiture légère de grande série. Par ailleurs, durant huit ans la presque totalité des bénéfices a servi à rembourser les créances et le parc de machines n'a pas pu être modernisé. Les années 1920 ont donc menacé l'entreprise, mettant Berliet au bord du gouffre de la faillite ; la décennie suivante va être celle d'un nouvel et paradoxal essor, qui va imposer Berliet comme le numéro un du poids lourd français.

Au début des années 30, la crise économique internationale frappe la France. Une fois encore Marius Berliet fait face, grâce au choix du moteur diesel qui désormais équipe 90 % de ses camions de plus de 5 tonnes. Les premiers camions diesel sortent en 1931 et, dès l'année suivante, Berliet peut les lancer dans le concours transsaharien. En quelques années, il s'impose comme le numéro un français de la construction de poids lourds, qu'il ne cesse de développer et perfectionner. Pour conquérir le marché, la maison lance une politique commerciale novatrice, en proposant au client des services de dépannage et de réparation gratuits. Il concentre ses productions automobiles sur deux excellents modèles, une 9 ch (plus connue sous le nom de « Dauphine »), et une 11 ch qui rencontrent toutes les deux le succès, cependant en termes relatifs, Berliet abandonne progressivement le secteur de la voiture particulière. Il n'est plus en mesure d'y concurrencer le géant Citroën, qui a installé deux succursales à Lyon, mais qui dépose son bilan en 1934. Marius Berliet en profite pour acheter la licence Ricardo sur les moteurs diesel, que Citroën détenait. Le Detroit lyonnais de Vénissieux fonctionne à nouveau à plein rendement. Pour reprendre la métaphore employée par Marius Berliet lui-même, l'usine est comparable à un réseau hydrographique, dont les sources sont les fonderies et la forge, les ruisseaux les lignes d'usinage, les rivières les lignes d'assemblage des sous-ensembles et le fleuve l'assemblage final. Tout cet ensemble est désormais dévolu à la production de poids lourds ; après la courte période de la « Dauphine », son atelier est occupé par l'assemblage des camionnettes. Marius Berliet recommence à investir dans un outillage de pointe, en partie produit dans ses

¹⁴⁵ Les Berliet n'auront donc pas de villa familiale sur la Côte d'Azur, à la différence des Lumières à La Ciotat. À partir de 1922, Marius Berliet envoie sa famille en juillet et août dans une grande maison louée à Saint-Pierre-de-Chartreuse. Mais à partir de 1925, les affaires repartant, Cannes devient, en été et à Pâques, le lieu de villégiature des Berliet, qui se mêlent à la haute société de la Croisette et montrent sur le célèbre boulevard les derniers modèles automobiles de l'usine. La vie cannoise offre sans doute à Marius Berliet l'occasion d'afficher sa réussite sociale, en se mêlant à une société plus interlope qu'à Lyon. Assigné à résidence à la Libération, il y finira ses jours.

propres ateliers, mis en activité dans le cadre d'une O.S.T., une « organisation scientifique du travail » à la Taylor. En 1939, Marius Berliet produit près de 8 000 moteurs diesel, pour 11 modèles de camions, allant du 5 tonnes au 14 tonnes. Au moment où ses concurrents s'effondrent dans les difficultés, Marius Berliet semble prospérer, son capital social a été augmenté deux fois. Certes il a subi le climat social de 1936 : grève dans les usines Berliet (dès mars 1936), défilés qui conspuent Marius Berliet, qualifié de tyran, de « seigneur de Vénissieux », dont le paternalisme et les liens avec la droite traditionaliste, l'Action française et Maurras, sont bien connus ¹⁴⁶. Marius Berliet a riposté avec la même méthode qu'il pratique depuis les premiers conflits sociaux de la Belle Époque. Il fait fermer l'usine, congédie les grévistes et réembauche en sélectionnant le personnel. Malgré les tentatives d'arbitrage du préfet du Rhône, et même du président du Conseil Albert Sarraut, qui convoque Marius Berliet à Paris, le briseur de grève reste inflexible sur sa tactique autoritaire de *lock out* et la reprise du travail s'effectue aux conditions fixées par le maître de Vénissieux. Il a de longue date choisi la même stratégie familiale que les Lumière : habiter avec sa femme et ses sept enfants hors des quartiers bourgeois de la ville, dans une villa qu'il fait construire avenue Esquirol dans le style Art nouveau, l'épouse se consacrant, avec une préceptrice, à l'éducation des enfants. La montée des tensions internationales conduit Marius Berliet à songer à une reconversion vers des productions militaires, faisant preuve assez tôt de prévoyance industrielle : reconversion bien sûr, mais jusqu'au détail du gazogène. Cependant, les plans du gouvernement sont beaucoup plus dirigistes qu'en 1914, l'équipement militaire de la France est réparti entre les industriels français et étrangers : pour les chars — en dépit des recherches faites chez Berliet — c'est Renault qui est prévu, pour les véhicules tout-terrain c'est Panhard, quant aux camions ils seront achetés aux États-Unis ou chez Fiat. L'État réserve les commandes d'obus à Berliet, qui y a excellé pendant la Première Guerre mondiale. Marius Berliet commet l'erreur de refuser le plan de mobilisation industrielle de 1938, qui lui imposait d'usiner 240 000 obus dans les premiers quatre mois du conflit, la réponse ne se fera pas attendre.

Lorsque la guerre éclate, le Ministère de la Guerre réquisitionne, le 30 septembre 1939, l'outil de production de Vénissieux et contraint Marius Berliet à... quitter la direction de l'usine. Un directeur général est désigné d'office, l'ingénieur Maurice Roy. Ses rapports avec Marius Berliet se dégradent à tel point qu'il est interdit au « maître des lieux »... de venir dans ses usines. Marius Berliet a perdu le contrôle de son fief, mais il s'y est quelque peu préparé dès 1929, mettant à cette date en place une société civile avec ses sept enfants pour assurer l'avenir de l'entreprise. En 1942, il instaurera entre ses quatre fils une gérance commune devant fonctionner dans le cas de son décès ¹⁴⁷. Mais parallèlement à cet avenir, Marius Berliet a prévu une véritable succession, dans

¹⁴⁶ Par contre, on connaît moins à l'époque l'admiration qu'il porte à Édouard Herriot. Mais l'aurait-elle protégé au printemps 1936 ?

¹⁴⁷ Au rebours de beaucoup de chefs d'entreprises lyonnais, Marius Berliet n'associe pas ses gendres à ses affaires, pas plus qu'il n'a cherché des partis permettant une stratégie de regroupement avec une firme concurrente ni même d'exprimer des solidarités relationnelles. Dans les années trente les enfants Berliet se sont alliés avec de grandes familles lyonnaises : en mariant ses enfants, Marius Berliet tisse un réseau relationnel avec différents milieux lyonnais, du monde industriel au milieu médical, attestant ainsi de l'importance qu'il a prise sur la scène lyonnaise dans l'entre-deux-guerres, sans goûter aux mondanités lyonnaises et menant un train de vie assez austère, retiré et replié sur la — vaste — famille.

laquelle la fratrie doit s'effacer devant la transmission, à terme, à un seul de ses membres. En matière de succession, Marius Berliet applique les mêmes règles que dans la gestion de ses usines : tout y est affaire de rationalité et d'autocratie. La seule autorité pour désigner un dauphin est celle du chef de la dynastie, qui se détermine non pas en fonction d'un droit d'aînesse, mais des capacités à prendre la tête de l'empire Berliet. Pour Marius Berliet, une gestion collective, sur le long terme, de l'empire par la fratrie est impensable. Selon lui, le pouvoir ne se partage pas, c'est donc à un seul des enfants qu'incombera la succession. Tous les fils ont reçu la même éducation, ils ont les mêmes lectures techniques que celles de la jeunesse du père, ils se rendent tous sur le terrain avec régularité, mais Marius Berliet repère vite celui qui sera le meilleur des successeurs possibles. Son choix s'est porté sur le plus jeune fils, Paul. Il échoue au concours d'entrée à l'École centrale de Lyon ? il est embauché dans l'usine : Marius Berliet, en lui faisant partager la vie des ateliers, entend lui faire acquérir une parfaite maîtrise de tous les arcanes de la construction automobile. Cette formation de terrain est complétée par des stages à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, pays concurrent. La désignation officielle du dauphin se fait en deux temps : en 1940, Paul reçoit la direction de la fonderie de Vénissieux, avec pour mission de la moderniser, et, en 1942, lors de son mariage, il est nommé directeur général de la société (à 24 ans...). En même temps, codicille au contrat de co-gérance de 1929, il est désigné comme « gérant principal ». Pendant des mois, Marius Berliet assiste impuissant aux aléas de la guerre et de ses usines qui s'efforcent, non sans difficultés, de produire des obus jusqu'au 17 juin 1940, date à laquelle les ateliers s'arrêtent définitivement, le directeur provisoire décidant d'envoyer les ouvriers dans la succursale Berliet de Toulouse et rendant les clefs de son usine à Marius Berliet. Deux jours plus tard, les Allemands réquisitionnent les usines Berliet de Lyon, pour mettre la main sur camions et pièces de rechange. L'entrée en vigueur, le 25 juin 1940, de l'armistice, signé le 22, vient encore changer le cours des choses. Les hostilités étant terminées, les Allemands se retirent au nord de la ligne de démarcation, les derniers éléments quittant l'agglomération dans la nuit du 6 au 7 juillet. Mais d'autre part, il n'est pas question de commandes militaires de la part de Vichy. Berliet doit donc, comme tout le monde, se reconvertir à des productions civiles, quelles qu'elles soient, dans des conditions difficiles puisque les approvisionnements en zone occupée, toute proche de Lyon, sont interdits : où trouver désormais bougies, batteries, garnitures de freins et d'embrayage, roulements à billes, etc. ?

Lyon devient après l'armistice de juin 1940 la principale ville de la zone dite libre, mais Berliet produit pour l'armée allemande. Il ne s'agit pas de volonté délibérée mais d'une nécessité liée à la règle de la compensation édictée le 10 février 1941 par le nouveau secrétaire d'État à la Production industrielle, François Lehideux, neveu par alliance de Louis Renault. Une partie des véhicules destinés à l'armée allemande devra être produite en zone libre, en échange de quoi, pour un tonnage égal, les industriels de la zone libre pourront importer du matériel de la zone occupée, ce qui est rigoureusement indispensable au Lyonnais Marius Berliet. Un Comité d'Organisation de l'Industrie automobile, dirigé par Lehideux, est créé spécialement pour gérer les programmes de fabrication et contrôler l'industrie automobile française. Accepter la règle du jeu permet de continuer à produire, mais en bonne partie pour les Allemands, la refuser forcerait Berliet à fermer ses usines. La *Charte du Travail* de 1941 prévoit la création dans les entreprises de comités sociaux, que Marius Berliet considère comme d'inacceptables ingérences de l'État dans sa société et il s'oppose farouchement à leur mise en place chez lui. L'institution du Service du Travail obligatoire (STO) en 1943 l'angoisse, comme beaucoup de patrons lyonnais : ses meilleurs ouvriers ne

vont-ils pas être contraints de partir pour l'Allemagne, d'autant que la zone Sud est occupée par les Allemands depuis le 11 novembre 1942 ? Aux livraisons de camions et de bus à des collectivités ou à des particuliers français s'est donc ajouté un secteur de commande militaires destinées aux Allemands. Dans quelle proportion ? Quantitativement, Berliet semble avoir vendu 2 239 véhicules aux Allemands, 3 309 aux Français ? Qualitativement Marius Berliet exige le même niveau pour les uns et les autres, le contraire serait à ses yeux du sabotage, c'est-à-dire le reniement de tous les efforts de l'entreprise depuis sa création, l'œuvre de sa vie. Il semble bien qu'en mars 1944 la Résistance lui demande de saboter ses chaînes et qu'il refuse. Les négociations qu'il mène avec les Allemands sont empreintes de la même fermeté qu'avec les autres partenaires, même si certains marchés sont privilégiés, ce qui sera beaucoup reproché à la Libération. En revanche, lorsque des projets, comme celui de parrainer toute entreprise française par un Allemand, menacent l'indépendance de l'empire Berliet, il est beaucoup moins souple. Les usines Berliet sont devenues un lieu stratégique, tant pour les Allemands qui s'y procurent du matériel de guerre, que pour les forces de la Résistance, qui y voient un lieu de présence ennemie. Il n'est pas étonnant que Berliet devienne dès 1942 un lieu de conflits sociaux et politiques. Dès le 14 octobre 1942 a lieu une grande grève contre les départs d'ouvriers en Allemagne au titre de la relève. La résistance s'organise ensuite, par la pratique du sabotage du matériel destiné à la Wehrmacht, prenant un caractère assez organisé à la fin de 1943, grâce aux Mouvements unis de Résistance (MUR). Au même moment éclatent les premiers mouvements de protestation ostensibles contre la présence allemande : un stock de 5 000 pneus est brûlé, des slogans et des tracts sont diffusés. Dans cette guerre, qui est, qu'il le veuille ou non, la Seconde Guerre mondiale, Marius Berliet demeure « l'inflexible » qui s'était manifesté avec éclat en 1936, accordant la priorité à la marche de l'usine, à laquelle tout doit être subordonné, et cela noue son destin. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 1944, l'US Air Force bombarde Vénissieux, touchant davantage la cité ouvrière que l'usine, comme pourra le constater le maréchal Pétain en visite chez Berliet quelques jours plus tard.

À la libération de Lyon (septembre 1944), Yves Fage, nommé Commissaire de la République, va mener une politique d'épuration, orientée, entre autres, vers l'économique. Alors que les Lumières sont protégés par les actions de résistants de Henri Lumière, 32 patrons lyonnais sont condamnés pour collaboration économique et 81 soumis à la dégradation nationale. Marius Berliet est tout particulièrement sur la sellette et la justice sera intransigeante avec lui. Accusé de collaboration économique et d'intelligence avec l'ennemi, il est arrêté à son domicile par les FFI dès le 4 septembre et ses quatre fils le sont — à cause de l'acte de gérance de 1942 — quelques jours plus tard. Les usines sont placées sous séquestre par le Commissaire de la République et confiées à l'ingénieur Marcel Mosnier, résistant et membre du Parti communiste. La confiscation donnera lieu à une expérimentation d'autogestion ouvrière, pendant quatre années (1944-1948) : redémarrage de la production, politique sociale et médicale, formation du personnel, etc. Édouard Herriot ¹⁴⁸ n'intervient pas en faveur de Marius Berliet et de ses fils, en attente d'un procès, qui s'ouvrira le 3 juin 1945. À l'issue du procès, au bout d'un an, Marius Berliet est condamné à deux ans de prison, transformés en assignation à résidence dans le Midi, pour raison de santé, ses fils Paul — son principal collaborateur — et Jean sont condamnés à cinq années de prison. Les biens des Berliet sont confisqués. Pas moins de vingt projets de nationalisation sont déposés à l'Assemblée nationale.

¹⁴⁸ Voir plus haut.

Mais la Guerre froide a éclaté ; le parlement rejette définitivement le 16 novembre 1949 la nationalisation de Berliet ; le 28 décembre 1949, après quatre années de batailles juridiques et politiques, la famille Berliet est graciée et le Conseil d'État lui restitue tous ses biens. Entre-temps, Marius Berliet est décédé, le 17 avril de cette même année. L'affaire Berliet a joué le rôle de procès exemplaire et elle démontre, également, l'isolement de Marius Berliet dans la bonne société lyonnaise. Il n'est guère défendu par ses pairs, qui lui font payer le prix de son isolement altier, il s'abrite derrière la règle — vichyste — de la compensation pour justifier les livraisons aux Allemands, mais son procès est surtout celui du patron autocratique qui a toujours tenu l'entreprise d'une main de fer, attendant de son personnel un dévouement entier à la bonne marche des usines. Autocrate, il n'a admis aucune immixtion des milieux d'affaires lyonnais depuis les années trente. Alors que certains industriels lyonnais, comme Charles Gillet (industrie chimique), sont sauvés par leur réseau relationnel, la situation de Marius Berliet, tout à fait défendable, est aggravée par son isolement. Paul, fils de Marius, prend la tête de la société, qui va rester bientôt la seule société automobile lyonnaise. Formé et désigné par son père, il sait être fidèle aux orientations de celui-ci, performance et indépendance, en associant ses frères, Jean pour l'Afrique, Henri pour l'exportation et Maurice à la tête d'un département « qualité ». Ils exportent le savoir-faire Berliet en Algérie, se lancent de façon spectaculaire à la conquête du Sahara (mission Ténéré de 1959-1960, camion géant de cent tonnes en 1957 ¹⁴⁹...) et vendent les camions dans le monde entier. Les anciennes usines Rochet-Schneider sont reprises pour en faire le service des pièces de rechange, une société de crédit est créée pour aider les clients, la Société de Crédit industriel et financier automobile. Au début des années 1960, lorsque la société doit augmenter son capital par émission de 80 000 nouvelles actions, c'est la famille qui se porte acquéreur de la majorité d'entre elles, conservant ainsi le contrôle sur le capital. Les systèmes de production, l'outillage, les bâtiments sont modernisés ou changés. La rationalisation du travail est intensifiée, un centre de recherche est créé (à Saint-Priest). Mais les relations sociales sont dans l'entreprise toujours tendues : les économies ne passent-elles pas, d'après les frères Berliet, par la diminution des salaires et l'augmentation du temps de travail ? Les grèves sont nombreuses et larges (1950, 1957, 1968), avec les mêmes méthodes patronales d'autorité et d'intimidation, beaucoup moins efficaces que du temps de Marius Berliet. La société se maintient dans les premiers rangs mondiaux : en 1964, elle assure 49 % de la production française de poids lourds, ce qui lui donne la troisième place au sein de la CEE et la septième dans le monde. Berliet est racheté à hauteur de 97 % par Citroën — lui-même contrôlé par Michelin — en 1967. Paul Berliet reste PDG, mais sans pouvoirs réels ; en 1968 les accords passés entre Citroën et Fiat placent le groupe en tête du Marché commun pour les poids lourds. Ces remaniements sismiques et la politique salariale menée depuis les années 50 expliquent la vigueur des grèves de 1968 chez Berliet. Depuis le début de la décennie l'ambiance était à la revendication dans les ateliers et elle a dégénéré rapidement en grève avec occupation d'usine en mai 1968. Dès le 17 la grève est votée par les 12 000 salariés de Vénissieux-Saint-Priest. Paul Berliet, en dépit de l'étroitesse de ses pouvoirs réels, engage la contre-offensive patronale de manière spectaculaire : il affrète un petit avion qui survole l'usine en larguant des tracts appelant à la reprise du travail, tandis que les cadres sont envoyés

¹⁴⁹ Le T100, dont les déplacements à travers la métropole, puis le Sahara, sont très suivis et racontés dans la presse, dont la presse enfantine. Berliet réalisa un film publicitaire à l'occasion de la sortie du camion (projeté lors de Rétromobile 2006). Cf. aussi le petit musée de la villa Berliet à Lyon, à côté de la salle à manger.

en éclaireurs (terrestres). La reprise du travail ne se fera que le 19 juin, après que les ouvriers auront obtenu une hausse de 10 % des salaires, le droit à une heure d'information syndicale payée par mois et le paiement à 50 % des jours de grève : les temps ont changé depuis 1936 ! La dureté et l'issue du mouvement sont aussi significatives des changements survenus depuis le rachat par Citroën. Alors que, depuis les origines de la maison Berliet, les activités avaient toujours été très intégrées et concentrées dans la région lyonnaise, on assiste à un début de délocalisation. Paul Berliet ¹⁵⁰ avait fait construire en 1963 l'usine dite de Bourg-en-Bresse, à proximité du domaine familial de son épouse ¹⁵¹ ; à partir de la fin des années 1960, les délocalisations se multiplient, avec la construction d'une usine pour les ponts et les essieux à Saint-Priest, pour les boîtes de vitesses dans la Loire, pour le matériel incendie à Chambéry... Les établissements Berliet essaient, mais dans le cadre de la région Rhône-Alpes. Toutefois, cette dispersion sonne le glas de la politique paternaliste, centrée sur Vénissieux : la cité Berliet s'étiole, les maisons, réhabilitées, sont habitées par des cadres, la sociabilité s'y évanouit. Le sentiment de vivre la fin de l'empire Berliet explique certains caractères de la crise de 1968, un an après le rachat par Citroën ; c'est bien la fin d'un monde qui s'annonce, puisqu'en 1974 les restructurations de l'industrie automobile conduisent Citroën à vendre Berliet à la régie Renault, qui, quatre ans plus tard, confrontée à des difficultés commerciales et financières, regroupe Berliet et la Saviem dans un holding Renault Véhicules industriels (RVI), la marque Berliet disparaissant en 1980. Si le siège social est demeuré à Lyon, RVI a fait disparaître le nom d'une dynastie industrielle qui, pour ne s'être déployée que sur deux générations, n'en a pas moins marqué l'histoire de l'industrie automobile.

b) De la collaboration à l'épuration, en passant par l'antisémitisme

- la collaboration économique est très difficile à quantifier et à qualifier
- grd rôle, très volontaire de **l'entreprise Brice**, spécialiste du béton armé, ds la construction du Mur de l'Atlantique. Le patron, Pierre Brice, sera épuré, de façon cahotique, mais jamais jugé, et il reprend la direction de l'entreprise en 1950
- **Joseph Ioinovici** (*alias* « Monsieur Henri », « M. Joseph », « M. Michel »), ponte du marché noir :
 - * immigré juif roumain, né en 1905, venu dans la région parisienne ds les années 20
 - * chiffonnier enrichi dès avant 1939
 - * aryanise lui-même son entreprise, se donne des allures de respectabilité et plusieurs passeports différents et se lance à fond ds le marché noir
 - * liens avec la « Gestapo française » (la bande Lafont) de la rue Lauriston
 - * Libération ss encombre, mais procès à retardement
- **L'Air Liquide** de Georges Claude
- la **Banque de l'Indochine** de Paul Baudouin ¹⁵², un Vichyssois grand teint
- on peut se demander si l'épuration économique a vraiment eu lieu !

¹⁵⁰ Décédé en 2012.

¹⁵¹ À Montellier, dont Paul Berliet sera maire à partir de 1965.

¹⁵² Probablement le fils de Maurice Rouvier (voir *Débuts*).

- Eugène Schueller (1881-1947), le père de **Liliane Bettencourt**, fondateur de L'Oréal en 1908.

* Sa publicité promet à la Belle Époque, en autres, de rendre aux cheveux leur couleur et leur vigueur

* **financier de l'extrême droite**

* **antisémitisme forcené, profite de l'aryanisation**

* André Bettencourt a eu une « phase collaboratrice » avant sa « phase résistante » ¹⁵³

- les Galerias Lafayette st ayanisées puis pratiquent la « préférence aryenne » ¹⁵⁴, mais **c'est un des rares cas où l'aryanisation mêle l'intérêt et l'idéologie**

- de nombreuses associations de capitaux (cartels, etc.), qui permettent aux Allemands, notamment, de dominer la chimie, la bauxite et l'aluminium, en France

c) Des entreprises résistantes ?

□ Hispano-Suiza, société automobile qui avait fait aussi des avions et de l'armement avant 1939, a un peu résisté après s'être replié à Tarbes et à Saintes, ainsi qu'à Barcelone : refus de travailler pour les Allemands, matériels cachés, fabrications clandestines pour l'armée d'armistice, etc., sous l'impulsion de Stanislas Poniatowski

□ des Peugeot et des Michelin ont résisté

□ les Peugeot ont renseigné les Alliés sur les ateliers à bombarder et ceux qui ne l'étaient pas, ils ont noué des liens étroits avec le maquis tout proche. De plus l'ingénieur Mattern louvoie avec l'occupant, symbolisé par le « professeur Porsche » >>> il est incarcéré à plusieurs reprises, son fils est déporté en Allemagne, sa famille est expulsée de sa maison, occupée par la Gestapo et incendiée en 1944

□ Jacques Foccart, le futur ministre de la Ve République, créateur de la Françafrique, a été **en même temps un authentique résistant et un homme d'affaires (charbon de bois, immobilier, import-export) trafiquant avec des collaborateurs et des Allemands : rien n'est vraiment simple**

d) Le patronat et Vichy

□ une fois de plus, le poids de la conjoncture et l'existence de plusieurs Vichy : il est évident que le patronat prépare l'après-guerre à partir de 1943 (Stalingrad)

□ le poids de la banque Worms, banque d'affaires :

- surreprésentée ds le gouvernement Darlan de 1941 >>>> mythe de la synarchie (François Lehideux, Pierre Pucheu, René Belin, etc.), très discuté entre les auteurs

- subventionne des officines, etc.

¹⁵³ S.Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008, 623 p., pp. 464-465

¹⁵⁴ Beaucoup de magasins parisiens semblables sont ayanisés, comme les tissus Bouchara.

□ François Lehideux :

- Né le ?? 1904, François Lehideux mourut le 21 juin 1998 dernier survivant des secrétaires d'État des gouvernements de Vichy, dont il fut l'un des grands « technocrates ». Fils de banquier, diplômé de sciences politiques, Lehideux fit des voyages aux États-Unis, un stage aux usines Ford, dont il présidera la filiale française de 1949 à 1953.

- Il épousa la nièce de Louis Renault en 1929. L'année suivante, il entra pour dix ans dans l'entreprise de son oncle par alliance, dont il est nommé administrateur en 1933. En 1935, il est gérant de la société des avions Caudron, devenue Renault-Aviation.

- Pendant l'Occupation, il mena des négociations avec les Allemands (affaire des chars) et fut le premier directeur du Comité de l'Automobile nommé par Vichy. En février 1941, il devient membre de l'équipe ministérielle Darlan à titre de délégué général à l'Équipement. Puis, il est nommé secrétaire d'État à la Production industrielle, jusqu'au retour de Laval en avril 1942.

- Il est, avec Pierre Pucheu, Jacques Benoist-Méchin, Jacques Barnaud et Gabriel Leroy Ladurie, l'un de ces « jeunes cyclistes » qui rêvent de moderniser, planifier, industrialiser la France dans l'Europe allemande.

- Arrêté et emprisonné à la Libération, François Lehideux est mis en liberté provisoire en 1946. Il bénéficie d'un non-lieu en février 1949. Président de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, il intervient à l'ouverture du procès de Maurice Papon pour justifier la politique de Pétain, défendre l'administration préfectorale, voire trouver des circonstances atténuantes à la politique d'aryanisation des biens juifs.

□ la Société Générale s'était préparée dès 1938 à un repli dans le Midi et avait même repéré la première Vichy ! Des grdes banques françaises, c'est celle qui a le plus augmenté son chiffre d'affaires, pas particulièrement grâce aux Allemands. Elle a songé, par la bouche de Henri Ardant, PDG de la SG et président du Comité d'Organisation des banques, à limiter la concurrence entre banques françaises, notamment en fermant les petites banques juives. Ardant, bien qu'il ait cherché à protéger le personnel contre le STO, fera un an de prison à la Libération ¹⁵⁵.

□ les modernistes et les technocrates de Vichy : voir l'Azéma

□ l'antialcoolisme de Vichy, en interdisant le pastis, gêne considérablement la société Ricard, qui se reconvertis ds le riz de Camargue

□ Eraisinet, le grd armateur marseillais, est fort pétainiste, séduit par l'idéal corporatiste, qui réussit bien ds la marine marchande

□ conclusion Lacroix-Riz : de l'alliance franco-allemande à l'alliance franco-américaine !

¹⁵⁵ Travaillant à la Société générale, au siège, à l'été 1964 et à l'été 1965, j'y avais remarqué une curieuse « culture de guerre » : en lisant ces livres pour ce passage, j'ai compris... À l'été 1966 j'ai travaillé à la Société Kuhlmann (c'est là où j'ai négocié des escomptes de traites sur acides sulfurique et chlorydrique, sur des engrais, etc., ce dont je tire depuis une fierté de paon), entreprise « juive » aryanisée pendant la guerre (elle était très visée par l'IG Farben), ce que je viens d'apprendre aussi.

Conclusion générale

□ Après la Seconde Guerre mondiale, les "décideurs" vont prendre conscience brutalement :

du vieillissement de l'app. de prod., donc du retard de la productivité du travail, par rapport aux autres pays ind.

de la nécessité (*cf.* Jean Monnet, Comm. général au Plan, *cf.* biographie dans le dossier biographique) d'une intensification de l'effort d'investissement

□ la Grande-Bretagne a, du fait des circonstances françaises et la volonté britannique, mis sur pied un véritable interventionnisme de guerre, un dirigisme vrai, et chez elle la Seconde Guerre mondiale est, de ce fait, la matrice du *Welfare State*. En France aussi, mais bien sûr d'une autre façon et, largement, par copie de la Grande-Bretagne.

□ D'une façon générale, la Seconde Guerre mondiale est aux origines de la légitimation de la régulation par l'État de l'économie et de la société en Europe.

GES-6. SUPPLÉMENTS POUR LA PÉRIODE 1851-1914

□ Revoir la chrono.

I. SUR LE SECOND EMPIRE

1.°) La guerre de Crimée ¹⁵⁶

a) Les origines : la question d'Orient

— On appelle “ Question d'Orient ” un ensemble de problèmes liés aux ambitions des puissances européennes en Méditerranée orientale.

— Ambitions russes : établir une sorte de protectorat sur les chrétiens orthodoxes des Balkans, Roumains et Slaves et obtenir un contrôle des détroits turcs (Bosphore et Dardanelles), de façon à pouvoir faire passer librement la flotte russe de la mer Noire en Méditerranée.

— Ambitions britanniques : **assurer la sécurité des “ routes des Indes ”**. Outre celle qui passait par le Cap de Bonne-Espérance, il y en avait une autre, mi-maritime, mi-terrestre par le Proche-Orient. Les Anglais veulent en tout cas empêcher les Russes de pénétrer en Méditerranée orientale. Leur thèse traditionnelle est celle de l'intégrité de l'Empire ottoman et de la fermeture des Détroits.

— Ambitions françaises : La France veut être présente en Méditerranée orientale. Elle aspire à être la protectrice des catholiques de l'Empire ottoman, notamment les Maronites du Liban. Elle exerce en Égypte une profonde influence culturelle et économique.

— Ambitions autrichiennes : L'Autriche s'intéresse peu à la Méditerranée orientale, car elle est une puissance navale de second rang. Par contre, elle est très hostile à une hégémonie russe sur les Balkans ; les Russes l'ayant aidée à vaincre les Hongrois, elle doit tolérer l'occupation temporaire des principautés roumaines (Moldavie et Valachie) par les troupes du tsar. Mais elle veut à tout prix tenir les Russes à l'écart de l'Ouest des Balkans (principautés autonomes de Serbie et du Monténégro, provinces turques de Bosnie, d'Herzégovine et de Macédoine, avec le grand port de Salonique).

□ Le réveil des ambitions russes.

- La Convention des Détroits de juillet 1841, signée par toutes les grandes puissances, avait réalisé les objectifs britanniques : fermeture des Détroits en temps de guerre, et maintien de l'intégrité de l'empire ottoman. Le tsar Nicolas Ier supportait mal cette contrainte qu'il n'avait acceptée qu'à la suite des promesses du Sultan Abdul-Medjid de faire des réformes en

¹⁵⁶ A. Gouttman, *La guerre de Crimée. 1853-1856. La première guerre moderne*, Perrin, 2003, 438 p., largement complété car très « histoire bataille ».

faveur des chrétiens. Cette promesse n'avait pas été tenue, et la Turquie se trouvait « en pleine décadence » ; le sultan avait peine à faire observer son autorité dans les provinces. Les populations chrétiennes se révoltaient périodiquement contre les exactions, et ces révoltes étaient suivies de dures répressions. Dès 1844, au cours d'une visite à la reine **Victoria, Nicolas Ier déclara que la Turquie était "mourante"**. **Après les révolutions de 1848**, cette impression se confirma. Le tsar voulait aboutir à un arrangement sur le partage de l'empire ottoman.

- Au cours de plusieurs entretiens, en janvier et février 1853, il s'en ouvrit à l'ambassadeur britannique Hamilton Seymour : **" Nous avons sur les bras un homme malade, gravement malade : ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que les dispositions nécessaires fussent prises. " Il suggéra de placer les Principautés roumaines sous protectorat russe, de même que la Serbie et la Bulgarie. Il offrit à l'Angleterre un protectorat semblable sur l'Égypte. Il se croyait fort de l'appui autrichien étant donné le service rendu contre les Hongrois. Seymour riposta en disant que si la Turquie était un "homme malade" ses amis devaient s'efforcer de le guérir et non spéculer sur son héritage.**

□ L'affaire des lieux saints.

- À Bethléem, Jérusalem et Nazareth, les orthodoxes et les catholiques se disputaient âprement la possession d'une douzaine de sanctuaires. **En 1808, les " Latins " (catholiques)** avaient été privés d'une partie de leurs droits par le sultan. En février 1852, Napoléon III (*cf.* biographie dans le dossier biographique), soucieux de se faire bien voir des catholiques français, obtint du sultan un **" firman " restituant aux Latins les clefs de douze lieux saints**. Mais en même temps, le Sultan écrivit au tsar que la situation de fait ne serait pas changée.

- Une « querelle de moines » finissait par devenir un conflit franco-russe. En fait, cette querelle fut réglée par un compromis au début de 1853. Les Latins reçurent quelques-unes des clefs et les Orthodoxes gardèrent les autres. Mais le tsar fit rebondir l'affaire.

b) Les opérations militaires.

□ Le conflit russo-turc.

- Croyant qu'il suffirait de « parler haut » au sultan pour obtenir satisfaction, Nicolas Ier décida d'envoyer à Constantinople, en avril-mai 1853, une mission extraordinaire, sous les ordres du Prince Mentchikoff, ministre de la Marine, accompagné d'une suite nombreuse, **sous prétexte de régler la question des lieux saints. Les Grecs l'ovationnent !**

- En même temps, il massait des troupes au Sud de l'Empire. En réalité le but de la mission Mentchikoff était d'obtenir la reconnaissance d'un vrai protectorat de la Russie sur tous les Orthodoxes de l'empire ottoman.

- Agissant ainsi, le tsar réclamait en fait la création d'une zone d'influence russe sur l'ensemble des Balkans.

- De russo-turque, la question devenait européenne. L'ambassadeur britannique, Stratford Canning, qui avait une longue expérience de la question d'Orient et jouissait d'une influence considérable sur le sultan, poussa celui-ci à refuser, tout en faisant des concessions de détail. L'ambassadeur français agit de même. Le sultan, se sentant soutenu, repoussa les propositions de Mentchikoff qui quitta Constantinople.

- Nicolas Ier fit alors un pas de plus. Il décida d'envahir les Principautés roumaines qui faisaient partie de l'Empire ottoman.

- L'invasion des Principautés accéléra la crise. Des escadres françaises et britanniques furent envoyées près des Dardanelles. Une conférence d'ambassadeurs se réunit à Vienne, et proposa une sorte de protectorat franco-russe sur les chrétiens des Balkans. Mais le sultan refusa cette atteinte à sa souveraineté, encouragé par l'attitude belliqueuse de la population de Constantinople. Le 4 octobre, le sultan déclara la guerre à la Russie et le général Osman Pacha attaqua les troupes russes dans les Principautés.

□ L'intervention franco-britannique.

- Le gouvernement britannique, dirigé par le conservateur Aberdeen, était profondément pacifique. De même Napoléon III. Mais la France et l'Angleterre estimaient que la guerre russo-turque, si elle se développait, aboutirait à la dislocation de l'Empire ottoman et à l'établissement de l'influence russe dans les Balkans et en Méditerranée orientale. Cela **aurait dangereusement menacé le principe de l'équilibre européen. On s'efforça donc** d'aboutir à un armistice. Mais le 30 novembre 1853, les Russes détruisirent entièrement la flotte turque concentrée à Sinope.

- Cet événement eut un immense effet en France et en Angleterre. Ces deux pays décidèrent d'envoyer leurs escadres à Constantinople même pour protéger cette ville. Le tsar, furieux, rompit les relations diplomatiques avec la France et l'Angleterre : **“ L'honneur de la Russie est compromis ; l'Angleterre me force à la guerre ”.**

- En mars 1854, la France et l'Angleterre signèrent un traité d'alliance avec la Turquie. Elles adressèrent à la Russie un ultimatum la sommant d'évacuer les Principautés. Le 27 mars, n'ayant pas eu de réponse, elles déclarèrent la guerre à la Russie. Napoléon III avait le 2 dit au Corps législatif : « Nous allons à Constantinople pour protéger les droits des chrétiens, défendre la liberté des mers et notre juste influence dans la Méditerranée. » Importance des « bruits de guerre » dans l'opinion. Grand problème de la (im)préparation de l'armée française, et de l'opinion ! Mais les flottes française et anglaise, à vapeur, disposent d'une grosse supériorité.

□ Les premières opérations.

- Les corps expéditionnaires, 30 000 Français sous le maréchal de Saint-Arnaud (voir cours GÉS-3), 25 000 Anglais sous le vieux Lord Raglan, ancien adjoint de Wellington, furent

envoyés en Orient. Afflux désordonné de troupes françaises à Marseille (ligne ferroviaire pas terminée, etc.) ¹⁵⁷.

~~- texte photocopié de Saint-Arnaud sur l'impréparation de l'armée~~

- **Les Russes ayant franchi le Danube au sud des Principautés l' " armée d'Orient " vint aider** le général turc Omer Pacha en Dobroudja. Ce fut un échec. L'organisation du ravitaillement, des services de santé était déplorable. Les Russes refusèrent le combat et, à la suite d'une note autrichienne du 2 juin 1854, décidèrent d'évacuer les Principautés. Mais une épidémie de choléra ravagea les rangs franco-anglais. **Gros problème sanitaire, qui vient s'ajouter aux autres** (imprécision des instructions reçues, distances, etc.)

~~□ Le débarquement en Crimée.~~

- Normalement, l'évacuation des Principautés par les Russes eût dû signifier la fin de la guerre. Mais les deux gouvernements alliés crurent possible de détruire rapidement la puissance navale russe en mer Noire, ce qui résoudrait le problème des Détroits. La seule grande base navale russe était Sébastopol au Sud de la presqu'île de Crimée. Les troupes franco-anglaises (43 000 hommes) ainsi que 7 000 Turcs reçurent l'ordre de débarquer en Crimée. Le débarquement commença le 14 septembre 1854 à Eupatoria, au nord de Sébastopol. Les Russes furent surpris. Ils avaient en Crimée 50 000 hommes et 20 000 marins, mais leurs effectifs étaient dispersés. Les habitants ne sont pas des Russes, mais des Tatars.

- Les Alliés marchèrent aussitôt vers Sébastopol. Le 20 septembre, un combat se livra qui leur permit de franchir le petit fleuve de l'Alma (où s'illustrèrent les zouaves du général Bosquet). Ils purent arriver devant Sébastopol qui n'était pratiquement pas fortifiée du côté terrestre.

~~□ Le siège de Sébastopol.~~

- Mais le général en chef Mentchikoff et l'amiral Korniloff, qui commandaient la place, aidés par un habile officier du génie, le colonel Todleben, prirent l'énergique décision de couler les navires pour interdire l'accès de la rade, et firent construire hâtivement des fortifications de terre, entourées de tranchées. Les alliés, trop peu nombreux pour assiéger l'ensemble du port, s'installèrent au sud de la Chernaïa, sur la presqu'île de Chersonèse, plateau pierreux et désolé qui domine la ville.

- Raglan et Canrobert (qui avait succédé à Saint Arnaud, mort du choléra) se rendirent compte qu'un assaut immédiat était impossible. Ils entreprirent un grand bombardement de la ville. Mais l'artillerie russe, renforcée par les pièces de marine, était supérieure.

L'enthousiasme patriotique de la garnison et de la population de Sébastopol était sans

¹⁵⁷ Au total, il a fallu, pendant la guerre de Crimée, transporter, rien que pour la France, plus de deux millions de projectiles d'artillerie, 70 millions de cartouches, près d'un million de sacs à terre de fortification, 12 millions de litres de vin, 6 millions de clous à ferrer les chevaux, 330 000 paires de chaussures, sans compter 54 tonnes de clous et 2 800 poêles en fonte... Cela s'appelle la logistique en termes modernes, l'intendance en termes traditionnels...

borne. Pendant de longs mois, les Alliés durent se tenir sur la défensive, se contentant d'intercepter les renforts russes qui venaient du Nord, ayant d'immenses distances à franchir. Ils purent les arrêter grâce aux dures batailles de Balaklava (25 octobre : charge de la " **brigade légère** " de Lord Cardigan) et Inkermann (5 novembre).

- L'hiver interdisait tout assaut. Les souffrances des troupes furent considérables : froid, choléra, dysenterie, scorbut, typhus dévastèrent les rangs alliés. Les administrations militaires étaient au-dessous de leur tâche.

- la guerre de Crimée fait apparaître les conséquences de la très mauvaise organisation des services de santé, surtout du côté français, où la mortalité chirurgicale est accablante

- À Paris, à Londres, on était surpris et inquiet de ce piétinement qui nécessitait l'envoi de renforts importants. Ceci suscita une crise ministérielle en Grande-Bretagne où, en février 1855, le libéral Palmerston devint premier ministre. Napoléon III embarrassait ses généraux en donnant des ordres confus et contradictoires à 3 000 km de distance (on avait prolongé la ligne télégraphique qui atteignait seulement Belgrade en 1854). Il évoque plusieurs fois la possibilité de se rendre sur le théâtre des opérations. Plusieurs attentats contre lui.

- **Ts les problèmes d'un siège. Importance de la « distraction » du soldat** : les zouaves mettent sur pied un théâtre, réputé, avec alternance des pièces, des rôles féminins, la mort au combat de la « jeune fille » ou de la « femme » provoquant la « relâche » du théâtre (**annonce d'une scène célèbre de *La Grande Illusion* de Jean Renoir**).

□ La prise de Sébastopol.

- Les opérations reprurent, grâce aux renforts, en février 1855. Un premier assaut général (15-19 avril) fut repoussé par les Russes. Le général Pélissier (voir cours « Première **conquête coloniale...** ») succéda alors à Canrobert. Les alliés disposaient de 130 000 hommes. Pélissier était un homme résolu qui décida de mener le siège à fond. Ce fut une dure guerre de tranchées. Les 6-7 juin, la principale forteresse russe, le Mamelon Vert, fut prise au prix de pertes énormes. Restait à s'emparer du fort de Malakoff et du Grand Redan. Le 18 juin, les Alliés échouèrent devant ces positions. Le 16 août, une armée russe de renfort fut vaincue au pont de Traktir sur la Chernaïa.

- Enfin, le 8 septembre, le fort de Malakoff fut enlevé par les Français du général de Mac-Mahon. Le général russe Gortchakoff, nouveau commandant en chef, estima alors que la ville était indéfendable. Il l'évacua et les alliés y entrèrent le 10 septembre 1855.

□ Les négociations pendant la guerre.

- L'Autriche joua pendant la guerre un rôle décisif. Le tsar Nicolas Ier avait cru pouvoir compter sur son amitié. En fait, elle craignait la mainmise russe sur les Balkans. Elle fit pression en juin 1854 sur le tsar pour que ses armées évacuassent les principautés. Surtout, le 8 août 1854, elle signa avec les alliés un protocole en quatre points qui devait devenir la base du règlement pacifique :

* Protectorat collectif des puissances sur les Principautés (ce qui signifiait leur autonomie).

* Liberté de navigation du Danube.

* Limitation des forces russes en mer Noire.

*** Pas de protectorat russe sur les orthodoxes de l'Empire ottoman.**

- On put croire un moment que l'Autriche, pour faire aboutir les quatre points, entrerait dans la guerre. En fait, elle recula au dernier moment, et les alliés se retournèrent vers le Piémont qui, le 26 janvier 1855, signa avec eux une alliance et envoya un petit corps expéditionnaire en Crimée.

- La mort du tsar Nicolas Ier (2 mars 1855) et la prise de Sébastopol hâtèrent la fin de la guerre que les Anglais auraient voulu poursuivre. Mais Napoléon III, qui avait un moment rêvé à l'élargir pour reconstituer la Pologne — en conformité avec ses idées sur les nationalités —, se laissa convaincre par le ministre autrichien Buol d'accepter une médiation (décembre 1855).

- Le nouveau tsar, Alexandre II, céda lorsque le roi de Prusse se joignit à la médiation autrichienne.

c.) Les suites de la guerre

□ Le Congrès de Paris.

- Napoléon III convoqua les belligérants — y compris le Piémont qui n'était pas une grande puissance — ainsi que l'Autriche et la Prusse à un Congrès qui se tint à Paris du 25 février au 8 avril 1856. Le Congrès fut une « magnifique réunion » à laquelle participaient les ministres des Affaires étrangères, sous la présidence de Walewski. Il fut interrompu le 16 mars par la naissance du prince impérial.

- Un Congrès à Paris était pour Napoléon III une revanche sur le Congrès de Vienne de 1815. C'était un symbole de la grandeur française. Le traité fut signé le 30 mars 1856.

- Les décisions, fondées sur les quatre points autrichiens, furent les suivantes :

* La mer Noire est neutralisée. Les Russes ne pourront plus y posséder que de petits bâtiments côtiers. Ainsi sont-ils durablement écartés des Détroits et de la route des Indes.

* **L'Empire ottoman reçoit des puissances la garantie de son intégrité territoriale.**

* Le sultan garantit l'égalité de ses sujets chrétiens et musulmans, tout protectorat russe étant écarté.

* Les Principautés de Moldavie et de Valachie deviennent autonomes, sous la garantie collective des Puissances. La Moldavie annexe la partie sud de la Bessarabie russe.

* Le Danube inférieur depuis les Portes de Fer devient un fleuve international ouvert librement aux navires de tous les pays. Une Commission européenne du Danube est constituée pour gérer cette navigation.

- Après le 30 mars, le Congrès continua ses séances pour discuter des grands problèmes européens. Cela permit à Cavour qui représentait le Piémont de poser la question italienne devant le Congrès (8 avril 1856). Mais le rêve de Napoléon III — la révision des traités de

1815, la refonte de la carte de l'Europe, la reconstitution de la Pologne — n'avait pu être réalisé, devant l'opposition des puissances.

□ **la guerre de Crimée n'est pas l'occasion de créer une « fête de la victoire »**, mais sous le SE (et même dès 1852) il n'y a qu'une fête nationale, le 15 août, la Saint-Napoléon, en lien évident avec l'Assomption (*cf. le désir du régime de s'appuyer sur l'Église*) >>>> **la g. de Crimée est l'occasion de renforcer le lien entre fête religieuse et fête nationale.**

□ Pendant les années qui suivirent le Congrès de Paris, Napoléon III vit dans le rapprochement avec la Russie, naguère ennemie, le moyen de réaliser quelques-uns de ses buts. Ce rapprochement, dans son esprit, ne devait pas s'accompagner d'un refroidissement de l'amitié franco-anglaise. Dès le Congrès de Paris, Morny eut des conversations avec le délégué russe Brunnow. En échange d'adoucissements dans les clauses de la paix, le chancelier Gortchakoff était favorable à une véritable alliance avec la France. Morny fut alors envoyé comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Il y travailla notamment à développer les investissements de capitaux français en Russie (fournis par le Crédit mobilier des frères Pereire) pour la construction de chemins de fer et d'industries. Mais Morny aurait aussi voulu une alliance politique franco-russe. Il échoua, car la crise économique de 1857 obligea Napoléon III à s'assurer l'appui du banquier James de Rothschild, rival des frères Pereire, et l'empereur ne voulait pas d'une alliance avec la Russie sans l'Angleterre. En 1857, le roi Guillaume de Wurtemberg, à l'occasion de son 76e anniversaire, voulut ménager une entrevue entre Napoléon III et Alexandre II qui était son neveu. La rencontre eut lieu à Stuttgart le 25 septembre. Un projet de traité de neutralité fut préparé, mais aucun texte ne fut signé.

□ L'amitié franco-russe se manifesta lors de la guerre de 1859 (Italie).

□ La révolte polonaise de 1863, amenant Napoléon III à soutenir la nationalité polonaise et à proposer un Congrès européen, irrita le tsar. Celui-ci se rapprocha alors de la Prusse.

□ Corollaire : La politique balkanique de Napoléon III

□ Napoléon III soutint dans les Balkans la politique des nationalités.

□ En Roumanie, le Congrès de Paris avait assuré l'autonomie des deux principautés roumaines, Moldavie et Valachie. Celles-ci devaient élire des "hospodars" (ou gouverneurs) chrétiens. Les intellectuels nationalistes roumains étaient profondément inspirés par la culture et l'idéologie françaises. Napoléon III les aida de tout son pouvoir. En 1859, pour esquiver les clauses des traités qui les maintenaient séparées, les deux Principautés élurent le même hospodar, Alexandre Couza, noble roumain, officier, patriote intègre, qui avait été élevé en France. La Turquie, l'Autriche et l'Angleterre étaient hostiles à cette combinaison, mais Napoléon III la fit triompher. Couza, en constantes difficultés avec la noblesse et le clergé orthodoxe, décida de faire un coup d'État en 1864. Il unifia les deux Principautés avec un seul parlement, sécularisa les couvents, émancipa les paysans. Napoléon III le soutint encore. Couza fut renversé en 1866 et la Roumanie connut une crise grave. C'est Napoléon

III qui l'aidera à la résoudre, en favorisant la candidature au titre de Prince de Roumanie du prince Charles de Hohenzollern (appartenant à une branche catholique de la famille royale prussienne).

□ Le Monténégro, petit pays montagneux, était indépendant de fait sous l'autorité de son prince Danilo. En 1858, les Turcs envahirent le Monténégro. Ils furent battus, et Napoléon III envoya immédiatement une escadre française. En novembre 1858, c'est lui qui fit reconnaître par une conférence européenne l'indépendance du Monténégro. Il sauva le prince Nicolas, successeur de Danilo, en 1862, d'une expédition victorieuse des Turcs.

□ Napoléon III fut aussi le protecteur des Serbes, qui appelèrent des instructeurs français pour organiser leur armée.

2°) La guerre d'Italie

□ La guerre d'Italie : scannage des pp. 538-541 de D.Barjot, J.-P.Chaline & A.Encrevé, *La France au XIXe siècle. 1814-1914*, PUF, coll. "Premier Cycle", 1995, 651 p.

□ La guerre d'Italie est plusieurs fois évoquée dans Les Rougon-Macquart

□ pas de « fête de la Victoire », mais un Te Deum célèbre, le 15 août 1859, les victoires de Montebello, Magenta et Solferino, d'autant que « question italienne » !

□ donne naissance à la Croix-Rouge internationale, de Henri Dunant

3°) La guerre du Mexique ¹⁵⁸

a) L'essentiel

□ introduction :

- la "grande idée du règne"

- Cette ancienne colonie espagnole, après son indépendance, s'engluait dans l'anarchie, elle doit céder une partie importante de son territoire aux États-Unis, et elle survit grâce à des emprunts étrangers qu'il serait chimérique de voir remboursés

- Déjà en 1838 une flotte française a été envoyée bombarder et bloquer Vera-Cruz pour obtenir « réparation des torts causés à des Français vivant au Mexique »

□ les raisons de Napoléon III :

- volonté de « grandeur » : la France doit être « présente » sur tous les continents

- Il redoute les ambitions des États-Unis, qui s'étendent rapidement vers l'Ouest et le Sud-Ouest et exercent une pression sur le Mexique, ce qui risque de déboucher sur de nouvelles annexions et sur la mise sous tutelle du pays. Mais les États-Unis sont engagés dans la Guerre civile (la Guerre de Sécession) : ils sont hors-jeu

¹⁵⁸ A.Goultman, *La guerre du Mexique. 1862-1867, le mirage américain de Napoléon III*, Perrin, 2008, 452 p., largement complété car très « histoire bataille ».

- L'empereur caresse l'idée d'un canal interocéanique percé soit au Mexique soit plus au sud, mais qui nécessiterait que ses abords soient contrôlés par les puissances européennes, en dépit de la doctrine de Monroe

- L'Angleterre se forge un empire, l'Europe est en passe de dominer le monde, pourquoi la France ne pourrait-elle pas se créer une zone d'influence dans le monde caraïbe, prélude au futur canal ?

- L'impératrice Eugénie est sensible aux discours d'émigrés mexicains qui brossent un tableau flatteur d'un pays qu'ils ne connaissent plus

- regagner les faveurs des conservateurs et de l'Église

- C'est bien un mirage qui se met en place car Napoléon III n'a pas étudié le dossier à fond et il exclut ses propres ministres du projet !

- Le besoin d'argent (or abondant depuis décembre 1848-1852, argent cher, or, Fr. = pays bimétalliste), avant la phase de dépréciation de l'argent. L'affaire des "bons Jecker" permet d'intervenir en revendiquant une part des mines de la Sonora. L'aventure mexicaine a d'ailleurs été profitable, financièrement, à la France, mais elle jette le discrédit sur les aventures extérieures

□ Napoléon III trouve des alliés, l'Angleterre (intéressée par le continent américain depuis longtemps) et l'Espagne (ancienne puissance coloniale), et une démonstration militaire sur le littoral mexicain doit aboutir à une promesse de remboursement des créances.

- Le gouvernement de Juárez accepte les « accords de la Soledad », qui sont flous, et l'Espagne et l'Angleterre se retirent.

- Quant à la France, elle reste et renforce ses effectifs, car Napoléon III croit le régime prêt à s'effondrer à la vue des Français

- Et il pense que les émigrés sont capables de le remplacer par une monarchie favorable à la France

□ la guerre :

- débute 20 avril 1862, la Martinique servant de base navale et de base arrière aux opérations militaires (il y aura en 1865 une révolte de zouaves confinés dans un fort lors d'une relâche !)

- obstacles multiples : énormes diff. de communication, car il n'y a pas de routes correctes ou presque

- armée s'engage sur la route de Mexico sans moyens, elle trouve des villages vides, elle ne peut prendre Puebla

- mais rebondissements dans les opérations donnent une fausse assurance

□ les combattants :

- Légion étrangère, tirailleurs algériens

- Maximilien (voir plus loin) amène des régiments autrichiens et... belges

□ un Régent (émigré autoproclamé) : un semblant de régime

□ **Napoléon III fait appel à l'archiduc Maximilien :**

- frère cadet de l'empereur d'Autriche François-Joseph, né en 1832

- un mauvais choix : intelligent, mais mal informé

- libéral à l'européenne

- rêveur, indécis, écrit beaucoup de proclamations et de décrets

- il déteste les Bonaparte, place au-dessus de tout les Habsbourg

- pour sa succession, il regarde du côté de Vienne !

- mais ses finances sont sauvées par la France

□ **maréchal Bazaine :** fait ce qu'il peut, eu égard au contexte

□ **sentiment nationaliste mexicain :** grande détermination de Benito Juarez

□ **la fin de la guerre :**

- les Français mettent sur pied en 1865 un système efficace de contre-guérilla, dirigée par le colonel Du Pin, « monstre des terres chaudes »

- >>> l'essentiel du pays est contrôlé

- **causes du départ des Français :** la fin de la GS, la montée des périls en Europe. C'est pendant l'automne 1865 que Napoléon III prend la résolution d'en finir avec le « guépier mexicain » ; il l'annonce à Maximilien, par lettre, le 15 janvier 1866

- Maximilien envoie sa femme Charlotte de Belgique (qui l'avait décidé à accepter le trône) pour tenter de fléchir Napoléon III. Elle échoue et devient définitivement folle après l'exécution de son mari (elle avait eu ses premières crises en 1866 et des épisodes surprenants pendant son voyage)

- **pouvoir de Maximilien se liquéfie, il rejette sur Bazaine la cause du désastre et finit par se rendre aux troupes juaristes >>> fusillé**

□ **les conséquences :**

- **la France a perdu** prestige, argent (= grosses dépenses + pas hausse de l'argent-métal sur le long terme) et certains des meilleurs éléments de son armée (car elle a envoyé au Mexique des soldats expérimentés, vétérans d'Algérie, de Crimée, d'Italie...)

- une **première « sale guerre »**¹⁵⁹, avec lenteur et « inutilité » des opérations, nombreux malades (maladies tropicales, syphilis, etc.) et blessés, hospitalisés souvent à l'hôpital de Fort-de-France

b) Deux suppléments

□ C. Fredj, « Écriture des soins, écriture du combat : six **médecins militaires** français au Mexique (1862-1867) », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 99-119 :

- brutalisation de la guerre

¹⁵⁹ L'expression concernera « officiellement », bien sûr, les deux guerres d'Indochine. Elle a été inventée par Hubert Beuve-Méry, le directeur du *Monde*, dans *Une semaine dans le Monde* du 17 janvier 1948.

- Mexique : très violents combats, corps à corps, hommes plusieurs fois blessés ; anesthésie pratiquée, réduisant la mortalité des blessés
- chirurgie de guerre, avec réf. au baron Larrey
- **transports difficiles, à cause de l'état des routes**
- ils soignent des Mexicains
- M.Charpy, C.Fredj, *Lettres du Mexique. Itinéraires du zouave Augustin-Louis Frélaud. 1862-1867*, Éditions Nicolas Philippe, 2003, 399 p. :
- Augustin-Louis Frélaud: capitaine de zouaves, un corps d'élite. 110 lettres à son frère aîné, curé à Vannes
- né 1827, expérimenté (Algérie, Italie)
- dépaysement brutal, dans un « affreux pays », **douleur de l'éloignement (mais sa famille s'occupe, autant que faire se peut, de le marier, ce qui n'est pas facile), maladies,**
- contre-guérilla jugée répugnante
- satisfaction d'avoir tué
- **missions d'exploration avec croquis faits par des officiers du génie, qu'on retrouve aux archives de Vincennes, de contrôle des voies de communication, d'administration >>>**
- Augustin-Louis Frélaud persuadé de la mission civilisatrice de la France, mais un discret **sentiment d'abandon**
- souffre de son isolement « social » : les unités sont éclatées en petits paquets et il est souvent loin des + proches officiers
- fait partie des derniers contingents rapatriés ; honte d'abandonner des populations qui avaient soutenu la France (Cf. plus tard la guerre d'Algérie)
- **s'est toujours soucié de son avancement, sa famille fait agir des protecteurs, lui-même soigne ses relations avec ses supérieurs**
- se mariera en Algérie en 1869
- prisonnier évadé en 1870
- finit général en 1889, retraite la même année. Mourra en 1894

4°) Edmond About et la comtesse de Ségur

a) Edmond About

□ Edmond About. L'homme à l'oreille cassée :

- le souvenir des guerres napoléoniennes est omniprésent (le héros est un colonel « ressuscité »)
- **l'armée napoléonienne est appelée « la vieille armée »**
- Le héros est mort de froid en 1813, mais il revient à la vie sous le Second Empire grâce à une « dessication » (une lyophilisation, plutôt ?)
- la résurrection se produit à Fontainebleau, la ville des Adieux et de son ancien régiment

- la douce fiancée est courtisée par un colonel de cuirassiers

□ Edmond About (1828-1885). *Le Roman d'un brave homme*, 1880 :

- se passe sous le Second Empire

- Père La France (!)

- une famille alsacienne

- à la fin de 1870 : **le personnage principal s'engage, bien que chef d'entreprise chargé de famille de 44 ans, est à Belfort, qui résiste, seule place forte française à le faire (pendant 103 jours, avec des bombardements violents) ; Denfert-Rochereau en sort vaincu, célèbre ; il sera député** ¹⁶⁰

- le personnage principal retrouve son usine et son village pillés et incendiés

b) La « comtesse de Ségur, née Rostopchine »

□ comtesse de Ségur, née Rostopchine. *L'Auberge de l'Ange gardien*, 1863 (date évidemment symptomatique) :

- Moutier = soldat qui a « fini son temps » et a la nostalgie de son *Manuel du soldat* ! Mais il se rengorge pour la guerre de Crimée : « un soldat reste toujours un soldat ». Les blessés et morts de la guerre dans le village sont évoqués rapidement

- le chien, un Saint-Bernard (!), **s'appelle Capitaine ! Il meurt à la guerre de Crimée...**

- à l'auberge un seul livre : les *Mémoires d'un trouper* !

- Moutier revient de la guerre décoré, avec le grade de sergent, plein de mépris pour les Anglais et les Russes, plein de souvenirs. Surtout il a fait prisonnier le général russe Dourakine (diminutif d'idiot !), devenu son ami (!)

- le père retrouvé, dans ce mélodrame pour enfants, est aussi un soldat, qui a également fait la guerre de Crimée

- la paix qui clôture la guerre, Dourakine rentre en Russie >>>> une suite, *Le général Dourakine*, 1863 aussi

□ comtesse de Ségur, née Rostopchine. *Le général Dourakine*, 1863 aussi :

- Dourakine rentre dans sa terre de Gromiline, près de Smolensk

- une veuve de guerre (de Crimée), la **sœur de la terrible Mme Papofski**

- Dourakine vend Gromiline à un autre général russe

¹⁶⁰ « Très vite la ville devient un lieu de pèlerinage et le symbole de ce que pouvaient faire des soldats français commandés par un chef compétent et énergique. Aux yeux des républicains, parmi lesquels se range avec conviction Denfert-Rochereau, élu député à l'Assemblée nationale, la résistance de Belfort a montré que la République et les intérêts nationaux les plus élevés étaient intimement associés. Belfort s'est illustrée comme l'un des hauts lieux du patriotisme républicain. » (F.Roth, *La Guerre de 1870*, Fayard, 1990, 778 p., p. 467). Autre titre : W.Serman, "Denfert-Rochereau et la discipline dans l'armée française entre 1845 et 1874", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 95-103

II. S. AUDOUIN-ROUZEAU, 1870. LA FRANCE DANS LA GUERRE, ARMAND COLIN, 1989, 420 P.

- uniquement ce qui complète GÉS-1, III et I - J. Becker & St. Audouin-Rouzeau, La France, la nation, la guerre, 1850-1920, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.
- une **étude de l'opinion publique**, grâce aux rapports des préfets

1°) Sur les débuts de la guerre.

a) La crise de l'été 1870

- **l'opinion publique a été dans sa majorité acquise au Second Empire mais la politique extérieure ?** oui les Français n'ont pas été insensibles à la gloire impériale, à condition qu'on ne leur demande pas de sacrifices pour elle, cf. le « refus » de la loi Niel !
- vivacité du sentiment national avant 1870, intense activité politique fin du Second Empire, mais large pacifisme visible au moment de la g. de Crimée, avec impatience, guerre d'Italie *id.*
- mais la « question prussienne » reste théorique pour la majo. de la pop.
- plébiscite du 8 mai 1870 et arrivée au min. des Affaires étrangères du duc de Gramont, partisan d'une alliance avec l'Autriche : **Bismarck croit à une politique étrangère plus ferme à l'égard de l'Allemagne.** Il peut espérer que la Russie va neutraliser l'Autriche, que la Grande-Bretagne restera neutre, et que l'Italie ne fera rien avant une victoire initiale française
- **C'est l'insistance française** à obtenir le refus officiel de la Prusse des Hohenzollern qui fait prendre le risque d'aggravation de la crise (6 juillet 1870). La légèreté du gouvernement français a été souvent dénoncée, mais... après la défaite ! Ce reproche est tributaire de la « légende noire » du Second Empire. L'historiographie étrangère est beaucoup moins sévère !
- au total, une crise très brève pour l'immense majorité de la population, avec gros contrastes Paris/province, villes/campagnes, France du nord-est/reste
- quand les nouvelles essentielles sont connues : « choc », « émotions » rurales, comme on disait dans la France d'Ancien Régime.

b) Guerre de l'Empire ou guerre de la nation. Union sacrée avant la lettre ?

- importance de la chronologie (cf. cours GÉS-1), mais aussi des moyens matériels en matière de propagation des « nouvelles » (vitesses très inégales)
- les préoccupations de la vie quotidienne : la moisson (qui fut faite de manière très inégale selon les départements), commerce et industrie gênés par la guerre (dont

importations d'Allemagne, exportations vers elle !), mais coup de fouet au charbon, au commerce des vins et fourrages, etc. Chômage fut faible, de même que la hausse des prix

□ Le vote des crédits militaires dans la nuit du 15 juillet modifie toutes les perspectives.

□ Il n'y a guère d'émeutes anti-prussiennes, de manifestations pacifistes ; importance de l'acceptation de la guerre dans le cadre du souvenir de la Révolution française.

□ importance de la mobilisation de la garde mobile, de la résolution patriotique qui domine dans la 2^e quinzaine de juillet, avec même l'enthousiasme des départements du nord-est

□ succès des souscriptions publiques, faites par les journaux, dans les villes, mais aussi les campagnes

□ pour les partis politiques, revoir GÉS-1, et, pour le parti républicain en 1870, *Débuts*

□ La séance du 15 juillet du Corps législatif dure plus de 11h ! Elle est confuse, tendue, ponctuée d'interruptions et d'insultes : il n'y a pas d'unité parlementaire au moment de

l'entrée en guerre. Phrase fameuse d'Émile Ollivier, « Nous acceptons notre responsabilité d'un cœur léger », déformée par la suite. Jules Favre fait émerger la question des preuves

de l'insulte prussienne. Gambetta (*cf.* biographie dans le dossier biographique), Ferry (*cf.* biographie dans le dossier biographique), Picard et d'autres votent les crédits militaires en

dépit de leur opposition à la guerre pendant les débats : **au fond le patriotisme l'emporte chez beaucoup d'opposants, la gauche a renoncé à s'opposer à la guerre !**

□ Les légitimistes se rallient eux aussi à la guerre, en dépit du rappel de la garnison française de Rome. Il n'y a pas de clivage religieux. Seule l'extrême gauche (les blanquistes par ex.) manifeste son opposition à la guerre >>> lourdes sanctions contre des journaux de province. Des cris séditieux et pacifistes (de civils) dans quelques gares

□ Les élections municipales, prévues pour les 6 et 7 août, ont lieu à la date prévue : reprise des affrontements politiques à l'échelle locale

c.) La mobilisation et la concentration

□ une célèbre impréparation militaire, mais :

- Napoléon III avait essayé de réformer l'armée et le service militaire, mais le projet de la commission *ad hoc* s'était effrité et la loi Niel avait été mal appliquée

- s'ajoute l'habitude militaire de faire camper et non cantonner les soldats >>> ils doivent porter un lourd bagage (30 kg pour des soldats dont la moitié mesurent moins d'1,65 m)

- et l'infanterie est peu entraînée à la manœuvre réelle

- le récent fusil Chassepot est très supérieur au Dreyse par sa rapidité et sa précision

- la mitrailleuse fr. existe mais elle est employée en batteries, comme les canons (on parle d'ailleurs de « canons à balles »)

□ mauvaise concentration des troupes, confondue avec la mobilisation (X All.), sans véritable plan stratégique, sinon une offensive visant à séparer les États du Nord et les

États du Sud, en allant « donner la main » aux Autrichiens. Et le plan de concentration est changé brusquement le 11 juillet >>> confusion indescriptible, malgré les tours de force accomplis par les compagnies de chemin de fer (privées)

□ **Début août l'armée française « du Rhin » ne dispose que de 244 000 hommes.** (en face : 500 000, rien que pour l'All. du Nord)

□ le **départ des soldats s'effectue dans la détermination, l'entrain, voire l'enthousiasme** (nombreux témoignages), avec le chant de *La Marseillaise* (qui n'est pas l'hymne de l'Empire, lequel est *Partant pour la Syrie*, écrit par la reine Hortense, mère de l'empereur).

Très nombreuses scènes de **fraternisation entre civils et militaires, signes d'un sentiment d'appartenance à une même communauté**

□ **nuances** : une forme de « tourisme estival » pour de nombreux soldats (d'ailleurs peu critiquent les trajets en zig-zag absurdes qu'on leur fait faire, à la diff. des soldats de *La Débâcle* de Zola), les premiers combats tardent (>>> irréalisme de la guerre), une inquiétude latente dans certaines lettres, des scènes d'ivresse collective et de pillage, surtout dans certaines gares, au camp de Châlons les mobiles de la Seine demandent brutalement à rentrer à Paris

d) Les premiers combats et la défaite de la guerre impériale

□ Le patriotisme effervescent et la popularité de Napoléon III sont portés à leur comble par **la première bataille** (Sarrebriick, une offensive française, 2 août)

□ 2 jours plus tard, **l'offensive allemande d'Alsace** (Wissembourg) commence victorieusement. **Le soir du 6 l'Alsace est perdue**

□ quand les premiers combats véritables ont lieu, l'armée française a mis de l'ordre dans son désordre initial, bien réel >>> **les problèmes véritables ont été l'insuffisance numérique de l'armée fr. et la faiblesse de son commandement** : presque toutes les décisions prises furent mauvaises. Pourquoi ? sans doute l'incapacité mentale chez les « grands chefs » à faire face à une guerre nationale, pour laquelle ils n'étaient nullement préparés (ils sont « fils de... », ont une mentalité archaïque, etc.)

□ **Regroupement de l'armée du Rhin à Metz** :

- commandée par Bazaine à partir du 12 août ¹⁶¹

□ les **premières leçons** :

- puissance du feu

- **importance de l'artillerie, que les Français gardent trop longtemps en réserve** (X Prussiens)

- les charges de cavalerie sont dépassées (cf. « Reichshoffen »)

¹⁶¹ Bazaine va peu défendre Metz et surtout négocier en coulisse avec Bismarck et l'Impératrice Eugénie. Sa capitulation lui vaudra un procès public, au Grand Trianon, du 25 septembre au 10 décembre 1873, au cours duquel Bazaine se défendra avec acharnement. Il sera condamné à mort, peine commuée par Mac Mahon en vingt ans de détention. Détenu au large de Toulon, il s'évade en août 1874 et se réfugie en Espagne. Il mourra dans le dénuement à Madrid en 1888.

- cohésion de la troupe, contrairement aux craintes, mais fatigues des déplacements, colère devant les spéculations des civils
- **courage des officiers, fidélité à l'empereur, pertes supérieures à celles des soldats**
- atrocité des combats, très souvent notée dans les lettres
- pertes très importantes, des deux côtés, mais les Allemands sont plus nombreux, alors **relativement...**

□ la mentalité des soldats :

- confiance pendant plusieurs semaines en la victoire finale
- rumeurs sur la « trahison »
- attitude très ambiguë vis-à-vis des Allemands
- importance des lettres, pour des ruraux, en grande majorité
- **attachement à la communauté d'origine**, mais prise de conscience nationale, expliquant sans doute l'étonnante résistance de l'armée française avant Sedan (et plus tard...)

□ Fin du ministère Ollivier :

- séance du Corps législatif 9 août 1870
- l'**impératrice, régente, outrepassant ses droits**, choisit Cousin-Montauban, comte de Palikao, bonapartiste autoritaire
- hostilité constante de la gauche

□ **Le nouveau gouvernement tente de mener à bien une œuvre de redressement militaire qui constitua le socle de l'effort de guerre entrepris par le Gouvernement de la Défense nationale après le 4 sept. :**

- * envoi de soldats dans le nord-est
- * mais tout manque, surtout pour équiper les mobiles
- * **manque criant d'armes**
- * bons résultats seulement dans la mise en défense de Paris

□ regroupement dans le camp de **Châlons d'une nouvelle armée, mais difficilement, en grand désordre.**

Napoléon III décide d'abord de l'amener devant Paris, mais l'impératrice et Palikao poussent à l'envoyer au secours de Metz, assiégée, ce qu'accepte Napoléon III. Cependant l'évolution de la situation des armées allemandes va pousser à une très longue marche, en zig-zag, qui va aboutir à Sedan, place forte sans valeur militaire (au XIXe s.), située au fond d'une cuvette >>> une bataille d'encerclement

□ Sedan :

- une armée épuisée et démoralisée
- Mac Mahon presque immédiatement blessé
- l'empereur, privé de responsabilité militaire directe depuis le 12 août, n'imprima aucune direction stratégique aux opérations : lucide et désespéré, il se contenta de partager le sort des soldats, et il semble avoir cherché la mort en s'exposant délibérément au danger
- **contrairement aux batailles d'août, la défaite était cette fois-ci un désastre absolu :**

* 17 000 Français tués, blessés et disparus (les Allemands : 9 000)

* plus de 100 000 prisonniers

- rencontres Napoléon III avec les généraux allemands et Bismarck :

* Napoléon III affirme que la signature de la paix incombe au gouv. de Paris

* il demande un passage des Français survivants vers la Belgique, ce que les Allemands refusent

* il capitule et ne rencontre le roi de Prusse qu'après cette cap.

- une image caricaturale et son commentaire (polycopiés)

- le sort des prisonniers est dramatique (cf. Zola, *La Débâcle*), avec scènes d'indiscipline : une armée littéralement « dissoute »

2°) Les suites de Sedan et la guerre républicaine

a) Les Français et la défaite impériale

□ surprise, déception, parfois la colère à l'annonce des premières défaites en province ; mais à Paris : excitation, exaspération, colère, fausses nouvelles (de victoires)

□ dans une 2^e phase, des d'armement de la population parisienne ; la province est plus calme et plus « atterrée »

□ premières manifestations révolutionnaires à Paris, les 6 et 7 août, puis le jour du renversement du ministère Ollivier (9 août : réclamation de la déchéance de l'empire), manifestation blanquiste de La Villette le 14

□ en province : troubles à Marseille (7), Toulon, Montpellier, Nîmes, Mâcon, Beaune, Lyon (seulement le 13 : une Commune, éphémère)

□ En province comme à Paris, il faut attendre Sedan pour que le rejet de l'empire mobilise plus largement les populations urbaines.

□ la détérioration du climat politique atteint aussi la presse, notamment parisienne ; des manifestations d'anticléricalisme à Périgueux, Angoulême et Bordeaux ; des habitants, voire des préfets, reprochent aux protestants de « donner la main aux Prussiens » ; crime de Haute-faye (Dordogne, cf. cours GÉS-1) ; nombreuses rumeurs et « émotions » : une nouvelle « Grande Peur »

□ un sentiment d'abandon parmi les populations, sentiment d'être mal informé, des paniques dans les départements du nord-est, des exodes, jusque dans la Seine-et-Marne

□ des cas (Verdun, Vitry-le-François, Coulommiers, par ex.) où la pop. civile s'oppose aux mesures de défense (minage des ponts, inondations, etc.), des cas de refus des billets de banque, de remboursements des livrets de caisse d'épargne, des cas de résistance aux levées d'hommes, de la garde mobile et de la garde nationale sédentaire notamment

□ mais aussi des réactions exactement inverses : demandes d'armes, engagements, etc., beaucoup plus dans les villes que dans les campagnes

□ Une certaine forme d'optimisme patriotique se rétablit progressivement au cours du mois d'août (cf. cours GÉS-1)

□ la nouvelle du désastre de Sedan : *idem*

b) Septembre 1870, nouvelle donne politique.

□ Je rappelle que je ne fais que compléter ici le GÉS-1

□ des populations manifestent parfois leur mécontentement du renversement de l'Empire : à Moulins, en Corse, bastion bonapartiste. À l'inverse des manifestations d'enthousiasme, à Marseille et Toulon par ex. Une froideur assez générale, voire une certaine appréhension, accrue par les atermoiements sur les dates des élections, dans les campagnes et les petites villes : un attachement « provincial » à Napoléon III. Des tracts bonapartistes à Honfleur, mais des journaux bonapartistes tournent casaque

□ des journaux royalistes sont très satisfaits ! **L'Église** prône l'acceptation du nouveau régime. Des préfets notent finement que ces ralliements à la république ne sont que provisoires, le temps de la guerre

□ le mouvement « fédéraliste » : voir *Débuts*

□ les blanquistes se rallient au Gouvernement de la Défense nationale ; mais la nouvelle de l'entrevue de Ferrières (dans le château d'Alphonse de Rothschild) provoque un clivage entre l'extrême gauche et le Gouvernement de la Défense nationale

c) Paris et Tours.

□ L'absence de sanction électorale de la prise de pouvoir du 4 Septembre hypothéqua l'action gouvernementale pendant toute la durée de la guerre. Jusqu'au bout, le Gouvernement de la Défense nationale resta un gouv. de fait, simple émanation de la révolution parisienne.

□ Le souvenir historique plaide contre le départ de Paris : en 1814, la ville ne s'était-elle pas rendue sans coup férir alors que l'Empereur tentait de manœuvrer sur les arrières des armées alliées ? Or, la chute de la capitale, par son impact moral, avait immédiatement mis fin à la lutte. Autre raison, abandonner Paris, c'était laisser la capitale entre les mains d'un monarchiste avéré, Trochu.

□ Toute la stratégie de Trochu reposait sur l'hypothèse d'un assaut direct et sans doute brusqué de l'ennemi contre les défenses de la capitale ; l'ennemi n'attaquant pas, Trochu ne sut pas élaborer de stratégie de rechange

□ L'erreur stratégique initiale accordant à la capitale un rôle décisif avait conduit à y concentrer les meilleures troupes, alors qu'elles eussent été plus utiles en province.

Vaste système de fortifications, remontant à la Monarchie de Juillet. Mais le plateau de Châtillon est pris par les Allemands le 19 août

□ Gambetta arrive à Tours le 9 octobre.

- **Tours** possédait de bonnes relations ferroviaires dans toutes les directions mais son site était impossible à défendre, la Délégation devait d'ailleurs l'abandonner dans la nuit du 8 au 9 décembre, au moment de la chute d'Orléans, pour se réfugier à **Bordeaux**.
- Il fallait réorganiser le réseau ferroviaire, qui avait normalement Paris pour centre ; on dut organiser un réseau télégraphique ayant Tours pour centre
- le gouvernement de la Défense nationale réussit à mettre sur pied **12 corps d'armée** mal équipés, souffrant d'un grave manque d'officiers >>> les effectifs des compagnies et des régiments sont gonflés et on descend le niveau des grades des chefs
- problèmes de santé et d'hygiène dans les camps de la Défense nationale
- Début octobre, on dut supprimer les exercices de tir, ce qui obligea de nombreux soldats à ne tirer leur premier coup de feu que sur le champ de bataille
- La guerre de 1870-1871 représente un tournant important dans l'histoire de l'industrie d'armement en France. Jusqu'ici le matériel de guerre était fabriqué exclusivement dans des établissements appartenant à l'État, et l'utilisation de l'industrie privée était exceptionnelle. Pour la 1^{ère} fois on eut recours à ce dernier : la guerre a été à l'origine du développement d'une industrie d'armement privée à peu près inexistante jusque là
- une véritable « économie de guerre » à l'extrême fin du conflit, avec une géo. développant la France du Centre et du Midi
- Tous les départements situés à moins de 100 kms de l'ennemi étaient déclarés en état de guerre à partir de l'arrivée de Gambetta à Tours ; envoi de commissaires du gouv. dans les départements
- La guerre était virtuellement perdue lorsque la Délégation commença d'entrevoir d'autres possibilités stratégiques : à la mi-décembre l'idée prit ainsi forme d'une offensive à l'est, ne prenant plus Paris comme objectif direct mais menaçant plutôt les communications adverses avec l'Allemagne. Pour la première fois, on abandonnait l'objectif parisien et on envisageait même une poursuite de la guerre après la chute de Paris. C'est à cette dernière éventualité que se préparait Gambetta fin janvier. Mais il était trop tard...

d) Résister ?

- autorités et bon peuple insistent sur les fameux « uh-lans » qui éclairent l'avancée de l'armée allemande
- les commandants de « places » (fortifiées) françaises firent souvent preuve d'une incapacité et d'une inertie qui contrastent avec le comportement des officiers sur les champs de bataille du début de la guerre. Les redditions furent prématurées, parfois humiliantes. Cas les plus graves : Strasbourg (29 septembre) ¹⁶² et, bien sûr, Metz (famine

¹⁶² Le bref siège de Strasbourg a été commémoré récemment par une exposition intitulée de façon assez grotesque « 1870. Strasbourg brûle-t-il ? » (2010) et par un ouvrage collectif, éditant un journal, *Strasbourg 1870, le récit du siège d'après le journal inédit d'Ernest Franz, 15 juillet-28 septembre*, Nancy, Éditions Place Stanislas, 2011, 240 p.

célèbre). L'attitude des populations civiles de ces places a été très hétérogène (à Laon, c'est elle qui, pratiquement, livre la place...)

□ l'occupation est souvent discontinue : les attitudes face à elle sont très variées (de nombreux cas de résistance des gardes nationaux de village ou de petites villes). Défense exemplaire de Saint-Quentin. Le comportement des classes populaires urbaines fut changeant.

□ la mentalité des soldats de la République a été beaucoup + hétérogène que celle de l'armée du Rhin

□ le recrutement des francs-tireurs est souvent populaire

□ les échecs militaires de décembre provoquent des fuites, des désertions, et une crise du moral, des mutineries

□ très fort sentiment d'isolement parmi les soldats de Paris : manque de nouvelles surtout

□ l'occupation allemande :

- poids des réquisitions, exactions fréquentes, l'occupation ajoutant ses effets à ceux de la crise éco. provoquée par la guerre. L'Eure-et-Loir, particulièrement éprouvé par les combats et les déplacements en tous sens des troupes allemandes, fournit un exemple révélateur : des incendies, de grande ampleur parfois, y ont été allumés par représailles dans plus de vingt localités, et sont venus s'ajouter aux destructions liées aux combats proprement dits.

L'Alsace-Lorraine fut également très touchée et connut une grave dépression ind. et commerciale

- les Allemands créent trois « gouvernements généraux » chargés de l'administration des territoires occupés : Alsace-Lorraine (nombreux départements, l'Alsace-Lorraine s.s. étant pratiquement annexée), Reims, Versailles. Des fonctionnaires allemands, remplaçant les français

- une propagande allemande

□ en Alsace-Lorraine s.s. l'hostilité anti-allemande semble n'apparaître qu'à partir de novembre 1870, le volontarisme de Gambetta touchant l'Alsace-Lorraine. Résistance passive, salut au passage des prisonniers français, cocardes, etc. Mais fin janvier la foi dans une libération prochaine vacille. Les réquisitions, les levées d'impôts s'intensifient

□ les problèmes du ravitaillement à Paris ne se posent que progressivement.

Bombardement à partir du 5 janvier. Manque de nouvelles sur ce qui se passe en province, haine des Allemands.

□ les départements non occupés :

- passage des convois de blessés, mobilisation partielle des hommes

- crise économique : par ex. les fabriques de porcelaine de Limoges sont arrêtées

- mais l'activité éco. de Brest est décuplée, des usines fabriquent à fond de l'armement à Marseille

- nombreuses rumeurs

3°) La fin et le bilan de la guerre

□ la fin de la guerre :

- ici encore des attitudes très variées. De nombreux cas de « colère » anti-allemande en province

- à **Paris, la nouvelle d'armistice est reçue avec consternation et colère. Un officier se suicide** à Montrouge. Vive colère dans la population, mais elle dure peu. Les autorités allemandes et françaises ont prévu de quoi lutter contre toute insurrection

- de nombreux Parisiens se rendent vers les lignes prussiennes pour chercher du bois de chauffage, voire fraterniser (à la vive satisfaction des Allemands)

- l'armistice en province :

* réactions très contrastées

* ici encore le clivage campagnes/villes est à nuancer !

- beaucoup de mobilisés se démobilisent eux-mêmes !

□ les pertes :

- pertes militaires entre 105 000 et 140 000 tués

- pertes civiles difficiles à évaluer >>> une surmortalité globale de 570 000 env., chiffre que personnellement je trouve aberrant !

- **1,6 million hab. d'Alsace-Lorraine**

- le faible dynamisme démographique prolongea longtemps les effets de cette saignée

- bilan économique lourd également : coût direct de 2,5 milliards de francs, plus les 5 milliards de l'indemnité ; **dévastations, perte de l'Alsace-Lorraine ;**

- mais dès 1872 tous les indices ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre : le renversement de conjoncture de 1873 sera beaucoup + important >>> un recul international, du 2^e au 4^e rang, cf. *Débuts*

□ affaiblissement international, mais le traité de Francfort ne limite ni la souveraineté ni les possibilités de redressement de la France : le traité de Versailles sera beaucoup + dur !

□ les conséquences de la guerre de 1870-1871 pour la France :

- elle n'a nullement désagrégé le pays, elle l'a **renforcé**

- elle a touché bon nombre de régions fr. >>> solidarité nationale

- un combat national et non « dynastique »

- exactions **des troupes allemandes (avec rejeu des souvenirs de l'occ. de 1814-1815 dans certaines régions)** >>> **haine de l'Allemagne**

- annexion de l'Alsace-Lorraine exacerbe tout cela >>> le terme de « revanche » est stupide (prend-on une revanche sur un viol ?). Bismarck qui avait bien compris après

Sadowa qu'il ne fallait pas désespérer l'Autriche ne l'a pas compris pour la France après

Sedan. Bien sûr le nationalisme anti-allemand a subsisté après la Victoire de 1918. S'il y a

eu réconciliation franco-allemande après 1945, c'est parce que les Français ont compris que leur survie nationale ne se jouait plus par rapport à l'Allemagne

□ conclusion :

- archaïsme et modernité se mêlent
- renforcement considérable du sentiment national
- on voit différemment la « réussite » rép. de la IIIe Rép.
- **image d'Épinal et son commentaire photocopiés**

III. L'EXERCICE DU POUVOIR PAR LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

□ Éric Bonhomme ¹⁶³ *La République improvisée. L'exercice du pouvoir sous la Défense nationale*, 4 septembre 1870-8 février 1871, Eurédit, 2000, 532 p., thèse de 3^e cycle, complétée par É. Bonhomme éd., *De l'Empire à la République. Comités secrets du Parlement. 1870-1871*, Perrin, 2011, 249 p. :

□ Bien centré sur l'« exercice du pouvoir », grâce à *l'Enquête parlementaire sur les actes du Gouvernement de la Défense nationale*, Journal Officiel, 1874, 14 vol., 7 000 pages (!), un acte éminemment politique. D'après 182 témoignages, les dépêches télégraphiques, etc. 30 commissaires, dont la moitié sont légitimistes. Trois « prismes », la Commune, le mythe de la « dictature » gambettiste, la défaite : le gouvernement de la Défense nationale est accusé d'avoir imposé la guerre à un pays qui voulait la paix (aux raisons classiques s'ajoutent les économies qu'aurait permises une paix précoce !). On est aux antipodes de l'esprit de 93...

1^o) Les « clés de l'impuissance »

a) Fracture et dysfonctionnements

□ Paradoxe apparent : *l'initiative de la commission d'enquête revient aux socialistes, hostiles au gouv. de la Défense nationale* : Louis Blanc, député de la Seine, le 6 mars 1871, une proposition cosignée par Hugo, Quinet, Schoelcher, Tolain, etc. Une hostilité qui remonte à 1848... Reproches : arrivisme, trahison, impéritie, répression, conservatisme social.

□ L'image négative, dès 1871, du Gouvernement de la Défense nationale est lourde à porter et elle a fortement pesé sur l'avenir des ministres de la Défense nationale. Seuls Gambetta, Ferry et Jules Simon survécurent politiquement à l'épreuve de ces cinq mois. La plupart devinrent des hommes d'arrière-plan : Crémieux, Garnier-Pagès, Trochu, Favre, Picard, etc.

□ Mais le Gouvernement de la Défense nationale chercha à se justifier : plusieurs ministres ont contribué à la procédure qui aboutit à la création de la commission d'enquête. Arguments : les responsabilités de l'Empire dans le déclenchement de la guerre et dans sa mauvaise conduite, nous étions les « otages de l'Hôtel-de-Ville » (cf. les insurrections, voir *Débuts*), les misères du siège de Paris-martyr. Divisions très fortes entre le gouv. de Paris et la Délégation de Tours. *In petto* ils peuvent rappeler leurs hésitations initiales à proclamer la République, le problème de la constituante (cf. *Débuts*)

□ une « fracture » au sein du Gouvernement de la Défense nationale :

¹⁶³ Professeur de khâgne au lycée Michel de Montaigne à Bordeaux.

- une solution gouvernementale improvisée, contingente, avec un savant dosage des hommes
- triple clivage : les générations (séparées par 1848), l'importance des fonctions gouv., très variable, politique (l'horizon va de l'orléanisme à l'extrême gauche)
- l'insuffisance de la Délégation de Tours, créée à la suite d'initiatives du Second Empire : hésitations du Gouvernement de la Défense nationale, manque de cohésion, âges canoniques avant l'arrivée de Gambetta, un véritable homme d'État. Communications difficiles, alors que les comités secrets montrent que les parlementaires pensaient qu'elles seraient, au contraire, faciles
- divergences de vues entre la Dél. et le gouv. de Paris : la guerre, la possibilité de négociations, etc. : un véritable fossé se creuse dans 2^e quinzaine d'octobre 1870.
- Les autres rouages du Gouvernement de la Défense nationale :
 - les maires d'arrondissements parisiens
 - l'administration impériale parisienne, non épurée, sauf dans la police
 - l'administration des départements, largement épurée au contraire (le terme de « renouvellement » étant préféré à « épuration »), cf. les préfets
 - les « réseaux » personnels des hommes de la Dél., Gambetta et Freycinet surtout
 - les conseils municipaux, fraîchement élus (6 et 13 août 1870), et assez républicains
- les dysfonctionnements :
 - problèmes de personnel, cf. **l'inexpérience de beaucoup de préfets**
 - des lieux de décision multiples, à Paris et en province
 - des ministres, comme Dorian et Magnin, sont min. sans être membres du gouv.
 - limites entre ministères, des conflits de compétence, entre Tours et Paris, à Paris même
 - les transmissions : pigeons, ballons (non dirigeables), dépêches codées, télégraphe (dirigé par Frédéric Steenackers), nécessité de combattre les fausses informations, les rumeurs,
 - une unité de direction s'impose à Tours qui n'existe pas à Paris, mais la Dél. de Tours se transporte à Bordeaux
- poids du passé et de l'idéologie :
 - point de repère essentiel qu'est l'histoire des républiques antérieures
 - une bonne moitié des préfets de Gambetta est constituée de républicains enracinés au plan local (députés Ile Rép., souvent). Des populations « réclament » Untel
 - **de très nombreuses démissions, très souvent d'anciens 48ards**
 - des républicains dévoués, comme Martin Nadaud, se considèrent comme des préfets occasionnels, qui ont accepté la charge pour secourir la République, compte tenu des circonstances
 - 1848 est un vécu commun et l'image de la fraternité : 1851 est le ciment des malheurs. D'où l'indulgence de beaucoup pour les insurgés du 31 octobre

- ~~mais 1848 est un contre-modèle~~ : l'échec global, juin 1848, 15 mai 1849, crainte d'un nouveau parti de l'ordre, de Thiers (cf. biographie dans le dossier biographique), il faut rassurer >>> pas de nouveaux « 45 centimes » (= augmentation des impôts de 45 %)

- >>> ~~c'est la Révolution française qui sert de véritable modèle~~, surtout 1792 >>> toute une rhétorique (la patrie en danger, la Grande Nation, etc.), mais tropismes :

* jacobinisme >>> il faut libérer Paris, très visible dans les proclamations de Gambetta. mais des « comités de guerre » départementaux

* dictature gambettiste, tropisme très visible lors de l'arrivée de Gambetta à Tours, lors de la reddition de Metz, et lors de la capitulation de Paris : des conseils municipaux votent des motions demandant cette dictature, en réf. à la dictature romaine, à 1793. Refus de Gambetta devant ce phantasme, qui habite une partie des républicains

b) Les comités secrets d'août 1870

□ Les comités secrets de la Première et de la Seconde Guerres mondiales sont bien connus, mais les ~~quatre procès-verbaux de plus en plus fiévreux des séances de l'Année terrible (signification hugolienne de l'expression : voir le cours GÉS-1) n'ont été retrouvés qu'en 2009~~, dans un coffre du Palais-Bourbon. Après un vote unanime de l'Assemblée nationale, ils sont ici remarquablement publiés, introduits et annotés par mon collègue Éric Bonhomme, qui a fait un travail forçant le respect et qui sera, à terme, consultable en ligne.

□ La ~~publication des procès-verbaux a en effet le mérite de faire revivre tout un personnel politique, dont de nombreux sans-grades~~, confronté à une période de crise intense.

□ On savoure au passage ~~les illusions et les hypocrisies des députés~~ au Corps législatif : le comité secret, « cela permet à chacun de nous d'être sincère » (p. 73), « Qu'on ne nie donc pas la lumière du jour ! Nous sommes en comité secret, nous pouvons donc tout dire » (le grand Crémieux, p. 139).

□ Au passage on découvre le ~~thème de la dégénérescence~~ : « les caractères se sont amollis » (Gambetta, et un député du Cher lui répond : « nous sommes des fils dégénérés », p. 97).

□ Bonhomme a raison de souligner le rôle capital et sordide de Jules Grévy lors du comité secret du 22 mars 1871. Les diaboliques habiletés du comité du 22 mars 1871 face à l'« émeute », éléments réellement neufs, sont présentées avec beaucoup de pédagogie par Bonhomme.

□ À la dernière minute de la séance du 22 mars surgit Clemenceau, maire du 18^e arr. et député de la Seine, qui s'écrie : « Vous serez responsables de ce qui va suivre ! », incise brillante qui provoque de « vives réclamations »...

2°) La genèse politique de la défaite

a) Un pari difficile

□ La guerre prenait à contrepied les idées des républicains en matière d'armée (cf. GÉS-1). Plus qu'une conception, ils défendaient une éthique : celle du pacifisme et du désarmement, vision particulièrement dominante chez les hommes de la génération de 48. Le programme de Belleville prévoyait la suppression des armées permanentes par **pacifisme, esprit d'économie, hostilité au Second Empire**

□ retour à la Révolution française et réflexion récente de Gambetta à la lumière de la Guerre de Sécession :

- des armées auxiliaires, des partisans, une guerre de citoyens
 - Steenackers : **un projet de guerre totale, imitée de l'Espagne du 1er Empire et de la g. du Mexique** (voir plus haut)

- même Le Flô est fav. à une guerre de partisans, *i. e.* à la « nation en armes »

□ levée en masse mais pas immédiatement :

- **d'abord volontaires >>> une** efflorescence de corps-francs, francs-tireurs et légions de volontaires
 - des volontaires viennent même des Antilles, avec apparition de la demande des attributs du citoyens ¹⁶⁴

- décret de levée en masse le 2 novembre (hommes de 21 à 40 ans)

- une militarisation de certaines administrations (postes et télégraphes) et industries de guerre

- **les seuls cas d'exemption furent ceux des séminaristes (présents avant décret !)** et des maires

- levée dans les faits pas totale, faute de moyens : des « tranches »

- **progressive intégration des unités de volontaires dans l'armée** « auxiliaire », avec de grosses diff. de qualité combattante. Xénophobie vis-à-vis de plusieurs chefs, étrangers, des désertions

□ armée de Garibaldi, aux confins de la Bourgogne et du Jura : agrégat de corps francs, G. est une illustration pour Gambetta, mais un épouvantail pour les conservateurs :

- **elle dispose d'une grande autonomie opérationnelle**

- elle se heurte vite à la hiérarchie militaire

- nombreux débordements : **un État dans l'État ?**

□ manque d'armes, d'équipements, de formation des soldats, mais un énorme effort de fabrication, d'achats à l'étranger, par l'État, mais aussi par les départements et les grandes villes de province. Des inventeurs, ± sérieux

¹⁶⁴ J.Dumont, *L'amère patrie. Histoire des Antilles françaises au XXe siècle*, Fayard, 2010, 351 p., p. 21.

- des **camps d'entraînement et d'instruction**, avec création d' « inspecteurs des camps », qui devaient rester après la guerre
- **entre le 10 octobre et le 8 février, 664 000 hommes sont mis sur pied**
- les **insuffisances** :
 - moins d'hommes que prévu
 - **pénurie d'armes et d'équipements**
 - spéculateurs profitent de la situation : montée des prix
 - nombreux fournisseurs étrangers ne livrent pas les armes promises
 - les camps sont un véritable cauchemar

b) Le problème du commandement

- **tares des officiers de l'Empire** : voir cours GÉS-3 + problèmes du ralliement à la République, de l'adaptation à une guerre devenue moderne dans le monde au milieu du XIXe siècle, beaucoup ne croient pas à la victoire, ne croient pas aux volontaires >>>>
- **méfiance initiale du Gouvernement de la Défense nationale** >> des révocations politiques
- **mais des bons qui remportent des victoires** : d'Aurelle de Paladines (victoire de Coulmiers, dans le Loiret)
- **Gambetta** :
 - **suspend les règles traditionnelles de l'avancement**
 - **crée des grades provisoires**, qui seront plus tard révisés par une commission (le rétrogradé le plus célèbre sera Boulanger, qui perdra son grade de colonel...)
 - **de grandes figures nouvelles**, impuissantes à renverser le cours des événements :
 - **Chanzy**, partisan d'une guerre dynamique, comme Gambetta, et non de la poliorcétique
 - **Faidherbe**, gêné par son républicanisme sous le Second Empire. Armées du Nord, coupées du reste de la France, travail intense, ascétisme
 - **des choix malheureux** :
 - Bourbaki (armée de l'Est), incompétent sur le plan militaire
 - Kératry (Ouest), fou mégalomane
 - **conflits continus entre civils** (les ministres et les préfets surtout) **et les militaires de haut rang** >>> **Gambetta cumule les portefeuilles de l'Intérieur et de la Guerre et défend**, avec pragmatisme les compromis : la **thèse de la Commission d'Enquête**, selon laquelle **Gambetta aurait systématiquement imposé l'autorité des préfets aux militaires, doit être révisée**. Il eut toujours à cœur de limiter les prétentions stratégiques de ses préfets, laissant aux généraux le soin de décider les opérations : **un véritable « modèle républicain »**
 - mais son adjoint **Freycinet** (Charles de Saulces de) est beaucoup + raide, exerce une grande influence, néfaste, sur Gambetta, il révoque d'Aurelle

c) Le financement de la guerre

□ importantes difficultés du Gouvernement de la Défense nationale : gros contraste avec le succès des emprunts pour payer l'indemnité de guerre. Bonne volonté du pays, mais pas des institutions financières et des milieux d'affaires

□ un effort spontané dans de nombreux départements et communes, dès septembre ; circulaire du 25 octobre 1870 le codifie et le rend obligatoire

□ de nombreux décrets autorisent les collectivités locales à emprunter ; de nombreuses communes trouvent des moyens pour augmenter les taxes locales, en créer de nouvelles ; un très grand patriotisme, une émulation

□ l'effort est lourd :

- Bordeaux double son budget pour faire face au service de l'emprunt

- il faut multiplier les mesures, les premières étant insuffisantes

- il pèse beaucoup sur les départements pauvres

□ réticences de nombreux notables, que Maupassant va caricaturer

□ déficit budgétaire :

- une Commission des Finances à Tours

- 80 % des dépenses concernent la Défense nationale

- **les revenus de l'impôt décroissent, évidemment**

- manque de numéraire >>> la Monnaie de Paris est installée à Bordeaux

- **crédits ouverts par la Banque de France et la Banque d'Algérie** ; emprunts nationaux, faits à Londres (à 7,44 %), **un succès temporaire >>> les bons du Trésor ne perdent qu'un % par mois**

□ mais tout ceci est insuffisant >>> recours à la Banque de France, qui renâcle, id. pour les trésoriers payeurs généraux, car **le ministre des Finances, Picard, est hostile à l'action de Gambetta, provoquant un véritable blocage !**

□ les milieux d'affaires appuient Picard : leur hantise est la poursuite de la guerre, génératrice de désordre économique et financier. Henri Germain se prononce pour la paix dès octobre 1870. La politique de G. va générer la banqueroute !

□ seule solution pour le Gouvernement de la Défense nationale : creuser le déficit, ce qui **effraie encore plus les milieux d'affaires !**

□ le Gouvernement de la Défense nationale (hors Picard) envisage de faire rentrer des **impôts par anticipation (pas d'augmenter les impôts : spectre des 45 centimes de 1848 !)**, projette des emprunts obligataires à 99 ans, une Caisse de la Défense nationale, distincte du budget normal

□ **Le Gouvernement de la Défense nationale n'a jamais bénéficié pour mener la Guerre de la manne dont disposera Thiers pour la liquider !**

d) Les généraux de Paris contre l'armée citoyenne

□ la spécificité de Paris :

- le gouvernement ayant choisi d'y demeurer, la défense de la capitale était essentielle
- Paris incarnait la France et la majorité de l'opinion pensait d'emblée que son sort entraînerait celui du pays.
- Paris = objectif principal des Allemands. >>> anxiété, mais aussi mobilisation, d'une population très importante et décidée à en découdre, où la levée en masse ne peut être que rapide

- Paris abrite la seule armée de ligne rescapée des combats de l'été 1870

- >>> il incombait aux hommes du 4 Septembre d'exploiter au mieux ce potentiel ; leur incapacité en la matière est l'un des faits les mieux démontrés par l'historiographie

□ Une série d'arrêtés républicains (6 sept. >>>) : entrée des pauvres dans la Garde nationale (Gambetta : = « armement du suffrage universel »), conformément aux idées exprimées à la fin du Second Empire par G. (voir plus haut), Jules Simon et Jules Favre, réclamant des milices. Imitation encore une fois de la Prusse, qui avait en 1862 incorporé la Landwehr à l'armée

□ Cette énorme masse d'hommes a joué un rôle politique très important dans la capitale et un rôle militaire... médiocre. Mais il serait anachronique de croire que la Garde nationale parisienne a été dès sept. le ferment de la Commune et été formée « de marchands de vin et de souteneurs »

□ 2^e caricature : une armée d'assistés (indemnité d'1,50 F, plus 75 centimes pour l'épouse ¹⁶⁵) ?

□ la réalité :

- une dynamique de création qui échappe au Gouvernement de la Défense nationale
- enthousiasme patriotique, ennemi de la rationalité : élection des officiers, manque d'officiers entre l'état-major et la masse des gardes nationaux, désordre de l'organisation topographique
- l'organisation traditionnelle, destinée au maintien de l'ordre, n'est pas modifiée en vue d'une lutte contre une armée ennemie ! La constitution de « bataillons de marche » fait appel au volontariat et non à des tranches d'âge
- l'indemnité n'est pas demandée par tous les gardes nationaux, et elle était indispensable dans cette situation de siège
- division politique des bataillons de la garde nationale, cf. le 31 Octobre (voir *Débuts*). Après cette date, le refus d'utiliser la garde nationale est patent
- des bataillons se sont bien battus, ce que soulignent des témoins conservateurs
- le gouvernement de Paris a été incapable de transformer un élan patriotique massif et durable en une armée républicaine.

□ le siège :

¹⁶⁵ D'où l'accusation d'épidémie de mariages !

- les experts estimaient à 700 000 ou 800 000 hommes les effectifs nécessaires aux ennemis, les Prussiens vont le faire avec 400 000 hommes
- le rapport de forces, relativement équilibré au début, tourne au profit des Allemands
- la « sortie » n'est réaliste que si elle a pour objectif de donner la main aux armées de province inexistantes au début du siège.
- les défenses de Paris rendent la capitale inexpugnable : après de premiers bombardements, dont les effets psychologiques sont très positifs sur les Parisiens, Moltke renonce à prendre de vive force Paris et compte sur la faim.
- attendre n'était pas une mauvaise solution, à condition d'être bien secouru et de « tendre la main » aux secours : l'unique objectif du gouv. de l'Hôtel-de-Ville devait être de débloquer Paris : la nécessité militaire de libérer la capitale rejoignait la nécessité politique de contrôler le pays, faute de quoi le pouvoir n'était qu'une apparence. À la fois chef de gouv. et gouv. milit. de Paris, Trochu était l'incarnation de cette logique. Les historiens sont d'autant plus unanimes à affirmer son incapacité à substituer l'attaque à la défense qu'il en convint lui-même !
- Trochu n'a pas cru à son rôle (cf. son « héroïque folie »), il méprise Gambetta
- la victoire de Coulmiers (Loiret), début nov. (voir plus haut) montre qu'une action coordonnée entre Paris et la province est possible, mais les préventions politiques de Trochu sont trop fortes
- Les généraux n'ont jamais raisonné en termes de coordination
- Trochu mène une guerre d'escarmouches (Buzenval, Champigny)
- les négociations de la reddition de Paris et de l'armistice montrent le refus de la hiérarchie militaire d'endosser la responsabilité de la capitulation

e.) Les contacts diplomatiques.

- Une faillite diplomatique
- Dès septembre, Jules Favre, le nouveau ministre des Affaires étrangères, espère qu'il sera possible de parvenir à une solution négociée, d'où l'entrevue de Ferrières avec Bismarck. C'est aussi l'avis de Thiers après l'échec de sa tournée européenne, d'où les négociations de Versailles à la fin du mois d'octobre. Pour Gambetta et son entourage, la négociation avec l'Allemagne est proscrite ; il s'agit uniquement d'obtenir que les neutres basculent dans le camp de la France. Mais faute de pouvoir trouver des alliés, l'action diplomatique du Gouvernement de la Défense nationale se trouve rapidement réduite à la négociation avec l'ennemi ; faute de victoires, la négociation elle-même se transforma en soumission.
- Une diplomatie d'arrière-plan :
- Jules Favre avait quelque expérience des Affaires étrangères, mais ses professions de foi pacifistes et en faveur du désarmement de la veille de la guerre l'avaient conduit à

l'aveuglement. Il lui manquait une vision claire des progrès de la Prusse et des équilibres diplomatiques. Depuis vingt ans, son cheval de bataille était l'Italie (unité, alliance fr.-tal.). ~~Manque de combativité face à Bismarck.~~ De plus, il refuse de quitter Paris, ce qui étonne à l'étranger ! Combatif, voire jusqu'au-boutiste en séance publique du Corps législatif, il est conciliateur en comité secret, comme Éric Bonhomme l'a montré ¹⁶⁶

- ~~il n'y a pas de diplomates républicains~~, et pour longtemps ! La plupart des ambassadeurs refusent de servir le nouveau régime

- les ~~ambassadeurs étrangers n'ont que prévention envers le nouveau régime~~. Seuls les États-Unis, l'Espagne et l'Italie ont reconnu la République !

- la présence des Garibaldiens et le soutien affiché de certains rép. fr. à la cause de la Pologne irritent l'Italie et la Russie

- ~~Gambetta ne s'occupe jamais de questions diplomatiques~~

□ ~~Une diplomatie impuissante :~~

- initialement (6 sept.), Jules Favre ne propose rien de concret (pas d'indemnité financière, puisque la France est l'agresseur, par ex.) et déclare au contraire que la France « ne cédera ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses forteresses »

- de plus, il n'appelle en rien à une médiation des neutres

- >>> ~~il obère toutes les démarches diplomatiques ultérieures.~~

- De plus, dès le 9 sept., Favre est à la recherche d'une solution négociée avec l'Allemagne >>> ~~entrevue de Ferrières~~ (sans en avertir ses collègues du gouv. !), fiasco total

- ~~l'Angleterre :~~

* les républicains se tournent d'abord vers elle

* Gladstone est non-interventionniste convaincu, qui juge l'unité allemande inéluctable

* mais le délégué à Tours de Favre, Chaudordy réussit à lui présenter le spectre d'une Europe dominée à l'ouest par l'Allemagne et à l'est par la Russie, d'où nécessité d'une médiation britannique, conduisant à une conférence européenne, efforts ruinés par la tournée de Thiers (qui veut la paix) et l'intransigeance de Gambetta

- la ~~Russie :~~

* le rapprochement tenté par Napoléon III (voir plus haut) a été insuffisant

* la France est l'éternelle fauteur de troubles

* le Gouvernement de la Défense nationale est révolutionnaire

- ~~Favre fait appel à Thiers, que les républicains auraient bien aimé le 4 sept. avoir dans le gouvernement, d'abord pour se rendre à Londres, puis pour entreprendre une tournée des capitales européennes~~ (11 000 kms) : ce pouvoir qui veut la guerre à outrance choisit pour plénipotentiaire un homme favorable à la paix !

- échec (volontaire ? involontaire ?) de la tournée de Thiers >>>

* >>> toute l'Europe sait qu'il y a une alternative au Gouvernement de la Défense nationale

¹⁶⁶ É. Bonhomme éd., *De l'Empire à la République. Comités secrets du Parlement. 1870-1871*, Perrin, 2011, 249 p.

* Thiers renforce sa stature politique et mène les seconds pourparlers, ceux de Versailles

* la diplomatie du Gouvernement de la Défense nationale n'est plus qu'une diplomatie de circulaires, qui opposent le Droit et la Force, la civilisation et la barbarie, le droit des peuples et la guerre, l'unification de l'Allemagne et la conquête, ce que personne en Europe ne peut approuver

- mais la proclamation de l'empire d'Allemagne et les revendications de Bismarck sur le Luxembourg au début de l'année 1871 vont faire évoluer progressivement l'opinion internationale

□ Une leçon de Realpolitik :

- Bismarck a un projet ancien et ferme >> la barre est d'emblée mise au niveau qui sera celui du traité de Francfort (l'Alsace-Lorraine est réclamée dès le 12 sept.)

- les atouts de Bismarck : l'armée et la victoire de Sadowa, les victoires sur la France impériale, la politique des pourboires de Napoléon III, l'unification allemande qui peut apparaître comme un marché énorme pour les milieux économiques anglais, l'Autriche-Hongrie est neutralisée par la perspective d'une alliance germano-russe, l'isolement diplomatique de la France, républicaine

- Bismarck attend l'investissement de Paris pour accepter la proposition d'entrevue avec Favre

- il devine immédiatement le défaitisme de Favre, combat avec succès son argumentaire, en remontant au sac du Palatinat, il refuse de reconnaître la légitimité du Gouvernement de la Défense nationale, il agite l'épouvantail d'une restauration bonapartiste

- lors des conversations Thiers-Bismarck de Versailles (30 octobre), B. propose des élections et un armistice sans ravitaillement de Paris

- le lendemain, soulèvement parisien >>> Bismarck, approuvé par les généraux allemands qui veulent écraser la France, pense qu'il faut attendre, mais danger des armées formées par Gambetta, un courant francophile se développe en Grande-Bretagne

3°) Légitimité et élections

La question des élections obséda le Gouvernement de la Défense nationale

a) La quête de la légitimité

□ L'élection d'une constituante est évoquée en conseil des ministres dès le 8 sept., d'emblée elle coupe en deux le gouv. division qui durera toute la guerre

□ des élections prévues par Paris d'abord pour le 2 octobre, puis préalable d'élections municipales le 25 sept., auxquelles les républicains de province sont hostiles

□ Ferrières fournit l'occasion qui manquait pour annuler les élections, ce qui est fait le 24

□ la Délégation de Tours (Gambetta pas encore membre) fixe le 30 septembre des élections au 16 octobre. Tollé à Paris et départ de Gambetta pour Tours. >>> l'effort militaire remplace les élections

□ une fois Gambetta parti, ~~le débat sur les élections rebondit plusieurs fois~~, Thiers appuyant le projet d'élections

b) Les oppositions politiques.

□ ~~L'illégitimité du pouvoir suscite une opposition d'abord sourde et limitée, dont la voix s'enfle progressivement à mesure que les défaites se succèdent.~~ Évolution logique, puisque le Gouvernement de la Défense nationale s'est présenté lui-même comme un gouvernement de combat, dont la seule justification est de gagner la guerre

□ ~~L'opposition est multiforme et singulièrement contrastée.~~ À Paris (républicains avancés, opp. de + en + popul.) elle reproche au pouvoir de rechercher la paix, en province de poursuivre la guerre

□ L'opposition à Paris :

- scepticisme, d'autant que le gouv. et les généraux multiplient les rodomontades, les mises en scène

- méfiance rapide des blanquistes, de l'Internationale, des clubs d'extr.-gauche, avec une grande violence verbale, de quelques bataillons de la garde nationale dont les officiers sont d'ex.-g.

- des organes de presse : *Le Combat* (Félix Pyat), *La Résistance* (Blanquistes), *Le Réveil* (Delescluze)

- affiches : « affiche rouge » (10 janvier, Vallès en parle)

- ~~deux tentatives d'insurrection : 31 octobre et 22 janvier~~ (voir *Débuts*)

- comités de vigilance du nord-est de Paris

- au total : une opposition très minoritaire, pas systématique, divisée idéologiquement

□ L'opposition en province :

- opp. à la guerre à outrance, d'autant que pas d'élections à la constituante

- autres arguments : les défaites (énorme retentissement de la chute de Metz), la « dictature de G. »

- une ~~opp. de notables orléanistes~~, appuyée sur la presse, sur le voyage de Thiers, sur le cénacle qu'il a organisé à Tours. Elle mord sur la droite républicaine (cf. Grévy), préfigurant l'alliance de 1875. Elle envoie des députations à la Délégation

- une ~~opp. légitimiste~~ : réclamation d'élections, mais aussi des chefs militaires lég., qui plus tard « feront de la politique », basée sur leurs exploits militaires (cas de Joseph de Carayon Latour). Elle vomit la suivante :

- et une ~~opp. bonapartiste~~, appuyée sur ses bastions électoraux. Certains nouent des contacts avec Bismarck, beaucoup s'appuient sur les fonctionnaires restés en place

c) Les réponses du pouvoir

□ le plébiscite parisien et le « fusible » Trochu :

- suite au 31 Octobre : plébiscite du 3 novembre « La pop. maintient-elle *oui* ou *non* les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale ? ». Près de 90 % de *oui*. Une victoire à la Pyrrhus : la province s'estime délaissée, le gouv. a surestimé l'opp., la seule possibilité pour l'opp. d'extrême gauche sera la Commune. Mais le pléb. ferme la voie ouverte par les négociations de Versailles (voir plus haut)

- la multiplication des défaites alimente, alors, le débat politique >>> après Buzenval, Trochu est « démissionné ». Le gouverneur militaire servait de fusible à un pouvoir qui avait été incapable de lui imposer une autre stratégie

□ L'épuration administrative :

- dès sept. des préfets répu. ont réclamé des mesures contre les fonctionnaires de l'empire, mais Gambetta s'y est opposé (voir plus haut)

- un moyen d'affirmer dans les campagnes la présence de la République, de vaincre la résistance passive des fonctionnaires aux républicains,

- **courant octobre Gambetta se rallie à l'idée d'épurer ; c'est le gouvernement de Paris qui fait de la résistance, au nom de l'union nationale**

- **ce n'est que courant janvier que l'épuration est lancée** : elle restera inachevée, sauf dans le domaine judiciaire, faute de temps

□ la question des conseils généraux :

- les **conseils généraux ont peu de républicains, mais ils se rallient pour les ¾ d'entre eux**, par patriotisme, même la Vendée et les Landes

- mais quelques conseils généraux qui renâclent aux emprunts sont dissous (nov. >>>) : Loire, Vaucluse, Htes-Pyrénées, etc. Ils sont remplacés par des commissions départementales, dont les membres sont nommés par le Gouvernement de la Défense nationale

d) L'implosion

□ Un dialogue de sourds entre la Délégation et Paris :

- difficultés de communications certes, mais Paris **néglige d'informer Tours, filtre les nouvelles** qui en viennent, ne fait pas paraître les proclamations de Gambetta au J.O.

- **Paris ne pardonne pas à Gambetta de s'être emparé de la Guerre, reproche la mauvaise qualité des armées levées par G.**,

- G. reproche à Paris les négociations, l'attentisme militaire, la dérive droitiste surtout

□ Paris glisse vers l'armistice :

- le point de vue de Jules Favre (voir plus haut) reste longtemps minoritaire

- le problème de la reddition (pour cause de famine) est longuement discuté le 17 janvier :

* faut-il traiter pour la France (position de Favre, de Thiers, absent, de Picard) ou pour la seule capitale (position de Gambetta, absent, bien sûr) ?

* la 2e position est majoritaire

* mais qui va négocier ? la majorité pense à une délégation de maires (qui se récrient), puis à une « commission » (mais qui va se présenter ?) >>>>

- la majorité change et Jules Favre part pour Versailles.

- certes Bismarck va manœuvrer Favre, exagérant la déroute des armées de province, agitant l'épouvantail d'une restauration impériale, laissant entendre la possibilité de concessions

- mais B. prêche un convaincu !

- **et il a l'habileté de séduire** : Paris ne sera pas occupée, la garde nationale conservera ses armes, le ravitaillement sera assuré. **En échange, Favre lui accorde l'occupation de larges zones provinciales**

- le gouv. obsédé par l'armistice et les élections, abandonne tout : le vote de l'Alsace-Lorraine, le vote des Parisiens

- dissimulation : G. est prévenu par un télégramme de quatre lignes, les clauses de l'armistice ne seront connus de G. que par une dépêche de Bismarck, elles ne seront publiées (le 28) qu'une fois l'armistice signé !

□ bilan :

- le Gouvernement de la Défense nationale consomme la rupture avec la pop. parisienne >>
la réunion de l'Ass. est prévue à Bordeaux

- Jules Simon part en province et reçoit un décret lui donnant les pleins pouvoirs

- **les pacifistes n'obtiennent quand même pas la révocation de Gambetta**

□ les réactions de Gambetta :

- depuis un mois il rappelait sans cesse à Jules Favre ses promesses et ses proclamations et il vient de menacer de révéler publiquement les divergences de vues

- il apprend par la presse étrangère les négociations de Versailles

- colère homérique

- proclamation habile dans laquelle il définit la capitulation comme un armistice, appelle à la **lutte, à l'opposition entre province et Paris**

- face à la perspective des élections, dont le résultat, à bon droit, l'inquiète :

* thèse pragmatique et politique, fort peu démocratique, des inéligibles (« complices » et « complaisants » du régime impérial) >>>

* décret du 31 janvier (ministres, sénateurs, conseillers d'état, préfets, candidats officiels, du Second Empire), une mesure de circonstance qui va être toujours reprochée à G.

□ L'effritement du gambettisme :

- Bismarck proteste contre le décret >>> G. proteste contre l'immixtion prussienne
- mais à Paris :
 - * tous les ministres condamnent le décret
 - * le Gouvernement de la Défense nationale dde la démission de G., voire son arrestation (Jules Favre)
- des préfets protestent, refusent d'afficher le décret >>> un véritable mouvement de résistance
- G. démissionne le 5 février, suivi par son équipe ministérielle et une douzaine de préfets

e) Les élections à l'Assemblée nationale (8 février 1871)

- voir Début.
- les conservateurs intègrent à leurs listes beaucoup de républicains modérés, ceux que les préfets gambettistes appellent les « républicains incolores », d'autant que décret du 31 janvier >>> les partisans de la paix ont ratisé large
- le contexte de la guerre et le calendrier serré gênent les gambettistes pour faire campagne et même pour constituer des listes
- les résultats¹⁶⁷ : un mouvement de retour en arrière par rapport aux derniers résultats du Second Empire (retour de balancier ensuite)

4°) Le contrôle du pays

a) Au contact de l'ennemi

- La République sous occupation prussienne :
 - au 4 sept. 1870, les armées allemandes occupent 5 ou 6 départements, totalement ou partiellement, au moment des élections du 8 février elles en occupent 28 dans le quart nord-est de la France, sauf le Nord et le Pas-de-Calais
 - Les conditions d'armistice ont permis aux Allemands de pousser leur avantage, les préfets et conseils municipaux protestant souvent
 - propagande allemande : *Moniteur d'occupation*, la légitimité du Gouvernement de la Défense nationale est niée, multiples pressions en faveur de la paix au moment des élections, mais très souvent en vain : un vote républicain aux élections
 - les réseaux républicains sont démantelés, des otages sont pris, les préfets, les conseils municipaux sont souvent menacés, mais de nombreux cas de résistance aux exigences allemandes

¹⁶⁷ Cf. J. Gouault, *Comment la France est devenue républicaine. Les élections générales et partielles à l'Assemblée nationale. 1871-1875*, Paris, FNSP, 1954, & S. Audouin-Rouzeau, *1870. La France dans la guerre*, Armand Colin, 1989, 420 p.

- cependant de **nombreux cas d'opposition** entre un conseil municipal et un général ou un colonel favorable à la « défense nationale »

- les **cas de collaboration** relevés sont plutôt d'ordre économique (dans l'Orne, à Dijon, en particulier)

□ **sur les marges de l'adversaire :**

- dans les départements menacés, les préfets de Gambetta eurent davantage de latitude

>>> des **situations très contrastées**

- multiplication des conseils de révision, attention portée aux denrées alimentaires, à ne pas faire aller vers les Allemands, des ordres de résistance à tout prix, des petites guerres aux notables, des épurations de conseils municipaux, dans certains cas (Spuller en Hte-Marne par ex.)

- des conflits préfet ou sous-préfet / officier supérieur

- **de nombreux cas de résistance passive des populations... à la déf. nat.**

- **des villes essaient de profiter de la carte de la guerre :**

* **Le Havre, ville républicaine, veut profiter de l'occupation de Rouen** (souvent évoquée par Maupassant, qui pour *Boule de Suif* s'inspire d'un fait divers rapporté par le *Journal du Havre*), orléaniste, pour obtenir un transfert des pouvoirs à son profit

- **C'est dans les départements les + tôt occupés, où l'administration de Tours et de Bordeaux n'a pu s'implanter, que la greffe républicaine est la plus solide : l'Est occupé est beaucoup plus républicain que l'Ouest**

- les administrateurs de la Déf. nat. élus dans les 28 départements occupés sont presque tous des hommes qui se sont ouvertement opposés à Gambetta, parfois en démissionnant ; **la plupart des élus républicains sont des notables locaux**, modérés >>> en fait, Gambetta s'est heurté moins aux notabilités traditionnelles en perte de vitesse qu'à l'hostilité des populations aux mesures brutales

h) Face à la Commune de Lyon

□ **fort passé révolutionnaire, puissance de l'extrême gauche socialiste**

□ **la république y est proclamée avant Paris, le 4 septembre au matin**, elle est proclamée au bénéfice de la « Commune de Lyon » et d'un **Comité de Salut public**. Au lendemain du 4 septembre, Bakounine arrive à Lyon

□ épuration très sévère, armement des canuts

□ **le nouveau Préfet, Paul Challemel-Lacour** est un normalien (1846), républicain, agrégé de philosophie :

- contesté au départ, il est même à son arrivée conduit *manu militari* devant le Comité de Salut public

- il est sans pouvoir réel, son courrier est soigneusement trié

- il manœuvre habilement, réussit à imposer son pouvoir, par l'épuration continuée, les élections municipales (15 septembre),

□ le 28 sept. Bakounine et Cluseret tentent un coup de force sur l'Hôtel-de-Ville. Échec et Challemel est acclamé. Mais le drapeau rouge continue à être arboré, Bakounine réussit à s'échapper, et il y aura une autre tentative de coup de force le 30 avril 1871

□ politique de laïcisation du Comité de Salut public poursuivie par Challemel, mais en cherchant à la modérer

□ Challemel démissionne le 29 janvier 1871

□ à l'époque de l'Ordre moral, la droite fera de Challemel l'archétype du préfet anticlérical. Il sera député puis sénateur des Bouches-du-Rhône

□ La Commune na pas provoqué à Lyon de raz-de-marée conservateur le 8 février 1871 : l'étroit chemin ouvert par Challemel est devenu un large consensus.

c) La Ligue du Midi

□ Marseille :

- forte croissance démographique

- une ville légitimiste, avec un fort électorat radical, qui élit Gambetta et Esquiros, et un fort groupe socialiste, autour de Bastelica

□ le 18 septembre 1870 se constitue une Ligue du Midi pour la défense nationale de la République, qu'Esquiros, nommé « administrateur supérieur » des Bouches-du-Rhône par Gambetta, tire vers l'autonomisme, avec des liens avec le Var, avec Lyon, les Alpes-Maritimes, etc. Dix départements au total

□ objectifs :

- défense de la vallée du Rhône

- fédéralisme : une « confédération »

□ organisation dans 2^e quinzaine de septembre :

- réunions bi-hebdomadaires

- un commissaire général : Alphonse Gent, ancien démoc'-soc' qui avait dirigé une première Ligue du Midi entre 1848 et 1850, avait été déporté aux Marquises

- des républicains modérés, mais aussi l'extrême gauche

- désir d'une démocratie directe

- un programme inspiré de celui de Belleville, mais aussi de la Montagne

- programme devient séparatiste en octobre

□ la coloration fédéraliste ne peut manquer d'inquiéter le Gouvernement de la Défense nationale, auquel la Ligue reproche l'inaction militaire >>> les préfets jugent immédiatement que la Ligue est un danger, qui place le Gouvernement de la Défense nationale en situation difficile

□ Gambetta, habilement, nomme Gent préfet avec les pleins pouvoirs à Marseille >>> **l'extrême gauche déclenche à Marseille une insurrection le 31 octobre, la « Commune de Marseille »**

□ Gent, pourtant **blessé d'un coup de feu à son arrivée, applique une politique proche de celle de Challemel** : il organise des élections, avec victoire des modérés >>> la Ligue disparaît progressivement

□ elle a été une « auberge espagnole » le fédéralisme débordant très largement en 1870-1871 des cercles révolutionnaires (idée de Jeanne Gaillard) : **de l'extrême gauche à la droite** (sentimentalement), avec la force des objectifs militaires

d) Éclatements et rivalités

□ de nouvelles forces centrifuges :

- Toulouse :

* forte opposition au Second Empire (le *non* est majoritaire au plébiscite du 8 mai 1870)

* le 5 septembre, le nouveau préfet, Armand Duportal, crée une Ligue du Sud-Ouest (30 départements !), républicaine, anticléricale, souci social, fidélité au gouvernement, souhaité plus actif militaielement

- Alpes-Maritimes :

* françaises depuis 1860 seulement, mais déjà rattachement sous la Révolution française

* républicanisme de Grasse

* Nice patrie de Garibaldi

* séparatisme de Nice, avec attitude ambiguë du gouv. italien, qui masse des troupes au col de Tende en septembre 1870, mais se méfie des « garibaldiens »

* **trois jours d'émeutes à Nice après le vote du 8 février**

□ les régléments de comptes politiques : Isère, Aude, etc.

□ les rivaux des préfets : comités républicains locaux, que Gambetta ménage avec habileté, envoyés extraordinaires de Gambetta, etc.

e) Les terres hostiles au nouveau régime

□ **une vaste France de l'Ouest, une France rurale surtout**, car les villes sont assez souvent républicaines dans le Massif central, mais pas en Aquitaine, à Riom, à Angers, etc.

□ **grande faiblesse de l'extrême gauche, pesanteur et torpeur des campagnes, pacifisme, cléricalisme, résistance à la mobilisation, poids des notables conservateurs et réactionnaires**

□ **des réseaux d'opposition au Gouvernement de la Défense nationale, rôle de la presse**

□ conséquences :

- les préfets sont hostiles à la perspective d'élections

- mais certains organisent des campagnes en faveur de la République

- Martin Nadaud sillonne la Creuse, le préfet de Nantes organise des « conférences démocratiques et militaires »

□ mais le résultat des élections du 8 février : **sur les 11 départements qui n'ont envoyé à l'Assemblée nationale que des conservateurs, 9 appartiennent à la France de l'Ouest, dans 14 autres il s'agit de républicains** « du lendemain » dans la mouvance de Thiers. Un échec durable, de plus >>> long mépris des républicains pour ces départements

□ beaucoup de monarchistes patriotes, officiers légitimistes et ultramontains qui servirent pour la plupart dans l'armée de Chanzy

□ autre cause d'hostilité à la République : la très mauvaise organisation du camp de Conlie (Sarthe)

5°) La « République embryonnaire »

a) « Légiférer »

□ suppression de nombreuses institutions du Second Empire : Corps législatif et Sénat dès le 4 septembre, le Conseil d'État (avec hésitations)

□ mais pas la Cour des Comptes, la Préfecture de Police

□ récupération de biens appartenant à la famille impériale, modification du sceau de l'État, révision des noms des rues de Paris

□ conformément au programme de Belleville : démocratisation du ministère de l'Intérieur, modification du statut des fonctionnaires (suppression du serment, par ex.), réduction du traitement des ministres, moratoires, les naturalisations sont facilitées

□ intense activité de décrets, avec record mensuel en décembre, de la part de Paris (minoritaire) et de Tours (majoritaire). La Commission d'Enquête n'en trouvera que 5 % relevant de l'abus de pouvoir

□ une politique algérienne :

- 2,3 millions hab., dont 226 000 Européens, famine de la fin du Second Empire, évolution du statut depuis 1830 : voir cours GÉS-4

- les rép. se souviennent que 1848 = assimilation : parmi les Européens il y a de nombreux proscrits du Second Empire

- le 24 octobre, toute une série de « décrets Crémieux » (qui travailla pratiquement seul) :

* 3 départements un Gouverneur civil, 3 préfets, les colons assistent les autorités, la distinction entre territoire civil (le Nord) et le territoire militaire (le Sud) est maintenue : les bureaux arabes sont conservés >>> un compromis

* naturalisation des juifs d'Algérie (« décret Crémieux » s.s.). Elle mécontente beaucoup plus les Européens que les musulmans : un antisémitisme algérien, particulièrement algérois, se développe bien avant l'affaire Dreyfus

- les revendications des colons ne sont donc nullement satisfaites globalement >>> ils protestent, ils sont soutenus par les préfets
- haine des colons envers les militaires éclate quand Gouvernement de la Défense nationale veut remplacer **les cadres de l'armée d'Algérie par des officiers « capitulés »** de Metz : beaucoup ne purent rejoindre leur poste
- une seconde vague de décrets, en décembre, place de nombreux villages musulmans « militaires » sous l'autorité des préfets >>> très fort mécontentement musulman (les populations cessent d'être protégées par les militaires)
- pourquoi de telles erreurs ? **volonté d'assimilation**, surtout
- la Commission d'Enquête s'efforça de démontrer la responsabilité des décrets Crémieux dans le déclenchement de l'insurrection de Kabylie en 1871. Surtout la dernière mesure citée : **l'insurrection éclata par peur de la spoliation foncière**, mais seulement en mars ; la répression se traduisit par 524 000 ha qui passent des musulmans aux Européens

h) Les libertés malgré la guerre

- la « liberté à outrance » (Eugène Pelletan, cf. biographie dans le dossier biographique) est-elle compatible avec la guerre à outrance ?
- des théoriciens de la Liberté parmi les républicains de 1870 : Paul Challemel Lacour (voir plus haut), Jules Barni, traducteur de Kant (voir *Débuts*), Jules Simon (1859 : *La Démocratie*), Étienne Vacherot (maire du Ve arr.)
- une valeur absolue, un principe unique (≠ les libertés de Thiers dans son discours de 1864), un long chemin parcouru depuis les Jacobins de la Révolution française !
- autres sources essentielles : **l'hostilité au Second Empire et à ses proscriptions, la franc-maçonnerie**
- une série de décrets rétablirent les libertés :
 - dès le 4 septembre, libération des détenus pour raison politique,
 - le 5 : **suppression du timbre sur journaux, libération de la profession d'imprimeur, de libraire**
 - en octobre, suppression du cautionnement, les délits de presse sont rendus aux jurys
- explosion de la presse : journaux ± éphémères, des journaux idéologiques ou non. Problème de la liberté de la presse en temps de guerre ! >>> Picard propose le retour de la censure en octobre, mais il est isolé. Toutefois fin novembre deux journaux publient des renseignements militaires importants >>> des décrets de suspension provisoire. La **Commission d'Enquête accusa le Gouvernement de la Défense nationale de laxisme à cet égard. Les républicains répliquèrent par l'argument de la « force morale » que donne un régime de liberté**
- plusieurs préfets renâclent devant ce régime de liberté générale, au nom du souvenir de la Révolution française >>> des incidents, surtout pour des questions de presse, de laïcité,

- des journaux conservateurs de l'Ouest créent d'autres incidents fin décembre : là, Gambetta est obligé de réagir (par une suspension)
- le **problème de la Liberté s'est posé aussi pendant le siège de Paris**, bien sûr, surtout avec la répression des insurrections des 31 octobre et 22 janvier
- Au fond, l'articulation dialectique de la guerre et des libertés fonctionna convenablement tant que le pays crut à la victoire. **Mais l'accumulation des défaites transforma progressivement les journaux et les réunions en noyaux d'opposition**. Les hommes du 4 Septembre s'efforcèrent pourtant de maintenir leur ligne politique et jusqu'à la fin de décembre les atteintes à la liberté furent toujours réprimées. Un **raidissement final**.

c) Les avocats républicains face à la justice

- Une **importante épuration** et la Commission d'Enquête ne manque pas de souligner qu'en révoquant des magistrats la République avait porté atteinte à la séparation des pouvoirs >>> Crémieux sur la sellette
- les **causes** : souvenir du Second Empire, désir des populations dans de nombreuses villes, les magistrats continuent d'alimenter l'hostilité à la République dans de nombreux tribunaux, l'approche des élections conserve à la justice son caractère d'enjeu politique
- Mais de nombreux **préfets** vont jusqu'à se mêler des nominations de juges, avec difficulté : comment juger du républicanisme ?
- Cependant, sociologiquement, **le parti républicain était largement composé d'avocats, d'avoués, de notaires** >>> un vivier, qui attend une revanche sur le Second Empire, mais **carriérisme**, « piston », **népotisme** >>> La Commission d'Enquête reprocha vivement à Crémieux de s'être laissé dicter ses choix par les préfets, toutefois un examen attentif des dépêchés montre que Crémieux freina souvent l'épuration, à la fois par tempérament et par conviction
- **Les magistrats, même lorsqu'ils étaient républicains, faisaient preuve d'un grand souci d'indépendance et d'un réel esprit de corps** ; certains refusèrent d'être les bénéficiaires de révocations qu'ils estimaient hâtives et inopportunes (ainsi Agénor Bardoux, grand-père de VGE, refusa le poste de procureur général à Riom)
- Crémieux lutta contre la Ligue du Midi portant atteinte à l'immovibilité des juges (voir plus haut)
- de **grosses différences régionales et départementales en matière d'épuration** ; la corrélation entre taux d'épuration et bonapartisme n'est évidente que pour une poignée de départements, très marqués il est vrai : Corse, Dordogne, Charente. **Mais la carte de l'épuration coïncide largement avec celle du sentiment républicain** ; partout où celui est fort, le « coup de balai » est intense, surtout quand l'extrême gauche est puissante

- En fait la politique de « remplacement » concerna surtout les postes élevés, et l'épuration fut moins forte que lors des précédents changements de régime
- En ce qui concerne les justices de paix, la politique fut beaucoup plus circonstancielle

d) « L'école de la régénération » (la question de l'école)

- fait partie du corpus d'idées des « fondateurs de la République » : lien avec l'égalité, avec les Lumières, philosophie, etc.
- Jules Simon, min. Instruction publique du Gouvernement de la Défense nationale :
 - normalien, agrégé de philosophie
 - enseignant à la Sorbonne très jeune
 - **représentant du peuple en 1848, rayé des cadres de l'enseignement à cause de son opposition au Second Empire**
 - député rép. de Loire-inf. au Corps législatif depuis 1863
 - méritocratie, spiritualiste
 - la guerre ne doit pas être un obstacle (or, rentrée en octobre)
- crée une commission de l'enseignement communal à Paris, véritable laboratoire d'étude de la réforme de l'enseignement primaire : présidée par Eugène Pelletan ; membres : Hippolyte Carnot, Clemenceau, Brisson, Henri Martin, deux médecins (!)
- Jules Simon s'efforce de généraliser les ENI (écoles normales d'instituteurs, dix départements n'en ont pas, dont la Seine !), de multiplier les bourses pour le secondaire
- Challemeil-Lacour (voir plus haut) et Jules Barni ont des idées plus avancées, influencées par Kant : priorité budgétaire à l'Instruction publique, laïcité absolue, surtout gratuité de l'enseignement secondaire
- Gambetta rouvre à Bordeaux l'École Polytechnique, avec un enseignement d'histoire-géographie confié... à Littré
- nombre de préfets réclament la suppression des lettres d'obédience ; à Lyon suppression des congrégations ; des conseils municipaux suppriment des écoles religieuses (cas du XI^e arrondissement de Paris)
- peu d'épuration du personnel bonapartiste
- conclusion : l'école républicaine est en gestation sous le Gouvernement de la Défense nationale (cf. la fameuse formule de Jules Ferry, commentée par les Hk2 l'an passé en concours blanc)

e) Le Bulletin de la République française

- manque de journaux républicains, surtout en province >>> Gambetta crée dès son arrivée à Tours le Bulletin de la République française, qui prend le relais du Moniteur universel, légué par le Second Empire, mais privé et fort peu républicain
- directeur : Jules Barni, assisté de Maurice Faure, futur sénateur de la Drôme

- **affichage, théoriquement obligatoire, dans toutes les mairies, dans le but d'instruire le peuple ; lecture par les instituteurs, dans le cadre d'une « république absolue »**¹⁶⁸
- >>> nombreuses protestations de notables !
- publication des grands décrets, des décrets militaires, proclamations du Gouvernement de la Défense nationale, discours de Gambetta, de certaines adresses **patriotiques d'officiers supérieurs,**
- **pour soutenir le moral**: beaucoup de fausses nouvelles, de propos lénifiants, geste patriotique de Pasteur qui renvoie son diplôme de l'Université de Bonn, exaltation de l'honneur français, dénigrement de l'ennemi, du régime du Second Empire,
- **exaltation de la République démocratique rurale (des conseils de jardinage...),** parlementaire, dans une rubrique intitulée « manuel républicain », qui préfigure *Le Manuel républicain de l'homme et du citoyen* de Charles Renouvier
- À partir du 6 janvier le journal commence à publier une *Histoire de la Révolution française* : causes de la Révolution française
- **complexité intellectuelle du journal**: le destinataire est l'instituteur, chargé de relayer la République dans les masses, mais difficulté : on est en pleine guerre. La pédagogie républicaine a besoin de paix...

6°) L'échec transcédé

a) Le rapport de la Commission d'Enquête, un brûlot politique

- entre les mains de la majorité conservatrice, dans **contexte de l'Ordre moral** et des projets de restauration monarchique (voir *Débuts*). En plus la Commission a fait des choix dans les documents (par ex. dans les dépêches télégraphiques)
- en fait **l'« enquêteur » collectif s'est mué en historien (partial), d'autant que la grille de questions initiale est très partielle, surtout quant à l'action de Gambetta**: il s'agit de dresser les éléments d'un **réquisitoire**.
- le **vocabulaire** utilisé lors des interrogatoires est révélateur : les mots « juger », « jugement » reviennent souvent, ce que dénoncent les membres du Gouvernement de la Défense nationale interrogés
- **beaucoup des ministres insistent sur la solidarité gouvernementale, sur l'unité du** Gouvernement de la Défense nationale, nient les divergences, mais Jules Favre charge Trochu et Gambetta, Trochu, Picard et Fourichon ne sont guère solidaires des autres
- les **conclusions de la Commission d'Enquête** :
 - un lourd **réquisitoire** contre le Gouvernement de la Défense nationale
 - virginité politique des hommes du 8 février

¹⁶⁸ Cf. O.Rudelle, *La République absolue (1870-1889)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 327 p. et S.Berstein & O.Rudelle dir., *Le modèle républicain*, PUF, coll. "Politique d'aujourd'hui", 1992, 432 p.

- l'essentiel est de disqualifier les républicains, d'insister sur la « dictature » de G.
- on aboutit à un contre-modèle, conservateur
- les réactions des milieux républicains :
 - hors Assemblée nationale, ce qui aurait été inutile
 - publications de souvenirs (avec éventuellement de l'auto-critique), d'articles dans les journaux républicains
 - chances des républicains : le Gouvernement de la Défense nationale est assez vite oublié dans l'opinion en temps qu'exercice du pouvoir, au profit du patriotisme : le rapprochement entre orléanistes et républicains modérés

b) Le vivier et les continuités

- les hommes du Gouvernement de la Défense nationale (ministres, hauts fonctionnaires, etc.) : à la fois le chant du cygne de vieux républicains de 48 et un réservoir d'élites républicaines pour la III^e
- les vecteurs et les passerelles : études de droit, de médecine, journalisme, l'âge moyen (des quadragénaires)
- beaucoup ont été ensuite parlementaires, souvent très rapidement (pas de phénomène de quarantaine), ambassadeurs (Jules Ferry), conseillers d'État
- à la défaite militaire s'ajoute celle du 8 février >>> il faut sauver la République >>> exaltation d'une République patriotique, ce qui est populaire après la perte de l'Alsace-Lorraine, politique extérieure modérée (une « résignation agissante » pour sauver l'honneur de la République), un service militaire obligatoire, universel, éducatif, spartiate, l'école de ceux que Péguy appellera plus tard les « hussards noirs », avec un mélange de tendresse nostalgique et d'ironie mordante
- pour les républicains le Gouvernement de la Défense nationale n'a pas été une phase d'erreurs à ne plus commettre, il y a au contraire continuité, avec un certain nombre de corrections >>> la République va prendre un visage d'ordre, « bleu », elle va aller à la conquête des campagnes, la continuité étant évidente en matière d'École
- et la Commune facilite la tâche des républicains (cf. les Débuts)
- les lignes de fracture futures sont déjà visibles du temps du Gouvernement de la Défense nationale, cf. le pour/contre Gambetta et le gambettiste (cf. les Débuts)

Conclusion générale du III

- le Gouvernement de la Défense nationale a fait du neuf avec du vieux, pour une part
- poids de la guerre, mais il ne s'est pas occupé seulement d'elle
- surtout, une génération nouvelle entre en politique avec la Défense nationale, sans que la Défense nationale ait inventé tout de l'opportunisme

IV. TOUJOURS L'ANNÉE TERRIBLE

□ Bien voir la carte traité de Francfort polycopiée (Roth, p. 498)

□ Pour justifier « toujours », une citation, l'admirable et pudique début du chapitre II de Daniel Halévy, La Fin des Notables ¹⁶⁹ : « Juin 1871 : que sentaient les Français ?

L'Allemand occupait leur pays depuis frontière jusqu'à Saint-Denis et Vincennes, leur capitale déshonorée gardait une odeur de sang et de fumée. Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Périgueux, toujours armés, couvaient peut-être une explosion nouvelle. La tristesse, le silence, la stupeur, régnaient partout. »

1°) L'apport de R. Tombs ¹⁷⁰

□ lutte étudiée selon le point de vue du gouvernement et de l'armée de Versailles

□ armée versaillaise initiale composite : les vaincus de 1870, les recrues de la classe 1869, armée de la Défense nationale

□ hésitations et prudence de Thiers :

- il considère que l'armée a perdu toute efficacité et n'est pas état de prendre rapidement l'offensive (X Galliffet)

- l'adversaire communard est longtemps surestimé

- plan à la Windischgrätz (Vienne, 1848) pas immédiatement envisagé, semble-t-il, mais refuse la peur de certains députés qui proposent le 18 mars un repli de l'Assemblée nationale sur Tours ou Bordeaux !

□ la Commune :

- croit aux vertus de la levée en masse et de la ferveur révolutionnaire

- croit que les soldats de Versailles vont se ranger de son côté à la première sortie (3 avril)

□ armée versaillaise de l'assaut :

- jeunes recrues, encadrées par des officiers libérés par Bismarck, soldats id., soldats venus de province

- généraux les plus bonapartistes sont écartés. Mac Mahon, **légitimiste ayant servi l'Empire**, a été blessé avant Sedan : chance pour lui

- Thiers n'a guère confiance dans son armée

- soldats effrayés par la guerre civile et les bruits qui courent sur les Communards >>> des déserteurs, un tri parmi les troupes

- les unités les plus « sûres » **sont engagées d'abord** : infanterie de marine, fusiliers-marins, gendarmerie

- multiplication des exercices pour restaurer et maintenir la discipline, propagande énorme, utilisation de tranchées prussiennes

¹⁶⁹ D. Halévy, *La Fin des Notables*, Paris, 1930, réédition, Livre de Poche n° 3432, 1972, 278 p., réédition, Hachette-Pluriel, 1996, 222 p., p. 16.

¹⁷⁰ *La guerre contre Paris, 1871*, trad. fr., Aubier, coll. historique, 1997, 380 p.

- répression terrible (« abattoirs », comme le Luxembourg, volonté de ne pas faire de quartier), mais contrôlée par les chefs : pas de viols, pas de soldats ivres, pas de pillage généralisée

□ armée de la Commune :

- courage et indiscipline
- manque de chefs compétents : voir *Débuts*

2°) L'apport du colloque de la Société d'histoire littéraire de la France, Les Écrivains français devant la guerre de 1870 et la Commune.¹⁷¹

□ caractères généraux : éléments biographiques, contribution à l'histoire des idées, rapports romanesques, apport historique direct, réactions d'une sensibilité, ébranlement intellectuel et affectif

□ Gobineau :

- cas particulier : journaliste, diplomate, conseiller général, parle l'allemand, personnellement ruiné par l'occupation, etc.

- révérence pour la science allemande, cf. *l'Essai sur les races*

- écrit *Ce qui est arrivé à la France en 1870*

- la guerre est source de désordre social

- **pessimiste sur l'avenir de la France**

□ Taine :

- a séjourné en Allemagne en juin-juillet 1870

- la guerre est une source de réflexion pour lui qui nourrissait depuis 1866 un projet d'*Allemagne contemporaine* : articles, surtout

- voir aussi cours GÉS-1

□ Hector Malot :

- *Souvenirs d'un blessé*, *Suzanne* et *Miss Clifton*

- la guerre au niveau de l'individu, évocation d'une petite ville de province, Tarbes, des ambulances

- figure sinistre de Napoléon III, un corps franc

- évoque la Commune dans *Thérèse*

- réalisme, atmosphère de la guerre

□ J. K. Huysmans :

- garde mobile, malade (typhoïde ?)

- *Sac au dos*, revue et corrigée, cette nouvelle est incluse dans *Les Soirées de Médan*

- **volonté de démystifier la guerre, présentée à l'échelle de l'individu**

□ Barrès :

¹⁷¹ Colloque de la Soc. d'hist. litt. de la France, *Les Écrivains français devant la guerre de 1870 et la Commune*, 7 nov. 1970, Armand Colin, 1972, 200 p.

- 8 ans lors de l'invasion, a vu passer les troupes allemandes à Charmes (où incidents sanglants), a vu des otages placés sur les locomotives : un choc décisif
- fait confiance au peuple
- voir biographie dans le dossier biographique

3°) Zola, La Débâcle (1892)

- cf. biographie dans le dossier biographique
- la guerre de 1870 est, dans Les Rougon-Macquart, une sorte d'aboutissement, assez souvent évoqué et/ou inséré dans l'intrigue à titre de « point d'orgue ». L'exemple le plus important et célèbre est *La Bête humaine*, où d'abord la guerre se profile à l'horizon, elle est annoncée, puis un train de mobilisés saouls devient fou à cause de la bagarre qui éclate entre le mécanicien, fou, et le chauffeur, saoul.
- titre bien mérité, passé à la postérité : traitant de l'ensemble de la guerre de 1870, depuis « deux kilomètres de Mulhouse », le roman est centré sur la débâcle de l'armée impériale, dont les causes, les personnages, civils et militaires, et les caractères sont minutieusement énumérés, Zola faisant bien glisser du manque de moral des soldats à leur ardeur patriotique.
- cheminement désordonné du 106^e vers Sedan est bien montré, francs-tireurs, rumeurs, panique, faim et soif, combat de Bazeilles, blessures, mort, ambulance, opérations, etc.
- lien avec les Rougon-Macquart : Jean Macquart, qui « aux premiers bruits de guerre [...] avait quitté Rognes, tout saignant du drame où il venait de prendre sa femme Françoise et les terres qu'elle lui avait apportées ; il s'était engagé à trente-neuf ans, retrouvant ses galons de caporal, tout de suite incorporé au 106^e régiment de ligne, dont on complétait les cadres [...] »
- c'est le roman des Rougon-Macquart le plus proche de la « grande histoire » de toute la guerre de toute l'AT (cf. le personnage de Napoléon III, longuement évoqué, Sedan, Metz, le siège de Paris, Gambetta, Faidherbe, la Commune), et de façon très précise
- personnage de l'industriel qui a peur pour sa fabrique et souhaite la capitulation de Sedan
- amitié virile entre soldats
- les prisonniers, les profiteurs de guerre, les civils qui aident les prisonniers
- liens avec la Belgique, typhus, peste
- la guerre et la violence, sont au fond les deux personnages principaux

4°) Guy de Maupassant

a) Boule de Suif

- Guy de Maupassant, *Boule de Suif*, **célébrissime nouvelle, souvent portée à l'écran, dont juste après la Deuxième Guerre mondiale, évoque pleinement et en termes très intéressants la guerre de 1870 et l'occupation allemande** ¹⁷² :

- **débâcle de l'armée en déroute en Normandie, évoquée avec précision, commisération et raillerie** dans les premières pages

- arrivée des premières troupes allemandes

- leurs exigences en matière de numéraire

- **réactions de la population** : la peur des « bourgeois émasculés par le commerce », la **soumission affolée, l'accomodement progressif en raison de la « protection » que l'officier ou le soldat logé pourrait un jour accorder**, les résistants inconnus qui tuent des Allemands

- **un groupe socialement composite de dix personnes cherche à quitter en diligence, muni d'une autorisation allemande. Rouen pour Dieppe, de manière à gagner en bateau Le Havre, voire la Grande-Bretagne** :

* 1 marchand de vin et sa femme

* un industriel du coton et sa femme

* un comte orléaniste et sa comtesse

* **deux bonnes sœurs**

* un démocrate, couard et hypocrite, comme toujours chez Maupassant, de plus ici libidineux

* **une prostituée, Boule de Suif, bonapartiste, sincèrement patriote et vertueuse à sa manière** : elle refuse de coucher avec le « démoc » **à l'auberge, occupée par les Prussiens**

- Boule de Suif, qui seule a pris des provisions, les partage aimablement avec les neuf autres personnes, qui crèvent de faim

- la guerre est évoquée par les personnages du huis clos de la diligence ; pour Boule de Suif les Allemands sont des « gros porcs », **ce qui ne va pas tarder à être démontré...**

- **arrêt à l'auberge** : un officier allemand refuse de laisser repartir la diligence si Boule de Suif ne couche pas avec lui. Les autres Français finissent par la convaincre (la plus habile dans cette longue argumentation haineuse est la plus vieille des religieuses !) **d'obtempérer**

- avec le 2^e départ, les autres Français montrent leur mépris à Boule de Suif et ne partagent pas avec elle leurs provisions, achetées **à l'auberge**

- on a aussi :

* les occupants paisibles, simples soldats pacifiques et peut-être bavarois qui remplacent les travailleurs français

* les profits en argent de la guerre

* **les pacifistes français (le bedeau, la femme de l'aubergiste)**

¹⁷² Cf. J. Vidalenc, « Les Allemands en Seine-Inférieure avant 1914 », dans *Colloque 1914. Les psychoses de guerre ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen et Centre régional de Documentation pédagogique de Rouen, 1985, 257 p., actes d'un colloque de 1979, pp. 181-199.

* *La Marseillaise*, sifflée, qui est la vengeance du démocrate (le « démoc ») à la fin de la nouvelle

b) Guy de Maupassant. Mademoiselle Fifi. nouvelle.

- **ravages matériels commis par un groupe d'officiers prussiens** (dont celui qui est surnommé « Mlle Fifi ») dans un château normand
- **officiers décrits de manière caricaturale** : par ex., « Le major [comte de Farsberg] était un géant, large d'épaules, orné d'une longue barbe en éventail formant nappe sur sa poitrine ; et toute sa grande personne solennelle éveillait l'idée d'un paon militaire, un paon qui aurait porté sa queue déployée à son menton. »
- ils font venir des **prostituées**, se conduisent de manière bestiale avec elles. La seule qui résiste, avec efficacité car elle tue un officier (Mlle Fifi) et provoque indirectement des morts parmi les soldats prussiens, Rachel, est **juive**. Elle provoque une résistance passive de la part du **village** et active de la part du curé, qui fait sonner par Rachel la cloche de la **résistance aux occupants**.

c) Guy de Maupassant. Deux amis. nouvelle.

- 2 placides et pacifiques amis pêcheurs se livrent à leur occupation favorite entre les lignes françaises et prussiennes, pendant le siège de Paris.
- **Ils se font capturer par les Prussiens, qui les fusillent par ce qu'ils refusent** de donner le mot de passe pour rentrer dans les avant-postes français
- **fond musical des tirs d'artillerie !**

d) Divers contes et nouvelles.

□ Guy de Maupassant. La Folle. nouvelle. :

Une troupe d'occupation force une folle, recluse, à **sortir de sa chambre** et la dépose en forêt, où elle meurt de froid. Son cadavre est dévoré par les loups.

□ Guy de Maupassant. Saint-Antoine. nouvelle. :

- **le personnage qui donne son nom à la nouvelle (c'est son surnom) est un assez riche** paysan cauchois obligé de loger un Prussien pendant la guerre
- **il le nourrit excessivement, l'engraisse**, « comme un cochon » (il le surnomme ainsi d'ailleurs)
- mais il finit par le tuer, de sanglante façon
- et il laisse accuser et fusiller « un vieux gendarme en retraite »

□ Guy de Maupassant. L'Aventure de Walter Schnaffs. nouvelle. :

Histoire d'un soldat prussien, pacifique et peureux qui, en Normandie, se réfugie dans un trou lors d'un engagement, en sort, fait peur involontairement aux domestiques d'un

château, et enfin se fait capturer **par une cinquantaine de soldats français, qui s'en font gloire !**

□ Guy de Maupassant. Au soleil de 1884 : une comparaison entre la guerre en Europe et la guerre en Afrique du Nord

□ Guy de Maupassant. Un coup d'état, nouvelle : décrit la prise de pouvoir — ridicule — par un petit bourgeois républicain, après Sedan, dans un village normand

□ Guy de Maupassant. Souvenir (dans les « Contes divers ») : la retraite militaire devant les « **flots de l'invasion** » est évoquée

□ Guy de Maupassant. Tombouctou : évoque le siège de *Bézières*. Tombouctou est le surnom du « nègre » qui joue un rôle clé en étant un champion de la maraude. Le dernier mot de la nouvelle est « revanche »

5°) La « sortie de guerre »

□ terme en vogue, car recherches récentes, cf. par ex. Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., qui cite la forme de Hobbes, « Car la guerre ne consiste pas seulement dans la bataille et dans les combats effectifs » (**cité dans l'introduction du cours GÉS-1) en la complétant, car Hobbes ajoute aussitôt l'idée d' « espace de temps »**

□ plus que la commémoration, les monuments, les plaques, comme celle de la chapelle de Louis le Grand (juillet 1875), etc.

□ au fond une bonne partie de la décennie 70, dont jugement du Gouvernement de la Défense nationale (voir plus haut)

□ deuil, traumatisme, etc. :

- 156 000 morts militaires (F.Roth), **mais ce chiffre était très peu connu à l'époque. Des massacres de prisonniers, comme le « massacre de Passavant », en Champagne**

- morts civiles : **un système d'intimidation, otages**

- « traumatismes de guerre »

- les recherches de corps pour exhumation et transport sont rares, réservés à une élite sociale (la recherche ne se « démocratisera » **qu'après 1918**)

□ les monuments de champs de bataille sont rares, à la différence des guerres de la RF et **de l'Empire, mais il y a beaucoup d'autres types de monuments commémoratifs** : la mort, la défaite, des monuments à la gloire des citoyens-soldats (**initiative de l'État, du clergé**, initiative privée), des monuments funéraires, mais pas de « monuments aux morts »

□ des rites pour préparer la Revanche, mais les cérémonies se font plus rares à partir de des années 1880, avec rejeu de la mémoire à partir de 1895-1896

□ les discours : **haine de l'ennemi, mythologie nationale, exaltation du devoir**

□ Avant la guerre franco-allemande il existait une dissociation très importante entre la sépulture et la commémoration.¹⁷³ Par souci d'hygiène, en effet, les soldats morts au combat étaient inhumés ou brûlés sur place. L'inhumation sur le champ de bataille en fosse commune se poursuit durant la guerre de 1870-1871. Mais il apparaît au moment du traité de Francfort (article 6) **la première manifestation d'une volonté de mémoire globale** : les deux gouvernements s'engagent réciproquement à entretenir les tombes de guerre existant sur leurs territoires respectifs.¹⁷⁴

□ Dans de nombreuses communes, des monuments-ossuaires sont érigés, le plus souvent par des associations qui se fondent, en 1887, au sein du Souvenir français, **abréviation d'Association nationale du Souvenir français**, fondée par un Alsacien optant, Xavier Niessen.

□ Deux ambiguïtés :

- Une loi de 1873 en donne la propriété à l'État, l'entretien revenant aux communes
- ces ossuaires sont jusqu'en 1914 des lieux de commémoration où s'exprime le désir de revanche

¹⁷³ Idée de S. Barcellini, "Les nécropoles de la Grande Guerre", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 299-301, que je suis pour ce qui suit (je sais, ce n'est pas élégant, mais ne riez pas, on parle de cimetières...).

¹⁷⁴ Pour l'Allemagne, il s'agit bien sûr des nombreuses tombes de prisonniers décédés

V. LA PÉRIODE DE LA III^E RÉPUBLIQUE

1°) La religion, une protection ?

□ Retour en arrière et NB : l'expression " fille aînée de l'Église " date de la Monarchie de Juillet (années 1840 ?), **sans entrée rapide dans l'usage courant** ; on la retrouve dans le 2^e verset de « mauvais Sang » d'*Une Saison en enfer* !! Il ne fut longtemps question — sous l'Ancien Régime — que de " fils aîné ", le roi de France !

□ images multifformes de la Vierge Marie : édifices, statues (certaines colossales, comme celle du Puy : 16 m., 213 canons de Sébastopol, 1860),

□ l'âge d'or des pèl. nationaux (début des années 1870) :

- causes :

* défaite et dévotion patriotique ⇒ dolorisme

* soutien au pape, "prisonnier" 1870>>>

* Ordre moral : Paris a, comme Sodome, expié ses fautes dans le feu et le sang de la Commune, une insurr. sortie de l'enfer ⇒

pèl. = expression privilégiée de l' "âme de la France", tradit. et conservatrice, une croisade X forces du Mal (cf. George Sand : "Je sens une odeur de sacristie qui monte" !)

- symbole : pèl. de l'Assemblée nationale le 29 juin 1873 à Paray-le-Monial, av. consécration de la F. au Sacré-**Cœur** (**prononcée** par baron Gabriel de Belcastel, député de la Hte Garonne), en présence de 50 députés et 6 000 fidèles

- conséquence : une des causes de la réaction anticléricale

- mais toujours des pèl.-panique (ex. : phylloxéra)

- lieux nouveaux :

* Pontmain (près Laval, app. janvier 1871)

* Montmartre : **vœu de 2 laïcs pendant le siège de Paris (par Prussiens)**, pour faire pardonner les fautes des Fr. Loi 1873 reconnaît d'utilité publique l'acquisition des terrains, + Commune, église votive prov. 1876, déf. seulement 1914 : Abadie

- une org. nationale (Conseil général des pèl., "coordination") des pèl.

- agents nouveaux : les Aug. de l'Ass. et leurs "saintes ind." (ex. : *Le Pèlerin*)

- > 3 000 pèlerinages 1873 :

* dans contexte de l'Ordre moral

* Paray : voir + haut

* 140 députés monarchistes vont en train spécial à Chartres mettre sous la prot. de Notre-Dame la Patrie bien-aimée sur le point de redevenir son "royaume"

- retombée ensuite, avec la victoire des rép., sauf dans certaines régions

□ décret Crémieux (voir plus haut) fait citoyens fr. les juifs d'Alg. (depuis très longtemps présents en Alg.) le 24 oct. 1870

□ évolution numérique (en métropole) des juifs :

1831 : 60 000

1840 : 70 000

1845 : 85 000

1858 : 88 000

1872 : 49 000 (baisse due à l'Alsace-Moselle, mais beaucoup d'optants)

1882 : 60 000

(rappel : Sépharades = juifs médit., Ashkénazes = juifs d'Eur. or.)

2°) La "loi des trois ans." (1913)¹⁷⁵

□ Une nouvelle génération nationaliste :

Elle apparaît dominée par l'onde de choc de Tanger (1905). Le monde est jugé dangereux et on voit resurgir les “ ennemis héréditaires ” ou des adversaires potentiels qui s'y substituent. De plus, l'expansion économique européenne provoque l'impatience d'ascension sociale, et la guerre va pouvoir libérer des énergies en 1914. Les ouvrages de guerre-fiction sont beaucoup plus nombreux après 1905 qu'auparavant ; la guerre est toujours présentée comme devant être courte, à cause de l'importance du nombre des mobilisés et du modernisme du matériel. Encore aux alentours de 1910, “ les batailles inventées par les essayistes reproduisent les manœuvres de l'époque napoléonienne [...]. On croirait une compétition entre équipes sportives : il y a les pantalons-rouges, les *feldgrau*, le vert des Italiens ” (M.Ferro). Peu d'auteurs ont de l'imagination pour décrire (entre autres) la guerre future : H.G.Wells, le Français Robida, le Russe Bloch... En France, après 1904, la guerre n'a plus lieu que contre l'Allemagne, et plus jamais contre la Grande-Bretagne, aussi bien dans les livres que dans les exercices des écoles militaires. Les peuples prêtent l'oreille plus volontiers à la propagande nationaliste qu'aux appels pacifistes¹⁷⁶ ; ils en viennent, après tant d'alertes répétées, à éprouver une résignation fataliste devant la perspective de la guerre. Certains milieux pensent même que, pour échapper à la tension nerveuse, mieux vaudrait “ en finir ” : plutôt la guerre que cette attente sans fin et — les moyens d'évasion hors des sociétés de la Belle Époque étant limités — la notion de “ guerre libératrice ” n'est pas sans écho.

La disproportion démographique entre la France et l'Allemagne était flagrante (39 millions de Français contre 65 millions d'Allemands en 1913), elle allait en s'exagérant, à cause de la faiblesse de la natalité française. Même en réduisant la part des exemptions, l'armée française avait un retard numérique de plus en plus grand sur l'allemande : 99 000 hommes en 1900, 165 000 en 1912. Dans le cadre d'une guerre courte, que tout le monde envisageait, et dans celui de la doctrine de l'offensive à outrance que professaient l'état-major de l'armée et le Conseil supérieur de la Guerre, c'était inquiétant. Les milieux

¹⁷⁵ Toujours A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire, de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p. ; A.Crépin, *Histoire de la conscription*, Gallimard-Folio, 2009, 529 p. ; O.Royette, *"Bon pour le service". L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Belin, 2000, 464 p.

¹⁷⁶ Cf. S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p.

militaires français étaient d'autant plus angoissés par cette question d'effectifs qu'il jugeait l'apport militaire anglais d'un très faible intérêt à court terme et celui de la Russie comme de piètre valeur depuis la défaite face aux Japonais. D'où l'idée de réviser la durée du service militaire français, fixé à deux ans depuis la loi de 1905, et de la remonter à la durée antérieure, c'est-à-dire à trois ans. De surcroît, en janvier 1913, le ministre allemand de la Guerre proposa un accroissement en deux étapes des effectifs de l'armée active, qui donnerait à l'Allemagne 830 000 hommes en octobre 1914, contre 675 000 pour la France. Mais des recherches historiques récentes (G.Krumeich) soulignent la volonté française de maintenir aux yeux des alliés russes la crédibilité en la capacité offensive de l'armée française et contrecarrer ainsi le scepticisme latent du gouvernement russe quant à la solidité de l'alliance avec la France. On insiste aussi désormais sur la véritable mise en scène argumentaire faite dans le pays : causes apparentes et causes réelles...

Une œuvre de réorganisation militaire était en cours, sous l'égide du général Joffre, chef d'État-Major général et généralissime désigné en cas de guerre depuis 1911. L'arrivée au pouvoir de Poincaré (1912, cf. biographie dans le dossier biographique) avait déclenché une campagne nationaliste pour l'allongement du service à trois ans, dans la presse, vraisemblablement inspirée par les milieux militaires sans parler des milieux à l'argent facile, et parmi des hommes aussi divers que Joseph Reinach, André Tardieu, Albert de Mun, Péguy et le commandant Driant. Des chiffres on glissa au cours de l'année aux prévisions affolées, aux rappels historiques de la "Patrie en danger" et aux violentes attaques contre Jaurès, considéré comme le principal obstacle au vote d'une nouvelle loi. Il avait publié en 1911 *Vers l'armée nouvelle*, revoir cours GÉS-3. Les socialistes répétèrent cette thèse et y ajoutèrent le soupçon que les tenants des "trois ans" étaient manipulés par les gros intérêts industriels. L'accusation, qui portait en 1913, n'est en réalité pas très convaincante. D'une part l'optique militaire française était favorable à une attaque d'infanterie brusque et privilégiant les gros bataillons et pas du tout à l'artillerie lourde, pour les besoins de laquelle les industriels français eussent pu recevoir des commandes beaucoup plus intéressantes que celle de fusils ou mitrailleuses supplémentaires. D'autre part, une bonne partie du capitalisme financier était favorable au maintien de la paix.

C'est le 6 mars 1913 qu'un projet de nouvelle loi militaire fut déposé à la Chambre française. Des manifestations de soldats, de socialistes, de syndicalistes, eurent lieu. Elles renforcèrent la conviction du gouvernement — Barthou (cf. biographie dans le dossier biographique) désormais — d'améliorer, et utiliser éventuellement, le "carnet B", qui recensait depuis plusieurs années les 2 500 individus "dont l'attitude et les agissements [pouvaient] être de nature à troubler l'ordre et à entraver le bon fonctionnement des services de mobilisation", et dont il était possible d'envisager depuis 1911 l'arrestation ¹⁷⁷.

¹⁷⁷ J.-J. Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p.

Le projet fut discuté en séance plénière par les députés à partir du 2 juin ; le clivage classique entre la gauche et la droite fut très visible. Par 358 voix contre 204, le projet fut adopté le 19 juillet au Palais-Bourbon ; le Sénat accorda le 7 août une majorité beaucoup plus large, 244 contre 36, à la "loi Barthou". À l'entrée en application de celle-ci, il sera d'abord prévu que la classe libérable resterait un an de plus, ce qui provoquera la colère et les manifestations des soldats. Dans ces conditions, il paraîtra préférable de les libérer et de compenser numériquement la mesure en incorporant à la fois les jeunes gens de la classe 1912 qui avaient vingt-et-un ans, selon l'habitude, et ceux de la classe 1913 qui n'en avaient que vingt, ce qui permettra de disposer à l'été 1914 d'un supplément de 200 000 recrues instruites (J.-J. Becker).

3.º) Davantage sur Gustave Hervé ¹⁷⁸

□ Gilles Heuré : **le seul historien à s'être** penché (dans une thèse) sur la bio. complète de ce fantastique transfuge ; **complète largement ce que j'ai écrit dans BÉ**

- naissance en 1871 à Brest ; études au lycée Henri IV

- agrégation d'histoire 1897, nommé en 1900 au lycée de Sens professeur d'HG

- collabore au *Travailleur socialiste de l'Yonne* et au *Piou-Piou de l'Yonne* (articles incendiaires signés « Sans-Patrie ») : socialisme paysan, antimilitarisme (« le drapeau dans le fumier ») >>> assises : **acquittement >>> révocation de l'enseignement en 1901**

- ~~membre de la CAP de la SFIO~~ dès début, livre *Leur Patrie* en 1905

- ~~isolement rapide dans la SFIO~~ >>> fonde fin 1906 *La Guerre sociale* (hebdo.)

- participe au congrès de Stuttgart >> se fait connaître à l'étranger

- souvent emprisonné >>> célébrité

- ~~son ge à fonder une organisation d'extrême gauche mais en fait ne quitte pas la SFIO~~

Cause : la méfiance des anarchistes >> ne pourrait pas mordre sur eux

- il ne s'est jamais présenté à la députation

- sa première évolution :

* prône à partir de la fin 1911 « le désarmement des haines » (= unité de tous les socialistes et même avec les radicaux !)

* conférences très modérées, méfiance à l'égard du SPD

* à la veille de la Première Guerre mondiale, il est déjà un « rénégat », favorable aux Trois Ans, etc.

- la Grande Guerre :

* patriotisme ouvertement proclamé, jusqu'aboutisme. Élu 20 juin 1917 par le *Canard enchaîné* « grand chef de la tribu des bourreurs de crâne », devançant de justesse Barrès

* chasse aux ennemis de l'intérieur

¹⁷⁸ Gilles Heuré, *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur. De l'antipatriotisme au pétainisme*, La Découverte, 1997, 364 p., & G. Heuré, "Itinéraire d'un propagandiste : Gustave Hervé, de l'antipatriotisme au pétainisme (1871-1944)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 16-28

- * **mais l'Action française doute** de sa sincérité !
- * *La Guerre sociale* devient en 1916 *La Victoire* (gros tirage)
- * critique de la rév. russe
- * **il n'est exclu de la SFIO qu'en septembre 1918 !**
- les années 1920 :
- * soutien du Bloc national
- * veut ramener la classe ouvrière « dans le droit chemin »
- * **Hervé a beaucoup moins d'argent que François Coty et** *La Victoire* a des tirages très inférieurs à ceux de la presse du parfumeur
- * Hervé est dépassé par les autres organisations antiparlementaires
- * **en 1922 il salue l'arrivée au pouvoir de** Mussolini
- * il préconise un rapprochement franco-allemand
- les années 30 :
- * **il entretient des rapports avec des industriels allemands, avec les Casques d'Acier**
- * zéléateur des régimes fascistes, il craint la violence du nazisme
- * se rallie à la « solution » **Pétain en 1935** : voir le dossier biographique
- la Deuxième Guerre mondiale :
- * interdiction de son journal 20 juin 1940
- * désapprouve les persécutions contre les juifs, les francs-maçons et ne sombre pas dans la propagande de la Collaboration
- * **même s'il persiste à désirer une « république forte, nationale et catholique »**, il espère la victoire alliée
- * **meurt d'une crise cardiaque en octobre 1944**

4°) Divers

- les timbres-poste peu guerriers de la IIIe : le type Paix et Commerce du bien nommé Sage, le **type Mouchon (droits de l'Homme)**, la **Semeuse** : voir *Débuts et BÉ*
- **L'Œuvre du Souvenir français** entretient les tombes des soldats tués en 1870-1871. En émane en 1912 le Souvenir alsacien-lorrain, fondé à Metz et à Strasbourg, et aussitôt interdit par les autorités allemandes
- P. Buffotot, *Le socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998)*, Bruylant-LGDJ, 1998, 480 p., compte rendu (utilisé) dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, pp. 178-179 : il y a eu une doctrine militaire de la SFIO
- **Soudain l'été 14** :
- Pour la France, le Sud-Est européen était depuis longtemps un théâtre diplomatique secondaire et dangereux, aussi l'alliée russe n'avait-elle pas été soutenue lors des crises précédentes. Il semble bien qu'en 1914 il en ait été différemment. En effet, Poincaré et

Viviani effectuent en juillet 1914 un voyage officiel en Russie, prévu de longue date, et qui aurait d'ailleurs dû être suivi par une visite du tsar à Paris en septembre 1914.

- Ils ont *peut-être* à cette occasion confirmé au gouvernement russe leur intention d'exécuter " toutes les obligations imposées par l'alliance " , c'est-à-dire intervenir par les armes si l'Allemagne prenait parti dans un conflit austro-russe. Poincaré, sans promettre véritablement l'appui de la France, a ~~pu ne pas inciter le tsar à la modération~~. Les réponses à ces questions ne sont pas assurées, et Poincaré fut vivement attaqué sur ce point dans les années vingt. Toujours est-il que le gouvernement français a agi avec détermination pour ~~soutenir la Russie à partir du moment où celle-ci s'est engagée de façon ferme dans la crise~~.

GES-7. SUPPLÉMENTS SUR LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

□ Revoir la chrono. comme d'habitude

□ La France ayant été au centre de la guerre, c'est à Paris qu'il fut décidé de tenir la « Conférence de la Paix », avec 26 nations alliées, les quatre *dominions* britanniques (Canada ¹⁷⁹, Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine), qui avaient été d'une fidélité et d'une détermination exemplaires, et les États-Unis : on aura au total 31 signataires vainqueurs du traité de Versailles pour les vainqueurs, en définitive. Voir cours REW-1

□ les grèves de 1919-1920 : Voir cours REW-1

□ W. a l'illusion de pouvoir être soutenu par les op. publiques contre les gouv. : Voir cours REW-1

□ « la guerre mondiale a été largement engendrée, dans sa violence radicale, par la culture de guerre elle-même » ; une véritable « religion de guerre », qui est aussi « guerre de religion », croisade ¹⁸⁰

I. BILAN DE LA GRANDE GUERRE

1°) Une « Grande Guerre »

« 14-18 », bien que surpassée en durée et en destructions par la guerre de 1939-1945 garde à jamais l'appellation de « Grande Guerre », inventée en 1920 par le colonel Repington. Ce n'est pas sans raisons. Elle est Grande Guerre par sa durée d'abord. Le monde n'avait rien connu de semblable depuis les guerres napoléoniennes. Le XIX^e siècle n'avait été marqué que par de brèves campagnes : Crimée 1854-1856, Italie 1859, France 1870-1871, Extrême-Orient 1904-1905, Balkans 1912-1913. Seuls quelques conflits avaient duré davantage : ainsi la guerre de Sécession aux États-Unis (1861-1865), l'expédition française du Mexique (1862-1867) ou la guerre anglo-boer (1899-1902). Mais il s'agissait de cas localisés, dont l'intensité ne préfigurait en rien la violence des 52 mois d'août 1914 à novembre 1918.

Elle est Grande Guerre par son extension à la planète entière. Les belligérants ont développé le « style indirect », qui « vise à mettre l'adversaire en état d'infériorité par des actions préliminaires qui le disloquent moralement et matériellement » (général Gambiez). La première méthode a été l'éclatement : les Puissances centrales ont cherché à soulever les

¹⁷⁹ Le seul des quatre à avoir cru indispensable de voter une déclaration formelle d'entrée en guerre.

¹⁸⁰ S. Audouin-Rouzeau & A. Becker, « Vers une histoire culturelle de la Première Guerre Mondiale », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 5-7

allogènes de Russie contre l'État tsariste, à susciter la guerre sainte dans les possessions françaises, anglaises ou italiennes d'outre-mer. De leur côté, les Alliés voulurent faire éclater l'empire austro-hongrois en y soutenant le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. La deuxième méthode a été l'étouffement, par le blocus et la guerre sous-marine, **et l'utilisation des mers et océans montre bien le caractère planétaire de la guerre. Enfin, une** troisième a été la démoralisation de l'adversaire, par les fausses nouvelles et le contrôle international des informations, le rôle des Américains étant primordial dans le dernier cas. 1914-18 n'a pas de précédent dans l'histoire : c'est bien la *première* guerre mondiale. 1792-1815 n'avait ensanglanté que l'Europe. Ici, 27 puissances, plus quatre *dominions* britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union sud-africaine), se sont coalisés contre l'Allemagne et ses trois alliés. Tous les continents ont envoyé des hommes se battre sur le sol européen : Australiens, Néo-Zélandais, Indiens, Africains... La France seule a recruté quelque 560 000 soldats indigènes, dont 100 000 sont morts.

Elle est Grande Guerre par les nouvelles techniques mises en œuvre. Les armées de 1918 sont des armées déjà modernes, avec la puissance énorme de l'artillerie, la débauche de munitions, l'importance du camouflage, les uniformes gris-vert (*feldgrau*) pour les Allemands, bleu horizon pour les Français, kaki pour les Britanniques, vert olive pour les Américains. La logistique devient un élément essentiel : chantiers navals, matériel ferroviaire, livraisons de carburant sont « le nerf de la guerre ». On cite l'appel angoissé de Clemenceau à Wilson au début 1918 : « Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante, à l'heure du suprême assaut germanique, possède l'essence, aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain ».

Elle est Grande Guerre par les « progrès » opérés dans l'« art de la guerre ». Saisissants sont les contrastes entre les campagnes. Les campagnes de 1914 sont les dernières du XIXe siècle. Elles montrent encore l'importance des charges de cavalerie et d'infanterie, par exemple, mais déjà l'utilisation très rapide des réserves, du côté allemand tout au moins. Les années 1915-1917 voient l'élaboration de stratégies d'usure, le début de l'ère mécanique (canons, camions, avions, chars, etc.). **L'année 1918 voit des opérations** toutes différentes, appuyées sur un matériel qui annonce 1940. Les premières unités de chars, anticipés par H.G.Wells en 1903, furent appelées en France « artillerie d'assaut », utilisée pour la première fois lors de l'offensive Nivelle ¹⁸¹ (à Berry-au-Bac). Les Alliés disposent de 1 600 chars en juillet 1918, de 3 000 en novembre. Ce sont désormais surtout de petits *tanks* légers, les chars Renault FT-17 en France, qui font triompher les idées du colonel Estienne. Les Allemands, qui n'ont pas cru en cette arme nouvelle, y trouveront matière à réflexion pour l'avenir. De même en ce qui concerne l'aviation (aucune arme n'a

¹⁸¹ Un ouvrage de semi-réhabilitation de Nivelle est récemment paru, Denis Rolland, *Nivelle : l'inconnu du Chemin des Dames*, Imago, 2012, 354 p., il a été critiqué dans un compte rendu (*Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, p. 176) par André Loez.

connu de bouleversements aussi rapides, dans la chasse, la reconnaissance, le bombardement...), quasi inexistante en 1914 : l'aviation française a joué un grand rôle dans les batailles de Verdun ¹⁸² et de la Somme, près de 200 000 appareils sont au total fabriqués pendant la guerre, dont 41 000 en France et 48 000 en Allemagne. Au 11 novembre 1918, la France dispose de près de 4 000 avions en ligne, bien plus qu'en 1940 ! En 1918, les appareils sont mus par des moteurs de 300 CV, font du 220 km/h, le plafond atteint est passé à 6 500 mètres, ils sont armés de trois ou quatre mitrailleuses tirant à travers l'hélice ; les Anglais (3 700 avions) se préparaient, fin 1918, à bombarder Berlin grâce à un appareil mû par quatre moteurs de 375 CV. L'instruction du général Fayolle du 10 juin 1918 préfigure ce qui sera la tactique allemande en 1939-1940 : « La contre-attaque sera accompagnée de très près par l'aviation de combat et de bombardement (attaque à faible altitude des troupes adverses, à la bombe et à la mitrailleuse). La division aérienne devra également assurer la maîtrise absolue de l'air dans la région de la contre-attaque ». Le champ de bataille ne se limite plus au lieu où se trouvent à terre les combattants... « Désormais il n'y aura plus de distinction entre les soldats et les civils », prophétise le général italien Douhet en 1921. C'est bien l'anticipation de la guerre moderne, avec l'emploi coordonné des moyens.

La recherche scientifique et technique a été favorisée dans un but militaire.

Lance-flammes (1916), mortiers ou *crapouillots*, gaz, utilisés par les Allemands dès 1915 obligent l'industrie chimique alliée à rattraper son retard : les sociétés Kuhlmann, Gillet et Saint-Gobain connaissent en France une forte expansion. Les chars d'assaut, ce sont les *tanks* anglais, les Saint-Chamond ou Schneider français de 1916-17, lourds et vulnérables, mais surtout les chars légers Renault de 1918, arme de la victoire (voir plus haut). Ils appuient l'infanterie et lui ouvrent le chemin. Les Allemands, qui n'ont pas cru aux chars, répareront cette erreur en 1940 : leur technicien Guderian préconise dès 1929 des divisions de chars frappant en « coups de poing » et permettant le retour à la guerre de mouvement. On assiste au développement de l'aluminium, grâce à l'hydroélectricité (production multipliée **par 2,5 en France**), à **l'essor des aciers spéciaux, du caoutchouc, de l'optique...** L'essor de l'automobile est montré dès les taxis de la Marne en 1914, les camions de la *Voie Sacrée* à Verdun jouent un rôle essentiel ¹⁸³. En Allemagne, Haber a réalisé dès 1913 la synthèse de l'ammoniac ; des succédanés (*ersatz*) tendent à suppléer les produits manquants (la saccharine pour le sucre).

La Grande Guerre a eu enfin un aspect de guerre totale. Aspect nouveau, encore qu'il a été possible d'écrire un livre d'histoire sur les guerres totales qu'auraient été

¹⁸² Le meilleur ouvrage synthétique et historique sur l' « enfer de Verdun » est celui de Gérard Canini, *Combattre à Verdun. Vie et souffrance quotidiennes du soldat, 1916-1917*, Presses universitaires de Nancy, 1988, 162 p.,

¹⁸³ Intense circulation automobile, avec régulation, etc. Son souvenir est marqué par des bornes kilométriques.

les guerres napoléoniennes ¹⁸⁴, un aspect encore incomplet à vrai dire en 1914-1918, où il s'est agi, avant tout, de mobiliser le maximum de ressources (économiques, financières, intellectuelles) au service de la décision militaire. 1939-1945 ira jusqu'au terme de cette logique, avec le travail forcé, le rationnement autoritaire, une économie totalement dirigée par un État militarisé. Depuis, une autre conception s'est fait jour : les opérations proprement dites ne sont finalement qu'un aspect de la lutte, comme la propagande, la diplomatie, l'économie... et ces aspects-ci peuvent aussi bien forcer la décision (le meilleur exemple en étant le Viêt-nam, cf. cours RI-5). La guerre de 14-18 marque le tournant ; déjà les Allemands avaient compris le rôle de la guerre idéologique en rapatriant Lénine en Russie. Et la crise du moral de 1917, comme les grèves de 1917-1918 exigeant la définition des buts de guerre, ont posé la question : la guerre militaire seule est-elle capable d'atteindre les objectifs politiques assignés ? Ainsi commençait-on à redécouvrir l'enseignement de Carl von Clausewitz un bon siècle plus tôt, pour qui la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. La guerre totale, cela avait aussi été la mobilisation financière, industrielle, celle de la main-d'œuvre, une guerre des peuples. Ceux-ci connurent, pour **l'essentiel, la paix dans la décennie suivante. Dernier aspect de guerre « totale » : la question de la résistance**, un vocable qui est employé entre 14 et 18, en Belgique et dans le Nord de la France ¹⁸⁵, **qui est employé à nouveau (à fronts renversés) lors de l'occupation de Ruhr, et qui l'a été ensuite par certains historiens** ¹⁸⁶. La réalité de la notion est discutée dans un article récent par Emmanuel Debruyne ¹⁸⁷ : **problème de l' « échelle »**, de la « masse critique », évidemment très différentes de celles de la Deuxième Guerre mondiale, **sans parler de l'ampleur plus fort (ou moins faible) en Belgique que dans le Nord de la France.**

Conclusion : la Première Guerre Mondiale **fait rentrer le monde dans l'ère de la destruction massive, mais celle-ci ne fera plus de victimes civiles que militaires qu'avec la Seconde Guerre mondiale.**

□ Parmi les conséquences :

- les tentatives de paix de la Première Guerre mondiale : voir le cours des Hk2
- Les mobiles de Clemenceau à la Conférence de la paix 1919 :

¹⁸⁴ David Bell, *La première guerre totale. L'Europe de Napoléon et la naissance de la guerre moderne*, Seyssel, Champ Vallon, 2010, 359 p., Bernard Gainot vient d'en rendre compte de façon fine et nuancée dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2012, pp. 178-186

¹⁸⁵ Leur résistance vient d'avoir leur histoire : R.Vandenbussche dir., *La Résistance en France et en Belgique occupées (1914-1918)*, Colloque, Villeneuve d'Ascq, Lille-III, 2012, 234 p. Les auteurs soulignent qu'en fait le mot apparaît... au XVIIe siècle. Les travailleurs forcés sont surnommés, du nom de leur « uniforme », les « brassards rouges ».

¹⁸⁶ S.Audouin-Rouzeau, A.Becker, J.-J.Becker, etc.

¹⁸⁷ E.Debruyne, « Combattre l'occupant en Belgique et dans les départements français occupés en 1914-1918. Une résistance avant la lettre ? », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2012, pp. 15-30

Les mobiles de Georges Clemenceau sont tout autres que ceux de Wilson et des « wilsoniens ». Le « père la Victoire » est animé par un mobile essentiel : la sécurité de la France. La neutralisation militaire de la rive gauche du Rhin, complétée par une Pologne anti-allemande et anti-bolchevique, ainsi que le développement des tendances fédéralistes au sein de la nouvelle Allemagne sont, selon le *Tigre*, les meilleurs garants pour l'avenir de la France. Cette politique centrée sur la question rhénane néglige toutes les autres positions de la France à travers le monde. Clemenceau cherche à prendre le contre-pied du traité de Francfort imposé par l'Allemagne à la France vaincue, le 26 mai 1871. Le Président du Conseil, âgé de 78 ans, use de tous ses talents oratoires pour défendre cette cause. Mais Clemenceau veut également sauver à tout prix l'entente entre les Alliés. Il craint un isolement diplomatique qui affaiblirait la France. Peut-être est-ce la raison qui le pousse à demander et à obtenir les pleins pouvoirs du Parlement pour mener seul les négociations et pour rendre plus faciles les compromis qu'il sait indispensables ? Clemenceau se heurte en effet à Wilson et au premier ministre britannique David Lloyd George.

2°) Le déclin de l'Europe

La première guerre mondiale a atteint profondément les pays belligérants, particulièrement les États européens, provoquant de très lourdes pertes humaines, matérielles et financières qui vont peser gravement sur eux de longues années durant. L'Europe sort de la guerre matériellement sinistrée. Ses pertes en vies humaines, la destruction d'une partie de son infrastructure économique, le déséquilibre de ses finances et de son commerce extérieur, ont accentué dans des proportions considérables un déclin déjà amorcé à l'aube du siècle. Ce « déclin de l'Europe », les habitants du vieux continent en prennent conscience : c'est le titre d'un livre du géographe Albert Demangeon paru en 1920, tandis que le philosophe allemand conservateur Oswald Spengler avait intitulé en 1918 le plus célèbre de ses ouvrages *Le Déclin de l'Occident* (paru entre juillet 1918 et 1922), dont le « pessimisme aristocratique » influença toute une génération, à droite essentiellement ¹⁸⁸. L'impression générale au sortir de la première guerre mondiale était que le vieux continent était ruiné pour longtemps et mettrait du temps à se ressaisir, si tant était que ce fût encore possible. En témoignent les succès de librairie ; en France on cite toujours la phrase de Paul Valéry : « nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles ». Mais il leur est d'autant plus difficile de l'enrayer que leurs divisions et leurs problèmes politiques ont généralement été aggravés par la guerre. Il en résulte une profonde crise morale et une

¹⁸⁸ Spengler (1880-1936) appartenait à la droite *völkisch* allemande, hostile au régime de Weimar ; mais les nazis ne l'aimaient guère, pour la radicalité de son pessimisme et parce qu'il était étranger à leur populisme débraillé.

remise en question fondamentale des valeurs, jusqu'alors les moins contestées de la civilisation occidentale.

L'Europe est un continent meurtri et affaibli. En 1914, malgré certaines limites plus ou moins aperçues — puissance américaine, montée du Japon, contestation naissante dans les colonies — l'Europe était le centre du monde par le dynamisme démographique **maintenu, l'émigration, la force économique globale sans équivalent (plus de 50 % de la production industrielle de la planète, plus de 7 % des placements de capitaux)**, etc. Les effets de la guerre, ce sont les millions de victimes, un déficit des naissances préoccupant pour l'avenir, des régions en ruines, l'inflation menaçant partout la stabilité des monnaies, un endettement extérieur sans précédent, la « banque de l'univers » privée d'une bonne partie de ses créances. Ce sont aussi des difficultés pour les régimes parlementaires devant les problèmes nouveaux, essentiellement économiques et sociaux. Serait-ce une chance pour des dictatures d'un modèle inédit ?

Quatre empires ont disparu et les changements politiques sont des bouleversements. Libéralisme et démocratie semblent triompher en Europe (voir plus haut). La guerre a provoqué l'effondrement des quatre grands empires autocratiques et l'extension du régime parlementaire. L'Allemagne et l'Autriche deviennent des républiques. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie, adoptent en 1920-1921 des constitutions inspirées par le modèle français. Partout s'impose le suffrage universel. En même temps s'opère la libération des minorités nationales. Pour leur donner satisfaction, des États ont été créés ou reconstitués : Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne, Finlande, États baltes. Les minorités nationales soumises à un joug étranger représentent moins de 20 millions d'individus, pour 60 millions en 1914. Apparemment, la victoire définitive des principes libéraux semble acquise.

Le déclin de l'influence européenne dans le monde et la montée des jeunes nationalismes indigènes. D'abord les vaincus ont perdu leurs colonies, transformées en mandats confiés aux vainqueurs pour un temps limité. Surtout, les défaites subies par les alliés ont porté atteinte au prestige de l'homme blanc et ceci d'autant plus que le recours aux troupes coloniales a été souvent important, en particulier de la part des Anglais. Dès la fin de la guerre, des mouvements d'indépendance se développent dans les colonies françaises et britanniques. Les colonies ont participé, volontairement ou non, à l'effort de guerre européen. Elles ont envoyé des hommes au front (500 000 pour l'Inde ¹⁸⁹) ou dans les emplois économiques vacants, intensifié leur production agricole pour ravitailler l'Europe ; le système des réquisitions ou des cultures forcées a encore accentué leur dépendance. À la fin du conflit, les peuples colonisés, conscients de l'effort fourni, espèrent une amélioration de leur

¹⁸⁹ Le tiers des morts de l'empire britannique. Pour l'Afrique française, voir M. Michel, *L'appel à l'Afrique. Contributions et réaction à l'effort de guerre en A.O.F. (1914-1919)*, Publications de la Sorbonne, 1982, IX+533 p.

sort. Leurs aspirations à l'indépendance sont encouragées par les principes wilsoniens de libre disposition des peuples et par la doctrine communiste. Les premières manifestations nationalistes se produisent dès 1919 en Inde, puis en Égypte et en Afrique du Nord. Si elles n'aboutissent pas encore, elles n'en marquent pas moins un changement capital dans les relations entre colonisateurs et colonisés. Ces derniers attendent des rapports avec la métropole fondés sur le droit et non sur la force. L'esprit de contestation gagne les peuples de couleur, dont les soldats algériens, annamites ou indiens ont pu constater les déchirements entre Blancs, qui ont eu besoin de leur concours. Les difficultés coloniales ne font que commencer.

Enfin, ne peut-on pas parler d'un véritable « syndrome du déclin », selon l'expression de Pierre Milza ? « Nous autres civilisations, nous savons désormais que nous sommes mortelles », la célèbre formule de Valéry résume bien le pessimisme dominant et le désenchantement qui marque la pensée et domine le continent après la guerre, cohabitant avec le culte de la victoire chez les pays bénéficiaires. Or, fait remarquer P. Milza, « si la guerre a bien entraîné, ou précipité, un déclin relatif des vieilles nations industrielles par rapport aux jeunes puissances des nouveaux mondes, le phénomène doit être ramené à **sa juste dimension, tout comme l'idée d'une prépondérance américaine qui se serait imposée au lendemain du conflit à tous les acteurs du jeu mondial** ». Ce serait un véritable anachronisme (R. Frank et R. Girault ¹⁹⁰), **aucun pays n'a vraiment conscience des changements intervenus, les pays européens ont le ferme espoir de reconquérir les positions perdues**, les États-Unis surestiment les possibilités de relèvement de l'Europe, dont ils exigeront, pour ce fait, un remboursement rapide et exact des dettes de guerre.

3°) La démocratie libérale affaiblie.

La démocratie libérale se trouve bientôt attaquée sur deux fronts. À gauche, elle l'est par la montée du socialisme. En Russie, le régime libéral bourgeois établi par la révolution de mars 1917 a dû céder la place quelques mois plus tard à la dictature du prolétariat. Dès l'année suivante, le phénomène bolchevik menace de s'étendre à l'ensemble de l'Europe. Un moment renforcé par la révolution russe, le socialisme international ne tarde pas cependant à pâtir des scissions intervenues en 1920-1921 à propos du problème de l'adhésion à la IIIe Internationale (communiste, le Komintern). Mais l'affaiblissement qui en résulte profite surtout aux forces de réaction.

À droite, la démocratie se trouve menacée par des mouvements de tendance autoritaire. Leur origine est complexe. D'une part, ils reprennent en les amplifiant les thèmes du nationalisme de l'avant-guerre, reprochant au parlementarisme son manque

¹⁹⁰ R. Girault & R. Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes. 1914-1941*, Masson, 1988, 304 p., réédition, Armand Colin, coll. U, sous le titre ... *Relations internationales contemporaines*, 1998, 287 p.

d'efficacité. Aucun pays n'échappe à ce phénomène mais il est particulièrement puissant chez les vaincus. Ces mouvements s'appuient en second lieu sur les classes moyennes, sur **la petite bourgeoisie boutiquière, artisanale, rentière, partiellement ruinée par l'inflation, tout** aussi hostile à la concentration capitaliste qu'à la socialisation. Enfin, craignant la contagion révolutionnaire, la classe dirigeante n'hésite pas, là où le péril devient trop grand, à abandonner son libéralisme traditionnel pour des méthodes qui lui permettent, fût-ce au prix d'une dictature, de conserver ses positions acquises. Partout la démocratie parlementaire se trouve menacée par ces tendances qui triomphent au lendemain de la guerre en Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne) puis en Italie, avant de s'étendre plus tard à l'Allemagne, à l'Espagne et à de nombreux pays extra-européens.

Même dans les pays où survit la démocratie libérale, on voit se renforcer le pouvoir exécutif. Pendant la guerre, la nécessité de prendre des décisions rapides a provoqué, à partir de 1917 surtout, un relatif effacement des parlements au profit des gouvernements. Des facteurs structurels rendent en France difficile et inefficace la prise de décision : inertie bureaucratique, rivalités personnelles, interférences complexes entre gouvernement et état-major.

La paix revenue, la tendance à l'effacement des parlements dans l'Europe démocratique ne disparaît pas et l'exécutif s'efforce de conserver ses prérogatives nouvelles, notamment en matière de direction et de contrôle de la vie économique. En Angleterre, cette évolution aboutit à ce que le juriste Ramsay Muir appelle la « dictature du cabinet », en France elle se traduit par la pratique des « décrets-lois » ; elle entraîne d'ailleurs une résistance du législatif qui ne sera pas sans accentuer la tendance à l'instabilité ministérielle.

La première grande conséquence est que la démocratie est menacée. Dans les nouveaux régimes parlementaires, la démocratie se révèle fragile. Les populations n'ont pas encore acquis la pratique du parlementarisme et, constituées en grande partie de paysans souvent illettrés, elles ne peuvent participer de façon efficace et consciente à la vie politique et sont le jouet de démagogues ou de notables locaux qui orientent leur vote. Pour les adeptes du bolchevisme, la véritable démocratie est une société sans classes et on ne peut l'établir qu'en renversant la démocratie libérale, simple caricature, où l'État, dominé par la bourgeoisie capitaliste, gouverne au seul profit de cette classe. Ce courant suscite une poussée révolutionnaire en Europe et l'espoir de déclencher une révolution sur le modèle de celle de la Russie. Dès le lendemain de la guerre, des régimes autoritaires s'installent en Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne). En Italie, puis en Allemagne, le régime parlementaire est tenu pour responsable de l'humiliation nationale et des difficultés d'après-guerre. Considéré comme inefficace, il doit céder la place à des régimes fascistes. Dans les pays de tradition démocratique, on aspire à restaurer intégralement la démocratie libérale après les entorses au libéralisme faites pendant le conflit (intervention de l'État dans l'économie et les rapports sociaux, mise en veilleuse du contrôle parlementaire...). En

France, on supporte mal l'autoritarisme de Clemenceau (*cf.* cours GÉS-9). En Grande-Bretagne, la volonté de retour aux procédés classiques de la vie parlementaire entraîne la chute du gouvernement de Lloyd George. Le Congrès des États-Unis rejette le traité de paix proposé par Wilson pour ne pas prolonger des responsabilités d'ordre mondial qui perturbent la vie politique américaine. On considère ces entorses à la démocratie comme une parenthèse qu'il est possible de refermer. En fait, c'est là une illusion, et la crise de 1929 va restaurer les pratiques du temps de guerre qu'on jugeait incompatibles avec la démocratie.

La deuxième grande conséquence c'est l'agitation sociale et révolutionnaire.

Après la joie à l'annonce de la fin du cauchemar, les populations sont toujours exaspérées par les difficultés quotidiennes : pénuries alimentaires et rationnements sont encore de règle dans toutes les villes d'Europe. Les destructions des voies ferrées, le manque de charbon, l'instabilité dans la majeure partie des pays vaincus accentuent ces problèmes, d'autant plus intolérables que les démobilisés ne trouvent pas immédiatement du travail. Ces difficultés conduisent à de véritables révoltes qui s'inspirent plus ou moins du modèle de révolution bolchevique. Au Royaume-Uni, l'agitation ouvrière est très forte dans les régions houillères et dans les centres d'armement, tels Glasgow et Sheffield. Les revendications sont la journée **de 8 heures, l'augmentation des salaires, la taxation des bénéfices de guerre et même** parfois les nationalisations. Les discours de l'époque traduisent une attitude de complète révolte contre un gouvernement qui n'inspire aux classes populaires que méfiance et haine parce qu'il incarne, à leurs yeux, la classe des profiteurs de guerre. Les grèves du printemps 1919 dans les chemins de fer, la police et les mines révèlent la combativité des *Trade Unions*. En France et en Italie, les partis socialistes et les syndicats élargissent considérablement leur influence ¹⁹¹. En avril et en mai 1919, des mouvements de grèves se généralisent à l'ensemble des secteurs industriels ; aux revendications sociales, s'ajoute le thème de l'hostilité à l'intervention armée dirigée contre la jeune révolution bolchevique qui symbolise aux yeux des militants les plus convaincus la patrie du prolétariat. Le Midi italien est le théâtre de troubles agraires d'allure révolutionnaire : les *braccianti*, travailleurs sans terres, occupent les grands domaines drapeau rouge en tête, et se les partagent. En Allemagne, dès l'automne 1918, de véritables insurrections révolutionnaires secouent les plus grandes villes : Berlin, Munich, Hambourg et les ports de la Baltique... Le pouvoir politique y est détenu par des « conseils de soldats et d'ouvriers », analogues aux soviets

¹⁹¹ On peut résumer ainsi l'évolution du syndicalisme français : lutte contre la guerre avant la guerre, la crise de l'été 1914, l'entrée dans l'Union sacrée, l'inflexion réformiste et Albert Thomas, les grèves et le renforcement de la CGT, la « grande leueur à l'Est », la poussée de 1919-1920. Une grande thèse : A. Kriegel, *Aux Origines du communisme français. 1914-1920*, thèse, Mouton, 1964, 2 vol., présentation dans *L'Information historique*, 1965, résumé avec même titre chez Flammarion-Université, puis réédité en 1978 Flammarion, coll. "Champs", sous le titre *Aux Origines du communisme français. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, 442 p. Un article (de seconde main) : Jean Charles, « Le syndicalisme français, la paix et la guerre, de 1909 à 1921 », dans H. Fréchet dir., *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946. Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Éditions du temps, 2003, 415 p., pp. 27-62.

russes. Les socialistes les plus extrémistes, *indépendants* et surtout *spartakistes*, dirigés par Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, apportent aussitôt leur appui. La lutte entre les spartakistes et le nouveau gouvernement républicain provisoire dégénère en janvier 1919 en une véritable guerre civile.

4°) Bilan économique et financier

Les pertes matérielles sont considérables. Les destructions affectent les pays qui ont servi de champ de bataille durant le conflit : France du nord et de l'est, Belgique, Italie du nord-est, Serbie, Roumanie, Russie d'Europe. Dans certaines régions, tout est en ruines : maisons, ponts, routes, usines, les sols mêmes sont devenus incultivables, il faut tout reconstruire. C'est le cas, par exemple, du Nord et du Nord-Est de la France. Dans son ouvrage intitulé *Le déclin de l'Europe*, le géographe Albert Demangeon parle de cette « zone de mort » longue de 500 km, large de 10 à 25 qui suit le front de la bataille et qui a été transformée en désert. « On évalue, écrit-il, l'ensemble des dommages matériels subis par les régions françaises à près de 120 milliards de francs ». Et il ajoute : « Partout où le cyclone a passé, il faut [...] recréer toute la vie économique ». L'urgence de la reconstruction qui fut un vaste champ d'expérimentation pour les architectes, et son ampleur nécessitent de créer des organismes spécialement destinés à cet effet. Des commissions parlementaires sont rassemblées avec pour mission d'étudier les questions intéressant les départements libérés de l'invasion ; celle du Sénat, née en 1918, exerce une intense activité législative jusqu'en 1934, où elle disparaît, une fois la tâche achevée. Il a fallu seize années pour reconstruire ce que quatre années ont détruit !

Le bilan économique de la guerre est désastreux : les estimations financières concernant les dommages de guerre sont sujettes à caution : comment en effet, estimer la « valeur marchande » d'un combattant ? Comment évaluer l'amoindrissement des forces productives dues au déficit des naissances ? Beaucoup plus tard, Alfred Sauvy a évalué les pertes économiques françaises immédiatement quantifiables à 55 milliards de francs-or, soit 15 mois de revenu national de 1913 ou 11 ans d'investissement annuel au niveau d'avant-guerre. Principal champ de bataille à l'Ouest, la France est, avec l'Italie, le pays le plus touché par cette guerre. Pendant quatre ans les régions agricoles et industrielles les plus riches ont été le théâtre d'opérations militaires ; 200 000 maisons détruites, 3 millions d'hectares cultivés hors d'usage, des centaines de kilomètres de routes, de voies ferrées, des ponts inutilisables. La Commission interalliée des Réparations a reconnu cet état de fait en attribuant à la France 52 % du montant des réparations payables par l'Allemagne. Dans le Nord, les houillères inondées à la suite de la destruction des stations de pompage par l'ennemi en retraite, ne produisent plus que 600 000 tonnes de charbon contre 16 millions en 1914 ; les usines textiles sont détruites à 95 %... L'appareil de production qui a fourni un effort considérable pendant la durée de la guerre est usé. L'effort de reconversion

nécessite des investissements colossaux et l'importation de matières premières que la France peut difficilement payer.

Pour régler les dépenses il a fallu émettre du papier-monnaie non convertible. Cette inflation de la masse monétaire accentue la montée des prix, déjà favorisée par un déséquilibre entre l'offre et la demande et par la production des armements plutôt que par celle des biens de consommation. Partout en Europe et aux États-Unis, les prix ont au moins doublé, parfois quintuplé.

Les plus importantes régions industrielles françaises ont été occupées par l'ennemi et leurs installations détruites. L'Angleterre et l'Allemagne ont conservé leur potentiel industriel intact, mais la première a contracté de lourdes dettes et perdu de nombreux marchés extérieurs en même temps qu'une partie de sa flotte marchande; or la puissance britannique était fondée sur la prospérité financière, la solidité de la livre sterling et un commerce maritime international qui faisait de l'Angleterre le premier marchand du monde; la seconde a épuisé ses réserves de matières premières (minerais, fibres textiles...) et de produits alimentaires. L'Allemagne, qui n'a pourtant pas souffert sur son sol, ne produit, en 1919, que la moitié du charbon et de l'acier d'avant-guerre. La très onéreuse reconstitution des stocks sera un des plus graves problèmes qu'auront à résoudre les puissances industrielles d'Europe occidentale au lendemain de la guerre.

L'agriculture a beaucoup souffert des opérations sur tous les fronts. L'agriculture n'a pas progressé. Les terres fertiles de la France du Nord et du Bassin parisien oriental, certaines provinces belges, la plus grande partie de la Pologne et de l'ancienne Serbie ont été dévastées, tandis que la guerre civile ruinait la campagne russe. Rien qu'en France, **3 millions d'hectares sont ravagés** : la « zone rouge », coupée de tranchées et de barbelés, truffée d'obus ne pourra pas toujours être récupérée, et des villages ne seront pas reconstruits (voir le polycopié). Hommes et chevaux mobilisés, engrais rares, les plus riches terroirs inutilisables, ainsi s'explique la diminution des rendements et des récoltes : en 1918, le blé français représente 69 % de la moyenne d'avant-guerre, les pommes de terre et le vin 45 %, les betteraves à sucre 19 % ; le cheptel est en recul de 2 500 000 bovins, 7 millions d'ovins, 3 millions de porcs, 1 million de chevaux... L'armée ayant priorité, il a fallu rationner la consommation civile : **le sucre d'abord, puis le pain et d'autres** denrées début 1918. Les Empires centraux, soumis au blocus allié, ont dû établir le rationnement beaucoup plus tôt, et ils ont souffert davantage : chaque Allemand avait droit en 1916 à 1,9 kg par semaine de mauvais pain et à 280 g de viande, montants encore abaissés par la suite. Au total, la production agricole en Allemagne a baissé de moitié au cours du conflit. En France, la récolte de blé tombe de 89 à 63 millions de quintaux, entre 1914 et 1919, celle de pommes de terre de 132 à 62 millions de quintaux. Le nombre de têtes de bétail passe de 14,7 millions à 13,3 millions pour les bovins, de 16,4 à 9,4 millions pour les moutons.

La chute de la production industrielle atteint presque 35 % au cours de la même période. L'Allemagne n'a connu que peu de destructions mais souffre de la perte de riches régions (Lorraine du Nord, Haute-Silésie) et de l'usure de son matériel. La production de charbon tombe entre 1913 et 1919 de 190 à 108 millions de tonnes. En Russie, l'effondrement de la production atteint 71 % du chiffre de 1913 pour le charbon, 66 % pour le pétrole 97 % pour la fonte. Au total, le potentiel industriel de l'Europe a été réduit de 40 %.

La situation financière de l'Europe en 1918 est très grave. On voit l'érosion de la richesse nationale des belligérants, l'importance de l'endettement intérieur et extérieur, l'augmentation du volume de papier-monnaie en circulation, l'importance de l'inflation, la baisse de la valeur des monnaies. Or, les charges financières pesant sur les budgets s'alourdissent encore après le conflit (paiement des pensions aux victimes de la guerre, mutilés, veuves, orphelins). Les États dévastés doivent emprunter pour reconstruire avant de pouvoir recommencer à produire. Ces bouleversements financiers aboutissent à un renversement des positions d'avant-guerre. L'Europe, jadis banquier du monde, est maintenant obligée d'emprunter à l'étranger. L'affaiblissement monétaire des belligérants européens est le signe le plus net du déclin de l'Europe. La libre convertibilité des monnaies avait été suspendue et la fin de la guerre n'amena pas son rétablissement car la situation continuait à se détériorer. À la fin de 1919, la livre a perdu près de 20 % de sa valeur-or par rapport à 1913, le franc 75 % et le mark 90 %. La hausse des prix est une conséquence dangereuse de cette inflation : par rapport à l'indice 100 pour l'année 1913, les prix atteignent en 1919 les indices 241 en Angleterre, 355 en France et 1 258 en Allemagne. Comme les salaires suivent cette hausse avec retard, comme les rentiers continuent à toucher des revenus fixes, le mécontentement social est grand. De plus, les intérêts économiques et les avoirs à l'étranger des trois anciennes grandes puissances d'Europe occidentale ont considérablement diminué : l'Angleterre a vendu, aux États-Unis surtout, pour plus de 5 milliards de dollars de placements à l'étranger ; la France et l'Allemagne ont **perdu chacune une somme équivalente, la première avec le refus de l'URSS de reconnaître** les emprunts russes souscrits en France, la seconde avec la confiscation de tous les intérêts économiques (banques, mines, voies ferrées) qu'elle possédait dans les anciens Empires austro-hongrois et ottoman.

En revanche, les belligérants non européens ont largement profité du conflit. Les principaux bénéficiaires en sont le Japon, dont les soieries et les cotonnades produites à bas prix ont pris pendant la guerre la place des articles français et anglais sur le marché extrême-oriental et en Asie du Sud-Est, le Canada, qui exporte vers l'Europe les produits de ses forêts et de sa métallurgie. et surtout les États-Unis. Ce pays a vu son revenu national et sa production d'acier doubler en cinq ans. Il a prêté plus de 10 milliards de dollars au reste du monde, détient la moitié du stock d'or mondial et domine économiquement le continent américain. Devenus les créanciers de l'Europe, alors qu'ils en étaient les débiteurs en 1914,

les États-Unis sont maintenant et de loin la première puissance économique et financière du monde. Les *dominions* britanniques, sortis de leur isolement, sont maintenant des États à part entière, membres de la SDN. La Grande-Bretagne crée en 1925 parallèlement au *Colonial Office* le *dominions Office*, marquant sa volonté de distinguer les *dominions*, avec lesquels on négocie, des colonies, **que l'on gouverne. Leur économie s'est diversifiée**, notamment celle du Canada qui double sa production de blé, de pâte à papier, d'aluminium, et où les capitaux américains prennent le relais de la métropole.

L'Amérique latine se développe également : elle accroît ses ventes de blé, de viande, de laine (Argentine), de café (Brésil), de sucre (Cuba), de cuivre (Chili), de pétrole (Mexique, Venezuela). Mais seuls le Brésil et l'Argentine s'industrialisent timidement. Le continent troque sa dépendance envers l'Europe pour une autre envers les États-Unis, à la fois grands acheteurs, fournisseurs et investisseurs : état de choses appelé à se renforcer tout au long du siècle.

L'Europe s'affaiblit elle-même et sa cohésion économique disparaît. La France et la Grande-Bretagne ont perdu une importante partie de leur flotte marchande (30 % et 20 % du tonnage, respectivement) et partout le matériel, utilisé jusqu'à l'extrême limite de l'usure, est à renouveler. Pendant la guerre, l'Europe occidentale a cessé son commerce avec l'Europe centrale et la Russie et a déplacé ses sources d'approvisionnement vers l'Amérique. Ces nouveaux courants commerciaux subsistent d'autant plus facilement que la nouvelle carte de l'Europe centrale et balkanique multiplie les frontières politiques là où s'étendait un vaste Empire. Les jeunes États de cette région dressent des barrières douanières pour protéger les industries naissantes qu'ils essaient d'installer dans un réflexe normal **d'indépendance et de fierté. Comme l'URSS reste longtemps au ban de l'Europe, le** commerce intra-européen représente une part infime du commerce international.

Ce que les grandes puissances européennes ont perdu, des puissances extra-européennes l'ont gagné. Certains pays jeunes, à économie encore coloniale en 1914, comme le Canada, le Brésil, l'Argentine, l'Australie et l'Afrique du Sud, coupés de leur métropole politique ou simplement économique, ont dû commencer à s'industrialiser. Le Japon a profité d'une guerre faite avec le seul souci de ses propres intérêts pour conquérir les marchés de l'Asie où ses produits manufacturés, soieries et cotonnades en particulier, ont pris la place des produits anglais et français. En cinq ans, la valeur de la production industrielle japonaise a quintuplé. Ce sont les États-Unis qui sont les plus gros bénéficiaires du renversement géographique des forces économiques mondiales. Leur rôle leur a permis de doubler leur production d'acier et de quadrupler le tonnage de leur flotte marchande : **celle-ci égale presque l'anglaise. Ils ont noué des relations commerciales solides avec** l'Amérique latine et le Commonwealth : au Canada par exemple, les parts du capital américain et du capital anglais qui étaient respectivement de 24 % et de 71 % en 1914 sont passées à 39 % et 57 % en 1919. Au début de 1919, les États-Unis ont prêté plus de 10

milliards de dollars au reste du monde, tout en détenant dans les coffres de leurs banques presque la moitié du stock mondial d'or. Si, au milieu du XIXe siècle, la moitié de la production industrielle du monde s'était trouvée concentrée en Angleterre, la prépondérance capitaliste et industrielle du monde, après la guerre de 1914, passe aux États-Unis.

La guerre a détruit une part importante du commerce intra-européen, en orientant vers le nouveau monde (États-Unis, Canada, Argentine) les achats de produits agricoles (céréales, viande), autrefois tournés vers l'Europe orientale et danubienne. En même temps, les pays fournisseurs de produits manufacturés (Allemagne, Grande-Bretagne, France) perdaient une bonne partie de leurs débouchés extra-européens au profit des États-Unis et du Japon dont l'action s'exerce en Extrême-Orient, en particulier pour les textiles. D'autre part, des pays autrefois importateurs de produits fabriqués européens ont profité de la rupture des relations commerciales avec l'Europe pour s'engager dans la voie de l'industrialisation : c'est le cas de l'Inde où ont été créés des filatures, des tissages et des entreprises métallurgiques (Tata), dont les productions entrent en concurrence, au lendemain du conflit, avec celles du Royaume-Uni. Les échanges ont été totalement perturbés. En volume d'abord, les exportations des pays européens étant incapables d'équilibrer leurs importations : en France, le taux de couverture tombe de 82 % en 1913, à 36 % dès 1915, et à 21 % en 1918 ; le déficit commercial y devient démesuré, passant de 1 500 millions de F, en 1913, à 21 milliards en 1917... L'Allemagne a perdu la quasi-totalité de ses navires marchands, et les Alliés une partie importante des leurs : 13 millions de tonnes ont été envoyés par le fond, le quart de la flotte mondiale.

La guerre et les traités ont modifié profondément les circuits économiques. Le minerai de fer lorrain se retrouve, en 1919, coupé du coke de la Ruhr, les industries de Vienne sont séparées du charbon de Moravie, la Transylvanie, ôtée à la Hongrie, doit se réorienter vers la Roumanie... En Asie le Japon, en Amérique latine les États-Unis ont **supplanté les Européens occupés à s'entre-déchirer**. Au lendemain de la guerre l'Europe ne réussit pas à retrouver son hégémonie économique.

Les difficultés monétaires continuent. Une à une, les principales monnaies européennes sont sujettes à de brusques effondrements, parfois suivis, il est vrai, de spectaculaires redressements. En 1920, la livre sterling ne vaut plus que 3,20 dollars ; mais une énergique politique financière et la fin de la crise la font remonter à 4,70 dollars en 1923. À partir de 1922, la chute du mark devient vertigineuse et un mark-or, qui avait pour équivalent 45,69 marks-papier en janvier 1922, équivaut en décembre 1923 à 1 000 milliards de marks-papier ! Le franc, lui aussi, s'effondre : en 1926, il n'est sauvé qu'au prix d'une dévaluation qui consacre une diminution de valeur des quatre cinquièmes par rapport au franc de 1914. À peine le franc est-il stabilisé que la livre connaît une nouvelle crise.

Ce climat d'instabilité monétaire dérouta les hommes politiques et l'opinion publique, habitués à la stabilité du XIXe siècle ; il entraîna un profond mécontentement contre le

régime établi, la recherche de solutions miraculeuses et la confiance aveugle dans des hommes exceptionnels, qui apparaissent comme les seuls capables de résoudre ces problèmes nouveaux.

L'Europe perd sa prépondérance économique au profit des États-Unis et du Japon. Avant la guerre, l'Europe ne pouvait déjà se passer d'importer des produits alimentaires. **Cette dépendance envers les autres pays s'est accrue** pendant le conflit du fait de la baisse des rendements agricoles. Tout le continent américain mobilise son agriculture pour contribuer à l'alimentation en grains de l'Europe. Les colonies en font autant pour leur métropole. L'élevage a souffert lui aussi. Le nombre de têtes de bétail ayant baissé, les importations de viande d'Argentine, du Brésil, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande s'accroissent. Certains pays, comme Cuba et le Brésil, intensifient leur production de sucre pour vendre à l'Europe.

Par ailleurs, l'Europe en guerre a dû acheter ce qui lui manquait pour combattre : houille, acier, pétrole, armes... En 1916, les États-Unis lui livrent chaque mois pour 300 millions de francs d'armes et de munitions. Elle qui, avant la guerre, vendait au monde les produits de son industrie a dû recourir à de coûteuses importations. La dépendance des pays européens en guerre, tant pour les denrées alimentaires que pour les produits industriels de base, a été de 58 % pour l'Allemagne, 60 % pour la France et 81 % pour la Grande-Bretagne. Une des sources de richesse de l'Europe provenait de sa suprématie dans le domaine des transports internationaux. Or, ni la France ni même la Grande-Bretagne n'ont été capables pendant la guerre d'assurer leurs propres transports. Les nations extra-européennes qui les ont aidées deviennent après le conflit de redoutables concurrentes. De plus, absorbés par la guerre, les États européens ont perdu des marchés dans le monde entier. Les besoins considérables de l'Europe en guerre et son effacement du marché mondial ont bénéficié aux États extra-européens, tout particulièrement aux États-Unis et au Japon. Allié de l'Entente, le Japon voit sa production stimulée par les demandes européennes, surtout d'armement. C'est pour lui l'occasion de diversifier sa production industrielle. Jadis client de l'Europe, il est devenu son concurrent et lui prend des marchés. Il conduit, grâce au développement de sa flotte, une expansion commerciale et politique dans le Pacifique, le Sud-Est asiatique, la Chine, au détriment des Européens. Ses exportations passent ainsi entre 1913 et 1918 de 700 millions de yens à plus de 2 milliards. Sa balance commerciale présente alors un solde excédentaire et, grâce à l'augmentation de ses réserves d'or, il devient un pays prêteur qui place des capitaux, notamment en France et en Grande-Bretagne.

Les États-Unis apparaissent comme les plus grands bénéficiaires de la guerre. Leur industrie a été stimulée dans toutes ses branches, mais particulièrement dans celles qui exigeaient une main-d'œuvre très qualifiée. **Désormais, fort peu de domaines industriels** échappent à la concurrence américaine. Les hommes d'affaires américains mettent au point

un programme de conquête des marchés extérieurs associant industrie, commerce et banque. Les États-Unis ont accru leur flotte commerciale pour effectuer les transports que la flotte britannique n'assure plus. Élevée en deux ans au second rang mondial, cette flotte devient un outil d'expansion commerciale, notamment vers l'Amérique du sud, auparavant marché réservé des Européens. Les États-Unis concurrencent la Grande-Bretagne dans son rôle d'entrepôt du monde et de plaque tournante du commerce de redistribution d'un grand nombre de produits : laine d'Australie, caoutchouc des Indes orientales, sucre, café, cacao, cuivre, nitrate, jute... New York, supplantant Londres, devient la première place financière du monde. Le dollar concurrence la livre sterling comme monnaie des transactions internationales.

Mais la guerre n'a pas profondément affaibli un pays comme la Grande-Bretagne. Les pertes humaines y ont été de 770 000 morts (9 % des hommes entre 20 et 45 ans), auxquels il faut ajouter les 150 000 morts de la « grippe espagnole » (1918-1919), **venue en fait d'Asie et touchant durement une population affaiblie par les restrictions**¹⁹², et les **200 000 morts dans les troupes de l'Empire. Comme 6 millions d'hommes ont été mobilisés, les pertes sont relativement modérées (deux fois plus faibles qu'en France)**. Certes il y a baisse des naissances, mais **la Première Guerre mondiale a arrêté l'émigration**, de sorte que le solde démographique est positif (1 000 000 contre 770 000) ! Mais la Grande-Bretagne compte 1 500 000 blessés, les pertes chez les officiers subalternes ont été **trois fois plus fortes qu'au sein de la troupe. Comme il s'agissait de cadres issus des classes moyennes, cela signifie des pertes de dynamisme des affaires (politiques et économiques) pendant l'entre-deux-guerres**. Il ne semble pas que le moral du pays ait été atteint par la guerre (au contraire : **n'y a-t-il pas une confiance excessive** après la guerre ?)

En ce qui concerne les pertes matérielles, **il s'agit surtout de la destruction de près de 2 500 navires marchands**, soit 7,7 millions de tonneaux (Seconde Guerre mondiale : 8 millions !). Mais les constructions navales ont été très intenses pendant la guerre et juste après : **les pertes seront comblées quelques mois après l'armistice. La Première Guerre mondiale a interrompu ou ralenti beaucoup d'activités normales** ; il faut noter l'**usure du matériel** (cf. les chemins de fer) ; il y a eu arrêt de la construction de logements, engendrant pénurie après la guerre. Mais de gros investissements de guerre ont été faits et une **bonne partie du matériel peut être reconverti. L'examen des pertes financières ne déroge pas à la règle britannique**. Bien sûr, il y a eu **diminution des investissements à l'étranger et liquidation d'avoirs à l'étranger** : les pertes nettes représentent 300 millions £, montant auquel il faut

¹⁹² En Asie, elle fit une vingtaine de millions de morts... Les populations y étaient encore bien plus faibles physiquement qu'en Europe, pour un ensemble de raisons où le premier conflit mondial n'occupait qu'une place très secondaire. Ce qui est intéressant justement, c'est qu'en 1918 une partie de la population de l'Europe industrielle se révéla aussi fragile que celles des pays les plus pauvres du monde, face à une pandémie certes d'une gravité exceptionnelle, mais qui en d'autres circonstances n'aurait fait "que" quelques centaines de victimes, personnes âgées, nourrissons et immunodéprimés.

ajouter le défaut de débiteurs (emprunts russes et Amérique latine). Toutefois observons les emprunts de guerre : la Grande-Bretagne a emprunté 1 430 000 £ (dont 850 000 aux États-Unis), mais elle a prêté 1 825 000 £. Elle a donc une position créditrice. **Comme dans l'entre-deux-guerres elle va rembourser un peu plus qu'elle ne va recevoir, elle aurait mieux fait de proclamer l'annulation des dettes en 1918 !** Là où le bât blesse, ce sont les énormes emprunts intérieurs : la guerre a coûté au total 12 milliards £. 28 % seulement ont été couvertes par les impôts ⇒ la dette publique a été multipliée par 14 ! Son service représente près de 50 % **des dépenses dans les années 20**. **L'État est donc contraint à de strictes économies**, notamment dans le domaine militaire.

5°) Bilan démographique

a) Un phénomène européen

Les pertes directement dues à la guerre montrent une saignée démographique. D'abord en ce qui concerne les pertes militaires. La guerre a coûté à l'Europe plus de 8 millions de morts et 6 millions d'invalides. On compte plus de 4 millions de veuves et 8 millions d'orphelins. La France déplore 1 390 000 tués ou disparus (1 mort pour 28 habitants), 3 millions de blessés dont 1 million d'invalides. L'Allemagne a eu 1,8 millions de morts (1 mort pour 35 habitants), la Russie 1,7 (5 environ si l'on tient compte des pertes dues à la guerre civile), l'ancien Empire habsbourgeois 1,4. Seules la Serbie, la Turquie, la Roumanie et la Bulgarie enregistrent des taux de pertes plus importants que ceux de la France : la France perd 3,4 % de sa population totale ¹⁹³. Cette énorme saignée affaiblit terriblement le potentiel de main-d'œuvre de ces pays, **car ces pertes ont surtout affecté la population active**. Les États-Unis n'ont eu que 115 000 tués (1 mort pour 2 000 habitants, mais le chiffre est très élevé si l'on songe que ce pays n'est entré en guerre qu'en avril 1917 **et n'a engagé sur le front qu'un million d'hommes environ**). **Outre les morts, parmi ceux qui restent, il y a ceux qui sont à jamais atteints ou diminués** : les gazés — dont beaucoup mourront après l'armistice —, les « gueules cassées » (importants problèmes psychologiques, de surcroît) ¹⁹⁴, les mutilés, les invalides qui resteront à la charge de la collectivité... Cette guerre, carnage monstrueux aux conséquences durables, est bien la première « grande » guerre de l'histoire. Jamais un conflit n'avait présenté un aussi lourd bilan. Il faudra une deuxième guerre mondiale pour le dépasser. Les pertes militaires affectent à 95 % les peuples du Vieux Continent. C'est là un des aspects du déclin commençant de l'Europe (voir plus haut). Les 5 % restants concernent les contingents des

¹⁹³ Contrairement à une légende, les troupes coloniales ne subirent pas, en proportion, des pertes plus élevées que les troupes métropolitaines.

¹⁹⁴ Cf. S. Delaporte, *Gueules cassées de la Grande Guerre*, Agnès Viénot, 2004, 262 p.

dominions (Canadiens, ANZAC ¹⁹⁵) et des Indes, les troupes coloniales françaises (Sénégalais, Nord-Africains), et enfin les Américains.

Quels sont les principaux contrastes ? Cette perte de substance vitale était d'autant plus grave qu'elle frappait essentiellement la population active masculine : les morts représentent 5 % de celle-ci pour le Royaume-Uni, **6 % pour l'Italie, 10 %** pour l'Allemagne 10,5 % pour la France, déjà en perte de vitesse démographique avant le conflit ; les classes 1912-1915 ont vu disparaître le tiers de leur effectif. Ce sont les jeunes et les éléments sains qui sont les plus touchés : l'avenir de la nation risque d'en être obéré. Les morts sont proportionnellement plus nombreux chez les officiers que parmi la troupe. À côté des gros bataillons de paysans « tombés au champ d'honneur », les élites intellectuelles telles que les normaliens, les polytechniciens ont également versé un très lourd tribut : Charles Péguy (cf. biographie dans le dossier biographique), Alain-Fournier ¹⁹⁶, Ernest Psichari, Guillaume Apollinaire... sont morts. On a calculé qu'en France les jeunes promotions des grandes écoles (depuis 1905) avaient perdu un ancien élève sur cinq, soit le double de la moyenne générale. Dans *Mesure de la France* (1924), l'écrivain Drieu La Rochelle enregistre avec pessimisme le déclin de la position française consécutif à cette terrible saignée. Les Anglais méditent sur la *Lost Generation* tandis que Jean Guéhenno (*Journal d'un homme de 40 ans*) vérifiera plus tard (1934) que le massacre des jeunes a permis le maintien aux commandes de la génération des anciens, « vieillards durs et bornés à qui l'artériosclérose tenait lieu d'esprit de suite ». Ce résultat désastreux tient à la stratégie d'usure des chefs militaires et à la densité des appuis de l'artillerie, véritable « reine des batailles ». Les régions militaires de Rennes ou de Limoges perdent plus de 19 % de leurs mobilisés, alors que celles de Paris ou de Marseille ont entre 10,5 % et 11,9 % de pertes. Cette différence tient au faible nombre « d'affectés spéciaux » dans les zones rurales (ouvriers mobilisés retirés du front et placés au travail en usine).

~~À ces chiffres, il convient d'ajouter les décès de civils.~~ Même si les combats n'ont concerné que le front, même si dans le Paris de Marcel Proust du *Temps retrouvé* ¹⁹⁷ la guerre se réduit à un thème décoratif, l'arrière a subi les rationnements alimentaires et les privations. L'affaiblissement des populations favorise les agressions microbiennes et virales : ainsi en 1918-1919 une épidémie de grippe dite espagnole provoque la disparition de plus d'un million de personnes en Europe mais frappe le monde entier, même bien loin des zones

¹⁹⁵ Troupes d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

¹⁹⁶ Le corps de l'auteur du *Grand Meaulnes*, de son vrai nom Henri Fournier, tombé au combat le 22 septembre 1914 dans la région de Verdun, a été retrouvé dans les années 1990.

¹⁹⁷ Cf. Annick Cochet, "L'amour de la patrie dans *Le Temps retrouvé* de Marcel Proust", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, pp. 35-48. L'auteure évoque un « patriotisme de convention », Mme Verdurin est contrariée par la guerre qui raréfie les fidèles de son salon, etc. : chez Proust l'événement guerre (comme l'Affaire) n'apparaissent qu'à travers leur mise en perspective dans les diverses réactions des personnages. En 1919 le prix Goncourt fut décerné à Proust.

de guerre, avec 25 millions de morts, d'après certaines estimations, soit davantage que les victimes directes de la guerre. Ces décès sont dus aux opérations militaires, à la disette, aux épidémies, etc. On évalue les pertes de ce type à plus de 570 000 pour la France, à près de 740 000 pour l'Allemagne. De plus la mortalité infantile augmente fortement entre 1914 et 1918. Les populations civiles ont donc également payé leur tribut, quoique moins lourdement que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Il faut tenir compte enfin des conséquences à long terme de ces hécatombes.

La guerre a également entraîné un déficit de naissances, les hommes en âge de procréer étant au front. C'est aussi parmi eux que l'on trouve l'essentiel des morts de la guerre et leur disparition s'accompagne pendant des années de dizaines de milliers de naissances en moins. Aux années de guerre correspond un profond déficit de la natalité (1,5 million environ pour la France, 3 millions pour l'Allemagne). Ces classes creuses (elles dessinent de larges entailles dans les pyramides d'âges) atteindront l'âge adulte entre 1934 et 1939, au moment où s'assombrit à nouveau l'horizon international. On comprend qu'un pays comme la France, dont la population souffrait depuis plusieurs décennies d'une inquiétante stagnation de ses effectifs, ait été particulièrement sensible à ce problème. À quoi s'ajoutent pour elle et pour l'Angleterre ceux qui tiennent à l'aggravation du vieillissement démographique : alourdissement des charges pesant sur la population active et renforcement des comportements de prudence et de pessimisme qui caractérisent nombre de personnes âgées. On dénombre, en 1921, 39 210 000 Français contre 39 605 000 en 1911, et ce malgré le retour des trois départements de l'Est. Les effets de ce déficit seront durables.

b) Quelques pages de chiffres, grâce à Frédéric Monier. Les années 20. Livre de Poche, 1999, 220 p., pp. 12 & suiv. (polycopiées.)¹⁹⁸

c) L'épreuve de la Grande Guerre renforce les clivages.

- après 1918, la natalité sera au cœur du débat politique national
 - Dès le débat sur la ratification du traité de Versailles (oct. 1919), Clemenceau utilise l'argument nataliste : « Le traité ne porte pas que la France s'engage à avoir beaucoup d'enfants, mais c'est la première chose qu'il aurait fallu y inscrire. [Applaudissements] [...] Je vous supplie, par un acte d'union, de vous mettre tous d'accord pour rechercher les moyens

¹⁹⁸ Un exemple régional particulièrement frappant : en Corse, 4,2 % de la population fut tuée ou disparut, soit seize mille personnes, contre 3,5 % en moyenne nationale ; la grippe espagnole fit six mille victimes ; il y avait dix mille invalides, le tout pour une population de deux cent quatre vingt dix mille habitants en 1911 (c'est le chiffre officiel, sans doute surestimé de 10 % environ). C'était que l'île était rurale et que l'on s'y engageait volontiers sous les drapeaux. La guerre accentua l'émigration sur le continent, et sonna le glas de l'économie agropastorale traditionnelle ; cette désertification contribua également à nourrir le sentiment particulariste, fondé sur le constat apparent que les efforts de la République pour l'Île de Beauté étaient inversement proportionnels au sacrifice patriotique des Corses. Dans les années 1920 et 1930, ce sentiment déboucha sur une nette italophilie, voire un "rattachisme" plus ou moins affiché — dans des milieux bien plus étroits cependant que les milieux nationalistes d'aujourd'hui.

de légitime secours qui sont nécessaires pour amener le peuple français à accepter la charge des familles nombreuses. [Applaudissements sur un grand nombre de bancs] » Les enfants sont en effet des « graines de poilus », comme ont titré beaucoup de cartes postales ¹⁹⁹.

- loi 1er août 1920 réprimant la "provocation" à l'avortement et la propag. anticoncept. Mais **l'élan patriotique et nataliste va retomber pour une bonne 15ne d'années !**

Certes est votée, en 1920, une loi « favorisant » la natalité. Mais, en même temps, **l'atmosphère de libération des mœurs et l'absence de mesures sociales agissaient en sens opposé** ; en 1932, seulement, seront généralisées les allocations familiales ; le Code de la Famille ne date que de 1939. Partout la proportion des femmes dans la population augmente : en France, 1 100 pour 1 000 hommes (1921), contre 1 035 (1911). Situation qui crée des problèmes de société, avec l'accroissement du nombre des veuves et des femmes célibataires ²⁰⁰. L'hécatombe de jeunes accroît la proportion des sexagénaires et alourdit le poids des inactifs : en France les plus de 60 ans représentent 13,6 % de la population de 1918. Ce vieillissement renforce les comportements collectifs de prudence et inhibe les initiatives. La pyramide des âges de la France en 1931 montre les effets de la mortalité de guerre chez les hommes âgés alors de 30 à 55 ans ; on y lit aussi le déficit des naissances dans la tranche des 11-16 ans. La base rétrécie de la pyramide correspond à la faiblesse du taux de natalité. Un cas particulier : la guerre et la révolution ont décomposé l'ancienne société russe. Un million d'émigrés trouveront en Occident des emplois de chauffeurs de taxi ou de valets de chambre...

La fin de la guerre entraîna d'autre part d'importants mouvements de migration. Par suite des rectifications de frontières liées aux traités de paix, des déplacements de population ont lieu, entraînant des problèmes d'adaptation. Par exemple, près d'un million d'Allemands venus de Pologne, des Pays baltes, d'Alsace-Lorraine ont dû se réfugier sur le territoire réduit de l'Allemagne. La Hongrie a de la même façon accueilli 400 000 personnes,

¹⁹⁹ Cf. M.-P. Prévost-Bault, « Le service des enfants, les *graines de poilus* », dans É. Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p., pp. 134-150.

²⁰⁰ Ce qui crée tout un « vivier » pour des détraqués comme Landru, qui « surfe » aussi sur la banalisation de la mort, la désorganisation de la vie civile, etc. Après un coup d'essai réalisé en 1914, Henri Désiré Landru (né à Paris 1869, très bon élève des Frères puis sous-diacre à Saint-Louis-en-l'Île, jamais d'occupations professionnelles fixes, marié (à la mairie du Ve !), quatre enfants, plusieurs condamnations pour vol et escroquerie) recrute cinq victimes par le biais des petites annonces durant l'été 1915, se donnant ainsi pour deux ans de « travail » : il les attire dans plusieurs lieux puis un pavillon de Gambais (Yvelines, en bordure de la forêt de Rambouillet, le pavillon est isolé des habitations mais en bordure du cimetière !), les tue et les brûle dans le calorifère. En 1917, son vivier de « fiancées » (d'âges variés) arrive à épuisement. En mars 1917, de nouvelles prospections (Landru est très méthodique et accumule des milliers de fiches, peu méthodiques d'ailleurs) font tomber trois nouvelles victimes dans ses griffes. En 1919 Landru, prisonnier de son système, est condamné à tuer pour vivre. La paix est revenue, les familles recherchent les leurs, la police est moins débordée (Landru a accumulé 90 pseudonymes !), Landru est confondu et arrêté, très longue instruction, procès en novembre 1921 à Versailles, au cours duquel Landru fait un étourdissant numéro d'acteur ; il est guillotiné en février 1921. Grand rôle de la presse depuis 1919 (avec beaucoup de jeux de mots faciles, de soupçons d'espionnage, d'allusions anticléricales), fascination de l'opinion. Biblio. : P. Darmon, *Landru*, Plon, 1994, 295 p.

la Bulgarie 200 000. Le conflit gréco-turc provoquera l'exode de plus d'un million de Grecs d'Asie mineure. Outre les problèmes d'adaptation et de rééquilibrage que posent aux pays intéressés de tels transferts de populations, ces masses de déracinés constitueront chez les vaincus un point d'appui solide pour la propagande « révisionniste » (voir plus loin). Les étrangers voient également leur nombre s'accroître en France, en raison des besoins de main-d'œuvre : Espagnols, Grecs, Nord-Africains, Annamites et même Chinois recrutés pendant la guerre ²⁰¹ ; Italiens, Belges, Polonais venus, après 1919, travailler dans les mines du Nord ou de l'Est, ou exploiter des terres du Bassin parisien et d'Aquitaine... Bien qu'une loi de 1927 facilite leur naturalisation, on recensera, en France, 7 % d'étrangers en 1931 (contre 2,8 % en 1911). Des déplacements internes, enfin, ont fait affluer la main-d'œuvre dans les villes industrielles : Lyon, Saint-Étienne et Grenoble, Marseille et Toulouse, Bordeaux et Rouen mettent en place les éléments d'une nouvelle géographie urbaine de la France.

L'appauvrissement de l'Europe est accentué par un phénomène nouveau : la fermeture de certains pays à l'immigration européenne. Les lois américaines qui restreignent l'immigration ne frappent plus seulement les hommes de couleur mais les ressortissants de tous les pays sans restriction. La moyenne annuelle des immigrants européens se fixant aux États-Unis, qui était de 810 000 dans la décade 1901-1910, tombe à 150 000 après 1924. Comme le Canada et l'Australie suivent l'exemple des États-Unis, l'Europe se trouve privée du traditionnel exutoire à la misère de certains de ses enfants, cela au moment où les circonstances multiplient déracinés et apatrides : Russes blancs, Arméniens, anciens sujets de la Double Monarchie qui se voient refuser une nationalité de la part des nouveaux États d'Europe centrale. Un chômage permanent s'installe donc dans les pays qui conservent un taux d'accroissement démographique élevé, comme l'Allemagne et l'Angleterre où, même en dehors des périodes de crise, 10 % de la main-d'œuvre environ est sans travail. Par contre, aux États-Unis, la main-d'œuvre se raréfiant, les salaires augmentent ainsi que la mécanisation, ce qui a pour conséquence d'accroître le déséquilibre des productivités et des niveaux de vie entre les États-Unis d'une part et l'Europe de l'autre.

6°) Une société bouleversée

Que la guerre ait bouleversé la vie de dizaines de millions d'êtres, est une évidence presque indicible. Tant d'inquiétudes, de meurtrissures, de deuils, de traumatismes psychologiques ²⁰², de souffrances, de peurs pas toujours dominées ou transmutes en courage, de mutilations, de lassitude aussi.

²⁰¹ Des Chinois ont travaillé dans des villes et des usines aussi variées que Verdun, Montargis, La Machine (Nièvre), etc.

²⁰² Voir par ex. S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p. ; S.Audouin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918*, Noesis, 2001, 264 p.

a) L'apport de Bruno Cabanes ²⁰³ sur la « sortie de guerre », cf. la fiche de lecture de Bénédicte Chachuat

Bruno Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2004, 556 p., dans « cadrage » par le jury (fiche de lecture par Bénédicte Chachuat)

Introduction :

- L'auteur donne tout d'abord quelques précisions chronologiques : les bornes traditionnelles imposées à la Première Guerre mondiale ne suffisent pas à rendre compte de la complexité du phénomène, ce qui est valable à la fois pour l'entrée en guerre, mais surtout pour la sortie de guerre :

- Les opérations militaires ne s'achèvent pas le 11 novembre avec la signature de l'armistice, les hommes de l'armée d'Orient continuent à combattre jusqu'au printemps 1919.
 - Sur le front occidental, ce n'est qu'à la signature du traité de Versailles que les belligérants sortent officiellement du conflit. Jusqu'au 28 juin 1919, Les hommes déjà démobilisés pouvaient à tout moment être rappelés sous les drapeaux en cas de reprise des hostilités.
- 11 novembre : coupure très relative entre le conflit et l'après-guerre.

- La démobilisation commence dès la mi-novembre 1918, s'interrompt en avril 1919, reprend après la signature du Traité de Versailles, et ne se termine qu'en mars 1921. Selon Antoine Prost, il s'agit d'un « prodigieux mouvement d'hommes ». Deuxième aspect dans la démobilisation, la démobilisation culturelle, qui se traduit notamment par la déprise de la violence, la poussée de l'idéal pacifiste, une réhabilitation de l'ennemi. Démobilisation des esprits tardive pour la France
- Les sources : essentiellement le contrôle postal aux armées, les carnets de souvenirs

Chapitre 1 : Finir la guerre, été-hiver 1918

I. La victoire attendue et espérée

C'est à partir de la mi-juillet que les soldats français commencent à espérer une victoire de leur camp, voire une fin prochaine de la guerre. Cet espoir de la victoire se fonde sur la perception de grandes évolutions :

- la montée en puissance des Américains : L'admiration que les soldats ressentent pour les Américains est un thème constant de leurs lettres, c'est à la fois l'admiration de leur ardeur guerrière, de leur camaraderie, mais aussi de leur puissance militaire grâce à leurs machines de guerre. La présence de l'armée américaine stimule le moral des troupes françaises.
- l'accroissement du nombre des prisonniers allemands et leur découragement : les prisonniers allemands sont pris par milliers, pour beaucoup de soldats français c'est l'occasion d'être confronté pour la première fois à leur ennemi.

²⁰³ B.Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2004, 556 p., dans « cadrage » par le jury.

- le retour à la guerre de mouvement avec l'attaque franco-anglaise en Picardie le 8 août.

Cependant, ce retour de l'espoir est teinté d'un sentiment profond de lassitude physique. Les hommes se plaignent du manque de ravitaillement, ont le sentiment d'avoir été oublié. La lassitude est particulièrement forte à la mi-septembre du fait de conditions climatiques difficiles. Aux conditions de vie difficiles s'ajoutent des accès de découragement suscités par la résistance inattendue des armées ennemies. Se développe dans les rangs une image du soldat allemand décidé à se battre jusqu'à la fin. A ces causes de désespoir directement liées aux combats et à la lassitude de la guerre en elle-même, s'ajoutent les craintes des soldats pour leur famille, craintes dues aux ravages que fait la grippe espagnole.

A l'approche de l'armistice, la mentalité des soldats change, ils vivent dans la peur d'être tués dans les heures précédant l'armistice, d'autant plus que les marches et les opérations s'accroissent afin de faire plier les Allemands. Les soldats ont l'impression d'être des rescapés qui ont le devoir de vivre jusqu'au bout.

II. Le 11 novembre et les soldats français

1. Apprendre l'armistice

Les différentes sources permettant de connaître l'opinion des soldats au cours du conflit révèlent la difficulté qu'ils ont eu à expliquer le 11 novembre : le jour de l'armistice et les jours suivants, les soldats écrivent moins, ils se contentent de quelques impressions vagues et reconnaissent eux-mêmes leur impuissance à faire partager à leur correspondant ce qu'ils ressentent. De plus, le cheminement de la nouvelle n'est pas uniforme en fonction des troupes ou de la méfiance des soldats qui préfèrent attendre la confirmation officielle de l'armistice. Les moins bien informés sont les groupes d'hommes à la poursuite de l'ennemi car ils manquent de contacts avec leur état-major. Pour les unités qui se trouvent en ligne de front, ce sont les ravitailleurs, les téléphonistes ou les agents de liaison qui les informent de la fin des combats. La banalité du moment de l'armistice en comparaison des attentes qu'il avait suscité permet peut-être de comprendre les difficultés qu'ont les soldats à exprimer ce qu'ils ressentent. Pour ceux qui relatent ce moment dans leurs lettres, c'est l'émotion qui domine. Cependant, la plupart des récits sont rétrospectifs et semblent chercher à satisfaire l'attente du lecteur, le soldat veut être à la hauteur de l'évènement.

« L'heure sacrée », le 11 novembre à 11 heures, est d'abord associée par les soldats à des sons qui officialisent la nouvelle qui ne pouvait être encore que le bruit de rumeurs, lui donnent une authenticité. Ces sons ce sont d'abord les cloches ; les soldats notent d'ailleurs que le son de ces cloches est différent de celui qui avait annoncé la mobilisation au mois d'août quatre ans auparavant. Au-delà de l'annonce même de la fin des combats, la sonnerie des cloches est symbolique, en effet, certaines n'avaient pas carillonné depuis le début de la guerre, soit du fait d'interdictions émanant des allemands, soit de la désertion des habitants ou de l'abandon des paroisses. Certains villages retrouvent donc leur « voix » le 11 novembre. L'armistice se manifeste d'autre part par le silence qui se fait sur le champ de bataille, l'artillerie s'arrête, c'est la fin d'une des menaces qui pesaient constamment sur les combattants. Ce silence est d'autant plus attendu que dans certains cas les combats ont continué jusqu'à la dernière minute.

2. La stupeur des soldats

Le sentiment dominant à l'annonce de l'armistice semble être l'étonnement. Le mot qui revient le plus souvent sous la plume des soldats est celui de stupeur. S'il était attendu et anticipé par certains régiments, d'autres groupes de soldats en pleine actions sont totalement surpris par son annonce. La stupeur fait ensuite place à une joie retenue, à un « sentiment de contentement

muet », le calme règne dans l'armée. Paradoxalement, le 11 novembre qui reste dans la mémoire nationale comme un moment de communion entre les Français représente sans doute l'un des épisodes majeurs de la fracture entre le front et l'arrière : la joie grave des soldats est ainsi souvent opposée à l'explosion de joie et à la liesse manifestées par l'arrière. Les soldats donnent une dimension morale à la retenue dont ils font preuve et critiquent la légèreté des civils qui semblent oublier la réalité tragique de la guerre pour se réfugier dans la fête. Le 11 novembre illustre donc l'incompréhension qui perdure entre les civils et les combattants. Dès le 11 novembre, les exigences de démobilisation sont exprimées par les soldats qui réclament une reconnaissance de la part de l'arrière.

Le sentiment qui prime est celui d'être vivant, d'être désormais sauvé. Cette conscience très forte d'être un survivant s'exprime en particulier par une attention accrue à la nature environnante, au beau temps, les soldats profitent du temps qui passe. Les réflexes de survie peuvent alors disparaître.

La signature de l'armistice signifie aussi que les contacts et les échanges de corps entre les deux armées vont pouvoir commencer. En effet, l'armée française est une armée en deuil, le deuil des camarades de combats qui n'ont pu être enterrés ou dont les corps ont été abandonnés dans le no man's land. Le poids de ce deuil permet de comprendre la réserve et la retenue dont font preuve les soldats à l'annonce de l'armistice. Les morts sont souvent évoqués dans les discours prononcés par les officiers devant leurs hommes. Ce rapport aux morts peut donner naissance à une forme de culpabilité chez ceux qui ont survécu, c'est le « syndrome du survivant ». Enfin, la joie contenue manifeste l'inquiétude que les soldats ressentent encore pour ceux de leurs proches qui combattaient également et dont ils ne sont pas assurés de la survie.

3. Le sens d'une victoire

L'armistice ouvre pour les soldats une période caractérisée par la recherche de sens, les combattants cherchent la signification profonde d'un conflit aussi meurtrier. Pour de nombreux soldats, la victoire prend un sens religieux, il y a une sacralisation du combat considéré comme celui des défenseurs de la civilisation, les morts deviennent alors des martyrs d'une cause sainte et juste.

A partir de l'armistice, l'image et la perception de l'Allemand se durcit et se radicalise, la victoire renforce l'animosité et la haine contre l'ennemi. Ce mouvement était déjà perceptible dans les derniers mois de la guerre. Le discours haineux tenu par les soldats est sûrement en partie inspiré par la « remobilisation culturelle » de l'arrière. Cette haine de l'ennemi s'explique aussi et surtout par le retour à la guerre de position à l'extrême fin du conflit. S'impose peu à peu une vision radicale de l'ennemi perçu comme un être dépourvu de conscience morale, plus proche de l'animal que de l'homme : les Allemands sont par exemple souvent associés à des « cochons ». L'étude des correspondances des soldats révèle un retour en force du thème des atrocités allemandes, soit qu'il s'agisse des violences de la période d'occupation ou des exactions commises lors de la retraite des armées adverses. Se développe un début de psychose chez les soldats français, une peur de la mort après la guerre du fait des pièges laissés par les Allemands (par exemple par des puits empoisonnés ou des mines à retardement)

A partir du 11 novembre, les soldats découvrent par le biais de récit ou en se rendant sur place les misères de l'occupation allemande. Ils insistent sur la joie des populations libérées, les soldats sont à leurs yeux des libérateurs. L'armistice apparaît comme un temps de jugement des atrocités commises.

III. L'invention de l'avenir

Au moment de l'armistice, les soldats peuvent ressentir, parfois conjointement, trois sentiments différents et dans un sens assez contradictoires. L'armistice est tout d'abord une ouverture vers

l'avenir, le sentiment d'avoir un futur est celui qui domine. Il représente par ailleurs une prise de conscience plus ou moins immédiate de la réalité du moment. Enfin, c'est le sentiment le plus étonnant, un certains nombres de soldats font part de leur nostalgie ou du regard mélancolique qu'ils ont pu porter sur le passé à ce moment-là. Ce sentiment de mélancolie est nourri par une nostalgie du front, la crainte d'un retour à l'ordinaire (qui s'avèrera en effet difficile), la peur de devoir rompre avec la « société combattante ».

1. La paix et l'attente de la démobilisation

La date de la démobilisation est une des premières préoccupations des soldats, la « paix du soldat » ne sera vraiment effective que lorsque tous ces hommes seront rentrés chez eux après avoir accompli leur devoir. Les lettres des soldats témoignent des signes d'impatience de leurs auteurs, tous espèrent une démobilisation rapide, mais sans y croire vraiment. Les soldats font preuve de réalisme dans leurs courriers, ils tempèrent les espérances un peu trop optimistes de leurs familles qui les voient rentrés dans les semaines suivant l'armistice. Les hommes guettent les moindres signes, se fondent sur des rumeurs ou spéculent sur la date de leur démobilisation. Les premiers mouvements de soldats se manifestent assez vite, à commencer logiquement par les classes les plus âgées qui sont libérées à partir du 16 novembre.

Le retour du véritable esprit militaire avec la reprise des exercices, le soin apporté à la tenue et la distance hiérarchique entre les officiers et leurs soldats est très mal vécu par ces derniers. Les hommes se considèrent comme les « oubliés de la victoire » et concentrent leur ressentiment sur les députés et même sur Clémenceau. La question de la démobilisation cristallise le mécontentement des soldats français.

2. La paix et les possibles

Une des questions que se posent sûrement le plus les soldats est celle de l'avenir, ce qu'ils feront une fois retournés chez eux. Malgré le manque de sources représentatives de l'ensemble des mobilisés, deux attitudes principales semblent se distinguer : une partie des soldats exprime le souhait de reprendre le travail qu'ils avaient laissé au moment de leur mobilisation, l'autre décide changer complètement de vie. Les instituteurs du Loir et Cher constituent une illustration de la première attitude, ils expriment dans leurs lettres adressées au directeur de l'Ecole normale de Blois le vif désir de poursuivre leur mission auprès des enfants et de se mettre au service de la reconstruction morale du pays. Le retour à la vie quotidienne d'avant le conflit peut être un moyen de faire de la guerre une parenthèse

D'autres combattants hésitent au contraire sur leurs projets d'avenir. La fin de la guerre semble raviver tous les désirs inassouvis en même temps qu'elle ébranle les bases de la vie quotidienne d'avant-guerre. De nombreux soldats décident ainsi d'abandonner ce qui faisait leur quotidien, de partir à l'aventure ou de réaliser leurs rêves. C'est par exemple le cas de Maurice Genevoix qui, élève de la Rue d'Ulm en deuxième année au moment de la mobilisation, renonce à suivre la carrière universitaire à laquelle il était destiné.

3. La paix et l'occupation de l'Allemagne

Conformément aux conditions d'armistice, il est prévu l'occupation des pays Rhin une fois l'évacuation des armées allemandes achevée. Ce sont les soldats les plus jeunes qui s'attendent à partir en Allemagne avant la mi-décembre 1918. Les soldats considèrent que les conditions d'armistice envers les vaincus sont dures mais justes. Ils critiquent par ailleurs les tentatives de fraternisation des soldats allemands qui ont eu lieu suite à l'armistice. Selon les soldats, il faut se montrer vigilant dans la mesure où l'armistice a été conclu avant que les alliés ne pénètrent sur le territoire allemand.

Le thème de la vengeance apparaît de façon assez nette dans la correspondance des soldats. La majorité des soldats considère en effet que l'occupation de l'Allemagne est une occasion de se venger de l'ennemi. Cependant, la vengeance qu'ils appellent de leurs vœux n'est pas une vengeance de barbares, le peuple allemand est innocent, seule l'armée allemande qui est responsable des crimes de guerre est visée. Les raisons invoquées pour se venger des Allemands sont surtout personnelles : c'est la mort d'un frère d'arme, d'un parent, les exactions et les destructions matérielles commises par l'ennemi... Les soldats sont peu nombreux à donner une résonance historique à la vengeance en en faisant par exemple un rendu de la guerre de 1870-1871. Certaines lettres se distinguent même par leur discours particulièrement haineux, discours qui correspondent au cours de la Première guerre mondiale à l'avènement d'un langage sans précédent sur les Allemands. Des soldats font appel à l'extermination de l'ennemi en tant que race afin de permettre une purification de la France. Dans ce cas-là, ils n'hésitent pas à prôner les mêmes méthodes criminelles que celles utilisées par les Allemands lors de l'invasion, il faut imposer au peuple allemande une souillure comparable à celle que celui-ci a imposé au peuple français, notamment par des viols.

Chapitre II : Une fraternité imaginaire. L'entrée des troupes françaises en Alsace et en Lorraine

Introduction :

- L'entrée en Alsace et en Lorraine est perçue par les soldats comme une étape décisive de la sortie de guerre. Cette étape est ponctuée de moments forts, par exemple, l'entrée des soldats dans Metz le 19 novembre, et dans Strasbourg les 22 et 24-25 novembre.
- Le territoire libéré est tantôt idéalisé par les soldats, tantôt considéré avec une forme de suspicion face à la germanisation supposée des deux provinces. L'expérience de l'entrée des soldats en AL est évidemment différente en fonction de leur origine et de leur génération, elle est particulièrement symbolique et émouvante pour les descendants des « optants » et pour les milliers de soldats alsaciens, déserteurs de l'armée allemande qui ont rejoint l'armée française en 1914. Pour ces hommes, c'est le sentiment du devoir accompli qui domine ; pour les autres soldats qui n'ont pas de liens particuliers avec les provinces, c'est la consécration de la lutte menée depuis quatre ans.
- Attention à la représentation idyllique de la reconquête de l'Alsace et de la Lorraine, mythologie développée dans les années 20 et 30 selon laquelle les retrouvailles se seraient faites dans la liesse et la joie partagée. La réalité est beaucoup plus complexe, faite de méfiance et d'incompréhension.

I. L'Alsace et la Lorraine : paradis perdus ou mondes hostiles ?

1. Une confiante indifférence

La question de l'Alsace Lorraine, quelques mois avant le déclenchement de la Première Guerre Mondiale, a

perdu de son acuité. L'impossible renoncement à ces deux provinces est aussi fort que la crainte de la guerre. Par ailleurs, les Français ont souvent une vision romantique de ces régions, vision forgée notamment dans les romans d'Erckmann-Chatrion, *Le Tour de la France par deux enfants*, ou les dessins de Hansi qui représentent des villages fleuris, perdus dans les vignobles, un pays prospère où le printemps est la seule saison. L'Alsace et la Lorraine, vues comme une sorte de paradis terrestre, sont donc plutôt idéalisées que véritablement connues.

Pour Pierre Renouvin, le retour de l'Alsace et de la Lorraine est « la seule revendication », le but majeur du gouvernement français. Cependant, à part le bref épisode de la prise de Mulhouse par les troupes françaises et la libération du territoire de Thann, l'opinion publique ne se passionne guère pour le retour des deux sœurs. La conférence d'Alsace Lorraine est mise sur

piéd par Louis Barthou dès 1915, mais il faut attendre le 15 novembre 1918 pour que soit créé un Service général d'Alsace Lorraine.

Du point de vue des soldats, se manifeste la même indifférence que dans le reste de la société, l'Alsace Lorraine est présente dans les esprits mais au second plan. Les Français sont convaincus du retour des deux provinces de la même façon qu'ils le sont de la victoire.

2. La peur de l'inconnu

Les références à l'Alsace Lorraine commencent à réapparaître dans les correspondances à mesure que se rapproche la perspective de la victoire. Au sein des lettres des soldats, un vif sentiment de méfiance à l'égard des populations occupées émerge. Se développe une mythologie du « Boche du Nord », le civil perverti par quatre années d'occupation. Concernant plus particulièrement les populations qui ont été « bochisées » pendant près de cinquante ans, les lettres révèlent toute une gamme d'attitudes et de sentiments qui vont de la méfiance à l'hostilité déclarée.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ces réactions des soldats français. Tout d'abord, le sentiment de peur joue beaucoup, la pénétration dans un territoire inconnu, boisé et vallonné est dangereuse, la retraite allemande n'est que très récente et des pièges sont à craindre. C'est surtout la profonde méconnaissance des territoires à libérer qui est à l'origine de la méfiance des soldats : afin de la réduire, un service spécialement chargé de l'Alsace Lorraine est créé au sein du Commissariat général de la propagande. Le Grand Quartier Général donne des conseils aux commandants d'unité, ceux-ci doivent se montrer ni trop confiants ni trop méfiants, sécuriser le territoire nouvellement conquis, arrêter les suspects et les évacuer.

3. Les parents oubliés

Le principal problème qui se pose et qui est à l'origine des craintes des soldats est celui de la distinction entre les vrais Alsaciens Lorrains d'origine et les immigrés allemands arrivés après 1870. Plusieurs éléments rendent difficile l'identification, notamment l'utilisation d'un dialecte qui ressemble par ses sonorités à l'allemand, de plus, la plupart des Alsaciens ne parlent pas le français. Les soldats doivent donc s'en remettre aux interprètes militaires. Des auteurs s'efforcent de développer une bienveillance naturelle chez les soldats en faisant mieux connaître les provinces perdues, par exemple, un officier alsacien qui publie anonymement en mars 1918 un petit livre de 16 pages intitulé *Au poilu de France !*

II. Le temps des retrouvailles : étude des rituels d'accueil

1. Les cérémonies d'accueil vues de différents points de vue

Dans leurs lettres, les soldats français ne parviennent pas à décrire en termes assez élogieux la ferveur des foules, la générosité des habitants et le sentiment de communion avec les civils. Il semble donc que la défiance initiale des soldats ait disparu. Certaines précautions doivent cependant être prises : les fêtes sont des événements ponctuels, auxquels tous ne participent pas, les mois de novembre et décembre sont saturés de moments festifs qui laisseront la place à une retombée de l'enthousiasme une fois celles-ci achevées. La ferveur des soldats se comprend dans la mesure où les fêtes s'intègrent à une économie de la reconnaissance, par conséquent ceux des soldats qui n'y participent pas se sentent exclus comme privés de reconnaissance. Les fêtes de libération sont l'occasion de fixer officiellement la mémoire glorieuse du régiment.

Les cérémonies représentent également un enjeu majeur pour les Alsaciens Lorrains, il s'agit de montrer leur adhésion à la France, à la République et à ses valeurs. Cette constatation pose le problème de la spontanéité de telles fêtes, en réalité elles sont en bonne partie formelles : leur organisation laisse peu de place à l'improvisation, utilisation massive de symboles comme le

drapeau tricolore, de références historiques, afin de développer une rhétorique de l'enthousiasme et de la soumission. Les fêtes de libération contribuent à la réputation de ceux qui les organisent, elles pourront par la suite faire l'objet d'une plaque commémorative. Les modalités de l'accueil sont différentes selon qu'on se trouve en territoire majoritairement francophone ou germanophone. Ces derniers estiment devoir donner des gages de leur incorporation à la France, l'accent est alors mis sur la décoration, les gestes de sympathie à l'égard des libérateurs à défaut de la langue. Les cérémonies sont vécues différemment lorsqu'elles ont lieu dans les grandes villes ou en milieu rural.

2. Accueillir les soldats

a. *La préparation de la fête et son symbolisme*

L'entrée des troupes françaises en Alsace et en Lorrain était, en théorie, est évènement sans surprise puisque prévu en détail par la convention d'Armistice. Les armées françaises doivent investir très rapidement le territoire, une fois celui-ci sécurisé, soit le lendemain du départ des troupes allemandes. Cependant dans de nombreux villages, les troupes allemandes ne quittent les lieux que quelques heures avant l'arrivée des soldats français. Par conséquent, les vaincus assistent aux préparatifs d'accueil des vainqueurs, ce qui donne lieu à une guerre symbolique entre des troupes défaites, mais soucieuses de montrer qu'elles sont maîtresses des lieux jusqu'au bout et des habitants pressés de se réapproprier leur commune. Les drapeaux tricolores sont significatifs de cette guerre symbolique : interdits depuis près de 50 ans, ils prennent la place des drapeaux allemands, certains sont sortis de leur cachette, d'autres sont fabriqués à la hâte à partir des moyens disponibles (draps, vêtements...). Chaque habitant semble s'approprier ce symbole nationale, toutes les maisons sont pavoisées, chaque famille prépare ainsi l'entrée des Français.

b. *L'entrée des troupes françaises*

L'entrée des troupes françaises c'est d'abord l'attente dans un climat de ferveur. La venue des soldats français est espérée avant même d'être réellement connue. C'est souvent à l'occasion de la messe, quelques heures avant l'entrée des soldats, que les habitants apprennent leur arrivée prochaine. Une fois l'arrivée annoncée, une répartition des tâches s'organise : une délégation de notables, ou plus souvent des enfants ou des jeunes filles (symbolisme fort) s'en vont à l'entrée du village pour y attendre et accueillir les combattants français. Toute une géographie de l'accueil s'organise en seuils successifs : les limites de la commune, l'entrée du village ou de la ville, la rue et la place principale.

Les descriptions mettent l'accent sur l'impatience de la foule qui s'imagine les soldats avant de les voir, sur la force symbolique des retrouvailles. Bien souvent, l'arrivée des troupes françaises est évoquée en des termes religieux qui suggèrent une sorte de théophanie. La nature participe, dans de nombreux récits, à la joie des Alsaciens Lorrains.

3. Défiler

a. *Le parcours des défilés*

Les défilés de la libération commencent toujours par le franchissement des portes de la ville ou du village décorées pour l'occasion et transformées en arcs de triomphe provisoires. C'est souvent à cet endroit que les notables viennent à la rencontre des officiers. Le passage des portes est perçu comme une prise de contrôle symbolique du territoire de la ville. Dans les villages ou les petites villes, les soldats remontent ensuite la rue principale, transformée en allée triomphale ; dans les grandes villes il y arrive que les troupes processionnent de quartier en quartier. La dernière étape est la place principale du village ou une des places de la ville avec son beffroi, son église, son horloge publique remise officiellement à l'heure française.

b. Traditionalisme et retour vers le passé

La fête de libération brouille les repères temporels, elle consacre le triomphe d'une temporalité différente, le retour à un âge d'or antérieur à 1870. Le retour des costumes traditionnels est symbolique de cette subversion temporelle. Pour les soldats, les Alsaciennes ou les Lorraines avec leur coiffe semblent tout droit sorties des gravures de Hansi, elles répondent à l'attente supposée des soldats. Cette intemporalité signifie la fidélité des provinces perdues à la France. Le souci d'affirmer une identité commune se manifeste aussi dans les devantures des magasins qui exposent les objets les plus variés, symboles d'un temps où l'Alsace et la Lorraine étaient réunies à la France, il s'agit de légitimer le lien qui unit les deux provinces à la France et donc leur réunification. Les fêtes sont l'occasion de ressusciter certains usages, redécouvrir certains uniformes et retrouver certains gestes. La participation des anciens combattants de 1870 est hautement symbolique.

c. Les Alsaciens Lorrains et les soldats

Les soldats sont au cœur de ces défilés de la libération. Les journaux ou les carnets personnels témoignent de la surprise éprouvée par les Alsaciens et les Lorrains à la vue de ces soldats. Ils se souviennent de l'uniforme de 1914, mais personne ne connaît la tenue et le casque Adrian adoptés au printemps 1915 ; le premier objet d'étonnement est donc l'apparence des libérateurs. Se manifeste dans les témoignages une certaine insistance à vanter l'apparence physique des soldats français, ces derniers ont été comme transfigurés par la guerre, endurcis par les épreuves. Les Alsaciens-Lorrains font une lecture mystique de l'arrivée des soldats qui est comparée à une apparition.

Par ailleurs, à travers l'ordonnement parfait des troupes, les Français révèlent les qualités morales qui viennent justifier la victoire finale. Le thème du héros sensible, que la guerre a endurci mais n'a pas rendu indifférent au monde extérieur, est aussi un des lieux communs les plus utilisés dans la description des soldats victorieux. C'est un moyen de mettre en valeur la distinction entre les soldats français et les soldats allemands dont les pratiques guerrières et la brutalité de caractère sont fréquemment stigmatisées. Vanter l'allure générale des soldats c'est aussi célébrer les qualités de commandement de leurs chefs.

Les soldats français ressentent eux un enthousiasme mitigé pour ces défilés de la libération, en effet, ils nécessitent un entraînement contraignant qui n'est guère apprécié, les hommes sont pressés d'être démobilisés. Ils semblent cependant apprécier l'accueil qui leur est fait et même en être un peu étonnés. La foule qui assiste au défilé est toujours décrite par eux avec beaucoup de chaleur.

d. La force des symboles nationaux

Un des symboles nationaux qui suscite le plus d'émotion est le drapeau, c'est lorsque le drapeau du régiment et le drapeau tricolore passent devant la foule que les sentiments exprimés sont les plus ardents. La dévotion à l'emblème national est décrite comme une joie débordante qui tient de l'adoration mystique. Face aux drapeaux apportés par les troupes françaises, les drapeaux religieusement conservés par les Alsaciens Lorrains participent aussi à la fête, en étant souvent personnifiés dans les récits.

L'hymne national est un autre moment de profonde émotion, elle est provoquée d'abord par la jouissance physique de se sentir partie prenante d'un groupe qui chante d'une même voix. La résonance de *La Marseillaise* est d'autant plus forte à Strasbourg qu'il s'agit de la ville où elle fut inventée par Rouget de Lisle, c'est un symbole de l'unité nationale et un hymne à la liberté retrouvée. La plupart des récits insistent sur le caractère spontané de cette *Marseillaise*, de même que pour le cri « Vive la France ! »

Cet incontestable enthousiasme des populations et la communion qu'elles manifestent avec les soldats français poussent ceux-ci à revoir leur jugement sur les Alsaciens-Lorrains.

4. Prendre la parole

Les fêtes de la libération suscitent de nombreuses prises de parole, depuis les brefs mots d'accueil aux portes de la ville ou du village, jusqu'aux discours du maire ou aux sermons des curés et des pasteurs lors des cérémonies religieuses. Leur fonction diffère sensiblement selon le lieu et le moment où elles sont prononcées : prise de contact entre les habitants et les soldats, serment d'allégeance, remémoration des combats pour la libération de l'Alsace et de la Lorraine, explicitation des rituels d'accueil, projets pour l'avenir. Traditionnellement, les premiers mots à l'entrée de la commune viennent du maire ou de l'un de ses adjoints et visent à officialiser les rapports entre les habitants et les nouveaux venus. Suit parfois une présentation à l'officier commandant les troupes françaises des personnalités venues les accueillir. Plusieurs notables prennent ensuite la parole, les officiers se contentant souvent de quelques mots de remerciement. Le vocabulaire religieux et le vocabulaire patriotique sont étroitement mêlés dans toutes les cérémonies, la terre d'Alsace et de Lorraine est magnifiée. Lorsque les vétérans prennent la parole, ils se posent en interlocuteurs privilégiés des soldats français. Les discours des jeunes Alsaciennes et Lorraines mettent l'accent sur l'amour de la patrie, la participation des enfants à ces cérémonies est elle aussi symbolique.

5. Célébrer et commémorer

La présence du sacré dans les fêtes de libération est extrêmement forte : toutes les étapes de ces journées peuvent être assimilées, à des degrés divers, à des rituels ou à des symboles religieux. Les défilés ou les discours sont fréquemment suivis de cérémonies qui se déroulent dans des lieux de culte. Ces cérémonies religieuses présentent un fort caractère traditionnel, c'est une coutume de célébrer Dieu à l'issue d'un conflit afin de lui manifester de la gratitude, notamment par le chant du *Te Deum*. En ville, ces cérémonies prennent une tournure solennelle, les bâtiments sont pavoisés, le choix des textes est rempli de symboles.

La visite du chef de l'Etat et du président du Conseil en Alsace et en Lorraine est l'occasion d'autres cérémonies religieuses, très ritualisées, mais assez brèves. Clémenceau et Poincaré sont accueillis à la cathédrale, au temple protestant, à la synagogue. Ces cérémonies ont d'abord pour but de sceller un nouveau pacte entre les religions et l'Etat, et ainsi rassurer ceux qui pourraient craindre la fin du Concordat.

L'immense majorité des cérémonies religieuses en novembre-décembre 1918 ont, plus qu'une fonction politique, une fonction mémorielle et commémorative. Les offices sont une occasion de se souvenir des morts, d'honorer leur mémoire. Symboliquement, les messes sont souvent suivies de la visite au cimetière, pour fleurir les tombes et associer ainsi les défunts à la fête générale.

6. Se réjouir

La dernière phase des fêtes est celle où les danses et les chants succèdent aux marches militaires et aux discours ; les combattants se montrent très satisfaits de l'atmosphère de fête qui s'empare du moindre village d'Alsace et de Lorraine à l'approche de la nuit, et notamment des banquets et des bals donnés en leur honneur. La fête est surtout caractéristique de l'Alsace Lorraine rurale où elle est l'occasion de partager des spécialités locales, les meilleurs crus ; en ville, où le manque d'approvisionnement est cruel, les soldats sont autant accueillis en libérateur qu'en ravitailleurs, ce qui suscite le cynisme de certains. Les soldats nouent des relations avec les Alsaciennes et les Lorraines, même si leur regard porté sur elles est un mélange complexe de désir, de défiance et de dégoût.

III. Réapprendre à vivre ensemble, hiver 1918-1919

1. Un temps d'attente et d'ennui

Aux yeux des soldats français, tout avait contribué à faire de leurs premières semaines passées en Alsace Lorraine un temps d'exception ; cependant, l'ennui que les fêtes et cérémonies avaient aboli revient en force dans la quasi-totalité des correspondances à partir de la mi-décembre 1918. Pour tromper la monotonie du quotidien, l'armée s'emploie à occuper ses hommes : service de garde sur les bords du Rhin, comblement des tranchées, travaux de reconstruction des routes et des ponts, de récupération ou d'entretien du matériel militaires. Bien souvent, l'armée se contente d'organiser des exercices ou des marches, qui se révèlent épuisants et absurdes, ce qui ajoute une lassitude physique à la fatigue nerveuse. La souffrance, qui était jusqu'ici acceptable, devient intolérable, en cause, l'attente de la démobilisation et une vie qui commence à ressembler trop à celle de la caserne.

2. Les règles de l'hospitalité

Les soldats se félicitent de l'hospitalité des habitants d'Alsace-Lorraine qui leur ont ouvert leurs portes à l'occasion des fêtes de libération et qui continuent, durant l'hiver 1918-1919, à se montrer accueillant. La méfiance initiale, qui était sensible aussi bien chez les civils que les militaires, semble avoir fait place à un apprivoisement mutuel. Pour les soldats et les officiers, la participation à des bals, la fréquentation des cafés, l'attention prêtée aux récits des civils sur les misères de l'occupation sont un moyen de montrer aux Alsaciens et aux Lorrains leur désir de se faire accepter. Les stratégies de rapprochement des Alsaciens-Lorrains avec les soldats passent essentiellement par l'alimentation et le logement. Les soldats peuvent ainsi passer Noël dans une vraie famille. Les réquisitions ou la pression sociale qui s'exerce sur les populations civiles ne sont pas mentionnées, les Français ne sont plus des hôtes, mais des « frères ».

3. La peur de « l'ennemi intérieur »

Dès la mi-décembre, des bruits alarmants commencent à circuler au sujet des dangers encourus par les soldats français dans les villes alsaciennes et lorraines. Les soldats vivent dans un climat d'inquiétude face à l'Allemand dissimulé que chacun exprime dans les lettres avec une intensité variée. D'un côté les soldats affirment que les Allemands sont faciles à repérer et que dans la traque de l'ennemi les Français ont le dessus ; de l'autre, que les populations allemandes se fondent dans la masse et qu'elles sont par conséquent dangereuses. La campagne d'arrestations et d'expulsions lancée contre les Allemands au cours de l'hiver rassure les soldats autant qu'elle les inquiète dans la mesure où elle contribue à donner l'impression que l'ennemi est partout. Ce sont les commissions de triage qui procèdent à ces arrestations, afin d'encadrer et d'anticiper un mouvement spontané de violences et de dénonciations qui éclate dès l'entrée des troupes françaises. Ces commissions sont donc chargées de distinguer le vrai du faux dans les lettres de dénonciation (certains Alsaciens y voient en effet l'occasion de régler de vieux différends), d'entendre les témoins et de statuer entre l'expulsion, l'arrestation ou la libération. Face à ces expulsions qui donnent lieu à des cris de haines, des gestes agressifs ou des rituels d'humiliation, les soldats expriment des sentiments mitigés, ils peuvent avoir l'impression de jouer un rôle qui n'est pas le leur, celui des gendarmes notamment. On peut noter la rareté des cas d'épuration sexuelle et de femmes tondues dans les provinces reconquises, à la différence par exemple du Nord de la France.

L'émigration forcée s'accompagne de la mise en œuvre d'une classification de la population en quatre groupes à partir du 14 décembre 1918 : les cartes d'identité A, B, C ou D sont attribuées en fonction de la nationalité, du lieu de naissance ou de la filiation, elles sont nécessaires pour

voter, voyager, changer de l'argent ou même travailler. Cette classification suscite une forte inquiétude au sein de la population et est une des origines majeures du « malaise alsacien ».

→ Loin d'être des régions apaisées, l'Alsace et la Lorraine se révèlent profondément divisées à l'hiver 1918-1919. Aux désillusions de la population s'ajoutent les divisions internes qui éloignent les uns des autres les Alsaciens de souche, les Allemands d'origine nés sur place et ceux issus de mariages mixtes. Dans cette société éclatée, où la violence est perceptible quotidiennement, les combattants français peinent à trouver leur place après avoir savouré leur statut de libérateurs.

Chapitre 3 : Le terre de l'ennemi : les Français en Rhénanie, novembre 1918 – février 1920

- Les soldats qui pénètrent en Rhénanie dès la fin de la guerre présentent des sentiments ambigus : la curiosité de découvrir le pays de l'ennemi se mêle à la peur, la détermination à la lassitude, le désir de vengeance à celui d'en finir une fois pour toutes avec la guerre. Au moment de pénétrer en territoire ennemi, le général Mangin adresse à ses troupes un discours dans lequel il les encourage à adopter une conduite digne et à ne pas chercher à assouvir leur désir de vengeance, crainte qui témoigne de l'absence de « démobilisation culturelle » dans les armées d'occupation.
- Le contrôle postal constitue la source principale sur l'opinion des combattants à leur entrée en Rhénanie, il est complété par les récits ou écrits des vétérans, les témoignages des observateurs extérieurs.
- Le séjour en Rhénanie n'est pas une simple étape dans le parcours vers la démobilisation, mais est une expérience fondamentale de la sortie de guerre, notamment parce qu'il s'agit de la première confrontation avec l'ennemi. Les forces françaises en Rhénanie représentent 200 000 hommes au moment de leur apogée, ce qui peut paraître peu en comparaison des 5 millions de soldats démobilisables, mais est symboliquement important du point de vue de la reconnaissance.
- Cette période s'étend sur une durée de quinze mois environ, au cours desquels la situation évolue sensiblement. Jusqu'à la signature de la paix de Versailles, l'expérience de l'occupation est à double titre une expérience de l'attente : attente de la démobilisation, mais aussi attente d'une éventuelle reprise des hostilités ; jusqu'à cette date l'armée du Rhin est en constante recomposition. L'occupation rhénane est faite d'un mélange paradoxal de surprise et d'ennui dû aux évolutions de la situation.
- Deux moments distincts : le temps de la pénétration en territoire ennemi, avec ce qu'il comporte de fantasmes des soldats sur les civils et des populations locales sur les vainqueurs, et celui du face à face.
- Quatre points de vue successifs : l'occupation s'inscrit dans un espace essentiellement urbain. Les échanges de violence au quotidien permettent de comprendre comment la brutalité de la guerre investit la vie quotidienne de l'après-guerre. Les liaisons entre militaires français et Allemandes sont un autre pôle d'affrontement. Une campagne menée contre la « terreur bleue » et la « honte noire ».

I. Pénétrer en territoire ennemi

1. L'ennemi imaginaire

a. La symbolique de la pénétration envisagée

Si les civils allemands n'envisagent que tardivement la pénétration de soldats alliés sur leur sol, à l'inverse, les soldats français anticipent souvent l'entrée en Allemagne. Cette évocation de la

pénétration est entourée de toute une symbolique, c'est une forme de menace envers l'ennemi, les hommes espèrent venger les atrocités commises lors de l'occupation en France du Nord. Les lettres de l'automne 1918 se caractérisent par un déchainement de violence verbale extrême à l'encontre de l'ennemi, par un déni systématique de ses souffrances durant le conflit et par des tentatives de satisfaire les revendications victimaires des civils français. Cette volonté de porter la guerre chez l'ennemi est significative de la perception que les Français ont de la Grande Guerre : un conflit où priment la défense et la reconquête du territoire. Les menaces énoncées à l'encontre du territoire allemand répondent au souhait d'atteindre les lieux symboliques de l'identité allemande, et cela en réponse aux violences infligées au patrimoine français. En effet, les saccages de l'invasion allemande ont donné naissance au concept d' « atrocité culturelle » qui met en évidence l'enjeu identitaire de telle destruction et permet de comprendre le désir de vengeance.

b. Une évolution des représentations après l'armistice

Après la signature de l'armistice, l'occupation de la Rhénanie devient une certitude, on assiste alors à une modification des représentations mentales de l'ennemi. Les hommes se réjouissent à l'idée d'aller occuper l'Allemagne pourvu que cela ne dure pas trop longtemps, le désir de vengeance et de représailles s'atténue. Une fois l'armistice signé, la priorité des soldats redevient en effet la démobilisation, la fin de la guerre impose par ailleurs un certain nombre de règles dans l'occupation. Il est par ailleurs probable que la peur de l'inconnu se mêle aux élans vengeurs ce qui peut avoir pour effet de tempérer ces derniers. Les sentiments exprimés par les soldats français dans leurs lettres sont donc d'une grande complexité puisqu'ils sont faits à la fois de crainte, de rage et de désir de vengeance. Dans tous les cas, les soldats alliés se préparent à être au contact avec l'étrangeté radicale, le tout autre. Les soldats français prennent peu à peu conscience de la réalité de la victoire au fil des marches interminables qui les conduisent en Allemagne.

c. Le retour des soldats allemands chez eux

Avant l'arrivée des soldats français, les soldats allemands rentrent chez eux, la façon dont ils sont accueillis prépare largement l'arrivée des Français. Les régiments allemands sont accueillis en vainqueurs. Avec eux les soldats défaits portent la nouvelle de l'arrivée prochaine des alliés. Une panique se développe.

2. Le temps de la confrontation

a. Les enjeux de la confrontation

Le défilé des soldats vainqueurs dans une ville occupée est un enjeu aux multiples facettes : il reproduit les rituels du triomphe sans bénéficier du soutien de la population ou de son adhésion, il manifeste la prise de possession du territoire au moyen d'un parcours soigneusement étudié à travers l'espace urbain. La parade des troupes victorieuses dans les villes rhénanes est bien un moment essentiel de l'occupation mais au sujet duquel les témoignages contemporains sont rares.

Les réactions de la population civile à l'entrée des troupes alliées se caractérisent par leur diversité : surenchère dans la provocation, volonté de garder la face ou au contraire tentation de s'accommoder au plus vite de la présence étrangère. De manière générale, le silence est l'impression qui domine les récits des débuts de l'occupation, ce silence se manifeste à la fois chez les Allemands (peur et méfiance) et chez les soldats français. Ce silence contribue à sacraliser encore plus la pénétration dans les villes conquises.

L'enjeu des premières heures de l'occupation est important : c'est à ce moment-là que se met symboliquement en place le rapport de force entre les armées victorieuses et les civils. La démonstration de puissance des armées françaises s'appuie d'abord sur les armes nouvelles

développées durant la guerre. La parade n'est pas seulement un spectacle ou une simple présentation des troupes, c'est un moyen de montrer aux populations vaincues la supériorité des Français dans l'art militaire, un domaine qui tient à la fois de la morale et de l'esthétique. L'attention prêtée aux corps des combattants, magnifiés par la victoire, se porte plus particulièrement sur leurs généraux. Les généraux, déterminés dans leur tenue et leur posture, le sont aussi dans leurs prononcés devant les notables de la ville occupée.

b. Le discours du général Fayolle à Wiesbaden, 15 décembre 1918

A Wiesbaden par exemple, selon l'usage classique de la prise de contrôle d'une ville, tous les notables font part, au nom du corps qu'ils représentent, de leur volonté de collaborer avec les autorités françaises. A ces marques d'allégeance répond une intervention du général Fayolle, qui prend la forme d'une récapitulation de l'expérience morale de la guerre. D'après celle-ci, les Allemands sont condamnés à connaître l'occupation de leurs territoires rhénans parce qu'ils sont tenus pour responsables à la fois du déclenchement du conflit et de la manière dont il a été conduit. L'objectif de l'occupation de la Rhénanie semble donc d'abord moral puisqu'il consiste à manifester la victoire du Droit, à faire sentir à l'Allemagne son indignité. Le général Fayolle s'efforce également de rassurer les populations civiles qui n'ont rien à craindre, ni dans leur personne, ni dans leur bien, à condition qu'elles se soumettent à l'autorité française, il fait appel à l'honneur et à la bonne conduite des soldats français. Ce sont des propos rassurants, mais sans concession.

On voit bien que l'enjeu de l'hiver 1918 n'est pas encore de négocier l'ampleur des réparations demandées par les alliés, mais d'entreprendre une histoire de la guerre qui vient de s'achever. C'est cette histoire que les généraux français et les personnalités des villes allemandes s'empressent d'esquisser lors de leurs premières rencontres afin de s'en rendre maître avant l'ennemi.

3. La soumission d'un territoire

a. Une occupation réglementée

L'occupation de la Rhénanie ne peut être assimilée ni pour les armées alliées, ni pour les populations civiles, à une forme de non droit. Le statut des régions rhénanes correspond en effet, dans un premier temps, à une occupation militaire qui se prolonge de l'armistice du 11 novembre 1918, jusqu'à la date d'entrée en vigueur du traité de Versailles, le 10 janvier 1920. Un ensemble de réglementations pèse sur le quotidien des populations civiles : chaque chef de famille doit faire une déclaration de domicile, toute personne de plus de 12 ans doit être munie d'une carte d'identité, les déplacements sont limités et contrôlés, les publications doivent préalablement être autorisées. Ces règles sont appliquées avec plus ou moins de sévérité, accompagnées ou non de brimades et influent sur l'attitude des populations civiles. Globalement, le statut d'occupation aurait été appliqué de façon plutôt libérale.

b. L'évolution de l'attitude des populations

Il semble que, pour certains habitants, la détestation de l'ennemi fasse parfois place à des relations cordiales, ce qui peut être lié à l'application libérale des conditions d'occupation. Cette évolution peut aller jusqu'à l'identification avec l'occupant. Les populations rhénanes trouvent manifestement certains avantages matériels à la présence française : le maintien de l'ordre qu'apporte l'occupant contraste avec les troubles qui ont sévi à l'automne-hiver 1918. En milieu urbain, l'accommodement à l'occupation française doit beaucoup à la création de soupes populaires aux abords des cantines militaires ou des casernes, même si les villes demeurent globalement des milieux anxieux. En milieu rural, les relations entre Français et Allemands sont souvent meilleures.

c. Les réactions des Français

Les soldats français notent également dans leurs correspondances une évolution de l'attitude des Allemands à leur égard, évolution qui est cependant diversement appréciée. Certains combattants sont méfiants, inquiets de cette cordialité rhénane qui les intrigue ou les agace. Le mépris pour l'ennemi, prêt à toutes les bassesses pour s'attirer les bonnes grâces de ses nouveaux maîtres, ne fait que confirmer les Français dans leur sentiment de supériorité. Beaucoup de soldats français pensent ainsi que les autorités françaises ménagent trop les Allemands, qui profitent de la situation pour se montrer arrogants ou pour manifester une politesse jugée excessive pour être sincère. Lorsque les civils allemands se montrent arrogants, les combattants français appellent à faire preuve de sévérité notamment à l'occasion du renouvellement régulier de l'armistice, et à ne pas baisser la garde. Selon le contrôle postal, certains hommes iraient même jusqu'à charger leur arme pour dormir.

L'occupation en Rhénanie tend à radicaliser les points de vue sur l'ennemi : la tendance à la compassion voire à l'identification avec les Allemands s'amplifie dans la mesure où les Français sont désormais au contact de l'ennemi qui était plus fantasmé que réellement connu ; au contraire, cette proximité au quotidien peut avoir un effet totalement inverse, la coexistence avec les Allemands tendant à faire naître, soit par peur soit par volonté de se distinguer, une détestation de l'ennemi encore plus affirmée. L'exaspération ressentie par les soldats français trouve parfois sa source dans un sentiment de jalousie, ils reprochent à l'ennemi un retour à une certaine normalité à laquelle eux-mêmes n'ont pas le droit. Ce sentiment de jalousie est renforcé par la découverte d'un pays plus développé et plus moderne que ne l'est la France.

II. Le temps du face-à-face

- Mise en place de stratégies d'affrontement par des soldats français frustrés de ne pas être considérés comme des vainqueurs par une population civile jugée arrogante ou pressée d'oublier la guerre.
- Passage du temps de la prise de contact à celui du face-à-face
- Ces échanges de violence peuvent être lus comme un prolongement de la guerre après la guerre, un symbole de l'absence de démobilisation culturelle au sein des troupes d'occupation après l'armistice.

1. L'occupation de l'espace urbain

a. Le logement des soldats d'occupation.

L'une des questions les plus sensibles et donc la plus susceptible de dégénérer en affrontement est celle du logement des soldats, d'autant plus que l'occupation s'installe dans la longue durée. La réquisition des bâtiments publics est une nécessité, parallèlement à la construction de nouveaux casernements à la charge des administrations locales, mais elle n'est pas suffisante et des affectés spéciaux sont logés chez l'habitant. Face à cette présence quotidienne de soldats français, les attitudes sont très variables d'une famille à l'autre, parfois le logement est ressenti comme une atteinte intolérable à l'intimité, parfois il est accepté avec compréhension. Le logement des officiers est beaucoup moins bien accepté par les locaux que celui des soldats, dont la jeunesse touche certaines familles. Le logement des troupes coloniales pose des problèmes particuliers qu'il faut expliquer par les préjugés raciaux préexistants ; face à cette inversion de la hiérarchie des races telle qu'elle communément admise au début du siècle des réactions de révolte éclatent

b. Les marques de provocation au sein de l'espace urbain

La provocation est l'un des modes privilégiés de l'affrontement entre les soldats français et la population rhénane à partir de 1919. Cette démonstration sonore ou visuelle du rapport de force

entre occupants et occupés prend différentes formes : insultes, chants de l'hymne allemand ou français, arrachage des drapeaux sur les monuments, monuments détruits ou volés... Du côté français, l'enjeu mémoriel et le désir d'humilier l'ennemi sont intrinsèquement liés : même si la Revanche de la guerre de 1870 n'avait joué qu'un rôle secondaire dans la mobilisation de 1914, il semble qu'elle ait retrouvé un certain éclat dans l'après-guerre.

De tels incidents sont parfois amplifiés par la rumeur, ce qui révèle tout un imaginaire de l'imagination.

→ Par exemple, le 14 juillet 1919, se serait produit à Kreuznach autour de la statue de Bismarck un ensemble d'incidents rapportés dans la correspondance des soldats : plantation du drapeau français, drapeau déchiré par les Allemands, statue couchée au sol par les soldats Français, heurts entre les troupes après que le drapeau prussien ait été brûlé avec un revolver ; la rivalité pour le contrôle du monument est à la fois physique, mais aussi morale, il s'agit de manifester aux yeux de tous qui est le vaincu et qui est le vainqueur. Cependant, le rapport du colonel atténue beaucoup la réalité de ces incidents.

Les marques de provocation prennent par ailleurs la forme d'une utilisation abusive de l'automobile dans l'espace urbain : certains automobilistes français négligent de limiter leur vitesse, ce qui provoque des accidents et mécontente la population locale. L'utilisation par les Français de l'automobile en centre-ville s'apparente à celle des tanks dans les défilés des troupes victorieuses, c'est une manière de signifier le triomphe de la technique.

c. Un ensemble de règles humiliant

La soumission du territoire s'exerce plus insidieusement par le biais de règles de la vie quotidienne, en ce qui concerne par exemple la circulation dans les villes. Ainsi, depuis la mise en place de l'occupation, les trottoirs sont réservés en priorité aux troupes d'occupation, ce qui ne manque pas d'être vécu par les Allemands comme une humiliation quotidienne, en effet, les civils doivent s'écarter ou descendre du trottoir lorsqu'ils rencontrent des officiers français, des incidents pouvant éclater lorsqu'ils refusent d'obéir. Ils doivent aussi saluer du chapeau le drapeau français dès qu'ils le voient, et cela même en l'absence de tout militaire des forces d'occupation. Les troupes d'occupation font par ailleurs un usage provocateur

2. Echanges de violence

a. Répertoire et signification des insultes

L'injure et l'insulte représentent au quotidien une autre forme de violence entre occupants français et civils rhénans. Elles sont explicitement citées dans les textes relatifs à l'organisation judiciaires des territoires rhénans et réprimées lorsqu'elles constituent une agression délibérée contre les soldats français. L'insulte s'inscrit dans un système d'échanges entre occupants et populations occupées, où ni les Français ni les Allemands ne sont épargnés. Elles sont fondées sur un vocabulaire extrêmement ritualisé, inscrites dans un contexte socioculturel et sont révélatrices des stéréotypes de l'ennemi.

Du côté français, la dénomination la plus fréquente pour désigner l'ennemi est le « boche » avec ses dérivés, et le « Franzmann » du côté allemand. Le mot « boche », présent dans la quasi-totalité des correspondances visées par le contrôle postal, semble être passé dans le langage courant, c'est alors le contexte qui lui donne son allure dépréciative ou qui lui conserve au contraire un caractère neutre, pour acquérir une valeur d'insulte, le mot « boche » est souvent pourvu d'un adjectif ou prononcé avec une attitude agressive. L'allusion à la mise à mort du cochon suggère un second type d'insultes qui visent à animaliser l'ennemi, à le mettre à distance en lui ôtant son humanité, à le caricaturer en insistant notamment sur des propriétés caractéristiques des animaux, l'odeur et la saleté pour le cochon.

Ces insultes n'ont cependant pas la même signification en fonction qu'elles sont rapportées par le contrôle postal ou lancées à la face des civils allemands : dans le premier cas elles visent

surtout à rassurer les civils sur la fermeté des troupes d'occupation, dans l'autre, à humilier l'ennemi. Les tavernes et les cabarets sont le principal théâtre des affrontements entre les deux camps.

b. Chronologie de l'évolution des rapports franco-rhéniens

Il est très difficile de pouvoir recenser précisément les violences de l'occupation, on peut cependant en dresser une chronologie sommaire. On assiste à une nette détérioration des rapports entre civils rhéniens et soldats français à la mi-juin 1919. À ce stade de l'occupation de la Rhénanie, le retard dans la signature du traité de paix accroît nettement les tensions : les soldats français sont impatients de rentrer chez eux, ils menacent dans leurs correspondances de s'en prendre aux civils si les Allemands ne signent pas.

Les jours qui suivent ou qui précèdent immédiatement le 28 juin 1919 sont importants concernant l'étude du moral des troupes : la signature du traité de paix est reçue par les Français avec une joie contenue, c'est le soulagement qui domine chez les hommes plutôt que l'enthousiasme : la guerre et le risque de reprise des hostilités s'éloignent, désormais c'est la démobilisation qui s'impose comme principale préoccupation des troupes. En réalité, les soldats français connaissent assez mal le contenu du traité de Versailles, appris par la presse et les rumeurs. Si certains semblent satisfaits, c'est l'incrédulité et le scepticisme qui dominent. Pour beaucoup, le problème allemand n'est pas résolu, les reproches des soldats français s'adressent dès lors aux Américains et en particulier à Wilson qu'ils jugent idéaliste et ignorant de la guerre. La signature du traité de Versailles entraîne un durcissement très net de l'attitude des civils allemands, ce qui renforce la méfiance des soldats français. Une partie de la jeunesse rhénane paraît s'engager dans une politique de dénigrement, voire de résistance à l'occupation française. La signature de la paix ne joue donc pas en faveur de l'apaisement des tensions. Les civils allemands cherchent à prendre leur revanche dans le cadre de rixes locales, et les soldats français à tenir leur rang de vainqueurs.

Les tensions se cristallisent autour de la date du 14 juillet, la première fête nationale célébrée sur le sol allemand. Pour les soldats français, les cérémonies sont manifestement l'occasion de réaffirmer leur contrôle du territoire rhénan. À l'occasion des célébrations du 14 juillet, les soldats peuvent une nouvelle fois exprimer leur rancœur face aux civils qui n'ont pas attendu leur retour pour fêter la victoire. Les anciens combattants qui occupent la Rhénanie se présentent volontiers comme des gardiens de la mémoire de leurs camarades morts au champ d'honneur.

Les mois qui suivent la mise en œuvre du traité de Versailles sont marqués par un apaisement sensible des tensions au sein des troupes françaises du fait de la reprise de la démobilisation le 9 juillet 1919. Cependant la satisfaction n'est pas unanime, la lenteur de la démobilisation suscite des critiques. Des tensions renaissent entre les jeunes françaises et rhénanes.

3. La liaison interdite

Les correspondances des soldats en Rhénanie n'expriment ni désir ni sentiment amoureux pour les Allemandes. Avec violence, elles évoquent plutôt les femmes de l'ennemi comme une sorte de butin, objet à la fois de convoitise sexuelle et de répulsion. Les jeux de séduction amicale ou amoureuse, qui ont nécessairement existé entre les soldats français et les Allemandes, sont lus à travers le prisme des rapports de force entre occupants et populations occupées et celui des rapports entre les sexes.

C'est à partir des journaux intimes de combattants qu'on peut esquisser la genèse des liens sentimentaux entre occupants et populations occupées. Les relations naissantes entre les Français et les jeunes allemandes sont discrètes, confidentielles. Elles se limitent souvent au cadre circonscrit des bals de village, mais laissent place à une certaine gêne dès lors que le soldat français se trouve dans des lieux publics.

a. Du point de vue français

Les autorités militaires ressentent des craintes face aux femmes allemandes. Ce sentiment s'appuie sur le stéréotype de la séductrice mais aussi sur une certaine conception de l'ennemi : l'Allemand est trop fourbe pour combattre les Français avec les mêmes armes qu'eux, il utilise ses femmes pour abuser les troupes d'occupation et les conduire à leur ruine. S'ajoute également la crainte du péril vénérien, cette angoisse s'enracine dans la terreur hygiénique et le spectre de la dégénérescence. Bien souvent, dans leurs courriers, les soldats estiment que la syphilis a été transmise intentionnellement aux troupes d'occupation, à l'initiative des autorités allemandes. A cette peur de la contamination s'ajoute celle d'éventuelles naissances qui viendraient dénaturer la « race française ».

Les femmes convaincues d'intimité sexuelle volontaire avec l'occupant sont arrêtées au titre de « suspectes pour la défense nationale » puis internées administrativement, pour certaines d'entre elles dans des camps.

b. Les réactions des populations rhénanes

Les réactions sont plus vigoureuses du point de vue allemand, les rapports amoureux avec l'ennemi atteignent les Allemands dans leur virilité, ils souillent le foyer, humilient les familles et montrent aux hommes que les femmes leur préfèrent l'ennemi. Les femmes qui se sont rendues coupables de « collaboration » avec l'ennemi s'exposent à des représailles et sont mises en marge de la communauté civique : tonte de la chevelure, marquage des corps au cirage. La stigmatisation des femmes est un moyen de les présenter comme les principales responsables de la défaite allemande ; les femmes passent pour le maillon faible du combat national, elles illustrent la thèse du « coup de poignard dans le dos ». Les témoignages des soldats français face à cette forme d'épuration sont rares.

4. La mauvaise réputation

a. La signification de l'utilisation de troupes coloniales

La mauvaise réputation attachée aux soldats des troupes coloniales, et le sentiment largement diffusé en Rhénanie que la France mène, à travers eux, une guerre brutale pour la destruction de la civilisation allemande, contribuent également à isoler les troupes d'occupation des civils rhénans. Certains intellectuels allemands voient dans l'utilisation des troupes coloniales un signe de la barbarie de l'armée française. La violence inouïe des campagnes lancées contre la « honte noire » est sans commune mesure avec le poids démographique des troupes coloniales ou la réalité des méfaits qui leur sont reprochés. Avant même la signature de l'armistice et pendant les négociations de Versailles, l'Allemagne avait demandé que son pays ne soit pas occupé par les troupes coloniales françaises. Du côté français, les arguments favorables à l'utilisation des troupes coloniales sont variés, sans être dépourvus d'une volonté d'humilier l'ennemi.

b. Evolution des opinions et réactions

Après les premiers mois de l'occupation française où les réactions à la présence des troupes coloniales sont rares, la fin de l'année 1919 marque un net tournant dans l'attitude de l'opinion publique allemande. A cette époque, la présence de ces troupes est perçue comme un moyen de poursuivre une guerre de civilisation contre l'Allemagne alors même que le traité de Versailles a été signé. Des journalistes évoquent le risque d'une « mûlatrisation » de la Rhénanie, d'autres une tentative de « marocanisation » du pays. Des ligues voient le jour un peu partout en Allemagne pour coordonner la lutte contre les troupes coloniales.

En avril 1920, la campagne contre les troupes coloniales françaises connaît un nouvel essor. Les Français ont décidé d'entrer dans Francfort (donc de franchir la limite d'occupation

officielle), cette initiative est vécue comme une véritable humiliation d'autant que l'occupation est réalisée avec l'aide de troupes africaines. La population locale est partagée toutefois entre un sentiment de peur et une certaine curiosité à l'égard de ces soldats de couleur. La presse se sert de la question raciale pour exciter l'hostilité des Allemands et obtenir le soutien de la Grande Bretagne qui n'est guère favorable à la politique menée par la France.

c. Troupes coloniales et femmes allemandes

La controverse sur les troupes coloniales se cristallise sur une question particulièrement sensible : mes rapports des soldats noirs avec les femmes de Rhénanie. Parmi les rumeurs d'atrocités prêtées aux combattants africains, ce sont en effet les accusations de violences sexuelles commises sur des civiles allemandes qui sont les plus fréquentes. Ces accusations trouvent leur confirmation dans l'anthropologie raciale de l'époque qui place les Africains à un degré inférieur de l'évolution humaine.

L'affaire des enlèvements de Sarrebruck est significative de ces accusations infondées et rumeurs : elle commence en novembre 1919 par la diffusion de rumeurs concernant la disparition de plusieurs jeunes femmes de la ville, la presse allemande s'en fait l'écho. Les coupables désignés par l'opinion publique sont ceux qui incarnent la menace, les troupes d'occupation et plus spécifiquement la Force Noire. Les troupes d'occupation auraient mis en place ces enlèvements ainsi qu'un réseau de prostitution. La rumeur prend de l'importance, les soldats coloniaux sont accusés de viols et du meurtre de quatre jeunes filles. Pour ces rumeurs, le milieu urbain agit comme une caisse de résonance, l'anonymat qui règne dans les grandes villes rend difficile la vérification des informations.

d. Les autorités françaises et les troupes d'occupation

Il faut attendre 1921 et 1922, donc plusieurs mois après la démobilisation des Français de la classe 1918, pour que la campagne contre les troupes noires prenne toute son ampleur. On peut se demander quelle est la réaction des forces d'occupation face à ces poussées d'hostilité aux soldats africains. En réalité, les Français ne sont pas loin de partager les a priori racistes de la propagande allemande. Pour limiter les délits commis par les troupes coloniales, la solution passe par une augmentation des officiers et sous-officiers de métropole, le commandement français se tourne donc vers des mesures préventives. À l'été 1919, le président du Conseil décide d'ouvrir dans plusieurs villes de garnison des « cafés maures » destinés à endiguer les pulsions sexuelles des soldats africains et à les prémunir contre les maladies vénériennes. Les autorités françaises répliquent aussi à la propagande sur le « honte noire » par une campagne sur le thème de la « honte blanche », qui met en garde les forces coloniales contre les manœuvres de séduction des allemandes.

Les autorités françaises sont donc partagées entre les a priori racistes sur les soldats coloniaux et la nécessité de répondre aux attaques de la propagande allemande.

→ Il est difficile de préciser l'impact qu'a eu la campagne contre la « honte noire » sur le quotidien des soldats métropolitains. Cependant la vigueur des attaques contre les soldats coloniaux ne laisse pas indemnes les autres soldats qui sont considérés comme les complices de l'offensive menée, grâce à la Force noire, contre la civilisation allemande.

b) Femmes et hommes sans anticiper sur le cours GÉS-10

La guerre a provoqué aussi une promotion de la femme. La guerre donne à la femme une place nouvelle dans la société. Les femmes constituent à la fin de la guerre jusqu'à 35 % du personnel industriel en Allemagne et en Grande-Bretagne. Le travail féminin

qui ne touchait que le monde agricole et le prolétariat ouvrier gagne maintenant la bourgeoisie. Les bureaux, les professions libérales s'ouvrent aux femmes qui accèdent à des postes de responsabilité. La condition féminine s'en trouve changée, le féminisme progresse. Dans certains pays (Russie, Grande-Bretagne, Allemagne...), les femmes obtiennent le droit de vote. L'émancipation féminine est devenue l'un des slogans de la période d'après-guerre. Signes visibles des nouvelles libertés (?) acquises par les femmes, les modes se transforment, les jupes raccourcissent, les cheveux sont coupés « à la garçonne ». Cette liberté d'allure choque, bien sûr, les tenants des traditions. La guerre a fait accomplir un grand pas à la promotion de la femme. Celle-ci a accédé à des emplois réservés aux hommes, elle a pu acquérir l'indépendance financière. Son rôle nouveau dans l'économie et la vie sociale, les responsabilités qu'elle a exercées comme chef de famille sont parfois mal ressentis par les hommes au retour du front : les divorces doublent en France entre 1913 et 1925, ils quadruplent en Grande-Bretagne. On devine les conséquences de cette évolution : la preuve donnée de l'utilité sociale des femmes, de leur capacité à remplacer partout, ou presque, les hommes, et donc leur égalité de fait avec ceux-ci. Les mouvements féministes, celui des *suffragettes* en particulier, sont encouragés dans leurs revendications ²⁰⁴.

Le retour à la vie civile pose de multiples problèmes. Un profond brassage humain s'est opéré dans les tranchées et a bousculé les anciens clivages. Les différences sociales et idéologiques se sont atténuées entre ruraux et citadins, maîtres et domestiques, patrons et employés, gens du Nord et gens du Midi ²⁰⁵. L'anticléricalisme, si virulent en France au début du siècle, s'atténue : 1/10 des prêtres et des religieux mobilisés ne sont-ils pas tombés au feu comme leurs camarades ? Ainsi naît l'esprit ancien combattant, fait de pacifisme humanitaire — *la der des der* — et de mépris envers les politiciens de l'arrière ; Faisceaux italiens, les Casques d'Acier allemands, les Croix-de-Feu français exploiteront le capital de générosité parfois naïve de ces « confréries modernes » (A. Prost). Comme l'Union sacrée de 1914, la solidarité dans le malheur n'a toutefois eu qu'un temps. Elle a été rapidement submergée par l'insolence de la richesse. Patriotisme et esprit de sacrifice avaient rapproché les hommes : une meilleure connaissance mutuelle ne pouvait-elle aussi déboucher sur des rapports nouveaux ? En fait, remplaçant la naissance, le talent ou le labeur, l'Argent-Roi a renforcé son pouvoir. Après quatre années passées au front, dans les tranchées où s'est établie une « égalisation sociale », la redécouverte de la vie civile s'accompagne de multiples et cruelles désillusions : pour de nombreux militants ouvriers, la

²⁰⁴ Cf. Chr. Bard, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, 1995, 528 p., pp. 79 & suiv.

²⁰⁵ Atténuées mais elles n'ont pas disparu, cf. les grades, les « planques », les réflexes paternalistes de la noblesse et de la haute bourgeoisie, les colis reçus (ce que montre bien *La Grande Illusion*). La question est souvent évoquée dans les mémoires de guerre et traitée dans les premières contributions dans l'ouvrage collectif, très anti-péronniste, de F. Bouloc, R. Cazals & A. Loez dir., *Identités troublées. 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Privat, 2011, 388 p.

fin de la guerre devait être le point de départ d'une transformation de la société dans le sens du progrès social. La désillusion a été forte dans le département de la Seine, où le mouvement ouvrier était « **jusqu'aboutiste** » (*i. e.* comme Léon Jouhaux dans le cours GÉS-2, *cf.* biographie dans le dossier biographique) en 1914 ²⁰⁶. **L'impact de Zimmerwald a été fort, les liens des syndicalistes avec la SFIO se sont renforcés, faisant décliner l'anarchisme** historique, les grèves de 1917 et de 1918 ont été importantes.

Démobilisés, les anciens combattants découvrent les *embusqués* ²⁰⁷, les *planqués*, les *profiteurs* qui se sont enrichis grâce à la guerre : en France, Renault avec ses chars, Boussac avec sa toile d'avion, Berliet avec ses camions, Loucheur avec ses gaz de combat — les chansonniers le surnomment « le malin de la galette » —, Schneider (artillerie), Citroën (obus), ont accumulé d'énormes bénéfices, qui contrastent avec **l'appauvrissement de l'État et de** la majeure partie des citoyens. Toutes les populations subissent les conséquences de l'inflation, les rentiers, les épargnants ont le sentiment d'être spoliés par ce phénomène nouveau et inconnu. Ruinés, ils deviennent hostiles à l'État, accusé de ne pas les défendre.

c) Catégories sociales

La conflagration mondiale a précipité le déclin des campagnes. La disparition de centaines de milliers de jeunes paysans accélère le vieillissement du monde rural, principalement dans les régions les plus pauvres. Toutes les villes ne profitent pas uniformément de la guerre : en effet, les cités proches des zones de combat subissent une régression tandis que les ports, les villes de fabrications militaires connaissent un vif essor.

La guerre a eu des effets très variables selon les catégories sociales. Les détenteurs de revenus fixes, et notamment les petits rentiers, ont été ruinés par l'inflation. En France, où beaucoup d'épargnants avaient placé leurs fonds dans les emprunts russes, la fortune mobilière, évaluée à 113 milliards de francs-or en 1914, ne dépasse pas dix ans plus tard 70 milliards de francs-papier, soit à peine 18 milliards de francs-or. Dans beaucoup de pays, une fraction importante de la petite bourgeoisie se trouve ainsi déclassée, privée de ressources et dressée contre l'État libéral qui n'a pas su protéger ses intérêts. Les *fascismes* trouveront dans cette catégorie sociale une partie de leur clientèle. Moins touchés, les salariés, et en premier lieu la classe ouvrière, souffrent d'une hausse des prix que ne compense pas l'augmentation des salaires. Le pouvoir d'achat des masses se trouve ainsi réduit de 15 à 20 % en France et en Grande-Bretagne, de 25 % au moins en Italie et en Allemagne. Des soupes populaires, des aides diverses ont été mises en place dans des

²⁰⁶ J.-L. Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris, 1914-1919*, Les Belles Lettres, 1995, 484 p. *Cf.* la fiche de lecture envoyée par Pierre-Louis Michel.

²⁰⁷ *Cf.* la *Chanson de Craonne* étudiée dans le cours GÉS-2.

municipalités socialistes ± avancées ²⁰⁸, l'hiver 1917 a été terrible (froid, cherté de la vie, etc.) et on peut parler dans la région parisienne de l' « immense misère de 1917 » ²⁰⁹.

Cette situation explique l'agitation sociale de l'immédiat après-guerre et l'augmentation des effectifs syndicaux, qui passent en France de 900 000 à plus de 2 millions d'adhérents, en Grande-Bretagne de 4 à 8 millions. Certains groupes ont en revanche profité de la guerre. Une partie de la paysannerie d'abord qui a tiré profit de la hausse continue des produits alimentaires et acquis de nouvelles terres. Beaucoup d'industriels aussi, et notamment ceux qui ont obtenu d'importantes commandes de guerre. Spéculateurs et intermédiaires ont en peu de temps acquis d'immenses fortunes et ces nouveaux riches affichent au lendemain de la guerre un luxe qui éveille des rancœurs tenaces, surtout parmi les anciens combattants. En 1917, un député révèle à la Chambre française qu'une petite société au capital de 125 000 F a réalisé, en un an, 2 millions de bénéfices. Certes, le personnage du nouveau riche ne date pas de 1914. On l'a connu sous les guerres de la Révolution et de l'Empire, on l'a vu prospérer en 1870. Mais jamais il n'a disposé d'un champ d'action aussi vaste ni d'un temps aussi long : jamais il n'a autant proliféré, jamais il n'a été aussi arrogant que de 1914 à 1918... (G. Perreux).

Le prestige des classes dirigeantes a été fortement atteint. Le brassage qui s'est opéré dans les tranchées et dans les camps de prisonniers a effacé certaines différences liées à la fortune ou à l'éducation et suscité de puissants courants égalitaires : voir dans *La Grande Illusion*, « film élogiaque » ²¹⁰ du cinéaste français Jean Renoir, les rapports entre le *métallo* devenu lieutenant et l'officier d'origine aristocratique (voir cours GÉS-1). En même temps s'est développé dans les masses un vif ressentiment à l'égard du capitalisme et des milieux dirigeants, jugés responsables du conflit et accusés parfois d'en avoir tiré profit. Le règne des notables s'achève et les idéologies anticapitalistes, socialisme ou fascisme première manière, connaissent un succès très large.

Nouveaux riches et nouveaux pauvres ? Chez les paysans qui l'emporte du prix du blé et du prix du sang ? D'une part, les agriculteurs ont profité des prix élevés : en France, celui du blé quadruple, alors que le taux des fermages ne bouge pas ; on observe, en 1919, trois fois plus d'achats de terres qu'en 1913. En revanche, les ruraux ont supporté plus de la moitié des tués au combat. **Dans les campagnes d'Italie et d'Europe centrale, aux structures sociales archaïques, des révoltes** éclatent en 1919 (voir plus haut). Le fascisme réprimera vite les premières, tandis que des réformes agraires, même limitées, profiteront aux paysans de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, les gouvernements voyant dans

²⁰⁸ Des exemples sont donnés dans J.-L. Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris, 1914-1919*, Les Belles Lettres, 1995, 484 p. Cf. la fiche de lecture envoyée par Pierre-Louis Michel.

²⁰⁹ *Idem*, p. 177.

²¹⁰ J.M. Winter, *The experience of the World War One*, Londres, Macmillan, 1988, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, p. 134, trad. fr., *La Première Guerre mondiale*, Reader's Digest, 1990, 255 p., p. 246.

ces nouveaux petits propriétaires un élément de stabilité politique et conservatrice face au « péril rouge ». **Riches et pauvres s'opposent dans toute la société.** La société, soumise au rude choc de la guerre, en est sortie partout transformée, marquée par l'opposition entre « nouveaux riches » et « nouveaux pauvres », qui devient un thème privilégié des romans et du théâtre d'après-guerre (c'est le titre d'une pièce à succès dès 1917). Certains groupes sociaux ont profité de la guerre, banquiers, commerçants, gros fermiers et beaucoup d'industriels qui ont bénéficié des commandes de guerre. L'inflation profite aux spéculateurs. Les « nouveaux riches » affichent leur luxe, éveillant des rancœurs parmi les anciens combattants et ceux que la guerre a appauvris. Le scandale de leur enrichissement provoque dans l'opinion publique un sentiment durable de réprobation ; si bien que, dix ans plus tard, quand on discute en France d'une loi sur l'organisation de la nation en cas de guerre, les parlementaires et le gouvernement tiennent à spécifier que tout bénéfice de guerre sera interdit et ils stigmatisent ceux qui se sont enrichis alors que leurs concitoyens consacraient leur vie et leurs efforts à défendre la patrie. **Les salariés n'ont pas été favorisés.** Certes les ouvriers, en partie mobilisés dès 1915 à leur usine, échappent à la tuerie, mais leurs salaires ne suivent pas la hausse du coût de la vie (fin 1916, ceux-ci n'ont, en France, augmenté que de 25 %) ²¹¹. De là, la vague de grèves qui déferle en 1917-1918 non seulement sur ce pays, mais sur tous les belligérants européens, et qui culmine en 1919. Plus à plaindre sont les fonctionnaires : un juge touche, en 1918, 2 800 F/an, comme en 1914, un agrégé débutant 4 000 F (mais un ministre 60 000 F) ; au même moment, le kilo de beurre s'achète 12 F... Les plus malheureux devant la « vie chère » (voir les petits dessins scannés du Duroselle), incontestablement, sont les titulaires de revenus fixes. L'inflation frappe avant tout les petits rentiers, les retraités, les vieux travailleurs et les salariés, car les salaires n'augmentent pas aussi vite que les prix (le pouvoir d'achat est réduit de 25 % en Italie et en Allemagne). Retraités, petits propriétaires, rentiers souffrent et voient après 1917 se volatiliser les titres russes... Dans cette bourgeoisie modeste se recrutera la clientèle des extrémistes de droite, en Italie comme en Allemagne, prompts à accuser les juifs et les bolcheviks. L'appauvrissement atteint aussi l'épargnant qui avait placé ses économies en bons d'emprunt russe que le nouvel État soviétique refuse de rembourser.

J.-J. Becker, "Les classes populaires françaises et la guerre de 1914", *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine*, Paris X- Nanterre, n° 7 (1986), pp. 67-92 : voir le texte photocopie

d) Les déplacements de population

□ Certes les guerres antérieures avaient déjà provoqué des mouvements de population : lors du conflit franco-allemand de 1870-1871, des Ardennais et des Picards avaient pris le

²¹¹ Elle est évoquée avec précision dans Yves Pourcher, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour. 1914 - 1918*, Plon, 1994, 546 p., réédition, Hachette Littérature, coll. « Pluriel », 2008, 546 p.

chemin de l'exode, puis des Alsaciens-Lorrains avaient abandonné leur province pour rester français après la défaite de 1871. Mais pendant la Première Guerre Mondiale les déplacements de population ont atteint une dimension nouvelle : en France, des masses venant des provinces du Nord et de l'Est ont afflué vers la « France libre », soit parce qu'elles fuyaient les violences de l'invasion, soit parce qu'elles étaient renvoyées par les envahisseurs allemands. Il y a ceux pénétrés par les Allemands, les requis, les travailleurs forcés, les déplacés tout court, les « oubliés de la Grande Guerre », pour reprendre l'expression d'Annette Becker ²¹². Je les ai évoqués ici et là, notamment grâce à Maxence Van Der Meersch. Traitons-les maintenant.

□ souffrances des civils occupés ²¹³ avec chez beaucoup le refus de parler d'« occupation », au profit d'« invasion » : des réquisitions et un énorme pillage, démantèlement des industries (une « germanisation économique »), un terrorisme de territoires occupés, des prisonniers civils, le travail forcé, des évacués (par la Suisse, certains dans des états épouvantables), une résistance (sous des formes très variées), de la contrebande, une « germanisation culturelle » (noms de lieux, destruction de monuments français, enseignement perturbé, voire germanisé, >>> peut-on parler de guerre totale ? - censure de la presse, fausses nouvelles, *La Gazette des Ardennes* (toute la zone occupée), périodique de propagande assez bien fait, avec de nombreuses photos, - **un profond sentiment d'isolement** - les « couleux » **doivent remettre leur pigeons...** - installation **chez l'habitant, utilisation des bâtiments publics**, l'« odeur boche » qui est souvent notée - pression sur les maires, commissions municipales si le conseil est parti en 1914 - entraves à la circulation, couvre-feu, otages, « singer » les Allemands est sévèrement puni, même chez des enfants - mais un « certain accommodement » entre occupants et occupés ; des relations amoureuses, dont celle du Kronprinz avec une jeune femme de Charleville, des collaborateurs, - **éventuellement souvenir de l'occupation de 1870-1871 : l'histoire bégaie** - un territoire qui a été coupé de la France libre >>> des problèmes pour l'après-guerre, dès 1918-1919 **car la libération des territoires occupés s'accompagne de beaucoup de gabegie**, de désordre, de disette, etc. - Des médecins ont tenté de faire un bilan médical

²¹² A.Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre. 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noësis, 1998, 406 p.

²¹³ P.Nivet (Fontenay 1985), *La France occupée. 1914-1918*, Armand Colin, 2011, 480 p.

□ les épreuves des prisonniers militaires : moral (« cafard »), maladies (typhus), mauvais ravitaillement, déchirement devant le sort des prisonniers russes, punitions et représailles, évactions (de nombreux PG français sont, à travailler, à proximité relative du front)

- les interventions humanitaires : Croix Rouge internationale (CRI, lettre ouverte de 1915 à tous les belligérants pour qu'on respecte les droits des blessés sur le champ de bataille : **suspension d'armes**, listes de PG (prisonniers de guerre, KG en allemand), missions dans les camps de PG en Allemagne, action en faveur du rapatriement des PG blessés, action en faveur des prisonniers civils, etc. Mais action historiquement assez limitée : la CRI refuse de dresser des listes d'exactions, par ex.), Vatican

- la question des navires-hôpitaux : l'Allemagne proteste contre leur trop grand nombre : des faux ? des torpillages >>> la France embarque des PG allemands (officiers) sur des navires-hôpitaux. Et d'autres formes de représailles...

- des bombardements d'hôpitaux, comme celui de Fribourg-en-Brisgau

- les neutres, sont appelés à la rescousse pour secourir, témoigner (sur le « droit des gens »), etc. >>> de « bons » et de « mauvais » neutres

- une propagande, quasi raciste au bout du compte. Le « tribunal de l'histoire » est souvent invoqué

□ « un gigantesque remuement » ²¹⁴ :

- 3 catégories, distinguées dès 1914 : réfugiés proprement dits évacués sur ordre rapatriés. Les évacués sur ordre : habitants des places fortes en août 1914, « bouches inutiles », habitants de Lille-Roubaix-Tourcoing en septembre 1914 (évoquées par M. Van Der Meersch dans *Invasion 14*, 1935). Les réfugiés proprement dits viennent du Nord et de Picardie, de cantons du NE aussi.

- Les causes du départ des réfugiés, proprement dits en 1914 : peur des Allemands, nourrie de souvenirs ou de rumeurs de l'Année terrible, puis des premiers jours de la Grande Guerre, choc de l'arrivée de réfugiés belges ou de cantons français plus proches du front (ainsi Reims se vide des deux tiers de ses habitants à la fin d'août 1914), semant à leur tour la peur, vision de la retraite militaire de 1914, rédaction floue des communiqués français, indécision ou panique des autorités municipales, une panique qui annonce les causes de l'exode de 1940

- Guerre de position 1915>>> : les causes, pour réfugiés et évacués = les bombardements ²¹⁵. Une ville comme Reims se vide presque complètement. Polémiques constantes sur la nécessité ou pas de partir et sur la qualité de réfugié (quelqu'un qui est

²¹⁴ P.Nivet (Fontenay 1985), *Les réfugiés français de la Grande Guerre (1914-1920)*. Les « Boches du Nord », Economica, 2004, 600 p., que nous suivons ici.

²¹⁵ Ex. : Armentières, évacuée 9 août 1917 par les Anglais, à cause des obus asphyxiants : seuls restent une 50e de personnes, pour garder les usines, à la demande des industriels (!). Dès 1915 une famille (ce n'est pas la mienne...) s'est réfugiée dans le Maine-et-Loire à la suite des troubles nerveux provoqués chez l'un des deux enfants par le bombardement de la ville.

parti tout seul peut-il l'être ? >>> la distinction « réfugié » - « évacué » est sans cesse oubliée et rappelée). Autre cas : les « indésirables », que les Allemands envoient en France (bien montré par Maxence Van Der Meersch)

- nouvel exode massif en 1918 à cause du retour de la guerre de mouvement, avec nouvelle panique mais aide de la Croix-Rouge US, les autorités françaises étant largement dépassées

- repli allemand de 1918 : évacuation par les Français d'habitants de villes « libérées » mais sur lesquelles l'artillerie allemande tire ; rapatriés dans les zones libérées devenues sûres ; après l'armistice rapatriement d'habitants évacués par les Allemands et mis en « camps de concentration », d'enfants en vacances dans le NE et coincés par l'avance allemande.

L'essentiel des rapatriements s'effectue par la Suisse, difficulté de les recevoir dans des villes françaises très petites, chant de *La Marseillaise* spontanément entonné

□ les lieux de refuge :

- une diaspora dans toute la France, d'autant qu'à cause du désordre ou de leur volonté de ne pas être évacués, certains réfugiés restent très près de chez eux, ce qui permet des AR au domicile !

- souhait général de la durée brève >>> beaucoup de réfugiés s'installent près de la gare du Nord de Paris ²¹⁶, ou dans la banlieue Nord ou NE de Paris ²¹⁷

- cas particulier de la main-d'œuvre des mines et du textile, évacuée à Saint-Étienne ou dans la région de Rouen

- des réfugiés ou des évacués refusent d'être déplacés une deuxième fois (ex. de Hazebrouck, qui concentre beaucoup de réfugiés qui s'incrument (et qui va devenir, selon les Anglais, un « chaudron »)

- des personnalités clairvoyantes découvrent le traumatisme de l'exode, grâce au phénomène des habitants qui refusent de partir et se cachent (X volonté officielle des Anglais et des Français de « purger » les départements du Nord et du Pas-de-Calais)

- volonté française d'envoyer le moins possible de réfugiés à Paris et dans le reste de la Seine

- nombreuses protestations de la part d'autorités de communes trop petites pour les réfugiés qu'on leur envoie

□ les conditions de prise en charge :

- en 1914, rien n'est prévu pour ce phénomène, inconcevable à cause de la doctrine de l'« offensive à outrance » !

²¹⁶ André Gide, profitant d'un dimanche après-midi pour « rôder » autour de la gare du Nord, est « terrifié », en février 1915, par le « flot des réfugiés » qui s'y trouve. Sans commentaires...

²¹⁷ Mon père, Parisien depuis deux générations, mais gendre et mari (ma mère était née sous les bombardements d'Armentières et, logée avec ma grand-mère près de la gare de Livry-Gargan, criait « Obus ! » à chaque arrivée de train...) de réfugiés du Nord, me faisait remarquer que le boulevard dans lequel nous et mes grands-parents habitaient filait droit vers le Nord.

- une allocation d'aide aux réfugiés est créée à l'été 1914 (75 centimes par jour et par tête à partir de décembre), souvent versée aux municipalités ou en nature, par crainte de l'alcoolisme, surtout au début

- les parlementaires des « régions envahies » interviennent très fréquemment pour défendre les réfugiés >>> toute une règlementation complexe, mais certains réclament, en vain, la création d'un Ministère des Réfugiés (ce qui aurait été une très bonne solution) : l'État français ne réussit pas à intégrer cet aspect de la guerre totale

- tous les textes en vigueur sont réunis en un seul, appelé officieusement Charte des Réfugiés, publié au *JO* du 17 février 1918 :

* l'allocation a été, entretemps, portée à 1,50 F/ jour/ adulte et 1 F / enfant

* en cas d'ivrognerie, l'allocation est retirée

* les réfugiés ont enfin droit aux quelques lois d'assistance de la III^e Rép. : AMG (Assistance médicale gratuite), retraites, etc.

* des commissions sont créées

- de nombreuses associations philanthropiques se consacrent à l'assistance aux réfugiés, dans les gares, dans des « refuges » (Cirque d'Hiver, salle Wagram, anciens bâtiments religieux, etc.)

- grand rôle des préfets et de leurs épouses, des notables locaux, laïcs ou ecclésiastiques

- le Foyer franco-belge est animé par André Gide, jusqu'en mars 1916 ; des institutions américaines ; Cécile Brunschvicg ; des refuges de la CGT et de la SFIO

- des représentations théâtrales sont organisées par Firmin Gémier, futur fondateur et directeur du TNP

- une aide spécialement orientée vers les enfants (souvenir jusqu'à Seconde Guerre mondiale) ; un Office de renseignements pour les Familles dispersées (privé)

□ des comités de réfugiés très tôt ; le + imp. : Comité des Réfugiés du Nord (octobre 1914, à l'initiative de François Carrez ²¹⁸). Intermédiaires entre les réfugiés et les pouvoirs publics, fortement soutenus par les parlementaires, démarchant les industriels, distribuant des colis, ces comités obtiennent quelques avantages : par ex. les collégiens et lycéens du Nord sont admis gratuitement dans les lycées parisiens ou provinciaux

□ des réfugiés traumatisés à leur arrivée à l'« intérieur » :

- exactions de toutes sortes de la période d'invasion, commises « en violation du droit des gens », et dont les réfugiés témoignent « à l'intérieur » devant des commissaires de police ou des juges de paix >>> Comité d'enquête de septembre 1914

- vie extrêmement difficile pour ceux qui ont été occupés plusieurs mois ou années : difficultés de ravitaillement, humiliations de toutes sortes, travail forcé (y compris en Allemagne), des évacuations (par les Allemands) en 1917 (ex. Saint-Quentin), beaucoup de

²¹⁸ Il y a aussi, évitons la jalousie, un Comité des Réfugiés du Pas-de-Calais, créé à l'initiative de deux sénateurs du 62, dont Charles Jonnart.

réfugiés ou rapatriés nordistes en ou par la Belgique ou les Pays-Bas se plaignent de **l'attitude des Belges et des Néerlandais** à leur égard

- voyages en train et/ou à pied très difficiles

- sentiment d'avoir « tout perdu », notamment pour ceux qui n'avaient rien ou pas grand-chose dans leurs bagages en cours de route, ou pire pour ceux qui ont été « évacués » sans pouvoir prendre de bagages ²¹⁹. **C'est seulement en septembre 1918 que l'État crée un Service de Recherche des bagages des évacués !**

- traumatismes psychiques : réfugiés qui s'accrochent à la clé d'une maison détruite, insultes (dont « Boches du Nord »), commotions nerveuses, bruits faisant penser à une bombe ou un obus, oubli du nom du village ou de la famille, etc.

- dégradations diverses de la santé >>> nombreuses études médicales

□ l'accueil dans les départements de l'intérieur :

- conditions de logement très mauvaises, notamment sur le plan sanitaire

- **règlements très durs pour les lieux d'hébergement, traités par les autorités en « asiles de nuit »**

- **les villes d'accueil sont souvent trop petites ou ont à loger aussi des troupes**

- relations très difficiles avec les administrations (mépris fréquent, suspicion fréquente, hostilité, etc.), mais nombreux maires courageux et accueillants >>>> nombreuses réclamations des parlementaires

□ Bcp de maires s'intéressent aux « évacués » et « réfugiés », pendant la Grande Guerre et après (Jean Zay à Orléans par ex.)

□ antagonisme entre les populations de l'intérieur et les réfugiés, bien que les instituteurs et les prêtres aient souvent cherché, au début surtout ²²⁰, à améliorer le contact, à susciter des collectes, des particuliers aussi, comme la jeune Louis Weiss en 1914 à Saint-Quay-Portrieux. Prix exorbitants, petites annonces discriminatoires, jalousie due à **l'indemnité, ce que montrent les lettres anonymes, les réfugiés sont accusés de faire monter les prix, etc.**, toute une série d'incidents qui, s'ils sont évoqués dans la presse française, sont repris par la propagande allemande (cf. *La Gazette des Ardennes* ²²¹)

□ L'accueil des « évacués » par les Allemands semble avoir été particulièrement mauvais : « **Si vous n'êtes pas contents, vous n'avez qu'à retourner chez les Boches** ».

□ les oppositions culturelles :

²¹⁹ À noter qu'il y a eu aussi pillage des habitations par des soldats français lors des évacuations de 1918. Les Allemands prélèvent systématiquement le numéraire des réfugiés, donnant en échange des bons sans valeur en France. La perte du linge, auquel le petit peuple avait fini par s'habituer (cf. les fameux progrès de l'hygiène) est ressentie particulièrement douloureusement.

²²⁰ Il semble qu'il y ait eu retournement de l'opinion devant la longueur de la guerre, partant de l'installation provisoire des réfugiés

²²¹ Les Ardennes sont un département occupé pendant toute la durée de la guerre ; il est évoqué avec minutie dans G.Ponsinet, *Guerre aux civils-guerre des civils dans les Ardennes envahies de 1914 à 1918*, L'Harmattan, 2012, 272 p.

* la France de 1914 était encore un pays de petits « terroirs », une mosaïque ²²² >>> un **choc** pour les uns et pour les autres, d'autant que la France réelle n'est pas celle du *Tour de la France par deux enfants*. La France de la Première Guerre Mondiale prend, par l'intermédiaire des problèmes des réfugiés (comme de l'armée française), de plein fouet l'opposition millénaire entre la France du Nord et la France du Midi, toutes les deux mythifiées, avec un océan de préjugés, quasi raciaux (y compris contre les hommes politiques, en majorité originaires de la France du Midi)

* D'autant que coure une rumeur, une « légende noire » celle de la lâcheté des soldats du Midi ²²³ : le XVe C.A. (corps d'armée) n'aurait pas « tenu sous le feu » en Lorraine en 1914. Cette légende est le fruit de tous les poncifs quasi raciaux et/ou racistes (le pastis, les « tartarinades », etc.), mais aussi de l'histoire, économique et politique de la France : Rév. ind. au Nord, pas au Sud, hommes politiques originaires plutôt du Sud, dit alors le Midi

* problèmes linguistiques : les uns considèrent que « les autres » parlent mal le français, problème du ch'ti, du picard

* problème classique, maintenant renouvelé, des contacts entre citadins et ruraux

* niveaux culturels peuvent être très différents entre nouveaux voisins !

* traditions différentes quant à l'hygiène, à l'alimentation, aux religions, à la politique, etc.

□ les réfugiés, une « classe dangereuse » ? :

- une menace pour la santé, disent certains habitants de la France libre : maladies, épidémies, tous soupçons typiques de l'hygiénisme qui a gagné avant 1914 une France qui reste un « agrégat inconstitué de peuples désunis », comme disait l'abbé Grégoire au début de la Révolution française

- une menace pour l'ordre et le calme : délits, consommation d'alcool, les réfugiés sont cause de « scandale », ils abîment les logements qui les abritent, ils fréquentent (trop) les auberges et les cafés, jalousies amoureuses, réfugiées « femmes de mauvaise vie » ou simplement « trop jolies », réfugiés trop « beaux gars », et, bien sûr, les réfugiés amènent la débauche, les outrages à la pudeur, des prostituées sont parmi les convois ²²⁴. Des légendes qui auront la vie dure puisqu'une des raisons de la construction après la victoire de la Cité universitaire du bd Jourdan est, aux yeux d'un conseiller municipal du XIVe arr., de faire disparaître les baraquements du centre d'accueil des réfugiés qui occupaient le terrain. Autre postérité : Maxence Van Der Meersch insiste, dans *Invasion 14*, sur la dérive de certains personnages (mais c'est un roman, et il faut bien forcer le trait).

- conclusion des pouvoirs publics :

²²² Cf. E.Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Fayard, 1983, 848 p., réédition, 1998

²²³ J.-Y.Le Naour, *Désunion nationale : la légende noire des soldats du Midi*, Vendémiaire, 2011, 190 p.

²²⁴ On voit aussi déjà l'accusation, qui annonce celle de la Seconde Guerre mondiale, de séduction de femmes de mobilisés ou, pire, de prisonniers.

* toute une série de règlements restrictifs, notamment obligation de déclaration d'arrivée pour un réfugié isolé, interdiction de circuler au-delà d'un rayon de 10 kms, mais on est en guerre et il y a d'autres entraves à la liberté du citoyen...

* des affichages comminatoires et infamants de la part de préfets, sous-préfets et maires : les réfugiés jouent le rôle de boucs-émissaires

- **conclusion des gens de l'intérieur** : il y a des « indésirables » parmi les réfugiés ou les réfugiés sont indésirables, réflexe contre les « horsains » assez classique en anthropologie
- conclusion D.L. : le phénomène va rejouer en 1940

□ autres éléments psychologiques :

- **le réfugié c'est l'irruption de l'image de la guerre dans la** « France profonde » (ce sera toujours vrai, partout dans le monde)

- **les réfugiés sont assimilés à des lâches, qui ont paniqué, qui n'ont pas su** « défendre la France »

- ils sont comparés aux morts de la commune

- « tri » officiel parmi les rapatriés fait apparaître de nombreux cas de « collaboration horizontale », comme on dira pendant la Seconde Guerre mondiale, des cas de prostitution auprès des Allemands et, bien sûr, des « enfants de Boches » ²²⁵

□ l'expression de « Boches du Nord » :

- une insulte qui apparaît dès 1915, les journaux des comités invitant les insultés à porter plainte, d'autant que des tribunaux ont déjà condamné des individus ayant traité quelqu'un de « boche »

- Carrez (!) (voir plus haut) demande en 1916 que des mesures supplémentaires soient prises

- de très nombreux témoignages de la fréquence de l'insulte (ou « Prussien ») jusqu'en 1918, y compris, bien sûr, dans les écoles ; des condamnations en justice jusqu'en 1918

- des réfugiés ou des parlementaires contestent, à juste titre, le terme de « rapatrié »

- la seule cause à peu près rationnelle serait le soupçon, assez général et en tout cas souvent fondé, de relations amoureuses avec les Allemands de la part des occupées des rapatriées, des relations évoquées clairement et calmement par Maxence Van Der Meersch et, avant son roman, par les autorités qui rappellent que la relation intime avec un ennemi n'est pas punie par le Code pénal. De très nombreuses lettres de dénonciation et une rumeur colportée par les soldats français qui libèrent en 1918

□ le sort fait aux réfugiés en France aggrave leur traumatisme et augmente leur désir de retour rapide dans commune d'origine >>>

²²⁵ Les femmes sont interrogées par des officiers français, pas forcément dotés de l'expérience du renseignement, et livrent des aveux circonstanciés et sans grand remord, apparemment sincères, sans doute parce que la plupart des officiers semblent remplis de mansuétude, de dégoût vis-à-vis des dénonciations et de la haine qui entoure ces femmes, sans parler de la triple idée qu'il faut faire vite, « nationaliser » l'enfant éventuel et que le problème, au fond, ne les concerne pas en tant qu'officiers.

- incitation la plus pressante : les problèmes relationnels avec les « gens du Midi », mais souvent longues discussions dans les familles, obstacles des nécessités de la vie militaire et de la vie civile (retours des démobilisés, avec souvent acrimonie entre eux et les réfugiés)
- idéalisation fréquente du « pays perdu », **désir de récupérer ce qui peut l'être de ses biens**, désir de reprendre le **travail car il faut vivre, de faire les semailles d'automne** ²²⁶, désir de retrouver un membre de la famille resté sur place
- nombreux problèmes avec les troupes françaises : les soldats sont accusés de piller, de prendre les matériaux des maisons pour empierrer les routes, au fond un affaissement des normes morales à la fin de la guerre
- >>>> un dilemme pour les pouvoirs publics, dès le début de 1918, et, ici encore, grand rôle des parlementaires, qui interviennent et argumentent, en faveur des réfugiés. Clemenceau craint, à juste titre, les offensives allemandes. Un plan de rapatriement a commencé à être établi dès 1916 par les autorités civiles et militaires
- mais l'état des régions récupérées interdit tout retour massif : dégâts de la guerre, un tableau que Demangeon va dresser dans *Le Déclin de l'Europe* (1920), **explosions d'engins**, avec victimes, tout au long de 1919 dans certaines zones
- sont jugés prioritaires : les maires et conseillers municipaux, qui souvent sont stupéfaits de **l'état de leur commune et déclarent impossible le retour des réfugiés**
- la reconstruction est pensée à partir de 1916 et des avances sur indemnités seront versées dès 1919
- une « expérience » : le repli allemand sur la « ligne Hindenburg » (1917) libère une grande partie de la Picardie et du Pas-de-Calais :
- les Allemands ont pratiqué la terre brûlée >>> **les premiers visiteurs (par ex. l'historien Gabriel Hanotaux, des journalistes anglais) parlent du « désert de Picardie »**
- deux députés du Pas-de-Calais sont envoyés en éclaireurs à Bapaume le 25 mars 1917 et **sont tués par l'explosion d'une mine enfouie dans le seul bâtiment resté à peu près debout**
- grande improvisation, grande confusion entre civils et militaires, grande prudence de **l'armée, qui suscite l'impatience, voire la colère des parlementaires**
- finalement les pouvoirs publics accordent priorité, après les maires, aux travailleurs des **champs et aux ouvriers d'usines**
- tout le monde rentre en fait progressivement et dans le plus grand désordre
- les aides les plus importantes sont accordées par une multitude d'associations privées, comme les « dames de Blérancourt », Américaines ²²⁷
- les retours après juillet 1918 :

²²⁶ L'abbé Lemire, fidèle à son personnage de régionaliste organiciste, apôtre des jardins ouvriers, à la chambre en décembre 1918 : « La terre leur est tellement précieuse, cette terre de jardin de la vallée de la Lys, qu'ils aspirent à la remuer, à la faire produire ! »

²²⁷ Un musée a été installé dans le château, et récemment restauré.

- un mouvement spontané de retours, dans l'enthousiasme >>> le gouv. cherche à endiguer, en organisant un centre spécialisé à la gare d'Austerlitz, avec transports en autocars vers gares du Nord et de l'Est (mais les réfugiés doivent attendre leurs bagages). Invraisemblable cohue

- gare de Lyon: Œuvre du Bon Accueil (les réfugiés partent sans leurs bagages)

- des problèmes relationnels avec les employés des Cies de Chemins de fer ²²⁸

- au fond, chacun se débrouille. Certains réfugiés montent « en stop » dans des camions de l'armée britannique. Comme l'écrit le 25 septembre 1918 le *Journal des réfugiés du Nord* : « Quand on se décidera en haut lieu à autoriser les habitants à rentrer, on s'apercevra que la plupart sont déjà là » !

- gros problèmes pour les maires (afflux, etc.), pour les réfugiés (traumatisme des ruines, infestées de rats, certains, rentrés en 1917 ont été chassés par une offensive de 1918 et reviennent pour la 2^e fois)

- ~~installation par les pouvoirs publics de baraquements~~, qui vont marquer le paysage de la reconstruction pendant plusieurs années, mais :

* ils sont assez nombreux dès la fin de 1918

* le principal problème est que toute planification est démolie en 24 heures par l'afflux de réfugiés (pouvait-il en être autrement ?)

* un 2^e est la désillusion après l'euphorie du retour « chez soi » : un sentiment d'abandon en 1919, surtout chez les gens du Nord, jaloux de se voir préférer les Alsaciens-Lorrains ²²⁹ ! De **petites manifestations à l'été 1919 et des phrases** comme « tout allait mieux au temps des Boches » ²³⁰

* un 3^e est le désordre effarant : une famille « touche » sa baraque, mais doit attendre des **semaines le sac de boulons qui permet de l'assembler ! L'État doit en 1919 faire face à de multiples « questions », la conf. de la Paix et le traité de Versailles, la démobilisation, l'aide aux pays d'Eur. centrale, la peur du rouge et... la reconstruction**

- les villes renaissent + rapidement que les communes rurales, avec une sorte de vie communautaire (cantines, etc.) qui va beaucoup marquer la mémoire collective

- ici encore : protestations des parlementaires, des journaux de réfugiés, actions de **nombreuses œuvres philanthropiques**

- réactions xénophobes contre :

* l'armée britannique qui a continué à démolir les maisons pendant l'hiver 1918-1919, pour se chauffer...

²²⁸ Qui annoncent les problèmes des rapatriés en 1962...

²²⁹ Dans les années 1920, des municipalités vont chercher à lutter contre ces hostilités entre provinces et « libérés » : ainsi, Strasbourg va « patronner », en jumelage avant l'heure, Armentières (Nord).

²³⁰ Cela fait un peu Bagdad et Kaboul libérés...

* la main-d'œuvre étrangère employée à la reconstruction (Annamites, Chinois, Kabyles, Polonais...)

- les quelques projets de reconstruction sur un nouveau site se heurtent à la résistance de la population >>> **échec, sauf dans cas où les survivants sont peu nombreux et l'ancien site bourré d'explosifs (Craonne au Chemin des Dames, par ex.)**

□ bilan des retours :

- des cas de réfugiés rentrés qui repartent

- des familles ne rentrent pas, ou ne rentrent que certains membres de la famille, les plus âgés par ex.

- cas beaucoup + fréquent que ne le disent les livres, des familles se coupent en deux : la vieille génération rentre (pas forcément tout de suite), les jeunes restent là où ils se sont réfugiés, pas forcément **à l'aise, ce sont leurs descendants qui s'intégreront (ce fut le cas dans ma famille)**

- décroissance du nombre des réfugiés dans les statistiques, mais que valent-elles ?

□ les conséquences de l'exode ne sont pas entièrement négatives à long terme, pour les réfugiés, l'exode peut avoir permis d'échapper à la condition prolétarienne, avoir permis de découvrir de nouveaux horizons, ma famille peut en témoigner !

□ les pouvoirs publics et certains romanciers ont présenté, bien sûr, les choses de façon idyllique : unification de la France, etc.

□ dans l'entre-deux-guerres **l'image** positive du poilu évince celle, plus négative, du « réfugié » (civil), et surtout rien dans la culture collective (cf. **le cinéma**) **n'évoque les exodes de la Grande Guerre (≠ Seconde Guerre mondiale)**

□ « rejeu » avec l'exode de 1940, l'évacuation s. s. étant préparée de longue date par les pouvoirs publics.

e.) Quelles autres conséquences ?

La détérioration des niveaux de vie provoque d'une part des mouvements de revendication dans le monde ouvrier, d'autre part le mécontentement de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui reprochent à l'État libéral de ne pas avoir su protéger leurs intérêts (en Allemagne, les classes moyennes des villes, prolétarisées, fourniront au nazisme une partie de sa clientèle). Les relations individu-État se transforment donc. La guerre a demandé beaucoup aux peuples ; ceux-ci exigent à leur tour davantage de droits, de sécurité, de bien-être. C'est le sens par exemple du programme de Lloyd George (novembre 1918) « pour bâtir une nation digne de nos héros ». Comme l'écrit André Siegfried en 1931 (*La Crise britannique au XXe siècle*)²³¹ : « Tandis qu'on se battait, les familles des soldats, c'est-à-dire de tout le monde, étaient prises en charge par la nation. Quand la paix est revenue, il ne faut pas s'étonner que cette socialisation de la vie populaire se soit

²³¹ Le livre a été réédité deux fois, en 1952 et en 1975, dates évidemment significatives.

perpétuée. » Le bouleversement des fortunes, le phénomène de l'inflation sont porteurs de transformations psychologiques et morales. Les anciens *poilus* s'indignent des fortunes scandaleuses des spéculateurs de l'arrière. L'inflation entraîne de nouveaux comportements qui jettent bas les habitudes d'épargne liées à la stabilité monétaire. À quoi bon économiser pour assurer ses vieux jours ou l'avenir de ses enfants puisque l'argent ne cesse de perdre sa valeur ! Mieux vaut dépenser tout de suite, consommer, jouir de la vie. C'est tout un système de valeurs morales qui s'effondre : la réussite n'est plus la rançon du mérite, de la vertu, du travail, mais de l'habileté du spéculateur ou de la chance de l'aventurier. Cette volonté de jouir de la vie après les souffrances et les privations de la guerre se marque par une véritable ruée sur les plaisirs de la paix retrouvée : fêtes populaires, vogue des cinémas et des boîtes de nuit, dancings où le tango importé d'Argentine connaît un triomphe, **découverte du jazz... Ce sont les « années folles »**. Toutes les valeurs auxquelles croyait l'Europe se trouvent remises en question. Les pays européens se sont lancés dans une sorte de suicide collectif. Les deuils par millions, l'angoisse, la faim, la lassitude provoquent une révolution intellectuelle et morale. Les pays à l'armature plus solide s'usent mais résistent ; les plus faibles (Russie, Autriche-Hongrie), et l'Allemagne sur la fin se désorganisent et finissent par s'effondrer. Les victoires militaires n'ont fait que concrétiser la supériorité du camp qui a su tenir le « dernier quart d'heure ». Chez les uns et les autres, une mentalité nouvelle s'est répandue, détente inévitable après des années de souffrances : vivre à crédit est plus facile que d'épargner, jouir des plaisirs plus tentant que de suivre le devoir. Rigueur et classicisme font place à un esprit qui se veut *libéré*, revanche de l'irrationnel face à un monde absurde. C'est la révolte de l'individu contre les contraintes (« Familles, je vous hais », avait dit Gide dès avant 1914) ; **c'est la libération des mœurs** ; c'est le plaisir d'« épater le bourgeois », qui n'est pas absent chez les dadaïstes ou les surréalistes, tel André Breton ou Salvador Dalí. Certains se réfugient dans le culte de l'individu d'exception (Montherlant, Malraux, Saint-Exupéry), d'autres dans le pessimisme (Drieu La Rochelle), la méditation solitaire (Valéry) ou l'anticonformisme (Gide), d'autres enfin dans la religion consolatrice (Claudel).

7°) Conséquences directes de la guerre sur la mentalité collective

La guerre a profondément marqué la génération des combattants, dont elle hante la mémoire. Elle devient le thème majeur d'un nombre important de romans, nouvelles, témoignages, où domine le sentiment de l'horreur. Tel est le cas des *Croix de bois* de Roland Dorgelès ²³², de *La vie des martyrs* de Georges Duhamel ²³³, d'*À l'ouest rien de*

²³² Pseudonyme de Roland Lécavelé.

²³³ Le livre de Dorgelès, Prix Femina 1919, a toujours été un gros succès de librairie et il est au Livre de Poche dans un petit numéro (189). Notamment grâce au vocabulaire c'est une peinture de la vie du combattant très réaliste ; justifiant le titre, il est dix fois fait allusion aux croix de

nouveau de l'écrivain allemand E.M. Remarque (Remark). Mais déjà s'affirme un clivage entre des œuvres qui dénotent une certaine nostalgie de l'héroïsme telles que *Les Épargés* de Maurice Genevoix, *Le sel de la terre* de Raymond Escholier ou *L'Équipage* de Joseph Kessel, et les livres qui dénoncent le caractère absurde et monstrueux de la guerre, comme *Le feu* de Henri Barbusse (prix Goncourt 1916 — *sic* —, dont le réalisme tranchait avec tout ce qui avait été publié auparavant) et *Le voyage au bout de la nuit* de L.-F. Céline. Ces deux attitudes se prolongent dans les années de l'après-guerre avec l'esprit « ancien combattant » et un puissant courant pacifiste qu'illustrent Romain Rolland, Alain, Marc Sangnier et qui trouve son expression politique avec l'action d'Aristide Briand (cf. biographie dans le dossier biographique).

Mais la guerre détermine surtout une remise en question du système de valeurs sur lequel repose la civilisation occidentale. Les valeurs morales ont subi un coup très dur. Le mépris de la vie humaine, l'opposition entre les souffrances des combattants et l'insouciance de l'arrière, le spectacle d'immenses fortunes acquises parfois aux dépens des soldats, tout cela a laissé des traces profondes dans la mentalité collective. Le sentiment d'avoir été, au nom de grands principes, le jouet d'intérêts sordides, suscite une révolte contre les morales traditionnelles fondées sur le devoir et une réhabilitation du plaisir sans contrainte. Les *Nourritures terrestres* d'André Gide, totalement inconnues du public depuis leur publication en 1897, deviennent le livre de chevet de la jeunesse bourgeoise et Marcel Proust reçoit le prix Goncourt en 1919 pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*. Même évolution vers un individualisme sceptique à l'étranger, avec l'Anglais Aldous Huxley, l'Italien Luigi Pirandello et l'Irlandais James Joyce. Mais cette réaction n'est pas seulement littéraire. Elle se traduit dans la vie quotidienne ²³⁴ et, après les années de souffrance de la guerre, par une détente dont les manifestations sont multiples : modes « extravagantes », engouement pour le jazz qui fait son apparition en Europe en 1917 avec les soldats de l'armée Pershing ²³⁵, danses américaines (*one-step, charleston*) qui remplacent la polka et la valse des cours d'Europe centrale, théâtre du Boulevard où s'illustrent comme auteurs Robert de Flers, Henry Bernstein et Édouard Bourdet, comme acteurs Gaby Morlay et Charles Boyer. La guerre a porté un coup très dur aux valeurs morales qui constituaient les assises de la civilisation occidentale. La littérature évoque les drames en marge du conflit, les familles

bois des tombes éphémères de soldats morts, avec cette phrase presque finale : « Combien sont encore debout, des croix que j'ai plantées ? ». Georges Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité. Dans *Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique.

²³⁴ Bien décrite par Yves Pourcher, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour. 1914 - 1918*, Plon, 1994, 546 p., réédition, Hachette Littérature, coll. « Pluriel », 2008, 546 p., et dans P.Darmon, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Fayard, 2002, 448 p.

²³⁵ Le général John Pershing était d'origine alsacienne.

séparées (le nombre des divorces augmente), le relâchement des mœurs et des cadres sociaux. Par exemple, le roman de Raymond Radiguet *Le diable au corps* (1923) fait scandale en évoquant les amours d'un adolescent et de l'épouse d'un combattant mobilisé : une femme infidèle bafoue les conventions morales, néglige les prescriptions patriotiques au profit des suggestions, autrement impératives, des lois de la nature.

Les valeurs intellectuelles ne sont pas moins atteintes. La réaction contre le rationalisme, déjà très vive à la fin du XIXe siècle, se trouve accentuée par la guerre et triomphe avec Bergson, Unamuno et le philosophe allemand Heidegger qui met en valeur la notion de l'absurde dans notre univers. Cette crise du rationalisme peut aboutir à un renouveau du sentiment religieux. Elle peut aussi déboucher sur une évasion vers l'irrationnel et sur un refus du monde présent. Ce refus se manifeste dès 1919 par le *Manifeste Dada*, protestation d'artistes (Francis Picabia, Marcel Duchamp, Tristan Tzara, 1896-1963, Roumain) contre l'absurdité et la faillite de notre univers et remise en question par un non-conformisme poussé jusqu'au scandale de toutes ses valeurs intellectuelles et artistiques. Dans la même veine se développe un peu plus tard le mouvement surréaliste qui groupe autour d'André Breton, les poètes Paul Éluard, Louis Aragon, Robert Desnos, les peintres Max Ernst, Picasso, Salvador Dalí et proclame, avec la toute-puissance du rêve et de l'instinct, sa volonté de rompre avec les « modes de penser et de sentir de l'humanisme traditionnel ». Ces mouvements apparaissent comme une réaction contre la guerre, contre les élites qui l'ont déclenchée et approuvée, contre la science qui lui a fourni ses moyens de destruction massive. Empruntant à la psychanalyse ses méthodes d'investigation de l'âme humaine, ils se proposent de « rechercher l'homme caché sous le vernis de la civilisation ». Mais cette fuite dans l'irrationnel n'est pas l'unique moyen d'échapper à un système de valeurs qui a fait faillite. D'autres, parfois les mêmes, vont chercher l'évasion dans l'action révolutionnaire (Aragon), dans l'esthétisme (Valéry) ou la vie dangereuse (Malraux, Saint-Exupéry). Partout combattants et civils n'aspirent qu'au repos et à l'oubli. Le même état d'esprit fait d'anxiété et de pessimisme est commun aux vainqueurs et aux vaincus : anxiété face à l'avenir incertain ; comment trouver du travail à la démobilisation, alors que le marché de l'emploi est saturé ? Comment se ravitailler ? Dans quel type de société et de régime politique vivra-t-on ? Telles sont quelques-unes des questions qui reviennent le plus souvent.

8°) Un pessimisme d'après-guerre

L'horreur de la guerre apparaît plus clairement aux civils jusqu'alors soumis à la censure et au « bourrage de crâne » ²³⁶ ; des photos, auparavant interdites, le récit des atrocités commises circulent plus librement. À la certitude d'incarner la civilisation et le progrès succède le désarroi résumé par le cri poignant de Valéry en avril 1919 : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles... ». L'ensemble

²³⁶ Cf. Chr. Prochasson & A. Rasmussen dir., *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, La Découverte, 2004, 360 p.

des valeurs élaborées au XIXe siècle, sur lesquelles reposaient les sentiments de supériorité et de certitude des Européens, a été anéanti par la *boucherie* de 1914-1918. Deux notions fondamentales en particulier volent en éclats, la croyance en une amélioration continue grâce aux bienfaits de la science et de la raison, la foi en une société toujours plus juste.

La guerre a profondément marqué « la génération du feu ». Très vite, les intellectuels prennent conscience qu'elle ouvre une véritable crise des valeurs. De très nombreux témoignages littéraires montrent à quel point la guerre a représenté pour ceux qui l'ont faite un choc très profond. L'expérience directe du champ de bataille inspire des **œuvres** qui insistent sur l'horreur des combats, sur la présence obsédante de la mort qui change l'homme, sur la peur éprouvée par les soldats dans les tranchées au long d'interminables heures ²³⁷.

Cette douloureuse expérience débouche sur la remise en question de la civilisation européenne qui a permis ces horreurs et souvent sur des prises de position pacifistes et antimilitaristes. Par exemple, Georges Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917, voir plus haut) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité et dans *La Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « **règne du cœur** » dominant la civilisation mécanique ²³⁸. Henri Barbusse dans *Le Feu* (1916) évoque lui aussi la laideur de la guerre et l'affection fraternelle des *poilus*. De manière plus radicale que Georges Duhamel, il s'en prend aux fauteurs de guerre, la société bourgeoise et capitaliste, le militarisme, le nationalisme. Et il en appelle à l'entente des peuples et des démocraties. En novembre 1926, *Le béquillard meusien*, journal d'une association de mutilés de la Meuse, félicite l'auteur du *Feu* de haïr la guerre, mais juge ses positions trop peu efficaces pour l'avenir. Pour les mutilés, la paix ne peut être durable que si on éduque la jeunesse dans l'horreur de la guerre et, sans remettre en cause l'attachement à la patrie, il propose pour la jeunesse un programme d'éducation qui présente toutes les souffrances physiques et morales du combattant, véritable musée des horreurs de la guerre. Il est vrai que la guerre ne suscite pas que des réactions d'horreur : certains écrivains comme Montherlant et Drieu La Rochelle y voient une expérience héroïque et grandiose dont ils conservent la nostalgie face à l'embourgeoisement et à la médiocrité de la société d'après-guerre.

²³⁷ En 1930, évoquant son expérience de guerre, Gabriel Chevallier exprime dans *La peur* le traumatisme et l'horreur ressentis : « Debout sur la plaine. L'impression d'être soudain nu, l'impression qu'il n'y a plus de protection... Notre vie à pile ou face... Des hommes tombent, s'ouvrent, se divisent, s'éparpillent en morceaux... On entend les chocs des coups sur les autres, leurs cris étranglés. Chacun pour soi... La peur agit maintenant comme un ressort, décuple les moyens de la bête, la rend insensible... ».

²³⁸ L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 51-60.

De nouveaux courants littéraires et artistiques se révèlent. Le sentiment d'une crise de civilisation donne un élan accru à un courant intellectuel né avant la guerre : le mouvement Dada exprime bien ce malaise moral et intellectuel, lui qui, à la recherche du beau à l'état brut, en vient à rejeter toute discipline, s'attaquant à la source même de la pensée et du langage : « Je détruis les tiroirs du cerveau et ceux de l'organisation sociale : démoraliser partout et jeter la main du ciel en enfer, les yeux de l'enfer au ciel... » écrit Tristan Tzara dans le *Manifeste Dada* (1919). Ce courant de révolte intense s'assagit bientôt et donne naissance au surréalisme. Le groupe surréaliste comprend des poètes, des artistes... Son grand théoricien est André Breton. Rejetant tout contrôle sur la pensée exercé par la raison, toute préoccupation esthétique ou morale, les surréalistes entendent exprimer « soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière le fonctionnement réel de la pensée », ce qu'ils appellent « l'automatisme psychique pur ». On aboutit ainsi à la création d'un univers insolite, traduisant non plus le monde décevant de la réalité, emprisonné dans ses conventions, ses règles, sa discipline, mais les pulsions profondes de l'esprit, libéré de ces entraves. Le surréalisme crée ainsi un nouveau climat artistique qui ne cesse **d'imprégner les œuvres les plus diverses, poésie, musique, peinture, ballet, et** surtout la nouvelle forme d'art qui s'épanouit dans les années folles, le cinéma.

II. LA CULTURE DE GUERRE

1°) La notion de « culture de guerre »

Une notion qui a rapidement convaincu la communauté historique. La question centrale est celle du consentement des poilus.

a) Définition

« L'histoire des guerres est inséparable de celle des *cultures* des peuples concernés. » (J.-J. Becker). Celles-ci sortent considérablement marquées par le conflit. La « culture de guerre », c'est d'abord la faculté et la détermination à résister à la durée et à la dureté de la guerre. La Première Guerre mondiale, sous l'angle des cultures, fut une immense tension collective de type eschatologique. À l'avant, il faut *tenir*, et à l'arrière cette **culture est faite d'une** véritable « religion civile » de la guerre : la guerre — souffrance majeure — est un enjeu de civilisation, elle a des buts supérieurs — **ce qui permet d'oublier** les souffrances du présent — , **et, bien sûr, toute une propagande est développée par l'État, les intellectuels et les Églises. Naissance d'une sorte de « conscience professionnelle »** des poilus, fort éloignée de la ferveur patriotique. La mort est un personnage principal, d'où l'intérêt historique à accorder au corps.²³⁹

La « culture de guerre » est aussi une « contre-culture » et elle peut être définie comme l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années 1914-1918 : il y a eu une totalisation de la guerre, avec franchissement de plusieurs seuils de violence, dégâts psychologiques sur les soldats, au fond une immense tension collective **de type eschatologique. D'où le concept d' « expérience de guerre »**, à court et moyen terme (souvenir, mémoire collective, etc.).

Il a existé des journaux de tranchées.²⁴⁰, 400 en France, dont 69 ont été conservés, **et dont beaucoup ont à cœur de récuser le portrait d'eux-mêmes que l'on diffusait largement à l'arrière >>> un soldat résigné, aux raisons de « tenir » surtout négatives, mais certitude de la victoire, dépourvu de toute hostilité envers l'ennemi. Rédaction surtout par des sous-officiers, des soldats de l'arrière, instruits ;** perception très négative de la vie des civils ; griefs lourds à l'égard de la presse, haine du bourrage de crâne ; évocation des souffrances, des « misères » au sens hugolien ; fatalité de la guerre.

²³⁹ Cf. S. Audouin-Rouzeau & A. Becker dir., « Le corps dans la Première Guerre mondiale », *AESC*, vol. 55, janv.-févr. 2000

²⁴⁰ S. Audouin-Rouzeau, *14-18. Les combattants de tranchées*, Armand Colin, 1986, 223 p. & S. Audouin-Rouzeau, "Les soldats français et la nation de 1914 à 1918 d'après les journaux de tranchées", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1987, pp. 66-80. Aussi, et aux antipodes anti-péronnistes, R. Cazals & F. Rousseau, *14-18, le cri d'une génération. La correspondance et les carnets intimes...*, Privat, 2001, 160 p. De nombreux journaux sont disponibles en ligne sur le site BnF/Gallica.

À long terme, cette « culture de guerre » est un élément capital de la mémoire collective, faite du souvenir et du culte des ruines, avec des villes reconstruites à l'identique, comme Ypres (Belgique), entièrement rasée lors des combats, et devenue lieu de mémoire international. Ces lieux ont pu être « récupérés », instrumentalisés, comme Dixmude (Belgique), par les *flamingants*. Des musées sont constitués très tôt, mais tard avec un regard d'historien, comme à l'Historial de Péronne (Somme), ouvert en 1992, récit historique et « centre d'histoire culturelle comparée des pays en guerre ». Il a existé des photographes spécialisés, comme Jean Cartier, des écrivains antimilitaristes comme Yves Gibeau (1916-1994), des B.D. de la guerre, dans lesquelles le regard critique a tardé (mais, en France voir Jacques Tardi, *C'était la guerre des tranchées*) ²⁴¹.

Même les Pieds-Nickelés, historiquement anarchistes, se mêlent de propagande : voir le dessin photocopié

Et la culture de guerre concerne aussi les enfants, cf. les travaux de Stéphane Audouin-Rouzeau ²⁴², de Mona Siegel ²⁴³ et de Manon Pignot, laquelle a étudié le discours des enfants eux-mêmes ²⁴⁴ : ils ne sont pas encore des combattants, mais :

- une des motivations proposées aux combattants : combattre pour les enfants, une guerre **de pères de famille, une guerre de construction de l'avenir**
- contre-partie : il faut « bien travailler » (« songe à ton père ») ; des sujets de devoirs sur la guerre sont proposés
- les enfants furent un enjeu de la guerre >>> propagande simpliste et très virulente : exaltation patriotique, germanophobie, etc., sur tous types de supports, de vecteurs >>> **pièges de la documentation, question de l'esthétisme** : le « beau dessin », question de la **censure et de l'autocensure**
- une spécificité catholique de cette propagande
- G. Bruno publia en 1916 un *Tour de l'Europe pendant la guerre. Livre de lecture courante*, qui « enseigne » la guerre ;
- des rédactions, des leçons de morale ; même les diplômes de prix sont modifiés ; même **des problèmes d'arithmétique (un bateau qui en rattrape un autre, par ex.)**

²⁴¹ Quelques dessins de Tardi ont évoqué les fusillés, ils ont été souvent repris et ont fait de lui le « dessinateur officiel des fusillés » (N. Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999, 285 p., pp. 137-139). Il a refusé la Légion d'honneur (promotion de janvier 2013).

²⁴² S. Audouin-Rouzeau, *La guerre des enfants. 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993, 186 p., réédition, 2004, 254 p.

²⁴³ M.L. Siegel, *The Moral Disarmament of France. Education, Pacifism, and Patriotism*, Cambridge University Press, 2011, 317 p.

²⁴⁴ Manon Pignot, *Allons enfants de la patrie ! Génération Grande Guerre*, Thèse remaniée, Seuil, 2012, 440 p., dans « cadrage » par jury ; M. Pignot, *La guerre des crayons. Quand les petits Parisiens dessinaient la Grande Guerre*, Parigramme, 2004, 128 p. ; enfin sa contribution à S. Audouin-Rouzeau & J.-J. Becker dir., *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Bayard, 2004, 1343 p., pp. 627-650. Et aussi (le discours adressé aux enfants) S. Audouin-Rouzeau, *La guerre des enfants. 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, 1993, 186 p., réédition, 2004, 254 p.

- **d'autres ouvrages spécialisés, mais avec baisse progressive** ; des jeux, fabriqués ou « spontanés » ; périodiques pour enfants évoquent le thème, mais réduction progressive du tirage
- la guerre est justifiée, comme pour les adultes ; les Allemands sont des « Boches », des « Huns » comme chez les adultes ; elle est montrée comme brutale, sanglante, mais la comtesse de Ségur elle-même était **sadique... Guillaume II focalise la haine**
- une guerre de rêve, invraisemblable, est proposée aux enfants
- des écoles font faire de la charpie
- les enfants sont employés à faire la quête pour les poilus et à la dessiner (« Apportez tous vos sous pour la France ! »)
- des classes ont un filleul
- >>>> une forme de culpabilisation des enfants (de ceux qui ne « font rien »)
- des « attitudes » eux aussi... Dt le deuil, bien sûr ²⁴⁵ ; importance capitale de la famille, des mots ou lettres écrites par le soldat juste **avant de mourir, de l'état de choc, y compris pour l'orphelin le jour de l'Armistice (cas de Jean-Louis Barrault)** :
- * **l'administration a réagi dans l'urgence, dès 1914**
- * le monde associatif vient au secours des orphelins ; assistance corporatif parfois ; philanthropie chrétienne souvent
- * un droit à réparation, issu d'une longue histoire remontant à la Révolution française et de discussions parlementaires dès 1914 : la loi de juillet 1917 (qui sert encore aujourd'hui de référence) : des « pupilles de la Nation », orphelins ou dont le père ou le « soutien de famille » **est dans l'incapacité de gagner sa vie, assistés de leur famille, la plupart du temps la mère, qui exerce la puissance paternelle, et devenant des adoptés par la Nation, l'État exerçant une tutelle, mais inférieure à celle de la famille (un « conseil de famille »)**. Cette **tutelle s'exerce par l'intermédiaire d'une administration nouvelle. On n'est pupille que jusqu'à sa majorité**
- * les pupilles ont droit à une pension, versée, la plupart du temps, à leur mère, ce qui est prévu dans le traité de Versailles (Réparations)
- * **un grand nombre de décrets d'application (la fin du statut est, ainsi, repoussée jusqu'à la fin du service militaire)** ; la législation française est très complète, la plus complète d'Europe
- * des associations continuent à aider les pupilles
- * une « fièvre commémorative », **dont des monuments aux morts familiaux, l'orphelin de Gentioux (Creuse, voir plus loin)**
- * **les pupilles ne bénéficient pas d' « emplois réservés », ce contre quoi s'insurge le monde anciens combattants**

²⁴⁵ Cf. O.Faron, *Les enfants du deuil. Orphelins et pupilles de la nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*, La Découverte, 2001, 336 p., dans « cadrage » par jury. On complétera par la fiche de lecture établie par Nicolas Fréry et que j'ai polycopiée.

* un relatif lobbying, au sein des organisations d'anciens combattants, avec une place croissante, mais aussi un mouvement indépendant, autour du journal *Les Fils de tués*, du mouvement *Les fils et filles de Croix de Feu*. La question du dimorphisme sexuel, pourtant évidente, n'est pas du tout abordée par Olivier Faron

- mais on peut se demander si les enfants ne sont pas capables de beaucoup « encaisser », et même d'exprimer cette énergie, idée que j'ai depuis longtemps et que l'auteure Elzbieta, une vieille dame percutante, a défendue avec force lors du colloque « Enfants en temps de guerre et littératures de jeunesse » ²⁴⁶ : l'enfant est bien plus solide qu'on ne croit

généralement, face au choc des cultures, à la violence, au déracinement, l'enfant-réfugié étant d'ailleurs classé négativement, l'enfant orphelin « recueilli » entend ses parents être dévalorisés, niés, n'avoir, au mieux que le statut de la pitié. Les enfants se protègent souvent avec un « talisman », qu'ils gardent ensuite

- des enfants-héros, des vrais (peu) et beaucoup de faux, dans les rumeurs et la littérature. Bcp de soi-disants enfants-héros sont en fait de jeunes adultes, transformés dans le but d'une « croisade des enfants »

- des journaux tenus par des enfants, évoquant la guerre, Jeanne d'Arc, etc. Mais aussi des pages « indifférentes », du recopiage de journaux d'adultes, des journaux centrés sur le lycée (journal de Louise Weill par ex.)

- nombreux dessins examinés par Manon Pignot, avec l'aide d'un pédo-psychiatre : dessins de la guerre, du front, des combats imaginés (ou dessins recopiés), le sang, les morts, les corbeaux, la guerre comme meurtre

- tous les âges sont concernés, tous les moments de la vie scolaire, même les vacances (le premier Noël sans papa)

- mais les expériences de la guerre sont diverses, plus ou moins proches ; au minimum, les enfants expérimentent la guerre dans leur vie quotidienne (ravitaillement, froid, etc.) ²⁴⁷ et sociale (vêtements de deuil autour d'eux, blessés, « gueules cassées », mutilés, par ex.) ; au plus ils ont subi des bombardements, vu des morts tomber, subi des alertes à Paris ; des enfants travaillent en usine ; d'autres vont à la pêche pour améliorer l'ordinaire de la famille

- diverses formes de douleurs enfantines de la guerre :

* les enfants des régions occupées (dont des réquisitions d'enfants pour des récoltes, l'« odeur des Allemands » qui est souvent notée) X ceux de la France libre

* le réfugié qui se fait traiter de « Boche du Nord », ou à qui « les autres » disent qu'il « sent le Boche »

* attente des nouvelles, choc des mauvaises nouvelles, des fausses nouvelles

²⁴⁶ communication au colloque « Enfants en temps de guerre et littératures de jeunesse », BnF 18 octobre 2012

²⁴⁷ Bien décrite par Yves Pourcher, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour. 1914 - 1918*, Plon, 1994, 546 p., réédition, Hachette Littérature, coll. « Pluriel », 2008, 546 p.

* beaucoup d'enfants ont la hantise de l'oubli de leur père et s' « inventent » un père ou leur père ; le retour du père est souvent un choc, au minimum il dérange les habitudes prises pendant la guerre

* certaines formes de douleur provoquent des fugues

- des phases et des épisodes successifs : d'abord entrée en guerre et mobilisation (souvent dessinées), son impact sur la famille ²⁴⁸, le bris des vitrines Maggi (Suisse...) ²⁴⁹, choc éventuel de la séparation de l'enfant d'avec la famille, de l'évacuation, rumeur des mains coupées, choc de l'invasion, des pillages allemands, etc.

- cas particuliers des enfants qui ont vécu dans les zones des armées britannique (« impériale » en fait) et américaine

- observation de la douleur des adultes (larmes du père en 1914, père qui revient alcoolique)

- préparation du rôle des enfants lors des 11 Novembre

On parle aussi, pour l'après-guerre, de « démobilisation culturelle ».

b) La question, essentielle, de l'acceptation de la guerre par les « pantins sans ficelles » (I.M.G. LeClézio) ²⁵⁰ « entre contrainte et consentement »

□ Biblio. particulière : F. Cochet, *Survivre au front. 1914-1918. Les Poilus entre contrainte et consentement*, Éditions 14-18, 2005, 263 p. & certains passages de S. Audouin-Rouzeau, *14-18. Les combattants de tranchées*, Armand Colin, 1986, 223 p.

□ problème des sources : les lettres de soldats extrêmement nombreuses ²⁵¹ manifestent beaucoup de mensonges protecteurs

□ 1^{ère} explication du « consentement » : les codifications sociales de la société française de 1914 :

- une société largement rurale, traditionnelle, mais républicaine et en mutation

- une hiérarchie sociale, une segmentation, une rigidité, le respect pour les supérieurs, les devoirs envers les maîtres et les patrons (comme les parents)

- une société violente, cf. les suppléments illustrés du *Petit Journal*

²⁴⁸ Françoise Dolto, devenue pédiatre, s'est appuyée sur sa propre expérience pour prendre en charge les traumatismes infantiles pendant la Seconde Guerre mondiale.

²⁴⁹ La société avait été dénoncée comme espionne par *L'Action française* dans 7 articles... Bien sûr il ne faut pas bon s'appeler Allemand ou Lallemand quand on est commerçant ! Les bouillons Kub, filiale de Maggi, ont été accusés de disposer leurs panneaux publicitaires de manière à guider les Allemands en France (« preuve » : le slogan principal était « exigez le K » ! Sans commentaire, sauf que les autorités ont pris au sérieux cette dernière rumeur.

²⁵⁰ Dans *Le Chercheur d'or*, roman qui évoque le départ de soldats mauriciens pour la Première Guerre mondiale.

²⁵¹ L'échange poilus-familles est estimé à un total de plus de 10 milliards de lettres par trois auteurs dans G. Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 141-169.

□ l'apprentissage du consentement :

- l'école : une pédagogie, une morale, des manuels (cf. *Le Tour de la France...*), typiques du « modèle républicain ». Mais l'évolution des instituteurs. Ces « hussards noirs » (Péguy, 1913) avaient été patriotes avec ardeur jusqu'à l'affaire Dreyfus ; la nouvelle génération d'instituteurs, en lutte pour l'essentiel de façon à faire reconnaître leur droit syndical, est sensible aux influences anarcho-syndicalistes de la CGT et à l'antimilitarisme du professeur d'histoire (révoqué) Gustave Hervé. Des instituteurs s'estiment "les plus vibrants apologistes de la paix", des militants sont sanctionnés, et les milieux nationalistes se déchaînent contre l'école primaire et ses maîtres, dont l'esprit pacifiste sera très longtemps maintenu par leur journal *L'École émancipée*. Que lors de la Première Guerre mondiale, de nombreux instituteurs aient été des officiers subalternes faisant "leur devoir" ne change rétrospectivement rien à l'affaire, sur le fond. Ils ont « fait leur devoir », eux aussi.

- l'armée : **encasernement, dressage, rôle social de l'officier, etc.** : revoir cours GÉS-3

□ le « triste devoir » (dans une lettre citée) de la mobilisation (voir plus haut)

□ le choc des premiers combats :

- une épreuve du feu : **choc de l'artillerie, pertes considérables**, le rôle du chef, la fatigue, la faim, etc.

- les combats aboutissent à un désenchantement : **ce n'est pas la « belle mort »** des Grecs ni de la bonne société catholique, de la Contre-Réforme au XIXe siècle

□ la guerre industrielle enfouit les hommes et le consentement :

- un « système-tranchées », la progressive dispersion en 1918 seulement des combattants, au profit de petites unités tactiques

- **guerre d'usure, guerre des mines, mort sans gloire**

□ des sociétés du front, en zones successives et parallèles :

- **plus une géographie d'une même zone** : des endroits « pépères »

- une installation dans la routine, avec lassitude, mais des « poches de liberté »

- importance des contacts avec les civils

- des rythmes, un temps très hétérogène : des « grands coups », montée aux premières lignes, relève, etc.

- la tranchée = une contrainte militaire, avec des astuces de commandement, des types **d'officiers, des solidarités, importance du « groupe primaire »**, rôle du caporal, un « micro-consentement »

□ de la routine à la résignation :

- **prise d'habitudes, tout semble normal, c'est la « vie d'avant »** qui semble curieuse : pourra-t-on s'y habituer à nouveau ? mais existe-t-elle toujours ? oui, cf. les permissions, mais que ce monde civil est étrange !

- des soldats sans révolte, mais non sans lassitude

- rôle de la « professionnalisation » du soldat, qui prend plaisir à atteindre sa cible, qui **s'excite**
- rôle de la volonté de survie, des médailles, des citations, des moments étranges volés à la guerre, **des planques, des astuces (se faire verser dans l'artillerie par ex.)**
- rôle du courrier (la famille, les affaires de la ferme, etc.) et des colis
- **les boissons alcoolisées et l'alcoolisme**
- rôle des religions et des pratiques magiques
- rôle des permissions
- rôle de la culture de guerre, **des journaux de tranchées, de l'érotisme** (voir plus haut)...
- conclusion : la chronologie joue son rôle, cf. 1917 mais aussi 1918

c) Les cas particuliers des embusqués, des mutins et des prisonniers de guerre

□ ajoutons sur les embusqués ²⁵² :

- **principe de l'égalité de l' « impôt du sang »**
- une « figure de guerre obsessionnelle », une large rumeur pendant la guerre, ce que montre bien le vocabulaire : **Clemenceau emploie le mot d' « embusqué »** dans *L'homme libre* du 31 juillet 1914, Albert Dauzat, dans *L'argot de la guerre...*, 1918, relève « embusquage » et « embuscomanie » ! Un « pic » en 1916. Cette rumeur va coûter la vie à Roger Salengro. Stratification sociale de la rumeur. Clemenceau continuera sa « campagne » dans *L'Homme enchaîné* (cf. biographie dans le dossier biographique) ; Barrès également
- le phénomène exista aussi en Grande-Bretagne et aux États-Unis, contre Charles Chaplin notamment
- **l'embusqué est moqué ou dénoncé par ce qu'il parle de la guerre davantage que le poilu** : il est un imposteur, qui fait de la stratégie en chambre (passablement le cas de Raoul Blanchard), il a un uniforme luxueux, voire il est efféminé, il drague les femmes, etc.
- des embusqués du front aussi (les artilleurs, les secrétaires et employés aux écritures, les **conducteurs d'automobiles, etc.**) : **on est toujours l'embusqué de quelqu'un !**
- un roman, Paul Margueritte, *L'Embusqué*, 1916
- problème des « affectés spéciaux » (cf. la loi Dalbiez, 17 août 1915, conçue comme une loi contre les embusqués)
- la « chasse aux embusqués » (inspecteurs, qui visent surtout les dépôts, etc.) concerna des personnalités comme Jean Monnet (cf. biographie dans le dossier biographique), Jean Cocteau, Henri Massis (voir *BÉ*)
- **des soldats d'âge mûr, des commerçants parisiens, mobiles éco., familiaux** ; des soldats épuisés, traumatisés ; mais aussi des artistes comme Fernand Léger qui cherche

²⁵² Grâce à C.Ridel, *Les embusqués*, Armand Colin, 2007, 350 p.

frénétiquement à rejoindre l'arrière (ce qu'il cachera soigneusement par la suite), avec tout un réseau d'appuis, ce à quoi il réussira en août 1917 (seulement)

- déclin : priorité à la guerre économique, usure de la caricature (de très nombreux dessins ²⁵³ et cartes postales, de fausses médailles), 1917 pose d'autres problèmes, dont le soupçon que... les Alliés sont des embusqués : c'est le poilu français qui a tenu ! Mais un « effet Clemenceau » : une chasse aux « derniers » embusqués en 1918 (cf. cours GÉS-9).

- regrets exprimés par de nombreux embusqués malgré eux après guerre

□ ajoutons sur les mutins et les mutineries ²⁵⁴ :

- point d'orgue d'un continuum d'indisciplines factuelles, de « refus de guerre », selon le titre d'André Loez, on peut signaler aussi le titre récent de Galit Haddad, « ceux qui protestaient » ²⁵⁵, un auteur qui a insisté sur les traces, dans le contrôle postal, des lettres de soldats qui protestent... contre les protestataires et se désolidarisent d'eux. Mais cette critique a été jugée trop systématique par Antoine Prost dans son compte rendu publié par *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, pp. 174 & suiv.

- de multiples « proto-mutineries »

²⁵³ Formes de dérision supplémentaire, des dessins représentent des enfants qui jouent à la guerre et traitent d'embusqués des camarades qui vont à l'école, d'autres s'attaquent aux chiens embusqués !

²⁵⁴ Grâce à A.Loez, 14-18. *Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 2010, 690 p., ses articles dans J.-Y. Le Naour dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 2008, 476 p., E.Saint-Fuscien, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Thèse, EHESS, 2011, 310 p., et A.Loez & N.Mariot dir., *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, 446 p., qui reprennent et corrigent G.Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967, 328 p. & G.Pedroncini, *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives", 1968, 294 p.

²⁵⁵ *1914-1919 : ceux qui protestaient*, Les Belles Lettres, 2012, 430 p.

Marc-Antoine, fiche de lecture d'André Loez, 14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins. Gallimard, coll. « Folio-histoire », 2010, 690 p. thèse dans « cadrage » par jury :

Introduction:

La perspective centrale de l'ouvrage sera de ne pas s'en tenir à une analyse d'histoire militaire, mais de considérer les mutineries comme un authentique mouvement social.

Mise au jour de plusieurs problématiques historiographiques.

- Difficulté de déterminer une continuité: quoi de commun entre la vengeance individuelle vis-à-vis d'un chef détesté et le cri collectif parfois entendu de "Vive la paix! A bas la guerre!"? Un mutin seul est-il toujours mutin?
- Pbtique historique liée à la **signification politique** des mutineries: Guy Pedroncini soutient la position extrême (et discutée) selon laquelle "*les mutineries ne sont pas un refus de se battre, mais le refus d'une certaine manière de le faire*". Les mutins n'exprimeraient pas alors d'antipatriotisme, sinon le refus de stratégies inutilement meurtrières. Ainsi, les mutins sont presque les plus exemplaires à ce compte-là, puisqu'ils exigent de meilleurs chefs et de meilleures manières de vaincre.

Quelle terminologie adopter pour qualifier exactement les mutineries? L'expression de continuum d'indiscipline est proposée pour rendre raison de faits divers et parfois de sens opposés.

Les mutineries sont à l'intersection de deux logiques d'opposition: une logique de *réticence à la guerre*, dont les manifestations ne sont pas toutes illégales (s'exprime dans les écrits, la désertion, mutilation volontaire, manque de zèle pour les patrouilles) ; une logique de *l'indiscipline ou de l'illégalité*: meurtre, ivresse publique, pillage, bagarres... De manière plus générale, contradiction entre les valeurs militaires (honneur, courage, discipline) et les formes de la contestation adoptées par les mutins.

I. Endurer l'épreuve: l'obéissance et ses logiques de 1914 à 1916

Pourquoi les soldats français obéissent-ils, dans leur immense majorité, jusqu'en 1917? Cette obéissance doit moins aux raisons de tenir ou d'obéir que peuvent formuler les individus qu'aux cadres sociaux et symboliques mis en place au début du conflit, qui rendent évidente la participation à la guerre.

Trois écoles vis-à-vis de la ténacité "incompréhensible" des F: 1) école de la contrainte: les soldats seraient constamment brisés par la hiérarchie. Hypothèse soutenue par aucun historien. 2) Hypothèse culturelle d'une culture de guerre partagée, d'un patriotisme commun, qui a permis aux contemporains de tenir. 3) Hypothèse du faisceau de facteurs (fact. institutionnels, religieux, sociaux, culturels) + hyp. sociologique: ce ne sont pas les individus qui "tiennent", mais les mécanismes sociaux qui se renforcent, assurant la cohésion et la ténacité de tous.

L'hyp culturelle insiste trop sur la conscience de chacun ("s'ils endurent, c'est qu'ils adhèrent {individuellement}"). Or, comme ttes les gdes épreuves sociales, la GG est un événement extérieur à la conscience de tous et affronté de manière collective.

La tendance à produire un discours idéologique motivé sur la guerre est inversement proportionnelle à l'exposition à la guerre et à sa durée. => Poincaré et Joffre + officiers de réserve / de réserve + intellectuels : discours abondants et motivés. ≠ Simples soldats: peu de motivation, passivité, silence. Donc comment expliquer la résignation des F? => **MECANISME SOCIAL**.

Entrer en guerre, une évidence collective

Critique partielle des travaux de J.-J. Becker: ce dernier aurait introduit massivement le "sentiment national" comme facteur explicatif de la motivation des F pdt 4 ans et demi, surtout en parallèle avec la défaite de 1940, pour laquelle le sentiment national aurait manqué (refus d'effectuer tous les sacrifices de la guerre). Avis d'André Loez: l'entrée en guerre de 14, par exemple, révèle de nbx élémnts irréductibles à un "sentim^l": l'efficacité qu'a atteint l'Etat-Nation comme cadre social, par exemple: intégrat° économique et maîtrise du territoire, service militaire, identifiat° des individus, scolarisat°... "Pour des hommes socialisés dans le cadre de l'Etat-Nat°, répondre à la mobilisat° est la seule conduite socialem^t acceptable, qu'on le veuille ou non."

=> La mobilisat° de 1914 relève de l'évidence collective. "Habitus national" irréductible au sentiment patriotique.

Exemple: volonté de faire bonne figure du soldat Despeyrières, le jour de la mobilisation puis celui du départ: lettre à ses parents du 1^{er} août 1914: "Et puis l'on est Français et l'on tient à faire son devoir, à *ne pas flancher devant les camarades*" {nous soulignons}. => Être F est + une attitude sociale qu'un sentim^l patrio: attitude soc définie par des interactions (ne pas flancher) et une norme (le devoir).

Cas particuliers des militants socialistes, pour qui le soutien à la guerre trancherait avec leur pacifisme: le ralliement n'était pas une évidence, il a donc dû être abondamment justifié par des motifs nbx: fidélité à l'esprit de Jaurès (!), abattre le militarisme all... alors que pour la majorité de la pop ne se posait pas même la question.

La situation de guerre conduit les individus à afficher publiquement des comportements et des émot° conformes à ce qu'attend d'eux l'Etat-Nat° en guerre (courage viril / larmes féminines).

+ Entre le 1er et le 4 août: "L'entrée en guerre suspend les condit° normales de la vie démocratique et le principe délibératif qui lui est inhérent, subordonnée désormais aux impératifs de l'urgence et de l'efficacité militaire."

Le passage à l'état de guerre suppose un vrai travail institutionnel et social dans les 1ères semaines: des femmes deviennent marraines / infirmières, enfants incités à se priver en faveur des poilus, civils non mobilisés voués au soutien ou à la surveillance...

+ Emergence d'un type particulier de discours public, en pfte congruence avec les buts de guerre, émis par les producteurs de biens symboliques (journalistes, intellectuels, h d'Eglise, h politiques) => contrôle social.

Nouvelle hiérarchie du dicible: un discours de Wilson de 1914 est censuré au motif qu'il s'y faisait "le champion de la paix" ; le mot de "paix" est un indicible, tt comme l'Alsace-Lorraine est brusquem^t devenue l'alpha et l'oméga des discours politiques dès l'entrée en guerre, de thème marginal et abandonné qu'elle était avant.

La participat° au début de la guerre de 1914 n'est pas un acte motivé mais résulte avant tout du conformisme social dans l'efficace cadre étatique, sous le regard intense des autres.

S'adapter à la durée de la guerre

Ecart entre les stratégies rhétoriques, prévues pour une guerre courte, et la réalité de la guerre après la Marne, qui s'installe et s'éternise.

Mise en place d'une économie morale du sacrifice: la guerre doit être "payée" par tous de manière égale => loi Dalbiez de 1915 lutte contre les embusqués. Vecteurs de cette exigence d'égalité: lettres de combattants à des députés, éditoriaux de journaux (*l'Oeuvre*) de + en + libres... De fait, en 15 et en 16, vie publique redevient conflictuelle: affaires Sarrail et Joffre...

Par suite, au vu de cette irrupt° des contestat° et revendicat°, "les mutineries de 1917 sont moins l'irrupt° des protestat° que la radicalisat° de leur expression".

Sous l'uniforme, des soldats-citoyens

Obéissance républicaine: due à ce que les soldats défendent un *pvr* dont ils sont aussi la source (souveraineté populaire). Les soldats-citoyens ont également des droits, qui vont rapidement devenir un des *gds* enjeux du conflit.

Mais "*le devoir républicain et le devoir militaire ne se recouvrent qu'avec difficulté*". La coexistence des devoirs et droits du soldat est difficile: si, en théorie et selon les propos d'un juriste de 1902, un chef ne saurait sans faute omettre d'exiger les premiers et d'accorder les seconds, il n'en reste pas moins un fort **décalage** entre les conceptions idéales du soldat-citoyen et les représentations communes, parmi les chefs militaires, du troupier, "matériau obéissant, silencieux et consommable".
"Soldats" et "citoyens" sont deux pôles de l'identité du combattant. pôles conflictuels.

Au début du conflit: mise entre parenthèses presque complète des droits de l'individu au nom de l'efficacité et de l'effort de guerre. Exécutions sommaires en août 14 : fin 1915, le bilan disciplinaire est lourd: + de 500 exécutions.

TOUTEFOIS, DES REEQUILIBRAGES SONT EFFECTUÉS:

Le député Paul Meunier effectue des visites aux parquets militaires, rédige des articles dans l'Ouvre...
De plus: suppression des Conseils de Guerre Spéciaux le 6 avril 1916.

La situation du "soldat-citoyen" s'améliore quelque peu, sous l'action de Clemenceau notamment, apprécié pour sa connaissance du "terrain" et des conditions des soldats.

ASSOUPLISSEMENT ESSENTIEL: **attribution des permissions en juillet 1915.**

La revendication couronnée de succès de "droits" est à la fois une affirmation du statut antérieur de citoyen (= sujet de droit) et une conquête en termes de statut militaire: les combattants se considèrent désormais comme des professionnels, avec les droits (solde, "droit" à la permission - l'expression apparaît à la mi-1915) inhérents à cette condition. Même si la professionnalisation n'est jamais complète (liens avec la condition antérieure), l'univers des tranchées est assimilé à un "**travail**" à accomplir; l'armée se transformerait en "corps de métier", comme le souligne un contrôleur des postes.

Cela permet de **donner du sens** au conflit, tout du moins de le relier aux **normes** qui régissaient la vie antérieure (exercice d'un emploi réglé, avec des droits / devoirs): c'est une **stabilité dans l'instabilité** (A. Loez).

=> C'est pour cela que certaines des mutineries pourront être considérées comme des "grèves".

+ Certaine porosité entre monde civil et monde des soldats, malgré ce que souhaitait le GQG au début de la guerre... Les soldats croisent de nombreuses figures de civils: le cultivateur, la prostituée, l'habitant qui loge les troupes...

+ Rôle social des débits de boisson.

L'identité des hommes s'avère donc complexe: *civils* mobilisés espérant le retour au foyer, ils sont devenus des *militaires* soumis à la discipline de l'armée, tout en restant des *citoyens* attachés à leurs "droits", que leur statut de *combattants* aguerris les conduit également à revendiquer.

Les ressorts de la ténacité combattante

La guerre industrielle surprend les combattants. Au total, c'est un "**faisceau de facteurs**" (Frédéric Rousseau) qui fait tenir les soldats: alcool, patriotisme, religion, résignation... Parmi ces facteurs, c'est le resserrement du lien social qui prend la place la + importante.

- Expérience de la guerre: passe par des attitudes corporelles (reconnaître le bruit des balles, leur direction, faire des "plat-ventre"), superstitieuses (passer "à travers" tel épisode par des médailles bénites...), prolongements des pratiques sociales civiles (artisanat de tranchées, rencontres sportives...)...

Toutefois, *s'habitue-t-on à la guerre?* Certains, oui: Henri Despeyrières, le 30 octobre 1914: "*la guerre devient monotone et plate*".

Rythme répétitif et cyclique de l'expérience de guerre. La routine bureaucratique des offs et sous-offs permet d'inscrire la guerre dans un déroulement normé, quotidien. Le lieutenant Weber, en sept. 1914: "*j'eus bien du travail ; je noircis bien du papier*". L'équivalent de cette routine pour le soldat? Appel, relève, corvée ; phases ritualisées.

L'espace des tranchées est un **espace public** où la valeur exigée est celle du courage, indispensable pour subsister en collectivité et être estimé. Marc Bloch, sergent en 1915: "*J'ai toujours estimé d'une bonne politique de manifester le dégoût très sincère que m'inspiraient les quelques froussards de mon régiment.*" **Les pensées pour la patrie sont minoritaires pour le maintien de la ténacité, à la différence des interactions sociales.** La vie de la tranchée soumet chacun à des regards très intenses.

Au total, tout comme en août 1914 la participation à la guerre ne se discute pas parce qu'elle est une évidence - sans besoin de chercher des sentiments patriotiques partagés ou "profonds"-, de même entre 1914 et 1917 on continue à faire la guerre en raison de l'inertie de l'événement.

Un rapport ordinaire à la guerre

Il serait réducteur de s'en tenir à la dichotomie "patriotisme" / "pacifisme", pour deux raisons: 1. c'est beaucoup moins tranché que cela: la plupart des représentations des soldats sont peu claires, et non motivées, à la différence des argumentaires des intellectuels et des témoins / participants les + lettrés de la guerre. 2. l'on peut tout à fait être pacifiste et se battre pdt 4 ans (cas de **Louis Barthas**), ou être "patriote" et souhaiter la fin de la guerre.

Les pertes sont jugées beaucoup trop lourdes, sans résultat: Louis Chirossel: "C'est toujours la même chose, beaucoup de vies supprimées. C'est le seul bilan de cette guerre absurde."

Les métaphores de carnage, boucherie, abattoir, abondent...

=> Cette disproportion est vécue comme une **rupture de l'égalité** => traque des embusqués: "c'est nous seuls qui combattons" (H. Despeyrières en 1915).

=> Le conflit et l'institution militaire sont subis, comme sont subies les données structurelles de la domination sociale en temps de paix. Lien entre la soumission aux événements guerriers subis et les positions dominées dans l'espace social d'avant-guerre.

Attendre et espérer la "fin"

Banale et naturelle envie de retour au foyer. => Polysémie du terme de "paix" pdt la guerre: paix victorieuse (faire payer l'All) / paix blanche (sans annex^o) / **paix vague** des combattants ordinaires, correspond à la concept^o suivante de la guerre: déclenchement incompréhensible, conclusion souhaitée et rêvée sans formulat^o de conditions de paix souhaitables.

Fin 1914 et en 1915, le souhait de la "fin" est lié aux opérations militaires dont on attend le succès. Mai 1915, H. Despeyrières note: "*Réussirons-nous? Ce serait la paix car du soldat au général en passant par tous les gradés, tout le monde en a plein le dos*".

Attente croissante d'événements extérieurs qui amèneraient la paix, lus dans les lettres et journaux, ou colportés par les rumeurs, ou imaginés... Bcp d'espairs sont placés dans la diplomatie par les soldats, diplomatie qu'on imagine achever promptement la guerre.

Les espoirs se traduisent également par des prophéties (modestes, certes): la guerre est parfois annoncée pour le 19 octobre 1914, d'autres l'annoncent le 25 décembre de la même année. L'on souhaite parfois dans les courriers la sécheresse (été 1915) pour que la guerre se termine.

Il y a disjonction complète entre le pacifisme argumenté et la simple volonté que la guerre s'arrête, partagée par l'immense majorité des combattants.

La réticence en pratiques

"Avant le printemps 1917 et le temps de l'action des mutineries, **la paix reste indicible**. La réticence à la guerre se manifeste alors par différentes pratiques, légales ou illégales, individuelles ou collectives. En effet, les cadres sociaux et symboliques de l'obéissance, s'ils ne laissent aucune place à la contestation ouverte, permettent aux combattants de chercher à réduire leur exposition au danger en échappant à l'expérience des tranchées."

Par ex., engagements volontaires entre 1915 et 1918 => permettent de devancer l'appel de l'infanterie, jugée réellement meurtrière. On tente de passer dans le génie, dans l'aviation, dans la CHR (la Compagnie hors Rang), passer à l'armée d'Orient ou dans les colonies... Cette recherche d'une affectation peu dangereuse, signe net d'une réticence pour la violence du conflit, n'a, ici encore, aucun lien avec un discours contre la guerre.

Attrait pour la valeur de la "bonne blessure", non dangereuse et inattaquable car témoigne du courage exposé.

Système social de contrôle et de répression de l'indiscipline: les exécutions publiques sont mises en scènes, et les compagnies défilent devant le corps ; à un niveau plus négligeable, les privations telles que la privation de tabac, le report de permission ou les brimades sont très durement ressenties. L'envoi en première ligne reste la véritable punition...

Albert Hirschman: entre loyauté, prise de parole (*voice*) et défection (*exit*), seule la première est acceptable socialement. Les événements du premier semestre 1917 vont remettre en cause l'inertie de la guerre et bouleverser la configuration et les représentations, laissant penser qu'à cette situation bloquée et prévisible succède un contexte fluide et instable, où l'action collective devient possible et la "fin" plus proche.

II. Passer à l'acte: causes et contextes des mutineries

"La révolte est au fond, et permanente, je dirais presque d'institution dans n'importe quelle troupe." *Mars ou la Guerre jugée*, Alain, 1921

Pourquoi cette révolte dite permanente ne s'actualise-t-elle qu'au printemps 1917?
=> Mai 1917: la situation est perçue comme particulièrement "ouverte" par les combattants. "Quelque chose se passe."

La nouvelle donne de l'année 1917

Proposition de paix de l'Allemagne en déc 1916.

4 éléments contribuent à "faire bouger" les choses:

- a. La révolution russe.
- b. L'entrée en guerre des EU
- c. L'avance suite au recul allemand du mois de mars (afin de raccourcir ses lignes de communication: ce n'était donc pas le début d'un recul définitif favorable aux troupes franco-anglaises...) Enthousiasme des journaux: le *Petit Parisien* du 18 mars titre "La libération commence". Expérience pour les soldats de la "poursuite des Boches", toute nouvelle, faisant pendant avec l'immobilité antérieure et les frustrations. Toutefois, l'expérience est limitée à quelques corps d'armée (33^e et 37^e notamment)
- d. Préparatifs de l'offensive d'avril à l'intérieur

Au Chemin des Dames, l'offensive "finale" et son échec

Offensive Nivelle du printemps 1917. La présence des chars contribue à donner confiance: l'atmosphère générale du lieu (chemins défoncés, préparatifs nbrx) laissent vraiment à penser qu'il va s'agir de la "dernière bataille". L'expression "la victoire décisive" est employée dans certains journaux (dont *La Victoire*, de G Hervé).

Louis Désalbres, un des combattants du 128^e RI: "*Le moral des hommes est grand. C'est presque de l'enthousiasme.*"

L'optimisme est également celui des dirigeants, et passe par leurs discours: or, la "promesse non tenue" de la victoire est un grief qu'on tiendra aux états-majors, plus tard. Ce discours permet également le report de nombreuses permissions, report souvent accepté: si la réalité de la fin de la guerre est proche, nul besoin de la "paix personnelle" que représente la permission. Au nom de cet horizon d'attente, les officiers ont convaincu les soldats d'en "mettre encore un coup", d'abandonner leurs permissions, et de croire la fin de la guerre proche. **On commence à comprendre pourquoi, devant ces promesses non tenues, des combattants se sentiront déliés de leur "devoir" et passeront à la désobéissance ouverte.**

De fait, après les ≈ 35 000 morts de la première semaine: décalage entre anticipations / réalité. Réactions vives, offensives jugées inutiles. Les réactions des officiers témoignent d'une gêne et d'un détournement employé pour évoquer les échecs; les informations qui circulent de manière interne aux tranchées, elles, sont plus virulentes: vocabulaire de la boucherie récurrent, comme celui du "sang gaspillé" et des termes d'argot désignant l'échec: "fiasco", "bec de gaz", "loupée", "ratée", "massacre"...

Quelle "fin" de la guerre au lendemain du désastre?

2 types d'interp. de la situation: 1. après cette nvlle décept°, la victoire semble impossible et la guerre interminable. 2. profusion d'espoirs: la guerre pourrait être terminée par la révolution, la famine... Difficulté générale à retourner dans une guerre de tranchée - expérience d'attente et de vulnérabilité impuissante - alors que la fin avait été entrevue. Usage fréquent du "ils" lointain, désignant le caractère subi du conflit par des soldats qui imaginent une puissance invisible et mal définie, pouvant faire cesser la guerre à tout moment: courrier du 10 mai 1917 contrôlé au 335^e R.I.: "*Enfin, vivement la fin, et qu'ils nous accordent la paix.*" Certaines représentations sont légèrement plus construites: fondées sur la Chambre française et ses délibérations, la Chambre allemande... D'autres courriers évoquent la possibilité d'une grande famine liée à la sécheresse, venant terminer par force la guerre (des cultivateurs souhaitent même de mauvaises récoltes...).

De Nivelle à Pétain, le trouble de l'armée

Dimension moins connue du "16 avril": ses **effets sur l'institution militaire.**

Un des effets concrets de l'offensive: beaucoup de pertes d'officiers (28 décès au 162^e RI). Manques de respect commencent à apparaître. *On peut attribuer à l'offensive Nivelle, et aux renouvellements qu'elle entraîne, une relative déstructuration des rapports d'autorité, dont on sait l'importance centrale dans le maintien des cadres sociaux de l'obéissance.*

À la suite de l'offensive Nivelle, l'institut° militaire apparaît fragile et instable aux soldats: un espace pour l'action commence à se dégager. Remise en cause de la compétence, du statut des officiers. Un procès-verbal de mutin du printemps 1917 relève les propos d'un soldat: "Nous sommes commandés par des nouilles qui font massacrer le monde".

Remplacem^t de Nivelle par Pétain: si les discours structurés des officiers supérieurs affichent une "légende dorée" largement reprise par les historiens ("c'est le général Pétain, et lui seul, qui a rendu sa foi à l'homme des tranchées" dit un officier), les représentations des soldats sont beaucoup plus nuancées, et **l'image de Pétain coexiste avec la conscience de la fragilité et de l'instabilité de l'institution militaire.** L'individu Pétain est apprécié (courrier d'un soldat, 30 avril: "En attendant, Nivelle est remplacé par Pétain pour le plus grand bien de l'armée française") mais le changement est vraiment vu comme un signe de fragilité de l'institution militaire (dans la mesure où son plus haut responsable est mis en cause). {Par ailleurs: contrairement à la légende, Pétain n'a pas été nommé EN REPONSE aux mutineries, mais quelques semaines avant celles-ci}.

Ques incertitudes parmi les officiers: lieutenant du Fontenioux à la 168^e DI: "La nomination de Pétain comme chef d'Etat-Major général paraît bien extraordinaire. Lequel des deux commande, Nivelle ou

lui? Personne ne le dit. {...} Pétain a bonne presse: il inspire confiance, c'est vrai, mais tous ces changements ont l'air de traduire bien du désarroi.

Certains mettent en cause des hauts responsables de l'offensive désastreuse, et demandent devant la Chambre de les déférer en Conseil de Guerre => libérat° notable de la parole: le contexte d'avril-mai 1917 n'est plus du tout celui de l'entrée en guerre.

L'idée de la punition des responsables, qui survivra au-delà de la guerre pour constituer un *topos* de certains engagements pacifistes et antimilitaristes, révèle des éléments importants: un renversement espéré des hiérarchies, la perception d'une crise institutionnelle grave, un déplacement souhaité du risque et de la violence vers les chefs.

L'échec de l'institution militaire rend légitime certaines requêtes et demandes: il semble qu'elle ait des comptes à rendre...

Une "fin" de la guerre par la Russie, Stockholm ou les grèves?

Les mutineries débutent fin avril 1917, restent limitées à des incidents épars début mai, avant de se généraliser et de s'accélérer à partir du 20 mai, de connaître un pic d'intensité entre le 30 mai et le 7 juin, où l'on compte quotidiennement une douzaine d'incidents, puis de décroître.

Contexte: 1. Révolution russe. 2. Prise de conscience du fait qu'il devient possible et envisageable de lancer une action collective.

=> Résurgence du pacifisme.

Les journaux publient des compte-rendu des événements des "maximalistes" (= révolutionnaires) russes: série de *Petit Parisien* intitulée La Révolution russe au jour le jour. Ces nouvelles dessinent ainsi un modèle possible à l'action des mutins: dans *l'Illustration*, on peut voir des dessins de soldats sous le drapeau rouge; les officiers s'indignent...

=> La référence bat à plein: sept mutineries comportant une référence explicite à la Russie (70° DI, p. ex.). Même si la majorité des soldats ne s'inspire absolument pas des Russes, cela participe à un climat déstabilisateur.

Surtout, la rumeur du retrait de la Russie dessine une fin possible à la guerre, qui plus est cela ne serait pas de la faute des Français: le désistement de la Russie est perçu par beaucoup de soldats avec joie, et non avec désespoir comme le voudraient leurs officiers.

Immense espoir suscité par la conférence de Stockholm: ttefois, les ressortissants all et F ont tous interdit° de s'y rendre; cela s'effiloche, et la paix n'est pas obtenue, alors que le mot de "Stockholm" avait une portée quasi hypnotique, tant l'espoir (des socialistes F, notamm^t) était fort. Cet espoir inabouti a pu motiver de réelles conduites, chez plusieurs soldats qui y voient une perspective de "fin", ou réagissent, après le 4 juin 1917, au refus de délivrer des passeports pour les socialistes F. **L'espoir ou la déception de Stockholm constituent ainsi des motifs présents à l'arrière-plan des mutineries, contribuant à les rendre pensables / possibles.**

"Stockholm" rejoint "la Russie" dans des représentations mobiles où le contenu des nouvelles compte moins que leur nouveauté, leur facteur d'incertitude et leur adéquation à l'horizon "fin de la guerre".

31 mai => refus par le gvmt F des passeports pr Stockholm, à cause des mutineries naissantes => celles-ci deviennent une affaire d'Etat, considérée de près par le gvmt.

Lien direct entre Stockholm et l'indiscipline, parfois: 5 juin, bivouac du 51° RI: deux soldats s'écrient: **"Pas de passeports pour Stockholm, pas de passeport pour les tranchées!"**

=> Certaine politisation des mutins.

Les mutineries ont lieu dans un contexte social agité. Grèves parisiennes du mois de mai = arrière-plan aux mutineries. => Brèche dans le conformisme social: cela montre aux soldats qu'une rupture avec les comportements d'obéissance est possible.

+ Radicalisat° de grèves les **28-30 mai**: l'apport des munitionnettes et les rumeurs de révoltes d'annamites politisent la grève, au point que seule la paix est l'objectif: deux manifestantes du 30 mai disent à des soldats belges: *"ce n'est pas pour la grève que nous faisons cela, c'est pour la paix."*

Les grèves sont reçues avec enthousiasme parmi les soldats. Témoignage d'Albert Filoche: "*Dans notre trou, des poilus discutent sur la Paix, escomptant beaucoup la grève des midinettes.*"

Le contexte des mutineries est ainsi celui d'une fin rêvée du conflit par l'instabilité généralisée qu'une conjonction d'éléments permet de percevoir.

Les rumeurs du désordre et l'imaginaire de la crise généralisée

L'arrière-plan perçu des mutineries (= les représ. des soldats) est une situat° très largement d'insurrection généralisée, pense-t-on, et de quasi-révolution à l'intérieur, dont les grèves ne seraient qu'une manifestat° mineure. Récits de désordre dans la capitale, motivés par la suppression effective des permissions pour Paris et la banlieue.

Les soldats attendent la "fin" d'une Révolution à l'intérieur.

La rumeur des Annamites

Le récit est le suivant: à l'arrière, on aurait fait tirer les troupes coloniales (Noirs ou Indochinois = Annamites) sur des femmes grévistes.

=> Cette rumeur se retrouve dans *neuf* divisions différentes comme motivat° des actes d'insubordinat°. Ce récit légitime l'indiscipline de soldats qui prétendent rétablir l'ordre et la normalité en protégeant leurs proches / familles. A cela s'ajoute la dimension du genre (problème viril... => soldat Robin, le 5 juin au 21° RI: "nous ne voulons pas monter aux tranchées pendant que les Annamites baisent nos femmes") et la xénophobie, importante. => Volonté des soldats de réaffirmer la dominat° patriarcale fragilisée par l'éloignement?

Les conditions du passage à l'acte

Les rumeurs des mutineries elles-mêmes sont peut-être celles qui participent le + à l'effervescence généralisée. => Plus facile de passer à l'indiscipline lorsque celle-ci est généralisée: effacement partiel des cadres soc. coercitifs. **La diffusion de la nouvelle des mutineries offre dc à certains soldats un modèle d'act° et une perspect. d'avenir correspondant à un horizon d'attente intériorisé => passage à l'acte facilité.**

=> Phénomène des lettres entre soldats, répandent les nvlls des mutineries, enjoignent les camarades à "ne plus marcher" (expression fréquente).

==> Le précoce refus de "monter" et d'attaquer qui se manifeste au 321° RI à partir du 2 mai est, ainsi, relié à des anticipations douloureuses du secteur, reliées à la circulation d'informations accélérée caractéristique de la période, ainsi qu'à la réputation du Chemin des Dames.

La désobéissance est d'abord liée à la perception d'un danger.

Refus d'obéir => csqce d'ordres de "remonter" / d'attaquer. Dans le 128° RI, le 20 mai, une rumeur d'attaque prochaine déclenche une insubordinat° généralisée.

De plus: "L'attitude des officiers, hésitant à employer la force et privilégiant la discussion, laisse croire aux hommes que leurs revendications sont acceptées."

De plus: des soldats (=> initiatives individuelles autant que collectives, donc) haranguent parfois leur unité ou viennent carrément haranguer d'autres unités, avec des discours tels que: "*On veut nous faire tuer, il ne faut pas marcher!*"

=> Craindre une menace et percevoir une issue (le refus rendu possible de monter), voilà ce qui détermine le passage à l'acte de la mutinerie.

Mais à un cycle de nouvelles déstabilisantes s'associe un cycle de nouvelles rassurantes, début juin: déprise du mouvement gréviste + les soldats apprennent que la rumeur des Annamites était fausse + apprennent également que les rumeurs de Paris en révolution sont fausses.

=> Mi-juin, le temps de l'action des mutineries se referme: il a rendu possible un événement d'une rare intensité.

III. Refuser la guerre: les formes et l'intensité des mutineries

On ne sait pas avec exactitude combien de régiments et de mutins sont concernés par le mvmt de 1917. Chiffre avancé par Loez: 111 mutineries dans 61 divisions. L'ordre de grandeur numérique est très incertain: entre 30 et 80 000 mutins.

=> Tt décept des mutineries se heurte à leur fluidité dans le tps, l'espace, et ainsi le choix de ce qu'on appelle "mutineries" est une sélection par nature des actes: impossibilité de listes absolument objectives. De +, quasi-absence de sources et de témoignages directs.

=> Ce caractère fragmentaire témoigne aussi de l'occultat° qui a été faite des événements. Note du général en chef Pétain y fait allusion, le 9 juin: "*Certains officiers ont caché à leurs supérieurs les indices du mauvais esprit qui régnait dans leurs régiments.*" On soupçonne beaucoup les officiers, "pères du régiment", qui auraient pu occulter l'indiscipline par empathie pour leurs hommes.

- Cela indique également que le phénomène est sous-estimé, a certainement été plus large que ce à quoi on l'estime aujourd'hui.

De l'individuel au collectif, la morphologie des mutineries

Il faut comprendre que la possibilité du désordre libère des formes multiples de réticence et d'illégalité, dont les plus spectaculaires et les plus surprenantes pour les contemporains sont les actions collectives menées contre la guerre. Mais c'est en continuité avec d'autres pratiques moins visibles.

Au premier chef desquelles: des défis individuels: des soldats de la 7^e DI chantent l'Internationale dans un train qui les conduit à Verdun, tel soldat répond violemment à un sergent (le soldat Goupy répond "Je t'emmerde, toi" à un supérieur qui lui intimait l'ordre de se taire). Pbs liés aux individus isolés: menaces, chants, protestations...

=> Par contraste, on ne trouve aucun événement comparable pour la période qui précède (1914-1916). - L'alcool est très fréquemment présent dans ce type d'actes, où se fait entendre une prise de parole provocatrice et désinhibée.

La boisson ne fait toutefois qu'accompagner le mvmt de *libérat° de la parole*: les interventions sont parfois très politisées et construites.

Nature double des incidents individuels: relèvent: α . des transgressions habituelles de l'autorité. β . de mutineries où s'exprime un refus inédit de la guerre.

L'étude des incidents individuels montre que même en dehors des unités "touchées" par les mutineries collectives, l'agressivité des individus témoigne d'un affaiblissement du lien d'autorité, et de ce que plus de choses leur apparaissent possibles.

2^{ème} forme majeure d'indiscipline au printemps / été 1917: les départs de front, entre désertion et permission non autorisée (la seconde pouvant motiver la première). Avt 1917, on désertait essentiellement temporairement, pour régler une affaire dans le civil, p. ex. Mais la donne change: la décept° liée à la continuat° de la guerre après les promesses de l'offensive Nivelle fait que les condamnations liées aux désertions atteignent le niveau le plus élevé de la guerre en juin 1917. ttefois, lorsque la désert° n'est que temporaire, les officiers en minimisent la gravité et évitent la pénalisat° de la faute. Désertion tolérée = mécanisme d'ajustement à la durée des combats. => Ex.: 77^e DI: mois de juin 17: 299 absent sur 1881 soldats en secteur, et seuls 27 soldats sont effectivement condamnés pour désertion.

Le chaos relatif qui règne dans les pts de passage (gares) des (pseudo-)permissionnaires facilite la désertion: les titres de permission ne sont pas systématiquement contrôlés.

Grande **diversité** des **actes de désobéissance collective**: manifestations sonores (chants, cris, revendications) / conduites furtives et silencieuses, refus inexprimés: certains soldats s'échappent littéralement pour ne pas être en première ligne. Au 308^e RI, un bataillon devant effectuer une relève s'évanouit dans la nature, le 2 juin. C'est généralement l'annonce ou la perspective d'un départ pour les tranchées qui débouche sur une mobilisation des soldats.

- Autre type de réactions: ce que James C. Scott appelle "*les armes des faibles*": manière de **désobéir dans l'obéissance**: les soldats opposent à leurs officiers l'inertie, la lenteur des corps, la mauvaise volonté à s'équiper, à se mettre en branle... Ces actes peuvent avoir lieu très près des lignes, en situation de tension, et même mener à des refus directs: les soldats du 159^e RI, devant soutenir une attaque le 4 juin, refusent de monter en ligne. **Les refus de monter pendant les mutineries, s'ils ne sont pas nécessairement argumentés, sont la manière trouvée par de nombreux soldats pour que cesse la guerre.**

2 critères de + pr évaluer l'indiscipline: 1. le refus de monter est parfois conditionné ("nous ne monterons pas si nous n'obtenons pas..."). 2. il est plus ou moins violent.

- Le refus conditionné s'exprime à peu près autant que le refus radical (type: les cris "C'est la révolution! Nous n'irons plus à l'abattoir!").

Caractère alternativement violent et calme de la mutinerie, selon le type de refus (conditionné / radical). Mais les demandes de "discussions" (qu'il s'agisse de l'obtention de ne pas monter, voire de discussions sur "la paix" sans + de précisions) se soldent rarement par de réelles discussions, étant donné le niveau de tension: au 18^e RI, le 27 mai, une grenade est lancée dans la cour où dîne un officier, et le soldat Canel met en joue un militaire.

+ incidents ferroviaires liés aux mutineries, aux permissionnaires: actes proches du pur "défoulement" (car pas de revendication directe, puisque les types sont précisément en perm): violences contre le matériel et le personnel. Toute-puissance provisoire des mutins, renversements sporadiques de l'ordre.
+ Ressentiment envers employés du train, policiers, officiers administrant les gares, perçus comme des embusqués.

Cependant, en règle générale, quasiment aucune fraternisations ni désertions à l'ennemi pendant les mutineries (à l'inverse du processus de défaitisme révolutionnaire des bolcheviks, favorisant les fraternisations).

Du front à l'arrière, rythmes et espaces du désordre

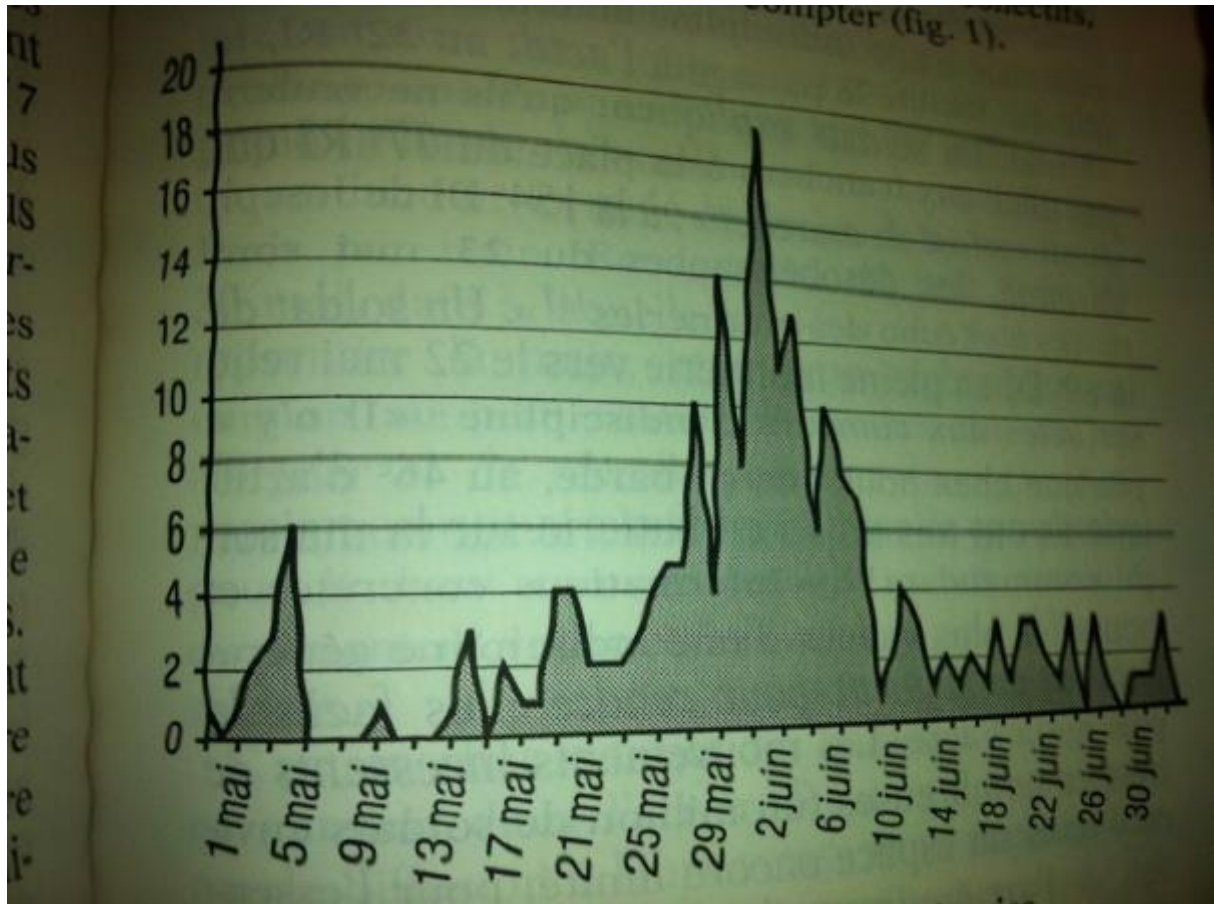


Figure 1 - chronologie des mutineries - nombre de régiments connaissant une désobéissance collective dans l'arrière-front, 29 avril 1917 - 2 juillet 1917

Sur un plan spatial, désormais:

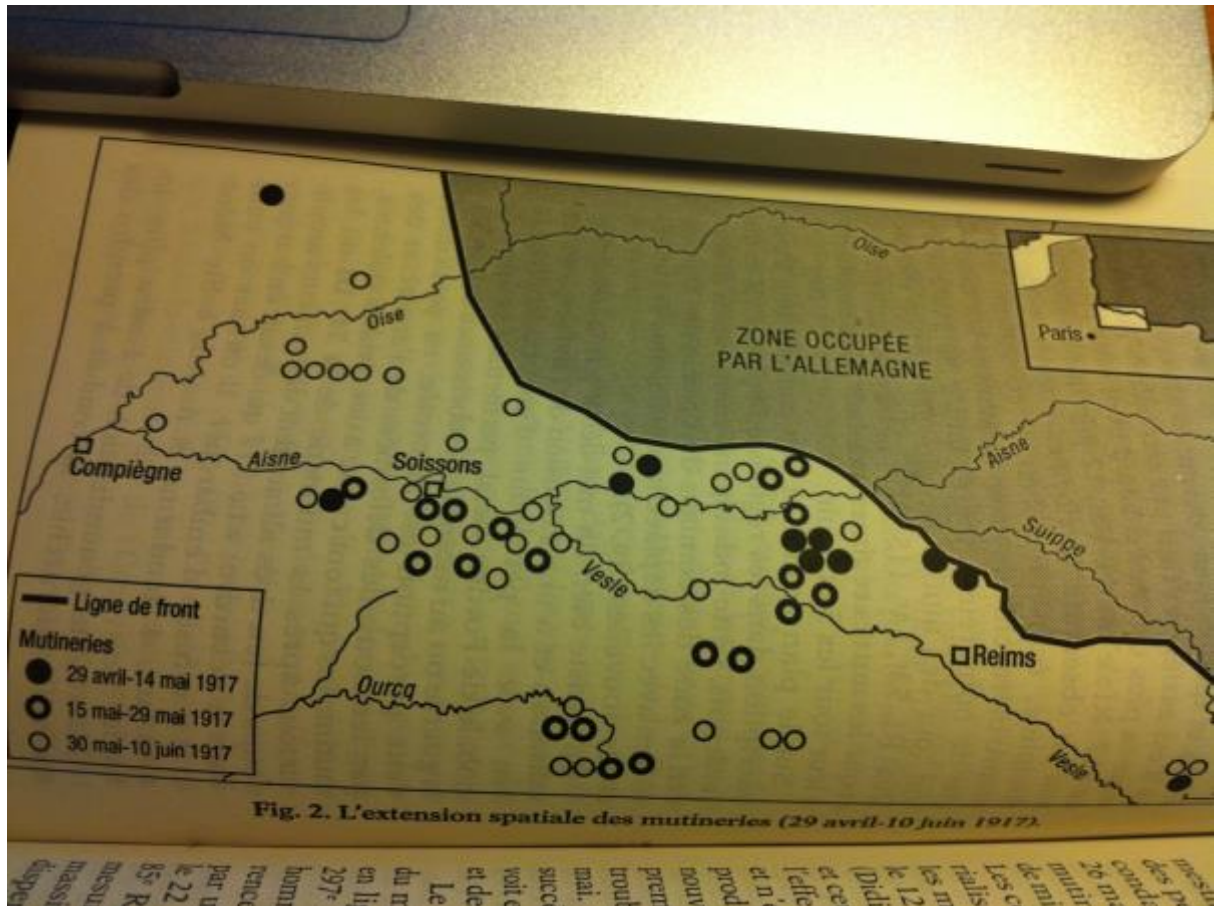


Fig. 2: l'extension spatiale des mutineries (29 avril - 10 juin 1917)

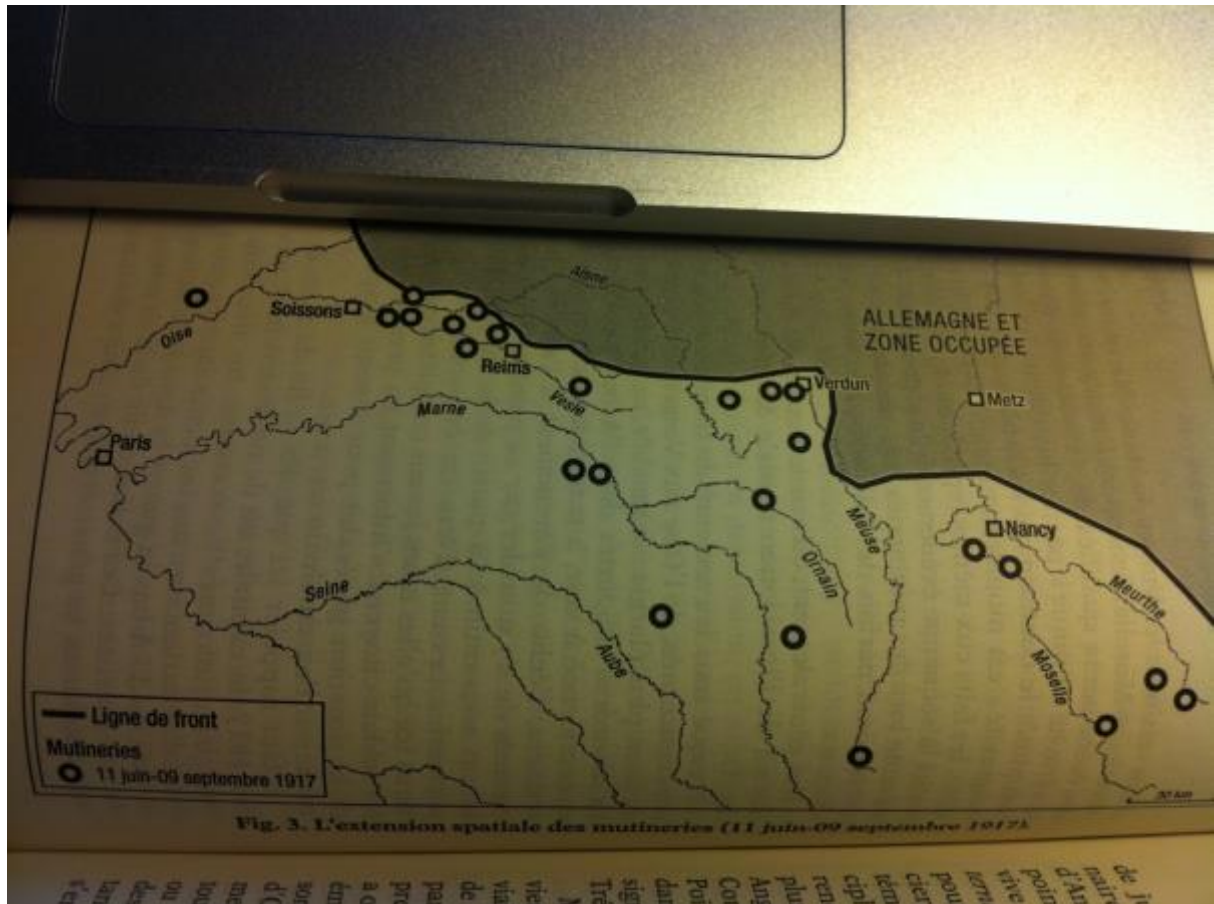


Fig. 3. L'extension spatiale des mutineries (11 juin-09 septembre 1917)

Fig. 3: l'extension spatiale des mutineries (11 juin - 9 septembre 1917)

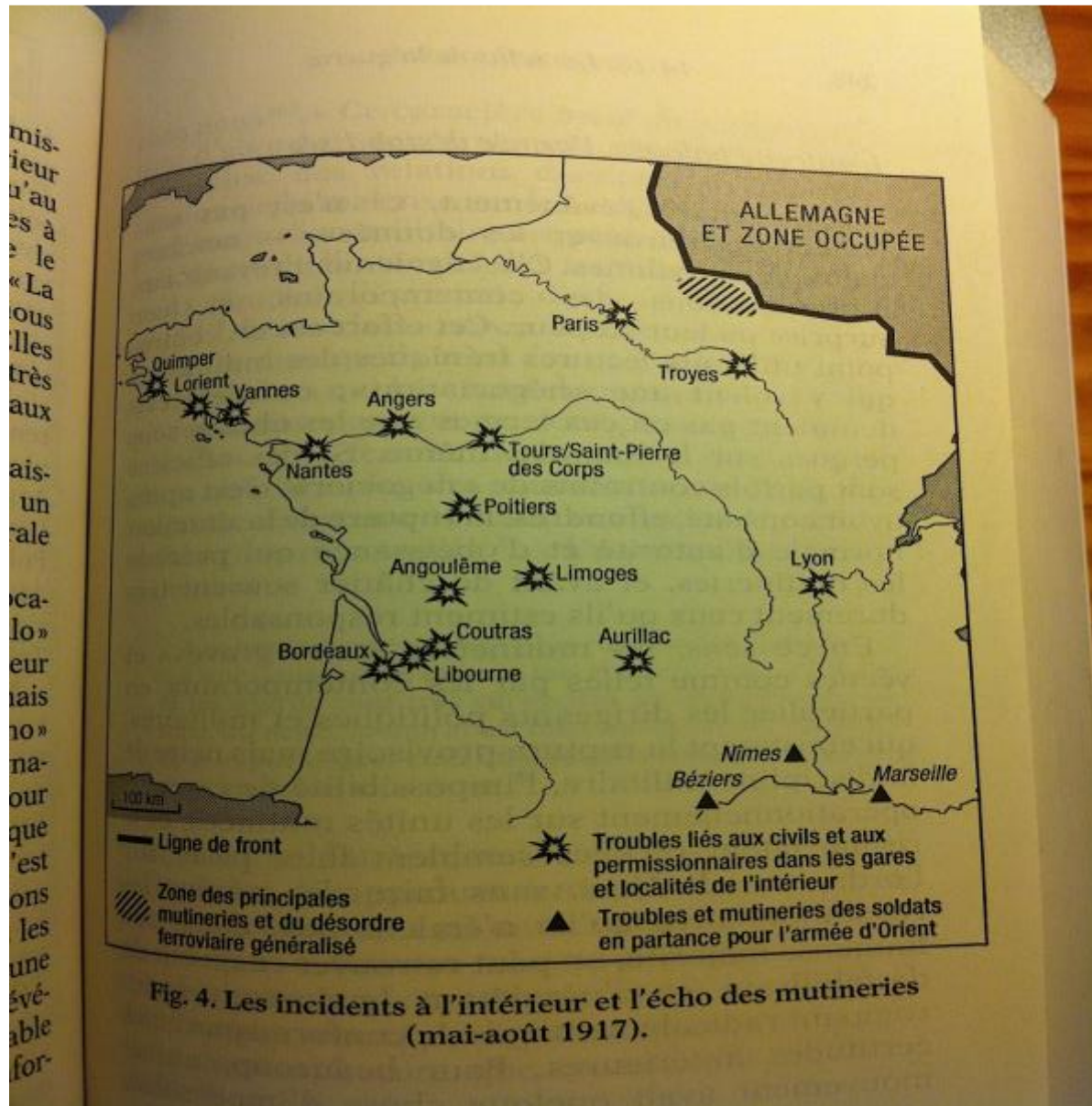


Fig. 4. Les incidents à l'intérieur et l'écho des mutineries (mai-août 1917)

Tableau saisissant de l'étendue de la crise de discipline.

- On voit donc qu'un "noyau" d'incidents localisés près du Chemin des Dames et au "halo" des faits d'indiscipline militaire, variés dans leur forme et leur intensité, qui sont mal connus mais commis sur tout le front, s'ajoute enfin l'écho de l'événement très loin dans le pays. Cette dynamique d'extension spatiale correspond, pour l'armée, à une diminution de la gravité, puisque la situation militaire des premières lignes n'est évidemment pas menacée par des dégradations ou les cris d'"à bas la guerre!" poussés dans les gares de l'intérieur. Elle atteste toutefois d'une ampleur et d'une intensité sous-estimées de l'événement, lequel met en cause, de façon durable et étendue dans l'espace, l'obéissance et le conformisme.

L'autorité bafouée, l'armée déstabilisée

Le mvmt des mutineries avait quelque chose de grave, de considérable, d'**impensable** après coup, dans les mentalités contemporaines. Les mutineries sont, selon la formule de M. Agulhon, "**des faits inouïs, si limités qu'ils fussent**". Un soldat de la 5^e DI l'écrit: "*Il s'est passé des événements auxquels je n'aurais jamais pensé surtout chez nous.*"

Suspension de la maîtrise sur les corps des mobilisés par l'institution militaire. Suspension du jeu social de contrôle, de domination et de soumission instauré par la guerre. Subversion des règles de l'institut^o militaire qui peut se solder par la mort, du côté des soldats comme des officiers. => Le général Bulot, le 1^{er} juin, à la 41^e DI, fait face à un véritable déchaînement d'hostilité, comme le raconte ce rapport: "*Ils molestèrent le général en lui arrachant les étoiles des manches et la fourragère, pendant que d'autres enlevaient le fanion de sa voiture.*"

Bien noter que:

Cette volonté de montrer que les soldats sont les "maîtres", et de rompre l'emprise institutionnelle pesant sur eux, se limite à quelques individus dans les cantonnements. Elle est, à l'inverse, presque générale dans les gares et les trains de permissionnaires.

De plus: il ne faut pas croire que la substitution de Pétain à Nivelle au haut commandement se solde par l'abandon des offensives. Il s'agit seulement d'un "complet renversement de la perspective habituelle {...}: à place d'un haut commandement conscient des mutineries et décidé à arrêter les attaques, on voit que celui-ci ordonne en réalité la poursuite de la guerre d'usure, en indiquant certes qu'elle devra être plus économe en effectifs puisqu'on choisit, au lieu de la stratégie de "percée", une attaque en "largeur" soutenue au détriment de la "profondeur", et la poursuite "inlassable" d'attaques "limitées" - celles-là même qui sont depuis longtemps jugées disproportionnées par les combattants, et auxquelles ils veulent échapper en mai-juin 1917, en n'allant pas aux tranchées."

Au paroxysme des mutineries: la "marche sur Paris"

La perspective annoncée par plusieurs unités de "se rendre à Paris" est perçue par l'état-major comme une menace à l'ordre social. Le roman de Dorgelès *Le réveil des morts* (1923) se clôt par l'évocation des "poilus" disparus sortant de terre, demandant aux vivants des comptes, prenant d'assaut, pour finir, la Chambre des députés...

L'idée de la "marche sur Paris" se retrouve par exemple (ce n'est pas le seul exemple) chez les mutins du 17^e RI, réunis avec ceux du 109^e RI la nuit du 31 mai 1917 et tentent de convaincre ces derniers de marcher avec eux, sous le commandement d'un aspirant. Mais l'idée est abandonnée.

L'idée de se rendre à Paris a été formulée dans dix unités différentes, de neuf divisions au total. Cette question est immédiatement mentionnée comme le fait saillant de l'indiscipline au sommet de l'Etat. Les dirigeants politiques sont par ailleurs informés du développement des grèves et de l'agitation par des rapports de préfets, la conjonction de ces nouvelles créant chez eux "le sentiment d'un danger insurrectionnel". Des mesures sont prises par le gouvernement: surveillance et répression des organisations pacifistes, expulsion des neutres suspects, affirmation d'une ligne jusqu'au-boutiste lors des Comités secrets... Les mutineries deviennent (une fois de plus) une affaire d'Etat.

IV. Improviser la désobéissance: la difficulté de l'action collective en guerre

Le cadre improbable de l'action collective

La part du tps, les désobéissances collectives sont peu préparées. La décision est généralement prise lors des repas, où les soldats discutent des rumeurs.

=> Rôle des débits de boisson improvisés dans cette préparation relative.

Le cadre rural, le plus souvent, rend complexe l'organisation d'une action collective et son déclenchement, malgré les intermédiaires que sont les cyclistes, cuisiniers, agents de liaison... Cette relative circulat^o de nouvelles n'est pas une coprésence dans l'espace urbain, qui, elle, permet de faire "gonfler" les manifestations. Les mutins F restent isolés en milieu rural, ils n'ont généralement *nulle part où aller*. Cet isolement explique les efforts de "débauchage" d'autres unités auxquels s'emploient les mutins F.

Les mutineries de 1917 en France diffèrent donc profondément des grandes mutineries navales qui surviennent en Allemagne durant la guerre (Kiel, Wilhelmshaven), où les rues et places des ports permettent aux marins révolutionnaires de dépasser le confinement et l'isolement de leurs navires.

"Ils ne doivent pas agir ainsi": refus et hésitations

La désobéissance ne fait pas l'unanimité parmi les combattants, même avant d'être réprimée. Lorsqu'il faut franchir le pas de la désobéissance collective, des oppositions se manifestent. Ceux qui n'y participent pas peuvent en subir les coûts: l'idée de la désobéissance peut être "bien ennuyeuse" ou "malheureuse".

Autres raisons de la non-participat°: poids de l'investissement antérieur (3 ans de guerre), crainte d'être puni par une affectat° dangereuse, et surtout crainte sociale de la révolution (pour les soldats hostiles à la révolution): "la révolution est 100 fois pire que la guerre, car les révolutionnaires s'emparent de tout sans payer et tuent le bétail.

De plus, la condamnation de l'indiscipline et la justification de la répression s'accompagnent d'un pardon chrétien pour ceux qui en sont victimes, tandis que leurs actes ne sont pas rapportés à des convictions politiques mais à un égarement personnel. Le "devoir" est indiscutable tant que "les boches" sont en France.

Des "poilus" comme les autres? Les identités sociales des mutins

Qstion de l'identité des mutins: rendue complexe par les stéréotypes partagés par les F. Des lectures sociales attribuent les mut. aux catégories déjà suspectes. Un adjudant du 11^e RI note au sujet des mutins: "Ce qu'il faut surtout voir c'est leurs antécédents, tous ou 99% ont des condamnations dans le civil."

+ Soupçons liés à l'origine géographique: méridionaux parfois soupçonnés {!} parce qu'ils "parlent beaucoup" et "ne réfléchissent pas" (général commandant de la 33^e DI). De mm pr les Parisiens,

fauteurs de troubles potentiels, soupçonnés de fomenter "l'anarchie".

Fig. 5. Professions fortement et faiblement représentées parmi les mutins.

Profession	Mutins	Non-mutins	Proportion (mutins/non-mutins)	Répartition
Instituteur	4	0	—	Nette sur-représentation parmi les mutins
Employé de commerce	19	12	1,58	
Représentant de commerce	3	2	1,5	
Employé de bureau ou de banque	9	9	1	
Tailleur de vêtements	7	8	0,87	
Garçon de café ou de restaurant	5	7	0,71	Sur représentation parmi les mutins
Boucher	7	10	0,7	
Peintre et peintre en bâtiment	10	15	0,66	
Boulangier	19	29	0,65	
Menuisier	8	20	0,4	
Imprimeur, typographe	8	20	0,4	
Comptable	4	10	0,4	

Nombre de sold
étudi
Maçon
Journa
Mance
Charr
Méca
Terra
Fum
Car

Improviser la désobéissance

297

Nombre total de soldats étudiés	443	1314	0,33	Normale
Maçon	10	42	0,23	Sous-représentation parmi les mutins
Journalier	15	71	0,21	
Manceuvre	6	35	0,17	
Charretier	5	31	0,16	
Mécanicien	4	28	0,14	
Terrassier	2	20	0,1	Nette sous-représentation parmi les mutins
Fumiste	1	12	0,08	
Camionneur	1	15	0,06	

Fig. 5: professions fortement et faiblement représentées parmi les mutins

On note en tout cas que les professions plus fortement présentes chez les mutins ne sont pas celles qui indiquent une situation de très forte domination sociale, et à l'inverse, que les effectifs parmi les mutins sont très faibles pour les charretiers, journaliers, maçons, fumistes ou terrassiers, soit avant tout des professions manuelles très peu qualifiées, fortement dominées.

{...} Les positions les plus basses de la hiérarchie sociale sont sous-représentées parmi les mutins, tandis que les plus hautes - en gardant à l'esprit que les véritables élites sont absentes de la troupe - sont surreprésentées. C'est d'autant plus frappant que ces hommes mieux éduqués que la moyenne parviennent, en général, à échapper aux affectations combattantes."

Bricoler la protestation: le savoir-faire des mutins

Pour improviser et mettre en forme la désobéissance, les mutins puisent dans une grammaire protestataire qui emprunte aux mobilisations civiles comme aux habitudes militaires. Improvisation, à de rares occasions, de "meetings" improvisés dans le cadre rural réunissant plusieurs centaines d'hommes. {C'est notable pour les mutins du 29^e RI et du 36^e RI: ceux qui prennent la parole avec la facilité discourent sans animosité et déclarent ne pas être des meneurs.}

L'Internationale et le drapeau rouge (drapeau bricolé: parfois une chaussette rouge sur un balai...) sont présents dans à peu près une mutinerie sur trois, signe qu'ils sont devenus les signes (très fortement réprouvés par la hiérarchie, et c'est en tant que tels qu'ils sont choisis par les soldats) d'une désobéissance revendiquée et plus ou moins organisée, même si beaucoup de soldats ne connaissent les couplets de l'Internationale que de manière (très) approximative.

Parfois, les chefs sont désespérés, car ils sont confrontés à une réelle organisation des soldats.

- La "situation actuelle" au 9 juin 1917 est décrite par le chef du 217^e RI: "Toutes les unités font bloc. Il y a des délégués. Les liaisons de jour et de nuit sont établies entre les bataillons. Il y a des signaux d'alerte, des organes d'information, des liaisons avec les autres corps de division."

Les officiers font face à une action parfois cohérente. Les mutins ont reproduit une organisation de type militaire, assurant surveillance, transmission des informations, mise en obéissance et maintien de la discipline.

Des chefs-délégués sont élus. Le modèle des soviets est visé, mais les soldats en ont une connaissance approximative. Quoi qu'il en soit, l'organisation est de type militaire (le chef-délégué du 370^e RI, à Cœuvres, appelle les mutins avec un sifflet lorsqu'il a une communication à leur faire). Mais la structure de cette mutinerie (comme d'autres du même type) ne se résume pas à une hiérarchie verticale: c'est une forme de délégation démocratique à plusieurs échelons. C'est une organisation qui permet à la désobéissance de durer.

Cependant, l'image de "meneurs" est aussi partiellement fantasmagorique, dans l'imaginaire des officiers et de ceux qui tiennent au maintien de l'ordre: les "meneurs" seraient alors les militants (éventuellement révolutionnaires) indispensables à la préparation occulte et subversive des mutineries. Lecture de l'indiscipline par l'"intelligence": le meneur est forcément "intelligent", "rusé". Capacité à bien parler, bien écrire, s'exprimer en public (=> haranguer). Comme dans les grèves d'avant-guerre, importance du verbe pour cerner les "meneurs".

Colorat^o politique n'est pas toujours un fantasme de la part des officiers, c'est parfois une réalité (ex. du caporal Duchêne du 74^e RI, le 7 juin, qui dit aux hommes: "Ne vous dégonflez pas, il ne faut pas monter"). Le fait est qu'il y avait une sensibilité pacifiste et protestataire sur le front, un folklore souterrain opposé au folklore tolérable. Les drapeaux rouges et le vocabulaire du pacifisme en participent, et ils font bien leur réapparition lors des mutineries, portés par quelques acteurs.

Limiter la violence, présenter des doléances

Un travail d'encadrement conduit les mutins à délaisser majoritairement la violence et à entreprendre de respectueuses présentations de doléances aux officiers. La violence envers les supérieurs reste minoritaire, les 3/4 des mutineries se déroulent sans mise en cause des officiers.

La désobéissance est souvent rendue visible par des cps de feu tirés en l'air, sans intention (manifestement) de blesser des supérieurs. Les violences effectivement advenues ne relèvent souvent que du règlement de comptes personnel.

Les liens de fidélité, de déférence et d'affection restent valables dans une majorité de cas durant les mutineries françaises, où la "citoyenneté" des soldats est mise en pratique dans leurs actions collectives. La violence y est limitée non seulement par ces liens sociaux, mais aussi par les modes de protestat^o collective construits par les mutins => ils font un réel effort pour encadrer l'action: contrôle de l'ivresse (les mutins de la 5^e DI s'y appliquent: le soldat Lagnel déclare qu'"il était indispensable de ne pas se griser, qu'il était interdit d'avoir du vin dans les bidons, et qu'il ne fallait pas apporter d'armes").

Il existe pdt les mutineries une volonté de *désobéir dans les formes*, en réutilisant au besoin les éléments de la vie militaire: pratique du salut, du respect du grade dans les entretiens entre les chefs-délégués des mutins et des officiers. Effort de politesse: 298^e RI, où une pétition est adressée aux officiers de la manière la plus respectueuse qui soit.

=> Comprendre les mutineries = comprendre la coexistence de ces formes extrêmement réglées avec les dérèglements ferroviaires évoqués plus haut.

Les usages de l'écrit: tracts, lettres et pétitions et bites

Graffitis sur les trains + de fin juin à mi-juillet, on retrouve une dizaine de "tracts" manuscrits et des pétitions d'unités entières. Les tracts sont anonymes. Les premiers signataires de chaque liste sont souvent arrêtés, peu de risques pour ceux qui signent d'une croix et les milieux de listes. (Noter que l'imparfaite maîtrise du langage par une partie des soldats ne fait pas obstacle à la rédaction de tracts.) L'anonymat permet des prises de position politisées jusqu'alors condamnables comme subversives, comme dans le "discours" manuscrit du 11 juin où un soldat écrit: "Chantons tous en frères l'*Internationale* anarchiste et révolutionnaire."

Bcp de graffitis s'inscrivent dans la tendance à contester les discours officiels qui minimiseraient les souffrances de la guerre: "Les communiqués, ne les croyez pas".

Plus largement, l'écrit joue un rôle de légitimation et de mise en forme de la protestation.

=> Plus qu'un affrontement, les mutineries sont (notamment par la mise en forme des conflits, à laquelle l'écrit participe) une immense prise de parole des combattants.

V. Prendre la parole: raisons, représentations et revendications des mutins

Quels sens les mutins donnent-ils à leur désobéissance?

Paroles de mutins, interprétations d'historiens

Pb: mutins => une aspiration à la paix et un réel "patriotisme" (au sens d'une paix pour la France) / une simple grogne aux motifs prosaïques, loin d'une remise en cause de la guerre, mais plus proche de la simple "grève militaire"?

=> Comment faire sens de la diversité des discours de mutins?

A. Loez critique l'interprétation de Guy Pedroncini, selon lequel les mutins n'auraient agi que par intérêt matériel et pour obtenir "*un minimum de confort aux cantonnements*".

Le "politique" et le "matériel"

Que veulent donc les mutins, si toutefois il est possible de dessiner une relative unité dans une volonté éclatée et souvent motivée de manière extrêmement vague?

Enjeu: parvenir à articuler les 2 pôles vers lesquels peut tendre l'interprétation: un "pacifisme" des mutins qui s'exprimerait par des paroles et des représentations hostiles à la guerre, de nature "politique", ou, au contraire, leur "modération", visible dans des revendications "matérielles", permissions, repos, meilleure nourriture.

De fait, il y a souvent alliance des deux: dans bien des unités, les "permissions" et la "fin de la guerre" sont demandées en même temps. Un officier qui discute avec des mutins au 99^e RI le rapporte, indiquant à la fois leur refus d'une guerre trop longue, leur hantise égalitaire et leur amertume devant des permissions insuffisantes: "Le thème général paraissait être que la guerre durait depuis trop longtemps - que l'on ne tient pas les promesses faites concernant les permissions et que ce sont toujours les mêmes qui vont se faire casser la gueule." On peut imaginer que c'est parce que la permission est conçue comme une paix provisoire et personnelle. Quoi qu'il en soit, il entre du "politique" dans le "matériel": exiger le droit à la permission = faire jouer la tension "soldat" vs. "citoyen".

Le dégoût de la guerre, l'espoir de la paix

Encore une fois, l'aspiration à la fin de la guerre ne signifie pas l'adhésion à un programme pacifiste précis. Le motif vague d'une guerre trop longue où la victoire devient impossible revient souvent dans les courriers. De plus, le souvenir du chemin des Dames persiste, et on dénonce toujours (rapports écrits d'offs, p. ex.) des offensives mal préparées et très coûteuses. Un soldat contrôlé écrit: "Pour attaquer il n'y a rien à faire. Ça sert juste à faire zigouiller des hommes et puis c'est tout." Dégoût de la guerre est aussi collectif: poids de la guerre trop lourd pour, comme l'écrit un des signataires du 298^e RI, "une famille qui souffre et un commerce qui ne marche pas en mon absence". Dégoût de la guerre au printemps 1917 par la dureté de l'épreuve partagée.

L'espoir de la paix est porté par de nombreuses demandes aux parlementaires de conduire diplomatiquement une tentative de paix: dans certaines mutineries, refus de combattre (du moins de "monter" à l'offensive) avant que les députés ne réexaminent la proposition de paix de l'Allemagne de déc. 1916. La demande de paix adressée au pouvoir, placé devant ses responsabilités, n'est pas un signe de modération des mutins: plutôt une façon de faire avec la réalité de la situation, où une révolution semble improbable, et où la guerre est insupportable, en faisant entendre à ceux qui sont en position de décider qu'il est temps que la guerre se termine et qu'une solution soit trouvée.

Ces demandes ne seront pas entendues, à lire les *Mémoires* de Poincaré, "monument d'indifférence aux doléances combattantes" (A. Loez). C'est pourquoi il est un versant - respectueux et + radical des aspirations à la paix, relevant d'un pacifisme révolutionnaire réel ou verbal. Minoritaire durant les mutineries, il n'en est pas moins l'un des discours libérés par l'événement.

Rejeter le patriotisme, reprendre le combat politique

Déclenchement de paroles subversives et jusqu'alors indicibles.

Contrairement à ce que supposent les concepts de la nation comme construct volontaire, le statut de Français assigné par l'Etat-Nation n'a rien d'un choix. Dire qu'on "n'est plus Français" devient une façon provocatrice d'affirmer que l'on n'est plus tenu de combattre. Un soldat déclare à voix haute: "*Moi je m'en fous, la France n'existe pas, que je sois Allemand, Français, Anglais ou nègre, pourvu que j'aie ma peau, le reste m'est égal.*" => renversement complet des valeurs patriotiques établies avant-guerre et rendues indiscutables depuis 1914 par l'imposition d'un discours dominant. ENORME CHARGE TRANSGRESSIVE.

Répudiation du patriotisme également visible dans l'indifférence de certains mutins pour la question de l'Alsace-Lorraine: un soldat du 39^e DI écrit à son frère: "*ceux qui veulent l'Alsace-Lorraine n'ont qu'à venir la gagner les vaches!!*".

Rejet du patriotisme parfois lié à l'internationalisme: des soldats racontent avoir travaillé en Allemagne avant la guerre, l'un d'eux dit "*ma patrie, c'est là où on me paye le mieux*".

+ Thème de la revanche sociale après la guerre: invectives contre les "riches" ("buveurs de sang" (!)) qui font "durer la guerre". Mais l'extrême gauche échoue à investir le mouvement des mutineries d'une signification politique réelle. => Tract manuscrit "*Camarades Souvenez-vous de Craonne*" => lecture binaire: guerre enrichit les capitalistes / a pour but de détruire la classe ouvrière, et le tract est signé "les camarades des 108-116-74-56-293-35-62-99". La multiplication des numéros de régiments est probablement imaginaire, et traduit l'échec de l'extrême gauche constituée.

"C'est toujours les mêmes qui font la guerre": l'obsession égalitaire

Durant les mutineries, les revendications matérielles sont aussi partiellement politiques, car elles renvoient à l'(in)égalité devant la mort.

Ce motif tient également à l'inégalité entre unités et au non-respect de promesses: harangue du soldat Milleret devant les officiers, au 154^e RI: "le Bataillon vient de passer 4 jours dans les tranchées. {...} or on nous avait promis formellement que le régiment après Vauclerc devait occuper un secteur calme. Il faut aller trouver le capitaine et lui dire qu'on ne se moque pas ainsi du monde {...}." On n'est pas dans le refus radical de se battre, mais dans un rapport conditionnel à l'obéissance, suspendu au respect de la parole donnée et des droits des combattants. Ces demandes "matérielles", repos et permissions, participent de la construction d'une légitimité collective face à une institution qu'on rappelle à ses manquements. L'indiscipline ne déroge pas à la normalité mais vise au contraire à la rétablir, à la préserver et à la défendre. => il entre du politique dans les revendications matérielles.

Une désobéissance illégale est référée au droit, ou plus exactement, à l'absence de passe-droit: le mutin Lamarque trouve injuste le fonctionnement de l'armée: "je connais des camarades qui ont eu à se plaindre de certains passe-droits".

Souci d'équité imprègne les revendications combattantes, d'autant + qu'ils considèrent eux-même leur statut comme un métier (+ droits qui vont avec ce statut: cf. professionnalisation évoquée plus haut, I, *Sous l'uniforme, des soldats-citoyens*). Les demandes de "permis" et de "ne pas monter" illustrent une même idée: la violence du conflit, si elle ne peut être arrêtée, doit être également subie et affrontée. D'où l'extrême violence de la "guerre aux embusqués". Une lettre émanant du 129^e RI va dans ce sens: "La patience humaine a des limites, il y en a encore trop à l'arrière qui se branlent les couilles dans les bureaux {...} et il y en a d'autres qui font des fortunes tandis que nous on se ruine la santé." => Dénonciation de l'injustice devant la mort.

On retrouve parfois des conflits de classe qui recoupent les distinct^o hiérarchiques: soldat de la 27^e DI, mineur dans le civil, crie: "A bas les officiers! A bas les trop payés!" Mutineries témoignent alors d'un CONFLIT SOCIAL prégnant.

=> Refuser la guerre en 1917 est à la fois espérer sa fin, et dénoncer l'inégale exposition des combattants à sa violence. La légitimat^o de l'indiscipline opère aussi à travers ces protestations de mutins se présentant comme de bons et valeureux soldats, "toujours au front et en danger": "Alors que certains régiments se reposent réellement, d'autres, disent les poilus, "bardent" sans répit."

TYPOLOGIE DES MUTINS élaborée par Loez:

α. Mutins "**tapageurs**", dépourvus de ressources leur permettant de construire des représentations politiques élaborées. Mutineries, pour eux = exutoire, défouloir, contestat^o de l'autorité.

β. Mutins "**grévistes**". Protestations "matérielles" dans le cadre du "métier militaire", face à des officiers respectés.

γ. Mutins "**citoyens**". Revendicat^o appuyées sur le langage du droit et le recours aux institutions républicaines, ce qui n'implique pas une confiance démesurée en celles-ci.

δ. Mutins "**militants**". Minorité virulente et décidée, lit l'indiscipline en termes politiques et la justifie en transgressant ouvertement les règles du jeu patriotique.

Tous partagent, dans l'instabilité du printemps 1917, l'impression que la guerre peut finir et que l'armée est déstabilisée, et donc qu'une action collective peut aussi bien hâter la fin de l'épreuve que permettre d'améliorer leur sort. Surtout, tous partagent, de façon plus ou moins construite, une obsession égalitaire dont relèvent la hantise des embusqués, la vision d'une "saignée sociale" au détriment du prolétariat, les tensions entre unités "rivaux", l'idée enfin que "c'est toujours les mêmes qui font la guerre".

Après les mutineries: justifier l'injustifiable

Quid des soldats arrêtés et traduits en Conseil de guerre? Echapper aux peines les + lourdes devient une priorité. L'institution militaire attend des paroles de contrition.

Plusieurs méthodes de disculp^o: négation pure et simple, attribution du détour de comportement à l'alcool (stratégie de présentat^o comme un "bon soldat", obéissant, patriote), voire même la demande de repartir immédiatement au front comme "preuve" du patriotisme de l'intéressé. La construct^o et la défense du "bon soldat" passent par le rappel de ses qualités propres, mais aussi par le rappel de sa difficile situation familiale: les mères de soldats interviennent...

Demandes d'intercession vis-à-vis de politiques ou de personnalités: cas de l'instituteur mutin Breton, qui écrit à Anatole France: "Du fond de ma geôle, avec ferveur, je m'adresse à l'homme et à l'écrivain dont la noble conscience et le talent incomparable sont célèbres dans l'univers."

A la fois:

- Capacité de certains mutins à utiliser leur identité de "soldats-citoyens" (cas des engagés volontaires qui se sont mutinés: arguent du fait qu'ils ne peuvent être "anarchistes", puisqu'ils étaient volontaires).
- MAIS rareté relative de ce statut, supposant des ressources relationnelles, discursives, politiques, hors de portée du commun des soldats.

VI. Rétablir l'ordre: la résolution des mutineries et la sévérité de la répression

L'obéissance vacille: soldats / chefs, mutins / leurs "meneurs", gradés / supérieurs.

Mutineries manifestent des loyautés contradictoires. Rester loyal aux chefs / trahir la désobéissance ; obéir à la mutinerie / trahir les officiers même appréciés.

Les officiers confrontés aux mutineries, entre stupeur et désarroi

On assimile trop souvent la réact° des officiers à ce célèbre propos du g^{al} Franchet d'Esperey: "*La situation est nette, c'est une organisation générale venant de Paris sous l'instigation des Allemands, tendant à livrer la France à l'ennemi.*"

Mais voir les généraux obsédés par la subversion pacifiste est faux et réducteur. Les officiers cherchent à réellement à savoir ce qui se passe. Franchet d'Esperey lui-même reste relativement nuancé dans une lettre à Pétain du 25 mai: il évoque trois causes de l'indiscipline: affaiblissement de la répression ; retards de permissions ; lecture des journaux. Cette recherche causale (qui va souvent assez loin: un officier dénombre pas - de 17 causes aux mutineries) n'est cpdt possible qu'après coup.

Réaction immédiate : larmes des officiers souvent rapportées: au 21^e RI, le capitaine "très ému" pleure en reprochant à ses hommes la "faute grave" qu'ils ont commise. Les larmes indiquent chez les officiers un trouble profond et pas une réaction sentimentale, car dans la société masculine française du début du XX^e siècle, il reste indigne et mm inconvenant de pleurer.

L'affront des mutins requiert donc dans modalités de réparat° symbolique.

Les vacillements de l'encadrement

Le désarroi face à l'indiscipline tient aussi à l'isolement soudain des supérieurs. En effet, les sous-officiers, relais habituels des chefs, vacillent à leur tour et menacent de passer à la désobéissance. C'est par eux que se "dilue" l'autorité de la quarantaine d'officiers que compte un régiment. Les sous-offs occupent la place la + difficile, pris dans une contradiction entre position hiérarchique et liens sociaux (liens tissés avec "leurs" hommes). Mais la fidélité des sous-offs est également liée à la précarité de leur position intermédiaire: en cas de désordre, ils sont les premiers à être accusés et soupçonnés d'avoir permis voire encouragé la désobéissance. Aspect politique, de plus: quel intérêt auraient eu les sous-officiers, à défendre une institution qui ne leur donne ni reconnaissance ni statut élevé?

Mais FORTE DIFFERENCE entre: passivité devant la désobéissance (qqes sergents en fit preuve) / participat° active (jamais ou presque).

Réduire les mutineries par la force?

Comment rétablir l'ordre?

- Ordres répétés, exhortations: injonct° patriotique, menace disciplinaire. Inefficacité: au 95^e RI, un soldat écrit: "On nous lit des ordres flamboyants pleins de patriotisme, mais ça ne prend plus, on rigole tous". C'est la caractère tp abstrait des injonct° patrio. qui est invoqué: des soldats du 133^e RI accepteraient à la rigueur de marcher, non pour le concept abstrait de patrie, mais pour la fidélité concrète à des officiers en qui ils ont "confiance".

- De manière g^{ale}, c'est une pratique intransigeante du commandement qui est remise en cause en 1917. Aux exhortations et ordres, les mutins opposent l'indifférence.

- Refus de la force comme mode de résolut° des conflits: lorsque la tentat° de la force apparaît, les mutins sont (par définit°) plus nbrx et n'hésitent pas à charger les fusils s'ils sont menacés. Dans les très rares cas de résolut° par la force, la troupe refuse souvent de tirer, les officiers sont contraints de s'en charger eux-mêmes.

Il n'en demeure pas moins que la Justice militaire, quoique plus clémente depuis 1916, indique dans les textes officiels que "le soldat fera son devoir, supportera les fatigues et se battra bravement, ou subira la déconsidération et une répression disciplinaire aussi énergique qu'immédiate". Les officiers n'hésitent pas à le rappeler. Les proches des soldats insistent aussi sur les coûts de la désobéissance.

"De franches paroles d'homme à homme": négociations et exhortations

Mutinerie du 370^e RI: le chef de corps explique à ses subordonnés comment on cause pour mettre fin à la désobéissance: "Raisonnez ceux que vous verrez hésiter, de franches paroles d'homme à homme ont un grand pouvoir sur ces gens ; après tout, ce sont de braves Français."

Les mutineries placent donc les chefs dans une situat^o paradoxale où l'intransigeance est impossible - lorsque les mutins ont le nombre ou la force de leur côté - et où le rétablissement de l'autorité passe par un sacrifice de l'autoritarisme, au profit de discussions individuelles. Or, en tant que telle, la négociation est proscrite par l'armée et explicitement réprouvée par la hiérarchie. Mais difficulté des officiers à négocier, souvent: tient à la mise en cause de la parole officielle depuis le 16 avril, tant par l'échec que par le retard des permissions. Afin de raisonner leurs hommes, de rétablir leur crédit, les officiers doivent engager de réelles discussions, et multiplier les arguments. Ils retrouvent alors, dans l'urgence, une des dimensions de la pensée de l'autorité formulée avant guerre, insistant sur la nécessité, dans une armée "démocratique" de "persuader" en rendant clairs les motifs de la désobéissance. => Reconduction du paternalisme d'avant-guerre: les soldats sont des "enfants" qu'il faut "raisonner".

- Autre stratégie possible: faire semblant d'accorder satisfaction, puis isoler les "meneurs" par des arrestations discrètes, désolidariser la rébellion.

La fragile cohésion des mutins

Comment les mutins s'organisent-ils pour faire face à ces incessants rappels à l'ordre, et parvenir à construire une action collective? Devant les efforts incessants de division des mutins, ces derniers vont tenter à tous prix de *faire nombre*. => *Masse critique* nécessaire à la formation d'une mutinerie. => Être nbrx, c'est assurer nn slmt le maintien de la désobéissance, ms aussi sa propre protect^o: on risque moins d'être identifié et inculqué au sein d'un vaste groupe. Et puis, mouvement de groupes implique pfois le retournement d'un conformisme de l'obéissance en conformisme de la désobéissance. <= C'est aussi un argument opposable aux officiers: "nous ne refusons pas d'obéir, nous faisons comme les camarades".

Mais le "nombre" n'est pas systématique: tous les soldats d'une unité ne s'entendent pas forcément. C'est pqoi des des mutins vont chercher à faire nombre par tous les moyens, *y compris par la force*. <= Versant moins connu des mutineries: menaces exercées par les mutins eux-mêmes à l'encontre des hésitants. <= Différence de participat^o aux événements. La nécessité de faire nombre aboutit à des formes de contrainte envers les autres combattants, non sans rappeler les violences ayant pu se produire contre les "traîtres" et les "fainéants" dans des contextes de grèves, dans la continuité également des tensions, rixes et menaces assez fréquentes au front. Mais les menaces aboutissent peu. => Révèlent surtt que dans l'incertitude de l'avenir, tous les moyens sont bons pr accroître le nb de désobéissants.

La "honte" de la mutinerie, ou le "courage" de désobéir?

Rapport de la mutinerie à la valeur fondamentale de la société combattante masculine: le courage?

Mutins = lâches déshonorés par leur conduite / courage exemplaire pour restaurer le droit?

Quoi qu'il en soit, les mutineries sont, avant même de survenir, illégitimes. Les notions d'obéissance, de déférence, sont déjà des éléments structurants de la société avant guerre. => Les arguments des officiers peuvent porter en rappelant l'importance du regard extérieur, de l'honneur familial, en écartant le "flamboyant discours patriotique": Joseph Varenne, à la 154^e DI, raconte les efforts des officiers: "Ils ne parlent pas de patrie, mais s'adressent à l'homme plutôt qu'au soldat".

=> Le "devoir" doit être compris comme un produit de rapports sociaux et de situations sociales.

Renversement opéré par les mutins: la mutinerie est celle d'hommes ayant le courage de défier l'autorité, ce courage viril étant censé conserver ou compenser le stigmate attaché à la désobéissance. => C'est un enjeu qui engage la masculinité, pour les soldats: conversations relevées au sein de la 41^e DI: "Il ne faut pas nous prendre pour des bandits, nous sommes des hommes, nous avons fait nos preuves". En retour, association de l'obéissance à la lâcheté. Un soldat de la 5^e DI raconte sur ce mode sa participat^o à la mutinerie: "J'y ai participé tu peux croire, pas beaucoup, mais *je n'aurais pas voulu qu'on dise que je n'y étais pas.*"

Ces efforts intenses des mutins pour requalifier la mutinerie en courage et disqualifier l'obéissance en "lâcheté" révèlent en creux l'illégitimité de leur mobilisation au regard des normes et des valeurs qui structurent la société combattante.

"Quelques exemples brutaux...": les formes de la répression

Les pratiques de l'autorité sont tout sauf uniformes. Les officiers alternent fermeté et négociation: de même, la Justice militaire connaîtra un mélange de sévérité et de clémence.

Le pb = contradiction partielle entre D'UNE PART: répression proprement dite, D'AUTRE PART: les outils de la remise en ordre (permissions dispersant les fauteurs de trouble, cérémonies réparant le déshonneur de la désobéissance).

=> Par ces stratégies, l'armée reprend effectivement le contrôle sur ses soldats.

Total des exécutions: fourchette entre 26 et 57 soldats exécutés pour faits collectifs et/ou individuels. => Règne une volonté presque unanime de punir, suite aux mutineries. Le général Nayral de Bourgon peste contre une Justice militaire "émasculée" et trop clémente. Les juges partagent souvent ces vues. Ces appels à la sévérité rencontrent les préoccupat° du général en chef: Pétain. Ce dernier explique dans une lettre au ministre de la Guerre que "les restrictions apportées progressivement à l'action des Conseils de guerre" sont une des causes des mutineries.

Les condamnations à mort sont très nombreuses (plus de 500 au total), mais presque toutes commuées par les dirigeants civils, suite à d'intenses tractations qui voient la mobilisation de nbx réseaux politiques. => Limitat° de la violence institutionnelle: le pouvoir était tenu de composer avec la réaffirmat° de la vie pol. et l'exigence de droits pr les combattants. Réaffirmat° du droit: les 15 et 17 juillet, les formes juridiques exceptionnelles ayant présidé à la logique des "exemples" sont abrogées.

Malgré tout, les condamnations autres que la mort montrent que les Conseils de guerre rendent une justice hâtive et partielle, où la logique punitive prévaut largement sur le droit.

Il est aussi un niveau de répression infra-judiciaire: au sein même des unités, peines de prison et de cellule sans passage en Conseil de guerre. Surtout, afin de compléter les condamnations judiciaires pour les unités considérées comme les plus fautives, une politique d'épuration est décidée par le haut commandement, qui valide le transfert de mutins présumés vers les colonies (bataillons disciplinaires et ateliers de travaux forcés) en dehors de tt cadre juridique. Caractère infra-judiciaire se manifeste aussi par les "mystérieuses disparitions" d'éléments séditieux: arrestations très discrètes => capacité retrouvée du commandement à l'arbitraire.

Reprendre en main l'armée: enquêter, disperser, surveiller, convaincre, purifier

La raison d'Etat, sous de multiples formes, préside aux efforts de remise en ordre dans l'armée en juin 1917. Efforts de surveillance sur le courrier (lettres aux députés systématiquement ouvertes), enquêteurs infiltrés investissent les cantonnements...

Sur un plan plus général, l'élévation du taux de permissions constitue un des modes prioritaires de gestion de la crise de discipline. => Les départs en permission sont massifs en juin, et leur "maximum absolu et relatif" durant la guerre est atteint au 1^{er} juillet 1917, ce qui correspond exactement à la décrue des mutineries.

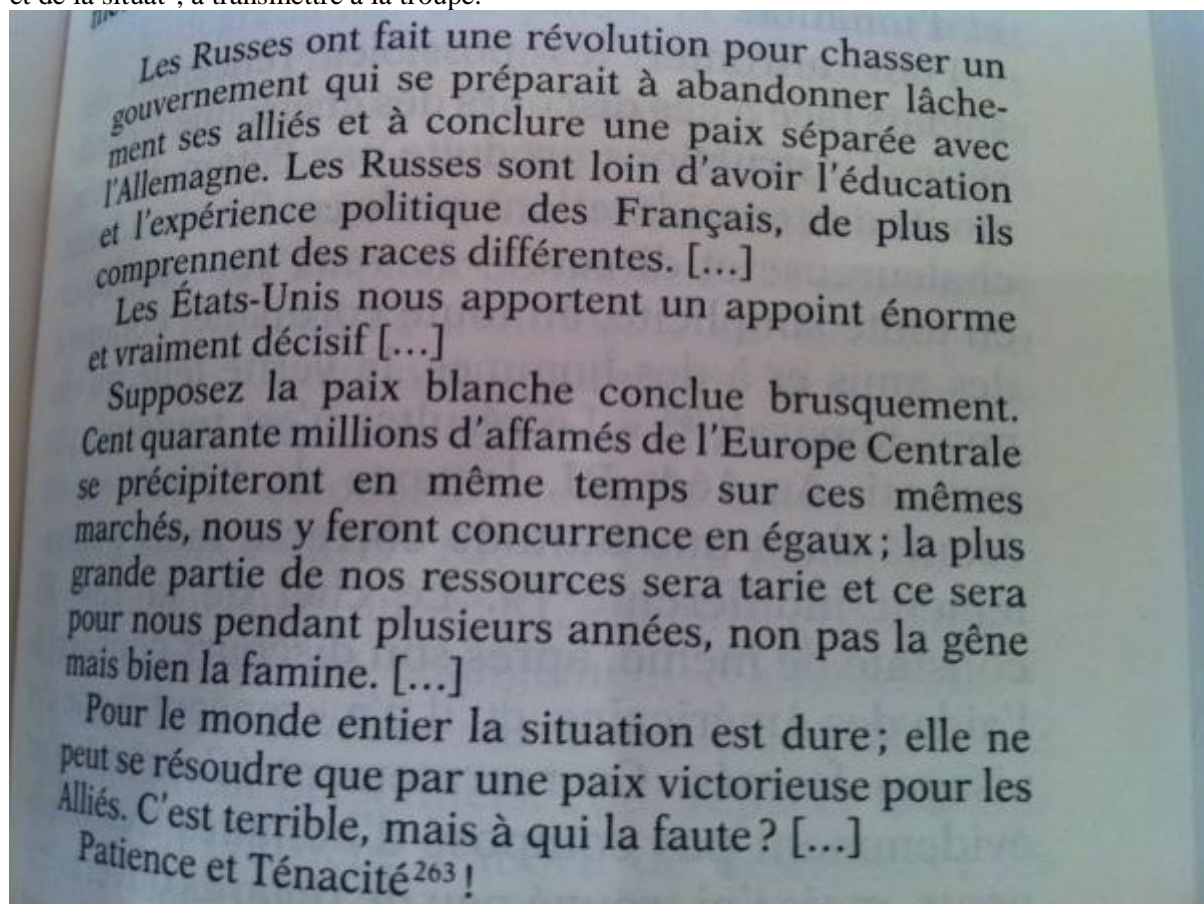
+ Souci de cloisonner les accès à Paris, perçu par le commandement comme foyer d'agitat°. => 4 juin: accès interdit aux permissionnaires de "mauvais esprit" et qui ne présenteraient pas des "garanties suffisantes d'hébergement".

=> Dimension prophylactique des mesures de l'armée, face à ce qui est perçu comme une "contagion". Cloisonnement des unités = priorité du haut commandement, confronté aux tentatives de "débauchages" de mutins, difficilement contrôlables dans l'espace rural de l'arrière-front.

- Quelle est la perspective que les officiers doivent adopter pour achever de rétablir l'ordre? Le haut commandement réalise qu'on ne peut faire l'impasse sur la question "politique".

=> Les discours éparés tenus sur le conflit et son sens reçoivent une direction avec la Note de Pétain du 5 juin 1917. Il y définit les thèmes et les termes des "causeries que les officiers doivent faire aux soldats". Loin de la grandiloquence patriotique, il expose une vision simplifiée de la guerre

et de la situat^o, à transmettre à la troupe:



Au-delà de ses simplifications voire de ses contrevérités, un aspect de ce texte est très révélateur: la paix immédiate y est envisagée, pour être immédiatement contredite, signe que l'armée a bien pris conscience que les mutineries dépassent un mouvement de mécontentement militaire et mettent en cause, par les refus et les paroles des soldats, la continuation même du conflit. Celle-ci est alors présentée comme la seule solution envisageable.

CONCLUSION

L'objectif était bien de mettre à distance toutes les représentations qu'on pouvait conserver des mutineries de la Grande Guerre, et ne pas procéder par essentialisation: ne pas essayer de déterminer ce que les mutins *veulent* et ce que les mutineries *sont*, mais partir de la complexité et de la diversité des événements.

Il faut quitter la vision historiographique conventionnelle, selon laquelle "*les mutineries ne sont pas un refus de combattre, mais d'une certaine manière de le faire*" (Pedroncini): dans cette optique, seul le pacifisme construit, conscient et organisé serait à même d'être pris au sérieux en tant que "refus de combattre". Or, on sait que les mouvements et les militants pacifistes ne sont pas les organisateurs des mutineries, en dépit des efforts faits par quelques pacifistes pour encadrer, raviver des mutineries qui leur préexistaient. En d'autres termes: refuser d'aller aux tranchées, désertir, écrire une pétition recueillant 1006 signatures pour la paix, tenter d'aller à Paris pour exiger la paix des députés, ne seraient pas des *refus de la guerre* dans la vision de Pedroncini. Il est pourtant incontestable, désormais, que ces actes participent de la "crise de discipline globale" qui affecte l'ensemble de l'armée française (et non pas quelques unités isolées: il faut aussi en finir avec la distinction "désobéissance collective / individuelle" qui permettait censément d'affirmer que la très grande majorité des unités n'était pas du tout touchée par les mutineries) en mai-juin 1917. L'absence relative

de pacifisme réfléchi, construit et militant ne rend pas moins intense la volonté que le conflit s'arrête, et qui fait agir les mutins.

Il s'agit de sortir des deux modes narratifs jusqu'ici employés pour "expliquer" les mutineries:

α . Accumulat° linéaire de griefs. Offensive Nivelles = goutte qui fait déborder le vase.

/

β . "Démotivation" patriotique tout aussi linéaire et passagère, qui serait suivie par un rétablissement du patriotisme.

□ ajoutons sur les prisonniers de guerre ²⁵⁶ :

- 425 000 à 483 000 Allemands prisonniers en France, 520 000 Français prisonniers en Allemagne

- **Mémorialement, les anciens prisonniers de guerre s'érigent en « premiers résistants »**, notamment après la Deuxième Guerre mondiale où leur masse interroge leur combativité perdue

- **Les chiffres d'évadés montrent que le + grand nombre s'est installé dans la captivité**, mais les principaux personnages de *La Grande Illusion* sont des récidivistes !

- **utilisation des prisonniers de guerre dans l'éco. du Reich**

- le droit international (cf. convention de La Haye, 1907) était muet en matière de sexualité des prisonniers de guerre (clairement évoquée dans *La Grande Illusion*)

- **elle s'exprime surtout sur le mode du manque >>> substituts** : dessins, représentations théâtrales (cf. une scène célèbre de *La Grande Illusion*, qui concerne des prisonniers de guerre anglais et français), onanisme, homosexualité (clairement évoquée dans *La Grande Illusion*)

- **angoissante omniprésente, celle de l'infidélité de l'aimée (clairement évoquée dans *La Grande Illusion*)**

- commandos extérieurs (très minoritaires Première Guerre mondiale) : contacts possibles avec la gent féminine (tentée par réputation de coureurs de jupons des Français), légalement réprimés (en Allemagne : loi prussienne de 1851 : les populations civiles doivent avoir un comportement patriotique >>> la JF ou JF « oublie son honneur », même pour un baiser !). Le problème est clairement évoqué dans *La Grande Illusion*.

- des retours souvent difficiles : temps à retrouver des désirs sexuels, difficultés à se réinsérer >>> surdivortialité

- **regret fréquent de n'avoir pas participé à la victoire** : très nettement exprimé par de Gaulle

d) Les « mots des tranchées » ²⁵⁷

- une forme de culture de guerre

- une langue de soldats, mais aussi une utilisation par les civils, tout particulièrement les femmes, qui éprouvent le besoin de partager l'épreuve des combattants, par une connivence en matière d'usage de l'argot militaire, qui permet de dédramatiser les situations

²⁵⁶ Grâce à É. Gayme, *Les prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Economica, 2010, 185 p., A. Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre. 1914-1918. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noësis, 1998, 395 p. & F. Théofilakis, « La sexualité du prisonnier de guerre. Allemands et Français en captivité (1914-1918, 1940-1948) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 203-219.

²⁵⁷ Odile Roynette, *Les mots des soldats*, Belin, 2004, 270 p. ; *Les mots des tranchées. L'invention d'une langue de guerre, 1914-1919*, Armand Colin, 2010, 286 p. ; & les ouvrages cités dans la note suivante.

- **l'argot des tranchées a aussi pour vocation de tourner l'ennemi en dérision, comme avec le célèbre « boche », qui s'impose très vite, comme « poilu ».** Boche est une déformation, rapide, d' « Alleboche » (ou « Alboche »), attesté en 1889, lui-même déformation d' « Allemoche », employé dans le langage populaire et dans l'armée pour désigner l'Allemand après la guerre de 1870-1871. Certains linguistes ont pensé que c'était une déformation de « caboche », tête dure. « **Poilu** » pour certains linguistes a d'abord été un adjectif, signifiant « courageux » (employé par Balzac par ex.), puis il devient un substantif, avec la même signification, à la Belle Époque, **et à partir de 1914, c'est un mot de civils**, auquel les « poilus » préféreront toujours le mot de « bonhomme ». Mais Marc Michel, **suivant Albert Dauzat, pense que c'est un** substantif ancien ayant signifié « grognard de Napoléon » et ayant été employé tôt par les soldats de la Première Guerre Mondiale

- le « Pépère » est le territorial (soldat âgé), le « bleuet » ou « duveteux » est le jeune soldat ; « bidoche » et « barbaque » = viande ; « Fritz » = fantassin allemand ; « Otto » = l'artilleur ; « cagna » = abri de tranchée ; « flingot » ou « flingue » = fusil ; « gourbi » = abri ; « marmite » = gros obus ; « rata » = soupe aux pommes de terre, le ragoût.

- plaisir de la connivence, joie du lexique (les premiers apparaissent dès 1915)

- les Anglais ont eu aussi un argot militaire

- **à partir de l'automne 1916 apparaît un langage savant :**

* Marcel Cohen rejette l'idée de l'invention d'une « langue poilue » et souligne l'importance des transferts sémantiques du langage populaire à l'argot militaire

* un autre linguiste, Robert Gauthiot, plus radical, nie l'existence d'un argot des tranchées ; la guerre aurait simplement diffusé un argot parisien, mélangé avant-guerre à celui des soldats et des prostituées

* d'autres viennent contester ces dénégations

* Albert Dauzat a diffusé une enquête systématique, par voie de presse et de *Bulletin des armées*, à laquelle il a obtenu y compris des réponses collectives révélant l'importance des appartenances régimentaires

- **Les œuvres littéraires :**

* comment restituer le langage des soldats ?

* **rupture avec Le Feu de Henri Barbusse (1916), qui a puisé dans son expérience personnelle.** Argot parisien + argot militaire + parlers provinciaux, **mélange qui est expliqué dans le corps du texte.** Restitution d'une violence verbale, qui contraste avec le langage officiel de l' « homme-chiffre », le soldat Cocon, violence qui témoigne de la transformation de l'homme par la guerre, ce que Jean Norton Cru s'est refusé à recevoir comme tel

- **ce vocabulaire est le fruit d'une sédimentation lexicale :** Odile Roynette propose même d'envisager la Grande Guerre comme un aboutissement : une 1^{ère} strate Révolution française-Empire, introduction de la langue des colonisés sous le Second Empire et la III^e

République, emprunts à l'argot des civils. Parallèlement des néologismes pour désigner le nouveau matériel militaire

- dans la correspondance de gens instruits, cultivés, comme celle de Jules Isaac (le professeur d'histoire des manuels Malet-Isaac) et son épouse ²⁵⁸, l'argot militaire gagne

rapidement, il est le signe d'un désir d'insertion dans une communauté populaire

- le vocabulaire juvénile porte lui aussi les traces de la guerre, cf. Yves Congar ²⁵⁹

□ Conclusion du 1^o :

- il faut distinguer entre l'arrière et la zone des armées + les unités sont très différentes >>>> la notion est en partie artificielle ²⁶⁰ On peut ajouter qu'un même poilu a pensé des choses différentes de la guerre selon les circonstances de guerre, sans parler de l'après-guerre, bien sûr.

- la notion de culture de guerre doit être dépassée pour parvenir à une véritable histoire globale, ce que certains historiens ont réussi à faire

2^o Intellectuels, pantalons rouges et bleu horizon

a) Les « ravages de la guerre »

□ parmi les étudiants, un très grand nombre de tués à la guerre, dont beaucoup dès 1914. Rue d'Ulm ²⁶¹, parmi les mobilisés des promotions en cours d'études, plus d'un sur deux fut tué ! Le monument aux morts de l'ENS, inauguré en décembre 1923, comporte 239 noms, soit plus du quart des élèves et anciens élèves mobilisés. La promotion 1914, reçue en juillet, ne fut, faute d'instruction militaire préalable, envoyée au feu qu'au bout de quelques mois, mais plus d'un normalien 1914 sur deux ne franchit le portail de l'École que pour passer le concours ! Cas extraordinaire de Charles Bayet, entré à l'ENS en 1868, engagé volontaire en 1870, historien, professeur de faculté, recteur, deux fois directeur au ministère, qui en 1914, à 65 ans, et après 46 ans de service, s'engage, monte au front avec le grade de sous-lieutenant (obtenu 44 ans plus tôt), se bat en France, puis en Orient, tombe

²⁵⁸ J. Isaac, *Un historien dans la tranchée. Lettres et carnets. 1914-1917*, Armand Colin, 2004, 307 p. ; A. Kaspi, *Jules Isaac. Historien, acteur du rapprochement judéo-chrétien ou la passion de la vérité*, Plon, 2002, 258 p. ; J. Isaac, A. Kaspi & M. Michel, *Jules Isaac, un historien dans la Grande Guerre. Lettres et carnets, 1914-1917*, Armand Colin, 2004, 306 p. ; J. Droz, « Jules Isaac, témoin et historien de la Première Guerre Mondiale », dans *Colloque 1914. Les psychoses de guerre ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen et Centre régional de Documentation pédagogique de Rouen, 1985, 257 p., actes d'un colloque de 1979, pp. 247-252

²⁵⁹ Y. Congar, *L'Enfant Yves Congar. Journal de la guerre 1914-1918*, Cerf, 1997, 295 p.

²⁶⁰ D'après le CR à quatre voix de S. Audouin-Rouzeau & A. Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, 2000, 272 p., dans *Le Mouvement social*, avril-juin 2002, pp. 95-119.

²⁶¹ Bien sûr tout ce qui suit d'après J.-F. Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., réédition, PUF, coll. "Quadrige", 1994, 720 p. Fiche de lecture par Ostiane.

malade et meurt en 1918. Cette véritable hémorragie, la communauté normalienne la rappela souvent.

□ nombreux morts parmi les profs du 2^e aussi

□ diminution du nombre d'étudiants, à cause de la mobilisation, croissance de celui des étudiantes, pendant la guerre :

- en khâgne, à cause de la mobilisation des plus âgés (au bout d'un an en général), très imp. chute des effectifs >>>

- chute du nombre des candidats au concours (62 inscrits en 1916 au lieu de 212 en 1914)
>>> diminution du nombre de postes : 0 en 1915 (le concours est supprimé), 13 en 1916, 1917, 1918

□ en 1916, « rattrapage » **d'une partie des collés de 1914 (43 en Lettres)** ; un concours de « rattrapage », dit « concours spécial », simplifié ²⁶², pour les soldats et les démobilisés en septembre et octobre 1919, avec des centres de préparation spéciaux, à Nancy et **Strasbourg. Le but de l'État est de reconstituer au plus vite une élite**

□ de la même façon, beaucoup d'examens universitaires sont simplifiés pour les démobilisés dans les premières années vingt

□ l'ENS de 1919-1921 est donc très spéciale :

- cohabitation d'élèves d'âges très variés, à cause du retour des mobilisés (ex. : Déat, reçu en 1914, revient préparer l'agrégation en 1919) et des reçus du concours « spécial »

- difficultés psychologiques et morales des élèves âgés

□ lent retour à des effectifs normaux en khâgne (cette orthographe s'impose définitivement dans les années 20). À Henri IV, où tous les élèves avaient été réunis en une seule classe, on ne revient à la coupure Hk-Kh qu'en 1928.

□ pacifisme à l'École normale supérieure :

- « un pacifisme ambiant, voire un antimilitarisme largement répandu » à l'ENS fortement ancrée à gauche ; une « contre-génération d'Agathon » d'ailleurs cible des étudiants nationalistes (et qui repoussent les assauts des jeunes gens d'Agathon du quartier latin en les arrosant, sur les toits, avec la lance à incendie, le « serpent »).

- Le maintien des obligations militaires des normaliens après la guerre suscite quelques remous : affaire célèbre du « canon de l'armée rouge », canon destiné à l'instruction militaire que des normaliens peignent en rouge et ornent d'une pancarte « premier canon de l'Armée rouge » dans la nuit du 20 au 21 janvier 1921. Réunion du conseil de discipline, punition collective

- Après cette affaire, le ministère de la guerre surveille particulièrement l'ENS : fait comparaître Emmanuel Signoret devant le conseil de discipline (jeune poète qui s'était indigné de devoir être sous-lieutenant après avoir passé un concours si difficile, et avait affirmé son désir de suppression de l'armée)

²⁶² L'histoire seulement à l'oral, par exemple, de façon à limiter le travail de révision.

- Lors d'une conférence sur l'armement allemand, le 9 mai 1924 (période électorale), 20 normaliens acquis à la politique d'apaisement du Cartel des gauches quittent la salle en chantant l'Internationale, provocation évidente face à l'intervenant, un officier qui a exposé la violation de certaines clauses du traité de Versailles par l'Allemagne qui remilitarise
- Pierre Brossolette (cacique en 1922) convoqué à son tour au conseil de discipline sur une plainte des autorités militaires face à son manque d'assiduité aux cours d'instruction militaire. Pacifisme caractéristique, milite pour la SDN et écrit dans *Jeune Europe* (bulletin pacifiste, 3^{n°})
- Traits communs avec Jean Cavaillès, autre figure importante de cette génération

b) Les mobilisés de l' « autre front »

- censure
- « mobilisation » des esprits en vue du « bourrage de crânes » :
 - * très générale, tonalité outrancière, comme dans cette formule peu connue (3 août 1914) de Henri Desgrange, le fondateur du Tour de France : « **Les Prussiens sont des salauds. [...] Voyez-les d'ailleurs, ces sales têtes carrées, moutons stupides, sans initiative, têtes à boucherie.** » ²⁶³
 - * ce que J.-B. Duroselle appelle pudiquement « l'illusion » et « l'enthousiasme naïf » : lire quelques ex. photocopiés
 - * ex. du Comité d'Études et de Documents sur la Guerre, présidé par Ernest Lavisse (le secrét. général est Émile Durkheim)
 - Barrès, devenu président de la Ligue des Patriotes à la mort de Paul Déroulède (12 juillet 1914 !), se comporte en « exciteur patriotique » (*dixit* lui-même !), en « littérateur du territoire » (*dixit* ses adversaires journalistes !), en « rossignol des carnages » (R. Rolland). **Rassemblées pour l'édition, ses *Chroniques de la Grande Guerre*, représenteront 14 vol. et 6 000 pages !**
 - bien sûr, l'évolution de Gustave Hervé, engagée depuis 1912, se trouve accélérée, cf. *BE*
 - le conflit éloigne du socialisme nombre d'anciens dreyfusards, c. Hubert Bourgin, prof. à LLG
 - mais image moins glorieuse donnée par Maurice Genevoix (cf. *Ceux de 14*, 1950) ²⁶⁴ et Georges Duhamel
 - et une « guerre des manifestes » ²⁶⁵

²⁶³ Cite par Jean Durry, "Morts au champ d'honneur (1914-1918)" (sur les sportifs), *Sport-Histoire. Revue internationale des Sports et des Jeux*, n° 4, 1989, pp. 61-74

²⁶⁴ M.-F. Berrendonner, « Le témoignage comme genre littéraire d'après *Ceux de 14* de Maurice Genevoix », dans G. Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 37-51.

²⁶⁵ Chr. Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., p. 114

- Albert Thomas a constitué un véritable « réseau » socialiste et intellectuel, puisant **largement dans l'ENS** ²⁶⁶

- la Première Guerre Mondiale **est typique d'une « constellation » de petites revues** ²⁶⁷, souvent pacifistes, qui, éventuellement, utilisent les plumes d'auteurs exilés en Suisse, comme Henri Guilbeaux, Blegue qui avait collaboré à des revues d'avant-garde française à la Belle Époque, qui écrit dans *Demain*. **Mais c'est une avant-garde** qui publie beaucoup d'écrits novateurs

- et les pacifistes :

* Henri Barbusse, *Le Feu. Journal d'une escouade*, 1916 (avait commencé à paraître en feuilleton). Prix Goncourt 1916, ce qui est stupéfiant (mais il était directeur littéraire aux Éditions Hachette...) ! Mauvaise santé >>> mobilisable dans le service auxiliaire, mais il s'engage le 4 août 1914 dans le service armé. **Au front à partir de décembre 1914** : il partage réellement la vie d'une escouade. Description amusée ou exaspérée des civils, des « touristes des tranchées » ; la mort, les morts ; description des tranchées, la boue, les rats, l'attaque, etc. Grande célébrité, y compris chez les soldats ²⁶⁸ ; grande « force » littéraire.

* Romain Rolland, prix Nobel de la Paix en 1916, mais son influence est faible sur le moment. **Quand la guerre a éclaté, il est resté en Suisse et a publié sous forme d'articles** (sept. 1914) puis sous forme livre (1915) *Au-dessus de la mêlée*. **Il se refuse à soutenir l'un ou l'autre des camps en présence, il milite pour la paix à Genève, où il s'occupe aussi de l'Agence internationale des prisonniers de guerre. Il est entouré d'amis qui, comme lui, souhaitent la paix** (Henri Guilbeaux, dir. de la revue *Demain*, par ex.). La presse française tire à boulets rouges contre lui. En nov. 1916 il reçoit le prix Nobel de la Paix, au grand scandale de la presse patriote ; **il en remet le prix à des œuvres de bienfaisance. Après la guerre Rolland, qui jamais ne fit partie d'un parti, s'expliquera avec le personnage principal de son roman *Clérambault* : un poète doux, pacifique, démocrate** ²⁶⁹

* Société d'études documentaires et critiques sur la guerre, Ghilde des Forgerons (conférences), revue *Clarté*,

* mais un patriotisme socialiste de majoritaires

□ les intellectuels se posent la question de la culture allemande, certains défendant Marx, comme Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx

²⁶⁶ Chr.Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., pp. 122 & suiv.

²⁶⁷ Chr.Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., pp. 16 et suiv.

²⁶⁸ J.Relinger, « *Le Feu* d'Henri Barbusse : grandeur et permanence d'un témoignage », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 53-65, L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 35-49. .

²⁶⁹ L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 61-74.

□ de « nouveaux lieux » ²⁷⁰ : surtout la Suisse, temporairement, pour un voyage ou la durée de la guerre

c.) Générations intellectuelles au miroir de la guerre

- à cause des coupes sombres, une chance précoce est donnée à la génération de 1905
- phénomène particulièrement net à l'Action française, où la génération de l'enquête d'Agathon a été fauchée par la Grande Guerre et où émerge très vite une strate de jeunes maurrassiens. Ex. : Robert Brasillach, né en 1909, collabore à 21 ans à *La Revue française* et devient à 22 ans feuilletonniste litt. à *L'Action française*
- pacifisme va imprégner désormais une large partie du monde intellectuel ⇒ un sentiment consensuel

3°) La Grande Guerre religieuse ²⁷¹

La Grande Guerre intègre définitivement les catho. dans la vie française

a) L'Union sacrée et la fraternité des tranchées

□ avant 14 :

- montée de l'indifférence religieuse, sinon une déchristianisation
- retour ou naissance de ferveurs (cf. Sacré-Cœur, pèlerinages mariaux)
- idée que religion catho. fait partie du patrimoine de la France (cf. Psichari).

□ Typologie de l'expérience religieuse par Alphonse Dupront, Du Sacré (1987) :

- religion du quotidien : encadrée par l'Église, l'essentiel des fidèles
- l'extraordinaire : situation de guerre, pratiques de dévotions hors du calendrier liturgique et en tout lieu, à cause de la présence de la mort
- les superstitions : pour les soldats de la Grande Guerre, issus du XIXe siècle, il est difficile de séparer les Églises et les croyances

□ Le congrès eucharistique international se tient à Lourdes... du 22 au 26 juillet 1914

□ comme socialistes, catho. sont englobés dans Union sacrée. « L'emploi du mot *sacré* dans une France laïque et volontiers anticléricale n'était pas sans signification [...] » ²⁷². Une

²⁷⁰ Chr. Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., p. 160

²⁷¹ Outre les ouvrages d'histoire religieuse : N.-J. Chaline dir., *Chrétiens dans la première guerre mondiale*, Le Cerf, 1993, 201 p. ; A. Becker, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire (1914-1930)*, Armand Colin, coll. "U", 1994, 141 p. (fiche de lecture par Adrien Bosch) ; J. Fontana, *Les catholiques français pendant la Grande Guerre*, Cerf, 1990, 440 p.

²⁷² J.-J. Becker & G. Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008, 380 p., p. 77, première page du chapitre « *Union sacrée* en France et *Burgfrieden* en Allemagne ». Vu aussi, parmi beaucoup d'ouvrages et d'articles de J.-J. Becker, « La genèse de l'Union sacrée », dans *Colloque 1914. Les psychoses de guerre ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen et Centre régional de Documentation pédagogique de Rouen, 1985, 257 p., actes d'un colloque de 1979, pp. 205-216.

grande affluence, immédiate et patriotique, dans les églises. Mise à la disposition de l'armée de locaux. Des formes de « retour à Dieu » ; distributions de médailles. Vocabulaire : « Union sacrée », « mystique du front », « guerre sainte » (rapport de 1915 sur la Grande guerre et le droit par Victor Basch, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, cf. biographie dans le dossier biographique).

□ Mais les jeunes prot. de la Fédé. des Étudiants chrétiens sont pacifistes

□ Il s'agit de « donner un sens à la guerre », ce sens est patriotique le plus souvent (responsabilité de la guerre, mise en cause de la « pensée allemande », la guerre du droit, voire idée que la guerre élève l'âme, qu'elle est la « croisade du XXe siècle » ²⁷³, etc.).

□ Citation de Jacques Rivière : on se bat pour une certaine vision du monde, le bien et le mal. Lutte pour la civilisation, pour l'humanité contre l'inhumanité, la « cause de Dieu ».

Rôle de la propagande des Églises, par le biais des aumôniers militaires et des publications destinées aux fidèles. Mais répond à une attente, vraie ferveur.

Réalité de la mort : 250 000 morts français entre août et septembre, 400 000 en décembre.

Double-vision de la mort, négative et positive :

- négative : l'ennemi c'est l'assassin, l'Allemagne, force du mal et diabolique

- positive : le sacrifice, le martyr

Guerre de religion = dialectique idéal de vie malgré la mort / forces de mort contre lesquelles on impose des forces de vie

Idéal chrétien de l'imitation du Christ

□ Sans foi ni loi : les Allemands !

- Civilisation allemande = « kultur » de la destruction, cf « atrocités » en Belgique et dans le nord et l'est de la France. Peuple barbare, entre les Mongols et les Vandales, image démoniaque de Martin Luther. Incarnation collective du mal.

Cf Ernest Lavis (pdt du comité de publication sur la guerre), Emile Durkheim (secrétaire), Joseph Bédier (*Les crimes allemands*, 1915), rôle du ministère de la Guerre

Dictionnaire de théologie catholique : « les Allemands n'ont pas de conscience »

Logique : Martin Luther > pangermanisme > Grande Guerre

Cf Paul Claudel : « les armées du diable, les hordes de Luther »

Pour les protestants français, ce n'est pas la Réforme mais le Luthérianisme allemand qui est responsable. Cf alliance des « Huguenots de France » et des « frères puritains des États-Unis »

- Certains actes individuels positifs envers l'ennemi, tel aumônier qui associe dans son sermon les morts des deux camps, tel curé qui va déposer des fleurs sur les tombes des deux camps. Mais depuis l'élite intellectuelle jusqu'aux milieux les plus humbles, même haine de l'Allemand. Cf Claudel : « Il n'est pas facile de prier pour un Allemand. »

²⁷³ Titre d'un ouvrage de l'abbé Élie Blanc.

Bombardement de la cathédrale de Reims : dénoncé aussi par les autorités protestantes et juives de France comme protestation de leur patriotisme antiallemand.

- On maintient la haine antiallemande par le souvenir, cf la ligue « Souvenez-vous » qui en 1917 organise une expo sur les crimes allemands.

Rumeurs d'un soldat canadien crucifié, des mains coupées des enfants. Idée d'une armée possédée par le Diable, une armée de l'apocalypse. Diable = Kaiser/Luther.

On préconise de ne pas restaurer la cathédrale de Reims et de la laisser comme « témoin de la barbarie teutonne », **d'en faire un ossuaire, un monument aux morts, un témoignage « romantique »** ²⁷⁴.

□ regain du thème de la « belle mort » très développé depuis le XVIII^e siècle : La « belle mort » = celle du héros/martyr

- Sigmund Freud : **changer l'adage en « si vis vitam, para mortem »** (*Actuelles sur la guerre et la mort*, 1915). Mort de masse, mort des jeunes.

Les jeunes enthousiastes pour la guerre comme ceux d'Agathon sont minoritaires. Psichari, mort dès août 1914 : « Je vais à cette guerre comme à une croisade », pour la France et Dieu.

- Militant de la foi (cf *miles*). Prêt à devenir martyr. Héroïsme du sacrifice chez les militants **de l'AF, nota chez les convertis, mais** aussi chez les catholiques plus modérés, et chez les protestants et les juifs

- **Développement d'un art épistolaire, lettres de condoléances. Le sacrifice envahit les récits,** acceptation de la mort comme une préparation. Cazalis : « **Je n'ai pas peur de mourir. [...] j'ai fait le sacrifice de ma vie.** »

Georges Duhamel, *Vie des martyrs* (1917), vie des soldats morts au front : pourquoi ces soldats ont-ils **non seulement accepté d'aller au martyre mais ont subi ce martyre sans le refuser** pendant 4 ans, pourquoi les classes se sont succédé sur « **l'autel de la patrie** » ?

- Henri Massis, *Le Sacrifice*, 1917 – écrit dans les premiers combats de Notre-Dame de Lorette en janvier 1915 : « **L'holocauste est complet. [...] chacun y creuse sa tombe.** » Massis évoque « **l'enseignement divin du sacrifice** ».

Vision exaltée de la guerre aux aspects bienfaisants jusque dans la mort, partagée par de nombreux soldats, cf le père jésuite Teilhard de Chardin, brancardier, La nostalgie du front, 1917 : « **L'expérience inoubliable du front, à mon avis, c'est celle d'une immense liberté** ».

Fascination de la souffrance, du dépassement de l'homme. Pascal est très lu par les intellectuels catholiques dans les tranchées. Imbrication sacrificielle du social et du religieux. Solitude au front, similaire à la solitude des monastères. Graffitis ou sculptures qui font de **ces lieux de mort des lieux d'oraison.**

²⁷⁴ Fr.Cochet, *Rémois en guerre. 1914-1918. L'héroïsation au quotidien*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993, 168 p. ; S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., p. 201.

□ mais un courant catho. justifie les souffrances de la France par la nécessaire expiation, certains catho. voient dans guerre un châtiment de Dieu.

- Mgr Péchenard évoque ainsi devant ses fidèles du diocèse de Soissons : « le vin que doit boire la France en punition de ses péchés. » ; mais des évêques parlent en sens inverse dans leurs lettres pastorales. Inscription dans le thème de la régénération rédemptrice par la **guerre d'une France déclinante et dégénérée (sera développé dans le GÉS-10)** ²⁷⁵

- Guerre perçue comme la punition des péchés. Civilisations orgueilleuses qui pensaient pouvoir vivre sans Dieu et sans guerre, fières du progrès techniques qui permettaient de se passer des dieux, sont punies dans cette guerre, celle des progrès techniques des mitrailleuses et des gaz. Dupouey : « **La guerre est une grande grâce [...] Faudra-t-il ensuite redevenir futiles ?** »

- Expiation de la Séparation de 1905 : la France, trainée républicaine athée et anticléricale. D'où la « rumeur infâme » : les catholiques auraient désiré la guerre et la défaite de la France afin de faire reflourir la foi. Faux au vu de la conduite des catholiques et des prêtres au feu et à l'arrière. = **limite de l'Union sacrée**.

□ susp. des mesures contre congrégat., mobil. des ecclésiast., mais souvent dans le service de Santé >>> protestation des anticléricaux

□ « offrir la foi » :

- aumôniers milit. ²⁷⁶, **œuvres relig.**, **messes dans grottes** ou plein air ; célébration de la mort de Péguy, d'Ernest Psichari (*cf. BÉ*)

- **A l'arrière** : prêtres et pasteurs moins nombreux (mobilisation) doivent faire face aux **nouvelles exigences spirituelles des Français qui souffrent de l'éclatement des familles**. *Cf. correspondance de l'abbé Salomon, curé de Neuilly-sur-Seine*. Souvent les soldats se **plaignent du manque d'aumôniers ou de prêtres soldats**.

- Quatre « ministres » **par corps d'armée** : deux catholiques, un protestant et un juif. **25 000 hommes d'Églises mobilisés** comme simples soldats ou officiers.

La moitié des prêtres catholiques servent dans les services de santé.

- Récits hagiographiques sur les accomplissements patriotiques et spirituels de ces aumôniers. « **L'Union sacrée, ce miracle divin de la guerre, c'est le maître d'école tombé au champ d'honneur pour son pays, soigné par le curé, agonisant sous ses yeux et mourant dans ses bras** ». Des réunions religieuses et des groupements de piété sont organisés.

L'Église catholique et la Nation profite conjointement des efforts des catholiques au front.

- Efforts gigantesques des Églises dans la charge financière de la guerre : réintégration dans la nation après la mise au ban de 1905.

²⁷⁵ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., chapitre I.

²⁷⁶ Avec, le cas échéant, des choix raisonnés : des lazaristes, habitués à l'Orient, sont nommés dans l'armée de Salonique.

L'Église restait maîtresse des hôpitaux et des enterrements au début du XXe siècle, renforcement avec la guerre.

Toutes les Églises éditent des livres de prières pour les soldats, cf *Le livre de prières du soldat catholique* du père Lenoir, diffusé à 150 000 exemplaires.

- La guerre se joue du calendrier liturgique. Pour Noël, on rejoue parfois la nativité avec crèches vivantes où même la Vierge est incarnée par un soldat ; le père Lenoir va distribuer **sous les balles des paquets à ses hommes accompagné d'un ami déguisé en Père Noël.**

On chante l'office dans les granges, quand les églises sont démolies, ou au fond de grottes.

Les psaumes prennent une nouvelle dimension : « Eternel, retire-moi de la boue ; que je ne **m'enfonce plus** ! Que je sois délivré de mes ennemis. » (Psaume 69, 14).

- Les aumôniers tiennent à ce que les hommes puissent communier en viatique (eucharistie avant la mort) // officiers qui tiennent à ce que les hommes signalés en danger de mort soient décorés par une procédure accélérée : ferveur patriotique et/ou religieuse.

- Insistance sur Noël et Pâques, mais surtout sur les cérémonies aux morts lors des enterrements et de la Toussaint.

L'essentiel de la tâche des aumôniers est d'assister les soldats dans leurs derniers moments, cf cartes postales, et de transmettre leurs dernières paroles.

Les églises sont utilisées pour aligner les blessés et les morts : « **La maison de Dieu n'est plus qu'un pourrissoir** ».

- Les soldats assistent aux services religieux pour leurs compagnons morts, le plus souvent comme hommage de camaraderie, cf. Marc Bloch, dans ses *Souvenirs de guerre*²⁷⁷ :

« **Qu'importaient les rites ?** »

L'abondance des sources religieuses cache l'indifférence ou le rejet des soldats, mais le silence des journaux de tranchées est éloquent.

Les aumôniers mêlent toujours dans leurs prêches la foi dans la patrie et la foi religieuse.

Sur les cartes postales représentant un aumônier en train de dire la messe (très peu **nombreuses**), **l'assistance est peu nombreuse lors de la messe dominicale, très nombreuse lors de l'hommage aux morts.**

Becker : « Parce que la foi et la guerre ont à voir avec la mort, elles se trouvent comme indissolublement liées, consciemment par les aumôniers et les pratiquants, inconsciemment par tous les autres, qui forment la majorité. » (...)

□ dévotion et relig. **pop.** :

- Sources : correspondances, écrits divers, lieux de pèlerinages.

Militants de la foi, laïcs, issus du catholicisme social, et surtout de l'Action Française.

Sources figurées : ex-voto, lettres déposées dans les sanctuaires mariaux.

²⁷⁷ M. Bloch, *Souvenirs de guerre (1914-1915)*, publiés seulement en 1969 sous la forme d'un Cahier des *Annales*, Armand Colin.

Va-et-vient **entre l'arrière et le front** (permissionnaires, blessés, porteurs de messages de décès). Rôle du clergé dans cet échange.

- Diptyque 1914-18 : la ferveur et la mort

- **Explosion de dévotions, à l'arrière et au front, pas simple besoin de « se mettre en règle avant de mourir ».**

- ~~regain chez catho. et prot. : « adoption » de secteurs de front~~ ; depuis les États-Unis la petite Anais Nin prie pour « sa patrie » ²⁷⁸ en danger ; **certains s'interrogent sur leur foi** ; certains soldats sculptent des objets religieux (calvaires, chemins de croix) dans des **morceaux d'obus** ²⁷⁹, dans la paroi de leur « cagna » ; des petites statues (« Notre-Dame des tranchées », « le Christ des tranchées ») sont érigées de loin en loin sur la ligne du front et certaines vont substituer toute la guerre, comme le Christ de Neuve-Chapelle, transféré à Lisbonne en 1958 ²⁸⁰ ; héritage du culte marial du XIXe siècle (>>> Notre-Dame des Tranchées souvent) ; culte de Sainte-Thérèse dont le procès en béatification a été entrepris (cf. BÉ) ; évocation de **Jeanne d'Arc** ; médailles pieuses ; à nouveau imploration du **Sacré-Cœur** ; mise en garde (classique) du clergé contre les superstitions ; les victoires sont souvent interprétées comme des miracles ; les souffrances comme une imitation de Jésus-Christ

- On prie avant tout Marie, dont les apparitions ont marqué le XIXe, ainsi que les saints **nationaux** (St Denis, St Martin, Ste Geneviève... et la bienheureuse Jeanne d'Arc).

Cf l'abbé Coubé : *Nos Alliés du Ciel*, 1915

- ~~D'autres cultes imposés par le haut, comme le culte du Sacré-Cœur de Jésus~~, avec succès. Dévotions foisonnantes qui ont pu faire craindre la superstition ou espérer un réveil religieux.

Prières et médailles accompagnent les soldats au front.

- Imiter Marie. « la grande consolatrice du XIXe siècle » (Philippe Boutry, 1982) :

Béquilles déposées comme « ex-voto de guérison » à « la Vierge qui pleure » de La Salette

La Vierge est le symbole de la souffrance, cf la Vierge des Sept Douleurs

Statuettes de la Vierge dans les tranchées, des oratoires dans les cagnas, des cartes

postales qui montrent « Notre-Dame des Tranchées ».

Une chapelle en Argonne porte sur son fronton l'inscription : *Reginae Victoriae Pilosi milites aedificarunt hanc Ecclesiam* – Pour la Reine de la Victoire des soldats poilus (*pilosi milites*) ont édifié cette église

Prière habituelle : « Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour nous, pauvres pécheurs,

maintenant et à l'heure de notre mort ». On envoie des cartes postales à telle Notre-Dame.

²⁷⁸ Elle est en fait d'ascendance française, danoise et espagnole.

²⁷⁹ Cf. S. Audouin-Rouzeau, *Les Armes et la chair. Trois objets de mort en 14-18*, Armand Colin, 2009, 176 p.

²⁸⁰ Parce que l'armée portugaise, alliée des Anglais et des Français, s'était battue dans le coin, subissant des pertes terribles.

Vierge qui représente l'image de la famille lointaine.

La hiérarchie religieuse propage les actes de foi, toujours dans l'idée de préparer le futur de l'Église, cf l'Association des familles chrétiennes, 1915 : « C'est la famille chrétienne qui recueillera au lendemain de la guerre ces germes de résurrection morale et sociale qui jaillissent, à pleine moisson, des grands sillons de la tranchée. »

Importance du rosaire dans le culte à Marie. Cf l'œuvre du Rosaire vivant, fondé au XIXe, 100 000 soldats pdt la guerre, beaucoup pour une appartenance très exigeante et structurée. Chacun reçoit un billet mensuel avec une prière de circonstance.

Pèlerinages dans les sanctuaires mariaux accomplis par les soldats en permission ou par leur famille.

□ La guerre a suscité deux attitudes religieuses :

- elle est perçue comme le châtement du péché
- elle fait naître un immense besoin de consolation

□ **Les statistiques prouvent qu'échapper à la mort ou à la très grave blessure relève d'un hasard si extraordinaire qu'on ne pouvait manquer de penser au miracle.**

Nombreuses fausses grottes qui représentent autant de Lourdes à travers la France.

Plaques en marbre apposées comme ex-voto dans les églises, surtout en 1918-19.

Tableaux peints ou brodés, surtout dans le midi : mise en scène du miracle

Vision politico-religieuse de l'intercession, remerciement pour la victoire et plus seulement pour avoir réchappé de la guerre.

Victoire de la Marne vue comme un miracle de la Vierge : 8 septembre = fête de la Nativité // apparition mariale à Pontmain en janvier 1871

Les anticléricaux y voient une forme d'antipatriotisme : pas capables de vaincre tout seul ?

Intrication de la foi dans la patrie et de la foi religieuse, cf Jeanne d'Arc

Après la Vierge, Jeanne d'Arc et Thérèse Lisieux ont été les intercesseurs les plus priés pdt la guerre - canonisées respectivement en 1920 et 1925, mais on les prie déjà comme des saintes.

Comme la Vierge, Jeanne donne la victoire, Thérèse protège et console.

Prières et dévotions communes forment un lien fondamental entre le front et l'arrière.

L'abbé Coubé : Jeanne d'Arc = « le généralissime invisible »

Thérèse = « petite sœur des tranchées », « sainte du poilu »... (correspondances)

> « Nous avons bien Jeanne d'Arc, mais la petite sœur est plus près de nous. »

□ Foi ou « superstition » ? Croire :

En 1917, plusieurs articles parus dans la *Revue du clergé français* et dans *Études* mettent en garde contre les « superstitions » qui se sont multipliées pdt la guerre.

Épées flamboyantes et étoiles tricolores sont aperçues dans le ciel par les soldats français.

Des prophéties se multiplient : **Jésus reviendra sur terre terrasser l'Antéchrist Guillaume II.**

L'infaillibilité prétendue des formules, jointes dans certains cas à des menaces, rattache le texte de certaines prières à la superstition.

Des « chaînes de prières » : envoyez cette prière à une personne par jour et le neuvième vous aurez une **grande joie...**

Pour les protestants, les croix, médailles, images et reliques sont vues comme de vaines observances. On accuse les luthériens allemands des maux dont les catholiques mêmes **n'étaient pas exempts.**

On a fait baptiser certains enfants qui ne l'avaient pas été à la naissance pour protéger leur père au front.

Face à la modernité par trop rationnelle mais totalement incompréhensible du conflit, **l'irrationnel fait un retour en force, dans ce que les observateurs américains ont appelé « la religion de l'urgence »**

Le spiritisme, croyance dans la prémonition par les rêves, participe de cet ensemble.

La table ouija est popularisée pdt la 1^{ère} guerre mondiale.

Pratiques condamnées par les hommes d'Église, inquiétudes habituelles de la hiérarchie face aux pratiques de dévotions mal maîtrisées. Ces « superstitions » paraissent à la fois utilitaristes donc antirituelles et trop empreintes de fatalisme pour ne pas révéler une paresse mentale voire morale.

□ mobil. (propag.) des intell. catho. et prot., les églises appuient les emprunts, une action en faveur des orphelins de guerre, les « **œuvres** » **d'avant 1914 continuent et des nouvelles se créent**

□ le dolorisme :

- **Mort de l'officier de marine Dupouey donnée en exemple aux réunions de l'AF dont il était un fervent militant.** Henri Ghéon dédie le récit de sa conversion, *L'homme né de la guerre* (1915) à ce « héros et saint ». Cahiers de sa femme : **sublimation de la douleur dans l'amour mêlé de la France et du Christ.**

- De même la fiancée du garçon-boucher Henri Volatier : « Soyons toujours unis dans le **cœur de Jésus** », « **je suis maintenant une blessée de guerre [...]** Je souffre beaucoup mais **je suis fière d'avoir eu un fiancé qui est le martyr de la patrie.** »

- Le Sacré-Cœur de Jésus :

Longue histoire de dévotion au Sacré-Cœur, depuis Marie-Marguerite Alacoque sous Louis XIV, les Chouans, jusqu'à la charge du général de Sonis à la tête des zouaves pontificaux et des volontaires de l'Ouest (« miles christi ») lors de la bataille de Loigny du 2 décembre 1870. Depuis l'idée d'inscrire le Sacré-Cœur sur le chapeau du roi puis sur le drapeau de la république. Basilique du Sacré-Cœur 1876-1910.

Le Sacré-Cœur occupe métaphoriquement « la place vacante du père », « le culte apparaît viril, dans sa défense de la foi et de la patrie » (*Histoire du christianisme*).

Le Prêtre aux Armées publie de « courtes prières », accompagnées de vignettes

Pétitions pour l'adjonction du Sacré-Cœur sur le drapeau tricolore et pour la reconnaissance du droit de porter les insignes sur l'uniforme au front.

Claire Ferchaud (voir plus loin) envoie dans ce but une lettre à quinze généraux. Il revient au général Pétain (cf. biographie dans le dossier biographique) de rappeler le principe de laïcité aux officiers. Dans certaines villes, des passants sont arrêtés et reçoivent une contravention.

Attentes et réponses des fidèles, buts politiques plus ou moins avoués d'une partie du clergé se rencontrent et se renforcent.

□ **Réveil religieux ?** :

« réveil » < *revival* : ressourcement religieux périodique, quantitatif et qualitatif

Été 1914 = « retour aux autels »

Cf nombre de **confessions et de communions avant de partir au front**

Si ce retour s'estompe dans les mois qui suivent, la ferveur patriotique et religieuse ont suivi des courbes parallèles. Optimisme du début qui s'atténue // sentiment religieux

Buts politiques internes et externes, volonté de propagande : **réintégrer l'Église dans la Nation**

Interprétation superficielle : la peur comme moteur de ce bref retour aux autels. Un aumônier américain parle au contraire **d'une** « expérience mystique unitaire ».

Episode du Bois-Brûlé en avril 1915 : un soldat trouve une tranchée pleine de morts français, il leur crie : « Holà, debout ! **Qu'est-ce que vous foutez par terre ?** Levez-vous et allons foutre ces cochons-là dehors ! Debout les morts ! » alors les morts lui répondent « Nous te suivons », et leurs âmes se mêlent dans une grande masse de feu qui le soutient dans son assaut.

Episode d'héroïsme mystique, repris par Barrès.

Giraud : « la fréquentation de la mort a fait de nous des mystiques. »

□ **espoir de "retombées politiques"** : beaucoup d'évêques proclament qu'il faudra "se souvenir de l'attitude des catho." au jour de la victoire, une campagne de *La Croix*, dès 1914, pour que les « retours à Dieu » soient quantifiés et aient des conséquences dans la vie de la France >>> demande de « prières nationales », officielles, dès 1914 >>> un nouveau vent **d'anticléricalisme, dès 1914 aussi, avec durcissement des positions en 1915, d'autant que se** sont posées une multitude de questions, dont celle des écoles à faire fréquenter par les enfants réfugiés, dont le problème des poursuites contre des curés dénoncés pour leurs paroles en chaire

b) Les diverses familles spirituelles devant le conflit

□ rôle de la **fraternité des tranchées** dans mentalités ; découverte des autres religions, **dont le protestantisme français et l'anglicanisme de l'armée britannique** ; découverte de la religion tout court

□ un **"œcuménisme" relatif** :

- Le lien à la mort (voir plus haut) est aussi à l'origine des velléités d'œcuménisme du front. Aumôniers, pasteurs et rabbins fraternisent dans leur même rôle. Le futur cardinal Liénart se rappelle d'un dîner avec le major juif de son régiment : « C'est la seule fois pendant la guerre où j'ai abordé l'œcuménisme au niveau de la doctrine, mais cet œcuménisme a été vécu tous les jours entre les hommes. »

- Aussi des agnostiques et des libres penseurs qui se retrouvent confrontés à la foi.

Episodes d'instituteurs endurcis mourant aux bras d'aumôniers, ou de souteneurs et autres « apaches » (bandits) découvrant les joies de la fraternité chrétienne des tranchées.

- Tableau de Lévy-Dhurmer montrant un rabbin tendant un crucifix à un mourant, homme de **foi aidant à mourir comme il le désire un homme d'une autre foi**. Episode repris par Barrès dans *Les diverses familles spirituelles de la France*, et par Claudel dans *La Nuit de Noël 1914*. **Espoir d'une fin de l'antisémitisme avec l'Union sacrée.**

□ Trouver la foi : la conversion :

- Des convertis de la guerre, comme Henri Ghéon, « l'homme né de la guerre », et des convertis à la guerre, comme Ernest Psichari, dont la mort est à son tour productrice de foi. Quelques dizaines de cas de convertis célèbres. Les aumôniers et les journaux religieux relatent de nombreuses conversions de guerre.

- **Enthousiasme des nouveaux convertis associé à l'enthousiasme de guerre.** Cf Barrès : « catholiques, protestants, socialistes, tous, en défendant la France, défendent leur foi particulière ».

- Conversions = souvent des retours tardifs de baptisés au sein de l'Église, majoritairement catholique.

- La guerre devient une terre de mission pour les aumôniers, qui décrivent de nombreux cas **de ces retours dans l'Église. Ils insistent sur le bouleversement intérieur, pas qu'une simple peur de la mort.** Conversion qui est aussi une action de grâce.

- La conversion est en réponse au miracle de Dieu et miracle elle-même. Les prodiges sont perçus comme des appels à la conversion, rester en vie dans le conflit est miraculeux et appelle à la conversion.

- Le courage des soldats devient un acte de foi, idée de sacrifice. La guerre apparaît dans les récits comme un exercice spirituel, déplacée du champ politique et militaire sur le plan religieux.

- Tout converti devient immédiatement un efficace prosélyte. Rapprochement avec les victimes de traumatismes psychologiques, « prédisposés » : « tout combattant est un *transformé de la guerre*. Cette transformation le mène selon les rencontres qu'il peut faire, son milieu social et intellectuel avant la guerre, sa pratique religieuse ou pas, vers le **pacifisme, le socialisme, l'attentisme, la prière, l'ironie voire le cynisme (Céline ?)**, la perte de foi, la conversion. »

- La guerre fournit les conditions les plus difficiles et donc paradoxalement les plus favorables pour la rencontre avec Dieu : **l'homme est d'abord plongé dans le désespoir de ne pas voir Dieu ou de se sentir abandonné par lui**, puis la conversion se produit comme une renaissance. Les convertis vivent ainsi une « imitation du Christ en miniature » : aux souffrances de la crucifixion succèdent les joies de la résurrection. La guerre est elle-même une imitation du Christ à grande échelle.

- ~~Exemples marquants des grands convertis morts dans la guerre comme Péguy et Psichari, morts à quelques jours d'intervalle.~~ Mémoire reprise par leurs proches et diffusée. Identification de nombreux intellectuels aux deux écrivains, nota Psichari, du même âge qu'eux. **Morts dans l'enthousiasme de la communion avec la patrie et avec Dieu.**

□ recul de l'antisémitisme. D'ailleurs influence de Drumont a beaucoup diminué depuis l'affaire Dreyfus, et il meurt dans l'oubli en 1917

□ mais probl. du châtiment (voir + haut)

□ heurts avec anticl. / "pressions" dans hôpitaux, attitude de Benoît XV, campagne pour consécration publique de la France au Sacré-Cœur (avec apposition / drapeau)

□ Ecole doloriste du catholicisme pose un problème :

- imitation de JC = souffrances de la Passion. Cette imitation de la souffrance est un des aspects fondamentaux de la foi chrétienne pdt toute la durée du conflit, et après, cf monuments aux morts.

La guerre fait des soldats autant de Christ, et du Christ un soldat (cf thème de la statue du Christ dans la boue dans les illustrations et les poèmes). Nombreux chemins de croix rédigés pdt la guerre.

- Plus on souffre, plus on est convaincu que le royaume de Dieu est proche. Dupouey : « **Pendant cette guerre il n'y a pas de mort triste** ». **La torpille est assimilée par d'autres au tocsin de la fin du monde** ».

- Léon Bloy, chrétien anticonformiste qui **dénonce la levée de l'interdit sacerdotal, à la fin de sa vie lors de la guerre, dénonce l'instrumentalisation des morts par des** « professionnels du journalisme dévot » comme Barrès : « **A les entendre, chacun a donné sa vie pour l'amour de Dieu, dans un détachement surnaturel de toute affection terrestre.** »

- Blaise Cendrars : « Dieu est absent des champs de bataille ».

□ Les juifs²⁸¹ :

- en 1914, 180 000 juifs en France et Algérie ; 480 000 juifs en Allemagne ; 270 000 en Grande-Bretagne

- 29 000 juifs français mobilisés ; 96 000 juifs allemands mobilisés

²⁸¹ Ph.-E.Landau, "Juifs français et allemands dans la Grande Guerre", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1995, pp. 70-76 et surtout : P.-E.Landau, *Les juifs de France et la Grande Guerre. Un patriotisme républicain*, CNRS, 1999, 296 p., réédition, 2008, 293 p.

- les juifs apportent leur « concours patriotique » lors de l'entrée en guerre, dans les deux cas ; **en France, le douloureux souvenir de l'affaire Dreyfus s'efface**
- les juifs français, comme les juifs allemands, considèrent que la guerre confirmera leur émancipation
- **mais l' « union sacrée »** est fragile en Allemagne
- un grand nombre de déserteurs en AL, des juifs alsaciens établis dans des pays neutres **s'engagent dans l'armée française. Cas de Georges Weill** : voir plus loin
- des volontaires juifs étrangers, avec des cas de défilés sur les grands boulevards. Mais engagements dans la Légion étrangère >>> une mutinerie dans un régiment le 18 juin 1915 (insuccès des **offensives d'Artois et de Champagne**, **vulgarité des sous-officiers**, antisémitisme de certains officiers)
- antisémitisme dans l'armée française de la Première Guerre Mondiale : dans les unités coloniales, articles de Drumont et Maurras (cf. biographie dans le dossier biographique), **profitant des déconvenues et de l'affaire Malvy** ²⁸². **Mais beaucoup moins qu'en Allemagne.**
- les juifs socialistes et internationalistes : affaiblissement du *Bund*, virage au patriotisme (ex. : Montéhus), faiblesse du sionisme en France, **bien entendu ce n'est pas en tant que juif** que Georges Weill participe aux missions SFIO en Russie (et il est patriote)
- efforts patriotiques du Consistoire central ; 18 aumôniers israélites
- un messianisme républicain ; **l'alliance franco-russe** est un dilemme pour certains
- une mobilisation des intellectuels juifs : Bergson (dont une mission aux États-Unis), Joseph Reinach, André Suarès, Émile Durkheim
- la commémoration :
- * a posé la question du communautarisme
- * 4 ou 5 monuments aux morts juifs seulement en métropole, un en Algérie
- * en 1934 le rabbin Jacob Kaplan prononce un discours favorable devant les Croix de Feu
- >>> **nombreuses protestations (il rompt l'apolitisme officiel)**
- une nouvelle Jeanne d'Arc, Claire Ferchaud ²⁸³ :
- en 1916 le Christ serait apparu à cette bergère vendéenne (près de Cholet) en lui confiant la mission de bouter les Allemands hors de France. Parallélisme évident et bancal avec Pontmain (cf. cours GÉS-6)
- Surnommée « **la nouvelle Jeanne d'Arc** », la jeune **Claire (20 ans) suscite tout d'abord l'enthousiasme des croyants qui espèrent en l'intervention divine pour que la victoire soit**

²⁸² Voir dans le dossier biographie les accusations de trahison portées contre Malvy (ajoutons que Malvy votera les pleins pouvoirs à Pétain mais qu'on ne le verra pas à Vichy). Il fait partie de ceux qui apparaissent comme les leaders du "pacifisme" sans être le moins du monde des traîtres. Biblio. : le remarquable et courageux (volée de bois vert « péronniste ») livre de J.-Y. Le Naour, *L'affaire Malvy. Le Dreyfus de la Grande Guerre*, Hachette Littératures, 2007, 378 p., qui est nourri des archives de Louis-Jean Malvy, communiquée par Martin Malvy, son petit-fils, et des archives judiciaires, qui démontrent l'instruction à charge.

²⁸³ J.-Y. Le Naour, *Claire Ferchaud. La Jeanne d'Arc de la Grande Guerre*, Hachette Littérature, 2006, 285 p.

donnée à la France, « **filie aînée de l'Église** » >>> soutien de son évêque et de la frange la plus intransigeante et réactionnaire de l'Église de France

- **Mais la République laïque et anticléricale n'est pas une fille obéissante, et si le président Poincaré reçoit la bergère à l'Élysée (grâce à l'intervention d'un député royaliste), sa mission militaire et religieuse est bloquée par les autorités publiques. C'est que l'affaire est politique :** pour que la France soit victorieuse, le Christ a exigé que le pays se repente de ses erreurs républicaines et place son **Sacré Cœur**²⁸⁴ sur le drapeau national ! Une campagne de pétitions, pas du tout soutenue par Benoît XV, Dieu ne pouvant être revendiqué par la seule France !

- ~~Derrière cette histoire singulière se profilent :~~

* **des luttes de pouvoir entre l'Église et l'État mais aussi, à l'intérieur de l'Église, entre républicains ralliés et réactionnaires, qui font se multiplier les pèlerinages dans le village de C.F., dont les écrits sont clairement politiques, avec beaucoup de recopiations. Une véritable offensive cléricale, en pleine guerre, d'autant qu'il y a eu des incidents sur la voie publique, en Vendée, avec des policiers, que quelques officiers ont consacré leur unité au Sacré-Cœur, et que les partisans du CF ont tenté d'attribuer la victoire de la 2^e bataille de la Marne (1918) au Sacré Cœur ! D'autres tenteront d'apporter le Sacré Cœur sur le drapeau français en septembre 1939...**

* **l'inévitable millénarisme du temps de guerre, un retour du merveilleux**

* CF fonda après la guerre une sorte de secte, avec une véritable « captation » d'une famille noble et crédule, les Sabran-Pontevès, et une petite influence, escatologique, sur Saint-Nicolas du Chardonnet. CF meurt en 1972

□ un ex. de « prélat patriote », ~~Mgr Marbeau, évêque de Meaux :~~

- **au début de la bataille de la Marne, les autorités civiles s'enfuient, Emmanuel Marbeau reste**

- le 6 septembre, il crée un Comité des Intérêts publics, chargé de contrôler

l'approvisionnement de la ville, d'organiser l'hygiène et la sécurité des habitants

- il organise ensuite les secours dans la ville et les villages environnants

- une grande célébrité nationale, immédiate, relancée par la 2^e bataille de la Marne

- **Marbeau étant persuadé de l'intervention divine dans la double victoire, il célèbre religieusement et régulièrement les anniversaires de la 1^{ère} victoire, avec l'assentiment de l'armée française >>>> alliance du sabre et du goupillon, mais en plein Bloc national, d'où la mansuétude de la République à son égard...**

c) Le pape de la Paix, Benoît XV, contesté

□ mort Pie X 20 août 1914, remplacé par B. XV

□ "inégalité relig." des 2 camps

²⁸⁴ Les soldats vendéens mobilisés l'ont souvent mis sur leur képi en 1914.

- neutralité St Siège choque en France ⇒ épiscopat en porte-à-faux
- de +, note pontif. / paix 16 août 1917
- ⇒ naissance de la "rumeur infâme" (l'Église resp. de la guerre et/ou l'Égl. partiale)
- **St Siège exclu des négo. de paix (prévu dès 1915, d'autant que la Papauté n'avait pas été admise aux conférences de La Haye)**
- poursuivons sur l'attitude de Benoît XV :

Le pape Pie X était mort le 20 août 1914, il fut remplacé le 3 septembre par Benoît XV, Giacomo della Chiesa, né en 1854, dans une famille de haute noblesse, archevêque de Bologne, cardinal depuis trois mois seulement, mais qui avait fait une grande partie de sa carrière dans les services diplomatiques de la Curie. Benoît XV dénonce « **l'horrible boucherie qui déshonore l'Europe** » (28 juillet 1915), mais il ne peut que souffrir de l'« inégalité religieuse » entre les deux camps : Rome a des relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie et la Bavière, ainsi qu'en Allemagne (par l'intermédiaire du nonce à Munich, Mgr Pacelli, futur Pie XII), mais seulement avec la Grande-Bretagne dans le camp de l'Entente ! **Du côté de l'Entente, les relations avaient été rompues avec l'Italie et la France, et seule l'Angleterre protestante était représentée au Vatican.** Ceci explique que le pape ait consulté d'abord les seuls Empires centraux et que sa proposition, datée du 14 août et publiée deux jours plus tard dans *L'Osservatore Romano*, leur ait été assez favorable. Le pape consulte donc d'abord les Empires centraux avec sa note pontificale sur la paix du 16 août 1917 et surtout elle leur est favorable. **Elle énonce, avec beaucoup d'encens wilsonien, plusieurs principes abstraits (liberté des mers, etc.), l'idée de renonciation à toute indemnité de guerre, celle du retour au *statu quo* territorial, mais avec des « compromis raisonnables » (sur l'Alsace-Lorraine et les territoires italiens de l'Autriche-Hongrie), mais ne comporte rien sur la Serbie et la Pologne !** Allemagne répond assez favorablement, la Grande-Bretagne insiste sur nécessité de l'indépendance belge (sans parler de l'Alsace-Lorraine ...), **mais l'opposition de Ludendorff, chef d'état-major allemand, qui a pris beaucoup d'importance politique en Allemagne, à un abandon total de la Belgique conduit finalement l'échec de cette tentative.** Autre conséquence, les alliés confirment entre eux que le Saint Siège sera exclu des négociations de paix (c'était prévu dès 1915). Benoît XV mourra en 1922. Durant les trois années séparant la fin du conflit mondial et sa mort, il élaborera une politique d'accords, qui portera ses fruits sous le pontificat suivant et restera célèbre au Vatican jusqu'à l'élection de Benoît XVI (2005) : dès 1919, le pape reçoit à Rome Wilson, qui vient, le jour même, de présider une assemblée de protestants italiens ; **en mai 1920 il fait savoir qu'il ne refusera plus de recevoir au Vatican les chefs d'État catholiques qui viendraient rendre visite au roi d'Italie** ; à partir de 1920 est réglé le conflit avec la France (canonisation de Jeanne d'Arc, rétablissement des relations diplomatiques, **compromis sur la question des biens du clergé dès 1920...**) ; dès 1921 sont pris les premiers contacts avec le gouvernement italien en vue d'une solution de la question romaine. En outre, Benoît XV lève le *non expedit* qui interdisait aux catholiques de participer en Italie à la vie

politique et il autorise Don Luigi Sturzo, un prêtre, à fonder un parti démocrate-chrétien, le Parti populaire italien (PPI).

d) Des forces religieuses revalorisées et le problème de la paix

□ le 11 novembre = la Saint-Martin (dans l'ancien calendrier, en vigueur >>> Vatican II)

>>>> un signe ?

□ des membres du haut clergé ont fait de la propagande auprès des neutres, il y a eu un **Comité catholique de propagande française à l'étranger**,

□ statut concordataire Alsace-Moselle conservé

□ regain d'ardeur "missionnaire" grâce aux prêtres et pasteurs anciens combattants qui, en majorité, ont connu le front

□ État laïc doit dorénavant compter avec des relig. qui ne semblent pas prêtes à déprimer

□ Enterrer et consoler :

Mgr Julien, mai 1918 : « Les véritables morts sont les oubliés des hommes. Or nous sommes là pour faire revivre votre mémoire et la mémoire immortelle de la patrie. »

Devoir accompli par les disparus / devoir de sauvegarder leur mémoire

Dans une société à dominante chrétienne, le message du christianisme – sacrifice et résurrection – **coïncide parfaitement avec cet effort jusqu'à sembler le recouvrir**.

Les croix de bois des tranchées deviennent le symbole de la guerre, cf Dorgelès, *Les croix de bois*, 1919. La république laïque enterre ses sacrifiés sous un symbole qu'elle interdit sur ses monuments publics. Carrés de tombes juives et musulmanes dans les cimetières militaires.

L'État commande des centaines de milliers de croix avec les cercueils.

300 000 morts sont rapatriés après la loi du 28 septembre 1920. Des carrés distincts dans certains cimetières civils.

L'inhumation des corps représente un enjeu politique et symbolique fondamental dans les années 20. Familles qui réclament leurs morts. *L'Echo de l'ossuaire de Douaumont et des champs de bataille de Verdun* publie dans chaque numéro les longues listes des « soldats retrouvés et identifiés ».

Coïncidence du mois de la victoire avec le mois de la Toussaint : la célébration des **morts s'empare des commémorations**. Les 1^{er} et 2 novembre 1919, les cimetières ont connu une fréquentation particulièrement remarquable. Filmé pour les actualités Gaumont. Lieux de **ralliement pour les soldats disparus à l'intérieur des cimetières, à Montparnasse autour de la statue dite de « l'ange du souvenir »** : commémorations « sauvages » à côté des commémorations officielles et collectives.

Dès les débuts de la guerre, des laïcs et des hommes d'Églises avaient réfléchi aux formes que devraient prendre la commémoration.

L'organisation de la mémoire du conflit est inhérente au conflit lui-même. Elle s'appuie sur un précédent, la commémoration des morts de 1870-71.

Monuments aux morts censés faire perdurer l'Union sacrée après la guerre.

□ les ossuaires des champs de batailles et les monuments aux morts des communes.

L'union sacrée dans la pierre ? :

35-36 000 monuments aux morts communaux, sur tout le territoire.

4 ossuaires/nécropoles nationales des champs de bataille : Douaumont, Lorette, Dormans, Hartmannswillerkopf, plus la chapelle commémorative de la bataille de la Somme à Rancourt

Les monuments aux morts des communes montrent des noms dont ils ignorent les corps, les ossuaires entassent des corps dont ils ignorent les noms. Commémorations locales et commémorations sur les champs de bataille sont ainsi complémentaires.

Les cinq ossuaires sont aussi entourés de gigantesques nécropoles où sont enterrés les combattants identifiés.

Le soldat inconnu de l'Arc de triomphe a été choisi le 10 novembre 1920 à Verdun, transféré le 11, 2 ans après 1918, 50 ans après 1870. Au même moment est transféré le cœur de Gambetta au Panthéon. Longs débats à la chambre avant cette décision.

Entre un tiers et la moitié des monuments aux morts des communes ont été implantés devant la mairie-école du village, lieu républicain par excellence.

Pèlerinages sur les champs de bataille, nota pour la Toussaint et Noël. Des commerçants en profitent pour vendre des souvenirs. On rapporte de la terre du champ de bataille.

Grandes campagnes de collectes pour réaliser les grands ensembles commémoratifs. Les **évêques sont le plus souvent à l'origine de la construction des ces** grands ensembles, ou alors des catholiques fervents comme la famille du Bos à Rancourt.

Quelques communistes refusent la commémoration, comme à Lens où on préfère utiliser **l'argent à des programmes sociaux. L'ARAC de Lyon (Association Républicaine des Anciens Combattants)** refuse de participer par refus de la guerre.

Mais pour le reste il y a pratiquement unanimité nationale, jusque dans l'emploi des termes.

En 1929 sont créées les « **journées nationales pour l'achèvement des quatre grands monuments du front** ». **On vend des drapeaux, vignettes, cartes postales... pour collecter les fonds.**

Le christianisme se fait sentir dans l'architecture. Tous ces monuments sont des ex-voto. Sur la tour de Lorette, les vers de Mgr Julien (« Dieu vous reconnaîtra poussière de héros ! ») ;

œcuménisme à Hartmannswillerkopf : au centre de la crypte : « PATRIE », avec des vers de Victor Hugo, autour : trois autels, catholique, protestant et juif.

□ les autres formes du souvenir :

Après 1870-71, les monuments aux morts sont restés dans les cimetières pour commémorer **les morts enterrés ailleurs. Après la grande guerre, ce phénomène s'accroît**

quantitativement et qualitativement : plus de morts, plus de stèles, souvent placées au centre des villages.

La loi interdit qu'on y applique une croix, sauf si le monument se trouve dans le cimetière ou à proximité de l'église. C'est le cas dans l'ouest, en Alsace et en Lorraine.

« **La commune de ... à ses enfants** » est de très loin l'inscription majoritaire.

Dès avant 1922, quand le 11 novembre est devenu fête nationale, les cérémonies se sont fixées en un culte dont Antoine Prost note le parallèle avec la liturgie catholique. Cependant **dans l'immense majorité un office catholique précédait ou suivait la cérémonie.**

Un comité se réunit pour former un volume des dernières lettres de soldats français tombés **au champ d'honneur, le maréchal Foch, président du comité, le présente comme** « un monument de plus à la gloire impérissable du soldat français ».

□ les autres formes de commémoration : **imiter le Christ, imiter Marie :**

Les monuments ornés de sculptures forment la 2^{ème} catégorie de monuments commémoratifs. Sculptures figuratives, goût néoclassique des notables, héritiers des statuomaniaques du XIXe.

Epis de blé et Christ, symboles de la résurrection.

L'un des sculpteurs fr qui a réalisé le plus de monuments aux morts = Maxime Réal del Sartre, ancien président des Camelots du roi, ancien combattant, ayant perdu un frère et le **bras droit à la guerre. Sculpteur presque attiré des statues de Jeanne d'Arc** dans les années 20.

Importance du Christ, nota en Bretagne et en Alsace, où la pratique catholique est la plus vive, mais partout dans le pays. Assimilation du Sauveur aux sauveurs de la patrie. Sacrifice. La Vierge, sa douleur et son courage // celles des mères et des parents des combattants.

La chapelle reconstruite de Lorette est dédiée à la Vierge. La piété est la forme de **l'iconographie chrétienne la plus utilisée sur les monuments communaux. Parfois imitée par** une allégorie de la ville, ou une mère de poilu.

□ rôle de parlementaires catholiques, comme Denys Cochin (cf. biographie dans le dossier biographique)

□ op. catho. ne se distingue guère de l'ensemble des patriotes inquiets d'une éventuelle renaiss. du péril allemand, et se résigne au Traité de Versailles

□ les autres formes de mémoire :

Les paroisses, congrégations, séminaires, écoles religieuses... rendent hommage à leurs morts de façon spéciales (comme dans les gares, les écoles...).

Depuis 1905 ces institutions s'étaient senties marginalisées voire rejetées et elles ont démontré pdt la guerre qu'elles avaient toute leur place dans la nation.

Reconstruction des églises et temples dans le nord et l'est, grâce à des coopératives, sur le même modèle que celles pour la reconstruction des villages sinistrés. Vitraux comme support de commémoration.

Chaque confession publie un livre d'or, liste d'individus ayant fréquenté la même institution et morts à la guerre.

Le clergé catholique publie en deux énormes volumes *Le livre d'or du clergé et des congrégations*, titrés *La preuve du sang*. Noms des morts avec leurs décorations. Objectif : répondre à la « rumeur infâme ».

~~Les morts de la guerre sont de nouveau utilisés comme des combattants : les luttes politiques et religieuses ne se sont pas terminées avec l'armistice.~~

La ferveur des combattants continue dans la mémoire. On donne au nouveau-né le prénom du mort de famille. Peur du déclin démographique. Il s'agit aussi de faire passer la force morale des disparus dans les héritiers des survivants.

En 1925 l'abbé Keller fonde la société anonyme d'habitations à bon marché, avec pour but de construire rue St-Yves dans le XIVe arrdt de Paris la « cité du Souvenir ».

Régénérescence démographique, morale et sociale. En même temps lutte contre le communisme.

Deux types de monuments des paroisses : l'ange couronnant le poilu, souvent un prêtre-soldat ; la descente de croix et la mise au tombeau. Victoire et prière pour les morts.

Chemins de croix où les poilus imitent le Christ.

Chapelle du Souvenir de Paris : « Il est né 1914 Il a souffert 1916 (autel) 1917 Il est mort 1918 Il est ressuscité ».

Vitraux de Douaumont : l'infirmière, l'ange blanc louée par les soldats

~~En 1919 la basilique du Sacré-Cœur, née d'un vœu fait après les désastres de 1870-71, est consacrée dans la victoire~~ (Clemenceau refuse d'assister à la cérémonie). Dans un certain nombre de grandes villes, c'est l'église du Sacré-Cœur qui est choisie comme lieu de commémoration. A Paris, c'est la crypte de la basilique de Montmartre, et pas Notre-Dame, qui fait office de monument aux morts.

De même à Lille, l'église du Sacré-Cœur est elle-même un ex-voto, construite après que la ville a été épargnée par l'invasion prussienne.

A Avignon est construite une église votive dédiée au Sacré-Cœur, détruite en 44.

En 1919 : église du Sacré-Cœur de La Roche-sur-Yon, « Montmartre vendéen »

Des grottes-monuments aux morts dans tous les départements, nota dans les régions les plus catholiques. Listes des tués, statues de la Vierge de Lourdes, ex-voto...

Jeanne d'Arc, présente sur de nombreux monuments communaux lorrains. Le culte de Jeanne d'Arc apparaît dans la mise en place de la mémoire de la guerre. Culte national et culte catholique. Cf le « Petit Lavisse », « évangile de la République » (Pierre Nora).

Réal del Sartre représente Jeanne d'Arc en Madone tenant un soldat-Christ mort. A Rouen en 1924 il édifie un monument aux mutilés et veuves de guerre où une immense Jeanne d'Arc protège sous son manteau un veuve en pleurs tenant un nourrisson en un amputé de la jambe.

Dans certaines régions on commémore les morts de la guerre à l'aide de saints locaux ou nationaux ayant une attache régionale forte, comme Jeanne en Lorraine.

Inscriptions en breton, en basque, en occitan et costumes régionaux savoyards, auvergnats, alsaciens sur les monuments aux morts : revendication régionale.

Les soldats morts sont ainsi inscrits dans quatre cercles concentriques qui rappellent la raison de leur combat : Dieu, la patrie, la région ou le village, la famille.

Sanctuaire du souvenir des Bretons à Sainte-Anne d'Auray : mur d'enceinte où sont gravés les noms des 240 000 Bretons morts dans la 1^{ère} guerre mondiale, crypte de la chapelle avec cinq autels, un par diocèse, inscriptions en breton et en français : symbole de la force de la présence catholique bretonne dans la patrie française. Vers du poète Pierre Calloc'h, mort au front en 1917 « pour Dieu et la Bretagne ».

Vitraux du souvenir dans la plupart des régions, nota dans les églises reconstruites du nord et de l'est.

□ div. des prot. :

- certaines évoluent vers patriotisme intransigeant, refusant par ex. de reprendre relations avec prot. allemands

- d'autres sont séduits par idéal wilsonien et SDN

□ Clemenceau obtient démission des évêques de Strasbourg et Metz

□ nombreux pasteurs prot. d'Alsace-Moselle retournent en All.

□ nombreux missionn. all. des colo. *idem*

□ France entretient nombreuses écoles catho. au Liban

□ P. Doncoeur et la DRAC

□ **nombreuses reconstructions d'églises** ; nombreux vitraux représentent ou évoquent la guerre, dans tous ses aspects

4°) Toujours les MTF et HS !

a) Travail et organisation du travail

□ Même si l'élan décisif ne viendra à l'organisation du travail qu'avec la Grande Guerre, commence à la Belle Époque la séduction des idées de Taylor, dont *Shop management* connaît six éditions françaises entre 1903 et 1913, des conflits du travail éclatent à ce sujet, et la journée de travail n'est que partiellement réduite.

- Grande Guerre :

* **l'ouvrière d'usine, en grand, avec hésitations et ambiguïtés.** La revue féministe *La Française d'aujourd'hui* écrit : « On compte sur l'ouvrière pour enfanter des milliers d'obus et tourner des dizaines d'enfants » !

* **les femmes et les jeunes filles des milieux aisés s'engagent massivement dans le bénévolat**, prolongeant ainsi les activités charitables dont elles étaient coutumières : elles

signent les blessés, contribuent à la recherche des disparus, elles contribuent au débat sur « l'enfant du viol »

- Albert Thomas, ministre des Armements Première Guerre Mondiale, a beaucoup poussé à la taylorisation

□ P. Fridenson, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », dans Collectif, *Organiser le travail, XIXe-XXe siècles*, n° de sept.-oct. 1987 des *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, pp. 1031-1060 :

taylorisme = un « ensemble de techniques de préparation, de mesure et de contrôle du travail dans les ateliers et de paiement des tâches ainsi décomposées et uniformisées, que des professionnels de la séparation entre conception et exécution du travail développent à partir de bureaux spécialisés »

- la Première Guerre Mondiale provoque une « nationalisation avant la lettre » du réseau ferré du Nord (titre de la 4^e partie de la thèse de F. Caron)

- engouement pour le fordisme, le taylorisme, etc. Grand mot : l'OST (l'Organisation Scientifique du Travail = syst. Taylor). C'est la guerre qui a convaincu les industriels, non seulement en France, mais aussi en Grande-Bretagne, en All., en Italie..., de l'intérêt des méthodes américaines. Immense prestige de Ford

b) La Grande Guerre pour le monde rural

□ poids de la Première Guerre Mondiale, qui tient une grande place dans les souvenirs de Grenadou ²⁸⁵

□ les ruraux et les paysans dans l'Union sacrée et la mobilisation (1^{er} août 1914 : mobilisation générale) : « voilà le glas de nos gars qui sonne », murmure une vieille femme de Saint-Lormel (Côtes-du-Nord, maintenant d'Armor), auquel répond un jeune homme : « nous les aurons les Prussiens, allez, la mère », mais Jean-Jacques Becker nuance : une population souvent surprise et même stupéfiée par l'événement, consternation, tristesse, au moment de l'annonce de la mobilisation, mais sens du devoir voire enthousiasme au moment du départ ²⁸⁶

□ l'agriculture dans l'économie de guerre : Montero, p. 19

□ le bilan de la guerre pour l'agriculture : Montero, p. 23. La production a baissé de 15 %. Les paysans = 673 000 morts (la moitié du total). Mais les citadins voient les ruraux comme grands bénéficiaires de la guerre

²⁸⁵ E. Grenadou & A. Prévost, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p., enregistrement de 1965-1966. Le jeune Ephraïm, pour ne pas être dans l'infanterie, s'est engagé à 18 ans >>> artillerie ; Chemin des Dames, Italie, puis Nord de la France et Belgique ; évoque les « bonnes femmes » tondues de 1918

²⁸⁶ J.-J. Becker, « Voilà le glas de nos gars qui sonne... », dans P. Fridenson dir., *1914-1918. L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 237 p., pp. 13-33.

c) Classes moyennes et bourgeoisie

□ les cl. moyennes, à cause de l'effondrement des revenus fixes, sont durement touchées par la guerre. Le rentier, catégorie si typique de 1914, n'existe plus (inflation). Les traitements de la cl. moyenne salariée ne suivent qu'avec un gros retard la hausse des prix. Surtout, ce sont les valeurs mêmes de ce groupe social qui ont été ébranlées par le choc : la Première Guerre mondiale a fait voler en éclats les promesses de la Rép. radicale ⇒ nostalgie de la Belle Époque

□ inquiétude devant la vague d'agitation sociale de 1919-1921 ; bénéficient de la hausse du niveau de vie 1920-1924 & 1926-1930 ; subissent poids de la crise des années 1930 ⇒ réactions politiques

□ la Première Guerre Mondiale : appauvrissement de la bourgeoisie rentière. Plusieurs ex. dans l'œuvre de Montherlant

d) Lyon et Justin Godart ²⁸⁷

- L'échange de prisonniers de guerre, surtout des sanitaires et des blessés, entre la France et l'Allemagne se fit via la Suisse et les villes de Constance et de Lyon

- rôle diplomatique central de la Suisse

- Lyon ? : à cause des bonnes relations ferroviaires et des nombreux hôpitaux de la ville

- âpreté des négociations franco-allemandes (dates, quantités, etc.) >>> convois organisés dans l'urgence

- rôle très important du sous-secrétaire d'État au Service de santé, Justin Godart

□ Justin Godart le bien nommé :

Justin Godart, après une thèse de doctorat en droit, fut un des grands historiens de la coopération, un parlementaire radical-socialiste assidu, un homme de dossiers, spécialement sur les questions sociales, il fut le représentant de la France au Bureau international du Travail (BIT) pendant... toute la durée d'existence de celui-ci et un grand Lyonnais (Musée d'Histoire de la ville, dans l'hôtel de Gadagne, Musée international de la Marionnette...). Il faut ajouter le Centre de Documentation juive contemporaine (CDJC), le sous-secrétaire d'État chargé du Service de santé militaire (1915-1918), la création de l'hôpital Foch de Suresnes, la lutte contre le cancer, la défense de l'Albanie et de la SDN, le « non » avec 79 autres parlementaires le 10 juillet 1940, la Résistance et la protection des juifs, la mairie de Lyon à la Libération ²⁸⁸, etc.

²⁸⁷ B.Fouillet (qui fait une thèse sur Lyon pendant la Première Guerre Mondiale), « La ville de Lyon au centre des échanges de prisonniers de guerre (1915-1919) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2005, pp. 25-42, & *Justin Godart. Un homme dans son siècle (1871-1956)*, ouvrage collectif dirigé par Annette WIEVIORKA, Paris, CNRS-Éditions, 2004, 261 p. Un ensemble de communications faites lors d'un colloque de l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE) au Sénat en 2001 est la base de cet ouvrage publié par le CNRS en 2004, au moment où la Médaille des Justes était décernée à titre posthume à Justin Godart le bien nommé

²⁸⁸ Né à Lyon en 1871, Justin Godart est profondément enraciné dans cette métropole. Il apparaît comme un des grands historiens de la coopération, dans laquelle Lyon occupe une place décisive, mais il est aussi immergé dans

Justin Godart fut député (1906-1926) puis sénateur du Rhône ; trois fois il participa au gouvernement, entre 1915 et 1918 comme il a été dit plus haut, mais aussi comme **ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales en 1924-1925** (Vincent Viet) et comme **ministre de la Santé publique en 1932**. Ce parlementaire n'appartient pas aux grandes commissions, mais à celles **du Travail ou de l'Hygiène et de l'Assistance**; il n'est pas un grand orateur, en revanche, il s'impose par son travail et la force de ses convictions dans le domaine social, apparaissant à la fois comme un expert et comme un militant du social ²⁸⁹.

J. Godart participa à plus de trente **œuvres de bienfaisance** au cours de sa vie. **La santé tient une place très importante dans les préoccupations humanistes du parlementaire du Rhône**. Le ministre de la Guerre de l'Union sacrée Alexandre Millerand était très critiqué pour sa gestion ; de manière à éviter la chute du gouvernement, le président du Conseil, René Viviani lui fit accepter d'être déchargé d'une partie de ses fonctions par des sous-secrétaires d'État : le premier à être nommé fut Albert Thomas, qui prenait en charge l'artillerie ; **le 1^{er} juillet 1915 ce fut au tour de Justin Godart d'être nommé à la tête du Service de Santé militaire**. **L'innovation était d'autant plus importante et paradoxale qu'il n'existait pas à l'époque de ministère de la Santé** (Jean-Jacques Becker) ! **L'action à la tête de ce Service (1915-1918) est retracée par Antoine Prost**. Dès septembre 1914 il avait critiqué l'évacuation des blessés ; sa longue action consiste à faire confiance aux médecins militaires mais à développer l'organisation des services de Santé. Au moment du **Chemin des Dames** (avril-mai 1917, effroyable boucherie, désastre sanitaire, avec une hallucinante lenteur des secours aux blessés), Justin Godart met en cause le Grand Quartier Général (GQG).

Voir **la fiche de lecture faite par Tristan Rondeau de N. Offenstadt dir. Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire**, Stock, 2004, 494 p., réédition en *Tempus*

Justin Godart accepta dès le 14 mars 1918 la **présidence de la Ligue contre le Cancer** (Patrice Pinell). Le **ministre du Travail et de l'Hygiène du cartel des gauches et le ministre de la Santé publique de 1932** sont traités par les deux auteurs du chapitre 15, le

l'engagement militant en faveur du mouvement coopératif (Michel Dreyfus). N'est-il pas, de surcroît, un véritable historien, de l'économique et du social, un historien de l'anthropologie en avance sur la « nouvelle histoire », un libre penseur tolérant et solidariste ?

²⁸⁹ Godart appartient à la minorité qui, le 10 juillet 1940, refuse le chèque en blanc à Pétain, mais il explique publiquement sa position dans les semaines qui suivent, ce qui fut plutôt rare... (Olivier Wieworka et Thibault Tellier). Justin Godart représente la France tant au BIT qu'à la conférence internationale du Travail, de la fondation à 1948 : il est membre de multiples commissions, ses interventions sont remarquées et suivies, et il noue une véritable amitié avec Albert Thomas (Isabelle Moret-Lespinet). L' élu du Rhône a, durant les années trente, participé à l'accueil des réfugiés fuyant le nazisme ; il s'est courageusement engagé dans la Résistance, occupant des fonctions dirigeantes au Front national. Justin Godart a largement contribué à l'édification du « tombeau du martyr juif inconnu » (le Mémorial de la rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris) et du Centre de Documentation juive contemporaine (CDJC) (Annette Wieworka).

« promoteur » de l'Association d'Études sexologiques, par Alain Drouard ²⁹⁰. En 1939 lui qui n'était pas médecin mais avocat de profession est élu à l'Académie de Médecine.

□ les Lyonnais concernés : autorités (dont le maire, Edouard Herriot, cf. biographie dans le dossier biographique), personnel de santé, personnel militaire, discours, presse, civils : une mise en scène de l'accueil (avec crainte que la vue de prisonniers de guerre allemands rapatriés irrite la population, au début)

□ aussi accueil de prisonniers de guerre serbes et belges libérés

e) Affectés spéciaux et travail ²⁹¹

□ dès le 17 août 1915, la loi Dalbiez, du nom de son promoteur, un député radical-socialiste, entreprend la chasse aux « embusqués », ouvriers affectés dans des usines d'armement et dont la présence ne s'impose pas, fonctionnaires maintenus à leur poste. La chasse s'étendra au personnel des dépôts, des centres d'instruction, à certaines catégories de postiers ou de personnel des chemins de fer, ainsi qu'aux convalescents. Au total, près de 650 000 hommes seront « récupérés » au cours de la guerre

□ la loi du 20 février 1917 prévoit la création d'une commission spéciale de réforme chargée d'examiner le cas de tous les exemptés et réformés des classes 1896 à 1914 (de 23 à 40 ans) qui avait pourtant déjà fait l'objet d'un contrôle, en vertu d'une loi antérieure du 9 sept. 1914. La nouvelle commission se révèle infiniment plus sévère que la précédente. Sur 2 millions d'hommes examinés, près de 1 200 000 sont « récupérés », 700 000 sont déclarés aptes pour le front, et 500 000 classés « service auxiliaire »

□ Pour maintenir ses effectifs, l'armée fait encore appel à des ressortissants étrangers, Italiens, Tchèques, Polonais et surtout à des troupes coloniales. Ces dernières vont susciter une protestation indignée de la part de l'Allemagne, protestation qui va s'amplifier lorsque des troupes coloniales vont participer à l'occupation de l'Allemagne dans les années 1920 : ne vont-elles pas, eu égard à leur « sexualité exacerbée de Noirs », violer, n'ont-elles pas violé, enlevé des Allemandes ? C'est la « honte noire » (*schwarze Schmach* ou *schwarze Schande*), la campagne des années 20 semblant d'ailleurs être partie de Grande-Bretagne... Toute une propagande allemande, notamment à destination des EU, ségrégationnistes ! Et ces soldats avaient déjà suscité la peur raciale lors de leur séjour en camp en France métropolitaine ! L'armée chez à organiser des bordels spéciaux, la question

²⁹⁰ Les engagements internationaux — délimitation des frontières, ouverture aux autres peuples, sens des nationalités, philosémitisme (Maurice Vaïsse) — sont l'objet de la quatrième et dernière partie : la nébuleuse autour de *France-Palestine* (Philippe Boukara), les missions dans les Balkans (Robert Frank et Luan Rama), l'Indochine (1937, puis 1946, Alain Ruscio) et les Arméniens (Anahide Ter Minassian).

²⁹¹ Une biblio. conséquente, d'où émerge R. Porte, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, 14-18 Éditions, 2005, 365 p.

suscite les protestations, qui remontent jusqu'à la SDN, des abolitionnistes.²⁹² À noter que les Antillais ont été cette fois-ci mobilisés (plus seulement volontaires). Ils arrivent en plein hiver 1914-1915, sont hospitalisés plus souvent qu'à leur tour >>> désir de l'état-major de ne pas les envoyer au front, protestations de la presse antillaise : la mobilisation est vue comme prodrome de ce qui sera la départementalisation de 1946. Autre cause de mécontentement : l'incorporation dans des régiments coloniaux ! Petit à petit, les colonies antillaises s'insèrent, avec retard, dans la rhétorique de l' « impôt du sang »²⁹³

□ On s'efforce encore de « récupérer » le + rapidement possible les blessés et convalescents. Tout un système de « combines », d'officines louches, de faux se développe pendant la guerre. À partir de 1915, la priorité donnée à la récupération des effectifs au profit de l'armée et de l'économie de guerre a nourri la suspicion qu'un grand nombre de blessés et de malades, soignés dans les formations du Service de Santé, se dérobaient à leur devoir militaire en refusant des traitements, des soins ou des opérations. Les médecins²⁹⁴ ont été incités tôt à « faire du chiffre », i. e. à « récupérer » ; or, eu égard à l'état de la médecine, leur jugement est particulièrement hasardeux en matière de maladies nerveuses ou mentales. D'autant que l' « échelle » est un « volant » de 230 000 blessés soignés chaque jour en moyenne dans les formations sanitaires ; d'autant que plus de la moitié des blessés l'ont été à deux reprises, que plus de 300 000 d'entre eux l'ont été à quatre reprises et sont revenus quatre fois de l'hôpital pour reprendre leur place dans la tranchée. En 1916, éclate une vive polémique autour des droits des blessés. Grand rôle de Justin Godart (voir plus haut) pour calmer le jeu.²⁹⁵

□ À partir de 1916, on n'hésite pas, enfin, à enrôler des droits communs.

f) Hygiène et santé toujours !

□ Les traumatismes²⁹⁶ :

- connus depuis longtemps par les médecins, ignorés par l'armée française et exacerbés par la Première Guerre Mondiale. Des soldats errent hagards sur le champ de bataille ou sont

²⁹² Cf. J.-Y. Le Naour, *La Honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises. 1914-1915*, Hachette, 2003, 277 p.

²⁹³ J. Dumont, *L'amère patrie. Histoire des Antilles françaises au XXe siècle*, Fayard, 2010, 351 p., chapitre 1^{er}, et J. Dumont, « Conscription antillaise et citoyenneté revendiquée au tournant de la Première Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 101-116

²⁹⁴ Cf. Vincent Viet, « Médecins et médecine de guerre : les origines confisquées de la politique de santé publique en France », dans F. Bouloc, R. Cazals & A. Loez dir., *Identités troublées. 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Privat, 2011, 388 p., pp. 213-225.

²⁹⁵ V. Viet, « Droit des blessés et intérêt de la nation : une casuistique de guerre (1914-1918) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2012, pp. 85-107

²⁹⁶ L. Crocq, *Les traumatismes psychiques de guerre*, Odile Jacob, 1999, 422 p. ; J.-Y. Le Naour, *Les soldats de la honte*, Perrin, 2011, 276 p. ; les différents articles d'Alain Denax dans J.-Y. Le Naour dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 2008, 476 p.

recueillis pliés en deux à l'arrière, ou tremblant sans arrêt et rapidement évacués pour « commotion cérébrale ». Pour les médecins français, persuadés que les traumatismes psychiques sont beaucoup + importants chez les Allemands que chez les Français, ces soldats sont des resquilleurs qui jouent la comédie pour ne pas remonter au front. Ils ne mériterent pas de pension d'invalidité. L'un d'eux, Clovis Vincent, imagine en 1916 de les soigner à l'électricité : c'est le « torpillage », un choc pour faire disparaître un « prétendu » choc. Il opère en public, à Tours (au lycée Descartes), **lors de séances à valeur d'exemple**. Un soldat, Baptiste Deschamps, refuse, toujours en 1916, le « soin », un député, Paul Meunier, vient à son secours et déclenche une tempête médiatique. Le soldat gagne son procès ²⁹⁷ mais la médecine, têtue, poursuit ses expériences avec le soutien de l'État, notamment de Justin Godart, sous-secrétaire d'État au Service de santé (voir plus haut), après son inspection du service de Tours.

- traumatismes de guerre sont « redécouverts » par la guerre du Vietnam

- stress de combat, « réactions névropathiques immédiates », stress différé, « queue de stress », névroses de guerre (en temps de paix), « chocs traumatiques », *shell shock* en anglais, etc.

□ la Première Guerre mondiale est une coupure HS finale : mise en œuvre de médecines de guerre, massives, grippe « espagnole », contacts avec les Américains en guerre 1917>>>, etc. Les lois Bourgeois et Honorat (1916 et 1919) jettent les bases du réseau de **dispensaires et de sanatoriums permettant d'engager vraiment la** lutte antituberculeuse en France. Création 1920 en France du ministère de l'Hygiène, en Grande-Bretagne en 1921 du **Ministère de la Santé**. La même année 1921 Calmette démontre l'efficacité du BCG et la vitamine D est isolée ²⁹⁸. On pourrait ajouter, avec malice, le début des timbres de la Croix-Rouge (à surtaxe), en Finlande, en 1922. En 1923, 1^{er} **timbre à l'effigie de Pasteur en France** ! Plus profondément on pourrait invoquer les nets changements de l'identité masculine et de l'identité féminine ²⁹⁹.

□ la Première Guerre mondiale va bien sûr bouleverser les termes du débat : les lois Bourgeois ³⁰⁰ et Honorat (1916 et 1919) jettent les bases du réseau de dispensaires et de sanatoriums permettant d'engager vraiment la lutte antituberculeuse

□ Médecins de la Première Guerre mondiale :

- S. Delaporte, *Les médecins dans la Grande Guerre. 1914-1918*, Bayard, 2003, 224 p. (dans « cadrage » du jury) :

²⁹⁷ Instruit par le capitaine Guillaume Poulle.

²⁹⁸ La première vitamine à avoir été isolée est la vitamine... A, en 1916.

²⁹⁹ A. Rauch, *L'identité masculine à l'ombre des femmes. De la Grande Guerre à la Gay Pride*, Hachette-Littératures, 2004, 368 p.

³⁰⁰ C'est le Léon Bourgeois du solidarisme (cf. cours HS-2). Son prestige est tel dans l'entre-deux-guerres que le socialiste Henri Sellier donne en 1935 son nom à un vaste square, poumon vert de sa cité de Suresnes.

- « brutalisation », nombre des soldats, etc.
- **blessures d'un type nouveau, au ventre par ex. >>> des chirurgiens plus « hardis »**
- les expériences du passé : G. Sécession, guerre des Boers, surtout
- **dilemme de l'amputation >>> problème de la douleur >>> réflexion**
- appareillage des amputés
- des films didactiques sont réalisés en France
- problème des simulateurs
- accessoirement le poilu est un support pour la publicité, notamment en matière **d'hygiène** : le dentifrice Dentol utilise abondamment de petites saynètes où des poilus ou des « pépères » (des territoriaux) vantent les mérites du produit ³⁰¹. Et tout le monde connaît le Banania...

g) Fiche de lecture d'Anthony Loubignac

□ d'après une lecture thématique de l'ouvrage 14-18, retrouver la Guerre de Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER ³⁰². Merci, Anthony !

□ Introduction :

Avec la Grande Guerre apparaît la logique de la guerre moderne : il faut accepter de tuer comme d'être tué, sans parler des conditions de vie déplorables qu'il faut endurer (maladies, fléaux à l'instar des rats et des poux, la nourriture insuffisante tant qualitativement que quantitativement...) lorsqu'on est alors soldat au quotidien sur les lignes du front.

14-18, c'est, somme toute, le conflit qui, par excellence, s'avère totalement inesthétique et sans sublimation épique, à la différence des guerres antiques pendant lesquelles des valeurs **telles que l'humanité et l'honneur étaient défendues haut et fort.**

Or, la réalité du front et des tranchées, est bien loin d'une célébration de l'idée de guerre : l'esthétique du combat (tant) héroïque disparaît au profit de la misère, la déliquescence, et la mort : en effet, on assiste à la promotion du caractère léthifère et morbifique de la guerre. C'est ce que soutiennent les auteurs en arguant que *« c'est une esthétique et une éthique de l'héroïsme, du courage et de la violence guerrière qui ont disparu dans l'immense cataclysme du début de ce siècle »*.

La violence comme processus délétère :

La bataille, le combat et la violence comme nécessités inhérentes à la logique de guerre moderne :

³⁰¹ Marie Llosa, « Le poilu, outil de marketing patriotique », dans F.Bouloc, R.Cazals & A.Loez dir., *Identités troublées. 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Privat, 2011, 388 p., pp. 341-353, p. 343. L'ouvrage entier est fort peu péronniste (euphémisme de ma part).

³⁰² S.Audouin-Rouzeau & A.Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, coll. « Folio-Histoire », 2000, 398 p.

D'emblée, les auteurs mettent en parallèle la corrélation entre la violence, la brutalité en temps de guerre et l'exposition physique du corps : « *la violence guerrière ramène toujours à une histoire du corps. A la guerre, ce sont les corps qui se heurtent, qui souffrent, qui infligent la souffrance* » (p.30). Alain Corbin a donc raison de souligner à cet égard que toute histoire de la souffrance corporelle engage l'historien. Celui-ci s'expose au regard de ceux qui le lisent ; « *il s'expose aussi à la brûlure spécifique qu'inflige [pareil sujet]* » (ibid.). La violence de guerre, en raison d'une certaine pudeur et d'un besoin de « *sécurité académique* » (ibid.), n'est pas un objet d'étude aisé pour l'historien.

La violence dans la guerre, au reste, bien plus qu'une image de l' « *histoire qui s'agite* » (Fernand Braudel) renvoie au vécu des hommes, à une « *histoire d'en bas* » (p.31). C'est pour tenter d'exprimer un traumatisme inouï, pour tenter de « *dire la guerre* » (ibid.) – quand cela même fut possible tant la violence subie rend l'acte scripturaire et oral si ardu – que certains Européens ont pris pour la première fois la plume.

Ne considérer alors la bataille, le combat, que sous les angles tactique et stratégique ou statistique, constitue une erreur, pour autant que « *dans le paroxysme de la violence, tout est à nu à commencer par les hommes dans leur corps, leur imaginaire, leurs peurs, leurs ferveurs, leurs croyances, leurs haines* » (p.32). Plus que la « *continuation de la politique par d'autres moyens* » (formule archiconnue de Clausewitz), la guerre ébranle l'individu, met ses nerfs à vif (cf. le *Shell Shock*), dévoile son for intérieur sans aucune forme de pudeur.

Première Guerre mondiale et seuils de violence :

Les modalités de l'affrontement atteignent des niveaux de violence sans aucun précédent. Par surcroît, c'est dès les premières semaines du conflit que les pratiques combattantes prirent un tour très brutal que ce soit sur le champ de bataille, contre les civils ou les prisonniers. D'où le terrible bilan des 9 à 10 millions de morts au terme de quatre années de guerre.

Avec la Première Guerre mondiale, on peut établir un nouveau paradigme de mort à la guerre : si, au début du XIXe siècle, la maladie tuait bien plus que le combat dans l'espace belligérant, désormais en quatre années, la mort à la guerre est devenue mort violente, presque exclusivement, même si le nombre de malades reste très élevé³⁰³. La mort de maladie n'a, en réalité, prélevé au total qu'1/6^e des effectifs combattants engloutis pendant la Grande Guerre, soulignent les auteurs. La mort à la guerre a donc changé de forme en 1914-1918. Mais la blessure également. Dans l'armée française, on a dénombré 3 594 000

³⁰³ L'armée française a comptabilisé 5 millions de malades pour les 4 ans de guerre, chiffre qui prend en compte, il est vrai, les soldats malades à plusieurs reprises. Les opérations sur les fronts orientaux (aux Dardanelles, à l'armée d'Orient notamment) ont provoqué, faute d'anticipation adaptée de la part des services de santé, des catastrophes sanitaires parmi les armées occidentales, en raison de la virulence du paludisme, des fièvres et de la dysenterie en particulier. Voir sur ce point Sophie DELAPORTE in *Le Discours médical sur les blessures et maladies pendant la Première Guerre mondiale*, 1998, 2 vol.

blessures, et un chiffre réel de blessés de 2 800 000³⁰⁴. La moitié des hommes l'ont été deux fois, plus de 100 000, trois ou quatre fois ! Le nombre de blessés par rapport au chiffre des mobilisés s'établit ainsi autour de 40% et ce taux est représentatif de celui de toutes les grandes armées engagées dans le conflit. *« La mutation de la violence guerrière s'inscrit d'abord dans la chair de ceux qui en sont à la fois les acteurs, les victimes et les témoins ; auparavant, jamais des combattants n'avaient pu voir de tels dégâts et en si grand nombre sur leurs propres corps comme sur ceux de leurs camarades »* affirment S. Audoin-Rouzeau et A. Becker.

Les blessures infligées en 14-18 sont en effet d'une variété et d'une gravité sans équivalent dans le passé. Les coups directs des obus de gros calibre peuvent pulvériser les corps en sont un exemple frappant, et un Paul Fussell, pionnier de l'étude de la littérature des tranchées, dira avec force humour noir : *« à la guerre (...) les entrailles sont bien plus visibles qu'il n'est normalement décent de l'imaginer »* (in *A la guerre*). Le sort des blessés fut, la plupart du temps, atroce, à tel point que l'histoire de la violence est corrélée à l'histoire du corps et de la médecine, laquelle *« se trouve au carrefour de tout »* (Jacques Léonard). Certes la médecine de guerre a bénéficié des innovations médicales du XIXe siècle, et aussi de véritables percées thérapeutiques directement liées aux nécessités imposées par les blessures apparues dès 1914. *« Les capacités d'évacuation, les infrastructures médicales, les possibilités d'une chirurgie du champ de bataille combinant anesthésie, chirurgie et antiseptiques, l'ablation des tissus endommagés dans le traitement des fractures (permettant, à partir de 1915, de limiter les risques de gangrène...), la détection des projectiles par rayon X, la chirurgie plastique de la face, la vaccination contre le typhus et le tétanos, et même les transfusions de sang mises en œuvre à la fin du conflit, constituèrent des possibilités thérapeutiques sans équivalent dans les conflits antérieurs. Des spécialités entièrement nouvelles sont nées ainsi pendant la guerre »* (p.43). Toutefois, il ne faut pas oublier que ces avancées bien réelles en matière de santé et de traitement des maladies ont été contrebalancées par la gravité des blessures causées par la nouvelle intensité du feu, *« à tel point que les taux de survie à l'issue d'une blessure au combat étaient peut-être plus importants au début du XIXe siècle qu'au début du siècle suivant »*³⁰⁵.

Et, outre des dégâts physiologiques inouïs, ce sont aussi des dégâts psychiques (parfois irréversibles) qui sont à constater comme subséquents à la violence subie et pratiquée. Les Allemands parlent de *« Kriegsneurosen »* et les Anglais de *« shell shock »* (choc de l'obus) tout comme les Français qui évoquent l'*« obusite »*. Malheureusement ce n'est souvent qu'a posteriori que la médecine s'est réellement préoccupée de patients atteints de telles pathologies, estimant souvent qu'il s'agissait de simulations et de feintes (le choc

³⁰⁴ Leur comptabilité se révèle extrêmement complexe puisque, dans tous les pays, on compte les blessures et non pas les blessés. Ce qui revient à dire qu'un soldat blessé à plusieurs reprises est compté plusieurs fois.

³⁰⁵ C'est ce que postule J. KEEGAN dans son *Anatomie de la Bataille*

traumatique est alors systématiquement assimilé à une « *ruse psychique* »). **Ce n'est, en effet, qu'après la Seconde Guerre mondiale que l'on prit enfin conscience qu'un soldat sur le champ de bataille ne peut espérer conserver son équilibre psychologique que quelques mois.** Or, les poilus de 14-18, **même lorsqu'ils avaient déjà subi plusieurs blessures**, étaient constamment ramenés vers le front (parfois même dans les mêmes secteurs) au point que cette « *immersion prolongée d'une durée inouïe, constitue une spécificité supplémentaire de leur expérience de violence* » (p.44). Les auteurs blâment la négligence de la communauté des historiens du XXe siècle quant aux conséquences psychiques de cette violence exacerbée de 14-18, **qu'ils mettent certes sur le compte d'une insuffisance de l'histoire de la médecine, mais aussi sur l'absence de confrontation entre les différentes sciences humaines.** « *Ainsi, plus de la moitié des 70 millions de soldats engagés dans le conflit ont subi physiquement la violence de guerre, que celle-ci les ait tués ou "seulement" blessés* » (p.45) ; et il **va sans dire qu'une bonne moitié des survivants ont dû faire les frais des conséquences invisibles du combat, en souffrant de troubles psychiques plus ou moins graves.** L'espace même du champ de bataille s'est métamorphosé pour devenir un lieu de terreur sans précédents ; « *la notion [...] elle-même s'en trouve transformée : celui de la Somme [...], est dix fois plus grand que celui de Waterloo* » (p.46). Rien d'étonnant à ce que **la santé mentale des soldats ne se dégrade, attendu qu'ils sont la proie d'un vaste** espace (ils ne combattent plus vraiment au coude à coude, mais sont dispersés) mais apparaissent également comme prisonniers de cette immensité de terrain (le lieu du choc ne peut plus être saisi dans sa totalité par le commandement ; et quant aux soldats, ils sont désormais **isolés, presque entièrement perdus lorsque le désordre du combat s'installe...**).

En 1914-1918, on assiste à une déshumanisation totale du combat ; le pilonnage constant, **les assauts répétés ne faisaient qu'ébranler les nerfs des soldats** reclus dans leur tranchée. « *Echapper au feu devient une simple question de chance, compte tenu de l'intensité nouvelle de celui-ci et de la largeur du terrain balayé par les balles, les obus, les gaz. Les hommes, même enfouis dans le sol, avaient moins d'issue que jamais* » (p.47). Cette déshumanisation se voit, au reste, corroborée par la disparition (quasiment partout) de la traditionnelle « trêve des brancardiers » qui permettait aux deux camps de ramasser et de soigner leurs blessés. Ainsi, à de rares exceptions (Dardanelles en 1915, très localement pour la Somme en juillet 1916), les blessés ne sont repérés et secourus que très tard et, dorénavant (sauf trêve locale), on tire sur eux tout comme sur le personnel médical **s'interposant entre les deux camps. Quant aux prisonniers, il arrive qu'ils soient achevés, blessés ou non. C'est là un paradoxe criant : en effet, c'est alors même que la Croix Rouge existe et que tous les belligérants ont adhéré aux Accords de La Haye (1899 et 1907) que se produit cette** « *radicalisation de la violence à l'égard de ceux que les conventions internationales avaient prévu de protéger* » (p.52).

La mortalité extrêmement élevée dans le premier conflit mondial n'eut donc pas que des causes « matérielles » inhérentes aux innovations techniques. Sans la haine exacerbée entre les deux camps, maints soldats auraient pu être secourus à temps. Et en raison de **l'absence de trêves des brancardiers, la prise en charge et l'évacuation des blessés** tardaient ; ces derniers agonisaient pendant des heures et des jours entre les lignes, avec pour tout secours leur pansement individuel. Certes, il ne faut pas occulter le sens réel des cas de « fraternisations » : des trêves tacites sont organisées, émanant de la volonté des soldats « *de limiter le niveau de violence réciproque* » (p.53) **afin d'apaiser les esprits et les nerfs** pour quelques temps.

« *Civilisation des mœurs* » ou « *brutalisation* » ? (// Norbert Elias)

Si en matière de violence sociale on pouvait dès la fin du XIXe siècle constater une « *autocontention (...) dans le tréfonds des êtres* » (Alain Corbin), le phénomène de violence de guerre demeure le point d'objection majeur à la limitation de la violence. La thèse de l'historien allemand Norbert Elias prônant une « *civilisation des mœurs* » semble ne pas prendre en compte l'événement 14-18 (ne sachant pas trop quelle place lui donner ?) et pourtant des cicatrices dans l'Allemagne de l'entre-deux guerres demeuraient visibles, ne serait-ce qu'à travers le spectacle des mutilés (les « gueules cassées ») que peignent Grosz et Dix, des blessés, et le phénomène omniprésent de deuil de masse. Plus encore, cette violence radicale et radicalement nouvelle a été massivement « *acceptée* » (p.56) par les sociétés belligérantes, mais aussi « *mise en œuvre* » (*ibid.*) par des millions d'hommes pendant plus de 4 années.

Dans le même ordre d'idée, il est impressionnant de voir à quel point une violence aussi inouïe a pu s'intégrer et se banaliser avec tant de facilité et de rapidité à la vie quotidienne des soldats comme des civils pour être finalement condamnée et fuie, suite aux traumatismes physiques et mentaux qu'elle avait pu causer. Plus qu'à une avancée de la civilisation, il sied davantage de parler d'un recul du fait même de cette « *brutalisation* » (p.59) intrinsèque aux nouvelles formes de combat. Et dans ce climat de chaos total, il est intéressant de remarquer que le culte des morts demeure assez riche : le maximum est fait, nonobstant l'urgence et la banalisation de l'événement, pour organiser des inhumations décentes et des cérémonies funéraires. Enfin, il ne faut pas oublier l'existence d'une forme d'humanité (peut-on parler d'une « hygiène de vie » se maintenant comme elle pouvait ?) que la violence extrême et la mort de masse n'avaient pas annihilée : il s'agissait d'une vie culturelle, artistique et littéraire capable d'égayer ponctuellement les esprits et d'accroître les pratiques de sociabilité.

Violence combattante et non-dits historiographiques :

L'on sait combien la Grande Guerre fut le sinistre théâtre d'une violence inouïe, au point que celle-ci a pu opérer un dérèglement mental ainsi que dans les pratiques de combat. En effet, que ce soit lors du corps à corps ou bien depuis les tranchées, on ne sait ni qui l'on tue, ni qui nous tue. *« C'est toujours la brutalité anonyme, aveugle, qui est mise en avant, c'est-à-dire une violence sans responsabilité identifiée, et, par là même, disculpatrice »* (p.64) Plus encore, il apparut une sorte de *« transe spécifique (...) à la mort donnée de près »* (p.66) chez certains individus qui d'ordinaire abhorraient la violence physique, mais qui, contre leur gré certainement, trouvèrent du plaisir à prendre part à la violence interpersonnelle, à « tuer le Boche ». Médicalement parlant, cette pathologie se rapproche de l'« algolanie », c'est-à-dire la jouissance morbide à faire souffrir autrui. L'un des Cahiers de l'Union Fédérale (en date du 15-08-1936), repris par Antoine Prost (in Histoire sociale de la France au XXe siècle, cours I.E.P., p.205-206) exprimait cette idée sans détours : *« Surprendre l'ennemi dans sa tranchée, sauter sur lui, jouir de l'effarement de l'homme qui ne croit pas au diable et qui pourtant le voit tout à coup tomber sur ses épaules ! Cette minute barbare, cette minute atroce avait pour nous une saveur unique, un attrait morbide, comme chez ces malheureux qui, usant de stupéfiants, mesurent l'étendue du risque mais ne peuvent pas se retenir de reprendre du poison »*. Robert Graves, en Pays de Galles, relate dans son ouvrage Adieu à tout cela (éd. Autrement, p. 384) qu'une fois revenu chez lui, il crut voir un champ de bataille dans sa vallée natale et qu'il s'était surpris à résoudre des problèmes de tactique militaire pour parer l'attaque ennemie. Ainsi donc, même si les confidences sur l'empreinte qu'ont laissées les pratiques de violence dans l'esprit des soldats sont sporadiques (écrites comme orales), il n'en demeure pas moins qu'il y eut *« d'épouvantables dégâts psychiques provoqués par le combat moderne et inhérents à l'immersion prolongée dans la violence extrême »* (p.68). Plus d'un, du reste, ainsi que l'a suggéré le lithographe allemand Otto Dix (série Der Krieg, 1924), a préféré mettre fin à ses jours plutôt que de continuer de vivre (ou plutôt survivre) en cautionnant les atrocités quotidiennes.

La Grande Guerre dans toute sa violence fut aussi le temps des tabous : on déplore le silence des écrivains quant à l'évocation de la peur et du difficile contrôle des fonctions élémentaires du corps ou encore de l'humiliation infligée aux hommes. La violence mise en œuvre pendant le conflit a suscité des interdits et des zones d'ombre : santé, maîtrise de soi et sexualité en font partie ; *« on peut supposer (...) que ces communautés d'hommes coupées du monde de l'arrière et exposées aux dangers que l'on a dits ont vécu un affaiblissement sensible, en l'espèce, des normes morales habituelles en temps de paix. Et pourtant, en dehors de très rares allusions, la masturbation, le recours massif à la prostitution [bordels de campagne] et, surtout, l'homosexualité, figurent parmi les silences les plus épais du récit combattant »* (p.70).

Ce que font si peu les historiens, c'est de s'interroger en profondeur sur les conditions de vie des soldats du front (quelque soit leur origine) comparativement à la violence qu'ils subissaient et infligeaient. Les dégâts psychologiques ont souvent été délaissés, mais cette négligence est aussi à imputer au silence de bon nombre de soldats qui préférèrent taire les atrocités de la guerre et leur cadre de vie dégradant (peu d'hygiène dans les tranchées, manque de sommeil, supporter la boue, les odeurs, les bruits de la guerre, se résoudre à l'impudeur pour les besoins individuels...). Comme l'écrivent les auteurs : « *Etre "privé" de guerre, c'est bien être privé de tout sens de l'existence entre 1914 et 1918. Souffrances physiques et morales s'ajoutent et se multiplient, on a perdu le confort matériel et affectif auquel on était habitué, le sens d'une continuité avec son passé. C'est un déracinement temporel et spatial (...) et la prolongation de la guerre, et donc de la captivité, va nécroser les espoirs les plus tenaces* » (p.115) : l'impact psychologique est immense, attendu qu'en sus de leurs nerfs à vif, les soldats voient peu à peu s'estomper l'espoir de voir la fin de tous ces malheurs.

Le phénomène concentrationnaire :

Et qu'en était-il de l'hygiène mentale des prisonniers de guerre ? Dans les camps principaux, loin des conditions parfois très difficiles des *Kommandos* et des détachements de travail, les prisonniers souffrent d'une « *impression d'écrasement, d'accablement, et, en même temps, de la monotonie d'une vie à l'horizon limité, dans lequel ils ne veulent pas se recréer une nouvelle vie...La vraie vie se passe ailleurs, c'est celle de la guerre, de la guerre sur leur sol* » (p.117). Au mal du pays et au malaise lié à l'enfermement, les traumatismes (notamment les cauchemars que font les soldats, pensant être réveillés par le bruit des obus près de leur tranchée, alors qu'ils se trouvent, en réalité, loin des bombardements) surgissent.

Certes, on essaie de s'occuper, d'appartenir à un groupe menant une activité intellectuelle, manuelle, artistique ou ludique. Des sociabilités se recréent à l'intérieur de l'enfermement : des ustensiles de ménage (popotes en plein air, souricières ...) donnent ainsi un bon aperçu de l'artisanat du prisonnier, qui s'affaire pour améliorer son ordinaire matériel et psychologique. Mais l'ennemi le plus criant pour le prisonnier c'est le temps : « *le temps long de l'emprisonnement a brisé le temps court de la guerre* » (p.118). Et si certains vivent leur captivité et le travail pour les Allemands comme une humiliation personnelle, d'autres considèrent le camp comme ce qui les protège de la guerre, ce qui atermoie leur retour au front. Toutefois, tous sombrent plus ou moins dans le « *cafard* » qui se transforme progressivement en « *psychose du barbelé* » : un refus de l'enfermement qui devient une véritable maladie psychique due à la séparation d'avec le monde de la liberté, de la patrie, de la famille. L'ennui, la détresse, les dégâts causés par la guerre, le fait de tourner en rond

en gambergeant, tout cela participe d'un climat d'angoisse qui devient véritablement intenable. Un De Gaulle prisonnier préférait alors mille fois retourner au combat que de rester enfermé : « *l'enfer des combats est derrière lui et c'est cela précisément qui lui est insupportable* » (p.119). Se sentant inutile (le pire fardeau d'un soldat, dit-il), son désir se porte vers l'évasion.

Deuil collectif, deuil personnel, souffrances d'après-guerre : comment vivre la mort des siens ?

Si la mort de masse a bien été comptabilisée, le deuil, lui, ne l'a pas été. « *Tout se passe en effet comme si l'énoncé des chiffres des morts, leur ventilation par classes d'âge, par année, par types d'unité, avait tenu lieu de constat de l'ampleur de la catastrophe* » (p.233). Mais alors, comment les survivants et les familles des « **tués à l'ennemi** » se sont-ils représenté la mort de leurs amis, de leurs proches ? Nos auteurs posent la question ainsi : « *Car enfin, comment a-t-on souffert ? Voilà la question difficile, la vraie question presque toujours occultée* » (p.234).

Historiciser la douleur ?

Si un tel problème (pourtant si riche pour l'analyse !) est resté dans l'ombre, c'est que la souffrance psychique après 1914-1918 est restée muette. « **Muette d'abord faute de mots** » (p.235), car si des termes existent à l'instar de « *veuves blanches* » ou « *pupilles de la nation* », quelles réalités, quelle quantité de souffrance recouvraient-ils selon l'individu concerné ? La langue anglaise, elle, s'avère plus riche pour autant qu'elle fait une distinction entre « *bereavement* » (constatation objective de la perte, de la séparation) et « *grief* » (souffrance psychique, peine occasionnée) ainsi qu'avec « *mourning* » (le deuil en tant qu'ensemble d'actes par lesquels les survivants extériorisent leur peine). L'allemand est limité lui aussi : on n'utilise que « *Trauer* » (le deuil) et « *Verlust* » (la perte). Muette ensuite car le deuil intime et personnel a été supplanté par le deuil national. Muette encore car toute souffrance psychique dans un deuil de 14-18, dans sa dimension la plus intime, a été tuée, enfouie et refoulée par celui qui l'avait vécue. En effet, un grand traumatisme s'accompagnant souvent d'une forte pulsion de silence, le soldat et sa famille se défendaient d'extérioriser leur trouble en en parlant. Mais cette tentative de dissimulation, d'oubli même, a parfois causé plus de mal que de bien (suicides après la guerre, enfermement total dans le silence, l'insociabilité voire la démence,...).

Quand bien même le soldat accepte de se livrer, son esprit est tellement retourné par ce qu'il a vécu et enduré 4 années durant que soit il se remet en question (aurait-il pu agir autrement pour obvier à un tel carnage ?) soit il accroît sa « haine du boche ».

Le deuil collectif :

George Mosse aux États-Unis, Antoine Prost en France, Reinhart Kosseleck en Allemagne, Ken Inglis en Australie, ont été les initiateurs des monuments aux morts et des cérémonies commémoratives. Ces édifices et rituels sont l'expression de la volonté nationale de se rappeler la mémoire des soldats. Ainsi, à la onzième heure du onzième jour du onzième mois, de la cinquième année de guerre, les armes se sont tues pour laisser place aux larmes. Depuis, le 11 novembre est partout un jour de recueillement (voir plus loin). Si ces traditions célèbrent la valeur et le courage des soldats morts pour la patrie, la liberté, l'égalité et la fraternité, elles révèlent aussi l'idée que cette guerre avait été faite pour qu'il n'y ait plus jamais de guerre (c'était la « *der des der* »). La souffrance, la maladie et la mort devaient être le prix à payer pour un monde pacifié. De fait, il fallait cristalliser leur souvenir pour honorer un sacrifice qui ne devait pas rester vain : sur les monuments aux morts, les soldats prennent des poses braves car on les sait héroïques. « *Debout sur leur piédestal, ils sont voués à continuer pour l'éternité le combat exemplaire pour lequel ils ont donné leur vie. Leur guerre est aseptisée : pas de boue, pas de poux, pas de sang, ils sont propres et frais comme des soldats de plomb* » (p.). En somme, ce ne sont que de pâles reflets de tous ces soldats qui ont combattu dans des conditions de survie souvent extrêmes.

De la réalité de la Guerre dans ce qu'elle a eu d'atroce et d'angoissant au quotidien, on ne garde en somme rien. Les lieux de mort, de maladie, d'horreur, sont eux aussi reconvertis en lieux commémoratifs par le maillage des cimetières militaires ³⁰⁶, des parcs paysagers et mémoriaux et des grands monuments des champs de bataille ³⁰⁷. Quel reflet vague des conditions extrêmes d'existence au sein de ce conflit si dévastateur ! R. Kosselec écrivait ainsi que tous « *compensant l'impuissance par le pathos* ». Du moins est-ce le cas pour les monuments aux morts qui constituent des tombeaux vides, car, a contrario, les ossuaires conservent les restes de dizaines de milliers d'hommes dont l'identité a été à jamais annihilée par la terre et le feu. De fait, la vision de la mort et du souvenir se subsume à travers un chiasme : les monuments aux morts montrent des noms dont ils ignorent le corps tandis que les ossuaires entassent des corps dont ils ignorent le nom. Si l'on doit signaler un autre point important dans les représentations de la mort de guerre, c'est également la

³⁰⁶ Aussi : J.-Y. Le Naour, *Le soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*, Gallimard, coll. « Découvertes », 2008, 112 p.

³⁰⁷ J'ajoute que 16 d'entre eux ont été réalisés par le sculpteur Maxime Real del Sarte (premier président des Camelots du Roi), grand mutilé de guerre catholique et de droite.

symbolique du soldat inconnu (plusieurs nations, en sus de la France, adoptèrent cette **tradition entre la fin du conflit jusqu'aux années 20**), lequel « *crystallise les valeurs de sacrifice et de malheur liées à la guerre* » (p.267). On est à ce point sensible aux disparus et/ou aux non-identifiés que ces derniers supplantaient parfois jusqu'aux survivants : véritable pèlerinage pour les provinciaux et les Parisiens, l'Arc de Triomphe et son soldat inconnu voient défiler des milliers de personnes, qui, quoique face à la réalité de cette mort, n'en pouvaient pas sonder la violence.

Le deuil personnel :

« *A l'issue de la Première Guerre mondiale, qui est en deuil ? Combien de gens sont-ils en deuil ?* » (p.269) ; ainsi commence cette dernière section. L'historien Jay Winter évoque des « *communautés en deuil* » pour rendre au plus près la réalité d'un deuil de masse au terme du conflit. « *Toutes les structures sociales ont pris le deuil de ceux de leurs membres qui étaient tombés entre 1914 et 1918 : entreprises, administrations, écoles, facultés, clubs sportifs ont construit, aux côtés de leur communautés civiques et religieuses, leurs propres monuments aux morts, leurs propres cérémonies commémoratives, leurs propres livres d'or* » (p.270). Dans ces derniers, la charge émotionnelle est littéralement libérée.

Mais si la douleur est là pour les familles des victimes, ces dernières sont aussi d'une autre nature : les mutilés, les survivants choqués et/ou blessés, les réformés. Leur prise en compte exigeait des structures telles que les « *cercles de deuil* » (p.271). L'Europe est à ce point marquée par la mort que les auteurs parlent concomitamment de « *communautés en deuil* » ainsi que de « *communautés de deuil* ». Pourtant, « *l'omniprésence de la mort au front avait banalisé les spectacles plus atroces, et tous les combattants ont noté, avec souvent une pointe d'effroi et de culpabilité, leur capacité d'endurcissement devant la mort des autres ; mais, dans le même temps, les minuscules groupes d'hommes qui constituaient le véritable tissu des armées de la Grande Guerre ont souvent pris de grands risques et dépensé une énergie considérable, compte tenu de leurs effroyables conditions d'existence, pour organiser le culte de leurs propres morts* » (ibid.). En effet, en France tout au moins, depuis l'instruction de Joffre de juillet 1915 (reprenant une tradition établie dès le XIXe siècle), l'on prescrit l'inhumation par le creusement de fosses communes pouvant accueillir une centaine de cadavres, explique Jean-Charles Jauffret dans « *La question du transfert des corps* » (in Les Oubliés de la Grande Guerre. Supplément d'âmes – hors série n°3 – pp. 67-89). Du côté allemand, on constituait avec minutie des pierres tombales dans la perspective d'enterrements plus individuels. Mais, bien davantage, la rudesse des conditions d'existence et la permanence de la mort n'empêchaient pas les plus fervents de fleurir et d'entretenir les tombes de leurs camarades dont ils se sentaient proches. En permission, il n'était pas rare non plus que les soldats rendent visite à la famille d'un camarade disparu,

devoir de mémoire intime et personnel que Maurice Genevoix narre avec émotion **plus d'un** demi-siècle après la guerre : « *Chacun de nous, quand le malheur le frappe, connaît seul sa propre souffrance. Mais ce jour-là, [...] entre le père et la mère de Benoist, il m'a semblé sentir jusqu'à en être traversé, ce qu'était la douleur des parents d'un soldat tué ...* » (in *Trente mille jours*, Ed. du Seuil, p.186). De même, dans les carnets personnels, la mort des autres est toujours présente.

L'impact est tel dans les sociétés européennes que ce sont des « entourages »³⁰⁸entiers qui sont marqués par le deuil, à des degrés très variables selon les lieux que les uns avaient tissés avec les autres au cours de leur vie, qu'il faudrait pouvoir reconstituer dans leur épaisseur, dans l'épaisseur de leur douleur. Ainsi peut-être comprendrait-on mieux la prééminence des représentations de la mort et des deuils au terme du conflit. « *Estimer le nombre de gens en deuil au sein des sociétés ayant traversé le conflit semble une entreprise presque irréalisable : les statistiques dont on dispose – sans même parler des belligérants pour lesquels on n'a aucun chiffre fiable, comme la Russie après 1917 – ne comptent pas les endeuillés mais les ayants-droit parmi les ascendants et les descendants des tués. Or, outre le fait que leur nombre est toujours inférieur au chiffre réel de ceux qui sont touchés par le deuil, la quantité de ces ayants-droit évolue en fonction, précisément, des règles d'indemnisation établies. En France, par exemple, des veuves de guerre remariées pendant l'entre-deux-guerres perdent, de ce fait, leur statut : la marque du premier deuil en est-elle pour autant effacée ? D'autres, au contraire, en se mariant après 1918 avec un invalide décédé ensuite prématurément, acquièrent la qualité de veuve de guerre : s'agit-il du même deuil que les femmes ayant perdu leur mari au front ? La même complexité se retrouve avec les orphelins : à leur majorité, ils disparaissent des statistiques, et c'est pourquoi leur nombre « diminue » rapidement en Europe après 1919. Pourtant, l'absence de leur père se sera fait sentir jusqu'à la fin de leur vie* » (p.278-279). Les auteurs insistent ainsi sur la difficulté des enquêtes de démographie historique, quoiqu'elles eussent été nécessaires pour mesurer l'amplitude du premier cercle de la douleur, celui des proches parents. La généalogie, l'examen de faire-part de décès entre 1914 et 1918 sur un plan statistique permettrait sans doute de reconstituer ces premiers cercles. Si l'on compte le nombre de veuves de guerre, on en dénombre 525 000 en Allemagne (1920) ; 200 000 en Italie, 600 000 en France et 240 000 en Grande Bretagne. On peut considérer qu'environ 30% des tués de la Grande Guerre ont laissé derrière eux des veuves de guerre, soit environ 3 000 000 de femmes pour l'ensemble des combattants. Du reste, les orphelins sont plus d'un million en Allemagne, 760 000 en France, 350 000 en Grande Bretagne et en Roumanie, 300 000 en Italie. Si les historiens ne se sont pas réellement posé la question de l'ampleur du deuil de guerre, ils ne s'interrogent pas davantage sur son contenu. Derrière cette expression de « deuil de

³⁰⁸ Au sens démographique du terme, à savoir la sphère relationnelle enserrant un individu dans les relations d'amour, d'amitié, de proximité affective.

guerre », quelles furent les douleurs véritables ? *Comment a-t-on été en deuil ? Comment a-t-on souffert ?* Il y eut un sentiment de culpabilité très marqué de la part des parents et que Maurice Barrès exprime ainsi : « *pourquoi faut-il que les vieilles gens demeurent, et que marchent au sacrifice des enfants capables d'ouvrir la plus belle ère de l'histoire de France !* » (in *L'Echo de Paris*, 11/12/1914). Le choc psychologique suscité par la souffrance inouïe **qu'a provoquée la mort des jeunes chez les plus âgés, en particulier les parents et grands-parents confrontés à la mort de leurs (petits-)fils, au point que certains sont à proprement parler morts de leur deuil (comme Emile Durkheim) ou d'autres (comme Lavisse, Kipling, ...)** ont eu honte de rester vivants alors que leur enfant avait été tué. Cette mortalité spécifique liée au deuil peut surprendre, mais si l'on considère que la mort d'un enfant est un « *deuil pour toujours* » quelque soit son âge, la douleur **de la perte est accrue lorsqu'il s'agit d'un enfant ayant atteint l'âge d'homme. L'une des représentations les plus spectaculaires** de cette douleur parentale obsédante est peut-être celle de Käthe Kollwitz qui sculpta en 1931, pour être placée devant la tombe **de son fils Peter, près d'Ypres, deux parents à genoux, écrasés par le deuil et le remords.**

De surcroît, il est à noter que les endeuillés français auront la possibilité (suite aux lois du 31 juillet et 28 septembre 1920) de demander le rapatriement des corps dans les caveaux familiaux, ce qui débuta en 1922 avec pas moins de 240 000 cercueils (soit 30% des 700 000 **corps identifiés par les familles**). **Qu'en déduire ?** Probablement un besoin criant de **ramener le corps de ceux que l'on avait perdus, qui** « *signale le surcroît de souffrance psychique que leur absence et leur éloignement prolongés avaient occasionné* » (p.286). La métonymie, c'est-à-dire le déplacement de sens du contenu au contenant (entendre : du cadavre au tombeau) a été indispensable pour le deuil, permettant aux vivants de fixer leur chagrin sur un support se substituant progressivement au corps du disparu.

« *La souffrance extrême des agonies au front ajoute une composante particulière à cette douleur de l'absence des corps pour les proches. Les familles devinent fort bien cette souffrance, comme elles devinent ce que fut la solitude animale et l'angoisse des agonisants* » (p.289). Cet extrait du *Journal d'une veuve de guerre* de Françoise Vitry (1919) retranscrit la mort de son mari tué dès 1914 : « *il meurt tout seul là-bas, comme un chien [...]. Et c'est cette mort horrible, lamentable, que nous appelons la mort au champ d'honneur ! Quelle ironie ! [...] Il restera des jours et des jours, oublié sur la terre nue, le crâne ou la poitrine défoncés, et les corbeaux allemands viendront voler ses chers souvenirs. Rien ! Il n'aura rien. Même pas une tombe, comme le pauvre, même pas une pierre, même pas une croix. [...] Le Christ a pu ressusciter du tombeau : il avait un tombeau. Lui aura la terre, comme les bêtes* » (pp. 56-57). Si les proches ne nient pas la nécessité du sacrifice patriotique, ils arguent aussi, avec parfois force brutalité du surcroît de douleur quand ils pensent aux conditions de la mort à la guerre, d'où aussi l'insistance des familles dans leurs courriers adressés aux camarades ou aux supérieurs de ceux qu'elles ont

perdus : quels auront été les derniers moments de ces derniers ? Quelles furent leurs blessures ? Leurs souffrances ? **On veut savoir si celui que l'on pleure a été enseveli, ou s'il est mort seul sans qu'on ait pu retrouver sa dépouille.** *« Il s'agit de tenter de combler une lacune terrible de l'absence de tout accompagnement des mourants, de la blessure à l'agonie, de l'agonie à la mort, de la mort à l'inhumation, cette lacune qui porte sur quelques heures, sur quelques jours le plus souvent, mais qui semble avoir torturé les survivants et leur a rendu le deuil si difficile. Et parfois, impossible »* (p.290). En Angleterre notamment, la thématique évoquée par Jay Winter, à savoir celle du « retour des morts » a été très présente : un Rudyard Kipling ou un Conan Doyle ont tenté, par des séances de spiritisme, de rester en contact avec les morts, ce qui corrobore une fois encore la dimension collective **du deuil dans l'espoir d'en alléger le poids.** Malgré tous les exutoires imaginés par les familles des défunts, **« le deuil fut d'abord et avant tout une épreuve individuelle vécue dans une effroyable solitude »** (p.292), si bien que Françoise Vitry se dit être une « Douleur vivante ». **Mais, là encore, si cette solitude était parfois forcée, d'autres endeuillés, veulent souvent être seuls,** et pour cette raison, refusent de participer aux événements commémoratifs pour leur préférer des instants plus intimes (mais à la charge émotionnelle tout aussi grande) ainsi que le montre Jane Catulle-Mendès, laquelle, au lieu du défilé du 14 juillet 1919, se rend le 10 du même mois sur la tombe de son fils pour apporter la Victoire à son fils : *« Le plus beau jour de la France, pour ta fête, est posé sur Toi »* (in La Prière sur l'enfant mort, p.392). *« La mère en deuil suit un autre calendrier, tout personnel celui-ci, qui rythme sa vie et impose ses propres pèlerinages : anniversaire de la naissance de son fils, anniversaire de la mort de son fils. Rien ne lui est plus étranger que l'aspect collectif du deuil. Au fond, l'impression que les deuils individuels ont été la plupart du temps soulagés par l'intense activité commémorative de l'après-guerre n'est-elle pas trop informée par la logique rassurante d'un regard extérieur au deuil ? »* (p.294).

□ Conclusion :

Bien sûr, toutes les guerres sont violentes. Mais pendant la première guerre mondiale, le niveau de violence atteint ne s'était jamais vu. Les poilus apprennent à ressentir l'appréhension de la mort, à pleurer celle des camarades poilus, à souffrir d'une hygiène déplorable et de la boue. Ainsi, les soldats, avant chaque assaut avaient peur, peur de la mort anonyme : de mourir seul, éloignés de leur famille, tués par l'éclat d'un obus lancé par un soldat ennemi qui a actionné un canon se trouvant à plusieurs kilomètres de là. Parfois même par un soldat de la même armée, qui a mal dirigé son canon ! Mais ce n'est pas la seule forme de violence : les soldats avaient souvent une haine sanglante envers l'ennemi et lorsqu'ils croisaient par exemple un espion ennemi, ces derniers les tuaient sans aucune pitié. L'arme la plus importante dans ces combats au corps

à corps était la baïonnette, le couteau que l'on mettait au bout du fusil, mais aussi des matraques de tranchées.

J'ajoute les conséquences de la Première Guerre Mondiale ³⁰⁹ :

- soldats enterrés empiriquement là où sont morts, mais avec petite cérémonie si calme et lettre à la famille. Changement dans la pratique par rapport à 1870-1871 (voir cours GÉS-6) : les soldats français sont inhumés par les Allemands dans des tombes individuelles, par les Français dans des fosses communes (de 100 cadavres maximum, dit **une instruction de 1915**), ce qui dénote un retard sur l'évolution des pratiques civiles depuis le début du XIXe siècle. Bien sûr les officiers sont inhumés dans des tombes individuelles, et à part.
- un ex. célèbre, la tombe de Villeroy près de Meaux : 133 morts du 276^e RI début **septembre 1914 (après des combats dans l'Est)**, dont Charles Péguy, lieutenant, enterrés dans une fosse à betteraves vide ; monument de 1932, avec nom de Péguy en haut, 34 corps non indentifiés
- suite au développement d'un mouvement en faveur de la crémation en France, dans les années 1880, des **essais d'incinération** de cadavres en 1915, mais large protestation
- les soldats français prennent l'habitude d'inhumer leurs camarades dans des tombes individuelles >>> une loi de décembre 1915 avalise
- nombreux cas de soldats qui montent en ligne en longeant leurs futures tombes
- nombre de morts, horreur, etc. >>> appropriation collective, communale et nationale : « nos morts », comme il est gravé sur de nombreux monuments (iconographie étudiée par A.Prost et A.Becker)
- « vulgarisation » par la photographie (tradition créée pendant la G. Sécession), en deux temps : sur le moment (avec censure), dans numéros commémoratifs et récapitulatifs (ex. : *L'Illustration*), avec auto-censure
- on est vite passé du héros à la victime : idée de « der des ders »
- mention « Mort pour la France » sur acte de décès, à partir de la loi du 2 juillet 1915. Les familles ont reçu un « diplôme » représentant le *Départ des Volontaires*, de Rude (1836). Un exemple polycopié, celui de Lucien Mazan ³¹⁰. Un site Internet pour retrouver leurs fiches (Mémoire des hommes, en attaché)
- les soldats étaient dotés d'une plaque d'identité dans plusieurs armées. En France, loi de 1881 : plaque en maillechort (alliage inoxydable de nickel, de cuivre et de zinc) ; en Grande-Bretagne neuf types successifs ! Mais beaucoup de soldats ne la portaient pas et les

³⁰⁹ D'après L.Capdevila & D.Voldman, *Nos morts. Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Payot, 2002, 282 p.

³¹⁰ Dans J.Durry, "Morts au champ d'honneur (1914-1918)" (sur les sportifs), *Sport-Histoire. Revue internationale des Sports et des Jeux*, n° 4, 1989, pp. 61-74

règlements militaires ne précisent pas s'il faut enlever la plaque du mort pour la joindre au livret militaire ou la laisser sur le cadavre pour permettre son identification définitive et son inhumation ! Sauf pour les Allemands qui ont une plaque sécable, en deux parties, identiques

- grand rôle des jeunes filles et des femmes dans le culte et l'entretien des tombes, provisoires ou définitives ³¹¹. Une forme de privatisation, de réappropriation du champ de bataille, si le corps a été laissé sur place

- en France, 252.000 non identifiés sur les 1.4 million de morts !

- La littérature et le cinéma ont popularisé la douloureuse quête des familles à la recherche de leurs disparus : Claude Simon, *L'Acacia*, 1989 ; Bertrand Tavernier, *La Vie et rien d'autre*, 1989 aussi. Une forme d'accumulation des ruines (la mort, les ruines, etc.).

- en France, loi du 31 juillet 1920 (très long débat, depuis 1915) autorise (sans obligation) la restitution et le rapatriement (aux frais de l'État ³¹² et le mot est douloureusement au sens propre) des corps du champ de bataille au cimetière communal si la famille en fait la demande ³¹³. Des trains et wagons de cercueils, les « trains des mères » ou « des familles », qui impressionnent beaucoup la population des années 20. La plupart du temps (avec **l'encouragement du législateur et avec des rites publics**) la commune ménage un « carré » de Morts pour la France, mais aussi des monuments privés dans les cimetières et beaucoup de « reliques » familiales, transmises de génération en génération. Des livres d'or, éventuellement en double exemplaire. Il y avait eu et il y aura toujours des exhumations clandestines, et des transports illicites, et même des trafics de cadavres ³¹⁴, ce qui est logique en matière de « construction sociale » (remarqué par Maurice Halbwachs). Évidemment ceci a été facilité par la longueur des débats parlementaires. Danger, évidemment.

- Toutes les familles restreintes ne rapatrient pas les corps, ce qui a pu poser des critiques au sein de la famille élargie et/ou du voisinage (importance des « cercles de perte » et des « cercles commémoratifs » ³¹⁵). Mais à l'inverse de nombreuses familles raisonnent comme le général de Castelnau (cf. biographie dans le dossier biographique) : laisser le corps du soldat là où il est tombé pour la défense de la patrie. C'est aussi pour cela que les

³¹¹ S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., *passim*.

³¹² Lequel a obtenu des tarifs avantageux auprès des compagnies de chemin de fer.

³¹³ Les Britanniques prennent une décision totalement différente, dont les conséquences sont encore visibles dans le paysage : ils nationalisent les tombes, tous les combattants de l'actuel Commonwealth doivent reposer dans la terre du champ de bataille où ils furent tués

³¹⁴ S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., *passim*.

³¹⁵ *Ibid.*, *passim*.

communes regroupent souvent les corps rapatriés dans un « carré » spécial, qui sera doublé, éventuellement, plus tard, par le « carré » des résistants ³¹⁶

- Intéressantes questions, montrant l'évolution au XIXe siècle de la vision de la mort : l'építaphe, la photo (en soldat bien sûr),

- Tri des cadavres par nationalité, réouverture des cimetières provisoires, dégagement des cimetières civils >>> de ~~grands cimetières militaires nationaux~~, des « nécropoles », sont aménagés dans les années 1920, les corps dans des cercueils, « autant que possible » ³¹⁷.

La présence ou non d'un cercueil lors de la première inhumation est une question

obsessionnelle au sein des familles, montrant l'évolution au XIXe siècle de la vision de la mort, du cimetière, de l'hygiène, de la mémoire, etc. Et dans une nécropole, il est difficile d'individualiser la tombe d'Untel.

- Cimetières dits « anglais » dans le Nord-Pas-de-Calais, cimetières américains dont celui du Mont-Valérien, cimetières italiens, etc.

- ~~Voir le polycopié « L'organisation des nécropoles »~~

- En France, un gros effort pour adapter aux rites de la ~~religion~~ connue ou supposée du soldat mort, même colonial.

- Les cimetières dits « britanniques » ont des monuments musulmans, hindous, etc. Les cimetières sont aussi canadiens, australiens, néo-zélandais (grand rôle dans la naissance véritable de la nation NZ) >>> une guerre *mondiale*.

- ~~Ossuaire de Douaumont~~ ³¹⁸ : tombeaux de soldats inconnus (Paris, Autel de la Patrie à Rome, abbaye de Westminster)

□ ~~Mémorial de Verdun~~ :

- situé à Fleury-devant-Douaumont, à l'emplacement de l'ancienne gare de Fleury, village détruit, vingt fois pris et repris, cent fois cité dans les communiqués

- inauguré en 1967, pour le 51^e anniversaire (Maurice Genevoix présent)

³¹⁶ C'est le cas d'Armentières.

³¹⁷ Idée de S.Barcellini, "Les nécropoles de la Grande Guerre", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 299-301, et « Un demi-siècle d'action commémorative », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 17-30, que je suis pour ce qui suit (je sais, ce n'est pas élégant, mais ne riez pas, on parle de cimetières et le colloque était très peu « péronniste »...).

³¹⁸ L'était du champ de bataille était épouvantable en 1919 et des gens emportaient des « reliques », crânes et autres : il fallait faire quelque chose. La nécessité d'une sépulture collective s'imposait, remplaçant l'idée première (1916) de mausolée. L'initiative de construire un ossuaire à Douaumont, le principal fort, revient à l'évêque de Verdun, Mgr Ginisty, idée lancée en 1919 : un monument funéraire et religieux, ouvert à toutes les religions, œuvre d'une association privée, présidée par l'évêque. La construction dura une dizaine d'années, avec inauguration du monument pas tout à fait achevé en 1927 ; coût très élevé (vaste souscription) ; cultes variés ; Allemands pour la première fois en 1956 ; cérémonie Mitterrand-Kohl le 22 septembre 1984 (A.Prost, "Verdun", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1986, 4 vol., tome II, 3, pp. 111-141 ; G.Canini, « Verdun : les commémorations de la Bataille, 1920-1986 », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 355-374)

- Par ses formes et ses matériaux le bâtiment rappelle l'architecture des forts Séré de Rivières (cf. GÉS-1) de la ceinture de Verdun

□ **J'ajoute aussi :**

- ~~escalade de la violence~~

- logiques de réconciliation, démantèlement de la figure de l'ennemi

- ~~« crime de guerre » date de 1906~~

- ~~« crime contre l'humanité » est forgé en mai 1915~~, afin de stigmatiser les tentatives de destruction des Arméniens par la Turquie ottomane

- ~~« crime contre la paix » est une idée utilisée contre Guillaume II~~, jugé coupable d'avoir déclenché la guerre

- ~~une « justice des vaincus » après la Première Guerre mondiale~~ : la Cour Suprême de Leipzig, qui innocente la quasi-totalité des accusés >>> furieuse la France poursuit devant ses tribunaux 2 000 Allemands suspectés de crimes de guerre >>> des procès jusqu'en 1925, des refus de visa allemand pour les contumaces jusqu'en 1929

5°) Divers (1)

a) Les missions SFIO de 1917 en Russie

□ **D'après mon mémoire de maîtrise**, résumé dans un article : "Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917", *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386

□ ~~beaucoup moins connues que la mission Cachin-Frossard de 1920~~ (les 21 conditions) avant le congrès de Tours

□ 1^{ère} mission (mars-mai 1917). Cachin, Lafont et Moutet :

- les « majoritaires » souhaitent que la 1^{ère} rév. russe ranime la combativité russe et craignent une paix blanche, séparée

- l'**idée d'utiliser les bons offices des socialistes** vint au milieu de mars à l'ambassadeur britannique à Pétrograd, Buchanan, et au général Janin, attaché militaire français dans la capitale russe

- Briand, président du Conseil, songea à Moutet et Lafont, qui avaient des liens familiaux et amicaux avec des Russes, et à Cachin, en raison de sa mission de 1915 auprès des socialistes italiens, choix raffiné par Ribot, nouveau chef du gouvernement (20 mars), et la Commission des Affaires étrangères de la Chambre (23 mars)

- ~~la mission quitte Paris le 31 mars et est accompagnée à partir de Londres par trois travaillistes~~ (en juin il y aura une 2^e mission britannique, dont Arthur Henderson, membre du cabinet de guerre de Lloyd George et futur secrétaire au Foreign Office, il y aura aussi une mission italienne en mai et une mission belge en mai et juin ³¹⁹)

³¹⁹ Trois hommes, dont le célèbre Henri De Man et Émile Vandervelde, assez connu. La mission belge verra beaucoup d'usines et insistera sur le côté syndical et coopératif.

- ambiguïté : trois députés SFIO, majoritaires en train d'évoluer vers le centre, mais la mission est *de facto* ± gouv. >>> attitude réservée de la SFIO
- but : informer, expliquer (surtout la participation des socialistes français à la Défense nationale), pousser à la continuation de la guerre (alors que les socialistes avaient été les adversaires les plus déterminés de l'alliance russe...)
- la mission est reçue par le GP et le Soviet, participe à des Congrès, constate le désordre, le peu d'ardeur guerrière, fait des conférences, harangue des troupes sur le front, avec comme argument majeur : le responsable de la guerre est le capitalisme international dont l'avant-garde est l'impérialisme prussien
- les trois hommes se rendent compte de leur **peu d'efficacité et repartent de Petrograd le 16 mai** en compagnie des trois socialistes anglais
- les conséquences :
 - * les trois SFIO ont évolué et sont convaincus de la nécessité de réunir la conférence de Stockholm >>> le disent au Conseil national de la SFIO, fin mai >>> unanimité pour S.
 - * Cachin et Moutet sont entendus au comité secret du 1^{er} juin, mais Ribot refuse les passeports le lendemain
 - * Cachin sera beaucoup + marqué par sa mission de 1920
 - * Lafont participera au II^e Congrès de l'IC, en 1920, entrera au PCF, en sera exclu en 1923, et fera partie de plusieurs petits partis situés entre PC et SFIO
 - * Moutet restera à la SFIO et sera plusieurs fois min. des Colonies et de la France d'Outre-Mer
- La 2^e mission, celle d'Albert Thomas (avril-juin 1917) :
 - + officielle que la 1^{ère}, car Thomas est ministre socialiste des Armements depuis décembre 1916 (voir plus haut et GÉS-5) et il a déjà été envoyé en Russie, avec Viviani, en mai 1916, pour renforcer la collaboration ³²⁰
 - il représente la « droite » de la SFIO
 - il part le 13 avril >>> une « plage de recouvrement chronologique » avec la 1^{ère} mission, mais les deux missions ne se verront pas
 - but :
 - * **rappel de l'ambassadeur Paléologue, hostile à la « Russie sans empereur »**
 - * pousser à la guerre
 - sur un rythme très rapide, entrevues, manifestations et discours, tournée dans le pays, villes, front, campagnes, il monte une petite organisation de presse, financée par trois gouvernements (F., Grande-Bretagne et États-Unis) et des industriels français de

³²⁰ Florent Lazarovici prépare une thèse sur Albert Thomas ; il en a donné un aperçu, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », dans V. Chambarlhac & R. Ducoulombier dir., *Les socialistes français et la Grande guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Éditions universitaires de Dijon, 2008, 200 p., volume collectif relu et corrigé par Maurice Carrez, attention !

Pétrograd ³²¹, rencontre le Tchèque Masaryk, avec lequel il signe un accord (sur le transport en France des troupes tchécoslovaques)

- des résultats : fait accepter par le Soviet de Pétrograd le retour de l'AL à la France, sans plébiscite, pousse au remplacement de Milioukov par le prince Lvov, Kerenski occupant le ministère de la Guerre, il conseille le nouveau gouvernement (dit de coalition), mais il reste sur l'illusion que l'offensive russe va régulariser la situation intérieure et sa politique pragmatique et changeante ne peut que s'évanouir une fois qu'il sera parti

- Thomas (qui quitte la Russie en juin) aura quitté la Russie en juillet, au moment de l'offensive russe, qui tourne court

- les conséquences :

* son CR à la SFIO affermit les majoritaires (retour de balancier)

* Thomas a beaucoup influencé Jacques Sadoul

- Thomas sera toujours, même après la rév. d'Oct. fidèle à une diplomatie « de la présence » : rester ou être là quelles que soient les circonstances, pragmatiquement

□ la mission (ou les missions) de Georges Weill et Jacques Sadoul :

- contexte modifié sur deux points importants : les événements de l'été en Russie, la SFIO est sur le point de quitter le gouvernement

- Jacques Sadoul : socialiste du « centre », assez proche des minoritaires, passé par le cabinet de Thomas, avocat mobilisé : capitaine et part fin septembre pour la mission militaire française en Russie

- Georges Weill : Alsacien, avocat aussi, député SPD de Metz au Reichstag depuis 1912, accompagne Jaurès dans ses voyages en All., correspondant de *L'Humanité* à Berlin, assis en face de Jaurès lors de son assassinat, engagé dans l'armée française (capitaine aussi), condamné à mort par contumace en All., SFIO majoritaire, envoyé par A. Thomas en Russie

- les deux hommes parviennent en Russie fin sept.-début oct. (les deux hommes se sont séparés à cause des dangers de la navigation), Georges Weill est accompagné d'un interprète, le lieutenant Eirik Labonne, l'ancien officier de liaison auprès de la brigade russe en France

- en Russie, c'est le 2^e gouv. de coalition (24 juillet), dirigé par Kerenski, que Weill voit, il fait des conférences, est ferme sur la question de l'AL, mais il ne va pas sur le « front »

- rentré à Paris, juste avant la rév. d'Octobre, G. Weill rend compte au groupe socialiste de la Chambre, auquel il pronostique la prise de pouvoir par les bolcheviks, à Clemenceau, nouveau président du Conseil, à la Commission du Sénat ³²²

- de son côté, Sadoul parti à titre militaire, destiné à rester, mais sans mandat officiel de la SFIO, est présent lors de la rév. d'Octobre et de l'armistice de Brest-Litovsk : il

³²¹ Par ex. elle répand la protestation des Alsaciens en 1871.

³²² Son pronostic a déclenché « une folle hilarité » au groupe ; je l'entends encore me dire qu'il avait aux sénateurs, qui lui demandaient un remède, répondu : « Le knout et la nagaïka ! »

devient de fait **l'unique lien entre les forces nouvelles de Russie et l'Occident, et a fortiori entre ces forces et la SFIO.** Or il va rester plus que toutes les autres missions, officielles, réunies et jouer son rôle à un moment crucial ³²³

- **son opinion et son action :**

* correspondance avec Albert Thomas

* rencontre tous les leaders russes, Lénine, Plekhanov et Trotski

* **a priori peu favorable aux bolcheviks, il prend son parti de leur victoire**

* **il regrette constamment la politique officielle des alliés >>> leur devoir est d'aider l'œuvre de réorganisation militaire de Trotski et Lénine**

* il ménage une rencontre entre Trotski et le nouvel ambassadeur de France, Noulens (18 décembre, trois jours après l'armistice), qui aboutit à un **télégramme de Noulens appuyant l'idée de collaboration militaire avec les bolcheviks**

* **le 18 février 1918, quand les négociations germano-sov. sont rompues et que les EC reprennent l'offensive, Sadoul offre l'appui concret des Alliés, soutenu par Noulens et le nouveau chef de la mission militaire française, le général Niessel ³²⁴ : toutefois Niessel ne présente qu'un programme d'aide minimaliste et la convergence Sadoul-Noulens-Niessel est très éphémère.**

* Mais le 28 tout le corps diplomatique allié quitte Pétrograd pour la Finlande, sauf la mission militaire, et Sadoul suivra à Moscou le transfert du gouv. russe (13 mars)

* fin juillet, les ambassadeurs quittent le Russie (la Finlande est russe) ³²⁵ et Sadoul refuse de partir >>> point de non-retour, il **fait partie du fameux Groupe communiste français de Moscou** (avec I. Armand, Pierre Pascal, Suzanne Girault, etc.), il **participe au 1^{er} Congrès de l'IC, sans mandat de la SFIO**

□ **conclusion sur Sadoul :**

- il a beaucoup évolué, et de façon obsidionale et romantique, un peu comme le célèbre John Reed

- mais il s'affarouche devant la façon dont les bolcheviks mènent le Congrès des Soviets !

- **sa motivation essentielle est patriotique et militaire, c'est pourquoi il est beaucoup + attiré par Trotski que par Lénine.** (mais T. sait très bien le manœuvrer, surtout sur le plan suivant : je ne sais si je parviendrai à conclure la paix à Brest, je vais savoir par Sadoul de quel concours occidental je vais éventuellement pouvoir disposer)

³²³ Le célèbre G.F. Kennan, dans *Soviet-American Relations, 1917-1920*, Princeton University Press, 1956-1958, 2 vol., 544 p., évoque longuement Sadoul et un peu Albert Thomas, pas les autres.

³²⁴ Preuve par les télégrammes que j'ai trouvés dans les Archives diplomatiques, qui venaient juste d'être ouvertes (à mon époque le délai était de 50 ans).

³²⁵ C'est une façon de ne pas reconnaître le gouv. bolch., ce qui en 1918 présente l'immense avantage de ne pas reconnaître la validité du traité de Brest-Litovsk, preuve : dans un contexte de victoire cette fois-ci BL sera aboli par le Traité de Versailles.

- grande méconnaissance de son action en France (*black out* fait par Clemenceau, que Thomas n'ose pas rompre) et échec fondamental de sa grande idée, ce qui sera sa croix, si j'ose dire ³²⁶

- en nov. 1919 il est condamné à mort par contumace pour désertion et intelligence avec l'ennemi

- en juin 1920, il sert de guide à Cachin et Frossard

- il rentre en France en 1924, est arrêté mais acquitté en avril 1925 (la majorité a changé, les temps aussi)

- Il ne jouera jamais un grand rôle au sein du PCF mais en sera une des illustrations jusqu'à sa mort, en 1956

□ conclusion générale :

- missions des occasions perdues

- des conséquences importantes pour la SFIO beaucoup + que pour la Russie : ces missions ont contribué à aggraver les divisions de la SFIO, qui seront consommées par la mission Cachin-Frossard de 1920 qui alla vraiment « remettre sa montre à l'heure » ³²⁷ en Russie

b) Comment comprendre George Mosse et sa « brutalisation » ?

□ G.L.Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, trad. fr., Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2000, 291 p. :

□ grand nombre des morts de l'époque contemporaine, deuil général, exaltation des morts, conditions de la guerre, surtout celle de 1914-1918 bien sûr, mais ce n'est pas l'essentiel, cf. le titre anglais, *Fallen Soldiers*

□ grosses lacunes en ce qui concerne la France :

- très peu d'exemples pris en France

- ignore la force du pacifisme de l'entre-deux-guerres

- ne considère pas la spécificité des anciens combattants français

□ insiste sur :

- les jeunes combattants volontaires, surtout anglais et allemands, la « génération de 14 »

- la mythification des guerres, les cartes postales

- la notion de virilité, cf. mythe de Langemarck, l'endroit où Hitler connut son baptême du feu, en Allemagne

- les cimetières (cf. cours HS)

- le champ religieux : messes, Noël de guerre

- culte militaire de la montagne, cf. les clubs alpins, il est peu présent en France

- « chevaliers du ciel » des combats aériens

³²⁶ Je l'ai lu mais jamais rencontré, bien sûr, par contre être « crucifié » par son échec était l'attitude de Kerenski, que j'ai rencontré.

³²⁷ Expression de Romain Rolland.

- **tourisme d'après-guerre** sur les champs de bataille, dans les cimetières, etc.

□ refus de la victimisation

c.) Les Américains en France ³²⁸

□ Les États-Unis jouent un **rôle militaire considérable**, bien sûr, mais aussi un **rôle économique important**, et dès 1914. Ces deux rôles sont concentrés sur la France, qui bien sûr achète aux États-Unis mais aussi leur vend.

□ **tous les ports de la Manche étant déjà congestionnés par le ravitaillement de l'armée britannique**, il est apparu logique de réserver les **ports de l'Atlantique** à l'armée américaine. Des démarches locales pour bénéficier de cette « manne » américaine, demande de **renseignements de la part des Américains, de petites délégations enquêtent...**

- les hommes débarquent en général à Saint-Nazaire

- grand port de débarquement du matériel : Brest

□ les mentalités premières :

- les soldats français, eu égard à leur lassitude, pensent que les Américains vont les remplacer dans leurs tranchées (*cf.* leurs lettres)

- accueil enthousiaste au général Pershing, venu en « avant-garde »

- les premiers soldats font bonne impression partout

- mais bien vite les beuveries, la sexualité débridée, la hausse des prix provoquée heurtent la population française

- puis **lenteur de l'accroissement des effectifs instruits**

□ l'armée US accepte, avec hésitation, de constituer des régiments noirs, mais ils vont combattre sous uniforme français !

□ l'évolution des sentiments vis-à-vis des Américains :

- admiration de la part des soldats français

- **choc de l'importance du matériel US**

- conclusion : **efficacité de l'aide US**

- >>>> certitude de la victoire

- mais problème des rixes, notamment à proximité des bordels, de la vie chère et les soldats noirs US créent une gêne chez les Américains

□ L'exemple de la « base américaine n° 1 » de Nantes/Saint-Nazaire ³²⁹ :

- territoriale (8 puis 5 départements), SN étant le QG

³²⁸ A.Kaspi, *Le temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976, 370 p.

³²⁹ Y.-H.Nouailhat, *Les Américains à Nantes et à Saint-Nazaire, 1917-1919*, Les Belles-Lettres, 1972, 250 p. ; Y.-H.Nouailhat, "Les Américains et les civils français. L'exemple de la base américaine n° 1 de Nantes/Saint-Nazaire", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 243-253

- ~~la base la plus importante~~ (il y en a 8 au total, dont la Grande-Bretagne et l'Italie), ravitaillant directement le front (cette base voit passer le tiers du matériel US envoyé en France)
- l'armée US occupe tous les ~~bâtiments~~, utilisables à SN ³³⁰ + nouvelles constructions, dont l'immense camp de Montoir (650 ha, 202 kms de voies ferrées)
- intense activité portuaire, beaucoup + imp. qu'avant-guerre
- beaucoup de gabegie : **bâtiments mal surveillés, d'où vols, marchandises, dont des autos, qui se détériorent...**
- ~~pour les civils français~~ :
 - * manifestations de sympathie, surtout au début >>> des invitations dans les familles
 - * un spectacle : débarquement, déchargement des navires, uniformes exotiques, usage massif des autos et camions, multiplicité des installations, les Américains organisent des **fêtes, des spectacles sportifs**, l'« efficacité » matérielle des Américains
 - * un intérêt éco. pour les commerçants et les hôteliers, pour les propriétaires, car les Américains versent des « **indemnités d'occupation** » (plus de 8 millions de francs au total), **qu'ils mettent du temps à régler**
 - * une influence sur la mode
- ~~mais montée des récriminations à partir de l'armistice~~ :
 - * **la discipline s'est relâchée, alcoolisme, des cas de vols, de violence, dont certains avec armes**, car ils sortent armés !
 - * nombreux accidents de la circulation ; les Américains laissent en partant les routes dans un état lamentable
 - * conséquences des divergences de vues à la Conf. de la Paix (?)
 - * bagarre avec les habitants (6 avril 1919)
 - * hostilité des ouvriers : provoquent vie chère
 - * rivalité sexuelle, prostitution
- une américanisation superficielle
- ~~après 1919~~ : les espoirs de créer des relations commerciales avec les États-Unis **s'évanouissent (Le Havre, Anvers, Rotterdam concentrent les importations) ; mythe d'un « âge d'or »**
- Les ~~Américains sont nombreux en Haute-Marne~~, département rural assez peu peuplé : voir les documents

d) Divers (!!) ³³¹

³³⁰ ex. : l'ENI de Savenay est transformée en hôpital militaire de 16 000 lits)

³³¹ S.Brandt, « Le yoyage aux champs de bataille », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 18-22 ; S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., *passim* ; M.Eksteins, article dans J.-J.Becker dir., *Guerre et cultures. 1914-1918*, Colloque de Péronne, 1992, Armand Colin, 1994, 445 p., pp. 417-428 ; A.Champeaux, « Les *Guides illustrés des Champs*

- dès les premiers mois de la guerre, des peintres et des écrivains, des hommes politiques et des journalistes, et même des conservateurs de musée sont envoyés sur les champs de bataille >>> des récits de voyage, des expositions, etc.

- pendant la guerre paraissent les premiers guides des champs de bataille

- En 1917 André Michelin décide de lancer une nouvelle collection du Guide Michelin, les Guides illustrés des Champs de Bataille (la Marne d'abord) ; clairement la jaquette de chacun d'entre eux dit qu'il s'agit à la fois d'un guide, d'un panorama et d'une histoire, invite à un pèlerinage et rend hommage aux « héros tombés pour que la France reste grande et libre ». Cette « fascination des ruines », ce « magnétisme des ruines »³³² provoque la rédaction de 29 titres et quelques variantes, qui vont sortir de septembre 1917 à 1921 et couvrir l'ensemble du front français et le front italien (4 titres directement en italien), offrant à la fois une présentation des événements guerriers et une vision de la France meurtrie de l'après-guerre. Beaucoup sont traduits : 20 titres en anglais et un... en Allemand (*Verdun Argonen*). Conformément à la tradition de la maison, toutes les équipes éditoriales de Michelin ont été mobilisées pour une véritable encyclopédie, qui représente ± 3 500 pages de texte serré en petit caractères, près de 1 000 cartes et plans et plus de 4 500 illustrations. Dans l'optique du centenaire, Michelin réalise une réédition qui est une refonte totale : 6 titres seulement, ne couvrant que le front français, avec un texte largement coupé et aseptisé, mais dont l'historiographie et la rédaction sont nettement revues

- pèlerinages

- un véritable essor après 1919, les Britanniques avec l'agence Cook d'abord !

- relais des premiers récits d'anciens combattants (voir plus haut)

- pour marquer l'espace de ces voyages, le Touring Club de France élève, de 1921 à 1927, à l'intersection de nombreuses routes et du front, des bornes de granit rose, sculptées par Paul Moreau-Vauthier : un casque, un bidon, deux grenades, et un masque à gaz. Il en reste aujourd'hui 94 (j'ai compté pendant les vacances...).

□ A.Prost, « Les représentations de la guerre dans la culture française de l'entre-deux-guerres », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 23-31 :

- La Première Guerre Mondiale discrédite une représentation de la guerre (images d'Épinal, etc.) pour lui en substituer une autre, extraordinairement prégnante

- or, l'expérience de la guerre est-elle vraiment transmissible ? >>> des représentations à élaborer, des emprunts par les poilus à des images préexistantes et fausses. Mais les stéréotypes ne tiennent pas longtemps

de Bataille 1914-1918 », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 341-354 ; les rééditions de guides Michelin

³³² S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., pp. 51 & suiv.

- le portrait moral du soldat change lui aussi (avant : courage, enthousiasme viril, allant, etc.) : que lui substituer ?
- 3^e plan : la guerre est vue comme un siège de la France, comme en 1870-1871 pour Paris : glissement facile ici
- 4^e plan : changement dans la façon de représenter l'adversaire ? : les atrocités de 1914 **s'enracinent dans celles de 1870** (cf. les très nombreuses cartes postales, avec des séries intitulées « l'invasion des barbares modernes ») pour les civils ³³³, mais les poilus voient vite **les Allemands comme d'autres hommes** (cf. les journaux de tranchées). Une représentation **de l'adversaire qui s'est chez eux humanisée**.
- des rumeurs ont circulé en Belgique dès le 4 août 1914. Elles étaient fondées. Les atrocités commises semblent partiellement « justifiées » par la peur des francs-tireurs, largement colportée par les officiers allemands, mais les Allemands inventèrent tout de suite une pseudo-résistance de la population civile belge. Les plus « célèbres » de 1914 sont la « destruction de Louvain » en Belgique et, en France, Sedan et Senlis. Scepticisme **dominant dans l'entre-deux-guerres**.
- dans la représentation du combat, la mort est après 1918 au centre des représentations
- **le discours d'après 1918 est critique, même à droite**
- aboutissements : le pacifisme intégral (« plutôt la servitude que la mort »), Giraudoux, *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*, qui justifie par avance toutes les dérobades françaises face à l'Allemagne, **le pacifisme d'Alain** (cf. biographie dans le dossier biographique). Mais **Giraudoux et Alain savaient bien que la guerre aurait lieu...**
- J. Winter, « Les poètes combattants de la Grande Guerre. Une nouvelle forme du sacré », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 67-73 :
- images christiques
- imitations de Péguy, tombé trop tôt pour écrire des poèmes de guerre

³³³ Les « atrocités allemandes » sont traitées dans deux livres récents : J. Horne & A. Kramer, *German Atrocities 1914. A History of Denial*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2001, 608 p., trad. fr., 1914. *Les atrocités allemandes. La vérité sur les crimes de guerre en France et en Belgique*, Tallandier, 2005, 640 p., réédition, 2011, 674 p. & G. Ponsinet, *Guerre aux civils-guerre des civils dans les Ardennes envahies de 1914 à 1918*, L'Harmattan, 2012, 272 p. ; elles sont évoquées dans J. Horne, « Les mains coupées : atrocités allemandes et opinion française en 1914 », A. Kramer, « Les atrocités allemandes : mythologie populaire, propagande et manipulations dans l'armée allemande », dans J.-J. Becker dir., *Guerre et cultures. 1914-1918*, Colloque de Péronne, 1992, Armand Colin, 1994, 445 p., pp. 133-164, et enfin dans P. Nivet, *La France occupée. 1914-1918*, Armand Colin, 2011, 480 p., chapitre 9.

III « APRÈS LA GUERRE » (FORMULE CONSACRÉE...)

- Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (19 septembre 1919)

- Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919)

- Trianon avec la Hongrie (2 juin 1920)

- Sèvres avec la Turquie (10 août 1920), mais il est éphémère) : il est en 1923 remplacé par le traité de Lausanne. Mais :

Comme l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman fut démembré au Proche-Orient par création des mandats (voir plus loin pour les détails concernant Syrie et Liban, Irak et Palestine) : Grande-Bretagne et France redessinèrent à leur guise les limites et exploitèrent le pétrole. **Dans l'ensemble, le sort de la Turquie résulte de projets de partage très sévères,** élaborés dès 1914 entre France, Russie et Grande-Bretagne, **complété avec l'Italie en 1915.** Souvent, le partage, par annexions et zones d'administration directe, était prévu intégral ! Au traité de Sèvres (10 août 1920) la Turquie ne garde en Europe que Constantinople et les détroits, neutralisés et entourés d'une zone internationale. **La Thrace est cédée à la Grèce ; l'armée est drastiquement limitée (à 15 000 hommes) ; les finances sont remises à des experts étrangers. C'est le démembrement et l'occupation partielle de l'Empire ottoman.** La Turquie du sultan Mehmed VI devient un protectorat de fait, de la Grande-Bretagne pour l'essentiel. **La dureté du traité provoque un sursaut nationaliste** en juin 1919, dirigé par Mustapha Kémal, en partie d'origine albanaise d'ailleurs, qui, **envoyé en Anatolie, prend la tête d'un mouvement nationaliste opposé aux exigences des alliés et se pose en rival du sultan Mehmed VI.** Kémal dénonce le traité de Sèvres, réunit des troupes et entreprend la conquête de l'Asie mineure, partiellement occupée par Grecs. Les Grecs sont vainqueurs en 1920, mais vaincus en 1921 (bataille de la Sakaria, septembre 1921). Les Turcs de Kémal procèdent à l'évacuation brutale des Grecs d'Asie mineure et ils marchent sur Constantinople. La France et l'Italie ne soutiennent pas la Grande-Bretagne, qui, seule, ne peut continuer à soutenir le sultan, qui s'enfuit. En novembre 1922, Kémal dépose le sultan et fait son entrée à Constantinople.

Un nouveau traité, celui de Lausanne, 24 juillet 1923, remplace celui de Sèvres : les Turcs gardent toute Asie mineure et, en Europe, **l'essentiel de la Thrace orientale avec Andrinople** (le gain est de 23 000 km² en Europe). Ils reconnaissent la cession à la Grande-Bretagne (1878) de Chypre, qui devient colonie de la Couronne en 1925. La convention gréco-turque du 30 janvier 1923 sur l'échange obligatoire des minorités entre Grèce (430 000 musulmans) et Turquie (1,5 million de Grecs, déjà chassés en majorité) est intégrée au traité, qui définit des garanties applicables aux minorités, dont le sort continuera d'alimenter, de façon récurrente, le différend gréco-turc jusqu'au début du XXI^e siècle ³³⁴. Le

³³⁴ La minorité grecque de Turquie (seulement 300 000 personnes) ne recevra jamais le statut d'autonomie prévu par le traité. Persécutée à diverses reprises, elle ne comptera plus que 3 000 personnes à la fin du XX^e siècle. Mais la minorité musulmane de Grèce (100 000 personnes fin

traité de Lausanne sonne la fin des espoirs des Arméniens et des Kurdes, auxquels le **traité de Sèvres promettait l'autonomie**, d'autant plus que la présence avérée du pétrole d'Irak (ou *Iraq*) joue contre ces derniers ! De langue indo-européenne apparentée au persan, les Kurdes sont à plus de 90 % des musulmans, en majorité sunnites ³³⁵ ; révoltés contre **l'empire turc en 1917**, les Kurdes ont aidé les Anglais à occuper la haute Mésopotamie. **Leurs délégués à la Conférence de la Paix n'obtiennent que l'autonomie au traité de Sèvres**, ruiné par la contre-offensive de Mustapha Kémal. Certes Kémal promet dès 1920 une très large autonomie aux Kurdes, mais le centralisme républicain turc interdira bien vite toute manifestation de particularisme et les révoltes de 1925, 1930 et 1937 seront durement réprimées. Le mot même de « kurde » devient interdit, il faut dire « turc montagnard » ! Un **ethnocide...**

Quelques mois après le traité de Lausanne, le 29 octobre 1923 la République turque est proclamée. Kémal étant élu président de la République.

1°) Chez les vainqueurs, le nationalisme est très répandu

Tous les Français accueillent avec fièvre le retour de l'Alsace-Lorraine. Au-delà de **cette réparation de l'injustice subie en 1871, nombre d'entre eux aspirent à l'annexion de la Sarre et de la rive gauche du Rhin**. « seule frontière naturelle » entre la France et la « Germanie ».

Pour couvrir les énormes dépenses de reconstruction, « l'Allemagne paiera » **affirme Klotz**, le ministre des Finances du gouvernement Clemenceau (*cf.* cours GÉS-9). Cette formule leurre la majeure partie de l'opinion publique et des hommes politiques, puisque ni les capacités de paiement de l'Allemagne, ni les mécanismes de transfert des réparations n'ont été évalués (voir plus haut).

Ce nationalisme agressif et vengeur culmine lors des élections législatives du 16 novembre 1919 : jamais depuis la fondation de la III^e République, la France n'a élu une assemblée — la Chambre des députés — aussi nationaliste que cette « **Chambre bleu horizon** ».

Dans d'autres États victorieux, comme **la Belgique et l'Italie**, le nationalisme apparaît également comme annexionniste — des Belges revendiquent le Bas-Escaut, le Limbourg et le Luxembourg (voir plus haut) — tandis que les extrémistes de la droite ultra-nationaliste italienne occupent Fiume et réclament la Dalmatie (voir plus haut).

□ J.-Y. Le Naour, "Femmes tondues et répression des femmes à boches en 1918", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2000, pp. 148-158 :

XX^e siècle) restera socialement défavorisée malgré des mesures officielles de discrimination positive.

³³⁵ Il y a des minorités zoroastrienne, chrétienne et juive.

- dix départements, un phénomène bien réel, mais infiniment moins connu que celui de 1944 (cf. la presse nationale). Et pourtant témoignage d'Ephraïm Grenadou (qui fait la traversée des départements libérés et l'occupation en Allemagne) et œuvre (en français) de Maxence Van Der Meersch (*Invasion 14, Gens du Nord, La maison dans la dune* : guerre, Nord, famille, religion, patriotisme, résistance, sexe et prostitution)
- autres sources : les officiers « trieurs » (français mais aussi anglais) qui interrogent, sur dénonciation bien souvent, dans les départements libérés et les convois de retour (par la Suisse) des évacués et prisonniers civils français >>> archives militaires
- les femmes de la « collaboration horizontale », comme on dira pendant la Deuxième Guerre mondiale, ont souvent peur de ce qui les attend >> refuge dans des couvents.
- cause : double trahison ; formes : tonte mais aussi lynchage ; trois camps français de concentration, surtout pour des prostituées
- le phénomène concerne aussi l'Allemagne occupée après 1918

2°) Le pacifisme et les témoignages

a) Les causes générales

Combien d'anciens combattants se sentent incompris, étrangers dans un monde qui n'est plus le leur. Simultanément et bien souvent chez les mêmes personnes se développe le pacifisme. Cet état d'esprit se nourrit de l'horreur de la guerre, qui doit être « la der des der », comme disent les *poilus* français (*the last war we fight*, disent les anciens *tommies*). Rien n'est plus symbolique en France que les défilés du 11 novembre (voir plus loin) : chacun d'eux est précédé par des centaines de mutilés, d'aveugles et de gazés qui veulent que leur sacrifice consacre « l'écrasement de la guerre ». Pour les associations d'anciens combattants, le 11 novembre n'est pas la fête de la guerre mais celle de la paix. Autour du monument aux morts, les *poilus* de 1914-1918 chantent moins *La Marseillaise* que des hymnes à la paix. Les enfants des écoles y sont présents pour ne pas oublier le sacrifice des milliers de combattants et pour haïr la conflagration. Afin d'éviter un nouvel holocauste, beaucoup d'anciens combattants placent leurs espoirs dans le désarmement et dans la sécurité collective qui doivent à l'avenir garantir la paix entre les nations (thèse d'Antoine Prost ³³⁶, voir plus loin).

Mais — et ce n'est pas contradictoire — la guerre a représenté un traumatisme si violent qu'au lendemain du conflit les hommes revenus du front se groupent en associations d'Anciens Combattants, dans le but de défendre leurs intérêts (pensions, aide aux mutilés, aux veuves, aux orphelins), mais aussi de prolonger l'idéal d'union, de défense de la patrie et de la paix pour lequel ils ont versé leur sang. Dans tous les pays, les

³³⁶ A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p.

gouvernements doivent compter avec le poids considérable des Anciens Combattants qui constituent un groupe puissant, décidé à faire prévaloir des vues acquises au péril de leur vie. Par exemple un de leurs journaux français, *La voix du combattant*, écrit le 13 août 1932 : « Non. Mille fois non, la guerre n'est pas une école de noblesse et d'énergie... La guerre est un fléau plus redoutable que la lèpre, la peste, le choléra, le cancer ou la tuberculose. La guerre tue non seulement les hommes, mais aussi les consciences... Elle déchaîne fatalement les plus bas instincts et elle laisse des ruines morales plus douloureuses encore que les ruines matérielles... » ³³⁷. Les anciens combattants entendent ainsi avoir un droit de regard sur la politique de leur pays, veiller en particulier à préserver la paix à tout prix, à faire que la guerre de 1914-1918 soit vraiment la « der des der ».

Un aspect particulier est la phobie de la guerre aérienne. Le caractère **révolutionnaire de ce que serait l'arme aérienne avait été montré avant la Première Guerre mondiale** par Albert Robida dans *La Guerre au XXe siècle* (1883-1887), H.G. Wells dans *The War in the air* (1908) et Clément Ader (*L'Aviation militaire*, 1909). La Grande-Bretagne avait créé en avril 1918 la première force aérienne indépendante mondiale, la RAF, Royal Air Force. À la lumière des « progrès » permis par la Première Guerre mondiale (la France avait fabriqué 51 000 avions, l'Allemagne 48 000), se développe dans tous les pays une stratégie (bouleversement radical des enseignements traditionnels, les combats terrestres ont fait leur temps, etc.) et une phobie. **On le voit bien dans les écrits de l'officier artilleur italien Giulio Douhet (*La Maîtrise de l'Air*, 1921), du général américain William (Billy) Mitchell (1879-1936), de l'anglais Basil Liddell Hart (*Paris or the future of war*, 1925 : il imagine le bombardement de Londres par une force aérienne française de 990 avions !)** ³³⁸.

Les dissidentes pacifistes du féminisme :

□ Congrès international des Femmes pour la Paix, La Haye, 28 avril 1915 : aucune Française

□ mais il se forme une section française du Comité international créé à La Haye

□ fin 1917, Hélène Brion (voir plus haut) est arrêtée et emprisonnée pour avoir diffusé des brochures pacifistes. Procès, en conseil de guerre, en mars 1918 : H.Brion en fait une tribune. Elle est soutenue par des féministes, dont Séverine, des socialistes et des cégétistes. Jugement clément

□ Groupe des Femmes socialistes

□ échos de la révolution russe, des mutineries, conséquences des grèves ⇒ hebdo. *La Voix des femmes*, avec plumes de Séverine, H.Brion, Madeleine Pelletier...

³³⁷ Cité dans A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, op. cit.

³³⁸ Liddell Hart fera campagne pour la création de divisions blindées en Grande-Bretagne et se fera l'historien des guerres mondiales. L'histoire du bombardement des villes françaises a été esquissée par Déniele Voldman, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », dans Collectif, *La violence de guerre. 1914-1945*, Complexe, 2002, 348 p., pp. 151-173

b) Le cas Lefebvre³³⁹

- pacifiste Raymond Lefebvre
- Dès 1916, la SFIO fut profondément marquée par la diplomatie et les principes du président Wilson : elle adopte la SDN au congrès de fin décembre 1916
- ralliement aux 14 Points
- fusion mentale entre l'idéal wilsonien et la révolution russe (décret sur la paix)
- né en 1891, Raymond Lefebvre est un des pacifistes internationalistes de la première heure
- blessé à Verdun, tuberculeux
- inventeur de la formule « programme Wilson – Trotsky » !
- converti à la SFIO en 1916
- fonde, avec Paul Vaillant-Couturier et Henri Barbusse, en nov. 1918, l'ARAC
- participe à la fondation, en avril 1918, d'un « front pacifiste » nommé Coalition républicaine, et destiné à mobiliser l'opinion publique en faveur de la paix wilsonienne
- écrit beaucoup en sanatorium puis en convalescence >>> une tonalité assez religieuse, mais se dit « bolchevik » en privé
- applaudit à la révolution hongroise, se radicalise de + en +, collabore à *La Vie ouvrière*
- candidat (non élu) sur une liste socialiste aux législatives de 1919
- part pour Moscou (2^e Congrès de la III^e Internat.) en juillet 1920. Meurt en mer au retour.

c) Les témoignages : généralités³⁴⁰

- avec l'AD une « histoire immédiate » est née en France, avec les lettres, les carnets, etc. ; une mesure de la culture populaire ; **poids de l'auto-censure**, et aussi de la censure qd **publication (beaucoup d'ouvrages censurés partiellement ont reparu après-guerre avec les passages restitués)** ;
- Dès 1915, les hostilités donnèrent lieu à une production éditoriale, encadrée par des structures vite reconstituées ou entièrement nouvelles, prétendant nourrir à ± longue

³³⁹ S.Ginsburg, « La jeunesse de Raymond Lefebvre : un itinéraire (1891-1914) », *Le Mouvement social*, janv.-mars 1973, pp. 83-105 ; "Du wilsonisme au communisme : l'itinéraire du pacifiste Raymond Lefebvre en 1919", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1976, pp. 583-605

³⁴⁰ Bibliographie considérable. Entre autres : G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p. C'est un des colloques de Verdun (pas de Péronne...). N.Beaupré, « Littérature et témoignage. La nécessité de dire », dans J.-Y.Le Naour, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 2008, 476 p., pp. 278-282 ; N.Beaupré, *Écrire en guerre, écrire la guerre : France-Allemagne, 1914-1920*, CNRS, 2006 ; N.Beaupré, *Les Grandes Guerres, 1914-1945*, Belin, 2012 ; N.Beaupré, *Le Traumatisme de la Grande Guerre, 1918-1933*, Presses universitaires du Septentrion, 2012 ; N.Beaupré, « La guerre comme expérience du temps... », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2013, pp. 167-181. Une vision assez philosophique : Leonard V.Smith, « Le récit du témoin. Formes et pratiques d'écriture dans les témoignages sur la Grande Guerre », dans Chr. Prochasson & A.Rasmussen dir., *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, La Découverte, 2004, 360 p., pp. 277-301. Un petit guide sur les « écrits de poilus » vient d'être publié par Rémy Cazals et André Loez, *14-18. Vivre et mourir dans les tranchées*, Texto, 304 p. (quand même...).

échéance une histoire de la guerre dont la dénomination ne pouvait encore être stabilisée : guerre de 1914 ? de 1914-1915 ? de 1914-1916 ? etc. ou « grande guerre » (expression utilisée dès 1915)

□ polémique immédiate sur les origines de la guerre, donc sur les responsabilités >>> dans tous les pays d'Europe, publications officielles de documents diplomatiques. Le "livre" est "blanc" pour l'Allemagne, "bleu" pour la Grande-Bretagne et la Serbie, "jaune" pour la France, "orange" pour la Russie, "gris" pour la Belgique, "vert" pour l'Italie et "rouge" pour l'Autriche-Hongrie.

□ des collections de documents aussi, comme celle des époux Leblanc, industriels qui seront à l'origine du Musée de la Grande Guerre et de la BDIC

□ dès le début du conflit, Charles Petit-Dutaillis, recteur de l'académie de Grenoble, demanda aux instituteurs de son ressort de consigner par écrit les **événements qu'ils étaient en train de vivre et qu'ils estimaient dignes d'être relevés**

□ Par une circulaire du 3 mai 1915, le directeur de l'Enseignement supérieur demandait à son tour aux sociétés savantes, comités départementaux de l'histoire de la Révolution, recteurs d'académie et professeurs d'université, de mobiliser les instituteurs comme l'avait fait CPD

□ des publications aussi sur les « atrocités » allemandes

□ La Revue historique :

- ouvre en avril 1915 une rubrique « Histoire de la guerre », avec de très nombreuses **recensions de témoignages**. Elle dure jusqu'en 1921

- un jugement critique qui ressemble beaucoup à celui de JNC (« positivisme », minutie, expérience directe de la guerre)

- mais porte aux nues l'œuvre de Charles Le Goffic, que critique Cru

□ la Revue de synthèse de Henri Berr, avec peu de différences

□ il y a depuis une vingtaine d'années une controverse sur les témoignages, entre l'« école de Péronne » et les autres, sur l'historicité des témoignages et celle du discours historien

d) Le cas Cru

□ Biblio. : Jean-Norton Cru, *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Paris, Les Étincelles, 1929, 735 p., 2,2 kilos (!), réédition, Presses universitaires de Nancy, 1993, 727 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1993, p. 515, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1994, pp. 113-115, réédition, 2007, Presses universitaires de Nancy, 727 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, p. 392-393 ; F. Rousseau, *Le procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*, Seuil, 2003, 319 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, p. 216 ; Chr. Prochasson, "Jean-Norton Cru, du

témoignage à l'histoire", *Revue d'histoire moderne et contemporaine* oct.-déc. 2001, pp. 160-189

□ Cru:

- né en 1879 en Ardèche, d'une mère anglaise et d'un père français pasteur ardéchois ; il a émigré aux États-Unis pour devenir professeur dans le Massachussets à partir de 1908

- mobilisé en 1914 en France

- a passé les trois premières années du conflit au front avant de devenir interprète auprès des armées britannique puis américaine (février 1917>>>)

- commence à rassembler des témoignages en 1916 ; poussé par sa famille à écrire ses propres souvenirs, refuse : pour lui il faut analyser les témoignages écrits sur la guerre

- un auteur indépendant, qui fait tout seul, aux États-Unis, un travail scientifique, sélectionnant 250 auteurs et 300 volumes, faisant un énorme travail de critique

- Devait être édité par la Dotation Carnegie pour la Paix internationale mais refus du comité français, dont le rapporteur a été André Gide >>> édition par une toute jeune maison

d'édition, dirigée par Marcel Bucard, proche de François Coty et futur fondateur du Francisme ³⁴¹.

- **Prix très élevé (8 fois celui d'À l'Ouest rien de nouveau)** >>> il publiera ensuite un résumé sous le titre de *Du témoignage*, réédité en 1989

- **mais il cherche beaucoup + qu'un travail historien** : de la qualité des témoignages, dit-il, dépend « la destinée future de l'humanité »

□ une controverse, pendant l'hiver 1929-1930 : protestations indignées de Barbusse, **répliques cinglantes de Roland Dorgelès, en particulier >>>> l'éditeur se détourne de son auteur et soutient Dorgelès**

□ **extérieur à l'Université française, il tient compte souvent des CR de la RH et de la méthode positiviste en général (+ souvenir de l'affaire Dreyfus** : Cru a été dreyfusiste), mais dans son compte rendu Pierre Renouvin juge cela insuffisant

□ la sélection et la méthode :

- uniquement des auteurs ayant séjourné sur le front >>> pas sup. à grade de capitaine. Cru **critique vertement le pseudo droit traditionnel des officiers à écrire de l'histoire militaire (et la GG n'en est pas...)**. Cru rassemble sur chacun des renseignements biographiques >>>> « fiches » et notices

- **on s'aperçoit qu'il n'a pas donné la parole aux paysans et aux artisans anciens combattants**

- **les témoignages ne doivent pas s'être laissés influencer par des lectures ultérieures** : notion de « témoin oculaire », de « porte-voix » des combattants. Et il critique vertement les anciens combattants qui refusent de témoigner !

- **Cru refuse l'enflure, l'outrance, l'héroïque, une hantise de l'exagération, une volonté de démythifier la guerre**

³⁴¹ Collaborateur notoire pendant la Seconde Guerre mondiale, il sera exécuté à la Libération.

- une esthétique de la mesure, très étendue : un défaut peut condamner un livre entier >>>
- Cru anticipe les mécanismes du négationnisme et Paul Rassinier s'appuiera sur l'ex. de Cru** dans les premières pages de son livre fondateur *Le Mensonge d'Ulysse*
- une opposition aux best-sellers
- les témoins sont appréciés les uns par rapport aux autres : Cru oppose le « génie » de Genevoix à la « malhonnêteté » de Barbusse, qu'il critique violemment dans ses trois œuvres (à gros succès) où la Grande Guerre est présente, *Le Feu*, *Clarté* et *Les enchaînements* : une rouerie de littérateur, trop d'effets, la vérité est loin, un trucage, des moyens artificiels, l'horreur physique des blessures (Cru pense que les pires blessures sont psychiques). La critique de Cru semble aujourd'hui sidérante ; sans doute s'explique-t-elle par le message pacifiste explicite de Barbusse, ce qui rend d'ailleurs le prix Goncourt du *Feu* étonnant, pour ne pas dire plus. Autre explication : Cru a sans doute jugé *Le Feu* trop « fort ». Explication encore plus probante : Barbusse est la bête noire de Bucard, l'éditeur de Cru. En tout cas, *Le Feu* a eu beaucoup plus de lecteurs que *Témoins* et il a été lu au front... Cru exécute tout autant E.-M.Remarque...
- **récuse les excès de l'imagination, comme ceux du lieutenant Péricard, qui aurait été sauvé** de la mort par des soldats morts !
- critique interne : **les mots et expressions (pas d'anachronismes, comme pour « poilu » et « Alboche », en usage avant 1914, l'abréviation « boche » n'apparaissant qu'à l'automne 1914, pas de vocabulaire artificiel, comme chez Barbusse, dit-il sans lire l'explication du mélange lexical donnée par Barbusse)**
- le critère de vérité le plus utilisé par Cru renvoie à sa propre expérience de la Grande Guerre ! >>> **beaucoup d'arguments d'autorité !**
- **il se sert d'outils de travail antérieurs :**
- * *l'Anthologie des écrivains morts à la guerre* éditée par l'Association des écrivains combattants
- * **Maurice d'Hartoy**, *La génération du feu*, une bio-bibliogr., 1923
- * Jean Vic, *La littérature de guerre...*, 1923 ³⁴²
- il utilise aussi les collections spécialisées chez certains éditeurs : Berger-Levrault, Bloud et Gay
- **et les travaux du Service historique de l'état-major de l'Armée, ceux des Leblanc (voir plus haut) et ceux de la Société d'histoire de la Guerre, qui publie à partir de 1923 la *Revue d'histoire de la guerre mondiale* (Camille Bloch et Pierre Renouvin)**
- JNC distingue cinq « genres » (classés) de témoignages : « journal », « souvenirs », « réflexions », « lettres », « roman »

³⁴² Mais Cru a écrit bien avant la parution de *La main coupée* de Blaise Cendrars, légionnaire qui avait perdu en 1915 sa main d'écrivain, « montée au ciel pour rejoindre la constellation d'Orion ».

□ *Témoins* a largement inspiré l'ouvrage de son ami André Ducasse, *La guerre racontée par les combattants. Anthologie des écrivains du front (1914-1918)*, publié en 1932 et prototype de *Vie et mort des Français, 1914-1918*³⁴³ (voir plus loin)

□ reproche fréquent de décrire une guerre « moyenne », uniforme, une guerre des « caractères généraux »

□ Ajoutez le polycopié sur « les écrivains combattants »

e) Raoul Blanchard, géographe et patriote : Grande Guerre, tuyaux et carnets manuscrits.

Le personnage du géographe Raoul Blanchard (1877-1965) est bien connu, grâce à la publication de ses souvenirs universitaires, édités au début des années soixanteⁱ, alors qu'il était octogénaire, et aux efforts déployés par l'Institut de géographie alpine de Grenoble. Par contre, son *Journal de Guerre. 1914-1918*, manuscritⁱⁱ, est resté inédit, situation très regrettable eu égard à l'intérêt et à l'originalité du texte, ici rapidement présenté. Pour Raoul Blanchard, jeune professeur d'histoire-géographie de la Belle Époque, il va y avoir le front français, mais aussi d'autres secteurs, pas uniquement militaires, de la guerre mondiale.

UN JEUNE PROFESSEUR DE LA BELLE ÉPOQUE

Avant la Grande Guerre, Blanchard était un jeune professeur et "alpiniste" de la Belle Époqueⁱⁱⁱ. Né à Orléans en 1877 dans une famille modeste — son père était employé municipal —, il s'était lié d'amitié avec Péguy au lycée, et avait fait son premier voyage dans les Alpes en 1894. Une scolarité extrêmement brillante, "sous l'aile de Péguy", le mena dans la "Cagne Grand" (Khâgne du lycée Louis-le-Grand), puis rue d'Ulm où il fut dreyfusard, et d'où il sortit premier à l'agrégation d'histoire en 1900. Il y avait été l'élève de Lucien Gallois et surtout de Paul Vidal de la Blache, qui le marqua définitivement, tandis qu'un des surveillants était de Martonne. Nommé d'abord au lycée de Douai, il fit pour ses premières grandes vacances de professeur un long voyage avec sa femme, par Gex, Genève, Chamonix (il alla au Montanvers et traversa la Mer de Glace), Grenoble, Le Bourg-d'Oisans, La Grave, Briançon (d'où il fit une ascension à 3 754 m), Marseille, les Cévennes, Clermont-Ferrand et les châteaux de la Loire. Il sollicita à la rentrée de 1902 un congé, s'installa à Lille, et accéléra sa thèse pour laquelle il accomplit de fortes marches à pied en Flandre. Réintégré, au lycée de Lille en mars 1905, il adhéra aussitôt à la section du Nord du Club alpin français (CAF) et se mit à passer "quelques dimanches à courir les collines avec [ses] gamins". La même année, il entreprit avec sa femme et deux amis (les frères Léon et Paul Boutry) une traversée du Jura, "tout à pied, bien entendu, et par solides étapes, où se mêlaient les observations géographiques, les chansons, quelques gros mots et des repas magnifiques".

³⁴³ A. Ducasse, J. Meyer & G. Perreux (trois anciens élèves de l'ENS de la rue d'Ulm), *Vie et mort des Français, 1914-1918*, Hachette, 1959, 512 p., réédition avec sous-titre *Simple histoire de la Grande Guerre*, Famot, 1978, 546 p.

Au cours de la rédaction de sa thèse, en 1905 toujours, il s'avisa qu'il manquait de termes de comparaison : il partit à pied pour la Zélande, la Hollande, les îles de la Frise, et de là continua jusqu'en Scandinavie, plus à pied toutefois !

Il était alors membre de la Société de Géographie de Lille, qui paya l'impression de sa thèse complémentaire, mais Blanchard s'y manifesta assez peu : simplement une conférence sur sa thèse principale et un article sur les polders. Son grand travail doctoral sur la Flandre soutenu le 8 mai 1906^{iv}, il fait pendant l'été une randonnée de 78 km en Bretagne (en une seule journée...) et est nommé maître de conférences à Grenoble, université où il restera toute sa carrière. Dès l'année 1906-1907 il y crée un embryon d'Institut de géographie alpine et commence à "courir la montagne", même l'hiver : excursions géographiques et géologiques (avec Kilian et Lory) ou randonnées pour le plaisir. Lui qui "marche comme un chamois" change de section du CAF (Nord pour Isère), adhère à la STD (Société des Touristes du Dauphiné), pour demeurer toute sa vie fidèle à l'alpinisme-randonnée. Il noue des liens amicaux et patriotiques avec les officiers de la garnison de Grenoble, écrit beaucoup, notamment dans les revues touristiques comme la *Revue du Touring Club de France*, dans *La Montagne*^v, et de nombreux articles dans *La Géographie*, il adhère à la Société d'Archéologie préhistorique de Grenoble... Les jalons sont nombreux à avoir été posés : adhésion (1907) aux Sociétés de Géographie de Paris et Lyon, qui avaient remarqué favorablement sa thèse, transfert de l'Institut de géographie alpine dans le bâtiment de l'archevêché (1908), Musée alpin analogue à celui de Berne (organisé par le Club alpin suisse) et montrant photos, cartes, roches, cartes postales, instruments aratoires anciens (1909), contact — pédestre ! — avec les Pyrénées (1912). En 1913 il devient professeur titulaire avec chaire.

LE FRONT FRANÇAIS

La Belle Époque pour Raoul Blanchard, cela a donc été la géographie nouvelle de Vidal de la Blache, qu'il a mise en pratique et farouchement illustrée à Douai, Lille puis Grenoble, un "alpinisme" de vigoureux marcheur et un patriotisme ardent, mais républicain, de "compagnon de route", voire de sommets, des chasseurs alpins. C'est le 1er juillet 1914 qu'il remet le manuscrit du tome sur l'Asie occidentale pour la *Géographie universelle* ; le livre ne sera pas publié pour cause de guerre, et Blanchard le remaniera après. Mais surtout l'été 14 met Raoul Blanchard, comme tous les Français de sa génération, face à ceux qu'il va bientôt appeler — comme tout le monde — les "Boches", et il va être un géographe du front français. Pendant la Première Guerre mondiale, il jette tous les jours des notes sur des carnets très sincères, effectivement remplis au jour le jour et jamais corrigés après coup, journal d'un homme non mobilisé, carnets intimes dont le goût lui venait de son père. Il consigne par écrit nouvelles, tuyaux, impressions, état d'esprit ambiant (et le sien), ne néglige pas la vie quotidienne, mais donne la plus grande importance aux opérations militaires envisagées d'un point de vue stratégique, géographique et mondial. Ce provincial rend compte d'une correspondance et de conversations très amples, et il se soucie des troupes alpines de sa ville d'adoption pendant la Grande Guerre.

Il commence dès le mois de juillet 1914, alors qu'il est en vacances au bord de la Mer du Nord, à Malo-les-Bains^{vi}, ce journal, carnet personnel d'un homme non mobilisé — une originalité par rapport aux journaux intimes publiés ces dernières années — qui regrette de ne pas faire la guerre. Il en a un remords lancinant, et enrage, d'autant qu'il avait, étant lycéen, songé à devenir officier... Ancien réformé pour myopie prononcée mais marcheur fort endurant, il passe à nouveau un

"Conseil de révision [23 décembre 1914]. Attente dans un passage où il ne fait pas chaud ; tous des classes 1894 à 1898 ; majorité d'ouvriers, bien tenus ; quelques bourgeois ; un ou deux curés. On entre par classe, et on se déshabille tous ensemble. Bien des misères humaines. Dans la salle, deux ou trois majors ; je suis examiné par un gros bienveillant, qui rudoie un peu les hommes, mais les déclare rarement "bons". On hurle autour d'un sourd. Je suis exempté pour emphysème !

Pendant qu'on se rhabille, un brigadier de gendarmerie nous ordonne de nous taire avec insolence, comme si nous étions des gamins. En somme, visite faite très vite, dans un sens bienveillant. Sur cinq ou six je n'ai vu qu'un déclaré bon.

Le soir, ovation de mes élèves. Pourtant, je ne suis pas fier."

Cet homme jeune qui n'est plus un jeune homme a honte de passer pour un "embusqué", surtout lui qui dès Lille était célèbre pour sa haute taille (1,80 m) et son "pas de chasseur". Aussi tente-t-il de compenser, par l'exercice physique, la bureaucratie militaire et un service bénévole et occasionnel dans les hôpitaux. Il fait aussi de la surveillance du territoire : on l'expédie vers le lac de Paladru où des lueurs suspectes ont été signalées dans le ciel, dans le Vercors pour détecter une installation clandestine de T.S.F(*sic*).... La guerre rappelle à cet Orléanais les souvenirs de 1870-1871, entretenus par les lettres de la famille ; l'ami de Péguy — autre grand marcheur devant l'Éternel —, qui avait pris ses distances à la Belle Époque, pour se réconcilier avec l'auteur des *Cahiers de la quinzaine* le 3 août 1914 est très touché par le drame de Villeroy^{vii} un mois plus tard.

Le géographe suit les opérations militaires en France, les envisage avec stupéfaction et sans patience ("Lille aux Allemands. Reims évacué sans combat", en 1914 !), avec une sensibilité à la fois géographique, patriotique et militaire : "la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre" ^{viii}...

Blanchard fait le commentaire du "communiqué", tout particulièrement important dans un contexte de guerre de positions, "nouvelle guerre de Mandchourie" ; les formes successives de la lutte sont d'ailleurs aperçues et Verdun est la bataille sur laquelle sont notés le plus de détails. Quand il n'y a "pas de nouvelles. Ça doit barder" (19 août 1914 !). Bien entendu il est impatient, notant ainsi : "Jeudi 24 septembre [1914]. Situation «inchangée». On nous explique gravement que c'est comme en Mandchourie. Une bonne attaque d'aile ferait bien mieux notre affaire." La lassitude l'emporte devant "l'éternel néant" (29 juin 1915) du communiqué ; doutes et phases d'euphorie, comme lors de la prise de Mulhouse, alternent, et plusieurs fois Blanchard croit à la "grande attaque", ainsi le 24 février 1916 ^{ix}.

La barbarie des "boches" est soulignée par Blanchard ; il consigne nouvelles (vraies ? fausses ? des bruits ?), impressions, état d'esprit ambiant (et le sien), tuyaux (le mot y est), bobards, "potins" ^x, etc. C'est qu'on parle beaucoup pendant la Grande Guerre, le "on" est d'ailleurs important dans les carnets, comme les "sources sûres", évoquées non sans une certaine naïveté. En conséquence, les mots les plus fréquents sont : "progrès" et "progresser", "nouvelles" et "communiqué(s)", "front" et "boches", "tuyaux" et "bobards", mais aussi "rien"... Il notera beaucoup plus tard, dans ses souvenirs édités : "ne pourrait-on pas lutter contre cette intoxication continuelle et essayer d'informer honnêtement l'opinion ?" ^{xi}

Il rend compte d'une correspondance et de conversations très amples — toute sa vie, Raoul Blanchard fut un grand bavard qui savait écouter et collectionnait les "disciples" — , notées pour l'essentiel à Grenoble : ce journal est celui d'un provincial qui se soucie des troupes alpines de sa ville pendant la Grande Guerre, c'est une autre originalité. L'amitié pour les chasseurs alpins, depuis son installation à Grenoble, est bien sensible dans ses carnets : soucieux de leur sort, il suit tous les déplacements de leurs unités, régiments et bataillons. Par contre il n'aime pas les troupes originaires du Midi ! Maître et disciples ^{xii} conservent leurs liens, devenus épistolaires, on voit aussi ceux avec les collègues mobilisés ou, comme Arbos, déclarés "service auxiliaire". Blanchard note les "refusés en dépit du piston" : Allix, Blache, Gignoux (29 août 1914), il reçoit éventuellement des testaments ^{xiii}. Les collègues se passent des lettres et s'échangent des nouvelles, comme au sein de la famille (l'historien Marcel Blanchard tout particulièrement). Le courrier est évidemment fort important, même s'il est censuré, d'où les mentions "j'en conclus que...". La guerre amène à Grenoble et dans le courrier la mort et un flot de blessés ; Blanchard s'apitoie, assiste à l'arrivée de plusieurs trains sanitaires, paie son écot à l'hôpital et remarque les différents types de blessures. Ce fonctionnaire a de la considération pour la haute administration. Il fait fréquemment mention du recteur, et "on me dit à la préfecture" est une formule qui revient souvent.

FRONT INTÉRIEUR ET MISSIONS

Mais ce géographe déjà doté d'une grande réputation fait aussi des excursions et des voyages : il est géographe de "l'autre front" ^{xiv}, du front intérieur et des missions. Il publie au début de 1915 un article sur "la Flandre, théâtre d'opérations militaires" dans *La Revue de Paris*, puis cinq autres en 1915 et 1916. Surtout, Blanchard, géographe "de terrain" — "Géographie comme avant", écrira-t-il plus tard dans ses mémoires ^{xv} —, fait des excursions, des voyages familiaux et professionnels, en Dauphiné, à Lyon, Clermont-Ferrand, Annecy, Valence, Briançon, etc. Il en effectue d'autres à Bordeaux, à Marseille, et à Paris, pas avant 1916 toutefois dans la capitale, dont il n'aime pas "les bavardages [...], pernicious et misérables".

Il observe la vie quotidienne à l'intérieur : la vie chère ("Et puis, quelle cherté ! Commerçants et paysans s'en donnent à cœur joie"), même la place disponible dans les trains et... le beau temps ("C'est dimanche ; superbe journée de printemps. Foule paisible des promeneurs", écrit-il le 14 mars 1915). On a des remarques sur la gaieté grise et artificielle des villes, la grippe espagnole de 1918, et une vision des populations alpines, qui est très sévère :

"Vendredi 25 décembre [1914]. A Saint-Hilaire du Touvet ^{xvi} pour quelques jours. Dans ce village de 250 habitants, il y a 65 mobilisés, chiffre formidable. Sur ce total, un mort, en Belgique, le 22 octobre. Au Touvet, déjà 17 morts. Les gens paraissent un peu étonnés quand je leur annonce la victoire fatale. Ils sont surtout résignés. Mauvaise guerre, disent les vieux ; un massacre, à côté de 1870."

Il constate parfois que "la guerre est entrée dans les habitudes" (16 septembre 1915), exprime sa fureur devant l'enrichissement (vrai ou supposé) des paysans, et le 25 septembre 1917 il écrit :

"A peu près rien. Je vois qu'en montagne l'état d'esprit des populations est bien mauvais. Tout le monde rêve de finir la guerre à n'importe quelles conditions. Un guide, intelligent, me dit que bien sûr il y a, de chaque côté, entente entre les puissants pour prolonger la guerre.

"17 au 21 février [1918]. Fait une conférence sur l'aide de l'Amérique à Pont-en-Royans et une tournée de trois jours dans le haut Vercors. Les gens demandent si la guerre va finir, un peu comme s'il s'agissait d'un orage de grêle. Pas intéressants, ces bougres-là."

Blanchard marque son hostilité aux syndicats qui "tiennent un langage inouï" (9 août 1917) et aux grévistes :

"Vu ce matin les grévistes de la métallurgie faisant cortège dans les rues de Grenoble, pour demander une augmentation de salaire. On serre les dents en les regardant passer, ces misérables ^{xvii}, si favorisés à tous points de vue !" (13 mai 1918).

Il a une vision des soldats à l'arrière, notant allure des troupes, haut moral et "défaillances" :

"19 juillet 1916. [...] Train Lyon-Paris. Les soldats en foule. Je suis avec trois petit «17», discrets et charmants, quatre plus anciens, qui ont été au front. Ceux-ci, moral

déplorable. Se vantent d'engueuler officiers, gendarmes. Déclarent qu'ils se rendront à la prochaine occasion. Se montrent grossiers, brutaux, sans la moindre politesse." (à l'égard de la "jactance" ^{xviii} de Blanchard ?).

S'il note très peu de choses sur son enseignement, considérant que ce n'est pas l'objet des présents carnets ^{xix}, une place est occupée par ses conférences ou encore la politique intérieure française : hostilité vive à Jaurès, Viviani et surtout Caillaux. Gallieni est regretté (le 5 juin 1916), mais pas ceux que Blanchard juge médiocres :

"9 février [1916]. Démission du Sous-Secrétaire d'État à l'aéronautique, un farceur. "

Le géographe ne se préoccupe pas seulement du front français, il s'occupe fort des opérations militaires hors de France, envisagées d'un point de vue stratégique et géographique mondial, grande originalité : "la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre", toujours... Bien sûr, la Russie est présente avec abondance, la fragilité de l'Autriche, les Dardanelles souvent en 1915, l'Italie, la Bulgarie, le Proche-Orient, la guerre sous-marine à outrance, mais il n'y a strictement rien sur le Japon. L'apport des colonies (en hommes) est souligné. La guerre pour Blanchard n'est pas que militaire : il scrute le cours des changes, notant les variations du "change boche" à Genève !

Les carnets offrent une intéressante vision des pays et des peuples étrangers : l'attitude vis-à-vis de la "Bochie" (18 juillet 1917) est sans surprise, mais il y a de l'anglophobie (féroce, toutefois avec des exceptions, comme pour Lloyd George), de l'américanophilie, de la pitié (condescendante ?) pour les petits peuples en guerre (le Monténégro, par exemple), et l'idée tranquille de l'évidence de la supériorité française. Il suit de près les neutres, temporaires ou définitifs, Roumanie, Portugal ou "Hollande" ^{xx}.

Les révolutions russes de 1917 sont étudiées, avec au départ un bel optimisme :

"Si ça réussit, quel soulagement pour le monde, et surtout pour les Alliés ! (...) 17 mars. Ça se corse en Russie. Le tsar a abdiqué pour lui et son fils. Le grand-duc son frère abdique aussi, une constituante doit se réunir. Tout cela est d'une importance immense. Tout le pays adhère."

Puis avec l'obsession de la conduite de la guerre, et enfin de l'antibolchévisme. Comme chez beaucoup, le conflit, une fois engagé, apparaît comme sans buts de guerre, mais Blanchard envisage parfois les conséquences (prévisibles ou supposées) de la guerre, les difficultés italiennes lors de la conférence de la paix, par exemple (13 octobre 1918).

Toujours en ce qui concerne l'étranger, Blanchard est utilisé pour faire des conférences de propagande en Italie juste avant la rupture de la neutralité de 1915 et aux États-Unis de février à juin 1917 (il y est donc au moment de leur entrée en guerre) : c'est une originalité supplémentaire. Dès le début de 1915, il note :

"Luchaire écrit au Recteur : la préparation militaire est extrêmement poussée en Italie ; les idées interventionnistes font des progrès."

Les Alpes franchies en février 1915, c'est pour le géographe le choc de Turin, ville "majestueuse" (plus que Grenoble ?), le suivi de l'irréductibilisme, la lutte du citoyen contre les faux bruits transalpins sur la situation française et la lecture des nouvelles sur l'Autriche-Hongrie. Il va à Venise, Bologne, Florence...

Grâce à son ami le recteur Petit-Dutaillis, il est nommé pour un semestre *exchange professor* à Harvard. Il y part à la fin de janvier 1917. Il avait écrit le 9 novembre 1916 : "Aux États-Unis, j'ai bien peur que le lâche Wilson ne soit réélu". La méfiance persiste longtemps, notamment devant la demande des buts de guerre par Wilson le mois suivant. Une fois l'Atlantique franchi sur l'*Espagne*, avec la lancinante crainte des sous-marins, Blanchard, arrivé à New York le 8 février, remplit ses carnets de notes sur les camps en présence à l'intérieur des États-Unis, sur ses conférences, ses contacts avec le campus et les collègues de Harvard, où il enseigne en français, et il opère un revirement partiel à l'égard de Wilson. Le discours de celui-ci le 2 avril 1917 devant le Congrès, pour demander de déclarer l'état de guerre, est considéré comme un "discours long, habile, plus d'un avocat que d'un grand homme d'État." C'est que Blanchard est aussi impatient qu'en France : quand la grande fédération va-t-elle déclarer son entrée en guerre ? Justement à la suite du discours de Wilson (le 6 avril), et Blanchard de noter, ce qui n'est pas fréquent à l'époque, les conséquences économiques et financières de l'intervention américaine. Il fait de nombreuses conférences, participe ensuite à des réceptions d'officiers français aux États-Unis et déjeune avec Theodore Roosevelt, qui lui fait forte impression. Le retour s'effectue sur un bateau italien et par Bordeaux. Le voyage aux États-Unis est donc un moment clef de l'histoire personnelle de Blanchard ; notons qu'il devait après la guerre enseigner à Harvard de 1928 à 1936.

La vision du monde entier et les deux grands voyages à l'étranger montrent l'alliance du rôle direct et du rôle indirect, de l'actif et du passif, le tournant de l'année 1917 étant bien senti, mais intégré totalement au concept de "Grande Guerre" : "Quels événements depuis 15 jours [note-t-il le 3 avril 1917] ! La Russie, l'Amérique ! C'est une ère nouvelle, décidément, qui s'est ouverte à la Marne pour l'histoire du monde."

La grande nouvelle est en conséquence celle de l'armistice :

"11 novembre. [...] En Allemagne, tout se culbute. Après le kaiser et le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg a abdiqué. Le kaiser a filé en Hollande. La justice vient. [...] Je sors en ville à 11 heures, agité et impatient. Déjà des drapeaux. Un temps radieux. Les gens ont une figure animée, marchent vite, d'un pas un peu saccadé. Tout d'un coup une rumeur, des cris : c'est une colonne couleur olive de permissionnaires américains qui passe en chantant, précédée de deux drapeaux français et yankee ; cris inarticulés, sifflets. En effet, la dépêche est affichée : l'armistice est signé, officiel. En quelques minutes la rue se remplit d'une foule joyeuse. Un magasin distribue de petits drapeaux tricolores préparés en 1914 pour la visite de Poincaré, et restés enfermés depuis. On se rue dans les magasins pour en acheter de plus grands. Les fenêtres se pavoisent avec

une rapidité inouïe. Quelle joie ! C'est le plus grand jour de notre histoire.[...] Quelle journée ! La foule en liesse, tout le monde dehors en habits du dimanche, acclamant les soldats ; les Américains ivres de joie. Il y a quelques notes de trop : les confettis, que des négociants malins gardaient en réserve depuis 5 ans. Mais enfin, ça s'est passé avec une dignité suffisante.[...] Un monde nouveau se lève."

Cette formule rappelle celle de Goethe après Valmy : "De ce lieu, et de ce jour, date une ère nouvelle de l'histoire du monde."

Blanchard devait faire toute sa carrière à Grenoble, y animant une "école grenobloise", en coquetterie avec Paris et la Sorbonne, mais sans négliger des séjours dans des universités étrangères, américaines en particulier. Son œuvre, qui se poursuivra, bien sûr, après la Grande Guerre, est un "monument serein, témoignage d'une foi inébranlable en la géographie" et d'un style élégant et gourmand qui enchanta les débuts des études supérieures de l'auteur de cet article ^{xxi}.

Comment conclure et que conclure sur l'homme ? Un solitaire bavard, un citadin contre les ruraux, un privilégié non mobilisé, qui le sait, et enrage ; Blanchard est homme de l'arrière et manifeste une impatience d' "inactif" devant la longueur de la guerre, comme ici :

"17 novembre 1916. 58e feuillet. J'ai bien peur d'être obligé d'aller à 100 feuillets."
(Il ira un peu au-delà !)

En conséquence, il est homme lucide qui cherche à se rassurer et se force parfois à la naïveté ou à la grandiloquence, avec des accents gaullois de temps à autre. Qui s'oblige parfois aussi à des notations sur son histoire personnelle, qui rejoint l'écriture des carnets. Il fait quelques courses en montagne, comme du 17 août au 3 septembre 1916, la famille est présente, discrètement : naissance de son quatrième et dernier enfant, Colette, début 1915, juste à son retour d'Italie, de "gros ennuis de famille" ^{xxii} les 14 et 15 avril 1917 et de fréquentes difficultés à nourrir ses enfants...

Les carnets ont des lacunes et insuffisances, qui ne sont pas sans intérêt d'ailleurs, l'historiographie étant plus sensible aux silences qu'à la paraphrase. Le journal d'un civil, d'un géographe, est-il intéressant pour l'histoire d'une guerre ?

mercredi 29 juillet [1914]. Les bruits de guerre depuis quelques jours.

En rentrant du bain, le marchand de pommes de terre frites m'apprend que l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie (lundi 27). Nouvelle que Poincaré rentrera directement, le 29 au matin. L'affiche blanche du maire de Dunkerque.

Le 29, retour de Poincaré. Le temps gris; le vent. Evolutions des torpilleurs. Les gens sur la jetée Est. Apparition à l'Ouest de l'énorme vaisseau, paraissant très haut sur l'eau, et tout empanaché de fumée. Son arrivée; les matelots sur les ponts et passerelles. Le [illisible]. Transbordement; canons. Passage du président; son costume; son air sérieux.

L'après-midi. La guerre fait déjà toutes les conversations. Renseignements d'Abel Ferry et Renoult. Paroles de Poincaré: mieux vaudrait tout de suite. Je suis optimiste. Je rassure Madame Boutry.

jeudi 30 juillet. Les journaux un peu rassurés le matin. Ovation à Poincaré à Paris. Départ à Furnes. Tranquillité là-bas.

Retour à Dunkerque. La ville un peu fiévreuse. Les départs à la gare.

.....

.....

Jeudi 10 septembre [1914]. Les nouvelles du matin confirment celles d'hier: en tirant à droite, on avance à gauche.

Courty blessé, à l'Aigle. Raconte que les Allemands sont irrésistibles. Les trous creusés par les obus allemands; jets de terre. Une compagnie de 70 hommes.

Tuyau de Marcel: les déroutés du 15e Corps seraient dues aux 163e et X... de Corse. Espinas les aurait fait fusiller par le 7e Chasseurs de Draguignan. Six batteries de Nîmes auraient été prises alors, par cette fuite.

D'après Flusin, la [illisible] serait désormais chargée dans tous les obus.

Ce n'est plus 70 000, mais 250 000 Russes qui seraient arrivés d'Angleterre.

Tuyau de Paisant (?): la bataille de Sedan, l'infanterie coloniale à Bazeilles. Le 11^e Corps (R...); solidité des Bretons. Beauté de la retraite. Le département des Ardennes dévasté. Charges de turcos avec 42 oreilles droites. Pont de bateaux vers Bazeilles; bombardé; les cadavres allemands bouchent les arches du pont de Turcy.

Conduite de Poncin (?); n'exécute pas un ordre; laisse ainsi déborder la gauche. Serait au Cherche-Midi. Lille aux Allemands. Reims évacué sans combat.

Vendredi 11 septembre [1914]. La bataille continue. Toujours notre avance à gauche. Assurément nous avons là quelque supériorité.

Vu Delaborde, blessé au talon, le 19 août, dans la vallée de Munster. Me donne, sur la façon de faire la guerre, des tuyaux très intéressants.

Reçu une carte de Faucher, du 28. Se bat depuis 4 jours; sa batterie est au 8^e corps.

Le 340^e était vers Saint-Nicolas du Port.

Samedi 12 septembre [1914]. Les dépêches de cette nuit semblent indiquer une victoire véritable. L'ennemi recule sur toute la ligne. L'aile gauche française arriverait à Soissons.

On me dit à la préfecture que les Russes sont à Paris depuis trois jours.

Indice significatif: les journaux commencent à en parler; on dit qu'ils sont à Lille.

A 5h, à la préfecture, enfin voici le télégramme de victoire. Joie profonde. Rencontre du recteur, avec Bénévent. En route, à vélo, je le crie à tous les territoriaux. Les officiers, à Montbonnot. Décidément, on nous rappelle tous. Mesure excellente.

Dimanche 13 septembre. Pluie le matin; couleurs splendides l'après-midi. Baur raconte qu'il tient d'un mécanicien, convoqué lui-même, qu'on va former 400 trains à Marseille, pour amener des Japonais et des Russes de Vladivostock!!

Lundi 14 septembre. La victoire se confirme. L'intérêt est de savoir le parti qu'on en tirera.

Mardi 15 septembre. Ce matin, on a l'impression que ça va moins fort. Les Allemands se reprendraient: en tout cas, ce n'est pas la débâcle.

A la préfecture, on m'apprend qu'à Marseille, avant-hier, on aurait fait préparer 50 000 rations. Donc, il aurait débarqué 50 000 hommes, probablement des troupes de l'Inde.

Les ingénieurs de la Compagnie du Nord, rappelés par télégraphe, pour la reprise du service.

1 000 hommes de la territoriale seraient partis pour le camp retranché de Paris.

Mercredi 16 septembre. C'est exact; les Allemands font face de nouveau, au-delà de l'Aisne, au Nord de la Champagne. Cependant leur retraite continue en Lorraine; c'est signe qu'ils ne pensent pas s'éterniser en France.

Reçu une lettre de Guédeney, datée du 8 septembre; il se battait depuis douze jours.

Jeudi 17 septembre. J'apprends la mort du commandant Rochas et de son neveu Jean Breton, morts à Bruyères, à 24 heures de distance.

Hier soir, vu défiler vers 9h1/2 les territoriaux qui vont s'embarquer, dit-on, pour l'Aube. On les applaudissait. Quelques sections chantaient. Malgré tout, ce défilé de pères de famille étreint.

.....

Mercredi 23 septembre [1914]. La bataille continue dans les mêmes conditions. Quelques renseignements.

Les journaux italiens affirment qu'une armée de Belges, Russes et troupes coloniales françaises se constitue à Anvers. Le général Mizat (?) dit que de grosses forces de cavalerie française sont massées vers Amiens, prêtes à la poursuite. Georges Morillot écrit qu'il est reporté vers Commercy le 16. La lettre du Commandant de Reyniès venue en deux jours seulement semble indiquer que le 14^e n'est plus sur le front, mais marche dans l'intérieur, peut-être vers l'Ouest. Enfin on prétend que le 140^e est à

Montereau. L'attaque furieuse des Allemands vers les côtes de Meuse paraît être destinée à prévenir une offensive française au Nord de Verdun.

Jeudi 24 septembre. Situation "inchangée". On nous explique gravement que c'est comme en Mandchourie. Une bonne attaque d'aile ferait bien mieux notre affaire.

Convoi de blessés. A 5h1/4, on déblaie la place de la gare. Territoriaux, l'air bon enfant, baïonnette au canon; puis des artilleurs de réserve, sabre en main. Ils sont gais: l'un d'eux, vraie tête de Polichinelle, est le type du soldat-citoyen. Un brigadier blond, élégant, moustache frisée. Dans la cour se rangent des voitures gris clair, lourdes, du service de santé; puis des autos, auto-cars, camions, avec le drapeau Croix de Genève; deux omnibus de Farpat (?); un tram de Chapareillan, voitures à marchandises et voyageurs; enfin un tram grenoblois avec [illisible]. La cour est tout occupée. Passent des médecins, en blouse blanche. Puis une équipe de brancardiers, gris; on dirait des forçats; ils portent des civières. Longue attente. Lumière superbe, à son déclin. La foule, habituée, est plus curieuse que triste. Des gamins sont peu décents; cris, courses. Lorsque les premières autos partent, ils les poursuivent. Dans une auto, cinq soldats assis; l'un, tête bandée, regard énergique et un peu fiévreux, yeux brillants. Passe le tram des V.F.D., sortant de la gare. Dedans, soldats nombreux, sales, fripés. Un gros, la tête entièrement bandée, une bonne figure rouge, fume un mégot. Ils ont l'air gai. Les wagons pleins; dans ceux de marchandises, brancardiers assis à côté des hommes couchés, un assis par terre. Rien de sinistre.

Maman écrit qu'à Orléans, grands blessés; il en meurt beaucoup.
Ce soir, bonnes nouvelles à l'aile gauche; on occupe Péronne.

Vendredi 25 septembre. Remarqué que Grenoble a exactement son aspect de temps de paix. Les tramways circulent comme à l'ordinaire. A midi et six heures, l'animation est normale. Le soir, de cinq à huit, un peu plus de soldats, et surtout d'artilleurs, dans les rues. Les magasins fermés sont rares.

Péronne et Saint-Quentin seraient repris; donc, grands progrès. Espoir!

Les blessés d'hier soir venaient de Toul; blessés sur les Côtes de Meuse.

Rivière (?) m'apprend que la gare de Grenoble a expédié des toiles de tentes au 140e à Noisy-le-Sec, et des objets au 2e d'artillerie à Amiens.

Samedi 26 septembre. Les nouvelles sont plutôt moins bonnes. La bataille est terrible vers Péronne et Saint-Quentin: nous aurions reculé, puis avancé de nouveau. A droite, ils atteignent la Meuse à Saint-Mihiel. Evidemment, ils donnent leur plein. Il y aurait des Autrichiens.

Le 105e territorial (3 000 hommes) est décidément parti faire le service de prévôté dans le Nord du département de l'Aube.

De partout à Grenoble on confirme que le 14e corps est à l'extrême-gauche. On dit, à Lille. Lamortette (?) m'apprend que le 14e chasseurs a passé par Amiens. Le 54e serait resté sur les Vosges. Certains disent même que le 14e corps est à Anvers.

Anxiété ce soir. Terrible bataille à l'aile gauche. A droite, les Boches ont passé la Meuse, vers Saint-Mihiel; on les a repoussés en partie.

Dimanche 27 septembre. Le communiqué de minuit est plutôt rassurant. Les attaques allemandes repoussées, et nous progressons à gauche, point essentiel.

.....
.....

Mercredi 23 décembre [1914]. Rien de nouveau. On repousse les contre-attaques allemandes. Dufour (?) me donne des détails sur son incorporation, la saleté de la caserne, les habitudes d' [illisible] (!!!) Il m'engage beaucoup à aller aux Alpes.

Enfin il m'apprend que le 105e fait le coup de feu dans les tranchées du bois de la G. [illisible], et qu'il a été cité pour ce fait.

Conseil de révision. Attente dans un passage où il ne fait pas chaud; tous des classes 1894 à 1898; majorité d'ouvriers, bien tenus; quelques bourgeois; un ou deux curés. On entre par classe, et on se déshabille tous ensemble. Bien des misères humaines. Dans la salle, deux ou trois majors; je suis examiné par un gros bienveillant, qui rudoie un peu les hommes, mais les déclare rarement "bons". On hurle autour d'un sourd. Je suis exempté pour emphysème!

Pendant qu'on se rhabille, un brigadier de gendarmerie nous ordonne de nous taire avec insolence, comme si nous étions des gamins. En somme, visite faite très vite, dans un sens bienveillant. Sur cinq ou six je n'ai vu qu'un déclaré bon.

Le soir, ovation de mes élèves. Pourtant, je ne suis pas fier.

Jeudi 24 décembre [1914]. Je crois qu'il faut décidément renoncer à prendre l'offensive avant février.

Les journaux allemands publient une lettre-ordre de Joffre ordonnant l'offensive pour le 17 décembre. Monsieur Boutry m'écrit le 19: l'offensive n'a pas été opérée, mais à divers indices précis il la croit proche.

Joffre a prévenu ses troupes qu'un ordre allemand prescrit de ne plus faire de prisonniers, et d'achever les blessés.

Vendredi 25 décembre [1914]. A Saint-Hilaire du Touvet pour quelques jours. Dans ce village de 250 habitants, il y a 65 mobilisés, chiffre formidable. Sur ce total, un mort, en Belgique, le 22 octobre. Au Touvet, déjà 17 morts. Les gens paraissent un peu étonnés quand je leur annonce la victoire fatale. Ils sont surtout résignés. Mauvaise guerre, disent les vieux; un massacre, à côté de 1870.

Samedi 26 décembre [1914]. A Saint-Hilaire, temps superbe: soleil merveilleux; vue incomparable de montagnes blanches. Les nouvelles sont bonnes; attaques de détail nombreuses et réussies.

Dimanche 27 décembre [1914]. Journée des contre-attaques repoussées. On dirait que Reims est délivré.

De Reyniès m'écrit. Décidément le 14^e chasseurs est un peu au Sud de Lille: probablement sur Lens. Faucher m'écrit du 20: il est en Woëvre; la poste marque "Meurthe-et-Moselle".

Lundi 28 décembre & mardi 29 décembre [1914]. Toujours des contre-attaques repoussées, du terrain gagné peu à peu. Georges Morillot serait mort dans une tranchée allemande conquise, mais minée, et que l'ennemi fit sauter.

Ca va mieux du côté russe.

Mercredi 30 décembre [1914]. Succès des Russes sur les Autrichiens du côté des Karpates et vers Cracovie. Sur la Bzuma (?), ils massacrent des Boches.

Mon beau-frère Emile écrit le 21 pour dire: "Les affaires marchent très bien. Je crois que d'ici à quelques jours vous aurez tous une surprise très agréable." Il est en réserve, toujours en Champagne.

Jeudi 31 décembre [1914]. Toujours des lettres du front indiquant quelque chose de nouveau. Arbos m'en cite encore une. Arbos déclaré "service auxiliaire".

Les Russes sont décidément victorieux en Galicie du Sud-Ouest et sur les Karpates.

Récits de mes parents sur Orléans vers le 3 septembre: défilé enragé d'automobiles portant des soldats qui traversaient les ponts dans un nuage de poussière pour filer vers le Sud; beaucoup de ces voitures portaient, à la craie, l'inscription Longwy-Bas. Vraisemblablement dépôts des 1^{er} et 2^e corps se repliant. Puis la ruée des Parisiens émigrant, en auto, voiture, chemin de fer, et déjà les émigrés français et belges.

Vendredi 1er janvier [1915]. Rien de nouveau. Quelques tranchées prises. Quand on pense, en écoutant le récit de la mort de Georges Morillot, à tout ce que cela représente de courage et de chagrins, on reste confondu et inquiet.

Mon beau-frère Emile est au Camp de Châlons, au repos.

Autres récits de mes parents: à Orléans, les Anglais encombrant les pâtisseries, [illisible]: la vie y est très chère. Ils couchent avec les femmes du pays; c'est un vrai scandale. On en ramasse souvent, saouls comme des ânes.

Samedi 2 janvier [1915]. Rien. Guédenay (?) m'écrit: "les événements vont se précipiter." De Crozals mort hier soir.

Dimanche 3 janvier [1915]. Obsèques de de Crozals.

Charles de La... [illisible] écrit, de Limoges (dépôt du 43e), que l'offensive est des plus sérieuses, et que nous sommes maîtres des faubourgs de Lille.

Plusieurs arrivées de blessés à Grenoble depuis huit jours. Ils arrivent des Hauts de Meuse et déclarent que les progrès, depuis deux jours, y sont considérables. Des corps d'armée reviendraient de Pologne.

4 janvier. Toujours rien. Gau se montre assez pessimiste. Il craint que si la guerre dure trop, les neutres ne nous obligent à une paix bâtarde. Aussi il préconise l'intervention japonaise. Pas commode non plus! Le jeune Petiot m'apprend que les batteries de son père sont à Munster (?), qu'on prévoit la prise prochaine de Mulhouse, et qu'on dit même que les Français y sont déjà.

Hermite me raconte que les blessés revenant du front déclarent que la guerre est devenue terrible. Ayant pris une tranchée allemande, et les Boches demandant la vie sauve à genoux, ils ont tout tué.

5 janvier. Les combats deviennent très vifs en Alsace. Entrée de huit corps d'armée russes en Hongrie. Le colonel Gratier, rencontré, est d'avis que l'offensive ne reprendra qu'au printemps, avec les Anglais [illisible] et des munitions. Il me parle des extraordinaires précautions défensives prises par les Allemands en Alsace, et des trahisons des immigrés.

Mademoiselle Main me dit que les derniers blessés arrivés, dont la plupart sont malades plutôt que blessés, et qui viennent d'avoir trois semaines de mauvais temps, sont dans un état d'esprit lamentable. L'un déclare qu'il aimerait mieux se pendre que retourner au front.

Caillemer craint que la guerre ne finisse pas, c'est-à-dire s'arrête par épuisement. Il pense que la Roumanie marchera au printemps, quand elle sera prête. Il n'augure pas grand-chose de bon des neutres, comme les États-Unis. Caillemer a su de source certaine qu'en octobre le général Pau travaillait assidûment au ministère de la guerre, à Bordeaux, et qu'aujourd'hui il serait en Russie.

6 janvier. Zivy m'avait annoncé qu'on demandait à Grenoble 6 000 lits pour blessés. Or un médecin-chef m'assure que le service de santé n'en sait rien.

Bonne journée du côté russe, surtout au Caucase. Chez nous, on pousse aux ailes.

7 janvier. Absolument rien, sauf la confirmation de l'éclatant succès russe au Caucase. Déclarations italiennes assez précises (??).

Barthélémy m'apporte une lettre de son fils, capitaine d'état-major au 1er Corps d'Armée, datée du 1er janvier; parle de sapins. Donc, Vosges? Est en pleine bataille. Parle des effets admirables de notre artillerie lourde, du feu inefficace des pièces allemandes.

8 janvier. Des contre-attaques allemandes violentes, et repoussées. D'une lettre de mon beau-frère (2 janvier), il appert que le 1er corps a été transféré en Champagne pouilleuse, vraisemblablement vers Perthes les Hurlus et lieux voisins. Il décrit avec bonne humeur les conditions d'existence en plein air, et affirme que le moral des troupes est excellent.

Luchaire écrit au Recteur: la préparation militaire est extrêmement poussée en Italie; les idées interventionnistes font des progrès.

9 janvier. Rien d'important: et il y aura cela à dire longtemps. *Le Temps* a publié les atrocités allemandes: inouï.

Zivy me raconte qu'un Soissonnais, au 2^e d'Artillerie, a appris que sa femme, et ses deux filles de 18 et 25 ans, sont enceintes, des Boches.

Emile de Lammeneyns (?) est près de Sainte-Menehould. Un échappé de Valenciennes écrit que la ville est calme, les Allemands convenables.

10 janvier. Rien, bien entendu; léger insuccès en Alsace. Bénévent m'apprend, par son frère, qu'il y a pas mal de malades au 14^e Chasseurs, surtout parmi les plus jeunes soldats. Le jeune Robert m'apprend qu'on est très sévère pour la révision de la classe 1916; à Dijon, dans sa [illisible], 30% pris.

11 janvier. Un officier me dit que Joffre a fait prévenir les soldats que tout prisonnier serait jugé après la guerre. Temps effroyable: pluie glaciale.

12 janvier. J'apprends la mort du colonel Girardin, mort à Coblenz des suites de ses blessures. Il s'était fait militaire pour la Revanche.

.....

31 janvier 1915. A Milan.

Luchaire me raconte les efforts désespérés des Allemands en Italie: les campagnes de faux bruits, qui naissent, se propagent, et s'éteignent, pour désorienter l'opinion. Exemple: cession du Trentin; l'Italie annexant Trente, mais sans pousser au-delà; aujourd'hui, cession du Trentin, et Trieste ville libre. Rôle de Giolitti?

Dans le plus grand café de Milan, la musique joue avec ardeur. Quel effet bizarre sur un Français! Un groupe, devant nous, lit le *Berliner Tagblatt*, portant en manchette: "Grandes pertes des Français".

Luchaire a vu un Allemand de Florence, venu pour déménager, et, paraît-il, très démoralisé. Luchaire attend ici, comme conférencier, Wilmotte et Herriot.

Effort intelligents que fait Luchaire pour la propagande française: brochures qu'il fabrique en morceaux choisis, puis envoi des brochures de Paris.

La ville est joyeuse, animée. Soldats partout, très jeunes. Caricatures, j'en vois contre la Turquie, et blaguant l'Italie.

Luchaire ne sait pas, en somme, si ça aboutira. Personne ne paraît savoir si la neutralité sera maintenue. En tout cas, troupes s'accumulant au Nord-Est. Une partie de la garnison de Florence transportée récemment à Brescia sous le prétexte d'une petite grève.

.....

12 mars [1915]. Voici que les bruits relatifs au licenciement d'écoles seraient faux aussi. Qui croire? Nous sommes donc infestés de fausses nouvelles! Quelle étonnante organisation d'horreurs!

Toujours de bonnes nouvelles du front, plaine de la Lys et Champagne. Un communiqué officiel explique celle-ci comme destinée à retenir des Boches sur notre front.

Il n'y a plus de nouvelles des Dardanelles. Mauvais temps?

Récits atroces des souffrances des internés civils.

Nouveau communiqué officiel sur l'expédition d'Orient: on la forme à Bizerte; une partie est déjà dans le Levant. La femme d'un colonel a dit: Joffre ne veut pas d'un "grand coup". On les prendra par la famine. Cela me paraît absurde.

13 mars [1915]. Il y a certainement un arrêt dans les Dardanelles. Les communiqués en parlent peu. Mauvais temps? En revanche, progrès continus sur notre front. L'avance des Anglais sur Lille est intéressante. Du côté russe, la bataille se livre vers Prassynck, de nouveau.

14 mars. J'apprends qu'on installe à Carpiagne un 414^e et un 415^e régiments, destinés à l'expédition d'Orient.

Marcel a écrit: défense de rien dire.

On parle toujours très peu des Dardanelles. Au Nord-Est, cela va bien.

C'est dimanche; superbe journée de printemps. Foule paisible des promeneurs. Rien de la guerre, sauf les soldats. De plus en plus nombreux sont ceux qui n'ont, de l'ancien uniforme, que le képi. Le velours jaune-brun, à grosse côtes, est très répandu.

15 mars. Pour la première fois il est question, incidemment, d'un débarquement franco-anglais dans la région des Dardanelles, sans qu'il soit spécifié s'il s'agit de marins ou d'une partie du corps expéditionnaire.

Par ailleurs, rien de neuf sur le front; mais aucune mauvaise nouvelle. Arrêt presque complet sur le front russe.

Les nouvelles ne sont pas mauvaises. Et cependant aujourd'hui j'ai une impression pénible, comme s'il se passait quelque chose de redoutable.

Vu ce soir un adjudant du 14e. Il me raconte la vie là-bas, à la Tête de Faux, la bonne humeur des troupes. De Reyniès superbe de santé et de belle humeur. Le bataillon, admirable. A Stonwihir (?), la 1ère compagnie a eu 120 hommes hors de combat, la 6e 80. Combats formidables.

16 mars. Bonnes nouvelles de tout le front; activité partout, [mais] ça ne ressemble pas du tout à l'offensive prévue. En Russie, les Boches doivent mijoter de nouveau quelque chose.

Absolument rien des Dardanelles.

17 mars. En Italie, les questions décisives se posent; on négocie avec l'Autriche. Mon beau-frère écrit qu'il est au repos. le 1er corps serait donc pour l'instant retiré de la ligne de feu.

Les nouvelles sont bonnes: un croiseur allemand coulé; progrès sur le front; attaques repoussées.

Depuis une semaine environ, radieuses journées de printemps.

18 mars. A 6 heures, départ d'un détachement d'artilleurs alpins en grande fanfare. Cela serre toujours violemment le cœur.

Des chasseurs blessés récemment dans les Vosges ont dit à Mademoiselle Main que les troupes qui les attaquaient n'étaient formées que d'adolescents et d'hommes de 45 ans. Aussi, pertes énormes.

Les communiqués sont bons. On dirait que le plan actuel est d'ébranler la ligne ennemie, en la secouant vigoureusement en plusieurs endroits.

La Bulgarie semblerait nous revenir!

Ivanoff, retour de Bulgarie, vient me voir. Il me dit que jamais la Bulgarie ne marchera contre la Russie et la France. Il a traversé l'Autriche-Hongrie il y a quatre jours, et en a emporté la plus fâcheuse impression: un pays désert, triste, et affamé. Maladies partout. Vienne désert à 8 h du soir. Budapest sans animation.

19 mars. Toujours rien des Dardanelles. Progrès sur le front, en Champagne. Progrès des Russes. On dirait donc que les Boches vont mal, de tous les côtés.

20 mars. Mauvaises nouvelles. Dans les Dardanelles, trois vaisseaux, dont un français, coulés par des mines flottantes, procédé défendu, bien entendu. Un autre navire français endommagé.

Bourrillon (?) écrit de Perthes: "la lassitude est générale". Il faut se souvenir, il est vrai, qu'il manquait entièrement d'entrain dans la vie civile.

Mon beau-frère Emile écrit également une lettre assez peu encourageante. "On aura du mal à percer". Evidemment il y a là-bas un moment critique. Et ce sera dur. Peut-être ne percera-t-on pas.

21 mars 1915. Continuation dans les Dardanelles. Ça reprend. Sur le front, à peu près rien; attaques repoussées.

Poussée des Russes.

Vu des gens appartenant au 114e bataillon de chasseurs, formé à Chambéry, et qui vont partir le 1er avril pour l'Orient.

22 mars 1915. Il semble qu'aux Dardanelles il paraisse nécessaire d'envisager la coopération du corps expéditionnaire pour triompher. Sur le front, encore des combats violents dans la vallée de Munster. Zeppelins sur Paris; aucun succès. Les Russes ont esquiné, lors d'une sortie, la garnison de Przemyzl

Je me demande si la guerre durera jusqu'en juillet 1916??

23 mars 1915. Patou, qui était ici au peloton, appelé sur le front, afin d'essayer un appareil du physicien Cottot (?) pour découvrir l'artillerie ennemie.

Przemysl est enfin pris. Bonne affaire! Progrès russes au Nord.

Communiqué anglais sur les Dardanelles. Très ferme et encourageant.

Nouvelle tentative des Zeppelins. Avortée entièrement.

24 mars. Bonnes nouvelles de Boutry. Les siens sont sains et saufs à Lille, les maisons intactes.

French a déclaré à un journaliste qu'il ne croyait pas à une guerre longue.

Vraie accalmie de notre côté. Cependant, je suis inquiet pour la vallée de Munster. Le communiqué allemand n'a pas été publié depuis deux jours!!!

Un officier d'artillerie me dit qu'il est affecté à la 155e division, en formation à la Valbonne.

25 mars. La chute de Przemysl est un événement considérable: cela représente 150 000 hommes hors de combat. Événement qui peut être décisif.

Rien de nouveau. Toujours aucune nouvelle de Munster. Baur a vu le *Vorwärts* du 18 mars. Les Allemands y redoutent une offensive russe vers la Silésie et la Bohême, au cas où Przemysl tomberait! D'autre part, ils paraissent sans confiance dans l'armée turque.

Le grand plan: d'abord prendre Constantinople. D'après les journaux italiens, l'armée d'Odessa serait de 500 000 hommes. De là, marche sur la Serbie et la Hongrie avec tous les Balkaniques.

26 mars. Rien de nouveau, sur aucun front.

Vu le commandant de Reyniès. Mine superbe; beaucoup d'entrain. Il a eu une citation de l'armée et une deuxième du corps d'armée. Il ne tarit pas en éloges sur ses chasseurs, particulièrement à Ypres (Zilliseke).

Il a la meilleure opinion des troupes anglaises. un sang-froid, un calme et une bravoure remarquables. Ils les a vues de très près à Ypres. De plus, une organisation parfaite.

Il ne croit pas à l'offensive ni à son succès. Chaque fois, dit-il, que les Allemands ont attaqué, qu'il les a vus attaquer, à Nurpatrizze (?), à Maucourt, à Ypres, ils ont été fauchés, en dépit de magnifiques préparations d'artillerie. Il en a généralement été de même pour nous. Donc????

Par exemple, à Zilliseke, attaque d'artillerie extraordinaire. Enormément de pertes dans les tranchées françaises. Mais quand les Boches essayèrent de déclencher leur attaque, à 7h du soir, ils n'osèrent pas, malgré tout, franchir les 30 derniers mètres. Dans une tranchée, il ne restait plus que trois hommes; mais ils ont tenu.

Il est vraiment impressionné par la valeur et la bravoure de l'armée allemande. S'ils n'étaient pas déshonorés, dit-il, ils seraient admirables. Il les a vus se lancer à l'assaut avec une bravoure étonnante, et essayer de se retrancher à 8 mètres des tranchées françaises; ils sont morts là, la pelle à la main. En revanche, le haut commandement allemand est d'une méchanceté insigne.

J'apprends du dépôt que Mottard a été légèrement blessé à Strosswihl (?), mais n'a pas quitté son commandement. Dans ce bataillon, il n'y a plus qu'un sous-lieutenant qui n'a pas été touché; au 14e, trois [officiers], dont le commandant.

Souvenirs terribles d'Ypres, les tranchées de sable, éboulées, enterrant des hommes. Derrière, la ville en flammes, et un bombardement effroyable.

9 février [1916]. Démission du Sous-Secrétaire d'État à l'aéronautique, un farceur. Pas remplacé; tant mieux.

Champs de bataille, rien. Les Russes ne disent plus rien d'Erzeroum. Une pièce à longue portée a bombardé Belfort. Qu'on tape sur Mulhouse!

Ce matin, il neige. Tristesse.

Marcel a vu Lévêque, de Lyon, officier au 97^e. Il est très déballé, et excité. Il prétend qu'on ne passera pas. Pour lui, ça durera trois ou quatre ans encore. Parle de fraternisations trop fréquentes, avec les Boches, de ses troupes, lassées.

.....
19 mars [1916]. Les Boches se sont fait repoussés de la région de Vaux. Les Russes poussent vers Erzévidjan (?); ça barde un peu à Trébizonde.

Dans les communiqués, les Boches continuent à dire que nous nous épuisons à reprendre le Mort Homme: déjà 27 divisions auraient attaqué en vain. C'est se foutre du monde.

Ce soir, après une journée grise, beau coucher de soleil, serein, embrasant les montagnes. Cela fait penser à la jeune gloire de nos morts, et de tous ceux qui sont morts, n'importe où, pour leur pays.

.....
1er juin 1916. Nous entrons dans le 23^e mois de la guerre... La bataille continue à être terrible à Verdun. On nous prêche la confiance et la patience: je crois qu'on a raison.

Les Italiens, en revanche, continuent à reculer.

Lloyd George aurait déjà réglé la question irlandaise. Celui-là, c'est un homme.

.....
19 juillet 1916. A peu près rien. On annonce une contre-attaque allemande sur les Anglais. Le succès russe en Volhynie se précise.

Train Lyon-Paris. Les soldats en foule. Je suis avec trois petit "17", discrets et charmants, quatre plus anciens, qui ont été au front. Ceux-ci, moral déplorable. Se vantent d'engueuler officiers, gendarmes. Déclarent qu'ils se rendront à la prochaine occasion. Se montrent grossiers, brutaux, sans la moindre politesse.

Paris. Pas vu depuis deux ans. Arrivée par un temps magnifique. Aspect absolument normal, sauf le nombre de militaires. Tout au long du trajet depuis Lyon, vu fréquemment des usines en construction.

.....
26 juillet. (...)

Excellents tuyaux sur la guerre. Demangeon a vu un officier venu de la bataille, et fort informé, qui lui a dit: l'offensive commence par une pointe, puis vont venir l'élargissement des flancs et une manœuvre d'ailes. Elle est montée pour quatre mois; il faut donc attendre trois mois avant de voir si elle a échoué ou non. Nos pertes ont été très légères. Il sait aussi que les réserves n'existent plus derrière les lignes allemandes.

.....
17 novembre 1916. 58^e feuillet. J'ai bien peur d'être obligé d'aller à 100 feuillets.

On confirme que les Boches ont beaucoup perdu, sans résultats, dans leur grande attaque du 15. Aujourd'hui, rien sur les fronts principaux. Mais les Franco-Serbes ne sont plus qu'à 6 km de Monastir, après de nouveaux succès. En revanche, les Roumains reculent toujours, en Valachie.

.....[aux États-Unis].

4 mars 1917. Les Boches reconnaissent l'exactitude des documents livrés par Wilson à la publicité. C'est de plus en plus fort.

Les Russes ont pris Hamadan; ainsi se dessine une offensive vers Bagdad, des deux côtés.

Sur les fronts, encore une légère avance des Anglais au Nord-Ouest de Bapaume.

Ici, quatre sénateurs font obstruction au bill sur l'armement des navires. Ils représentent des districts germains.

Thurwanger me raconte hier soir une conversation récente de Nivelles et du roi des Belges: il leur donne sa parole qu'à la fin d'août ils seront à Bruxelles. Mais si ça rate, il faudra un an pour reprendre un effort aussi colossal.

Dans leur dernier communiqué, les Anglais parlent de leurs lignes comme étant à Roye.

.....
16 mars [1917]. Les événements se précipitent. Révolution en Russie. La Douma a refusé de se dissoudre; les troupes ont fait cause commune avec elle; le ministère a été détruit, un nouveau constitué, avec Milioukoff aux Affaires étrangères. Enfin le tsar a abdiqué, son frère est régent. La lutte a eu lieu lundi et mardi; depuis avant-hier 14, triomphe de la Révolution. Les grandes villes adhèrent. Si ça réussit, quel soulagement pour le monde, et surtout pour les Alliés!

(...)

17 mars. Ça se corse en Russie. Le tsar a abdiqué pour lui et son fils. Le grand-duc son frère abdique aussi, Une constituante doit se réunir. Tout cela est d'une importance immense. Tout le pays adhère.

(...)

3 avril. Wilson a demandé au Congrès, réuni hier, de déclarer l'état de guerre. Discours long, habile, plus d'un avocat que d'un grand homme d'État. Insiste sur la guerre des démocraties contre l'aristocratie, affirme sa sympathie pour le peuple allemand.

Un sénateur du Massachusetts attaqué par un pacifiste qui veut le convertir.

On racontait hier qu'un sous-marin boche avait réussi à passer par le canal de Panama, caché dans un vaisseau marchand.

(...)

17 avril. J'ai le cœur serré. La grande offensive française est commencée: diversion en Alsace et en Lorraine, et grande poussée de Soissons à Reims, sur 40 km. Partout succès: 10 000 prisonniers en quelques heures, quoique l'ennemi s'y attendît et ait résisté désespérément.

Rien du côté anglais.

Enthousiasme en Amérique à l'annonce de notre succès.

Ovations dans les théâtres.

(...)

5 mai 1917. Les nouvelles de Russie sont lamentables. Une émeute à Pétrograd contre Milioukoff. Des gens tués dans les rues. Et ça ne fait que commencer.

Sur le front, les Français ont pris Craonne, et fait 1 000 prisonniers. Les Anglais se reposent.

Dirait-on qu'il existe des fronts italiens, macédoniens, roumains et russes? Ah, les Boches ont beau jeu.

(...)

[Retour des États-Unis]

10 juin. Déjà dans la zone dangereuse. Le jour, tout le monde est gai. Une alerte: un canonier de l'arrière, en voulant montrer la manœuvre du canon, fait partir le coup. Emoi: un coup de canon dans la zone dangereuse!

Le soir, le chef mécanicien m'apprend qu'un télégramme Marconi annonce une victoire anglaise au Sud d'Ypres: 9 000 prisonniers.

La nuit. Tout ferme à 7h. Avertissement d'avoir à coucher tout habillé. Ces précautions énervent. Beaucoup de gens couchent sur le pont. Deux types n'ont pas quitté leur ceinture de sauvetage depuis New-York.

(...)

15 août. Rien. Le boulanger d'Arêche nous menace de la privation de pain, faute de farine.

(...)

25 septembre. A peu près rien.

Je vois qu'en montagne l'état d'esprit des populations est bien mauvais. Tout le monde rêve de finir la guerre à n'importe quelles conditions. Un, guide, intelligent, me dit que bien sûr il y a, de chaque côté, entente entre les puissants pour prolonger la guerre.

(...)

9 novembre. De mieux en mieux. Les maximalistes se sont emparés de Péetrograd et ont déposé Kerensky. Ou bien c'est la paix prochaine avec les Boches, ou bien la contre-révolution.

Les Italiens continuent à reculer. On se demande s'ils tiendront sur l'Adige. Les Boches ont passé la Livenza. Adieu Venise.

Rien d'important sur notre front.

Résumons: jamais l'Entente n'a été aussi malade. Au 1er avril dernier, jamais le succès n'avait été plus proche.

Un seul rayon de soleil: la baisse de la guerre sous-marine. La dernière semaine a été la plus favorable depuis le 1er février, et de beaucoup.

(...)

11 décembre. Prise de Jérusalem; c'est toujours ça. Si seulement on coupait la voie ferrée d'Alep, vers Alexandrette! C'est ça qui tient tout.

Rien sur les fronts.

Le léninisme continue de plus belle en Russie.

Vu hier le député Perrier. Il me dit: voici l'opinion de Weill, député de Metz, retour d'une mission en Russie. Là-bas, toute la bourgeoisie n'aspire plus qu'à l'arrivée des Allemands, qui remettront de l'ordre. L'exemple de Riga, où les Boches ont fusillé les traîtres et pendu le Soviet, a beaucoup frappé la bourgeoisie russe. Pour elle, l'Allemand est un sauveur.

Perrier est quasi-défaitiste. Il me dit: Anglais et Américains sont aujourd'hui les maîtres chez nous. Et il ajoute: dans 15 ans, on dira qu'il y a eu deux grands hommes en France: Jaurès et Caillaux.

17 au 21 février [1918]. Fait une conférence sur l'aide de l'Amérique à Pont-en-Royans et une tournée de trois jours dans le haut Vercors. Les gens demandent si la guerre va finir, un peu comme s'il s'agissait d'un orage de grêle. Pas intéressants, ces bougres-là.

Pendant le voyage, pas mal de nouveautés. En Angleterre, Robertson, l'homme du commandement non unifié, a démissionné. A la bonne heure, on marche à la raison. Raids nombreux et réussis sur les lignes boches, nos troupes sont au point. Enfin les aviations alliées ont des succès. Trèves en prend!

A l'Est, la Pologne proteste, tant qu'elle peut, contre la paix ukrainienne, qui la démembre. La Rada d'Ukraine s'est enfuie à Jitomir.

Enfin les Boches ont fait un simulacre d'hostilités contre la Russie, et aussitôt Lénine et Trotsky se sont soumis, avec toute la platitude désirable. Ils sont propres, ceux-là!

(...)

26 mars. La bataille est dans la phase critique. Les Anglais sont sur l'ancien champ de bataille de la Somme et nous reculons vers Noyon; on en reste à l'ancien front d'il y a un an, ou à peu près. La journée d'aujourd'hui sera décisive. Mais on annonce derrière Péronne l'arrivée des Français. Confiance!

Ces brutes continuent à bombarder Paris.

Ceci est vraiment la grande partie, la fin. Soyons fermes, et tout ira bien.

(...)

13 mai. Rien sur le front.

Vu ce matin les grévistes de la métallurgie faisant cortège dans les rues de Grenoble, pour demander une augmentation de salaire. On serre les dents en les regardant passer, ces misérables, si favorisés à tous points de vue!

(...)

30 juillet. Les Boches tentent de résister de nouveau sur l'Ourcq supérieur; ils ont été assez malmenés, et ont perdu quelques villages. Ca va bien.

Ce qui est beau, c'est la force, déjà éprouvée, des troupes américaines. Sûrs de leur valeur, nous pouvons désormais être tranquilles.

31 juillet. La poursuite se ralentit. Les Boches résistent, et contre-attaquent. Est-ce tout? Ca n'est déjà pas mal, fichtre!

Les Australiens ont pris Merris (?)

(...)

4-5 août. Reprise complète de la ligne de la Vesle, y compris Fismes; 50 villages reconquis en un seul jour, ou plutôt les ruines, car les Boches incendiaient tout. Progression au Nord de Reims, à la Neuville. Nos troupes ont même franchi la Vesle. D'autre part, replis partiels des Boches vers Albert, et vers Montdidier. Tout cela est plein d'intérêt.

Notre ravitaillement à Autrans: il y a des à-coups pour le pain; question de transport et de répartition, car on ne manque pas de blé. Et puis, quelle cherté! Commerçants et paysans s'en donnent à cœur joie

(...)

10 novembre. Le Kaiser a enfin abdiqué, ainsi que le Kronprinz et son gendre. Tout croule en Allemagne. On parle d'une Constituante.

Au front, c'est maintenant une sorte de débandade.

Le département du Nord est à peu près entièrement libéré; nos troupes de l'Oise sont en Belgique. Nous approchons de Rocroi; la Meuse est franchie. Les Américains traversent la Woëvre. Les Anglais sont près de Mons, et progressent à l'Est de Tournai. Les Français de Belgique ont franchi l'Escaut.

Midi. Le journal *La Suisse* nous apprend la Révolution en Allemagne. Des soviets d'ouvriers et soldats se constituent un peu partout. Ces Soviets sont les maîtres de Berlin, de Francfort, de Cologne, etc... Le désordre semble grand. Le "camarade" Ebert est devenu chancelier: il demande le maintien de l'ordre. Pourvu qu'une nouvelle Russie ne se constitue pas en Allemagne!

Ce soir, rien encore pour l'armistice. Les nouvelles du front sont excellentes. Les Anglais sont aux portes de Mons, de Leuzen (?), et ont pris Renaix (?).

La Yougo-Slavie est faite, par l'union définitive Monténégro, Serbie, Bosnie, Herzégovine, Dalmatie, Croatie, Slovénie, y compris Banat et Syrmie (?). Ce n'est pas peu de chose.

11 novembre. Il y a du retard, car le courrier boche n'a pu arriver à Spa qu'hier dimanche. Il n'est pas sûr que nous ayons la réponse aujourd'hui.

En attendant, on marche. Le département du Nord est entièrement libéré. Nous approchons de Rocroi; Mézières-Charleville est dépassé. Les Anglais sont à Mons, Leuze (?), approchent d'Ath; les troupes de Flandre approchent de la Deudre (?). Les Américains ont franchi la Meuse au Sud de Stenay; ils progressent en Woëvre.

En Allemagne, tout se culbute. Après le kaiser et le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg a abdiqué. Le kaiser a filé en Hollande. La justice vient.

11 heures. Ca y est! Je sors en ville à 11 heures, agité et impatient. Déjà des drapeaux. Un temps radieux. Les gens ont une figure animée, marchent vite, d'un pas un peu saccadé. Tout d'un coup une rumeur, des cris: c'est une colonne couleur olive de permissionnaires américains qui passe en chantant, précédée de deux drapeaux français et yankee; cris inarticulés, sifflets. En effet, la dépêche est affichée: l'armistice est signé, officiel. En quelques minutes la rue se remplit d'une foule joyeuse. Un magasin distribue de petits drapeaux tricolores préparés en 1914 pour la visite de Poincaré, et restés enfermés depuis. On se rue dans les magasins pour en acheter de plus grands. Les fenêtres se pavoièrent avec une rapidité inouïe. Quelle joie! C'est le plus grand jour de notre histoire.

La Suisse donne les conditions de l'armistice; elle sont salées. Evacuation en 15 jours de la Belgique et Alsace-Lorraine. Occupation de la rive gauche du Rhin. Zone neutre de 40 km sur la rive droite. Livraison d'un énorme matériel de guerre, d'une partie de la flotte, d'un formidable matériel de transport. C'est le triomphe complet.

Quelle journée! La foule en liesse, tout le monde dehors en habits du dimanche, acclamant les soldats; les Américains ivres de joie. Il y a quelques notes de trop: les confettis, que des négociants malins gardaient en réserve depuis 5 ans. Mais enfin, ça s'est passé avec une dignité suffisante.

Derniers communiqués du soir: prise de Rocroi, prise de Mons. Le roi de Saxe est culbuté à son tour. Un monde nouveau se lève.

f) Les publications d'après 1945

□ **Le gros ouvrage collectif d'André Ducasse, Jacques Meyer & Gabriel Perreux (trois anciens élèves de l'ENS de la rue d'Ulm, promotion 1914), Vie et mort des Français, 1914-1918**, publié seulement (Hachette) en 1959, 512 p., préface de Maurice Genevoix, nombreuses rééditions, dont réédition avec sous-titre *Simple histoire de la Grande Guerre*, Famot, 1978, 540 p. :

- André Ducasse, protestant, professeur de lycée, coordonnateur (voir plus haut)
- une **structure narrative laissant la place à des témoignages**, très nombreux, liés par un travail de seconde main assez rigoureux

- involontairement situé dans **l'optique du cinquantenaire**

□ **les carnets du tonnelier Peyriaquois Barthas** :

- L. Barthas, *Les carnets de guerre de Louis Barthas*, Maspero, 1978, réédit., 1982, 560 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, févr. 1981, p. 721, réédition, La Découverte, 1997, 574 p., 2003,

- **né en 1879, marié, père de deux enfants, certificat d'études, socialiste ou socialisant, pacifiste, écoeuré par la guerre, hostile aux officiers, d'où sa célébrité** (les carnets sont rédigés en 1919, avec une très belle écriture : **il est capable d'exprimer ce que tous ses camarades ressentent confusément sans savoir le formuler**)

- **mais** vocabulaire (« boches », **par ex.**), **ne subit pas d'attaque d'infanterie allemande, ni d'attaque par les gaz**, pas de corps-à-corps, « patriotisme » méridional, de clocher (son cher

village de Peyriac-Minervois, dont il aime retrouver les mobilisés), hostilité vive aux gens du Nord (il fait la guerre d'abord dans le Pas-de-Calais), aux Bretons

- civisme, respect des hommes, les « pauvres diables », **solidité de l' « escouade minervoise »**, une scène de fraternisation, la boue, les tranchées, les poux, etc.

- ~~ce qu'il ne dit pas dans ses carnets~~, c'est qu'il s'est conduit en socialiste sous les armes, écrivant à Albert Thomas, par exemple ; ses convictions socialistes ont été réactivées par les mutineries de 1917 ³⁴⁴

- Barthas a inspiré Tardi, Marcel Amont pour une chanson, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais pour le monument de Neuville-Saint-Vaast, et le Collectif de Recherche international et de débat sur la Grande Guerre (CRID, le principal « **char d'assaut** » anti-péronniste)...

- ~~Pour compléter cette rapide fiche de lecture~~ : voir la fiche envoyée à tous par Clément de la Vayssière

□ le ~~journal d'enfant d'Yves Congar~~, dominicain, futur cardinal (grand rôle à Vatican II) ³⁴⁵ :

- retrouvé seulement en 1995 par son petit-fils

- **cinq cahiers d'écoliers, avec d'abondants dessins**

- dix ans en 1914, à Sedan

- **vie quotidienne d'une population soumise à une occupation particulièrement sévère** dans le cadre de la « guerre franco-boche » (titre des cahiers)

- en date du 7 janvier 1917 : « une vie monotone, se répétant tous les jours, des vexations continuelles, une nourriture insuffisante, sans nouvelles depuis trois ans, **l'entendre** toujours le même bruit, le canon, ne voyant que les boches, toujours les boches, un **affaissement moral, une lassitude corporelle aggravée par l'impossibilité de sortir de la ville, toujours sur le qui vive ou sous le coup d'une injustice** » (le canon = celui de Verdun)

- **exactions, indemnités à payer, otages, dont le père d'Y.C., disette avec aide alimentaire** espagnole et américaine, taxe sur les chiens >> il faut tuer son chien, haine des Allemands, révolte intérieure, tri ethnique opéré par les Allemands parmi les PG (les Russes, les Roumains et les Italiens sont les plus mal lotis), résistance élémentaire (indiquer un mauvais chemin aux soldats all.)

□ ~~les « écrits » de Marc Bloch~~ ³⁴⁶ :

- 28 ans en août 1914, déjà historien confirmé (articles, comptes rendus, thèse en **bonne voie sur le servage**), **professeur au lycée d'Amiens**

- fils de Gustave Bloch, historien de Rome

³⁴⁴ Apport heureux de Romain Ducoulombier, « La *Sociale* sous l'uniforme : obéissance et résistance à l'obéissance dans les rangs du socialisme et du syndicalisme français, 1914-1916 », dans A.Loez & N.Mariot dir., *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, 446 p., pp. 266-279.

³⁴⁵ Y.Congar, *L'Enfant Yves Congar. Journal de la guerre 1914-1918*, Cerf, 1997, 295 p.

³⁴⁶ M.Bloch, *Écrits de guerre (1914-1918). Textes réunis et présentés par Étienne Bloch*, Armand Colin, 1997, 195 p.

- fait toute la guerre, pour l'essentiel en Argonne ; une guerre « ordinaire », « banale »
- le « métier » de combattant, avec beaucoup d'admiration de sa part pour les simples soldats
- souci des hommes de troupes : souffrances, drames personnels
- patriotisme, certitude sur le bien-fondé de la guerre ; des notations sur le sang-froid
- mais critique les faiblesses, les défauts de l'armée
- un « récit » de la guerre, des mentions de « rumeurs », une critique des sources

□ un livre donné par un ancien élève (allemand) : André Letac, *Souvenirs de guerre. 1914-1918*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2010, 235 p. Voir la fiche de lecture par Louise Noblet-César déjà envoyée par ses soins diligents.

3°) Le pacifisme des socialistes de gauche

Les socialistes ayant été à la pointe du combat pacifiste avant 1914, il est logique que la première tentative de paix de la Première Guerre Mondiale soit leur fait : ce sont les rencontres de Zimmerwald et Kienthal en 1915 et 1916. Après deux ans et demi de guerre épuisante, un nombre croissant de personnes, notamment dans les milieux socialistes, avaient entrepris de lutter pour y mettre fin. Cette lutte ne revêtit pas un aspect inquiétant pour les gouvernements avant 1917. Mais déjà en Allemagne, puis en France, des socialistes « minoritaires » commencèrent à s'opposer à l'« Union sacrée ». En Italie, presque tout le parti socialiste s'opposait à la guerre. C'est en Russie que la situation était la plus inquiétante : on avait l'impression d'une lente dissolution du régime. Sur initiative du parti socialiste italien, en septembre 1915, à Zimmerwald, près de Berne, 42 délégués socialistes (dont deux Allemands, Ledebour et Adolf Hoffmann, et deux Français, Bourderon et Merrheim) se réunirent et rédigèrent un manifeste demandant aux « prolétaires d'Europe » d'exiger la paix sans annexions ni indemnités de guerre. La SFIO et le SPD (parti social-démocrate allemand) respectant l'Union sacrée, ce sont des dissidents ou des membres de la CGT française qui s'y rendent : Alphonse Merrheim et Bourderon défendent les idées de la minorité pacifiste de la SFIO. Le manifeste (rédigé grâce à Trotski) — condamnant la guerre, « produit de l'impérialisme », saluant les « victimes innombrables de la guerre », immolées « à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste » — eut peu d'écho. Les Zimmerwaldiens se divisent d'ailleurs sur les conséquences à tirer. La « gauche zimmerwaldienne » préconise, derrière Lénine, une « guerre de masse contre la guerre » et la fondation d'une nouvelle Internationale, tandis que la « droite zimmerwaldienne » (dont les Français) souhaite seulement faire pression sur les gouvernements pour obtenir une « paix blanche » sans annexion ni indemnité. Le courant zimmerwaldien devait jouer un rôle important dans le développement des tendances pacifistes au sein de plusieurs minorités socialistes, dont la française. Une nouvelle conférence se réunit en avril 1916 à Kienthal, également près de Berne. Le manifeste qui en sortit préconisait le retrait des socialistes des

gouvernements et le refus de tout crédit de guerre. Lénine, leader des socialistes russes, réfugié en Suisse, fut l'un des animateurs de ces deux rencontres. Allant plus loin que la plupart des délégués et notamment le Français Merrheim, il préconisait la création d'une troisième Internationale.

4°) Fêter la Grande Guerre

□ D'après A.Prost, bien sûr, mais aussi le récent copieux J.Lalouette, *Jours de fête. Jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Tallandier, 2010, 389 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, p. 268 ³⁴⁷

□ le 14 juillet, fêté quatre fois pendant la Première Guerre mondiale, mais uniquement avec des cérémonies militaires et funéraires, dont certaines avec des vétérans de la guerre de 1870, apparaît dès le 11 nov. 1918 comme insuffisant ; de plus dans la majorité « bleu horizon », certains trouvent le 14 Juillet trop républicain. Mais le 14 Juillet 1918 a été célébré de manière « interalliée » (après une vibrante célébration parisienne du 4 Juillet) et le 14 Juillet 1919 va présenter un cas particulier, **puisqu'il vient aussitôt après la signature du Traité de Versailles**

□ ~~dès 1919 le Sénat vota une proposition de loi relative à « la commémoration et la glorification des morts de la Grande Guerre »~~, navettes entre les deux assemblées et Louis Marin (cf. biographie dans le dossier biographique) propose de se saisir de la date prochaine de la Toussaint, avec succès cette première cérémonie va être éclipsée par la Fête de la Victoire et de la Paix le 11 Novembre

□ D'une certaine façon, ~~la canonisation de Jeanne d'Arc en 1920~~, s'inscrit dans la célébration de la Grande Guerre, d'autant que la loi du 10 juillet 1920 institue une « fête nationale » **de Jeanne d'Arc, le 2^e dimanche de mai**

□ des polémiques constantes

a) Le 14 juillet 1919

□ **le choix d'une Fête de la Victoire** le 14 juillet a été proposé à la Chambre des Députés dès le 27 juin, veille de la signature du Traité de Versailles, et accepté sans opposition

□ le 13, le président Poincaré (cf. biographie dans le dossier biographique) remet leurs épées aux trois maréchaux, Joffre, Foch (était devenu chef des armées alliées et associées le 26 mars et maréchal le 7 août) et Pétain, qui, le lendemain, vont, à cheval, mener les troupes de tous corps le long des Champs-Élysées ; le soir du 13 et pendant la nuit, veillée **funèbre à l'Arc de Triomphe et au gigantesque cénotaphe provisoire de plâtre doré**

□ immense défilé de la Victoire, de la Concorde à la place de la République, défilé de mille mutilés, un caractère international

³⁴⁷ Ajoutons A.Becker, "Du 14 juillet 1919 au 11 novembre 1920. Mort, où est ta victoire ?", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1996, pp. 31-44

- il est entièrement filmé
- deux gigantesques pyramides de canons allemands sont érigées au rond-point des Champs-Élysées, un trophée, idée de Clemenceau. Il y avait déjà eu des trophées pendant la guerre ³⁴⁸ ; il y en eut dans la cour d'honneur de LLG à partir de 1919 ou 1920 et dans certaines communes : **une redistribution. Le 14 juillet 1919, d'autres expositions de canons place de la Concorde et à l'Étoile, un autre trophée aux Tuileries, un sous-marin allemand est amarré sur la Seine**
- **un cénotaphe dédié aux soldats morts, avec figuration d'armes** à la base
- la statue de Strasbourg, place de la Concorde, fêtée depuis 1871, est traitée en monument aux morts elle aussi
- seules les funérailles nationales de Victor Hugo en 1885 peuvent être comparées au 14 Juillet 1919
- gros succès populaire : Paris est orné de dizaines de milliers de drapeaux et de rubans tricolores, installés par les autorités ou accrochés par des particuliers ; **s'y mêlent souvent des drapeaux alliés**
- un sursaut d'« Union sacrée » ? :
 - le climat social est exécrable : 1^{er} Mai, mobilisateur, grèves, manifestations en mai et juin, cherté de la vie
 - **L'Humanité se déchaîne immédiatement contre les autorités de l'État, contre la militarisation des cérémonies, et aussi contre le manque de morale de cette « fête »**
 - Le 31 juillet les **socialistes rappellent l'assassinat de Jaurès (le 29 mars, l'assassin de Jaurès avait été acquitté, le 6 avril grande manifestation de protestation et d'hommage à la mémoire de Jaurès)** ; cette journée est explicitement présentée comme une réplique au 14 juillet 1919. Elle se clot avec concert et matinée poétique
 - les catholiques protestent contre la tonalité par trop laïque des cérémonies (les autorités de **l'État ont refusé toute association avec les Églises en tant que corps constitués**) : sentiment d'avoir été floués par l'Union sacrée de la III^e République
 - « revanche » : le Sacré-Cœur est consacré du 16 au 19 octobre

b) Le 11 Novembre

- la Victoire a été assez souvent appelée la Libération, comme sur l'immense carte installée par le journal *Le Matin* bd Poissonnière (*Panorama de la bataille de la Libération*)
- le 11 nov. 1920, inhumation du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe (plus exactement, le cercueil du Soldat inconnu ³⁴⁹ traverse Paris en passant par la place Denfert-

³⁴⁸ Cf. le mémoire de master de Victor Demiaux, ancien de la K2, *Le phénomène des trophées pendant la Grande Guerre. 1914-1920*, sous la direction de S. Audouin-Rouzeau, EHESS, 2005-2006

³⁴⁹ L'idée première d'un soldat inconnu revient aux Anglais, pour l'abbaye de Westminster. Le soldat français fut choisi le 10 novembre 1920 par un caporal de la classe 19, engagé volontaire, dont le père avait été porté disparu. Huit cadavres anonymes avaient été rassemblés dans une casemate de la citadelle de Verdun ; chacun venait d'un

Rochereau, est entreposé dans une salle au sommet de l'Arc et enterré sous la voûte, le 28 janvier 1921). Ce type de célébration est mondial : tous les belligérants, vainqueurs et vaincus, enterrent un soldat inconnu en grande pompe dans les années 1920, la Grande-Bretagne et la France commençant, le 11 nov. 1920 ³⁵⁰. Les débats, au parlement et dans l'opinion, ont concerné surtout le lieu de l'inhumation (consensus sur la date et choix de Verdun pour déterrer un mort). Débats d'autant plus vifs que 1920 est le 50^e anniversaire de la III^e République. Mais, eu égard au rapprochement en cours entre le Saint-Siège et la Révolution française, il est conseillé à tous les évêques français de participer par une cérémonie religieuse aux différentes festivités. Suite (!) : le 30 nov. l'ambassade de France au Vatican est rétablie. Tout au long de la journée du 11 nov. 1920, le Soldat inconnu est accompagné d'une famille fictive, une veuve de guerre, une mère et un père ayant perdu un fils, un enfant orphelin de père. Autres originalités françaises : en même temps le cœur de Gambetta est transféré au Panthéon (lieu « à gauche ») ; le 1^{er} février 1918 un soldat amnésique est interné à l'hôpital psychiatrique du Rhône, tous les moyens sont employés pour l'identifier et le rendre à sa famille, plusieurs centaines de familles, nombre à l'aune des 250 000 soldats français qui n'ont pas été retrouvés, reconnaissent en lui un parent : la difficulté à les « départager » occupera tout l'entre-deux-guerres, fascinant les contemporains, qui baptisent l'homme (qui mourra en 1942) « le soldat inconnu vivant » : Anouilh en tirera son *Voyageur sans bagage*.

□ Le 4 novembre 1921, la commission de l'administration générale (*sic*) soumit au vote des députés un court projet de loi : « Le 11 novembre, anniversaire de la victoire de la France et de ses alliés, est déclaré jour férié. » Refus après débats d'une proposition de la droite de faire glisser la fête au dimanche suivant, avec un tollé des associations d'Anciens Combattants. Le 8 juillet 1922, la Chambre des Députés adopte une proposition de loi fixant définitivement la fête de la commémoration de la Victoire au 11 Novembre, sans possibilité de renvoi à une autre date (et ce n'est pas officiellement une « fête nationale »)

□ contenu de la « Fête de la Victoire et de la Paix » dite couramment à tort « fête nationale » :

- dès l'origine la victoire va de pair avec le deuil, ce contre quoi l'Office des Mutilés proteste en 1926, en proposant « un jour de liesse » (même ambiguïté que la Toussaint...)

cimetière militaire différent, pour que les morts de toutes les grandes batailles fussent représentés. Le caporal Auguste Thin désigna silencieusement l'un des huit cercueils (le 6^e, il additionne les trois chiffres de son régiment, 132^e RI) en déposant sur lui un bouquet de fleurs cueillies sur le champ de bataille de Verdun. Le ministre, Maginot, assistait à la cérémonie. Une bibliographie gigantesque, avec l'intérêt tout particulier des livres de J.-Y. Le Naour, *Le soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*, Gallimard, coll. « Découvertes », 2008, 112 p. & *Le soldat inconnu vivant*, Hachette, 2002, 222 p.

³⁵⁰ Les derniers pays à le faire seront le Canada et l'Australie, considérant dans les années 1990 que le soldat inconnu de Westminster n'a pas pu représenter tout l'Empire britannique : l'Australie retire un soldat australien de la Bataille de la Somme pour l'enterrer à Canberra dans le War Memorial et le Canada fait « rentrer à Ottawa » un soldat inconnu de la crête de Vimy, haut lieu du souvenir soigneusement entretenu par le Canada, qui en est propriétaire depuis 1922.

- la note dominante = hommages civils, militaires et religieux

- **Œuvre du Bleuet de France, créée en 1925 par deux infirmières des Invalides**

- une forme de religiosité séculière :

* la minute de silence est une forme laïcisée de prière

* la « sonnerie aux morts » est inventée par le général Gouraud en 1931

* **l'appel des noms** ³⁵¹ rappelle le *memento* des morts, dit pendant la messe, au moment du canon

* récitation fréquente du poème de Victor Hugo *Aux morts de Juillet*, composé en hommage aux morts des Trois Glorieuses, avec les deux vers fameux « Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie / Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie. »

* respect obligatoire : **les hommes doivent se découvrir, comme à l'église, un fumeur** pendant la minute de silence se fait rabrouer, etc.

* **mais comme des cérémonies religieuses sont organisées dès 1919, il est courant, jusqu'à aujourd'hui que la célébration d'une messe fasse partie des cérémonies officielles du 11 Novembre**

* un rituel, bien établi, connu de tous et respecté

□ les anciens combattants ne souhaitent pas que le 11 Novembre devînt une ~~fête militaire~~, **mais ce jour étant déclaré férié, l'organisation en incombait aux pouvoirs publics, qui ignorèrent leur vœu. Dès les années 1920, l'armée fut associée à l'anniversaire de l'armistice** et, dans les villes de garnison, les troupes furent passées en revue avant de défiler. *La Marseillaise* **n'appartient pas au rituel, elle est facultative**

□ Cependant A. Prost souligne le caractère de « *civisme républicain* » de ces cérémonies du 11 Novembre et remarque que ce ne sont pas les drapeaux qui sont honorés, car les assistants ne défilent pas devant eux, mais ~~les défunts~~, devant lesquels les drapeaux « **s'inclinent respectueusement, en signe de deuil** » : représentant la nation, « ils expriment sa reconnaissance et son respect pour les citoyens morts à la guerre »

□ à partir du 11 nov. 1923 le culte de la flamme à l'Arc de Triomphe est organisé. Une **célébrité mémorielle et touristique de la Tombe du Soldat inconnu pendant l'entre-deux-guerres**, dans un sens patriotique le plus souvent, mais aussi pacifiste (*cf.* Andromaque dans *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*). Après son atterrissage triomphal au Bourget, en 1927, Lindbergh choisit d'aller, en pleine nuit, porter des fleurs au S.I. français, les jours suivant il le fera à Londres et Bruxelles

□ Dès le début des années 1920 le 11 Novembre est contesté : antimilitaristes, pacifistes, anarchistes, libre-penseurs, membres de l'ARAC, socialistes (qui disent que la victoire a été confisquée aux combattants) >>> des manifestations dans les cimetières, avec des incidents. Sur le long terme, la principale contestation concerne les « ~~fusillés pour~~

³⁵¹ Très souvent après chaque nom un ancien combattant ou un enfant répond « Mort pour la France » ou « Mort au champ d'honneur »

l'exemple », un peu plus longtemps qu'en Grande-Bretagne, où au début des années 1980 commence une campagne pour le *pardon des shot at dawn* et des *shell-shocks* ³⁵² >>> déclarations de Lionel Jospin (5 nov. 1918) et de Sarkozy (jugés insuff. par les irréductibles). Des monuments aux morts pacifistes et antimilitaristes, comme celui de Gentioux (Creuse), avec des manifestations tous les ans. Voir les cas de Chapelant et Waterlot dans deux photocopiés.

□ résultat d'une souscription publique ouverte par le journal Le Matin, le monument de la clairière de l'armistice dans la forêt de Compiègne est inauguré le 11 nov. 1927

□ sur le long terme, les anniversaires décennaux sont particulièrement fêtés

□ pendant la Deuxième Guerre mondiale :

- en zone occupée, les All. interdisent toute cérémonie

- manifestation du 11 nov 1940 à l'Arc de Triomphe

□ le 11 Nov. retrouve toute sa solennité à la Libération :

- En 1944, côte à côte, de Gaulle et Churchill s'inclinèrent devant la tombe du Soldat inconnu puis assistèrent au défilé des troupes alliées ; **ensuite, dans l'après-midi** des centaines de milliers de Parisiens remontent les Champs-Élysées

- Le 11 nov. 1945, à la demande de De Gaulle, outre les célébrations parisiennes traditionnelle, une cérémonie grandiose se déroula au Mont-Valérien, où furent amenés quinze corps de combattants venus de tous les fronts et représentant divers types

d'engagement ; une 16^e place attendu le corps du Compagnon de la Libération qui mourra le dernier ³⁵³

□ innovation du 1^{er} septennat de Mitterrand : le 1^{er} min. se rend à la clairière de l'Armistice dans la Forêt de Compiègne

□ innovation de Sarkozy : un discours, alors que la cérémonie avait toujours été silencieuse

□ inévitable renouvellement au fur et à mesure que meurent les derniers Anciens Combattants ³⁵⁴

³⁵² Des soldats ont été (lourdement) punis pour avoir refusé de tirer sur leur compagnon d'armes. N. Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999, 285 p. ; J.-Y. Le Naour, *Fusillés. Enquête sur les crimes de la justice militaire*, Larousse, 2010, 335 p.

³⁵³ Elle est encore libre.

³⁵⁴ Le dernier : Lazare Ponticelli, Italien né en 1897 dans la misérable Émilie, immigré de la misère à dix ans en France, engagé volontaire dans l'armée française (Légion étrangère) en 1914 (à 17 ans), renvoyé *manu militari* en Italie en 1915, il se bat au Tyrol, il revient en France après la Première Guerre mondiale et est naturalisé français en 1939. En mai 1940 il incendie la raffinerie de Petit-Couronne que la société qu'il a constituée avec ses frères a contribué à construire (la société deviendra une multinationale de la métallurgie, des travaux publics et de la mécanique après 1945). Il témoignera toujours contre l'horreur et l'« idiotie » de la guerre, dans les écoles par exemple. Décédé en 2008, après avoir refusé vigoureusement les funérailles nationales ; l'État organisera une *cérémonie d'hommage national*... Biblio. : la biographie de Véronique Fourcade, *Le Dernier Poilu. Lazare Ponticelli*, Stock, 2008, 234 p., et l'ouvrage collectif, assez « officiel » et « pensant bien », *Hommage à Lazare Ponticelli, dernier légionnaire de la grande guerre*, L'Esprit du Livre, 2007, 159 p. Le dernier Tommy britannique, Harry Patch, qui avait participé à la bataille de Passchendaele (1917), est mort en 2009.

c) Les monuments aux morts, miroir et fête grave

□ biblio. abondante.: travaux d'A.Becker, A.Prost, S.Tison ³⁵⁵, travaux locaux, mais aussi J.-Y. Le Naour, *Le soldat inconnu. La guerre, la mort, la mémoire*, Gallimard, coll. « Découvertes », 2008, 112 p.

□ L'idée des monuments commémoratifs est née pendant la Grande Guerre: après la guerre de 1871, ou plutôt après le boulangisme, on en avait construit un certain nombre (voir cours GÉS-6), mais la guerre de 1914 est vite la *Grande Guerre*

□ entreprise gigantesque en France à la mesure du cataclysme: les communes sans monument aux morts de la Grande Guerre sont rarissimes et une seule n'a aucun monument aux morts de 1870, de la Grande Guerre et de la Deuxième Guerre mondiale

□ tâche collective: municipalités, associations d'Anciens Combattants, souscriptions, l'État étant souvent sollicité (conformément à la loi du 25 octobre 1919), des commerçants avisés proposent très tôt des catalogues aux communes, mais leurs articles sont chers (en particulier les statues ³⁵⁶) >>> **l'immense majorité des communes rurales a du se contenter** de petites stèles de pierre, de pyramides tronquées, ornées de plumes, de croix de Guerre, de coqs ³⁵⁷, mais dans les villages les monuments aux morts sont construits en grande majorité avant 1922

□ problème du choix de l'emplacement, souvent âprement discuté: très souvent devant la mairie, ou à proximité immédiate, souvent devant l'école ³⁵⁸, mais aussi à proximité de l'église, voire dedans (ou monument *bis*), ou dans le cimetière

□ qu'exprimer? victoire et douleur >>> une sculpture symbolise la victoire (le plus répandue: poilu brandissant une couronne de lauriers), une inscription funéraire, bien souvent. Les armes sont très fréquentes, et réalistes. Les morts parlent aux vivants, lesquels sculptent, rédigent, pleurent et honorent (souvent ce sont des enfants qui le font, comme lors des cérémonies). Mais les poilus sont nettement minoritaires

□ la Mort seule est impossible à représenter >>> on la représente comme dans les manuels d'histoire: poilu affaissé, couché dans la boue, héros du passé, comme Vercingétorix ou Jeanne d'Arc (grand rôle de l'École). Plusieurs moments d'une attaque peuvent être

³⁵⁵ S.Tison, *Comment sortir de la guerre? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p.

³⁵⁶ Une amusante présentation de ces statues, de la fonderie, d'un 11 Novembre inaugurant un monument et... d'un modèle (Laetitia Casta !) dans un film récent (2008), pour adolescents, *La Jeune Fille et les loups*, de Gilles Legrand.

³⁵⁷ Comme chacun le sait, « Gallus » = « Gallia »...

³⁵⁸ Ajoutons que les Écoles normales supérieures masculines, qui ont eu beaucoup de décès, ont toutes leur monument aux morts (celui de la rue d'Ulm est très « Lettres classiques », citez-le à l'oral), que les écoles normales d'instituteurs (qui ont été tués plus souvent qu'à leur tour) ont souvent le leur. Les lycées rarement (mais Saint-Étienne, très historique), au profit de plaques, souvent monumentales, comme à LLG, lequel a eu longtemps dans la cour d'honneur des petits canons et des obus. Substituts...

représentés, dont l'issue fatale ; le monument aux morts de Plonevez-Porzay suit l'agonie d'un soldat.

□ des inscriptions : « enfants », « morts », « fils », « héros », « guerre », « devoir », « sacrifice », « martyrs », « mémoire », etc.

□ longues listes de noms, très souvent sans grades, souvent avec liens familiaux visibles

□ les connotations :

- égalité, unité avec les civils (dont la douleur est assez souvent visible, cf. la « pleureuse » de Termignon, avec coiffe savoyarde), dont les otages et les autres victimes, dont l'exode,

souvent représentés sur les monument aux morts des départements occupés, les destructions de bâtiments (*idem*), les résistants (*idem*). À la Côte-Saint-André (Isère), en haut le coq gaulois chante, au milieu le soldat lance une grenade, en bas la femme laboure.

- rarement haine de la guerre. Des monuments aux morts pacifistes et antimilitaristes ³⁵⁹,

comme celui de Gentioux (Creuse, un écolier en tablier et sabots montre le poing à l'inscription « Maudite soit la guerre »), avec des manifestations tous les ans et l'absence officielle de l'armée (on est près du camp de La Courtine). Sur celui d'Équeurdreville (près de Cherbourg, un des rarissimes monument aux morts réalisés par une femme), inscription « Que maudite soit la guerre ». À Gy-L'Évêque (Yonne, au sud d'Auxerre) inscription « Guerre à la guerre. Paix entre tous les peuples » ; à Levallois-Perret, un ouvrier brise une épée sur son genou ³⁶⁰. À Saint-Martin-d'Estreaux (Loire) et Château-Arnoux (Alpes-de-

Haute-Provence), une longue inscription, plus violente et en plusieurs panneaux dans le premier cas (« Bilan de la guerre, plus de douze millions de morts ! [...] »), plus poétique (un sonnet) dans le second. Voir le dossier photographique envoyé par Internet. J'y joins un autre dossier concernant Pondichéry, grâce à mon collègue Prébagarane Mouttou

- Moins connus, des monuments appellent à la fraternité des peuples, comme à Dardilly (Rhône), à l'abandon des armes (Avion, dans le Pas-de-Calais : une statue allégorique de la Mort lâche son glaive, grimaçant de peur à la vue des mains des morts qui se tendent vers elle ; inscription « Tu ne tueras point »), des monuments ont été érigés en marge des monuments aux morts, d'autres sont contradictoires (Lezoux, Puy-de-Dôme, cf. cours d'histoire romaine : glorification des « victoires » et condamnation de la guerre), d'autres sont doubles (Auchel, Pas-de-Calais : 1°) l'Humanité pleure les soldats morts, 2°) un mineur célèbre la paix)

³⁵⁹ Cf. D. et P.Roy, *Autour de monuments aux morts pacifistes en France*, Fédération nationale laïque des Associations des Amis des Monuments pacifistes, républicains et anticléricaux, 2006, 240 p. C'est une étude beaucoup plus complète et sérieuse que les publications des historiens « école de Péronne »...

³⁶⁰ Le maire actuel interdit, bien entendu, tout rassemblement pacifiste...

- religieuse : quatre sanctuaires-ossuaires, mémoriaux chrétiens : ND de Lorette (Pas-de-Calais, un lieu de pèlerinage marial avant la guerre), Douaumont, Dormans (Marne, un Christ au sommet), Hartmannwillerkopf (dit *le Vieil Armand* par les poilus) ³⁶¹

- le rejeu de l'histoire : Révolution française souvent ; le monument aux morts de Nice est une réplique du Trophée de la Turbie (6 av. JC, cf. **cours d'histoire romaine n° 8**) ; le monument aux morts de Soissons évoque le vase de Clovis

□ devenir :

- **des refus d'inauguration par les** « autorités »

- les inscriptions semblant pacifistes sont souvent cachées (fleurs, etc.), mais des monuments pacifistes sont « pieusement » fêtés par des militants de la libre pensée

- **certaines monuments aux morts d'Afrique du Nord ont été démontés et réutilisés en** métropole (ex. : celui de Casablanca à Senlis)

En guise de conclusion, la fiche de lecture de Tristan Rondeau sur N. Offenstadt, 14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine. Odile Jacob, 2010, 208 p.

Tristan Rondeau, fiche de lecture sur : OFFENSTADT Nicolas, 14-18 Aujourd'hui - La Grande Guerre dans la France contemporaine. Odile Jacob, 2010, 200 p.

L'auteur : universitaire et chercheur à Paris-I ; membre du Comité de Recherche International et de Débat sur la Guerre de 1914-1918 (école « *de Craonne* ») ; a travaillé sur les mutins et les fusillés de la Grande Guerre, ainsi que sur le Chemin des Dames.

Un ouvrage fort intéressant, mais je demande si l'on peut véritablement utiliser ces données dans une dissertation (sauf peut-être en ouverture, dans la conclusion, voire peut-être à l'oral, si certains sujets tombent sur les mémoires de la Première Guerre mondiale, je ne sais pas). (T.R.)

Abréviations :

GG : Grande Guerre

MAM : Monument aux morts

MPF : Mort pour la France

PGM : Première Guerre mondiale (et idem pour SGM)

AC : anciens combattants

Introduction.

La Grande-Guerre (GG) est aujourd'hui bien plus que de l'histoire en France.

-> Chansons, films, livres, romans, BD, pièces de théâtre, etc.

-> Associations de reconstitution

³⁶¹ Grande statue de la Vierge, par Bourdelle, dans la crypte de ce dernier

-> Chercheurs amateurs et généalogistes qui travaillent sur des ancêtres ou des points précis du conflit, souvent en contact avec des historiens professionnels, participant ainsi de la « *public history* ».

Loin d'être simplement un sujet savant, 14-18 est devenu en France, depuis 30 ans, une pratique sociale et culturelle d'envergure.

Ce qui se traduit par un nouvel essor pour le conflit ; des commémorations de grande échelle (cf. le centenaire à venir et qui fait couler beaucoup d'encre) ; rôle de l'État et Ministères de l'Éducation et Culture qui appuient et pilotent ces démarches ; et vivacité des appropriations locales de l'histoire de la G-G, dans des petites communes ou par des associations.

Les commémorations produisent de la mémoire, de nouveaux objets et nouveaux lieux de culte.

Historiographie : entre la fin de la SGm et le début des années 1990, la production de livres sur la G-G est relativement faible ; des inquiétudes s'expriment sur les mémoires de la G-G, les considérant comme trop peu présentes dans la société : vision désuète de l'ancien combattant, les commémorations sont perçues comme surannées, etc.

Le cinquantenaire de la GG (1964-68) est certes l'occasion de nombreuses mobilisations mémorielles, mais ce conflit a été éclipsé par les douloureux et récents événements de la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, paradoxe : le poilu est une figure positive qui porte la société par sa forte présence ; une figure qui se décline : les mutins, les fusillés, les Gueules Cassées, les amnésiques, les survivants, les derniers morts de la guerre, etc.

Un engouement qui interroge bien au-delà des historiens.

Objectif du livre : mesurer la présence renouvelée de 14-18 pour en cerner au final les enjeux. Enquête centrée sur les années 1900 et le début des années 2000.

Comment interpréter ce véritable *activisme 14-18* ?

Trois grands récits le constituent.

Le récit généalogique : un intérêt pour 14-18 qui s'inscrit dans la propre histoire familiale de chacun.

A cela peut aussi s'ajouter un récit local : histoire d'un village, d'un champ de bataille proche de chez soi, ou des hommes de sa ville, de son département, partis au front, etc.

14-18 renforce une inscription dans un territoire et la bâtit.

Affirmation progressive d'un récit militant, pour qui la GG sert des causes présentes, souvent afin de lutter contre des formes de domination contemporaines.

Livre structuré autour des multiples usages contemporains de la GG, qu'il s'agit de passer en revue et d'analyser.

Chapitre 1 : 14-18 «Une Histoire à soi»

Nombreux sont les souvenirs à s'approprier à propos de la GG : lettres, objets et uniformes des millions de mobilisés, vestiges et champs de bataille sur 800km de zone de front, armes, souvenirs patriotiques, etc.

Poids d'Internet : accélération des échanges et des découvertes, sans avoir à passer par de lourdes recherches.

Une *communauté 14-18* s'est formée en ligne.

Chacun peut échanger et monter un site sur sa propre passion : généalogiste, collectionneur, historien local, etc.

Cela fonctionne avec l'idée qu'une partie de l'Histoire de la GG est occultée, passée sous silence et qu'il faut en rendre compte (cf. le succès de *Paroles de Poilus*, recueil de lettres de soldats publié en 1998).

Récits généalogiques : quête généalogique : forme la plus courante d'investissement dans l'histoire de la GG.

Chercher à comprendre et connaître une histoire dont «son aïeul est le héros».

-> **Réponse de l'Etat : faciliter l'accès aux archives militaires (projet d'un centre de recherche généalogique à Verdun pour le centenaire ; et surtout la mise en ligne durant les années 2000 des fiches personnelles des MPF et autres docs sur www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr)**

Poids des associations généalogiques ; souvent le champ de recherche déborde sur sa ville, son quartier, et s'élargit progressivement.

Version intime ou familiale de la recherche consiste d'abord à rassembler les documents gardés dans l'enceinte familiale.

Exemple de la correspondance : 1) retrouver les lettres 2) en faire des copies 3) les transcrire 4) édition savante (avec photos, préface - sur internet ou en livre).

Poids de l'affect et de l'enjeu de son propre avenir qui motive ces démarches.

Des plaques du souvenir continuent d'être fabriquées et apposées dans les dernières décennies, bien au-delà des premières années du deuil.

Version réparatrice de cette quête -> amène les descendants à vouloir redonner une place à un ancêtre considéré comme oublié ou délaissé par les différentes mémoires.

L'activisme 14-18 des associations : ces associations sont fondées spécifiquement pour l'entretien des lieux et des mémoires locales. Ce sont aussi des ressources pour tous les généalogistes.

Nouvelle génération d'associations, différentes des premières, formées après le conflit par le Souvenir Français ou les A-C.

Mais elles s'inscrivent dans la tradition des sociétés savantes qui ont toujours œuvré pour la préservation du patrimoine.

Beaucoup de ses associations sur 14-18 sont nées à partir des années 1980. Avec quelques variations, elles prennent en charge une partie du front, des monuments de mémoire pour les entretenir ; entretiennent des sites internet et participent à la publication d'ouvrages, etc.

Différents secteurs : certains sont déjà marqués par la mémoire (comme Verdun, où il y a en 1951 la création d'un comité national du souvenir de Verdun) ; d'autres sont vierges de toute association ou structure mémorielle (Oise, Aisne) ; d'autres ont vu le développement de structures plus tardives (l'Historial de la Grande Guerre de Péronne fête cette année son 20e anniversaire ; musée de Meaux ou de l'Hartmannswillerkopf).

Sentiment d'une nécessaire sauvegarde du patrimoine local touchant à la GG, aussi bien contre pilleurs et fouilleurs (problème de l'archéologie de la GG) que contre l'insuffisance des pouvoirs publics.

Au-delà de la sauvegarde pure, les associations contribuent aussi à façonner le nouveau paysage de 14-18 -> inauguration de nouvelles stèles et panneaux explicatifs

pour rappeler et célébrer des événements particuliers (comme la stèle pour les fraternisations de Noël 1914 inaugurée à Frelinghien en 2008). + mise en valeur touristique (organisation de parcours, sentiers du souvenir)

Au final, autochtones, agriculteurs, élus locaux investissent à leur tour la mémoire locale de la GG.

Sans médiation : objets et uniformes.

Associations de reconstitution : défilé et animations en tenue de soldats de 14-18.

Mise en scène parfois à grande échelle sur d'anciens champs de bataille.

Certains musées ont également reconstitué, de bric et de broc, des champs de bataille : réseaux de tranchées, *no man's land* factice, cagnas, fil barbelé, etc.

Une autre manière de s'approprier le patrimoine de la GG : collectionner les objets de 14-18. -> Des musées privés et personnels, des petites collections, souvent dans les **habitations, existent. Mais l'objet**, exposé ou porté ne vaut pas seulement en soi, sans discours. -> Poids du «devoir de mémoire», dont les vestiges et objets seraient l'émanation.

Pouvoir d'évocation et de médiation de l'objet, pour parler de la guerre «sur le sol».

La force des territoires : activisme des élus et pouvoir publics locaux pour le patrimoine de la GG (cf. comités départementaux mis en place en vue du centenaire). CG et CR **jouent ici un rôle majeur, comme ce fut le cas de celui de la Somme, qui eut l'idée de fonder l'Historial de Péronne**, considéré comme «*un instrument de valorisation*» du territoire.

Différentes stratégies selon les régions, toutes tournées vers le *dark tourism* : tourisme consistant à visiter les champs de bataille, lieux de violences et de souffrances du passé.

La guerre contribue à définir des identités locales, entre la complainte sur un passé **sombre et la valorisation d'une histoire porteuse de constructions** présentes.

Récits locaux : investissement dans le souvenir local de la GG, accéléré par les politiques culturelles des collectivités territoriales. En vue des anniversaires, des **recherches et des expositions sont menées partout en France à l'échelle du canton, de la ville, voire du département**, sur les soldats locaux morts, leurs unités, etc. Des récits souvent sous forme écrite, qui sont autant de «monuments de papiers».

Importance des activités mémorielles autour des troupes coloniales : par exemple en **1998, le dernier tirailleur sénégalais, Abdoulaye N'Diaye, avait trouvé un large écho médiatique** peu avant son décès.

Récits militants : autour de la Libre Pensée, dans les années 1980-90; se développe un militantisme très actif de la mémoire anti-guerre.

-> Nouvelles initiatives pour valoriser la pacifisme et le refus de guerre en 14-18.

Cristallisation de ce militantisme autour des monuments aux morts (MAM) jugés pacifistes.

Commémorations spéciales, où l'on se réunit devant ces MAM pour décrier les autres guerres et où la chanson de Craonne remplace la Marseillaise. Des associations et groupements laïcs/pacifistes qui demandent toujours «la justice pour les mutins», la réhabilitation totale des fusillés. Un militantisme qui se fait de plus en plus politique.

Chapitre 2 : 14-18 dans la création contemporaine

Il s'agit de voir quel est le poids de la GG dans les multiples productions et créations (musique, cinéma, littérature, etc.)

Les arts & lettres permettent d'une certaine manière de mesurer la visibilité et la quantification d'un événement historique à l'échelle publique.

Au delà de la pure création, une portée et thématique politiques : comme le projet d'un monument sur les trêves et fraternisation, suite au film de Carion *Joyeux Noël*.

Images de guerre : années 2000 -> accélération de la présence de la PGM sur les écrans (*La chambre des officiers*, *Joyeux Noël*, *Un long dimanche de fiançailles*, *Les Fragments d'Antonin*, etc.) **La GG occupe une place plus importante dans l'espace public.**

Regard particulier sur la guerre -> toujours des situations particulières, respectivement : vie et réadaptation de soldats mutilés ; fraternisations de Noël 1914 ; mutilations volontaires de soldats, etc. Le refus de la guerre occupe une place importante.

+ Des téléfilms qui rassemblent aussi un large audimat : *Les Thibault* (inspiré de l'oeuvre de R. Martin du Gard) ; ou *Blanche Maupas* (sur le combat d'une veuve d'un des caporaux de Souain) -> on insiste sur le décalage entre civil et militaires, le retour progressif à la vie civile des soldats, relations hommes-femmes bouleversées, etc.

Certains réalisateurs/acteurs investissent la PGM comme un simple arrière plan tandis **que d'autres sont plus profondément engagés, et ont des raisons** (généalogiques/familiales) de choisir la GG comme thème central. C. Carion : « *Je vis avec les fantômes des morts de 14.* »

Fictions de guerre : dès la guerre même, et juste après, la fiction s'est emparée du conflit pour rendre compte de l'évènement (Barbusse, *Le Feu* en 1919 ; Dorgelès, *Les Croix de Bois*, 1919). Depuis les années 1990, écrivains et romanciers ont investi **pleinement le champ de la GG, ce qui illustre le retour du conflit au sein de l'espace public.** Il en va de même pour la littérature jeunesse.

GG = réservoir inépuisable de figures et de «personnages», comme le soldat amnésique, le poilu en général, le héros, le fusillé, le Soldat Inconnu, etc.

- **Généalogies** : beaucoup d'artistes invoquent le cadre familial pour justifier l'imbrication entre leur(s) oeuvre(s) et la GG : discussions avec des aïeux anciens-combattants, découverte *post mortem* d'une correspondance, d'objets, etc.

- **Lieux** : ceci répond à la fois à un désir littéraire/artistique de s'imprégner sur les lieux et aussi au souhait de «marcher dans les pas» d'un ancêtre. L'ancrage dans un terroir, dans la mémoire régionale (cf. chapitre précédent), avec les inflexions différenciées que la guerre a pu apporté sont inhérentes à cette production artistique. Au-delà des lieux du front, les MAM ont une forte présence littéraire, comme les **cérémonies qui les inaugurent ou honorent les morts qu'ils portent** : Tavernier, dans *La Vie et rien d'autre* se faisait le contempteur de ces rituels civiques autour du monument, de ceux qui en profitaient commercialement.

Trois motifs s'entremêlent dans le souvenir contemporain de la GG : la généalogie familiale ; la mémoire des lieux ; la militance.

- Démontrent la guerre : la GG permet en effet à plusieurs écrivains de dénoncer les **mécanismes d'oppression, en particulier militaires, d'exprimer aussi leurs critiques** de la guerre et de la violence capitaliste, en des formes plus ou moins appuyées. Le souvenir de la GG permet des appropriations et des cheminements multiples, entre poids du souvenir et engagement social/politique (Jean Amila, Patrick Pécherot, et plus récemment 14, de J. Echenoz)
- **«Romans d'archives», romans d'objets : le choix du sujet de la fiction de guerre** implique souvent un rapport particulier aux sources et à la documentation sur le conflit ; à tel point qu'on parle parfois de «romans d'archives». A nuancer : certains **s'imprègnent historiquement de manière générale sur ce qu'était le conflit tandis que d'autres se documentent en profondeur pour creuser et évoquer un sujet en particulier**. Ces recherches permettent aux écrivains de **«s'approprier la guerre» et d'obtenir une certaine légitimité** ; à la manière des naturalistes du XIXe siècle, **d'autres se documentent, lisent, discutent avec des écrivains pour toucher au plus près la guerre par le truchement de la fiction** (ex : C. Duneton, partant du monument de son village, Lageygeolle, a recherché le destin des soldats qui y figuraient) ; **d'autres revendiquent une approche presque plus historiographique que fictive** (Frédéric Roux). Enfin, les objets conservés dans les greniers des maisons de famille peuvent aussi provoquer un déclic : la littérature a une dimension généalogique et **les objets sont des médiateurs, d'abord sociaux, puis rhétoriques**.

Bandes dessinées : la BD se saisit du thème de la GG dès les années 1970. Iruption du dessinateur Jacques Tardi (né en 1949). Il est la figure de proue de l'imbrication entre GG et BD et a inspiré les générations de dessinateurs venues après lui (*C'était la guerre des tranchées* ; *Putain de guerre* !).

Son oeuvre se caractérise par un style très «14-18», avec un double point de vue : **d'abord celui des soldats, des hommes, puisque Tardi décrit les souffrances, la vie et la mort de poilus anonymes** ; une oeuvre marquée par un véritable antimilitarisme et le poids familial (figure du grand-père de Tardi, ancien combattant gazé) ; Tardi s'est également beaucoup documenté (bibliographie à la fin des BD) et a collaboré avec Jean-Pierre Verney, véritable «caution historique» de ses dessins.

Avant Tardi, la GG était peu évoquée en BD (seulement les combats aériens) ; depuis **les années 1990, et surtout 2000, ce genre artistique s'es embarré du thème 14-18** (autant de titres consacrés dans les années 2000 que lors des trois décennies précédentes). Avec des héros souvent anonymes, des poilus qui servent de fil conducteur à l'histoire, la BD décline la GG sous différentes formes de récits : réaliste, S-F, épique, «polar de tranchées», etc. Bien sûr, les dessinateurs s'inspirent, se documentent et reprennent même parfois les supports graphiques de la GG : film, **d'archives et récent ; photographies ; et surtout les esquisses, croquis, dessins, scènes de guerres peintes** (cf. Otto Dix ; André Mare ; Fernand Léger ; Félix Vallotton ; Dunoyer de Segonzac)

-> la thématique 14-18 circule **d'un support à l'autre et de ces entremêlements** procèdent des récits sans cesse renouvelés, sans cesse réactualisés.

Théâtre : le théâtre participe largement de cette vivacité des mémoires contemporaines de la GG. La guerre elle-même assure une certaine intensité dramatique. Les pièces de théâtre traitant peuvent être le fruit de commandes **publiques (en 2006, l'écriture de la pièce *Les Coloniaux* répond à une réponse du CG de la Meuse)**. Les pièces retracent également les parcours d'individus, notamment en

prenant appui sur des textes originaux ; carnets de Barthas, le Journal d'Henri Laporte, *Mémoires d'un rat* de Pierre Chaîne, etc. L'angle féminin est également envisagé : une pièce a été écrite autour de la veuve Blanche Maupas, qui s'est longtemps battue pour que son mari, fusillé «pour l'exemple», soit réhabilité. Les pièces se veulent plus ou moins réalistes, mais elles participent néanmoins toute de la commémoration de la GG.

Musique : sûrement l'un des domaines artistiques où la mémoire de 14-18 est la plus présente et visible : pendant le conflit déjà, les Poilus avaient des chansons évoquant leur situation (*Madelon, La chanson de Craonne*).

Dans les années 2000 : 23 groupes/chanteurs pop-rock recensés par N. Offenstadt ont écrit des morceaux, voire des albums entiers consacrés à la GG. Une narration souvent faite à la première personne : le chanteur endosse le rôle du poilu, parfois en chantant de véritables lettres (C. Miossec, Indochine, etc.). Parfois au contraire, le chanteur se fait narrateur extérieur qui dit le destin des soldats dans le conflit. Importante est également la place accordée aux descriptions des assauts, la violence **infligée aux corps et la mort des Poilus en général. D'un texte l'autre, quelques grandes figures reviennent de manière récurrente** : le Soldat Inconnu (et sa femme également ; avec notamment la reprise du slogan féministe «*Il y a plus inconnu que le Soldat Inconnu : sa femme*») ; le soldat qui refuse la guerre - une figure largement valorisée **dans les chansons, qu'il s'agisse du déserteur, du fusillé ou du mutin ; la Bataille du Chemin des Dames, synonyme de terrible et d'inutile hécatombe est également largement promue par le truchement des paroles, plus que Verdun, qui fut longtemps considéré comme «la» grande bataille de 14-18 en France - une bataille où les Poilus défendaient le territoire national contre les offensives allemandes - ; de même que récits militants (clairement de gauche, antimilitariste et pacifiste) et récits **généalogiques (poids d'un ancêtre touché par le conflit) s'entremêlent sous le sceau du «devoir de mémoire», clairement revendiqué par certains artistes ; des créations musicales qui sont de manière générale largement ancrées dans la présence contemporaine de la GG. La production musicale sur 14-18 par le fait que les aspects contestataires des années 60 (rejet de l'ancien combattant, railleries, dégradations des MAM, désuétude des cérémonies patriotiques) semblent totalement absents. Au contraire, dominant l'identification, l'empathie, voire une commisération *a posteriori* face aux souffrances endurées, aux sacrifices «consentis» des Poilus.****

Intermède : les historiens et la présence du conflit

Contexte de reviviscence des mémoires de guerre : les historiens irriguent assurément le champ de bataille qui est le leur.

Ils le font avec des règles savantes, des logiques académiques - **même si l'historien est aujourd'hui largement perméable aux mouvements et enjeux de son temps**

L'historien est socialement situé, ce qui peut influencer son oeuvre : Antoine Prost raconte dans sa thèse sur les AC comment sa propre expérience combattante en Algérie lui a rendu «**sensible l'expérience incommunicable de la guerre**», tout autant par les points communs et les forts contrastes qui existent entre les deux conflits («**il y manquait surtout le sérieux d'une vraie guerre**»).

Notons que les historiens des générations suivantes n'ont pas connu d'expériences collectives de guerre. Bien sûr, l'historien cherche toujours à «refroidir» ses sujets, à

les mettre à distance, les dépassionner, de manière à donner une certaine universalité aux conclusions de ses travaux.

Cette tendance à oublier ses propres affects, son histoire personnelle quant à un sujet **délicat fait que l'historien tient souvent un discours autre de celui tenu par les acteurs** engagés dans une défense mémorielle ou patrimoniale de la GG, voire dans un «activisme 14-18».

Les historiens **ne sont pas pour autant soudés entre eux** : il y a d'abord un clivage entre les historiens amateurs, ceux qui écrivent et publient des livres sur leur temps libre ou à la retraite et les historiens professionnels, c.à.d. les universitaires.

Ces derniers sont **également divisés entre eux quant à la manière d'envisager la guerre, surtout l'expérience combattante** : vue «d'en haut» (histoire-bataille, stratégie militaire ou diplomatique, point de vue des officiers) ; vue «d'en bas» (l'accent est mis sur les souffrances des soldats, leurs conditions de vie terribles, etc.).

Nombreuses interactions entre les travaux d'historien et les retours de mémoire, largement favorisées par la nouvelle orientation de l'historiographie de 14-18 : le conflit est désormais abordé **sous l'angle des pratiques, des expériences de groupe, avec** une attention particulière pour les combattants, leurs souffrances, leurs traumatismes ; **le tout relié aux formes d'historiographie plus traditionnelles.**

Néanmoins des tabous demeurent ; des **tabous d'autant plus troublés par les créations artistiques, où la fiction déforme partiellement la réalité.** D'autant que les artistes **cherchent toujours des histoires un peu épiques, comme celle d'Anthelme Mangin** (soldat amnésique et impossible à identifier, que plusieurs familles ont réclamé comme étant un de leur proches, ce qui fut finalement tranché par la justice) ; idem pour les fusillés. P

Des interactions qui posent le problème d'une histoire commerciale et consommée, où les publications sont motivées par un climat propice à la vente (par exemple, au moment de la sortie de *Joyeux Noël* coïncide la publication d'un ouvrage sur les fraternisations de Noël 1914).

Spécificité de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne : les historiens du centre de recherche (antérieur à l'Historial) ont été associés à la création de ce dernier, en 1992.

Le rapport entre le désir de mise à distance des historiens et le discours **antimilitarisme, la victimisation la sacralisation du Poilu opérés par l'opinion publique** pose aussi des problèmes historiographiques : tout ce mouvement contre un «pacifisme anachronique» range la GG dans le «politiquement correct».

Paroles de Poilus : un «scandale éditorial», dont l'orientation et la méthodologie sont discutables.

Néanmoins, **l'auteur ne comprend pas en quoi un intérêt pour les souffrances de guerre serait nocif** : cela constituerait au contraire un porte d'entrée dans l'histoire **intéressante et pertinente.** Et si elles amènent des distorsions, c'est à l'historien de les corriger par d'autres travaux.

La profusion des travaux sur 14-18 fait aussi que certains livres sont publiés sans aucune méthode, aucune rigueur. Les universitaires craignent également une

recrudescence des travaux trop généalogiques et des recherches trop locales, qui amènent un émiettement des discours et des liens sociaux.

Investissement personnel -> auto-publication -> **tentation narcissique de l'historien individuel.**

Trouver un «juste milieu» qui pourrait profiter de ces échanges hybrides, entre les amateurs qui connaissent le terrain et la mémoire locale et les professionnels, avec leurs méthodes et savoir faire, connaissance étendue sur un champ de recherches et donc une certaine capacité à désingulariser les enjeux.

D'autre part, beaucoup d'amateurs revendiquent une certaine «pureté» dans leur démarche, et surtout un caractère profondément humain, face à «l'ennemi» que serait les universitaires, trop académiques, écrivant des livres emplis d'erreurs et sans une once d'humanité.

De même, de nombreux historiens ont critiqué les oeuvres fictions, qu'ils accusent de répandre des représentations erronées (A. Becker à propos du film Joyeux Noël : *«Ceux qui nous critiquent ne sont pas nombreux et leurs travaux m'intéressent peu. Ils ont le film de Christian Carion pour eux : un peu d'antimilitarisme franchouillard, quelques anachronismes, plein de petites lumières, et on fait pleurer dans les chaumières. Quand je suis allée le voir au cinéma, je n'ai pas cessé de rire, et j'ai eu droit à des regards noirs ! Pour le public, il est plus facile de croire que nos chers grands-parents ont été forcés de faire la guerre par une armée d'officiers assassins.»*)

La place de la recherche historique dans cette présence de la GG est multi facette, par la variété même des historiens mais aussi par la diversité des rôles possibles : moteur/repoussoir ; caution/critique.

Chapitre 3 : La Grande Guerre, figure politique

Les acteurs et pouvoir publics accompagnent non seulement la communauté 14-18 par des subventions et financements, mais certains entendent également jouer un rôle officiel dans cette mémoire, en palliant les manques, supposés ou réels, des institutions publiques.

La présence sociale de la guerre contribue à expliquer l'importance des mises en scène politiques dont elle fait encore l'objet, surtout lors des commémorations (11 Novembre en tête).

Verdun dans la campagne présidentielle de 2007 :

Symbolique de Verdun qui a évolué au fil du temps : d'abord un lieu symbole de paix, la «capitale de la paix» dans les années 1960. Puis, surtout dans les années 1960-70 : les AC vieillissants ont valorisé les commémorations et ont redonné à leurs mémoires un point d'ancrage reconnu de tous (ouverture du Mémorial de Verdun en 1967).

Cérémonie emblématique de 1984 ; puis en 2006 J. Chirac y inaugure un monument dédié aux combattants musulmans MPF.

2007 : une année électorale qui a vu l'utilisation du «symbole Verdun».

Singularisation de Verdun qui relègue les autres batailles loin des mémoires officielles : **Verdun est à la fois de repère historique toujours vif dans l'inconscient collectif française et aussi un moyen d'énoncer, d'évoquer les supposées leçons tirées de la GG.**

N. Sarkozy -> visite à Verdun le 21/II, pour commémorer le début de la bataille. Visite relayée par les médias, servant à forger une « stature présidentielle » au candidat. Sarkozy honorant la mémoire des soldats Français MPF, en particulier juifs et musulmans, puis en revenant sur le lieu de la cérémonie François Mitterrand/Helmut Kohl, montre à quel point la candidature à la magistrature suprême transforme Verdun **en lieu chargé de symboles d'une forme émotionnelle certaine. Le « souvenir » de ce passage à Verdun sera souvent repris par N.S. lors de ses discours : Verdun comme symbole du contact direct avec les souffrances nationales du passé, et en même temps, émanation de la construction européenne. NS salue également la figure de Clemenceau : hommage au « Père de la Victoire ». Cette figure éclipse dans les discours Poincaré et tous les généraux importants. C'est pour Sarkozy une figure rappelant la résistance (reprise de la citation de G. C. « nous aurons le dernier quart d'heure »), caractéristique française au travers des âges ; et surtout une résistance face à l'Allemagne : un discours ambigu donc quand tout le monde prône la réconciliation et le rapprochement FR/ALL.**

F. Bayrou -> au contraire de Sarkozy qui, tel un G. Bush dans son ranch de Dallas, **termine sa campagne sur l'image d'un cavalier en Camargue, F. Bayrou choisit Verdun : il s'y rend le 20 avril 2007. Véritable utilisation de l'Histoire par les candidats : cet usage incessant de références historiques (Bayrou avait avant cela évoqué Aragon et la Résistance) transforme le passé en enjeu public et activité pratique. Verdun est une fois encore célébré, non pas comme bataille en tant que telle, mais comme symbole, tant de l'héroïsme français que de la paix.**

Le parcours et les endroits choisis par FB sont similaires à ceux de NS lors de sa venue : une fois encore, le souvenir de la commémoration commune de 1984 est célébrée.

La GG : un passé aujourd'hui loin d'être figé dans l'esprit des Français.

Verdun : un symbole à usage très oecuménique.

Nouveaux usages du 11 Novembre

Les trois premiers 11 Novembre du quinquennat de NS sont autant de rupture avec la forme traditionnelle de ces cérémonies commémoratives.

Ces changements sont le fait du président, qui souhaite « dépoussiérer » les canons commémoratifs, rompre avec la routine pour raviver la mémoire ; une solidification **intensive de l'histoire au service du présent ; et aussi, un besoin de mise en scène invétéré chez l'homme politique.**

La GG s'inscrit aisément dans le roman national.

-> *Paroles : 11 novembre 2007*

Tradition : le chef de l'Etat n'a pas à prendre la parole sous l'Arc de Triomphe ; un simple dépôt de gerbes (De Gaulle et VGE avait dérogé à la règle respectivement en 1958 et 1974, pour marquer leur pouvoir en début de mandat). Premier 11/XI de NS : il déroge lui aussi à la règle -> discours devant la tombe du SI. Discours sobre,

insistant sur les souffrances des soldats de la GG. Avec une ouverture sur la Seconde Guerre mondiale et la paix.

-> *Retour à Verdun, 11 novembre 2008*

90e anniversaire de l'armistice. Première rupture : des commémorations multiples à différentes échelles. Deuxième rupture : délocalisation de la commémoration présidentielle de l'Arc à Douaumont. Une rupture déjà commise à quelques reprises dans le passé. Néanmoins, le déroulé de la cérémonie reste très traditionnelle (Marseillaise, dépôt de gerbes, minute de silence, etc.). Après avoir fleuri une tombe en compagnie de deux enfants de soldats français en opération, NS fait son discours. Toute la cérémonie est mise en scène à des fins médiatiques. Dimension européenne **et internationale de la cérémonie (présences d'officiels étrangers); un discours classique, avec néanmoins l'évocation des fusillés pour l'exemple, faisant ainsi écho au célèbre discours de Lionel Jospin à Craonne en 1998.** Cette évocation et le **déplacement à Verdun assurait à cette cérémonie un effet notable d'actualité et de nouveauté, si limité soit-il.**

-> *Retour sous l'Arc, avec Angela Merkel, 11 novembre 2009*

Volonté d'innovation cérémonielle qui se poursuit : retour à Paris, et surtout venue de la Chancelière allemande. Pourtant les commémorations franco-allemandes de la GG n'ont rien d'inédit (l'entrevue imaginaire de Gaule-Adenauer en 1962 au Chemin des Dames ; VGE, en 1974, avait confié pour le 11/XI des représentants des deux Allemagnes d'alors ; 1984 bien sûr ; idem en 1991 pour le 75e anniversaire de Verdun). Discours oscillant entre célébration de la paix et de l'héroïsme français. Néanmoins, c'est la première fois que le 11/XI est célébré conjointement par les deux plus hautes autorités des deux pays en un lieu aussi symbolique : les deux hymnes sont joués sous l'Arc.

Différence flagrante entre les deux discours : le discours allemand évoque à peine le souvenir de 14-18, **préférant se tourner vers l'avenir en affirmant la nécessité de la réconciliation franco-allemande. Cela s'explique par le fait que le souvenir, les mémoires de 14-18 n'ont jamais vraiment trouvé prise en Allemagne : le pays exsangue à la fin de la guerre continue de se déchirer ; depuis 1945, le souvenir est surtout orienté vers la SGm et la GF.** Sarkozy insiste sur les souffrances de la jeunesse des deux pays ; les fusillés sont évoqués de manière plus volubile, de même que les «Malgré-Nous»

Chapitre 4 : Les derniers poilus, icônes contemporaines

Décompte morbide des années 2000, rythmé par les dépêches AFP et nécrologies toutes prêtes : le nombre diminuant des anciens Poilus.

1998 : grand retentissement médiatique pour la mort du «denier tirailleur sénégalais», **la veille d'un 11/XI où il devait être décoré.**

Sentiment de l'opinion publique : il y a urgence à sauver et célébrer *in extremis* la mémoire de ces derniers anciens combattants. Un «sauvetage de la mémoire» se met en place.

Besoin d'une mémoire brute, sans médiation. Pourtant, un paradoxe : ces derniers témoignages n'ont rien à apporter aux historiens. D'abord parce qu'en 90 ans la mémoire s'effrite, et surtout parce que la masse de souvenirs écrits, oraux, etc. sur la

GG est immense. Hantise de la mort du souvenir de 14-18 avec la disparition du dernier poilu ; en fait cette figure interroge autant le rapport contemporain au passé de 14-18.

Le dernier poilu : naissance d'une figure

Un terme qui se répand dans les années 1990.

1995 : un premier recensement. Le gouvernement veut décorer de la Légion d'Honneur tous les AC 14-18 encore vivants qui ne le sont pas.

-> 1 300 l'obtiennent dans un premier temps, sur environ 4 000 survivants.

L'expression n'est pas totalement figée (on parle aussi de «derniers témoins», de «survivants) avant les années 2000, lorsque le nombre descend en dessous du millier. Mouvement national qui a son pendant local : les journaux et historiens travaillent sur les derniers Poilus de telle région, de tel département, etc.

Tous les ans, au moins de novembre, la presse fait ses gros titres sur ces chiffres : 142 en 2001, 68 2002, 36 en 2003, 15 en 2004, 6 en 2005.

Se fait alors pressant le besoin d'exhaustivité : on cherche et trouve des poilus «cachés»

D'un journal l'autre, les derniers poilus sont érigés en figure mémorielle à chaque cérémonie : on essaye de tirer quelques phrases représentatives de ces «stars du souvenir», sans jamais mettre le propos en perspective. De nombreux ouvrages leur sont aussi consacrés.

En 2008, pour le 90e anniversaire de l'armistice, plus aucun poilu n'est vivant. On se tourne alors vers des icônes plus exemplaires : le premier soldat Français tué à l'ennemi, à savoir Jules-André Peugeot, le 2 août 1914 (soit la veille du déclenchement officiel des hostilités), mais aussi et surtout Augustin Trébuchon, le «dernier poilu» **mort à la guerre : il est en effet atteint d'une balle à la tête le 11 novembre 1918 à 10h45³⁶², soit 15 minutes avant le cessez-le-feu. Une rue portant son nom est inaugurée ce jour-là dans son village d'origine en Lozère, en présence de ses descendants. Trébuchon = nouvelle icône de l'absurdité de la guerre.**

Du Soldat inconnu au dernier soldat connu

Point d'aboutissement de la mise en exergue de la figure du dernier Poilu : l'hommage et les obsèques «solennelles à portée nationale».

Une démarche qui s'inscrit en plein dans les traditions françaises d'hommage et de sacralisation (cf. : Le Panthéon comme lieu symbolique d'importance pour la République - d'ailleurs l'entrée de M. Genevoix dans celui-ci est évoquée pour 2014). **Soldat Inconnu : inspirateur et miroir. C'est une icône toujours très présente, symbole du deuil collectif, tirant son universalité de son anonymat et sa condition de soldat moyen.**

Une inhumation dans un lieu particulier fut longtemps débattue : Notre-Dame-de-Lorette, Panthéon, Arc de T., les Invalides, etc.

-> *Le compte à rebours* : Jean Grelaud meurt en février 2007. Il ne reste plus alors que deux AC et ils refusent toutes obsèques nationales, considérant que trop peu avait été fait pour les AC 14-18 jusque là. **Louis de Cazenave meurt en janvier 2008. Il n'en**

³⁶² La date de sa mort fut longtemps antidatée au 10/XI sur les documents officiels.

reste alors plus qu'un : Lazare Ponticelli, immigré italien qui connut la double expérience des armes française et italienne.

Il justifie ainsi son refus : **«Je refuse ces obsèques nationales. Ce n'est pas juste d'attendre le dernier poilu. C'est un affront fait à tous les autres morts sans avoir eu les honneurs qu'ils méritaient. On a rien fait pour eux.»**

Finalement, il finit par les accepter.

La famille Ponticelli est associée : on décide d'une cérémonie à caractère universel, en hommage de tous les morts ; la dépouille reposera dans le caveau familial.

Lazare Ponticelli s'éteint le 12 mars 2008.

Grandiloquent est alors le communiqué du chef de l'Etat, honorant ces poilus qui répondirent «à l'appel de la nation envahie» (un peu comme si l'Armée Française n'avait été composée que de volontaires). La messe et cérémonie se déroulent aux Invalides ; l'inhumation, dans l'intimité familiale, à Ivry.

-> *Le départ du dernier poilu*

17 mars : cérémonie en hommage de Ponticelli.

Dimension nationale : drapeaux en berne, minute de silence, évocation dans les établissements scolaires, etc. Malgré les réticences de Ponticelli, la cérémonie se caractérise par un certain décorum. Un discours de NS clôt la cérémonie, un discours caractérisé par la mise en parallèle des Poilus et des maquisards des Glières (volonté **d'établir un grand roman national**). Selon NS, Poilus et Résistants menaient un combat commun pour la Liberté (résurgence d'une vieille thématique, en opposition à la barbarie et la sauvagerie allemande). **Finalement, cette cérémonie n'a rien réactualisé, mais c'est plutôt une somme de rites traditionnels.** En Province, de sobres cérémonies ont eu lieu, sans connaître toutefois l'affluence des 11 Novembre traditionnels.

Au final, la figure du poilu permet l'oécuménisme. Le discours tenu contente chacun : entre valorisation de l'héroïsme et dénonciation de la guerre. Ainsi formalisés, les derniers poilus sont des figures consensuelles.

Et même après leur mort, les poilus dominent par leur figure le souvenir de 14-18.

(D'autant que l'Etat français a, depuis 1998, systématiquement décoré les AC 14-18 étrangers, permettant ainsi le recensement de ceux-ci. Depuis la mort du Britannique C. Choules en février 2011, il n'y officiellement plus d'ancien combattant 14-18 en vie).

Conclusion

Existence d'un véritable activisme 14-18 en France, qui irrigue presque toute la société : certains, en effet, se plaignent du désintérêt des plus jeunes pour cette période ; d'autres voient d'un mauvais oeil la mise en valeur continue d'un passé destructeur et morbide ; et d'autres encore s'inquiètent du «trop plein» et de la surenchère continuelle en matière de mémoire. A cela se greffe l'inquiétude actuelle : *quid* de la mémoire après 2018 ?

La GG demeure une ressource du présent, une ressource particulière accessible à tous. Une histoire «à soi», avec des principes et des idéaux de liberté et de paix.

Le souvenir de 14-18 est un créateur de présent : causes militantes, généalogie, volonté de réparer les injustices du passé, etc.

Double série de facteurs à cet activisme et cette reviviscence du passé : la première **dépasse l'histoire du conflit**-même pour toucher le rapport de la société à son passé. De multiples demandes de mémoire sont **croissantes depuis une trentaine d'années**. Le patrimoine pèse désormais véritablement au sein de la société contemporaine. Des **politiques publiques récentes ont été créées en vue de cet objectif**. De plus, **l'activisme 14-18** participe du développement des associations patrimoniales et de la vitalité de **l'histoire locale**. Ce «boom mémoriel» s'accompagne de l'explosion du nombre **d'étudiants et d'individus de l'enseignement supérieur, mieux formés**. Une population mieux éduquée et qui a plus de temps pour les loisirs : **aussi l'histoire devient-elle un produit de consommation de masse**.

La seconde série d'explications à cette si forte présence de la GG dans les pratiques contemporaines relève des spécificités de la GG : elle a touché toutes les familles françaises (8 millions de mobilisés) -> chacun peut inscrire son histoire dans la grande **Histoire, les destins individuels s'insèrent dans la lutte et l'aventure collectives**. **Le poilu s'affirme également en icône «positive», loin de l'AC de Coluche ou encore de Cabu**, : le poilu est à mi-chemin entre le héros et la victime. Cette figure du Poilu permet également plusieurs déclinaisons modulables. Les monuments, les champs de bataille, etc. sont autant de traces de 14-18 qui rendent le conflit visible.

Cette expérience collective de 14-18, autour de la sempiternelle figure centrale du **poilu s'exprime de la même manière au Royaume-Uni** (autour du *Tommy*, de la bataille de la Somme notamment). **L'importance du tourisme anglo-saxon** autour des champs de bataille a notamment poussé les institutions publiques du Nord-Pas-de-Calais à investir en prévisions de la demande touristique à venir, surtout en 2016.

A l'opposé, la mémoire de la GG a peu investi l'espace public en Allemagne. La disparition du dernier des *letzten Veteranen* est passée quasiment inaperçue en 2008. Cette faible intensité du souvenir de 14-18 se traduit également dans le domaine des arts et des lettres : très peu de productions. Ce qui fait dire que les Allemands **s'intéressent autant à 14-18** que les Français à 1870-71.

Mais il est évident que le centenaire à venir ouvrira de nouvelles perspectives mémorielles de la Grande Guerre partout en Europe.

GES-8. SUPPLÉMENTS SUR LA PÉRIODE 1923-1945

□ Revoir la chrono. et voir la carte de la France occupée.

I. LES CONSÉQUENCES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

L'euphorie de l'armistice ne cacha pas longtemps les difficultés auxquelles la France, vainqueur épuisé, dut faire face, ni les profondes divergences qui séparaient ceux que durant trois ans la guerre avait rassemblés de gré ou de force — divergences qui avaient commencé à apparaître au grand jour lorsque la S.F.I.O. avait quitté l'Union sacrée fin 1917. À ces déchirements internes s'ajoutaient les disputes entre puissances victorieuses, et les illusions des hommes au pouvoir quant aux possibilités réelles d'action de la France dans le monde nouveau qui avait émergé de la "grande guerre". Enfin le conflit provoqua un traumatisme collectif et déboucha sur la naissance de nouveaux extrémismes, à droite comme à gauche.

1°) Les pertes et les déséquilibres.

□ « La Madelon n'était pas sévère, mais les pertes le furent » ³⁶³: 1.390.000 morts et disparus, surtout des hommes jeunes, en âge d'avoir des enfants — car les morts, pour l'essentiel, étaient des militaires : il n'y eut pas de grands massacres de civils. La population active masculine avait diminué de 10,5 %... Fin 1918, la grippe "espagnole", venue en fait d'Asie, toucha durement cette population affaiblie, y compris les civils épuisés par les restrictions : elle fit quatre-vingt dix mille victimes ³⁶⁴. Si l'on ne tenait pas compte de l'Alsace-Lorraine récupérée, en 1918 la population de la France était revenue au niveau de 1875. La guerre précipita le déclin démographique, amorcé depuis le deuxième tiers du XIXe siècle. On comptait à peu près autant de blessés et de personnes frappées d'invalidité permanente que de morts : partout, dans les rues, l'on croisait des "gueules cassées", jeunes gens défigurés ou rendus infirmes par leurs blessures, gazés incapables du moindre effort. Le déficit des naissances s'élevait à un million quatre cent mille enfants non nés — or, la population française était de longue date, de toute l'Europe, celle qui augmentait le plus lentement. C'était une population vieillie (malgré une vague d'immigration dans

³⁶³ Anaïs Bon, HK-Kh 1999-2001. Le sens de l'humour des khâgneux de cette époque...

³⁶⁴ En Asie, elle fit une vingtaine de millions de morts... Les populations y étaient encore bien plus faibles physiquement qu'en Europe, pour un ensemble de raisons où le premier conflit mondial n'occupait qu'une place très secondaire. Ce qui est intéressant justement, c'est qu'en 1918 une partie de la population de l'Europe industrielle se révéla aussi fragile que celles des pays les plus pauvres du monde, face à une pandémie certes d'une gravité exceptionnelle, mais qui en d'autres circonstances n'aurait fait "que" quelques centaines de victimes, personnes âgées, nourrissons et immunodéprimés.

l'immédiate après-guerre), donc moins dynamique ; il y avait eu des pertes irréparables (par exemple dans les milieux intellectuels : Guillaume Apollinaire, mort deux jours avant l'armistice d'une grippe surimposée à des blessures ; Louis Pergaud, Ernest Psichari, Charles Péguy (cf. biographie dans le dossier biographique), Alain-Fournier; la moitié des promotions 1912 à 1914 de la rue d'Ulm). Enfin le déséquilibre des sexes était très prononcé, surtout dans les jeunes générations ³⁶⁵.

□ Des régions entières étaient ravagées, bien plus que durant la seconde guerre mondiale : le front avait pris en écharpe le territoire français de la frontière belge à la frontière suisse. Le potentiel économique des départements occupés durant quatre ans avait été systématiquement saccagé ; en se retirant les Allemands avaient inondé les mines, tué ou razziié le bétail. Des villes étaient rasées ou presque, comme Arras, Lens, Béthune, Reims, Amiens, Soissons, Saint-Quentin. À Armentières, ville de ma famille maternelle, aucune des sept mille maisons n'était habitable ! De ce fait, dans le département du Nord il manquait encore cent mille personnes en 1923, qui n'avaient toujours pas pu se réinstaller. L'agglomération lilloise avait perdu trois cent mille habitants : on s'y entassait dans des baraquements de l'armée américaine ³⁶⁶. Dans certaines zones rurales où de longues et dures batailles avaient eu lieu, le sol était définitivement stérilisé — on n'a pu que les reboiser ³⁶⁷ ; ailleurs, on reconstruisit à l'identique ce qu'on put, mais le paysage rural changea quand même: de nombreux châteaux, notamment, ne purent être reconstruits ³⁶⁸.

En certains lieux, la reconstruction, qui fut un vaste champ d'expérimentation pour les architectes (alignement, style dit « régional », etc.), était toujours en cours en mai 1940... La reconstruction d'après la Première Guerre Mondiale a donné lieu à la parution d'assez nombreux ouvrages (moins que pour la Seconde Guerre mondiale), à des expositions dépassant le seul aspect architectural (notamment en Picardie ³⁶⁹ et dans le Nord et le Pas-

³⁶⁵ Un exemple régional particulièrement frappant : en Corse, 4,2 % de la population fut tuée ou disparut, soit seize mille personnes, contre 3,5 % en moyenne nationale; la grippe espagnole fit six mille victimes ; il y avait dix mille invalides, le tout pour une population de deux cent quatre vingt dix mille habitants en 1911 (c'est le chiffre officiel, sans doute surestimé de 10 % environ). C'était que l'île était rurale et que l'on s'y engageait volontiers sous les drapeaux. La guerre accentua l'émigration sur le continent, et sonna le glas de l'économie agro-pastorale traditionnelle ; cette désertification contribua également à nourrir le sentiment particulariste, fondé sur le constat apparent que les efforts de la République pour l'Île de Beauté étaient inversement proportionnels au sacrifice patriotique des Corses. Dans les années 1920 et 1930, ce sentiment déboucha sur une nette italophilie, voire un "rattachisme" plus ou moins affiché — dans des milieux bien plus étroits cependant que les milieux nationalistes d'aujourd'hui.

³⁶⁶ Les Pays-Bas aussi envoyèrent beaucoup d'aide.

³⁶⁷ Cela dit, c'était nettement moins que ce que l'on prévoyait en 1919 : les paysans de ces régions firent des merveilles pour débarrasser le sol des bombes et des éclats, combler les tranchées, etc.

³⁶⁸ En revanche, on reconstruisit à l'identique de nombreux centre-villes anciens, notamment celui d'Arras. Dans d'autres cas, on fit dans le "néo", avec plus ou moins de goût, comme à Béthune ; à Lille, on construisit un nouveau beffroi en béton, visible à trente kilomètres à la ronde. Parmi les pertes irréparables de la première guerre mondiale, on peut aussi mentionner la citadelle médiévale de Coucy, dans l'Aisne. Dominée par un donjon de cinquante mètres, le plus haut du monde, c'était le troisième site le plus visité de France. Les Allemands le firent sauter en 1917.

³⁶⁹ Cf. F.Pilleboue dir., *Reconstructions en Picardie après 1918*, RMN, 2000, 311 p.

de-Calais ³⁷⁰), à des colloques, comme celui d'Arras (8-10 novembre 2000) ³⁷¹, suivi d'une exposition ³⁷². Les États-Unis ont beaucoup aidé, notamment par l'intermédiaire du Comité américain pour les Régions dévastées (CARD) ³⁷³.

□ Dans le reste du pays, les infrastructures avaient été beaucoup sollicitées et peu entretenues ; les chemins de fer en particulier étaient dans un triste état. Il fallait également reconverter les industries de guerre à des productions plus pacifiques, ce qui provoqua une assez grave crise économique en 1919-1921. La production agricole avait baissé de 40 % par rapport aux chiffres de 1913, la production industrielle de 45 % (et la crise de reconversion de l'après-guerre la fit baisser encore).

□ Les finances nationales avaient été complètement déséquilibrées par l'effort de guerre. Les dépenses de l'État avaient explosé, et elles n'étaient pas prêtes de redescendre à leur niveau d'avant-guerre, car il allait falloir reconstruire et entretenir sept cent mille veuves de guerre et sept cent cinquante mille orphelins... La France avait dû vendre l'essentiel de ses créances à l'étranger et s'était lourdement endettée auprès des États-Unis ; les réserves d'or de la Banque de France avaient fondu. L'inflation était devenue incontrôlable : les gens n'avaient plus confiance dans la monnaie nationale. Certes les Français pensaient que "le Roche paierait", comme on disait : comme la France avait dû verser des dommages de guerre en 1871, l'Allemagne devrait verser des réparations — n'était-elle pas seule responsable de la guerre, puisque c'était elle qui n'avait déclaré ? L'expression « L'Allemagne paiera » semble avoir été prononcée pour la première fois par Poincaré (cf. biographie dans le dossier biographique) lors de l'inauguration d'un monument commémoratif en Argonne, en juillet 1922 ³⁷⁴. Mais les Anglo-Saxons n'étaient pas d'accord pour imposer au Reich des réparations trop élevées, ce qui l'eût par trop affaibli et eût risqué d'entretenir le revanchisme ou de déboucher sur des troubles sociaux. Par ailleurs, ils refusèrent d'annuler les dettes de la France : la solidarité entre alliés cessait à la victoire. Dès mars 1919, les banques centrales britannique et américaine cessèrent de soutenir le franc. De ce fait, la monnaie française s'affaiblit encore, et le

³⁷⁰ Par ex. l'exposition itinérante sur Louis-Marie Cordonnier (1854-1940), qui réédifie les églises de la vallée de la Lys, Armentières, Laventie, Fleurbaix et Vieille-Chapelle par ex. On lui doit aussi la chapelle et la lanterne des morts du cimetière national de Lorette. Béthune (voir plus haut) est reconstruite par d'autres architectes, œuvre bien visible dans *Bienvenue chez les ch'tis* (ne dites pas que vous n'avez pas vu ce film...).

³⁷¹ Collectif, *La grande reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2002, 477 p. Ce colloque a envisagé tous les aspects de la reconstruction, y compris celle de l'administration.

³⁷² Même titre, Catalogue de l'exposition de 2000-2001, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2000, 224 p.

³⁷³ Voir, pour celles et ceux qui habitent la Picardie, le Musée national de la Coopération franco-américaine du château de Blérancourt (Aisne).

³⁷⁴ « Regardons autour de nous les lamentables traces de la guerre [...]. L'Allemagne, responsable de la guerre, doit réparer le mal qui a été fait. De gré ou de force, elle paiera. »

mouvement de hausse des prix s'accéléra en 1919-1920. Tout cela ne permettait plus à la France, même victorieuse, de peser en Europe et dans le monde comme au XIXe siècle.

2°) La politique extérieure : les illusions de la paix

□ En réalité, c'étaient largement les États-Unis qui avaient gagné cette guerre, qui avaient fait pencher le fléau de la balance entre les Européens épuisés; mais on ne s'en rendait pas vraiment compte en France : l'Amérique n'avait combattu qu'un an ; les effectifs américains engagés en Europe avaient été assez peu nombreux ; dès la paix revenue, le géant d'outre-Atlantique retourna à son isolationnisme traditionnel. Et puis les autres grandes puissances, à part la Russie éliminée par la révolution de 1917 et l'Autriche-Hongrie qui avait explosé sous l'effet des nationalismes, n'avaient pas autant souffert de la guerre que la France. L'on ne s'était pas battu sur le territoire britannique ; l'outil de production était en bien meilleur état en Allemagne qu'en France, car le Reich avait demandé et obtenu l'armistice alors que les armées alliées n'avaient pas encore pénétré sur son territoire (on retint la leçon en 1945) : elle allait donc se reconstruire assez vite. Proportionnellement à leur population l'Allemagne et surtout le Royaume-Uni avaient eu moins de pertes **démographiques que la France... Seule la situation financière et monétaire était aussi** désastreuse en Grande-Bretagne et bien pire en Allemagne, laquelle en outre allait devoir payer de lourdes réparations. Quant aux États-Unis, qui n'avaient presque eu ni pertes ni destructions, ils avaient profité de la guerre pour devenir les créanciers de l'Europe et leur industrie avait beaucoup bénéficié des commandes de guerre. En 1919 ils produisaient plus **à eux seuls que l'Europe toute entière...**

□ Mais les hommes au pouvoir en France ne comprirent pas, ou ne voulurent pas comprendre ces dures réalités : aveuglement ! Il était difficile d'admettre que la victoire débouchait sur un abaissement : on avait combattu quatre ans et demi pour éviter l'humiliation d'une seconde défaite, pour garder son rang. La victoire n'aide pas à penser un monde qui change, surtout lorsqu'il change au détriment du vainqueur... Le personnel politique français fit semblant de croire qu'il suffirait de d'affaiblir et d'humilier l'Allemagne pour renouer avec l'avant-guerre, la "Belle Époque" comme l'on commençait à dire ; qu'il suffirait de tenir en laisse l'ennemi héréditaire pour se retrouver, comme par enchantement, au premier rang des nations. Ils ne comprirent pas que la France était désormais trop petite pour maîtriser les forces colossales que le premier conflit mondial avait libérées, qu'elle ne pouvait plus peser seule dans les affaires du monde, qu'il lui fallait abandonner l'égoïsme sacré des nations du XIXe siècle, penser en termes de coopération et non plus d'affrontement, s'intégrer au monde et non tenter de s'y tailler la première place par la confrontation.

□ Il faut dire que les artisans de la victoire de novembre 1918 étaient des hommes d'une autre génération, celle de l'avant-guerre, celle de la préparation de la Revanche. L'âge non

plus n'aide pas à penser le changement ! Clemenceau, qui demeura président du Conseil jusqu'en 1920, avait soixante-dix-sept ans, à l'Armistice : c'est-à-dire qu'il était né à l'époque de Metternich, que son adolescence s'était déroulée au moment de la guerre de Crimée, qu'il avait déjà trente ans au moment de la perte de l'Alsace-Lorraine. Le président de la République (jusqu'en 1920 également), Poincaré, n'avait que cinquante-huit ans en 1918, mais juste avant-guerre il avait été l'homme du parti militariste, l'homme d'une logique dont justement il eût fallu maintenant, plus que jamais, s'éloigner. Maintenant que la Revanche était venue, ils étaient bien décidés à ne pas la faire à moitié, à achever dans la paix ce qui avait été commencé dans la guerre — d'autant plus que le conflit avait été bien plus difficile à gagner que prévu, que l'"ennemi héréditaire" avait infligé à la France des souffrances ineffaçables, qu'il s'était conduit de manière barbare. De plus, les gouvernants étaient des hommes à qui l'économie était étrangère : ils ne pensaient pas en termes de prospérité mondiale, mais d'équilibres politiques sur le continent européen. Or les problèmes économiques étaient désormais passés au premier plan : problèmes budgétaires, problèmes **monétaires, problème des dettes internationales...**

□ De toute façon, il eût été difficile de faire admettre l'abaissement de la France, d'expliquer la nécessité d'une réconciliation et d'un relèvement de l'Allemagne à une opinion publique chauffée à bloc durant quatre ans, habituée par quatre ans de communiqués de guerre à penser en termes d'affrontements, et persuadée que la France avait, seule ou à peu près, remporté la victoire. Cette guerre avait été la guerre des "poilus", la guerre de tout un peuple : la propagande avait tant insisté là-dessus, et c'était vrai d'un certain point de vue, que l'on n'était pas porté à valoriser le facteur matériel par rapport au facteur humain : plutôt que les tanks et les rations américaines, l'on préférait glorifier l'héroïsme des soldats français et les taxis de la Marne, expression d'une débrouillardise bien gauloise plus que d'une quelconque avance technique.

□ Du point de vue de la diplomatie traditionnelle, la seule qu'entendaient l'opinion publique et Clemenceau, la victoire avait considérablement renforcé les positions de la France en Europe continentale. Les négociations de paix eurent lieu à Paris. Cela semblait un retour aux temps de Louis XIV et de Louis XV, quand la France dominait le vieux monde ! Il était difficile de concevoir que ce n'était plus l'essentiel, que le concert des nations avait changé d'échelle. Pourtant, symbole d'un changement d'époque, le traité de Versailles fut aussi le premier traité de l'ère moderne à n'être pas rédigé seulement en français : la langue de Voltaire n'était plus la *lingua franca* **des diplomates...** ³⁷⁵

□ Clemenceau représenta la France aux négociations de paix avec l'idée bien arrêtée d'affaiblir l'Allemagne le plus possible, mais il se heurta aux Anglo-Saxons qui, toujours soucieux d'équilibre continental, ne voulaient pas d'une Allemagne trop faible ni d'une France

³⁷⁵ Et les négociations de 1923, suite à la reprise du conflit en Turquie, eurent lieu à Lausanne en Suisse : déjà les choses avaient changé...

trop puissante. Au traité de Versailles, signé en juin 1919, la France obtint bien entendu de récupérer l'Alsace-Lorraine, sans référendum ³⁷⁶. En revanche Clemenceau n'obtint pas le démembrement de l'Allemagne ni même que la rive gauche du Rhin en fût politiquement détachée ; en revanche, cette région, ainsi qu'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite, fut démilitarisée et placée sous occupation française pour quinze ans.

□ L'Allemagne était affaiblie mais pas anéantie. En échange de cette relative modération dans les termes de la paix, la France avait obtenu une garantie militaire des États-Unis, qui s'étaient engagés à intervenir en cas d'attaque allemande. Hélas, le Congrès américain, tirant les leçons des alliances contraignantes d'avant 1914 et refusant que l'Amérique prît le risque d'être entraînée dans des conflits européens, rejeta le traité de Versailles en mars 1920 : la garantie américaine était caduque, la France n'avait plus de grand allié sur qui compter.

³⁷⁶ Cette grosse entorse aux principes wilsoniens se fit au nom de l'ampleur des sacrifices consentis (il eût été inimaginable que les deux provinces pour lesquelles plus d'un million de Français étaient tombés ne regagnassent pas le giron de de la mère patrie), des frontières naturelles (sur le Rhin) et de l'idée que les Alsaciens et les Lorrains étaient "évidemment" français, qu'ils l'avaient abondamment prouvé au XIXe siècle, puis au moment de la défaire de 1871 et durant la période allemande, et que ç'eût été une insulte de leur en demander confirmation: les exils en France des années 1871-1872, puis l'agitation pro-française, avaient été énormément grossies par la propagande revanchiste avant-guerre et durant le conflit — ainsi que les manifestations d'enthousiasme, réelles, à l'arrivée de l'armée française en novembre 1918. Il y eut fort peu de voix pour se demander si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était bien respecté dans cette affaire; manifestement, il s'arrêtait lorsque commençaient les intérêts primordiaux d'un vainqueur.

Bien que les souvenirs de la période impériale, guerre mise à part, fussent loin d'être unanimement négatifs en Alsace-Lorraine (c'est encore vrai aujourd'hui! — ordre, discipline et progrès social...), il y aurait sans doute eu une majorité pour le rattachement à la France à un éventuel plébiscite, ne fût-ce que parce que la France était victorieuse et l'Allemagne vaincue, mais on pouvait craindre qu'elle ne fût pas aussi éclatante qu'il n'était désirable — et certainement pas aux conditions de la République jacobine: les germanophones alsaciens et lorrains étaient très attachés à la langue allemande (90 % d'entre eux ne parlaient pas français!), et auraient sans doute demandé, s'ils l'avaient pu, une autonomie au moins égale à celle dont ils jouissaient au sein du *Reich* (au moins en théorie: après avoir eu durant quarante ans le statut de "terre d'Empire", directement administrée par Berlin, depuis 1911 ils formaient un *Land* de plein droit, mais en 1914 ils avaient été placés sous administration militaire). Il y eut des exils dans l'autre sens, un millier au total, surtout des pasteurs et des intellectuels, qui partirent en Allemagne pour ne pas devenir français: on les assimila aux colons allemands arrivés en 1871, on les traita de traîtres ou d'"aliénés" victimes de la propagande du *Reich*. Il y eut aussi cent dix mille expulsions, surtout des fonctionnaires et des petits commerçants, qui s'étaient installés depuis 1871: en contradiction aiguë avec ses principes de la nation "citoyenne", la France rejetait ceux qui avaient le malheur de ne pas être nés sur son territoire, même s'ils y avaient fait leur vie.

Dans un premier temps, le gouvernement français respecta le particularisme alsacien et lorrain : le concordat fut maintenu (voyez plus bas), le bilinguisme était de rigueur dans les administrations. Les choses se gâtèrent dès 1920 : la francisation s'accéléra, on révoqua les instituteurs germanophones et on les remplaça par des enseignants venus d'autres régions de France. La séparation d'avec l'Allemagne provoqua une grave crise économique. Tout cela nourrit une agitation "autonomiste", très liée aux droites nationalistes allemandes, et que les nazis manipulèrent dans les années 1930. Cette mouvance fut toujours minoritaire; mais il fallut la terrible occupation de 1940-1945, et notamment le calvaire des "malgré-nous", pour briser définitivement les liens des Alsaciens et des Lorrains avec la nation allemande.

On peut ajouter le poids des souvenirs de la guerre de 1870, les monuments, la militarisation de l'espace, la crainte de la guerre, les « atrocités allemandes » en Lorraine française en 1914, les destructions de 1918 (la bibliothèque universitaire de Nancy en dernier...), l'importance des évacuations de 1939, l'annexion de la Seconde Guerre mondiale, et une biblio. : François Roth, « Les Lorrains et la guerre, 1911-1946 », dans H.Fréchet dir., *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946. Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Éditions du temps, 2003, 415 p., pp. 15-26, et P.Barral, *L'Esprit lorrain. Cet accent singulier du patriotisme français*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 192 p.

□ Les pièces maîtresses de la politique française en Europe centrale étaient trois États nouveaux : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et un pays dont la superficie avait presque doublé en 1918, la Roumanie. Dans l'esprit de Clemenceau, cela devait assurer la paix en Europe continentale, sous le patronage de la France, promue "gendarme de l'Europe". En réalité, ces nouveaux États étaient faibles, instables, pauvres; bien que trois d'entre eux, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, fussent liés officiellement par un traité, la Petite Entente, ils s'opposaient notamment pour des questions de tracé des frontières et de minorités culturelles. Deux d'entre eux étaient complètement artificiels, la Tchécoslovaquie qui regroupait, sur un territoire invraisemblablement allongé, deux peuples que seule la langue rapprochait, plus un tiers d'allogènes, et la Yougoslavie qui n'était autre qu'une Serbie très agrandie, mais de territoires non serbes pour l'essentiel (la Serbie avait été l'alliée de la France durant la guerre, on l'avait bien payée), ce qui promettait des tensions internes en tous genres. Très vite, il se révéla que la France n'avait pas les moyens de soutenir ces États clients : elle n'était tout simplement plus assez riche, plus assez puissante, plus assez attractive. Clemenceau, pensant brider l'Allemagne, avait surtout créé les conditions d'une grande instabilité en Europe centrale.

3°) Le traumatisme moral et le renforcement des extrêmes

a) Caractères généraux

□ En même temps qu'elle s'illusionnait sur sa puissance et sa mission, la France était en proie à un traumatisme moral extrêmement profond ³⁷⁷, qui eut des conséquences peut-être encore plus ravageuses que les pertes humaines et matérielles. Pour la très grande majorité des Français, la boucherie de 1914-1918 avait déconsidéré le patriotisme cocardier du début du siècle, entretenu durant les quatre années de conflit par la crainte de la défaite et le bourrage de crânes ; elle avait rendu inaudibles les discours sur "la guerre fraîche et joyeuse", sur "la fleur au fusil" — pour certains, elle avait même déconsidéré l'idée de patrie, l'idée de défense nationale, l'idée de civilisation, ou les trois.

□ La prise de conscience fut progressive (au rythme, entre autres, des retours en permission des "poilus" et des progrès du pacifisme socialiste) ; mais elle s'accéléra brutalement au lendemain de la guerre, lorsque la censure se relâcha, que l'on eut des nouvelles plus précises du reste de l'Europe, et que l'on prit l'exacte mesure du massacre, aussi bien des souffrances des combattants (les tranchées, les gaz, etc.) que celles des civils — notamment lorsqu'en 1918-1919 des dizaines de milliers de réfugiés arméniens arrivèrent à Marseille, fuyant les massacres en Turquie. Tout cela fit un choc dans les mentalités, car les horreurs de la première guerre mondiale n'avaient pas été prévues

³⁷⁷ Voir par ex. S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p.

— contrairement à celles de la seconde, préparées par les guerres d'Éthiopie et d'Espagne, et annoncées par *Mein Kampf*. C'est pourquoi la première guerre mondiale enfanta en quatre ans un monde qui n'avait rien à voir avec celui dont elle était née, avec la "Belle Époque".

□ Il restait bien évidemment des militaristes et des chantres de la guerre, comme le vieux Barrès, toujours aussi "rossignol des carnages", et aussi de jeunes écrivains comme Henri de Montherlant (1895-1972), chantre de l'énergie « virile » dans *La relève du matin*, recueil d'essais et de souvenirs paru en 1920 ³⁷⁸, et Pierre Drieu la Rochelle ; les manuels scolaires étaient toujours aussi cocardiers, il y avait de nouvelles batailles à rajouter aux programmes d'Histoire, déjà surchargés en la matière ; de nouveaux héros nationaux (Joffre, Pétain ³⁷⁹, Foch, Clemenceau) ; de nouvelles épopées viriles à intégrer à la mémoire nationale (les récits de Verdun et des duels aériens dans les cieux picards ou lorrains ennuyèrent des générations de potaches aux distributions des prix des lycées) ; enfin, ce fut probablement dans l'immédiate après-guerre que l'Action française, avec son "nationalisme intégral", atteignit l'apogée de son influence intellectuelle — mais le ton de ses grandes voix, très cocardier et très antiallemand, n'impliquait pas forcément une apologie de l'hécatombe, non plus d'ailleurs que les récits guerriers des anciens combattants ; je vais revenir sur ces ambiguïtés. Dans l'ensemble, dans la France de la première après-guerre l'horreur de la guerre était la chose la mieux partagée, de la droite à l'extrême-gauche. Le pacifisme prit cependant des formes très différentes selon les milieux et les courants politiques où il s'implanta ³⁸⁰, les idéologies sur lesquelles il se greffa.

b) Le pacifisme des anciens combattants et ses conséquences

□ Les anciens combattants étaient parmi les Français les plus hostiles à la guerre ; et pour cause, c'étaient eux qui avaient passé quatre ans dans les tranchées. Les anciens combattants s'organisèrent en associations, que souvent ils baptisèrent du nom de "ligues" pour bien marquer qu'elles unissaient des hommes marqués et liés entre eux par une même expérience, mais venus d'horizons différents. La plus connue, essentiellement pour son rôle politique dans les années 1930, fut la ligue des Croix de Feu (de son nom officiel, l'"Association nationale des Combattants et des Blessés de Guerre cités pour action d'éclat") : elle naquit en 1927 ³⁸¹. Ces ligues ne s'occupaient pas de politique : du reste, elles rassemblaient des hommes de droite et de gauche, comme les tranchées les avaient rassemblés. Elles servaient de lieux de sociabilité et de *lobbies*, défendaient les intérêts des

³⁷⁸ Rapide présentation de l'ineffable Montherlant dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 66-81.

³⁷⁹ cf. biographie dans le dossier biographique

³⁸⁰ Cf. S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p.

³⁸¹ Dans les années 1920, elle n'était pas encore dirigée par le colonel de la Rocque.

anciens combattants, le souvenir des disparus et les intérêts de leurs familles. Elles affichaient surtout l'ambition d'éduquer à la paix les générations à venir afin que le sacrifice des "poilus" n'eût pas été inutile, de lutter contre le chauvinisme, d'enseigner aux jeunes gens la vérité sur la guerre et de les en dégoûter « comme un syphilitique altruiste lèguerait son cadavre à un musée anatomique, dans le dessein d'inspirer aux jeunes gens la terreur de la vérole » (selon Bernanos, l'un d'entre eux) — bref, de faire de cette boucherie "la der des ders".

□ Cette éducation de l'opinion se faisait notamment à l'occasion de la nouvelle fête nationale instituée en octobre 1922, le Onze novembre, et lors de cérémonies sur les lieux de mémoire dont la France se dota dans ces années, la tombe du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe de la place de l'Étoile ("inaugurée" le 11 novembre 1920), et les monuments aux morts qui se généralisèrent en quelques années dans le paysage. Seule une douzaine de communes sur trente-six mille et quelques n'en ont pas... ³⁸² Ils étaient bien conçus comme des monuments à la paix : lorsqu'en 1923, à Clichy, un cortège d'anciens combattants se fit insulter par des manifestants communistes aux cris de "à bas la guerre", l'Union nationale des Combattants tenta de dissiper le malentendu par ces mots: « ces cortèges ont pour but, tout au contraire, d'écarter la guerre par l'évocation des victimes que l'on va pleurer et glorifier ». Une autre association, proche du Parti radical, exigeait en 1922 que « la fête nationale du onze novembre ne comport[ât] aucune manifestation militaire » ³⁸³. Du reste, la statuaire de ces monuments est loin d'être uniformément martiale: les représentations de "poilus" y sont minoritaires — et lorsqu'un combattant est représenté, c'est en hommage au sacrifice et non en vénération de la violence ³⁸⁴.

³⁸² Les monuments aux morts de la guerre de 1870-1871 étaient plutôt cantonaux ou départementaux, et souvent furent construits bien après le conflit, au moment du boulangisme ou à la montée du revanchisme après 1905: il y avait eu moins de morts, le traumatisme avait touché de moins près la population, et puis on commémore moins facilement une défaite qu'une victoire. Ceux de la guerre de 1914-1918 furent érigés, dans leur majorité, avant 1922, au moins dans les villages — beaucoup furent produits en série, y compris bien entendu les statues. N'oubliez pas que la statuaire officielle était surabondante; il y avait de nombreux ateliers spécialisés...

³⁸³ L'armée a toujours été exclue des commémorations de l'Armistice, sauf dans les villes de garnison, et encore, et à Paris. Le cœur de la cérémonie, c'était l'appel aux morts, une cérémonie funèbre et non pas militaire; la minute de silence, forme laïcisée de la prière; et le dépôt de gerbes. Même la Marseillaise n'était pas toujours entonnée, semble-t-il; quant aux drapeaux, ils n'étaient pas honorés (rien de semblable aux matinaux levers de drapeaux des chantiers de jeunesse de Vichy), on les inclinait sur le monument pour rendre hommage aux morts — instruments, non destinataires, du culte. Il n'y avait pas de sonnerie dans les premières années: la sonnerie *Aux morts*, inconnue dans les années 1920, fut composée à la fin de la décennie et officiellement adoptée par l'armée française en 1932: elle se répandit rapidement aux cérémonies du Onze novembre dans la décennie suivante.

La commémoration rassemblait l'ensemble de la population de la localité, avec une place particulière pour les enfants des écoles (pédagogie obligeait — mais une pédagogie civique, républicaine, sans plus rien à voir avec les bataillons scolaires des années 1880), ainsi qu'évidemment les anciens combattants. Ces cérémonies, conclues en général par un discours du maire ou d'un ancien combattant, ce dernier généralement axé sur l'horreur du carnage, connurent une immense popularité, car elles célébraient non des principes abstraits mais des individus concrets, que les plus âgés avaient connus, dont les plus jeunes avaient souvent entendu parler.

³⁸⁴ Beaucoup d'allégories en revanche, dans le goût de l'époque: Mariannes, Patries, Veuves avec leurs Orphelins... mais surtout une majorité de stèles nues, ou surmontées seulement d'une croix de guerre. Les inscriptions sont le plus souvent de style neutre (du type: "la commune de ... à ses enfants morts pour la France" — c'était la formule officielle qui figurait sur les actes de décès), parfois lyriques.

□ Mais tout cela n'allait pas sans ambiguïtés. Certains, d'abord ne supportaient pas l'institutionnalisation de la mémoire du sacrifice. Surtout, le pacifisme des anciens combattants n'était pas exempt de contradictions. Ils étaient demeurés des patriotes, sauf une minorité à l'extrême-gauche dont je m'occuperai plus bas ; certain, intoxiqués par quarante ans de revanchisme et quatre ans de bourrage de crâne, tout en dénonçant l'ignominie du massacre, adoptaient à l'occasion des attitudes des plus chauvines, notamment vis-à-vis de l'Allemagne : un "Fritz" resterait toujours un "Fritz", et la paix tant désirée ne pouvait être maintenue qu'en affaiblissant autant que possible la "Bochie". Ils ne voyaient pas la contradiction où ils s'enfermaient, à savoir qu'on ne pouvait espérer réduire la violence par la violence, et qu'une attitude trop brutale envers le vaincu risquait de l'entraîner à préparer à son tour une Revanche ; il est vrai qu'il était difficile de concevoir, après quarante ans d'arrogance allemande et quatre ans de guerre totale, que l'amitié avec l'"ennemi héréditaire" était la seule voie vers la paix. Le pacifisme de principe n'était absolument pas contradictoire avec l'exaltation nationaliste : on avait horreur de la guerre, mais en même temps on était fier de l'avoir gagnée, d'avoir tenu, d'avoir été disciplinés, on entendait profiter de la victoire ; et, sauf encore à l'extrême-gauche, on pensait, même si on l'avait détestée, que ç'avait été une guerre juste, une guerre où l'on avait combattu pour la réparation de l'iniquité de 1871, contre le militarisme allemand, contre Guillaume II et ses *Junkers*.

□ Or le nationalisme français, depuis 1890 environ et au moins dans ses versions **explicitement politisées, dans ses surenchères, était plutôt antirépublicain...** Certes, durant la guerre, avec l'Union sacrée, les Français avaient serré les rangs et les critiques envers le régime avaient à peu près cessé. Mais après-guerre, l'instabilité ministérielle, le jeu stérile des partis, les scandales politiques et financiers reprirent de plus belle : certains anciens combattants, las de ce désordre, en vinrent assez vite à constituer un terreau idéal pour la droite antirépublicaine — *sans pour autant cesser d'être des pacifistes* (c'est essentiel pour la suite) ³⁸⁵. Le terme de "ligues", adopté, officiellement ou non, par une partie des

Plus rares sont les symboles explicitement nationalistes, comme le coq gaulois, les statues de "poilus" triomphants brandissant des lauriers, les casques à pointe foulés aux pieds. D'autres "poilus" sont représentés frappés à mort, étreignant le drapeau ; certains monuments aux morts, d'ailleurs, sont carrément installés dans les cimetières et ressemblent à des tombes (les cérémonies commençaient souvent par le dépôt de gerbes sur les tombes des morts de la commune). Très peu nombreux sont malgré tout les monuments où l'on sent la volonté d'exprimer une volonté pacifiste : quelques représentations très réalistes de "poilus" morts, quelques frères d'armes ou orphelins accablés par les horreurs de la guerre ; quatre monuments explicitement antimilitaristes, l'un à Levallois-Perret en banlieue parisienne (le sculpteur aurait pris pour modèle de l'ouvrier brisant une épée l'un des soldats fusillés en 1917 !), et les trois autres dans des campagnes "rouges" : dans la Loire, à Gy-l'Évêque dans l'Yonne (il porte l'inscription : « guerre à la guerre »), à Gentioux dans la Creuse (« maudite soit la guerre » dit un enfant).

³⁸⁵ C'est essentiel, parce que ce mélange explosif de pacifisme et de nationalisme a débouché directement sur Munich (la paix à tout prix, tant pis pour les Tchèques et les Slovaques) et sur Vichy (la défaite et la vassalisation acceptées, et le repli sur soi — plus l'hostilité à la démocratie, ferment de dissolution de la nation et régime "cosmopolite"). Voyez aux chapitres 12 et 13 ; mais notez dès maintenant que cela n'avait rien à voir avec les surenchères chauvines et bellicistes d'un Boulanger ou d'un Déroulède.

associations d'anciens combattants, n'était pas explicitement antirépublicain, puisqu'il y avait eu une Ligue des Droits de l'Homme aussi bien qu'une Ligue des Patriotes ; mais de la volonté de dépasser les clivages partisans, on pouvait assez facilement passer à la critique des partis, de leurs petits jeux artificiels et vains, des divisions qu'ils réintroduisaient dans le tissu national après la fin de l'Union sacrée. Assez vite, certaines ligues d'anciens combattants commencèrent à se politiser : elles firent pression sur les gouvernements dans le sens de la fermeté envers l'Allemagne, qui devait payer pour ses crimes ; elles s'opposèrent à la conception wilsonienne de la paix et, à la fin de la décennie, à la politique de réconciliation franco-allemande d'Aristide Briand (cf. biographie dans le dossier biographique), qui leur paraissait entachée de naïveté et risquait d'affaiblir le pays. Puis elles se mirent à accuser la République de ne pas faire assez pour les anciens combattants, et, par glissement, de tous les maux du temps.

c.) Le pacifisme à gauche et la naissance du parti communiste

□ La première guerre mondiale provoqua une rupture essentielle dans l'Histoire de la gauche française. Elle amena de nombreux hommes de gauche à radicaliser leur critique de la société existante : la grande boucherie remettait en cause l'ensemble des structures qui l'avaient engendrée (du moins le pensait-on à gauche) : les nations, la société bourgeoise, la démocratie libérale, le capitalisme. Il n'était plus question de les réformer, il fallait les détruire — l'horreur avait été trop grande, des hommes qui venaient de passer quatre ans un fusil à la main avaient du mal à penser autrement qu'en termes de violence, et de manière extrêmement manichéenne. La modération d'un Laurès ou d'un Briand n'était plus de saison (Briand, du reste, était passé à droite) ; tout ce qui, avant 1914, dans la société française, avait été peu aimé mais plus ou moins supporté, était désormais haï, vomé. La contestation était radicale et touchait toutes les institutions.

□ On assista à un glissement rapide d'une bonne partie de la gauche socialiste vers des positions qui, avant 1914, avaient été celles d'une petite minorité extrémiste, comme Gustave Hervé : un pacifisme radical allant jusqu'au défaitisme, une véritable haine de la nation, et surtout, malgré l'horreur de la martiale hécatombe, la fascination pour un autre type de violence, la violence sociale, la violence révolutionnaire. Avant 1914, les socialistes et les syndicalistes français, à l'exception d'une frange aussi bruyante que minoritaire (surtout à la C.G.T.), avaient en gros renoncé à l'action violente, la Révolution n'était plus pour eux qu'une référence lointaine à un changement de classe dominante, qu'ils espéraient pacifique. Après 1917, comme l'a écrit F. Furet ³⁸⁶, le mouvement révolutionnaire « ressurgit [en France] (...) comme un torrent recouvert en 1914, mais grossi quatre ans plus tard des souffrances et des désillusions, individuelles et collectives, dont la guerre a[va]it été si incroyablement prodigue ». La violence révolutionnaire ne faisait plus peur, la Révolution

³⁸⁶ Dans *Le passé d'une illusion: essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, ouvrage paru en 1995.

était même devenue un espoir : cela ne pouvait pas être plus horrible que Verdun, que l'Ypérite, que les massacres d'Arméniens, et cette fois-ci, la dernière, ce serait pour une bonne cause ; de toute façon, la haine était telle pour les bourgeois et pour leur monde que la violence en devenait quelque chose comme une volupté.

□ Cet état d'esprit ne pouvait que rapprocher la frange la plus pacifiste de la gauche française, celle qui liait indissolublement l'idée de paix et l'idée de Révolution, des bolcheviks russes, qui venaient à la fois d'abattre le vieux monde haï des Tsars et de signer la paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, écourtant ainsi d'un an la boucherie pour leur pays ³⁸⁷. Le communisme en France comme dans le reste du monde fut fils de la grande guerre, fils du pacifisme autant que du rêve de Révolution sociale; plus exactement, il fut fils de l'association d'un pacifisme radical au rêve de la Révolution. En effet, toujours selon Furet, « que les moujiks se [fussent saisis] de la terre n'[était] pas de nature à éblouir les paysans-soldats de l'Ouest, enterrés dans les tranchées: ils [étaient] propriétaires depuis des siècles. **Que le tsar [fût] tombé (...) n'[était] pas à leurs yeux inédit: c'[était] au contraire écrit par** avance dans l'histoire de l'Occident. Mais que le peuple russe demand[ât] la paix, voilà par où il indiqu[ait] une sortie de l'impasse tragique dans laquelle les gouvernements de l'Ouest [s'étaient] laissés enfermer. (...) Le bolchevisme, maître accidentel et fragile de l'Empire des tsars à l'automne 1917, se trouv[a] fort en Europe de son opposition radicale à la guerre, dès 1914. Il a[vait] l'avantage de donner un sens à ces années terribles, grâce au pronostic précoce qu'il a[vait] porté sur elles et qui sembl[ait] l'avoir conduit, lui, à la victoire révolutionnaire d'Octobre. Ce que l'hécatombe a[vait] eu d'inouï trouv[ait] à travers Lénine des responsables et des boucs émissaires à l'échelle du massacre : l'impérialisme, les monopoles capitalistes, la bourgeoisie internationale ».

□ L'attrait du bolchevisme en 1918-1920 était dû à ce qu'il offrait une explication à la guerre, à ce que les bolcheviks s'étaient toujours opposés à la guerre, au fait qu'ils avaient fait la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk mais aussi à ce qu'ils promettaient de mettre fin à toutes les guerres en même temps qu'à l'oppression bourgeoise, leur responsable, comme aux nationalismes dont on venait de mesurer les ravages — la problématique des dérives, que je défends au début du chapitre 9, n'était évidemment pas celle des femmes et des hommes dont je parle ici. La "grande lueur à l'Est" selon l'expression fameuse de Romain Rolland, ce fut d'abord celle de la paix perpétuelle ; avec l'attrait supplémentaire que la pensée de Marx et de Lénine permettait de lier la critique de la guerre à la critique sociale. Le paradoxe, bien sûr, c'était que la paix perpétuelle ne pouvait être atteinte qu'en redoublant de violence, et que dans les conditions

³⁸⁷ Ils en avaient provoqué une autre, la guerre civile russe, mais on l'imputait à leurs ennemis; ils étaient censés n'avoir fait que se défendre (voyez le cours sur la Russie, chapitres 2 et 6). Ils avaient signé la paix avec l'Allemagne qui les avait stipendiés en 1917 et bien aidés lors de la guerre civile en 1918-1919, mais on le savait peu en Occident, et d'ailleurs, dans une logique internationaliste, tout cela importait peu: tous les moyens étaient bons pour mettre fin à l'hécatombe et faire la Révolution.

du monde moderne le processus promettait d'être terrible : on le voyait bien déjà en Russie. Mais, encore une fois, pouvait-on se figurer que cela allait être pire encore que Verdun ? Les prolétaires allaient en souffrir aussi, bien sûr ; mais pouvait-on imaginer qu'ils souffriraient encore bien plus que dans la société capitaliste du XIXe siècle ? Pouvait-on prévoir le Goulag, les charniers du Cambodge, la Révolution culturelle ?

□ Les effectifs de la S.F.I.O. et la C.G.T. explosaient — la S.F.I.O. bénéficiait du fait qu'elle avait rompu l'Union sacrée dès 1917 ; mais elles étaient l'une et l'autre en voie de radicalisation accélérée, plus exactement les plus radicaux y étaient de plus en plus nombreux et bruyants, à l'inquiétude des plus modérés. Ce fut en 1918 que la frange la plus influencée par les bolcheviks russes prit le nom de "communistes"³⁸⁸. En 1919-1920 les grèves et les violences sociales se multiplièrent, du fait des désillusions de l'après-guerre et des difficultés du retour à la vie civile (la crise économique faisait rage), du désir des soldats démobilisés d'être payés pour les sacrifices consentis, mais aussi de l'enthousiasme et du radicalisme révolutionnaire d'une partie des militants: c'est pourquoi elles prirent parfois une allure franchement insurrectionnelle. La Révolution avait éclaté en Russie, puis en Allemagne, en Hongrie, en Slovaquie; pour les internationalistes (Lénine y compris), mais aussi pour leurs adversaires apeurés qui partageaient sur ce point leur vision des choses, l'idée que le prolétariat pût triompher dans un seul pays semblait absurde: la Révolution, fille de la lutte des classes qui avait lieu dans le monde entier, réussirait partout, tout particulièrement dans l'Europe industrielle, ou bien elle échouerait partout. En France, les marxistes d'obédience révolutionnaire, les enfants de Guesde, triomphaient; quant aux anarcho-syndicalistes, aux descendants de Pelloutier, ils étaient persuadés que le "grand soir" était là, et s'imprégnèrent rapidement de toute une culture bolchevisante : ce fut ainsi que la Révolution russe gauchit sensiblement non seulement la tradition socialiste, mais aussi la tradition syndicale française.

□ Le Premier mai 1919 s'était déroulé dans une atmosphère extrêmement lourde : il y avait eu un mort. Les grèves, proprement dites commencèrent en juin 1919 dans les transports en communs parisiens; elles furent étroitement encadrées par les syndicats, bien plus que le furent plus tard celles de 1936 et de 1968. Elles touchèrent surtout les mines, la sidérurgie, les chemins de fer, la fonction publique, soit les secteurs qui déjà étaient les plus revendicatifs avant 1914, plus la chimie ; il y eut aussi des affrontements aux arsenaux de Toulon. En février 1920, de nouvelles grèves de cheminots secouèrent le pays; le conflit dura jusqu'en mai — il était alors interdit aux fonctionnaires et aux travailleurs des secteurs

³⁸⁸ Ce terme, que l'on trouve déjà chez Marx et Engels (notamment dans le fameux *Manifeste* de 1848) et chez d'autres socialistes du XIXe siècle, n'avait jamais désigné un courant particulier du socialisme : ce n'était guère alors qu'un synonyme de "socialiste collectiviste", assez peu employé. Ce fut en mars 1918 que Lénine, désireux de s'approprier l'héritage de Marx, rebaptisa son parti "social-démocrate, majoritaire" (*bolchevik* en russe) du nom de "communiste". Jusqu'en 1953 le nom officiel de cet organisme était : Parti communiste (majoritaire) d'U.R.S.S., puis la mention entre parenthèses disparut.

"stratégiques" de se syndiquer et de faire grève. En mars 1920, un autre conflit éclata dans dans les mines.

□ Par ailleurs, en mer Noire, à Sébastopol, des éléments de la flotte française envoyée en renfort de l'armée "blanche" de Dénikine se mutinèrent en avril 1919, à l'instigation de **l'officier mécanicien André Marty (1886-1956)** — les mutins, qui au départ réclamaient surtout une nourriture de meilleure qualité et une discipline moins rude, fraternisèrent avec les bolcheviks ; pour remener le calme, l'amiral commandant l'escadre (Amet) dut promettre le retour en France. D'autres mutineries suivirent en rade de Toulon, à Bizerte, et surtout en Grèce en juin, où il fallut faire intervenir les tirailleurs sénégalais pour reprendre le contrôle des navires en révolte : Charles Tillon (1897-1993) s'y illustra ³⁸⁹.

□ Ces violences faisaient peur, même si nulle part le nombre de grévistes ne dépassa 20 % des effectifs. On voyait réapparaître brutalement, et sur une échelle jusqu'alors inconnue, un langage d'une extrême violence, le langage de la haine et de la table rase ; des appels au sabotage, au meurtre, au soulèvement général, à la destruction de l'ensemble de la **société...**

□ Pourtant le mouvement syndical et socialiste français, en même temps qu'il se renforçait, était en proie à de très graves turbulences. L'attitude à adopter vis-à-vis de la Révolution russe divisait profondément la C.G.T et la S.F.I.O., qui étaient quand même très mal à l'aise sur ces sujets, car elles avaient échoué à éviter la guerre et la seconde ne s'était retirée que bien tardivement de l'Union sacrée.

□ En janvier 1919 les bolcheviks et leurs partisans en Europe fondèrent à Moscou une troisième Internationale (plus connue sous le nom de **Komintern**), destinée à remplacer la deuxième, celle de 1889, qui s'était à leur yeux définitivement compromise avec les forces de l'ordre ancien, et qu'ils ne contrôlaient pas. Ils exigeaient l'adhésion des partis socialistes occidentaux, mais en juillet 1920 Lénine et Zinoviev y posèrent vingt et une conditions drastiques: entre autres l'exclusion des modérés au nom de l'efficacité révolutionnaire, une organisation quasi militaire sur le modèle du parti bolchevik, la création de structures parallèles clandestines aptes à fonctionner en cas d'interdiction, l'obéissance absolue aux décisions du Komintern. C'était renoncer à tout l'héritage des socialismes nationaux du XIXe siècle; en France, c'était enterrer Jaurès une seconde fois. La controverse fit rage ; finalement, en décembre 1920, au congrès de Tours, ce fut la scission — elle se fit dans une ambiance d'impasse, d'échec électoral et d'essoufflement des grèves. La majorité, animée par des pacifistes révolutionnaires admirateurs de Lénine, avec à leur tête entre autres Boris Souvarine, Ludovic Frossard et Marcel Cachin, accepta les vingt et une

³⁸⁹ Condamnés à vingt ans de travaux forcés en 1919-1920, les mutins de la mer Noire furent amnistiés en 1922-1923, après une vaste campagne où le Komintern les présenta en martyrs. Marty et Tillon firent de belles carrières dans l'appareil de la S.F.I.C. puis du P.C.F., surtout dans les années 1930 et 1940, avant d'en être exclus au début des années 1950 — pas plus que dans les pays de l'est (voyez le cours sur la Russie, chapitre 6), Staline ne supportait de dirigeants qui eussent une autre légitimité que l'onction moscovite.

conditions, rejoignit la III^e Internationale et fonda la S.F.I.C. (Section française de l'Internationale communiste), le futur P.C.F.

□ La minorité, regroupée autour de Léon Blum (1872-1950, cf. biographie dans le dossier biographique), parvint à "garder la vieille maison", c'est-à-dire le nom de S.F.I.O., les locaux, l'essentiel du personnel et des élus — mais pas *l'Humanité*. Dans ses interventions au congrès de Tours, Blum critiqua avant tout le lien que faisaient les communistes entre Révolution et violence, mais il allait plus loin: le débat s'était déplacé et ne portait plus prioritairement sur le problème de la paix, mais sur la nature de l'organisation que les bolcheviks commençaient à imposer au pays qu'ils dirigeaient et au mouvement ouvrier international. Blum refusait l'idée d'une dictature révolutionnaire, d'une "dictature du prolétariat" assimilée à la toute-puissance d'un petit groupe autoproclamé avant-garde du prolétariat: pour lui, on ne pouvait pas faire une authentique révolution sans respecter la liberté.

□ Mais Blum ne renonçait pas pour autant à l'idée de Révolution. Blum, et après lui les autres socialistes français, pour se démarquer des communistes tout en continuant à s'inscrire dans la tradition socialiste, pour ne pas l'abandonner à ces derniers, durent durcir leur discours et conserver une rhétorique révolutionnaire, alors même qu'ils ne voulaient plus de révolution violente; mais ils ne purent empêcher le mot de prendre un sens essentiellement violent, en référence essentiellement à la Révolution russe de 1917, et non le sens plus modéré qu'eux lui donnaient. Ce décalage entre un discours assez radical et une pratique plus réformiste, encore très sensible dans les années 1970, a longtemps desservi les socialistes français: on les a fait passer pour plus révolutionnaires qu'ils n'étaient, notamment au moment du Front populaire — et ils ont eu du mal à comprendre la nécessité d'abandonner ce discours de rupture pour un discours gestionnaire, plus conforme à l'esprit des temps après 1945.

□ Le mouvement socialiste français était définitivement divisé; ces divisions affaiblirent durablement la gauche. L'année suivante, en 1921, ce fut la fin de l'unité syndicale, qui durait depuis l'effacement de la confédération guesdiste en 1898: la C.G.T. demeura aux mains de réformistes proches politiquement des socialistes de la S.F.I.O. (quoique toujours jaloux de l'indépendance syndicale); mais il apparut une C.G.T.U. ("unitaire"), très radicale, dominée au départ par des anarchistes mais sur laquelle les communistes mirent rapidement la main. Elle ne parvint jamais à dépasser la C.G.T. en termes d'effectifs.

□ Une conséquence importante de cet ensemble de phénomènes, ce fut que la guerre de 1914-1918 et ses suites portèrent un coup sévère à la place de la tradition du socialisme français dans le monde. Les socialistes, à l'étranger et même en France, avaient désormais les yeux tournés vers la Russie où, pour la première fois de l'Histoire, une révolution prolétarienne, ou autoproclamée telle, parvenait à durer et même à triompher de ses adversaires, grâce aux méthodes révolutionnaires mises au point par Lénine.

Qu'importait, face à la "grande lueur venue de l'Est" (ou « grande lueur à l'Est »), face à l'étoile rouge qui venait de se lever dans le ciel de la Russie, la tradition du socialisme français ? Même la figure de Jaurès pâlisait: il avait échoué, par naïveté, par angélisme; Lénine, lui, avait réussi. Qu'importaient les combats du XIXe siècle français, qui n'avaient accouché que de la République bourgeoise et de la guerre, à l'heure où triomphaient ceux qui semblaient réaliser la prophétie de Marx ? 1917 intégrait la Révolution française et ses "répliques" bourgeoises du XIXe siècle, mais en tant qu'étapes antérieures, désormais dépassées : elle les rejetait dans le passé. Le monde avait changé d'ère, et la France n'était plus la patrie de la Révolution. Celle-ci, pour soixante-dix ans, allait être la Russie, rebaptisée U.R.S.S. en décembre 1922.

□ D'autant que les socialistes français, définitivement désunis à cause de la querelle sur l'Union sacrée, se trouvèrent durablement affaiblis par rapport à ceux des autres pays d'Europe, du fait que la France fut (avec l'Italie) l'un des pays d'Europe où la tradition communiste, antidémocratique, violente, inféodée à Moscou, fut la plus puissante à l'intérieur du mouvement socialiste. Jusqu'en 1934, de nouveau entre 1939 et 1941 et de 1947 au milieu des années 1960 les communistes refusèrent de collaborer avec les autres forces de gauche, considérées comme des "sociaux-traîtres" complices de l'oppression bourgeoise. Par ailleurs la peur du communisme provoqua un raidissement de la droite, des patrons, etc. qui affecta toute la gauche. De ce fait, avant 1981 la gauche française n'exerça le pouvoir que très brièvement et dans des circonstances difficiles (en 1924-1926, en 1936-1938, à la Libération, en 1956-1957); il est vrai que les socialistes britanniques et allemands ne firent guère mieux dans l'entre-deux-guerres.

□ Bref, le traumatisme de la guerre et l'effondrement des mythes cocardiers du XIXe siècle aboutirent à un grave affaiblissement moral et politique du pays tout entier. Tandis que les communistes, l'extrême-gauche et même une partie des socialistes envisageaient la disparition, à terme, de l'entité "France" au sein d'une société mondiale sans classes, et qu'une partie de la droite, tout en mélangeant plus que jamais défense de la nation et lutte contre la République, s'apprêtait, par un pacifisme dévoyé, à renoncer à défendre la France contre les dictatures, une autre partie de cette droite — la même parfois — chercha à développer un nouveau type de nationalisme inspiré d'expériences étrangères. La République était la cible de toutes les attaques, coupable de bellicisme pour les uns (socialistes et communistes, pacifistes de droite dans les années 1930), lâche et incapable de redonner sa fierté à la nation pour les autres (la droite revancharde, les ligues). Ces attaques ne firent pas trop de mal tant que la prospérité régna; avec la crise des années 1930, elles débouchèrent sur une grave crise de régime.

□ une dernière conséquence est l'« affaire de la PMS, primaire militaire supérieure » à l'ENS dans les années 20: à partir de 1923, les élèves doivent en deux ans préparer un brevet de PMS (conférences à l'école, exercices en caserne, etc.), ce qui leur permet de

devenir sous-lieutenants ; si non : 18 mois de service militaire comme simples soldats. Par un pacifisme très pro-SDN beaucoup + que politique, beaucoup de khâgneux boycottent (rôle de Sartre, cf. biographie dans le dossier biographique) : désordres à la caserne de Lourcine (« Sartre et Nizan étaient, dans le peloton, incapables de marcher au pas ») ; diverses stratégies pour échouer au brevet, notamment l'absentéisme. Environ 1/3 des candidats ne sont pas reçus en 1927, 28, 29. Les inquiétudes de la direction de l'École sont accrues par...

□ 83 élèves signent une pétition hostile en 1928 :

- changement d'échelle de l'action normalienne : irruption dans la presse nationale. L'affaire à proprement parler : publication d'une pétition dans Le Populaire du 26 novembre 1928. L'argument selon lequel les élites de l'enseignement doivent être formées au commandement militaire est refusé au nom d'une distinction entre l'« assentiment réfléchi » attendu des élèves par l'éducateur et l'obéissance essentielle exigée des militaires. Réclamation de la transformation de la préparation militaire obligatoire en préparation militaire facultative.

- Indignation de l'*Echo de Paris* (« la gangrène va du primaire au supérieur ») et de *La Victoire* d'Hervé ; l'*Action française* relativise ce « tolstoïsme attardé » en montrant la solitude des normaliens dans le quartier latin décrit par Agathon

- Une contre-pétition paraît dans l'*Echo de Paris* mais se révèle être un canular. Une attaque frontale par Charles Delvert (normalien ancien combattant) des 83 signataires de la 1^{ère} pétition paraît. Delvert rend le concours même responsable de l'orientation politique de l'École, en faisant de la philosophie (qui récompense la bien-pensance bolchevisante) la matière discriminante

- Certains articles prennent parti pour les 83 dans *L'Oeuvre*, *Le Progrès civique*, *la Volonté*.

- Pierre Marraud, premier ministre auquel la pétition était adressée, lui oppose un refus explicite

- L'influence néfaste d'Alain est dénoncée à plusieurs reprises, notamment par *L'Intransigeant*. Le groupe des chartiéristes, ses disciples de HIV, est en effet fortement présent.

- Origine sociale des signataires : en très grande partie des fils d'instituteurs

- grand absent : le parti communiste, qui interdit à ses membres de refuser le service, puisqu'il s'agit pour eux de désagréger l'armée bourgeoise de l'intérieur

- colère et surprise de certains normaliens qui avaient signé uniquement par refus apolitique de la notion d'obligation, et qui voient l'affaire prendre une ampleur imprévue et leurs noms être utilisés dans une affaire devenue politique >>>> rapide désolidarisation d'une soixantaine de signataires. (initiative qui semble venir, entre autres, de Brasillach qui avait signé (!), mais vives protestations paraissent dans *Libre parole* contre les propos d'Emile

Picard, qui dénonce sévèrement la pétition dans un discours à l'association amicale des anciens élèves d'Ulm rendant hommage à Alphonse Aulard (13 janvier).

□ dans le même contexte : la « Revue » de 1927 :

- Spectacle annuel dans l'amphithéâtre de l'ENS ; scandale en 1927 avec 2 chansons contre l'armée ; auditoire siffle et proteste/applaudit. Sartre a participé à la rédaction. *La Victoire* d'Hervé va jusqu'à exiger la démission du directeur, Gustave Lanson, qui mène donc son enquête et distribue des blâmes.

- >>> mauvaise image de l'École dans l'armée ; dissension alimentée par des pétitions mettant en cause l'armée française et la défense nationale (parues en mars 1927 dans *Libre-propos*)

□ S'y ajoute une pétition normalienne contre le projet de loi Paul-Boncour (voir cours GÉS-10, et cf. biographie dans le dossier biographique) ³⁹⁰. Fin de la fiche de lecture

d'Ostiane :

La crise de 1929 : le soutien aux normaliens de Quimper

Autre pétition normalienne de 24 signataires contre les arrestations préventives du 1er mai 1929 des élèves instituteurs de l'École normale de Quimper, entrés en conflit avec la direction qui tentait de rendre obligatoire la préparation militaire, théoriquement facultative. Bénichou est l'un des instigateurs
Retentissement dans la presse (*Le temps* du 12 juillet déplore « les basses séductions et la contagion grégaire d'un pacifisme d'estaminet, d'un antimilitarisme de café-concert »)
Réaction rapide de l'administration ; conseil de discipline

1930-1935. L'apogée du pacifisme normalien ?

Vent d'antimilitarisme se prolonge dans les années 1930, grâce aux socialistes, aux aliénés et aux communistes. Ex : nouvelle pétition en 1931 « contre la caporalisation des intellectuels ». Initiative qui préfigure le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes

L'ENS, une serre pacifiste pour la « génération de 1905 » ?

Le pacifisme progressivement établi dans les années 1920 reste solide la décennie suivante
Pétition massive concernant le service militaire, mentionnée dans *L'Oeuvre* du 17 mars 1935

Ensemble des pacifistes en recomposition : les élèves d'Alain disparaissent avec sa retraite, les communistes évoluent avec leur parti courant 1935, les socialistes sont divisés sur l'attitude à adopter face à l'Allemagne

Vingt ans après : une génération dans l'orage

- Dispersion douloureuse de ces promotions des années 1920 à la Libération
- Illusions perdues, le « rêve pacifiste passe » devant les réalités allemandes, comme pour Pierre Bertaux qui déclare « Dès 1934, je considérais la guerre comme inévitable », malgré ses anciennes convictions pacifistes profondes de Lorrain imprégné de socialisme
- Fusillés et déportés dont la mémoire est rappelée lors des premières rencontres de Davos.

Jean Cavailles devient compagnon de la Libération à titre posthume, après avoir été persécuté en juin 1944 et condamné à mort.

Les normaliens socialistes : des pacifistes dans la turbulence historique :

- Le pacifisme de serre des socialistes de l'ENS des années 1920 a résisté aux désillusions évoquées plus haut (désillusions exprimées par Pierre Brossolette dans son appel aux « moins de trente ans d'aujourd'hui » dans *Notre Temps*, juillet 1933 : « Le mot international et le mot socialisme suffisent à provoquer les rires »)
- ce pacifisme est « chevillé au cœur et à l'esprit » des socialistes d'Ulm, il est leur « plus petit dénominateur commun » et les conduit à une lecture dualiste des attitudes possibles face au monde, pacifisme contre « bellicisme ». Admiration pour Léon Blum, qui rappelle ces mots de Jaurès dans un discours prononcé à Soissons le 15 novembre 1936 : « Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter la guerre. La guerre, c'est le mal ! La guerre ne peut rien engendrer de noble et de bon. ». Discours qui marque durablement Georges Lefranc, grande figure du socialisme ulmien.

³⁹⁰ J.-F. Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., réédition, PUF, coll. "Quadrige", 1994, 720 p. Fiche de lecture par Ostiane.

□ un pacifisme différent, celui d'Abel Gance dans sa 2^e version de *J'accuse*. Dans la 1^{ère}, en 1919, les morts de Verdun sortaient de leurs tombeaux pour accuser sur le mode moral les vivants de se mal conduire. Dans la 2^e, beaucoup + politique et à mon avis assez suspecte, en 1937, ils font reproche aux vivants de préparer la guerre nouvelle.

4°) Un fascisme à la française ?

a) Le premier parti fasciste français, celui de Georges Valois : le Faisceau (1925-1928)

□ les origines :

- pseudonyme de Georges Cressen, ancien ouvrier du Livre
- nourri à la fois de G. Sorel, de Maurras (*cf.* biographie dans le dossier biographique) et d'anarcho-syndicalisme
- a appartenu à l'Action française, qu'il quittera en oct. 1925, sans heurt violent au début (aile "syndicale", SR, et ouvriériste)
- a animé le Cercle Proudhon, le journal *Le Nouveau Siècle* (hebdo., un temps quotidien)
- a rencontré Mussolini en nov. 1923 (mais contacts perdus par la suite)
- son parti apparaît dans contexte du Cartel des Gauches, qui "remet en cause" l'Union sacrée du temps de la guerre
- déçu par traditionalisme de l'Action française, désire synthèse entre nationalisme et socialisme

□ fonde un Faisceau le 11 novembre (!) 1925 :

- org. calquée / *fascio*
- beaucoup d'anciens combattants
- originalité du nom, et de la volonté d'imiter le modèle italien
- mais le F. de GV n'est pas créé sur base doctrinale du f. ital. ⇒ plutôt une Société de pensée (Serge Bernstein)

□ activité :

- violente polémique avec Action française ⇒ séparation définitive (rupture d'ailleurs avec autres ligues)
- anticapitalisme, nationalisme (SR + national. fr. + Proudhon + Action française)
- activité publique culmine automne 1926 (2 manif. d'anciens combattants)
- a attiré beaucoup de jeunes
- stab. Poincaré porte un rude coup au recrutement
- diff. financières (a perdu appui de Coty : voir + loin) ⇒ déclin, puis disparition 1928
- cause : s'est engagé dans voie du 1er F. en pleine période de retour au calme (accuse d'ailleurs le fasc. it. de trahison !)

⇒ un "fascisme naïf" (Zeev Sternhell)

□ devenir :

- GV revient à l'anarcho-syndicalisme
- éditions (Éd. de Valois) : édite de nombreux travaux d'hommes qui s'efforcent de trouver idées nouvelles contrastant avec syst. politique officiel (non-conform.)
- Parti républicain syndicaliste (1928-1932)
- champion (1932 >>>) d'un mouvement coopé. libertaire
- participe au Front populaire
- et à la résistance ⇒ déporté 1944, meurt en camp de concentration

b) Un fascisme "ancien combattant" ?

□ LES "CREUSETS" :

□ Les organisations d'Anciens Combattants

- A. Prost a bien montré dans sa thèse (A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., et dans : A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, coll. "Archives", 1977, 247 p., que les org. d'anciens combattants nées après Première Guerre mondiale n'étaient nullement fascistes, mais pacifistes, etc. Origine : pendant la Première Guerre mondiale les organisations de mutilés (nouvelles, celles de 1871 étant moribondes et jugées trop bien-pensantes) et les asso. de démobil. chômeurs (paperasserie des conditions de réforme, diminution des ressources puisque le réformé perd les allocations militaires, difficultés à retrouver du travail, question des « places assises », etc.). Émergence du mouvement entre 1919 et 1927, apogée entre 1928 et 1934.

Or, imp. numérique : 3,5 M cotisants vers 1932-1934 (il y avait eu 7,9 millions de mobilisés), mais amenuisement progressif de la « génération du feu ». D'autant + grande que femmes ne votent pas. Forme de sociabilité dans les campagnes. La société rurale et les classes moyennes forment les gros bataillons des asso.

- en juillet 1917, Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre fondent l'Association républicaine des Anciens combattants (ARAC)

- L'élection de nombreux députés AC en 1919 n'offre pas au mouvement combattant une influence réelle sur les affaires publiques, à cause de la division entre organisations. Ex. : l'UNC préconise une politique de fermeté envers l'Allemagne et de réserve envers la SDN ; l'UF (proche des radicaux et des socialistes) au contraire est favorable à la SDN

- 1926 : manifestation contre les accords Mellon-Bérenger ; l'ARAC met sur pied des Groupes antifascistes de Défense (GAD)

- 1927 : États généraux de la France meurtrie, à Versailles >>> fondation d'une Confédération nationale des Anciens combattants et Victimes de Guerre (CNACVG)

- mais 1928 : campagne de presse / thème de la mission nationale qui incombe aux anciens combattants : chasser les profiteurs, les "politicals", les "embusqués"

- surtout dès 1928 (malgré dogme général de l'apolitisme), les associations d'anciens combattants de toutes tendances abordent la question du mauvais fonctionnement des institutions républicaines + adoptent nombreux projets de réforme de l'État, y compris à l'UF

- au début des années 30 ces thèmes sont mêlés aux revendications pécuniaires (revalorisation des pensions) >>> 6 février 1934

- **toutes les organisations d'AC demandent le suffrage féminin**

- l'UNC est farouchement anti-Front populaire

- **mais à la fin des années 30 les organisations d'AC n'ont plus guère de revendications à faire valoir** >>> des groupes de pression qui ont abouti, partiellement, cf. l'Union des Blessés de la face (les « gueules cassées » dit le premier président, le Dr Picot), née en 1921, qui touche les « dixièmes » de la Loterie nationale (créée en 1934), puis des dividendes du Loto **et est à l'heure actuelle propriétaire de 9,2 % des actions de la Française des Jeux** ³⁹¹.

□ Le mécontentement

- polit., éco., soc., etc.

- suscite des réactions comme la Fédération des contribuables (plus. cent. milliers adhérents 1934)

- Organisations de Dorgères :

* Comités de Défense paysanne (1933 >>>)

Henri d'Halluin, né dans Nord 1897

journaliste (div. journaux)

livre, puis slogan "Haut les fourches !"

puis Comités de Défense paysanne

* Front paysan 1934 (éphémère) : Comités de Défense paysanne + Parti agraire (de Fleurant Agricola) + syndicats agraires

* 1935 : Chemises vertes (insigne : fourche et faux entrecroisées sur gerbe de blé)

* ⇒ un "fascisme vert" ?

avec les Jeunesses paysannes, les Comités de Défense paysanne et les Chemises vertes, 400 000 adhérents en 1939

traditionalisme en réalité

cf. propag. mythologie terrienne X "tyrannie des villes"

soutient 1936 bataille contre grévistes villes, tente briser grèves ouvriers agricoles

théoriquement mouvement populaire paysan X effets capitalisme ; en fait manipulé par ceux qu'il prétend combattre (les conservateurs)

violemment antitétatique, antibureaucratique, xénophobe

Vichy : a été un moment dir. de la Propagande paysanne, mais déçu

³⁹¹ S.Delaporte, *Gueules cassées de la Grande Guerre*, Agnès Viénot, 2004, 262 p.,

faits de résistance (?) ⇒ condamné Libération à 10 ans d'indignité nationale, mais peine relevée

alliance avec Pujade ; député 1956-1958

mort janvier 1985

□ L'Ami du Peuple de François Coty (1928>>>)

- riche parfumeur d'origine corse, Spoturno (1874-1934), arriviste, mégalomane (René Rémond : "Ce Birotteau rêvait-il de devenir César ?")

- a fait fortune pendant guerre grâce au marché américain

- mécène de la Corse

- presse : contrôle du *Figaro* (1922>>>), rachète *Le Gaulois* (1928) ⇒ fusion avec *Le Figaro* surtout, lance 1er mai 1928 *L'Ami du Peuple*, tirage à 1 M ex., idéologie très sommaire, antiparlementarisme, antibureaucrat., antisémitisme, etc. Sévèrement attaqué par ses confrères.

- on le trouve à l'origine de toutes les entreprises "fascistes" qui précèdent le 6 février

- Un homme seul, dont le modèle est Mussolini, qui, malgré une activité débordante, ne parvient pas à jouer un rôle de 1er plan

- meurt ruiné 25 juillet 1934

□ LES CROIX DE FEU :

□ fondation nov. 1927 des Croix de Feu, titre condensé de l'Association nat. des combattants de l'avant et des Blessés de guerre cités pour action d'éclat (!)

par Maurice Hanot, dit d'Hartoy

aucun progr. politique, une sorte de nouvelle Légion d'honneur

□ adhésion nov. 1928 du lieutenant-col. François de La Rocque

- né 1886 Lorient

- véritables prénoms = Anet, François (Casimir est une invention !)

□ rôle rapidement capital de La Rocque :

- au CA des Croix de Feu 1929, président 1931

- magnétisme La Rocque / proches (+ que / foules). Cf. anniv. sa mort encore fêté !

- a quitté armée 1929 (>>>> CGE)

□ œuvre personnelle de La Rocque : associations satellites :

- Asso. des briscards 1929

- Fils & Filles des Croix de Feu 1932, dans contexte général d' "appel à la jeunesse"

- Ligue des Volontaires nationaux 1933

- **œuvres sociales dans contexte crise : vestiaires, colo. vac., etc.**

⇒ croissance régulière (X autres ligues) des eff. : 36 000 1932, 150 000 1934, 450 000 1936

réflexe de peur sociale pousse la petite bourgeoisie à adhérer

□ extension des buts à la politique :

- réconciliation nationale
- antiparl.
- antipacif. et pour départ France de la SDN ³⁹²
- corpo. d'insp. chrét. dans cadre d'une éco. faiblement ind., retour à la terre, une doctrine se rapprochant + de celles de Dollfuss et Salazar que de Musso. et Hitler
- importance pensée sociale (catho.) de Lyautey
- devise "Travail, Famille, Patrie"

□ allure paramilitaire :

- troupes de choc, les "dispos", groupés en "mains" de 5 h, en "groupes", en "brigades", mobilisables à tout moment
- mystique du chef ⇒ devient le "fasciste" par excellence aux yeux de la g.
- périodiquement, concentration de militants :
- * pour pouvoir briser manif. comm.
- * "scoutisme de grandes personnes" (René Rémond) ?

Mais mot de scoutisme employé par La Rocque lui-même pour désigner ses dispos dans but d'en gommer le caractère dangereux

□ le 6 février 1934 :

- splendide isolement des Croix de Feu
- ont voulu éviter de tirer marrons du feu pour ligues (Croix de Feu + du côté de la droite que des ligues)

□ 1936 :

- X grèves avec occ. usines : création des Syndicats professionnels français
- 18 juin 1936 : dissolution des ligues ⇒ diss. Croix de Feu ⇒ La Rocque crée PSF (voir + loin)
- = acceptation implicite de la dissolution ⇒ refus de certains (Pozzo di Borgo)

□ conclusion :

- ligue antiparl. dans tradition du boulangisme ? Fascisme ? "scoutisme politique" ?
- asso. d'anciens combattants se transformant en rassemblement national, recrutant dans petite bourgeoisie. Comme celle-ci est avant tout éprise d'ordre, Croix de Feu deviennent un grand parti à vocation de réconciliation nationale ⇒ ambiguïté fondamentale du mouvement
- d'ailleurs, dissidences en son sein, surtout à droite (gens qu'on trouve beaucoup au PPF)
- une idéologie de rassemblement

D'ailleurs, pas condamnation des acquis sociaux du Front populaire. Cf. formule de La Rocque : "Nos idées sont au pouvoir !"

³⁹² Biblio. plus générale sur le « milieu genevois » : Cf. Serge Berstein, « Le milieu genevois dans la France de l'entre-deux-guerres », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 321-335

□ LE FRANCISME :

- jamais > 10 000 m. non plus, recrutés surtout dans éléments déclassés petite bourg. et dans *lumpenproletariat*
- le + intransigeant et le + systématique de ces mouvements
- inspiration nettement fasciste : emprunte le + clair de son idéologie au fasc. italien, mais guère de profondeur
- fondation 11 nov. 1933
- chef = Marcel Bucard, venu du Faisceau de G. Valois
copie Muss. ; capitaine sorti du rang pendant Première Guerre mondiale
- hymne au revolver : "J'aime mon revolver [...] je suis toujours prêt à m'en servir ! [...]"**
Je m'en servirai contre les crapules et les charognards qui, dans leurs tanières et dans leurs journaux innommables, essaient d'attenter à mon honneur de citoyen, de soldat, et de père de famille. C'est de la légitime défense !"
- uniforme (béret et chemise bleue), insigne (roue dentée + épi + francisque), devise, etc.
- **n'a pas pris part au 6 fév. (≠ S.F.)**
- au 1er congrès (juin 1934) : télégramme de félicitation à Muss. et Hitler
- imp. subsides ital.
- représente la France au Congrès int. fasc. de Montreux déc. 1934
- Francisme devient antisémite 1936, mais disp. 1936 (comme SF)
- piètre figure, simple décalque, vivant des subventions de Muss., avec grande pauvreté idéologique

□ LE PARTI SOCIAL FRANÇAIS (1936-1937) :□ Sa naissance :

- conséquence de la dissolut. des Croix de Feu 18 juin 1936 (voir + haut)
- parti constitué 10 juillet 1936
- inconvénient de s'être constitué en parti après les élections ⇒ pas de groupe parlementaire & longue attente pour prochaines !
- présid. : La Rocque, vice-pr. : Jean Mermoz
- attire quantité de citoyens qui cherchent à se grouper pour faire échec à ce qu'ils prennent pour une entreprise de marxisation de la France
- dépouille allure paramilitaire des Croix de Feu qui effarouchait les "gens d'ordre"
- recrutement en 10 mois de + de 600.000 adhérents (> Croix de Feu) :

prof. libé. : 26 %	employés : 20 %	cultiv. : 20 %
artisans : 19 %	commerçants : 15 %	

□ journal : Le Flambeau

- contre l'Office du Blé, les hausses de salaires, les 40 heures

□ pour l'exaltation des valeurs tradit. (devise = "Travail, Famille, Patrie") et Franco (comme toute la droite)

□ parti fondamentalement conservateur loin du Fascisme

□ contre-manif. anticomm. du 4 oct. 1936 au Parc des Princes (succès)

□ LE PSF EN 1937 :

□ l'affaire de Clichy (16 mars 1937) :

- bien connue grâce au récit fait par L. Blum au lendemain des faits et par Colloque de Nanterre 1973

- PSF se réunit (réunion autorisée) à Clichy, citadelle du Front populaire

- SFIO et PCF appellent à une "contre-manifestation" (*sic*), mais aucune préparation, aucune organisation

- membres du PSF réussissent à quitter la salle sans problème

- heurts contre-manif. X police ⇒ 5 morts et > 300 blessés

⇒ radicaux horrifiés, il est question de dissoudre le PSF (pour "reconstitution de ligue dissoute")

□ les relations du PSF avec le reste de la droite et de l'extrême-droite :

- PSF = parti qui ambitionne des sièges ⇒ inquiète ceux qui, installés dans la place, entendent conserver leur "bien" ⇒ un probl. de relations avec la droite classique, à laquelle La Rocque reproche d'avoir, par ses divisions et la sclérose de ses dirigeants, favorisé l'arrivée au pouvoir du Front populaire

- PSF refuse d'entrer dans le Front de la Liberté

= vaste rassembl. anticomm. proposé mars 1937 par Doriot (cf. biographie dans le dossier biographique), et qui tente de noyauter ainsi le PSF (beaucoup + nombreux), de neutraliser ses dirigeants par un mouvement où rôle moteur aurait bien vite été celui des hommes du PPF !

□ Conclusion sur PSF :

- La Rocque a ambitionné pour son parti le rôle d'un vaste rassemblement des Français dans un cadre légal, se démarquant de la droite et de l'extr.-droite (ce qu'un Blum a très bien vu)

- l'une et l'autre ont cherché à neutraliser les dirigeants du PSF au sein du Front de la Liberté

- PSF aurait été favorisé par la Repr. proport. votée à la veille de la Deuxième Guerre mondiale (aurait dû être utilisée aux élect. de 1940). Mais problème du poids, face au parti radical, auprès de l'électorat des classes moyennes (X phénomène Daladier, autre "homme fort", cf. biographie dans le dossier biographique). Et dans les élect. partielles, on n'a pas senti de poussée PSF

- La Rocque brouillé avec Pétain dès 1937. Ne le voit pas à Vichy avant 1943 (et a utilisé le mot "résistance" dès le 16 juin 1940)

- emprisonné par les All. 1943-1945
- emprisonné à la Libération 1945 (mort en 1946), sans poursuites judiciaires
- un "colonel-épouvantail" (Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque. 1885-1946. Ou les pièges du nationalisme chrétien*, Fayard, 1996, 1 194 p., compte rendu dans Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine, 2000/1&2, pp. 54-55)

□ UN FASCISME AUTHENTIQUE : DORIOT ET LE PPF :

□ Jacques Doriot :

- cf. J.-P. Brunet, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Balland, 1986, 562 p.
- métallo., fils de forgeron, qui adhère au PCF en 1920 à 22 ans
- m. du CC, dirigeant des JC 1924, vite au BP ⇒ une rapide ascension
- tribun, entraîneur d'hommes, espoir du bolchévisme à la française
- communiste anticolo. (cf. télégramme à Abd-El-Krim). Pour plus de généralités sur l'attitude des communistes pendant l'entre-deux-guerres : Lily Marcou, « La IIIe Internationale et le problème de la guerre. Bilan historiographique », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 27-50
- foi comm. ébranlée dès 1927 (révélation de Brunet)
- maire de Saint-Denis 1930 >>>
- D. critique la politique du PCF visant au "front unique" par la base avec la SFIO (est fav. à l'unité d'action avec le parti) ⇒ D. exclu du PCF 27 juin 1934 (au moment même où PCF reprend la politique unitaire de D. !)
- avec l'année 1936, virage vertigineux :
- * anticommunisme, après antisov., retranché dans bastion de Saint-Denis
- * la droite a toujours accueilli à bras ouverts les transfuges de la gauche : qquns des hommes les + populaires à droite sont venus de l'extr.-gauche (cf. Boulanger, qui s'était d'abord fait la réputation du seul général rép. avant d'être soutenu par les monarchistes !)
- * juillet 1936 : fonde le PPF

□ UN PARTI FASCISTE :

□ un vrai parti politique fasciste :

- militants (50 à 60 000 vrais cotisants au maxi. D. en a proclamé 300 000 maxi. !)
- beaucoup chômeurs et ouvriers (venus avec D. du PCF), beaucoup dissidents du PSF, **beaucoup de jeunes (≠ PSF)**
- doctrine (mais assez pauvre) : un Fascisme "2e manière" :
 - * anticapitalisme (+ verbal que réel)
 - * anticomm., antiparl.
 - * antisémitisme (avec un certain retard)
 - * mais D. refuse employer mot "fascisme"

- un chef
- emblèmes : drapeau, salut, hymne
- grande popularité
- soutien à l'Esp. franquiste (uniquement verbal, c. dans le reste de la droite)
- résolument munichois sept. 1938
- fer de lance du Front de la Liberté (voir + haut), anticomm., regroupant formations de la droite nationaliste
- sympathies très étendues dont Doriot et le PPF bénéficient :
- >>> Tardieu
- signification profonde : entre 1934 et 1937, une partie des droites classiques se laissent gagner par le vocabulaire et circonvenir par la propagande des fascismes (évolut. à l'inverse du PSF)
- avenir :
- échec du Front de la Liberté provoque léthargie du PPF
- Doriot sombre dans Collaboration : Légion des Volontaires français sous unif. allemand
- le "Führer français" disparaît en fév. 1945, dans débâcle du Grand Reich, sa voiture mitraillée par avion allié

II. L'ENTRE-DEUX-GUERRES

1°) Caractères d'ensemble

a) La notion d'Union nationale

- Une formule parl. rassemblant en principe la totalité des partis polit. dans la majo., développée en cas de danger grave pesant sur le pays, danger suff. pour que partis suspendent leur rivalité et que le débat politique s'efface devant l'intérêt national.
- Précédent de l'Union sacrée de 1914. N'est pas allé sans ambiguïté, a favorisé la droite, G a été vite mal à l'aise. La tentative de prolonger après la Guerre l'Union sacrée amputée des social. dans le Bloc national fait lg feu, la direction du Parti radical refusant de se joindre à une coalition de droite qui signifierait sa disparition à court terme, et, de ce fait, le Bloc national ne sera qu'un bloc des droites.
- 2e expérience = Poincaré en 1926 (danger est financier, cf. mise au point début année). Mais SFIO en est exclue (alors que membre du Cartel des Gauches) ⇒ une Union nationale incomplète, dont D & C se satisfont, mais que les radicaux veulent provisoire (⇒ expulsion de Franklin Bouillon et de ses partisans, car souhaitaient faire de l' "unionisme" une formule permanente). Y mettent d'ailleurs fin au Congrès d'Angers de 1928.
- 3e expérience (Doumergue 1934) ressemble à 2e (et s'en veut la répétition). Pas de social., mais D. n'a pas l'autorité de P. sur son équipe. Se poursuit (gouv. D., Flandin, Bouisson, Laval, cf. biographie dans le dossier biographique) >>> janv. 36. Radicaux y mettent fin, en rejoignant le Front populaire.
- un semblant de 4e expérience en mars 1940: gouv. Reynaud (cf. biographie dans le dossier biographique) avec des social., mais Blum n'a pas de portefeuille, Féd. Répu. en dehors (car R. n'a pas offert de portef. à L. Marin, pour raison de "symétrie"!).
- * Diff. remaniements, liés à la conduite de la guerre et aux Q de personn.
- * Pas de véritable volonté d'Union nationale

b) Les intellectuels

- la Première Guerre Mondiale provoque une recomposition partielle des milieux intellectuels
- un bouillonnement intellectuel à L'Humanité dans les années d'immédiat après-guerre ³⁹³; très nombreuses revues nouvelles, dont la *Nouvelle Revue socialiste*; Groupe d'Études socialistes (les ENS); la LAURS
- la «Rép. des profs» (titre d'Albert Thibaudet, 1927) continue, surtout en apparence, car en 1924 si 9 Normaliens ont été élus ou réélus députés 2 seulement figurent dans le ministère Herriot (sur 18 ministres) (cf. biographie dans le dossier biographique)

³⁹³ Chr. Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., pp. 201 & suiv.

- les profs à gauche : continuation d'un phénomène d'avant-guerre (cf. Herriot, « héritier » de Burdeau)

- la gauche est également représentée en milieu étudiant :

* LAURS (1924), animée 1927-1928 par PMF (cf. sa biogr.)

* Féd. nat. des étudiants socialistes (1926)

- mais prééminence Action française/OL, surtout en Droit (la Sorbonne est plutôt à gauche). Cf. affaire Scelle (1925) : prof. pacifiste et cartelliste empêché de commencer à la Fac. de Droit son cours de droit public international

- le rayonnement de l'Action française reste important

- Années 30 : enjeu de la paix :

* pacifisme intégral, aspect ancien, déjà vu dans d'autres cours, et conforme à la formule d'Érasme, « Il n'y a pas de paix, si injuste soit-elle, qui ne soit préférable à la plus juste des guerres. » (*La Complainte de la paix*). Les années de la Première Guerre Mondiale avaient vu un pullulement de petites revues et organisations pacifistes, et les instituteurs, en particulier, en étaient revenus à leur pacifisme d'avant 1914 ³⁹⁴

* guerre d'Éthiopie ⇒ pétition-manifeste *Manifeste des Intellectuels français. Pour la défense de l'Occident*, 1935, rédigée par Henri Massis, soutenu par l'AF : solidarité « latine », civil. « occid. », adm. pour œuvre de Muss. ⇒ des contre-manif. de gauche

* Guerre d'Espagne : div. bien connue, importance célèbre du raisonnement catholique « par » les Basques + : Claudel soutient à fond les nationalistes, jeune catholique Jean Hérold Paquis quitte France pour participer aux émissions du poste franquiste Radio-Saragosse, Mauriac a une attitude réservée >>> suscite le manifeste *Pour le peuple basque*, à la suite de Guernica, publié dans *La Croix* du 8 mai 1937, signé (entre autres) par Emmanuel Mounier, Maurice Merleau-Ponty, Claude Bourdet, Paul Vignaux, et un « groupe de 28 élèves de l'École normale supérieure »...

* « pacifisme de droite ». Cf. Thierry Maulnier (1909-1987), qui a collaboré à l'Action française

□ >>> le devoir d'engagement réapparaît dans l'entre-deux-guerres

c) La chambre bleu-horizon (1919-1924) et le second ralliement des catholiques ³⁹⁵

□ députés catho. font partie de la majo parl. de 1919 à 1932, sauf entre 1924 et 1926

⇒ triomphe déf. du Ralliement, sans parti catho., par appui donné à un rass. de rép. modérés

³⁹⁴ Chr. Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p.

³⁹⁵ Une biblio. sur un point important : Jean-Marie Mayeur, « Les catholiques français et la paix du début du XXe siècle à la veille de la Deuxième Guerre mondiale », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 151-164

□ rapprochement avec le St Sièg :

- mais haut clergé (nommé par Pie X) y est hostile
- et à Rome, travail de l'Action française et des cardinaux royalistes
- fêtes canonisation Jeanne d'Arc 1920 = symbole réconciliation
- rétablissement ambassade fr. au Vatican 1920
- Briand, président du Conseil, nomme 1921 Célestin Jonnart amb. extraord. auprès du SS (choix excellent)
- Pie XI (qui a succédé à Benoît XV 1922) approuve les "associations diocésaines" 1924 (encycl. *Maximam gravissimamque*)

d) Castelnau fait reculer le Cartel des Gauches

□ cf. biographie dans le dossier biographique

□ progr. du Cartel des Gauches réclame expulsion des congrég. (rentrées 1914>>>), suppress. ambassade fr. au Vatican et application loi Sép. à l'Alsace-Moselle, ce qu'E. Herriot annonce dans déclaration minist. du 17 juin 1924

□ mobil. catho. très ample :

- en Alsace et Moselle
- père jésuite Doncœur crée la DRAC (Déf. des Relig. anciens combattants)
- gal de Castelnau la Fédé. nat. catho., groupe de pression et non grand parti catho.
- grands rass., appui au "mur d'argent" (appel aux épargnants pour qu'ils ddent remb. bons de la Défense nationale et qu'ils ne soucrivent plus !)
- cardinaux publient 25 mars 1925 une vérit. décl. de g. X gouv., qui met en cause la conception de l'État laïque

□ Herriot renversé, Painlevé annonce recul du C. ⇒ le C. des cardinaux a fait reculer le Cartel des Gauches !

□ la FNC continue, coiffant les unions diocésaines. Belles années >>> 1930, avec conf., grands rass., utilisation rég. c. org. presse de *L'Écho de Paris*, journal de droite, etc.)

e) Les divisions des chrétiens dans les années 1920

□ prot. se répartissent politiquement sur un éventail très large :

- des comm. dans Gard
- des pacifistes
- mais des prot. se rapprochent de Maurras, surtout au moment où celui-ci est condamné par Rome (voir + loin)

□ le courant démo. chrétien :

- origines : voir + haut et base

□ La Jeune République (1912-IVe République)

- créée 1er juillet 1912 par Marc Sangnier (1873-1950) pour "tourner" l'interdiction pontif. (25 août 1910) du Sillon. Proclame son caractère non-conf. d'emblée. Anciens sillonistes.

- = aile gauche de la DC fr. veut aller au-delà d'un simple ralliement à la Rép. ⇒ soucis démocratiques réels, surtout dans domaine éco., mais aussi droit de vote aux femmes, RP, dr. de référendum,

⇒ attaques de la Droite

- pacifisme : réconciliation fr.-alle avant et surtout après Première Guerre mondiale
avant : patriotisme "de gauche"

- env. 5 000 adhérents, surtout employés & enseignants

- 3 à 5 députés 1919-1940 (Bloc national en 1919 seulement)

- adhère au Front populaire (malgré méfiance des radicaux)

- et soutient constamment action du Front populaire

- 10 juill. 1940, les 4 députés votent contre Pétain

- MS a fondé 1930 la *Ligue française des Auberges de la Jeunesse* et s'est éloigné de l'action politique

- sera président d'honneur du MRP, dans lequel la JR se fondera en 1947

□ Le Parti démocrate populaire (1924-1945)

- nettement + important (15 à 20 députés, 10 000 adhérents), surtout en Bretagne.

Structure fédérale. La + grande audience parlementaire entre 1928 & 1932.

- + modéré (beaucoup de députés ont été Bloc national, Parti a été X Cartel des Gauches). A sympathie du St Siège.

- employés, agriculteurs, classes moyennes

- influence du PPI de Don Sturzo

- Auguste Champetier de Ribes (président), Robert Schuman, Georges Hourdin (1899-1999 futur co-fondateur de *La Vie* et de *Télérama*), Emmanuel Desgrées du Loû, Raymond Laurent.

- aile "sociale" des majorités "modérées" : hostilité au Front populaire

- organe de presse : *Le Petit Démocrate*, dirigé par Robert Cornilleau

- se défend d'être un parti "confess." ⇒ une position ambiguë que tranche le choix de 36...

- a formé des cadres pour Résistance et MRP

- à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, rapprochement avec JR, grâce à *L'Aube* (1932>>>), de Francisque Gay (directeur : un véritable éditeur & patron de presse catho., un "rassembleur") et Georges Bidault (édito., cf. biographie dans le dossier biographique)

□ L'Union populaire républicaine d'Alsace (1919>>>>)

- 10 députés et 14 000 adhérents

- appui clergé et presse catho. locale

- régionalisme et autonomisme

- recrutement social très varié

□ des cathol. dans le rapprochement fr.-allemand :

- Marc Sangnier, pionnier à l'époque du Bloc national
- PDP et Zentrum
- Maurice Vaussard et le *Bulletin catho. internat.*

f) La condamnation pontificale de l'Action française (1926)

□ très grand prestige, notamment auprès des intell., au début des années 20

□ mais adversaires :

- abbés démo.
- non explicitement, *La vie catho.*, fondée 1924 par Francisque Gay
- Benoît XV et Pie XI voulant une politique de réconciliation, hostiles à une Action française privilégiant la politique

□ Pie XI dde à l'archev. de Bordeaux cardinal Andrieu de publier une lettre "en réponse à une question posée par un groupe de jeunes catho. au sujet de l'Action fr." (1926)

□ l'Action française se déchaîne X pape, qui "ressort" le décret de 1914 cond. certaines **œuvres de M.** et la revue *L'Action française* et le promulgue (= cond. off.) en l'étendant au journal *L'Action française*

□ presse catho. soutient peu le pape (sauf *La vie catho.*), de même que l'épiscopat ⇒ violente campagne de l'Action française X pape ⇒ sanctions pontif. de 1927 (ligueurs **obstinés seront éloignés des sacrement et des œuvres + des mutations d'eccl.**)

□ conséquences :

- coup fatal pour Action française, qui avait sous-estimé danger
- désarroi d'une bonne partie des catho., pour qui Action française = martyre

g) Les débats intellectuels et l'évolution de la presse catholique

□ auteurs : Paul Claudel, Mauriac, Bernanos, etc.

□ études histor. et théolog. : Étienne Gilson, grands dict.

□ philo. : Étienne Gilson (thomiste, 1884-1978), Jacques Maritain...

□ Semaines des écrivains catho. 1921>>>

□ *Bulletin des écrivains et des artistes catho.* (1923-1930) auquel collab. Maurice Vaussard et Henri Massis

□ groupes à rayonnement :

- les Maritain (Jacques et Raïssa) et leurs Cercles thomistes
- groupe thala de la rue d'Ulm

□ Francisque Gay lance 1924 *La vie catholique*. Grand rôle dans débat X Action française (alors que *La Croix* est très embarrassée)

2°) Les années vingt

a) Les anciens combattants

□ Voir d'abord le cours REW-1 et voir plus haut plusieurs passages

□ Biblio. :

- A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol.

- A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, coll. "Archives", 1977, 247 p.

- plusieurs articles ou communications d'A.Prost ³⁹⁶

□ la démobilisation :

- faite classe par classe, les classes 1887 à 1906 étant libérées du 1^{er} décembre 1918 au 3 avril 1919, les classes 1907 à 1917 l'étant du 9 juillet au 30 septembre (l'interruption s'explique par la fin de la conférence de la Paix, la signature du TV...)

- le train du retour prend une signification symbolique. Effets civils donnés par l'armée sont ridicules (complets Abrami)

- difficultés à réintégrer le monde du travail, encombré

- mécontentement des AC au chômage >>> un des éléments essentiels de la poussée révolutionnaire de 1919 (la prime de démobilisation est instituée par la loi du 22 mars 1919, dont les décrets d'application sortent rapidement >>> sentiment d'avoir fait peur au gouv. !)

□ un ministère des Pensions (de mutilés) est créé en janvier 1920, avec comme premier titulaire André Maginot (né en 1877, sergent pendant la GG), très populaire parmi les AC, et qui sut établir des liens étroits entre son administration et les associations de mutilés, dont une participation intense aux banquets des plus petites comme des plus grandes des associations

□ l'Office national des Mutilés, pérennisé en janvier 1918, a la haute main sur la rééducation, l'apprentissage et le placement. Premier président : le sénateur Henri Chéron

□ importance qu'ils accordent aux décorations, qui leur évitent d'être pris pour des embusqués

□ liens :

- presse : *Journal des Mutilés*, etc., mais grande importance des liens personnels, des visites à domicile, des réunions

* sentiment de « crise » dès les années 20

* les anciens combattants disent qu'ils ne font pas de politique, qu'ils n'en feront jamais, mais ils y sont venus par le biais de l'action civique, qui ne divise pas. Bien sûr, ils distinguent la

³⁹⁶ Surtout " Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres", dans *Le Mouvement Social*, oct.-déc. 1973, pp. 117-154, étude de contenu se voulant scientifique et assez émouvante quarante ans après !

« **politique d'idées** » de la « politique de personnes » (nous dirions de la « politique politicienne »)

* griefs contre les partis : ils sont trop nombreux, ils sont incapables de s'entendre, ils sont dogmatiques, ont un « esprit de parti »

* caractère péjoratif de « politiciens », souvent appelés « politicards », égoïstes, vieux, aigrefins

* **la guerre s'oppose terme pour terme à la politique**

* cet apolitisme est né au moment des élections de 1919

- une première « bataille des pensions » sous le Cartel pour remédier à l'inflation du début des années 1920

- grand succès, grâce à la pression : l'institution de la **Retraite du Combattant en 1930**, une sorte de remerciement national, assez symbolique, qui provoque des adhésions massives **aux asso. d'AC**

- dans les années 30, les AC, effet de génération, entrent dans les conseils municipaux, deviennent maires, etc.

- une deuxième « bataille des pensions », à nouveau contre Herriot, à partir de 1932, pour demander leur revalorisation

- **mais tous les AC n'ont pas** « fait valoir leurs droits » : des demandes très tardives, fin des années 30

- question des « veuves remariées » :

* **arguments de l'économie et de la morale pour leur supprimer, en tout ou partie, leur pension de reversion ; mais la morale joue aussi dans l'autre sens** : le préjudice essentiel est la mort du premier époux

* mais échappatoire du concubinage !

□ la sociabilité :

- dans l'adhésion, rôle très important de l'association locale, à laquelle on adhère sans se soucier de sa couleur (si elle en a une)

- *leadership* du président et des autres « dirigeants », très souvent blessés, mutilés, les anciens officiers n'étant majoritaires qu'à l'UNC, plus paternaliste d'ailleurs. Les dirigeants ont parfois des fonctions dans les administrations publiques s'occupant des mutilés et autres AC

- des **congrès nationaux, des conseils d'administration, des assemblées générales**

- des salariés, mais toujours recrutés dans les familles (veuves sont dactylos, etc.)

- la réclamation de « la carte » (1927) est une façon de ne pas oublier, mais tous les AC n'ont pas « pris leur carte »

- une forme de « confrérie » : emblèmes, drapeaux, devoirs réciproques, dont rôle funéraire, **banquets, avec présence des autorités à la table d'honneur, discours, ordre immuable du menu, bien manger et bien boire, la serviette au cou car on est entre camarades**

- les associations locales comblent les vides créés par l'exode rural, en remplaçant les jeunes pour les fêtes par ex., les concours de pêche, les excursions, etc.
- des consultations juridiques, des réalisations sanitaires et médicales : un aspect de mutuelles
- une fraternité qui appartient au passé, non au présent, mais slogan de l'UNC « Tous unis comme au front » convient bien à tous
- un patriotisme éclairé, refusant le nationalisme, œuvrant pour la réhabilitation des « fusillés pour l'exemple » (quatre caporaux de Souain, fusillés de Flirey, réhabilités en 1932)
- les AC aiment bien Briand (cf. biographie dans le dossier biographique); sa mort est un événement majeur ; pèlerinage à Cocherel est fréquent
- l'UF défend la SDN et Locarno et organise une rencontre d'AC français et allemands à Genève juste avant la signature de Locarno >>>

b) Le briandisme et Locarno

□ le tempérament profond de Briand : il présentait une évolution future de l'opinion française en faveur de la conciliation. Sa déclaration gouvernementale du 20 janvier 1921 avait déjà dit : « Nous avons la force ; nous pourrions, nous saurions nous en servir s'il le fallait pour imposer le respect de tous les engagements souscrits. Mais la France républicaine est essentiellement pacifique et c'est dans la paix qu'elle veut amener l'Allemagne à l'exécution des obligations contractées. »

□ Briand (voir biographie dans le dossier biographique) était incité par les partis de gauche, et notamment par Édouard Herriot, hostile à la politique « qui monte à l'assaut chaque fois que de grandes questions de politique extérieure se posent » (voir biographie dans le dossier biographique). Le chef du parti radical proposait, au contraire de Poincaré, « une politique libérale, soucieuse des intérêts de la France, garantissant ses droits, plus humaine et par conséquent plus française » **et il espérait qu'une attitude conciliante de la part de la France pourrait consolider en Allemagne le camp des partisans de la démocratie et de la paix.** Enfin, Herriot se rendait compte que la France ne pouvait **rester complètement isolée en face de l'Allemagne et estimait qu'il n'était pas possible de bâtir la paix sans la Grande-Bretagne.**

□ Briand fut contraint de démissionner (12 janvier 1922, suite à l'échec de la conférence de Cannes) et fut remplacé par l'homme de la « politique d'exécution », Poincaré (voir biographie dans le dossier biographique).

□ Deux grandes réalisations se situent dans l' « esprit de Genève » : les accords de Locarno en 1925 (ils ne sont pas passés à l'initiative de la SDN, mais ils sont approuvés par l'assemblée générale de 1926) et le pacte Briand-Kellogg d'août 1928, qui recueille 57 signatures et décrète que la seule possibilité d'action militaire, ce sont les sanctions militaires décidées par la SDN.

□ La première étape fut le traité de Locarno (octobre 1925) pacte signé à l'issue d'une conférence (5-16 octobre) par Briand, Stresemann, Austen Chamberlain, Mussolini (froideusement accueilli par ses partenaires) et le Belge Vandervelde (socialiste), par lequel les frontières franco-allemandes et belgo-allemandes (la neutralité belge est abolie) étaient mutuellement garanties par les deux pays à chaque fois concernés. C'était, de la part de l'Allemagne, reconnaître librement la perte de l'Alsace et de la Lorraine. En outre, l'Allemagne promettait de ne plus envoyer de troupes dans la zone démilitarisée ; en échange, ses voisins la mettait à l'abri d'une nouvelle occupation de la Ruhr.

□ L'année 1925 marque d'ailleurs un « pic » dans le pacifisme européen ambiant. cf. le Congrès universel de la Paix (Paris, à la Sorbonne) : 1 200 participants. Mais Stresemann, contrairement aux espoirs et à la demande de la France, refusa de garantir de la même manière les frontières de l'Allemagne avec la Pologne et la Tchécoslovaquie : un malentendu ? Quant à l'Italie et à la Grande-Bretagne, sans frontières avec le Reich, elles se portaient garantes du traité de Locarno, ratifié en Allemagne seulement sous la condition que la zone d'occupation de Cologne serait évacuée en janvier 1926 (elle aurait dû l'être en 1925).

□ Le briandisme et Locarno, c'est une forme de « démobilisation culturelle. » ³⁹⁷

□ mais aussi l'inverse (D.L.) : la « vogue » de Locarno est telle que Henri Sellier donne le nom de Locarno à un foyer-logement pour personnes âgées (ultramoderne) dans sa ville de Suresnes ³⁹⁸

c) La construction de la ligne Maginot.

□ L'idée de fortifier la frontière du Nord-Est, traditionnelle voie d'invasion, est lancée en 1925 par Paul Painlevé (voir biogr. dans dossier biogr.).

□ Il oriente ainsi la politique militaire de la France vers une stratégie purement défensive, sous forme de régions fortifiées discontinues, ce qui correspond bien à l'ère Briand-Stresemann.

□ Mais c'est son successeur au ministère de la Guerre, André Maginot, qui fait voter, en janvier 1929, le projet.

3°) Les années trente

a) « engagement » et drame

³⁹⁷ John Horne, « Locarno et la politique de démobilisation culturelle : 1925-1930 », dans M. Margairaz, J. Portes et D. Tartakowsky dir., *Les sociétés, la guerre et la paix, 1911 à 1946, Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Hachette, 2003, 192 p., pp. 78-86.

³⁹⁸ Il existe toujours, transformé en foyer de jeunes travailleurs.

□ la démocratie libérale française : le PCF dans les années 30 : voir cours REW-2

□ Les engagements politiques

Les engagements politiques se multiplièrent. Le choix entre politique et littérature divisa les surréalistes : en 1930, ils se proclamèrent « au service de la révolution », puis le groupe se désagrégea. André Breton resta fidèle au surréalisme « pur », certains allèrent vers le trotskisme³⁹⁹, d'autres vers le communisme comme Paul Éluard et Aragon, qui commença en 1933, avec *Les cloches de Bâle*, une suite de romans « engagés », *Les communistes*.

Dans les années 1930, les communistes entraînaient aussi avec eux de jeunes écrivains comme le philosophe Paul Nizan et, à leur côté, Romain Rolland, type parfait de l'« intellectuel de gauche » mettant ses sentiments humanitaires au service des causes « justes » (voir plus haut). Mais André Gide, parti en 1936 en URSS, en revint déçu.

Parmi les catholiques, Paul Claudel se fit le défenseur de la tradition et de l'ordre moral ; François Mauriac exprima les troubles d'un croyant face à la montée des violences ; dans sa revue *Esprit*, Emmanuel Mounier ne vit de solution au heurt des idéologies que dans une révolution spirituelle.

À l'extrême droite, de jeunes intellectuels furent séduits par le fascisme ou le nazisme, souvent à la suite d'un voyage en Allemagne : Pierre Drieu La Rochelle, à qui le 6 février 1934 révéla la décomposition d'un régime bourgeois qu'il détestait, rêva d'un fascisme adapté à la France ; Robert Brasillach, exalté par le spectacle des foules nazies au congrès de Nuremberg, réclama en France une « révolution nationale ». Quant à Louis-Ferdinand Céline, qui avait, dans *Voyage au bout de la nuit* (1931), dénoncé les misères humaines des banlieues tristes dans un langage argotique et direct, bouleversant la conception traditionnelle de l'écriture romanesque, il sombra dans un violent antisémitisme.

En ce domaine, la coupure fut marquée par la guerre d'Espagne. Le partage ne se fit plus, désormais, selon les nations, mais selon les idées. Le fascisme affecta de plus en plus de mener une croisade contre « l'Internationale rouge ». Dans la mesure où le fascisme était antiparlementaire, antidémocratique, le communisme apparaissait comme un des défenseurs de la démocratie menacée. Inversement, beaucoup de ceux qui redoutaient la révolution sociale promise par le communisme se tournaient vers le fascisme.

▪ Un sentiment de drame

À partir de 1936-1937, il devient évident qu'on va vers une guerre européenne. Mais cette perspective n'est pas accueillie avec la même résignation qu'avant 1914, l'opinion se révolte à la pensée des massacres qui vont venir. Un intense sentiment dramatique s'exprime, en particulier chez certains peintres. Touché par les malheurs de son pays

³⁹⁹ Sur l'attitude générale des trotskistes : Cf. Pierre Broué, « Les trotskistes et le problème de la guerre. Bilan historiographique », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 51-64

d'origine, Pablo Picasso donne alors une série d'œuvres comme *Guernica* (1937, cf. cours RI-2) qui atteignent au sommet du tragique : le choix de formes hérissées, l'emploi de traits brutaux, les contrastes violents de couleurs sombres, l'aspect fantastique du dessin imposent une impression d'angoisse insurmontable. Cette réaction de terreur reste pourtant isolée. Les intellectuels lui préfèrent la critique raisonnée de la société ou le choix d'un engagement. Lorsque la guerre approche, rares sont ceux qui refusent l'engagement ou cherchent à le dépasser.

Les réquisitoires n'étaient guère appréciés vers 1930. À la veille de la guerre, ils prennent l'allure d'une leçon venue trop tard. Dans son film de 1939 *La Règle du jeu*, Jean Renoir dresse un portrait amer d'un monde, où l'on a fini par oublier les lois les plus élémentaires au profit d'un jeu cruel. Une autre condamnation, faite cette fois d'un point de vue religieux, apparaît chez le peintre Georges Rouault : au travers de faces cruelles à force d'inertie, tracées en lignes sommaires qui sont autant de coups violents, s'exprime un univers qui a perdu sa direction. Dans le domaine littéraire, les critiques viennent surtout des États-Unis, où de jeunes romanciers comme William Faulkner se plaisent à retracer les drames d'une société désaxée (*Sanctuaire*). Pour d'autres écrivains, il n'est pas permis de se réfugier dans une « tour d'ivoire », il faut s'efforcer d'arrêter le désastre.

C'est alors que la notion d'« engagement » prend son sens le plus fort : l'intellectuel doit se mettre au service de la cause la plus juste. La guerre d'Espagne suscite le plus grand nombre de prises de position. Cependant, quelques intellectuels comme Renoir ou Antoine de Saint-Exupéry (*Terre des Hommes*, 1939) ⁴⁰⁰ osent encore demander un simple engagement au service de la fraternité humaine. Jean Giono et le Suisse Charles Ferdinand Ramuz manifestent un pacifisme attaché aux anciennes valeurs d'une civilisation rurale. Œuvre à cet égard la plus célèbre de Giono : *Le Grand Troupeau*, 1931 ⁴⁰¹. Les Thibault (1922-1940) de Roger Martin du Gard, au-delà de l'analyse d'un monde dur et égoïste, s'achèvent sur une note d'espérance dans le progrès moral de l'homme et expriment l'attente d'un monde nouveau et meilleur ⁴⁰².

Dans un film alors mal compris (et Renoir eut beaucoup de mal à trouver un producteur, jusqu'à ce que Jean Gabin intervienne), *La grande illusion* (1937), Jean Renoir affirme sa

⁴⁰⁰ Saint-Ex', ancien élève de Math-Spé à LLG, est rapidement présenté dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 100-113.

⁴⁰¹ L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 109-123. Une œuvre moins connue et antérieure est étudiée par J.-C.Herbin, « Giono et le discours sur la Guerre (1920-1925) », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 67-74. Le « gionisme », défini par l'auteur comme « la joie de vivre et d'aimer et de travailler en liberté sur la terre [...] » est étudié rapidement dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 55-65.

⁴⁰² Cf. J.-J.Becker, « La Première Guerre mondiale dans la littérature romanesque de l'entre-deux-guerres », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 75-85.

foi dans la fraternité des hommes au-delà des patries et il confie les rôles principaux à des acteurs de quatre nationalités différentes, le personnage joué par Dita Parlo étant fort mal accueilli en France. À la veille de la guerre dans le tourbillon de laquelle ils se trouveront pris, ces années 1930 ont, pour beaucoup d'intellectuels, scellé irrévocablement leur engagement et leur destin. La notion de patriotisme, que personne n'osait sérieusement discuter en 1914, est maintenant considérée par beaucoup d'esprits comme une survivance de temps révolus.

b) "L'affrontement simulé des années trente"

- Cf. S. Berstein, "L'affrontement simulé des années 30", dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1985, pp. 39-54.

- un simulacre, l'arme n'étant que celle du discours ?

- sentiment de crise à partir de 1925-26 dans l'opinion :

* imposs. retour à l'âge d'or

* problèmes nouveaux de l'après-guerre ne trouvent guère réponse dans arsenal des idéologies établies

* remise en cause du régime lui-même, avec volonté de redresser qui passe par un renforcement du pouvoir exécutif

- conséquences : les Ligues, "l'esprit des années trente"

- poids de la Crise éco. :

* met en place un contexte de violence, de radicalisation par le désespoir

* mais ceux qui descendent dans rue ne se réclament pas d'une idéologie constituée, ils n'ont pas de chef à porter au pouvoir

* et l'affrontement du 6 févr. débouche sur un simple changement de gouvernement

* et les affrontements sont littéralement transférés du champ technique (socio-éco.) au champ idéo.

- et entre 1934 et 1936 :

* globalement les camps en présence sont ceux de l'affaire Dreyfus

* les défenseurs du régime sont conduits par parti radical

- d'autre part, l' antiparlementarisme :

* revêt chez beaucoup forme de la "réforme de l'État"

* dans les Ligues, il s'exprime en termes d'aspiration à un homme fort

- 1936 change les données :

* le parti radical n'est plus seulement le champion du parl., mais l'allié d'un parti marxiste, la SFIO, ou de 2, si l'on compte le PCF

* aux grèves s'ajoute la politique sociale du Front populaire

* un véritable parti fasciste, le PPF

* anticomm. rassemble la D et le C, détournant l'énergie des Français du vrai problème, le danger hitlérien

□ Un cas particulier : "C'est Pétain qu'il nous faut !" :

- popularité et postes considérables après la Guerre
- le grand inspirateur de la politique militaire
- inspire confiance au personnel politique "républicain" (ménager du sang des soldats, pas de coloration politique...)

- le dernier grand chef survivant de la Grande Guerre dans années 30

- campagne 1935 sur thème "C'est Pétain qu'il nous faut !", lancée par Gustave Hervé.

Implicitement : pourrait être le "chef" d'un pouvoir "fort" auquel beaucoup hommes de D songent.

- P. n'encourage nullement, mais est devenu un symbole (d'autant + que ministre de la Guerre dans cabinet Doumergue 1934), l'homme dont le prestige contraste avec le discrédit croissant du régime

⇒ ambassadeur à Madrid auprès de l'Esp. franquiste, rappelé par Reynaud le 17 mai 1940.

- Se sent désormais l'homme indispensable. Avec le temps et l'atmosphère de flagornerie **autour de lui, l'ambition politique lui est venue...**

c.) Une crise extérieure

□ La crise diplomatique

- la France n'est plus une grande puissance

La France du début des années 20 était un pays vainqueur, imposant sa loi à l'Europe, enrageant de ne pouvoir dicter au vaincu la paix draconienne qu'elle méditait. Celle des années 30 sait désormais qu'elle est incapable de poursuivre seule une grande politique internationale

- système de défense (béton + mer + or, cf. R.Frank ⁴⁰³) qui va s'avérer dépassé

- la "gouvernante anglaise"

- la crise met en évidence les faiblesses française : fin des Réparations, faillite du désarmement, etc.

- la France est face à Hitler

- la France est impuissante : cf. la remil. de la Rh.

- pas de politique militaire de rechange

- opinion irréaliste

⁴⁰³ R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p., dans « cadrage » par jury, R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p., J.Doise & M.Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire. 1871-1969*, Imprimerie nationale, 1987, 566 p.

- voir D.Borne & H.Dubief, *La crise des années 30. 1929-1938*, réédition de H.Dubief, *Le Déclin de la Troisième République (1929-1938)*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome 13, 1989, 322 p., pp. 44-59

- voir S.Berstein, *La France des années 30*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1988, 186 p., pp. 81 & 155-162 & S.Berstein & P.Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 5 vol., 1990-1994, 564, 416, 352, 392 & 381 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 110-111, réédition en un seul volume, Complexe, 1995, 1 407 p., pp. 525-530

□ La crise coloniale

- aussitôt après le triomphalisme colo. de 1930

- et alors que l'Empire tient une place relative de + en + importante dans échanges ext. fr. (cf. J.Marseille)

- débuts du nationalisme

- voir D.Borne & H.Dubief, *La crise des années 30. 1929-1938*, réédition de H.Dubief, *Le Déclin de la Troisième République (1929-1938)*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome 13, 1989, 322 p., pp. 60-72

□ L'apport de Robert Frank(enstein)⁴⁰⁴ :

- **l'effondrement soudain de la France en 1940 a été imputé à l'infériorité de son armement** (célébrité des formules de De Gaulle et de Pétain à cet égard) et des chiffres faux ont circulé pendant 40 ans

- la France a réarmé et les programmes ont coûté :

* croissance des dépenses militaires à partir de 1926 (max. : 4,5 % du revenu national en 1931), augmentation sensible à partir de 1936 (Front populaire) >>> un maximum de 8,6 % en 1938, sans parler de 1939 : 23 %

* la Marine française est devenue l'une des premières du monde

* de nombreux « programmes »

* mais grande importance de la ligne Maginot (voir plus haut) ; la grande loi du 6 juillet 1934 est un leurre : elle couvre les dépassements de crédits des années antérieures (ligne M. en particulier)

* de très grandes décisions sont prises en 1936, à cause de la remilitarisation de la **Rhénanie, de la guerre d'Éthiopie,**

* le Front populaire a une véritable politique extérieure. cf. la « non intervention relâchée » (en Espagne)

* un « programme Daladier » (cf. biographie dans le dossier biographique), min. de la Déf. nat., mais : « des armements modernes pour une stratégie désuète » ; des « programmes » pour la Marine ; **d'autres (+ des décrets-lois)** en 1938 pour tte la Déf. nat. (voir plus haut le %)

⁴⁰⁴ R.Frankenstien, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p.

- Paul Reynaud, min. des Finances nov. 1938 >>> : un « financement libéral du réarmement »

- les problèmes :

* le financement : **recours à l'emprunt, planche à billet et avances de la BDF** ; la déflation a joué un rôle énorme au début des années 30 dans la stagnation des budgets militaires

* la dévaluation Auriol de 1936 a aussi joué un rôle

* Georges Bonnet a étendu la « pause » au réarmement en 1937, son départ a accéléré le réarmement français !

* **un décalage entre l'effort financier et les résultats industriels** : l'armée demande sans cesse des améliorations sur les matériels en cours d'expérimentation, l'industrie d'armement reste largement artisanale (>>> politique de nationalisation du Front populaire), politique des **prototypes pour l'aviation, mais l'aviation réussit un véritable décollage en 1939.**

* les « 40 heures » n'ont joué qu'un rôle relatif

d) Les Français et les guerres des années 30

□ Y. Santamaría, "Les deux incendies. Le PCF face à la guerre d'Éthiopie (1935-1936)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 37-52 :

- des louvoisements, une hypocrisie et une « langue de bois » typiques de la sujétion du PCF à l'Internationale

- **avant même le déclenchement de l'agression mussolinienne, la cause était entendue** : on avait affaire à une guerre « **d'indépendance nationale** »

- et tradition de soutien aux États « semi-coloniaux » en lutte contre les métropoles impérialistes >>> soutien de la part du PCF, contre la « coalition » (largement virtuelle en 1935) de ces « États-fascistes » **que sont l'Italie et l'Allemagne, cette coalition étant officiellement depuis le VII^e Congrès du Komintern (été 1935) l'« ennemi principal » de l'URSS**

- **que l'état abyssin ne soit pas un modèle d'état démocratique ne soucie ni l'Internationale ni le PCF, cf. le soutien à Abd el-Krim pendant la guerre du Rif (cf. cours GÉS-4)**

- >>> le 5 octobre, le PCF reprend le mot d'ordre du PCI, « Bas les pattes devant l'Abyssinie »

- les sanctions économiques sont jugées suffisantes, ce qui conforme à la prudence du PCF, dans contexte du Rassemblement populaire

- mais en 1935, il a un « métrage de retard » : **il ne soutient guère l'effort de réarmement français**, pourtant largement approuvé par Staline, à la suite du voyage de Laval à Moscou (cf. biographie dans le dossier biographique)

- et en nov. 1935, troubles en Égypte, protectorat anglais >>>> ne faudrait-il pas lutter aussi contre l'impérialisme anglais, principal responsable des sanctions éco. contre l'Italie ?

- quand le plan Laval-Hoare de partage de l'Éthiopie est révélé, Moscou lâche Laval brusquement >>> le PCF « obéit » et s'abstient de voter contre l'investiture de son remplaçant, Albert Sarraut, pourtant l'homme du discours de Constantine (1927, « Le communisme, voilà l'ennemi ! ») ! Puis il approuve le discours lénifiant de Sarraut lors de l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie (7 mars 1936)

- car désormais l'armée allemande renaissante est vue comme une menace contre l'URSS >>> comment l'armée française pourrait-elle désormais porter secours à l'URSS ? >>>>

- l'entrée des troupes italiennes à Addis-Abeba s'est produite deux jours avant, le 5 mars >>> « résignation » du PCF à l'Éthiopie italienne et...

- la « théorie des deux incendies » entraîne de la part de l'Internationale l'abandon de la question éthiopienne et de la « conférence internationale des Noirs et des Arabes »

- le PCF soutient la proposition française (19 juin) d'abandon des sanctions contre l'Italie

- bientôt la guerre d'Espagne allait :

* dissiper les espoirs mis en une possible dissociation des deux puissances fascistes

* développer l'accusation, par la droite, de « bellicisme communiste » (c'est le fameux « pacifisme de droite »)

□ les volontaires pour la Guerre d'Espagne : voir cours REW-2, que je complète par un article et un livre de Rémi Skoutelsky ⁴⁰⁵ :

- départs d'abord spontanés et individuels puis rôle du PCF puis organisation des Brigades internationales en octobre 1936, ce qui est un changement d'échelle : plusieurs milliers de Français en octobre et novembre 1936, avec diminution rapide, en décembre

- articles de propagande pour les BI dans les publications de la nébuleuse du PCF

- nombre total difficile à établir (9 500 env.) ; il y a près de 4 000 fiches exploitables dans les archives, considérables, à Moscou

- CSP : près des deux tiers sont des **ouvriers, très peu d'intellectuels en réalité, très peu de femmes** ; le PCF a poussé à recruter parmi les immigrés (de la MOI) et les Nord-Africains

- le quart NE de la France est sur-représenté

- un taux de communistes beaucoup + bas que chez les autres nationalités

- les anarchistes français jouent un rôle

- motivations : antifascisme, défendre la France vis-à-vis du désir allemand de revanche, **sentiment de solidarité à l'état brut, pour les Nord-Africains revanche d'Abd el-Krim**

⁴⁰⁵ « L'engagement des volontaires français dans l'Espagne républicaine », dans A. Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, recueil d'articles parus dans *Le Mouvement social*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p., pp. 68-90 ; R. Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998, 410 p.

- un quart de morts
- rôle important dans la Résistance ; souvent victimes stalinienne fin des années 30 et au temps de la Guerre froide
- la carte de combattant leur sera concédée par Jacques Chirac ; la nationalité espagnole par Juan Carlos (1996)
- Colloque « Les Français et la guerre d'Espagne » (septembre 1989), compte rendu par J.Sagnes, "Les Français et la Guerre d'Espagne", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 117-118 :
- rôle essentiel d'Alexis Léger, secrétaire général du quai d'Orsay, dans l'« invention » de la « non-intervention », conçue d'emblée comme « relâchée » (cf. les travaux de Robert Frank ⁴⁰⁶)
- profonde division de l'opinion et des partis politiques, des tendances religieuses (cf. les protestants : une droite anticommuniste et une gauche interventionniste, avec le pasteur Jézéquel et André Philip), et des « peuples » (par ex. les catalans, dont beaucoup sont **horriés par l'expérience anarchiste de Puigcerda**)
- aussi : une montée xénophobe, un repli sur l'hexagone, ou sur la province, cf. les Catalans, dont beaucoup se replient sur le localisme culturel, qui allait devenir partie intégrante de la Révolution nationale
- Des Basques s'étaient réfugiés en France dès 1936, des Espagnols du Nord en 1937 et **1938. C'est la prise de Barcelone** qui fit la crue de la *Retirada*. De nombreuses populations pyrénéennes françaises, habituées depuis des siècles à des contacts amicaux avec les Espagnols, accueillirent chaleureusement les réfugiés, civils et militaires. Mais dans les Pyrénées-orientales, **mauvais accueil, camp d'Argelès, etc.**
- **nombre de ces réfugiés s'engageront + tard dans la Résistance** ⁴⁰⁷, certains participeront à **l'avant-garde de la Libération de Paris (comme le père d'Anne Hidalgo)**
- des écrivains : Claude Simon (voir plus loin), Malraux (cf. biographie dans le dossier biographique)
- cinéma : *Espoir* aussi, Alain Resnais, *Guernica*
- É.Sill, « La croisade des gosses. Fugues, disparitions et enrôlements volontaires de mineurs français en Espagne durant la guerre civile », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 19-32 :
- les volontaires étrangers sont enrôlés soit dans les Brigades internationales et dans **d'autres unités militaires de gauche, soit dans la Légion (*Tercio*)**
- étude de 250 mineurs

⁴⁰⁶ R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p., & R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p.

⁴⁰⁷ Certains tenteront d'entrer dans le Val d'Aran espagnol en 1944-1945.

- si avis de recherche en France, peuvent être repérés et ramenés dans familles ; mais des familles déclarent comprendre l'engagement du fiston
- le ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos s'inquiète beaucoup de la chose
- ~~motivations politiques mais pas seulement~~ : aussi le mal-être
- ~~le plus célèbre : Pierre Georges, le futur colonel Fabien, engagé avec son frère aîné dès octobre 1936~~. Grièvement blessé. N'est célébré par le PCF qu'en décembre 1939, lorsqu'il est arrêté en France en tant que secrétaire des Jeunesses communistes
- ~~France et Français et guerre gréco-turque (1920-1923) et guerre sino-japonaise (1937-1945) : voir REW~~
- ~~Pacifismes et pacifistes des années trente~~ ⁴⁰⁸ :
 - je ne répète pas ce qui a été vu plus haut
 - difficile reprise des relations dans les années 20, avec des concessions mutuelles : pour les pacifistes français, le traité de Versailles n'est pas un véritable traité de paix, mais il rend justice aux torts causés à la France, les Français exigent un « aveu » de culpabilité des Allemands, etc.
 - grands rôles de Locarno, du pacte Briand-Kellogg et de Munich ; évidemment l'arrivée au pouvoir de Hitler a fortement ralenti le mouvement
 - des associations féminines et féministes (Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté par ex.) ; la Ligue des Droits de l'Homme...
 - rôle des catholiques et des protestants (voir plus haut)
 - philosophe Théodore Ruysen, spécialiste de Kant, et président de la Ligue (il écrit sur les nationalités) ; historiens comme Edmond Vermeil (1878-1964) ; Félicien Challaye, philosophe (esthétique) socialiste anarchisant et anticolonialiste ; Robert Jospin, le père de Lionel...
 - des mouvements d'objecteurs de conscience ⁴⁰⁹

⁴⁰⁸ Biblio. : Norman Ingram, *The Politics of Dissent. Pacifism in France 1919-1939*, Clarendon Press, Oxford, 1991, 366 p. dans « cadrage » par jury, qui se trompe d'éditeur (!), l'auteur a utilisé notamment les riches fonds de la BDIC de Nanterre (dans sa dernière réédition, H. Amouroux, paix à son âme, signale la BDIC, qu'il est censé avoir utilisée, dans un siège parisien quitté il y a 45 ans : ouh, ouh, le menteur ! À juste titre le « docte » Amouroux est vigoureusement étrillé par P. Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1990, 416 p., réédition sous le titre *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, coll. "Points", 2001, 406 p.) ; M.L. Siegel, *The Moral Disarmament of France. Education, Pacifism, and Patriotism*, Cambridge University Press, 2011, 317 p., dans « cadrage » par jury aussi, mais c'est un livre qui apporte surtout sur l'école et a un titre maladroit, toutefois une dédicace à un certain Steven (!) ; L. Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p. ; S. Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p. ; I. Gorguet, *Les mouvements pacifistes et la réconciliation franco-allemande dans les années 20 (1919-1931)*, Berne, Peter Lang, 1999, 331 p. Les deux derniers titres, nettement moins bons, illustrent ce qu'on appelle en méthodologie historique « le piège de la documentation ».

⁴⁰⁹ On retrouve M. Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : une histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983, 440 p., cité dans le premier corrigé de l'année et le cours GÉS-3.

- des instituteurs, qui retrouvent la tradition de la Belle Époque ⁴¹⁰, et même quelques manuels de lecture qui, au nom de la morale, déclarent la guerre à la guerre
- une forme de « pacifisme paysan » ⁴¹¹
- « pacifisme intégral » : ... ; **pacifisme d'extrême droite** (« retourné ») : voir plus haut dans les deux cas
- la guerre d'Éthiopie conduit de nombreux pacifistes, comme Romain Rolland, à évoluer, et, pour certains, à abandonner le pacifisme intégral
- et toujours Alain (cf. biographie dans le dossier biographique) et la littérature déjà citée, à laquelle j'ajoute **Louis Guilloux**, *Le sang noir* (1935)
- un échec final, qui va laisser la voie à un pacifisme « étatique » après 1945

e) Commentaire de textes

□ Commentaire de textes

Les Français et Munich

Jean-Paul Sartre, *Le Sursis*, dans le tome II des *Chemins de la Liberté*, 1945 (extraits, *Livre de poche*, n° 654-655, pp. 511-512 ; *La Pléiade*, pp. 1132-1133)

« L'avion décrivait de larges cercles au-dessus du Bourget, une poix noire et ondulante recouvrait la moitié du terrain d'atterrissage. Léger se pencha vers Daladier et cria en la montrant :

"Quelle foule ! »

Daladier regarda à son tour ; il parla pour la première fois depuis leur départ de Munich :

"Ils sont venus me casser la gueule."

Léger ne protesta pas. Daladier haussa les épaules :

"Je les comprends.

— Tout dépend du service d'ordre", dit Léger en soupirant. »

[...]

« Il entra dans la chambre, il tenait des journaux ; Ivich était assise sur le lit, elle baissait la tête.

"Ça y est ! ils ont signé cette nuit."

Elle leva les yeux, il avait l'air heureux mais il se tut, brusquement gêné par le regard qu'elle fixait sur lui :

"Vous voulez dire qu'il n'y aura pas de guerre ? lui demande-t-elle.

— Mais oui."

Pas de guerre ; pas d'avions sur Paris ; les plafonds ne crèveraient pas sous les bombes : il allait falloir vivre.

"Pas de guerre, dit-elle en sanglotant, pas de guerre, et vous avez l'air content ! "

Milan s'approcha d'Anna. Il titubait et ses yeux étaient roses. Il lui toucha le ventre et dit :

"En voilà un qui n'aura pas de chance.

— Quoi ?

— Le même. Je dis qu'il n'aura pas de chance. "

Il gagna la table en boitant et se versa un verre d'alcool. C'était le cinquième depuis le matin.

⁴¹⁰ Cf. Jacques Girault, dans le colloque R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p., pp. 189-208

⁴¹¹ Isabel Boussard dans le colloque R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p., pp. 59-76.

"Tu te souviens, dit-il, quand tu es tombée dans l'escalier ? J'ai bien cru que tu allais faire une fausse couche.

— Eh bien ? dit-elle sèchement.

Il s'était tournée vers elle, le verre en main ; il avait l'air de porter un toast.

"Ça aurait mieux valu", dit-il en ricanant.

Elle le regarda : il élevait le verre à sa bouche, d'une main qui tremblait un peu.

"Peut-être, dit-elle. Peut-être que ça aurait mieux valu. "

[...]

L'avion s'était posé. Daladier sortit péniblement de la carlingue et mit le pied sur l'échelle ; il était blême. Il y eut une clameur énorme et les gens se mirent à courir, crevant le cordon de police, emportant les barrières ; Milan but et dit en riant : "À la France ! À l'Angleterre ! À nos glorieux alliés ! " Puis il jeta de toutes ses forces le verre contre le mur ; ils criaient : "Vive la France ! Vive l'Angleterre ! Vive la paix !" ils portaient des drapeaux et des bouquets. Daladier s'était arrêté sur le premier échelon ; il les regardait avec stupeur. Il se tourna vers Léger et dit entre ses dents :

"Les cons ! " »

Georges Bonnet, *La défense de la Paix*, Plon, 1953 (extrait, tome I, pp. 292-294, la note est ajoutée)

Une immense ovation, répétée par des milliers de voix, l'acclame à sa descente d'avion ⁴¹² et le rassure : l'accueil de Paris lui apporte en même temps l'approbation de la France.

Après une courte déclaration à la presse, Daladier très ému, au milieu des clameurs, dans une poussée et une bousculade que l'on ne peut contenir, se fraie, non sans peine, un chemin jusqu'à sa voiture découverte. Il m'a pris par le bras et me dit : "Montez avec moi..." La nouvelle de cette arrivée s'était propagée avec une incroyable rapidité. Toutes les rues de Paris, où l'on soupçonnait que nous devions passer, étaient envahies et des drapeaux pavoisaient déjà les fenêtres. Plus de cinq cent mille personnes étaient massées entre Le Bourget et la rue de Rivoli. Entourés de toutes parts, nous n'avancions qu'avec une extrême difficulté, redoutant un accident. Et ce trajet qui aurait dû être achevé en quelques minutes se prolongea pendant une heure et demie !

Tout s'était accompli d'une façon si rapide, si imprévisible, qu'aucun service d'ordre n'avait pu être improvisé pour faciliter notre retour et assurer notre sécurité, mais en réalité, en avions-nous besoin ? Pendant ce long parcours, nous ne recevons que des témoignages de sympathie : pas un cri hostile, pas un geste de désapprobation. Dans toute cette banlieue, les ouvriers et les artisans ont quitté leur travail et sont venus à notre rencontre. Où donc étaient les "antimunichois" d'hier et de demain, dans cette journée où les hommes, les femmes, les enfants mêmes, couraient vers nous pour nous prendre les mains, nous serrer dans leurs bras et nous couvrir de fleurs ?

À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux et se livrait à ses sentiments avec tant d'ardeur et d'obstination que, faute de police, il fallut recourir à l'aide d'amis inconnus pour nous dégager et nous permettre de reprendre notre route.

Paris, dans ces jours d'angoisse, manifeste une joie frénétique. Il a senti passer l'ombre d'un affreux malheur. Il semble que la France ait eu l'obscur révélation de sa faiblesse, de son impuissance et de l'effroyable menace qui pesait sur elle et qui venait d'être écartée. »

⁴¹² À l'aérodrome du Bourget, proche banlieue nord de Paris. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, était allé accueillir Édouard Daladier. De nombreux Parisiens avaient fait de même.

Georges Duhamel, Paris Soir, 5 septembre 1938 (extraits, la note est ajoutée)

« Fernand Loiseau, dans les dernières semaines de juillet 1938, a poussé de beaux soupirs de soulagement, et il a dit à Mme Loiseau : **"La guerre s'éloigne, tout s'arrange. Nous n'aurons pas la guerre, cet été** : il est évidemment trop tard. Nous allons pouvoir préparer nos petites vacances." Fernand Loiseau touche à la **quarantaine. Il n'a pas pris part à la guerre de 1914-1918**, mais il en a connu, jeune homme, au moins de loin, toute la tristesse ; en outre, il en a beaucoup entendu parler par son frère aîné, par son père et par maintes autres personnes... Loiseau déteste la guerre, et il a bien raison. Loiseau déteste d'ailleurs tout ce qui peut l'empêcher de déjeuner à midi quinze et de prendre ses vacances entre le 8 et le 30 août.

Ayant décidé dans son cœur que nous n'aurions pas la guerre, cet été, Fernand Loiseau a commencé de faire ses projets ; puis bientôt ses bagages. Loiseau et sa femme occupent tous deux des emplois de modestes fonctionnaires. [...] En moins de quarante-huit heures, l'idée de guerre a rattrapé l'excellent homme. Il a dans l'auberge bretonne retrouvé la T.S.F. et les journaux qui disent presque la même chose que les journaux parisiens. Loiseau s'efforce de prendre des bains, de pêcher la crevette rose et même de se dorer la peau quand le soleil y met quelque complaisance, mais Loiseau est saisi d'angoisse. Il songe : **"L'Allemagne a mobilisé militaires et civils ⁴¹³, près de deux millions d'hommes ! Pourquoi ? C'est épouvantable !"** [...]

À de certains moments, l'excellent garçon pense que la guerre est fatale. Il se prépare à la guerre. Il s'y résigne sombrement. Mais les jours passent et l'Allemagne demeure immobile. Alors Fernand Loiseau se reprend à espérer. Il imagine des miracles.

Hélas ! l'inquiétude reprend flamme comme une rage de dents. Loiseau songe avec amertume : **"On a pourtant bien reçu les souverains anglais. On pouvait croire que tout était arrangé, que l'Europe démoniaque allait rentrer dans l'ordre. Mais non, voilà cette Allemagne qui recommence, pendant que de son côté, l'insupportable Italie..."**

Deux jours passent encore et le calme dure, Fernand Loiseau tout en chassant le crabe, au milieu des rochers, retombe à ses méditations douloureuses : **"Ça y est. L'Allemagne est prête. Alors qu'est-ce qu'elle attend ? L'été va se terminer. Pourquoi l'Allemagne ne frappe-t-elle pas le premier coup ?**

Vraiment, je n'y comprends plus rien. Encore un an, et pour l'Allemagne, il sera peut-être trop tard. Que signifie ce calme effrayant ? est-il possible que l'Allemagne ne veuille pas la guerre ? En ce cas, tout serait simplifié... Mais non, l'Allemagne est prête, et pourtant elle n'attaque pas. Impossible d'y rien comprendre. »

⁴¹³ Par exemple, la « conscription civile » a été instituée le 22 juin, établissant le contrôle de l'État sur toute la main-d'œuvre.

Jacques Ozouf « Apologie pour les sondages », dans le tome III de Jacques Le Goff & Pierre Nora, Faire de l'Histoire, Gallimard, 1974, 3 vol. p. 230

« On admet couramment que **dans son immense majorité l'opinion publique française** approuva — enthousiaste ou résignée — les accords de Munich, apportant ainsi son soutien à la politique de ses dirigeants. Preuves inlassablement avancées de ce consensus ? La quasi-unanimité de la **presse et l'image de la foule parisienne dans le délire de l'accueil à Édouard Daladier**. Or **c'est un tout autre son que rend le premier numéro de la revue *Sondages* — c'était alors un modeste bulletin ronéotypé —**, daté du 1^{er} juin 1939. Il révèle **que, selon une enquête d'octobre 1938, réalisée quelques jours après Munich, 57 %** seulement des Français approuvaient les accords — encore ne sait-on rien de l'intensité de cette "approbation" —, tandis que 37 % les estimaient néfastes (et que 6 % étaient sans opinion). Nette majorité pour Munich, par conséquent, un peu courte néanmoins, au regard de la presque unanimité nationale admise comme hypothèse de base. En outre, dès les mois suivants, et avant même la crise de mars 1939, on **vit s'accroître la tendance de l'opinion à la résistance** : en décembre déjà, **70 % des Français interrogés par l'IFOP [Institut français d'Opinion publique] disent que "la France et l'Angleterre doivent également résister à toute nouvelle exigence de Hitler"**. »

L'INTRODUCTION ET CONTEXTE DES TROIS TEXTES.1°) Introduction classiquea) Natures des textes

□ Jean-Paul Sartre. Le Sursis : 3 extraits (coupures = [...]) d'un roman racontant la vie d'une multitude de personnages entre le 23 et le 30 septembre 1938

□ Georges Bonnet. La défense de la Paix : livre de souvenirs publié 17 ans après, plaidoyer *pro domo*. Mais pas ses mémoires, qui paraîtront en 1967 sous le titre *De Munich à la guerre. Défense de la paix (sic)* puis seront développés deux ans avant sa mort en *Dans la tourmente, 1933-1948*, Fayard, 1971

□ Georges Duhamel. Paris Soir : article dans un quotidien à grand tirage et sans orientation politique précise. **PS est un grand journal d'information, il ouvre ses colonnes à l'expression des tendances les plus variées.**

- Jusqu'en septembre PS a semblé plutôt favorable à une politique de sauvegarde de la Tchécoslovaquie ⇒ fréquence des articles émanant de membres du Front populaire, des

articles de Churchill (davantage), nombre réduit d'articles d'hommes de droite (Flandin)

- ne cache rien du danger allemand, expose de façon complète la situation de la Tchécoslovaquie et fait un tableau optimiste de la balance des forces

- très anglophile

- demande une « union nationale » et le « salut public » en France

- **cependant son caractère de journal de grande information l'entraîne à une grande prudence au plus fort de la crise ; à partir du discours de Nuremberg, ses titres de 1^{ère} page ne cessent de refléter le désir général de paix.**

- Enthousiaste après Munich

- revirement spectaculaire en mars 1939

b) Auteurs

□ Jean-Paul Sartre : romancier 1905-1980 (cf. « génération de 1905 », cf. biographie dans le dossier biographique)

▪ Georges Bonnet : 1889-1973, 18 fois ministre entre 1924 et 1940, ministre des Affaires étrangères d'avril 1938 (était auparavant ministre des Finances) à septembre 1939, le principal instigateur des accords de Munich, il est allé accueillir Daladier, président du Conseil. Radical très modéré, adversaire du Front populaire, éloigné par Blum (ambassadeur à Washington). Il a toujours défendu le caractère inéluctable des accords de Munich ; accord avec Ribbentrop le 6 décembre 1938 ; vaines tentatives pour une médiation italienne en août 1939. Éloigné du quai d'Orsay par Daladier en septembre 1939. Trois ans après la parution

du tome Ier de ses souvenirs (*La Défense de la Paix*), il est élu député radical (1956), il le restera jusqu'en 1968 (!). Un véritable appeaser à la française.

▪ Georges Duhamel: Né en 1884, donc le plus vieux des trois auteurs. Biologiste et médecin. Saisi par l'horreur de la Grande Guerre. Romancier célèbre à l'époque (*La Chronique des Pasquier* a commencé à paraître en 1933). Mourra en 1966

c.) Dates

□ 1945: après coup, la **Libération**, 2 premiers tomes des *Chemins de la Liberté* plus **1er octobre 1945**: début la parution des Temps modernes, dans le 1^{er} n° Sartre écrit un véritable manifeste en faveur de la littérature engagée

□ 1953 (mort de Staline, fin de la guerre de Corée, dernière année de la guerre d'Indochine), sera réédité en 1967, au temps de la République gaullienne, alors qu'il est encore député (et Daladier toujours vivant, il mourra en 1970)

□ 5 septembre 1938: avant la conférence de Munich et avant la grande crise tchèque. Le jour même de l'ouverture du congrès de Nuremberg

d.) Styles

□ volontairement vulgaire

□ plaidoyer *pro domo* (alors que Daladier est toujours vivant) ; involontairement, par moment **style de relation de bain de foule d'un chef fasciste !**

□ ironique et humoristique, le style des *Scènes de la vie future*

2°) Circonstances historiques générales : la crise tchèque de 1938

□ Avant la lettre, **l'esprit de Munich s'est manifesté dès 1935**, cf. les finasseries de Laval, qui ont complètement altéré la ligne diplomatique de Barthou (cf. biographie dans le dossier biographique)

□ en 1937, l'armée allemande dépasse l'armée française, surtout pour l'aviation

□ le plan hitlérien (récupération de territoires allemands, puis *Lebensraum*) est annoncé en petit comité le 5 novembre 1937 (voir plus haut)

□ janvier 1938 : Hitler prend lui-même le commandement de l'armée et place à la tête des Affaires étrangères le nazi Ribbentrop

□ Anschluss le 12 mars 1938

□ échec, à cause de la droite, de la tentative de gouvernement d'union nationale de Léon Blum

□ origines de la crise tchèque :

- Sudètes

- depuis 1935, Parti allemand des Sudètes

- en avril 1938, un congrès de ce parti se réunit à Karlsbad (Karlovy-Vary) et élabore un programme prévoyant une complète autonomie des Sudètes dans le cadre de la Tchécoslovaquie

- la volonté de réaliser ce programme et les violentes attaques de la presse allemande déclenchent la crise

□ le président de la République tchécoslovaque, Benès refuse d'engager des négociations « d'État à État » avec les Sudètes, et propose une négociation entre partis, y compris celui de Henlein. Celui-ci refuse. Il n'y a donc pas de négociation. Le gouvernement tchèque fait appel à ses alliés, la France et l'URSS.

□ Daladier fait savoir à plusieurs reprises qu'en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, la France honorera son alliance. Mais le min. des Affaires étrangères, Georges Bonnet, considérant les insuffisances d'armement de la France, espère qu'on pourra s'en dégager. Au moins faut-il chercher à avoir l'appui britannique et soviétique. Lors de la crise de 1938, les experts militaires surenchérisent sur la prudence et le pessimisme de certains ministres. Il est avéré que Daladier est impressionné, au cours de l'été et de l'automne 1938, par leurs avis.

□ l'attitude britannique : Grande-Bretagne gouvernée alors par le conservateur Neville Chamberlain, partisan résolu de la politique d'*appeasement*

- cf. la formule de Neville Chamberlain dans discours de Kettering, 3 juill. 1938 : « Dans une guerre, quel que soit le camp qui puisse se déclarer vainqueur, il n'y a pas de gagnants, il n'y a que des perdants » (*In war, whichever side may call itself the victor, there are no winners, but all are losers*).

- ⇒ Neville Chamberlain fait savoir dès avril 1938 à la France qu'il ne fera pas la guerre pour la Tchécoslovaquie ⇒ il envoie en Tchécoslovaquie un médiateur Lord Runciman, qui fait un rapport très fav. aux Sudètes ⇒ Paris et Londres font pression sur Benès ⇒ B. accorde l'autonomie aux Sudètes (création d'un État fédéral)

□ l'attitude de l'URSS : alliée de la Tchécosl. depuis 1935, l'URSS doit la secourir à condition que la France le fasse d'abord. Mais comme elle n'a pas de frontière commune av. la Tchécosl., il lui faut passer par la Pologne ou la Roumanie. Or, malgré les instances françaises, l'URSS refuse de le faire sans l'agrément de ces deux pays, qui n'accepte pas de le donner

□ le 12 septembre, parlant à Nuremberg (discours de clôture du congrès annuel), Hitler laisse entendre qu'il faut aller plus loin qu'une simple autonomie interne pour la région des Sudètes, qui doit être annexée à l'Allemagne

⇒ Chamberlain décide d'aller lui-même voir Hitler. Il prend l'avion pour la 1^{ère} fois de sa vie et rencontre H. à Berchtesgaden le 15 septembre Hitler lui fait part de sa volonté d'annexion de tous les territoires peuplés d'au moins 50 % d'Allemands

□ Porteur de ces revendications, Chamberlain rencontre Daladier.

- Le gouv. fr. est très divisé : Reynaud est pour la résistance, Bonnet pour la conciliation
 - Daladier se résigne à subir ces revendications, à condition que la Tchécoslovaquie, avisée le 20 septembre, accepte le démembrement

- le président Benès ne donne son accord qu'à la suite d'un véritable ultimatum franco-anglais.

□ Chamberlain revient alors voir Hitler : entrevue de Godesberg (22 septembre 1938) :

- à la grande surprise de Ch., Hitler formule des exigences nouvelles, il fait monter les « enchères » (Tchèques doivent évacuer les Sudètes sans emmener leurs biens ; cession de Teschen = Cieszyn à la Pologne, de la Slovaquie du Sud à la Hongrie ; tout doit être terminé pour le 1^{er} octobre) ⇒ **Ch. refuse d'accepter** ⇒

- menace de guerre. On peut croire, en effet, pendant une semaine, que la guerre va éclater. La Tchécosl. décrète mobilisation générale ; la Fr., la Grande-Bretagne et l'All. la mobil. partielle

- le 26 septembre, **Hitler fait savoir que l'armée allemande entrera en Tchécosl. si Prague n'a pas accepté les conditions allemandes**

□ la Conférence de Munich (29-30 septembre 1938) :

- La paix fut sauvée par une initiative de Mussolini, inspirée par Ch., celle de réunir une conf. des chefs de gouv. des 4 puiss. occid.

- le 28 septembre, H. accepte

- 29 : rencontre à Munich H-M-D-Ch

- Hitler, désormais sûr du succès, **accepte d'échelonner du 1^{er} au 10 octobre (sic) l'occupation des Sudètes et d'autoriser les « résidents » tchèques (sic) à liquider leurs biens**

- le 30, avant de partir, Ch. signe avec Hitler un pacte de non-agression !

- le 30, Ch. et Daladier, rentrant dans leurs pays respectifs, sont accueillis dans la joie. NC : « **C'est la paix pour notre époque...** »

□ un véritable « film » (cf. titre *Le Sursis*), le monde « retient son haleine », une partie « au bord du gouffre » (cf. 1962)

□ et des conséquences très graves (et célèbres)

3°) Circonstances particulières.

□ Le Sursis :

- Léger = directeur du cabinet diplomatique du quai d'Orsay Alexis Léger, *alias* Alexis Saint-Léger Léger, puis Saint-John Perse en poésie ⁴¹⁴.

- Ivich = une Russe. Elle se trouve à Paris. Elle a, pour des raisons personnelles, envie de mourir

- « Il » de Ivich = Mathieu, un Français qui vient d'apprendre à Ivich où se trouvait la Tchécosl. !

⁴¹⁴ Il était entré au quai d'Orsay en 1914 et y fit une carrière remarquable.

- Milan (Hlinka) = Tchègue, instituteur. Dans le territoire des Sudètes
- Anna = Tchègue aussi, vraisemblablement la femme de Milan
- Bonnet & Sartre : retour de Daladier au Bourget le 30 septembre : Daladier, morose (persuadé qu'il sera hué), ne parvient pas à se réjouir sous les acclamations imprévues d'une foule vibrante d'enthousiasme, ce qu'on voit très bien sur les photos
- Duhamel :
 - 5 septembre = jour de l'ouverture du congrès de Nuremberg ; les journaux ont accoutumé le public à l'idée que le Congrès sera une date importante dans l'évolution de la crise tchécoslovaque
 - 5 septembre : le gouv. tchèque élabore un nouveau statut d'autonomie pour les Sudètes

II LA RÉACTION DE LA FOULE DÉROUTANTE POUR DALADIER

1°) La réaction de la foule

□ la foule, acteur essentiel de l'hist. du XXe siècle, « âge des masses », arbitre dans le choc entre Fascisme et démocratie

□ celle-ci venait de manifester déjà sa réaction entre Paris et Le Bourget

□ foule nombreuse au Bourget et ailleurs :

- Léger : « Quelle foule ! »

- Bonnet : « des milliers de voix », « **Toutes les rues de Paris, où l'on soupçonnait que nous devions passer, étaient envahies** », « Plus de cinq cent mille personnes étaient massées entre Le Bourget et la rue de Rivoli. » plus « **À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux** » (« banlieue » **plus foule de l'heure de sortie des bureaux**)

□ foule bruyante :

- Sartre : « Il y eut une clameur énorme »

- Bonnet : « Une immense ovation » (pastiche de Sartre ?), « au milieu des clameurs »

□ foule chaleureuse :

- Sartre : « ils portaient des drapeaux et des bouquets »

- Bonnet : « **dans une poussée et une bousculade que l'on ne peut contenir** », « des drapeaux pavoisaient déjà les fenêtres » ; « Pendant ce long parcours, nous ne recevons que des témoignages de sympathie » ; sa description « bon enfant », déjà anachronique dans les années 50 : « **À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux et se livrait à ses sentiments avec tant d'ardeur et d'obstination que, faute de police, il fallut recourir à l'aide d'amis inconnus pour nous dégager et nous permettre de reprendre notre route.** » Réminiscence des scènes maréchalistes de la France de Vichy ?

□ les aspirations de la foule : paix et entente (cordiale) franco-britannique :

- cf. « ils criaient : "Vive la France ! **Vive l'Angleterre** ! Vive la paix ! " » de Sartre

- ⇒ on se raccroche à l'Entente cordiale, à la « gouvernante anglaise » (cf. cours RI-2) !

- ⇒ désir de paix très vif, exprimé dans tous les discours, articles, de la crise

- le soulagement des milieux politiques sera égal à celui de la foule

- après : pétitions, adresses de félicitations, cérémonies d'actions de grâce, etc.

2°) L'attitude de Daladier

□ surprise :

- il s'attend à se faire « casser la gueule », cf. la 1^{ère} partie de l'extrait de Sartre

- il regarde la foule « avec stupeur », écrit Sartre

- la surprise principale est le nombre ⇒ aucun service d'ordre n'a été prévu, cf.

Bonnet : « Tout s'était accompli d'une façon si rapide, si imprévisible, qu'aucun service d'ordre n'avait pu être improvisé pour faciliter notre retour et assurer notre sécurité ». Or : assassinat de Barthou en 1934

- mais cette surprise principale est-elle vraie et n'y a-t-il pas légèreté du ministre de l'Intérieur (Albert Sarraut) ? Cf. Bonnet juste avant l'extrait : « Le président du Conseil, survolant la France, mais sans contact avec elle depuis plusieurs jours, apercevait déjà cette foule et attendait anxieusement son verdict. » : « apercevait » = par la pensée ? ou juste avant Le Bourget ?

□ En fait, Bonnet a prévenu Daladier par téléphone, avant de partir le chercher au Bourget, des réactions favorables de la presse. En qq sorte, la presse crée cet événement dans l'événement qu'est la présence d'une foule enthousiaste

□ rassuré et ému ? Cf. Bonnet : « Une immense ovation [...] le rassure » ; « Daladier très ému, au milieu des clameurs »

□ méprisant ? Cf. Sartre : « Il se tourna vers Léger et dit entre ses dents : "Les cons !" » Formule (apocryphe, bien sûr) devenue si célèbre qu'elle est très fréquemment considérée comme un « mot historique » !

□ Sartre caricature, évidemment. Cf. la phrase « Daladier sortit péniblement de la carlingue et mit le pied sur l'échelle ; il était blême. »

III. CAUSES ET LIMITES DE CETTE RÉACTION

1°) Les causes

a) La psychologie du « Français moyen » Fernand Loiseau (cf. tt le texte de Duhamel) et la crise tchèque

□ le problème tchèque n'est jamais évoqué : une vision strictement « hexagonale »

□ une vision politique toujours très courte. Ex. : la présentation à la Feydeau « il a dit à Mme Loiseau : "La guerre s'éloigne, tout s'arrange. Nous n'aurons pas la guerre, cet été : il est évidemment trop tard. » Pourquoi ? tautologie (soulignée par l'adverbe) ou répétition de juillet 1870 et août 1914 : la guerre ne peut se déclencher qu'au début de l'été !

□ la « douche écossaise » faisant alterner espoir et inquiétude :

- parfaitement conforme à l'évolution des relations internationales de l'époque et à la tactique fréquente de Hitler (voir plus haut)

- soulagement des « dernières semaines de juillet 1938 »

- Loiseau « saisi d'angoisse » au sortir du bain !

- Cf. « **À de certains moments, l'excellent garçon pense que la guerre est fatale. Il se prépare à la guerre. Il s'y résigne sombrement. Mais les jours passent et l'Allemagne demeure immobile. Alors Fernand Loiseau se reprend à espérer. Il imagine des miracles.** »

□ Les milieux officiels y étaient également soumis. Dans ses mémoires, qui paraîtront d'abord en 1967 sous le titre *De Munich à la guerre. Défense de la paix*, Bonnet écrira p. 73 : « **Après une courte détente [...] l'inquiétude s'empare à nouveau des milieux officiels.** »

□ de petits soucis :

- « nos petites vacances », dans une « auberge bretonne », évidemment (poncif pour poncif). Cf. Jacques Tati, *Les vacances de M. Hulot* !

- les vacances 1938 :

* Bonnet dans *De Munich à la guerre. Défense de la paix*, p. 90 : « **À l'heure où, en Allemagne, les équipes se relayent de nuit et de jour pour fabriquer des tanks et des avions, où les travaux de fortification à la frontière sont fébrilement achevés par 500 000 mobilisés, où un million et demi de soldats sont déjà entraînés dans les casernes ou sur les champs de manœuvres, que fait la France ? La France, elle, est en vacances !** Un chroniqueur relate le fait avec enthousiasme dans la presse : "Rien que dans la région parisienne, 500 000 personnes sont parties, 300 trains supplémentaires ont assuré leur départ." Eh oui ! on est parti les uns sur les plages, les autres aux champs, les derniers à la montagne. Chacun se repose ! Les congés payés doivent durer quinze jours. Mais par un astucieux cumul avec les fêtes légales, les usines fermeront leurs portes 23 jours pendant le mois **d'août, qui sera** ainsi presque entièrement perdu pour la production nationale. »

* ⇒ Renouveau de la rengraine contre les congés payés, par un radical très hostile au Front populaire

* Les Français sont effectivement partis nombreux, grâce aux congés **payés, alors qu'en All.** civils et milit. travaillent sans relâche à mettre le pays sur pied de guerre

* même attitude en Grande-Bretagne, cf. les photos représentant des Austin Baby de départ en vacances, avec pancartes « Laissez-nous un moment, M. Hitler, nous partons en vacances » !

□ un plaisir de petits bourgeois, encore relativement neuf :

- Duhamel force le trait : « Loiseau déteste la guerre, et il a bien raison. Loiseau déteste **d'ailleurs tout ce qui peut l'empêcher de déjeuner à midi quinze et de prendre ses vacances** entre le 8 et le 30 août. »

- de petits soucis de vacanciers, cf. « **Loiseau s'efforce de prendre des bains, de pêcher la crevette rose et même de se dorser la peau quand le soleil y met quelque complaisance** »

□ « Loiseau déteste la guerre » :

- **formule vaguement remplacée par Duhamel dans contexte du pacifisme de l'entre-deux-guerres**, avec correctif juste avant :

- « Il n'a pas pris part à la guerre de 1914-1918, mais il en a connu, jeune homme, au moins de loin, toute la tristesse ; en outre, il en a beaucoup entendu parler par son frère aîné, par son père et par maintes autres personnes... »

- L'idée que le Français moyen se fait de la guerre future (souvenirs des anciens combattants plus actualités cinématographiques / Chine et g. d'Esp.) lui est si insupportable qu'il ne peut et ne veut pas croire que cette guerre soit possible (= fin du monde)

- énervement devant un danger anthropomorphique : « Alors qu'est-ce qu'elle attend ? »

□ puérité :

- Cf. « Ayant décidé dans son cœur que nous n'aurions pas la guerre, cet été... »

- les journaux de Bretagne « disent presque la même chose que les journaux parisiens » :
imp. de la presse dans l'information et la formation de l'opinion pendant la crise

- celle de la réflexion sur les pays étrangers autres que l'All. : « Loiseau songe avec amertume : "On a pourtant bien reçu les souverains anglais. On pouvait croire que tout était arrangé, que l'Europe démoniaque allait rentrer dans l'ordre. Mais non, voilà cette Allemagne qui recommence, pendant que de son côté, l'insupportable Italie..." » :

* la France sait très bien que le concours de la Grande-Bretagne, de la « gouvernante anglaise » (J.-B. Duroselle, cf. cours RI-2) est indispensable

* les souverains anglais sont venus en France le 19 juillet 1938 ; ils ont été accueillis par une foule immense (cf. le « on » ; **c'était le 1^{er} voyage des souverains à l'étranger** (⇒ symbole, d'autant + que **George VI est le troisième roi britannique de l'année 1936**, cf. cours RI-2)

□ incompréhension totale : tout le § « Vraiment, je n'y comprends plus rien. Encore un an, et pour l'Allemagne, il sera peut-être trop tard. Que signifie ce calme effrayant ? est-il possible que l'Allemagne ne veuille pas la guerre ? En ce cas, tout serait simplifié... Mais non, l'Allemagne est prête, et pourtant elle n'attaque pas. Impossible d'y rien comprendre. »

□ de petits bourgeois, évidemment :

- « Loiseau et sa femme occupent tous deux des emplois de modestes fonctionnaires. »

- un portrait de Joseph Prudhomme, cf. « l'idée de guerre a rattrapé l'excellent homme » & « l'excellent garçon »

- un portrait caricatural, présentant lâcheté et « trouille » (mots absents) comme les deux raisons essentielles

□ Le roman de Sartre, *Le Sursis*, est un témoignage de ces réactions et de cette incohérence

□ Duhame nous montre le Français moyen de l'été 1938 tiraillé, ballotté entre l'espérance et la résignation à la guerre, se posant mille questions, essayant de comprendre, lui aussi, ce que nombre d'éditorialistes n'arrivent pas à expliquer ; c'est bien le résultat d'une savante préparation psychologique faite par Hitler, par laquelle il espère arriver à émasculer toute volonté, toute énergie fr., en jouant de cette atroce peur de la guerre à venir.

b) L'apport de Sartre

□ la peur : « Pas de guerre ; **pas d'avions** sur Paris ; les plafonds ne crèveraient pas sous les bombes » : souvenirs de la Première Guerre mondiale (cf. le hall de LLG, dit « vestibule » autrefois !) plus « guerre-fiction » plus guerres contemporaines montrées aux actualités plus pour Sartre le souvenir très actuel de la Seconde Guerre mondiale (1945)

□ « le même » : « chair à canon », etc.

c) Les causes analysées par Georges Bonnet dans son dernier §

□ explication littéraire facile, cf. : « Paris, dans ces jours d'angoisse, manifeste une joie frénétique. Il a senti passer l'ombre d'un affreux malheur. Il semble que la France ait eu l'obscur révélation de sa faiblesse, de son impuissance et de l'effroyable menace qui pesait sur elle et qui venait d'être écartée. »

□ ajoutons :

- l'**anthropomorphisme** de Paris et de la France qui se « donnent » à Pétain puis à de Gaulle (Bonnet écrit en 1953)

- une **évidente et grinçante allusion au de Gaulle des 25 et 26 août 1944** (à l'Hôtel de Ville : cf. « **Paris outragé...** ») (Bonnet écrit en 1953)

2°) Limites

□ question qui se pose : « **Où donc étaient les "antimunichois" d'hier et de demain [...]** » ? (G. Bonnet, plaidoyer *pro domo* qui se souvient du centenaire de 1848...)

□ **dans l'euphorie, à une voix près, le groupe SEIQ** a ratifié les accords de Munich à la chambre des députés ⇒ importance de la résignation

□ mais : apport des sondages :

- cf. Jacques Ozouf, « Apologie pour les sondages », dans le tome III de Jacques Le Goff & Pierre Nora, *Faire de l'Histoire*, Gallimard, 1974, 3 vol., p. 230 (4^e texte)

- les premiers **sondages de l'IFOP** (créé en 1938 par Jean Stoetzel) ont été publiés dans les 3 premiers n°s de la revue *Sondages*

- mais on connaît mal les critères du sondage : France entière ou Paris ? date précise du sondage ?

- en juillet 1939, à la question « Pensez-vous que si l'Allemagne tente de s'emparer de la ville libre de Dantzig, nous devons l'en empêcher, au besoin par la force ? », 76 % des Français interrogés répondent Oui (17 % de Non et 7 % d'abst.)

□ « néo-pacifisme » de droite : voir la base

5. TEXTES EXTREME DROITE FRANÇAISE 1934-19385 février 1934 : affiche de la Solidarité française.

« Daladier nous mène comme un troupeau de foire aux Blum, aux Kaiserstein, aux Schweinkopf et autres Zyromski, dont le nom bien français est tout un programme.

Voilà vos maîtres, les patriotes !

Voilà la dictature qui t'attend, peuple de France !

Ton parlement est pourri.

Tes politiciens compromis.

Ton pays livré à la boue des scandales.

Ta sécurité menacée.

La guerre civile grogne.

La guerre tout court rôde.

Paysans, la ruine te menace : vois le scandale des blés.

Ouvriers, intellectuels, votre situation est assaillie par des étrangers.

Ni les uns, ni les autres n'êtes plus chez vous.

La France aux Français ! »

Charles Maurras dans *L'Action française* 9 avril 1935.

« Ce juif allemand naturalisé, ou fils de naturalisé, qui disait aux Français en pleine Chambre qu'il les haïssait, n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique. Et c'est un hircocerf ⁴¹⁵ de la dialectique heimatlos ⁴¹⁶. Détritus humain, à traiter comme tel...

L'heure est assez tragique pour comporter la réunion d'une cour martiale qui ne pourrait fléchir. [...] Vous me direz qu'un traître doit être de notre pays : M. Blum en est-il ?

Il suffit qu'il ait usurpé notre nationalité pour la décomposer et la démembrer. Son acte de volonté, pire qu'un acte de naissance, aggrave son cas.

C'est un homme à fusiller, mais dans le dos. »

Charles Maurras dans *L'Action française* 13 octobre 1935.

« Ceux qui poussent à la guerre doivent avoir le cou coupé. Comme la guillotine n'est pas à la disposition des bons citoyens, ni des citoyens logiques, il reste à dire à ces derniers : "Vous avez quelque part un pistolet automatique, un revolver, ou même simple couteau de cuisine ? Cette arme, quelle qu'elle soit, devra servir contre les assassins de la paix dont vous avez la liste." »

⁴¹⁵ [Cerf porteur de cornes].

⁴¹⁶ [Sans patrie en allemand].

Henri Béraud. Gringoire. 7 août 1936.

« La France à tout le monde.

Sommes-nous le dépotoir du monde ? **Par toutes nos routes d'accès**, transformées en grands collecteurs ⁴¹⁷, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide. **C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de Judée.** Doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, **pollacks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gangsters, marchands de femmes et de cocaïne**, ils accourent précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises. Tandis que ceux-ci assomment nos ouvriers dont ils volent le pain, ceux-là **ne cessent d'insulter à notre patriotisme, dans nos propres journaux.** »

Pierre Gaxotte. Je suis partout. 16 septembre 1938.

« Il y a en France trois millions et demi d'étrangers, dont la plupart sont venus comme réfugiés antifascistes. Nous avons vu ces messieurs très belliqueux défiler en montrant le poing et en criant des injures contre Hitler. Une occasion véritablement exceptionnelle va peut-être se présenter à eux de combattre ce fascisme abhorré par les moyens les plus directs. Nous comptons bien entendu que ces messieurs en ski, en vitch, en o, en of, et en ez vont en profiter. Le premier soldat tué en 1914 a été le caporal Peugeot. Nous comptons que le premier soldat tué au front de 1938 sera un Rabinovitch ou un Rosenfeld. »

Textes cités dans le manuel Bordas de Terminale, pp. 185 & 187 (n° 26 et 30), avec une « question » type « bac » : « Après avoir rappelé les circonstances expliquant ces textes, **échelonés de 1934 à 1938, vous en montrerez la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme**, puis vous en expliquerez les implications pour la politique intérieure française. »

⁴¹⁷ [Égouts].

5. TEXTES EXTREME DROITE FRANCAISE 1934-1938

cités dans le manuel Bordas de Terminale, pp. 185 & 187 (n° 26 et 30)

Introduction□ les auteurs :

- La Solidarité française, 1933-1936. Financée par François Coty. Groupement sans théorie, sans cadres. Chef : commandant Jean Renaud, ancien des troupes coloniales. Absence de doctrine ⇒ **imp. de l'aspect extérieur : la SF prend de + en + l'app. d'une ligue fasciste** (salut, emblème, un coq, etc.). Part active au 6 février. Goût pour la violence. Moins de 10 000 membres. Dernier "joujou" de F.Coty

- Charles Maurras. Synthèse traditionalisme conservateur et nationalisme (voir biographie dans le dossier biographique). **L'Action française** = quotidien 1908-1944, dirigé par C.M. et Léon Daudet, affaibli par la cond. pontif. 1926, qui détourne **d'elle de nombreux catholiques**. Conserve les « camelots du roi » et le quotidien, qui profère injures haineuses contre la République (la « gueuse »), les juifs et les étrangers qualifiés de « métèques ».

- Henri Béraud. 1885-1958. Collaborateur plusieurs journaux, également romancier, pamphlétaire : **Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ?** (1935), *Popu roi* (1937). Cond. à mort 1944, peine commuée, libéré 1950. *Gringoire* = hebdo. populaire fondé en 1928, centre de la campagne contre Roger Salengro.

- Pierre Gaxotte. Historien, directeur de *Je suis partout*, hebdo. fondé 1930 par édit. Arthème Fayard. Consacré d'abord à la polit. internat. ; sous dir. de Pierre Gaxotte, issu de l'AF, l'équipe rédact. est assez hétérogène, mais droite classique domine. Tournant entre 1932 et 1936 : entrée à la rédact. d'une nouvelle géné. d'intell. : Lucien Rebatet, Georges Blond, Robert Brasillach ⇒ dérive fasc. ⇒ maison A.Fayard met fin à parution mai 1936. Mais équipe de rédact. se contitue en soc. anonyme, rachète les parts d'A.Fayard et fait reparaitre *Je suis partout*, Brasillach remplaçant Gaxotte comme réd. chef 1937 ; autres signatures : Henri Massis, Maurice Bardèche, Thierry Maulnier, Abel Bonnard, Drieu la Rochelle (mal de vivre et révolte X milieu chez ce dernier). Très fascisant et raciste ; préconise une "Rév. nat." X Front populaire ; admiration pour Léon Degrelle, la Phalange esp., Codreanu (roumain) ; pacifisme de droite, qui conduit Gaxotte et Rebatet à démissionner 1939 ; équipe se ressoude durant l'Occupation (reparution février 1941) ⇒ un des organes clefs de la Collaboration.

□ Circonstances :

- **extrême droite d'avant guerre de 1914 + ligues années 20**
- crise financière sert de révélateur à une grave crise politique

- instabilité ministérielle des années 30 et scandales politico-financiers déclenchent vague d'anticparlementarisme et aspiration confuse à un exécutif fort qui font le jeu de l'extrême droite ⇒ nouveau dév. des ligues
- la crise des années 30 voit un renouveau de la xénophobie et de l'antisémitisme
- 6 février 1934
- échec des modérés, montée du Front populaire, Front populaire, montée des périls extérieurs
- impudeur avec laquelle des opinions xénophobes et antisémites s'expriment alors dans un grand nombre d'organes de presse influents, dans des discours publics, voire aux tribunes des assemblées
- Cf. M. Marras & R.O. Paxton, *Vichy et les juifs*, Calmann-Lévy, 1981, 431 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1982, p. 697, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1982, pp. 698-699, réédition, Livre de Poche, 1990, 671 p.

I. XÉNOPHOBIE, RACISME ET ANTISÉMITISME

1°) Xénophobie

- une loi libérale de 1927 a facilité les naturalisations. Entre 1919 et 1939 près d'un million d'étrangers sont devenus français
- les travailleurs immigrés ont été souvent en butte à l'hostilité des travailleurs fr. et même des syndicats (menace pour l'emploi)
- germanophobie uniquement dans Maurras 1
- les autres peuples visés sont tous d'Europe méridionale ou centrale ou orientale. Voir H. Béraud
- effets faciles avec mots (Maurras 1), suffixes (Gaxotte), noms (affiche). Zyromski est un des leaders de la gauche de la SFIO. Schweinkopf (« tête de cochon ») se veut une plaisanterie facile
- images significatives : ordures et égout de Béraud
- liens avec l'antimilitarisme et la lâcheté, cf. Béraud
- conclusion : « La France aux Français ! » (affiche)

2°) Racisme

- partout, mais particulièrement dans Béraud
- explication de politique extérieure : « régicides » par ex. Des réfugiés politiques (cf. les Espagnols), 180 000 en 1938 (?) au nombre démesurément grossi par la propagande. Les réfugiés politiques bénéficiaient théoriquement de la faveur de la gauche française mais l'internationalisme n'a pas retrouvé la ferveur d'avant 1914, même chez les socialistes, et les réfugiés pol. sont peu à peu perçus, à gauche aussi, comme des concurrents éco.

- explication de politique intérieure : **l'insulte au patriotisme**
- « raison » morale : des gangsters, etc.
- « raisons » sociales : « nos ouvriers dont ils volent le pain ». Cf. Fernand Reynaud
- vogue du mot « race » **dans l'entre-deux-guerres**

3°) Antisémisme

- « **de la semence d'Abraham et du bitume de Judée** » de Béraud. Explicat. facile
- ghettos de Béraud
- Nbreux plaidoyers pour un « statut des juifs » dans années 30
- **l'antisémisme de Maurras aboutira au statut des juifs de Vichy. La jeune droite** idéologique des années 30 approuvera et soutiendra en zone occupée toutes les mesures **de l'antisémisme nazi**
- désir de protection de la « culture française » **est absent ici (thème fréquent à l'époque)**

Conclusion du I

La droite idéologique (car la droite économique **s'efforce d'approvisionner le marché du travail en main-d'œuvre étrangère docile et bon marché**) applique au problème des étrangers les méthodes de propagande et d'information (ou plutôt de désinformation) qui sont les siennes dans tous les domaines.

II. IMPLICATIONS POUR LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE FRANÇAISE

1°) L'exaltation de la violence contre les hommes politiques

- les hommes pol. en général, cf. Maurras 2 (expl. litt. facile)
- Blum est la cible favorite, cf. le titre d'un chapitre de J.Lacouture ⁴¹⁸ : « L'homme le plus insulté de France ».
- * **Peu de dirigeants politiques avaient dénoncé avec autant de force que lui l'hostilité envers les immigrés**
- * L'anecdote du « je vous hais » (Maurras 1) est une calomnie. Élément essentiel de la « légende Blum ». Le 13 novembre 1924, à la Chambre des députés, lors du débat sur les fonds secrets, Blum, exaspéré par de nombreuses interruptions, a dit que le parti socialiste haïssait la droite et la politique que celle-ci représentait. Le propos a été déformé en « je vous hais » (et ici bien sûr en haine des Français)
- * L'appel au meurtre (Maurras 1) a été entendu : le 13 février 1936, Léon Blum a failli être lynché bd St Germain
- * La violence contre Blum est à relier à la xénophobie, cf. fin du Maurras 1
- * Pierre Gaxotte traitait Blum de « jument palestinienne » **et suggérait de l'envoyer** « avec la lie de la population européenne qui déferle chez nous, dans un camp de concentration, à Madagascar »...
- Daladier est visé de manière allusive dans l'affiche

2°) L'antiparlementarisme

- à cause de l'antidémocratie (cf. fin du Maurras 1)
- net dans affiche, très démagogique
- l'antisémitisme fut un catalyseur important de l'opposition au Front populaire

3°) Des données malsaines pour la politique extérieure

- le « pacifisme retourné » :
- hostilité de l'extrême droite à l'antifascisme
- la 1^{ère} phrase du Maurras 2 vise une attitude hostile à l'Italie dans la guerre d'Éthiopie, cf. le manifeste de personnalités françaises (dont 140 parlementaires) et anglaises contre Mussolini. Maurras en a publié la liste, en y rajoutant des noms, donnant à Blum le n° 141.
- surtout, dans le texte de Gaxotte, les munichois de droite (expl. litt. facile) :
- **La propagande de l'extrême droite avait répandu depuis longtemps dans une grande partie de l'opinion l'idée que la guerre contre Hitler serait la guerre des juifs et des apatrides qui se battraient par Français interposés**

⁴¹⁸ J.Lacouture, *Léon Blum*, Seuil, 1977, 596 p., réédit. coll. "Points".

- Elle utilisa l'angoisse existentielle plus ou moins diffuse qui se développait dans une population vieillie, saignée à blanc entre 1914 et 1918
- La psychose de guerre de 1938 accentue l'insistance sur l'image du juif belliqueux et de ses intrigues, même à gauche
- **c'est un retournement, car l'extrême droite avait été longtemps caractérisée par la germanophobie : l'ennemi principal c'est la gauche !** Un « néo-pacifisme » au sein d'une extrême droite pleine de longanimité devant Hitler
- « Parallèlement au pacifisme de gauche, un néo-pacifisme se développe de la droite au centre-gauche. Le Parti social français (PSF) et la Fédération républicaine, très divisés, balancent entre la **Crainte du péril allemand et l'anticommunisme**. Au sein de l'Alliance démocratique de Pierre-Étienne Flandin, la politique de fermeté envers Hitler est présentée comme inspirée par les communistes et les juifs. Son pacifisme dérive directement de sa haine du Front populaire, de la grande peur suscitée par la guerre d'Espagne et de son refus de l'alliance avec l'URSS. En fait, une grande partie de l'opinion de droite se démobilise face aux dictatures, qui symbolisent l'ordre et la hiérarchie, et choisissent *plutôt Hitler que Blum.* » ⁴¹⁹
- en 1936, 3 exemples de cette mutation du nationalisme de droite : la ratification du pacte germano-soviétique, la crise « rhénane » de mars, la guerre d'Espagne
- Cette mutation est particulièrement nette en 1938 :
- * Au moment de l'Anschluss, le 12 mars, Léon Blum propose de constituer un gouvernement de rassemblement national. Kérislis (*cf.* biographie dans le dossier biographique) et Reynaud entraînent **une cinquantaine de députés de droite à accepter l'offre. Mais le reste de** la droite dénonce la croisade antifasciste « orchestrée par Moscou », les comm. et les juifs « préparant la guerre »
- * Au moment de Munich, avec de très nombreux articles, par ex. de Thierry Maulnier.

Conclusion générale

- Manquent des vocables usuels comme « gueuse », « métèques »
- L'antimarxisme est peu marqué** : seulement le mot de « dialectique » de Maurras 1
- L'extrême droite française fut-elle fasciste ?**

f) Quelques symboles

- Les statues de la France :
- statue de Bourdelle au monument aux morts de Montauban, connue surtout par une réplique beaucoup + visible, au sommet de la citadelle de Vauban à Briançon (1935), menacée par le « fort des nuages » du Chaberton, le fort le plus élevé du monde (détruit en quelques minutes par des obusiers français en juin 1940)

⁴¹⁹ M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 81.

- statue de la Porte Dorée à Paris, à l'orée de l'expo. coloniale de 1931
- scandale de la statue du monument aux morts de Nantes, ville « bleue » dans une province de droite : en 1926 la municipalité, radicale, décide de décorer le monument aux morts par une « France délivrée », malheureusement pour les biens pensants nue, les bras levés au ciel

□ les timbres-poste :

- séries au profit des orphelins de guerre, avec de grosses surtaxes : 1917-1927
- représentations de monuments commémoratifs, par ex. Vimy 1936

Concl. du II. L'avenir du régime paraît d'autant + menacé qu'à la crise des institutions s'ajoute une crise intellectuelle et morale, une crise des valeurs et des doctrines politiques, qui prive le pays de perspectives autres que la fuite vers l'extrémisme.

III. LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

□ Attention aux jugements trop tranchés, sur les comportements des Français, aux condamnations sans appel du type « tous coupables, tous collabo » : **tout n'est blanc ou noir**, il y a beaucoup de zones grises, de « penser-double ». Émile Vandervelde, rendant compte des *Beaux Quartiers d'Aragon* en 1937, a créé la notion d' « hommes doubles », et Bernanos a créé en 1943 la notion du « penser-double ».

□ « Les alternatives simples entre pétainisme et gaullisme, résistance et vichysme, ou résistance et collaboration, ne fournissent que des images réductrices du vécu des contemporains. On sait ainsi qu'une majorité de Français a pleuré la défaite tout en souhaitant l'armistice, qu'ils ont pu applaudir le maréchal Pétain avec ferveur tout en rejetant le régime de Vichy » ⁴²⁰, simultanément. Mais aussi instabilité de l'opinion et « virage » de 1942.

□ La notion de « Vichy avant Vichy » est excellemment traitée par P.Laborie ⁴²¹. Les ouvrages de cet auteur, parfaits contrepoints à H.Amouroux, sont tout à fait recommandables.

□ Pour la France libre, voir la fiche de lecture du Muracciole envoyée par Martin Fourdrignier et la bio. de De Gaulle dans le dossier bio.

1°) « 39-40 »

□ en 1939, la guerre est pensée et anticipée d'emblée comme devant être longue

□ succès et insuccès de la ligne Maginot :

* la plupart des ouvrages ont résisté

* elle a offert des conditions de vie confortables aux soldats

* **mais près de 50 divisions ont été immobilisées jusqu'à la fin de mai 1940 derrière elle >>> elle n'a pas permis d'économie des effectifs**

□ J.-L.Crémieux-Brilhac ⁴²² :

- un bagage mental et l'armée française est en retard d'une guerre

- pacifismes :

* Alain (*cf.* biographie dans le dossier biographique)

* SNI

* pacifisme intégral

⁴²⁰ P.Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouweer, 2001, 272 p., recueil de textes, réédition, Seuil, coll. "Points", 2003, 288 p., p. 31.

⁴²¹ Une contribution à un ouvrage collectif, reprise dans P.Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouweer, 2001, 272 p., recueil de textes, réédition, Seuil, coll. "Points", 2003, 288 p., pp. 105 & suiv., puis dans *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1990, 416 p., réédition sous le titre *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, coll. "Points", 2001, 406 p.

⁴²² *Les Français de l'An 40*, 2 vol., Gallimard, 1990, 647 & 740 p., et « 1914 dans 1940 », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 32-38

* au sein de la SFIO : Paul Faure (*cf.* biographie dans le dossier biographique)

* hommes de gauche non-SFIO : Jean Mistler, Déat (*cf.* biographie dans le dossier biographique), Bergery, Laval

* pacifisme des anciens combattants

* néo-pacifisme de droite

- mais **L'imprégnation pacifiste n'empêche pas la mobilisation de se faire et le moral des soldats d'être bon, en septembre 1939**

- une politique militaire fondée sur la défensive, *cf.* Pétain et Gamelin, malgré de Gaulle (*cf.* biographie dans le dossier biographique) et Weygand

- le **ministère de l'Armement n'est créé qu'à la déclaration de guerre**, les chars français sont des chars légers, des affectés spéciaux comme en 1914

- l'entrée en Belgique est conçue comme la bataille de Charleroi

- la guerre comme une « manche franco-allemande », vingt ans après, une « guerre de trente ans »

- **L'état-major français est dirigé par des hommes âgés**, Gamelin est un PPDC

□ **les prisonniers de mai-juin 1940 :**

- nombreux à avoir été pris dans des circonstances ridicules

- nombreux à avoir été bernés par les Allemands (l'armistice dispenserait de la captivité, la paix, prochaine, libérerait les PG, etc.)

- mais nombreux à avoir résisté avec vaillance : se méfier des films stupides type *La 7^e Compagnie...*

- les Allemands les filment, y compris les soldats coloniaux, parfois contraints de se montrer grotesques, de danser par ex.

□ **L'exode :**

- très grande importance dans les opérations militaires, dans la naissance de l'État français, et dans la mémoire collective

- causes : souvenirs historiques, crainte des bombardements aériens, phénomène de « dominos », panique délibérée provoquée par les Allemands, fuite des élites ⁴²³, mais des éléments irrationnels

- toute une société française en fuite, mais avec maintien de la stratification sociale

- grosse inégalité entre départements quittés ou désertés, entre départements d'« accueil », entre qualités d'« accueil »

□ **de Gaulle :**

- revoir *Vers l'armée de métier* dans cours GÉS-3

- voir sa biographie dans le dossier biographique

⁴²³ Dès le 6 juin les Parisiens voient passer les camions transportant les archives des ministères.

- la carrière de De Gaulle n'a pas été ralentie par l'expression d'idées novatrices, si on la compare à celles de Juin et De Lattre, et à d'autres ⁴²⁴
- de Gaulle n'est pas un novateur absolu : le « couple » char-aviation est envisagé par le général Estienne dès février 1920, de Gaulle ne fait que l'ajouter à la réédition de *Vers l'Armée de métier* (cf. cours GÉS-3), à Alger, en 1944
- la première édition de *Vers l'Armée de métier* a reçu un très bon accueil en Allemagne

2°) Le « royaume de Vichy » la terre et les ruraux

Bibliographie indicative :

I.P. Azéma. De Munich à la Libération (1938-1944), tome 14 de la N.H.F.C., Seuil coll. "Points", 1979, 416 p. : réédition 1981

P. Barral, *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, Paris, Fondation nationale des Sciences politiques, 1968, 385 p.

I. Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980, 414 p.

M. Cointet. Nouvelle histoire de Vichy. Fayard, 2011, 798 p.

Collectif, *La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*, tome IV de G. Duby & A. Wallon dir., *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1977, 666 p.

Y. Durand. La France dans la Seconde Guerre mondiale. Armand Colin coll. "Cursus", 1989, 192 p. réédition 1993, 2001

R.O. Paxton. La France de Vichy. Seuil coll. "L'Univers historique", 1973, 380 p. réédition coll. "Points", plus réédit. dont réédition, 2000, 478 p.

J. Siclier, *La France de Pétain et son cinéma*, Editions Veyrier, 1981, 460 p.

G. Wright, *La révolution rurale en France*, Paris, 1967, 342 p.

INTRODUCTION

- politique conservatrice, et les conservateurs ont eu sous Vichy des pouvoirs que le SU leur refusait 1932>>>>. Vichy est une « monocratie gérontocratique » (Michèle Cointet)
- l'État français comportait des tendances doctrinales diverses. L'une des + accentuées fut l'agrarisme tradit. qui acquit alors une audience élargie, non seulement parce que la nation avait besoin des produits du sol, mais aussi parce qu'on attendait des campagnes une rénovation éthique & politique (⇒ annonce du I)
- les thèmes ruraux, l'emploi du terme "paysan", l'idée de "retour à la terre" prirent alors une insistance et une fréquence remarquables
- le pouvoir agit en ce sens, et son action rencontra une orientation parallèle assez spontanée de l'opinion (⇒ annonce du II)
- les propagandistes proclamaient que Pétain était le "maréchal-paysan"

⁴²⁴ Colloque *Charles de Gaulle, 1920-1940. Du militaire au politique*, Plon, 2004, 479 p., p. 25. Tout ce qui suit vient de ce colloque.

- ⇒ rôle dans le "maréchalisme", le "pétainisme", la collab. et le "collaborationnisme"
- mais cela réussit-il ? (⇒ annonce du III)
 - autres plans :
 - * ying-yang-une phase de transition
 - * plan évolutif avec coupure en avril 1942
 - * une 1^{ère} partie sur les symboles

LES INSPIRATIONS ET LES CONDITIONS : LA TERRE, SYMBOLE D'UNE RESTAURATION

- inspirations composites et souvent hétérogènes, voire antagonistes, comme la plupart du temps pour Vichy
- mais points communs : visent à un ordre social élitiste, respectent la propriété, etc.

1°) L'influence de l'Allemagne

a) Les prélèvements sur l'agriculture

- des accords prévoient livraison denrées aliment.
- All. utilise largement argent des frais d'occupat. pour faire de gros achats sur marché agric. fr.
- > 1 M de paysans sont pris. en All. (36 % des pris.) ⇒ probl. de main-**d'œuvre**
- de plus : STO
- 1943>>> : cet aspect devient + important que la Révolution nationale (2°)

b) Une influence idéologique indirecte

- RN = éco. de g. particulièrement sévère
- certains pensent que les conditions de paix seront + clémentes si la France adopte style du vainqueur
- d'autres sont impress. par succès du Fascisme dans années 30
- propag. Vichy fait vibrer une autre corde : la RN, renouant avec la tradit. fr., ouvre une voie nouvelle entre Fasc. & comm.

2°) Mais surtout le legs d'une idéologie agrarienne pré-vichyste

a) Le contexte économique et social

- poids de la société rurale en France en 1940 :
 - près de 50 % de la pop. totale ; 7 200 000 de ruraux actifs
 - souvenir du poids électoral
- mais en 1940, la soc. rurale stagne :
- * transf. années 20 ⇒ accélération exode rural et crise années 30

* Front populaire n'a pas redressé situation : L. Blum, malgré création Office du Blé ne veut pas aller au-delà des engagements électoraux

* stag. prod. agric. fin années 30

b) Un terrain idéologique préparant Vichy

- une longue histoire idéologique (cf. Barrès)
- des mouvements paysans de droite ⇒ Vichy n'est pas une création ex nihilo
- une bourgeoisie agrarienne de droite souhaite le corporatisme comme rempart contre socialisme
- en + : héritage du catholicisme social (Le Play et autres) : il faut donner aux paysans la juste place qui leur revient
- une idéologie agrarienne avant-guerre & développement de thèses corpo.

Certains, comme l'Union nat. des synd. agric. prise en main par Jacques Le Roy Ladurie, avaient déjà pensé au corporatisme

Cf. Paxton pp. 200-201 : "D'une part, les corpo. s'administrant elles-mêmes sous la dir. des grands producteurs pourraient contrôler le marché, limiter la prod. et éviter un nouvel effondrement des cours mondiaux. D'autre part, elles aideraient à maintenir l'ordre social. L'*unité paysanne*, artifice permettant de résoudre les conflits entre propriétaires et trav. agric., en refusant la notion de classe, répondait à l'optique des industriels affirmant que dans une même branche, ouvriers et dirigeants avaient des intérêts communs beaucoup + que contradictoires."

- des asso. de déf. prof. : Front paysan, Chemises vertes, etc.

c) Un succès pas assuré avant la guerre

- monde rural a conscience dédain du monde politique à son égard
- reproche aux partis de G. mettre probl. ruraux au 2d plan
- pourtant diversité régio. (SW radical, Provence de G.)
- journaux et périodiques de tous bords : *La Terre* (PCF), *La Volonté paysanne* (Calveyrac, SFIO), *Le Cri du sol* (Dorgères)

3°) La Révolution nationale appuyée sur la France profonde

a) Pétain : le mythe du bon berger

- des origines paysannes, Verdun, et un "fantassin" ⇒ un idéal pour le monde rural (cf. biographie dans le dossier biographique)
- nombreux anciens combattants dans campagnes
- régime autoritaire et paternaliste
- idée de reconquête des valeurs perdues

- pop. homme + que régime ; "maréchalisme" & "pétainisme"

b) Un régime qui se veut agrarien

- projet de revalorisation de la terre

- nostalgie de la vie champêtre, canalisée entre deux guerres, partiellement, par renaissance du folklore (ex.: Joseph de Pesquidoux)

- slogans (cf. "La terre, elle, ne ment pas), valeurs (Travail, Famille, Patrie, Terre, effort), avec manichéisme (le reste ment, est sans intérêt, sans idéal, l'agriculture est le seul effort sain, le travail en soi)

⇒ "homélies" de P. : "Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friches, c'est une portion de F. qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de F. qui renaît." (25 juin 1940)

- symbole de la ville de Vichy (loin de Paris et des grandes villes de zone libre), France profonde, dont la ville de Vichy aura beaucoup de mal à se remettre !

- mythe de l'unité paysanne, de la "classe paysanne"

- notion morale: liens Terre-morale-religion ⇒ hagiographie maréchaliste et RN

- une réponse à la décadence, comme de nombreux éléments de la RN.

* Cf. Paxton p. 196 : "Les ruraux, parce qu'ils vivent en autarcie, sont la force du pays et les citadins sa faiblesse ; pour les réactionnaires fr., c'est là un article de foi. La famille paysanne, féconde, terre à terre, solidement insérée dans la hiérarchie sociale tradit., est l'antidote des masses urbaines décadentes, utopiques, déracinées."

* La F. a été punie en 1940 pour s'être éloignée du monde rural, qui faisait sa force

⇒ une atmosphère d' "ordre moral", de xénophobie, de racisme

⇒ certaines réglementations vont aller à l'encontre de certains agric. (cf. bouilleurs de cru)

c) L'impact du projet

- besoin de la France rurale de s'accrocher à des valeurs "fondamentales"

- rôle de l'information, de la radio, des journaux, grands discours, etc.

- propagande efficace au début

- simplisme qui plaît

- pauvreté de l'iconologie, style paternaliste

d) Allégories et images

- imagerie de Vichy, imprimeries zone Sud, affiches, photos

- terre comme symbole, allégories et métaphores de l'agriculture pour tout expliquer

P. = bon pasteur (instituteurs = mauvais bergers)

Cf. le chêne de 300 ans de la forêt de Tronçais, baptisé "Maréchal Pétain" : "Voici **votre chêne (...)** Il est toujours jeune et vivace comme vous, monsieur le Maréchal !"

Cf. les abécédaires (P. caresse un mouton, par ex.)

- littérature de Giono :

* son "théâtre rustique" : *Le Bout de la route* (1941), *La Femme du boulanger* (1944)

* ses romans : *L'Eau vive* (1943)

- travaux des folkloristes (cf. Varagnac)

- le paysan en tant que symbole :

* éloge du p. dans discours est un autre moyen de gagner au régime la majo. de la pop. rurale (cf. nombreuses visites de P. dans provinces)

* paysan = vrai Français, avec une certaine ressemblance avec P. :

"Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominant l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient. C'est un chef."

- adéquation terre/patrie :

* avec notion de sacré

* la terre représente la France inaliénable à une époque où la souveraineté fr. est remise en cause

Quelle est, derrière cette phraséologie, la réalité de l'action gouvernementale ?

II. CONCRETISATION : CORPORATISME ET ETATISME

1°) Les réalisations économiques

a) Quels dirigeants ?

- les dirigeants tradit. l'emportent sur les imitateurs du fascisme (c. Dorgères)

Paxton p. 201 : "En agriculture, comme dans tout autre secteur, ce sont les traditionalistes qui dominent aux 1ers jours de Vichy."

incarnation : Pierre Caziot, min. Agric. >>> avril 1942 : « Avec sa moustache à la Vercingétorix et ses litanies champêtres, il personnifie la victoire des propriétaires terriens sur les bureaucrates. » (*idem*)

- conforme à l'importance donnée à l'agriculture familiale, qui, d'après P., cf. discours 12 oct. 1940, constitue "la principale base éco. et soc. de la France."

- mais de quels conservateurs s'agit-il ?

* si la plupart des dir. de l'agric. de la période de Vichy ont été désireux de changements et de réformes

* seule une minorité appartenait à la génération de P., celle des propriétaires paternalistes à l'ancienne mode, résolus à maintenir les droits de la propriété et des relations de type féodal entre propriétaires et fermiers ou métayers

* la majo. faisait partie de cette nouvelle génér. de conservateurs agraires qui s'était affirmée après 1930, des hommes qui dirigeaient eux-mêmes de grandes ou de moyennes exploitations, ou leurs fils (on les trouve surtout à l'U.N.S.A.)

b) La loi Caziot du 9 mars 1941

- facilite le remembrement

va + loin que loi du 27 nov. 1918 (≥ 2/3 paysans doivent consentir) : **vote majoritaire** et l'État peut proposer (dispositions qui seront conservées après la Libération)

- accorde facilités de crédit pour réfection des bâtiments (plusieurs cent. milliers demandes de prêts)

- modifie textes sur héritage, afin que tout domaine puisse être laissé au fils qui veut le cultiver

- favorise études d'agronomie

- encourage fermier à améliorer habitat en obligeant propriétaire à rembourser la valeur ajoutée à l'expiration du bail

c) Le corporatisme

- Cf. I. Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980, 414 p.

- dans l'agric., c. dans ind., Vichy sacrifie ses rêves nostalgiques à la modernisation et à la puissance de ceux qui ont le sens de l'organisation et de l'efficacité

⇒ dirigeants des cartels passent au 1er plan

⇒ la réglementation du marché par les prod. eux-mêmes est le fin mot du corpo.

- gouv. entérine par la loi du 2 déc. 1940 la Charte paysanne présentée par les chefs de file du corporatisme paysan Le Roy Ladurie et Louis Salleron. Avec structures horizontales (X str. verticales corpo. alldes et ital. ⇒ une inspiration exclusivement fr.)

- mais :

* corpo. paysanne ne voit que lentement le jour

* heurt Caziot (dirigiste) - Salleron (corpo.) à propos du rôle de l'État, tranché lors de la constitution du 2e gouv. Laval (avril 1942) : Le Roy Ladurie prend double portefeuille de l'Agric. & du Ravitaillement

* mais Le Roy Ladurie démiss. bientôt

* réforme 16 déc. 1942 réduit autonomie de la Corpo. paysanne

* l'agriculteur appartient à des synd. locaux corpo., qui sont coiffés par des Unions rég. ou dép., et finalement par Conseil corpo. national, qui dépend du min. de l'Agric.

* l'adhésion au synd. n'est pas obligatoire, mais celui-ci est tout-puissant, puisque ses décisions sont applicables à tous les agric., que c'est lui qui est maître du crédit agricole, qu'il fournit les produits nécessaires ou assure l'écoulement des surplus, qu'il fixe à chacun les livraisons obligatoires. C'est par son intermédiaire que l'État dirige la prod. et satisfait aux réquisitions de l'occupant

- élections (insolites) aux postes de syndics en 1943 & 1944

- corporations deviennent en fait (pénurie des denrées alim.) des org. de contrôle admin.

- beaucoup de questions clefs quant à l'org. ne sont pas tranchées encore en 1944 !

- ~~parti de la notion de corporatisme d'asso. le rég. de Vichy a pratiqué le corpo. d'État~~

- la majeure partie des réformes agraires mises en œuvre par Vichy fut conçue et rédigée au min. de l'Agric. plutôt que dans bureaux de la Corpo.

- pourtant, côté constructif :

* a contribué à inculquer idée d'union des paysans

* a accéléré ascension d'une élite paysanne (les "syndics" de la Corpo. sont des exploitants)

* se référant à une idéologie très diff., la CGA utilise 1944-1948 son œuvre et qqunes de ses structures.

* Mais surtout les Chambres d'Agriculture (recréées 1948) accueillent en masse les anciens de la Corpo. paysanne.

* Tous les présidents et SG FNSEA >>> 1961 ont fait partie de la Corpo. !

d) Les autres mesures

- juillet 1940 : taxation des prix et des salaires

- priv. des bouilleurs de cru supprimé 7 août 1940

- le "retour à la terre" est officiellement encouragé par :

* 30 mai 1941 : institution du pécule de retour à la terre. Il faut être marié et aller exploiter une ferme durant 10 ans. On reçoit un pécule de 50 % du montant cumulé du salaire et des allocations antérieurs

* des subventions aux familles qui reprendraient fermes abandonnées

seules 1561 familles demandent (& 409 échouent)

* 30 juillet 1940 : Chantiers de Jeunesse (mettent pendant 9 mois tous les jeunes Français de 20 ans dans un camp, loin de l'influence nocive de la ville)

+ en 1941 (30 mars) : Service civique rural obligatoire (de 17 à 21 ans)

* vaste propagande pour ce retour à la terre, dont part perso. de Pétain (discours, comme celui de Pau en avril 1941)

- un statut des haux ruraux promulgué 1943 pour préserver droits des fermiers

Ce statut fut une des rares réformes de la période de Vichy qui fût conçue dans bureaux de la Corpo. paysanne

- parallt., mesures pour revaloriser l'artisanat rural

Conclusion du II. 1°):

Les impératifs du ravitaillement font que Vichy encourage de + en + la productivité et non l'exploitation familiale ⇒ les aspects "doctrinaux" déclinent

Cf. Paxton, p. 204 : "L'avenir appartient de toute évidence à la grande exploitation moderne et non pas à la polyc. vieillotte, comme le donne à penser l'évolution politique de Vichy. Le petit paysan va perdre pied avec les traditions qui le soutiennent. Après la guerre, ceux qui veulent sacrifier la production à la paix sociale ne sont plus qu'une poignée."

2°) L'encadrement de la société rurale : administration, famille et éducationa) Administration ⁴²⁵

- société rurale peu touchée par les remplacements des conseils municipaux par des municipalités contrôlées par le gouvernement (dans communes > 2 000 hab.)
- mais surveillance au niveau local : les pouvoirs des conseils d'arr. & des conseils généraux reviennent, pratiquement, aux préfets et aux sous-préfets seuls
- importance des anciens comb. en milieu rural
- création de la Légion des Combattants (août 1940) : encadrement communal et départemental

b) Exaltation de la famille

- base de la société, la fam. rurale est un exemple (prestige du père, notion d'unité de la propriété, etc.)
- famille rurale, famille saine & pratiquante
- famille rurale = fécondité, religion & mentalité conservatrice
- France rurale concernée en priorité par mesures comme aide aux familles (cf. reprise fécondité), etc.
- mesures morales (cf. X bouilleurs de cru, voir plus haut)

c) Mesures concernant l'éducation

- X instit.-secr. de mairie, franc-maçon & symbol. la IIIe : loi du 17 juillet 1940 + circulaires du 16 août autorisent révocation des fonctionnaires pour motifs politiques
- gestes montrant intérêt pour ens. dans campagnes :
- * visites Pétain aux écoles rurales zone libre (ex. : 13 octobre 1941, village de Perpigny dans l'Allier, "Message du Mal Pétain aux écoliers de France")

3°) L'opinion

⁴²⁵ Cf. M.O.Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

a) Le mythe du paysan-roi

- au vu de l'attention que semble leur porter l'État, privilèges apparents des ruraux
 - de fait, plus de facilités pour s'approvisionner (autoconsommation double entre 1940 & 1950, situation priv. par rapport aux citadins, cf. abattage clandestin, cf. Grenadou, *paysan français* ⁴²⁶)
 - ruraux moins touchés que citadins par risques de bombardement ⁴²⁷, etc.
 - bénéfice du marché parallèle, dit "marché noir", moyen de survivre
 - fournissent ce marché
 - ceci concerne bien les ruraux (cf. commerçants de villages, « BOF »)
- ⇒ importance pour l'après-guerre et mentalités (clivage dans population) : accapareurs ?
 profiteurs ? usuriers ? Vision partielle, pour le moins

b) Les aspects culturels

- orientation agrarienne est sensibilité assez générale, grâce à une ambiance d'avant-guerre et à certains aspects culturels, dont beaucoup sont apparus avant-guerre
- valeur éthique de la terre suscite nombreux dithyrambes
- importance de l'étude et de la présentation du passé (rural) : Sully, Olivier de Serres, etc.
- rééditions à succès : G.Roupinel, *Histoire de la campagne française* de 1932
- publications nouvelles : H.Pourrat (1887-1959, *L'homme à la bêche, histoire du paysan à travers les âges*, 1941, A.Dauzat, *Le village et le paysan de France*, etc.
- goût pour les "vertus paysannes" ⇒ vogue de Pesquidoux, Ramuz, Pourrat, Gustave Thibon, Giono, etc.
- ce sens des valeurs terriennes prenait souvent une tonalité religieuse
- cinéma :
- * en bonne partie thuriféraire des thèses de la Rév. nat., mais apport de Jacques Siclier, *La France de Pétain et son cinéma*, Editions Veyrier, 1981, 460 p.
- * déjà Marcel Pagnol dans *La Fille du puisatier*, achevé fin 1940, préfigure, avec tous thèmes + scène où tous protagonistes écoutent à la radio l'appel du Mal Pétain faisant don de sa personne à la France (dans version de la Libé., c'est le discours du 18 juin !)
- * Émile Couzinet, *Andorra ou les hommes d'airain* (se passe en Andorre)
- * Léon Poirier, *Jeannou* : terre du Périgord où gisement de lignite qu'un vieux noble se refuse à exploiter

⁴²⁶ Grenadou note lui-même qu'il engraisse

⁴²⁷ L'histoire du bombardement des villes françaises a été esquissée par Danièle Voldman, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », dans Collectif, *La violence de guerre. 1914-1945*, Complexe, 2002, 348 p., pp. 151-173

* Pierre de Hérain, *Monsieur des Lourdines*, domaine vendéen ruiné par l'existence dissolue et parisienne du fils, d'après l'œuvre d'A. de Châteaubriant

III. LES ÉCHECS D'UNE FAUSSE RÉVOLUTION AGRARIENNE1°) "Des doryphores sur les pommes de terre"

expression d'époque, souvent citée

a) Le poids de la présence de l'occupant

- séquelles de la guerre et stigmates de la défaite
- agric. en diff. car privée de la "zone occupée" (et des autres), soumise au poids des prélèvements allemands & à l'incohérence des systèmes de distribution
- entretien des soldats allemands + prélèvements (pour la viande, les All. prél. autant que les paysans pour l'abattage familial)
- logique : France considérée par Hitler comme un potager et comme "un pays de terriens pouvant assurer certaines prod. dans le domaine de la mode."

Cf. Bernanos : "M.le maréchal Pétain vient d'annoncer au monde l'avènement d'une France agricole devenue le paisible potager de l'Europe totalitaire et chargée de ravitailler en légumes frais les ouvriers des gig. usines allemandes."

b) Une agriculture manquant de bras et d'engrais

- prisos. de guerre
- lassitude car ne rentrent pas et devant la "relève"
- STO 1943>>>
- travail forcé
- engrais :...

c) Les conséquences

- mécontentement croissant : nombreux rapports et notes confidentielles montrent que Vichy en a conscience. Note du cabinet de P. en 1943 : "L'état d'esprit général des masses paysannes s'aggrave de + en +"
- résistance paysanne, etc.

2°) La réalité économique de Vichy : une restauration en trompe-l'œila) Les ruraux ne sont pas vraiment privilégiés par Vichy

- derrière façade & discours
- s'ils traversent la guerre avec moins de diff. que citadins, c'est à la possibilité d'autoconsommation qu'ils le doivent plus qu'aux mesures du gouvernement
- bien sûr, div. régio. (zone libre favorisée de fait grâce à sa richesse éco. : 70 % du blé, 85 % du beurre, 65 % de la viande, 100 % du sucre, etc.)

- tous les ruraux ne sont pas petits commerçants ou paysans : certains ne peuvent pas être vendeurs au marché noir

b) Persistance de problèmes graves pour l'agriculture

- importance de la pression fiscale
- insuff. salaires des ouvriers agric.
- paysans qui thésaurisent ne peuvent pas acheter beaucoup (faiblesse de l'offre)

c) La réalité des choix vichyssois

- rejet du capitalisme = condamnation de façade
- derrière préférence off. pour formes tradit. de l'éco. et prof. foi anticapit., la réalité est toute autre
- grande ind. fav. dans pratique (comités d'organisation dès août 1940), avec imp. du grand patronat et non des PME
- dirigisme de l'agric. ressenti de + en + comme une entrave d'autant qu'il ne permet pas de résoudre les diff. d'approv. (engrais, machines)
- un aspect technocratique du régime, peu compatible avec la réalité, et avec les intentions profondes
- faiblesse par rapport à l'événement, sur lequel Vichy n'a aucune prise : raison principale de l'échec
- un Vichy pas aussi systématique qu'on le dit, ou pas dans le sens qu'on dit !

3°) Des échecs de Vichy à la résistance paysanne

a) Insuffisance et donc échec des principales mesures

- échec du retour à la terre (peu de citoyens convaincus)
- échec des aides aux familles (inflation) ⇒ monde rural revendique en 1943 & 1944 un relèvement des allocat. familiales agric.
- la prod. n'a pas augmenté
- échec de la conquête et de la surveillance des esprits :
 - * purges des instit. n'ont touché que 2 % d'entre eux
 - * en milieu rural, les 130 000 instit. aiguillent les comportements de la pop. dans un sens fav. à l' "esprit de résistance"
 - * absentéisme massif des écoliers en milieu rural
 - * lassitude vis-à-vis de la propagande & responsables de Vichy tenus pour responsables de la situation

b) Une résistance paysanne ⁴²⁸

- toutes conditions générales
- communistes (entre autres) cherchent (et parviennent) à noyauter les organismes corporatifs de Vichy pour gagner les paysans à la Résistance
- parution clandestine de *La Terre* (comm.)
- tracts, etc.
- **participation à la résistance armée, ...**
- mais aussi rés. éco. (ex. printemps 1944, paysans corréziens s'opposent aux livraisons à l'Allemagne, par une vente directe aux Français)
- popularité de Pétain subsiste, mais pas celle de Laval, ni celle de Vichy
- cf. *Le Chagrin et la Pitié* ; Grenadou (voir cours GÉS-7) en fait un peu, sur le tard, notamment en cachant Maurice Clavel et Sylvia Monfort. Il évoque dans ses souvenirs ⁴²⁹ Jean Moulin, il a « fait l'exode »,

c) Georges Rouquier, Farrebique

□ en 1944-1945, Georges Rouquier, qui avait pendant la guerre réalisé de petits films documentaires (*Le Tonnelier*, 1942, 23 mn, par ex.) et expérimenté la prise de vues en accéléré (croissance des végétaux par ex.), filme sur quatre saisons une famille paysanne, **la sienne, à Goutrens, dans l'Aveyron.**

□ Il en tire en 1946 le film Farrebique, du nom de la ferme, qui obtient de nombreux prix et un grand succès public. Pourquoi ?

□ **L'aspect naturaliste, la proximité discrète avec la réalité paysanne sans le ridicule des pagnolades et le « blanchiment » des thèmes vichystes : Travail et Famille sont très présents, sans la moindre connotation venue de l'actualité récente et en l'absence de la Patrie** (une seule très brève allusion, banale, générationnelle, à la Première Guerre mondiale).

CONCLUSION

- triste situation de l'agriculture en 1944
- diff. géographiques
- clivage ruraux/citadins
- des espoirs pour l'après-guerre (et Vichy a amorcé le tournant de l'après-guerre quant à l'organisation)

⁴²⁸ Elle est longuement évoquée, par sept intervenants, dans J.Sainclivier & Chr.Bougeard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p., 3^e partie.

⁴²⁹ E.Grenadou & A.Prévost, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p.

- Vichy a accéléré l'exode rural ⇒ échec du retour à la terre ⇒ paradoxe !
- La « révolution silencieuse » (M. Debatisse) des paysans
- mais affiche de la « force tranquille » en 1981 !
- **et reportages sur F. Bayrou lors campagne présidentielle de 2007...**

3°) Commentaire d'un discours de Pétain

DISCOURS RADIODIFFUSÉ DE PÉTAÏN

DU 11 OCTOBRE 1940 (L' "ORDRE NOUVEAU")

Français, la France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire.

Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique. Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient...

Jamais, dans l'histoire de la France, l'État n'a été plus asservi qu'au cours des vingt dernières années. Asservi de diverses manières : successivement, et parfois simultanément, par des coalitions d'intérêts économiques et par des équipes politiques ou syndicales prétendant, fallacieusement, représenter la classe ouvrière. [...]

Inspirée, tout à tour, par un nationalisme ombrageux et par un pacifisme déréglé, faite d'incompréhension et de faiblesse — alors que notre victoire nous imposait la force et la générosité —, notre politique étrangère ne pouvait nous mener qu'aux abîmes. Nous n'avons pas mis plus de quinze ans à descendre la pente qui y conduisait.

Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les chambres, la guerre, presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avons su ni l'éviter ni la préparer.

C'est sur cet amas de ruines qu'il faut, aujourd'hui, reconstruire la France.

L'ordre nouveau ne peut, en aucune manière, impliquer un retour, même déguisé, aux erreurs qui nous ont coûté si cher, on ne saurait davantage y découvrir les traits d'une sorte d' "ordre moral" ou d'une revanche des événements de 1936. [...]

Indépendante du revers de ses armes, la tâche que la France doit accomplir l'est aussi et à plus forte raison des succès et des revers d'autres nations qui ont été, dans l'histoire, ses amies ou ses ennemies.

Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces amitiés ou de ces inimitiés, dites traditionnelles, qui n'ont, en fait, cessé de se modifier à travers l'histoire pour le grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes.

Le régime nouveau défendra, tout d'abord, l'unité nationale, c'est-à-dire l'étroite union de la Métropole et de la France d'outre-mer.

Il maintiendra les héritages de sa culture grecque et latine et leur rayonnement dans le monde.

Il remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui, renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la collaboration internationale.

Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins. Elle sait d'ailleurs que, quelle que soit la carte politique d'Europe et du monde, le problème des rapports franco-allemands, si criminellement traité dans le passé, continuera de déterminer son avenir.

Sans doute, l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, choisir entre une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration.

Le choix appartient d'abord au vainqueur ; il dépend aussi du vaincu. Si toutes les voies nous sont fermées, nous saurons attendre et souffrir. Si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humiliation, nos deuils, nos ruines, en présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire, nous saurons dominer notre défaite.

Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fautive de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des "chances" données à tous les Français de prouver leur aptitude à "servir".

Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie française. [...] On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes et les ont dressées les unes contre les autres.

Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous. [...]

L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'État, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers. [...]

Nous ne perdrons, en réalité, certaines apparences trompeuses de la liberté que pour mieux en sauver la substance.

L'histoire est faite d'alternances entre les périodes d'autorité dégénérant en tyrannie et des périodes de libertés engendrant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et des libertés. [...]

Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons, ont d'abord le devoir de travailler. Ceux qui méconnaîtraient ce devoir ne mériteraient plus leur qualité de citoyen. Mais tous les Français ont également droit au travail. On conçoit aisément que, pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique. Après une période transitoire, pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire, nous pourrons dans une économie organisée, créer des centres durables d'activité où chacun trouvera la place et le salaire que ses aptitudes lui méritent. [...]

Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers.

Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous. Les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'État, la rédaction et l'exécution des conventions de travail. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur, en améliorant ses conditions de vie, jusque dans sa vieillesse.

Elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des *lock-out* et des grèves, par l'arbitrage obligatoire des tribunaux de travail. [...]

Devant la faillite universelle de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour, et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

Deux principes essentiels nous guideront : l'économie doit être organisée et contrôlée. La coordination par l'État des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Bien loin donc de brider l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles, en la subordonnant à l'intérêt national. La monnaie doit être au service de l'économie ; elle doit permettre le plein essor de la production, dans la stabilité des prix et des salaires.

Une monnaie saine est, avant tout, une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des hommes. Notre nouveau système monétaire ne devra donc affecter l'or qu'à la garantie des règlements extérieurs. Il mesurera la circulation intérieure aux nécessités de la production.

Un tel système implique un double contrôle :

- sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des changes pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers ;
- sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, d'empêcher les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits.

Ce système ne porte aucune atteinte à la liberté des hommes, si ce n'est à la liberté de ceux qui spéculent, soit par intérêt personnel, soit par intérêt politique. Il n'est conçu qu'en fonction de l'intérêt national. [...]

Telle est aujourd'hui, Français, la tâche à laquelle je vous convie. Il faut reconstruire.

Cette reconstruction, c'est avec vous que je veux la faire... Bientôt, je vous demanderai de vous grouper pour qu'ensemble, réunis autour de moi, en communion avec les anciens combattants déjà formés en légion, vous meniez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale.

DISCOURS RADIODIFFUSÉ DE PÉTAIN
DU 11 OCTOBRE 1940 (L' "ORDRE NOUVEAU")

- le 1^{er} des grands messages de Pétain (les *Paroles aux Français*). Destinataires : les " Français ", ce qui est lourd de sens restrictif

- 5 millions de postes TSF

- Le pétainisme (ou vichysme), doctrine traditionaliste de la Révolution nationale, puise à tous les courants de pensée réactionnaires depuis la Révolution française.

- L'antilibéralisme de Vichy s'inspire des théoriciens de la Contre-Révolution comme Joseph de Maistre et Louis de Bonald ; sa critique de la société industrielle, de la pensée de Le Play ; son corporatisme, des chefs de file du catholicisme social, Albert de Mun et René de La Tour du Pin ; son discours de " *redressement intérieur*" rappelle les analyses de Renan (*La Réforme intellectuelle et morale*, 1871) et de Taine au lendemain de Sedan ; son antisémitisme s'inscrit dans le droit fil de Drumont (*La France juive*, 1886) ; son nationalisme fermé doit beaucoup au Barrès des *Scènes et Doctrines du nationalisme* (1902) ; sa mystique nationale, au Péguy de *Notre Patrie* (1905). L'influence de Charles Maurras (1868-1952) est importante sans être exclusive. Le vieux chef de l'Action française, idéologue infatigable du nationalisme intégral, salue l'arrivée au pouvoir de Pétain comme une " *divine surprise*" : il soutient avec ardeur la Révolution nationale et se rallie à la collaboration d'État pourtant contraire au principe de la " *seule France*".

- Des maurrassiens, pour la première fois, accèdent aux commandes de L'État, hauts fonctionnaires comme Henri Du Moulin de Labarthète (directeur du cabinet civil de Pétain) ou ministres comme Raphaël Alibert (à la Justice).

- Le traditionalisme de Vichy se nourrit également de l'esprit ancien combattant attaché aux valeurs militaires du " *devoir*", de l'" *obéissance*" et du " *sacrifice*". La Révolution nationale est enfin l'héritière des renouveaux du nationalisme des années Trente. Elle reprend de nombreux thèmes des ligues de droite, tout particulièrement des Croix de Feu. Elle prolonge aussi les idéologies de troisième voie esquissées par les intellectuels " *non conformistes*" (comme les a appelés l'historien J.-L. Loubet del Bayle) rejetant le libéralisme comme le marxisme : on trouve à Vichy des représentants de leurs recherches doctrinales, d'inspiration spiritualiste (Robert Aron d'*Ordre Nouveau*) ou technocratique (Jean Coutrot du groupe " *X-Crise*").

- La synthèse de tous ces courants idéologiques est faite par les théoriciens du régime (le juriste Raphaël Alibert, l'écrivain Henri Massis, les philosophes René Gillouin et Gustave Thibon) mais ne débouche pas sur une doctrine précise : pour le grand public, la Révolution

nationale se confond avec le moralisme sentencieux des nombreux discours du maréchal Pétain (pas moins de 123 du 17 juin 1940 au 20 août 1944).

- D'une voix chevrotante et dans un style sec tournant à l'aphorisme, le chef de l'État français se fait le guide d'une politique de réaction triomphante.

- Les auteurs du présent discours sont, en fait, comme pour beaucoup de discours de P. (P. fait préparer ses discours, puis leur impose son style), Gaston **Bergery** (venu du personnalisme, fondateur du Frontisme) et Henri **Du Moulin de Labarthète** (autre collab. de Pétain, chef du cabinet civil, venu de l'AF)

- Front commun esquissé mars 1933 par Gaston **Bergery** (rad.), Georges Monnet (SFIO) & Jacques Doriot (PCF). Hostilité de la SFIO & réserve du PC ⇒ le "frontisme" continue avec seulement G. Bergery (un des espoirs du parti rad., à la gauche du parti), et il évolue dans un sens à la fois anticomm., anticapit. & antiparlementaire. Bergery est partisan d'un vaste rassemblement des travailleurs organisés en syndicats et en coopératives

- Illustre bien le projet de Vichy : une remise en cause de la démocratie libérale, issue de la longue tradition idéologique hostile à 1789

- style & vocabulaire simples, voire simplistes. Ton paternaliste. Une pédagogie de grand-père, pas d'oncle Paul

- contexte historique :

- apogée de la Révolution nationale. L'idéologie dominante : le traditionalisme

- 3 octobre : premier Statut des juifs.

- revenant, en oct. 1940, d'un voyage off. en Savoie, Bergery, collab. de P., informe Du Moulin de L., autre collab., qu'il est décidé à quitter Vichy, où il ne peut se faire entendre.

- Il lui remet une sorte de testament politique, d'env. 30 p.

- P., à qui Du M. a communiqué le factum, le trouve excellent, et décide de le lire à la radio, mais après qq modif. & allègements

- un "comité de réd." (Bergery, Du M., 3 min. hostiles à Laval : Huntziger, Bouthillier, Belin, min. du Travail et de la Prod. ind.) se réunit et complète le texte de B., que Du M. réécrit en le condensant

- Laval, mis au courant, obtient qq modif.

- en définitive, le discours est lu, à la radio, par Jean-Louis Tixier-Vignancour, secrétaire d'État chargé de l'Info.

- sur tout ceci : voir A. Slama, "Les messages, déclarations et discours du maréchal Pétain", rapport au Colloque *Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale*, Armand Colin, 1972

- rappel : rencontre de Montoire le 24 oct. 1940 (donc après)

- centres d'intérêt :

- 5 "parties" dans le texte du discours :

- 1 : critique de la III^e Rép.
- 2 : déf. du "véritable nat." (= politique ext.)
- 3 : aspects sociaux (avec aspects politiques épars)
- 4 : l'éco. org. et contrôlée (avec aspects politiques épars)
- 5 : conclusion (politique)

- => Il parties dans notre comm. :

- I. Aspects politiques (1 + 2 + aspects politiques épars dans 3 & 4 + 5)
- II. Aspects éco. & soc. (3 + 4)

I. LES ASPECTS POLITIQUES DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

1°) Critique et condamnation de la III^e République (1^{ère} partie du texte)

a) Rappels

- = critique de la "démocrasouille" (Pierre Pucheu, ancien de la rue d'Ulm !). Une rupture du consensus républicain, latente depuis les années 1930 : la crise du consensus républicain a nourri une vive aspiration à l'unité nationale
- les attaques X III^e ont été nombreuses dès les débuts de Vichy
- cf. R.O.Paxton : "Même s'il y avait eu peu de Français pour souhaiter du nouveau avant 1939, la défaite eût nécessairement discrédité la III^e Rép., tout autant qu'elle avait déconsidéré le Second Empire ; et plus encore même, car avant la guerre déjà, le mécontentement grondait dans le pays, qui voulait ce changement, dont l'avaient en grande partie frustré une opp. incohérente et un gouv. paralysé par un équilibre négatif." (pp. 137-138 de R.O.Paxton, *La France de Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1973, 380 p., réédition, coll. "Points")

b) Asservissement de l'État

- en apparence, P. frappe à droite et à gauche
- en réalité vise surtout le Front populaire
- cf. la dissolution des associations secrètes (vise la FM) le 13 août 1940

c) Les errements de la politique extérieure

- une "descente aux abîmes" (l. 12-16) :

- "nat. ombrageux" = Poincaré (cf. Laval, qui a voté X le Traité de Versailles)
- "pacif. déréglé" : Briand ou + globalement les milieux de gauche

- la guerre de 1939-1940 :

- déclaration irréfléchie ("Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les chambres, la guerre, presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avions su ni l'éviter ni la préparer.") :

* le 1er sept., le conseil des min. décide la mobil. gén.

* le 2, le parlement accorde crédits exceptionnels nécess. à la g., sans voter la déclarat. de guerre (notifiée à l'All. le lendemain) car ce n'est pas constitut. nécess.

* question de l'opportunité de la déclarat. a resurgi de nombreuses fois

- impréparation ⇒ Ille est responsable de la défaite

• Une interprétation politico-morale des défaites : comme aux débuts de la Restauration et de la III^e République, la droite traditionaliste s'appuie sur une interprétation morale et politique de la défaite présentée comme un châtement mérité en punition d'un processus de décomposition et d'aviissement de la nation commencé avec la Révolution française, source de tous les maux. Pour les traditionalistes de 1871, la décadence avait été accélérée par l'hédonisme du Second Empire ; pour ceux de 1940, la responsabilité du désastre incombe plus particulièrement au Front populaire coupable à leurs yeux d'avoir aggravé l'indolence de la société. Le pétainisme installe un climat de repentir national dont témoigne en 1940-1941 une volumineuse littérature d'expiation qui pousse les Français à l'examen de conscience et au *mea-culpa* collectif : entre autres titres, *Après la défaite* de Bertrand de Jouvenel (1940), *Chronique privée de l'an 1940* de Jacques Chardonne (1940), *Le Journal de la France* d'Alfred Fabre-Luce (1941), *Le Solstice de juin* de Henry de Montherlant (1941), *La Moisson de Quarante* de Jacques Benoist-Méchin (1941), *La seule France* de Charles Maurras (1941), *Les Idées restent* de Henri Massis (1941)... " *La France est bruissante de millions de confiteor*", écrit Fabre-Luce. Le défaitisme expiatoire de l'ultra-droite réclame une pénitence d'autant plus grande que le traditionalisme, minoritaire et écarté des responsabilités tout au long de la III^e République, prend en 1940 une grande revanche historique sur toutes ses défaites politiques : 1936 bien sûr mais aussi 1924 (le Cartel des gauches), 1902 (le Bloc des gauches après l'affaire Dreyfus), 1889 (l'échec du boulangisme), 1877 (défaite de Mac Mahon), etc., trame chronologique de l'échec répété et du ressentiment accumulé depuis 1789 au cours de ce que Maurras nomme " *cent cinquante années d'erreur*".

Conclusion du 1°) : un "amas de ruines", ces "erreurs qui nous ont coûté si cher" (*leitmotiv de Vichy*)

2°) Aspects politiques internes (relativement peu développés, et épars)

a) Précaution de Pétain : l'ordre est "nouveau"

- l. 21-24, faciles à commenter
- cf. les projets constitutionnels de Vichy (plus tard)

b) La liberté

- cf. l. 62-63 : "L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'État, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers", passage particulièrement fumeux, comme les deux § qui, suivent !
- beaucoup avait réclamé, dès les années 30, un exécutif fort (et ils venaient d'horizons variés)
- un certain nombre de libertés civiques avaient déjà été supprimées au début des hostilités. Le nouveau régime pousse + loin tous ces expédients de la Rép. et avoue + franchement leur connotation autoritaire

c) La mystique de l'union nationale (à la fin du texte)

- **autour du chef** (2 fois "je", 1 fois "moi", "ensemble, réunis autour de moi"). Pétain légiférait en souverain : chaque texte de loi, par ex., était précédé de la formule : "nous, Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'État, décrétons..."
- **une phrase pseudo-rév.** :
 - "pour qu[e...] vous meniez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale."
 - 1ère fois que P. emploie le mot "révolution", il a longtemps résisté ! Dans le texte, il a >>> là parlé de "régime nouveau", d' "ordre nouveau"
 - allusion aux Anciens Combattants (" en communion avec les anciens combattants déjà formés en légion") :
 - * un probl. s'était posé dès le départ : quel serait le maillon entre le pouvoir souverain et la population ?
 - * en juillet 1940, plusieurs vichystes de la première heure (Déat, cf. biographie dans le dossier biographique, Bergery) cherchent à créer un parti unique qui aurait constitué, sur le modèle des États totalitaires, le fer de lance du nouveau régime. Mais Pétain s'y refuse.
- **Pour relayer la Révolution nationale auprès des masses, il préfère la solution que lui propose Xavier Vallat, alors secrétaire général aux Anciens combattants** : profiter de la fidélité des anciens combattants au " *vainqueur de Verdun* " pour en faire la courroie de transmission entre le pouvoir et la population. **En août 1940, toutes les associations d'anciens combattants sont fondues dans une organisation unique, la Légion française des**

combattants (LFC). Définie comme “ *les yeux et les oreilles du Maréchal*”, elle reçoit la mission de diffuser dans le pays les principes pétainistes. Mais interdite par les Allemands en zone nord, son action se limite à la zone non occupée où, tout de même, plus d'un million et demi de combattants y adhèrent (anciens de 1914-1918 et de 1939-1940).

* les mouvements de l'entre-deux-guerres ont été une "préface à Vichy" (A.Prost). P. a épousé les desiderata exprimés dans l'entre-deux-g. par les org. d'Anciens Combattants (nombreux textes "prémonitoires" peuvent être cités, dont sur la réforme de l'État)

- appel à la fraternité nationale

3°) La politique extérieure (2e partie du texte)

a) Xénophobie et repli sur soi (deux premiers §)

- visé en clair l'Angleterre

- souvenir de Mers-el-Kébir, 3 juill. 1940, raid fr. / Gibraltar, 5 juill., Dakar, sept. 1940

- des cerveaux fertiles de Vichy, tirant des conclusions géopolitiques hardies de la vague d'anglophobie qui avait déferlé, virent même la possibilité d'étendre les possessions colo. aux dépens de la Grande-Bretagne !

- souvenir de l'AF (cf. Maurras : "la France seule !")

- la défaite avive encore une xénophobie de défense qui n'avait fait que croître au long des années 30

- C'est Pétain lui-même qui, en 1920-1922, avait imposé, contre Foch, un caractère défensif à l'Armée française, alors qu'il était VP du Conseil sup. de Guerre, puis Inspecteur général de l'Armée

- couverture démagogique : "pour le grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes" (l. 30-31). Visé tous les types d'emprunts et, pour les trafiquants, Basil Zaharoff, marchand d'armes britannique d'origine grecque, grand patron de la société Vickers-Armstrong

b) Le "véritable nationalisme"

- repli sur l'Empire :

- cf. l. 32>>>

- courant, antérieur à Vichy, né après Munich

- Vichy s'est efforcé, avec succès, sauf en AEF, d'empêcher la dissidence gaulliste

- Vichy n'a d'ailleurs pas que des objectifs défensifs : Laval et Darlan essaient d'intéresser le Reich à un même projet : la France serait pour l'Europe nouvelle le lien colo. et maritime avec l'hinterland africain. Le 1er coup de sonde est lancé, presque d'emblée, en juillet 1940
- de Gaulle répondra, en quelque sorte, le 27 oct., à Brazzaville, en instituant un " Conseil de Défense de l'Empire "
- nationalisme culturel :
- cf. l. 34-35
- héritage de l'AF
- type de l'idée creuse : les l. 36-38 !

c) La collaboration (l. 37-42)

- mot y est deux fois
- appel du pied très net
- netteté de l'offre de collab. à l'All. (cf. idée-force de Paxton : "La collab., ce ne fut pas une exigence all. à laquelle certains Fr. ont répondu, par sympathie ou par ruse. Ce fut une proposition de la Fr., qu'Hitler repoussa en dernière analyse." (p. 59)
- aspect masochiste-doloriste très net, aussi
- le 31 oct., dans un nouveau discours, il ouvre des perspectives + fécondes : "Ainsi, dans un avenir prochain, pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort de nos prisonniers, atténuée la charge des frais d'occupation. Ainsi, pourrait être assouplie la ligne de démarcation et facilitée l'adm. et le ravitaillement du territoire."
- mais, le 10 déc., Hitler signe la " directive Attila ", plan d'invasion de la zone libre (en cas de besoin)

II. LES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

1°) Une hiérarchie sociale

a) Justification

- cf. I. 51-61
- La Révolution nationale entend reconstruire la France sur des bases traditionnelles. Elle condamne l'individualisme et l'universalisme de la société libérale, tenus pour responsables d'un déracinement de l'homme et d'une décadence du pays. Pour y remédier, elle se fonde sur une conception organique de la société présentée comme un ensemble de communautés naturelles, hiérarchiquement ordonnées : la nation (communauté suprême), la région, la profession et la famille (communauté de base). Ces cellules encadrent l'individu et l'attachent à la collectivité par des liens d'obéissance et de solidarité qui doivent rester indissolubles. C'est le sens profond de la triade " *Travail, Famille, Patrie* ".
- La nation : le régime de Vichy, pour lequel la nation est une communauté fermée et homogène, utilise l'exclusion des indésirables comme un facteur d'unité. La dénonciation de l'" *anti-France* " (selon la formule de Maurras) permet de désigner des boucs émissaires à la vindicte publique : étrangers, francs-maçons, juifs, communistes, dirigeants du Front populaire. Dès l'été 1940, Vichy adopte contre eux une législation d'exclusion. La loi du 22 juillet 1940 révisé les naturalisations octroyées depuis 1927 et déchoit de la nationalité française plus de 15 000 personnes. Le décret-loi Marchandeaup condamnant la propagande xénophobe est aboli (27 août 1940). Les " sociétés secrètes " sont interdites par la loi du 13 août 1940 : elle vise directement les francs-maçons dont les loges sont dissoutes et qui sont révoqués de la fonction publique (c'est une victoire de la vieille droite cléricale qui tient la franc-maçonnerie pour responsable de 1789 et de la laïcité). D'anciens présidents du Conseil, de gauche (Blum) comme de droite (Reynaud), sont incarcérés en septembre 1940 et rejoignent ainsi les inculpés du *Massilia* (Daladier, Mendès France ⁴³⁰, Zay, Mandel). Sans la moindre pression des Allemands, Vichy met en place un antisémitisme d'État, revanche de l'antidreyfusisme. Les juifs étrangers sont internés dans des camps spéciaux (loi du 4 octobre 1940), les juifs d'Algérie perdent la nationalité française (loi du 7 octobre 1940) et les juifs français sont traités en citoyens de second rang (Statuts des juifs des 3 octobre 1940 et 2 juin 1941). Dans l'esprit du régime, l'exclusion des indésirables va de pair avec la valorisation des élites en vertu du principe du chef qu'il érige en dogme : " *Toute communauté requiert un chef* ", répète le maréchal Pétain. Le traditionalisme, attaché à

⁴³⁰ cf. biographie dans le dossier biographique.

l'idée d'une France chrétienne, fait l'apologie de l'institution ecclésiastique : “ *L'Église est une nécessité française. J'aime l'Église parce que je suis française* ”, déclare l'héroïne du *Démon de midi* de Paul Bourget (1914). La Révolution nationale prône ainsi le retour au premier plan des élites catholiques. L'Église apporte son appui massif à un régime imprégné de cléricisme et qui lui offre l'occasion historique de reprendre une place centrale dans la société française. Néanmoins, si le haut clergé est très majoritairement pétainiste (en particulier les cardinaux Gerlier à Lyon, Liénart à Lille, Baudrillart et Suhard à Paris), il garde une certaine distance institutionnelle pour ne pas donner le sentiment d'une inféodation : les évêques interdisent par exemple aux ecclésiastiques de détenir des postes de direction dans la Légion française des combattants. Plus que l'Église, l'Armée d'armistice (jusqu'à sa dissolution par les Allemands fin novembre 1942) est un des piliers du régime vichyste. La Révolution nationale, qui célèbre le rôle social de l'officier dans la tradition de Lyautey, met à l'honneur les militaires ⁴³¹ : généraux (Weygand, Colson, Bergeret, Pujo...) et amiraux (Darlan, Platon, Abrial...) font une irruption en force au gouvernement, plaçant des officiers supérieurs un peu partout, aux Chantiers de jeunesse, au Conseil national, à la tête de proconsulats (comme l'amiral Esteva en Tunisie) et de préfectures (comme l'amiral Bard, nommé préfet de police de Paris). La restauration de l'encadrement religieux et militaire s'accompagne d'une volonté de promouvoir de nouvelles élites. Vichy voit s'épanouir de nombreuses “ écoles de cadres ” destinées à former les futurs chefs. L'École des cadres d'Uriage (Isère), fondée par un officier catholique, le capitaine Dunoyer de Segonzac, est la plus célèbre en raison du renom de ses conférenciers issus du personalisme (Emmanuel Mounier, Hubert Beuve-Méry) : son allergie à la collaboration la marginalise progressivement jusqu'à sa fermeture début 1943, stagiaires et éducateurs se dispersant alors dans les maquis.

- **le corporatisme**. Le but est de substituer à la lutte des classes et à la concurrence une forme d'association entre patrons et ouvriers, regroupés au sein de chaque profession dans un même organisme à caractère obligatoire, sans aucune ingérence de l'État. Or la seule tentative à voir le jour est la Corporation paysanne (2 octobre 1940) qui instaure seulement un semblant de corporatisme agricole. En effet, les représentants des métiers de l'agriculture, réunis dans une organisation unique, sont désignés et non élus si bien que la profession agricole, au lieu de s'émanciper, est étroitement contrôlée par l'État. D'autant qu'à l'encontre du discours officiel qui célèbre les petits exploitants (“ *L'agriculture familiale constitue la principale base économique et sociale de la France* ”, déclare Pétain), le ministre

⁴³¹ L'ouvrage fondamental est évidemment la thèse de R.O.Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1945*, trad. fr., Tallandier, 2004, 588 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2006, pp. 208-210, réédition, Seuil, coll. « Points », 2006, 586 p.

de l'Agriculture et du Ravitaillement, Jacques Le Roy Ladurie, fait de la Corporation paysanne l'instrument d'une politique agrarienne favorisant les gros propriétaires fonciers, mieux armés pour répondre aux besoins alimentaires du pays. Le traditionalisme du régime s'illustre mieux dans sa doctrine de l'enracinement à la terre : fils d'agriculteurs, Pétain cultive son image de " *maréchal paysan* " et se fait l'apôtre du " *retour à la terre* " car, proclame-t-il, face à la ville corruptrice, " *la terre, elle, ne ment pas* ". L'idéologie réactionnaire se manifeste également dans la conception de l'entreprise comme " communauté du travail " qui doit obéir à son chef, le patron. Bannissant toute idée conflictuelle des rapports de production, Vichy dissout les organisations syndicales, qu'elles soient ouvrières ou patronales. Le droit de grève est interdit. Pour le patronat, encore traumatisé par 1936, le régime vichyste est une revanche inespérée : non seulement le mouvement revendicatif est désorganisé, mais le paternalisme triomphant de la Révolution nationale reconnaît aux chefs d'entreprises une autorité morale sur leurs salariés. C'est pourquoi l'historien Jacques Julliard a pu parler d'un " *véritable âge d'or du patronat français* " .

- La famille et l'éducation : la famille, second terme de la devise de l'État français, est l'enfant chéri du régime. Pour le traditionalisme qui pense qu'" *il n'y a pas de beaux destins individuels* " (Henry Bordeaux, *Les Roquevillard*, 1906), la cellule familiale est le pilier de l'ordre social. La Révolution nationale entend la restaurer dans un esprit chrétien et conservateur. La famille idéale, selon Vichy, est prolixe. Pétain considère la chute de la natalité comme une des raisons du désastre militaire : " *Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite* ", déclare-t-il dans son allocution du 20 juin 1940. La politique nataliste mise en œuvre concilie des mesures incitatives, dans le prolongement du *Code de la Famille* de juillet 1939 (par exemple l'allocation d'un salaire unique aux jeunes ménages), et des mesures coercitives : la répression de l'avortement est aggravée par une loi de septembre 1941 qui l'assimile à un " *crime contre la sûreté de l'État* " (la " *faiseuse d'anges* " Marie-Louise Giraud est guillotinée en 1943). L'hygiénisme est au cœur des préoccupations démographiques de Vichy qui renforce la lutte contre l'alcoolisme et encourage la pratique du sport et des activités de plein air (" *C'est le sport qui fait la race / Plus belle et plus vivace* ", dit un chant vichyssois). L'eugénisme n'est pas absent des objectifs, puisque son théoricien, Alexis Carrel, prix Nobel de médecine et auteur de *L'Homme, cet inconnu* (1935), dirige la Fondation française pour l'étude des problèmes humains (dite Fondation Alexis Carrel), créée en novembre 1941. Toute une législation d'ordre moral vient encadrer le couple : le divorce devient plus difficile ; l'abandon de foyer et l'adultère sont sévèrement pénalisés. L'apologie du père-chef de famille et de la mère au foyer est un des leitmotifs de la Révolution nationale. Vichy, qui reprend à son compte la

célèbre assertion de Péguy, “ *il n'y a qu'un aventurier au monde : c'est le père de famille* ”, renforce l'autorité du *pater familias* et prévoit d'instaurer un suffrage plural pour donner plusieurs voix aux chefs de familles nombreuses, qui siègent de droit dans de multiples organismes. Le régime réprovoque l'émancipation féminine tenue pour une des causes du déclin national : “ *Parce qu'enivrée d'elle-même, éprise d'ambition personnelle — avocate, docteur, "homme" d'affaires —, la femme a peu à peu été détournée de son rôle éternel (...), elle porte aujourd'hui dans la défaite de la France, sa part, lourde part de responsabilité* ”, écrit par exemple, en 1941, le romancier André Corthis dans *Candide*. La condition de la femme est réduite au rôle maternel et familial, présenté comme une vérité de nature, et les femmes de prisonniers sont particulièrement surveillées. Cette volonté politique de renvoyer la femme au foyer se traduit par des mesures concrètes comme l'officialisation de la Fête des Mères (qui existe depuis 1926) ou l'interdiction d'embaucher les femmes mariées dans la fonction publique (nombre de femmes fonctionnaires doivent démissionner de leur emploi parce que leurs maris ont un métier). La politique éducative de Vichy prolonge dans le même esprit moralisateur sa politique familiale. **La Révolution nationale à l'école prend la forme d'une réaction cléricale contre le laïcisme militant des lois républicaines de 1882-1905.** À l'initiative du ministre de l'Instruction publique en 1940-1941, le catholique Jacques Chevalier, Vichy autorise les écoles congréganistes, ferme les écoles normales primaires, regardées comme des pépinières d'instituteurs communistes, supprime la gratuité du second cycle, accroît les subventions aux écoles privées, remet le crucifix dans les salles de classe et rétablit l'enseignement religieux (facultative) dans les écoles publiques. Pétain invite d'ailleurs les enfants à aller à la messe car, dit-il, “ *on n'y apprend que de bonnes choses* ”.

b) Ses conséquences : les devoirs des Français

- placés d'abord !
- **travailler** (l. 70>>>) :
 - les "cultivateurs" sont placés sur le même plan que les autres (original pour Vichy)
 - ne parle pas des artisans (*idem*)
 - vu le libellé, les ouvriers sont visés, i. e. ils sont particulièrement à surveiller !
- **se soumettre à l'org. des profs. et métiers** (l. 80>>>) :
 - annonce du corporatisme, copié sur le Fascisme
 - vague quant à l'org. de ce corporatisme. En fait, à l'époque, Vichy s'orientait vers des conseils mixtes salariés-employeurs
 - 16 août 1940 : chaque branche de l'ind. et du comm. est autorisée à créer un **Comité d'org.**, habilité à évaluer la capacité de prod. de toutes les entreprises de son secteur et à en fermer

certaines, à recenser les stocks, à répartir les ressources (limitées), à fixer les condit. de fonct. et la qualité des produits et à proposer des barèmes de prix au gouv.

- il est financé par une taxe, imposée à chacune des soc. qui en font partie. Ses m. sont nommés par le min. de la Prod. ind.

- Tant que c'est René Belin, ils sont choisis avec un certain soin par ce vieux syndicaliste. Mais fév. 1941>>>, ce sont les représ. de l'ind. lourde (Pucheu, Lehideux) qui tiennent les cdes, et le personnel des ass. prof. de l'avant-guerre revient à la surface.

- le gouv. exerce une influence majeure par l'entremise du délégué général, et du fait que les Offices de rép. des mat. 1ères ont le dernier mot

- Néanmoins, dans la mesure où les Comités d'org. finissent par couvrir 321 branches d'activité, le corpo. signifie que tte l'éco. de g. est entre les mains du patronat

- Charte du Travail d'oct. 1941, adoptée après de longs débats en octobre 1941. Loin d'être l'aboutissement de l'idéal corporatiste du régime, c'est un compromis laborieux entre des courants de pensée divergents (corporatiste, syndicaliste, libéral, dirigiste). Le texte crée 29 "*familles professionnelles*", mais instaure une séparation nette entre l'économique et le social, dont le lien constitue pourtant le cœur du projet corporatiste. Le pouvoir de décision économique est laissé de façon exclusive à l'État et au patronat. D'ailleurs, l'application de la *Charte du Travail* est un échec : en 1944, une seule "*famille professionnelle*", celle du sous-sol, est censée fonctionner selon son modèle... Contre le Vichy des traditionalistes, les technocrates du régime mettent en place de manière autoritaire une économie dirigée sans précédent, rendue nécessaire par la gestion quotidienne des pénuries, par l'« obsession du quotidien » (Michèle Cointet).

- pour + de détails : voir la base, par ex. Durand, p. 41 & Azéma p. 97

c) Autre conséquence : les droits des Français

• droit au travail :

- l. 72-79

- vieille revendication, cf. 1848

- moyens présentés de manière très théorique

- conditions de travail :

- l. 83>>>

- conv. coll.

- "conditions" + gén. (très vagues)

2°) Une économie "organisée et contrôlée"

Aspect présenté très brièvement et incomplètement. Une déf. somme tte tradit. du dirigisme

a) Causes et principes

- l. 89-92 : remédier à la crise de 29, comme dans d'autres pays, et à la guerre
- l. 93>>>

b) Aspects financiers

- cf. l. 97-103
- extrêmement vague ! Logomachie

c) Les aspects démagogiques

- "notre énergie et notre foi"
- hostilité de façade aux " trusts ". C'est le moment où le régime de Vichy semble le + hostile au capitalisme lib. débridé. Bergery, comme les traditionalistes catho., demandait depuis lgtemps une rév. de la loi de 1867 sur les SA. La loi du 18 sept. 1940 venait d'interdire de cumuler plus de deux postes de direction
- l. 95-97 : approbation voilée du capitalisme, à condition qu'il soit français
- La démagogie de Pétain apparaît pleinement quand le 11 nov. 1941 il substitue au terme de " trust " l'expression d' " unions convenables " destinées à " lutter contre la concurrence extérieure " !
- "une monnaie qui permet..."
- "Ce système ne porte aucune atteinte..."

CONCLUSION GENERALE

- texte très typique du ton des Paroles aux Français, de l'hostilité aux "systèmes", du goût pour les idées simples
- Kaléidoscope, et hétérogénéité, mais :
 - rien sur l'éducation, la jeunesse et sa régénération, l'influence de l'Église, sur le retour à la terre, sur l'antisémitisme...

4°) Les intellectuels face à la guerre, de Munich à la Libération (1938-1944)

a) Les nouvelles conditions

- un pacifisme intégral de gauche :

* SNI

* Giono prêchant la paix à tout prix (très grand impact). Il a publié des *Écrits pacifistes*, rassemblés chez Gallimard, 1978, 310 p. : **Refus d'Obéissance**, 1937, *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, 1938-1939, *Recherche de la pureté*, 1939. Il écrit **qu'il a eu tort de partir à la guerre en 1915** ; il développe un « pacifisme paysan », etc.

- petit groupe de droite partisan de la déf. nationale : Henri de Kérillis, Georges Bernanos, soutenus par *L'Aube* (Fr. Gay & G. Bidault)

- trouble du pacte germano-sov. :

* mais rares sont les cas de rupture affichée (cf. Nizan)

* éloignement d'un Malraux (cf. sa notice du dossier biographie)

- engagement patriotique de Jean Giraudoux, Commiss. général à l'Information de juillet 1939 à juin 1940, dont la plume s'essaie maladroitement à la propag. ! Mais le Commissariat a été réhabilité par J.-L. Crémieux-Brilhac ⁴³²

- hostilité à la guerre « pour les Poldèves » (selon titre de Déat dans *L'œuvre* du 4 mai 1939, cf. sa notice du dossier biographie) se tait dès la guerre déclarée

- la défaite provoque :

* dispersion de l'intelligentsia parisienne

* choc spirituel, trouble des réf. intell.

- mais les éditeurs recommencent leur activité à Paris très tôt

- effets de l'Occupation :

* censure

* 3 « listes Otto » (1940, 1942 & 1943)

* des éditeurs « font du zèle », comme Denoël

* cond. au silence des intell. antif. réf. en Fr.

* J. Guéhenno rétrogradé

b) Une division

- beaucoup d'écrivains de fait non engagés : J.-P. Sartre (prof. à Condorcet 1941-1944, en remplacement d'un collègue juif, Sartre a raté le coche en 1936, 1938, 1939, puis sous l'Occup.), Simone de Beauvoir

- une intelligentsia de la Rév. nationale :

⁴³² *Les Français de l'An 40*, tome I, pp. 278 & suiv.

* Paul Morand, Acad. fr., Acad. Goncourt, Paul Claudel

* résultat influence maurrassienne :

la « divine surprise » (9 févr. 1941) = non pas la défaite, mais la présence d'un Pétain aux éminentes qualités

nombreux dans l'entourage de Pétain : Henri Massis et René Benjamin

* engagement politique des spécialistes de l'anglophobie, de l'antimaçonisme ou de l'antisémitisme. Ex. : Bernard Fay, prof au Collège de France depuis 1933, intellectuel

contre-révolutionnaire obsédé par la FM, nommé adm. général de la Bibliothèque nationale et y créant un musée et un centre de docu. antimaçonique

* engagement des écrivains « régionaux », comme Henri Pourrat

- collaborationnisme : Abel Bonnard, min. EN 1942-1944, Philippe Henriot à Radio-Vichy :

* références à Hitler remplacent les réf. à Mussolini d'avant-guerre

* anticomm. continue à jouer un rôle décisif

* dimension « européenne »

* voyages off. en All., manif. d'amitié avec l'All.

* pamphlets (cf. Céline)

* des cas de repli, mais d'autres persistent et signent, et suivent l'armée all. en retraite :

Châteaubriant, Rebatet, Jean Luchaire...

- la Résistance intell. :

* 3 grands types de cheminements :

1°) des intell. hors de France reportent espoirs sur la Grande-Bretagne et les États-Unis (Maurice Schumann, René Cassin, Raymond Aron). Mais aux États-Unis perdue un fort noyau de personnalités modérées faisant confiance à Pétain>>> 1942

2°) surtout courant patriotique-démocratique. c. J. Guéhenno

3°) PCE

* formes : engagement très poussé d'anciens du Front populaire (Jacques Decour, prof. d'all. au collège Rollin, Vercors), engagement très poussé de jeunes, comme les chercheurs du Musée de l'Homme (réseau dès l'automne 1940), manifestes, journaux et livres :

Témoignage chrétien, Éditions de Minuit

- écrivains qui s'exilent ou restent en exil : André Maurois, Bernanos ⁴³³, André Breton, Saint-John Perse, Jules Romains (*Les Hommes de bonne volonté*, *Verdun*, pacifistes) ⁴³⁴...

⁴³³ Rapidement présenté dans P. Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 29-41.

⁴³⁴ Cf. J.-J. Becker, « La Première Guerre mondiale dans la littérature romanesque de l'entre-deux-guerres », dans G. Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 75-85, une autre contribution, M. Bouty, « La pensée de la guerre dans *Les Hommes de Bonne Volonté* », pp. 87-104, et une troisième, M. Rieunau, « Les sources de *Verdun*, de Jules Romains », pp. 285-297. Aussi : L. Rassin, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 153-169.

5°) Les intellectuels à la Libération et aux débuts de la IV^e République (1944-1947)

La devise de *Combat*, « De la Résistance à la Révolution » (Camus) exprime la volonté du + grand nombre d'un remaniement radical des structures politiques, éco. et soc.

a) L'épuration ⁴³⁵

- L'épuration provoque des débats souvent houleux sur la responsabilité de l'intell., et hormis quelques écrivains qui refusent le statut de combattant politique, il ressort de cette période que l'engagement est désormais perçu comme une obligation

- épuration « corporative » :

* listes noires établies (petit à petit complétées et corrigées) par le Comité national des Écrivains (CNE, né à l'automne 1941 ⁴³⁶) et le Comité d'épuration de l'Édition, issus de la Résistance.

* *Questionnaire* de la Soc. des Gens de Lettres ⁴³⁷, un autre de la Soc. des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) ⁴³⁸, un autre de la Soc. des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) ⁴³⁹

- Une **promotion d'une nouvelle génération**

- épuration judiciaire :

* Robert Brasillach, ayant cristallisé autour de lui les polémiques, fusillé le 6 février 1945, ce qui provoque la stupeur dans le monde des lettres, d'où une pétition

* Drieu La Rochelle se suicide en mars 1945

* Lucien Rebatet cond. à mort en 1946, grâcié, et libéré en 1952

* **assass. de l'éditeur Denoël en pleine rue**, dissolution des éditions Grasset

* **passions retombent très vite dans l'op. publique**

* polémique Albert Camus-François Mauriac (début 1945, mais Camus évolue vite ensuite)

- En 1944-1945, rares sont ceux qui soulignent les incohérences jurisprudentielles d'une épuration décidément de moins en moins exemplaire. Le principe était bon, la méthode bancale, les résultats décevants

⁴³⁵ P.Assouline, *L'épuration des intellectuels*, Complexe, 1985, 176 p. ; H.Lottmann, *L'Épuration. 1943-1953*, Fayard, 1986, 532 p., réédition, Livre de Poche, 600 p. ; M.O.Baruch dir., *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 2003, 612 p., spécialement la communication de Gisèle Sapiro ; J.Sainclivier & Chr.Bougeard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p., 4^e partie

⁴³⁶ Jean Guéhenno, professeur de khâgne à LLG, a participé à sa création.

⁴³⁷ Très court, en cinq questions très générales (publications ; *Radio-Paris* ; propagande ; manifestations culturelles ; attitude et propos en public)

⁴³⁸ Très long et détaillé

⁴³⁹ Quinze questions très précises

- épuration administrative des universitaires, qui frappe surtout les historiens, les linguistes, les médecins et les chirurgiens
- quatre radiations à **l'Académie française**, Bonnard, Hermant, Maurras et Pétain, l'AF refusant de pourvoir les deux derniers sièges du vivant de leurs titulaires, espérant une amnistie ; 36 radiations à la Société des Gens de Lettres
- une large frange de la droite intellectuelle est sur la touche ⇒ l'« intell. de gauche » va occuper seul le terrain idéologique pendant une décennie au moins. Cf. Dominique Desanti, « notre révolution imaginaire »
- mais, assez vite, certains intell. de droite reprennent la plume dans publications autorisées : *Paroles françaises*, hebdomadaire du PRL de 1946, *Aspects de la France* (1947>>>), *Les écrits de Paris* (1947>>>), *Rivarol* (1951>>>)
- pour la presse, plusieurs ordonnances (rôles de De Gaulle et de Pierre-Henri Teitgen, démocrate chrétien) : tous les titres ayant « paru sous le contrôle de l'occupant » (publiés ouvertement après le 25 juin 1940 et le 26 novembre 1942) sont suspendus. Volonté de De Gaulle de frapper *Le Temps* (a paru à Lyon jusqu'au 29 novembre 1942). La suspension est transformée en interdiction par ordonnance du 17 février 1945 ; mise sous séquestre des biens des entreprises éditrices par ordonnance du 22 juin 1945. Les nouveaux titres sont autorisés exclusivement au profit de personnes physiques (méfiance vis-à-vis des **mouvements de Résistance**), ils pourront s'installer dans les locaux des anciens journaux : un moment unique de création sans mise de fond !
- au total :
- * une épuration inachevée, de nombreux dossiers restant sans décision !
- * un débat qui a rebondi jusqu'en 1953

□ L'ère de l'« engagement »

- préparée par les années 1930 (voir + haut) :
- * la guerre a favorisé l'éclosion
- * cf. « de la Résistance à la Révolution »
- * ⇒ un refoulement du « moralisme » à la Julien Benda (cf. I)
- comme dit ironiquement Étiemble, « **chacun doit s'engager** »
- des intell. rattrapés par l'histoire, avec des espoirs humanistes, un vent de changement qui atteint l'édition (Édit. de Minuit), le journalisme (*Le Monde*, *Combat*)
- 1er oct. 1945 : début la parution des Temps modernes :
- * L'idée était apparue en 1943, d'autant que la NRF, fondée en 1909 par Gide, avait été « dévoyée » dans la collab. par Drieu La Rochelle
- * Sartre, dir., R. Aron, Beauvoir, M. Merleau-Ponty, Michel Leiris, J. Paulhan et Albert Ollivier = comité de rédaction. Sur Aron et Sartre voir biographie dans le dossier biographique
- * place éminente rapide

* incarne l'ère de l' « engagement »

* « gén. de 1905 »

* Présentant la nouvelle revue, qui sort en même temps que les deux premiers tomes des *Chemins de la liberté*, L.-P. Sartre écrit un véritable manifeste en faveur de la littérature engagée :

« Tous les écrivains d'origine bourgeoise ont connu la tentation de l'irresponsabilité : depuis un siècle elle est de tradition dans la carrière des lettres. L'auteur établit rarement **une liaison entre ses œuvres et leur rémunération en espèces. D'un côté il écrit, il chante, il soupire ; d'un autre côté, on lui donne de l'argent. Voilà deux faits sans relation apparente ; le mieux qu'il puisse faire est de se dire qu'on le pensionne pour qu'il soupire [...]**

Aujourd'hui, les choses en sont venues à ce point que l'on a vu des écrivains, blâmés ou punis parce qu'ils ont loué leur plume aux Allemands, faire montre d'étonnement douloureux. Ils disent "Eh quoi ? ça engage donc, ce qu'on écrit ?" [...] **L'écrivain est en situation** dans son époque : chaque parole a des retentissements. Chaque silence aussi. Je tiens Flaubert et Goncourt pour responsables de la répression qui suivit la Commune parce qu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher. Ce n'était pas leur affaire, dira-t-on ! Mais le procès de Calas était-il l'affaire de Voltaire ? La condamnation de Dreyfus était-ce l'affaire de Zola ?

L'administration du Congo, était-ce l'affaire de Gide ? Chacun de ces auteurs, en une circonstance particulière de sa vie, a mesuré sa responsabilité d'écrivain. L'Occupation nous a appris la nôtre. Puisque nous agissons sur notre temps par notre existence même, nous **décidons que cette action sera volontaire. [...]** **C'est à défendre l'autonomie et les droits de la personne que notre revue se consacrera.** »

- => **devoir d'engagement & intell.** « en situation »

- très grande notoriété de Sartre, devenant symbole de l' « existentialisme ». Cf. conf.

« **L'existentialisme est un humanisme** », contemp. du n° 1 des TM (*L'Être et le Néant* était paru dans l'indiff. en 1943). **Insultes X Sartre (Mauriac : « rat visqueux », les intell. du PCF, etc.)**

- Mi-prophète mi-directeur de conscience, Sartre est taraudé par l'obsession de se positionner par rapport au marxisme

- en même temps, littérature romanesque connaît éclipse au profit de la litt. philosophique, cf. les :

- 5 Prix Nobel de litt. entre 1944 et 1964 : Gide 1947, Mauriac 1952, Camus 1957 (à 44 ans !), Saint-John Perse 1960, Sartre 1964

d) La tentation communiste

□ « Tel le phénix renaissant de ses cendres, le Parti communiste allait sortir de la guerre **beaucoup plus puissant qu'il ne l'avait jamais été et, en quelques enjambées, devenir pendant les années 1945-1946 la formation politique française la plus importante par le**

nombre d'adhérents, d'électeurs et de parlementaires, par la presse diffusée, ainsi d'ailleurs que sur le plan syndical, en devenant le maître de la CGT. » ⁴⁴⁰ À la Libération, le Parti communiste français est un temps le premier parti de France, un revenant, donc, et de très loin. Lors de l'élection à l'Assemblée constituante, pour la première et dernière fois sous la Quatrième République, socialistes et communistes ont ensemble la majorité absolue des suffrages (50 %) et des sièges (302 sur 586), et le Parti communiste est le premier parti de gauche et le plus grand parti de France, avec à lui seul 26 % des suffrages et 160 sièges. Un peu plus tard, aux élections législatives du 10 novembre 1946, le PCF obtient 28,8 % des voix. C'est un apogée durable, celui d'un « parti-société » ⁴⁴¹ avec une sorte d'« écosystème » communiste ⁴⁴², une « contre-culture communiste », « maquette du bonheur » ⁴⁴³, et bientôt une « culture de Guerre froide ».

□ En 1944 et 1945, le prestige du « parti des fusillés », qui a joué un rôle déterminant dans la Résistance, est considérable. L'Humanité tire à 450 000 exemplaires en octobre 1945, et *Ce Soir*, tout autant communiste, presque autant : 419 000 ; à la même date, *Le Figaro* n'atteint pas les 400 000 exemplaires (382 000) et *L'Aurore* est très loin derrière avec 101 000 exemplaires. Les membres du Parti communiste français sont peu au-dessous du million à la Libération (907 000), soit bien plus qu'au moment du Pacte germano-soviétique (340 000) et à plus forte raison qu'en février 1934 : 45 000 ! En février 1958 plus d'un million de personnes suivent dans les rues de Paris le cercueil de Marcel Cachin

□ Et le communisme français, c'est une véritable nébuleuse, avec pour l'une l'Union des Femmes françaises, pour l'autre l'Association républicaine des Anciens combattants, etc. Une emprise exceptionnelle sur la société.

□ Des intellectuels sont ouvertement communistes ou sont « compagnons de route », attirés par un Louis Aragon qui dirige Les Lettres françaises : le poète Paul Éluard, les savants Marcel Prenant, Irène et Frédéric Joliot-Curie, Yves Montand, les peintres Pablo Picasso et André Fougeron. Dominée par Louis Aragon, membre du CC du PCF depuis 1950, une THSC (« très haute société communiste », sur le modèle de la HSP, « haute société protestante » du XIXe siècle) règne sur les mondanités parisiennes : meetings au Vel'-d'Hiv', spectacles sportifs patronnés par Miroir-Sprint, vernissages, etc.

□ Mais de nombreux chrétiens, n'hésitent pas à se considérer et à être considérés comme d'une *intelligentsia* proche du compagnonnage, ainsi Jean Lacroix, qui écrit dans *Esprit* en décembre 1944 :

⁴⁴⁰ J.-J. Becker & S. Berstein, « L'anticommunisme en France », article cité, p. 21.

⁴⁴¹ Y. Siblot, *op. cit.*, p. 99.

⁴⁴² Ph. Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, 352 p., *passim*. et « Du parti légal à l'organisation clandestine », pp. 19-43 de J.-P. Rioux, A. Prost & J.-P. Azéma dir., *Les Communistes de Munich à Châteaubriant...*, *op. cit.*

⁴⁴³ S. Cœuré, « La contre-culture communiste : une maquette du bonheur ? », *Historiens et Géographes*, juillet-août 1997, pp. 81-94. Elle reprend une image de la Fête de *L'Humanité*.

« La véritable pensée engagée, c'est d'abord la pensée marxiste... c'est chez le communiste sans doute que l'union de la pensée et de l'action est la plus intime. Il ne peut comprendre Marx et Lénine qu'en militant dans une cellule communiste, il ne peut militer efficacement dans une cellule communiste qu'en comprenant Marx et Lénine. Aussi, contrairement à ce que l'on pense souvent, nulle hypocrisie dans son attitude. » ⁴⁴⁴

Il y a donc une véritable « mouvance » progressiste

□ Se déclarant à la Libération comme le « parti des 75 000 fusillés », ou, le chiffre n'étant pour personne crédible, le « parti des fusillés », ce qui demeure une exagération, le Parti communiste français n'a de cesse de se poser comme l'incarnation du peuple français résistant contre le nazisme. Il va bénéficier de ce qu'on appelle l'« effet Stalingrad », c'est-à-dire le prestige de la victoire de l'Armée rouge, qui a lutté seule contre les nazis en Europe pendant des années et remporté la victoire de Stalingrad, ce qui a fait basculer la Seconde Guerre mondiale.

□ Mais la « culture communiste » (française) n'est pas une copie de la culture soviétique ou russe : le film russe *Quand passent les cigognes* (Kalatozov) est Palme d'Or au Festival de Cannes 1957, il connaît un succès de critique et un succès populaire, mais les autres films soviétiques sont peu diffusés en France, malgré les efforts de Cosmos.

□ un « philo.comm. » une sphère d'influence. Le PCF est le « parti des fusillés » qui bénéficie de l'« effet » Armée rouge. Sa stratégie n'est-elle pas de prendre le pouvoir à la Libération mais au contraire d'être une composante essentielle d'une majorité de gauche, gage d'une France forte capable de tenir tête aux Américains, après avoir libéré le territoire, châtié les traîtres et donné la parole au peuple, selon la formule que le Comité central a utilisée le 31 août 1944 ⁴⁴⁵.

□ espoir, mythe et utopie : une nouvelle société en URSS, un modèle soviétique dont la crise n'est pas aperçue, choc positif du *sputnik* (4 octobre 1957), culte de la personnalité (Staline, « Maurice », etc.). Dans *L'opium des intellectuels*, Raymond Aron (1955) définit le communisme comme une « religion séculière ». Les chocs négatifs viennent de Budapest 1956, de l'intervention en France d'intellectuels exilés comme Czeslaw Milosz (*La Pensée captive*, 1953) et François Fejtő, conseiller culturel à Paris qui rompt avec la Hongrie socialiste en 1949 au moment de la condamnation à mort de son ami Laszlo Rajk, ministre des Affaires étrangères accusé de trahison.

6°) La perception de la puissance par les partis politiques en 1938-1939

□ D'après :

- Collectif, "La perception de la puissance en France par les partis politiques en 1938-1939", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, avec erratum dans n° de janv.

⁴⁴⁴ J.Mathiex & G.Vincent, *Aujourd'hui. 1945-1975*, tome I, réédition de 1984, 476 p., p. 140.

⁴⁴⁵ Voir aussi la bibliographie sur la Libération de la France, publiée par J.-P.Rioux dans *Vingtème Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, pp. 142-144.

1985, p. 184. Il s'agit de communications au colloque organisé au Centre international de Sèvres en avril 1982 par le Centre d'Histoire de la France contemporaine de l'Université Paris-Nanterre

- R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p., un autre colloque, FNSP 1975, celui-ci. La IIIe partie

a) Par le parti radical

□ il est à ce moment le **fer de lance d'une alliance d'Union nationale** (voir plus haut)

□ grand homme : **Daladier**, l'homme de Munich, très populaire, qui prépare la France à un conflit qu'il souhaite éviter, mais dont il pense qu'il ne peut être conjuré qu'en montrant sa force

□ la conception radicale de la puissance française :

- les radicaux utilisent le mot de « force », une « force tranquille », les mots de « grandeur », de « rôle », de « mission », de « prestige »

- ils insistent sur la grandeur historique et culturelle du pays, cf. les timbres-poste du moment, le « rayonnement » de ses idées dans le monde

- « la France doit rester digne de son passé », avec réf. à la Révolution française, dont on s'apprête à célébrer le 150^e anniv. en juillet 1939

- dans le discours de Daladier, le 29 mars 1939, qq jours après le démembrement de la Tchécoslovaquie, il y a 5 fois l'expression « la force française »

□ un constat de faiblesse interne :

- **problème de l'unité nationale**, alors que « la force morale de la France est la condition première de la paix » (Daladier)

- affrontement avec les partisans du Front populaire, cf. discours Daladier du 21 août 1938, considéré par la gauche comme une répudiation des objectifs sociaux du Front populaire

- **question de la grève du 30 nov. 1938, avec obsession d'une éco. solide, d'une éco. saine**

- état de carence, spectre du déclin national

- décrets-lois Reynaud de nov. 1938

- **l'armée de terre est de 1^{ère} qualité**, la marine est un fleuron, mais radicaux déplorent l'insuffisance de l'aviation >>> critique de la politique sociale du Front populaire (40h, congés payés), mise en difficulté de Pierre Cot, ministre radical de l'Air de 1936 à 1938

□ une puissance qui repose sur des éléments extérieurs :

- entente avec la Grande-Bretagne, une démocratie, un pilier de l'esprit de Genève

- **l'alliance avec l'URSS, conformément au pacte franco-sov.**, n'est réclamée que la gauche du parti ; elle suscite le scepticisme de Daladier

- **privilégier l'Empire, menacé par les revendications de Mussolini** (mais c'est évidemment l'anachronisme le + fort)

b) Par le PCF

- n'utilise qu'une seule fois le mot « puissance », car il fait trop national, pas assez IC, mais l'idée est très présente
- bases : prospérité, l'entente avec l'Union soviétique, une sorte de nationalisme populaire (Étienne Fajon fait même appel à Jeanne d'Arc en 1938 !)
- refus du Traité de Versailles, mais ne pas offrir un prétexte à l'All.

c) Par les démocrates chrétiens (Jeune République et PDP)

- foi dans la SDN et un droit supra-national, mais à partir de 1938 la DC est anti-munichoise (après avoir ratifié les accords...), hostile aux hésitations des démocraties
- terme de puissance apparaît souvent mais elle est conçue comme hors puissance militaire et diplomatique, bien que le sentiment de la faiblesse de la France domine
- au moment de l'occupation de l'Autriche, Georges Bidault (cf. biographie dans le dossier biographique) dénonce les persécutions contre les catholiques
- multiples appels à la paix (dans *L'Aube*) et à la discipline nationale, à l'unité de la France, des appels à la défense de la démocratie française

d) Par l'Alliance démocratique

- grand parti mais scission de septembre 1938 (P.Reynaud et ses amis)
- l'All. incarne la « puissance » en soi ; la France est affaiblie par le Front populaire
- il faut réveiller les « énergies nationales », par ex. autour de Daladier, retrouver la cohésion nationale, réintroduire l'enseignement patriotique à l'école, accroître la natalité, s'appuyer sur la libre entreprise, remettre la France au travail, équilibrer le budget
- la France a pour mission de sauvegarder la civilisation (contre le communisme...)
- il faut relever le pays, ce qui va prendre du temps (P. Reynaud dira trois ans)

e) Par le PPF

- union du peuple de France >>> suremploi de « populaire », désir de suppression des clivages sociaux
- mais xénophobie, haine des vieux partis, désir de rénovation des institutions
- formation d'une vaste communauté éco. et francophone avec l'Empire

7°) Chrétiens et juifs dans la guerre (1939-1945)

Bien lire aussi le tome d'Azéma dans la NHFC

a) Les chrétiens

- dès le 17 juin 1940, Edmond Michelet distribue à Brive tract inaugurant la résistance int. (cette par une citation de Péguy)

□ l'heure du culpabilisme :

- textes de Mgr Saliège et de Mgr Gerlier
- prédicateurs insistent sur la punition
- condamnation du laïcisme, et de la IIIe d'une manière générale

□ adhésion des autorités relig. au nouveau régime :

- reconnaissance du pouvoir établi
- adhésion à la RN, apologie de la devise. Une véritable confusion des langages & une image cléricale du régime. Séduit aussi les prot. (cf. pasteur Boegner)
- culte du maréchal, + net chez catholiques que chez prot. Cf. cardinal Gerlier : "Pétain, c'est la France, et la France aujourd'hui, c'est Pétain" !

□ désir de rechristianisation en prof., en profitant des circonstances

- ⇒ la législation nouvelle séduit.
- désir de s'opposer à une "jeunesse unique", à une fascisation de la société (d'autant + que toute activité d'associations de jeunes est interdite en Zone Nord, que les aumôniers de **Cœurs Vaillants sont incarcérés 3 mois en 1941**)

- le 24 juillet 1941, l'assemblée des cardinaux et archevêques (cardinal Suhard) crée la Mission de France pour mieux pourvoir en prêtres les régions déchristianisées et pour mieux former des ecclésiastiques aptes à les évangéliser

- parution 1943 de Henri Godin & Yvan Daniel, *La France, pays de mission ?*, **Cerf, c'est-à-dire** rapport destiné au cardinal Suhard ⇒ Mission de Paris 1943 pour former des prêtres qui iront travailler en usine

□ les catho. à Vichy :

- nombreux dans administrations de la jeunesse, de famille, de l'agric. ⁴⁴⁶
- utilisation fréquente des scouts. Une partie des cadres de l'École d'Uriage vient du scoutisme
- cf. Georges Lamirand, **Secrétaire d'État à la Jeunesse**

□ les chrétiens à Londres :

- Maurice Schumann, André Philip
- util. des textes de grands intell. catho. qui ne sont pas à Londres (Bernanos, Maritain)

□ des extrémistes de la collab. :

- Mgr Mayol de Lupé, aristocrate de vieille souche devenu à 70 ans aumônier de la LVF et ardent propagandiste de la croisade antibolchevique, reître et prêtre à la fois
- Ph. Henriot, **secrétaire d'État à l'Information en 1944 (et des évêques sont présents à ses obsèques nationales)**

□ déportations : un évêque (Mgr Piquet), > 200 eccl., laïcs (ex. : Edmond Michelet)

□ 1er des Cahiers du témoignage chrétien nov. 1941 ("France, prends garde de perdre ton âme", brochure de 17 p. diffusée sous le manteau), rédigé par père Gaston Fessard et

⁴⁴⁶ Cf. M.O. Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

stigmatisant le racisme. 13 autres cahiers, avec Hours, père Chaillet (qui se fait l'âme de l'aventure), père de Lubac, Jean Lacroix, etc. Une condamnation de la collab., une réflexion, une logique de la résistance spirituelle, sentiment très net que la guerre est idéologique.

Cahiers très lus, y compris en Grande-Bretagne et États-Unis, chez Français émigrés

□ des chrétiens dans la Résistance, avec la notion de « résistance spirituelle » ⁴⁴⁷, le rôle particulier des syndicalistes chrétiens (Yvon Morandat, Robert Lacoste). Georges Bidault, 2e pr. du CNR

□ discrédit de l'autorité épiscopale auprès des résistants

□ les protestants :

- la vulgate les présente de façon héroïque, entrant en bloc dans la Résistance

- 1940 change la géographie protestante : un protestantisme méridional, Nîmes capitale

- pas de diff. notable avec le reste de l'opinion pendant les premiers mois de Vichy : choc de la défaite, désarroi, vogue du pétainisme, du maréchalisme (très visible chez le pasteur Marc Boegner), voire de la Révolution nationale

- mais un détachement précoce, à cause de l'**antirépublicanisme et du cléricisme de Vichy, surtout de l'antisémitisme** >>> la mobilisation de la pop. protestante, pas gênée par la minorité catholique, transcende ts les clivages, religieux, sociaux, politiques, et touche même **les fonctionnaires d'autorité et les forces de l'ordre**

- étonnante passivité de Vichy face à cette résistance civile (besoin des protestants, etc.)

- **grâce à leurs liens avec l'étranger, à l'arrivée de nombreux étrangers** dans les refuges protestants, les protestants ont une information très complète

- mais nuances :

* bonnes relations avec les préfets, à cause du désir de la « politique de la présence »

* une évolution qui est seulement plus précoce que celle du reste de la population

□ à la Libé., Georges Bidault et de Gaulle souhaitent une épuration sérieuse de l'épiscopat fr. :

- Rome accepte de remplacer le nonce apostolique

- 4 prélats sont remplacés

b) Les juifs et la persécution des juifs

□ en 1940 :

- beaucoup de juifs font initialement confiance à la RN

- mais René Cassin gagne Londres dès juin 1940

- en zone Nord, guère d'illusions

- statut des juifs en oct. 1940

⁴⁴⁷ Cf. J.Sainclivier & Chr.Bougeard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p., 2^e partie.

- Selon la logique de la politique de collab., Vichy renchérit sur mesures all. en créant (mars 1941) un Commiss. général aux questions juives (Xavier Vallat) et en promulguant (2 juin 1941) un 2e statut des juifs. Face à ces mesures, la part de la hiérarchie cathol. reste prudente et limitée. Mais pasteur Boegner proteste avec énergie dès 26 mars 1941
- lettre de Mgr Saliège, que lisent en chaire le 23 août 1941 presque tous les curés de son diocèse. Très imp. retent.
- Un mouvement de résistance civile de la part des protestants. Les « montagnes huguenotes » se distinguent, cf. Chambon-sur-Lignon (Hte Loire), faux certif. de bapt., etc.
- cardinaux et évêques de la zone Nord rédigent une protestation (non publique) X rafle du Vél' d'Hiv' (16 & 17 juillet 1942)
- attitude générale reste ambiguë (déclarations du cardinal Liénart) / STO
- des juifs dans la résistance, dont la MOI
- un CDIC (Centre de Doc. juive contemp.) amasse, dès 1943, les dossiers et preuves de la persécution, afin de les utiliser ultérieurement comme pièces à conviction dans procès X nazis et collab.

8°) La « reconstruction » religieuse

a) Pourquoi ?

- Le bilan d'ensemble de la seconde guerre mondiale fut désastreux : à la Libération, un paysage de dévastation s'ouvrait devant l'Église catholique française. Certes il n'y eut pas d'explosion anticléricale : seuls trois évêques furent écartés de leur diocèse pour collaboration (au départ, le gouvernement avait demandé soixante suspensions). Mais une bonne partie des hommes qui prirent le pouvoir à l'automne 1944 tenaient l'Église pour gravement compromise avec le régime de Vichy, y compris d'ailleurs certains résistants démocrates-chrétiens qui en voulaient beaucoup à l'institution ecclésiastique. La réalité était plus complexe, mais il est indéniable que certaines déclarations malheureuses, notamment d'adhésion à la Révolution nationale, avaient pesé lourd. Vichy avait revendiqué des valeurs morales, et un type d'organisation de la société, dont il n'était pas très difficile de démontrer la parenté avec certains enseignements de l'Église, surtout certes celle de Pie IX et de Pie X. Mais ce monde, que Léon XIII et Pie XI avaient tenté de faire évoluer, était loin d'avoir disparu.
- Les frontières de la catholicité ne se confondant pas avec celle de la France, il était encore plus facile de rappeler le soutien de l'Église espagnole à Franco et de l'Église hongroise à Horthy, et l'absence de toute opposition active des catholiques italiens au fascisme. Certes le Vatican, à l'époque de Pie XI, avait condamné le fascisme en 1937, et le nazisme en 1938 ; mais il avait condamné aussi le communisme (en 1938 aussi), à l'immense popularité

en France à la Libération : cette mise sur le même plan des trois totalitarismes était proprement inacceptable à l'époque. Le Pape, Pie XII, était, pour employer une litote, un homme suspect : cet ancien nonce apostolique à Berlin, qui avait négocié le concordat de 1934 avec l'Allemagne nazie et dont le frère avait dirigé les négociations avec l'Italie mussolinienne en 1929, était demeuré bien discret durant la guerre au goût de certains ; ses silences sur le sort des juifs lui valurent des attaques extrêmement violentes, en France et ailleurs. Ce grand seigneur romain n'avait pas le contact facile, et le décorum dont il s'entourait choquait même parmi les catholiques ; en 1954 il fit canoniser Pie X, le Pape de la séparation de l'Église et de l'État, dont la raideur n'avait eu d'égale que celle de Combes : cette décision, motivée évidemment par d'autres raisons, provoqua en France un malaise particulier.

□ Et puis le catholicisme semblait une chose du passé. Bien sûr, on n'était pas dans la situation des pays de l'est et des anciens Pays baltes où les catholiques étaient persécutés, en attendant, entre autres, la Chine, le Vietnam et Cuba. Mais justement, en France il n'y **avait pas besoin de persécutions pour vider les églises... À vrai dire, cette désaffection** n'était pas nouvelle : l'Église des années 1900 était déjà en grande difficulté, très isolée dans la société, mais elle conservait des ouailles ; celle de l'entre-deux guerres avait paru sortir de son isolement, mais elle n'était pas arrivée à regagner des fidèles. Ce n'était pourtant pas faute de volonté : on avait multiplié les paroisses dans les « banlieues rouges » ; la J.A.C., la J.O.C. et la J.E.C. avaient fait preuve d'un grand dynamisme. Ce fut pendant et juste après la guerre que l'Église catholique de France prit réellement la mesure de la déchristianisation du pays. Un ouvrage publié en 1943 par deux aumôniers parisiens de la J.O.C., les abbés Henri Godin et Yvan Daniel, fit beaucoup pour cette prise de conscience : il s'intitulait significativement : *France, terre de mission*.

□ Le tableau d'ensemble était très sombre : l'indifférence progressait. Certes, en 1952, 85 % des Français se proclamaient catholiques, et seuls 8,5 % des enfants n'étaient pas baptisés, mais la pratique était en chute libre : il n'y avait plus que 51 % de « pascalisans », c'est-à-dire de Français qui se confessaient et communiaient au moins une fois par an (cela s'appelle « faire ses Pâques » dans le vocabulaire traditionnel), et 37 % de pratiquants hebdomadaires, dont deux tiers de femmes. Il demeurait des terres de chrétienté, comme la Flandre française, la Savoie, le pays Basque, la Bretagne et l'ouest du bassin Parisien, le grand nord-est : mais c'étaient des régions montagneuses ou enclavées, des périphéries tardivement francisées et qui prolongeaient des zones très catholiques situées au-delà de nos frontières ; des régions où l'on votait à droite aussi (la corrélation avait été mise en évidence dès 1913 par le sociologue André Siegfried, elle était bien plus ancienne), ce qui en 1945 était une autre manière de dire que la religion catholique était condamnée aux poubelles de l'Histoire. Les formes populaires de religion, pour lesquelles l'Église n'avait jamais montré un enthousiasme débordant, survivaient mieux que les autres :

fêtes patronales, pèlerinages, dévotions corporatistes — les mineurs fêtaient toujours la Sainte Barbe.

□ Mais il y avait de « véritables Sibéries » en France, notamment dans le sud-est du Bassin Parisien et le nord-ouest du massif Central, dans le Mâconnais aussi ; certaines catégories de la population étaient massivement déchristianisées comme les enseignants, les cheminots, les dockers, les mineurs. Certains immigrés comme les Portugais et les Polonais faisaient remonter les chiffres de la pratique — mais pas les Andalous ni les Romagnols, aussi déchristianisés que la moyenne des Français.

L'époque n'était pas précisément au retour du religieux : on était à l'apogée de ce que Raymond Aron a appelé « les religions séculières », « les doctrines qui prennent dans les âmes de nos contemporains la place de la foi évanouie et situent ici-bas, dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer, le salut de l'humanité », les religions politiques où le politique devient religion. La menace était bien plus rude que celle de l'anticléricalisme et de l'occultisme du début du siècle, en déclin ⁴⁴⁸, et que celle du prosélytisme protestant, qui n'a guère eu de succès que dans une catégorie très particulière de la population, les Tsiganes. En France après 1945, il s'agissait essentiellement du communisme, « l'opium des intellectuels » selon une autre formule célèbre d'Aron.

b) Les relations Église-État et le MRP

□ L'Église tenta de réagir. Elle n'avait plus à affronter l'hostilité du régime, le radicalisme et les franc-maçons ⁴⁴⁹ étaient en voie de marginalisation. Même les communistes, y compris à l'époque de la guerre froide, étaient beaucoup moins anticléricaux que le petit père Combes, en partie parce qu'ils n'avaient pas besoin d'une raison de plus de ne point être présentables, en partie parce que pour eux l'essentiel était ailleurs ; la religion n'était qu'une survivance, cet adversaire mal en point n'était pas prioritaire — au contraire, il pouvait devenir un allié moyennant quelques manipulations. Du fait de ce climat nouveau, l'apuration du contentieux avec l'État républicain progressa bon an mal an. En 1949, les aumôniers militaires furent rétablis. En 1951 et 1959, les lois Barangé et Debré réglèrent le problème de l'enseignement privé, qui ne fit qu'une brève résurgence en 1984 : la situation est toujours en gros celle de 1959 ⁴⁵⁰. En 1970, le Président Pompidou rouvrit dans le *Journal officiel* la rubrique « Établissements congréganistes », c'est-à-dire que pour la première fois depuis 1901 il reconnut à une congrégation religieuse un statut spécifique, avec notamment des avantages judiciaires et financiers, sous tutelle administrative. En 1976,

⁴⁴⁸ Vers 1990, il restait six à dix mille libres penseurs, pas tous de première jeunesse.

⁴⁴⁹ Biblio. sur les francs-maçons : Cf. J. Gotovitch, « Franc-maçonnerie, guerre et paix », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 75-105

⁴⁵⁰ En 1987, autre brève alerte : le gouvernement (de droite) remit en cause l'obligation d'une journée de congé scolaire par semaine pour la catéchèse.

onze congrégations avaient été ainsi reconnues. En 1978, la Sécurité sociale s'étendit aux prêtres, aux religieux et aux religieuses; les communes reçurent le droit de verser aux curés une indemnité pour le gardiennage de l'Église.

□ Le MRP :

- congrès constitutif en nov. 1944, rassemblant tendances ant. de la DC
- Mais Jeune République continue & certains catho. résistants n'entrent pas dans MRP (René Pleven à l'UDSR)
- Marc Sangnier (pr. d'honneur), Georges Bidault, Maurice Schumann, Gaston Tessier : une génération DC accède au pouvoir
- 1er programme typique de la Libération, nombreux militants et nombreux électeurs, parti de la fidélité à de Gaulle
- 1er parti de France à la 2e Constituante (2 juin 1946)
- ministères (dont 4 Présidences du conseil)
- fondation RPF lui porte un coup sensible (perte d'électeurs au profit du RPF)
- 3e force, divisée par la question scolaire (cf. décret Poinso-Chapuis, 1ère Française à devenir ministre, de la Santé et de la Population)

□ fin 1943 fondation clandestine d'une CGA (Conf. gén. de l'Agriculture)

- 1951>>>, n'a plus de président du Conseil
- perte d'adhérents sur la gauche (toujours militants + à g. que les élect.), et dérive vers la droite
- perte d'audience auprès des catholiques. Passé les lendemains de la Libé., les catho. fr. en reviennent à la tradition de la diversité, du pluralisme
- "parti de l'Europe" (mystique de substitution)
- disparaît en 1967 ⇒ Centre démocrate (opp.) et Comités de Défense paysanne (Centre Démocratie et Progrès, rallié à Pompidou), réunif. 1976 : CDS (Centre des Démocrates sociaux)

c.) Un nouvel art religieux ?

- nécessité reconstruire églises détruites par la guerre
- nécessité construire églises nouvelles dans villes et banlieues
- théoricien du nouvel art religieux : Maurice Denis (1870-1943), peintre, ancien nabi : un art résolument moderne, utilisant techniques nouvelles
- création des Ateliers d'Art Sacré 1919 pour former les artistes
- vitraux de Rouault à l'ossuaire de Douaumont
- Frères Perret : Notre-Dame Raincy 1922. Auguste vient de terminer th. des Champs-Élysées (pas seul architecte !). Bon marché et rapidité sont démontrés. Évocation explicite de la Première Guerre Mondiale avec le grand vitrail des taxis de la Marne (!)
- mais tout n'est pas art nouveau : cf. basilique Lisieux (terminée seulement en 1954)

□ Chantiers du Cardinal (cal Verdier, 1932) sont architecturalement parlant peu originaux
 ⇒ la postérité des fr. Perret est en Suisse, eux-mêmes et leurs disciples construisant peu en France (St Joseph du Havre)

d) La spiritualité

□ popularité exceptionnelle des cultes de Jeanne d'Arc et Thérèse de Lisieux (cf. grand nombre de statues, de sanctuaires, de pèlerinages)

- J.d'Arc canonisée 1920. Grande réc. É-É. Sera à nouveau revendiquée exclusivement par droite dans années 30

- Thérèse, béatifiée 1923 par Pie XI. Grande diff. ses ouvrages, corrigés par sa sœur.

Grande pop. pèl. de Lisieux

□ vies de saints et mystères pop. par théâtre relig. et cinéma

□ grande imp. du TOE

□ pèlerinages :

- org. accueil, prière, transport, etc.

- pèl. patriotiques Grande Guerre

- pèl. à préoccupat. politiques (prier pour Russie, en 1924, par ex.)

- pèl. étudiant à Chartres 1935>>>

□ le nombre des prêtres :

- le nombre des ordinations, qui avait évidemment beaucoup chuté pendant la Première Guerre mondiale, remonte ensuite, mais jamais jusqu'au niveau de la Belle Époque

- déjà un déficit de prêtres dans la France des années 30

e) Les initiatives et les organisations

□ des "militants" formés par l'Action pop. et les Sem. soc.

□ des org. patro. chrét. : Conf. fr. des Professions 1926, Centre des Jeunes Patrons 1938

□ mobil. pour rechristianiser les banlieues :

grâce au Jésuite Pierre Lhande (sermons, *Le Christ dans la banlieue*, 1927-1931, 3 vol.)

□ CFTC (1919) :

- art. 1 des statuts fait réf. à l'encyclique *Rerum novarum*

- méfiance des patrons et de la CGT. En 1924, le président du Consortium du Textile de Roubaix, Eugène Mathon, porta plainte à Rome contre CFTC

- 500 000 adhérents en 1939

□ scoutisme :

- tonalité patriotique exacerbée par Grande Guerre

- 1ères organisations sont protestantes, avant Première Guerre mondiale (voir + haut)

- un scoutisme catho. dans années 20, bourgeois et pop. Mouv. vu d'un bon œil par le patronat, qui aide ⇒ surtout dans zones industrielles
- des Éclaireurs israélites 1922
- progrès lents en France : habitude de marginaliser les activités physiques, résistance de l'ACJF, fondée 1886 par Albert de Mun, Église catho. tiède, voire réticente. 40 000 jeunes 1930

□ grande imp. des "patros" :

pour garçons des patros : *Cœurs vaillants* (1929), où Hergé dessine

□ IOC (1926). Abbé Georges Guérin. 65 000 m. 1937. Une JOCF 1928. Une tenue : chemise claire, cravate, écusson et béret basque

□ IAC 1929. 35 000 m. 1935

□ Semaine de l'Unité fondée (père Couturier) 1935

□ grande imp. des années 20 (*cf.* dates)

□ des catho. enfin ralliés. À la veille de la chute de la IIIe Rép., l'antici. militant du début du XXe siècle n'est plus qu'un souvenir et les dirigeants de la Rép., même personnellement agnostiques, voient dans l'Église une force spirit. défendant des valeurs identiques à celles dans lesquelles se reconnaît le régime

□ grand débat politico-relig. désormais centré, de 1924 à 1984 sur l'École

9°) Fêter la Deuxième Guerre mondiale

a) Les grandes dates

□ situation très diff. de celle d'après la Première Guerre mondiale (voir cours GÉS-7).

Biblio. : le récent copieux J.Lalouette, *Jours de fête. Jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Tallandier, 2010, 389 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, p. 268. Questions de Pétain et du pétainisme **d'après guerre** (*cf.* biographie dans le dossier biographique) ⁴⁵¹, de la collaboration, etc.

□ La fête du 8 Mai est probablement celle dont l'instauration a provoqué le plus de débats et donné naissance au plus grand nombre de textes réglementaires ou législatifs. Cette **complexité s'explique par les traditionnels arguments éco., auxquels s'ajoutent les** considérations relatives à Vichy, à la Résistance et à la Libération, et la concurrence entre les mémoires gaulliste et communiste. Mais pouvait-on ne pas célébrer la victoire et la chute **du nazisme, d'autant que des portions du territoire ne sont libérées qu'avec la** capitulation allemande.

⁴⁵¹ Voir J.-Y. Le Naour, *On a volé le Maréchal !*, Larousse, 2009, 207 p. Ce livre relate l'enlèvement rocambolesque du cercueil de Pétain en 1973 par des nostalgiques d'extrême droite commandités par Jean-Louis Tixier-Vignancour (une émission de TV le 26 novembre 2012).

□ Conséquence : victoire provisoire d'autres dates, comme le 11 Novembre, célébrant aux yeux de De Gaulle la « guerre de trente ans », et surtout du dimanche suivant le 8 mai ; pendant la 1^{ère} législature de la IV^e Rép. une proposition de loi pour que la fête revienne au 8 Mai. Ce n'est qu'en 1953 qu'une loi sur la « commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 » (sic) fixa le jour férié au 8 mai ; **mais de Gaulle l'abroge en 1959 >>> 2^e dimanche de mai** ; VGE fait du 11 Nov. la fête des deux guerres ; loi du 2 oct. 1981 fait à nouveau du 8 Mai un jour férié

□ sur le long terme, les anniversaires décennaux sont particulièrement fêtés.

□ interférence importante avec la répression française des menées insurrectionnelles **d'Algérie, le 8 mai 1945 >>>** pour les Algériens, le 8 Mai symbolise le joug colonial

□ le 14 juillet :

- en 1945 il est (cf. dates) particulièrement célébré : messe à la cathédrale de Marseille, veillée « aux morts pour la liberté » **à Paris à l'Arc-de-Triomphe**, des services religieux à la mémoire des morts de la 1^{ère} armée fr. le 16

- de nos jours une « messe consulaire » à Sainte-Anne de Jérusalem, domaine national français depuis la guerre de Crimée

□ le 18 juin a posé un véritable problème :

- il est célébré dès le temps de la guerre, à Londres puis Alger ; mais en 1945 problème de la place des résistants, finalement assez discrète >>> grand défilé militaire sur les Champs-Élysées, en présence de Mohammed V, sur le modèle de celui du 14 juillet 1919, et **symbolisant l'unité** de la Nation

- 18 juin 1946 : de Gaulle « boude »

- de 1947 à 1958 : deux cérémonies distinctes :

*** à l'Arc de Triomphe, en présence du gouvernement et des corps constitués**

* au Mont Valérien : de Gaulle et les Compagnons de la Libération, un ordre créé le 16 novembre 1940 (1 038 titulaires) ⁴⁵².

* une division donc, avec violent affrontement en 1949 : de Gaulle inaugure, en plus, **l'avenue du général Leclerc, et les communistes font une « contre-manifestation » au carrefour d'Alésia, au cri de « De Gaulle assassin ! Nous défendrons la République ! »**

* En 1957 le président du Conseil, Maurice Bourgès-Maunoury, est Compagnon >>> de **Gaulle lui fait comprendre qu'il ne doit pas venir au Mont Valérien**

- le retour au pouvoir de De Gaulle change tout :

* demande **officielle d'un maximum d'éclat pour le 18 juin 1959, adressée à tous les préfets**

* 18 juin 1960 : inauguration de la Croix de Lorraine du Mont Valérien

⁴⁵² 23 survivants au 11 novembre 2012. Une loi de 1999 a prévu le passage de la gestion de l'ordre au Conseil national des cinq communes membres de l'ordre (île de Sein, Paris, Grenoble, Vassieux-en-Vercors et Nantes) au 16 novembre 2012.

- * mais en province des associations d'AC, généralement proches du PC, refusent de participer aux cérémonies ; en 1968 des 18 juin parodiques par des étudiants
 - * et en 1969 et 1970, absence de De Gaulle ; en 1980 les gaullistes orthodoxes forcent VGE à ne pas venir décorer Geoffroy de Courcel, l'ancien aide de camp de De Gaulle
 - * paradoxalement, c'est sous Mitterrand I (cf. biographie dans le dossier biographique) que se produit l'apaisement et Mitterrand II, en 1990, inaugure sous l'Arc la plaque reproduisant le texte de l'Appel ⁴⁵³
- on peut ajouter qq symboles iconographiques :
- timbres-poste :
 - * la Marianne de Dulac, fabriquée à Londres (!), avec de très belles couleurs
 - * la pauvre série d'Alger : Marianne de Fernez, coq et croix de Lorraine
 - * la série métropolitaine de la Libération : écu, croix de Lorraine et chaînes brisées ; reprise de la Cérès de 1848 et 1870 (!) ; Arc de Triomphe
 - * la Marianne de Gandon, très « quaranthuierde », très belle, ½ bonnet phrygien- ½ cheveux
 - * en 1945, trois timbres sur la libération de l'Alsace-Lorraine

b) La question des mémoires

- La date de commémoration de la Seconde Guerre mondiale est elle-même problématique. Le 11 novembre est choisi dès 1945 pour commémorer les morts des deux guerres, ce qui permet d'effacer la spécificité idéologique du second conflit. Le 8 mai date anniversaire de la capitulation allemande, est décrété fête nationale en 1946, mais son histoire est chaotique : férié seulement de 1953 à 1959, il n'est même plus célébré à partir de 1975 par souci d'esprit européen. C'est la gauche au pouvoir qui en 1981 rétablit le 8 mai commémoré et férié. En fait, la mémoire officielle ne parvient pas à imposer la vision œcuménique d'un peuple français soudé dans la résistance pendant l'Occupation. Dès 1944-1945, la mémoire nationale est polarisée par deux mémoires concurrentes, celle du gaullisme et celle du communisme.
- La mémoire gaulliste est centrée sur l'homme du 18 juin et privilégie les souvenirs de la France libre : l'histoire du pays, à lire les *Mémoires de guerre* (1954-1958), s'est exclusivement écrite à Londres et à Alger...
- La mémoire communiste met davantage l'accent sur la résistance intérieure présentée comme un phénomène patriotique de masse dans l'esprit révolutionnaire de l'an II et de la Commune. Gommant la période 1939-1941, le PCF se présente, non sans exagération, comme le " parti des 75 000 fusillés " et sacre son secrétaire général, Maurice Thorez (cf. biographie dans le dossier biographique) — pourtant en URSS de 1939 à 1944 —, " premier des francs-tireurs et partisans français " (au X^e Congrès de juin 1945). Les communistes

⁴⁵³ Au même moment, des milliers de plaques du même type sont apposées partout en France, tandis que se multiplient le nombre de rues et de places baptisées en souvenir du 18 juin

célèbrent leurs héros militants, comme Georges Politzer, fusillé au mont Valérien en 1942, ou Danielle Casanova, morte en déportation en 1943.

□ Ces deux mémoires dominantes se heurtent à des difficultés dans les années 1950 : la mémoire du gaullisme, parce qu'elle est identifiée à la menace du RPF par les partisans de la IV^e République ; celle du communisme, parce qu'elle est troublée par les exclusions **dont sont victimes des résistants prestigieux (tels Charles Tillon ou Georges Guingouin, le “ Tito limousin ”)**.

□ La prédominance de ces deux mémoires a pour conséquence la marginalisation des autres mémoires. Les anciens prisonniers de guerre (deux millions environ en 1940, dont la moitié ont été captifs en Allemagne durant cinq ans) ne parviennent pas à obtenir une véritable reconnaissance collective, malgré leur puissante association créée en 1945, la Fédération nationale des prisonniers de guerre (FNPG) qui regroupe plus d'un demi-million d'adhérents à la fin des années 1950. Une autre mémoire oubliée **est celle des “ STO ”** (environ 650 000 personnes) **qui réclament en vain d'être reconnus comme des “ déportés du travail ”**.

□ La mémoire des survivants des camps est également éclipsée : ce n'est qu'en 1954 qu'est instituée la Journée nationale de la déportation, célébrée chaque dernier dimanche d'avril. Comme l'écrit l'historien Robert Frank, **“ les survivants des camps ont vécu après la guerre une vive tension entre la rage de transmettre et l'impuissance à communiquer ”**. Bouleversée sur le moment par le retour des déportés, l'opinion n'est pas prête à recevoir les premiers grands témoignages sur la barbarie nazie, comme *L'Univers concentrationnaire* (1946) et *Les Jours de notre mort* (1947) de David Rousset ou *L'Espèce humaine* (1947) de Robert Antelme. La spécificité du génocide juif (près du quart de la population juive vivant en France a été exterminé) est occultée : le symbole de l'horreur à cette époque n'est pas Auschwitz mais Buchenwald, et, jusqu'à la fin des années 1960, le souvenir des atrocités nazies s'incarne au mont Valérien (où quelque 4 000 résistants ont été fusillés) ou à Oradour-sur-Glane (où 642 villageois ont été abattus ou brûlés vifs le 10 juin 1944 par la division SS “ Das Reich ”), **et non au Vélodrome d'Hiver qui est d'ailleurs détruit**. Le refus de faire des distinctions entre les victimes des nazis est largement partagé dans l'opinion d'après-guerre, y compris au sein de la communauté juive elle-même, qui éprouve, par réaction aux persécutions antisémites, un besoin d'intégration dans la société.

10°) Un « pacte autobiographique » ? témoignages et littérature

a) Sartre et ses carnets ⁴⁵⁴

⁴⁵⁴ J.-P. Sartre, *Carnets de la drôle de guerre. Septembre 1939-Mars 1940*, Gallimard, 1983, réédition plus complète, 1995, 673 p.

□ refus de la PMS (cf. biographie dans le dossier biographique), service militaire en 1929-1931 dans la météo au fort de Saint-Cyr (son sergent instructeur est... Raymond Aron) puis près de Tours

□ mobilisé en septembre 1939 « drôle de guerre » en Alsace

□ prisonnier le 21 juin 1940, libéré en mars 1941, nommé à Condorcet en remplacement d'un professeur juif ⁴⁵⁵

□ dans ses carnets, un Sartre « en représentation », notamment aux yeux de Simone de Beauvoir, « Castor » à qui les carnets sont dédiés

□ une description du « monde de la guerre » (expression qui revient souvent), de la drôle de guerre (la « guerre fantôme »). Implicite : un niveau culturel moyen supérieur à celui de l'infanterie de 14-18.

□ la vie du troupier : « vêtements, vivres, coucher », « perte totale de toute dignité humaine », l'ennui, bizarreries des uns et des autres, problèmes de santé, la venue des femmes (dont le « Castor »), rancœur contre les « affectés spéciaux », autres problèmes de moral, l'être et le néant (roman auquel il travaille !)

□ ce qui est noté comme absent : le général en chef, Gamelin (« **Je n'ai** jamais entendu parler de Gamelin ici. »

b) La route des Flandres de Claude Simon (1960) ⁴⁵⁶

□ Né en 1913, il perd son père, officier de l'armée coloniale, dès 1914. Il est mobilisé en 1939-1940 dans le 31^e régiment de dragons (basé à Lunéville), il se bat dans les Flandres belges, est fait prisonnier et s'évade. *La route des Flandres* est son 3^e roman ⁴⁵⁷, avec une continuité vis-à-vis des deux précédents, mais recul de l'autobiographie de l'un à l'autre. À été au programme de l'agrégation de Lettres modernes puis à celui de la BEL (français) il y a deux années. C.S., qui a signé le Manifeste des 121, est mort en 2005.

□ Témoignage sur l'expérience de la guerre en 1940, mais avec une nette « distance », une large part de reconstitution a posteriori dans le contexte de la République gaullienne (cf. le mot de sniper inusité en 1940) : nuance amère au portrait lénifiant du KG donné dans les souvenirs publiés dans les années 50 et au début des années 60 : « On m'a en effet envoyé en Belgique, monté sur un cheval, armé d'un mousqueton et d'un sabre, à la rencontre en rase campagne des blindés et des avions allemands. L'affaire n'a pas traîné. Tout a volé en éclats [...] : en sept jours (entre le 10 et le 17 mai 1940), il n'est plus resté de mon régiment que quelques débris éparpillés dans la nature. Le général qui

⁴⁵⁵ P. Albertini, « Les juifs du lycée Condorcet dans la tourmente », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 81-100

⁴⁵⁶ D'après l'ouvrage collectif, *La route des Flandres de Claude Simon*, Ellipses, 1997, 174 p., et le cours de M. Terrien, fort documenté.

⁴⁵⁷ Après *Le Tricheur* et *La Corde raide*.

commandait la brigade s'est suicidé. Il n'y avait plus en tout et pour tout que deux cavaliers dont moi et un officier auprès de notre colonel lorsqu'il a été tué à bout pourtant par un sniper. Le lendemain j'ai été fait prisonnier. Faim, poux, dénuement et travail forcé. J'ai passé cinq mois au fond de la Saxe à faire du terrassement pour la pose d'un canalisation d'égout. Puis je me suis évadé. Tout cela est assez intéressant si on a la chance d'en sortir indemne. » (interview citée dans le livre collectif cité)

□ de toutes façons, toujours un **refus de l'histoire en tant que science** (notamment les liens de causalité) chez C.S. et l'idée maîtresse que le roman « reflète », mais en substituant un **ordre au désordre** des « choses », au « désastre », et sur le long terme : des **personnages reviennent d'un roman à l'autre**

□ *La Route des Flandres* est **tentative de reconstruction du passé** :

- mais avec des récits secondaires et parallèles

- et avec un personnage (Blum) qui jette systématiquement le doute sur ce que dit un autre personnage (Georges)

- la réalité de la fiction se défait au fur et à mesure : **qu'a réellement vu tel personnage ? telle scène n'a-t-elle pas été rêvée ?**

- et les mots peuvent-ils capter le réel ? ils ne peuvent que conjurer le passé

- toutefois C.S. fait deux types de croquis préparatoires (il a d'abord été peintre...) :

* **des schémas de l'œuvre** (trèfle, coupe géologique...)

* des croquis topographiques très précis de certaines scènes

- toutefois **ce n'est que dans des interviews ou des articles, hors du roman donc, que C.S.** donne la véritable histoire (très précise) du 31^e Dragons en mai-juin 1940

□ la gestion des « images-mères » :

- *La route des Flandres* **naît d'une image-mère**, celle de son colonel abattu « par un parachutiste allemand embusqué derrière une haie » (interview citée dans le livre collectif cité)

- est conforme au « pacte autobiographique » de Philippe Lejeune ⁴⁵⁸

- chaos, fragmentation, décomposition ⁴⁵⁹, grand nombre de séquences, de « flashes » du **souvenir, avec évocation d'images très précises, comme un fragment de haie, les images** permettant de « composer » le roman, avec un véritable « bricolage », comme pour « les vieux films usés » (C.S.)

- >>>> le texte du roman lui-même évoque sa propre gestation, compliquée, difficile

□ d'autres romans de C.S. évoquent la guerre :

- *L'Herbe* est la suite de *La Route des Flandres* et évoque le « retour de guerre »

- *Le Palace* raconte sa guerre d'Espagne

⁴⁵⁸ Ph. Lejeune, *Le Pacte autobiographique*, Seuil, 1975, réédition, Armand Colin, 2011.

⁴⁵⁹ Toute une contribution de l'ouvrage collectif en note plus haut est consacrée à « l'obsession de la décomposition et du pourrissement » !

- dans *L'histoire* et *La Bataille de Pharsale*, aux titres provocateurs, C.S. rend compte de l'afflux des souvenirs chez le narrateur

- dans *Les Géorgiques* (1981), un général fait la guerre d'Espagne (du 1er Empire)

c.) Jean Guéhenno et son journal ⁴⁶⁰

□ J. Guéhenno, prof. de khâgne à LLG (réfugié à Clermont-Ferrand pendant la drôle de guerre), J.G. rétrogradé par Vichy (voir plus haut)

□ a entendu l'appel du 18 juin ; tout de suite le bruit court qu'il organise un « Comité de rébellion contre le gouvernement » >>> ressent douloureusement la douleur de ne plus pouvoir parler sincèrement, devant ses voisins, ses collègues, et devant ses élèves

□ des notations sur la guerre, évidemment, mais elles ne représentent pas la majorité du contenu

□ importance des vacances d'été 1940, du retour à Paris en septembre 1940 : JG remplace un collègue PG à H IV, où il est déçu par les khâgneux qui ne pensent qu'à leur concours !! Mais il revoit quelques anciens de LLG et l'année suivante il réintègre LLG... Toutefois il est déçu par certains de ses khâgneux de LLG en 1942-1943 ⁴⁶¹

□ il écoute la radio anglaise, a du mal à travailler, assiste au 11 novembre 1940 à l'Étoile, est déçu par l'attitude de la « république des lettres » (la NRF, Déat, Valéry, Montherlant ⁴⁶², Drieu, etc.), l'intellectuel qu'il est critique la langue allemande de Hitler (!), les conférences faites à Vichy, la vie mondaine de l'Occupation

□ des pages très belles sur les écrivains du XVIIIe siècle, sur l'enseignement, sur certains anciens élèves... ; des critiques de l'École des *Annales*

□ Des pages au vitriol sur Hitler, Pétain, Brasillach, Pucheu ⁴⁶³

□ il est suspecté par l'administration dès octobre 1941

⁴⁶⁰ J. Guéhenno, *Journal des années noires*, 1947, nombreuses rééditions, la dernière, du vivant de J.G. : Gallimard, 1973, 441 p.

⁴⁶¹ 12 janvier 1943 : « Je me garderai de généraliser ; et j'espère que ts les jeunes gens français ne ressemblent pas à quelques-uns de ceux que je rencontre à LLG. Une classe de khâgne fut toujours peuplée de jeunes intellectuels hypercritiques, et c'est un mauvais milieu pour la foi et l'énergie. Jamais pourtant je n'avais senti devant moi pareille mollesse et pareille inertie. Quelques-uns mis à part, ts suivent l'événement avec la plus effroyable indifférence. L'intelligence de ce pays est profondément malade. Est-ce l'influence de quelques maîtres comédiens : Gide, Giono, Montherlant ? »

⁴⁶² Avec une surprise amusée je retrouve dans les quelques lignes écrites sur Montherlant la stupide vanité de cette victime d'un canular que nous avons fait en khâgne !

⁴⁶³ Dont la carrière motive cette longue notation du 9 novembre 1941 : « C'est mon métier de faire des normaliens. C'est une espèce que je connais assez bien. Et je ne pense pas qu'il y ait nulle part en France rassemblement de jeunes gens plus dévoués à la beauté, à la vérité, à toutes les valeurs idéales, qu'à l'École normale ou dans une classe de préparation à l'École normale, une khâgne. Mais nulle part non plus sans doute on ne peut aussi nettement voir quelle mauvaise puissance peut être celle de la culture, quel ignoble outil peut être le *logos*. Un assez grand nombre de ces khâgneux et de ces normaliens font de brillantes carrières dans la société française. Et quelques-uns sans jamais trahir leur première vocation. Mais quelques autres comptent parmi les plus notoires aventuriers des affaires, de la politique et du journalisme. [...] La pratique du *logos* rend apte à tout, au service du mensonge aussi bien que de la vérité. »

11° Fiche de lecture de P. Laborie. L'opinion française sous Vichy. Seuil, coll. "L'Univers historique". 1990. 410 p. réédition sous le titre L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale. 1936-1944. coll. "Points". 2001. 406 p. par Chrystel OLOUKOI
 N.B. : rp = républicain

Première partie : La crise d'identité nationale, sources, méthodes, problèmes

1. Sources et idéologies

Intérêt capital du gisement que représentent les interceptions postales, téléphoniques et télégraphiques. De 1940 à 1944, des services, discrètement baptisés « contrôles techniques », recueillent des indices sur l'état d'esprit des Français en violant le secret des correspondances et des conversations privées.

2. Opinions et représentations

Mythes puissants qui agissent sur les représentations collectives. Nécessité de prendre en compte le poids de l'irrationnel : effets de distorsion, de cécité, puissance des stéréotypes dans les jugements réciproques des Français sur eux-mêmes.

Quelques facteurs caractéristiques du mode de construction des représentations :

- les effets réducteurs : simplifications, amalgames, stéréotypes >> manipulations, propagandes
- les effets des couples repoussoirs ou des couples antagonistes : représentations fonctionnent couramment par attitude négative de rejet selon des articulations binaires, oppositions manichéennes >> progrès social contre intérêt national en 1938 ; le bon maréchal face à l'âme noire de Laval etc.
- effets d'inertie, de normalisation, de refuge, d'intégration, de fusion : vlté permanente mais non consciente d'identification au groupe >> rôle sensible dans les situations de crise où ils produisent par opposition binaire, des effets inversés, comme l'exclusion
- les effets de miroir : représentations s'organisent en fonction d'une image supposée de « l'autre »
- les effets d'anticipation : avenir conçu comme prédéterminé à partir de ce qui est vu et compris du présent >> perceptions de la guerre civile espagnole et la lecture du futur qu'elles suggèrent pour les Français en 1936 et 1937.

Hierarchie des préoccupations → explique, sans justifier, l'attitude générale d'indifférence à l'égard du sort des Juifs en 1940 et 1941.

3. La crise d'identité nationale

Années qui précèdent l'effondrement de juin 1940 → altération du sentiment national, désintégration du tissu national.

• Fragilité du référent commun

Crise de la nation = reflet d'une grave crise de la conscience collective, ou encore de la « moralité collective » selon les termes de Marc Bloch, *l'Étrange Défaite*.

République elle-même en crise → scandales, dysfonctionnements du régime parlementaire. Contestée à la fois dans les rangs de la gauche à travers la dénonciation d'un ordre social qu'elle contribuerait à figer, et dans les rangs de l'extrême-droite où elle est haïe au point parfois que certains souhaitent la

négarion même de la nation. Dans *Une saison gâtée, Journal de la guerre et de l'occupation*, Charles Rist dépeint l'obsession de ces milieux : « Périclisse la France pourvu que la République meure aussi ». Marc Bloch de son côté évoque ceux qui ont accepté trop tôt le désastre « parce qu'ils lui trouvaient ces atroces consolations : écraser sous les ruines de la France un régime honni ».

- *Divisions et confusions*

C'est moins en fonction de l'intérêt de la nation que de leur possibilité de récupération, comme arguments de poids dans les affrontements intérieurs, que les problèmes extérieurs sont jugés. Confusion participe du repli vers les stéréotypes et la dérive vers des comportements irrationnels. Raymond Aron avoue avoir lui aussi à ces moments-là désespéré de la nation : « Il m'est arrivé par instants de penser, peut-être de dire tout haut : s'il faut un régime autoritaire pour sauver la France, soit, acceptons-le, tout en le détestant. » Au début de 1940 face à une nouvelle dégradation de la situation, André Gide voit les esprits « s'acheminer peu à peu à l'idée d'une nouvelle dictature » (*Journal, 1939-1949*).

Incapacité du pays à apporter des réponses nettes à des questions primordiales pour son avenir : qui sont les ennemis ? Ceux du dedans ou du dehors ? Où se situe le danger prioritaire ?

- *Deux grandes interrogations*

En premier lieu, interrogation sur la réalité du consensus dans la France de 1939 : suffit-il de faire observer, à travers la popularité dont il bénéficie, l'adhésion de l'opinion à l'œuvre de redressement d'Edouard Daladier, et à la vlté de faire face qui lui est prêtée, pour admettre que le pays était moralement préparé et que tout avait été fait pour ressouder le tissu national, peu de temps auparavant profondément déchiré ?

En second lieu, interrogation sur les rapports éventuels entre les effets de la crise dans la sensibilité collective et la nature des réactions de l'opinion face à Vichy. Dans quelle mesure la paralysie du plus grand nombre face au sentiment de déclin ou les révoltes qu'il provoque chez quelques autres peuvent-elles éclairer les choix de 1940 ?

Deuxième partie : Vichy avant Vichy ? Dérives et engrenages

Introduction

Effondrement de juin 1940 = traumatisme. « Quiconque ne fait pas l'effort nécessaire pour comprendre aujourd'hui ce qu'a pu être cette humiliation risque de ne jamais sentir ce qu'a pu être l'origine de la Résistance, c'est-à-dire un mouvement élémentaire de dégoût et de refus... » Jean Touchard, à propos de la liquéfaction de l'opinion en juin 1940, dans *La Gauche en France depuis 1900*.

1. *Les constats : un climat de confusion, des images floues et ambiguës*

- *Trouble et désarroi*

Confusion des esprits = symptôme caractéristique de la crise d'identité nationale. Disparition/friabilité des références idéologiques et des symboles traditionnels d'identité accroissent l'impression d'insécurité dans la sensibilité collective. Renforce tentations au repli, à la résignation, réflexes d'exclusion et autres dérèglements propres à la montée de l'irrationalité.

Clivages politiques qui émergent à partir de l'automne 1938, tant dans l'ensemble de l'opinion qu'au sein des partis et des syndicats, ne passent plus par les frontières habituelles des familles politiques traditionnelles. Sourds règlements de comptes entre socialistes et communistes.

La dégénérescence des symboles. Chassés croisés de 1936 entre drapeaux rouges et tricolores, Internationale et Marseillaise, mise en veilleuse de l'Avant-Garde des Faucons rouges, ou encore la vlté de ne pas laisser à la droite le monopole de Jeanne d'Arc, « fille du peuple », montrent bien que les enjeux sont connus et ressentis comme tels.

Célébration du 150^e anniversaire de 1789 va dans ce même sens de dégénérescence des symboles. Jean Zay, chargé de la responsabilité de la commémoration, indique les difficultés rencontrées dans *Souvenirs et Solitude*, 1987. Le 14 juillet 1939, dans un Paris noyé sous une pluie diluvienne, le souffle révolutionnaire se fait léger. Il est ramené à l'abstraction de quelques grands principes, et réduit aux proportions du message radical-socialiste du moment, celui de la démocratie rurale et des autorités constituées, pour reprendre les expressions utilisées par Edouard Herriot. « La France fête le 150^e anniversaire de la Révolution. Mais tout se passe comme si elle avait un peu honte. » écrit Jean Guéhenno en juillet 1939.

L'école et la crise de la nation. Automne 1934 → violente polémique contre « l'école rouge », accusée de préparer la guerre civile et de corrompre le cerveau des enfants.

- Contradictions et ambiguïtés du pacifisme

Très grande diversité d'attitudes dont le seul point commun est une profonde aspiration à la paix. Le pacifisme n'est pas uniforme. Intense désir de paix imprègne incontestablement l'opinion française dans l'entre-deux-guerres ; refus viscéral de la guerre ; sentiment puissant, largement majoritaire dans le pays, enraciné dans des convictions profondes où la part d'idéalisme reste forte. Véritable mystique de la paix, croient à la nécessité d'inculquer la haine de la guerre aux enfants.

→ Mémoire collective joue un rôle déterminant dans la puissance de cette lame de fond pacifiste : « L'horreur de la guerre anime les hommes de ma génération. Ils ont eu vingt ans dans les tranchées », écrit le journaliste Robert Lazurick (quotidien *La Justice*, 15 mars 1939). Même si +1/5 ont déjà disparu en 1938, les survivants du conflit représentent environ 40% de la population masculine, soit 2/5 hommes. Il faudrait ajouter pour apprécier convenablement le poids de cette empreinte directe et concrète, les 2 millions de « victimes de guerre ». Silhouettes noires des femmes, images parfois insupportables des mutilés, célébrations du 11 novembre, puissantes associations d'anciens combattants, multiples mouvements et organisations de toutes origines, formidables succès de librairie⁴⁶⁴, cinéma⁴⁶⁵, valeurs diffusées par l'école >>> tout entretient et réactive la sensibilité au souvenir de 14-18.

Si l'on cherche un point de consensus dans une France déchirée par ses antagonismes, on peut le trouver dans ce pacifisme foncier, largement partagé ; mais fragilité d'un tel consensus. La référence à la paix correspond en effet à des motivations et à des finalités très diverses. Pacifisme multiforme. Non seulement les aspirations pacifistes ne coïncident pas avec les frontières des grands courants politiques, mais elles établissent elles-mêmes d'autres clivages qui les traversent et les transcendent. Pacifisme = un des crédos du socialisme français. Mauvaise conscience liée au souvenir de l'Union Sacrée. Parti va se déchirer sur le problème de la paix, même si, au prix de l'équivoque, la « religion de l'unité » conduit les responsables à sauver les apparences. Evolution amorcée par Léon Blum lors du Congrès de Royan : accepter le risque de la guerre pour éviter la guerre (7 juin 1938), se heurte aux résistances du puissant courant traditionnel animé par un anticommunisme primaire profondément ancré.

Contradictions et incohérences encore plus graves dans les groupes minoritaires des « pacifistes révolutionnaires ». Deux grandes attitudes se détachent :

- la première rejoint le champ très ouvert du pacifisme intégral, dans la ligne politique de Félicien Challaye, qui préfère, à tout prendre, l'occupation étrangère à la guerre, et croit même face à Hitler aux vertus de la paix désarmée.
- la deuxième grande tendance est celle du « défaitisme révolutionnaire » qui préconise de transformer la guerre extérieure en guerre civile et en « révolution ouvrière internationale » pour permettre au prolétariat de prendre le pouvoir.

Parti communiste : sa fidélité à la ligne antifasciste reste constante jusqu'au virage de septembre 1939. Forme un bloc sans fissure, mais isolé, tant à l'intérieur de la gauche que dans l'ensemble de l'opinion. Anticommunisme puissant.

⁴⁶⁴ *Le Feu*, H. Barbusse ; *Les Croix de Bois*, R. Dorgelès ; L-F. Céline, *Voyage au bout de la nuit* etc.

⁴⁶⁵ *La Grande Illusion* de Jean Renoir (1937) et *J'accuse* d'Abel Gance (sorti en mars 1919 et repris en 1922)

Ailleurs, dans la droite conservatrice ou extrême, mais venant largement déborder sur l'espace traditionnel de la gauche, un pacifisme détourné sert d'arme absolue à la dénonciation et à la lutte contre le complot international d'origine soviétique. Collusion entre anticommunisme et antisémitisme à cette période⁴⁶⁶.

► En dépit d'un accord de façade, de convictions profondément ressenties et largement partagées dans le pays, le pacifisme n'assure aucune fonction réelle de cohésion dans l'opinion à la fin des 30's. Paralysée par l'horreur de la guerre et le dogme de la *der des der* ou du *plus jamais ça*, la nation, saignée à blanc, est anesthésiée par la peur obsessionnelle d'un risque de nouveau conflit.

2. Une situation d'anomie : aveuglements et dérèglements

• Ambivalence et nouvelles ambiguïtés

A partir de l'automne 1938 et tout au long de la dernière année de paix → Daladier bénéficie d'une autorité reconnue et d'une grande popularité. Mais on ne peut y voir l'expression manifeste d'une communauté nationale ressoudée autour d'objectifs clairement perçus. Ambiguïté du projet politique de Daladier et de son image d'homme d'Etat. Nombreuses ambivalences :

- ambivalence entre la vlté proclamée de redressement moral et les références appuyées à l'héritage républicain, ces dernières étant mises au service du premier. Or, le renouveau de la spiritualité, l'insistance sur les notions de devoir, de discipline, d'ordre, d'effort, le rôle majeur de la famille témoignent au moins en partie d'une remise en question de l'individualisme, du principe de l'affirmation des droits, des valeurs libérales issues des Lumières et de la RF. → Sur ce point, le passage au discours pétainiste sera pour l'opinion moins brutal qu'on ne veut le laisser croire.
- ambivalence autour du non-dit sur le déclin : à vouloir convaincre avec une telle insistance de la nécessité primordiale d'une remise en ordre en profondeur, il a fait inévitablement apparaître, en négatif, l'idée d'une décadence de la nation

L'ambivalence qui sous-tend le projet politique imprègne aussi la sensibilité collective, partagée entre espoir et inquiétude, poids de la peur et certaine insouciance résultant d'un excès de confiance → la « maginite » et tout ce qui s'appuie sur l'exploitation du mythe de l'invincibilité de la ligne Maginot. Dans une certaine mesure, l'alliage subtil qui imprègne majoritairement l'esprit des anciens combattants, « ce double et profond attachement à la patrie et à la paix », selon l'expression d'A. Prost, relève de ce sentiment ambiant d'ambivalence.

Concernant le cinéma, les images de la guerre d'Espagne habituelles en 1936/7 se font rare par la suite, tout comme celles de l'armée allemande. Thème de la défense régulièrement abordé, mais « sans que soit jamais désigné l'ennemi »⁴⁶⁷. Dans l'ensemble, discours qui se veut rassurant : glorification de l'armée, de sa force, de sa puissance défensive, reportages sur la haute-technicité de la ligne Maginot et des usines d'aviation etc., évocations de la fidélité de l'Empire colonial, de la solidité de l'alliance anglaise et des anciens combattants. C'est le même type de message que l'on retrouve dans

⁴⁶⁶ Cf. S. Berstein et J-J Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, p.320-328 : « L'acte d'accusation du judéo-communisme est alors dressé, de manière implicite, comme honteuse, par une partie de l'opinion républicaine traditionnelle, de manière d'autant plus franche et ouverte par l'extrême-droite, qu'elle sait qu'une bonne partie des Français est désormais prête à accueillir ses arguments » (p.323-324).

⁴⁶⁷ J-P. Jeancolas, *15 Ans d'années trente. Le cinéma des Français, 1929-1944*

les deux films officiels : *Unité française*⁴⁶⁸ et *Somme-nous défendus ?* qui reçoivent deux des grands prix du Cinéma français le 7 juillet 1939.

Le cinéma de fiction en revanche, reflète plutôt l'autre versant de cette confiance imperturbable, celui des ombres. *Quai des brumes*, de Marcel Carné, récompensé en même temps que les deux films précédents en dit beaucoup sur la fragilité et l'instabilité du moral des Français, sur les multiples reflets d'une ambiguïté omniprésente dans leurs préoccupations.

- *Les dérives vers l'irrationnel*

Dès 1895, G. Le Bon dans *Psychologie des foules*, relevait les trois principes qui permettaient d'incruster les idées « dans les régions profondes de l'inconscient où s'élaborent les motifs de nos actions » :

- l'affirmation dégagée de toute preuve et de tout raisonnement
- la répétition
- la contagion >>> les idées, les émotions, les croyances « possèdent un pouvoir contagieux aussi intense que celui des microbes »

L'idée de déclin est soit ouvertement et pesamment affirmée par un large courant réactionnaire où les droites extrêmes donnent le ton, soit discrètement suggérée par l'image ambivalente d'une politique fondée sur la nécessité de la remise en ordre du pays.

Ralph Schor, thèse sur *L'Opinion fr. et les Etrangers en Fr. de 1919 à 1939* → importance du phénomène xénophobe dans la France des 30's. Aggravation à partir de 1937, en particulier à la suite d'une série d'attentats politiques qui exaspèrent l'opinion. Deux éléments essentiels :

- forte assise du phénomène qui ne se limite pas aux milieux proches de la droite
- et, contrairement à ce qui est parfois avancé, la phase d'explosion est antérieure à l'arrivée massive des réfugiés espagnols, même si, l'aspect spectaculaire du déferlement laisse des traces. Cf. J. Giraudoux qui note en 1939 : « Entre chez nous qui veut. Notre terre est devenue terre d'invasion ». (*Pleins pouvoirs*)

Parallèlement/Complémentairement, à partir d'avril 1938 et du retour de Daladier aux affaires, toute une série de circulaires officielles, nt du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut, indiquent clairement de la part des autorités, une vlté de surveillance, de contrôle et de répression à l'égard des étrangers. Décret du 12 novembre 1938 autorise l'internement préventif des « indésirables » dans des centres spéciaux pour des motifs de sécurité = « une véritable loi des suspects »⁴⁶⁹.

Alors que dans les deux premières années de la guerre civile on clame haut et fort à Toulouse que l'Espagnol n'est pas un étranger, on assiste en 1939 sous l'effet du « mascaret humain » (expression de Sarraut), de la ruée des hordes humaines et du contexte événementiel à un glissement radical de l'opinion. Le réfugié devient l'étranger, on passe du rp à l'indésirable. Dominique Schnapper, *La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France* : « Il a suffi de quelques mois pour que l'hostilité et le mépris succèdent à l'émotion. » → Lettres anonymes ou associations dénoncent les comportements d'étrangers, espagnols surtout. Cela peut aller de la vie privée de la

⁴⁶⁸ Réalisé à partir d'un voyage de Daladier en Corse, Tunisie et Algérie du 2 au 6 janvier 1939, on peut y entendre : « Ce pays pacifique et tranquille, parce qu'il est sûr de sa force, parce qu'il a la certitude de sa force, est en mesure de faire face à toutes les attaques et à tous les défis ». Dialogues de la même veine dans *Somme-nous défendus ?* où se mêlent scénario de fiction et documents sur la puissance militaire du pays.

⁴⁶⁹ Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski : *Le sang de l'étranger*. Les immigrés de la MOI dans la Résistance. Fayard, Paris, 1989, 477 p

veuve d'un rp fusillé, dont les visiteurs passent « même la nuit chez elle »⁴⁷⁰, jusqu'à une demande de licenciement exigé par le Comité de vigilance et d'action des anciens combattants de la Haute-Garonne : « A l'heure où les Français se font tuer pour défendre la patrie, les Anciens Combattants ne sauraient admettre que des étrangers jouissent, en toute quiétude, à l'arrière, de situations publiques. »⁴⁷¹ La discrimination est voulue, exigée, ressentie comme la simple expression du bon sens. Cette représentation de l'étranger dont le rp espagnol devient un archétype, contient en germe les conduites qui vont se dégager après la défaite, sous Vichy.

Qu'il soit implicite ou larvé, selon l'expression de Serge Berstein, qu'il soit populaire ou de conviction idéologique, l'antisémitisme imprègne une grande partie de l'opinion française, à droite et à gauche, chez les catholiques, dans tous les milieux professionnels. Des comportements antisémites insidieux apparaissent aussi dans une partie des films produits à cette période, y compris dans les plus grands, comme *La Grande Illusion* qui n'évite pas quelques poncifs antisémites. Représentation antisémite banale repose à cette époque sur une double argumentation :

- celle tirée du fond traditionnel, stimulée par les conséquences de la crise économique : voit dans le Juif un financier aux méthodes déloyales, acharné au déclin des classes moyennes, qui cherche l'affaiblissement général du pays pour s'enrichir, et qui est partout, théorie du complot
- celle qui tient plus étroitement à la conjoncture et aux affrontements idéologiques : on soupçonne les Juifs, parfois on les accuse ouvertement, de vouloir précipiter la France dans la guerre contre l'Allemagne, pour défendre le sort de leurs coreligionnaires persécutés

• *La désintégration du tissu social : La grève du 30 novembre 1938*

= événement clé, révélateur des attitudes latentes d'une société en crise.

Après les grèves dans le Nord et la région parisienne, l'occupation des usines Renault, les heurts violents avec les gardes mobiles et les réactions vigoureuses du patronat⁴⁷², c'est dans des conditions un peu précipitées et sur des objectifs en partie ambigus que l'ordre de la grève générale est lancé pour le 30 novembre. >>> Hostilité de la population à ces grèves qui jettent le désordre dans le pays, et créent un handicap redoutable au moment des négociations avec l'Allemagne. Les quotidiens reprennent l'argument de Daladier, dénonçant « une action de masse contre le gvt de la république » pour le « contraindre à capituler sous la menace » (*La Dépêche* de Toulouse).

Daladier veut en finir avec les pressions de l'opposition de gauche et le relais qu'elles trouvent dans le mvt syndical. Il se range donc au côté d'un patronat en mal de revanche et décidé à briser la CGT : le patronat était décidé à gagner sa « bataille de la Marne » (expression due à Simone Weil). Vlté d'en découdre avec le monde ouvrier et sa représentation syndicale est illustrée par la concentration du tir sur les 40 heures, à forte portée symbolique. Pour le monde ouvrier, il n'est pas question d'augmenter la durée du travail alors qu'il y a des chômeurs ; pas question de renier l'esprit du Front populaire en cédant sur une mesure indissociable de cette victoire historique sur le patronat.

Echec de la grève du 30 nov. suivie d'une répression massive : 800 000 licenciements dans 15 grandes entreprises du secteur privé. Effets désastreux, et Jouhaux s'en inquiète publiquement : on n'a pas hésité, écrit-il, à risquer la dislocation du pays « pour satisfaire des rancunes », à mener une politique qui exclut les travailleurs de la collectivité nationale. « Contre la classe ouvrière on a créé une

⁴⁷⁰ AD HG 1960-64 = Archives de la Préfecture régionale de Toulouse et de la Haute-Garonne. Le correspondant ajoute qu'elle est réputée pour « ses idées communistes avancées » et conclut : « En bon Français, je fais mon devoir ».

⁴⁷¹ La personne concernée est un Espagnol travaillant à la préfecture comme électricien. AD HG 1960-64, 17 octobre 1939.

⁴⁷² 28 000 licenciés chez Renault, 3400 chez Farman à Boulogne

atmosphère de guerre civile [...] On ne peut pas traiter les travailleurs en ennemis et prétendre en même temps faire appel à eux » + Répression judiciaire (1731 poursuites, 806 peines de prison) qui comme le souligne Guy Bourdé, a un caractère infamant et une forte valeur symbolique → signifie à l'opinion publique que « l'appareil d'Etat est à nouveau dirigé contre le mvt ouvrier » (*La défaite du Front populaire*). Mvt ouvrier brisé, milliers de syndicats décapités qui disparaissent, effectifs s'écroulent (4 millions en 1937, 1,5 millions au début de 1939). Selon l'expression de René Belin, « s'en était fini du syndicalisme de masse ».

► Ce n'est donc ni la guerre, ni les retombées du pacte germano-soviétique, ni la défaite, ni Vichy, contrairement à ce qui est souvent avancé, qui déclenchent le mvt de dégradation du syndicalisme ouvrier ou qui en portent la responsabilité première. Ruptures profondes qui vont laisser des traces.

3. Les mécanismes : logiques et engrenages

Etude de 4 grandes logiques, qui viennent se renforcer les unes les autres : par exemple, l'inertie et l'immobilisme contribuent à renforcer la logique de l'aveuglement.

• La logique de l'immobilisme et du renoncement

Dans son expression majoritaire, la société française des 30's répugne au mouvement. Attitude manifeste dans la classe politique : clientélisme électoral, culture dominante toujours fortement imprégnée de ruralité. Reflète de façon inconsciente, une absence de dynamisme en relation avec l'évolution des structures démographiques >> phénomène indissociable de la saignée de la WW1. Problème des responsabilités d'une partie des milieux dirigeants, dont le Sénat, à travers son mode d'élection, pourrait être le symbole. La classe politique dans son ensemble est le reflet sociologique d'une France peu ouverte à la modernité. Justification de tous les attentismes, logiques de la résignation et du consentement à l'inévitable qui peut conduire jusqu'à l'esprit de soumission.

• Les logiques de l'aveuglement

Soulignée par de nombreux observateurs de la période (Rist, Chauvel, Aron etc.). Profonde ignorance des Français sur les pb du temps, grave méconnaissance des réalités internationales, et des nécessités de la sécurité extérieure. Ravages exercés par le pacifisme : « S'ils doivent mourir des bouleversements politiques de ces dernières années, la plupart de nos concitoyens auront du moins la consolation de les avoir méconnus » écrit Paul Marion.

A propos de Munich, R. Girault comme J-B Duroselle estiment que, même si l'on admet l'argument d'une politique d'apaisement imposée en 1938 par souci de réalisme, l'idée repose de toute façon sur une vision fautive de la nature profonde du nazisme. L'engrenage de l'aveuglement est tel que l'opinion en arrive à ne plus relever l'aspect dévoyé de certains comportements : par exemple ceux qui consistent à faire de l'Allemagne et de ses réactions éventuelles face aux initiatives de la France, une sorte d'arbitre de la situation intérieure du pays. Ne pas déplaire au chancelier, ne rien faire qui puisse heurter sa susceptibilité >>> forme de raisonnement courante chez les pacifistes de tous bords. La normalisation de cet état d'esprit = témoignage supplémentaire de la détérioration du sens national.

• Prismes réducteurs et myopie hexagonale

Trop souvent, la réalité n'est lue, analysée et interprétée que du seul point de vue national, à travers les vues déformantes d'un « prisme hexagonal » qui précède de peu « l'illusion gallocentrique » du royaume de Vichy (Michel Winock, *La Fièvre hexagonale*). « Le miroir espagnol » → La guerre d'Espagne n'est pas perçue et jugée comme un événement extérieur, mais intégrée aux luttes internes de la politique nationale.

La myopie hexagonale va avoir ses effets les plus sensibles dans la représentation que l'opinion se fait de l'Allemagne. Giraudoux : « le problème français est un problème intérieur, non extérieur ». → L'obsession du débat français et l'exaspération des antagonismes vont perturber la hiérarchie des priorités dans les dangers entre Allemagne ou URSS, fascisme ou communisme, menace étrangère ou complot intérieur.

• L'engrenage de la peur

Omniprésente, multiforme : peur de la guerre, peur du complot révolutionnaire, peur du fascisme, peur de la guerre civile, peur du bolchevisme, peur sociale, peur de la foule, peur de la décadence, peur de l'évolution du monde, peur globale et irrationnelle de toutes les différences, de l'autre, du Juif, de l'étranger, parfois même de l'ouvrier... >>> La peur issue d'un état de crise, contribue en retour à l'amplifier.

Rumeur de septembre 1936 → psychose collective qui se développe au cours de l'automne à l'échelle du pays. Source = dossiers exceptionnellement complets de la région de Toulouse. Les choses commencent dans les régions du Midi par l'exploitation de rumeurs alarmistes dans la presse. Font état d'un plan de complot préparé par les communistes, sous l'autorité du « chef des soviets de Gérone et de Figueras ». Scénario prévu correspond au schéma type des actions menées en Espagne depuis juillet par les « rouges » (selon la vision qu'en a la droite conservatrice fr.) : prise d'otages, exécutions, installation au pouvoir par la terreur.

Ces rumeurs de complot communiste accréditées par la presse provoquent de véritables émotions populaires, des listes de noms de notables circulent, sans que la provenance en soit identifiée, et qui soi-disant élaborées par les communistes, donnent les noms de tous les futurs otages à exécuter. Dans plusieurs cantons, les familles qui se croient menacées achètent des armes et des munitions, les listes de victimes circulent partout, des familles effrayées demandent l'autorisation de se mettre en sécurité dans les casernes de gendarmerie. Verrous sont placés aux portes et fenêtres, les gens se barricadent et dorment avec leur fusil etc. Ce n'est que vers la fin du mois de décembre que la tension commence à baisser lentement dans les esprits.

La perception des autorités → les listes et les noms des victimes, soit le point nodal de l'affaire, sont bien l'arlésienne de la rumeur : « Personne ne peut se targuer d'avoir vu les listes d'otages » (Rapport du 18 octobre) >>> on ne les connaît que par ouï-dire, ou par l'intermédiaire de la presse, qui elle-même les connaît par ouï-dire. Schéma classique de la rumeur : « la nouvelle a circulé de bouche en bouche, dans les cafés, sur les marchés, déformée ou amplifiée ». Conclusion du commissaire : « On se trouve en présence d'une campagne méthodiquement organisée par des éléments de droite cherchant à troubler la petite bourgeoisie ». → Climat de peur éclaire les événements de l'automne 1938 et la dureté de la répression.

L'Espagne rouge → son image et tous les stéréotypes qui s'y rattachent sont indissociables du développement de la peur dans la sensibilité collective, et y tiennent souvent lieu d'explication. L'Espagne rend la France malade de la peur.

Premier bilan : la France en pente douce

Janine Bourdin souligne une donnée essentielle qui explique le ralliement à l'unité mythique incarnée par Vichy : « On cherche en vain dans la France de 1939, ce qui pourrait être le ferment d'une véritable Union Sacrée » (*La France et les Français en 1938-1939*). Le calme d'une mobilisation effectuée sans problèmes et la faible proportion d'insoumis ne doivent pas faire illusion. L'état d'esprit dominant est moins celui d'une nation consolidée par l'épreuve, resserrée et à nouveau réunie dans sa détermination à en finir avec une situation intolérable, que celui d'un peuple prêt à s'acquitter de son devoir. Images des actualités cinématographiques >>> pas de manifestations d'enthousiasme, citoyens disciplinés qui partent faire leur devoir ; Ni héroïsme grandiose, ni protestation, mais moins encore de défaitisme. >>> Aucune fatalité ne condamnait le pays à la certitude d'une déroute, les Français étaient prêts à se battre. Mais, la drôle de guerre, avec sa situation de « belligérance sans vraie bataille » (René Girault) réinstalle la nation dans le sens de la ligne de pente et achève de tout compromettre.

Troisième partie : Les représentations dominantes et le mouvement de l'opinion, 1940-1944

1. Septembre 1939 – Juin 1940 : régression et enlisement

• Les logiques de la drôle de guerre

Trois grands types d'effets :

- une nouvelle plongée dans la confusion
- le développement pernicieux d'une logique déprimante de l'attente et de l'inaction qui refait émerger une sensibilité de crise
- un climat psychologique débilisant de « Sparte molle », aggravé par une énorme entreprise de désinformation

Ambiguïtés, indécisions qui jettent à nouveau le discrédit sur le régime parlementaire. Gide constate que l'idée de la solution autoritaire progresse dans l'opinion : « l'on voit les esprits les plus sains s'y acheminer peu à peu ».

Bourrage de crânes >>> mépris avec lequel les Français sont traités pendant cette période, crétinisme de l'intoxication à laquelle ils sont soumis.

Exode → 8 à 10 millions de Français, troupeau désesparé ; en posant « le fondement moral de l'armistice » (expression d'Alfred Fabre-Luce), le chaos de l'exode amène les esprits au consentement de la défaite.

• Perspectives et problèmes

Pour la période 1940-1944, les comportements, pour reprendre la distinction de Maurice Agulhon, relèvent plus des structures mentales que des idées : clivages droite/gauche ont volé en éclats. Le poids des héritages culturels chez ceux des paysans qui, comme dans le haut Limousin, en viennent à partager une complicité active avec les résistants, ou la précocité des prises de conscience collectives liées aux formes de solidarité effective qui découlent des traditions et des conditions de travail spécifiques au monde ouvrier, expliquent bien des choses dans leur comportement.

2. 1940-1941 : le ralliement et ses malentendus

Parler d'opinion publique au début de l'été 1940 n'a guère de sens : la confusion est à son comble, la République sombre dans la peur et « les consentements moites de la médiocrité » (Jean Lacouture), les Français sont déboussolés, la nation est à la dérive etc. Sur 1,8 millions de soldats tombés aux mains des Allemands, 1,6M seront transférés hors de France et les deux-tiers resteront en captivité jusqu'à la fin de la guerre⁴⁷³.

Les Français sont massés autour de la parole religieusement écoutée du « plus illustre des Français ». Penser Pétain reste la seule et unique façon de continuer à penser français : qui ne pense pas comme lui s'exclut de la communauté nationale. Netteté d'une frontière clairement tracée entre les bons et les mauvais citoyens, la partie saine de la pop. et le rebut, se veut une réponse aux confusions de l'avant-guerre.

Phénomènes collectifs de surdité/cécité sélectives sont aggravés par l'exploitation du sentiment de culpabilisation issu du désarroi. Cf. Pétain : « Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on n'a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur ». Thématique du châtime et du repentir puissamment relayée par le discours de l'Eglise catholique. Prêtres et prélats retrouvent les accents et les arguments des lendemains de la défaite de 1870 et de la Commune. Atmosphère d'expiation.

• Mécanismes et limites du ralliement

Si l'adhésion massive qui entérine la liquidation de la République relève bien du politique, elle est pourtant en partie étrangère au monde des idées politiques : l'attachement à Pétain est de l'ordre de l'affectif, de l'imaginaire, de l'irrationnel. Sacralisation du culte du Maréchal ne laisse aucune place à

⁴⁷³ Voir *La Vie quotidienne des prisonniers de guerre, 1939-1945*

l'improvisation : officines spécialisées règlent minutieusement le rituel, fabriquent des images emblématiques, production à l'échelle industrielle. Maréchalisme de base = un des ressorts profonds des attitudes collectives pour toute la durée de la guerre : dissociation entre l'affection au maréchal et l'adhésion au régime, qui se cristallise dans l'opposition entre « le vénérable vieillard » et l'image repoussoir de Laval ou à un degré moindre, de l'amiral Darlan. Trois facteurs jouent principalement dans les mécanismes d'adhésion :

- l'engrenage du consentement : idée qu'il n'y a pas d'issue en dehors de Vichy et qu'en conséquence le seul choix possible est l'obéissance >>> véritable dogme de l'infaillibilité auquel est associé Pétain..
- le sentiment d'une reconstruction nécessaire de la nation : aspiration à la réconciliation dans l'unité retrouvée de la nation. Mais en s'appuyant sur cette aspiration, Vichy se condamne à réussir : l'identification du régime à l'idée-force de l'unité nationale est un solide facteur d'adhésion, mais elle comporte également en cas d'échec, le risque de devenir un sérieux motif de désaffection.
- l'absence de lucidité dans l'anticipation : pop. entièrement absorbée par l'urgence des pb personnels, ne se situe que dans le court-terme, perception aplatie du temps, incapacité à discerner avec lucidité la cohérence politique du projet de Vichy. Vichy pour la maj. = provisoire, régime de circonstance

Préoccupations quotidiennes (ravitaillement surtout) = obsession des Français, inertie vis-à-vis de la Révolution nationale et des oppositions à cette Révolution nationale. Existence dans la pop. d'un fond d'hostilité primaire à l'égard des Juifs (cf. les 30's), réactivé et encouragé par le climat ambiant, d'autant plus aisément qu'on les désigne comme les « responsables » de la défaite.

- Premiers dérapages

Drame de Mers el-Kébir, affaire de Dakar, poids d'un discours anglophobe >>> malgré tout la majorité de la pop. reste favorable à la cause britannique. Ce premier et léger décalage entre le sentiment populaire et le discours officiel va se confirmer lors des réactions à l'entrevue de Montoire, le 24 octobre >>> premiers signes de doute, d'inquiétude. Interdiction de l'écoute publique des émissions de radio anglaise deux jours plus tard. Expulsion des Lorrains qui commence à partir du 11 novembre amène de nouvelles secousses.

Dans l'ensemble du pays, sans remettre en cause l'attachement à la personne de Pétain, un courant spontanément hostile à la collaboration est en train de se former, un début timide de prise de conscience collective est en marche. Réactions au renvoi de Laval le 13 décembre corroborent cette évolution et l'existence d'une sorte de refus viscéral de la collaboration.

Repli de l'attention sur les préoccupations matérielles >>> l'attentisme n'est plus le seul prolongement passif de la docilité et de la résignation ; il commence à inclure, précisément, de véritables attentes.

3. 1941 : le détachement et le processus de clarification

Intensification à l'initiative de Darlan de la politique de collaboration avec les « protocoles de Paris » provisoirement paraphés le 28 mai⁴⁷⁴, détérioration de la situation économique et sociale >>> climat de mécontentement. Durcissement du régime : renforcement de l'ordre moral, législation antisémite (second Statut des Juifs le 2 juin 1941), exigence du serment de fidélité au maréchal, répression avec la création des sections spéciales auprès des cours de justice, premières exécutions d'otages après des attentats contre des militaires allemands etc. Discours 12 août 1941 sur le « vent mauvais » de Pétain.

⁴⁷⁴ Mais le 6 juin le conseil des ministres refuse de signer ces protocoles qui prévoyaient une aide logistique aux Allemands au Proche-Orient.

Attentisme de 1941 = attentisme de refuge, de repli ; il n'est pas encore un attentisme de soutien complice aux actions de la Résistance. Mais se confirme un début de clarification des attitudes, et l'hostilité de la maj. à la collaboration.

4. Printemps 1942 – Hiver 1942-43 : les ruptures de la lassitude

Année 1942 = axe bissecteur, ruptures décisives.

• La consolidation des lignes de force

Année cruciale qui commence mal pour ceux qui avaient cru que le renforcement du camp des Alliés allait définitivement décider du sort du conflit et accélérer sa fin >>> occupation totale du pays et perspective déprimante de subir les rigueurs d'un quatrième hiver de guerre.

Bombardements meurtriers à Boulogne-Billancourt début mars, et échec d'un raid de commandos anglais le 27 à Saint-Nazaire. Ce même 27 mars, le premier convoi de Juifs quitte les gares de Bourget-Drancy et de Compiègne pour Auschwitz : décidée fin 1941, préparée par Heydrich et approuvée à la réunion de Wannsee en janvier 1942, la solution finale commence pour les Juifs de France. Enfin, deux jours après la suspension du procès de Riom, qui s'était ouvert pour juger les « responsables de la défaite », Laval revient aux commandes le 16 avril et reçoit immédiatement des pouvoirs exceptionnels. Malaise général dans l'opinion suite à son discours du 22 juin où il déclare souhaiter la victoire de l'Allemagne. Occupation entière du pays à partir du 11 novembre 1942 accentue l'hostilité de l'opinion et le détachement vis-à-vis du régime. Pétain devient de plus en plus l'objet d'un rite de vénération, image mythique dissociée du pouvoir, et sa popularité va osciller entre des phases d'effacement et des regains d'un attachement affectueux.

On passe de l'attentisme et de l'hostilité à l'occupant à une sympathie de principe pour la Résistance, qui s'appuie notamment sur l'opposition à la Relève, et se renforce quand, devant l'échec de l'expérience, le gouvernement la transforme, dès septembre 1942, en un volontariat forcé qui annonce le STO. Par ailleurs, le soutien du clergé au régime est miné par des prises de positions courageuses de Mgr Saliège et de Mgr Théas, évêque de Montauban, face aux rafles des Juifs pendant l'été 1942.

• L'opinion et les Juifs

Deux grands types de facteurs peuvent être analysés pour comprendre l'indifférence face aux persécutions dont les Juifs étaient les victimes :

- un ensemble de convergences qui aboutissent à banaliser l'inacceptable : prolongement des dérives des 1930's, normalisation de l'antisémitisme ; explication de la défaite par la conjonction « forces du mal » et par l'acharnement belliciste à servir la « guerre juive ».
- des engrenages porteurs d'aveuglement : obsession du ravitaillement réactive les stéréotypes, nt l'assimilation séculaire du Juif et de l'argent >>> accusations de trafic, d'accaparement, de marché noir, de surenchère sur les prix, d'absence de privations, de luxe tapageur, de vie facile et oisive... font ressurgir tous les délires de l'imaginaire antisémite et remplissent les rapports de police. +Représentation fantasmagorique du Juif omniprésent, insaisissable, innombrable, associé à l'idée d'une invasion insidieuse. En 1942, l'Institut d'études des questions juives n'hésite pas à affirmer que la France compte 1,2 millions, alors qu'ils ne constituent en fait qu'une portion infime de la pop. Ils sont pourtant vus partout >> on retombe en pleine irrationalité. Ainsi que l'écrit Denis Peschanski, « l'image du Juif est plus importante que le Juif lui-même et cette absence de l'autre est décisive dans la construction des fantasmes ».

Jusqu'aux événements de 1942, les Juifs sont perçus comme une catégorie de réprouvés, une parmi d'autres, avec les communistes, les francs-maçons, les militants des organisations de gauche, les gaullistes, les étrangers suspects et autres éléments malsains dénoncés par le régime. Cette perception catégorielle de la nation sous-entend que la masse des restants n'est pas concernée par des problèmes qu'elle considère et veut considérer comme extérieurs à ses préoccupations. Jankélévitch : « ... ceux

qui n'ont rien à se reprocher, c'est-à-dire l'immense majorité de ce pays, les honnêtes gens, les Français de naissance, les privilégiés de la bonne conscience de la nationalité-à-titre-originaire, ceux-là n'ont rien à craindre d'un ennemi aussi correct que chevaleresque » (*L'imprescriptible*). L'opinion bouge enfin devant les arrestations en masse de l'été 1942. Emotion provoquée par le spectacle des rafles, des transports, des séparations entre enfants et parents >>> ces facteurs émotionnels ont joué sur le retournement de l'opinion à l'égard des Juifs et sur le dvp de toute une chaîne de solidarités silencieuses qui permettront de sauver des milliers de vies. Renforce le rejet de la politique de collaboration.

5. Printemps 1943 – été 1944 : entre la lassitude, la peur et la solidarité

Convergence vers une adhésion à la cause des Alliés, ce rapprochement s'effectue sous des formes multiples qui vont du silence complice à des manifestations de soutien actif.

• L'évolution : certitudes et ambivalences

Thème du « danger bolcheviste » ne fait plus recette, identification croissante dans l'opinion du régime à un Etat policier, par le biais des exactions des miliciens et des méthodes expéditives des tribunaux d'exception (loi du 20 janvier 1944 institue les cours martiales). A partir de l'été 43, la cause du gouvernement est complètement et définitivement confondue avec celle de l'Allemagne. STO = facteur décisif de ce mouvement de désagrégation, car réduit en miettes l'une des composantes essentielles des représentations de Vichy chez les jeunes paysans un instant épargnés : la fonction protectrice que devaient assurer Pétain et l'Etat français.

Cependant, même dans la phase agonisante de Vichy, les choses ne sont jamais ni tout à fait claires, ni tout à fait définitives. Si les liens sont coupés avec l'Etat vichyssois, le cordon ne l'est pas complètement avec Pétain, son image devient seulement un peu plus distante, un peu plus trouble, plus mythique.

• Mécanismes de l'attentisme et de l'ambivalence

L'attentisme de résignation est induit par l'existence même de l'Etat français, du fait de trois facteurs :

- une vlté politique de conservation et de restauration qui rejoint le retour instinctif sur les valeurs refuges de la nation en crise >>> stérilise toute velléité de dynamisme et s'accorde avec les facilités de l'apathie
- la loi du moindre mal : acceptations équivoques qui découlent d'une échelle de jugements avant tout fondée sur la crainte du pire
- le rapport hiérarchique des préoccupations prioritaires de l'opinion : poids écrasant des questions d'ordre matériel, solutions de repli

• Opinion et résistance : l'exemple des maquis

Relation entre l'opinion et la Résistance fonctionne en grande partie sur une construction de l'imaginaire, car profonde méconnaissance du phénomène de la Résistance. Presse écrite et radio rivalisent d'images caricaturales et hostiles. Influencée par les clichés habituels sur les clandestins et les hors-la-loi, la représentation populaire des maquis semble indissociable de tout un environnement fabuleux. Tout ceci est amplifié par le fait que les maquis sont mal connus de la Résistance elle-même, et pas seulement à Alger ou à Londres.

De puissants facteurs se conjuguent pour créer des solidarités que l'on peut classer en trois grands types :

- des solidarités de fait ou objectives, entraînées par la seule présence de groupements armés de résistants : des engrenages inévitables résultent de l'implantation des maquis, sous peine de destruction, ils doivent bénéficier de tout un ensemble d'aides matérielles, de renseignements, de complicités morales et d'aides extérieures.
- des solidarités construites qui découlent des diverses fonctions que les actions de lutte remplissent dans l'opinion : se déclinent en trois sous-groupes de fonctions

- la fonction de rupture : par leurs initiatives les maquis contribuent à faire éclater les contradictions de Vichy aux yeux de la pop.
 - la fonction de témoignage : l'efficacité militaire souvent modeste des Résistants, est sans commune mesure avec leur portée morale, et ils agissent sur l'opinion, au-delà de l'émotion, en permettant l'émergence d'une communauté de sentiment par hostilité viscérale contre l'ennemi.
 - la fonction de rassemblement : les premiers défilés de maquisards et les cérémonies aux monuments aux morts le 11 novembre 1943 (à Oyonnax et dans de nb localités du Sud-Ouest), les occupations momentanées de villes associées à un rituel symbolique, les bravades que représentent les rassemblements de foules lors des obsèques de maquisards tués au combat expriment la vlté de rassembler la nation dans le même idéal de lutte. Ces actions reforment les liens et resserrent le tissu social là où Vichy a échoué.
- des solidarités profondes, liées aux structures mentales et aux héritages culturels

- 1944 : des fragilités persistantes

Passage depuis l'été 43 d'un attentisme d'opposition à Vichy à un attentisme de solidarité complice avec la Résistance. Mais soucis du ravitaillement restent au cœur des préoccupations + peur des bombardements..

Conclusion

Point essentiel à retenir : mis à part les deux minorités ouvertement résistantes ou ouvertement collabo, pas de positions claires et tranchées, ce qui domine c'est le trouble des esprits et les ambivalences. Ainsi, on peut être maréchaliste jusqu'en 1942 tout en se sentant très proche de l'idéal de la Résistance, et inversement, on ne devient pas résistant quand on cesse d'être vichyssois. Idem, l'hostilité à l'occupant ne signifie pas une adhésion pleine et entière au combat de la Résistance.

Alors que Vichy s'était imposé comme la seule issue pour préserver l'unité de la nation, qu'il s'en affirmait le garant, et que le ralliement de 1940 à son profit était indissociable du sentiment d'une reconstruction nécessaire du tissu national, il a, à l'inverse, exacerbé les passions et les divisions. C'est en dehors de Vichy et en grande partie contre lui, à travers le refus de ses valeurs et des compromissions sans fin de la collaboration que l'identité de la nation s'est reconstituée autour de l'héritage des valeurs républicaines. La Résistance, lieu symbolique de rassemblement et de réintégration des exclus au sein de la nation, en a été le moteur avant d'en devenir une des références fondatrices majeures.

Conclusion générale

□ La guerre et une province : la Lorraine de Pierre Barral, *L'Esprit lorrain. Cet accent singulier du patriotisme français*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 192 p. >>> Fiche de lecture d'Alice Courty :

La Lorraine mutilée : 1870 - 1914

l'annexion de Metz à l'empire allemand scinde l'espace lorrain : le nord et le sud de la région ont un destin séparé pendant un demi-siècle. le terme de "Lorraine" désigne alors non plus l'ancien espace ducal mais la Moselle.

Une Lorraine germanisée

Bazaine est bloqué dans Metz par Moltke : il est contraint de capituler le 28 octobre. Dès fin août, l'administration est divisée en deux :

- gouverneur général de Lorraine (siège à Nancy) : Meurthe, Meuse, Vosges et Haute-Saône
 - gouverneur général d'Alsace et de Lorraine allemande (siège à Strasbourg).
- > ainsi se forge le concept d'"Alsace Lorraine".

le retour de ces anciennes terres de l'Empire allemand est réclamé spontanément outre-Rhin, car elles sont "nécessaires à l'unité". Bismarck se rallie donc à cet élan et fait de l'Alsace Lorraine le trophée de la victoire commune.

la principale justification avancée est la géographie des dialectes. mais l'annexion définie par le traité de Francfort (10 mai 1871) déborde largement la limite linguistique en englobant Metz et ses environs, où l'on a toujours parlé français. la "présidence de lorraine" englobe les 4/5 de la Moselle et 1/3 de la Meurthe.

cf. thèse de François Roth, *la Lorraine annexée* : bouleversements de toutes sortes induits par le transfert de souveraineté.

exode d'1/20 des habitants, dont les cadres de Metz et les jeunes gens refusant le service militaire (légalement jusqu'à l'âge de 17 ans). Parallèlement les arrivées du Reich sont croissantes.

Nombre d'Allemands venant du Reich :

1875 : 30 000

1895 : 115 000

Facteurs de la germanisation :

- présence militaire dense : 25 000 hommes casernés à Metz
- empreinte culturelle : le *Hochdeutsch* s'impose comme la langue de l'école et de l'administration. les autorités s'attachent à faire reculer le français.
- sur le plan religieux : le nombre de protestants augmente très rapidement.
- sur le plan économique : des sociétés de Sarre et de la Ruhr mettent en valeur le potentiel sidérurgique de la région. après 1880 : triomphe du protectionnisme qui coupe les relations avec la France.

Le suffrage universel permet des votes de protestation. Introduction par étape des lois du Reich. Mais résistance : en 1905, affirmation frondeuse. Position ambiguë de l'église catholique : se veut loyale envers le pouvoir établi mais maintient le souvenir des anciennes fidélités.

Pourtant il semble bien que quatre décennies de séparation renforcent la distance établie entre les deux Lorraines. Exemple du cas de Robert Schuman qui a 17 ans en 1903 et qui maîtrise aussi bien le français que l'allemand : s'offre à lui deux possibilités de carrière, et il opte pour le Reich. Il écrit pourtant qu'il admire beaucoup la France. Beaucoup de Mosellans, français de tradition mais allemands de raison, se sentent ainsi partagés entre les deux nations.

Une Lorraine plus française encore

les populations de l'extrême frontière ressentent avec tristesse la présence de l'armée allemande et font preuve d'un patriotisme exemplaire.

L'amputation de l'Alsace-Lorraine renforce l'autorité régionale de Nancy. Metz et Strasbourg étant sorties du territoire national, l'ancienne capitale des ducs devient la première cité de l'Est. les optants français s'arrêtent à Nancy, première grande ville après avoir franchi la frontière. On observe de même des délocalisations d'usines qui viennent s'implanter autour de Nancy.

Comme en face, la militarisation de l'espace régional se densifie. deux rideaux défensifs : de Verdun à Toul et d'Épinal à Belfort.

Hommages rendus par des personnalités telles que Ferry (la « ligne bleue des Vosges ») et Verlaine (« Ô Metz, mon berceau fatidique »). Les élus expriment le même état d'esprit : en 1913 on approuve unanimement le service de 3 ans. Constructions de monuments dans les cimetières des villes ou sur les

lieux de combat. Multiplication des statues de Jeanne d'Arc, mais culte problématique car s'inscrit contre la laïcisation du pays.

C'est l'époque où la région est la mieux représentée à l'échelle nationale par des personnalités telles que Jules Ferry, Abel Ferry, Jules Méline, Raymond Poincaré et Albert Lebrun.

Le particularisme en sourdine

les républicains majoritaires ne cachent pas leur méfiance envers tout accent trop nostalgique. dans le nouveau Nancy, la désignation des rues révèle un nationalisme dominant par des références :

- aux armées révolutionnaires « Hoche », « Kleber », « Lazare Carnot »
- aux guerriers de l'Empire « Maréchal Oudinot », « général Duroc »
- aux villes d'Alsace Lorraine « Phalsbourg » « Mulhouse ».

le particularisme culturel s'affirme avec la revue de Charles Sadoul, *le pays lorrain*. Parallèlement on apprécie le dialecte local bien qu'il ait déjà beaucoup régressé. Maurice Barrès soutient que la référence lorraine contient une fidélité à l'héritage des ancêtres. les annexés se définissent comme « lorrains ».

II/la Lorraine vigilante : 1914 - 1955

« être Lorrain, c'est être vigilant » (Fernand Braudel)

Les modalités de la réunion

la région est durement frappée par la première guerre mondiale. les Alsaciens et les Lorrains vivent le drame de Verdun d'autant plus difficilement qu'ils sont dans les rangs de la *Reichswehr* : ce sont les « malgré nous ». germanisation continue (français presque inusité, noms de localités modifiés). en novembre 1918 une offensive franco-américaine sur Metz était imminente : l'armistice a évité l'attaque. la paix est accueillie par un recueillement bouleversé et l'enthousiasme de Poincaré : « Verdun a été détruite pour Metz reconquise »

dé-germanisation immédiate : les immigrés allemands (1/5 de la population) doivent partir. la question de redessiner les départements se pose. la « présidence de Lorraine » disparaît.

Louis Marin réclame la réparation intégrale des dommages de guerre. la frontière rétablie est couverte par les troupes d'occupation en Rhénanie jusqu'en 1930, puis elle est fermée par la ligne Maginot. Pierre Marot conduit la modernisation de la maison Jeanne d'Arc à Domrémy et celle du Musée lorrain.

La contre-offensive du germanisme

en 1919 la France revendique le retour à la frontière de 1814 sur la Sarre. les alliés refusent en raison de la nationalité allemande de ses habitants. entente économique et monétaire belgo-luxembourgeoise. voisinage en bons termes avec la Lorraine.

création en 1926 d'un cartel de l'acier entre les sidérurgies de l'Europe de l'ouest.

problème de la réadaptation des germanophones et de ceux ayant fait leurs études en allemand. lente réadaptation. Robert Schuman est reconnu au Parlement comme le spécialiste de l'harmonisation progressive des lois. problème également de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat : l'évêque Mgr Pelt réagit avec fermeté et le projet est abandonné en Moselle.

mais un autonomisme agressif exige une école en allemand dans la zone allemande : cf. Victor Antoni et son manifeste du *Heimatbund*. les communistes affirment le droit des Alsaciens-Lorrains à disposer d'eux mêmes, et ce même s'il décident de se séparer de la France, ce qui inquiète les gouvernants parisiens imprégnés de centralisme.

nostalgie des Allemands ayant vécu en Lorraine. parution de livres qui l'expriment comme *So war es in Lothringen* d'Agnès Ernst-Weiss. mais ces fidélités sont occultées par les nationalismes.

En 1940 Hitler rétablit l'ancienne « présidence de Lorraine ». en août 25 000 Messins puis en novembre 60 000 Messins doivent partir car ils ont été repérés pour leur patriotisme. les entreprises industrielles sont réparties entre les groupes de Sarre et de Ruhr.

les noms de familles sont modifiés et l'usage de la langue française est prohibé. la germanisation se termine par la nazification des institutions. en août 1942 les jeunes gens sont appelés dans la *Wehrmacht*. au sein de la population les ralliements sont rares : c'est plutôt un refus silencieux.

Léon Daum fait assigner une "Champagne Lorraine" qui se justifie par une argumentation de nature économique.

La croix de Lorraine

ce signe a été repris au XV^{ème} siècle par la maison d'Anjou et ils l'ont introduit en Lorraine. devient courant au XIX^{ème} siècle pour affirmer la tradition lotharingiste. certains artistes l'apposent à leur signature pour marquer leurs origines. adopté en 1940 par la marine de la « France libre ».

Robert Schuman devient une figure de premier plan : il est ministre des finances, puis aux affaires étrangères, de la justice, puis président au Conseil en 1947-1948.

la langue allemande est partiellement tolérée par la presse, mais exclue de l'école primaire et les enfants dialectophones se mettent rapidement au français. relations encore indéfinies avec l'Allemagne : Robert Schuman joue un rôle essentiel dans la réconciliation. il prend à son compte en 1950 le plan d'une communauté européenne du charbon et de l'acier. Schuman sera qualifié de « père de l'Europe ».

le Rassemblement du Peuple Français, dirigé par De Gaulle, obtient dans la région d'excellents résultats électoraux : en 1947, il enlève les mairies de Nancy, de Metz, d'Epinal, de Verdun et de nombreuses villes lorraines.

dans un premier temps, il y a une opposition aux premières initiatives de la construction européenne. la sidérurgie lorraine engage une campagne pressante contre un projet qui lui semble avantager la concurrence allemande.

le 30 août 1954 a lieu un vote sur la Communauté européenne de défense : la majorité hostile passe de 11 à 14 (sur 20 élus des départements). le projet de la CED n'est soutenu que par Robert Schuman et par 4 députés.

le retour de la Sarre à l'Allemagne s'accompagne en compensation de la canalisation de la Moselle entre Thionville et Coblenz : les trois États riverains, République fédérale, France et Luxembourg financent en commun cette réalisation qui sera achevée en 1964.

GÉS-9. BILAN THÉMATIQUE

- pas de renvois dans ce cours, ils seraient trop nombreux, par définition...
- Le livre récent de Mona Siegel sur le pacifisme ⁴⁷⁵ a été publié par Jay Winter dans une collection intitulée « Studies in the Social and Cultural History of Modern Warfare » : **c'est ce que nous avons fait toute l'année, en français bien sûr !**
- une **évolution de l'historiographie**, vers l'« histoire de la guerre en empathie avec ses acteurs et au plus proche de leurs souffrances » ⁴⁷⁶, **priviliégiant l'expérience, ou plutôt les expériences de la guerre, la « culture de guerre »** (cf. cours GÉS-7)
- caractère matriciel de la Première Guerre Mondiale, d'ailleurs réévaluée dans l'historiographie depuis une vingtaine d'années, en terme de violences de guerre, cf. la « brutalisation », concept de George Mosse (voir plus loin le III)
- la **guerre n'a pas que des effets négatifs** : ouvrage pionnier d'Arthur Marwick, *The Deluge*, centré sur la Grande-Bretagne et la Première Guerre Mondiale :
 - modification des groupes sociaux
 - rapports de « genre »
 - bouleversement des conditions de vie et de travail
 - problème de la cohésion sociale
- la guerre influe sur la distribution du pouvoir, avec l'accroissement de la sphère d'intervention du gouvernement, l'accession des syndicats et partis ouvriers au rang d'interlocuteurs reconnus, sans oublier les places respectives du pouvoir civil et du pouvoir militaire
- la « guerre totale » :
 - des racines dès le XIXe siècle : guerres de la Révolution française (?, cf. la « nation en armes »), guerre de Sécession, Année terrible
 - Churchill a utilisé le mot dès 1914 (au sens de propagande vis-à-vis des pays neutres)
 - **Clemenceau utilise en 1917 l'expression de « guerre intégrale »**
 - Léon Daudet titre « guerre totale » un livre de 1918
 - **le général allemand Ludendorff l'utilise dans ses *Mémoires de guerre*, publiés en 1919 ; il la reprend dans un autre livre, en 1935**
 - rôle considérable de la Seconde Guerre mondiale, de la « brutalisation » (voir plus loin le III), **même si le mot français d'« ensauvagement » n'a guère pris**
 - >>> notion de « très grande guerre », de « guerre de 30 ans » (expression de De Gaulle, cf. biographie dans le dossier biographique)
- pacifismes :

⁴⁷⁵ M.L.Siegel, *The Moral Disarmament of France. Education, Pacifism, and Patriotism*, Cambridge University Press, 2011, 317 p.

⁴⁷⁶ S.Audouin-Rouzeau & A.Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, 2000, 272 p., p. 8.

- « pacifistes », *i. e.* les **partisans de l'arbitrage international**
- relégués au second plan par les « pacifistes », hostiles à la participation à toute guerre

I. ENTRER DANS LA GUERRE

- question des responsabilités, essentielle pour guerre de 1870 et Première Guerre Mondiale
- question de la « filiation » de la Seconde Guerre mondiale par rapport à la Première : la « très grande guerre »...
- la France est un État en « première ligne », mais elle est entrée dans les deux conflits mondiaux dans des configurations tout à fait différentes

1°) Première Guerre Mondiale

a) Caractères généraux

- J'ai longuement évoqué les psychoses de guerres dans le GÉS-2. Je peux ajouter la crainte, en France, de la concurrence allemande et une biblio, un colloque, 1914. *Les psychoses de guerre ?*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen et Centre régional de Documentation pédagogique de Rouen, 1985, 257 p., actes d'un colloque de 1979, qui concerne la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.
- à l'été 1914, l'État comme la société française ne prennent pas la mesure de la crise qui s'amorce après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Le président de la République (Raymond Poincaré) comme le président du Conseil Viviani ont maintenu un voyage en Russie prévu de longue date et ils sont **en mer lorsque l'ultimatum autrichien est adressé. De retour en France le 29 juillet, ils trouvent un pays qui s'est durant le mois de juillet bien davantage préoccupé des récoltes à effectuer ou du procès de Mme Caillaux que du conflit austro-serbe** (cf. biographie dans le dossier biographique).
- des démonstrations pacifistes menées par syndicalistes et socialistes
- l'imminence de la guerre n'est pas perçue à sa juste valeur >>> lorsque la mobilisation est décrétée, le 1^{er} août 1914, elle trouve une opinion marquée par la stupeur et la consternation (mots de J.-J. Becker ⁴⁷⁷), notamment dans le monde rural
- Elle s'est cependant rapidement convaincue que la France fait figure d'agressée par l'Allemagne, ce qui conduit l'immense majorité des mobilisés à faire preuve d'une véritable « résolution » (un 3^e mot de Becker) devant cette guerre à entreprendre et que beaucoup pensent courte. Les Français sont décidés à se battre...
- dans les campagnes : solidarité (l'appel de Viviani a été entendu), les allocutions « ont permis la continuation de la guerre » ⁴⁷⁸

⁴⁷⁷ J.-J. Becker, 1914. *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, thèse, FNSP, 1977, dans « cadrage » par jury, pp. 125-363 (!). On peut ajouter du même Becker, « L'opinion publique française a-t-elle eu une influence sur la politique extérieure de la France lors de la crise de juillet 1914 ? », dans Collectif, *Opinion publique et politique extérieure. 1870-1915*, École française de Rome-Université de Milan, 1981, 691 p., pp. 207-222.

⁴⁷⁸ Un instituteur cité par J.-J. Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p., p. 23.

□ dans les villes : importance du *moratorium* des loyers, difficulté à faire redémarrer les usines >>> « affectés spéciaux »

□ **gros problème global de l'information** : pas grand-chose pendant une quinzaine de jours, une carence que certains préfets critiquent, surtout dans les départements frontaliers, où circulent les journaux étrangers, bobards et bourrage de crâne (des sottisiers de la guerre ont été publiés dans les années 20 et 30), avec réaction rapide de certains journaux comme *L'Humanité*, des autorités qui critiquent vite le récit d'atrocités allemandes « inventées », les premières annonces de morts au combat arrivent à l'automne. Première censure, celle du *Figaro*, 14 août ! Deuxième, *L'Humanité*, 31 août. Clemenceau, précoce adversaire de la censure.

b) Invasion 14 : les Cicatrices rouges

□ Cf. Maxence Van Der Meersch, *Invasion 14*, 1935 (voir cours GÉS-7), et Annette Becker, *Les Cicatrices rouges. 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010, 372 p.

□ « Outre-guerre » : voir le **fragment photocopie d'Annette Becker (début du livre) = occupation de 10 départements français et de la Belgique, appelée par les habitants jusqu'en 1918 « Invasion »**

□ un **terrain d'expérience de la violence**, un laboratoire de la guerre totale, une invasion de l'intime, l'ennemi s'approprie le corps des femmes, des atrocités commises par des « Barbares »⁴⁷⁹, instrumentalisées et donc longtemps niées, comparées au massacre des Arméniens, motivées sans doute par la peur des francs-tireurs, le souvenir de 1870, mais provoquées par un système de commandement qui nie les destructions allemandes, notamment auprès du Vatican⁴⁸⁰, **en avançant qu'elles ont été faites par les Français en retraite !**

□ **les rigueurs de l'occupation sont souvent justifiées**, par les Allemands, par le blocus allié

□ un fort contraste avec la France « libre », mal compris après la guerre

□ aspects sociaux :

- souvent les notables ont disparu, mais souvent ceux qui sont restés sont pris en otages, déportés, et certains, capturés en 1918 par des armées de pays « successeurs », ne seront libérés que dans les années 20

- les Allemands se débarrassent des bouches inutiles, en évacuant relativement **confortablement ceux qui peuvent payer pour l'être et en évacuant de force les indigents**

- mais ils conservent ceux qui peuvent travailler : travail « libre » pour les volontaires, forcé pour les réfractaires, dans des camps de travail (le pire : dans la citadelle de Sedan) >>> un véritable chantage, abandon des études par les jeunes gens

⁴⁷⁹ J.Horne & A.Kramer, *German Atrocities 1914. A History of Denial*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2001, 608 p., trad. fr., *1914. Les atrocités allemandes*, Tallandier, 2005, 640 p., réédition, 2011, 674 p.

⁴⁸⁰ Qui commence en 1915 des négociations pour la libération des femmes et des jeunes filles.

- les travailleurs forcés portent un brassard rouge : des rafles dans la rue
- travailler pour les Allemands = travailler contre la France (et les Anglais). Mais les **Allemands n'ont pas la ressource des travailleurs coloniaux et asiatiques**
- **riches et pauvres se retrouvent mélangés dans le travail, de façon à détruire l'ordre** — y compris social — français
- des femmes de la bourgeoisie déportées dans le courant de la guerre
- l'évacuation ressemble beaucoup à la déportation : des « camps de concentration » en Allemagne, un transit très dur vers des pays neutres puis la France (voir cours GÉS-7). La notion de « droit des gens », évoquée par les conférences de La Haye, est devenue très floue
- un laboratoire de la guerre totale :
 - par la rigueur de l'occupation : il n'est pas question de respecter les conventions de La Haye
 - un véritable esclavage de la main-d'œuvre, avec photos de groupes pour recenser la main-d'œuvre, les habitants inutiles, etc. Des photos « posées » de propagande aussi
 - poids de la Kommandantur, qui réquisitionne (à peu près tout), les militaires voulant une utilisation des ressources humaines sur place, les industriels allemands voulant la mort de la concurrence, donc la fermeture des usines françaises et la livraison de la main-d'œuvre française
 - et si la commune ne peut livrer suffisamment, elle est taxée
 - le témoignage de John Reed (!) : voir les deux pages photocopiées
 - une véritable crise frumentaire, la faim, qui pousse à des vols, qui provoque l'action humanitaire des Américains (Herbert Hoover, sacs de farine avec l'aigle US, une tête d'Indien, etc.) mais aussi d'autres neutres (Espagne, Pays-Bas surtout). De gros bourgs miniers, comme Billy-Montigny (Pas-de-Calais) sont sauvés par cette aide
- des formes individuelles et des formes collectives de protestation, des actes de résistance symbolique
- en 1918, nouvelles évacuations, combats d'artillerie, d'infanterie et d'aviation, politique de la terre brûlée

c.) Les étrangers internés en France

- nommés « camps de concentration » très officiellement; situés surtout dans l'Ouest et le Sud-Est de la France ; un projet avait été définitivement mis au point en 1912-1913: il s'agissait d'évacuer rapidement la zone des armées, surtout des Austro-Allemands
- les transports se sont faits au milieu de scènes d'hystérie xénophobe: beaucoup de dénonciations, jusqu'en 1918, d'étrangers ayant « échappé »

- En France, seul pays où une enquête exhaustive a été menée, Jean-Claude Farcy ⁴⁸¹ a recensé 60.000 individus. Des Austro-Allemands surtout, des Ottomans, et des Bulgares, **sans compter l'épineux problème des Alsaciens et des Lorrains de nationalité allemande.**
- Albert Schweitzer est le plus célèbre d'entre eux : arrêté avec sa femme en 1917, il fut déporté et incarcéré comme **prisonnier civil jusqu'en 1918** ⁴⁸²
- On y ajoute, pour faire bonne mesure, quelques militants révolutionnaires, des « suspects » arrêtés dans la zone des armées dont beaucoup de prostituées qui racolent des soldats
- des rapatriements dès la fin de 1914 ; en principe les internés ne doivent pas travailler, mais corvées et du travail peut être accordé aux volontaires
- L'internement des Tsiganes alsaciens et lorrains est révélateur de la double démarche des autorités françaises : sédentariser des nomades que leur mobilité même rend suspects de trahison, particulièrement quand ils sont originaires de régions allemandes depuis 1870.
- **les camps ont attirés beaucoup de commerçants, mais en dehors d'eux n'ont jamais eu les faveurs de la population**
- de grosses différences sociales entre internés ; de nombreuses mutineries locales ; un constant nationalisme chez les Allemands ; du « bolchevisme », pas seulement chez les Russes
- des **internements après l'armistice** : des Russes, des Polonais d'Allemagne, des femmes « **compromises avec l'occupant** » en 1918-1919, des vagabonds, des repris de justice

2°) Seconde Guerre mondiale

- La France et les Français de 1939-1940 sont dans une situation bien différente de celle de 1914. Traumatisée par le premier conflit mondial et soumise depuis le tournant des années trente à une crise polymorphe qui se traduit par une impossibilité à opérer des choix clairs et durables, la France de l'avant-1940 est marquée par un pacifisme profond, qui a culminé en 1936 lorsque Hitler a décidé de remilitariser la Rhénanie.
- Ce n'est au fond qu'au lendemain de la crise de Munich que le pacifisme a vu son audience commencer à s'étioler. L'entrée des troupes allemandes à Prague le 15 mars 1939 et la constitution, le lendemain, du protectorat de Bohême-Moravie ont dissipé bien des illusions nées à Munich

⁴⁸¹ J.-Cl.Farcy, *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1920)*, Anthropos, 1995, 372 p.

⁴⁸² À l'institution religieuse Notre-Dame de Garaison, dans les Hautes-Pyrénées, et par la suite à Saint-Rémy-de-Provence.

- Sur le front diplomatique, le rapprochement franco-britannique essaie de s'élargir à l'URSS avant que **l'alliance anglo-franco-soviétique**, esquissée au printemps et à l'été 1939, n'avorte sur un coup de tonnerre : la signature du pacte germano-soviétique (23 août)
- La détermination franco-britannique à soutenir la Pologne n'est cependant pas remise en cause, même si ~~une partie du gouvernement français, notamment le ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, veut croire jusqu'au bout à la possibilité de sauver la paix en participant à une nouvelle conférence médiatrice proposée par Mussolini~~
- L'invasion de la Pologne par l'Allemagne, le 1^{er} sept., provoque l'entrée en guerre de la France le 3
- **Mais l'état d'esprit de 1939 est bien éloigné de celui de 1914 !** Du côté gouvernemental, le ~~discours du président du Conseil Édouard Daladier~~, tout en se voulant une réplique de celui de René Viviani en août 1914 est cependant fort différent : le mot « paix » est prononcé 11 fois, contre 3 fois pour « guerre », alors que Viviani avait employé 6 fois le mot « paix » et 11 fois celui de « guerre » ! Et dans le texte de la loi sur les crédits de guerre, le mot de « guerre » **n'apparaît pas (à cause des tentatives de Bonnet...)**, ce qui a nourri ultérieurement des polémiques sur la légalité de l'entrée en guerre ! Du côté de l'opinion, « on cherche en vain ce qui pourrait être le ferment d'une véritable Union sacrée » ⁴⁸³
- Le ~~choc de la défaite et le traumatisme de l'exode de 1940~~ n'en sont que plus violents.

⁴⁸³ Janine Bourdin, dans R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français. 1938-1939*, FNSP, 1978, 345 p., p. 24.

II. LA GUERRE. MOBILISATION TOTALE

- grande ampleur des mobil. de 1870-1871, Première Guerre Mondiale et Seconde Guerre mondiale >>> « guerre totale », surtout pour les GM
- mobil. sous trois formes : militaire, éco., psychologique (mobil. des esprits, « bourrage de crâne », « propagande », « guerre psychologique » ou « culture de guerre »). Trois formes très imbriquées
- La montée en puissance de l'État, avec son rythme, ses étapes, ses conséquences à court, moyen et long terme, constitue assurément un aspect capital du XXe siècle (cf. cours GÉS-5)
- un « autre front » ⁴⁸⁴, un *Home Front* (« front de l'intérieur ») écrit en 1933 Lloyd George dans ses *Mémoires de guerre*

1°) La mobilisation des hommes

a) Un recrutement massif

- une habitude, une acceptation, du service militaire obligatoire, sous la IIIe République. Poussée nationaliste dans la jeunesse française à la Belle Époque (cf. l'enquête d'Agathon, voir *BÉ*) ?
- rappel de Laurès. Vers l'Armée nouvelle cf. GÉS-3 grâce à la fiche de lecture établie par Célia Le Blainvaux et Robin Renaud, que nous remercions : voir polycopié et fichier envoyé
- Les guerres mondiales sont marquées par une très forte mobilisation quantitative, immédiate dans un pays de conscription comme la France :
 - dès l'été 1914, elle mobilise 3,6 millions d'hommes, qui ne sont cependant que 1,7 million dans la zone des armées (dont 1,3 million de combattants)
 - 8 millions de mobilisés au total pendant la Première Guerre Mondiale
 - en 1939, la France mobilise 5 millions d'hommes, dont la moitié de combattants
- malgré la conscription ou en plus d'elle ou avant elle, la France connaît — tradition depuis la Révolution française — l'engagement de volontaires : des Français hors limites d'âge, des étrangers (30 000 en 1914, dont Blaise Cendrars, Suisse qui intègre la Légion étrangère, Lazare Ponticelli, le « dernier poilu français », d'autres volontaires italiens, notamment les « garibaldiens » de 1914-1915)
- volontaires français pour l'un des camps espagnols de 1936-1939
- les volontaires français dans l'armée allemande Seconde Guerre mondiale :
 - 20 000 au total, dont :

⁴⁸⁴ Cf. P.Fridenson dir., 1914-1918. *L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 240 p.

- Légion des Volontaires français contre le bolchevisme, LVF, fondée en 1941 : un peu moins de 6 000, motivations politiques comme celles de Doriot, motivations politico-militaires **d'anciens combattants de 14-18, goût de l'aventure, volonté de sortir du chômage**

- la division Charlemagne, qui fait partie de la Waffen-SS, 1943, 3 000 hommes

□ le recrutement colonial :

- tirailleurs algériens, employés dès guerre de 1870-1871

- à la Belle Époque, des officiers coloniaux, dont Mangin, avaient proposé la mise sur pied de troupes coloniales recrutées en Afrique occidentale, la « force noire » ; le général Pennequin avait lancé l'idée d'une « armée jaune » recrutée en Indochine

- Écartées avant la guerre, ces idées ont mûri durant la Première Guerre Mondiale, à cause **des pertes considérables enregistrées à l'été 1914**

- **au total l'Empire a envoyé en Europe 518 000 soldats indigènes et « créoles », qui ont servi en métropole et dans l'armée d'Orient**

- ce recrutement change de sens pendant la Seconde Guerre mondiale :

* troupes coloniales de 1940, nombreuses, dont les prisonniers sont filmés, puis en partie massacrés par les Allemands, les survivants restant en France

* **exaltation de l'Empire par Vichy et la France libre. Les troupes coloniales levées pour préparer la libération de la métropole représentent 300 000 « indigènes » issus d'Afrique du Nord, d'Afrique noire et d'Océanie. Ces soldats sont majoritaires lors du débarquement de Provence, cf. le film *Indigènes***

b) La « relation d'autorité dans l'armée » ⁴⁸⁵

□ N.B. : le sujet d'écrit 2009 a été « L'autorité en France, 1848-1958 » (cf. dossier de rentrée) et Pierre Karila-Cohen vient de sortir un livre sur l'autorité

□ un nouveau regard avait été porté sur la question de l'*auctoritas* à partir des env. de 1890 **dans l'armée fr.** : le soldat est considéré définitivement comme un citoyen (?), lecture d'Ardant du Picq, lecture d'ouvrages de psychologie (au moins Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, 1895), rôle social de l'officier, affaire Dreyfus, réflexion sur la guerre des Boers (1899-1902) et la guerre russo-japonaise (1905) ⁴⁸⁶ >>> des écrits militaires proposent le « dressage » intégral pour créer des automatismes sur la ligne de feu. Mais des écrits conservateurs insistent sur la tradition du prestige du supérieur, le danger suprême qu'est la désobéissance, critiquent Guerre et Paix de Tolstoï, dans lequel les chefs sont présentés comme passifs et inutiles. La question de l'obéissance est importante dans La

⁴⁸⁵ D'après Emmanuel Saint-Fuscien, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Thèse, EHESS, 2011, 310 p. L'auteur (première partie), ainsi que l'ouvrage A.Loez & N.Mariot dir., *Obéir/désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, La Découverte, 2008, 446 p., développent beaucoup ce que G.Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967, 328 p. & G.Pedroncini, *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives", 1968, 294 p., avait écrit sur la discipline avant les mutineries.

⁴⁸⁶ De façon étonnante, aucun écrit militaire ne tire de « leçon » de la révolte du Midi viticole en 1907.

Débâcle de Zola : les écrits antimilitaristes (cf. cours GÉS-3) **critiquent la relation d'autorité**, bien sûr.

□ mais les règlements évoluent peu et continuent de faire réciter « La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants, que les ordres soient exécutés littéralement, sans hésitation ni murmure. », une phrase de 1833 ! Surtout les règlements ne **présentent jamais la manière dont l'officier doit et peut se faire obéir sur le terrain**

□ la Première Guerre Mondiale met en lumière le rôle des sous-officiers et des caporaux, très nombreux (270 000 et 420 000, au total ?), les seuls, avec les officiers, et à la **différence des simples soldats, à évoquer la question de l'obéissance dans leurs carnets et souvenirs**

□ les officiers évoquent souvent dans leurs écrits de guerre l'obéissance « animale », « aveugle » des « bons soldats » et « bons sous-officiers », mais elle est censée être moindre que chez les soldats allemands !

□ les conséquences des infractions à la relation d'autorité et à l'obéissance :

- presque toujours, du fait de la guerre, un contournement des règles strictes de la discipline militaire

- presque toujours une négociation entre supérieur et inférieur, avec éventuellement intermédiaire(s)

- menace de passer en conseil de guerre (voir plus loin)

□ Comment obéir et se faire obéir ? :

- en fonction d'exemples et de stéréotypes légués par l'école, la littérature d'avant et d'après 1914, etc. : des exemples ± historiques, idée que le chef doit être respectable par son courage, son calme (visible par ex. dans le fait qu'il fume tranquillement sa cigarette) et son amour des hommes de troupe >>>> problème du tutoiement (jamais réciproque) et du vousoiement

- le problème de l'information sur la situation militaire (cf. cours GÉS-1) : à partir de l'offensive de Champagne (1915) le haut commandement prend conscience de sa nécessité

- on obéit à des ordres, donnés, mots criés, répétés, hurlés, assortis d'insultes dans les cas les plus tendus, on obéit à des gestes

- la question des insignes de l'autorité (galons, revolver, montre, jumelles ⁴⁸⁷, boussole, téléphone, très souvent évoqué dans les récits) : à partir du 28 octobre 1914, pour éviter d'être repérés avec facilité, les officiers ne doivent porter leurs galons que sur les manches, plus sur le képi (mais application ?). L'accoutrement de tranchée, surtout l'hiver, rend impossible l'identification de l'officier sans le revolver qui est aussi une arme de contrainte vis-à-vis des hommes. Le sabre disparaît vite, remplacé en quelque sorte par le bâton de marche.

⁴⁸⁷ Tellement emblématiques que des officiers les portent en plein conseil de guerre !

- « concurrence » de la « brisque », insigne de la longueur de la présence au front et de la blessure, et identique chez officiers et hommes de troupe

- offrir du tabac est un moyen de réduire les tensions

□ Où obéir et se faire obéir ? :

- le « dépôt » à l'arrière est une vitrine de la stricte discipline, un instrument de mesure du moral des troupes, scrutés par le haut commandement, obsédé par le contact entre les soldats retour du front et les renforts. La discipline de la caserne est impossible à établir si le **dépôt n'est pas une caserne, mais une ancienne usine, un hangar, etc.** >>>> le

commandement considère souvent, dès avant 1917, les dépôts comme des lieux de désordre >>>> très nombreuses punitions. Poids des tâches administratives, des exercices « pour maintenir le moral », « occuper les hommes », **de l'appel, mais importance des lettres que les chefs écrivent pour les soldats. Danger de l'alcoolisme >>> l'encadrement cherche surtout à canaliser la consommation d'alcool**

- les établissements sanitaires (ambulances, postes de secours, hôpitaux, etc.) : triple autorité (autorité militaire, médicale, judiciaire >>>> menace de sanctions contre les soldats qui ne seraient pas « reconnus »). Problème des mutilations volontaires (de petits « manuels » sont censés aider les médecins-majors à les reconnaître), qui ne représentent **qu'une part infime des crimes et délits commis au cours de la guerre**

- pendant les marches et les relèves :

* **les officiers pris en flagrant délit d' « incompétence topographique »** le paient immédiatement auprès de leurs hommes et de leur supérieur

* mais volonté de « rester groupés », **la peur de s'égarer soude l'unité, d'autant que le soldat qui perd son unité dans la marche vers la tranchée est soupçonné d'avoir voulu désertir**

- les gares :

* **lieux d'indiscipline virulente et célèbre : des milliers d'incidents**

* **le système des permissions mis en place à l'été 1915 accroît encore les difficultés**

* **n'y a-t-il pas eu connivence entre troupe et officiers de troupe, la gare étant un lieu de transition entre le front et l'arrière, d'autant que des incidents concernent des officiers ?**

* les officiers des gares ne sont pas connus des soldats : leur autorité « impersonnelle » ne vaut pas grand-chose

* figure noire et honnie du **gendarme, qualifié d' « embusqué » : un militaire à l'autorité « illégitime »**

* grande modération des tribunaux militaires

- les trains :

* grande difficulté à maintenir la discipline, à cause des conditions matérielles

* très nombreux incidents

□ le pillage :

- le pillage des habitations abandonnées par leurs habitants (français) est avéré pendant toute la durée de la guerre, avec une évolution, du simple « ravitaillement » au saccage, à la destruction, à la souillure volontaire des biens des habitants évacués, **en s'en prenant surtout aux symboles de l'intimité des civils, le linge et les meubles**

- **des rappels à l'ordre constants de la part du haut commandement, mais le pillage ne** semble pas avoir inquiété les officiers en contact avec la troupe ! >>> un cercle vicieux, le pillage étant vu par les soldats comme « permis » car pas « puni » (et certains en parlent dans leurs lettres à leurs familles, ce qui est lu par le « contrôle postal » ⁴⁸⁸) ; une pratique « cathartique » qui soude la communauté combattante aux dépens des civils

□ les conseils de guerre ⁴⁸⁹ :

- les crimes et délits sont énumérés à la première page du livret militaire du soldat

- ex. de la 3^e D.I., semble-t-il typique :

* nombreux cas en 1917, spécialement en juin ;

* **les métiers de l'atelier, de l'usine et de la mine sont, ensemble, les plus représentés chez** les soldats jugés en conseil de guerre, comme dans la justice civile

* motifs : « désertion » et « abandon de poste » (dont mutilations volontaires), « refus **d'obéissance** » (dont refus de donner son nom), « outrages », divers (ivresse, vol, etc.) : ± un quart chacun

* les dossiers stigmatisent les « mauvais sujets », les « vieux brigands », les récidivistes (les « chevaux de retour »), les tatouages (!)

* **l'instruction est très souvent à charge, de manière à écarter le soldat fautif de l'unité ; l'interrogatoire est souvent bref et stéréotypé (à partir de 1916) ; le portrait moral de l'accusé est important**

- **les soldats incriminés ressentent très souvent un sentiment d'injustice vis-à-vis des chefs,** dressant dans les dossiers des portraits de « mauvais chefs », qui acculent à la désobéissance

- dans ces tribunaux, spécialement en 1917, obsession des « meneurs » (mot de Gustave Le Bon), des « agitateurs », de la « mauvaise influence », de la « contagion »

- les textes officiels, très sévères en 1914, sont assouplis petit à petit : rétablissement du droit de grâce en 1915, le conseil de guerre de la division doit être le niveau normal (1915), des conseils de révision des peines (loi de 1916, à **l'initiative d'un député socialiste**)

⁴⁸⁸ Une mise au point : B.Cabanes, « Ce que dit le contrôle postal », dans Chr. Prochasson & A.Rasmussen dir., *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, La Découverte, 2004, 360 p., pp. 55-75. Une grande thèse : Annick Cochet, *L'Opinion et le moral des soldats en 1916 d'après les archives du contrôle postal*, Thèse, Paris X-Nanterre, 2 tomes, dactyl.

⁴⁸⁹ Aussi : A.Loez, 14-18. *Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Gallimard, coll. « Folio-histoire », 2010, 690 p., qui reprend et corrige G.Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, PUF, 1967, 328 p. & G.Pedroncini, *1917. Mutineries de l'armée française*, Gallimard, coll. "Archives", 1968, 294 p.

- les **officiers semblent s'habituer aux peines prononcées** : c'est seulement après la guerre que les « fusillés pour l'exemple » (terme discutable) paraîtront être des victimes d'une justice « scandaleuse » ⁴⁹⁰. Quelques officiers ont été fusillés, le premier le 1er septembre 1914.

- un officier nouvellement promu semble particulièrement enclin à punir, pour affirmer son autorité

- les conseils de guerre se tiennent souvent dans une salle de classe (*cf.* Céline dans *Voyage au bout de la nuit*), il y a un public

□ **l'évolution de l'autorité et de l'obéissance :**

- en 1914 les mobilisés semblent tenus par la « peur des chefs », *cf.* Adolphe Messimy, min. de la Guerre, jusqu'au 26 août 1914 : « Laissez-moi la guillotine et je garantis la victoire ». La défiance envers les mobilisés semble particulièrement forte après les défaites et le recul de 1914. Nombreuses menaces de la part des « officiers de troupe ». Une méfiance inutile, vraisemblablement

- à partir de 1915 la menace perd de son efficacité, d'autant plus que beaucoup d'officiers d'active ont été tués en 1914, et l'année 1915 est « à la recherche de la bonne relation ». Les « fusillés pour l'exemple » de 1915 (les « quatre caporaux de Souain » par ex. ⁴⁹¹) semblent n'avoir provoqué aucun trouble

- l'année 1915 voit émerger dans le haut commandement les idées :

* d'instruction intense du soldat pour développer la discipline et l'« état moral »

* de multiplication des citations et des décorations, croix de guerre surtout

- la loi de 1916 (voir plus haut) est « un nouveau pacte » : relative fraternité de la tranchée, assouplissement de la discipline, etc. >>> la relation d'autorité est acceptée et opérante sur la ligne de feu

- **à partir de l'été 1916**, le prolongement de la guerre et les conséquences dramatiques des batailles de Verdun et de la Somme font apparaître l'« usure du consensus ». Les hommes supportent encore les affrontements qui se poursuivent, mais leurs écrits, comme les rapports du contrôle postal, rendent compte de tensions qui interrogent directement la relation d'autorité. Dans les buts de guerre que les soldats écrivent dans leurs lettres, la relation hiérarchique est reléguée désormais au second plan. La résignation l'emporte. Des « compagnies de discipline » sont créées, avec des soldats punis, condamnés ou non, et allant, désarmés, faire des travaux en première ligne : **elles s'avèrent impossible à encadrer**. Un pacte tacite, échangeant le relâchement de la discipline contre la poursuite de

⁴⁹⁰ N. Offenstadt, *Les fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999, 285 p. ; J.-Y. Le Naour, *Fusillés. Enquête sur les crimes de la justice militaire*, Larousse, 2010, 335 p., qui établit ainsi les chiffres : de 1914 à 1918 plus de 2 300 soldats français ont été condamnés à la peine de mort, parmi lesquels 600, environ, ont effectivement été exécutés.

⁴⁹¹ J.-Y. Le Naour, *Fusillés. Enquête sur les crimes de la justice militaire*, Larousse, 2010, 335 p., pp. 156-171.

l'obéissance >>> des officiers supérieurs, comme le général Franchet d'Espèrey, dénoncent l' « affaiblissement de la répression »

- 1917 voit :

* **la recherche d'un nouveau « pacte »**, tout au moins avec les soldats métropolitains, car des « mutineries » de soldats algériens ou de travailleurs indochinois sont réprimés en tirant dans le tas

* action, célèbre mais exagérée par Guy Pedroncini, de Pétain

* surtout, les chefs « ferment les yeux », sont « bienveillants »

* mais renforcement du contrôle du transport des permissionnaires

* **la propagande devient plus subtile, insistant sur l'industrialisation de la guerre, les tanks, les Américains**

* **l'infanterie se transforme, au profit de petites unités tactiques d'env. 25 hommes**, mieux armées, avec un chef bien visible et nommé pour son « autorité personnelle »

- disparition des « protestations » contre les protestataires (cf. le titre de G.Haddad cité dans le GÉS-7) à partir de juillet 1918

2°) La mobilisation économique et sociale

□ une guerre de « moyens » >>>

□ La « guerre totale » impose la **mobilisation de l'appareil productif**, ce qui confère à la **Première Guerre Mondiale** une forte singularité par rapport à ses devancières : la guerre longue implique une reconversion générale de l'économie, à cause des quantités croissantes d'armes et munitions nécessitées (la fabrication quotidienne des obus de 75 est multipliée par près de 38 entre octobre 1914 et juin 1916)

□ De plus, la France est privée d'une bonne partie de ses matières premières et de ses usines par l'occupation allemande du nord-est

□ une véritable « **exubérance de l'État** »⁴⁹² et une considérable **mobilisation industrielle** (cf. cours GÉS-5) :

- point de départ : conférence réunissant à Bordeaux le 20 septembre 1914 le ministre de la Guerre Alexandre Millerand et de grands industriels

- mise sur pied à l'automne 1914 de nouvelles structures, notamment des « offices », dont celui des produits chimiques

- trois ministres jouent un rôle décisif :

* Albert Thomas, socialiste, sous-secrétaire d'État à l'Artillerie et à l'Équipement militaire mai 1915>>>, puis ministre de l'Armement. Soucieux de réformisme social comme de modernisation économique, il favorise la rationalisation industrielle dans les arsenaux, qui adoptent l'O.S.T.

⁴⁹² Cf. F.Bock, "L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (1984), pp. 41 & suiv.

* Étienne Clémentel, radical, ministre du Commerce et de l'Industrie, soucieux de concorde sociale et d'efficacité économique comme Thomas (cf. cours GÉS-5)

* Louis Loucheur, polytechnicien, patron-ingénieur, spécialiste de rationalisation devenu sous-secrétaire d'État aux Armements et fabrications de guerre, puis ministre du même département (1917) (cf. cours GÉS-5)

□ la Grande Guerre marque ainsi un temps fort dans la modernisation de la France et la montée en puissance des techniciens

□ Les mutations de structures se doublent de celles des comportements : se rencontrent des hommes jusqu'alors séparés, comme Thomas et Loucheur

□ De même se développent des relations jusque là inédites entre l'État et l'industrie privée qui non seulement travaille pour l'Armement (ex. : Renault et le char FT17) mais investit, grâce à Loucheur, des cabinets ministériels où mûrit l'idée d'organiser la représentation patronale pour en faire une interlocutrice de l'État et du syndicalisme ouvrier >>> il s'agit pour beaucoup de promouvoir de nouvelles relations sociales

□ Les nécessités de la mobilisation ont également conduit à une transformation profonde du monde du travail :

- pénurie de main-d'œuvre >>> « affectés spéciaux » (près de 500 000 en 1918 dans les ind. d'armement), femmes (430 000 id.), ouvriers très jeunes, prisonniers de guerres, « coloniaux », Chinois, etc.

- bien sûr, c'est l'emploi des femmes qui est la mutation la plus significative

□ Quelques (rares) études locales ou régionales ont été faites, comme celle d' Annie Moulin-Bourret sur Clermont-Ferrand⁴⁹³, ville somme toute assez peu transformée par la guerre. On a surtout celle de J.-L. Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris, 1914-1919*, Les Belles Lettres, 1995, 484 p. (Cf. la fiche de lecture envoyée par Pierre-Louis Michel.) :

- dans la capitale et la banlieue les transformations sont profondes : **abandon de l'Union sacrée**, très tôt critiquée (parfois appelée par dérision « la Sacrée Union » !), pacifisme, ruine des anciens rêves, etc.

- tout un chapitre est titré « Août 1917-mars 1918. Etat, nation, révolution »

□ l'immensité des sources rend quasi impossible une étude globale des ouvriers pendant la Première Guerre Mondiale, rien que pour la Seine, il y a 750 cartons principaux

□ L'Occupation est une autre mutation, celle provoquée par la Révolution nationale et la collaboration : une éco. dirigée avec des « technocrates » comme Bichelonne, polytechnicien, avec une obsession moderniste justifiée par le modèle de la Grande Guerre et les idées et projets des années 30

⁴⁹³ A. Moulin-Bourret, *Guerre et industrie. Clermont-Ferrand (1912-1922) : la victoire du pneu*, Institut d'études du Massif central, 1997, 2 vol., 769 p.

3°) La mobilisation des esprits.

□ La « guerre totale » passe par l'accent mis sur la volonté de façonner et d'encadrer l'opinion des sociétés belligérantes. La Première Guerre Mondiale est ici fondatrice.

a) La Première Guerre Mondiale

□ les philosophes continuent à écrire, notamment sur les « leçons intellectuelles de la guerre » (titre de René Lote en 1917) et les revues philosophiques continuent. Gustave Le Bon tire *Les Enseignements psychologiques de la guerre européenne*. **Des analyses d'ordre moral** (Julien Benda) ⁴⁹⁴. Pour Alain, voir biographie dans le dossier biographique, mais **ajoutons qu'il a écrit de nombreuses lettres** : la guerre est un crime, un massacre, etc. ⁴⁹⁵.

Bergson écrit de nombreux articles et brochures (mais aucun livre), mène deux missions aux États-Unis (1917-1918) ⁴⁹⁶

□ Assimilée longtemps au seul « bourrage de crâne » **et à une manœuvre d'intoxication, la propagande** mérite cependant d'être abordée avec davantage de discernement et replacée dans le cadre de ce qu'une série d'historiens « péronnistes », à la suite de Becker, appellent la « culture de guerre » (cf. cours GÉS-7), c'est-à-dire « l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années 1914-1918 » >>> une « culture de l'union » et de « consensus »

□ la censure débute en France dès août 1914 (voir plus haut) **et elle subsiste jusqu'en octobre 1919, malgré les contestations dont elle est l'objet, notamment en 1917. Elle est quand même allégée en 1919...**

□ les buts:

- éviter la divulgation du secret militaire

- **s'insère dans une « culture de guerre », via la mise en place d'une propagande**

□ les « bobards » + encouragés: les obus allemands sont inefficaces, les gaz asphyxiants inopérants, etc.

□ la propagande véritable:

- **infériorité morale de l'ennemi**

- promesse de succès rapides

- héroïsme des combattants français

- surtout, dramatisation des enjeux

□ la chronologie: « bourrage de crâne », puis propagande véritable pendant

l'« enlèvement » (l'héroïsme national est exalté, la figure de l'ennemi étant moins violemment

⁴⁹⁴ Paul Gerbod, « Les publications philosophiques françaises et la Première Guerre mondiale (1914-1919) », dans Ph. Soulez dir., *Les philosophes et la guerre de 14*, Presses universitaires de Vincennes, 1988, 304 p., pp. 33-46.

⁴⁹⁵ Étienne Balibar, « Alain et la guerre », *Ibid.*, pp. 95-104.

⁴⁹⁶ Philippe Soulez, « Les missions de Bergson ou les paradoxes du philosophe véridique et trompeur », *Ibid.*, pp. 65-81, et Isabelle Starkier, « Les Philosophes juifs et la guerre de 14. Philosophes, juifs ou français ? », *Ibid.*, pp. 223-231.

attaquée), enfin, à partir de l'été 1918, alors que la Victoire devient possible, retour au type de 1914, avec accent mis sur les « atrocités allemandes »

□ Si elle est largement destinée aux adultes, la propagande n'oublie nullement les enfants, qui sont une cible de choix. Les figures héroïques :

- le jeune breton Jean-Corentin Carré (né en 1900, un nom facile à retenir...), engagé dans l'infanterie sous un faux nom, en truquant son âge (il a alors 15 ans...). Il régularise sa situation en 1918, puis est tué. « Saint des écoliers », Carré incarne une « éthique héroïque » ⁴⁹⁷ de l'enfance combattante

- La propagande exploite surtout les exploits, mythifiés, d'enfants-héros, comme le jeune mineur du Nord Émile Desprès, qui aurait en 1914 sauvé un prisonnier français de l'exécution en tuant l'officier allemand chargé de sa mise en œuvre >>> Desprès est exécuté à sa place, dans des conditions atroces

- la petite Denise Cartier (car il faut des filles...), amputée d'une jambe à cause d'un obus allemand, qui déclarerait « offrir sa jambe à la France »

- un officier allemand aurait dit : « Que pouvons-nous faire contre un peuple qui a de tels enfants ? »

- l'enfant héroïque est exalté aussi en Italie ⁴⁹⁸, où les publications pour la jeunesse sont très nombreuses

□ Bécassine :

- Le dernier avatar de la servante dévouée, c'est Bécassine, dont les aventures commencent à paraître en 1905 dans le premier numéro de *La Semaine de Suzette* ⁴⁹⁹.

- le scénariste est catholique, légitimiste et régionaliste !

- Premier album en 1913.

- Énorme succès

- De son « vrai » nom Annaïk Labournez (*sic*), elle a quitté sa Bretagne natale (Clocher-les-Bécasses...), ses parents métayers, pour suivre avec passion sa maîtresse, la marquise Hermine de Grand-Air.

- personnage doublement péjoratif (image de la Bretagne ; B., qui s'appelle en réalité Anaïk Labournez, est née à Clocher-les-Bécasses)

- 100 000 bonnes bretonnes à Paris dans les années 1900

- Pendant la Première Guerre mondiale Bécassine se fait receveuse de tramway pour payer à sa maîtresse le vivre et le couvert : une caricature bourgeoise de ce que la bourgeoisie souhaite

⁴⁹⁷ Les cubes aussi, allez, allez...

⁴⁹⁸ Cf. Mariella Colin, « La Grande Guerre racontée aux enfants italiens », communication au colloque « Enfants en temps de guerre et littératures de jeunesse », BnF 18 octobre 2012

⁴⁹⁹ L'hebdomadaire vivra jusqu'en 1960, les aventures de Bécassine ayant cessé de paraître en 1950.

- subventionne donc pendant la Première Guerre mondiale sa patronne, la marquise de Grand-Air >>> **une sainte idiote, mais qui a du cœur, comme Germinie Lacerteux**
- vision négative des ouvriers, qui ne font rien, des paysans, sordides
- seuls les domestiques issus de la ruralité française sont des héros positifs
- elle adopte les codes sociaux de ses maîtres, mais des codes surannés
- **à l'usage de la petite bourgeoisie**
- **en 1939 un film, qui s'attire les foudres d'un mouvement nationaliste breton** ⁵⁰⁰
- en 1975, une parodie en BD érotique, *Becasexine...*

□ la Collection « Les Livres roses de la Guerre » chez Larousse ⁵⁰¹ :

- beaucoup de chercheurs ont démontré ces dernières années que la littérature de jeunesse était une véritable littérature, mais avec porosité entre les deux littératures. Évidemment

héritage de la littérature d'aventure

- Publiée par Larousse dès 1915, cette collection d'une centaine de titres regroupe des romans de jeunesse inspirés de la Première Guerre mondiale et écrits par les auteurs Larousse habituels. La guerre y est l'occasion de nourrir l'univers de la littérature enfantine et de véhiculer des valeurs jugées nécessaires au développement moral de l'enfant (courage, patriotisme, partage...)
- Si cette collection met parfois en scène des adultes, **ses héros sont, dans près d'une trentaine de romans, eux-mêmes des enfants**. L'enfant-héros est un stéréotype dans tous les pays. Réutilisation des enfants-héros de la Révolution française, Bara par ex.
- Émile Desprès (voir plus haut) est évoqué dans deux romans
- les enfants y sont représentés comme des acteurs à part entière de la guerre : enfant-soldat, enfant-victime (prisonnier, maltraité), enfant-allié (messager, protecteur). Svt espièglerie, ruse, jeu,
- **L'enfant est un « guerrier » qui supporte vaillamment les coups du sort et qui n'hésite pas à se jeter dans la bataille, à tuer et même à se faire tuer**
- le personnage du boy-scout **est d'ailleurs présent dans trois romans** : il est le soldat de demain
- la petite fille est, elle aussi, mobilisée, comme infirmière, qui risque sa vie
- **l'enfant des territoires occupés est un petit révolté**, constamment, surtout en Alsace-Lorraine
- Tous les actes du quotidien prennent une valeur en fonction de la guerre, mais il est **souligné parfois que l'enfant a la capacité à faire abstraction de la guerre** : « insouciance » de l'enfant

⁵⁰⁰ L'émission d'un timbre en 2005 provoquera l'hire du Parti breton, qui alertera la LICRA pour « ignoble campagne raciste ».

⁵⁰¹ Marie Puren, communication au colloque « Enfants en temps de guerre et littératures de jeunesse », BnF 18 octobre 2012

□ les formations politiques et syndicales :

- **l'AE** met six mois à relancer son activité. Léon Daudet s'était « planqué » à la suite des attaques contre Caillaux (cf. biographie dans le dossier biographique) !

- **SFIO** : fonctionnement apparent, mais avec moins de militants et des préoccupations humanitaires surtout

- **CGT** : un net temps d'arrêt, mais :

* elle se rapproche de la SFIO, avec la création du Comité d'Action (sept. 1914)

* au moment les premiers remous anti-Union Sacrée : groupe de *La Vie ouvrière*, Monatte

* les instituteurs syndiqués et pacifistes semblent avoir été très minoritaires

□ **Romain Rolland** : voir GÉS-2

□ une accoutumance à la guerre, une banalisation, le rupture se produisant en 1917, idée de J.-J. Becker (qui titre un chapitre « la crise » ⁵⁰²) pendant longtemps, en 1916, idée d'Audouin-Rouzeau. Problème de la « vie chère » dans les villes, et importance de tous les problèmes de vie quotidienne

□ les grèves du printemps 1917 :

- d'importants arrêts de travail, notamment dans la région parisienne ⁵⁰³, en deux vagues

- janvier : grèves dans la couture, dans des usines travaillant pour la guerre

- printemps : à nouveau la couture, autres grèves sont surtout féminines (causes : montée des prix et baisse du pouvoir d'achat) ; manifestations importantes le 1^{er} mai ; grèves importantes à Toulouse ; aucune coloration politique (l'impact de la révolution russe tarde d'ailleurs à se manifester)

□ les grèves du printemps 1918 :

- nombreuses en province, Isère, Gard, Loire, par ex.

- massives dans la région parisienne, avec une coloration révolutionnaire et pacifiste

b) Autres guerres que les guerres mondiales

□ **Guerre d'Espagne** : les deux camps organisent, à destination de l'étranger, des « voyages » >>> un « tourisme politique »

c) La Seconde Guerre mondiale

□ des techniques de mobilisation des esprits beaucoup + perfectionnées

□ « drôle de guerre »

□ **Vichy** :

- imitation des dictatures

- mythe Pétain

- défense de la Révolution nationale

⁵⁰² Dans J.-J. Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p.

⁵⁰³ Cf. J.-L. Robert, *Les Ouvriers, la Patrie et la Révolution. Paris, 1914-1919*, Les Belles Lettres, 1995, 484 p.

- stigmatisation d'ennemis symbolisant l'Anti-France, les juifs, les francs-maçons, etc.

□ la question (qui peut être familiale) « comment X a-t-il pu... ? » :

- le plaidoyer *pro domo* classique par la hiérarchie, les supérieurs

- le déni, bien visible lors de l'affaire Papon

- celui qui « congédie le réel », Jean Jardin, principal collaborateur de Pierre Laval (20 avril 1942 - 30 octobre 1943, donc rafle du Vel' d'hiv') :

* d'après le petit livre admirable et bien écrit de son petit-fils, Alexandre Jardin (né 1965), *Des gens très bien*, Grasset, 2010, réédition, Livre de poche, 2011, **symétrique de l'étrange** biographie écrite par Pierre Assouline, *Une éminence grise*, 1986

* a pendant la guerre caché chez lui l'historien juif Robert Aron, thèse du « double jeu »

* après octobre 1943 envoyé par Laval en Suisse négociateur l'après-guerre

* après la guerre réputation d' « homme propre », personne ne se dit qu'il était « aux manettes » lors de la rafle ! Il est devenu l'intime d'Antoine Pinay (cf. biographie dans le dossier biographique)

* toute la famille, très haute bourgeoisie d'ancien type, est complice, sauf Alexandre

* conserve jusqu'à sa mort sur son bureau la photo de Laval...

□ des intellectuels dans la Résistance (Georges Bidault, 2e président du CNR), avec l'engagement du philosophe Jean Cavailles⁵⁰⁴ :

- né en 1903 dans un foyer réformé, élève de l'ENS

- nombreux séjours en Allemagne, au cours desquels il a rencontré Karl Barth, Cassirer, Heidegger, Husserl, etc.

- participe au Centre de Documentation sociale de la rue d'Ulm

- un philosophe mathématicien, travaillant sur les fondements de la logique

- prisonnier en 1940, évadé, professeur à l'université de Strasbourg, repliée à Clermont-Ferrand, puis à la Sorbonne

- fondateur du réseau de renseignement et de sabotage Cohors, arrêté par la police de Vichy en 1942, il rédige en prison son livre *Sur la logique et la théorie de la Science*, s'évade, est évidemment révoqué de ses fonctions par Vichy

- rencontre à Londres de Gaulle et Aron en 1943

- arrêté par les Allemands en août 1943, fusillé par eux au début de 1944

- enterré dans la citadelle d'Arras

- Georges Canguilhem en 1945 : la morale l'a poussé à résister, elle porte chez lui la marque de la rectitude du raisonnement, notamment sur les philosophes allemands et le nazisme

⁵⁰⁴ G.Heinzmann, « L'engagement de Cavailles : philosophie et résistance », dans Ph.Soulez dir., *La Guerre et les philosophes de la fin des années 20 aux années 50*, Presses universitaires de Vincennes, 1992, 320 p., pp. 145-154

III. LA « BRUTALISATION »

1°) Caractères généraux

- Cf. **George Mosse**, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, trad. fr., Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2000, 291 p.
- concept parfois rendu en français par « **ensauvagement** »
- **banalisation** (*trivialization*) de la violence de guerre et son exportation dans le domaine civil
- banalisation qui donne naissance à une « indifférence croissante à la mort de masse » (G.Mosse, p. 182)
- **avec invasion de toute la scène politique de l'entre-deux-guerres** (mais beaucoup + en Allemagne qu'en France...)
- ~~Mais G.Mosse applique la notion en priorité au champ politique allemand et elle n'occupe pas dans l'ouvrage une place centrale~~ (l'ouvrage est centré sur la mémoire de guerre et les cimetières)
- **Le titre d'origine est d'ailleurs** *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars* ⁵⁰⁵ !
- on peut aussi dire que la brutalisation est un **effet d'une guerre nationale et non pas une brutalisation en soi**, idée de J.-J.Becker, en conclusion de l'ouvrage collectif *La violence de guerre* ⁵⁰⁶
- la guerre devient aussi **l'affaire des civils**, à cause de l'emploi massif de l'artillerie (des descriptions célèbres dans Zola, *La Débâcle*) et des occupations, ce qui est très visible dès la guerre de 1870-1871

2°) La Première Guerre Mondiale

a) Chez les soldats

- ~~violence des combats de 1914 avec importance des pertes~~, un quotidien immobile mais violent pendant la guerre de positions : le soldat est toujours sur le qui-vive, attente, tours de garde, mais assauts, une peur « aux cent visages »
- omniprésence de la **mort** (près de 900 morts par jour, en moyenne, entre 1914 et 1918)
- la mort est la plupart du temps **violente** : **les morts par maladie ne représentent qu'1/6 des décès**, grâce aux progrès de la médecine avant et pendant la Grande Guerre
- une quantité impressionnante de **blessés** : les blessés sont rarement évacués à temps. Blessures nerveuses et psychiques aussi

⁵⁰⁵ Oxford University Press, 1990.

⁵⁰⁶ Collectif *La violence de guerre. 1914-1945*, Complexe, 2002, 348 p.

- soldats rassurés par l'esprit de corps, la présence du groupe rassure (très visible déjà dans *La Débâcle*, à la fin, quand les prisonniers de la même compagnie se retrouvent)
- un grand nombre de prisonniers (600 000 au total), soumis à la faim, la maladie, le travail, les punitions collectives
- Les photos prises par les soldats, à la différence des photos prises par des photographes officiels, beaucoup plus posées, montrent une guerre violente. Mais il y a des exceptions, comme les photos prises par Jean Cocteau, ambulancier sur le front belge, avec le Kodak familial, qui, pour l'essentiel, représentent le poète, très élégant, à la guerre ⁵⁰⁷
- témoignages multiples et empreinte profonde dans l'œuvre de Céline (Louis Destouches, 1894-1961) :
 - s'engage dans l'armée en 1912 ; blessé en oct. 1914, réformé en 1915
 - en 1916, directeur d'une plantation au Cameroun, il fait office d'infirmier
 - fin 1917, découvre par hasard une annonce de la fondation Rockefeller, qui recrute des conférenciers itinérants dans le but d'informer les populations sur la prophylaxie de la tuberculose
 - engagé en 1918, fait des conférences en Bretagne, des tournées de prévention de la tuberculose en Bretagne, passe son bac, épouse une fille de médecin
- Roger Vercel (1894-1957). Capitaine Conan :
 - Vercel mobilisé en 1914, fait toute la guerre, dont armée d'Orient en 1918 ; il est représenté, de façon autobiographique, par le personnage de Norbert, officier vertueux et républicain
 - roman largement autobiographique, prix Goncourt 1934
 - L'Armée d'Orient (A.O.) continue à se battre pendant un an après le 11 nov. 1918 >>> surnom d'Armée oubliée (A.O. aussi) ⁵⁰⁸
 - un corp franc (« compagnie franche ») de « têtes brûlées », de « guerriers » et non de « soldats », violents, utilisés après nov. 1918 pour lutter contre le « péril rouge » aux confins entre la Roumanie et la Russie bolchévique
 - film de Bertrand Tavernier, 1996, avec Philippe Torreton dans le rôle principal

b) Les civils

- implication forcée dans les zones de combat, cf. la ville de Reims, dépeinte en France « libre » comme une ville en lutte pour sa survie où les civils le disputeraient aux militaires dans l'héroïsme (François Cochet : Reims est une cité « exhibée »). Bombardement de la cathédrale le 19 septembre 1914 (la restauration vient seulement d'être achevée !)

⁵⁰⁷ P. Caizergues, *Photographies et dessins de guerre de Jean Cocteau*, Actes Sud, 2000, 128 p.

⁵⁰⁸ Un seul journal de guerre de l'armée d'Orient a été publié, celui de Jean Leymonnerie, *Journal d'un poilu sur le front d'Orient*, présentation d'Yves Pourcher, Pygmalion, 2003, 361 p.

- occupation de nombreux départements : vie matérielle très difficile (pénurie, réquisitions, etc.), **absence de nouvelles du reste de la France, représailles, prises d'otages**,
- des internements de civils, hommes, mais aussi femmes et jeunes filles (nombreuses à Pâques 1916) >>> très nombreuses et alarmantes rumeurs

2°) L'entre-deux-guerres

- violence des manifestations : 1^{er} mai 1919 et 1920, 6 février 1934, fusillade de Clichy 16 mars 1937, mais S. Berstein, "L'affrontement simulé des années 30", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 39-54. **Les morts sont des martyrs, qu'il faut venger**
- prime aux anciens combattants lors des élections de 1919 (Nicolas Roussellier : une « prime électorale »)
- anciens combattants engagés dans l'Union civique (anti-syndicale) de 1919-1920, mais après **les anciens combattants sont loin de l'image classique, belliciste ou factieuse** (cf. A. Prost)
- bagarres lors des campagnes électorales ou des dépouillements, surtout PPF X PCF
- violence des attaques ad hominem (Blum, Salengro, etc.)
- passage au terrorisme de fractions de l'extrême droite : la Cagoule (CSAR), qui assassine les frères Rosselli
- La violence politique ne remet jamais sérieusement en cause le fonctionnement des institutions, sauf verbalement, de la part des ligues

3°) La Seconde Guerre mondiale

- violence des combats de mai-juin 1940, avec des pertes qui ressemblent à celles de 1914, mais les gaz de combat ne sont pas utilisés
- la violence est déplacée vers les civils :
 - un très grand nombre de morts civiles, avec une proportion très différente de celle de la Première Guerre Mondiale
 - poids des pénuries et des privations
 - bombardements : 70 000 victimes, sans oublier celles de Normandie, ressurgies en 1994 ; célébrité des bombardements de Billancourt (3 mars 1942 et 4 avril 1943), instrumentalisés par Vichy et les collaborationnistes (funérailles, presse, etc.)
 - répression, déportations, destruction des juifs (75 000 morts en France). Le dernier convoi quitte la France le 17 août 1944
 - STO
- représailles à l'égard des populations civiles :
 - destruction **d'Oradour-sur-Glane** par la division *Das Reich* le 10 juin 1944 >>> un village martyr, un lieu de mémoire, un « réfèrent » (car on dit « un Oradour » pour évoquer des cas d'Europe orientale ou de Grèce)

□ Les prisonniers de guerre français ont été bien étudiés et un peu édités :

- Y.Durand, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français. 1939-1945*, F.N.C.P.G., Paris, 1982, 542 p. & P.Gascar, *Histoire de la captivité des Français en Allemagne (1939-1945)*, Gallimard, 1967, 317 p.

- G.Folcher, *Les carnets de guerre de Gustave Folcher, paysan languedocien (1939-1945)* ⁵⁰⁹ : ressemblent à ceux de Barthes ⁵¹⁰, en beaucoup moins politique :

* **esprit critique, sens de l'observation**

* du Midi lui aussi !

* **bonne peinture de l'incurie de l'armée française, des tares des unités formées de repris de justice, etc.**

* prisonnier en Allemagne (la moitié du livre)

⁵⁰⁹ Maspero, 1981, 280 p., réédition, La Découverte, 2000, 284 p.

⁵¹⁰ L.Barthes, *Les carnets de guerre de Louis Barthes*, Maspero, 1978, réédit., 1982, 560 p., réédition, La Découverte, 1997, 574 p.

IV. GUERRE ET JEU POLITIQUE

□ une mise à l'épreuve des institutions existantes, cf. les craintes de Marcel Sembat en 1913

□ Vichy = cas extrême, et le programme se termine en 1945 ! État, bien sûr, mais aussi les opinions publiques : collaboration, résistance, mais aussi « accommodation » (Philippe Burrin)

1°) Les formes de gouvernement de guerre

a) Avant le gouvernement Clemenceau

□ expression de gouvernement de guerre = titre d'un ouvrage de Pierre Renouvin, écrit pour la fondation Carnegie pour la paix

□ La Première Guerre Mondiale invite à reconsidérer les relations entre pouvoir civil et pouvoir militaire, entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif

□ décret 28 octobre 1913 fixe les relations entre autorités politiques et militaires : au gouvernement, la conduite de la guerre, au haut commandement, celle des opérations militaires. Mais dans la pratique cette distinction est inapplicable

□ cette distinction ne résiste pas à la guerre longue, dans laquelle la stratégie concerne aussi bien le Grand Quartier Général (GQG) que le gouvernement

□ le haut commandement, dominé à l'origine par le général Joffre, auréolé de sa victoire de la Marne, entend faire prévaloir, dès l'automne 1914, une approche maximaliste de son action, en prenant en charge, avec l'appui des ministres de la Guerre d'alors, l'essentiel des dossiers, et en faisant valoir qu'un gouvernement mécontent de son action n'aurait qu'à le remplacer !

□ avec le retour du gouvernement et du parlement à Paris à la fin de 1914 se posent crûment deux questions essentielles :

- la liberté d'action du Grand Quartier Général (GQG) et ses limites,
- ainsi que l'adaptation du régime parlementaire au temps de guerre

□ Institution essentielle de la III^e République, le parlement :

- ajourne ses séances en août 1914, d'autant que 235 parl. rejoignent leurs unités
- investit un gouvernement d'Union sacrée
- est convoqué en session extraordinaire le 22 décembre 1914
- à partir de janvier 1915 siège sans interruption jusqu'à la fin du conflit
- accepte d'être prorogé jusqu'à la paix (>>> él. en 1919)
- accepte le compromis essentiel du comité secret. Ainsi, pendant une semaine, à partir du 16 juin 1916, le gouvernement est interrogé sur Verdun
- continue et met sur pied de grandes commissions, qui peuvent accéder à la zone des combats après le désastre du Chemin des Dames (avril 1917) et les mutineries

- travaille aussi « normalement » : 5 gouvernements se succèdent entre août 1914 et novembre 1917

□ 6 gouvernements se succèdent pendant la GG en France

□ conclusion de Pierre Renouvin : « Parmi les grands États belligérants la France est bien celui qui a traversé la crise en restant le plus fidèle à ses traditions et à ses principes constitutionnels. »

b) Le gouvernement Clemenceau (1917-1920)

□ la question de la « dictature » de Clemenceau ⁵¹¹ :

- certes pâle figure de certains ministres et dictature dénoncée par l'opposition socialiste

- mais Clemenceau est soutenu par une majorité : lors d'interpellations, il y a votes, favorables >>>>

□ revoir la biographie dans le dossier biographique, que je complète ci-après. Elle était établie d'après les biographies et autres écrits classiques, *i. e.* :

G.Clemenceau, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Plon, 1930, IV+374 p., réédition, Perrin, 2010, 250 p.

G.Clemenceau, *Le Grand Pan*, prés. par J.-N.Jeanneney, Imprimerie nationale, 1995, 505 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1996, pp. 217-218

G.Clemenceau, *Écrits journalistiques*, tome , *L'iniquité, 1894-1898*, Mémoire du Livre, 2001, 588 p.

G.Clemenceau, *Correspondance (1858-1929)*, Robert Laffont/BNF, coll. « Bouquins », 2008, 1 100 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, p. 203

Collectif, *Georges Clemenceau*, Hachette, 1974, 272 p.

J.-B.Duroselle, *Clemenceau*, Fayard, 1988, 1 077 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989, pp. 348-349, *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 351-352

P.Guiral, *Clemenceau en son temps*, Grasset, 1994, 457 p.

J.-N.Jeanneney, *Clemenceau, portrait d'un homme libre*, Mengès, 2005, 192 p.

P.Miquel, *Clemenceau*, Tallandier, 1996, 388 p.

M.Winock, *Clemenceau*, Perrin, 2007, réédition, 2011, 690 p.

⁵¹¹ F.Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Belin, 2002, p. 311

G.Wormser, *Clemenceau vu de près*, Hachette, 1979, 287 p.

□ Vient de paraître un livre consacré pour l'essentiel à la période du gouvernement Clemenceau :

J.-J.Becker, *Clemenceau, chef de guerre*, Armand Colin, 2012, 223 p.

À mon grand soulagement il s'avère beaucoup moins hagiographique que deux livres précédents du même auteur :

J.-J.Becker, *Clemenceau l'intraitable*, Liana Levi, 1998, 156 p.

J.-J.Becker, *Clemenceau en 30 questions*, Geste, 2001, 64 p.

□ en 1914 :

- il conseille en vain à Malvy (cf. biographie dans le dossier biographique) d'appliquer le « carnet B ». Il devait se souvenir de cet échec en 1917 (voir plus loin)

- lors du remaniement d'août, Poincaré lui propose le portefeuille de la Justice, Clemenceau refuse

□ l'activité de journaliste :

- il commet de nombreuses erreurs

- **obsédé par l'effort de guerre + nombreuses critiques des hommes politiques, des gouvernements successifs et des généraux** >>>> certains de ses articles ont été reproduits par les Allemands dans *La Gazette des Ardennes*

□ à la tête de ses commissions. Clemenceau est imprévisible : **il peut être d'une totale courtoisie comme attaquer violemment le ministre qu'il a devant lui**

□ la démission de Malvy (cf. biographie dans le dossier biographique) :

- grand discours de Clemenceau au Sénat le 22 juillet 1917

- Malvy se défend bien, il est soutenu par son président du Conseil, Ribot

- multiples articles de Clemenceau contre lui

- Malvy démissionne le 31 août, et le gov. Ribot tombe le 7 septembre >>>> gov.

Painlevé (cf. biographie dans le dossier biographique) >>> 13 nov.

□ le ministère Clemenceau (16 nov. 1917) :

- déclaration à la chambre des députés le 20, dans l'ordre :

* « Un seul devoir, et simple : demeurer avec le soldat, vivre, souffrir, combattre avec lui. »

* « Plus de campagnes pacifistes, plus de menées allemandes. Ni trahison, ni demi-trahison : la guerre. Rien que la guerre. »

* « Je vous ai dit que je voulais faire la guerre. »

* « Et alors, quand vous me demandez mes buts de guerre, je vous réponds : **mon but, c'est d'être vainqueur** »

* C'est le 8 mars 1918 qu'on aura la fameuse formule : « Ma politique étrangère et ma politique intérieure, c'est tout un. Politique intérieure, je fais la guerre ; politique extérieure, je fais toujours la guerre. Je fais toujours la guerre. »

- hostilité immédiate et constante des socialistes, Albert Thomas, déchiré, renonçant à la participation, que lui a proposée Clemenceau

- Clemenceau conserve du gouvernement précédent Godart ⁵¹², Klotz, Loucheur et Clémentel (cf. cours GÉS-5)

- Clemenceau domine tous les autres (caricature célèbre avec une seule tête ;

l'ambassadeur britannique : « It is practically a one man minister »)

- conseil des ministres réuni peu souvent

- deux chefs de cabinet : Georges Mandel (cf. biographie dans le dossier biographique) et général Mordacq ; deux secrétaires, dont **Georges Wormser, ancien de la rue d'Ulm** (voir plus haut)

□ mise à l'écart de Poincaré, mais pas du parlement : nombreux débats, avec violente opposition des socialistes, notamment sur la question russe ⁵¹³. Clemenceau a toujours une majorité ± les $\frac{3}{4}$ à la CD

□ la haine :

- Caillaux : levée de son immunité puis arrestation le 14 janvier 1918 (cf. biographie dans le dossier biographique)

- Malvy : procès en juillet-août 1918

□ les luttés :

- contre les grèves de 1918 (cf. cours GÉS-7)

- le retournement stratégique allié de 1918 : Clemenceau a un grand rôle dans

l'augmentation des effectifs (chasse aux embusqués, etc.), dans le choix de l'offensive (18 juillet >>>), dans celui du commandement unique, confié à Foch

□ les problèmes de l'automne 1918 :

- **les généraux, désormais vainqueurs regimbent devant l'autorité du gouvernement** ; les rapports C. – Foch sont devenus exécrationnels

- mais, au même moment, se développe aux EU un courant favorable à une capitulation sans **conditions de l'Allemagne** !

- certes l'Allemagne s'adresse à Wilson pour sa demande d'armistice mais Wilson est, avec un temps de retard, loyal vis-à-vis de ses « associés »

- **grande ignorance des alliés quant à la situation intérieure de l'Allemagne**

- qd nouvelle que les Allemands acceptent les conditions d'armistice, crise de larmes de Clemenceau, qui s'explique de façon très GÉS : « C'est plus fort que moi, mais j'ai revu 70 »

- la question de l'armistice, trop tôt signé : ne peut-on pas envahir l'Allemagne ? :

⁵¹² Mal orthographié par J.-J. Becker...

⁵¹³ Mais J.-J. Becker, ignorant que Clemenceau a approuvé dès décembre 1917 un plan d'intervention militaire contre les bolcheviks, que j'ai vu aux archives des Affaires étrangères en 1968 pour mon mémoire, ne souligne pas l'hypocrisie de Clemenceau dans ses réponses aux attaques de décembre 1917 et janvier 1918.

* après avoir hésité, Clemenceau et Foch, tombent d'accord, le 10 nov. : on n'a pas le droit de faire tuer davantage de soldats

* **crise avec Poincaré, qui considère que l'armistice, trop tôt signé, va « couper le jarret de nos troupes »** : C. menace de démissionner

□ Clemenceau à la CD le 11 nov. : « **La France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal.** »

□ Clemenceau et la paix de 1919 :

- généralités sur la conférence de la Paix : voir cours REW-1 et, éventuellement, les HK2

- Les mobiles de Clemenceau à la Conférence de la paix 1919 : voir cours GÉS-7

- voir aussi la biographie de C. dans le dossier biographique

- **Clemenceau était parfaitement conscient que la France n'avait pu gagner la guerre qu'avec l'aide de ses « bons alliés » (expression qu'il utilise en 1921)**

- C. tient en lisière Poincaré et Foch (et C., ayant fait accéder Pétain au maréchalat, tient en réserve un remplaçant de Foch, qui se gardera bien de donner sa démission)

□ long débat de ratification, du 25 août au 2 octobre 1919. N'ayant pu obtenir tout ce qu'il réclamait, Clemenceau estimait néanmoins que le traité de paix avec l'Allemagne était satisfaisant ; aussi le défendit-il avec fermeté ⁵¹⁴. Le traité avait en France deux types

d'adversaires. À gauche la plupart des socialistes, et en particulier Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, reprochaient au traité d'être excessivement dur à l'égard de l'Allemagne, de ne pas tenir assez compte du principe des nationalités et, enfin, d'exclure la Russie bolchevique des négociations. Ils étaient soutenus par la CGT et une partie des ouvriers parisiens qui avaient organisé des grèves depuis janvier 1919 et une grande manifestation le 1^{er} mai, en pleine conférence de Paix ⁵¹⁵. À droite, de nombreux orateurs, et notamment l'écrivain

Maurice Barrès et le député de Nancy Louis Marin (cf. biographie dans le dossier biographique), trouvaient au contraire le traité trop doux. Ils lui reprochaient de ne pas assurer la sécurité de la France. À tous Clemenceau répondit : « Quand on analyse ce traité **qui a je ne sais combien de centaines d'articles, où toutes les questions sont traitées (sic)**, il ne faut pas oublier que ce traité si complexe vaudra pour ce que vous vaudrez vous-mêmes. Il sera ce que vous le ferez. » Finalement, le 2 octobre 1919, la Chambre vota la ratification (par 372 voix contre 53, dont 51 socialistes, et 74 abstentions). Au Sénat, débat de ratification très court, du 8 au 11 octobre, avec vote à l'unanimité.

2°) La question du « parlementarisme de guerre » ⁵¹⁶

⁵¹⁴ Sa phrase la plus GÉS : « En abordant cette discussion, il m'est impossible de ne pas remonter à 1871. Que voulez-vous, j'ai vécu ces jours affreux. »

⁵¹⁵ La journée de 8 heures a été accordée par le gouvernement Clemenceau en avril, pour tenter de désamorcer le mouvement social : péril révolutionnaire, comme en Russie en 1917...

⁵¹⁶ F.Bock, *Un parlementarisme de guerre. 1914-1919*, Belin, 2002, 351 p. ; F.Bock, "L'exubérance de l'État en France de 1914 à 1918", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (1984), pp. 41 & suiv.

- largement illustré par Clemenceau (voir plus haut)
- question, très générale de l'inefficacité supposée du parlementarisme en temps de guerre >>> q. de la mobilisation du parlementaire, d'autant que le service militaire est universel, une q. pas résolue avant 1938 (les parlementaires sont mobilisables avant 40 ans)
- comme la guerre n'est pas la guerre courte longtemps envisagée, les civils reprennent aux militaires la direction de la guerre
- grand rôle des commissions parlementaires ; rôle de l'opinion publique dans la tenue du pays, dans l'absence de changement de régime >>> est-ce la même chose pour le parlementarisme ?
- une vaste restructuration de l'État

a) Guerre et parlement : débats préalables et entrée en guerre

- la question de la conduite d'une guerre éventuelle par une telle république est souvent débattue avant 1914, mais jamais globalement, sauf en 1913, mais de façon paradoxale, Marcel Sembat, *Faites un roi, ou bien faites la paix* : la République (parlementaire) se doit d'être pacifique, sinon...
- rien n'avait été prévu dans les lois constitutionnelles de 1875, conçues comme transitoires ; le régime devenu définitivement républicain et parlementaire, s'installe dans l'instabilité parlementaire et l'idée que la révision des lois constitutionnelles est dangereuse (*cf. Débuts*) ; boulangisme, etc. >>> les prérogatives du PR en cas de guerre ne sont pas supprimées (disposant de la force armée, il négocie et ratifie les traités, mais ne peut déclarer la guerre qu'avec l'assentiment préalable des deux chambres)
- dans la loi de 1889 (*cf. cours GÉS-3*) il n'est pas prévu que les parlementaires se soient mobilisables, or ils perdent ainsi tt droit de vote, etc. >>> plusieurs problèmes, qui sont débattus à la Chambre **des députés entre 1890 et 1912, d'autant que dès le départ les interprétations de la législation existantes sont divergentes**
- provisoirement, la Chambre des députés vote un système de « congés » ; de nombreuses publications et propositions de lois ; cas du député Léon Mirman, forcé de faire un an de service militaire en 1894-1895, en 1894-1895, donc en pleine affaire Dreyfus
- La loi militaire de 1905 est l'occasion de nouveaux débats, mais pas celle de 1913 (« trois ans »)
- 4 août 1914, les chambres décident, sans débat, de s'effacer et de confier la conduite de la guerre au gouvernement, derrière lequel toutes les forces politiques se rangent unanimement. Causes : la guerre sera courte. Union sacrée, etc.
- mais la session, formellement, n'est pas close : les chambres se sont ajournées *sine die*
- deux ministres mobilisables, dont Abel Ferry, démissionnent du gouvernement Viviani
- début 1915, 235 parlementaires relèvent de l'armée, ils sont très souvent à l'arrière, eu égard à leur âge ; ils ont tous été promus au grade de sous-lieutenant pour la durée de la

guerre. Nombreux cas de mépris ou de brimades de la part des officiers d'active ; nombreuses permissions et nombreux congés, qui permettent de venir à Paris

□ Joseph Caillaux, bien qu'âgé, s'engage en août 1914, mais est affecté au bout de quelques jours comme trésorier-payeur aux armées ; il « parade » beaucoup et aura des missions de complaisance à l'étranger

□ des liens se tissent dans les premiers de la guerre entre des chefs militaires et des hommes politiques : des « réseaux » se constituent

□ des parlementaires, « ajournés » comme tous, et non mobilisés :

- s'occupent de leur circonscription, ce qui est important dans la zone des batailles.

Plusieurs parlementaires du Nord et du Pas-de-Calais sont pris comme otages, certains meurent. Dans l'intérieur, certains s'occupent des réfugiés

- s'occupent du camp retranché de Paris, sont membres de commissions, obtiennent des missions (une véritable course aux missions, raillée par Poincaré)

□ le (gros) remaniement ministériel d'août, avec entrée des socialistes au gouvernement, est a-constitutionnel (puisque les chambres sont ajournées), de même que le déplacement du gouvernement de Paris à Bordeaux (il dure jusqu'en décembre !), et la clôture de la session parlementaire (3 septembre), qui provoque la surprise des parlementaires !

□ le gouv. Viviani prend aussi des mesures qui engagent l'avenir et il instaure des pratiques qui lui survivront : conception extensive de la censure, organes administratifs nouveaux (quant au ravitaillement, aux industries de guerre, cf. cours GÉS-5)

□ la question du rappel du parlement :

- Millerand est le seul ministre qui agit comme s'il ne voyait dans le retour du parlement qu'une gêne pour l'action gouvernementale, et d'ailleurs dans le gouvernement lui-même une gêne pour le commandant en chef

- mais tous ses collègues s'accordent pour estimer nécessaire de convoquer une session extraordinaire où seront examinés et transformés en lois les décrets pris par le gouvernement

- et personne n'a songé à un régime d'exception

- il est nécessaire de convoquer le parlement pour discuter et voter le budget avant le 1er janvier

- décret du 12 décembre convoque les chambres pour une session extraordinaire le 22 décembre 1914 ; les principales commissions des deux assemblées se réunissent dès le 12

□ séance du 22 décembre 1914 :

- critiques de couloirs uniquement

- réaffirmation publique de l'Union sacrée

- tous votes à l'unanimité

- clôture le 23

□ en déc. 1914, toujours :

- ~~ajournement de toutes les opérations électorales~~ (rév. des listes électorales, élections de tous types, etc.) jusqu'à la fin de la guerre

- les sénateurs renouvelables en 1915 sont prorogés

□ diminution, pour faits de guerre, des effectifs >>> modification des règles de quorum (1916-1917)

□ ~~ajournement des élections jusqu'à la paix et institution des comités secrets~~ = pas très démocratique !

□ Clemenceau réclame, dans ses éditoriaux de *L'Homme enchaîné*, une ~~session parlementaire début 1915~~ (prévue de droit par les lois constitutionnelles), qui se déroule normalement, au prix d'une sévère autocensure dans les séances publiques. La session parlementaire se terminant normalement le 2 juin, nouvelle bataille pour aller au-delà >>>

□ ~~le gouvernement capitulant, les deux chambres vont siéger en permanence, avec quelques vacances. Le prochain décret de clôture sera celui du 19 octobre 1919.~~ Les causes : arme du vote du budget, crainte de faire voler en éclats l'Union sacrée, le gouvernement tient à maintenir l'état de siège, proclamé le 4 août 1914. Alors que le pays commence à s'installer dans une guerre de longue durée, il n'est plus question de nier la capacité du régime parlementaire à conduire une guerre, mais de trouver les modalités qui lui permettront de le faire et d'abord de régler ~~la question des députés-soldats~~, qui agite les milieux parlementaires, l'armée, et, dans la presse, au moins Clemenceau : longs débats et, finalement, le pouvoir civil se défait du problème sur le général en chef, Joffre, qui laisse le choix à chaque parlementaire (12 février 1915) >>> il n'y aura plus guère de discussion jusqu'à la fin de la GG. De temps en temps un député soulignera que la solution de 1915 n'est guère démocratique ; les courts débats engendrés montrent bien la connaissance qu'ont les intervenants des débats antérieurs. Pas plus en 1919 qu'en 1914 le parlement n'a voulu légiférer sur le fond : un compromis, un *modus vivendi*. Cependant, sans grande proclamation, ~~la solution choisie a permis de maintenir le cadre institutionnel du régime.~~ Risque d'antiparlementarisme, mais des députés sans obligation militaire (à cause de leur âge) s'engagent

□ ~~Abel Ferry~~ fait la navette entre le front et le Palais-Bourbon (et il est tué lors d'une mission civile, le 15 sept. 1918 ⁵¹⁷) ; le colonel Émile Driant alerte la Chambre des députés sur les insuffisances de la défense de Verdun avant d'y trouver la mort ; dix députés sont tués ; beaucoup de parlementaires perdent un, deux ou plusieurs fils (Paul Doumer quatre de ses cinq fils)

□ Au moins 500 députés prennent part aux votes en 1915 et 1916

⁵¹⁷ C'était le neveu de Jules Ferry (cf. biographie dans le dossier biographique). La haine entre Jules Ferry et Clemenceau était telle qu'à la mort d'Abel Ferry Mme Jules Ferry s'opposa à ce que Clemenceau conduisît le deuil au nom de la nation française.

b) La puissance des commissions parlementaires

□ en temps de guerre, danger des séances publiques >>> intérêt des commissions, anciennes (qui avaient filtré tous les projets depuis les débuts de la III^e Rép. et dont le rôle était devenu de + en + important) et nouvelles. Un rythme de travail très soutenu, de nombreuses « convocations » (terme officiel) de ministres, car puissant moyen de **contrôler l'exécutif**

□ **un moyen pour les parlementaires de collaborer à l'œuvre de la défense nationale, en s'associant à l'exécutif pour exercer un contrôle conjoint dans trois domaines : le suivi des fabrications de guerre, le contrôle des marchés, le contrôle de l'utilisation des hommes et des matériels au front** (*last but not least*)

□ dès le 12 décembre 1914 (voir plus haut) rôle majeur des commissions des Finances, qui se rendent compte brutalement de la gravité de la situation militaire >>> naissance de la nécessité de la session permanente (voir plus haut)

□ sous-commissions des Armements, Commission des marchés de Guerre, Commission de l'Armée (60 députés), etc.

□ les députés proposent une fusion à chaque niveau des deux commissions >>> refus des sénateurs

□ composition : beaucoup d'anciens ministres, de radicaux

□ la **pénurie d'armes et de munitions** est découverte brutalement en décembre 1914 >>> grand nombre de séances (surtout au Sénat), de rapports (écrits surtout par un petit nombre d'hommes, le + imp. étant Charles Humbert, sénateur ancien militaire)

□ Charles Humbert fonde en 1915 un journal, *Le Journal*, et y mène au printemps 1915 une campagne virulente sous le titre « Des canons ! des munitions ! »⁵¹⁸. Le contrôle de la production de fusils, de mitrailleuses et de cartouches est plutôt le fait de Henry Chéron, sénateur du Calvados, un véritable « harceleur », du ministère, des industriels privés, cf. la « crise des fusils »

□ dans la **Commission de l'Armée du Sénat, celle des deux qui intervient surtout** : de grands personnages, Clemenceau, Paul Doumer, Bérenger, etc. >>> campagne contre Millerand, le min. de la Guerre >>>

- nomination de plusieurs sous-secrétaires d'État (ex. : Justin Godart et Albert Thomas, cf. GÉS-7)

- défend l'artillerie de campagne contre les conceptions surannées du Grand Quartier Général (GQG)

⁵¹⁸ En 1916, il aura, à la suite d'une visite de l'arsenal de Bourges ce raisonnement crû sur les canons et les affectés spéciaux : « Quel est le général qui, pour sauver, sur le champ de bataille, 13 canons menacés par l'ennemi, hésiterait à sacrifier 600 hommes ? Mais on refusera obstinément de renvoyer ces 600 hommes à l'arrière pour fabriquer 13 canons par jour. »

- quand Thomas sera ministre de l'Armement du gouv. Briand (déc. 1916, sa tâche a été considérablement facilitée par le harcèlement des parlementaires), il aura comme sous-secrétaire d'État aux Fabrications de guerre Louis Loucheur, fort goûté des parlementaires

- prise de conscience précoce du caractère industriel de la guerre

□ Les difficultés rencontrées par les parlementaires pour contrôler l'état des fabrications de guerre sont peu de chose comparées à celles qui surgissent quand ils prétendent exercer leur contrôle sur l'utilisation des hommes et des munitions dans la zone des armées. C'est là que leur volonté se heurte aux fins de non-recevoir du commandant en chef des armées, relayé par les ministres de la Guerre et appuyé par les présidents du Conseil. Leurs enquêtes tendent en effet à remettre en question le partage de compétences entre les pouvoirs civil et militaire, mais aussi, au sein même du pouvoir civil, entre gouv. et parlement.

□ la zone des armées a été prévue par un règlement du 2 déc. 1913 (*sic*) et définie le 2 août 1914 par arrêté ministériel :

- 8 départements entiers + parties de trois autres départements, mais la limite et la surface se déplaceront avec l'évolution de la guerre

- état de siège dans la zone des armées : maintien de l'ordre, tribunaux militaires, etc.

- subdivisée en « zone de l'avant », où se meuvent les unités en opération, sous l'autorité du général en chef, et « zone de l'intérieur », sous celle du ministre de la Guerre. La « zone de l'intérieur » est dite communément « l'arrière ». On va très vite distinguer une zone intermédiaire, la « zone des étapes », où s'effectuent le ravitaillement des armées et l'évacuation des troupes fatiguées et des blessés

□ à chaque fois que des parlementaires veulent intervenir dans la zone des armées, il est rappelé que le gouv. définit les buts de guerre et que le commandant militaire conduit les opérations >>> les parlementaires vont chercher à intervenir dans la « zone de l'intérieur », puis dans la « zone des étapes », pour aboutir à la « zone de l'avant » !

□ c'est la Commission de l'Armée de la Chambre des députés qui, ici, se manifeste surtout aboutissant à une sorte de lutte de principe en 1916 :

- elle commence à manifester sa volonté en 1915, se heurtant immédiatement à la farouche opposition de Joffre, soutenue inconditionnellement par Millerand, et par la droite, au début du moins

- Millerand remplacé par Gallieni, la situation demeure inchangée

- c'est l'arrivée d'Abel Ferry, le 16 novembre 1915, qui rend la commission plus pugnace. Il s'efforce de convaincre le gouv. d'exercer son autorité dans la zone des armées (sinon : le parlement ne le pourra jamais !)

- la bataille de Verdun a des conséquences :

* les membres de la commission veulent renforcer leurs pouvoirs d'investigation

* la Chambre des députés, dans son ensemble, souhaite être informée et participer à ce contrôle

* >>> **proposition d'une « délégation aux armées », de 20 membres et la situation s'améliore en 1916-1917, jusqu'à...**

- conséquences de **l'offensive Nivelle** (16 avril 1917) :

* **les insuffisances de l'offensive**

* 2^e argument : les partisans du contrôle parlementaire trouvent dans **les mutineries** une nouvelle légitimation de leur action : **c'est aux représentants du pouvoir civil d'éviter que le face-à-face entre les chefs militaires et les mutins n'aggrave une situation déjà tendue**

* 10 juillet 1917 : la comm. nomme 30 « contrôleurs » (un par Armée), chargés de rapporter **sur l'état moral des troupes >>> des rapports, qui insistent sur la lassitude des soldats**

* le **nouveau min. de la Guerre, Paul Painlevé** (cf. biographie dans le dossier biographique), est de bonne volonté et dialogue réellement avec la commission >>> une **circulaire qui donne satisfaction à la Commission sur tous les points (6 octobre 1917).**

Premier civil à avoir le poste pendant la Première Guerre Mondiale, P.P. est celui qui fait **avancer de pair la reconquête du pouvoir gouvernemental sur l'armée et le contrôle parlementaire aux armées**

* **au fond, le contrôle aux armées s'est développé en allant du particulier au général !**

□ les **Commissions des Marchés de Guerre** :

- la Chambre des députés formule des critiques dès 1915

- une interpellation sur les « marchés douteux » les 14 et 17 décembre 1915 (une collection **d'affaires scandaleuses**)

- création de deux commissions des MG, qui se penchent sur un grand nombre **d'affaires**

- **les commissions s'interrogent sur les termes de la loi du 1^{er} Juillet 1916 créant une « contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre ».** Prélèvement de 50 %, mais plusieurs sociétés (ex. : Hotchkiss, Gnome-et-Rhône) trouvent des procédés pour dissimuler partiellement leurs bénéfices

- **l'État dès 1914 avance de l'argent** aux fournisseurs de guerre >>> les commissions critique des avances à de simples intermédiaires, des avances à de petites sociétés incapables de livrer les quantités prévues, etc.

- des résultats nuancés, mais beaucoup de rapports seront ensuite utilisés par le ministère, surtout par Albert Thomas

□ la **comparution des ministres devant les commissions n'était pas de pure forme** : beaucoup d'entre autres tremblaient avant de passer leur « grand oral » !

c) La permanence des procédures habituelles de la vie parlementaire

□ **l'instabilité gouvernementale** en est une preuve

□ en 1915-1916 : des séances plénières largement consensuelles :

- fréquence croissante

- **approbation sans réserves du recours à l'emprunt pour financer la guerre** (cf. cours GÉS-5)

- interdiction de l'absinthe, approbation de la chasse aux embusqués, droits de la défense en matière de justice militaire

- recours aux comités secrets, prévus par la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 : le premier à cause de Verdun, il dure sept jours,

- à partir de la fin de 1916, se manifestent de nombreuses tentations de modifier les règles constitutionnelles, d'autant que Briand propose l'institution des décrets-lois :

* des propositions pour réduire le parlement ou, au contraire, pour le transformer en une Assemblée nationale, qui jouerait le rôle de la Convention pendant la Révolution française

* une autre pour donner au parlement des compétences constitut. en matière de politique ext., notamment pour ce qui concerne le futur traité de paix

□ la question de la « dictature clémenciste » :

- Clemenceau avait été le seul sénateur à présider deux grandes commissions, celle des **Affaires étrangères** et celle de l'Armée. Tribune de *L'Homme libre*, devenu en 1914

L'Homme enchaîné (cf. biographie dans le dossier biographique)

- il s'était fait l'ardent défenseur du contrôle parlementaire

- les événements de 1917, sa chasse aux embusqués et ses attaques contre les traîtres renforcent sa popularité (*idem*)

- Le gouv. Painlevé est renversé le 13 nov. 1917, deux mois après son entrée en fonction : **c'est la première fois que la Chambre met un gouvernement en minorité depuis le début de la guerre**. Le 15 Poincaré charge Clemenceau de former le gouv. Il bénéficie au parlement d'un très large accord, socialistes exclus.

- Clemenceau pense tôt prendre les responsabilités de la guerre et de la diplomatie à d'autres les tâches annexes. L'indifférence dont il témoigne à l'égard des questions économiques, y compris le problème des fabrications de guerre, atteint un degré surprenant.

- peu de personnalités dans son gouv., à son propos se manifeste au parlement le désir de créer une véritable présidence du Conseil, autonome. Clemenceau crée seulement un sous-
secrétariat à la présidence du Conseil, dirigé par Jules Jeanneney, un de ses proches

- ministère nombreux, conformément aux attentes du parlement, avec une représentation **politique conforme à la rupture de l'Union sacrée** : le min. Clemenceau est le premier gouv. **depuis la déclaration de guerre à devoir affronter d'emblée une** opposition ouverte

- ministres effacés (Poincaré : « des gens de maison » !), voire rudoyés comme Pichon (Affaires étrangères)

- un cabinet militaire, dirigé par le général Mordacq

- Clemenceau soucieux des Chambres, qui se réunissent très souvent et longuement, **devant lesquelles il met souvent en jeu l'existence de son gouvernement, et ses seuls adversaires** sont les socialistes, avec quelques radicaux
- Clemenceau est fréquemment auditionné par les commissions parlementaires, il multiplie les fonctions de commissaires (ex. : contrôle des effectifs, des essences et combustibles)
- **Clemenceau tient le parlement dans l'ignorance totale des négociations de paix** (cf. cours GÉS-7)

□ concl. du 2° :

- une adaptation progressive, par ajustement successifs
- legs : **discussion d'un projet de loi sur « l'organisation de la nation pour le temps de guerre » 1923 >>> 1938 !**

3°) Collaborations et résistances

a) Collaborateurs et collaborationnistes

□ La débâcle française de mai-juin 1940 a débouché, comme en 1914, sur l'évacuation du gouvernement à Bordeaux et sur un remaniement gouvernemental de première importance : le 17 juin 1940, le maréchal Pétain (cf. biographie dans le dossier biographique) est devenu le dernier président du Conseil de la III^e République et a fait le choix de demander un armistice (signé le 22), dont les conditions pour la France sont **drastiques** (amputation territoriale, frais d'occupation, etc.)

□ Cette défaite sans précédent a dans l'esprit du Maréchal deux implications essentielles :

- à **l'intérieur**, il s'agit de construire, dans le cadre d'une Révolution nationale, un État autoritaire, l'État français, cf. le 10 Juillet, les nouveaux principes, etc.
- à **l'extérieur**, il s'agit de trouver les modalités d'une entente avec l'Allemagne dans le cadre d'une « collaboration », souhaitée en particulier par Pierre Laval et impulsée à partir de la rencontre de Montoire (24 octobre 1940)

□ Les paramètres de l'évolution :

- la pression de l'occupant s'accroît
- l'État français ne réussit nullement à obtenir une contre-partie tangible en échange de sa collaboration >>> il devient un État-croupion
- le régime de Vichy perd beaucoup de son crédit vis-à-vis de l'opinion : si la figure du Maréchal reste longtemps une référence, le pétainisme voit ses soutiens **largement s'effriter** et ce dès le printemps 1941. Pétain dénonce d'ailleurs dans son discours du 12 août 1941 le « vent mauvais » qui souffle sur la France. Ce décrochage manifeste de l'été 1941 est irrémédiable et ne cesse de s'accroître. Né de la guerre et de la défaite, l'État français est

emporté dans le tourbillon des défaites allemandes, des débarquements, même si certains conseillers de Pétain songent, fin 1943-début 1944, à lui faire jouer le rôle de Badoglio

□ def. de « collaborateur » de « collaborationniste »

b) Résistances

□ **l'existence de Vichy donne à la résistance française une grande originalité : ...**

□ 2^e originalité française : le heurt entre deux traditions, celle du « **droit à l'insurrection** », née avec la Révolution française, le légalisme parlementaire de la III^e Rép.

□ le passage à une Résistance massive et dirigée à la fois contre les Allemands et contre Vichy se fait donc progressivement

V. SORTIR DE LA GUERRE

- phénomène de « sortie de guerre », pour une France tantôt vainqueur, tantôt vaincue (les deux, dans l'ordre inverse, pendant la Seconde Guerre mondiale)
- travail de deuil, « syndrome de Vichy »
- préparé surtout pendant la Seconde Guerre mondiale, cf. le programme du CNR. Mais ne pas oublier le projet (L.Bourgeois) de SDN... Épuration aussi

1°) Le deuil

- 1.4 million de morts de la Première Guerre Mondiale, 400 000 seulement Seconde Guerre mondiale, avec nombreux civils (100 000). Mais campagne de France en 1940 avec très lourdes pertes

a) La Première Guerre Mondiale

□ un (des) cataclysme(s) ? En avril 1919, Paul Valéry constate, dans un texte devenu célèbre : « Nous autres civilisations savons maintenant que nous sommes mortelles ». Il ajoute : « Un frisson extraordinaire a couru la moelle de l'Europe. Elle a senti par tous ses noyaux pensants qu'elle ne se connaissait plus, qu'elle cessait de se ressembler, qu'elle allait perdre conscience. » Ce sentiment du déclin, voire de la décadence, débouche sur la volonté de nombreux intellectuels de promouvoir l'idée européenne, inséparable de l'idée de paix et d'entente internationale.

□ Le deuil est au cœur du quotidien et des représentations des sociétés de l'entre-deux-guerres :

- deuil « personnel », celui des veuves (600 000) et des orphelins (1 100 000 « pupilles de la Nation »), celui des ascendants, celui des cousins, celui des amis >>> des « cercles de deuil » (Audouin-Rouzeau ⁵¹⁹ & A.Becker), le problème des sépultures individuelles, après rapatriement des corps, le traumatisme des enfants et des adolescents, Pierre Chaunu « fils de la veuve », problème du « père représenté » (et en photo)

- « deuil collectif » : à cause de l'importance relative des pertes, c'est toute la société française qui a été touchée

□ Les orphelins et les pupilles de la Nation sont directement associés aux cérémonies du « deuil collectif ». Les commémorations sont en effet nombreuses dans la France de l'entre-deux-guerres. Au lendemain même du conflit, les cérémonies parisiennes des 14 juillet 1919 et du 11 novembre 1920 :

* la veillée du 13 au 14 rend hommage aux morts

* le 14 est l'occasion de célébrer la victoire et l'armée

* le 11 nov. 1920 est dominé par les funérailles du soldat inconnu, convoyé de la place Denfert-Rochereau (un deuxième symbole) au Panthéon puis à l'Arc de Triomphe

⁵¹⁹ notamment S.Audouin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918*, Noesis, 2001, 264 p.

□ Le 11 nov. devient jour férié en 1922

□ une « liturgie funéraire », une « leçon de civisme », un « hommage » rendu par les citoyens et par la patrie à ceux qui sont morts à la guerre. Un rôle des autorités, un rôle des parents, un rôle de l'école, parallèles

b) La Seconde Guerre mondiale

□ continuité sur le plan du deuil personnel: dans une parfaite symétrie avec le décret du 28 sept. 1920, une loi du 16 octobre 1946 permet le transfert à titre gratuit et la restitution aux familles des corps des anciens combattants et VG, à charge pour les proches d'organiser des funérailles familiales

□ continuité quant au deuil collectif: loi du 11 novembre 1945, qui fixe la ritualisation des commémorations parisiennes de la Seconde Guerre mondiale

□ Dès la fin de 1945, des associations créent des cimetières, à l'instar de l'Amicale des Pionniers et Combattants volontaires du Vercors. Ces cimetières-nécropoles comportent de nombreuses plaques et inscriptions appelant au souvenir

□ Certains monuments funéraires peuvent abriter un « maquisard inconnu »

□ Mais ce n'est qu'en 1954 qu'est instaurée une journée de la Déportation (typique de l'« oubli » de la déportation)

2°) Les reconstructions

a) Matérielles

□ pour la Première Guerre Mondiale concentrées sur un périmètre limité: zones des combats (10 dép.), zones d'occupation allemande (nombreuses destructions opérées lors de la retraite, par ex. les puits de mine inondés dans le Nord)

□ Seconde Guerre mondiale: dégâts beaucoup plus importants, car la guerre a touché 74 départements, anéanti ou endommagé 2 360 000 immeubles (18 % du capital immobilier), mis hors service plus de la moitié du réseau ferroviaire (18 000 km sont en service sur 40 000 km)

□ reconstruction d'après 1918, de Vichy (des plans, déjà : Danièle Voldman: « reconstruire sous les bombes »), de la Libération

□ une réflexion sur la ville dans l'entre-deux-guerres et pendant l'Occupation alimente la reconstruction. Elle mêle, par ex. dans des groupes de réflexion, architectes, hommes politiques, ingénieurs, industriels, qui se préoccupent du logement, des déséquilibres sociaux, spatiaux et régionaux

□ Des militaires, comme le lieutenant-colonel Vauthier, auteur en 1930 d'un livre intitulé *Le danger aérien et l'avenir du pays*, s'inquiètent des risques des bombardements aériens sur des quartiers trop denses.

□ Conséquence : les principaux textes officiels datent de la première moitié des années 40

□ rôle capital de Raoul Dautry :

- « technocrate de la République »

- expert auprès du gouvernement 1935

- **ministre de l'Armement 1939**

- **ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme 1944-1946**

- son rôle a été largement étudié (et louangé) par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, dans le tome II de *Les Français de l'An 40*, dans « cadrage » par jury.

b) Les reconstructions politiques, économiques et sociales.

□ en 1919 : les principes démocratiques ont triomphé dans la guerre, ils doivent l'emporter dans la paix >>> extension à toute l'Europe et aux relations internationales, cf. la SDN

□ la poussée révolutionnaire de 1919-1920 est beaucoup – forte en France que dans d'autres pays, mais nécessité de réformes (?) :

- journée de huit heures (le 1^{er} mai), pour l'essentiel

- un projet de loi sur « l'organisation de la nation pour le temps de guerre » est élaboré en 1923, mais il n'est discuté (mollement) qu'en 1927-1928, pour s'ensabler et n'être remis à l'ordre du jour, des deux assemblées, qu'en 1938 !

- naissance, en 1925, du Conseil national économique

□ beaucoup plus de choses à la Libération :

- épuration :

* François de Menthon, Garde des Sceaux : « un grand besoin de pureté, de pureté intransigeante nous anime, et nous pensons que cette pureté est la base morale indispensable à la République de demain » >>> il faut « éliminer totalement de [la] vie publique » les hommes et « l'esprit de Vichy »

* quelle qualification ? On a initialement songé à utiliser l'article 75 du Code pénal qui réprime les crimes de haute trahison ou d'atteinte à la sûreté de l'État, mais les seules peines prévues étaient la mort et l'emprisonnement à perpétuité >>> risque d'acquittements massifs. Cela pousse les pouvoirs publics à transgresser le principe juridique fondamental de la non-rétroactivité des lois pénales (vives controverses) : « indignité nationale », définie très vaguement.

* quelles juridictions ? Le pouvoir choisit de créer de nouvelles juridictions, les Cours de Justice, une Haute Cour de J. devant juger, non le gouvernement de Vichy (souhait de De Gaulle) mais les gouvernants, les individus (souhait de De Menthon)

- Le passage des principes à leur mise en œuvre montre que se joue, à travers l'épuration, un épisode fondamental du rétablissement de la légalité républicaine. En effet, faire rentrer l'épuration dans un cadre légal et judiciaire signifie mettre fin au plus vite aux

exécutions sommaires (9 000 ont été comptabilisées), aux cours martiales spontanées, aux dangers des internements administratifs. La difficulté cependant est que la machine judiciaire n'est nullement opérationnelle : engorgement hérité de l'occupation,

désorganisation liée à la Libération, épuration de la magistrature (5 % du corps)

- La Haute Cour a traité 100 dossiers, ce qui a débouché sur 45 non-lieux et acquittements et 18 condamnations à mort, dont trois exécutées (Laval, Darnand, Brinon)

- **L'essentiel est sans doute, comme l'a souligné Henry Rousso, que « l'épuration a mécontenté tout le monde »**, faute de « trouver un compromis satisfaisant ». Cet échec a par ailleurs « conditionné en grande partie le souvenir de l'occupation » et « engendré à son tour des mythes négatifs comme les *100 000 exécutions sommaires* ».

- **L'échec de l'épuration**, les divisions qu'elle engendre pèsent sur la reconstruction politique de la France >>>

□ le problème institutionnel :

- certes rejet de Vichy comme de la III^e République et aspiration à un renouveau, ce que montre le réf. du 21 octobre 1945

- mais débats constitutionnels de 1946, difficile adoption par réf. du second projet constitutionnel

- >>> **la Libération n'est pas un temps fort de la réforme politique du pays, malgré les espoirs de la Résistance et le projet du CNR** : des lendemains qui déchantent

□ la Libération ne débouche pas non plus sur une transformation profonde des forces politiques.

□ dans la lignée du progr. du CNR de grandes réformes de structures sont adoptées en 1945-1946 : nationalisations, sécurité sociale, planification), mais elles sont héritées en partie de l'entre-deux-guerres, non de la guerre, elles viennent d'une large conversion des esprits à la nécessité de l'intervention de l'État, ce qui se produit dans plusieurs pays voisins

□ enfin, la Seconde Guerre mondiale a fait avancer la justice des mineurs, étudiée par Sarah Fishman ⁵²⁰ :

- une augmentation forte et rapide de la délinquance juvénile pendant la guerre, comme dans tous les pays, ce qui a beaucoup inquiété

- **une ordonnance et une loi de 1945 reprennent la loi du 27 juillet 1942 sur l' « enfance délinquante »**, non appliquée dans les faits :

* **le mineur arrêté est d'abord présenté à une « chambre du conseil »**, qui décide s'il doit être poursuivi ou non, et qui décide de son lieu de détention (ou pas : il peut être laissé en liberté surveillée chez ses parents)

⁵²⁰ S.Fishman, *La bataille de l'enfance. Délinquance juvénile et justice des mineurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Presses universitaires de Rennes, 2008, 323 p., et « La jeunesse dans la France de Vichy : la vague de délinquance juvénile et ses implications », dans Collectif, *La France sous Vichy. Autour de Robert O.Paxton*, Complexe, 2004, 321 p., pp. 219-234.

* après l'instruction, nouvelle réunion de la « chambre du conseil », qui décide s'il doit être poursuivi ou non, devant le tribunal pour enfants

* s'il est poursuivi il doit être placé dans un « centre d'observation »

3°) L'apport de Bruno Cabanes⁵²¹

Revoir la fiche de lecture de Bénédicte Chachuât dans le cours GÉS-7 et voir la présentation (photocopie) dans L. Bantigny, A. Benain & M. Le Roux dir., *Printemps d'histoire. La khâgne et le métier d'historien. Pour Hélène Rioux*, Perrin, 2004, 375 p., pp. 190-199

Conclusion générale

- année 1946 = adoption longue, difficile et ambiguë de la constitution
- mais aussi, 1^{er} octobre, verdict du procès de Nuremberg

⁵²¹ B. Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2004, 556 p., dans « cadrage » par le jury.

GÉS-10. GENDER HISTORY DE GUERRE, ÉTAT, SOCIÉTÉ, EN FRANCE DE 1851 À 1945

Historio. :

- Gender history. Expression introduite par l'historienne américaine Joan Scott dans seconde moitié des années 80. Une revue, *Gender and History*, publiée à Oxford 1989>>>.

- forte avance des historiens anglo-saxons, même concernant la France, cf :

L.L.Downs, *Manufacturing Inequality. Gender Division in the French and British Metalworking Industries, 1914-1939*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 1995, 329 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1998/1 & 2, pp. 107-108

S.Reynolds, *France between the Wars. Gender and Politics*, Londres, Routledge, 1996, 280 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 1997, pp. 247-248

- Mais fortes critiques de la Gender history par Marie-Hélène Bourcier, ancienne de Condorcet, de FSC, sociologue, professeur à l'EHESS. Très nombreux genres (cf. homosexuel(le)s, *fem*, *butch*, *bear*, *fag hag* (homosexuelle qui aime un homosexuel), etc., évolution de la même personne, refus de se définir, d'être défini(e), mouvements *no-sex*, etc. N.B. : distinguer le *coming out*, annonce publique et volontaire, par une personnalité, de ses orientations sexuelles, alors que l'*outing* consiste à révéler cette information contre son avis.

- Et : historiographie française, cf.

M.Riot-Sarcey, "L'historiographie française et le concept de *genre*", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2000, pp. 805-814

et une bibliothèque sur l'histoire des femmes, la Bibliothèque Marguerite Durand, 79 rue Nationale, 75013 Paris

□ Biblio. GÉS. :

- Collectif, *Hommes et femmes dans la France en guerre (1914-1945)*, Payot, 2003, 362 p.

Très bon mais très désordonné et répétitif : j'ai reconstruit un plan évolutif

- Patrick Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, Livre de Poche n° 32299 & 32300, 2008, 796 & 734 p. (déjà légèrement évoqué dans le GÉS-2)

- divers livres sur l'histoire des femmes

□ Attention. :

- la Gender history, ce n'est pas seulement l'histoire des femmes, ce cours n'est pas une « bizarrerie », il va concerner aussi l'histoire des hommes

- la *Gender history*, c'est aussi l'histoire des façons dont on se sent femmes et hommes. Cf. la fameuse formule de Simone de Beauvoir, dans *Le Deuxième Sexe*, 1949 : « On ne naît pas femme, on le devient » ⁵²²

~~- car le genre ce serait le « sexe social », c'est-à-dire un ensemble de pratiques de représentations, d'aptitudes et d'habitudes, à la fois catégorie mentale, construction symbolique et vécu social. Le sexe, donnée biologique invariante (?), se distinguerait ainsi facilement du genre, donnée sociale changeante.~~

- De plus, ~~il faut distinguer entre les comportements et les identités :~~

* les premiers sont façonnés et déterminés par rapport à des ~~impératifs sociaux~~, faits d'un mélange subtil de ~~stéréotypes~~ (de clichés, de poncifs, d'idées reçues), de modèles et d'assignations

* ~~différence entre la situation réelle~~ (je suis *poilu* ⁵²³, infirmière, agent féminin de liaison de la Résistance), ~~le rôle imaginaire~~ que les uns et les autres s'attribuent ou se voient attribuer (je suis chevalier héroïque, soignante, intermédiaire discret), et enfin ~~la place que cela donne dans l'élaboration des valeurs et dans le système symbolique du masculin et du féminin~~ (je suis guerrier vainqueur, « je suis ce héros... » chante Brel dans *L'Homme de la Mancha*, j'accueille sur mon sein le soldat blessé ou mort)

□ >>>> ~~grande est l'importance de l'image de soi, de la construction identitaire, etc.~~

⁵²² En 1996, dans *Masculin/Féminin*, François Héritier pouvait sans beaucoup choquer écrire en écho : « On ne naît pas homme, on le devient ».

⁵²³ Martin Fourdrignier, en colle : « Le poilu, c'est le poids lourd de la mémoire nationale » !

I. PENDANT LE SECOND XIXE SIÈCLE

1°) Un rôle des femmes ?

□ **la guerre c'est, surtout pendant l'Année terrible, défendre la communauté, ce qui est depuis des siècles constitutif de l'identité masculine**, la femme « tenant son foyer » pendant ce temps. Comme l'a écrit Michelle Perrot ⁵²⁴ : « La guerre remet chaque sexe à sa place »

□ **mais la guerre est depuis longtemps un lieu et un moment de transgressions**

□ le **principe d'exclusion des femmes de la sphère militaire** s'est imposé sous la IIIe République, avec la disparition des cantinières (cf. cours GÉS-3), **l'armée est un monde d'hommes** : dév. du goût d'être « entre soi », de l'intimité du groupe primaire (très visible dans Zola, *La débâcle*). Mais la France « dispose » d'un modèle étranger de « femme qui fait la guerre », la grecque Lascarina Bouboulina, une femme se conduisant en homme et exhortant des hommes à ne pas se conduire en femmes

□ autre modèle étranger : **l'Anglaise Florence Nightingale** (1820-1910 ⁵²⁵), aristocrate qui s'était formée chez les diaconesses en All. puis les Filles de la Charité en France

- née à Florence, d'où son prénom !

- famille de la haute société, très instruite, protestante

- très nombreux voyages

- appelée au secours par le ministre anglais de la guerre, ami de la famille >>>

- Florence Nightingale se fait connaître pendant la guerre de Crimée en suppléant, sur ses deniers, en constituant un corps d'infirmières, aux déficiences du service de santé de l'Armée britannique

- au retour, la reine lui confie le soin d'organiser un réseau de « nurses » en Grande-Bretagne

- un « ordre », sexuel et social ; des principes

□ à la suite de la guerre d'Italie, sont fondées des **sociétés de la Croix-Rouge française** >>>> de nombreuses femmes œuvrent auprès de l'institution militaire

□ **l'idée s'amplifie que le rôle naturel de la femme est celui d'infirmière**, une vision développée au sein des sociétés de secours qui se développent après 1870 : **c'est le devoir** « patriotique et maternel » dont parle l'UFF (Union des Femmes françaises)

□ des **héroïnes**, « jeunes vierges », commettent des faits d'armes, comme Laurentine Proust lors de la défense de Châteaudun en 1870

⁵²⁴ Dans *Vingtième Siècle*, juillet-septembre 1984, pp. 69-76.

⁵²⁵ L'auteur développe Florence Nightingale dans É. Diebolt, *La maison de santé protestante de Bordeaux (1863-1934). Vers une conception novatrice des soins et de l'hôpital*, ETHISS/ERES, 1990, 187 p., pp. 32-35 et dans le É. Diebolt & N. Fouché, *Devenir infirmière en France, une histoire atlantique ? (1854-1938)*, Publibook, 2011, 337p.

□ dans Zola, *La Débâcle*, des femmes (variées) qui font divers actes de guerres.

2°) Forces et faiblesses

□ surtout avec la loi de 1872, l'enfance s'arrête officiellement avec l'âge de « porter les armes », mais découverte de l'**adolescence** dans 2^e moitié du XIX^e siècle. Surtout le service militaire est un fondamental « rite de passage » masculin.

□ **L'aspiration démographique** est perçue comme le meilleur rempart de la défense nationale depuis la guerre de 1870-1871 >>>> réalité = ...

□ À la Belle Époque, en 1907, le docteur César Legrand affirme qu'en cas de guerre il serait impossible d'exclure les femmes de la zone des armées ⁵²⁶

□ en 1908 les infirmières religieuses et les volontaires de Croix-Rouge sont admises dans les hôpitaux militaires

□ en 1909 est créé le **statut d'infirmière militaire**

□ la femme combattante :

- sur modèle de Jeanne d'Arc

- des cas signalés par Français et Allemands pour guerre de 1870 : des francs-tieurs au féminin

□ la cruauté féminine :

- évoquée par Zola dans *La Débâcle*

- par Léon Bloy, de façon plus atroce, dans *Sueur de sang* (fait manger par petits morceaux le cadavre du fils du général allemand)

- les « pétroleuses » de la Semaine sanglante

□ la peur sur le champ de bataille est, bien entendu, un phénomène connu des contemporains et qu'on trouve dans la littérature (à plusieurs reprises et sous diverses formes dans *La Débâcle*)

□ alors que les névroses de guerre sont décrites pour la première fois pendant la Guerre de Sécession et que Jean-Martin Charcot prouve que l'hystérie n'est en rien une spécificité féminine, les diverses manifestations des traumatismes de champs de bataille restent entachées d'un soupçon de lâcheté et de simulation

□ dès le XIX^e siècle, des médecins relèvent que le taux de suicide est plus fort dans l'armée que dans la société civile, et certains ajoutent que des cas de bravoure sont en fait des suicides déguisés (Zola l'écrit dans *La Débâcle*)

⁵²⁶ C.Legrand, *L'assistance féminine en temps de guerre*, Paris, 1907

II. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

- L'armée comme la classe politique **s'opposent à la militarisation des femmes**
- Mais la Première Guerre Mondiale est **une « guerre totale »**, où la mobilisation est élargie, sous des formes variées, à l'ensemble de la société, une guerre qui marque la ou les « génération(s) du feu », avec **deux icônes, le guerrier et l'infirmière (>>> très nombreuses cartes postales)**.
- Le **brancardier** est perçu comme un guerrier bravant les obus et non pas comme un « embusqué » qui ne porterait pas les armes.
- **pendant la Première Guerre Mondiale, l'infirmière devient un des métiers emblématiques de l'engagement féminin** : des infirmières militaires sont recrutées, des bénévoles, etc. **L'infirmière** est une « secouriste » courageuse, un « ange », un « ange blanc » ⁵²⁷ dévoué aux combattants, mais pas une combattante. Mais la longueur de la guerre fait que l'image de l'infirmière glisse vers l'assimilation aux combattants.

1°) L'entrée en guerre

- **mobilisation très poussée**, conformément à la loi, même les instituteurs, les prêtres, les séminaristes. Elle brise la cellule familiale, ce que le législateur a tempéré (!) : les pères de plus de quatre enfants sont versés dans la territoriale, à priori non combattante, les pères de six enfants et plus sont versés dans la réserve de la territoriale (ils se sont retirés du front en février 1915 !)
- les **engagés volontaires** :
 - énorme privilège du choix de l'arme >>> nombre augmente, car stratégie d'évitement du feu
 - ils demandent l'artillerie, la marine, l'aviation,
- **L'insoumission** :
 - a été rarement la marque d'un particularisme pacifiste (rares sont les insoumis qui revendiquèrent leur insoumission pour des motifs politiques), mais :
 - **particularisme local**, signe d'une absence de tradition de la conscription, d'une faible alphabétisation et d'un moindre enracinement dans la République
 - surtout le **choix de personnes qui, avec la possibilité d'une émigration lointaine, avaient une solution d'échappatoire**. Ce fut le cas du Pays basque, d'où partait un courant traditionnel d'émigration vers l'Amérique latine : dans la subdivision militaire de Bayonne, le taux d'insoumission (6,5 % en 1914) fut l'un des plus élevés du pays
 - **lois d'amnistie en 1919 et 1921** : très restrictives (une infime minorité a été amnistiée)

⁵²⁷ Yvonne Knibiehler, « Les anges blancs : naissance difficile d'une profession féminine », dans É. Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p., pp. 47-63.

□ **Certains saluent dans la guerre l'occasion de régénérer la France**, déclinante depuis le milieu du XIXe siècle, conformément à la **théorie de la dégénérescence** formulée en 1857 par le docteur **Bénédict-Augustin Morel**⁵²⁸ : le « feu » est purificateur, la guerre est sacrifice régénérateur, rédempteur, elle **revivifiera la France, alors que l'Allemagne est** immorale, « syphilitique ». **Mais d'autres Français refusent cette pseudo-logique.**

□ **formes précises de la régénération** : l'amour est régénéré par la guerre, cf. Fernand Léger, qui vient de renouer avec une amie **d'avant-guerre, qu'il épousera en 1919, dans une** lettre de 1916 : « Il fallait la guerre pour que je la découvre, celle-là ! Jamais de ma vie, je **n'avais fait attention à une femme. J'avais jamais écrit à une femme.** »

□ **arrêt d'une grande partie des unités de prod.** >>> le 17 août 1915, la **loi Dalbiez** prévoit le maintien à l'usine et le retour du front de certains spécialistes, **les affectés spéciaux** (cf. cours GÉS-5)

□ la mobilisation ne concerne évidemment **pas les femmes**, placées en position d'« attente » et de « passivité » :

- les propositions de « grève des ventres » à la Belle Époque **avaient eu peu d'écho en** France ; et **les féministes françaises ne répondent pas à l'appel des féministes**

américaines à mener une campagne internationale contre la guerre.

- **allocations militaires pour les épouses et compagnes de mobilisés** (loi du 5 août 1914), une initiative moins dictée par le souci de soutenir les femmes et les familles que par la volonté de rassurer les hommes au front, contribuant ainsi à maintenir le moral des troupes. La somme allouée (1,25 franc par jour, majorée de 50 centimes par enfant) **permettait juste de survivre pour les ménages qui ne disposaient pas d'autres ressources.** Et l'augmentation qui fut accordée en août 1917 (on passe à 1,50 F par jour et 1 F par enfant) **n'améliora guère les choses, compte tenu du fort taux d'inflation**

- **exaltation de la maternité** :

* beaucoup de féministes appellent à oublier temporairement les revendications d'avant 1914 et à soutenir le moral des combattants

* les femmes « offrent » souvent à la patrie leur fils, leur époux

* **les associations féministes modérées font l'éloge de la maternité**

□ **René Viviani**, président du Conseil : « appel aux femmes françaises », 6 août 1914 : moissons et autres récoltes pressent >>> appel aux épouses de paysans, maintenues **explicitement sous l'autorité du mari**

□ les **infirmières** :

- les infirmières militaires sont moins d'une centaine en août 1914

⁵²⁸ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., introduction et chapitre I.

- mais 23 000 infirmières diplômées de la Croix-Rouge française sont affectées dans les hôpitaux militaires ; la presse montre des réticences à voir ces femmes sortir de leur rôle habituel

- à partir de 1915, progressivement, elles sont autorisées à intervenir dans la zone des armées

- **en 1916 est créé le statut d'infirmière militaire temporaire**

- **des infirmières convoient les blessés de l'armée d'Orient dans des navires hôpitaux**

- très souvent louées pour leurs soins, leur courage

□ la femme combattante :

- peu de cas avérés

- Blaise Cendrars, *La Main coupée* : personnage de Mme Kupka

- Madeline Pelletier est un cas intermédiaire. Féministe, médecin psychiatre, elle se porte pour exercer au front, ce qui lui est refusé ; elle se déguise en homme, afin de soigner le poilu sous le feu ; démasquée, elle est chassée, mais elle termine la guerre en tant **qu'infirmière**

- mais les Anglais ont en France des corps auxiliaires féminins, en uniforme (12 000), **qui suscitent railleries et soupçons d'immoralité de la part des Français**

- aussi les volontaires féminines du Comité américain pour les Régions dévastées

2°) La Première Guerre Mondiale est une « guerre totale » en gender history aussi

a) Caractères généraux

□ les violences :

- la peur affleure dans de nombreux récits d'après-guerre, d'où l'importance de la distribution quotidienne de vin et de « gnôle » avant le combat. Mais, pendant la guerre, manifester sa peur **exclut de la communauté virile des combattants, la peur ternit l'image du combattant**, elle fait « lopette », comme dit Conan dans le roman de Roger Verceel (voir cours GÉS-9).

Dès les années 1920, tout le monde parle de la peur

- **morts d'infirmières**, très inf. à l'hécatombe masculine

- départements occupés (Nord-Est, comme dans Belgique) :

* réfugiés, d'abord bien considérés (les « frères du Nord »), puis mal vus (les « Boches du Nord », voir cours GÉS-7)

* nombreuses relations entre soldats allemands et femmes des territoires occupés : des couples éphémères

* déportations de femmes, viols et thème de l'« enfant du viol ».

* La femme est partie intégrante de la nation et son viol, comme celui du territoire, est scandaleux

* distinguo à faire entre viols *de* guerre et viols *en temps* de guerre

* **punis explicitement dans tous les codes militaires et civils dès l'époque moderne, mais...**

* des avis parviennent au gouv. fr. dès 1914

* la « solution » : **abandon à l'Assistance publique et secret** ⁵²⁹

~~- civil(e)s victimes de la guerre totale, comme celles de Reims 1914 >>>~~ ⁵³⁰

- ~~rapatriement 1918 des déportés~~ (par les All.) des départements occupés : questionnaire sévère, surtout pour dépister et trier (car diverses motivations) les « femmes à Boches » (la question est explicitement posée) ⁵³¹

- Bruno Cabanes ⁵³² cite plusieurs lettres de soldats français qui évoquent crûment les **viols**

d'Allemandes qu'ils vont commettre en allant occuper en 1918 ou 1919 le territoire allemand ⁵³³ et il ajoute que dès 1914 ces viols ont été envisagés. Le Naour confirme ⁵³⁴

~~□ gardienne du foyer, la femme française est encouragée à « tenir le foyer » et à respecter le « devoir de maternité », mais comment ? et la guerre...~~

~~h) Les femmes au travail~~

~~□ infirmière, c'est un véritable travail pensent beaucoup d'entre elles ! **L'État crée en 1920 un diplôme national**, que beaucoup obtiennent~~

~~□ la méfiance traditionnelle persiste :~~

- contradiction avec le souci démographique

- irrespect des « lois naturelles » ! ⇒ courant catholique social ouvrier et patronal prône le retour de la mère au foyer

- méfiance du mouvement ouvrier, très attaché à l'idéal de la femme au foyer

~~□ beaucoup d'improvisation, dans les trois secteurs de la pop. active~~

~~□ conséquences de la pénurie masculine :~~

⁵²⁹ Ceci d'après Antoine Rivière, « *Décisions spéciales* : les enfants nés des viols allemands abandonnés à l'Assistance publique pendant la Grande Guerre (1914-1918) », dans l'ouvrage collectif, *Viols en temps de guerre*, Payot, 2011, 270 p., pp. 189-205

⁵³⁰ Bombardements quasi quotidiens pendant des années, incendie de la cathédrale, prises d'otages, réquisitions, dévastations, rivalité entre le maire et le cardinal. La restauration de la « ville martyre » et de la « cathédrale martyre » dura tout l'entre-deux-guerres mais fut si mal faite qu'il a fallu mener jusqu'en 2011 une « restauration de la restauration ». Biblio. : Fr.Cochet, *Rémois en guerre. 1914-1918. L'héroïsation au quotidien*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993, 168 p.

⁵³¹ J.-Y.Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., pp. 278 & suiv.

⁵³² B.Cabanes, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2004, 556 p., pp. 90-95.

⁵³³ « Nous sommes en route pour aller en Bochie. Tu peux croire que nous y allons de bon cœur. Il faut qu'on baise les femelles boches. Ils ont assez sali les nôtres, c'est notre tour. »

⁵³⁴ J.-Y.Le Naour, *op. cit.*, pp. 334 & suiv.

- dès juillet 1915 des articles du *Petit Parisien* prônent le recrutement de femmes (à des postes non-combattants) ; ils sont appuyés à partir de janvier 1916 par *La France militaire*, feuille officielle **de l'armée depuis 1880**

- une mobilisation féminine civile :

* **pour rationaliser l'emploi de la main-d'œuvre, au moment où l'état-major** demande la « récupération » des « affectés spéciaux » et pratique celle des réformés

* il est même un moment prévu par le sénateur Henry Bérenger, en décembre 1916, de réquisitionner tous les civils, même les femmes, et de doter tous les civils mobilisables **d'une façon ou d'une autre d'un « carnet civil »**. Mais le Sénat bloque

* extension de leurs tâches traditionnelles, et dans le cadre de multiples associations, les femmes sont encouragées à confectionner des lainages pour les poilus

- l'idée de développer le salariat féminin en relation avec l'effort de guerre met du temps à s'installer dans les esprits :

* le ministère du Travail invite en 1915 les industriels à recruter des ouvrières

* **en 1916 une circulaire interdit l'emploi des hommes dans les industries d'armement à tous les postes que des femmes peuvent occuper**

* Albert Thomas, sous-secrétaire d'État aux Fabrications de Guerre encourage le travail féminin, il crée un Comité du travail féminin, il encourage à fonder des cantines réservées **aux femmes, des dispensaires d'usines, des « chambres d'allaitement »**

* quelques industriels, comme André Citroën, créent des crèches **d'entreprise**

□ essor du travail féminin ⁵³⁵ :

- les « munitionnettes » sont l'image la plus forte de la participation des femmes à l'activité industrielle (elles sont recrutées fin 1915>>>)

- pas de relèvement des qualifications féminines

- conditions de travail très éprouvantes (la réglementation du travail est suspendue) >>>> phrases lénifiantes des chefs militaires ; toute une propagande assimilant la fabrication des **obus à la... maternité** ! En réalité les ouvrières sortent extrêmement éprouvées de cette expérience du travail

- femmes profs dans lycées de garçons, employées des Postes, etc.

- efforts dans les campagnes

- création des « surintendantes » en 1917, créant un « maternalisme ». Évidemment issues de la bourgeoisie ⁵³⁶ :

* une école des « surintendantes » (instituée en 1917) ⁵³⁷

⁵³⁵ Parmi d'autres, le livre collectif dir. par Évelyne Morin-Rotureau, *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p.

⁵³⁶ A. Fourcaut, *Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres*, Maspero, 1982, 272 p.

⁵³⁷ Laura L. Downs, *L'inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre*, trad.fr., Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 2002, 463 p., et « Les marraines élues de la paix sociale ? Les surintendantes

* obligation d'effectuer un stage anonyme dans usine pendant une durée comprise entre quinze jours et un mois

* **chargées de faire régner la paix sociale et d'éviter les grèves**

* remède aux maux de la Révolution industrielle, disent plusieurs patrons !

* accueillent le régime de Vichy comme une divine surprise

* afflux des femmes, « munitionnettes »

* **une des fondatrices de l'école** : Cécile Brunschvicg, radicale, épouse du philosophe Léon Brunschvicg

* les élèves observent surtout les usines textiles, surtout de femmes bien sûr, mais aussi mécanique et petite métallurgie : observations directes, conversations, etc.

□ le **taux global d'activité féminine est d'environ 60 % en 1917**

□ **conclusion** :

- des métiers exclusivement masculins en temps de paix se sont féminisés, avec des « images » frappantes, comme la conductrice de tramway et la « munitionnette »

- « jalousie » des hommes : « elle gagne (bien) sa vie ! », « elle voudrait que la guerre dure encore ! », etc.

c) L'armée s'entrouve à la mixité

□ Seul le champ de bataille, réduit à l'espace clos du *no man's land* et des tranchées, demeura **exclusivement masculin**. Dès le début des hostilités, l'état-major martela ses consignes pour **interdire la présence des familles** des militaires dans la zone des armées. Il était même refusé aux épouses de soldats de rendre visite à leurs maris, au repos dans les cantonnements, où pourtant les prostituées obtenaient des sauf-conduits, en contradiction avec le désir démographique incantatoire. La hiérarchie militaire ne transigea pas sur ces **directives jusqu'à la fin du conflit** : il faut un laissez-passer, refusé aux familles pour entrer dans la zone des armées. Mais, **en réalité**, les villes à la limite des cantonnements, ex. Amiens, sont envahies par les familles. Toutefois la présence des femmes dans la zone des armées demeura faible (et elles sont souvent prises pour des espionnes...)

□ et pourtant **une tradition ancienne de femmes** (cantinières, blanchisseuses, etc.) dans l'armée (cf. cours GÉS-3). Mais le principe d'exclusion des femmes de la sphère militaire s'est imposé sous la IIIe République

□ sous l'impulsion de Thomas et de Gallieni, min. de la Guerre en 1916 :

- **recrutement de femmes par l'armée dans des services administratifs**, avec un statut d'employée civile >>> 686 000 au total

- 300 **conductrices d'automobiles**, dotées d'un uniforme à la fin de la guerre

d'usine et la rationalisation du travail en France, 1917-1935 », dans A.Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, recueil d'articles parus dans *Le Mouvement social*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p., pp. 219-242.

□ les femmes dans l'armée :

- infirmières sont congédiées brutalement après l'armistice
- mais un corps permanent de « dames dactylographes » est créé le 3 mai 1919

d) La morale

□ Un civisme féminin pendant la Grande Guerre : il s'avère que les femmes ont une patrie : mobilité multiforme !

□ figure dominante : l'infirmière, certes

□ mais aussi du renseignement et des réseaux d'évasion :

- cf. Louise de Bettignies, fervente catholique cultivée, née en 1880 à Saint-Amand-les-Eaux dans une famille de faïenciers, qui travaille pour l'*Intelligence Service* ⁵³⁸

- la Britannique Edith Cavell, infirmière, qui monte un réseau auquel participent des Françaises

□ et des héroïnes, exaltées par la presse :

- ex. Émilienne Moreau, une jeune fille de Loos, qui a combattu les armes à la main et tué des All. en 1915

- mais rien à voir avec les nombreuses et androgynes héroïnes russes et serbes, comme les soldates tsaristes, le « bataillon de la mort » qui entourait Kerenski ⁵³⁹

□ contrôle de la morale sexuelle :

- la vaillance des troupes est censé dépendre d'une totale intégrité morale et sexuelle

- le sexe doit être contrôlé, non seulement dans ses manifestations directes, mais cela concerne aussi l'habillement des femmes, les lieux de plaisir, la production des œuvres littéraires, cinématographiques ou de music-hall >>> **renforcement de la censure des mœurs** et de la prostitution, une répression accrue de toutes les déviations

- la droite surtout ajoute : la France doit vaincre ses laideurs morales : pêle-mêle prostitution, pornographie, syphilis, néo-malthusianisme... La droite investit l'État républicain de la mission de régénérer la virilité masculine

⁵³⁸ Cette jeune Lilloise travaille pour l'Intelligence Service, développant un vaste réseau de renseignement et d'évasion dans le Nord de la France occupée (80 personnes). Arrêtée et condamnée à mort en 1915, sa peine est commuée en prison à perpétuité. À Siegburg, en Prusse, elle continue la résistance, engageant les prisonnières à ne pas fabriquer les têtes de grenade allemandes. Punie, elle contracte une pleurésie au cachot, est opérée et meurt de septicémie en septembre 1918. Cf. P.Nivet, *La France occupée. 1914-1918*, Armand Colin, 2011, 480 p., *passim* ; A.Becker, « Le sort des femmes pendant l'occupation allemande du Nord de la France », dans É.Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p., pp. 151-171.

⁵³⁹ Commandé par Maria Botchkareva, dont les mémoires furent publiés en France en 1923 : *Yashka. Ma vie de soldat. Souvenirs de la guerre, de la révolution, de la terreur en Russie (1914-1918)*. Ils viennent d'être réédités : S.Audouin-Rouzeau & N.Werth prés., *Yashka, journal d'une femme combattante. Russie 1914-1917*, A.Colin, 2012, 304 p.

- des artistes, influencés par le futurisme de Filippo Marinetti, exaltent la guerre « comme seule hygiène au monde » : une aspiration à la régénération (voir plus haut)
- des « mariages de guerre », jugés par certains meilleurs que les **unions d'avant-guerre** ⁵⁴⁰ :
 - * ils obéissent à un sentiment patriotique, à un désir de protection réciproque
 - * **le soldat mobilisé régularise parfois un concubinage d'avant-guerre**
 - * les féministes approuvent
 - * les pouvoirs publics facilitent ces mariages, par ex. mariages par procuration (voir plus loin)
- L'allocation versée aux femmes de mobilisés (voir plus haut) peut être suspendue si la conduite de la femme du poilu laisse à désirer. Des enquêtes de moralité permettent de **vérifier la conduite de l'épouse et, selon le vœu du mari, de rétablir ou non la précieuse allocation** (!)
- surveillance sociale des veuves de guerre : hantise de la « mauvaise conduite » des « veuves joyeuses », un soupçon pèse sur tout remariage
- des « bordels prophylactiques », dits B.M.C. (« bordels militaires de campagne ») sont créés par le général Mordacq, chef de cabinet de Clemenceau (circulaires des 13 mars et 23 mai 1918)
 - ~~la morale condamne les embusqués~~ >>> Barrès (cf. biographie dans le dossier biographique) propose un nouveau type de vote, ~~le « suffrage des morts »~~ = déléguer à la **veuve la voix de son mari défunt, afin d'éviter la surreprésentation dans le corps électoral** de ce que Barrès appelle la « loi des embusqués ». Au fond, ce serait un transfert de la virilité des morts, pour échapper à la démocratie « féminine »
 - ~~renforcement considérable de la censure~~ :
 - dès août 1914 : tout ce qui peut engendrer la discorde dans les couples est censuré (allusions aux éventuels amants des femmes de soldats, par ex.)
 - tout est surveillé, même le cirque, le music-hall (**pas de femmes nues, pas d'allusions aux cocus**)
 - toute allusion à la légèreté des femmes est gommée par la censure, dans quelque genre que ce soit
 - interdiction du tango, apparu en France en 1910 :
 - * **par pudibonderie d'État**
 - * **par souci de plaire à l'Argentine** (où le tango, jugé révolutionnaire, est interdit !), un **important fournisseur de la France...**
 - cinéma :
 - * interdiction des films où il y a des Allemands en uniforme
 - * les interdictions peuvent être nationales, départementales ou municipales

⁵⁴⁰ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., pp. 43 & suiv.

- **au fond, il s'agit de profiter de la guerre pour assurer la « propreté » des lieux publics**, ce que la Belle Époque **n'avait pas réussi à faire entièrement !** ⁵⁴¹ La Société contre la licence des rues est très active pendant la guerre

- **l'arrière a développé** abondamment le thème de la pureté, de la « sainteté » des poilus, ce contre quoi ironisent beaucoup de journaux de tranchées

- des protestations de « pères la pudeur », **à l'arrière, contre des dessins lestes dans des journaux** (qui sont simplement une forme de « soupape de sécurité »), contre la mode de guerre (très visible dans une scène de *La Grande Illusion*)

□ comment endiguer les pulsions sexuelles des soldats ? ⁵⁴² :

- péril vénérien, traditionnel, mais accru par la guerre

- problème rapide, alimenté par les médecins : prostitution réglée (et sanitaires surveillées) ou clandestine ? **L'armée hésite** entre moralisme (« la chasteté ne fait rire que les imbéciles », disent les petites brochures distribuées aux soldats) et réglementation

- la question remonte **jusqu'au gouvernement !**

- une surveillance administrative et militaire des prostituées, une réglementation, municipale des « maisons ». **D'autant que dès la déclaration de guerre la vision de la prostituée-agent de l'ennemi s'impose**

- des conférences, pour les soldats, sur les dangers des maladies vénériennes

- des soldats atteints de maladies vénériennes sont punis par suppress. de leur permission

- extension des « maisons publiques », surnommées B.M.C. (voir plus haut, question posée **à une candidate à l'oral 2012**), avec « abattage »

- Rôle de Justin Godart (*cf.* cours GÉS-7) : **solution hospitalière, qui tempère l'autritarisme de l'armée**

- misère sexuelle, dont témoignent les graffitis, les sculptures, qu'on retrouve dans la craie **des cavernes utilisées à l'arrière**, mais difficile de prendre la mesure des pratiques intimes sur le front, de la « **sexualité d'attente** » ⁵⁴³ (prostitution clandestine, suggérée par Henri Barbusse, masturbation, homosexualité...)

- au fond la prostitution est vue comme un remède efficace, mais elle est associée aux maladies vénériennes, depuis longtemps : une angoisse nationale. Dilatation de cette **angoisse aux ouvrières d'usines, accusées de favoriser la propagation des maladies vénériennes** dans les usines où elles sont en contact avec des hommes. Tout le « marché du sexe » a été bouleversé par la Première Guerre Mondiale.

- **armée d'Orient** : afflux à Salonique de prostituées venues de tout le bassin méditerranéen >>> **l'armée s'inquiète des maladies vénériennes et des espionnes >>> la prostitution est catonnée à un quartier de Salonique**

⁵⁴¹ J.-Y. Le Naour, *op. cit.*, pp. 49 & suiv.

⁵⁴² J.-Y. Le Naour, *op. cit.*, deuxième partie.

⁵⁴³ J.-Y. Le Naour, *op. cit.*, pp. 347 & suiv.

- l'obsession du contrôle entraîne celui de toutes les femmes de certains villages de la Somme, des 20 000 déportées de Lille d'avril 1916
- les Américains réglementent sévèrement la prostitution pour leurs troupes⁵⁴⁴ >>> les autorités françaises protestent contre les demandes américaines (fermeture des « maisons », etc.) et les vigoureux débordements sexuels des troupes US, qui menacent les « jeunes filles françaises », surtout quand les soldats US sont noirs (seul cas où les officiers US sont d'accord avec les Français)...
- les troupes anglaises et américaines utilisent des préservatifs, moyennement les françaises, pas du tout les italiennes
- en France, l'après-guerre est clairement envisagé. Le *Bulletin de l'Académie de Médecine* du 28 mars 1916 écrit : « On ne peut songer sans inquiétude à ce qu'il adviendra de nos contingents futurs des classes 1935, 1936, 1937 et 1938 »
- la prostitution considérable de la Première Guerre Mondiale a réveillé les campagnes abolitionnistes
- au total, la Première Guerre Mondiale est puissamment démoralisatrice⁵⁴⁵ : recul des barrières, transformation des normes (ex. simple : les rapports sexuels avant le mariage, courants avant le départ du soldat au front), brouillage des repères, etc. : la régénération attendue par certains n'a pas eu lieu

e) Les souffrances de guerre

- endurées par les hommes et par les femmes en fonction de leur sexe :
- injonction multiséculaire à souffrir pour les femmes, de l'enfantement dans la douleur de l'Ancien Testament au « souffrir pour être belle » de la Belle Époque
- en temps de guerre les femmes doivent souffrir et supporter l'épreuve au nom du sacrifice suprême de leur époux, de leur père, de leur frère, de leur fils
- quant aux hommes, leur souffrance silencieuse participe de leur endurcissement, ponctue leur chemin vers un idéal viril
- les névroses de guerre sont traitées par des psychiatres, mais avec comme objectif de renvoyer le soldat le plus vite possible au front, il y a même un « **psychiatrie de l'avant** »
- les mutilations volontaires :
- dès début guerre, des cas d'automutilation (se tirer une balle dans le pied) furent signalés, réprimés avec une grande sévérité
- **maladies vénériennes pouvant être une cause d'éloignement** du front, certains soldats se font « inoculer » et certaines prostituées, porteuses, augmentent leurs tarifs !
- mythe de la « bonne blessure » est voisin

⁵⁴⁴ et installent des « stations prophylactiques » à l'entrée de leurs camps...

⁵⁴⁵ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., pp. 372 & suiv.

□ le deuil ⁵⁴⁶ :

- la quasi-totalité des morts sont des soldats
- bombardements des villes : Reims, Paris 1918 (dont maternité de Port-Royal où des parturientes et des bébés sont tués)
- un combattant sur deux « mort pour la France » a laissé une veuve et plus d'un orphelin. Exploitation au cinéma par Jean Stelli, dans l'inusable Voile bleu, 1942 : histoire pathétique d'une femme (jouée par Gaby Morlay) dévouant sa vie à l'affection des enfants des autres après la mort de son mari et de son propre bébé
- les « veuves blanches » : leurs fiancés sont morts et elles leur restent fidèles. La question de la fidélité interfère d'ailleurs avec celle de la pension, cf. S.Petit « La pension de veuve de guerre de 14-18 : une pension de fidélité ? » ⁵⁴⁷
- aussi des veuves qui se remarient avec le frère cadet du mort
- loi du 27 juillet 1917 instituant les pupilles de la Nation (ils seront un million)
- des associations de veuves se forment
- en 1933, on recensera 700 000 veuves de guerres, dont 262 500 sont remariées

□ les invalides de guerre :

- 300 000, mis en représentation lors de la signature du Traité de Versailles puis du défilé de la Victoire
- des associations
- mais problèmes matériels (diff. de retour dans la vie professionnelle par ex.), physiques, sociaux et moraux (difficultés de retour dans le cercle familial par ex.)
- loi de 1916 sur les « emplois réservés »
- **loi du 31 mars 1919 sur les pensions d'invalidité**
- beaucoup de diff. de réadaptation, notamment inversion du système symbolique du masculin et du féminin

□ les divorces :

- « trahison suprême » ⁵⁴⁸, l'infidélité de la femme, angoisse permanente pour les soldats ⁵⁴⁹, est considérée comme une faute plus lourde encore en temps de guerre >>> la vie sexuelle des femmes à l'arrière est sévèrement contrôlée, par le biais du versement ou non de l'allocation militaire, par la punition plus lourde de l'adultère féminin quand le mari est mobilisé, mais surtout par le contrôle social

⁵⁴⁶ Je rappelle S.Audouin-Rouzeau, *Cinq deuils de guerre. 1914-1918*, Noesis, 2001, 264 p.

⁵⁴⁷ Dans É.Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p., pp. 115-133.

⁵⁴⁸ J.-Y.Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., p. 223.

⁵⁴⁹ Cf. la formule courante dans la zone de l'avant : « Près du front, loin du cœur ». Deux soldats des *Croix de bois* de Roland Dorgelès illustrent cette jalousie, des officiers de *La Grande Illusion* aussi.

- la grande **peur est au fond celle de l'émancipation féminine**, alors que beaucoup de carnets montent le regret du soldat de ne pouvoir exercer sa fonction de père, d'être dépouillé de sa fonction de chef de famille, alors que beaucoup de femmes accomplissent le chemin inverse : **apprentissage et vécu de l'autonomie. Avec le recul, une autre question est d'ailleurs la guerre a-t-elle émancipé, réellement, les femmes ?**⁵⁵⁰

- cf. roman de Raymond Radiguet *Le diable au corps* (1923) (cf. cours GÉS-7), des crimes passionnels sont relatés par les journaux pendant la guerre

- le démobilisé est souvent un pauvre hère dont la réadaptation est difficile ; beaucoup de retours pénibles

- nombre des divorces 1920 > double celui 1913

- en majorité demandés par des hommes (inverse de la Belle Époque) ; **d'ailleurs une loi de 1916 a permis le divorce par procuration**

□ les difficultés quotidiennes :

- hausses de prix, pénuries

- faiblesse de l'allocation versée par l'État aux femmes de mobilisés : 1,25 F / jour, plus 0,50 F par enfant de moins de 16 ans

- malgré moratoire des loyers et bureaux de bienfaisance : la vie quotidienne est très dure

- mobilisation des femmes : lutte contre les commerçants, défilés, etc.

- l'inflation gonfle le mécontentement, surtout à partir de 1917

- la pauvreté augmente le nombre des prostituées, **d'autant que l'État autorise (voire encourage) la création de bordels de guerre non loin du front**

□ les femmes dans les départements occupés :

- réquisitionnées à titre de main-d'œuvre presque comme les hommes (1/3)⁵⁵¹ (voir cours GÉS-9)

- avec des mythes : viols, « seins coupés », etc.

- mais « enlèvement » réel des jeunes filles des « meilleures familles » de la conurbation lilloise à Pâques 1916. Un véritable trauma, d'autant plus qu'elles sont mélangées à des prostituées. But = humiliation de la ville, de la région, de la France. Mais renforcement terrible de la haine contre les Allemands

- les viols commis par l'armée d'occupation furent l'une des formes des « atrocités allemandes » les + dénoncées par la presse et les discours de propagande. Le débat qui agita alors médecins, juristes et journalistes portait essentiellement sur le sort des enfants **nés de l'ennemi et sur l'indulgence que l'avortement, voire l'infanticide, devaient susciter en pareille situation**

⁵⁵⁰ C'est toute la quatrième partie de É. Morin-Rotureau dir., *op. cit.*

⁵⁵¹ Cf. Maxence Van Der Meersch, *Invasion 14*, et Annette Becker, *Les Cicatrices rouges. 14-18. France et Belgique occupées*, Fayard, 2010, 372 p.

- les occupants sont terrorisés par les maladies vénériennes >>> réglementation très stricte de la prostitution
- **d'autres viols, dont on ne sait pas grand-chose** (ils sont un peu connus pour la partie occupée du Nord) furent les viols commis par des soldats alliés ⁵⁵²
- En France « libre », les féministes les plus militantes ne comprennent rien à ces atteintes aux femmes, en partie parce qu'elles se méfient des excès de la propagande, en partie aussi parce que le pacifisme intégral dont certaines d'entre elles se font les porte-parole les aveugle. Pire : le philosophe Alain : « [...] les femmes méritent ici bien au-delà de ce qu'elles souffrent ; car c'est pour leur plaisir que les hommes sont guerriers. »

3°) La question des rôles

« Les femmes remplacent-elles les hommes » pendant la Grande Guerre ?

a) Le rôle de l'homme

- Le poilu est une référence virile, un symbole sexuel, qui fait se pamer les jeunes filles et les jeunes femmes >>> attire sur les adolescents, voire les adolescentes.
- Le mutilé est un héros magnifié par sa blessure >>> appel de journaux et d'associations aux filles disgraciées par la nature pour qu'elles épousent des mutilés, des aveugles en particulier.
- Problème des rapports avec les embusqués ; un double sentiment d'abandon. Mais problème de l'« émascation » du poilu, visible lors du retour : il est parti en héros et quand il revient, il s'aperçoit que les rôles ont changé au sein du couple ⁵⁵³
- la cruauté masculine :
 - acte de tuer très peu évoqué dans les souvenirs des poilus ; la rareté de l'affrontement interpersonnel est soulignée à maintes reprises par Jean-Norton Cru ; une difficulté de dire la mort, cf. Maurice Genevoix qui donne trois versions (la 2^e muette) de ses « trois Allemands tués »
 - une fois la guerre passée, le silence devint la règle : les hommes avaient « accompli leur devoir »
 - dénonciation de la cruauté de l'ennemi, du barbare qui prend plaisir à faire souffrir
 - la supériorité technique de l'armée allemande au début de la Grande Guerre, son usage de l'artillerie, des sous-marins, des zeppelins, des gaz ou des lance-flammes furent considérés comme autant de procédés déloyaux !

⁵⁵² Onze membres du corps expéditionnaire US furent condamnés à mort et exécutés par leur armée sur le territoire français

⁵⁵³ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., pp. 305 & suiv.

- la cruauté du soldat français est souvent évoquée par le capitaine Conan (qui végètera dans une mercerie après la guerre !) dans le roman de Roger Vercelet ⁵⁵⁴ (voir cours GÉS-9)

□ les « embusqués » :

- une figure décriée, typique de la Première Guerre Mondiale (aussi en Grande-Bretagne), **accusation fréquente d'homosexualité**

- un objet de fantasme et de rumeur, **comme autrefois l'accapareur puis le « pistonné »**

- une figure sociale : il serait bourgeois qui se dérobe, envié mais pourchassé par la rumeur

- cas particulier des ecclésiastiques, peu embusqués en fait

□ les désertions :

- la plupart se produisent **lors d'une permission**

- **contrairement à l'idée reçue, le peloton d'exécution est rare** : la plupart du temps le déserteur, même récidiviste, est renvoyé au front

□ l'amour physique en « faveur » du permissionnaire n'est pas éludé par l'iconographie (cf. la carte postale)

b) Les rôles de la femme

□ le travail est-il émancipateur ? :

- les féministes les plus radicales défendent le droit au travail pour les femmes

- mais elles dénoncent **l'exploitation, double, des femmes (capitalisme et hommes)**

- **et accusent le mouvement ouvrier d'antiféminisme (image de la femme ; pas de lutte contre le droit de cuissage)**

□ grèves et syndicalisation :

- nombreuses grèves féminines, brèves, spontanées et défensives (contre les baisses de salaires)

- femmes se montrent très actives dans les mouvements contre la cherté de la vie

- augmentation de la syndicalisation féminine ⁵⁵⁵

- Hélène Brion (1882-1962), institutrice à Pantin, prend la tête de la Fédération des institutrices et institutrices de la CGT

□ la démobilisation des femmes après l'armistice est brutale : licenciement sans indemnité, les femmes ne sont pas considérées comme « chômeuses » (bien que le chômage des femmes reste plusieurs années sup. à celui des hommes)

□ l'inversion du masc. et du fém. dans Les Thibault de Roger Martin du Gard : voir le scannage de la page 223 de Collectif, *Hommes et femmes dans la France en guerre (1914-1945)*, Payot, 2003, 362 p. (polycopié)

⁵⁵⁴ R. Vercelet, *Capitaine Conan*, Albin Michel, 1934

⁵⁵⁵ M. Zancarini-Fournel, « Femmes, genre et syndicalisme pendant la Grande Guerre », dans É. Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p., pp. 98-111.

□ les mesures natalistes :

- ouverture de **crèches et de salles d'allaitement dans les usines** (loi du 5 août 1917),
retour des soldats en **permission** (organisées seulement à partir de l'été 1915 !),

propagande contre l'avortement, en 1918 les peines contre les femmes de mobilisés qui se font avorter deviennent très sévères, etc.

- l'État crée le **mariage par procuration** (avril 1915) : le mobilisé peut épouser sa fiancée en se faisant représenter par un tiers, ce qui fait ricaner

- on pense à l'après-guerre :

* Marie Laparcerie publie dès 1915 *Comment trouver un mari après la guerre ?* Gros succès !

* certains pensent à l'importation de futurs maris étrangers, d'autres à un nouveau regard social sur les « filles-mères », qui devraient être considérées comme des « mères sans être épouses », des « mères patriotes », à honorer et à soutenir financièrement. C'est l'idée maîtresse du livre de Martin de Torina, *Mère sans être épouse*, publié en 1917 avec succès ⁵⁵⁶. Certains défendent même la polygamie...

□ « union sacrée des repopulateurs » ⁵⁵⁷ : la guerre n'aurait jamais eu lieu si la France avait animée par un dynamisme démographique, angoisse démographique pour l'après-guerre, souci nataliste, même chez suffragettes comme Cécile Brunshvicg (future sous-secrét. d'État du Front populaire), une défaite du néo-malthusianisme

□ loi du 3 juillet 1915 donne à l'épouse, qui était en tant que femme une mineure juridique, le droit d'autorité parentale, dans le cas, dûment reconnu, où le mari se trouvait dans l'impossibilité de remplir sa fonction de chef de famille

□ la guerre provoque une accélération du féminisme de la Belle Époque : des « ajustements de genre », comme dans tous les pays en guerre ⁵⁵⁸

□ le suffrage féminin apparaît comme la récompense de ce civisme et la clef de voûte des réformes espérées, d'autant que grandes manifestations en 1914 (avant décl. de la g.) : Viviani, fils et ami des féministes, est pr. du Conseil ; la journaliste Séverine propose de fêter Condorcet le 5 juillet 1914

□ les marraines de guerre :

- un moyen de créer des liens entre le front (où solitude affective des soldats) et l'arrière

- initiative par des associations, comme *La Famille du soldat*, et des journaux à petites annonces

- de moins en moins de candidates à partir de 1916

⁵⁵⁶ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., pp. 116 & suiv.

⁵⁵⁷ *Ibid.*, p. 85.

⁵⁵⁸ Cf. plusieurs contributions dans É. Morin-Rotureau dir., *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Autrement, 2004, 250 p.

- des scandales (des rencontres intéressées et à but sexuel), d'autant que les associations de droite voulaient des rencontres « amicales » et patriotiques, les autres étaient bien conscientes des besoins sexuels des soldats, de la nécessité du « repos du guerrier » ⁵⁵⁹
- deux figures de « marraines de guerre » : la vieille fille frustrée qui se donne quelques mois d'illusion et la fille légère, qui soulève la réprobation car elle échappe au contrôle social. Le soupçon est plus fort que pour l'infirmière
- dans la réalité très grande variété, dont beaucoup d'écolières et de classes de filles
- l'armée a soupçonné les Allemands d'utiliser les petites annonces (n°s de régiments et de secteurs postaux), voire la correspondance échangée par une « espionne », pour se renseigner sur les mouvements de troupe >>> Lyautey, ministre de la Guerre, étend en février 1917 la censure aux petites annonces de soldats recherchant des marraines

4°) État et société

a) La « politisation des corps »

□ la séduction :

- la mode féminine évolue vite : robes et jupes raccourcies, couleurs inspirées des uniformes, la « mode à la garçonne » commence en fait avant la fin de la guerre ⁵⁶⁰
- cela provoque des réactions hostiles (ex. celles de la Ligue contre les exagérations de la mode, *sic*)

□ la crainte du brouillage des sexes : interdiction des femmes dans la zone de guerre et lenteur de l'incorporation de femmes dans l'armée s'inscrivent dans cette idée

□ l'État et les homosexuels : question très peu connue, à la différence de l'armée anglaise, où homosexualité est un crime contre le royaume en guerre

□ l'État et les troupes coloniales :

- le tabou colonial du respect de la « femme blanche » est brisé par l'usage dans les troupes coloniales d'images de femmes blanches dénudées
- mesures pour séparer : interdiction des permissions, de l'hébergement chez des particuliers en cas de congé de convalescence, ségrégation hospitalière
- le contrôle postal constate et censure un grand nombre de narrations de « bonnes fortunes »

⁵⁵⁹ J.-Y. Le Naour, *op. cit.*, pp. 66 & suiv., & J.-Y. Le Naour, « Épouses, marraines et prostituées : le repos du guerrier, entre social et condamnation morale », dans É. Morin-Rotureau dir., *op. cit.*, pp. 64-81.

⁵⁶⁰ Cf. S. Zdatny, « La mode à la garçonne, 1900-1925 : une histoire sociale des coupes de cheveux », *Le Mouvement social*, n° 174, janv.-mars 1996, pp. 23-56.

- l'armée refuse systématiquement d'autoriser le mariage d'un soldat de couleur avec une Française, même s'il y a consentement des parents de la JF et/ou s'il y a eu une naissance ⁵⁶¹, l'argument colonial l'emportant donc sur l'argument nataliste

□ l'État et les troupes alliées :

- simplification des formalités pour mariage entre Française et soldat US (cas assez fréquent), belge ou anglais

- mais certains des soldats US sont Noirs >>> l'armée US proteste >>> discrètement les cadres militaires français sont invités à empêcher ces « scandales » !

□ l'« enfant du Boche » ⁵⁶² :

- problèmes : **le recours ou pas à l'avortement**, l'angoisse d'une dégénérescence de la « race » française (les caricatures sont très violentes)

- l'État français encourage la naissance, l'enfant devant « pupille de la Nation » et l'État se fait fort d'en faire un bon petit Français

b) Images et mémoire collective

□ Les dissidentes pacifistes

- Congrès international des Femmes pour la Paix, La Haye, 28 avril 1915 : aucune Française

- mais il se forme une section française du Comité international créé à La Haye

- fin 1917, Hélène Brion (voir plus haut) est arrêtée et emprisonnée pour avoir diffusé des brochures pacifistes. Procès, en conseil de guerre, en mars 1918 : H.Brion en fait une tribune. Elle est soutenue par des féministes, dont Séverine, des socialistes et des cégétistes. Jugement clément

- Groupe des Femmes socialistes

- échos de la révolution russe, des mutineries, conséquences des grèves ⇒ hebdo. *La Voix des femmes*, avec plumes de Séverine, H.Brion, Madeleine Pelletier...

□ pendant la Première Guerre mondiale, apparaissent en France des sociétés omnisports (d'emblée) féminines.

La première, fort **aristocratique**, fut l' " Académie d'éducation sportive et physique de la femme, de la jeune fille et de l'enfant " (= **Académia**), présidée par la duchesse d'Uzès.

□ évolution de Jeanne d'Arc : Union sacrée johannique Première Guerre mondiale :

incarne la France au combat, les provinces blessées, elle a une nouvelle mission providentielle (avec un nouvel ennemi !) ⇒ grande **réconciliation** Rép.-Église 1920 et sur de nombreux monuments aux morts

□ La place des femmes dans la mémoire collective de la Grande Guerre

⁵⁶¹ J.-Y. Le Naour, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre. Les mœurs sexuelles des Français, 1914-1918*, Aubier, 2002, 411 p., p. 273

⁵⁶² *Ibid.*, pp. 98 & suiv.

- déjà, chez Cru, aucune place !
- dans autres productions culturelles des années 20 :
 - * seulement un rôle passif, de veuves, de mères douloureuses
 - * monument aux infirmières de Berck (Pas-de-Calais) représente un poilu, non une infirmière
 - * les infirmières courageuses qui ont fait plus que du soin sont exaltées non comme des héroïnes, mais comme des infirmières
- toutefois :
 - * mémorial à Louise de Bettignies à Lille, en 1927
 - * publications et plaques à Louise de Bettignies en 1938

III. L'ENTRE-DEUX-GUERRES

1°) La Grande Guerre a-t-elle créé un nouveau climat ?

- conséquences mentales nouveaux rôles des femmes
- sous l'impulsion Papauté, milieux catho. se déclarent pour vote des femmes
- Viviani (voir plus haut), Blum (voir plus haut) et **Briand s'étaient depuis longtemps déclarés favorables**, ils sont rejoints par Louis Marin, Marc Sangnier et Raymond Poincaré
- ⇒ dans entre-deux-guerres, au parlement :
- * 4 fois (1919, 1925, 1932, 1935), la Chambre des députés vote et Sénat repousse le droit de vote aux femmes
- * rôle du parti radical, qui invoque la "nature féminine". Cf. Arthur Huc, édito. de *La Dépêche de Toulouse* : "l'interdiction provient du sexe de leur cerveau" ! En fait, crainte du "cléricalisme"
- aucun gouvernement ne tente d'ailleurs d'infléchir la volonté des sénateurs
- quant à l'opinion générale, elle semble peu passionnée par le problème, femmes comprises !
- quelques militantes. Ex. : Union française pour le suffrage des femmes, présidée par Mme Brunschvig, future sous-secrétaire d'État du gouvernement Léon Blum
- problème de toutes façons doublé de celui de l'égalité juridique de la femme
- la guerre de 14 a prouvé la capacité des femmes à agir en « chefs de famille », mais elle **n'accélère pas la réforme du code civil**
- seulement : en 1927 (réforme du code de la nationalité) : la femme mariée peut conserver sa propre nationalité

2°) Les aspects démographiques et natalistes

- un baby boom immédiatement après 1919, mais déclin rapide
- **action de propagande de l'Alliance nationale contre la dépopulation, ex- Alliance pour la l'accroissement de la population**
- loi 1er août 1920 ("bleu horizon") réprimant la "provocation" à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle : réprime toute provocation directe ou indirecte à l'avortement (6 mois à 3 ans de prison plus amende)
- loi 1923 :
 - avortement en correctionnelle (⇒ plus de jury !)
 - peines de un à 5 ans de prison pour avorteurs, 6 mois à 2 ans pour avortées
- moyenne des acquittements tombe à < 20 %
- Code de la Famille 1939 (voir plus loin) renforce répression contre avorteurs
- loi 1923/ adoption (enfants + mêmes droits)
- médaille de la Famille française

- Journée des Mères 1920, célébrant au départ les mères de fam. nombreuses (transformée en Fête des Mères en 1943, supprimée Libération, rétablie 1950)
- lois de 1928 sur les assurances sociales
- Alexis Carrel, *L'Homme cet inconnu*, 1935, 200 000 ex. en quatre ans ⁵⁶³ :
 - lutte contre la dégénérescence
 - les femmes sont cantonnées dans leur fonction de reproductrices
 - propose de **limiter l'éducation des jeunes filles, d'interdire le divorce**
- monument des Mères françaises. All. nazie en élève un (Berlin, 1934) ⇒ Alliance nationale pour l'Accroissement de la Population française réclame un monument français.
 - * Élevé 1938, bd Kellermann, près de la porte d'Italie
 - * **Coût très important (≈ 915 000 €), 3 groupes statues, inscriptions (V.Hugo, A.Lebrun, etc.) exaltent le "dévouement", l' "abnégation", le "sacrifice maternel"...**
- Code de la Famille (décret-loi 29-31 juillet 1939) :
 - précédé en 1938 par des mesures (3 décrets-lois) favorables pour familles très nombreuses : le taux des allocations familiales est relevé.
 - Des allocations familiales avaient été créées pour des agents de la fonction publique (les 1ers : ceux des Postes, en 1900), leur généralisation avait été demandée par des **associations natalistes comme l'Alliance nationale pour...** ; s'y était ajouté dans les années **20 le souci démographique d'après-guerre**. Un premier projet d'allocations familiales obligatoire est déposé en février 1920 par Maurice Bokanowski, député centre gauche. Il échoue mais des caisses patronales se créent dans années 20. Loucheur établit un nouveau projet national en 1929, il aboutit à la loi du 11 mars 1932, très favorable à l'autonomie patronale mais faisant entrer dans les mœurs l'idée que l'allocation est un complément normal du salaire. Les allocations familiales ont été oubliées par le Front populaire...
 - Code la Famille est élaboré par le Haut Comité consultatif de la Population, créé en 1929
 - barème des allocations familiales réaménagé, de manière à étendre le bénéfice des allocations familiales à **l'ensemble de la population active**
 - prime à la première naissance
 - prime à la mère au foyer
 - supplément familial de traitement pour les fonctionnaires
 - prêt aux jeunes ménages
- gouvernement P.Reynaud (cf. biographie dans le dossier biographique) met en place 5 juin 1940 (!) min. Famille

3°) Rôles et images

⁵⁶³ Biblio. : A.Drouard, *Une inconnue des sciences sociales. La fondation Alexis Carrel. 1941-1945*, Éditions de la MSH, diff. CID, 1992, 560 p.

a) Mode, Garçonne et décadence

□ métamorphose de la mode :

- la « garçonne » des années 20 ⁵⁶⁴ : cheveux et jupe courts, silhouette longiligne, des femmes se bandent les seins ou se les font réduire, des femmes fument

- Gabrielle Chanel démode Poiret

- gaines remplacent les corsets, le pantalon est osé, décolleté

- le maquillage se répand

- nudisme, bronzage

- réactions de féministes (ex. : Madeleine Vernet) :

* cette mode « affranchie » est une incitation à la concupiscence masculine, voire au viol

* les couturiers-hommes réduisent les femmes en esclavage-marchandise (mais beaucoup de grandes couturières, comme « Mlle Chanel » et Jeanne Lanvin)

- la Redoute diffuse son catalogue (600 000 ex. en 1928)

□ le scandale de La Garçonne :

- Victor Margueritte, auteur populaire, publie La Garçonne en 1922 : son héroïne rejette la morale traditionnelle et enrichit sa vie érotique de multiples expériences décrites par le menu

- plainte de la Ligue des Pères de familles nombreuses (sic) : V.M. est radié de la Légion

d'Honneur, la presse est unanime dans sa condamnation

- le scandale rebondit en 1923 avec l'adaptation cinématographique de *La Garçonne* qui **n'obtient pas le visa de la censure**

- en 1926, l'adaptation pour le théâtre suscite des troubles, organisés par les Camelots du Roi et les étudiants catholiques

- une 2^e adaptation pour le cinéma est réalisée en 1935, autorisée avec des coupes : critiques féroces et manifestations

- mais immense succès commercial du roman : **un million d'ex. vendus à la date de 1929**, des traductions en douze langues

□ le lamento de la décadence nationale :

- l'extrême droite dénonce l'« influence juive », **manifeste dans le dérèglement des mœurs et le progrès des maladies vénériennes**

- une campagne de droite pour l'« ordre moral », surtout après la victoire du Cartel

- large accord sur les fléaux : **consommation d'alcool**, la Ville, la concurrence sexuelle par les « métèques »

- mais la gauche déplore aussi le pourrissement de la société, par l'argent

- hantise nationale de l'« anarchie sexuelle » :

* condamnation du refus de la maternité, cause de dépopulation

* condamnation du divorce

⁵⁶⁴ Le mot était apparu vers 1880.

- * **mythe de l'infidélité des femmes de combattants** Première Guerre mondiale, exacerbée par le roman de Raymond Radiguet, *Le Diable au Corps*, 1923 (scandale considérable)
- * **peur de l'accroissement numérique (bien réel) des « filles insoumises »**
- * **peur de la syphilis, qu'on ne sait toujours pas guérir**
- poncif du « développement » de l'homosexualité féminine :
- * **il est vrai qu'elle est plus visible et qu'une culture homosexuelle se développe dans années 20**
- * **en France, l'homosexualité n'est pas un délit** ⇒ réputation de tolérance attire des étrangères ⇒ réprobation des bien-pensants

b) Le sport féminin

- Une Fédération des Sociétés féminines sportives de France vit le jour en 1920, elle devint peu après la “ Fédération féminine sportive de France. Union française de gymnastique féminine ”, **appellation qui fut simplifiée en 1922 en “ Fédération féminine de gymnastique et d'éducation physique ”.**
- La Fédération sportive du Travail, dès sa fondation en 1923, reprend l'essentiel du discours marxiste en matière d'émancipation, mais des réticences demeurent. Toutefois, la ESGT, née en décembre 1934, est beaucoup plus favorable au sport féminin.
- Les femmes ne sont officiellement admises aux Jeux olympiques qu'à partir de 1928 (Amsterdam, elles sont alors 263).
- **tennis féminin, avec l'élégante Suzanne Lenglen** qui, de 1919 à 1925, s'impose comme la plus grande joueuse (professionnelle) du moment. Suzanne Lenglen a gagné son premier match à douze ans (contre une adulte), elle a remporté quinze championnats du monde sur herbe, autant sur terre battue, deux championnats olympiques et 19 championnats de France. Liberté d'allure, vertement critiquée par tous. À juste titre célèbre est la grande **rencontre du 16 février 1926 entre l'étoile montante du tennis américain, la petite écolière sage Helen Wills (1906-1998) — vingt ans, mais trois victoires dans les Internationaux des États-Unis — et Suzanne Lenglen, gagnée par cette dernière.** Suzanne Lenglen est morte de leucémie en 1938, l'année de la retraite de Helen Wills, après un dernier succès à Wimbledon ⁵⁶⁵.
- **pionnières de l'aviation dans l'entre-deux-guerres :** Maryse Bastié, Maryse Hiltz, Hélène Boucher (record mondial de vitesse en 1934)

c) L'armée

- **L'insoumission au service militaire :** infime (0,35 % en 1922)
- **la surveillance sanitaire (maladies vénériennes) des troupes françaises en opérations extérieures :**

⁵⁶⁵ Cf. G.Clerici, *Suzanne Lenglen. La diva du tennis*, Rochevignes, 1984.

- la question se pose surtout pour l'occupation en Allemagne, où il y a peu de maisons closes >>> prostitution « clandestine » >>>> les « filles » malades sont traitées dans des services spécialisés des hôpitaux (*Puellenstation*)

□ L'État et les troupes coloniales :

- très forte protestation de la population allemande occupée contre la présence de troupes coloniales : la « honte noire »

- 1^{ère} réaction française : créer des maisons de tolérance spéciales, avec si possible des filles « indigènes »

- 2^e : les tirailleurs sénégalais sont retirés en 1921, seules restent les troupes au « teint clair », Malgaches, Annamites et troupes d'Afrique du Nord

d) La préparation d'une éventuelle nouvelle guerre

□ Projet de loi Joseph Paul-Boncour (1927, cf. biographie dans le dossier biographique) sur « l'organisation générale de la nation en temps de guerre » :

- les deux sexes doivent participer à la « défense du pays » en cas de guerre

- forte opposition de la part des parlementaires >>> ensablement

- il est à nouveau discuté en 1938, quelques jours après l'Anschluss, et alors qu'il précise un recrutement de femmes en temps de guerre >>>> loi du 11 juillet 1938

- décrets d'application sortent le... 21 mai 1940

□ Les ex-étrangers de femmes qui combattent :

- révoltées des Asturies en 1934

- miliciennes de la guerre civile espagnole

- Finlandaises (les *Lottas*)

□ Comme dans tous les pays européens (cf. la Grande-Bretagne) :

- insistance sur le danger des bombardements aériens >>> faut-il protéger tous les civils, dont les femmes, les évacuer préventivement, ou utiliser les femmes dans un rôle d'aide aux victimes ?

- nécessité de protéger la fonction reproductrice des femmes et l'avenir que représentent les enfants et les adolescents, futurs soldats >>> plans d'évacuation

- une relative attention est portée aux Lottas, soldates finlandaises

e) Divers

□ évolution de Jeanne d'Arc :

- la droite la revendique à grands cris dans années 30 : incarnation France tradit. X Front populaire

⇒ la Jeanne démo. d'avant 1914 s'évanouit

□ L'État et les homosexuels : les ports sont surveillés, car l'homosexualité... est associée à la subversion communiste et à l'espionnage

IV. LA SECONDE GUERRE MONDIALE

□ est une guerre très différente de la 1^{ère} pour trois raisons :

- la « drôle de guerre »

- l'Occupation et la Résistance

- l'évolution des mœurs et de la société depuis 1919

- on pourrait ajouter la biblio. : P. Buisson, 1940-1945. *Années érotiques*, Livre de Poche 32299 & 32300, 2008, 796 & 734 p., **seulement pour cubes et bicas avertis...**

□ mais les combats de 1944-1945 « ressemblent » à une guerre « classique »

1°) Familles et entrée en guerre

□ une **mobilisation beaucoup + imp. qu'en 1914**, mais les pères de famille nombreuse sont peu touchés

□ Une certaine mobilisation féminine, comme en 1914, mais avec davantage de volontariat pour Croix-Rouge, conduite de voitures, etc.

□ **L'insoumission** : négligeable (700 insoumis pour 5 millions de mobilisés)

□ **pas le temps que se développe un phénomène d'embusqués, comme dans Grande Guerre** (voir plus haut), mais :

- **sentiment d'inutilité pendant la Drôle de Guerre**, cf. la formule célèbre de Sartre dans ses *Carnets* : « **Qu'est-ce que je fous ici ?** » (voir cours GÉS-8)

- les **« frivolités de l'arrière » sont souvent évoquées, avec anglophobie**⁵⁶⁶ : les *tommies* n'ont-ils pas un uniforme plus seyant, une solde trois fois supérieure, qui leur permet d'être les clients privilégiés des prostituées ?

□ Sexe et drôle de guerre :

- **omniprésence**, avec prise en compte par l'état-major :

* des revues licencieuses prennent **le relais des cartes postales érotiques d'autrefois**

* un trafic prostitutionnel, organisé, avec hantise de la prostitution sauvage (chasse aux **clandestines jusqu'en mai 1940**), entraînant MST (une circulaire dès le 13 septembre, des rapports alarmistes en nombre)

* >>> les ligues abolitionnistes enragent

- des **substitutions** :

* les visites des civils dans la zone du front sont autorisées à partir du 1^{er} nov. (célèbre visite de quatre jours de Simone de Beauvoir à Sartre, Jean Marais quitte plusieurs fois, au volant de sa petite Matford, sa base aérienne pour rejoindre Cocteau, rencontré en 1937 ⁵⁶⁷)

⁵⁶⁶ Que la propagande allemande de Radio Stuttgart et la presse française d'extrême droite exploitent. Les hauts-parleurs allemands du front diffusent les supplications à Marinella de Tino Rossi et celles de Lucienne Boyer à qui veut l'entendre, pour lui dire des « choses tendres ».

⁵⁶⁷ Pour la rencontre et ses suites (c'est Jean Marais qui a désintoxiqué Cocteau), E. Retailaud-Bajac (au jury), *La pipe d'Orphée. Jean Cocteau et l'opium*, Hachette, 2003, 231 p., pp. 84 & suiv.

* infirmière-ambulancière, « moins sainte laïque que femme dominatrice, exerçant sur des mâles diminués une tyrannie du désir et de la séduction dans un schéma inversé du temps de paix » ⁵⁶⁸, consciente du désir qu'elle distille

□ ~~les affectés spéciaux suscitent la polémique pendant la drôle de guerre :~~

- contre l'avis de l'état-major, le ministre de l'Armement, Raoul Dautry, reprend immédiatement la loi Dalbiez de 1915 (voir cours GÉS-7) et les ~~affectés spéciaux~~ sont 500 000 env.

- ils rappellent le problème de la Grande Guerre (embusqués !)

- mais dissolution du PCF 27 sept. 1939 >>>> que des ouvriers puissent être renvoyés à l'arrière nourrit l'anticommunisme de ceux qui associent ce parti à la classe ouvrière

- ces ~~indignations~~ n'interrompent pas le flux

□ les ~~infirmières~~ :

- la loi du 11 juillet 1938 a prévu un recrutement féminin

- aucune réticence à les faire intervenir dans la zone des armées : le refus d'une présence féminine est beaucoup moins radical qu'en 14-18 (voir plus haut), un changement culturel important

- et même des infirmières pilotes

- le rôle de l'infirmière s'est donc banalisé et les icônes se sont déplacées des femmes soignantes vers les femmes résistantes

□ ~~28 000 femmes se portent volontaires pour l'armée et l'industrie de guerre, d'autant que des offices départementaux de placement légués par la Première Guerre Mondiale ont fonctionné dès sept. 1939~~

□ des « ~~dames~~ » interviennent dans les Œuvres (planter des rosiers sur la ligne Maginot est resté célèbre)

□ entre janvier et juin 1940, des ~~unités militaires féminines sont formées~~ : transports, ambulances (conductrices sont restées célèbres), secouristes, avec un uniforme kaki ; des décrets permettent de recruter (avec un contrat) des femmes dans pratiquement toutes les unités : même des pilotes auxiliaires féminines. Mais la débâcle de 1940 empêche de mettre en pratique de manière significative ces décrets

□ ~~Exode et sexe~~ :

- personnage de la femme « hystérique » (cf. journal tenu par le romancier libertaire Léon Werth)

- personnage de la jeune femme timide transcendée par l'épreuve

- atmosphère de « grandes vacances »

- désir exacerbé par la mort qui rôde, cf. Georges Simenon, *Le Train* (seulement pour les bicas...)

⁵⁶⁸ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 43.

- occasions homosexuelles offertes à Montherlant ; occasions pédophiliques offertes à son ami Roger Peyrefitte
- le système symbolique du masculin/féminin est chamboulé : une forme de castration ⁵⁶⁹

□ Exode et enfance :

- très nombreux enfants séparés de leurs parents, cf. personnage de la petite Paulette de *Jeux interdits*, joué par Brigitte Fossey

2°) L'Occupation et la propagande allemande

a) Un bouleversement de ce qui avait été prévu et envisagé

- la brièveté des combats de 1940, l'exode, la *korrection* des vainqueurs, l'Occupation, etc. bouleversent tout ce qui avait été prévu et envisagé

- et les soldats allemands sont « de si beaux vainqueurs » ⁵⁷⁰, des pères nourriciers (cf. la fameuse affiche), des gentils qui rapatrient Simone de Beauvoir dans leur camion non des violeurs, des barbares

□ d'avantage :

- cohabitation, accommodation (la notion a été inventée par Philippe Burrin, qui en a fait toute la partie centrale de son *heure allemande* ⁵⁷¹), d'autant que l'armée allemande joue de la musique

- fascination des jeunes filles et jeunes femmes, d'autant plus que les soldats allemands — on est en plein été 1940 — se montrent torse nu (et sont souvent photographiés et filmés ainsi), sont obsédés par l'hygiène, des nordiques, sans la pudeur gauloise traditionnelle des antihéros que sont les « pépères » de la drôle de guerre et les vaincus de juin 1940

- apothéose des « dieux du stade » de Leni Riefenstahl, qui ne sont plus « les Boches », mais des « Frisés », ou plus simplement « les Allemands », « les soldats », pour Simone de Beauvoir, Benoîte Groult et sa sœur ⁵⁷²

- même Paul Léautaud les contemple d'un œil égrillard à Fontenay-aux-Roses

- de plus des femmes vont tout de suite au devant des Allemands, des « chiennes en chaleur » (B.Groult), surtout Alsaciennes, Lorraines, ou réfugiées, notent quelques préfets

- la « vie parisienne » se livre tout de suite aux Allemands, qui considèrent « culturellement » Paris comme une ville de prostitution

- à l'inverse, conseil de ne pas regarder les Allemands : une sorte de grève des sens

- bien sûr, poinds des difficultés matérielles générales, cf. les queues

⁵⁶⁹ P.Buisson, *op. cit.*, p. 104.

⁵⁷⁰ Titre de chapitre dans l'ouvrage précédent.

⁵⁷¹ Ph.Burrin, *La France à l'heure allemande. 1940-1944*, Seuil, 1995, 564 p.

⁵⁷² Cf. Benoîte et Flora Groult, *Journal à quatre mains*, Denoël, 1962, et DVD prêté.

□ par crainte des maladies vénériennes les Allemands réglementent sévèrement la prostitution : deux types de maisons closes (troupe et officiers), sévèrement contrôlées (pancartes, contrôle des papiers, etc.)

□ la propagande allemande appelle les travailleurs des deux sexes >>> 70 000 Françaises (au total) partent travailler en All.

□ **toutes n'étaient pas volontaires** : des pressions, des réquisitions dans la zone interdite

□ **réquisitions pour l'organisation Todt**

□ en Alsace-Moselle, les jeunes des deux sexes sont tenus d'accomplir un service de six mois dans la « Vieille All. »

□ « souris grises » (all.) de l'armée all., qui frappent beaucoup l'opinion. 30 000 en France

□ des Françaises entrent dans la Croix-Rouge allemande

□ un petit nombre fait du renseignement pour les services allemands (Abwehr et SD)

b) Les femmes de prisonniers de guerre :

- sur 1.6-1.8 million de militaires prisonniers en All., 57 % sont mariés, 39 % ont des enfants ⁵⁷³. Le nombre des officiers PG est considérable : 25 000, dont 130 généraux. Des prisonniers qui n'avaient jamais envisagé de l'être, en majorité mariés, souvent pères de famille

- vie très difficile des femmes de prisonniers de guerre :

* problèmes matériels

* **surveillance sociale effarante (dénonciations aux maris de femmes sorties au cinéma...)**

* loi de 1942 **réprime l'adultère, punit le « concubinage notoire »** avec une femme de prisonnier

* fantasme des divorces massifs lors du retour des prisonniers

* nombreux « enfants du retour »

- leurs femmes se font surveiller par la société française ⁵⁷⁴, qui repère les

« défaillances » : voisinage, assistantes sociales (Vichy a créé un diplôme en nov. 1941) visiteuses des associations (le Mouvement populaire des Familles, catholique, par ex.) et des organisations de secours (La Famille du PG, les Maisons du Prisonnier) : il ne faut pas

⁵⁷³ Y. Durand, *La Captivité. Histoire des prisonniers de guerre français. 1939-1945*, F.N.C.P.G., Paris, 1982, 542 p. & P. Gascar, *Histoire de la captivité des Français en Allemagne (1939-1945)*, Gallimard, 1967, 317 p. ; É. Gayme, *Les prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Economica, 2010, 185 p., & F. Théofilakis, « La sexualité du prisonnier de guerre. Allemands et Français en captivité (1914-1918, 1940-1948) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 203-219.

⁵⁷⁴ Surtout : S. Fishman, *Femmes de prisonniers de guerre (1940-1945)*, L'Harmattan, 1996, 194 p. Cette traduction d'un ouvrage paru sous le beau titre de *We will wait. Wives of French prisoners of war. 1940-1945*, New Haven et Londres, 1991, 224 p. est très souvent cocassement fautive. Aline Delpierre en a fait une énorme fiche de lecture, pas du tout fautive, qu'elle vous a envoyée.

prendre de plaisir au moment où la France entière se trouve plongée dans l'affliction. Aller seule au cinéma est déjà une distraction licieuse, voire un signe d'immoralité. Contraste villes/campagnes, surtout petites villes-grandes villes ! Un climat de suspicion

- Vichy, État patriarcal, veut ces femmes stoïques et fidèles, patientes et continentales, dotées d'un culte de la fidélité. Vichy est secondé par la presse, qui donne des conseils lénifiants - obsession de Vichy : rassurer les PG sur la vertu de leurs femmes ! Les souvenirs de 14-18 (voir plus haut) rejouent. Déjà :

* en mars 1938 la chanteuse Rina Ketty créait *J'attendrai* (« J'attendrai/ Le jour et la nuit, j'attendrai toujours/ Ton retour »), au gros succès

* en nov. 1939 la chanteuse Lucienne Boyer interprétait *Mon p'tit Kaki*, petit héros dont la « p'tit' femme sera bien sage » et « tiendra le coup et jusqu'au bout » ! Cette chanson stupide ⁵⁷⁵ est typique de l'image douçâtre d'un mâle en carton-pâte, materné à distance par une épouse, quelque peu moqueuse

- puis, pendant la guerre, pour lutter contre les soupçons et les ruminations moroses : nouvelles chansons de Lucienne Boyer, d'autres de Georges Guétary, André Claveau ⁵⁷⁶, etc. Les PG ont la « défroque des malchanceux », pas l' « étoffe des héros » ⁵⁷⁷ : une image dépréciée

- grâce aux autorités allemandes, le Centre national des prisonniers de guerre (CNPNG) publie des listes de prisonniers, l'information des épouses n'étant exhaustive qu'à la fin de l'année 1940

- équivoque fondamental : les PG ne sont libérables qu'à la paix, mais mythe d'un retour imminent

- les autorités interviennent, sur dénonciation le + souvent ⁵⁷⁸, cf. le film de Clouzot, *Le Corbeau*, la répression s'accroissant nettement à partir de 1941, mais évidemment beaucoup d'échappatoires. Un deuxième traumatisme, après la séparation, et il s'ajoute aux dures conditions matérielles

- les femmes envoient des colis, écrivent (sur des « cartes de correspondance »), tout cela étant strictement réglementé

- Vichy maintient intégralement le salaire des fonctionnaires à leurs épouses ; « délégation de solde » (>>> 75 %) pour les femmes d'officiers (active et réserve), sous-officiers

⁵⁷⁵ Je cite mes parents...

⁵⁷⁶ « Claveau, le chanteur enchanteur, susurre d'une voix douce et tendre que chaque auditrice croit reconnaître comme l'appel d'un ami présent et lointain à la fois. [...] La popularité des chanteurs de charme égale et dépasse même celle des vedettes de cinéma. Ils sont les porte-parole d'une utopie refuge où les élans du cœur ont plus d'importance que les mouvements de troupes, où la plénitude des sentiments console des ventres creux. » (P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 563)

⁵⁷⁷ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 413.

⁵⁷⁸ Le dénonciateur, ou plutôt la dénonciatrice, au fond se substitue au mari absent.

(seulement active), mais situation très précaire pour les femmes de soldats >>> des secours pragmatiques, insuffisants, puis 20 juillet 1942 : « délégation familiale », vite insuffisante - peu travaillaient avant la guerre >>> problèmes matériels et poids des tabous, à tous égards. **Vichy est bien obligé d'« autoriser » les femmes à travailler**, et même de leur donner une priorité à l'embauche, en juillet 1941, au moins dans les emplois à temps partiel, créés à cet effet

- ~~beaucoup vont habiter avec leurs parents ou beaux-parents, envoient les enfants chez les grands-parents~~ >>> problème des rapports avec les beaux-parents, surtout la belle-mère : courrier lu, dénonciations au fils, etc.

- ~~certaines femmes de PG vont travailler en Allemagne~~ (salaires meilleurs, espoir de rencontrer le mari, etc.)

- ~~choc des photos reçues~~ (prisonnier amaigri, etc.)

- « le projet étatique d'ordre moral est pris à revers par la déstabilisation d'une partie de la population féminine soustraite au contrôle du mari absent et sujette à toutes sortes de sollicitations extérieures. Un lancinant sentiment de culpabilité en découle [...] » ⁵⁷⁹

- des discours officiels lénifiants sur la situation dans les camps

- un roman populaire, très conventionnel, paraît en 1943, celui de Sylvain Roche, *La guerre des captives* : des thèmes bien-pensants classiques, mais aussi l'amitié entre femmes de PG ; surtout Pétain et les Allemands sont absents ! ⁵⁸⁰

- beaucoup de mythes et de fantasmes, mais des Allemands sont intervenus pour protéger de la vindicte populaire leurs petites amies, femmes de PG

- des ~~associations de femmes de prisonniers de guerre~~ : voir plus haut + des réunions récréatives, des petites formations

- le ~~cas des prisonniers de guerre ayant « fréquenté » des Allemandes~~ :

* soulevé juste avant la Seconde Guerre mondiale, à l'avance en quelque sorte, par le grand film de Jean Renoir, *La Grande Illusion* (fermière veuve jouée par Dita Parlo ⁵⁸¹)

* semble avoir été pratiqué à grande échelle, surtout à la campagne (beaucoup plus difficile dans les commandos d'usine)

* source de fierté pour les PG, sentiment de revanche, etc.

* prévu par la justice nazie >>> nombreuses condamnations mais jamais à la mort pour des Français (X Russes ou Polonais)

- l'homosexualité dans les camps, forme de sexualité d'attente, est, évidemment, très mal connue

⁵⁷⁹ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 409.

⁵⁸⁰ G.Dermenjian & S.Fishman, "La Guerre des captives et les Associations de femmes de prisonniers en France (1941-1945)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1996, pp. 98-108

⁵⁸¹ De son vrai nom Gerda Kronstadt. Sa participation au film avait soulevé un tollé.

c.) Répression et déportation

- Allemands déportent les **femmes en All. avant de les exécuter (≠ hommes)**
- 10 000 Françaises déportées à Ravensbrück (2 000 survivantes)
- extermination à Auschwitz
- **l'élimination des mères en puissance** a été une des caractéristiques du génocide
- femmes (et enfants) arrivent en masse à Drancy juillet 1942>>>
- l'idée d'épargner les femmes n'effleure pas les cerveaux organisateurs de la déportation et des camps de la mort
- Dès 1946, l'Association des déportées et Internées de la Résistance publie des témoignages
- Marie-Claude Vaillant-Couturier, qui a témoigné au procès de Nuremberg, publie un livre (faible écho)
- revue féminine Femmes françaises, d'obédience communiste, est la seule à dénoncer la collaboration de l'État français dans la « chasse aux juifs » et les « massacre des enfants juifs donnés aux Allemands »

d) Ajoutons sur le sexe (grâce à P. Buisson)...

- les cabarets, les music-halls, Paris, lieu de détente, pour les soldats allemands
- atmosphère spéciale avec le couvre-feu, l'usage généralisé du métro, le *black-out*, le froid extérieur et intérieur, les bombardements, « l'aimoir des salles obscures »⁵⁸², pas seulement pour les hétérosexuels adultes, mais aussi pour les pédophiles comme Henry de Montherlant et Roger Peyrefitte, dont la correspondance fourmille d'indications (et les archives de commissariats sont fournies)
- le nu est à l'honneur, ce qui fait maugréer... la presse collaborationniste
- les Français « à l'honneur » :
 - Jean Luchaire, ancien du parti radical, ami d'Otto Abetz, amant de la peu scrupuleuse Yvette Lebon, dont l'« insécurité morale » (P. Buisson) est bien visible dans le DVD prêté >>> des « noces crapuleuses » (*id.*)
 - les « orgies de la rue Lauriston » (la *Gestapo française*), autour de Lafont
- les « petites soirées entre Européens distingués »⁵⁸³ :
 - « De la collaboration mondaine à la collaboration sentimentale, la transition se révèle d'autant plus facile qu'on affecte aisément, de part et d'autre, une même volonté d'oublier la guerre [...]. Comédiennes, vedettes de l'écran, créatrices de mode, égéries du monde des lettres : pour ces femmes qui se montrent particulièrement sensibles à la séduction de l'ennemi, quelle est donc la part du jeu ? De la vanité ? De l'inconscience ? [...]

⁵⁸² P. Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 650

⁵⁸³ *Idem*, tome II, pp. 13 & suiv.

L'accommodement avec l'ennemi passe par des étapes successives. La première consiste à apprendre la langue du conquérant. » (ce que font beaucoup de lycéennes...)

- Ernst **Jünger** est « la coqueluche des salons parisiens »

- Marie-Laure de Noailles, « un quart juive », **amoureuse d'un officier allemand, Coco Chanel**, amants allemands des actrices de cinéma, Martine Carol, Suzy Solidor ⁵⁸⁴, Mireille Balin, Danielle Darrieux, etc. Cas emblématique de Léonie Bathiat, *alias Arletty*, fille du peuple, star du cinéma français, amante ostensible dans son magnifique appartement, puis à Nice pour le tournage des *Enfants du Paradis*, **bravache jusqu'au bout**

- les hommes : Fernand Gravey

□ **« l'ultime âge d'or des maisons closes »** ⁵⁸⁵ :

- grâce au désir allemand et à la législation de Vichy (voir plus loin) : création de nouvelles maisons, séparation immédiate et absolue entre les maisons réservées aux soldats allemands et les autres, sf pour les maisons « huppées »

- dans le premier type, trois examens cliniques par semaine, installations sanitaires **modernes, un infirmier attend les soldats à l'entrée**, les inspecte, leur remet un préservatif, **leur prend leur plaque d'identité, les soldats sont désinfectés à la sortie, etc.**

- **des demandes allemandes de fermeture d'établissements**

- **mais les Allemands sont contraints de faire la part du feu...**

- les maisons et les « filles » sont très contentes du système : grand nombre des clients, clients ayant l'argent facile, etc., mais les patron(ne)s deviennent de simples employés des Allemands, dépendant étroitement d'eux, des cas de rixes, diminution de la clientèle allemande avec le transfert à l'Est d'unités (mais création de maisons pour la construction du mur de l'Atlantique)

- **les maisons prennent beaucoup de valeur, ce que sanctionne l'administration (qui fixe la valeur officielle)**, beaucoup de dessous-de-table, débauche de luxe, des règlements de compte, de liens avec le marché noir, la délinquance en général, Lafont (*Gestapo française*), etc.

- des « homes », des « **foyers d'artistes** », cf. Édith Piaf, qui accueille Michel Simon et Jean Cocteau, cf. aussi Raimu, Georges Simenon, Ginette Leclerc, Henri Béraud

- des « bordeliers » **avisés ménagent l'avenir en accueillant des juifs ou des résistants (ex. : Emmanuel d'Astier de la Vigerie)**

- dans la réalité, de nombreux soldats allemands utilisent les « services » de « clandestines » >>> organisations de camps sanitaires, le + imp. étant celui de Jargeau (Loiret)

⁵⁸⁴ « grande prêtresse des amours saphiques », d'après P. Buisson, 1940-1945. *Années érotiques*, tome II, p. 289. Qui ajoute à l'apage suivante que c'est elle qui a créé la version française de *Lili Marleen*.

⁵⁸⁵ P. Buisson, 1940-1945. *Années érotiques*, tome II, pp. 172 & suiv.

3°) Vichy et la collaboration : caractères généraux ⁵⁸⁶

□ « divine surprise », Vichy retrouve l'aspiration à la régénération de la Première Guerre Mondiale. La défaite est due à une débandade à une dévirilisation de la France

□ avènement des tendances les plus conservatrices, familialistes, pronatalistes, antipornographiques, etc. >>> un « vertuisme » de Vichy ⁵⁸⁷, contre « l'esprit de jouissance », un « dolorisme exalté » ⁵⁸⁸

□ « Travail, famille, patrie » (repris de De La Rocque), mais au-delà :

- féminisme est un des responsables de la défaite (« esprit de jouissance », les femmes ont été « dénaturées », etc.)

- La République aurait émasculé les hommes, les rendant passifs, lâches et pacifistes.

L'apologie de la virilité à la française s'inspire davantage du traditionalisme catholique que du virilisme nazi : elle réaffirme surtout les fonctions masculines dans les rôles du *pater familias* et du travailleur

- une exaltation de la famille, un désir de natalité accrue, une répression de l'avortement, tout cela dans le droit fil de la IIIe République, mais une « tentative de nationalisation du corps féminin » : la maternité est un devoir civique ⁵⁸⁹, ce que martèlent de très nombreuses émissions de radio

□ instrumentalisation de la religion

□ évolution de Jeanne d'Arc :

- vogue de 1940 : une Jeanne d'Arc "Révolution nationale" :

solide fille de la France rurale, évidemment anglophobe (cf. util. après grands bombardements anglo-US)

- mais aussi une Jeanne de la Résistance (même communiste !)

- après 1945 : cinéma (pas seulement français), extrême-droite (cf. FN)

□ le rôle des médecins :

- institution de l'examen médical pré-nuptial

- fondation 1941 de l'Ordre des Médecins, qui participe à la répression de l'avortement (voir plus haut)

□ lutte contre l'alcool :

- interdiction de la fabrication et de la vente des boissons apéritives titrant 16° d'alcool et plus

- la consommation des boissons alcoolisées n'est plus autorisée dans les lieux publics que trois jours par semaine

⁵⁸⁶ Outre les ouvrages bien connus et/ou déjà cités : J.-Y. Le Naour, *On a volé le Maréchal !*, Larousse, 2009, 207 p.

⁵⁸⁷ P. Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 200

⁵⁸⁸ *Idem*, p. 202

⁵⁸⁹ *Idem*, p. 485

- augmentation de la fiscalité

□ aspects sexuels très nets dans discours de Vichy :

- un métalangage où la jouissance, la virilité, la soumission, sont omniprésents. Vichy est à la fois pudibond et imprégné de sexe

- mais il **s'adresse aux deux sexes** dans son prurit de mobilisation en vue de la Révolution nationale, tout en prônant le rétablissement des hommes et des femmes dans leurs fonctions « naturelles »

- le psychanalyste Gérard Miller a écrit *Les pousse-au-jour du maréchal Pétain*, Seuil, 1975, réédition, Biblio-Essais, 1988

- une « apologie à jet continu de la virilité » ⁵⁹⁰ : un ordre viril officiel, contre les valeurs

féminines de paix, de douceur et de plaisir de l'entre-deux-guerres, un « virilisme » qui inspire le ton déclamatoire et martial des orateurs et speakers de la radio, qui sous-tend les mouvements de jeunesse, qui se nourrit de figures historiques comme Vercingétorix, Bayard, **Jeanne d'Arc**

- les collaborationnistes sont en première ligne dans le domaine de la reconquête de la virilité masculine, accusant volontiers Vichy d'être « féminin » ou homosexuel >>> ton des proclamations, uniformes, LVF, PPF, MSR de Deloncle

- problème fondamental : **le mâle, c'est l'Allemand, l'occupant ; l'esthétique nazie est un « nid à fantasmes »** ⁵⁹¹, ce que toute une littérature française célèbre depuis 1937 (Alphonse de Châteaubriant, *La Gerbe des forces*, **livre publié au retour d'un voyage en Allemagne**). Un idéal et une réalité (?) de camaraderie entre hommes ⁵⁹², de vitalité, un culte du corps

masculin, photographié et filmé abondamment nu en 1940 (voir plus haut). Le choix de la collaboration est « **fondé sur une attirance secrète ou avouée pour l'éros mâle de l'occupant**, ses symboles et ses rites », qui écrasent la démocratie française dégénérée ⁵⁹³. La grande

exposition des sculptures d'Arno Breker à Paris en 1942 est tout à fait typique, jusque dans l'ironie de Sacha Guitry ⁵⁹⁴. Des thèmes qu'on trouve tous dans cette longue

déclaration d'amour au nazisme et aux nazis qu'est *Pompes funèbres*, manuscrit de Jean Genet qui ne sera publié qu'en 1947

- stéréotype de la mère au foyer. L'identité féminine souhaitée par Vichy se confond avec la maternité (refaire la France = procréer, enfanter)

⁵⁹⁰ *Idem*, p. 293

⁵⁹¹ *Idem*, p. 338.

⁵⁹² Prolongeant celle de la khâgne de LLG pour Brasillach.

⁵⁹³ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., pp. 359-363.

⁵⁹⁴ évoquant les attributs virils des statues, il dit : « Heureusement qu'ils ne sont pas en érection, on ne pourrait plus circuler »...

- institution de la Journée des Mères en 1926, devient la Fête des Mères en 1943. Une véritable liturgie étatique visant à restaurer la maternité comme seule identité féminine capable de concilier bonheur personnel et utilité sociale.

□ il faut réduquer les femmes :

- dans sens de la rédemption (et l'Église multiplie les pèlerinages du culte marial)

- les femmes sont « nationalisées » comme pendant la Première Guerre mondiale (voir plus haut), « une tentative de nationalisation du corps féminin » ⁵⁹⁵

- exclusion des juives, des étrangères, des célibataires, des homosexuelles, des femmes libres dans leur vie privée et des militantes de gauche

- valorisation des « bonnes Françaises »

- un large assentiment, qui démontre la fragilité des acquis du 1^{er} XIX^e siècle

- une école de cadres pour les filles, à Écully

- **lutte contre l' « hominisme »**, comportement de femmes copiant la sexualité stérile et hédoniste des hommes célibataires, profitant de leur liberté, *cf.* les femmes de PG ⁵⁹⁶

- mais dans la pratique : défilés d' « élégantes » à Vichy, rôle des mondaines et demi-mondaines, **l'amour est un dérivatif à Vichy**, des « événements très parisiens » à Vichy, **comme le mariage de l'actrice Danielle Darrieux avec l'ambassadeur de la Rép. dominicaine**, une sexualité vénale qui déborde de partout

□ la natalité :

- elle reprend à partir de 1942, malgré le déficit de la population masculine, les classes **creuses**, **l'emploi féminin** (voir plus loin), etc.

- un effort financier en faveur des familles

□ le travail féminin :

- pour lutter contre chômage :

* **Vichy interdit dès 1940 l'embauche des femmes mariées dans services de l'État et autres administrations semi-publiques**

* **mise à la retraite d'office des femmes > 50 ans**

* tentative de faire interdire le travail des femmes mariées dans secteur privé

- mais :

* licenciements sont rares

* **main-d'œuvre qualifiée manque dès 1941**

* création du STO ⇒ gros besoin de main-d'œuvre

* de plus : en février 1944, toutes les femmes âgées de 18 à 45 ans sont déclarées **susceptibles d'être requises pour le STO** !

* 43 000 Françaises travaillent en Allemagne en 1944

⁵⁹⁵ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., pp. 480 & suiv.

⁵⁹⁶ Le néologisme apparaît en 1941, d'après P.Buisson, *op. cit.*, p. 759.

- * ⇒ Les besoins allemands en main-d'œuvre et la politique de collaboration annulent le discours de la Révolution nationale sur la femme au foyer ; les réalités de la guerre contredisent l'idéal d'un « éternel féminin » exclusivement tourné vers la sphère domestique
- 1941 : l'allocation de salaire unique se substitue à l'allocation de la mère au foyer (même objectif)
 - Continuité d'une politique familiale qui est aussi une politique de l'emploi des femmes. Cette politique s'inscrit dans une temporalité plus longue qui court de la fin de la III^e République au début de la Ve République et révèle un large consensus politique sur la place de la mère au foyer
 - mais, au total, l'emploi féminin s'accroît
- la famille : voir la base + :
- très nombreuses institutions officielles et associations
 - Fondation française pour l'étude des problèmes humains d'Alexis Carrel (dont il est le « régent »)⁵⁹⁷. Un temps membre du PPF, Alexis Carrel n'a jamais caché son admiration pour les hommes d'État à poigne, au premier rang desquels il range Mussolini ; le programme eugéniste du national-socialisme allemand suscite son vif intérêt. Une « économie corporelle » au nom de la « régénération nationale »
 - une énorme masse de lois et décrets
 - loi « relative au travail féminin » (11 octobre 1940) : interdiction de l'embauche des femmes dans la fonction publique si mariées, interdiction du travail pour les mères de trois enfants et plus, si le mari travaille. Mais en fait Vichy n'a pas réussi à faire reculer le taux d'activité féminine
 - loi du 2 avril 1941 interdit le divorce avant trois ans de mariage. Et la procédure devient extrêmement lourde, sauf si un des époux est juif. Nombre de divorces baisse radicalement, mais forte « reprise » à la Libération. Et Vichy n'est pas allé jusqu'à proclamer l'indissolubilité du mariage, comme l'Italie mussolinienne
 - loi du 2 septembre 1941 renforce les mesures répressives contre les infanticides
 - la loi du 23 décembre 1942 réprime l'adultère des femmes de prisonniers, qui est une infidélité particulière ; ceci reprend une idée étatique remontant à la Première Guerre mondiale. **Au nom d'une idée de protection par l'État, au nom des sacro-saintes valeurs familiales.** Mais en pratique cette loi « ne fera l'objet que d'une application sporadique et tardive, caractérisée par des sanctions très en deçà de la volonté gouvernementale »⁵⁹⁸ : 4 000 dossiers au total, peut-être, avec relaxe ou simple amende dans le tiers des cas ! >>> un nouveau mythe, chez les PG, celui de Vichy ayant trahi les maris, alors que la loi sur le divorce est appliquée avec un peu plus de sévérité.

⁵⁹⁷ A.Drouard, *Une inconnue des sciences sociales. La fondation Alexis Carrel. 1941-1945*, Éditions de la MSH, diff. CID, 1992, 560 p.

⁵⁹⁸ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 473

- par souci nataliste et hostilité à l'avortement, Vichy facilite la légitimation des enfants adultérins (loi du 14 septembre 1941). La loi vichyste ébranle en profondeur la sacro-sainte institution familiale : aux termes du nouveau dispositif, un homme a désormais la **possibilité de reconnaître, dans tous les cas, un enfant naturel issu d'une seconde union** et ce droit est également étendu aux femmes. Cette fois, le ministre d'État à la Justice Joseph Barthélémy a dû batailler ferme, affronter la dissidence ouverte du « parti cléricale », avant de faire adopter le texte au conseil des ministres
- à noter que le cinéma s'empare du thème de l'enfant illégitime, et dès *La Fille du puisatier* de Marcel Pagnol. Il y a d'ailleurs augmentation, en termes relatifs mais aussi absolus, des naissances illégitimes, surtout dans la zone occupée (soldats allemands...)
- la loi de juillet 1942 crée le **délit d'abandon de famille**, mais on peut dire qu'au total les **natalistes l'emportent sur les familialistes** : une obsession populationniste, dans le droit fil des repopulateurs de la IIIe République, ce qui pousse à absoudre quelque peu les conduites immorales
 - les mariages : l'âge des JF est nettement plus bas qu'avant-guerre
 - les ultras de la collaboration parisienne sont les premiers à s'insurger contre cette atmosphère d'ordre moral

4°) Vichy et la collaboration : les Chantiers de (la) Jeunesse

- **ils s'inscrivent dans une politique du corps et une autre de la jeunesse** :
 - régénération morale, après la IIIe et la défaite de 1940, semblable à celle de 1870
 - le sport peut restaurer la robustesse et la force de l'homme, comme en Allemagne
 - contre la « France de l'apéro », c'est à Jean Borotra que le nouveau régime décide de **faire appel pour l'initiateur du sport de masse** en le nommant le 13 juillet 1940 commissaire général aux sports, rattaché au ministère de la Famille et de la Jeunesse, puis le 15 octobre commissaire général à l'éducation nationale et sportive, rattaché au ministère de l'Instruction publique :
 - * **prestige de l'ancien tennisman**, « mousquetaire » en coupe Davis (1927-1932)
 - * il incarne a priori plutôt une vision élitiste du sport
 - * une « charte » (décembre 1940) dans le droit fil de la politique de Léo Lagrange, auquel Borotra rendra un vibrant hommage en octobre 1941
 - * **une politique de sport de masse, avec un programme d'équipements**
 - * une Éducation générale et sportive (ÉGS), visant à introduire le corps au centre du **dispositif scolaire, dans contexte d'une révolution pédagogique, choisissant la méthode de l'hébertisme**, i.e. le retour à la nature >>> cousinant avec la ruralité vichyste et le scoutisme, ce dernier largement **récupéré par Vichy à titre de garde d'honneur du Maréchal lors de ses déplacements, exaltation du torse nu, d'une France en short**
 - * émancipation du sport féminin (par Marie-Thérèse Eyquem, venue du catholicisme social)

- mais Borotra se heurte à une vaste coalition : les conservateurs, l'Église (violemment), les parents, les professeurs des matières classiques >>> en octobre 1941 l'ÉGS est réduite à trois heures par semaine pour les garçons, deux pour les filles

□ création, 6 sept. 1940, d'un Secrétariat général à la Jeunesse, rattaché à l'Instruction publique :

- volonté de créer un nouveau type de « jeunes de France »

- SG : Georges Lamirand, chrétien fervent, disciple de Lyautey, ingénieur de Louis Renault

- G.L. et son équipe sont là pour donner des gages à l'Église

- arrivée d'Abel Bonnard au ministère renforce, au contraire, le poids des laïcs

□ une volonté d'instrumentaliser les Auberges de Jeunesse : plus de mixité, notamment

□ en exaltant la jeunesse, vieille tradition française (Lyautey, etc.), force du renouveau (les Chantiers de la jeunesse et les Compagnons de France (30 000 membres seulement,

fondés 28 juillet 1940) fondent le creuset de la régénérescence nationale), Vichy célèbre

une jeunesse essentiellement masculine. Elle est mieux protégée par la loi de 1942 sur

l'« excitation à la débauche ». Fiche de lecture d'Olivier Faron, *Les chantiers de jeunesse*.

Avoir vingt ans sous Pétain, Grasset, 2011, 373 p., par Éléonore Cailloux : voir le document

polycopié. Cette fiche de lecture, je la complète, surtout grâce à la thèse de Christophe Pécot ⁵⁹⁹ et son article récent, « Pour une autre histoire des Chantiers de la Jeunesse

(1940-1944) », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, pp. 97-107 :

- créés dès l'été 1940, en réaction à la débâcle ; institution officielle au début de 1941 (loi du 18 janvier), pour remplacer le service militaire : fonctionnement, uniquement en zone non occupée, jusqu'en 1944

- plus de 400 000 Français, nés entre 1920 et 1924 ; un stage de 8 mois, durée que certains dépassent

- installation dans des montagnes reculées ⁶⁰⁰ ou en pleine forêt (avec une déforestation assez sauvage...), loin des villes aux effets pernicioeux ; influence de l'hébertisme ; mais nombreux chapardages dans les campagnes

- commissaire général, le général Paul Marie Joseph de La Porte du Theil, né à Mende en 1884, catholique fervent, commissaire scout, traditionaliste, membre du tribunal militaire qui a condamné à mort de Gaulle en août 1940

- à ses côtés, beaucoup de militaires (ex. : capitaine Pierre Dunoyer de Segonzac) et de Polytechniciens

⁵⁹⁹ *Les Chantiers de la Jeunesse et la revitalisation physique et morale de la jeunesse française (1940-1944)*, L'Harmattan, 2007. On trouve les deux appellations.

⁶⁰⁰ Il y a trois appendices des Chantiers : Jeunesse et Montagne (par lequel passent les alpinistes Gaston Rébuffat, Lionel Terray et d'autres, qui en gardent un souvenir très mitigé), les Chantiers de la Marine et l'Association des Amis des Chantiers.

- les Chantiers dépendent du min. de l'Éducation nationale
- ~~pétainisme maréchalisme. ce qui est « pro-allemand » est pourchassé. les communistes aussi farouchement. les Alsaciens-Lorrains sont protégés.~~ : il s'agit d'incarner la France de Pétain, de défendre la Rév. nat., de « refaire la France », avec une coloration germanophobe
- la loi du 18 janvier 1941 insère les Chantiers dans la Révolution nationale, avec un budget, important, une relative déconcentration du fonctionnement
- les Chantiers sont antisémites, interdisant le stage à tous les juifs à partir du 23 juillet 1942
- insignes, fêtes spécifiques, horaires, travail, etc. éloignent petit à petit les Chantiers du scoutisme
- soutien de la LVF et de la Légion tricolore, mais très peu d'engagements ; de nombreuses dénonciations (à la gendarmerie) de réfractaires au STO, de résistants >>> à partir du printemps 1943, multiplication des attaques et des pillages des camps des Chantiers par les maquis
- des aumôniers, des infirmières, les seules femmes >>> les collaborationnistes accusent de « pédérastie » **les Chantiers, surtout après l'arrivée de Bonnard au ministère de l'Instruction publique**
- une lutte au sein des Chantiers contre l'insoumission (chasse aux réfractaires, dénonciation des dissidents, quelques chefs s'engagent dans la Milice), mais les Chantiers **d'Algérie** basculent, grâce à leur Commissaire régional, Adolphe Van Hecke, membre du « groupe des Cinq », vers la résistance avec le débarquement de nov. 1942 : **formation d'un régiment, qui ira jusqu'en Allemagne. Conséquences** : scission du mouvement, les Chantiers **passent sous l'autorité directe du chef du gouvernement en mars 1943**
- à partir de cette date :
 - * pressions accrues de l'occupant : réservoir de main-d'œuvre, pour le STO (que La Porte approuve) notamment, etc. >>>
 - * de nombreuses manifestations d'opposition, de parents notamment
 - * une branche outre-Rhin à compter de 1943
 - * mais de nombreux « chefs » organisent une résistance perlée, des passages nombreux à la résistance en maquis
 - * toutefois il ne peut empêcher la formation de camps de travail forcé en France, contrôlés par les Français ou, surtout, les Allemands (fabrication d'armes, de munitions, de poudre,
- La Porte est arrêté par les Allemands le 4 janvier 1944 et interné au Tyrol
- les Chantiers passent au service exclusif de l'occupant au début de l'année 1944 : des passages massifs à la Résistance, en conséquence
- dissolution par le GPFE le 5 juillet 1944, une commission d'épuration
- mais les Chantiers continuent en Allemagne

- La Porte est jugé à la Libération >>> non-lieu, puis totale réhabilitation en 1947 ; 879 autres **dossiers d'épuration**

- « une des vitrines les plus séduisantes de Vichy » (Olivier Guichard, ministre du général de Gaulle) ? **Beaucoup d'autres jugements**, favorables ou nuancés :

* pas un embrigadement, comme dans les Compagnons de France (uniforme, salut, etc.), mais pas non plus une forme de résistance

* **mais légende d'une** « préparation » de la Résistance

* **l'important, comme** dans beaucoup de domaines, est de préciser de quelle période, de quels Chantiers, l'on parle...

* **et, de toutes façons, les Chantiers ont été une organisation d'État qui, tout au long de ces quatre années, a servi le plus loyalement possible la politique de Vichy**

5°) Vichy et la collaboration : encore d'autres aspects de gender history

a) Le personnage de Pétain

□ « L'austère contempteur de l'esprit de jouissance et du plaisir roi traîne derrière lui une solide réputation de gaillardise acquise depuis le début du siècle et entretenue par une vie amoureuse qui n'inclina ni à la stabilité ni à la sérénité. » ⁶⁰¹

□ un très grand nombre de maîtresses, y compris en pleine Première Guerre mondiale, avec une correspondance impudique, y compris en pleine Première Guerre mondiale

□ il se marie finalement en 1920, civilement et dans la plus stricte intimité ; mais « la Maréchale » **est tenue soigneusement à l'écart de la vie publique de Pétain. Un simulacre de mariage religieux à Vichy, sans la présence de Pétain !**

□ **drague les dactylos de l'Hôtel du Parc, etc.**

□ **à sa table, à Vichy, beaucoup de belles femmes d'ambassadeurs, avec une conversation générale érotique**

□ les Français semblent avoir été au courant ! **la Résistance dénonce l'indignité !**

□ exaltation officielle de sa jeunesse apparente, soins cosmétiques dispensés grâce au Dr Ménétrel (contrat avec Elizabeth Arden !), photographies triées, retouchées, avec un raz-de-marée iconographique

□ exaltation officielle de sa virilité : chêne Pétain de la forêt de Tronçais, le Maréchal est « droit comme un chêne », la Rév. nat. est dressée contre la IIIe République, féminisée, **invertie, contre la France libre, qui réagit d'ailleurs**

□ les voyages de Pétain sont un « donné à voir » de son corps, les actualités cinématographiques insistant sur la féminité de la foule : Pétain est le vieux mâle, les jeunes ayant failli en juin 1940. Les femmes qui acclament Pétain, fondent en larmes, en pâmoison, **en syncope, mais de moins en moins avec le temps...**

⁶⁰¹ P. Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 154.

□ Patrick Buisson ajoute l'image phallique, d'après lui, de la canne de Pétain...

□ d'autres personnages troubles à Vichy :

- deux bâtards dans le premier gouvernement : Paul Baudouin, min. des AÉ, Maxime Weygand, min. de la Défense

- le 1^{er} ministre de la Famille, Jean Ybarnegaray, avait refusé de reconnaître la paternité d'un enfant conçu hors des liens du mariage

- le 1^{er} secrétaire général adjoint à l'Information, Jean-Louis Tixier-Vignancour, mène grande vie avec sa femme, Janine Auriol, réceptions arrosées, scandales dans les couloirs ⁶⁰²

b) Homosexualité et dérive du scoutisme.

□ homophobie officielle :

- un discours implicite voire explicite : l'homosexualité est la marque de fabrique de la III^e République de l'entre-deux-guerres (très tolérante vis-à-vis de l'homosexualité, à la diff. de l'Allemagne, depuis 1871 ⁶⁰³) et a conduit la France à l'abîme, les « mauvais maîtres » et le « mal intellectualiste », une « certaine littérature » sont voués aux gémonies

- particulièrement visés :

* André Gide, « semeur d'ivraie », victime d'autant plus facile que Gide, retiré à Nice puis Tunis, tient des propos bizarres

* Jean Cocteau, d'autant qu'il publie dans un hebdomadaire collaborationniste, *La Gerbe*, une « Adresse aux jeunes écrivains » provocatrice le 5 décembre 1940, un « Salut à Breker » le 23 mai 1942 ⁶⁰⁴, et qu'il bénéficie constamment de protections allemandes. Ses apparitions publiques sont, quand il n'y a pas d'Allemands, l'objet de petites manifestations (procès de Jean Genet, en juillet 1943, au métro Concorde, en août 1943)

- la loi (mais seulement 6 août 1942) punit plus sévèrement (en élevant l'âge de la majorité sexuelle à 21 ans) les actes sexuels avec des mineur(e)s

- cause : **homosexualité met en péril l'espèce humaine !** >>>> Pour la première fois depuis la Révolution française est réintroduite la notion d' « actes contre nature ». L'innovation est de taille mais n'institue pas pour autant un délit spécifique d'homosexualité sur le modèle de la législation anglaise ou allemande.

- un climat de délation

- mais :

* les théoriciens de la Révolution nationale se gardent de faire des homosexuels des boucs émissaires au même titre que les juifs ou les francs-maçons.

* aucune « chasse » aux homosexuels, ceux qui sont punis le sont pour des motifs annexes : c'est remarquable, par comparaison avec la situation allemande, et même anglaise

⁶⁰² Il est finalement relevé de ses fonctions le 21 janvier 1941.

⁶⁰³ Alors que l'opinion populaire française est que l'homosexualité est un « vice allemand »

⁶⁰⁴ Arno Breker (1900-1991) est le sculpteur officiel du III^e Reich

* Cocteau, avec son habituel sens de la provocation, parle de « bacchanale homosexuelle » à Paris pendant l'Occupation. Ce qui est sûr : « La vie homosexuelle parisienne, malgré le couvre-feu et les restrictions de tous genres, est soumise à la même agitation frénétique que les lieux de plaisir plus classiques. »⁶⁰⁵ Prostitution masculine ; établissements de bains et piscines qui servent de lieux de rencontre ; drague sauvage à proximité des vespasiennes. L'homosexualité féminine est elle aussi développée, mais elle n'est pas réprimée, tradition française.

* en lien avec cela, délinquance juvénile très forte, pédophilie très importante (Montherlant et Roger Peyrefitte s'en donnent à cœur joie), avec lieux favoris, Luna Park de la Porte Maillot par ex. C'est cela surtout qui offusque Vichy

* officiellement, une iconographie du corps masculin nu, d'images homoérotiques

* vogue de l'uniforme allemand, particulièrement du marin : drague autour des lycées parisiens réquisitionnés par la Kriegsmarine, engagements dans la K., etc. : viol d'un double interdit. Cet aspect antipatriotique permet une revanche sur une société répressive, cf. Jean Genet. Daniel Guérin, militant trotskyste, est attiré lui aussi, d'autant que les trotskystes sont appelés à fraterniser avec les Allemands

* l'acteur triomphant = Jean Marais, l'ami de Cocteau, qui bouscule les canons traditionnels de la séduction masculine établis en dernier ressort par Jean Gabin (ressemblance avec les statues de Breker, film *L'Éternel Retour*, 1943, immense succès, surtout auprès des jeunes filles, blondeur nordique artificielle, faiblesse masculine, comme celle des soldats de 40), qui rosse le critique Laubreaux⁶⁰⁶. La Milice manifeste contre lui >>> il se fait protéger par des jeunes femmes

* un autre acteur homosexuel célèbre, icône (il incarne Mermoz à l'écran) et amant d'un officier de la Wehrmacht, Robert Hugues-Lambert, déporté en 1943 à cause de cette liaison

* les jeunes premiers qui font leur apparition à l'écran incarnent des hommes doux et fragiles : Jean Desailly, François Périer, Bernard Blier, Alain Cuny dans *Les Visiteurs du soir*. Alors que les grandes figures de la domination masculine dans les années 30 sont en perte de vitesse : Raimu, Sacha Guitry, Harry Baur⁶⁰⁷, Jules Berry

□ des intellectuels homosexuels sont au premier rang :

- le vieil académicien Abel Hermant, qui autrefois séduisait en slip de bain rose les juniors de la piscine de l'Automobile-Club, chante le nouvel ordre européen

- Maurice Rostand, Henry de Montherlant, Marcel Jouhandeau...

□ des chefs de partis collaborationnistes sont homosexuels :

⁶⁰⁵ P. Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome II, Livre de Poche 32300, 2008, 734 p., p. 280

⁶⁰⁶ Cf. le film de François Truffaut, *Le Dernier Métro*.

⁶⁰⁷ Résistant, arrêté, torturé, déporté.

- Marcel Bucard, le fondateur et chef du Parti franciste (cf. cours GÉS-8) : déclin du parti et du personnage, qui « **n'est plus que la « grande Marcelle »** ⁶⁰⁸

- Eugène Deloncle, fondateur du CSAR (« la Cagoule »), puis en septembre 1940 du Mouvement social révolutionnaire (MSR)

□ un haut fonctionnaire : Jacques Benoist-Méchin, secrétaire général adjoint à la vice-présidence du Conseil (Darlan), germanophile avéré depuis sa rencontre avec Breker en **1928 et amant discret d'un jeune soldat allemand**

□ le ministre de l'Éducation nationale Abel Bonnard (1942-1944) :

- « académicien de choc » (Céline), germanophile

- homosexuel ostensible, « folle » suscitant les railleries de Pétain mais aussi de la Résistance, qui a hésité à le nommer ministre (mais pression allemande, surtout Otto Abetz ⁶⁰⁹)

- une éthique de dandy, de « petit marquis » **plus qu'un défenseur de la « cause »** homosexuelle

- **mais des discours enflammés, le désir d'une « jeunesse unique »** et un protecteur du S.O.L., devenu la Milice en janvier 1943 ; désir constant de ne pas voir les étudiants échapper au STO !

- mais le ridicule du personnage limite sa dangerosité, ou, plus exactement, Bonnard a **suscité plus d'homophobie que d'hostilité politique**, la Résistance assimilant, à cause de son **cas, la collaboration à l'homosexualité** ! Par sa violence contre lui, en ne voyant en lui que le **symbole vivant d'une France qui aurait « perdu sa virilité »**, **la Résistance n'a-t-elle pas fait fausse route ?**

□ de nombreux homosexuels, fichés si possible par la police de Vichy, férue de renseignements sur la vie privée des collaborationnistes, dans la presse collaborationniste

□ une révolution esthétique bouleverse **l'image du scoutisme et des scouts**, à l'instigation de Pierre Loubert :

- chef de patrouille scout et Camelot du Roi dans les années 20

- puis illustrateur de publications scoutes

- surtout saga du prince Éric dans la collection « Signe de piste » (Alsatia éditeur) :

* aventures du jeune prince de Swedenborg (!), **lié d'amitié avec un jeune français, écrites** par Serge Dalens. Aucun personnage féminin

* *Le Bracelet de vermeil*, 1937, *Le Prince Éric*, 1939, *La Tache de vin*, ***La Mort d'Éric***, 1943

* illustrations fascinantes : éphèbes graciles, évoquant le modèle de beauté androgyne prisé **dans les milieux homosexuels allemands, français et anglais dans l'entre-deux-guerres**, ainsi

⁶⁰⁸ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome I, Livre de Poche 32299, 2008, 796 p., p. 393

⁶⁰⁹ Ce qui lui vaut le surnom d'*Abetz Bonnard*.

que l'idéal de l'amitié de *public school*, entre des adolescents dessinés de façon asexuée ou trouble

* une esthétique qui devient carrément nazie dans *La Mort d'Éric*, un noir romantisme : Éric meurt sous l'uniforme français en juin 1940, le jour de ses 18 ans

* une comparaison plusieurs fois faite dans les romans du « Signe de piste » entre scouts et Jeunesses hitlériennes, où l'homosexualité est répandue, comme dans la SS, sans parler de la SA

- un lectorat large jusque dans les années 60, plus restreint ensuite ⁶¹⁰

□ ~~tous les mouvements de jeunesse masculins pour la plupart attirent un essaim de « curieux »~~, par ex. Montherlant à l'école des cadres de La Chapelle-en-Serval (Oise) et surtout Robert Brasillach, qui est un visateur assidu de tous les centres de « nouvelle chevalerie ». Sont attirés aussi des résistants homosexuels comme Roger Stéphane, très attiré par l'école des cadres d'Uriage ; Charles Trenet, qui a écrit une *Marche des jeunes* très maréchaliste, va rejoindre un jeune Compagnon de France à plusieurs reprises ; Roger Reyrefitte se fait interpeller par la police dès le 13 octobre 1940 parce qu'il est entré dans une pâtisserie de Vichy avec un autre Compagnon, en uniforme ; Maurice Clavel, ravi, dénombre les occasions d'« amitiés particulières », toujours chez les Comp. de France. Une telle atmosphère suscite l'ire de la presse collaborationniste

c) Divers éléments

□ l'avortement :

- le nombre des av. semble exploser à partir de 1941 : un pic dans la courbe de l'époque contemporaine, beaucoup (?) parmi les femmes de PG. Conséquence : beaucoup d'avortements faits par des personnes non habituées, dont des hommes, d'autant que les prix ont grimpé

- toute une littérature cherche à frapper les esprits en soulignant l'ampleur du mal. Surtout le médecin repopulateur Jean-Édouard Roy, *L'Avortement, fléau national*

- mais difficile de reconnaître officiellement le fléau, ce qui serait reconnaître l'échec de la politique nataliste >>> une législation sur la lancée des lois de 1920 et 1923 et du Code de la Famille >>>

- loi du 14 septembre 1941 limite les possibilités de sursis

- ~~Vichy fait de l'avortement un crime X État (loi du 15 février 1942)~~. Nombre d'affaires jugées augmente (X 8 par rapport à 1938)

- une avorteuse, Marie-Louis Giraud, « l'avorteuse de Cherbourg », est guillotinée en 1943 ⁶¹¹

⁶¹⁰ Cf. Christian Guérin, *L'Utopie Scouts de France*, Fayard, 1997

⁶¹¹ Miranda Pollard, « Vichy et l'avortement : le contrôle du corps et le nouvel ordre moral dans la vie quotidienne », dans Collectif, *La France sous Vichy. Autour de Robert O. Paxton*,

□ le cinéma de Vichy occulte la sexualité, montre beaucoup les prêtres, les bonnes sœurs, les infirmières...

- des personnages féminins positifs, qui prennent en mains leur destin (Jean Grémillon, *Le ciel est à vous*, 1943), affirment leur désir (*idem plus d'autres films*), qui se sacrifient (Jean Stelli, *Le voile bleu*, 1942)

- mythe de l'« homme doux » (Alain Cuny dans *Les visiteurs du soir*, Jean-Louis Barrault dans *Les Enfants du Paradis*)

- dans *Le Corbeau* (H.-G. Clouzot, 1943) qui dénonce l'**avortement, c'est la faute masculine** qui est soulignée

□ la prostitution :

- est envisagée non en termes de morale ou de santé publique mais en termes d'hygiène morale >>>> **les maisons closes permettent d'éviter la visibilité de la prostitution**

- les ligues abolitionnistes et autres associations de vertu, qui avaient gagné du terrain dans les années vingt et mené à un projet de loi Henri Sellier 1936, en sont pour leurs frais !

- tout à fait conforme aux idées et à la vie personnelles de Pétain (voir plus haut)

- **une reconnaissance légale du bordel, défendu par l'Amicale des maîtres d'hôtels meublés de France et des colonies, « une sorte d'exutoire idéal au trop-plein sexuel du temps » :**

* arrêté Peyrouton du 23 décembre (*sic*) 1940 : monopole théorique

* loi du 3 décembre 1941 assimile fiscalement les bordels aux établissements de spectacle, **le produit de l'impôt (de 8 à 18 %) étant reversé aux œuvres de bienfaisance**

* **le 17 avril 1942 les bordels sont rattachés au Comité d'Organisation de l'hôtellerie**

□ les prostituées :

- surveillance accrue de la prostitution pendant guerre, d'autant plus que l'armée allemande surveille aussi (voir plus haut)

- péril vénérien, péril de la « clandestine », surveillée, réprimée par la police. De très nombreuses rafles et le bouclage du Vieux Port de Marseille, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1943, permet un gigantesque coup de filet, contre les trafics, les prostituées et les proxénètes. Mais très nombreux cas de corruption, des cas où des soldats allemands

protègent des prostituées de l'arrestation

- par contre, surveillance molle des établissements suspects, qui d'ailleurs se multiplient ; des réglementations préfectorales >>> des « filles » **migrent d'un département à l'autre**

- du proxénétisme maternel, la mère étant éventuellement prostituée elle-même

- **nostalgie de l'épouse, de la fiancée ?** >>>> mode des colorations en blonde

- la clandestinité est telle que Peyrouton (voir plus haut) envisage même un moment de professionnaliser la prostitution

Complexe, 2004, 321 p., pp. 205-218. Claude Chabrol pour son film de 1988 *Une affaire de femmes* prend beaucoup de libertés avec la vérité : Mme Garaud semble avoir très bien gagné sa vie et maltraité son mari.

- la loi du 2 mars 1943 réprime, pour la première fois en France, le proxénétisme
- un décret du 20 juillet 1943 rend obligatoire la déclaration des maladies vénériennes par les prostituées
- la loi Marthe Richard (13 avril 1946) :
 - * Marthe Betenfeld, ancienne prostituée, ancienne résistante prétend-elle ⁶¹², brièvement (1945-1947) conseillère municipale de Paris (« Union des Mouvements de Résistance »)
 - * Marthe Richard inculpée dans **une affaire d'escroquerie en... février 1947. De nombreuses affaires judiciaires** ensuite
 - * à 57 ans, fait campagne pour soutenir la proposition de loi du député MRP Pierre Dominjon, qui interdit « **toutes les maisons de tolérance sur l'ensemble du territoire national** » (car des préfets avaient ordonné des fermetures)
 - * eu égard au bref poids des femmes en politique, donne son nom à la loi, promulguée le 13 avril 1946
 - * **en 1973 (elle a 84 ans...), elle appuie un vague et éphémère projet de réouverture des maisons de tolérance**, sous le nom de « cliniques sexuelles municipales » et sur le modèle des « Éros centers » néerlandais
- la journée des Mères 1926 devient la Fête des Mères en 1943
- en 1942, l'enseignement ménager familial est rendu obligatoire
- en 1942 est créé une Fédération des Familles françaises
- les femmes dans la collaboration :
 - semble-t-il (Ph.Burrin) 15 % dans la Milice
 - 1/4 adhésions partis collaborationnistes
- les prisonniers de guerre :
 - sont évidemment une arme entre les mains des Allemands
 - Vichy exalte la Relève
 - **leurs femmes ont priorité à l'embauche**
- les collaborationnistes :
 - développent une analyse sexuée de la défaite, provoquée par une France efféminée par la démocratie
 - prônent une régénération nationale rétablissant une virilité perdue
 - ont des modèles guerriers, de « chevalerie nouvelle » : le milicien est assimilé au chevalier
 - mais des femmes adhèrent aux organisations, surtout le RNP (Rassemblement national populaire) et le PPF (Parti populaire français), même dans la Milice
 - **cependant la division Charlemagne n'est composée que d'hommes**
 - mais la cruauté féminine de Violette Morris :
 - * **championne d'haltérophilie avant la guerre devenue agent de la Gestapo**
 - * **homosexuelle qui s'habille en homme et s'est fait couper les seins**

⁶¹² Faux, semble-t-il.

* cruauté sadique

6°) France Libre et Résistance

□ la France libre est confrontée à Londres à un autre modèle culturel : l'armée britannique >>>> incorpore les femmes dans les forces militaires auxiliaires. ⁶¹³

□ le 7 nov. 1940, la France libre crée le Corps des Volontaires françaises, dont l'organisation est aidée par les Britanniques. Fin 1942 : 400 femmes

□ la France libre décline toutes les composantes de la société française dans ses appels à la résistance et ses consignes de sabotage, mais la résistance est clairement présentée comme une attitude masculine : la France combattante est une France virile, la « France debout », la « France dressée », alors que Vichy est une « France asservie », une France à la virilité perdue

□ longtemps les messages de la France libre respectent les assignations traditionnelles dévolues au masculin et au féminin en temps de guerre. Toutefois, à partir de l'été 1941 les appels à la résistance et les consignes de sabotage concernent de temps en temps les femmes, en les intégrant à la taxinomie socio-professionnelle, souvent utilisée par la France libre (cf. le « ouvrier et paysan » du *Chant des partisans*), par ex. Maurice Schumann énonce les « types » féminins devant résister : les directrices d'école, les enseignantes, les assistantes sociales, les visiteuses, les infirmières, les postières, les conductrices, les ménagères (!), etc. Puis les appels à la résistance active s'adressèrent aux « jeunes filles », expression souvent utilisée dans les années 40 et 50. Schumann, le 16 décembre 1943, annonce le prochain suffrage féminin qui mettra à égalité « Arlette et son futur mari » (!).

□ quelques agents féminins furent parachutées, pour faire du renseignement, ou pour instruire le maquis, par ex. sur les explosifs. Brigitte Friang membre d'un réseau du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action, elle dira que le regard des hommes sur les femmes a changé)

□ la thématique de la renaissance française par la restauration des valeurs viriles recouvrées dans la guerre restera prégnante jusqu'à la Libération et au-delà

□ à partir du débarquement en Afrique du Nord :

- appel aux femmes pour la reconstitution d'une armée de masse >>> Corps féminin des Transmissions, avec une campagne spécifique de recrutement (affiches, etc.). Recrutement pour l'essentiel en Afrique du Nord, puis au Levant

- mais les résultats restèrent bien inf. à ceux enregistrés dans l'Europe du Sud-Est : les femmes représentent moins de 2 % de l'armée française fin 1945 (voir plus loin)

⁶¹³ La future reine Elizabeth II, alors fille aînée du roi George VI, passe son brevet d'infirmière et son permis de conduire poids lourd (rappelé, incomplètement, dans le film *The Queen*).

- le 11 janvier 1944 le CFLN décrète un service militaire féminin obligatoire ⁶¹⁴, mais ce décret ne sera jamais appliqué >>> uniquement des volontaires
- le 26 avril 1944 est constituée l'Arme féminine de l'Armée de Terre (AFAT), 4 000 femmes en juin 1944, 14 000 en septembre 1945, pour 800 000 hommes), le 3 juillet les **Formations (ou Forces) féminines de l'Air** (1 300 femmes en juin 1944). Il y a aussi les Services féminins de la Flotte (SFF, obligatoirement à quai, 1 100 femmes)
- les « Rochambelles » débarquent en Normandie en juillet 1944 (chef : Suzanne Massu ⁶¹⁵)
- le discours a été : il faut recruter des femmes parce qu'il n'y a pas assez d'hommes : il faut recruter les femmes comme auxiliaires pour réserver le feu aux hommes.
- à la Libération réapparaissent les deux figures du combattant et du planqué :
- le nombre de FFI explose au cours de l'été 1944, amalgame >>>> 1 300 000 soldats au 8 mai 1945, 800 000 en sept. 1945
- donc, de nombreux engagements, parallèles au phénomène des femmes tondues
- mais des embusqués, ce qui était relativement facile eu égard aux circonstances
- Résistance et les résistantes ⁶¹⁶ :
- figures emblématiques (Berty Albrecht, Danielle Casanova, Lucie Aubrac, Geneviève de Gaulle...), mais danger de la focalisation sur les « grandes figures »...
- « combattantes de l'ombre », dont la résistance exploite les rôles sexués (femmes cantonnées dans les rôles traditionnels) et dont le nombre est très important (mais elles ont très peu fait valoir leurs droits au titre de Combattant volontaire de la Résistance)
- sauvetage des enfants juifs
- journaux féminins
- Berty Albrecht avait fondé avec Henri Frenay le journal et le mouvement *Combat*
- une chef de réseau (Alliance, réseau de renseignement, 3 000 personnes, dont 700 femmes) : Marie-Madeleine Fourcade.
- les femmes engagées pensent leur combat « au féminin », d'autant qu'elles ont été peu nombreuses et cantonnées dans tâches « traditionnelles » (infirmières, dactylos, etc.). Cas emblématiques des manifestations de « ménagères », organisées par les communistes, et des infirmières du maquis

⁶¹⁴ Quelques jours plus tard, André Le Trocquer, Commissaire à la Guerre, déclare : « Les femmes de France sont les égales de l'homme, il leur appartient à ce titre, si elles ont les mêmes droits, d'avoir les mêmes devoirs ». Homme est bien au singulier...

⁶¹⁵ Qui a publié *Quand j'étais Rochambelle*, Grasset, 1969. Cf. aussi la contribution de Rosette Peschaud, « Les femmes au combat. Les Rochambelles », dans *Colloque Les femmes dans la Résistance en France*, Berlin, 2001, Tallandier, 2003, 430 p., pp. 187-201.

⁶¹⁶ Un seul colloque, assez décevant, *Les femmes dans la Résistance en France*, Berlin, 2001, Tallandier, 2003, 430 p.

- Jeanne Bohec, chimiste diplômée, devra faire démonstration de sa qualification et montre d'obstination pour être parachutée en France afin d'instruire les maquis (masculins) dans l'usage des explosifs
- moralisme de la Résistance : Maurice Clavel enlève Sylvia Monfort en pleine Résistance et à un Résistant, au printemps 1944 >>> Claude Bourdet le met à l'index !
- une récente thèse allemande ⁶¹⁷ crée 31 « activités résistantes féminines », parmi lesquelles trois seulement relèvent d'un engagement « militaire » !
- la R. évoque souvent les combattantes de l'Armée rouge et les partisans, mais il y a infiniment moins de femmes dans la Résistance française que chez les Russes, les Grecs et les Yougoslaves
- des femmes allemandes dans la Résist. fr.
- le genre fut souvent utilisé par les clandestins tel un masque ou une couverture, par ex. donner un nom de femme à un homme pour désorienter l'adversaire

7°) Le sexe !

□ Le sexe et la « drôle de guerre » :

- difficile à étudier, sauf...
- l'affaire du bromure : le vin est servi généreusement aux soldats, mais coupé d'eau >>> rumeur que du bromure est introduit dans le vin pour atténuer les ardeurs sexuelles des soldats, une légende tenace puisqu'on la retrouve du temps de la guerre d'Algérie et dans les internats des années 60

□ la Résistance et le sexe :

- puđibonderie >>> une sorte d' « ordre moral » à la Libération, l'OM que Vichy a été finalement incapable d'établir : famille exaltée, natalisme, etc.
- une salubrité publique qui permet de se refaire une virginité patriotique à la Libération, en réprimant, une fois de plus et d'une nouvelle façon, la sexualité des femmes, cf. les femmes tondues
- tout le domaine sexuel ajoute à l'opprobre contre la trahison >>> dans les procès de la Libération (Jean-Hérolď Paquis, Ginette Leclerc, Sacha Guitry, la maîtresse de Doriot, etc.) beaucoup d'accusations annexes, « subsidiaires », d'éléments contextuels, sont sexuels, avec un lien de causalité ! *Idem* dans la justice expéditive, comme pour l'actrice Mireille Balin, rouée de coups et violée par des FFI. Une conséquence : beaucoup de jeunes filles, enrôlées dans des organisations collaborationnistes, se font accuser de turpitudes, alors qu'elles étaient restées d'une virginité totale et « classique », socialement
- poids des rumeurs, des dénonciations, des rancœurs, rôle des maires
- la Libération sanctionne les transgressions de genre, l'hominisme, la modernité (voir plus loin)

⁶¹⁷ Corinna von List, *Résistantes*, trad. fr., Alma, 2012, 376 p.

- les homosexuels en Résistance (Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin ; Roger Worms, *alias* Roger Stéphane, voir plus haut) se sont efforcés de dissimuler leur orientation sexuelle

□ la « collaboration horizontale » : les « femmes à Boches »⁶¹⁸ :

- **défi à l'ordre** patriotique, à l'ordre social, le mâle allemand chassant le mâle français, impécunieux, ou chassant le vide, ce que remarque Irène Némirovsky, réfugiée depuis mai 1940 dans un improbable village du Morvan : « Depuis si longtemps, le bourg était vide **d'hommes que même ceux-là**, les envahisseurs, y paraissaient à leur place. »

- en première ligne les femmes qui travaillent pour les Allemands, dans les bureaux, ou les femmes de ménage, un « état de nécessité »

- puis les commerçantes, les coiffeuses, toutes les professions en contact avec le public, les **familles qui logent un Allemand, d'autant que les premiers contacts ne sont pas mauvais** : la « correction » allemande, le « fringant vainqueur »...

- les archives judiciaires sont pleines de très jeunes filles éprises d'un soldat allemand, mais aussi d'étudiantes studieuses, de bourgeoises guindées, de rombières « sur le retour », etc. : « la sociologie de la collab. horizontale est pour partie la sociologie des besoins sexuels refoulés ou non assouvis en temps de paix. Elle ne saurait, cependant, être réduite à cela. **En fait, dans les premiers mois, aucune catégorie de la population féminine n'échappe à la séduction de l'ennemi.** »

- les raisons : braver l'ordre établi, bouleversé de toutes façons, familial, social ou patriotique, échapper au sort commun, ce contre quoi le populaire réagit vivement, recherche d'un double bénéfique, matériel et moral, revanche sur le mari, qui parfois ferme les yeux, trouver une revanche sur la vie « d'avant », jusqu'à exprimer des sentiments germanophiles, voire pronazis, s'engager dans les services de renseignement allemands, menacer, dénoncer, etc.

- les « embochies » ont le sentiment du droit à l'impunité du sentiment amoureux

- l'armée allemande se méfiait d'emblée ; impossible d'interdire >>> réglementation : interdiction des mariages, sauf avec les femmes « nordiques » (mais beaucoup de difficultés), déplacement fréquent des unités militaires, crainte de la désertion

- tournant de 1943 : changement du visage des Allemands, des Allemands tout court, de la guerre >>> des abandons, mais aussi des protections de soldats allemands

- un net oubli collectif après 1945 de l'amour avec un Allemand, absolument typique pour Arletty, pourtant jugée « dangereuse pour la défense nationale », mais dont la condamnation s'oublie dans le public à cause du succès, immense, des *Enfants du paradis*, jusqu'à Alain Resnais (scénario de Marguerite Duras), *Hiroshima mon amour*, 1959 : amours d'une JF de 17 ans pour un soldat de la Wehrmacht

□ les femmes et les Alliés à la Libération :

⁶¹⁸ P.Buisson, *op. cit.*, les deux tomes, *passim*, avec passion...

- **officiellement il s'agit d'affection, de baisers sur la joue de la part des « demoiselles de Paris », mais en réalité il y a eu beaucoup plus, « l'offrande du corps », « l'abandon sensuel et bientôt fusionnel aux libérateurs », comme dit Patrick Buisson, jamais en retard d'une formule** ⁶¹⁹

- les ~~causes~~ : instinct de survie, échange contre des denrées alimentaires ou des cigarettes fournies **par la corne d'abondance des soldats américains et britanniques, qui sont des alliés**, souvenirs du cinéma américain, les petits manuels distribués aux soldats américains et britanniques, les souvenirs et préjugés transmis par les soldats américains et britanniques de la Première Guerre mondiale à leurs cadets, les frustrations du séjour en Grande-Bretagne pour les (jeunes) soldats américains, la jeep permet des escapades, les bals sont à nouveau autorisés

- et pourtant aurait dû jouer chez les Français(e)s le souvenir du « kidnapping érotique » de la Première Guerre mondiale (voir plus haut)

- en plus, ~~organisation officielle de l'accueil par le French Welcome Committee~~, installé place de la Madeleine (*sic*) : recrute des jeunes bourgeoises, comme Benoîte Groult, qui, **fascinées par les Américains, s'encanaillent, en prenant les devant, sous prétexte de leur « mission »** >>> une véritable « folie collective » (Benoîte Groult), et des « filles à Ricains ». Et, bien sûr, les jeunes Français ne font pas le poids, **d'autant qu'il est de bon ton pour eux de s'engager dans l'armée de Lattre**

- ~~chez les Américains il est de bon ton de faire la chasse aux femmes~~ >>> ils harcèlent **les Françaises, qu'ils ont tendance à toutes considérer comme des prostituées, ils tombent** sur les prostituées dans toute ville libérée, de très nombreux incidents, multiplication des MP (*Military Police(men)*) aux casques blancs et des panneaux *Off Limits*, des rixes, mais aussi manne irrésistible des dollars

- ~~très nombreux viols~~, longtemps enfouis dans la mémoire collective officielle ; ils ressurgiront en nombre en 1994 (50re)

- ~~problème des GI's Afro-Américains~~, comme pendant la Première Guerre mondiale (voir plus haut)

* ils sont à 80 % dans des unités de logistique en 1944-1945, donc plus en contact avec la population française et avec les boissons alcoolisées

* **ils sont bercés par l'idée que la France est un pays antiraciste**

* 1^{er} viol dès le 14 juin 1944, à 4 kms de Sainte-Mère-Église

* 75 % des viols, officiellement, 81 % des condamnations, 86 % des fusillés et pendus

* **déchaînement de racisme dans l'armée américaine, mais aussi très forte hostilité aux Américains chez les Français (aux viols s'ajoutent les réquisitions, les trafics, les délits commis par les 11 000 déserteurs de l'armée US, le sans-gêne, etc., comme pendant la Première Guerre mondiale)**

⁶¹⁹ P.Buisson, *op. cit.*, tome II, pp. 431 & suiv.

- **organisation officielle dans l'armée US d'une prophylaxie, avec pénicilline, découverte en 1928 : mais l'armée US a mobilisé sans sourciller dans la pègre !**

- la presse US attend le 19 nov. 1945 pour publier le premier article réaliste sur la question !

- nombreuses naissances illégitimes, nombreux mariages. L'Église de France (cardinal Suhard) met en garde contre ces mariages ; le Congrès US simplifie les formalités d'entrée des épouses et des enfants sur le territoire US le 28 décembre 1945 : entrée hors quota jusqu'au 28 déc. 1948 >>> des milliers de Françaises vont en bénéficier, mais certaines vont revenir en France !

□ **la « contre-révolution masculine » de la Libération** ⁶²⁰ :

- **suite d'un certain état d'esprit de la Résistance** (voir plus haut), qui en plus se nourrit d'héroïsation, de culte des galons (qui irrite de Gaulle), du mythe de Paris libéré par ses seules forces, à coup de barricades, et qui est aux antipodes de la situation des PG de retour, hommes rapatriés, dépréciés et chargés d'une légende noire de lâcheté, qui aura la vie dure, au moins jusqu'aux « grands » films de Gérard Oury ⁶²¹.

- Le **retour des PG** est très mal géré : désordre, visite médicale, personnel féminin « maternel », protecteur et doté de grades ! Certains rentrent avec une femme allemande, ce qui est très mal vu de la société, l'État n'a rien prévu, et, au fond, ne s'agit-il pas de « prises de guerre » ? Désillusions variées chez beaucoup, dont le vote des femmes (attribué au seul de Gaulle par la « légende dorée », d'ailleurs) ! Divorces nombreux (moins que prévus par les autorités...)

- le soldat US renouvelle l'image du guerrier

- les **conséquences du droit de vote des femmes** :

* moindre inscription sur les listes électorales

* plus forte abstention que les hommes

* la collaboration horizontale est assimilée à une menée antinationale (voir plus haut) : n'est-ce pas une sorte de revanche devant le droit de vote féminin ? Meilleure preuve : le grand nombre des pétitions demandant la « mort civique » des condamnées

- **poncifs** :

* Jean-Louis Bory, *Mon village à l'heure allemande*, prix Goncourt 1945 : la collaboration a été essentiellement féminine (l'auteur est homosexuel déclaré)

* René Clément, film *La Bataille du rail*, 1945 : une résistance exclusivement masculine

* Jean Nocher, *Les Clandestins*, 1946

* **culte de Danielle Casanova, nouvelle Jeanne d'Arc (communiste) ?**

* **exaltation du travail, de l'effort et des muscles du travailleur CGT et, si possible, communiste** par Maurice Thorez (discours de Waziers, été 1945, cf. biographie dans le dossier biographique)

⁶²⁰ D'après P. Buisson, *op. cit.*, tome II, pp. 476 & suiv.

⁶²¹ Juif « planqué » en Suisse pendant la guerre...

- l'obsession nataliste de la Libération en continuité avec Vichy renvoie les femmes à leur « fonction naturelle », au sein d'un consensus qui lie MRP, de Gaulle (« douze millions de beaux bébés qu'il faut à la France en dix ans », 2 mars 1945 ⁶²²), l'Église, le PCF (voir Jeannette Vermeersch dans la bio. Thorez du dossier biographique), associations diverses (la bonne vieille Alliance nationale contre la dépopulation, Mouvement populaire des familles, Union nationale des associations familiales), Alfred Sauvy (blanchi à la Libération de ses erreurs de prévision de l'entre-deux-guerres et de son passé vichyste : il prend la tête de l'INED à sa création en 1945), Georges Mauco (lui aussi blanchi, de son passé PPF), Michel Debré (éminent résistant, cf. biographie dans le dossier biographique)
- beaucoup de lois natalistes et familialistes de Vichy sont conservées
- tout ceci explique peut-être la durée exceptionnelle du *baby boom* français
- pudibonderie en matière de médias :
 - * commission de censure pour le cinéma ; purgatoire infligé à Clouzot
 - * purge des films de la Continental (allemande)
 - * Centrale catholique du cinéma et de la radio cote les films et les émissions
 - * souci de respectabilité et moralisme puritain du PCF, avec ses couples officiels et célèbres, sa répression des affaires de mœurs internes au parti, à tous les étages, sa répression des intellectuels (ex. : Jean Kanapa, *Comme si la lutte entière*, 1946 : un « désaxé » à cause de qq scènes « érotiques »)
- suspicion pèse sur les homosexuels, comme Serge Lifar, reçu par Hitler en 1942. Le PCF est en flèche, imitant l'URSS des années 1930, poussant le procès Brasillach dans ce sens, ainsi que les procès d'Abel Bonnard (1945) et de Marcel Bucard (1946)
- une répression des homosexuels : maintien de la législation de Vichy, problèmes judiciaires de Roger Peyrefitte, qui met un peu trop en pratique ses *Amitiés particulière* (publiées à l'automne 1944), fermeture de Luna Park (voir plus haut), et même meurtres crapuleux d'homosexuels

8°) La « politisation des corps »

a) État et corps des femmes

- Vichy fait de l'avortement un crime X État
- mais avortements clandestins continuent : chiffres identiques à avant 1914 (?) dans l'entre-deux-guerres
- Vichy mais aussi Londres et Alger :
 - supplément familial de traitement pour les fonctionnaires
 - prêts aux jeunes ménages

⁶²² « Chez de Gaulle, l'angoisse démographique est inséparable de la nostalgie de la grandeur, la préoccupation nataliste de rhétorique nationaliste » (P.Buisson, *op. cit.*, tome II, p. 557).

- création de l'allocation aux jeunes ménages (loi du 29 mars 1941)
- relèvement des allocations familiales, qui auraient dû être intégrées dans la Sécu.
- et bien sûr, droit de vote aux femmes (1944)

□ le droit de vote :

- ordonnance 21 avril 1944, après introduction assez subreptice par l'ancien député communiste Fernand Grenier, et débat à l'Ass. consultative d'Alger, très révélateur de la persistance des mentalités traditionnelles dans une assemblée pourtant chargée du renouveau des institutions : **emprise de l'Église** ? calculs des gains de voix possibles, de Gaulle ne concède-t-il pas le droit de vote ?
- mais les femmes ne sont que 6 sur les 1 059 Compagnons de la Libération, elles sont très minoritaires dans les CDL
- participation des femmes aux votes, nombreux, des années 1945-1946 est abondamment photographiée et stupidement commentée
- participation numériquement remarquable (voir plus haut), avec les résultats que l'on sait (*idem*)

□ les évacuations :

- celles de 1939
- **l'exode** (6 à 8 millions de personnes), avec aspects, contrastes et bruits sociaux, exploitation par la propagande allemande, séparation accidentelle des enfants, *cf. Jeux interdits* (1951), les autorités qui souvent fuient, mais Jean Moulin reste à Chartres, les infirmières qui souvent restent
- Vichy aurait voulu évacuer des villes, par crainte des bombardements, mais la population refuse

□ nombreuses victimes civiles (hommes et femmes) de bombardements >>> sont-elles mortes « pour la Patrie » ? >>>> naissance de la notion de « victimes de guerre », d'autant que déportés s'ajoutent, etc.

□ la séduction :

- la mode est sévèrement contrainte par la pénurie, elle fait lourdement ressortir les **différences sociales, mais vogue du pantalon féminin, sur la lancée de l'impact de Coco Chanel et Marlène Dietrich, de la jupe-culotte**. Mais la réputation du pantalon était sulfureuse : hésitations de Vichy : interdire ? La Résistance aussi est soupçonneuse. Différences Paris/province, bien sûr
- Vichy combat vigoureusement le pantalon
- Vichy veut rendre aux femmes leur naturel par opposition à la mode sophistiquée inspirée du **cinéma américain d'avant-guerre**, mais aussi par rapport à la mode des années 30, jugée masculine et émancipatrice (cheveux courts et cigarette)
- mode des chapeaux très volumineux ; problème des bas >>> teintures, avec publicité, notamment au cinéma

- la Résistance est elle aussi pudibonde et traditionaliste

□ la crainte du brouillage des sexes :

- la France libre est bien obligée de créer des corps militaires féminins, à l'imitation des Anglais (voir plus haut)

- mais danger de la masculinisation des femmes, >>>> la tenue doit être « féminine », certes cheveux courts ou attachés mais pas de pantalon, maquillage mais discret

- de Gaulle refuse de remettre leur étendard aux forces féminines de l'armée de terre (et il n'y a que 6 Compagnes de la Libération seulement sur 1 059 Compagnons, 10 % de femmes parmi les médaillés de la Résistance ou les détenteurs de la carte du combattant volontaire)

□ les névroses de guerre :

- problème complètement gommé pour les combats de 1940

- pour l'armée de 1944-1945 : contemplation médusée de ce qui se passe dans l'armée US : traitements psychiatriques, découverte de l'« épuisement » (*exhaustion*) de guerre, consignes du général Bradley en Sicile, « affaire Patton » (août 1943, il a giflé deux soldats et est contraint de présenter des excuses)

□ les « tontes » de femmes à la Libération (voir plus loin) vont être l'achèvement de la nationalisation du corps féminin⁶²³, une réappropriation du corps de la séductrice, qui a commis une sorte d'adultère à l'encontre de la communauté nationale

b) Les swings et les zazous⁶²⁴

- 1^{er} terme apparaît au printemps 1941 (musique de la 2^e moitié des années 30), le 2^e au début de l'année 1942 (référence à Cab Calloway et à son orchestre du Cotton Club, *Zah Zuh Zaz*, 1933)

- manifestent, entre 1941 et 1945, un refus des rigueurs du temps de l'occupation, un refus des rôles demandés aux jeunes des deux sexes en temps de guerre : un refus simultané de l'Occupation et des assignations masculines et féminines

- très jeunes habitants des grandes villes pour la grande majorité d'entre eux

- extériorisent goût du jazz et surtout du swing (US...), qu'ils dansent dans les nombreuses écoles de danse ouvertes alors pour contourner l'interdiction des bals. C'est sans problème voire idyllique avant l'entrée en guerre des États-Unis...

- se font remarquer par leur tenue excentrique et dispendieuse en tissu en pleine restriction textile; cravate fine et très serrée pour les garçons ; vaste sac en bandoulière pour les filles

⁶²³ Formule de P.Buisson, *op. cit.*, tome II, p. 387.

⁶²⁴ Emmanuelle Thoumieux-Rioux, « Les zazous : un phénomène socio-culturel pendant l'Occupation », dans L.Bantigny, A.Benain & M.Le Roux dir., *Printemps d'histoire. La khâgne et le métier d'historien. Pour Hélène Rioux*, Perrin, 2004, 375 p., pp. 240-250.

- coiffure scandaleuse : **cheveux longs, qui estompent les différences entre les sexes...**
D'autant que les garçons affectent de parler d'une voix de fausset et les filles d'une voix grave !
- des piliers de bars.
- un état d'esprit totalement opposé à la Rév. nationale, pour laquelle les zazous sont le fruit de la démocratie décadente et rappellent le mouvement Dada (voir cours GÉS-7). Ce sont des « planqués » qui se font exempter du Service rural, ne sont pas volontaires pour la Relève et cherchent à échapper au STO
- cibles de la presse collaborationniste : insouciance, gaspillage, immoralité, musique « nègre », « jeunesse dorée » des beaux quartiers, homosexualité supposée ⁶²⁵, planqués (voir plus haut + ils seraient lâches pendant les bombardements), ils sont associés aux juifs (ne le seraient-ils pas eux-mêmes ?), aux gaullistes et aux francs-maçons >>> les Jeunesses du PPF appellent en 1942 à « tondre les zazous » ; *Au Pilon* publie 62 articles (hostiles) sur les zazous entre 1942 et 1944
- mais on trouve ces critiques aussi dans la Résistance et la France libre chez les dirigeants du Hot Club et finalement dans toute la société « correcte » de la Libération, cf. les chansons de Boris Vian et « zazou » passe dans le langage courant de la fin des années 40 et du début des années 50 pour critiquer tous ceux et celles qui « font les idiots » ⁶²⁶
- des zazous sont molestés, tondus, rasés, raflés, envoyés à la campagne, les filles fessées
- au fond un phénomène (et non un mouvement) de « déviance » hors de la norme sociale, une façon de s'amuser, sans programme idéologique, une réaction vis-à-vis des parents, comme plus tard les garçons aux cheveux longs ⁶²⁷ et les filles en minijupe

c.) Viols « enfants de Boches » et « collaboration horizontale »

□ les viols et les « enfants de Boches » :

- des viols, comme pendant la Première Guerre Mondiale, théoriquement sévèrement punis par l'armée allemande
- mais, surtout : « **La maternité n'est plus imposée par l'ennemi à la faveur de violences faites aux femmes, mais la plupart du temps librement consentie par ces dernières.** » ⁶²⁸

⁶²⁵ D'autant plus que Charles Trenet, homosexuel avéré et sulfureux, s'empare du rythme swing et que des homosexuels cèdent à la mode zazou, comme le charmant Aguilar, Salvadorien qu'on voit beaucoup dans l'entourage de Cocteau.

⁶²⁶ Qu'il me soit permis de révéler que j'ai été enfant souventes fois traité de « zazou » par ma mère !

⁶²⁷ Antoine chantera : « Ma mère m'a dit Antoine, fais-toi couper les cheveux... »

⁶²⁸ P.Buisson, *1940-1945. Années érotiques*, tome II, Livre de Poche 32300, 2008, 734 p., p. 156.

Désir de se plier à la norme nataliste, en vigueur depuis la Première Guerre Mondiale ?

Plutôt l'amour car les ¾ de ces femmes ont recours à l'avortement.

- des enfants de soldats allemands, cf. le DVD prêté, notamment Gérard Lenorman (1981, *Warum mein Vater*). Vichy ne semble pas considérer cela comme un problème. On en parle ouvertement depuis quelques années et Fabrice Virgili a écrit un livre « définitif » ⁶²⁹ :

* un « échange d'hommes » en 1940 (PG contre occupants)

* facilités procurées par la proximité topographique dans les logements, les quartiers (commerces, etc.),

* les vainqueurs, soldats en 1940, apparaissent comme des hommes au bout d'un certain temps

* les relations avec des femmes françaises forment la majorité des instructions judiciaires militaires faites contre des soldats allemands

* un seul *Lebensborn* en France, Westwald (château de la famille Menier, à Bois-Larris, à Lamorlaye, dans la forêt de Chantilly, Oise, tout petit, plutôt un foyer)

* une double illégitimité

* culpabilité persistante, cf. le DVD prêté ; « imaginer son père le moins nazi possible »

□ les attitudes :

- Vichy « veut tout connaître mais ne rien savoir » ⁶³⁰

- la presse clandestine condamne vigoureusement, sans faire de nuances, cf. le numéro de février 1942 de *Défense de la France* : « Vous serez tondues, femelles dites Françaises qui **donnez votre corps à l'Allemand.** »

- l'édition clandestine oppose *Le Silence de la mer*, de Vercors, imprimé clandestinement en 1942

□ à la Libération, le châtiment des femmes accusées de collaboration :

- comme pour les hommes, épuration ± sévère selon les milieux socioprofessionnels et le type de collaboration pratiquée

- une sévérité particulière : femmes forment 25 % de la population traduite devant les tribunaux de la Libération (10 % de la pop. criminelle, d'ordinaire)

- des viols commis par des soldats américains, dont 21 (tous Noirs) sont exécutés

□ à la Libération, l'image forte des femmes tondues ⁶³¹ :

- une fête annoncée (voir plus haut), avec éventuellement des listes préalables ; une fête **misogyne car aucun homme n'est tondu (ou l'équivalent)**

⁶²⁹ F. Virgili, *Naître ennemi : les enfants de couples franco-allemands nés pendant la Seconde Guerre mondiale*, Payot, 2009, 376 p.

⁶³⁰ P. Buisson, *op. cit.*, tome I, p. 164.

⁶³¹ Biblio. très abondante : F. Virgili, *La France "virile". Des femmes tondues à la Libération*, Payot, 2000, 376 p., réédition, 2004, 422 p., dans le « cadrage » par jury ; F. Virgili, « La violence, réponse à la violence : les tontes de la Libération », dans Collectif, *La violence de guerre. 1914-1945*, Complexe, 2002, 348 p., pp. 277-288

- humiliation publique ordonnée comme un spectacle, abondamment photographiée (avec nombreux tirages, éventuellement avec des légendes alambiquées), très souvent **représentée dans films de fiction à titre d'identification de la Libération**
- cérémonie expiatoire punissant la « trahison » **d'un bouc-émissaire**, dégradant le corps, **coupant les cheveux, symboles de féminité, avec l'image « positive »** de la reconstruction nationale : tondre est une « **mesure d'hygiène** », **c'est une souffrance après une « jouissance »**, alors que la majorité des Français ont « souffert » (faim, etc.) >>> de nombreux **cas d'organisation méthodique des tontes, avec une sorte de jurisprudence**
- les violences accompagnant les tontes sont de degrés variés, comme la judiciarisation de la chose, comme le caractère méthodique ou pas ; dénudation fréquente, soit au début, soit à la fin
- lien avec la « collab. horizontale » : les relations intimes sont reprochées dans la **nette majorité des cas, assorties souvent du fantasme d'une « collaboration au féminin »**
- **association éventuelle avec la peur ressentie lors d'une libération difficile, peur éventuelle** du retour des Allemands
- conséquences : un très grand nombre de dénonciations de « filles à Boches »
- punir la Femme dont un symbole est la chevelure, montrer et souiller son corps, *cf.* les tontes opérées lors de nombreux événements militaires, comme la libération de la Belgique **en 1918, la guerre d'Irlande (Ken Loach, *Vent...*)**, la période nazie en Allemagne
- conséquences du symboles : la « tonte » se déroule sur une place publique, près de la **mairie ou de la préfecture, ou dans (devant) une prison, elle s'achève par une promenade en charrette**, en référence à la Révolution française peut-être
- dans cas nombreux de « marquage », croix gammée sur le front ou sur les seins par ex., retrouvant une longue tradition de stigmatisation masculine des corps coupables (*cf.* Esmeralda)
- contexte matériel ou lexical : « souillure », « hygiène », « **crever l'abcès** », etc.
- la « tondue de Chartres », photographiée par Capa ⁶³² : le bébé figure sur les photos
- la « tondue de Nevers », évoquée dans Alain Resnais, *Hiroshima mon amour*, 1958 (voir plus haut)
- des « résistants en peau de lapin », « de septembre (1944) » ; les soldats alliés sont **souvent écœurés** ⁶³³ ; des voix se sont élevées au sein de la résistance contre les tontes, comme celle de Rol-Tanguy, **celle du comité d'épuration de Poitiers, celle de Mélinée Manouchian**, la compagne du militant communiste exécuté par les Allemands en février 1944, celles de préfets et de qq organes de presse issus de la Résistance

⁶³² Cf. P.Frétigné & G.Leray, *La tondue (1944-1947)*, Vendémiaire, 2011, 222 p.

⁶³³ À Saint-Omer, un officier polonais intervient pour extraire trois « prostituées » de la foule.

- deux phases : libération (mais des tontes dès 1943, notamment lors de la libération de la Corse), dans un contexte d'épuration sauvage et violente touchant les deux sexes ⁶³⁴ ; retour des déportés, prisonniers et trav. du STO
- géographie : départements particulièrement représentés = Oise, Côtes-du-Nord, Indre ; des villes de toutes tailles, mais aussi des villages
- les institutrices sont surreprésentées
- après la tonte : des cas de viols, de tortures, fuite, enfermement par les proches
- réactivation du mythe du « guerrier », qui punit (mais il y a des femmes dans la foule, les images le montrent), de plus un sursaut viril de la Libération : iconographie exaltant le « guerrier »
- « **Les tontes de l'été 1944** constituent une revanche à la fois collective et individuelle sur la défaillance masculine du printemps 1940 dont les hommes ont dû, pendant quatre longues années, acquitter le tribut sous forme de trahisons privées, de désordres conjugaux, de drames intimes, de frustrations sexuelles, de rancœurs inassouvies. » ⁶³⁵ >>> « retour en force de la domination masculine dans la sphère privée » ; « réappropriation par les hommes du contrôle de la sexualité féminine » (*idem*)
- avec une nuance : beaucoup de femmes ont dénoncé et participé aux « promenades en ville », de manière hystérique, ce qui fait penser aux « tricoteuses » de la Révolution
- vision misogyne de l'avenir, qui se décline au masculin, les femmes ayant failli
- ⇒ un curieux « sacre » de la citoyenne en 1944 ! >>>>

Conclusion générale

- en 1961 les armées de l'OTAN comptaient 30 000 femmes, elles étaient 288 000 en 2001
- fin 2012 il y avait 204 000 femmes dans l'armée US, soit 15 % des effectifs. Plus de 280 000 ont été déployées sur les théâtres d'opérations depuis 2011 et 152 l'ont payé de leur vie
- mais certaines armées restent aujourd'hui entièrement masculines, comme l'armée italienne (≠ police)

ⁱ *Ma Jeunesse sous l'aile de Péguy*, Fayard, 1961, 241 p., *Je découvre l'Université*. Douai, Lille, Grenoble, Fayard, 1963, 214 p.

⁶³⁴ Nombreuses études départementales, par ex. l'Ariège semble avoir été tout particulièrement concernée, cf. P.Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouweer, 2001, 272 p., recueil de textes, réédition, Seuil, coll. "Points", 2003, 288 p., chapitre 7.

⁶³⁵ P.Buisson, *op. cit.*, tome II, p. 395

ⁱⁱ In-16, 102 feuillets, Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine, campus de l'Université Paris X- Nanterre, cote 0.229 Réserve.

ⁱⁱⁱ Cf. Dominique Lejeune, *Les "alpinistes" en France à la fin du XIXe et au début du XXe siècle (vers 1875-vers 1919). Étude d'histoire sociale ; étude de mentalité*, Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1988, diffusion C.I.D., 272 p., *passim*.

^{iv} Une très intéressante étude de cette soutenance (et de l'Institut de géographie de Lille) a été faite par Firmin Lentacker, "Aux premiers temps de l'Institut de géographie de Lille (1899-1906)", *Acta Geographica*, n° 91, 1992/III, pp. 24-34, texte qui reprend, pour le compte de la série "Mémoires de la géographie" dirigée par Ph. Pinchemel, l'essentiel d'une communication faite à la Commission historique du département du Nord en décembre 1991.

^v *La Montagne* était la revue du Club alpin français. Un exemple d'article : "Le Village de Saint-Véran. Monographie d'une commune de haute montagne", en 1910, pp. 680-691.

^{vi} La première ligne des carnets est : "mercredi 29 juillet [1914]. Les bruits de guerre depuis quelques jours."

^{vii} Localité proche de Meaux où Péguy est tué à la tête de sa section lors de la bataille de la Marne.

^{viii} Titre, bien sûr, d'un ouvrage d'Yves Lacoste.

^{ix} Pour ajouter "...boche" ! (à Verdun).

^x Le mot est présent le 13 mai 1916 : "Un grand bavard, qui a des attaches financières, me raconte quelques potins."

^{xi} *Je découvre l'Université...., op.cit.*, p. 181.

^{xii} Raoul Blanchard est réputé pour avoir eu un goût prononcé pour "démontrer sa postérité scientifique, mais il ne se reconnaissait pas de pères spirituels", notent malicieusement Paul Guichonnet et Jean Masseport dans *Les géographes français*, n° spécial du *Bulletin de la section de géographie du C.T.H.S.*, n° LXXXI, 1968-1974, Paris, 1975, 203 p., pp. 133-134 !

^{xiii} Exemple : le 11 octobre 1914.

^{xiv} On se s'étonnera pas que le sens soit quand même quelque peu différent de celui de P.Fridenson dir., *1914-1918. L'autre front*, Éditions ouvrières, 1977, 237 p. ...

^{xv} *Je découvre l'Université....*, *op.cit.*, p. 182.

^{xvi} Station climatique du plateau des Petites-Roches (Chartreuse).

^{xvii} Blanchard avait déjà employé le mot le 5 décembre précédent pour les grévistes de la Loire.

^{xviii} "Jactance" est un mot de Blanchard pour lui-même dans *Je découvre l'Université....*, *op.cit.*, p. 157 !

^{xix} Dans sa rubrique "Mémoires de la Géographie", *Acta Geographica*, la revue de la Société de Géographie, a dernièrement évoqué (n°85, 1991/I, pp. 46 & suiv.) les souvenirs de Maurice Pardé (1893-1973), donnant des extraits : on y voit la pittoresque rencontre avec Raoul Blanchard, en octobre 1917.

^{xx} Jamais les "Pays-Bas", chose un peu curieuse eu égard au sujet de thèse de Blanchard, mais classique pour sa génération.

^{xxi} La citation finale est de P.Guichonnet et J.Masseport, qui continuent ainsi : "Homme de son temps, avec des exclusives curieuses, comme les Iles britanniques, où jamais il ne mit les pieds, adepte du bateau, répugnant à l'avion, il est bien un homme d'une certaine *belle époque*." 17 de ses élèves et disciples sont devenus professeurs de faculté.

^{xxii} Avec un point d'exclamation. Il s'agit de la méningite cérébro-spinale de sa fille Colette.